

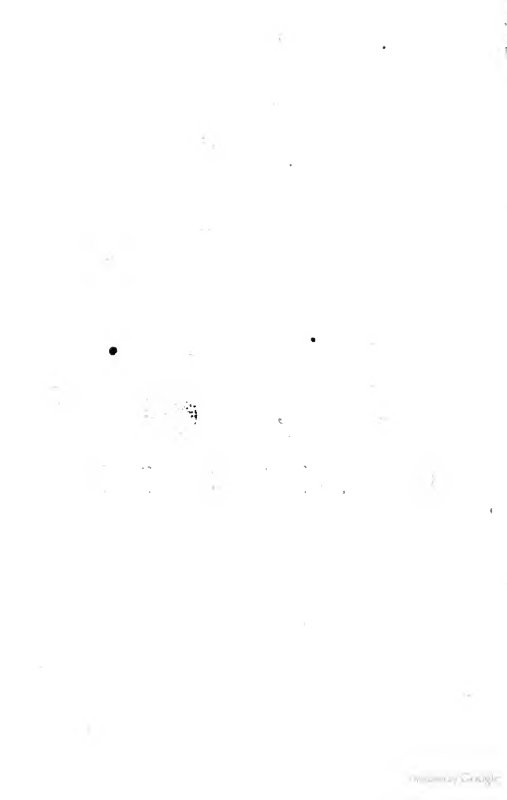




13-19-i. 29.

PREUVES
DES
LIBERTÉZ
DE L'EGLISE
GALLICANE.





PREUVES
DES
LIBERTÉZ
DE L'EGLISE
GALLICANE.

TROISIÈME ÉDITION.

TOME SECOND.

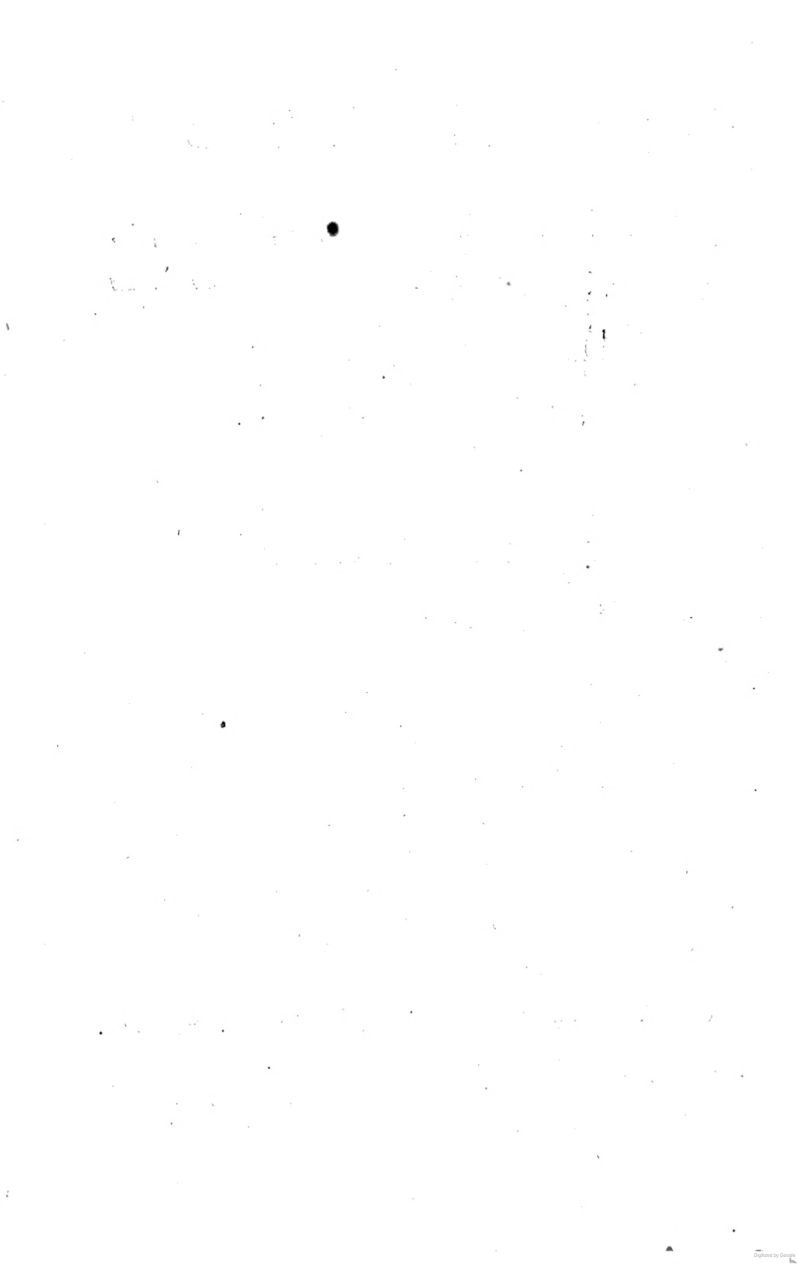


L'an 1731. sur l'Imprimé

A PARIS,

Chez SEBASTIEN CRAMOISY, Imprimeur ordinaire du Roy,
& GABRIEL CRAMOISY.

M. DC. LI.
AVEC PRIVILEGE DE SA MAJESTÉ.



PREUVES DES LIBERTES DE L'EGLISE GALLICANE.

CHAPITRE XXI.

ENCAS DE REFUS FAIT EN COUR DE ROME,
ou par les Ordinaires, de conferer le benefice requis, le Roy &
les Cours de Parlement y mettent l'ordre convenable.

Extrait des Registres de Parlement. 1580.

VEU par la Cour la Requête présentée par maître Jean Habert Conseiller en icelle, par laquelle attendu que au proces de complainte nagueres pendant au Grand Conseil, pour raison du Prieuré de Flottan, Diocèse de Sens, dépendant de l'Abbaye de Saint Jean de Sens, entre maître Antoine Ricoul nommé par le suppliant, en vertu de l'indult & privilege des Prieurs & Conseillers de ladite Cour, & pourveu à la nomination suidite dudit Prieuré, par le Chancelier de l'Université de Paris au refus de l'Ordinaire. Et Jean Halte se disant pourveu par l'Abbé dudit Saint Jean, & Jacques le Maître se disant pourveu en Cour de Rome d'autre, s'étant ensuiui Jugement & Arrest de main-léevée au profit dudit Ricoul le treizième jour d'Aoust dernier passé, avec condamnation de dépens, dommages, interêts, & que depuis ledit Arrest, ledit Ricoul ayant passé procuration pour résigner en Cour de Rome ledit Prieuré en faveur dudit suppliant, & la procuration avec mémoires envoyez à Rome pour expedier la provision & le solliciteur des expeditions de Cour de Rome fait son devoir pour assurer la provision suivant la promesse, & presté le consens des le dernier jour dudit mois d'Aoust: Ce neantmoins ledites Halte & le Maître, & ledit Abbé de Saint Jean se voulans accommoder dudit Prieuré, & rendre audit suppliant frustratoire ledit Jugement & Arrest du Grand Conseil donné à la poursuite & frais, au profit dudit Ricoul, auroient par faveurs trouvé moyen d'empêcher l'expédition du titre & pro-

vision: requerrant à ces causes lui être sur ce pourveu conformément audit Arrest cidevant donnez en cas & matieres semblables. Et veu ledit Jugement du Grand Conseil, Arrest de ladite Cour du vingt-huitième Fevrier mil cinq cens soixante-trois, donné pour raison de la Prevoté d'Anjou en l'Eglise saint Martin de Tours, procuration dudit Ricoul pour résigner ledit Prieuré en Cour de Rome du huitième jour d'Aoust dernier, en faveur dudit suppliant, signée du Val & Imbon: Extrait du registre de feu maître Antoine Ricoul, lui vivant solliciteur des expeditions de Cour de Rome, & d'une missive étant es mains de François le Coeur Bourgeois de Paris; ledit extrait signé Desnoes, & Jourdain Notaires au Châtelet de Paris: Et même les Arrests donnez en pareil cas: Ouy sur ce le Procureur general du Roy, auquel de l'Ordonnance de ladite Cour, ladite requête & pieces suidites ont été communiquées: Et tout considéré: Ladite Cour pour aucunes bonnes causes justes, & raisonnables considerations à ce la mouvans, a ordonné & ordonne que l'Archevesque de Sens Diocésain, ou son Vicaire general baillera provision audit suppliant dudit Prieuré de Flottan, pour lui valoir de date du dernier jour d'Aoust, qui est le jour du refus qui a été fait en Cour de Rome, d'expedier la provision dudit Prieuré, suivant les procurations dudit Ricoul, & consensement de son Procureur, & pour lui servir ce que de raison. Fait en Parlement le dixième jour de Decembre mil cinq cens quatre-vingts.

Pareil Arrest de la Cour du 10. Avril 1581. & pour le Doyenné de Noyon en la Chambre de Guyennat, en May 1583. Celui de Saint Pourçain du 27. Mars 1584. Voyez Papon en ses Arrests livre 1. titre 2. §. 17.

Extrait des Registres du Conseil Privé du Roy. 1593.

11. **S**UR la requête présentée au Roy par maître Regnault de Baulne, Archevesque de Bourges, & Abbé de Moleme, Con-

seiller du Roy en son Conseil d'Estat, & son Grand Aumolnier, contenant que par Arrest du Grand Conseil du 26. Fevrier 1591. il auroit

Tom. I. Paris 111.

A

esté ordonné & permis audit suppliant, prendre possession de ladite Abbaye de Molefine, attendu les diligences par lui faites en Cour de Rome, & qu'il jouiroit des fruits d'icelle Abbaye tant spirituels que temporels, attendant qu'il soit obtenu lesdites Bulles: requerrait à cette cause que les instances qui interviendront en execution dudit Arrest, mesme pour raison des collations & presentations des benefices de ladite Abbaye, & jouissance des fruits d'icelle, fussent traitées audit Grand Conseil, & que lesdites collations & presentations seroient de telle force & vertu, comme si le suppliant avoit obtenu ses Bulles en Cour de Rome: auquel Grand Conseil à cette fin seroit attribué toute cour, jurisdiction & connaissance. Veu par le Roy en son Conseil ladite requête; ledit Arrest dudit Grand Conseil du 26. Fevrier; Autre Arrest dudit Grand Conseil, du 22. Mars audit an 1591.

Acte de la prise de possession faite par le suppliant de ladite Abbaye, du 16. Mars audit an. Et tout considéré, Le Roy en son Conseil, a ordonné & ordonne, que en consequence de l'Arrest dudit Grand Conseil, prise de possession de ladite Abbaye, & de tout ce qui s'en est ensuivi, ledit Grand Conseil connoitra des instances qui interviendront pour raison des fruits, collations, & presentations faites ou à faire par ledit Abbé de Molefine suppliant: lesquelles collations & presentations seront de telle force & vertu, comme si ledit suppliant avoit obtenu ses Bulles en Cour de Rome: auquel Grand Conseil Sa Majesté à cette fin a attribué & attribué toute cour, jurisdiction & connaissance desdites instances, l'a interdict & défendu à tous autres Juges. Fait audit Conseil tenu à Chartres le 19. jour de Mars 1591. Signé, MELIAND.

Extrait des Registres de Parlement, du 22. Janvier 1626.

III. **V** E U par la Cour la requête présentée par Gilles de Villelongue Clerc au Diocèse de Reims, contenant qu'il auroit esté nommé par le Roy à nostre S. Pere le Pape, pour estre pourveu de l'Abbaye de Janvilliers, seize au pays Barrois, de l'Ordre de Premonstré, au Diocèse de Toul, comme vacante par la mort de Frere Nicolas Barnet dernier possesseur de ladite Abbaye, estant de la nomination du Roy: ensuite de laquelle il auroit mis es mains d'un Banquier expeditionnaire en Cour de Rome les Lettres dudit seigneur Roy adressées à nostre saint Pere, avec attestation de sa vie & mort, & profession de Foy, pour obtenir lesdites provisions, comme il est accoustumé: lesquelles pieces seroient arrivées à Rome es mains du correspondant dudit Banquier, lequel auroit poursuivi l'expedition, qui auroit esté empêché par aucuns qui sont en Cour de Rome, qui auroient fait refuser les lettres, suppliant ladite Abbaye n'estre en la nomina-

tion du Roy: requerrait ledit suppliant que l'un des Prelats de ce Royaume fust commis pour lui donner provision de ladite Abbaye sur ledit refus, pour valloir comme despatché en Cour de Rome, ou que permission lui fust donnée de prendre possession de ladite Abbaye, faire baux à ferme, disposer du revenu, le recevoir, baillet acquit, & en cas de contravention, faire assigner les opposans en ladite Cour: Certificat de L'huillier Banquier du 19. Decembre dernier, contenant son certificat de ce que dessus; Conclusions du Procureur general du Roy. Et tout considéré, ladite Cour ayant égard à ladite requête, a permis & permet au suppliant prendre possession de ladite Abbaye de Janvilliers, qui vaudra du jour de la nomination du Roy, comme si elle estoit faite en vertu des provisions, à la charge neantmoins de réiterer ladite prise de possession, lorsque lesdites Bulles lui auront esté délivrées, & ledit empêchement cessé.

Arrest donné au Grand Conseil le 29. Juillet 1636.

IV. **S** U R la requête présentée au Grand Conseil du Roy le vingt-quatrième Juillet six cens trente-six, par Messire Louis Cardinal de la Valette, élu en l'Abbaye de S. Syphorien de Metz, tendant afin que le refus fait en Cour de Rome, de lui délivrer les Bulles de provision, lui vaille titre, & qu'il lui soit permis prendre possession de ladite Abbaye pour la conservation de ses droits, à la charge d'obtenir lesdites Bulles quand les causes d'empêchement cesseroient: après avoir veu ladite requête, acte d'élection & postulation par les Religieux & Convent de ladite Abbaye S. Syphorien, vacante par le décès de Messire Charles Hellot, de la personne dudit Cardinal de la Valette, pour estre pourveu de ladite Abbaye, du premier Octobre six cens trente-cinq: brevet de nomination confirmatif de ladite postulation & election dudit Cardinal de la Valette, pour estre pourveu de ladite Abbaye, du qua-

trisième desdits mois & an: lettres du sieur de Notailles Ambassadeur du Roy vers le Pape, & de M. Jean Marchand solliciteur d'expeditions en Cour de Rome, audit Cardinal de la Valette, contenant le refus de délivrer les provisions de ladite Abbaye, des vingt-deuxième May & treizième Juin six cens trente-six: conclusions du Procureur general. Le Conseil ayant égard à ladite requête, a ordonné & ordonne, que le refus fait en Cour de Rome de délivrer les Bulles de provision de ladite Abbaye saint Syphorien de Metz, vacante par le décès dudit Charles Hellot, audit Cardinal de la Valette, lui vaudra titre: & lui à ledit Conseil permis prendre possession de ladite Abbaye pour la conservation de ses droits, à précharge d'obtenir Bulles de provision de ladite Abbaye, quand les causes d'empêchement cesseroient. Donné à Paris le vingt-neuvième jour de Juillet l'an de grace mil six cens trente-six.

*Arrests donnez sur des refus faits par les Ordinaires.**Extrait des Registres de Parlement. 1611.*

V. **VEU** par la Cour la requête à elle présentée par maître Emon Richer, Docteur Syndic de la Faculté de Theologie, par laquelle attendu le refus, tant de l'Evesque de Paris que Archevesque de Sens & d'Asthun Superieurs, que des Evesques de Noyon & de Chartres, commis par Arrests du 12. & 21. de ce mois, lui bailler comme gradué oommé provision de la Chanoinie & Prebende de l'Eglise de Paris, vaquante par le deceds de M. Pierre de Serre, le premier refus fait par ledit Evesque de Paris fust déclaré valoir titre, pour en

verta d'icelui & de l'Arrest, prendre possession : Lesdits Arrests, & refus, des dix, douze, treize, dix-neuf & vingt-trois de ce mois : conclusions du Procureur general du Roy. Tout considéré : Ladite Cour ayant égard à la requête & conclusion du Procureur general du Roy, a ordonné & ordonne, que le refus le 10. de ce mois fait par l'Evesque de Paris, vaudra titre au suppliant de la Chanoinie & Prebende par lui requise, pour en prendre possession, & lui servir & valoir do jour & date dudit refus. Fait en Parlement, le 27. Juillet 1611. *Signé, VOYSSIN.*

Extrait des Registres de Parlement. 1612.

VI. **VEU** par la Cour la requête à elle présentée par maître Pierre de Bailly, Docteur en Theologie, & Bachelier en Droit Canon en l'Université de Paris, par laquelle au refus des grands Vicaires de l'Evesque de Paris, Archevesque de Sens, & Primat de Lyon, de lui bailler provision de la Prebende en l'Eglise de Paris, à laquelle a esté oommé

par le Recteur de l'Université, requeroit autre offre oommis pour valoir comme de l'Ordinaire : lesdits actes. Et tout considéré : Ladite Cour a commis & commet l'Evesque de Beauvais ou son grand Vicaire, pour bailler au suppliant provision de ladite Prebende, laquelle vaudra comme de l'Ordinaire. Fait en Parlement le dernier Decembre 1612. *Signé, VOYSSIN.*

Extrait des Registres de Parlement. 1613.

VII. **VEU** par la Cour la requête à elle présentée par maître Pierre de Bailly, Docteur en Theologie, par laquelle attendu le refus tant de l'Evesque de Paris, Archevesque de Sens, & Primat de Lyon, que de l'Evesque de Beauvais, sur le refus par Arrest du dernier Decembre commis, lui bailler provision de la Prebende en l'Eglise de Paris, à laquelle a esté oommé par le deceds de feu M.

Pierre de Serre, requérant ledit refus valoir titre : lesdits refus, Arrests & pieces attachées à ladite requête : Tout considéré : Ladite Cour a ordonné & ordonne, que le refus du 15. Decembre fait par l'Evesque de Paris, vaudra dudit jour titre au suppliant de la Prebende, pour en prendre possession, servir & valoir comme de raison. Fait en Parlement le 15. Janvier 1613. *Signé, VOYSSIN.*

Extrait des Registres de Parlement. 1614.

VIII. **VEU** par la Cour la requête à elle présentée par M. Michel de Reynes, Aumosnier du Prince de Condé, à ce que pour le refus de l'Evesque de Paris, des Archevesques de Sens, & Lyon, de lui bailler provision des Cures de saint Barthelemy, saint Gilles & saint Euphrasie, resignées par permutation par M. Antoine Fufy, fust déclaré valoir titre du même jour, pour en prendre possession & jouir, avec défenses le troubler : ladite procu-

ration du neuvième Novembre, & refus des 10. & 17. dudit mois : Conclusions de nostre Procureur general. Tout considéré : Ladite Cour a ordonné & ordonne, que le refus fait au suppliant le dixième jour de Novembre, lui vaudra titre du même jour pour prendre possession, servir & valoir comme de l'Ordinaire. Fait en Parlement le cinquième jour de Decembre 1614. *Signé, VOYSSIN.*

*Arrest du Conseil sur le refus fait par le Pape.**Extrait des Registres du Conseil Privé du Roy. 1642.*

IX. **SUR** la requête présentée au Roy en son Conseil par le sieur Cardinal Duc de Richelieu, contenant qu'il seroit esté élu & possédé Abbé de l'Abbaye de Premonstré,

Chief & General de tout l'Ordre par les Religieux de ladite Abbaye, par acte capitulaire du vingt-croisième Decembre 1635, approuvé par les Peres Abbes dudit Ordre, & par la Majesté,

qui en conséquence l'autoit nommé à nostre saint Pere le Pape, par les brevets & lettres à ce nécessaires, lesquelles il auroit envoyées en Cour de Rome, avec le procès verbal dès le mois de Janvier 1636. pour en estre pourveu en la maniere accoustumée: depuis lequel temps il a incessamment poursuivi l'expédition de ses Bulles & provisions, lesquelles il n'a pu obtenir à cause des oppositions de l'Empereur, du Roy d'Espagne, & autres par eux suscitez par avertis qu'ils ont à sa personne, en consideration des services qu'il rend à Sa Majesté, & à l'Estat, ainsi qu'il appert par le certificat de L'huillier Banquier expeditionnaire de Cour de Rome du dix-huitième de Juin 1640. Sous prétexte duquel tesus, les Religieux dudit Ordre n'ont voulu reconnoître pour Prieur & Administrateur du College de Premonstré, fondé en l'Université de Paris, Frere Lucas Forestier par lui pourveu dudit Prieuré & Principauté, mais au contraire en auroient pourveu Frere

Vivot, qui se seroit mis violemment en la possession d'iceulx, & fait pour ce complainte au Grand Conseil: & requerant qu'il lui soit permis prendre possession réelle & actuelle de ladite Abbaye, faire & exercer toutes les fonctions d'Abbé, Chef & General de ladite Abbaye, & Ordre de Premonstré, & ce faisant évoquer dudit Grand Conseil ladite instance pendant entre ledits Forestier & Vivot, & cependant pour ne laisser ledit College sans Supérieur, ordonner par provision que ledit Forestier, pourveu par ledit sieur Cardinal, jouira dudit Prieuré & Principauté, sans préjudice du droit des parties au principal. Veu par le Roy en son Conseil le procès verbal de l'élection & postulation de la personne dudit sieur Cardinal, pour Abbé, Chef & General de l'Ordre de Premonstré: Brevet de nomination donné par Sa Majesté audit sieur Cardinal du vingt-huitième Decembre 1636. Certificat de L'huillier Banquier expeditionnaire en

Cour de Rome, contenant l'envoi & réception en Cour de Rome dudit procès verbal, & des lettres de nomination de sa Majesté à l'effet d'obtenir ledites Bulles: tesus en Cour de Rome de les expedier, du dix-huitième Juin 1640. Provisions dudit sieur Cardinal nads Forestier dudit Office de Prieur ou Principal du College de Premonstré, du 15. des presens mois & an: Acte de prise de possession dudit Forestier desdits jour & an, contenant l'opposition de Frere Adrian le Maire, & de Frere Jacques d'Abouville: ouy sur ce le rapport du sieur d'Haligre: & tout considéré: Le Roy en son Conseil ayané égard aucunement à ladite requeste dudit sieur Cardinal, lui a permis & permet prendre possession de ladite Abbaye, & tout ainsi que s'il avoit les Bulles & expeditions de Cour de Rome, en joint & administrer le spirituel & temporel, à condition d'obtenir les Bulles, aussitôt que les causes fut lesquelles sont fondées ledites oppositions, seront levées. Et ce faisant a évoqué à soi & à son Conseil, l'instance pendante au Grand Conseil, entre ledits Forestier, Vivot, & autres pour raison dudit Prieuré & Principauté dudit College de Premonstré, auquel les parties viendront proceder au premier jour; & cependant a ordonné & ordonne, que ledit Forestier exercera ledit Office de Prieur ou Principal dudit College, jusques à ce qu'autrement en ait esté ordonné. Fait inhibitions & défenses audit Vivot & autres opposans, de troubler & empêcher ledit Forestier en l'exercice dudit Office, soit peine de décheoir de leant drois. Faisant sadite Majesté défenses audit Grand Conseil & tous autres Juges, d'en prendre connaissance, & aux parties de se pourvoir ailleurs que pardevant sa Majesté en son Conseil, à peine de nullité, cassation des procedures, & de tous dépens, dommages & interêts. Fait au Conseil Privé du Roy tenu à Paris, le 26. jour de Janvier 1641. Signé, DE CHAILL.



CHAPITRE XXII.

ORDONNANCES, LETTRES PATENTES, & autres actes, contre les divers moyens dont l'on se sert en Cour de Rome, pour tirer l'argent de ce Royaume.

Que le Pape ne peut faire aucune levée en France sans le consentement du Roy, ni faire de nouvelles impositions, ni augmenter les anciennes taxes des expeditions des benefices de ce Royaume.

Défenses faites à divers temps de porter or & argent à Rome.

Protestation des Grands de France contre les entreprises des Ecclesiastiques. 1205.

LEGO Robertus de Cortenaio notum facio universis, ad quos presentes littere pervenerint, quod quia ego & alii Barones Regni Francie videbamus, quod dominus Papa, & Clerici exigebant à domino Rege Francie, & nobis, & hominibus, & terris nostris talia quae

à temporibus antecessorum nostrorum & nostris non erant exacta: ego & alii Francie Barones eidem domino Regi consilium dedimus, ut ipse domino Papae manderet, ut ipse tenet dominum Regem, & Barones, & homines suos, & terras eorum ad nos & consuetudines, quibus fuerunt

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXII.

fuertit temporibus antecessorum suorum & suo. Si vero dom. Papa id facere non voluerit, ego & alii Barones Francie domino Regi consuliimus, quod ipse neque dom. Papæ, neque Clericis super hoc eidem consentientibus obediat : & nos super omnia quæ ab ipso tenemus, carantavimus * & fiduciavimus eidem, quod nos neque dom. Papæ, neque Clericis super hoc eidem

consentientibus obediemus, nec pro ipsis aliquid faciemus nisi per voluntatem & consensum dom. Regis : & ipse similiter carantavit *, quod ipse pro dom. Papa, & sibi in hoc adhatentibus nihil faciat nisi per consensum nostrum. Actum apud Chinionem, anno ab Incarnatione Domini 1205. mense Junio. *Sigillum.*

* cren-
vimus

* cren-
vimus

Semblables lettres de Guillaume Comte de Sancerre, de Pierre Comte d'Assens, de Hervé Comte de Nevers, d'Enguerrand Comte de Perche, & de Guy de Dampierre. Au trésor layette Grenouille, orig. r.

Aide des Evêques de France au Pape, du consentement du Roy. 1210.

P HILIPPUS, &c. Archiepiscopo Senonensi, & suffraganeis ejus, & omnibus Albaribus, Prioribus, Decanis, & Capitulis, & universis Ecclesiarum Prelatis in Senonensi provincia constitutis. Auditis calamitatibus S. Romane Ecclesie Matris nostre, ad petitionem dom. Papæ, quam super hoc recepit, vos requirimus & rogamus, ut eidem Patri nostro summo Pontifici tantum & tale auxilium faciatis contra Ocho, qui, ut ejusdem dom. Papæ verbis utamur, dicitur Imperator, quod ipse & nos cum ipso ad gratias vobis uberimas tenemur. Quod ut melius & uberius possitis facere & velleis, sciatis quod nos à servitio, quod

nobis debetis in magna parte temporis nos relaxabimus, nisi, quod Deus avertat, idem Ocho cum magna gente super nos, & Regnum nostrum veniet, vel talem & tantam mitteret gentem, quod apparens esset, quod nobis & Regno nostro nocere posset. Magist. igitur Regis, dilectum nostrum dom. Papæ Capellanum, cui ipse hoc commisit negotium, ad vos mittimus, vos rogantes, ut super precibus domini Papæ, & nostris tantum faciatis, quod tam ab ipso quam à nobis mercamini, & amplius diligite, & non immerito commendanti. Actum Parisius anno Dom. 1210. mense Martio. *Du trésor des Chartes.*

Ex Mathæo Paris in Historia Anglorum, anno 1216. fol. 439.

H Oc tempore venit Magister Romanus ad partes Gallicanas, à domino Papa missus, ut ibi Legationis officio fungeretur. Quo cum pervenisset, fecit convocare Regem Francorum cum Archiepiscopis, Episcopis, & Cleto Gallicano ad Concilium. Conveniunt igitur ad Bituricam civitatem ad Concilium, Lugdunensis, Remensis, Rotomagensis, Turonensis, Bituricensis, Auxianensis, Archiepiscopi : Burdegalensis vero Romæ fuit, & Narbonensis Ecclesia vacabat. Conveniunt igitur novem provinciarum suffraganei circiter centum, cum Abbatibus & Prioribus, & singulorum Procuratoribus Capitalium, mandatum summi Pontificis audienti. Sed quoniam Lugdunensis Archiepiscopus vindicabat sibi Primatiam super Archiepiscopum Senonensem, & Rotomagensis super Bituricensem, Auxianensem, Narbonensem, & eorum suffraganeos, timebatur de discordia, & ideo non fuit lessum quasi in Concilio, sed ut in Consilio. Quibus sedentibus, & lectis in publico legationis litteris, apparuerunt Comes Tholosanus, &c.

Post hæc Legatus dedit in dolo Procuratoribus Capitalium licentiam ad propria revertendi, relictis tantum Archiepiscopis, Episcopis & Abbatibus, & simplicibus Prelatis. Unde non immerito timebatur, ne procurata eorum absentia, qui majoris prudentie erant & experientie, & per multitudinem potentiores ad contradicendum, aliquod statueretur in præjudicium absentium Prelatorum. Quocirca dicti Procuratores, post deliberationem diuinam miserunt ad Legatum Procuratores Metropolitanarum Ecclesiarum, qui coram eo sic allegaverunt : Domine, audivimus quod habetis litteras speciales à Cu-

ria Romana, de exigendis præbendis in omnibus Ecclesiis Conventualibus sive Cathedralibus. Quocirca multum miramur, quod non in hoc Consilio proposuistis eas nobis audientibus, quos specialiter tangunt. Unde rogamus in Domino, ne illud scandalum oriatur per vos in Ecclesia Gallicana, quod sine maximo scandalo, & inestimabili damno non posset hoc ad effectum perducere. Quia, cetero quod aliquis assentiret, nullus esset ejus assensus in rebus quæ omnes tangunt, cum ferè omnes majores, & generaliter omnes subditi, oecumenon & ipse Rex & omnes Principes patati sint contradicere, & resistere usque ad capitis expositionem, & omnia honoris privationem, præsertim cum videatur imminere propter hoc scandalum, subversio regni, & Ecclesie generalis. Ratio autem nostri timoris est, quod cum ceteris Regibus non habuissit rationem, & quibusdam Episcopis præcepisset & Abbatibus, ut eam præbendam vacarent, ad opus domini Papæ reservarent.

His auditis, cum niteretur Legatus persuadere, ne omnes consentirent, ostendit tunc primo domini Papæ autenticam, in quo exegit à singulis Ecclesiis Cathedralibus duas præbendas, unam à Capitulo, & alteram ab Episcopo, & in Canonibus similiter, ubi sunt diversæ portiones, Abbatibus scilicet, & Conventibus, duas exegit præbendas, unam ab Abbate, & aliam à Conventu, aequali facta distributione bonorum à Conventibus quantum pertinet ad unum Monachum, sicut ipse interpretatus fuerat Legatus, & ab Abbate tantundem.

Tunc allegavit commodam, quæ possent inde provenire, illud videlicet, quod amoveretur scandalum à Romana Ecclesia, quæ Mater est

omnium Ecclesiarum, concupiscentia scilicet, que tadix est omnium malorum, cum nullus pro aliquo negotio in Curia Romana faciendo aliquid offerret, vel aliquis oblata recipere.

Ad hoc respondit Procurator Archiepiscopi Lugdunensis : Domine, nullo modo volumus esse sine amicis in Curia & largitate donorum. Alii æquè sua incommoda allegabant, damna scilicet rerum, consiliorum, auxiliorum, obsequiorum, in hunc modum. Erit enim in qualibet Diocesi, vel ad missus in provincia, nuncius unus continens, Procurator Romanus, qui non vivit de proprio, sed graves exactiones & procuraciones exigat ab Ecclesiis majoribus, & fortè minoribus, ut nullus remaneat impunitus, nomenque Procuratoris habens, Legati officio fungetur.

Item dixerunt imminere turbationes Capitulorum, fortè enim demandaret dominus Papa cum vellet, Procuratori suo vel alii, ut vice sua interset electionibus, qui eas turbaret : & sic lapsò tempore devolveretur electio ad Curiam Romanam, que in eis omnibus vel pluribus Ecclesiis Romanas poneret, vel tales qui eis plurimum essent devoti : & sic nullæ essent partes indigenarum Prelatorum vel Principum, cum multi sint viri Ecclesiastici, qui potius Curie Romanæ, quàm Regi vel Regno providerent.

Item addiderunt, quod si proportionaliter fieret bonorum distributio, omnes in Curia fierent divites, cum multò plus essent recepturi, quàm Rex propriis. Et sic majores non solum divites, sed & disticti fierent. Cum igitur veritas divitum sit superbia, majores vix causas audirent, sed eas in immensum differrent, & minores scriberent in viâ, cujus rei experimen-

tum in evidenti est ; quia & modò negotia præstant, etiam post præcepta obsequia, & securitate percipiendi, & sic præcaltaretur justitia, & oporteret conquentes mori in janua Romanorum, tunc plenissime dominatum.

Item cum vix possibile sit fontem cupiditatis deficere, quod nunc faciunt per se, tunc facerent per alios, & suis multò majora, quàm nunc dati munera procurarent, modica enim uulla sunt in conspectu divitum cupidorum.

Item, multæ divitiæ facerent Romanos infamare, & sic inter diversas parentelas tante orirentur seditiones, quod posset timeri totius excidium civitatis, cujus etiam & modò penitus expers non est.

Item dixerunt, quod licet se obligarent, qui modò præfentes sunt, id non fulciperent eorum succedentes, nec illam obligationem ratam haberent.

Novissimè autem sic negotium concluderunt : Domine, moveat vos zelus universalis Ecclesiæ, & sanctæ Sedis Romanæ : quia si omnium esset universalis oppressio, posset timeri ne immineret generalis discidium, quod Deus avertat.

Hæc auditis, respondit Legatus (ut videretur, plurimum commotus in his omnibus) i.e. cum esset in Curia, nunquam hunc exactionum consensisse, & ipsum literas accepisse, postquam Galliam fuerat ingressus, & se multum super hæc doluisse. Addidit etiam, super hæc, quidquid præcepit tali conditione, licet tacita, intellexisse, si Imperium & alia Regna conferrent. Adjunxit insuper, se nihil amplius super hæc æreperatum, donec per regalia Præfati consenserint, quod credidit provenire non posse.

Extrait de la Pragmatique de saint Louis de l'an 1268. qui est entiere au Chapitre des Elections aux Prelatures.

IV. **A**RI. Item exactiones & onera gravissima pecuniarum per Curiam Romanam Ecclesiæ Regi nostri impostas vel impostas, quibus regnum nostrum miserabiliter depauperatum existit, sive etiam imponendas

vel imponendas, levare aut colligi nullatenus volumus, nisi duraverit pro rationabili, pia & urgentissima causa, vel inevitabili necessitate, ac de spontaneo & expresso consensu nostro, & ipsius Ecclesiæ Regni nostri.

V. Mathieu Paris en l'histoire d'Angleterre, l'an 1260. pag. 714. & l'an 1260. pag. 1000. *Tandem à Nom. in nomine nostro, trad. a. cap. 37. Etiam in l'Epist. de Pauli ad Titum, de corruptione. a. pag. 61. Sec. 7. 7. 14*

nullum enim impium potest super beneficiis & dispensationibus Regis Francie. *Ubi dicitur, in cap. Remissionem. parte 2. pag. 49. 51. Voyez l'acte ci-dessus, chap. vii. nom. 13. art. 1.*

Bulle du Pape Benoît X I. contre les Reserves. 1303.

V. **B**ENEDICTUS Episcopus, servus servorum Dei, carissimo in Christo filio Philippo Regi Francorum illustri. Salutem & Apostolicam benedictionem, ut eo magis erga Deum & Apostolicam sedem regalis devotionis exerceat affectus, quo tibi gratiam sedem sepeceat supradictam, votis tuis amissis, & tuis petitionibus quantum cum Deo possumus favorabiliter exaudimus. Dudum quondam Bonifacius Papa VIII. prædecessor noster certis ex causis provisiones omnium Cathedralium Ecclesiarum & regularium tunc in regno vacantium, vel quas tunc vacare contingeret de iuris sedis dispositioni reservare duxit, districtius in-

hibendo omnibus ad quos jus eligendi, postulandi Prælatos in ipsis Ecclesiis, aut confirmandi electiones, vel admittendi postulationes, vel alias earundem Ecclesiarum provisio vel quavis alia dispositio pertineret, ne hujusmodi electionibus, postulationibus, confirmationibus, admissionibus & provisionibus & quibuscunque dispositionibus dictarum Ecclesiarum se intromittere hujusmodi reservatione durante quocumque modo præsumerent : ac de cetero decrevit ex tunc irritum & inane si secus super hoc à quocumque fuerit scienter vel ignoranter attentatum.

Nos autem celsitudinis Regalis obtentu, pro

cujus parte super hoc nobis extitit supplicatum, reservationem, inhibitionem & decretum hujusmodi Apostolica auctoritate revocamus, volentes ut prædicti omnes hujusmodi jure illis competente cum tempus ingruerit, utantur liberè sicut prius; ac nihilominus provisiones, ac confirmationes electionum factæ post reservationem, inhibitionem, & decretum prædictum in dictis Ecclesiis, dummodo aliàs canonice fuerint, plenam obtineant firmitatem, nec electiones & postulationes factæ postmodum in prædictis Ecclesiis, ex eisdem reservatione, inhibitione ac decreto, quin debitum sortiantur effectum, possint quomolibet impediri. Datum Viterbi 14. Kal. Maii, Pontificatus nostri anno primo.

Extrait du troisième volume de la grande Chronique de France, appelée Chronique saint Denys, en la vie de Charles VI. 1381.

Contre les exactions de Cour de Rome sur les benefices de France, des réservations, graces expectatives, anteferri, & de spoliis defunctorum.

V I. LE schisme entre Urbain & Clement Papes fit de grands dommages à l'Eglise ou Royaume de France & autre part avec. Clement avoit bien trente-six Cardinaux, lesquels meus de grands avarices s'oultindrent d'avoir à peine tous les bons benefices de ce Royaume par divers moyens, & envoyerent leurs serviteurs parmi le Royaume enquerans de la valeur des Prelatures, Prieurez & autres benefices: & uisoit Clement de reservation, donnoit graces expectatives aux Cardinaux & anteferri. Et fut la chose en ce point, que nul homme de bien tant de l'Université que autres ne pouvoient avoir benefices. Exactions se faisoient tant de vaquans que de dixiesmes, & d'arraigés des choses qu'on disoit estre dedans la Chambre Apostolique, & poursuivoient les heritiers des gens d'Eglise, & disoit-on, que tous leurs biens devoient estre au Pape: & seroit chose trop longue à reciter les maux qui se faisoient, & les inconveniens qui en venoient: & tout souffroit le Duc d'Ajou Regent, aussi disoit-on qu'il en avoit son butin: & estoit grande pitié de voir les Escoliers à Paris & Regens, lesquels s'en alloient comme gens esgar-

rez & abandonnez. Lesquelles choses considerant l'Université de Paris, delibererent de le remonstrer au Roy, & audit Regent especiallement, & y allerent & ordonnerent un notable Docteur en Theologie natif d'Abbeville M. Jean Ronce, demourant au Cardinal le Moine, lequel remontra au Roy le mieux qu'il put les inconveniens dessusdits, en requerant que provision y fust mise: dont ledit Duc fut tant mal content que merveilles, & le monstra; car il envoya de nuit furtivement audit lieu du Cardinal le Moine, & par force entrerent dedans, & vindrent jusques en la chambre dudit proposant, & rompirent l'huis, & le priurent comme tres-tout nud, & le menerent bien vilainement & escandallivement en Chastelet, & le misirent en une tres-estroite prison: laquelle chose engendra un tres-grand escandalle en l'Université, & non sans cause; & se assemblerent & allerent devers le Roy & le Regent, requerant tres-instamment la delivrance de leur sujet, qui estoit si noble homme: finalement après plusieurs delais & refus que le Duc faisoit, il fut rendu pourveu qu'ils obeyroient à Clement.

Ex auctore incerto Monacho S. Dionysii in Francia, qui scripsit vitam Caroli VI. jussu Guidonis Moncelli & Philippi de Villeta, Abbatum S. Dionysii.
1385. Ex ms. v. c. Nic. Fabri.

Contra exactiones Curie Romanæ, & quòd Papa nihil potest exigere super beneficia Regni Franciæ.

V II. DUM contententes de Papatu non puderet, Ecclesiam sponfam Christi tam diu sub pessifero schismate ancillari: Papa Clemens ovise Dominicum obedientie sue durè tractans, ut cum suis Cardinalibus 36. usque ad fastidium opibus ditaretur, illud adinventis servitiis & insolitis exactionibus opprimebat: nec contentus huc usque per novennium decimas Ecclesiarum collegisse, sed deteriora exco-gitans, Abbatem S. Nicasi Remensis virum utique ingeniosum & astutum in Franciam destinavit, qui à vitis Ecclesiasticis ad valorem reddituum & proventuum beneficiorum, vel estimationem facultatum, sub titulo inopie Palpalis tamen, pecunias extorqueret.

Auctoritatem habebat privandi à beneficiis,

si qui tam onerosum jugum subire recusarent: idèò nemine contradicente per Britanniam & Normanniam nequam indictum exercens, cum ultra progredi vellent, alma Parisiensis Universitas mox Regem adiens, supplicavit ut contra tantum excessum provideret de remedio competentis. Pias aures accommodare precibus dignum duxit, & attendens je jussit, cum infusas Regias in sua coronatione susciperet, quòd viros Ecclesiasticos sub se sineret manere in pulchritudine pacis, & requie temporalium opulenta, memoratum Abbatem accersens de attemptato temerario ausu publicè increpavit, præcipiens ut de Regno infra triduum recederet, si offendere formidabat Regiam Majestatem.

Ad conservandam etiam libertatem Ecclesiarum, de consilio Baronum & Antistitem Regni, quod diu Papæ promiserat retractavit, præcipiens, ne deinceps ad solutionem servitiorum vel procuracionum Papalis Cameræ, per censuram secularem viri Ecclesiastici cogentur; & hoc Bailivis, Præpositis, & Rectores urbium districtè prohibuit: statuit iterum ut Commissarii fideles & idoneos eligerent, qui viuentes cum moderatis expensis, ac sine stipendiis, de proventibus Ecclesiarum Cardinalibus concessarum, loca ruinosa facerent reparari, invitis etiam eorum Procuratoribus, quos tamen dispositioni traderetur, si quid residui superesset.

Item si à Religiosis in eorum Prioratibus commorantibus evocarentur Commissarii electi, eis liberè pateretur, & eisdem juxta numerum consuetum, vel reddituum facultatem realiter &

de facto victum & cætera necessaria ministrarent honesta, ipsique de missis factis redderent rationem, dictaque commissiones duntaxat ad eorum libram exercebant.

Et cum Rex non ignoraret, quod cum Episcopos, Abbates, Rectoresque domorum Dei migrare contingebat, bona eorum mobilia Collectores & Subcollectores Papæ ad usum Papalis Cameræ conabantur rapere, & scriptis sub pretextu servitorum nondum solutorum: hanc licentiam violentam potentia brachii secularis deinceps censui refræmandam. Hæc superius notata, mense Octobri, anno isto Rex longè latè, quæ per Regnum fecit publicè promulgari, dominum Arnaldum de Corbeia primum Presidentem in Parlamenti Curia ad Papam propter hoc mittens, qui sacrificavit prædicta, promittens quod nunquam attemptatam exactionem effectui manciparet.

Litteræ Regis de reparatione Ecclesiarum Regni sui, & contra exactiones Curie Romanæ, & Cardinalium. 1385.

VIII. CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentibus litteras inspecturis, Salutem. Cum nostram Regiam Majestatem deceat omnes dies & noctes cum omni lucubratione & cogitatione juxta perducere, ut semper aliquid utile & Deo placens à nobis subsidii nostris præbeatur, & in hoc expendere consilia dique nocteque, volumus ut nostri (subjecti præsertim viri Ecclesiastici sub omni quiete exiliam illicita molestia & vexatione liberati. Et inæz cætera ad quæ causa nostræ Regis Celsitudinis, dum insulas Regias in nostra coronatione suscepimus, ex debito resemur stricti, præcipue debeamus illud studio pervigili, ne Ecclesiæ Regni nostri, quarum patronos esse dicimur, debita & solas fraudentur obsequiis, nec in ipsi divina servitia, ac redditus quibus sustentantur in Ecclesiis Jesu Christo famulantes, minuantur: quinimo insudare labore sollicito, ut eadem obsequia propter quæ ipsa beneficia conferuntur, ac ipsorum beneficiorum & Ecclesiarum redditus nostris præsertim temporibus augmentum recipiant: quoniam prædecessores nostri, ac ceteri singuli qui sanctissimas Ecclesias fundaverunt, non pro ædificiis solam cogitaverunt, sed etiam ut expensis sufficientes dictarum Ecclesiarum ministris concederent & determinarent.

Novissimè verò his diebus ex relictis fide dignis, non absque grandiori rubore & cordis amaritudine, Procuratori nostro generali, & per eundem Procuratorem nostrum, nobis in præsentia nonnullorum de genere nostro, ac nostri magni Consilii insinuationem extitit: quod licet beneficia Ecclesiastica pro inibi servitio divino & officio celebrando constituta, per eos qui Ecclesias edificari fecerunt, multis redditibus & proventibus opulentis, & sufficientibus pro Christi ministris educandis, pro dictisque Ecclesiis, ipsarum etiam Ecclesiarum ædificiis sustentandis, reparandis, ac cæteris hæreditariis excolendis, pauperibusque Christi & indigentibus in dictorum beneficiorum domibus & habitationibus recipiendis, ac eisdem necessariis ministrandis, ac calicibus, ornamentis, reliquiis & cæteris joalibus pretiosis, Ecclesiæ dotatæ

& munice fuerint; intentionisque prædecessorum nostrorum, & cæterorum qui Ecclesias fundaverunt, extiterit, pauperibus Clericis Regni nostri in sacra pagina, & aliis scientiis studantibus, ut in studiis educari & erudiri, ac inde magnis scientiis donis decorari valeant, aliisque viris literatis & idoneis de beneficiis per ipsos fundatores sic dotatis provideri: Nihilominus Cardinales moderni in numero tricenario secto, aut eo circa, quibus, prout fertur, omnia Regni nostri beneficia pro ipsi eorumque statum non sufficerent, præsertim cum in alienis partibus dicti Cardinales nulla beneficia vel saltem pauca obtineant, & plures alii extra Regnum nostrum commorantes nonnullas Abbatis, Prioratus Conventuales, & alios, orphanotrophia, seu hospitalia, domus Dei, in Abbatibus etiam & Prioratibus officia claustralibus & aliis, ac dignitates majores in Cathedralibus & Collegiatis Ecclesiis acceptant & obtinent; & quicquid inde habere & exigere possunt dicti Cardinales, & alii extra dictum Regnum nostrum commorantes, recipiunt, Ecclesiis sine Monachis, Religiosis & Christi ministris, saltem in numero sufficienti pro divino servitio faciendo derelictis; omnesque redditus, proventus, & emolumenta dictorum beneficiorum ad usus suos proprios convertunt, & extra Regnum nostrum deferri faciunt, nihil aut saltem minus quam deceat, in refectiones & reparationes dictarum Ecclesiarum ac ædificiorum dictorum beneficiorum, & ac cæterorum hæreditariarum culturarum convertendo. Quinimo dictas Ecclesias prædictarumque Ecclesiarum ædificia ad terram prostreri, & ipsarum Ecclesiarum hæreditaria inculca dimittunt, ut jam nonnulla Ecclesiarum ædificia in tantam ruinam sint deducta, quod ibi non est locus, quin runci & spinis repleretur, hospitalitatem, & cætera opera charitatis tollitur omittentes.

Dicti etiam Cardinales credentes ostendere quod beneficia in minori numero obtineant, cum aliquem Prioratum vel beneficium aliud acceptaverunt, illud ad pensionem annuam (quæ frequentius ad valorem reddituum dicti beneficii ascendit) alicui concessi seu dimitti procurant;

runt; ex quo sequitur, quod ille qui tale beneficium cum pensione receperit, non habens unde vivere, divinum deserit officium: & si ille modus beneficium cum annua pensione commutandi permittitur, statim uno Cardinali mortuo, alius Cardinalis pensionem prædictam petet sibi conferri, quod juri contrarium reputatur.

Per quæ mens & intentio prædecessorum nostrorum & exterorum, qui Ecclesiis Regni nostri fundaverunt & dotaverunt, frustrantur, intentio etiam & devotio fidelium minuitur, Regnumque nostrum ruinis & aliis multipliciter deformatur, jura etiam nostra deperunt & annullantur, ac studia & universitates in Regno nostro studuerunt, qui fructus & palmities preciosos per ceteris studiis ubique diffundunt, & in quibus maxime Regnum nostrum ceteris Regnis præcellit, deservunt & destruantur omnino.

Et quod importabile & irrationabile existit, licet de jure, usu, & consuetudine & communi observantia notorie observatis, Episcopis Regni nostri testari liceat, & in suis residuientis Executores ordinare, qui prædicti Executores aut saltem ipsorum Episcoporum Hæredes, ad faciendum reparations ædificiorum dictorum Episcoporum, dum casus eveniunt, per Judices & Officiarios nostros compellantur, & compelli consueverunt; & cum ita fiat, ædificia & possessiones dictorum ædificiorum Episcoporum in statu non deservi permanent, omni ruina carentes: accitem nunc cum Episcopum in Regno nostro ab hac luce migrare contingit, Collectores & Subcollectores summi Pontificis in provinciis, quibus subsunt hujusmodi Episcopi, ipsius summi Pontificis auctoritate bona mobilia & immobilia ex decessu talium Episcoporum relicta, etiam illa quæ per suam industriam quæserunt, quæ amplius ipsorum Episcoporum non sunt, neque censentur, sed ad suos Hæredes aut eorum Executores spectant, capiunt: & nihil de his in repARATIONE seu refectione ædificiorum & aliorum hæreditagiorum dictorum locorum Episcoporum eo casu convertentes: nulla etiam solatione aut satisfactione dictorum Episcoporum creditoribus facta per Collectores aut Subcollectores: prædicta bona hæreditas Episcoporum sic decedentium (qui ditiones inde, nobis beneficiis in gueris nostris, & alibi juxta status eorum servire possent & deberent) totaliter amovendo, ac ipsos contra jus & consuetudinem exheredando, in juri nostris, Regaliæque post obitum dictorum Episcoporum nobis in eisdem Ecclesiis competens, ac totius Reipublicæ præjudicium non modicum & gravamen.

Et non solum bona prædicta Episcoporum capiunt, sed etiam Monasteriorum, postquam Abbates viam universæ carnis sunt ingressi, licet dicti Abbates non habeant, nec habere possint proprium: ex quo sequitur quod Abbates successores sic bonis denudati, servitium quod dicta summo Pontifici solvere necesse est, exhibere nequeant, nec valeant sibi & suis Monachis victualia & cetera necessaria ministrare; unde divinum officium deseritur, ædificiaque ruinosa, & cetera hæreditagia remanent inculta: & (quod dolentes referimus) dicti successores Abbates ornamenta, Sanctorum reliquias, jocalia dictorum Monasteriorum, quibus in honorem Salvatoris ejusque beatissimi Genitri-

cis, ac ceterorum Dei Sanctorum Ecclesiæ decorantur, & interdu prædictorum Monasteriorum redditus & hæreditagia, ne mendicant nec esuriant, viliter distrahunt in ipsorum Monasteriorum & Ecclesiarum exheredationem compellantur: & (quod deterius existit) Abbate aliquis Monasterii dicti Regni nostri de medio sublato, quando prædictum Monasterium vacare contingit, & ipsius Monasterii Prælatum possessionem administrationis ejusdem adeptus fuerit, Collectores aut Subcollectores dicti summi Pontificis fructus temporalitatis ipsius Abbatis prædicto summo Pontifici vendicare, dictamque temporalitatem ad manum ipsius, & in potestatem summi Pontificis apponere, per eandem fructus & emolumenta dictæ temporalitatis recipere nituntur, in nostræ jurisdictionis temporalis, jaramque nostræ superioritatis usurpationem.

Dicti insuper Collectores aut Subcollectores fructus, redditus, proventus primi anni omnium & singulorum beneficiorum Ecclesiasticorum in nostro Regno per resignationem, vel permutationem, aut alias quovis modo vacationem, de facto capiunt, dato quod sint beneficia, quorum collatio in Regalia, vel aliis nobis, aut alicui Domino temporali nobis subiecto, plene jure, vel quorum præsentatio ad nos vel alium patronum laicum pertinet: & tamen nihil in reparations ædificiorum, aut locorum, & hæreditagiorum agriculturam dictorum beneficiorum dicti Collectores aut Subcollectores impendere volunt.

Et interim contingit, ut in Ecclesiis in quibus Prælati fructus, redditus & proventus unius anni, & fabrica alterius anni percipere consueverunt, dicti Collectores primi, Prælati secundi, fabrica terti annorum fructus percipiunt. Et his tribus annis cursum suum habentibus beneficiati, qui onera Ecclesiæ bajulant incessanter, ac diei & æstus pondus sustinent & labores, cum inde nihil percipiunt, pauperes deprelli ferè mendicando vivere coguntur.

Plures alias inductiones, aut subventiones, aut novitates super Ecclesiis, aut Viris Ecclesiasticis dicti Regni nostri inducere, ac tot & tantas pecunias & financias exigere, & extra Regnum nostrum transmittere satagunt dicti Collectores aut Subcollectores: & novissime nonnulli se dicentes dicti summi Pontificis omnia vel delegatos, vel commissos cum tanto scandalo tam excessivas pecunias & financias ab Ecclesiis, & Viris Ecclesiasticis Regni nostri exegerunt, majores & importabiles pro suis conatibus inducere satagentes; quod nisi super hoc nostra Regalis Majestas provideret, Viri Ecclesiastici Regni nostri quasi vagabundi in penuria maxima coisurini, circa divinum officium vacare nequirent, circa ædificia ædificia ruinosa, & cetera hæreditagia inculta remanerent; dictum etiam Regnum nostrum (quod Viris sanctificis retroactis temporibus copiose floruit, per quos Regni nostri justitia buxusque regi & gubernari consuevit) vacuum financia exhaustum redderetur: ac tot & tanta alia scædala insurgerent, quod vix narrari vel concipi possent.

Nolum igitur facinus quod nos præmissa conniventibus oculis pertransire oqueantes, sed tot & tantis periculis & scandalis subvenire, & totis conatibus, ut teneamus, providere cupientes, attemo quod Dominus noster Jesus

Christus Ecclesiam tanta voluit libertate gaudere, ut nullius utilitatis obtentu subijci debeat servituti, affectantes Ecclesias per Viros Ecclesiasticos Regni nostri, quorum promptus defensor & pugil existere gloriamur, in pace & tranquillitate federe, ac in libertate & franchi-
a propagari: volentes etiam Ecclesias & Viros Ecclesiasticos Regni nostri à talibus indictionibus & novitatibus indebitis preservari, matura super his & vicibus reiteratis magni Consilii nostri deliberatione præhabita, ex certa scientia & auctoritate nostra regia, ordinavimus & per presentes ordinamus.

Quod Præpositus Parisiensis, necnon Seneschali & Baillivi nostri, vel eorum Locatenen, videlicet eorum quilibet in provincia sibi commissa, fructus, redditus, & proventus temporalitatis beneficiorum Ecclesiasticorum, in quibus defectus supra tactos aut aliquos eorumdem repererint, quæ dicti Cardinales, & alii Viri Ecclesiastici quicumque, maxime extra Regnum nostrum suam moram trahentes, obtinent, ac etiam annuas pensiones, quas dicti Cardinales, aut alii super beneficiis Regni nostri percipiunt, ad manum nostram realiter ponant, ac ponere tenebuntur.

Ipsas vero Ecclesias, ac ipsorum beneficiorum ædificia in ruinam lapsa, & cætera hereditagia ex fructibus, redditibus & proventibus eorum beneficiorum reparari, & prædicta hereditagia excoli; minoribus tamen sumptibus, quibus rationabiliter & utilius fieri poterit faciant.

Religiosis etiam, ac cæteris Deo famulantibus in dictis beneficiis juxta numerum antiquum, vel alium: majorem, secundum ipsorum beneficiorum facultates per Abbates, vel alios, ad quos spectabit, ordinatis seu ordinandis, de victualibus & aliis, ut circa divinum officium intredere possint, provideri, ac hospitalitatem & cætera charitatis opera in locis ubi consueverunt fieri: necnon creditoribus, quibus dicta beneficia obnoxia seu obligata reppererint, satisfieri procurabunt.

Certos Commissarios Ecclesiæ nullatenus onerosos, idoneos & sufficientes, locorum ubi dicta beneficia ruinosa situantur, aut saltem aliorum ipsius loci dictorum beneficiorum magis propinquorum, absque stipendiis atque moderatis expensis, ad hoc committendo: qui quidem Commissarii de gestis, receptis, & administrationis per ipsos, rationem, computum, & reliqua solvere tenebuntur, & residuum fructuum & proventuum beneficiorum prædictorum dictus Præpositus noster Paris. Seneschali & Baillivi nostri, aut eorum Locatenen, illi vel illis ad quos spectabunt, dimittent: quos quidem Commissarios ordinari volumus consilio Religiosorum, aut Fratrum dictorum Monasteriorum & hospitalium, si qui sunt in locis prædictis; alioquin cum consilio Abbatum, & aliorum de Conventu, quibus dictus Priora-

tus, aut alia beneficia prædicta subsunt, vel saltem cum consilio Abbatum, & eorum Conventuum, Priorum, seu Decanorum ejusdem ordinis sua beneficia magis prope dicta beneficia ruinosa habentium.

Volumus ac etiam ordinamus, quod statim quod aliquem Episcopum nostrum Regni, vel Abbatem, seu Priorem, aut orphanotrophum, seu domus Dei, vel hospitalis administrationem obtinentem ab hac luce migrare contingeret, dictus Præpositus Parisiensis aut Seneschalus vel Baillivus, seu ejus Locumtenens in ejus Præpositura, Seneschalia vel Baillivia, bona quæ ex decessu talis decedentis relicta reperta fuerint, illa realiter & de facto ad manum nostram apponat, si per hæredes aut executores ipsius Episcopi mortui, vel per Religiosos Conventum & Monasterium, aut Fratres hospitalium vel domorum Dei requisitus fuerit: aut si dicti Collectores & Subcollectores bona prædicta capere, & ad manum dicti summi Pontificis jam appoverint, aut apponere vellent; dicta bona hæreditus aut executoribus decedentis, cui licitum est tellari, juxta ipsum testamentum vel ultimam voluntatem; & si sit Abbas vel Religiosus, non præter Ecclesiæ cui præsidebat, dimittat.

Et insuper ordinamus quod dictus Præpositus, Seneschali & Baillivi, vel eorum Locatenentes, fructus, redditus & proventus beneficiorum, quorum collatio vel præsentatio ad nos, vel alium laicum patronum, vel ad quos, vel ad quem nos vel alius patronus laicus aliquem vel aliquos præsentaverimus, illi aut illis, ad quem vel ad quos de antiqua consuetudine spectabunt, dimittant: absque eo quod prædicti Collectores aut Subcollectores ex dictis beneficiis inde cuiquam sub quoruncumque prætextu litteras habere permittant.

Quocirca Præposito nostro Parisiensi Seneschali & Baillivis prædictis, aut eorum Locatenentibus, & eorum quilibet, prout ad eum pertinet, committimus & mandamus, quatenus præfentes litteras in locis publicis ad hoc consuetis publicari & manifestari faciant & procurent, taliter quod nullus sub ignorantia prætextu de prædictis se valeat exulare, ipsa quoque operi & effectui tradere festinent, & eas viriliter & debite exequantur modo & forma supradictis: omnes & singulos inpeditores & contraditores, inobedientes, & rebelles per captionem, detentionem, & expletationem suæ temporalitatis, & omnibus aliis viis & remediis opportunis, ad parendum præmissis compellendo. In cujus rei testimonium præfentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius in hospitio nostro sancti Pauli, sexta die mensis Octobris, anno Domini 1385. Regni nostri sexto.

Et fuerunt publicatæ in Parlamento eodem anno mense Novembris, die Lune post festum B. Marini hyemale.

Cette Ordonnance fut rigoureusement observée, comme il se voit aux Lettres parentes qui en furent excedées pour l'exécution & entiere observation d'icelles, des 16. Fevrier 1385, & 20. Septembre 1386, & du 7. Septembre 1394, qui est tres-express. Et ces Lettres sont dans un Registre des anciennes Ordonnances A fol. 113, & dans le Registre P^{re}auv.

Ordonnance du Roy sur la plainte de son Procureur general, par laquelle il vent que les entreprises & exactions que faisoient les Officiers du Pape en son Royaume cessent. 18. Fevrier 1406.

IX. **K**AROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Si dotare, vel ditare novas Ecclesias, & veteres opibus ampliare, opus est perspicua charitatis: & multo praestantius est relevare depreffas, & gravatis congrua suffragia exhibere. Lamentabilem siquidem querimoniam nostri Procuratoris, ac plurium Primatum prospice nostrae, necnon Praetorum, Capitulorum, Collegiorum, Conventuum, ac Cleri Regni nostri & Delphinatus, ac etiam dilectae filiae nostrae Universitatis Parisiensis, recepimus continentiae sublequentis: videlicet quod quamvis secundum Apostolicam Doctrinam, Papae potestas a Christo sit ad Ecclesiae aedificationem, non ad destructionem ordinata, & ad iustitiam, certumque iudicium tendunt, cui nec competit pro libito facultas, exactiones, angarias & tyrannides super Ecclesias, aut subditos extendi; cum Dominus docuerit pascere gregem & docere, non terrenis lucris inhiare, aut avaritiis delectari, sinque fructus Ecclesiarum & beneficiorum quorumcumque etiam vacantium, tam secundum dispositionem Conciliorum generalium & Jurium, quam secundum piam intentionem fundatorum, ordinari ad sustentationem ministrantium in divinis, ipsiusque divini cultus augmentum, alimentacionem pauperum, redemptionem captivorum, Ecclesiarum, factorumque aedificiorum reparacionem, terrarum & possessionum Ecclesiae culturam, iurium ipsarum conservacionem, ceterorumque onerum incumbentium supportacionem: adeo & quod bona per Praelatos post eorum obitum dimissa, futuris debent successoribus reservari, in Ecclesiae utilitatem convertenda, nisi forte in illis locis Regni, ubi de usu & consuetudine notorie observatis, licitum sit Praelatis ipsis & aliis Viris Ecclesiasticis secularibus, de eisdem bonis facere testamentum, quibus etiam ab intestato, in dictis bonis, secundum consuetudinem & observantiam supradictas, sui succedunt haeredes.

Hocque licet fuerit decretis sanctorum Patrum institutum, ut Praelati Ecclesias sibi subditas annis singulis visitare deberent, quatinus sic docerent indoctos, corrigerent excessus, mores reformarent, Ecclesias restaurarent, & cetera Praelatis incumbencia ad Dei honorem exercerent, ac per hoc procuraciones in victualibus aut pecunia recipere, ad optionem Visitati.

Nihilominus tamen aliqui Collectores & alii Officarii Romanorum Pontificum, praesertim Papae moderni, ab aliquibus annis citra, Ecclesias & Viros Ecclesiasticos praetorum Regni & Delphinatus nostrorum, contra praedicta, plurimis iuribusque & importabilibus servitutibus oppresserunt & afflixerunt, potissimum bona Praetorum & Virotum Ecclesiasticorum decedentium, tam regularium, quam secularium, quae spolia defunctorum interdum nuncupantur, reservando & usurpando, fructus Ecclesiae, tempore vacationis Praetorum aut beneficiorum Ecclesiasticorum obvenientes, levando & capien-

do, arretragia praetorum & incognitorum temporum, tanquam debita, per fulminationem censurarum Ecclesiasticarum exigendo, a beneficiatis quibuscumque primam annuatim expetendo & extorquendo, cujus annatae medietatem, quoad majores dignitates, Collegio Cardinalium consueverant assignare, & annuam huiusmodi unam cum quadam pecuniae summa, quam vocant minuta servitia, & quam pro familiaribus esse dicunt, cum exactione iuramenti, & sub penis perjurii, & aliis diversis penis & censuris hactenus exegerunt: procuraciones vero, quae Praelatis, & aliis ratione factae visitacionis tantummodo debentur, capiendo & levando in pecunia numerata, licet visitacionis officio non impenso: ab illis autem qui ad procuracionem nullatenus tenebantur, tantundem, quod tunc vocant aequivalens, exigendo; decimas & alia subsidia, tractatu non habito cum Praelatis, pro libito voluntatis imponendo.

Uti igitur etiam exigendis, sicut nec modus, sic nec misericordia nec aequalitas servatur, aut mensura: & cum Praelatis prohibetur administrare sine bullis, quicquid placet, solvere inde compelluntur, quoniam alias bullae nequaquam expederentur, prout dicunt; ex quo beneficium Ecclesiasticum obtineri videtur cum pretio vel mercede, quod pro bono communi potius deberetur scientiae aut virtuti: sicque qui sufficientissimi sunt, si pauperes fuerint, nullatenus promoveantur.

Propter quae & alia innumera gravamina Ecclesiae ipsae, & monasteria, & earum adflicta multis in locis dictorum Regni nostri & Delphinatus irreparabiliter corrunt, hereditagia conspiciuntur inculta, immobilia interdum de facto alienantur aut impignorantur, mobilia etiam, pretiosa reliquiarum vasa, Ecclesiastica ornamenta, calices, libri, & similia interdum etiam vili pretio distrahuntur, nemora non credula frequentius inciduntur & venundantur, & Ecclesiae innumerabilem mole debitorum importabiliter onerantur.

Propter quod numerus Deo servientium ministrorum, quia sustentari in consueto numero non valeret, minuitur, & qui remanent Deo & Ecclesiae servientes, propter frequentes excommunicationes & censuras occasione dictarum exactionum, quibus etiam satisfacere non valent, de facto prolatas, a divino servitio plurimum retrahuntur, & interdum aliqui mendicare compelluntur, & maxima penuria rediguntur, non habentes de quo valeant Deo serviendo, aut in studiis existendo sive commorando sustentari: & Regnum nostrum, quod inter alia Regna Viris scientificis communiter floruit, per quos Regni nostri praedicti iustitia consuevit gubernari, his temporibus, proh dolor! nimium vacatur: inde cultus divinus & opera charitatis quae fieri deberent, multipliciter defraudantur & cessant; intentio fundatorum non servatur: ipsis etiam modis, Regnum redditur pecuniis & opibus plurimum depauperatum, & infinita vixque ciui-

tabilia scandala cotidie oriuntur.

Quæ omnia, licet sint ad oculum satis manifesta, & sui, ad quem est Papa potestas ordinata, de directo censentur obviare, fueritque Papa modernus, & alii prædecessores sui, super revocatione aut moderatione dictorum gravaminum, ac de congregate Concilio generale ad providendum super præmissis, pluries requisiti, ac tamen sic omnia absque remedio, diuturna continuatione perduraverunt, donec dudum super quibusdam per nostram Regiam ordinationem, & novissime super aliis ex dictis gravaminibus per quoddam arrestum Curie nostræ Parliamenti, sub ea forma pronuntiatum, quod cessarent usquequo per eandem Curiam fuisset aliter ordinatum, provivum extirpisset, & ut ad perpetuum ubertius & plenius provideretur in prædictis.

Super per Procuratorem nostram Regium in Concilio Prælatorum & Cleri dictarum Ecclesiarum Regni & Delphinatus Parisiensi celebrato, ubi erant Archiepiscopi, Episcopi, Abbates, & Prælati, ac Procuratores Capitulorum, & Collegiorum, & Universitatum, & alii Viri Ecclesiastici, & notabiles in grandi numero, solemniter congregati, ubi etiam consanguineus noster Ludovicus Rex Siciliæ primogenitus noster Dux Aquitanie, Delphinusque Viennensis, & Duces Bituræ patris, Burgundie consanguineus, & Bourbonii avunculus nostri, pro nobis illo tunc præsidebant, propositum fuit & requisitum, quod exactiones & gravamina superius declarata, cessarent penitus & omnino.

Super quo plurimis & repetitis intervenientibus discussionibus maturis, per Prælatos & alios Viri Ecclesiasticos supradictos deliberatum extitit & conclusum, quod attentis illis quæ superius præmissa sunt, & aliis attendendis, talia gravamina & usurpationes secundum Deum & conscientiam non poterant commode, aut debebant amplius tolerari: humiliter supplicantes, quatenus ad Dei laudem, Reique publicæ utilitatem, & ad Ecclesiasticarum libertatum dictarum Ecclesiarum Regni & Delphinatus conservationem, super prædictis efficaciter, & ad perpetuum de remedio opportuno providere dignarentur, & prædicta omnia & singula gravamina cessare faciendo, & nihilominus prædictas ordinationes alias per nos factas, & dictum Arrestum Parliamenti confirmando, nostram super hoc ordinationem Regiam utique publicari, teneri, & observari faceremus.

Nos igitur attendentes, quod ad stabilitatem Ecclesiæ est potestas Regis divinitus ordinata, & quod per Regnum terrenum, corlesse Regnum tunc proficit, quando destruentes Ecclesiam rigore Principum conteruntur: imò sacri Canonis, quando talia per Majores Ecclesiæ perpetrantur, ad Reges docent habere recursum, & quoniam in illis de quibus notorice turbatur status Ecclesiæ, etiam Papa non obediit consulunt sancti Doctores: recognoscences, ut tenemur, quod propter Ecclesiam, quam, in quantum ad

nos spectat, etiam ex speciali debito juramenti, Christo tueri debemus, Deo sumus rationem reddituri, progenitorum nostrorum exemplis edocti, qui sacrosanctas Dei Ecclesias & Viros Ecclesiasticos zelo fidei & pie devotionis accendi, immensis muneribus atque privilegiis munientes, Ecclesias ædificantes, & contra reſtaurantes, eas a concussionibus & quibilibet novitatibus indebitis præſervare curarunt, quarum etiam nos prompti defensores & pugiles existeret gloriatur: prædictis omnibus cum debita præmeditatione penſatis, habita etiam prius deliberatione cum Principibus nostræ Regiæ proſapia, ac aliis Præſentibus, multisque viris prudentibus, & notabilibus Ecclesiasticis, ac ſecularibus Regnoſti, nobis in Conſilio noſtro aſſiſtentibus, tam gravem & manifeſtam deformationem atque deſtructionem Eccleſiarum prædictarum Regni & Delphinatus, Vitorumque Eccleſiaſticorum deſolationem, ſub connivencia diſſimulare ulterius non valentes nec volentes: Ordinavimus, & tenore præſentium ordinavimus,

Quod omnes & ſingule exactiones, & quæcumque gravamina ſuperius declarata, & enata, ceſſare debeant, & ceſſabunt amodo in noſtris Regno & Delphinatu prædictis: & illa quæ per dictum Arrestum Curie noſtræ Parliamenti circa hoc fuerant, donec fuisset aliud ordinatum, dicta & pronuntiatæ, de cætero in dictis Regno & Delphinatu perpetuo tenebuntur, & inviolabiliter ſervabuntur.

Hæc autem omnia ſcripto præſenti annotari publicarique, & inter noſtras Regias ordinationes regiſtrari mandavimus, ut præſentium litterarum intervenſu, plenam inde notitiam habeat poſteritas ſuccellata. Quocirca dilectis & fidelibus Conſiſtariis noſtris, præſens tenentibus, aut qui ſuorum noſtrum tenebunt Parliamentum, omnibusque Juſticiariis Regni ac Delphinatus noſtrarum, exterisque Officiariis & ſubditis noſtris mandamus, eorum cuilibet, prout ad eam pertinebit, diſtrictius injungentes, quatenus præſentem noſtram ordinationem, ac voluntatem teneant cuſtodianque, & conſervent in ſua robore ſimilitate, & ab omnibus ſubditis & incolis Regni ac Delphinatus noſtrarum prædictarum inviolabiliter faciant in omnibus & per omnia obſervari: ubi & quando opus erit, aut requiſiti fuerint, publicari facientes. In cujus rei teſtimonium, præſentibus litteris noſtris juſſimus apponi ſigillum. Datum Parisi 18. die Februarii, anno Domini 1406. & Regni noſtri 27. Sic ſignatum, Per regem, cum conſilio & aſſenſu dominorum meorum Ludovici Siciliæ Regis, Ducumque Aquitanie, Bituræ, & Aurelianenſis, atque Bourbonii, veſtrique, necnon Patriarchæ Alexandrie, ac Prælatorum & Procerum, necnon plurimorum aliorum Eccleſiaſticorum vitorum & ſecularium de Conſilio magno Regis.

Leſta & publicata in Curia j. die menſis Maii, anno Domini 1408.

V. Monſieur: en la 1. partie de ſon Hiſtoire ch. 17. & ch. 30.



Ordonnance faite par le Roy Charles V. I. par l'avis des Princes, Seigneurs & Prélats de son Royaume, sur les libertez de l'Eglise Gallicane, & pour reduire ladite Eglise ad pristinam & Canonicam libertatem & juris communis dispositionem. à Paris le 18. jour de Fevrier 1406. Publiée en la Cour le 15. jour de May 1408.

X. **K**AROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus, quod cum nuper in presentia Principum nostre prospicit, videlicet Regis Sicilie confanguinei, Biturie patrum, Burgundie confanguinei, & Bourbonii avunculi, Comitum Nivernensis confanguinei, & aliorum Procerum Regni nostri predicti, tunc pro nobis & nomine nostro existentium in Concilio Prælatorum, Capitulorum, Abbatum, Conventuum & Collegiorum, Universitatum, & aliorum Virorum Ecclesiasticorum nostro. um Regni & Delphinatus Viennois, ipsas Ecclesias repræsentantium, super materia unionis sanctæ Matris Ecclesiæ, & super bono statu & regimine Ecclesiarum dictorum Regni & Delphinatus, in aula alta supra Secanam domus seu Palatii Regalis Patrius congregato, aliqua fuissent propoita & expoita luculenter & disertè per Advocatum nostrum Regium, ad instantiam etiam Procuratoris nostri generalis, tendentia & conferentia ad conservationem juris & libertatum dictarum Ecclesiarum, personarumque Ecclesiasticarum dictorum Regni & Delphinatus, præsertim quoad modum assumendi ibidem personas ad Prælatas & dignitates, aliaque beneficia Ecclesiastica, & ut reducerentur dictæ Ecclesiæ, & personæ Ecclesiasticæ ad suam pristinam & canonicam libertatem; provideretque contra graves usurpationes & interfrusas, quas contra hoc fecerunt Romani Pontifices ab aliquibus annis citra, concludens & requirens quod super propoitis per eum, deliberaretur in dicto Concilio, ac etiam provideret pro futuro, sicut foret secundum Deum & iusticiam justè & rationabiliter providendum: & hujusmodi materia fuisset in nostra presentia inter dictos Prælatos & Viros Ecclesiasticos diutius & plurium dierum intervallis discussa, agitata, & diligenter pertractata: Tandem quæ circa hoc fuerant per eos advisata & deliberata, nobis ad plenum intimare & referre curantes, exposuerunt graviter conquerendo,

Quod quamvis Papæ potestas sit ad pasturam spirituales gregis Domini, & conservationem status ac hierarchie mystici corporis Ecclesiæ principaliter ordinata, nec sibi conveniat aut liceat ad proprium trahere commodum quæ propter perpetuam utilitatem sunt ad bonum commune præfixa, nec transgredi deberet terminos quos posuerunt Patres nostri, qui singulis quibusque Ecclesiis decreverunt sua jura servanda, ut sic in corpore ipsius Ecclesiæ vera concordia servaretur, quæ non posset hæc Ecclesiastica politia ratione subsistere, nisi eum hujusmodi magnus differentiarum ordo servaret: omniaque ea, quæ sanctorum Patrum Concilia decreverunt, integerrima perpetuæque sint approbatione veneranda, nec sint (præsertim quando nec ulla necessitas, nec hujusmodi proflus extorquet utilitas) aliqua ratione violanda.

Statutus autem Conciliorum generalium ac de-

cretis sanctorum Patrum, pro bono regimine ac conservatione perpetua status Ecclesiæ, inter alia noscitur salubriter institutum, quod Prælati ad Ecclesias quasque Cathedrales & Collegiatis per electionem illorum de Collegio, & eorum consensu assumantur: & quoad sanctas Ecclesias Cathedrales per suum Metropolitanum, alii verò per loci Dioecesium confirmantur, & per eundem alia beneficia sua Dioecesis personis idoneis conferantur: vel si fuerint patroni, ad eorum presentationem instituantur in eis: quamvis etiam illa sint magnopere præcavenda, ex quibus inducitur via delinquendi, & maxime ubi desiderandæ seu captandæ alienæ mortis votum & occasio ministratur, viaque aperitur ad beneficia vacatura; sitque naturalis ratioe dictante per Concilia generalia similiter institutum, quod beneficia Ecclesiastica vacatura promitti non debeant, nec dari jus expectationis ad ea: fuerintque omnia predicta in Ecclesiâ sancta Dei, sicut præmittitur, hæcenus usque ad tempus quorundam novissimorum Romanorum Pontificum inviolabiliter observata: Nihilominus tamen ab aliquibus annis citra, Romani Pontifices, contemptis præfatis sanctorum Patrum & Conciliorum generalium decretis, & eis penitus non servatis, omnes Ecclesiasticas dignitates Cathedrales & Collegiatis, & alias quasque post Episcopalem majores indifferenter suæ dispositioni reservaverunt; gratias ad vacatura beneficia, per quod, contra sancta generalia Concilia, occasio votuque alienæ mortis ingeritur, & via ad vacatura contra rationem aperitur, indistinctè & sine limitatione quasque omni petenti concesserunt; modos innumerabiles introduxerunt, quibus potestas Prælatorum, Capitulorum, Collegiorum, & aliorum quorumcumque penitus absorbetur, apponendo prohibitiones, & decreta, quibus etiam ignorantes volunt esse ligatos, diversas fulminando sententias in contrarium facientes, adeoque vix reperitur aliquis, aut nullus, cui etiam unicum beneficium conferendi aut præsentandi ad alium, sit relicta facultas: clausulas etiam varias, & interdum inexplicabiles suis in bullis solent apponere, regulas diversas, aut præter, aut contra jus nunc constituunt, nunc revocant; ut etiam perspicaciter discernenti apparere non valeat, quis inter plurimos impetrantes videtur jus habere; intrusiones in beneficiis inde sequuntur, gravissima litigia oriuntur, quæ eum magnis expensis, & in præjudicium regnicolarum ducuntur extra Regnum: & cum promoverentur aliqui ad dignitates electivas, cessant banna & evocationes; quæ de jure ad probandas electiones & personas fieri statuuntur; propter quod, cum non possit Romanus Pontifex omnium hominum & status Ecclesiarum habere notitiam, sæpe contingit indignos & indignè ad hujusmodi dignitates assumi, & tales interdum qui tantummodo probati sunt argento, quique nunquam in loco beneficii morabuntur.

Occasionem autem præmissorum jura beneficiorum deperant, ædificia corruunt, & cultus divinus minuitur. Hæc decernerent occasionem referendi vacationum amatas, & infinitas pecunias extorquendi, per quæ Regnum pecuniis & opibus continui vacuaret. Ex us datur occasio, aut per fas aut nefas ad Populum aspiciendi, & adeptum contra bonum regiminis & antonio Ecclesiæ retinendi, ad ditandum potius, sublimandumque se & suos. Hinc etiam transfatur multipliciter interitio fundatorum, & statuta Conciliorum generalium, decretaque sanctorum Patrum, ac jura relinquuntur inopia, quæ, ex quo aliter non ferverant, frustra videntur occupare membranas. Infelices autem Episcopi, & sic eis indistinctæ suæ interficiunt officia, in Ecclesiæ quid faciunt? Et sic agendo nihil aliud agitur, nisi ut Ecclesiasticus oeda, qui maxime per Papam illarum servari debuit, confundatur, ac etiam dissipetur.

Propter quæ & alia quæ dictos Prælatos & alios in dicto Concilio congregatos rationabiliter movere poterant & debebant, delibera verunt & conclusunt in modo quo sequitur.

Videlicet, quod de cætero, sicut volunt statuta Conciliorum generalium, & decreta sanctorum Patrum, per electiones Capitulorum, Conventuum, & Collegiorum, conventionisque superiorum, Ecclesiis Cathedralibus, Collegiatis, cæterisque beneficiis electivis, tam regularibus quam secularibus, necnon per præsentationes, collationes, & institutiones per illos ad quos de jure communi, privilegio, vel consuetudine spectat, faciendas provideant, cessantibus & reiectis omnino, ac non obstantibus quibuscunque & quorumcunque reservationibus generalibus vel specialibus, ac prohibitionibus, expectationibus aut gratis, etiam cum decreti appositione ex parte Papæ, vel ejus auctoritate factis, aut faciendis, seu concessis, aut concedendis, quo usque per Concilium generale Canonicè celebrandum aliud fuerit ordinatum: ad ejus Concilii ordinationem deo. Ecclesia Gallicana & Delphinatus se summittit.

Supplicabant igitur humiliter & devotè, quantus nos ipsorum deliberationi & conclusioni conformem adherentes, ipsas gratas habere, & dictas Ecclesias, & Viros Ecclesiasticos nostrorum Regni & Delphinatus quoad prædicta ad suam libertatem antiquam & juris communis dispositionem, quantum in nobis est, reducere, & in eadem libertate eos conservare & manutene, omnia ad contrarium impedimenta submovendo, dignemur.

Nos igitur attendentes, quod sicut Sacerdotes debitores sunt, ut veritatem quam audiverunt à Deo, libetè prædicent: sic Princeps debitor est,

Ex libro, *Ecclesia Gallic. in singulis sæculis*, p. 3.

Gravis equitatem, sunt Lettres de mandat gratuites, fondées sur la seule grâces du Pape sans requête aucune de justice, avec condition si l'impétrant est trouvé digne pour le bénéfice dont il question n'en encore vacant, *est proprio votum capienda morte*. *P. Ruffus*, in præf. pag. 79. 20. *Aliter* *Gomesius* *vota* *Ximeni* *Card.* *anno* *l. 1.* *c. 10.* *l. 3.* p. 1001. *Ordinance* *de* *Flandre* *du* *12.* *Sept.* *1405.* *Martianus* *Jura* *lib.* *Angl.* *p.* *715.*

Reservations. C'est quand le Pape réserve à sa collation & ennuie de disposer les Evêchés & autres Prælatures, quand elles viennent à vaquer, en réservant l'election ou collation ordinaire à ceux à qui elle appartient. V. la procédure notable dans l'Histoire de Beauvais de P. Louvet, lors de l'election de l'Evêque de Beauvais Louis de Villers l'Isle-Adam 1487. Voyez *Walsingham* *lib.* *Angl.* *pag.* *30.* *Edouard* *III* *Roy* *d'* *Angl.* *envoya* *une* *Ambassade* *à* *Rome* *expres* *pour* *les* *empê-*

cher, *idem* *p.* *187.* & *p.* *184.* *endormir* *que* *le* *Pape* *n'en* *valait* *plus*, *idem* *in* *Thymon*, *Nepheus*, *pag.* *133.* En Pologne ces réserves prohibées, *in* *Statuta* *Polsæ* *anno* *1405.* *pag.* *194.* *198.* *199.* *In* *Hispania* *non* *admittuntur* *collationes*, *reservationesque* *beneficiorum* *fluctuantium* *ad* *Reges*, *vel* *alios* *laicos*, *facta* *per* *Papam*, *Can.* *Enchir.* *de* *pref.* *Regis* *Cathol.* *pag.* *394.* *num.* *4.*

Pour le Mandat de Provisio, c'est un rescript du Pape, qui mène à l'Evêque, ou autre exécuteur, de pourvoir de bénéfice en général ou spécialement; qui est nommé par le Pape lorsque le bénéfice vaquera. Il n'y a pas plus de 450. ans que l'on en use. V. l'Ordon. de Louis XII. de l'an 1516. qui est notable contre les Mandats: & la Declaration du Roy François I. de l'an 1517. *Donnée* *de* *Benéfices*, *cap.* *8.* *lib.* *5.* *P. March.* *Jura* *lib.* *Angl.* *p.* *711.*

idem *p.* *187.* & *p.* *184.* *endormir* *que* *le* *Pape* *n'en* *valait* *plus*, *idem* *in* *Thymon*, *Nepheus*, *pag.* *133.* En Pologne ces réserves prohibées, *in* *Statuta* *Polsæ* *anno* *1405.* *pag.* *194.* *198.* *199.* *In* *Hispania* *non* *admittuntur* *collationes*, *reservationesque* *beneficiorum* *fluctuantium* *ad* *Reges*, *vel* *alios* *laicos*, *facta* *per* *Papam*, *Can.* *Enchir.* *de* *pref.* *Regis* *Cathol.* *pag.* *394.* *num.* *4.*

Pour le Mandat de Provisio, c'est un rescript du Pape, qui mène à l'Evêque, ou autre exécuteur, de pourvoir de bénéfice en général ou spécialement; qui est nommé par le Pape lorsque le bénéfice vaquera. Il n'y a pas plus de 450. ans que l'on en use. V. l'Ordon. de Louis XII. de l'an 1516. qui est notable contre les Mandats: & la Declaration du Roy François I. de l'an 1517. *Donnée* *de* *Benéfices*, *cap.* *8.* *lib.* *5.* *P. March.* *Jura* *lib.* *Angl.* *p.* *711.*

pendens Samuëlis in Regum libro populum alloquens & dicentis : *Laqueum de ore coram Domino, & coram Clerico qui, utram beneve alicujus rationem vel affectum, si quoniam calamitatem suam, si oppressi aliquem, si de manu cupisquem manus accipit, & refectum vobis. At dixerunt : non est calamitatem, neque oppressi nos, neque tulisti de manu alicujus quippiam.* Exemplo tamen cupis intulit, & terminis rationalibus contentari, non exactiorem & concussio pecuniarum tyrannicus iniuriæ debet : Evangelio exhortante neminem concutere, neque calumniam facere, & contentum esse debere stipendiis, ipsius Apostoli exemplo in Apostolorum Actibus dicentis, *ergentem & aureum nullum concipere, sicut ipse fecit, quoniam ad ea quæ nobis ipsi erant & his qui mecum sum, ministraverant manus istæ.* Ego (inquit Apostolus) *fecit quoniam pro dignum meum erat ut non ego sum reparetur non parcerem regi.* Quam capacitatem spiritus Prophetico clare proponebat prænumtialle ipsa filia nostra Prophetam Ezechielem suis sub his verbis : *facti sunt greges mei in rapinem & oves mea in devorantem, eo quod non erat Pastor. Neque enim quæserunt Pastores gregem meum, sed pasciebant Pastores semetipsos & greges meos non pasciebant. Preterea (inquit Dominus) effugæ eui factum, ut ultra non pasciam gregem meum : & liberabo gregem meum ab ore eorum, & non erit eis ultra in esum.*

Ex qua clarum est Prophetia, domino Benedicto supradicto, qui tanta confusione & inordinatione cupiditatis debachabatur, subtractionem nemini finiarum supradictarum fieri debere, sed plenariam, quamvis alias & dudum sibi factam, & pæ & factu durare ac tenere censeret, & in eadem se permanente profitebatur eadem filia nostra. Et eo præsertim quod restitutionem obediens per nos eidem Benedicto factam nullam esse, quæ sub conditione non impleta, & sub causis cujus nullus si quebatur effectus, facta est, prout per cedulas quasdam in ipsa restitutione contentas apparere dicebat. Ecclesie etiam Regni ac Delphinatus nostrorum prædictorem auctoritate dictam restitutionem minime factam, & per consequens ipsam subtractionem durare, seu ipsam aut saltem dictarum pecuniarum & finiarum eidem Benedicto fieri debere, cum eidem Benedictus ad destruendum Ecclesiasticam potestatem non hominis Apostolo teste, contra sanctæ Synodi auctoritatem diffinitis nullum Episcopum expetere debere aurum & argentum à parentibus, vel Clericis, vel Monachis qui sub eo sunt, & Gregorii, Bernardi, & aliorum sanctorum Doctorum, imò Evangelii auctoritate, dictas finias in Ecclesie prædictæ subversionem & exitium extorqueret.

Eandem autem subtractionem per eandem nostram Curiam, & Prætorum & dictæ filie nostræ consilio faciendam esse dicebat eadem filia nostra, exemplo Regis Joas, qui consilio Joiaz Sacerdotis pecunias ad templi reparationem destinatis, quibus Sacerdotes sui temporis abutebantur, partem apponere, & eorum partem ad necessitatem divinis famulantium, partem ad mercedem latuorum, & partem in architectorum salarium particibat. Unde dictum in ipsius laudem prodierat, quod Rex Joas *restitit eccetas coram Domino, cunctis dictis quibus non docuerat Joiaz Sacerdos.* Per quem eadem filia nostra summos Doctores intelligi dicebat, & quod ejusdem Ecclesie oppressi providere nobis, aut eidem Curie nostræ incumberet, & auctoritate & natu-

rali ratione, & proprii iurjurandi debito, & Antecessorum nostrorum exemplo apparere eadem filia nostra ostendebat, Ambrosii in lib. de Patricis necessitatem defensionis Ecclesiarum Regi pertinere alicrent, Recto præterea rationis dictantem, quo gentes etiam quæ legem non habent, eodem Benedicto dictarum finiarum exactiorem esse subtrahendam diffinitum, ad quod proprii vinculum iuramenti nostræ coronationis, in qua unicuique de Prælati & Ecclesiæ sibi committit, Canonicum privilegium & iustitiam fervare, & defensionem pro posse contra oppressores adhibere promiseramus, nos adhibere ac specialiter attingebat. Insuperum erat Rex Joas pædictus, prædecessoresque nostri temporibus Bonifacii, Clementis, Gregorii, & aliorum quondam summorum Pontificum.

Per huiusmodi etiam iniustus exactiões pie fundatorum beneficiorum fraudabantur intentiones, & à sua salute & gloria defunctorum animæ morabantur captivæ. Quod si eorum hostes & veritatis suppressores hanc persecutionem & inobedientiam esse prætendunt, cum Deo magis quam hominibus esse obediendum, hæc boninum vaniloquia (Papa Pelagio adveniente) nos nequaquam retardare deberent. Errant (inquit) huiusmodi renuiss fabulatores. Non persequatur qui malum jam factum ponit, aut prohibet ut fiat, sed aligat. Ex quibus conformiter ad sui thematis verba eadem filia nostra requirere concludebat, quatenus subtractio fieret eidem Benedicto obediens, aut saltem dictarum finiarum & pecuniarum exactiões, quodque pecunie in manibus Collectorum aut Subcollectorum existentes, & in nostra arceffent manu, & his quibus eidem Benedicto aliquid occasione prædictorum debere imponebatur, ne solverent inhiberent.

Procuratoribus generali nostris, ac dicti nostri Patrii sub excitatione proreftantibus, se non affectionis inordinatæ libidine aliquid dicere velle : & se si notæ aut reprehensionis dignum aliquid dicerent, debere correctionis summas accipere, ac ulterius proponentes quod Ecclesie fuerant & erant per Principes temporales fundatæ ac dotatæ, quatenus dos seu patrimonium auctoritate capi nequibat aut debebat. Licet enim Constantinus Ecclesie Romanæ Sedis præminentiam, quam sibi dari Constantinopolitana, Alexandrinaque, & aliæ nonnullæ Ecclesie contendeant, tribuisset, ratioque suaderet, & vellet ut Prælati, qui fidem publicarent, divinis inficerent, Ecclesiastica frequenter officia, & sacramenta ministrarent, necessaria referrent sui status & vite, non tamen ipsi exactiões imponere, nulla præsertim urgente necessitate. Nam Archiepiscopos (quo nomine Romæ urbis Episcopum scriptura nuncupat) super suis suffraganeis, seu eorum subiectis exactiões imponere iura vetabant. Quod si Ecclesia Romana cæterarum caput & principalis existens, ut sunt sæculi varietates & vicissitudines, & mentium & animorum malitia, in aut à suo (quod majus & auctius Regno nostro possidebat) patrimonio sorte aliqua disturbabatur, quominus ipso liberè ureretur, cæteris monere debebat Ecclesias, excusare, hortari, & requirere de subsidio charitativo, quod eidem Ecclesie Romanæ annui posset ac deberet, cum tamen consilio, moderamine & iusta causa, absque præiudicio, culpa non præcedente, durante necessitate, ac de consensu & benignitate Principum, Patrouorum, & aliorum Prælatorum, &

non cum gravamine affluo & indistincto ceterarum Ecclesiarum, quas utique, & præsertim horum nostrorum Regni & Delphinatus, prædictus Benedictus passim, & Pharisaorum more, qui decimas indistincte de plantulis, herbis, baccis, & omnis generis fructibus extorquebant, cum gravi compulsionem, subtilis & exactioribus insolitis, & contra libertates Ecclesiæ exigebat & premebat: quibus cum secularis iustitia Ecclesiasticæ subsidio & iuvamini semper fuisset, (alterum enim alterius semper egebat auxilio) necessitas occurrendum impellebat, suscebat æquitas, exigebat ratio, ac totius clamor populi inactibiles, interesseque præterea nostrum hanc ruinam impendens nos stimulabat, ne venerabilium hujus nostri Regni Ecclesiarum tanto charitatis ardore extructarum, & quarum fundatores & auctores dicebamur, tam misera, tam flebilis, & tam neglecta suppetere destructio; exemplisque institueretur egregijs Theodosii, Hooorii, Constantini, Caroli magni, aliorumque Antecessorum, qui corporeis contra Ecclesiam ipsam quandoque attentatis foletis obviaverant, ac succurrerant liberaliter.

Subsidium autem quod Ecclesiæ eidem conferre poteramus & debebamus, erat eidem Benedicto in hujusmodi adiutoribus non obedire, obedientiamque subtrahere. In quo nullatenus, juxta Beati Thomæ de Aquino, & aliorum Ecclesiæ Doctorum authenticorum doctrinam, peccabamus. Ex quibus aliis pluribus astruendis rationibus concludendum ac requiebant, quatenus eadem Curia nostra, juxta nostras mandatorias litteras iobibendo dicti Benedicti Officiariis, ne quas ratione permissorum exigerent in dictis Regno & Delphinatu nostris pecunias; ac exactas & penes eosdem Officiarios existentes assignari usque ad Prælatorum congregationem faciendam provideret.

Pro parte Benedicti, & sæpe Cameræ Officiarios ab adverso exitu requirendo propositum, quod eum materia prægrata grandis & alta, jura Sedis Romanæ, (cujus erat ipse Benedictus caput) summe Cameram, & antiqua devertia sua, ac Cardinales concerneret & tangeret, itemque Benedictus & Cardinales nullo in eadem nostra Curia Procuratore fulcirentur, quo causa præiens deduci, foveri posset aut defendi; & Prælati nostri Regni ad proximum omnium Sanctorum sœsum congregandi dicerentur, in cuius temporis interstitio nullum vertebatur periculum: eadem nostra Curia supersedere vellet, prout tenebatur.

Præfata Filia nostra in contrarium proponente ac decerne, quod radix pro parte ipsius Benedicti propositum invalida generi debebat, eo quod eadem Filia nostra processum subire ordinarium non intendebat, sed sibi ab ipsa nostra Curia provisionem fieri, quam absque mora ferre debebat. Nam quantumvisque esset Papa seu Prælati, non erat suus; sed omnis ejus potestas sive dignitas, & alius cujuslibet magis Ecclesiæ quam personæ. De jure igitur Benedicti sive Ecclesiæ Romanæ faciendum erat, quod ad profectum pertinere videbatur Ecclesiæ, & non in ipsius prejudicium, teste Apostolo, Ecclesiæ soporitis sub his compellente verbis: *Templum Dei estis vos, & Spiritus sanctus habitans in vobis: si quis istud violaverit, disperdet illum Dominus.* Subdit: Non gloriatur quis in hominibus. Omnis enim vestra jura sive Cephas, sive Paulus, sive A-

Tome I. Partie III.

pollis. Pecunie autem sive finæque quas idem Benedictus exigebat, non ad Ecclesiæ profectum, sed ipsius & animarum tendebant incrementum, cuius incrementum & præsentis heretici schismatis erant medium & fomes. Quare a nobis & eadem nostra Curia (quibus iustitiam ministrare erat necesse) hujusmodi mortiferæ petitionis non tam repudiandæ quam penitus & absque ulla mora tollendæ erant: cum & unumquemque ejus gentium gladium de manu interfectoris confectum eruret, & vim vi repellendo interficere liceret.

Ex his prout supra requirendo dictis nostris, & Patris nostri Procuratoribus suam requestam fieri requirentibus, attento quod per notorias exactiones & impeditis respublica ex defectu prædicationum, & subjectorum visitationum, & correctionum, & alias ut supra multipliciter, contra sacrorum Canonum institutiones gravabatur, quodque querelas suas non processum insari, sed remedio aut provisioni innoveretur intentabant; nec erat qui contrarium opponeret ad hoc: & ut supra concludentibus: Officiariis ipsius Benedicti in contrarium contendebus: & ut negotium absque precipitatione protelleretur, quantum pro absentibus supplicari fas erat, prout supra instantibus ne quicquam innovaretur requirendo concludentibus: Tandem auditis hinc inde ad plenum partibus antedictis, in omnibus que dicere ac proponere circa præmissa voluerunt, & in arresto appendant. Congregatis igitur ejusdem nostre Curie nostri Parlamentarii Cameræ, convocatisque & instantibus in notabili numero de gentibus nostri magni Consilii, ac visis prædictis litteris & cedulis: Consideratis insuper & attentis diligenter, & cum magna & longa deliberatione omnibus circa hæc attendendis & considerandis, & que eandem nostram Curiam in hac parte poterant & debebant movere: per præfata Curia nostra Arrestum prædictis obtemperando litteris, per eandem filiam nostram à oobis impetratis, dictum fuit.

Quod dictus Benedictus & Officiarii successerunt in nostris Regno & Delphinatu ab exactionibus annuatim primarum fructuum & emolumentorum Prælatorum, & aliorum beneficiorum quoruncumque vacantium, seu que vacaverunt, aut vacabunt, tam pro primis annatis, quam etiam fructuum & emolumentorum, qui tempore subtractionis aliis eidem Benedicto factæ, & vacationis Prælatorum, dignitatum, & aliorum beneficiorum obvenirent seu obvenirent qualitercumque, necnon procuracionum pro visitationibus debitarum, & arrestationum quoruncumque ratione præmissorum, vel aliarum exactionum debitaram: ipsique procuraciones poterunt Prælati, Archiepiscopi, & alii Ordinarii, quando ipsos suos subjectos visitare contingeret, levare.

Cessabant etiam Cardinales & Camerarius Collegii à perceptione illius partis, quam in vacationibus Prælatorum pro primis annatis vel aliis, ante præsentem Arrestum percipiebant, & arrestationum quoruncumque occasione præmissa debitorum. Et si aliquid ex his que levata seu exacta fuerunt occasione prædictorum, apud Collectores seu Subcollectores, aut alios quoscumque existit, seu remanet, sub manu nostra arrestabitur, & id arrestabit & arrestat ipsa Curia nostra. Ipsique ne aliquid eidem Benedicto, seu cuicumque alteri tradant, aut solvant, inhibebitur, & inhibet etiam eadem Curia nostra. Et per

idem Arretham Curia nostra ordinavit & ordinat, quod excommunicatio sententia premissorum occasione illigari relaxabuntur. Et hac quoque alia per eandem Curiam nostram extiterit super premissis ordinatum. In cujus rei co-

firmationem presentibus litteris nostrum iussimus apponi sigillum. Datum Parisius in Parlamento nostro die 11. Septembris, anno Domini 1406. & Regni nostri 26. Per Arrethum Curie, B A Y E.

V. Nicoles Gilles en son histoire, p. 310.

Extrait des Chroniques d'Enguerrand de Monstrelet vol. 1. ch. 67. l'an 1410. contre les exactions & impositions de Cour de Rome, & que l'Eglise de France n'est sujette à aucune imposition ni subsides ordonnez par le Pape.

XII. LE XXIII. jour de Novembre fut à Saint Bernard à Paris faite une Congregation generale par l'Université, à laquelle furent évoquez & appellez l'Evesque du Puy en Auvergne, & plusieurs autres Prelats, & generalement tous les Maistres, Bacheliers & Licenciés tant en Droit Canon, comme Civil, pour ce que autrefois n'estoit point accoustumé d'appeller les Licenciés ne les Bacheliers, mais tant seulement les Maistres. Et fut faite ladite Congregation sur les demandes & requestes par l'Archevesque de Pise, & autres Legaux de nostre saint Pere, qui furent pareillement sur le dixième de vacance, sur les procurations & dépouilles des trépassés.

Mais premier en ladite Congregation fut lue une Ordonnance solemnelle, autrefois faite du temps de Pierre de la Luce, par le Conseil de l'Eglise Françoise, sur les libertez & franchises de ladite Eglise, de par le Roy, son Grand Conseil, & par le Parlement roborée & confirmée l'an quatre cens & six; laquelle contenoit en effect estre telle, c'est à sçavoir que ladite Eglise soit maintenue & confirmée en son ancienne franchise, & par ainsi qu'elle de tous dixièmes, procurations & autres exactions & subsides quelconques. Et parce que ledits Legaux en demandant viennent contre lesdites Constitutions & Arrefts, fut conclu que ladite Ordonnance seroit gardée sans enfreindre. Et pour meilleure obéissance, l'Université mit & ordonna solemnellement hommes devers le Roy, son Conseil, & devers le Parlement, ausquels appartient ledit Arrest à defendre, & éléver les inconveniens qui s'en pourroient ensuivre par l'infraction desdites Ordonnances & Constitutions.

Item fut conclu, que si le Pape ou les Legaux veulent aucun compeller ou contraindre par censures Ecclesiastiques, ou autrement, payer lesdits tribus, qu'on appelle d'eux au Concile general de ladite Eglise.

Item s'il y a aucuns Collezours ou Sous-Collezours veulans avoir ou exiger lesdits subsides, qu'ils soient punis par prison de leur temporalité, s'ils en ont point, & sinon qu'ils soient mis en prison.

En outre fut conclu, qu'à poursuivre ledit fait, soit requis en ayde le Procureur du Roy, & des autres Seigneurs qui se veulrent adjoindre avec ladite Université.

Finalement fut conclu, qu'en cas que le Pape alleguerait nécessité évidente en l'Eglise, que le Conseil de l'Eglise soit évoqué, & la seroit advisée une maniere d'Ayde par maniere de subside charitable. Et seroient levées & recueillies lesdites pecunes par certains bons prud'hommes élus par ledit Conseil, qui les distribueroient à

ceux qui seront ordonnez par ledit Conseil.

Item, le Lundy ensuivant fut fait un Conseil Royal, où fut présent le Duc d'Aquitaine, l'Archevesque de Pise, & autres Legaux du Pape, aussi le Recteur de l'Université, & plusieurs autres de ladite Université. Et audit Conseil proposa ledit Archevesque, que ce qu'il demandoit estoit deu à la Chambre Apostolique, tant en Droit divin, canon, civil, comme naturel; & que c'estoit fait & justice, & quiconque dénierait à le payer n'estoit mie Chretien. Desquelles paroles l'Université mal contente, dit que lesdites paroles estoient proférées en la dishonneur & opprobre du Roy & de l'Université, & par consequent de tout le Royaume.

Pour lesquelles choses fut derechef le Dimanche ensuivant trentième jour du mois de Novembre faite une Congregation generale, où il eut esté faite le Dimanche devant, où il fut conclu que l'Université enverroit devers le Roy certains Legaux pour lui exposer les paroles, par les Legaux du Pape dites & proférées, en lui requérant que publiquement soient revokez par eux & rappellez, & en cas qu'ils ne voudront revokez & rappeler, les facultez de Theologie & Decret, éliront contre eux sur les articles de la Foy, & seront punis selon l'exigence des cas.

Item, fut conclu que ladite Université de Paris escrivait à toutes autres Universitez, Prelats & Chapelains, qu'ils s'adjoignent à l'Université de Paris en la poursuite dudit fait. Moult d'autres choses furent touchées audit assembléement, lesquelles pour cause de brièveté sont delassées à cy escrire. Toutesfois la conclusion fut telle pour bailler réponse, que le Pape n'aura point de subsides, si ce n'est par la forme desdites.

Item, fut conclu que l'Université de Paris requerra l'Archevesque de Rheims, & les autres du Grand Conseil du Roy, qui ont fait serment à l'Université, qu'ils s'adjoignent en la poursuite devant dite, ou autrement ils seront privez.

Et est à sçavoir qu'après toutes ces choses, ledit Legaux doutans s'en allerent & partirent de Paris sans dire adieu, comme on disoit communement à Paris. Nostre S. Pere le Pape envoya les Ambassadeurs devers le Roy pour le payement du dixième imposé sur l'Eglise Françoise: Et en contant de leur Legation fut dit au Conseil du Roy, présent le Duc d'Aquitaine, que non mie l'Eglise Françoise seulement fust obligée ou tenue à lad. solution dudit subsides, mais toutes Eglises quelconques, ils fussent à la volonte du Pape, premier par le Droit divin, par le Levitic, où il dit en la sentence, que les Diacres payeroient

ou souverain Prestre le dixième dixime : Secondement de droit naturel & positif. Et quand ces choses se faisoient l'Université vint à eux.

Et le lendemain fut faite une Congregation au Collège des Bernardins, & là fut délibéré que la manière de demander ce subside estoit à reprover, comme inique & contraire à Loy ou Decret, par le Roy ou son Conseil fait l'an quatre cents & six, & de la conservation de liberté & franchise; & vouloir l'Université que cette Loy fust conservée & gardée sans estre corrompue. Et fut dit outre, qu'ou le Pape ou ses Legaux voudront ce demander, & contraindre aucun à le payer par censure d'Eglise, que ladite Université appellera au Conseil general de l'Eglise, & là où les nouveaux Gouverneurs du Roy & du Royaume voudroient ou poursuivroient attenter aucunement contre ladite Loy, icelle Université appelle au Roy & Seigneurs de son Conseil; Et où il y auroit aucuns de l'Université qui laboueroient pour la solution dudit dixime, ils seront privez: & s'il en advenoit d'aucuns labourez à ce, qui eussent temporel, l'Université requeroit au Roy que leur temporel fust mis en la main du Roy; & au cas qu'ils n'en auroient point, fussent emprisonnez. Et se par manière de voye caritative nostre saint Pere le Pape ellieue subside, il pleust à l'Université & au Roy que les Prelats soient huchez par le Royaume pour deux choses. Premier pour adviser quelles choses setont traitées au Conseil general de l'universelle Eglise prochainement à tenir. Secondement, à deliberer de ce sur le contenu & Requestes dedit Ambassadeurs sur ledit dixime: & s'il estoit délibéré que nostre saint Pere le Pape ait ledit subside, l'Un-

versité veut que soit député aucun preud'homme de ce Royaume, qui recevroit l'argent pour la paix & union des Grecs & Latins, & du Royaume d'Angleterre, pour la quette de sainte Terre, & predication de l'Evangile à toute creature; car ce sont les fins pour lesquelles nostre S. Pere le Pape ellieue cedit subside, comme disent les Legaux.

L'Université fut ce requit à Messieurs de Parlement qu'ils s'adjoignissent avec eux; car cela est leur Attrib, & aussi le fait des Procureurs du Roy, à la prosecution desquels ladite Loy fut faite.

Iem, fut député maître Ursin à proposer devant les Seigneurs, & à répondre aux raisons dedit Ambassadeurs.

Et enfin ledit Archevesque de Pise considerant qu'autrement ne pouvoit venir à son intention, s'humilia devers ladite Université, & parla particulièrement à aucuns des Principaux, afin qu'ils tinssent la main à sa besogne. Neanmoins le vingt-huitième jour de Janvier ensuivant, fut par eux conclu, que de leur consentement ne seroit baillé au Pape nul subside, sans avoir premier l'accord, le conseil & octroy de l'Eglise Françoise, & sur ce furent prises nouvelles jointes au dixième jour de Fevrier, à laquelle furent évoquez plusieurs Prelats pour avoir leur avis sur cette matiere: mais finalement par la diligence & sollicitude de l'Université, ils ne purent venir à conclusion, que nulles pecunes fussent données n'octroyées au Pape par quelque manière que ce fust, nonobstant que la plus grande partie des Seigneurs, & par especial les Princes en estoient assez contents.

Autre Extrait dudit Monstrelet, chapitre 70.

En ce tems fut mis sur le Clergé du Royaume de France & de la Dauphiné un subside caritatif à la valeur d'un demy dixime impoit pour le Pape, par le consentement du Roy, des Princes, de l'Université de Paris, & de la plus grande partie des Prelats & Citez, à payer à deux

termes, c'est à sçavoir le premier à la Migdelaine, & le second à la Pentecoste ensuivant, si ce cutilla assez rigoureusement, & tant que le pauvre commun Clergé s'en pleignoit moult piteusement.

Mandement du Roy aux Gens de son Conseil & Parlement, de s'assembler sur l'exécution de ses Ordonnances touchant la provision des benefices ecclésiastiques, & des Finances qui se transportent en Cour de Rome. Arrest de la Cour sur ce, par lequel il est enjoins de garder les Ordonnances, & defenses faites de porter or & argent à Rome à l'occasion des benefices ecclésiastiques.

Extrait des Registres du Conseil de la Cour de Parlement, du Mercredi huitième jour de Novembre 1413.

XIII. CEDIT jour furent au Conseil, en la Chambre des Enquestes, le Chancelier M. B. Maugis Président, Maître Pierre le Fevre Président, &c.

Le Chancelier a requis les dessusdits qu'ils conseillassent le Roy sur le contenu & Lettres dont la teneur s'ensuit, & advisassent en leurs consciences pour l'honneur & profit de son Royaume qu'il avoit à faire. Car le Pape ne pourvoyoit point aux notables hommes de son Royaume des Prelatures, ne des notables benefices de ce Royaume. Mais les baillait à ceux qui plus avoient d'argent, & tellement que comme à l'inquant le baillioient ledites prelatures &

notables benefices, & par ce se voidoit l'or de ce Royaume, tant que puis quatre ou cinq ans l'en trouvoit que l'en avoit porté hors ce Royaume à Cour de Rome bien trenze cent mil escus qui valent trois millions, & la deliberation faite sur ladite lettre que ci-après s'ensuit, & l'avis concilié seroit rapporté au Roy pour en ordonner ce qui sembleroit à faire. *Tour l'inter seigneur.*

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à nostre amé & feal Chancelier, & à nos amez & feaux Conseillers les Presidents & autres Gens de nostre Parlement icelui non feant, & qui tiendront nos Parlements à venir, salut &

dilection. Notre Procureur general en la Cour de nostre dit Parlement nous a expoſé, que combien que par les Ordenances ſolennellement faites par le Clergé de nos Royaume & Dauphiné de Viennois, confirmées par nous, il ait eſté ordonné, entre autres choſes, que quand aucuns benefices électifs vacqueroient en noſd. Royaume & Dauphiné, que l'en y pourvoit de perſonnes idomes par voye d'élection par ceux à qui de raiſon & de droit, ou par couſtumes ou uſages l'élection d'iceux appartient, & que les Ordinaires auxquels la confirmation d'icelles élections appartiendroit, procederoient à la confirmation ou caſſation d'icelles, nonobſtant reſervations quelconques, & auſſi que routes exactions de pecunes celleroient, neantmoins aucuns Archeveſques & Eveſques & autres de noſdits Royaume & Dauphiné, auxquels la confirmation d'iceux benefices qui ont vacqué, & auxquels l'en a pourveu par election deſcemet faire, ont eſté & ſont chacun jour contredifans, reſuſans ou dilayans de proceder à la confirmation d'icelles, ſous ombre de certaines reſervations que l'en dit avoir eſté faites d'iceux benefices par noſtre ſainct Pere, ou autrement. Et en outre à cauſe d'iceux benefices & autrement pour occasion de certaines promotions qui en ont eſté & ſont faites, pluſieurs grandes & exceſſives finances ont eſté, & ſont de jour en jour tranſportées & vuideres de noſdits Royaume & Dauphiné; qui eſt directement contre leſdictes Ordenances, & au grand prejudice, dommage irreparable, & deſolation de noſdits Royaume & Dauphiné, de la choſe publique, & des Eglises d'iceux eſtans de foudation Royale & autres, & ſeroit plus ſe par nous n'eſloit ſur ce pourveu de remede convenable. Pour ce eſt-il que nous ces choſes conſiderées, vous mandons & expreſſement enjoignons par ces preſentes, que reſtés & veuſ par vous leſdictes Ordenances & confirmations, appelez avec vous de gens de noſtre Grand Conſeil, tant & en tel nombre que bon vous ſemblera, vous en vos conſciences adviſés & deliberez au bien de nous & de noſdits Royaume & Dauphiné, & au pluſtoſt que faire ſe pourra, & que nous avons à faire ſur ce que dit eſt, & ſur tout le contenu en icelles Ordenances, & les voyes & manieres que nous avons à tenir pour pourvoir & obvier aux dommages deſſuſdits : & ce que par vous auſſi delibéré & adviſé ſera, nous rapportez pour au ſurplus y pourvoir comme il appartiendra par raiſon. Donné à Paris le 25. jour d'Octobre l'an de grace 1413. & de noſtre Regne le 34. *Auſſi ſigné,* Par le Roy en ſon Conſeil, le Roy de Sicile, Meſſieurs les Ducs d'Orleans & de Bar, l'Archeveſque de Sens, les Eveſques de Laon & de Noyon, le Chancelier de Guyenne, & pluſieurs autres preſens, P. NAUTROY.

Du Vendredi dixſept jour de Novembre audit an.

Les Gens du Conſeil du Roy noſtre Sieur, aſſembles en la Chambre des Enquetes de Parlement, pour conſeiller le Roy ſur certain mandement à eux envoyé ſur l'exécution des Ordenances Royaux, touchant la provision des benefices électifs, & auſſi les finances que l'en porte hors de ce Royaume de jour en jour en Cour de Rome, dont mention eſt faite en ce preſent Ro-

gître du huitième de ce mois, attendu meſme la Requeſte faite par les Prevost & Echevins de Paris des ledit huitième en la Chambre des Enquetes, ſur la provision & remede des pecunes de ce Royaume, qui ſe vident hors de ce Royaume, & que l'en portoit en Cour de Rome de jour en jour comme dit eſt; conſeiller au Roy noſtre dit Seigneur, qu'il faſſe mettre à execution leſdictes Ordenances Royaux, au regard de la reduction des franchises & libertez de l'Eglise de France & du Dauphiné, quant aux benefices électifs, & non cheans en graces communes & exceſſives : & quant audités finances, pour y pourvoir plus eſpeciallement, ſoient appelez six ou douze preud'hommes & experts en telle matiere, qui adviſent aucun bon remede, & le reportent au Conſeil : & avec ce ſoient faites deſſeins les plus grandes que l'en pourra, & publiées ſolennellement par tout le Royaume, que nul ne ſoit ſi hardy de transporter ne faire tranſporter par lettres, bulletes, obligations, ne autrement en quelque maniere or ne argent à occasion deſdits benefices électifs hors du Royaume, à peine de le perdre, on autant qui ſera pris ſur le temporel de celuy ou ceux qui transporteront ladite finance; & outre ſoyent ordenez es ports & paſſages diligens expoſiteurs qui ayent pouvoir d'excuter celle ordonnance. Et avec ce ſoit deſſendu & publié que nul marchand ne changeur, ne autre ne preſte argent, ne ne delivre ou faſſe delivrer finance pour les caſes deſſuſdites, par lettres, bulletes, obligations, ne autrement en quelque maniere, ſur peine de le perdre. Et auſſi ſoit publié que quiconque denoncera ceux qui telles finances transporteront par lettres, bulletes, obligations, ou autrement en quelque maniere, aura le quart de la ſomme tranſportée par lui denoncée. *Fait en Cour le 20. Decembre 1413.*

Du Mercredi 26. jour de Novembre audit an.

Ce jour a eſté ordonné que M. Jean de Nanterre, M. du Bos, P. Buſſiere, R. de Sens, J. du Gard, Philippe du Pay, T. Vieſſart, & autres iroient à ſainct Paul au Conſeil propoſer & requerrir, pour le bien du Roy & de ſon Royaume, ce qui ſur adviſé & conſeillé à la fin du Parlement dernier touchant les finances de ce Royaume, & les franchises de l'Eglise : leſquelles finances l'en tranſportoient ſans meſure en Cour de Rome pour Eveſchez & autres gros benefices avoir.

Du Vendredi 30. jour deſdits mois & an.

Ce jour ont eſté les Sieurs de ceans pour la plus grand part au grand Conſeil, qui a eſté en ce Palais en la Chambre vert, pour ouyr le Cardinal de Pife Legat de Cour de Rome, & pour prendre conclusions ſur la matiere dont eſt touché le 18. de ce mois, qui a eſté, que lettre ſera faite & icellée pour executer ce que à la fin du Parlement dernier avoir eſté conſeillé. Mais elle ne ſera executée juſques à ce que douze Conſeillers du Roy qui ſeront deputez, aient conſeillé à certaine rſponſe à une Bulle que baillie ledit Cardinal, ſur pluſieurs points requis par le Roy au Pape : & leur relation faire, le Roy ſera executer ladite lettre ſi ſemble bon, & interim ſeront gardées leſdites lettres.

Appeſſi

Apostoli & responso dati per venerabilem Nationem Gallicanam dominis Cardinalibus &c. appellantiibus ab ejusdem conclusione, voto, deliberatione Constantiæ capitis & factis solemniter per eandem, quod vacantia & minuta servitia nullo jure sunt debita, & de cætero nihil solvent.

Hæc Ecclesiæ Gallicanæ apologica responsio multa capere observantia dignissima, inter quæ si aliqua paululum acerba videantur, non paucioribus sed interitibus scandalum tribui debent. Etenim cum schismata innumerata atque intolerabiles abusus in Ecclesiâ investissent, & Curia Romanæ Officiis, quibus hæc magno erant quæstus, illa omni studio vindicare merentur: proscindit via tanto malo aut adverteriarum objectionibus medicina & responsio salutaria abique aliquo sale intrinseca peccat: quæ acerbitas ordinis vel dignitatis sacerdotalis nihil derogat, sed totum humanæ imbecillitatis nervos detegit: hinc Præfules Ecclesiæ se homines, utique ac solum Deum omnino contagiosis peccati expertem esse recognoscant. Ut ut sit, cum hæc in-

timè ad historiam Ecclesiasticam conferant, nullo possumus præterito oblitescere. Insuper præterendam munimur videri hos Gallicanæ Ecclesiæ Apostolos, censum circiter abhinc annis editum Parisiis, & permodum ab Orthomano Gratia suo serum expetendum falsaculo insertos, sed ita quidem corrupte, ut vix eorum sententia germanus elici possit: idque fuit in causa in illos ad idem & integritatem antiquorum exemplorum restitui, & in xxi. articulis distribui curaverimus. Quid verò idem Orthomano Responsionem hanc Nicolaus de Claugis attribuit, tota quidem erant via, quomam ab Nicolai Synodo Constantensi nunquam inserta, & apud Academiam Parisiensem, favore Petro de Luna præbiti semper suspensus fuit.

ARGUMENTUM.

1. Scandalum activum non passivum esse culpandum.
2. In Constantiensis Concilio, ex singulis Nationibus aliquos fuisse deputatos pro reformanda Ecclesiâ Romana in capite & membris: omnesque Nationes conclusisse nullo jure Annatas deberi.
3. Exactiones Joannis XXIII. propter vacantias beneficiorum.
4. Nationes deliberarunt per septem dies in materia Annatarum.
5. Quando, cur, & à quibus Annata primùm exigì cœperint.
6. Primitus Episcopi & Abbates aliquid sponte, & loco muneris gratulii offerre solebant Officiariis Curia Romanæ: idque deinceps transit in onus & jus ordinarium.
7. Quo jure exigantur Annata à Curia Romana.
8. Vexationes, & gravamina in exactione Annatarum commissa.
9. Annata obligant ad tacitam simoniam & perjurium.
10. Utrum Papa jure possit exigere Annatas.
11. Graves querimonie & scandala propter exactiones Annatarum.
12. Mala inde suborta.
13. Exactiones Officiariorum Curia Romanæ inducunt ad usuram passivam.
14. Totius ordinis Ecclesiastici venditio & oppressio sequuta ex Annatis.
15. Natio Gallicana nullo jure Annatas deberi conclusit.
16. Responsio Procuratorum Camera Apostolicæ, pro defensione Annatarum.
17. Ecclesiâ Romana aliarum Ecclesiarum domina & parens.
18. De Cardinalium statu, origine, & comparatione cum Episcopis.
19. Summa pecuniæ, quam Romana Curia annuatim ex Galliis pro jure Annatarum percipit.
20. Periculum creatum Nationi Gallicanæ, cum Ecclesiæ libertatem adversus Officiarios Curia Romanæ in Concilio Constantiensis tueri vellet.
21. Forma usitata in Curia Romana, ad obligandos Ecclesiasticos qui beneficii aliquis provisionem ambiunt.

XIV. 1. **C**UM Evangelica veritas dicat, nihil cum scandalo sciendum esse: subiungit tamen, quod necesse est in veniens scandalum: sed imputet sibi per quem venit scandalum, maxime activum: quia passivum vel defensivum communiter non est in dolo nec in culpa. Cum autem venerabilis Natio Gallicana, & ipsius venerabilia ac honorabilia Supposita, tam majora, mediocria, quam inferiora Constantiæ congressu pro generali Concilio inibi convocato, & debite congregato (pro deducendo in eo id in quo habent voces judicativas, consultivas, & querelosas, secundum materias suppositas, & relationes debitas) cogarunt respondere, & Apostolos, ad quos teneri possent, dare euidam inter-

positæ appellationi, pro parte Magistri Joannis de Scribanis, asserentis se Procuratorem fidelem, nomine Camera Apostolicæ, & sibi adherere volentium: & pro ipsius Nationis honore, & conclusionis in ea habitæ (ex qua oriri dicitur interposita appellatio) justificatione, ac veritatis manifestatione, in responsione hujusmodi, & Apostolorum petitorum datione ordinetur veritas, quæ si scandalum generet apud aliquos, vel etiam alicubi, hoc causam activam præstantibus, non autem venerabili Nationi Gallicanæ defensivam assumunt, fuxque, & Ecclesiarum, ac Monasteriorum, cæterorumque beneficiorum (apud ipsam portionem) necessitatibus prospicienti, ascribatur.



2. Descendendo igitur ad materiam, noverit idem Magister Joannes de Scribanis, dominique Cardinales, ac eorum Collegium, & ceteri universi, qui tunc & nunc pro generali Concilio sunt & fuerunt Constantiæ congregati, fuisse ordinatum, quod deputarentur de singulis Nationibus certi, qui cum deputatis Dominis Cardinalibus convenirent, ad advifandum quæ essent reformanda in Curia Romana, tam in capite quam in ipsius membris, & de modo pro futuro providendi, sicut factum fuit, & est inter sic deputatos Nationum; cum quibus fuerunt, & tunc erant Domini Cardinales Pisanus, Cameracensis, & Florentinus, qui Domini Cardinales, contradicentibus deputatis Nationis Gallicanæ, aperuerunt materiam Annatarum, & jurium ac minorum servitorum, & quantum potuerunt fundaverunt eas esse debitas, adducendo in medium rationes & justificationes, quas per prius longè advifaverunt, discussione facta inter omnes, validioribus rationibus, & auctoritatibus juris divini pariter & humani, demonstratum est non esse debitas. Et quamvis dedissent operam ad trahendum ad eorum opinionem quos potuerant, inductione tamen facta de singulorum deputatorum votis, longè major fuit pars, quod non deberent, nec ulterius tolerari deberent. Propter quod Domini Cardinales concludere noluerunt, sicut & in aliis fecerant: & sic fuerunt primi qui materiam promoverunt & aperuerunt, unde secuta sibi imputent & nulli alteri.

3. Novit etiam idem de Scribanis, Dominique Cardinales, & ceteri alii, deputatos fuisse certos alios de singulis Nationibus, ad advifandum de remediis, & modo procedendi, & providendi in exorbitantiis, exorbitanterque ac indebitè factis de præterito in Curia Romana, per olim Joannem tunc Papam, & alios de tempore suo: inter quos fuit advifatum, quod dominus Joannes præfatus, & Curia sua Romana Apostolica, & Domini Cardinales, & eorum Collegii Camerarius, sive pro Camerario se gerens, à beneficiis Prælatorum, & Prælatorum vacantibus, & quotiens vacabant (etiã si ter aut pluries vacassent in anno) pro qualibet mutatione tituli, voluerunt habere & exigere fructus primi anni beneficii, sive Prælatum vacantis, & aliquando longè ultra: & quandoque Papa qualibet vice Annatas vacantes habebat, & Cardinales nihilominus partem mediam quoque propter vacantias: unde fuerunt quandoque privati Prælati, & translati inviti, & quandoque (propter plus offerre, & sumptis aliis coloribus) assumpti alii Prælati, qui fortè non fuerunt præferendi, ex quibus secutæ sunt strages, guerræ, scandala, etiam nondum sopita. Et quia exorbitanter factum fuerat, & contra jus & justiciam, in oppressum Prælatorum, Ecclesiarumque, Monasteriorum, & beneficiorum, & etiam personarum quibus id contigerat, & ita factum fuerat: per eorum deputatos pluribus rationibus fuit conclusum non debitorum, & esse tollendum de futuro; & per aliquos ex iisdem fuit dictum, propter easdem rationes & infra dicenda esse extendendum ad futura.

4. Et super hoc fuit composita schedula, & inter eos lecta, & sicut solet fieri communicata, & deinde ad Nationes singulas missa, saltem per deputatos dictæ venerabilis Nationis Gallicanæ fuit relata, atque in eadem Natione lecta: & communiter super ea solemniter septem diebus deli-

beratum successivè, sciente dicto de Scribanis, Dominis Cardinalibus collegialiter ac singulariter; qui etiam in hujusmodi odium & vindictam dixerunt aliquos notabiles Prælatos excommunicatos, contra rei veritatem, etiam ex ipso eorum parte eorum nominibus non expressis, Magistro Joanne Ponceti, (pro eorundem Collegio Clerico & Promotore se gerenti, qui se interponere appellationem dixit) aliisque Nationibus, & cunctis Constantiæ pro generali Concilio congregatis scientibus, & debite in ea conclusum fuit, de præterito, præfenti, & futuro esse tollendum.

5. Causæ vero motivæ, rationesque & jura collecta (quantum fieri potuit) ex dictis diversorum qui in dicta Natione deliberaverunt, & quæ alias aperta fuerunt, subsequenter exprimuntur: & juxta Gregorii responsivum oraculum, & Concilii Lateranensis prohibitivum edictum, initium & causam debendi istarum præstationum fructuum primi anni Prælaturarum, dignitatum, vel beneficiorum vacantium (qui asseruntur deberi ab iis super quos voluit exigere) diligenter inquirentes, privilegio, consuetudine, aut præscriptione non posse defendi certum est: sicut fuit observatum, & de non vacantibus in Curia, secundum antiqui juris ordinem, nullum reperiri posse initium, præterquam reservationem quandam temporalem, primò per Joannem Papam XXII. factam, per certo passagio ultramarino, & quibusdam aliis necessitatibus suis, de omnibus dignitatibus & beneficiis, exceptis Abbatibus. Propter quod servatum est in Angliâ usque ad hodiernum diem, nihil fedi Apostolicæ solvere, pro hujusmodi Abbatibus fructibus Abbatiarum vacantium: Excepitque Episcopales, & etiam alias supra majores per expressum, & certasque postmodum fecit super illis declarationes. Deinde postmodum nonnulli Pontifices Romani ipsius successores, etiam certis temporibus, similes fecerunt reservationes certis causis expressis, quas Clerus, Principes, & populus aliquo tempore tolerarunt, sed postmodum nimium gravati ex eis in aliquibus Regnis & Provinciis recularunt solvere, prout fuit factum in Angliâ, & quibusdam aliis locis, eo quod per modum facultatis toleratum fuerat. Et sic quantumcumque eis placuit, licet potuerunt atque possunt reculare: maxime quia cessant causæ quæ tunc erant, eo quod non fit pallagium ultramarinum, vel aliud virtuosum ex talibus pecuniis. Et quia Italiæ, Galliæ, Germaniæ, & Angliæ partes, per Dei gratiam sunt unitæ ad invicem, propterea tolerari non debent, (cum propter divisionem, temporibus retroactis, aliquannulum distulisset toleratum:). nec sine reservatione, aut contradictione (quæ impediunt & cessare faciunt præscriptionem) reperitur talis præstatio decem annis continuata: & quando erunt talia, præscriptionem non inducunt, maxime de supremo ad inferiores, & minus consuetudinem, ut est iustis notum, & infra expressis dicetur.

6. De vacantibus verò & fructibus primi anni majorum Prælaturarum, Abbatium videlicet, Episcopatum, &c. nullum aliud initium fuisse invenitur, quam voluntaria & gratuita oblatio quorundam (qui in discordia electi ad Abbatem vel Cathedralium Ecclesiam, dum prosequerentur in Curia per appellationem ad eam factam); per eum qui obtinebat finalem victoriam, & promovebatur sive eligebatur: Et talis oblatio & gratuita dario, juxta vulgare Italicum, dicta fuit.

servitium, & secundum Alemanos *propina* dicitur. Et dida fuerint *servitia communia*, quia communiter inter eos dividebantur, eò quòd singulos quibus dare volebat non convocabat, & singulis dare fuisset nimium onerosum, qui tunc agebant in publico Consistorio: sed postmodum deductum est in Consistorium secretum, quod tamen fuerat & simoniacum vel multum de simonia suspectum, & species mali crudelis, etiam prætextu consuetudinis. Tum quia ante vel post promotionem ad hujusmodi dignitates, aliquid hujus prætextu dare vel recipere secundum sacros Canones, est etiam prohibitum. Tum quia quædam alienatio est talis oblatio, datio, vel obligatio; quam etiam facere non potest talis electus vel promotus: & successivo tempore volentes gratis dare, & voluntarie conferre summam certam, vel aliquid (eò quòd tunc nulla certa taxa est in Camera, quod ad aliqua) ad tertiam partem valoris Episcopatus, vel Monasterii; aliqua verò ad mediam, in aliquibus etiam taxa dictum valorem excedit, prout in libris Cancellariæ scriptæ sunt, & ultra pro minutis servitiis compulsi sunt dare, & offerre, sive etiam ad solvendum se & Monasterium obligare, per suam litterarum retentionem, ut novissime additum est: & compelluntur per eandem retentionem se obligare ad id quod reperiretur esse debitum in libris eorum Cameræ, live Dominorum Cardinalium, per oblationem vel obligationem alicujus prædecessoris Monasterii, vel Ecclesiæ ad quam assumitur vel transfertur. Ex quo resultat periculum & maxima absurditas, propter diversitatem librorum, in quibus diversimodè possunt scribi solutiones vel non scribi, secundum diversitatem vel obligationem, aut fortè malitiam Officiariorum qui præsumt talibus, prout quandoque compertum est, quemadmodum de hoc per formas obligationum, quas super hoc habent in Cancellaria, & quas in tabulis observant (quarum copia inferius scribitur) poterit constare plenius. Et nullus talis modus inducit consuetudinem, præscriptionem, nec justam causam talia exigendi vel etiam observandi. Tum quia gratuita vel voluntaria oblatio unius vel plurium singulorum, non inducit consuetudinem vel obligationem, ad quam teneantur alii, nisi velint, cum hoc fit per modum facultatis, quod præscribi non valet. Nec est jus continuum, quia respectu diversorum & separatorum corporum, oblatio & datio perfecta est, quæ per successores continuata non est; & si continuata foret, nihil refert ad alios: & quia etiam quamplures ex illis, qui obtulerant & debebant, sequæ ad solvendum obligaverant, postmodum recusaverunt solvere, tanquam indebitum, nec etiam solverunt.

7. Tum quia nullo statuto, privilegio, consuetudine, præscriptione, aut alio titulo, potest induci quòd propter conferre aut consentire promotioni aut electioni alicujus Monasterii vel Ecclesiæ Cathedralis, sive ut præficiatur administratio Prælatore, beneficii, sive Ecclesiæ, aliquid possit vel debeat peti vel exigi: eò quòd secundum Apostolicas & Canonicas traditiones, clarissime foret simoniacum. Tum quia non petuntur neque exiguntur hæ Annatæ per Cameram Apostolicam & Dominos Cardinales, ex eo quòd vacant, sed quia conferunt, seu quia collationi & promotioni (quæ fit per Papam) assentiuntur: & hoc est clarè secundum Canones simo-

niacum. Tum quia constat, quòd propterea exiguntur quia conferunt, seu electioni vel promotioni consentiunt, & non quia vacant, eò quòd ab illis qui promoveantur ad Prælaturas hujusmodi extra Curiam, & per alium quam per Papam, nihil habent vel exigunt: & constat etiam ex eo, quòd nihil percipiunt in tali electione, nisi Domini Cardinales qui actu sunt præsentés, & tamen de jure communi omnes Cardinales etiam absentes participant, si quia vacant deberentur vel exigerentur. Tum quia talis usus vitiosus, inhonestus, continens speciem mali, est de jure prohibitus, propterea nulla consuetudo potest super eo firmari, & multo minus præscriptio induci.

8. Violentantur enim qui in Curia promoveantur ad dandum & offerendum, sequæ & Monasterium sive Ecclesiam, ad quod sive ad quam promoveantur obligandum: ad solvendum taxam sive quotam, quæ refertur eis esse in libris Cameræ, cum minutis servitiis, & omne illud, & quicquid reperitur deberi per dationem vel obligationem consimilem factam Cameræ Apostolicæ, & Dominis Cardinalibus, per litteram promotionis Prædecessorum suorum, & retentionem & detentionem. Et tales modi nunquam inducunt consuetudinem, neque præscriptionem, cum sint violenti: & cum hoc resultat alia violentia, quia quantumcumque promoti, benedicti, vel consecrati, (& notum fit Monasteriis vel Ecclesiis quibus præficiuntur) sine litteris ejusmodi non possunt intrare possessionem, propter constitutionem penalem factam in favorem hujusmodi indebitarum exactionum, quæ incipit *Injunctæ*. Tum simoniacum vel suspectum de simonia, quia petuntur fructus primi anni, & solvitur in Curia realis pecunia pro fructibus colligendis in partibus, & quia solvitur ante tempus, & quia quandoque solvitur totum Cameræ & ante adeptam possessionem: & nihilominus Cardinales taxam requirunt, & per retentionem litterarum exigunt re vel obligatione quando possunt. Tum quia ex præmissis inferitur rationabilis diffamatoria murmuratio contra Romanam Curiam, quam Deus servare puritatem, & justitiam, & ab omni specie mali abstinere voluit: resultatque infectio & nullitas omnium & singulorum quæ sunt in præmissis, datione, oblatione, obligatione, sive contra obligantes, ex fulminatione & summmissione, propter modum & causam ex quibus fit concurrentia in actu qui non tenet. Propterea, qui dicuntur incidere in sententias (quæ ejusmodi occasione feruntur) non debent eas tenere, nec timere, nec videntur absolute indigere.

9. Propter enim prædictam concurrentiam, continent errorem intolerabilem, & quia sunt contra jura constitutionis: Nam videntur hominem obligare ad incidendum in hæresim largo sumpto vocabulo, videlicet quòd sit licitum spiritualia emere, vel pro spiritualibus pecuniis, & temporalia dare. Tum quia talis consuetudo, præscriptio seu privilegium, quando essent, nuntium forent Ecclesiis, Clero, & Provinciis onerosa, & substantiarum Ecclesiarum destructiva. Et propterea de jure nulla esset præscriptio, quæ nullatenus procederet: & privilegium, si quod appareret, non solum de jure decurtandum, sed etiam esset totaliter submovendum, utroque jure hoc testante clarissime. Tum quia Prælati qui libet, qui in Curia promoveantur ad Monasterium

vel Ecclesiam Cathedralē, antequam suæ expeditioni litteræ in Curia, juxta nihil de jurebus Monasterii vel Ecclesiæ alienare, & ipsi litteris in Cancellaria expeditis, & deinde bullatis, ac etiam registratis portantur ad Cancellariam, à qua haberi non possunt, nisi primo se obliget, ut præfatur: quæ obligatio est alienatio clara, & sic promotus videtur cogi committere simoniam, & simul perjurium. Tum quia non fuisset credendum, nec est, Cameram Apostolicam, ac Dominos Cardinales, aut quoscunque alios, propter quodcumque lucrum, sive temporale commodum, velle sustinere aut etiam defendere tantam inhonestatem, pretextu cujuscumque consuetudinis, prescriptionis, aut privilegii, etiam quando essent, in quibus includuntur labe simoniae, & clarum perjurium, scandalumque, & damnatio animarum.

10. Tum quia, adhuc præmissis cessantibus, & supposito quod Annatz petitz deberentur, tollenda sunt ex toto (causis & inconvenientibus ac scandalis sequentibus:) Nam licet secundum Apostolicam doctrinam, Papæ potestas à Christo immediate sit, tamen *est ad Ecclesiæ administrandum, & non ad ipsius destrulendum*, quæ tamen resultat in oblatione prædictorum: *estque hujusmodi potestas ordinata ad justitiam & rectum judicium exercendam*, quod non obligaret, & cessaret in exactionibus præmissis: *habituque proficere propter bonum publicum, & saluam animarum, & non propter seipsum*, alias videtur abusus. Nec videtur facultas Papæ aut Ecclesiæ Romanæ concessa, neque eis competat pro libito voluntatis, exactiones, sive præstationes aliquas imponere Ecclesiis, aut personis Ecclesiasticis (cùm eorum non sit Dominus, sed tantummodo Christus) maxime per quas causetur ipsarum oppressio, vel inde oriatur scandalum, demerque causa murmurandi, vel etiam resisteri detrimentum animarum, aut frustrari sive fraudare intentio fundacionum Ecclesiarum Cathedralium, Monasteriorum, & aliorum inferiorum beneficiorum.

11. Tum quia per exactionem prædictarum Annatarum, tam ardentè & inhonestè exactarum, sive Cleri, Principumque (in quorum dominio sunt, & eorum de genere, qui ea fundaverunt) expresso consensu, & levem decimarum impositionem, sequatur sunt oppressiones in Clero, & in Ecclesiis, & inde murmuraciones graves exortæ, & apud Regem, magnosque Principes, & alios nobiles, & illos de populo usque ad plebem, scandala; quia vident pati ruinas Ecclesias Cathedralis, Monasteria, aliasque beneficia, quæ sui primogenitores & alii magnates fundaverunt, & uberanter dotaverunt, & largiti sunt Ducatus, Comitatus, & alias dignitates temporales; Batorias, Castra, terras, jurisdictionem, & alia temporalia bona, pro sustentatione ministrantium in divinis, & ad divini cultus honorem, & augmentum, suorumque peccaminum expiationem, alimentacionem pauperum, redemptionem captivorum, Ecclesiarum ipsarum zdificationem & reparacionem, terrarum, ac possessionum Ecclesiarum, & Monasteriorum cultum; jurium ipsarum prosecutionem, conservacionem, & defensionem; quæ omnia cessant, nec fieri possunt: sed numerum in Ecclesiis sic fundatis ministrantium, juxta fundatorum ordinationem, minuire oportet, propter dictas inoletables exactiones. Tum quia scandalizantur, & inde murmurantur, cùm recurrunt ad causas propter

quas talia contigerunt: dicentes non fuisse intentionem fundatorum, nec eorum existere, quod propter tales exactiones vel etiam similes, vel propter replere quadraginta aut etiam plures personas, deberent sustinere intentionibus suis fundatores, & ipsi in hoc pati veccundum, quod donata per eos & largita tam exuberanter deducantur ad ruinam, & patria reddatur infirmior ad se defendendum contra hostes, eò quod: castra & munitiones nec retinere nec defendere possunt, quibus collata sunt, & propterea id nolle pati omnino dicunt: cùm talia in nullo subdantur Papæ nec Cardinalibus, ut fiant eis tributaria, cùm sint feudalia, aut merè temporalia. Tum scandala & murmuraciones insurgunt, dum vident & sentiunt exigi eisdem Vacantias & pensiones, sine pietate & misericordia, aut aliqua remissione quantumcumque impotente: & hoc notum fuit, sicut contigit in A. base Sancti Saverinii Tholosani, compulso obligari ad taxam sibi telatam; quæ erat quatuor milium & ducentorum florentinarum, & non valet annis omnibus (etiam vivendo juxta locum) quingentos: & tum ipsi cum plures alii compelluntur per exactores deputatos, usque ad impignorationem terrarum domalium Ecclesiæ, vel Monasterii, & usque ad vendicionem calicum, etiam non constantium, librarum, & aliorum ornamentorum, & honorum aliorum Ecclesiæ, quæ petuntur solvere. Tum quia scandala & murmuraciones insurgunt, quod propter hujusmodi exactionem Prelati & alii ministri reputantur per exactores excommunicati, & per processus ac litteras quas affigunt in locis publicis, eos denunciant, injuriantur, & veccundiam faciunt in diebus solennibus, nec eorum alius illi audent celebrare, licet in veritate non teneant ejusmodi sententia; inde scandalizantur Principes & alii de populo: & in tantum ardeant ad solvendum, quod pro dilationibus non dantur nisi tres menses, & pro littera & sigillo relationis sententia oportet solvere realiter tres vel quatuor florenos cum dividio. Si sit simoniacum, videat unusquisque: & sunt in anno 20. floreni, sine eo quod dare oportet Clericis, ad hujusmodi prosecutionem deputatis, & quod expendit nuncius in eundo & redeundo, nec propter hoc principale muniatur.

12. Tum scandala sunt exorta, & non cessant propter exactiones prædictas, ex eo quod postquam Ecclesiæ Romanæ continuatur tales exactiones, non cessant à guerris, & major sollicitudo Romanis Pontificibus & suorum Cardinalium usque ad Joannem inclusivè novissimè depoliturum, fuit de guerrarum continuatione, in qua fit effusio humani sanguinis: & licet etiam habeat temporale imperium, non tamen cadunt honestè talia in viros suo perfectos: & quia per humilitatem, sanctimoniam, & devotionem, solbant jura Ecclesiæ in esse conservari, retineri, & acquiri, sine artificiali gladio, aut alia violentia. Tum quia propter tam promptam numeracionem hujusmodi Vacantiarum, & aliarum exactionum, Cameta ac alii Domini Cardinales non curaverant neque solliciti fuerunt de dote & patrimonio Ecclesiæ Romanæ, de quo vivere possent & debent, neque de recolligendo tributis, pensionibus, & debita, quæ rationabiliter in debebantur, sed ea per expressum remisissent & remittunt, prout fecerunt aliquibus Communitatibus; etiam moderni Domini Cardinales centum millia Florentinis cum quibusdam aliis, Regi

Apulia

Apuliez tributa pro quindectimanis, & eundem Marchioni tenuerunt, & ita fecerunt pluribus aliis, quibus concesserunt dari terras, & castra patrimonii Ecclesiarum, de quorum fructibus vivere habent: & videntur quodammodo affectate occupationem dicti patrimonii, & non solutionem dictarum pensionum, & etiam tributorum, ut sub illo colore possint decas Vacantias, & alias exactiones exigere, ac per hoc collationem beneficiorum, & promotionem ad Prælaturas retinere, ut inde magis ab illis de Clero timeantur, & uniuersalibus reuerantur, & etiam honorantur, sicut de facto observant. Tum scandala propter prauitatem & similes exactiones, & ipsum modum exigendi in Galliis exorta sunt, eo quod superstitibus de genere illorum qui Ecclesias, Monasteria, & alia beneficia dotauerunt, iudicantes referri quod pro pecuniis beneficia habentur in Curia Romana, & quod propterea rante & prauitatis beneficiorum destructiones sequebantur, querelam fuerunt fieri apud Regem Francorum eorum summum Principem: in cuius Parlamento, & suo Consistorio, auditis quæ fuerunt proposita pro parte Cameræ Apostolicæ, & Dominorum Cardinalium, (quod bene sciunt aliqui ex iisdem) fuit clarè & ad plenum sollemniter aperta, & euidenter monstratum, quod nullo iure deberentur, & quod clara simonia in modo ista habendi includebatur, quæ plurimum erat sibi periculosa, & ad ipsum spectabat, ut dicebant, in suo dominio reprimere tales abusus, & vitiosos excessus, ne conuictio itam Dei pro vocate uideretur in seipsum, iuxta Gregorianam epistolam Theodotico, & Theoberto Francorum Regibus missam, in Decretorum volumine insertam: siueque clarè demonstratum, quod ultra præmissa, & multa alia inconuenientia, per tales exactiones vacabant Regnum, & dominium suum pecuniis, & diuinis, quæ ad nullam pietatem applicabantur, sed potissimum malos & pessimos pariebant exitus, & causabant effectus: quodque Romani Pontifices pluries fuerant moniti & requisiti, ut in his tam scandalosis, & causantibus animarum damnationem providerent, & Canonicum ordinem darent; quod facere neglexerunt. Certam igitur provisionem tunc super his rationabiliter edidit, quæ per quoscunque regnicolas & in dominis suis domiciliatos, sub diuina & Regia officia seruanda est: & quando deberentur, propter tale scandalum tollende sunt. Tum quia nec dicta provisio totaliter sufficit, quin per prædictam Romanæ Curie aliquas pecuniis intervenientibus in dominis suis beneficiis conferrentur: & resisteret quod prius per solennes suos Ambassadors (adversus nuncios notabilibus, pro parte Prælatorum, & Cleri Regni sui, atque Universitatis Parisiensis) destinatos ad Romanam urbem, præter cætera domino Joanni, tunc in Sede Apostolica & Romana sedenti, proponi, eumque requiri & exhortari & moneri fecit, ut tales exactiones, & per quas tales abusus sequebantur, & perditio animarum, submovere curaret, & providere non tardaret: qui verbo respondit, hoc sibi placere & totaliter submovere velle, & super hoc orare Legatum, quem destinatum (ut dicebat) erat ad Franciam. Ex qua nulla provisio secuta est, licet iuste potuisset ac posset (iuxta dicti Gregorii epistolam, & alias de jure) per seipsum providere, magis in favorem & honorem Ecclesiæ volens in hoc se mittere ha-

bere, discessit, & sic Ambassatoribus, & aliis pro Prælatibus atque Clero Regni sui & Delphinatus, destinatis ad præsentem generale Consilium, iniecit hanc provisionem & remediationem prosequi, quam multipliciter consensit quidam impedit, plures curantes de quibus apud animatum profecto. Tum quia multipliciter est indolentum, & eula nova adjuncta, ex eo quod Dominus Joannes olim Papa novissimus destinatus testificatur & se publicè facit audiri, quod unum millionem & septingenta milia florenorum auri habet in diversis locis reposita, & Collegium dominorum Cardinalium ad mediocritatem summe tantumdem præsumitur habuisse, quorum forte major pars de Galliis processit. Quod Principes, Clerus, & populus attendentes, magis commoveatur ad exequendum remedium, eam dicitur pecunie nullum proventum fecerint, sed plures homines & Ecclesias macularunt, & causæ dissolutionis dicti Joannis, atque magni scandali existerunt: tum ego talis exactionis causam tollenda, ne similia futura temporibus eveniant aut etiam contigant; & si prædicti locum non habuerint, vel habere possint, facit tamen habere, adhuc dixit Annate, & Vacantie, & hujusmodi indebitæ exactiones sunt tollende, & totaliter submovere, quia datur causam proximam simoniacæ commutationis in Curia diversimodè, infamemque Curiam Romanam, & infirmorum multorum dunt occasione, & sunt, & fuerunt causæ, quod venderentur beneficia Ecclesiastica, Prælatum, & dignitates mercantur, sicut factum fuisse reperitur cum domino olim Joanne Papa: quod quavis simoniacum non esset, sicut est, tamen turpissimum, abominabile, & scandalosum valde est.

13. Tum quia sub pretextu & colore solvendi Vacantias, secundum verum valorem & eorum antiquam præsentiam, tripliciter, & quadruplicatur, iuxta verbum quorundam, dicitur quod sicut offertur iuxta taxam, ita potest offerre, & dare totum valorem unius vel plurium annorum: & per hoc promoveatur ambrosio, & male meretur, illiterati, & quibus desunt alie virtutes reuertuntur ad pecunias; & repelluntur literati, Viri virtuosus, non habentes pecunias: & summa est de proximo, quod si, sicut factum est, ita continuaretur in promotionibus & beneficiis distributionibus, studia efficerentur derelicta, nullusque curaret scire, vel etiam studere, & possit inde pari fides de religio Christiana, propter defectum doctrinæ, in viciam detrimere. Sunt etiam tollende & removende, quia iuxta taxam Prælatum vacantis, cui committitur inquisitio & processus, mercatur & vult limitare salarium, quod affertur sibi debitum ab illo pro quo debet relationem facere, & in securo vult habere antequam referat, prout in hoc venerabili Nuncie Gallicana, per egregium dominum Paulum doctorem alterius Nationis conquirendo fuit nobiliter proposuimus, & aliquantulum casus unus apertus, videlicet, quod quia tunc erat conventum cum Papa aliquem debere solvere tria milia, qui relationem facere pro Vacantis debebat, volebat habere trecentos, quos onerabat detrahendo de prædicta summa, eo quod promouendus nihil plus habebat: & tunc Papa de suo proprio solvit quinquaginta, & centum procuravit pars propria; & sic pro quolibet miliano, habuit quinquaginta: si sit simoniacum iudicent audientes. Item fuit notatum qui scribit in processu,

secutifer Papæ, & secutifer Domini Cardinalis referentis, qui de morte mittuntur ad promotum, ut plurimum ad intimandum suum promotionem, qui sua salaria dicunt esse limitanda secundum quantitatem Vacantiarum, & idem trium portarum officarii, & quamplures alii consimiles, qui non expiuntur de presenti. Tum quia promotus in Curia propter tales angarias cogitur esse passivè ubiarius, & intrare manus mercatorum, qui pro quingentis mutatis volent habere & recuperare mille cum suo interesse, quod clarè expetitur est: & adhuc cogitur fieri imonia propter huiusmodi maculas exactiones, eo quod oportet secundum limitationem taxæ, pro jure factæ vel benedictionis manere aliter pecunias solvere, quod abhorrendum est. Tum quia etiam inferunt quedam turpissima varietas huiusmodi Vacantiarum, eo quod licet fuerit communis aliquis pro aliquo viro notabili promovendo ad Prælatum vacantem, (quantumcumque notabilis & sufficiens fuerit) nihilominus pro omnibus aliis volentibus concurrere similiter committitur, & ita quandoque eidem Commissario, quandoque divertis: & qui melius solvere Vacantias poterit, & se Commissario gratiam reddere, & apud Camplores (quibus pecunie sunt numerandæ) de solvendo certos & cautos facere, ille sufficientior est, & perferatur aliis, secundum modum quandoque observatum, Et inde secuta sunt scandala diversâ, ut taceamus illa.

14. Rursusque, quia propter retinere solutionem Vacantiarum, & aliarum exactionum huiusmodi, decimæ & subsidia charitativa quandoque inducantur, vendundus est Clerus, & libertas Ecclesiastica subvertitur, & totaliter remissa, & est data & concessa Principibus & Communitatibus participatio in huiusmodi exactionibus, ne contradicerent, & nullatenus Clero assisterent, & ut ex eo per brachium seculare possent facere exigi: & ultra illa tributa, aliæ etiam exactiones aliquibus concessæ sunt super Clerum, ita quod in plerisque dominis facti sunt Prælati, Clerus, & quicumque Religiosi, deterioris conditionis quam latè: quod fortè facere Papa non potuit, neque potest: cum sit in subversionem & turbationem universalis status Ecclesiastici, absolvere privilegia & libertates eorum quæ servare habet, ut in pace & quiete Deo valeant famulari, & itam Dei populo placere. Præmissis igitur omnibus stantibus, dicere Vacantias debitor, & exigi posse, ut perferatur, & pertinaciter hoc tenere, esset fortè hæreticum, & periculosum valde.

15. Ex ipsius igitur, & quibusdam aliis de presenti non expressis, & ex causa, & resultantibus ex eis, & parte eorum quæ sufficere ad hoc poterant & possunt, concludit rationaliter & de jure hæc venerabilis Natio, & Supposita ejusdem, natura deliberatione præhabita, dictas Annatas five Vacantias, & quas appellant Communa, & minime servare, de presenti & de præterito, nec aliquo tempore, nec continuari, nec per modum tributis seu debiti imponi posse Monasteriis, vel Ecclesiis, aut beneficiis, seu personis Ecclesiasticis: & non esse debitas, & quatenus de facto (prætextu eorum quæ præterierunt) aliquis conlatur eas exigere vel levare, totaliter esse tollendas, & resistendum.

16. Modò ad causas & rationes, quibus nititur justificare & confirmare suam appellationem

interpositam, præfatus de Scribanis, & qui eam composuerunt, & ubi adherentes testat respondere. In primis enim dicit idem de Scribanis, fuisse deliberatum in Natione, procedendum esse in arduis per secretum scrutinium, & ita non fuisse hic practicum, &c. Respondetur, quod in actibus particularibus, de quibus actum est, quod per secretum scrutinium heret deliberatio, ita observatum est: ut aliis vero in quibus specialiter actum non est, nequaquam, quia repugnat honestati Concilii & plenarie libertati: & quando ita ordinatum fuisset, non esset substantiale formæ, nec decretum irritans in contrarium: & quia Nationes singule deliberant a patre quæ videntur eis utilia vel necessaria, sine aliarum nationum convenientia, sicut factum fuit de procedendo in causis præcedentibus, & committendis supervenientibus in Curia sede vacante, (quod non est de jure) in quo deliberatum fuit & etiam conclusum in quibusdam Nationibus, antequam fuisset dictum verbum in Natione Gallicana: quæ quidem Natio contrahere non debet, nec plus ancillari cæteris Nationibus: & ultra quandoque fuit actum, ut in actibus certis per secretum scrutinium deliberaretur, in eo fuit solenniter & debite oppositum: quare superfluò fundat se & nulliter præfatus de Scribanis.

Cum dicit ultra in ordine idem de Scribanis appellans, quod materix in Nationibus deliberandæ, primo deferri debent ad deputatos quatuor Nationum, Respondetur ita factum fuisse, ut dictum est, & quando non esset factum, substantiale non est.

17. Cum dicit idem Appellans esse Papæ subvenientium ab inferioribus Ecclesiis, quas assensu descendisse à Romana, &c. Respondetur, quod quilibet Episcopus certos suos habet redditus pro dotatione & sustentatione sua five Episcopi, sicut habet Episcopus Romanus, quæ sufficere & sufficere possunt cum industria, & alia quæ extraordinarie superveniunt. Nam Apostolus ex industria quærebat sibi victum, ne quibus ministras esset nimium onerosus. Et si non sufficiant redditus Episcopi Romani de presenti, primo habet requirere subsidium à Clero suæ Civitatis & Diocesis, deinde suæ provincie, & per modum subsidii charitativi temporalis, & non perpetui census, & postmodum ab aliis Ecclesiis immediate subditis potest subsidium benigne implorare: quæ (cum necessariis supposita expressaque & verè) honestè non possunt denegare ad tempus. Nec tunc fortè exactione subventionis faciendæ respectu dæi temporalitatis per fundatores Ecclesiarum, ut certum onus superportaret, aut aliquid aliud fiat, secundum eorum ordinationem, ne frustraretur ordinatione & intentione sua: sed tantum respectu eorum quæ proveniunt ratione spiritualitatis, & doctis constitutæ à jure, ut sunt decimæ, oblationes, portio Canonica, mortuariorum & similia.

Quod autem Ecclesiæ alix descenderint à Romana, præcessit Ecclesiæ Græcæ, in qua primò sedet Petrus Antiochie, & Jacobus Hierosolymis: & fuerunt aliquæ quæ contemdebant de patri, & quæ præcesserunt tempore, unde ab eis non videntur descendisse. Verumtamen ab omnibus recognoscitur tanquam suprema, domina, & Magistra omnium propter virtutes, & merita Petri, & eorum quæ præferunt in ea, cuius ultima non correspondent primis.

18. Subjunct postmodum præfatus Appellans, quod subveniendum est Dominis Cardinalibus, qui coadjutores sunt Papæ, &c. sicut dicit. Respondetur quod domini Cardinales duplicem habent statum, primævum, cujus retinent titulum, & principales dignitates in Collegiatis Ecclesiis in Curia Romana obtinent, vel sunt Curati Parochialium Ecclesiarum ejusdem, & illo respectu dicuntur Cardinales, id est principales, quod non competit eis specialiter: sed multe sunt Ecclesie, sicut Ravennatensis, in qua obtinentes dignitates in ea nominantur Cardinales, & ita est in pluribus aliis Ecclesiis in diversis Regnis & Provinciis: & ex ista præfenti institutione eorumdem primum officium fuit, & est, & esse debet, confessiones audire, prædicare, & etiam baptizare, &c. quoad Presbyteros: Episcopi vero Cardinales hæc habent facere & exercere in suis Diocæsisibus; & isti de suis titulis & eorum emolumentis ipso respectu debent & tenentur contentari, sicut alii de Clero in singulis Diocæsisibus: & si non valeant quantum valuerunt, limitent expensas, vel petant sibi provideri debere, & per modum Canonicum: & ille status fuit in charitate fundatus & valde humilis, & benignus. Sed alium statum assumpserunt, quando Constantinus Imperium Occidentale contulit Ecclesie Romanæ, quam voluit habere Senatam, & quod Senatores vestibus, honore & ornatu decorarent, qui statum illum repræsentarent: & illum tenent, & repræsentant Domini Cardinales, ut dicit Innocentius, quorum officium est Principi consulere, scilicet Papæ, sicut consulebant Principi temporali: & sciens Constantinus Ecclesiam non posse onera talis status suffere, nec expensas sustinere, & quod statum eorum propter hoc nollet admittere, nisi aliter provideret, contulit & dedit eis patrimonium & temporalia pro statu eorum, quod postmodum fuit augmentatum: & si illud occupatum fuerit, culpa & negligentia eorum factum est, sicut supra dictum est: ideo recuperent, vel sint contenti de eorum primo statu, cum status eorum sit nimium Ecclesie onerosus, & non necessarius, sicut præcedunt multi, maxime cum tanto Ecclesie onere. Quod enim Domini Cardinales sunt Papæ coadjutores, sicut dicit qui appellat, nihil est, super falso se fundat: quia Episcopi sunt Papæ coadjutores, & supra Cardinales de jure divino: Cardinales vero sunt tantummodo Papæ consultores. Et patet, quia dudum Cardinales qui bene servierant (in eorum remunerationem & pro quiete ipsorum) promovebantur ad Cathedralis Ecclesias. Patet etiam quod majores esse videntur Cardinalibus, quia cum florebat temporalitas eis data, Ecclesia & generale Concilium statum eorum limitavit ad 3, familiares tantum; Episcoporum vero ad 30. quos tamen continent hodie, & per violentiam eos & alios de Clero opprimere conantur, atque volunt sibi facere tributarios, & eos faciunt vi familiariter servire: nec pro quocumque Prælato etiam pro no adorante eos in terra ponerent manum ad capellum, ut salutarent eum; quod nunquam aliquis Rex aut Princeps fecit, neque hodie permitteret, cum immediate recipiant Episcopi potestatem & dignitatem à Christo, Domini vero Cardinales ab homine quoad statum assumptum Senatorium. Dictum & futurum est, atque necessarium in statu eorum providere, ut certus constitatur numerus, statusque eorum limitetur, de-

cernendo quod fierent tantummodo temporales, sicut aliqui dixerunt, & in quolibet generali Concilio, qui bene se habuissent confirmarentur, qui verò male eradicarentur, & in domos suas remitterentur.

19. Cum ulterius subjungit Appellans, quod Papa & Cardinales sunt in possessione percipiendi à Prælati Annatas, præsertim in dominio Regis Franciæ. Respondetur prout supra & ultra, quod nullus unquam illis competit titulus percipiendi, & si aliquando perceperunt, hoc fuit per modum permittivæ facultatis, & benignæ tolerantie, quæ secundum Innocentium, & quocumque doctores, potest revocari quandomcumque: & est mirum literatos talia pro fundamento allegare, quod & cæteros suffere non intendunt: quia quodomcumque esset eis subveniendum, contribuendum esset aequaliter per Nationes & Provincias, & talis provisio Annatarum nimium esset excessiva. Nam taxa Vacantiarum, secundum quod descriptum est in libris Canticæ Apostolicæ, de Ecclesiis Cathedralibus, & Abbatibus Galliarum taxatis, ascendit ad sexcenta nonaginta septem millia septingenta quinquaginta Francorum, sine Prælaturis quas non taxant, & aliis inferioribus dignitatibus & beneficiis, quæ ferè ad tantumdem ascendunt: quæ summa primos sex annos (velut clarè demonstraretur) integraliter solvit, & singulis annis divisa, ascenderet ad ducenta millia, Prælaturis & aliis minoribus beneficiis junctis. Quod si in singulis Nationibus tantumdem reciperetur, & haberetur, ascenderet ad summam, & esset in universo, sex milliones, nongenta septuaginta septem millia, & quingenti floreni, quod esset excessivum valde, etiam quando non solveretur, nisi tota in decennio: & ultra Domini Cardinales moderni obtinerent in Galliis sex Cathedralis Ecclesias, & alias dignitates, ac alia beneficia, de quo deberent contentari, sine tanto questu Vacantiarum, & recurrere ad alias Nationes, ut tantumdem eis facerent, quod esset rationabilius, quando omnes Italica, Germanica, Hispanica & Anglica Nationes tantum facerent eis, essent ad minus trecenta & quinquaginta annis singulis. Detrahunt enim & obloquuntur venerabili Nationi Gallicanæ, quæ sola plus facit quam totum residuum, & sustinet pondus & æstus diei.

Quando autem communia servitia, sicut dixit Appellans, deberentur propter servitium, quod Communitati & Reipublice impendit Papa & Cardinales, &c. Respondetur, quod Papa administrans justitiam, & regnans ad edificationem Ecclesie & salutem animarum, & non propter seipsum, servit quamplurimum, & taliter viendum esset etiam realiter: quoad Dominos Cardinales, si non debeatur eis nisi quia serviunt, quamplures ex eis de nihilo serviunt, imò nocent & offiunt, supersedendo ab expressione causarum, quæ suo tempore locum habere poterunt.

Quando ulterius subjungit Appellans, quod sine Vacantiis vivere non possunt, attento quod patrimonium Ecclesie propter schismata & malum regimen Ecclesie Romanæ, & Præsidium in ea, est occupatum, &c. Allegat suam turpitudinem, & devorantibus substantiam suam non est dandus recursus ad alienas: & qui præfoderent in Romana Ecclesia fierent Cardinales, & de illo statu assumpti, & eos qui præferunt ele-

gerunt Domini Cardinales, etiam qui sunt moderni, & perfumantur electis meliores, qui, (ut consuevit Appellans & sibi adherentes) totum destruxerunt: imputant ergo sibi ipsi.

Et cum ulterius Appellans dicit, quod si removerentur Vacantia, Cardinales Republica servientes non haberent unde viverent, & sic eas non debere solvi, nimia levitate fuisse conclusum in Natione Gallicana. Respondetur, quod ex supradictis potest apparere, si nimia levitate, vel digesta deliberatione processit conclusio, & si nimia cupiditate conetur eam impedire.

Procedendo ulterius dicit idem Appellans, quod procurantes fieri dictam conclusionem erant debitorum Camera Apostolica. Respondetur, quod si debitorum reputet propter Vacantias, quas assente debitas, paret per supradicta non esse debitorum, nec etiam debitas, nec esse solvendas: si ex alia causa dicat eos debitorum, iustificet actum.

Quod Sede Apostolica vacante, sicut diei idem Appellans, nihil sit innovandum, &c. Respondetur, quod nihil innovatur, sed quod est vitiosum, scandalosumque, & indebitum, tale esse declaratur, & declarari petitur.

Quando ulterius progreditur idem Appellans, quod inconsultis aliis nationibus ad conclusionem Natio Gallicana processit, &c. Respondetur, quod per medium deputatorum aliarum Nationum (qui omnes consenserunt quod de presenti & de prout tollende essent) satis alie Nationes consultae videntur, & quod super illis Natio Gallicana deliberaret, omnes sciverunt Nationes, & etiam Domini Cardinales: & ultra deliberationem, etiam & motiva, & conclusionem suam voluit communicare aliis Nationibus ad effectum concurrentia, & provisiones dande, quod Domini Cardinales per exquisita media impediverunt: & inter Nationes non est que tantum fuerit gravata sicut Gallicana in illis exactionibus, & propterea magis sollicita esse debet. Et constat, quia in Anglia nihil percipit (nisi de Episcopis quibus qui sunt pauci) Camera vel Domini Cardinales: nec patere quod interea Cardinales obtinerent beneficia: & in certis Regnis Hispaniarum ordinatum est, quod Camera nihil totaliter recipiat: in Italia vero, beneficia, Praeturae, & dignitates modici sunt valoris, & cum hoc Domini temporales & Communitates prohibent, quando videtur eis atque placet, quod dicta Camera nihil recipiat: & novissime Communis Florentina Papam Joannem qui tunc erat, & Dominos Cardinales in eorum civitate existentes, propter unicum abbasum, quod Papa commisit in conferendo unam Abbatiam sitam in eorum dominio, privaverunt potestate conferendi beneficia in eorumdem dominio, usque ad quinque annos, nec tunc appellaverunt, & tamen per hoc perierunt fructus Annatarum: in Alemania in certis Diocesis & provinciis percipit aliquid, in aliis vero nihil: imò nec admittuntur litterae Apostolicae, nisi quantum placet Episcopis, qui recusant in denegando Primum. Et propterea Gallia, quia nimium grata fuit & obediit, nimium gravata est, & adhuc opprobriis laceratur.

10. Quando verò subiungit supradictis Appellans, quod nimis & terroribus, & certorum Principum voluntatibus allegatis, fuerant impediti volentes deliberare, &c. Respondetur quod,

sicut dictum est, ad opprobria & iniurias procurant Appellans, sibi adhaerentes (& appellationis compositio ad intelligendum,) & est falsum quod assint. Sed Domini Cardinales fuerunt illi qui incutebant terrores, & inferebant iniurias, atque dicebant iniurias Perlati, & aliis notabilibus Viris Nationis Gallicanae, & eorum familiaribus, cum nimia austeritate, ut libere non auderent quod conscientia dictaret super illis expeimere: & aliquibus dixerunt, quod inique reteretur contra eos ad finem destinationis sui status: aliis dixerunt iniurias: aliis verò spem dabant promotionis, & exaltationis status, de quo adhuc confidunt aliqui, & familiares suos venire faciebant ad Nationem Gallicanam ad vociferandum & clamandum (sicut de facto fecerunt) ad deliberationem impediendum: & ultra videntes non posse impedire deliberationem quae fiebat, ad invicem conterriti, omnes Prototarios, Auditores Palatii, Scriptores, Notarios, Curiores, & quoscumque alios, etiam mechanicos Romanam Curiam sequentes, convocaverunt, & ad se venire fecerunt: & cum gemitibus eis dixerunt, quod Natio Gallicana per se sola praesumebat destruere velle statum Papae, & Cardinalium, Protototariosque, Camerae Clericorum, Camerae Auditorum, plurimum Scriptorum, Notariorum, Advocatorum, Curiorum, ceterorum quoscumque Romanam Curiam sequentium: & ipsam Romanam Curiam incitabant, loquendo quod oportebat se illis opponere, & ad contrarium laborare, & Conclusionem receptam de non solvendo Vacantias, facere per media, ut non admittatur per alias Nationes: & sunt dubium & etiam periculum de magna commotione contra natos de Gallia. Nec illi attenta verunt, quando Natio Anglicana, & eorum Rex illustris interdixit tales exactiones nobis plus sustinere in Regno suo Anglia. Et videntes propter hoc non posse proficere (quia rationabile est quod petitur, & irrationabile quod impeditur conantur) converterunt se ad appellationes, & unam interposuerunt nominibus suis, & aliam interposit fecerunt per dictum de Scribanis, aliam verò per magistrum Joannem Ponetti, eorum Promotorem & Clericum. Per tales appellationes & oppositiones volentes impedire & illiberrare dictas vota suas: & in praedicationibus publicis, materiam procuraverunt ad intentum eorum, & per verba magistralia notaverunt non sibi propitium esse, quod bene fuit intentum: quare quod imposit aliis, apud semetipsum & sibi adherentes quaerit Appellans.

Quando enim subiungit idem Appellans, quod ad dictam questionem processum est, sine prius providendo Dominis Cardinalibus, & quod in hoc Natio Gallicana non sufficiens consulti, fore tollendas dictas Annatas & Vacantias conclusit, &c. Respondetur, quod quoad ipsam Nationem satis laute & ample provisionem fecerunt Dominis Cardinalibus de sexaginta ad septuaginta millia, ut supra dictum est, & consulesse conclusit, & mirum est quod tanto tempore toleravit.

Cum ulterius dicit idem Appellans, quod de laudabili consuetudine protectio & ruinio Romanae Curiae, & Camerae (Sede Apostolica vacante) ad Cardinales spectat, qui non fuerunt requisiti in dicta Conclusionem, &c. Respondetur, quod bene facit allegare consuetudinem periculo putativo, quia de jure est eis interdictum, ne de factis Camerae

Cameris in aliquo se intromittant, Sede Apostolica vacante; & si que sit confusio occultis & totaliter ignota, nec debeant vocari, nec requiri.

Conclusio est Nationis (quod Nationem, que respectu aliarum Nationum est consuetiva, & quod totum Concilium est quiescens, quod Concilio intendunt insinuaré, & apud ipsam prosequi) ut remedium abusus, ut redeuntes ad propria suis Principibus, Prelatis, & Clero, qui ibi remanent, & ceteris de populo, possint reserere diligentiam quam fecerunt, ne videantur consensum præbuisse, nec acquiescere tolerationi abusu in prædictarum Vacantiarum præstatione; & si Concilium provisionem non dederit, consistet quod per eos non steterit.

Procedendi ulterius dicit Appellans, quod Domini Cardinales sunt causa unionis, & Respondetur quod etiam illa esset, quod de præterito non fecerunt, nec usque nunc est factum? quid heri videbatur postea? nec quoad hoc etiam præsumitur que in facto consistunt etiam de præterito.

Cum dicit ulterius ille idem Appellans, quod removere Vacantias est subversio totius ordinis Clericalis, & Respondetur quod de inordinato & vitioso ordine vellet facere ordinem ad ipsius commodum, nec curaret de nutrimento peccati, nec de quoquevis scandalo, dummodo afflaret aurum & pecunia. Si debeat subverti ordo Clericalis propter tollere Vacantias, potest videri ex præcedentibus.

Uterius præfatus de Scribanis dicit, quod attestari simoniam intervenire in solutione eorum, est venire contra vota plurimum Conciliorum, & Respondetur quod nunquam in aliquo generali Concilio fuit ordinatum, quod aliquis posset recipere pecunias, ut spiritualia, aut beneficium conferat, vel aliquem eligat ad dignitates, & Prælaturas, sed bene iure divino, canonico, & civili, & per generalia Concilia reperiuntur prohibita, que etiam damnant actum & consuetudinem.

Quando ulterius progreditur contra clarum rei veritatem & ipsius conscientiam, videlicet quod solutio istarum Vacantiarum est onus reale, nec in hoc versatur aliqua obligatio personalis, cum per illam maneat officium obligatum, & non persona. Respondetur quod mirabiliter iustificat actum ex istis appellationibus, sicut supra dictum est, & clarum est quod litteræ promotionis labeati non possunt, donec obtrulerit quod petitur ab eo, sequæ, Monasterium, & Ecclesiam obligaverit, nec aliter exigitur modò: quia illa obligatio fit personalis, aut jura omnia fallant aut est personalis. Nec potest esse realis, quia per obligationem quam fecit de Monasterio, vel Ecclesia, non est hypotheca, quia dominus non est, & quia non possidet tempore obligationis, & quia non vergit in utilitatem Ecclesiæ vel Monasterii, & quia etiam turpi causa, & quia sine consensu Conventus vel Capituli, & quia tempore foundationis non fuit tale impositum, nec post per consensum illorum qui consensit habent, & necessarii: Aliter non potest esse reale, & quando esset hypotheca, adhuc discerneretur primo persona que antea fuerat obligata. Quod mortua persona remaneat onus supra Ecclesiam vel Monasterium quod dimittit, non est verum, nisi quantum per portationem dictarum litterarum eum obligare fa-

ciunt ad solvendum, in quo obligatus reperitur fuisse antecessor; & sic possunt exigere ab utroque totum debitum quando volunt; & quod hoc sit verum, patet per formam obligationis quam servant in talibus in Camera Apostolica, etiam Domini Cardinales, que talis est.

at. Primo rubricata sunt obligationes Patriarcharum, Archiepiscoporum, vel Episcoporum, aut Electi, quando in propria forma sequitur. « Vos Domine Patriarcha, Archiepiscopo, Episcopo, aut Electe, de licentia & auctoritate Apostolica vobis in hac parte concessa, gratis & sponte offeritis, dare promittitis & donatis pro vestro communi servitio, Camere sanctissimæ in Christo Patri & domini domini PP. &c. & facto Collegio reverendissimorum in Christo Patrum Dominorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, videlicet, &c. Roemerum autem de Camera, boni & legitimi ponderis, & quinque servitia consueta, pro familiaribus, & Officialibus Domini nostri Patris, & Domini noverum Cardinalium prædictorum. Item recognoscitis eidem Camere & Collegio, ac familiaribus & Officialibus, omnes illas pecuniarum quantitates, in quibus prædicta vestra Ecclesia in libris ipsorum Camere, & Collegii per aliquorum Prædecessorum vestrorum personarum obligata est; quos quidem Roemerum cum quaque servitio & recognitione prædictis, promittitis reddere & solvere realiter cum effectu in Romana Curia ubicunque fuerit, videlicet reverendissimis in Christo Patribus & Dominis Domini misericordie divinae Henrico Episcopo Sabiniensi, & Amedeo S. Marce novæ Diacono Neapolitanensi, & de libris vulgariter nuncupatis, S. Rom. Ecclesiæ Cardinalibus, & Francisco misericordie eadem Archiepiscopo Narbonensi Domini nostri Patris & sacri Collegii Cardinalium Camerariis, vel eorum successoribus, vel deputatis ab eis, obedientiam scilicet in festo, &c. & aliam medietatem in festo, &c. recognovit per alio simili festo, &c. Quod si debita loco & terminis dictam Roemerum summam, & quinque servitia consueta, & recognitione prædicta non solvatis, ut dictum est, promittitis reddere ad Romanam Curiam infra quatuor menses, post elapsos terminos huiusmodi, vel aliter eorumdem immediate sequentem, & eorum dictis Domini Camerariis, seu eorum successoribus, aut deputatis ab eis personaliter comparere, & inde non recedere donec per vos fuerit de prædictis integraliter satisfactum: super hoc obligatis vos vel Ecclesiam vestram, & successoribus vestris, ac omnia bona Ecclesiæ vestre mobilia & immobilia, presentia & futura ubicunque sint & consistant. Et ut sitis vinculo fortioris obligationis adstricti, submittitis vos, & successoribus vestris jurisdictioni, & coactioni dictorum Dominorum Camerariorum, & cuiuslibet eorum in solidum, ac etiam successorum suorum & deputandorum ab eis: & de voluntate vestra, qui hoc vultis & petitis, & hanc jurisdictionem in eos porrigitis, præfati Domini Camerarii, & quilibet eorum, eandem jurisdictionem in se suscipientes, & suscipiens in loco mandatum faciunt & preceptum, ut de se confessi, de solvendo dictam Roemerum summam, & quinque servitia ac recognitione prædicta, de reverendo ad Romanam

Curiam, & de non recedendo ab ea absque satisfactioe, & quod omnia alia & singula supradicta efficaciter compleatis & attendatis: quod si non feceritis, suspensionem, alias administrationem spiritualium & temporalium dictæ Ecclesiæ, & ab executione Pontificalium, & majoris excommunicationis sententias, exnunc prout extunc in vos Canonica monitione præmissa proferunt in his scriptis: comminantes nihilominus dicti Cameraarii, & quilibet eorum, se contra vos dictum dominum Patriarcham, Archiepiscopum, Episcopum, vel Electum processuros, & processurum, absque alia vocatione seu monitione, ad graviores penas & sententias spirituales & temporales, & aggravationes earum, prout eis, seu eorum alteri placuerit seu visum fuerit expedire: & quod vos denunciabunt, & denunciari facient per se, vel per alium, seu alios, excommunicationem, suspensionem, perjurum, & aliis penis & sententiis astrictum, quas propter hoc in vos duxerint proferendas, Et vos Domine Patriarcha, Archiepiscopo, Episcopo, vel Electo, renunciatis super his omnibus literis, privilegiis, Indulgentiis Apostolicis impetratis vel impetrandis, concessis vel concedendis quibuscumque, & beneficio appellationis, & restitutionis in integrum, ac omni foro, usui, præscriptioni, & juri revocandi donum, & omni auxilio juris Canonici & Civilis, per quod contra præmissa de jure vel de facto venire possitis, vel aliquod præmissorum: Et omnia præmissa juratis ad sancta Dei Evangelia tenere, servare, approbare, & in contrarium non venire, directè vel indirectè per vos vel alium vel alios. Si verò ante satisfactionem hujusmodi vos contingat mori, cedere, vel transferri, & ille vel illi, qui ad regimen ipsius Ecclesiæ vobis substitutus vel substituti fuerint, infra quatuor menses post substitutionem & dictæ Ecclesiæ possessionem adeptam, de florenis & servitiis & recognitis satisfacere non curaverit seu curaverint, exnunc prout extunc, easdem penas & sententias in eisdem substitutos, & eorum quemlibet insigniunt & proferunt in his scriptis, prout dictum & narratum est, auctoritate dictorum Dominorum meorum Cardinalium, & nostra, proferimus in his scriptis: & vos Dominum Patriarcham, Archiepiscopum, Episcopum, vel Electum volentem, petentem, & requirentem, ad prædicta recitata condemnamus, & nihilominus monemus vos semel, secundo, tercio, & peremptoriè, ac sub excommunicationis pena, ut prædicta adimpleatis, attendatis, & observetis: alioquin excommunicationis sententiam in vos proferimus in his scriptis. Et vos Domine Patriarcha, Archiepiscopo, Episcopo, vel Electo, vultis quod per nos Clericos, vel Notarios Camerae, qui fuimus hic præsentés, de præmissis omnibus & singulis fiant unum vel plura publica instrumenta.

Similes formæ pro eisdem dantur, quando fit per Procuratores, & idem pro Abbatibus.

Et sic per tenorem dictæ obligationis constat quod non est reale, sed violentum personale, sicut supra dictum est, eo quod per litterarum retentionem ad hoc compelluntur. Et licet composuerint formam aptiori modo quo potuerunt, ad iustificandum & colorandum factum suum,

veruntamen reprobanda est, ut viciosa valde; & propterea super his obligationibus nunquam voluerunt grossare instrumentum, nec copiam obligationis dare. Peccant in quinque vel quatuor substantialibus secundum formam juris, quod per quemlibet intelligentem potest clarè intueri: nec etiam Cardinales, aut eorum præfatus Camerarius, unquam habuerunt jurisdictionem, nec habent potestatem ad hoc quam prætendunt.

Cum dicit ulterius idem de Scribanis Appellans, quod attentis conventionibus per Regem Romanorum & Petrum de Luna factis videlicet, nihil debet innovari: cum per hoc posset impediri unio Ecclesiæ, cum sit in vilipendium totius Christianitatis remove vacantes, &c. Respondetur, quod remove causam quæ præstat & occasionem dat peccati, & damnationis animarum, per quam etiam parantur scandala & sunt, per quam destruntur Ecclesiæ, & universaliter personæ Ecclesiasticæ opprimuntur, & stant in errore, intentioque fundatorum Ecclesiarum, & beneficiorum fraudatur, & per quam opera pietatis impediuntur, & iustitia læditur, est adornare Christianitatem, & eam in devotione confovere. Nec per hoc fit innovatio, vel immutatio contra promissum vel conventum: quando hæc facta non essent, aut fierent, Romanorum Rex illustrissimus & omnes alii Reges, & quicumque Christiani haberent increpare totum generale Concilium, quod mora in hujusmodi data fuisset, & ultra nihil citius venient, qui obediunt Petro de Luna, estque modica spes quod voluntariè aliquid boni faciant, & facilius propter hoc inclinabuntur ad recedendum ab ejus obedientia.

Subjungit, quod ex illis appellabat ad Sedem Apostolicam, & summum Pontificem futurum, & Apostolos petit, &c. omittens Concilium generale fraudulenter, non dubium quod deberet esse iudex competens in causa hujusmodi, & quod sedet de præsentī, & ad eum potest haberi recursus facilius: & appellando ad Papam tantum facit causa diffugii, nec Papa videretur iudex competens, eo quod sit pars formata, & ejus Camera Apostolica, & consilio Cardinalium in hoc uteretur, qui affectum quem habent ostendunt.

Ideo ex præmissis & resultantibus ex eis tam conjunctim quam divisim, neque appellationem dicti de Scribanis, neque aliam interpositam nomine dictorum Dominorum Cardinalium, & eorum Collegii, nec aliam interpositam per magistrum Joannem Poncetii, seu quoscumque alios in materia hujusmodi, & ipsius occasione, hæc venerabilis Natio Gallicana propter hoc solenniter congregata, matura deliberatione habita, ducit admittendam, nec eos admittit appellantes, nec eorum frivolis appellationibus, vel alteri earum esse deferendum, neque deferri. Parata eadem venerabilis Natio, & se offertens velle respondere plenius & singulariter singulis causis prædictarum appellationum, ex quibus causantur & iustificare nituntur dicti Domini Cardinales, & dictus Poncetii appellans, per eos suis nominibus interpositis, quarum copiam, etiam facta debita diligentia, habere non potuit, quandocumque dabitur ei, vel habere poterit: protestando etiam de specificatione quorundam aliorum hic non expressorum. Hanc responsonem eidem de Scribanis, Procuratori-que Collegii Dominorum Cardinalium, & ipsis

Domini Cardinalibus, ac prefato Ponceti singulariter singulis, ac quibuscumque suis adherentibus & adherere eis volentibus, conjunctim & divisim, p[ro] Ap[osto]licis ad quos teneti posset, datus & eis Lucens, & Presidentis ejusdem Nationis de consensu & mandato totius Nationis. Protectans eadem venerabilis Natio, & Presidens, ac singula supposita ejus, maxime & specialiter destinati pro parte Prælatorum atque Cleri Galliarum ad hoc generale Concilium, de proseguendo eorum receptam conclusionem apud præfens generale Concilium, & ubicumque de jure debite poterit, & licebit, & de eadem

referendo, intimandoque, & scribendo serenissimo Principi Francorum Regi, & germano suo Regi Siciliæ Ludovico nominato, illustri Duci Aquitanie, primogenito Regis Francorum illustrissimo, cæterisque Ducibus, & Comitibus, & Baronibus Galliarum, Prælati, ac illis de Clero, qui in partibus remanserunt, nobilibus, & illis de populo omnium Galliarum, ad ipsorum exaltationem & exonerationem, & ad debitam provisionem consequendam.

Explicit libellus defensoris conclusionis Nationis Gallicane super Annatis non solvendis in Concilio Constantiensis prop[os]ita.

En la collection de divers titres, & in fasciculis rerum expetendarum & fugiendarum.

Ordonnance du Roy Charles V I. sur la plainte de son Procureur general: par laquelle defences sont faites de transporter or, argent, ou autre chose hors le Royaume, pour annates ou autres expéditions de Cour de Rome: Et pour cet effet que les passages seront gardez. A Paris le 2. Avril 1418. Publiée en Parlement le 7. May ensuyvant.

X.V. **K** AROLUS Dei gratia Francorum Rex, Dilectis & fidelibus Consiliariis nostris, gentibus præfens nostrum tenentibus, & quæ futura tenebunt Parisius Parliamenti, Præpositoque nostro Parisiensi, necnon omnibus & singulis Bailivis, Senescallis, Præpositis, Vicecomitibus, & aliis Judicibus Regni & dominiis nostrorum, aut eorum Locatenentibus, salutem & dilectionem. Gravem querimoniam dilecti & fideles Procuratores nostri generalis recepimus, continentem, quod licet dudum de consilio Principum nostræ Regali prolapia, Procuratorum, Prælatorum, Baronum, Collegiorum, Capitulorum, Conventuum, ac Universitatum, & Vitorum Ecclesiasticorum in grandi numero Parisius convocatorum, pro conservatione & stabilitate Regni nostri, ac Reipublicæ, & subditorum nostrorum utilitate, certis exactionibus indebitis & modis quamplurimis pullulantibus adinventis, quibus mediantibus, aurum, jocalia, pecunie, ac innumera finiticia, de Regno nostro efferebantur, viam præcludere volentes, certas ordinationes, maturis magnisque tractatus consiliis condidimus, alias, & nos ediximus antea constitutiones confirmando & approbando: Nihilominus nonnulli subditi nostri, & alia sua temeritate ducti, seu prava attentione circumventi, nostris antedictis constitutionibus spretis, sub prætextu de colore negotiorum & mercanciarum, quas se contrahere asseriebant, necnon aliqui Collectores & Officiales Curie Romanæ sub umbra & occasione quarundam exactionum ad causam procuratorum, visitationis tamen Ecclesiarum officio ob hoc non imposito, ac etiam annatarum & vacantium, confectionis bullarum, & alia ratione, & ad causam collationis, necnon dispositionis beneficiorum, quorum electiones, confirmationes, præsentationes, collationes & dispositiones ad Prælatos, Capitula, cæterosque ordinarios collatores & patronos jure spectant, aliisque variis occasionibus & exquisitis modis indebitè pecunias & financias quamplurimas de Regno nostro efferi fecerant, ac ipsum Regnum, & subditos nostros, auro, finaneis, jocalibusque quamplurimis evacuaverant & exhausterant, ac assidue ex-

hausti satagebant, in desolationem & depauperationem Regni & subditorum nostrorum, grande & intolerabile damnum, quod gravibus invaleret, nisi per nos de concedenti remedio pet didum nostrum Procuratorem à vobis postulato & requisito salubriter super præmissis provideretur.

Nos igitur volentes hujusmodi invalescens damnis occurrere, ne deteriora sub ulterioris dissimulationis fiducia audereis committantur: Vobis & vestrum cuilibet præsentium tenore committimus & mandamus, districtis injungentes, quatinus palam & publicè voce præconia in omnibus locis, in quibus criz & substationes fieri consueverunt, & alibi ubicunque expediet, inhibeat, seu inhiberi faciatis, sub cunctis & magnis penis, indignationisque nostræ incurrendæ ac omni alia p[re]missa & offensa, quam etiam nos incutere possunt, ne aliquis deinceps absque nostra licentia ausu temerario, aurum, vel argentum, jocalia, aut alia quævis pretiosa, per litteras, bullas, obligationes, aut alias quovis modo, occasione procuratorum, annatarum, vacantium, dispositionum antedictorum beneficiorum, necnon mercanciarum seu negotiorum prædictorum quorumcumque, aut alia quavis occasione, extra Regnum prædictum sub penis antedictis, & illa vel tantundem pendendi.

Inhibentes pariter, ne aliquis campfor, mercator, seu quævis alia persona de cætero pecunias, quæcumque financias titulo muni, commodati, cambii, vel alias per litteras, bullas, obligationes, seu quovis altero modo, extra Regnum prædictum transferat, seu transferri faciat, occasione præmissorum, sub penis antedictis. Ac etiam ne aliquis ob antedicta beneficia Ecclesiastica vacantia, seu vacatura, quæcumque & cujuscumque conditionis existant, quorum, ut præmittitur, electiones, confirmationes, præsentationes, collationes, & dispositiones ad Prælatos, Capitula, ordinarios collatores & patronos spectare dignificentur, bullas, aut provisiones, seu gratias expectativas à Papa seu aliis, quàm à dictis Prælati, Capitulis, & ordinariis collatoribus & patronis, ad quos hujusmodi electiones, colla-

mationes, presentationes, collationes, & provisiones spectant, imposterum sub pœnis antedictis impetrare presumant, nec impetratis utantur. Mandamus insuper, & committimus, antè dictas financias & pecunias, bulletas, litteras, obligationes, ac etiam bullas antedictas, in & sub manu nostra reserretis, apprehendatis, & capiat, seu per diligentes & idoneos exploratores, in omnibus portibus, passagiis Regni nostri, & vestris distractibus ubi expedierit à vobis committendos, ex parte nostri instituendos ac deputandos, arrestari, apprehendi, & capi faciat, dictas pecunias, financias, bulletas, prædictis constitutionibus derogando deferentes, aut eis se juvantes, per captionem corporum & bonorum ad defraudandum omnino & cessandum compellendo: ipsis verò Commisariis, qui pe-

cunias, litteras, Bulletas, obligationes, & financias à prædictis in casu præmillo arretraverint, seu occupaverint, volumus earundem pecuniarum seu financiarum quartam partem ad suam propriam utilitatem ab eisdem retineri, & residuum nobis applicari.

Vobis autem, & à vobis deputandis in hac parte ab omnibus subditis nostris pareri volumus efficaciter: & intendi volumus insuper, quòd vidimus seu transcripto præsentium sub sigillo Regio debitè confecto, fides plenaria sicut præfenti originali adhibeatur. Datum Parisius 2. die mensis Aprilis anno Domini 1418. & Regni nostri 38. Signatum, Per Regem ad relationem magni Consilii tenti in Camera Parlamenti per dominum Delphinum Viennensem. Lecta & publicata in Curia die 7. Maii anno Domini 1418.

Ex libro, *Ecclesia Gallicæ in schism. status*, p. 62.

Ordonnance du Roy Charles VI. par laquelle il reduit les Eglises & les Ecclesiastiques de son Royaume en leurs anciennes libertez: veut que le tout soit gouverné suivant le droit commun, & que les exactions de Cour de Rome cessent. A Paris. Mars 1418. Publiée en la Cour le 13. Avril audit an.

XVI. **K**AROLUS Dei gratia Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Inter regii laudabiles operas culminis gloriosior ea censetur, quæ Ecclesiam iugo servitutis depressam sublevari, sublevatam in libertatis sede collocari, & collocatam, stipatu ambizioso, atque cupido precul pulso, perseveranter conservari satagit, & procurat. Cùm itaque crebris querelis clamorisque insubitus Regii ac Delphinatus nostrorum Clero, ac dilectis Parisiensis studii Universitate Filia, & generali Procuratore nostro, nos incitantibus, ac sæpè & multum dudum stimulantibus, necnon fidei obligationem, & iustificandi religionem, quibus ad stabilitatem observationemque iurium, libertatum, & universalem sanctæ Matris Ecclesiæ statum obstringebamur, ingerentibus nobis, & modo quodam obstentibus, singulariori de consilio Principum, ex nostra Regali proditorum stirpe, & Procerum probatorum, Baronum, Collegiorum, Capitulorum, Conventuum, & Universitatum eorumdem Regni & Delphinatus nostrorum, execrabilis prædictæ sanctæ Matris Ecclesiæ schismatis vigente tempestate, & pro ejusdem unione ad mandatum nostrum Parisiis congregatorum, præviaque in præsentia nostra multiplici ac sedula discussione & deliberatione propensiori, certas conclusiones per eos electas, & tandem nobis ab eisdem per modum consilii relatas suscepimus, approbavimus, & eas solidè tenendas ac inviolabiliter observandas statuimus; ipsam Ecclesiam personarumque Ecclesiasticarum dictorum Regii ac Delphinatus, juxta generalium statuta Conciliorum, & sanctorum Patrum decreta ad suam antiquam libertatem reducendo, & eas in eadem libertate conservando & manutenendo, ac super his ordinationes nonnullas edendo: quarum quidem ordinationum executionem, de prædicta unione, & super status Ecclesiastici reformatione, ac in Conciliis generalibus, dudum Pisis, & nuperimè Constancia: celebratis, melioratione sperantes, & prolixius debito præstolantes

distulimus. Unde ac etiam prætextu reservationum nonnullarum per summos Pontifices, qui successerunt, ut dicebatur, factarum, aut alias, nonnulli Archiepiscopi, Episcopi, alique de præmissis Regno ac Delphinatu, quibus beneficiorum vacantium, & quibus per electiones debitè factas provisorum extiterat, confirmatio & provisio pertinebat, veriti fuerant, contraxerantque seu distulerant, verebantur, contradicebant, differrebantque earundem electionum confirmationem, & beneficiorum provisionem procedere; horumque, & nonnullarum occasione factarum promotionum perhorrida simoniace perfidie tabes Ecclesias, personarumque Ecclesiasticarum quamplurimas nostrorum Regni ac Delphinatus, verùm penè totos ipsos Regem ac Delphinatum nostros acriter pervaserat, letaliter obrepserat, & fascinaverat, ac prostraverat damnabiliter. Cæterùm immensum aurum, & argentum infinitum, innumeraque financia de supradictis Regno ac Delphinatu nostris jugiter asportabantur, in dictarum prævaricationem ordinationum, eorumdemque Regni ac Delphinatus exanationem, totius Reipublicæ jacturam, & irreparabilem læsionem, sed & Ecclesiarum tam Regis, quàm alius præfationis luctuosam desolationem: super quo immensos intolerabilesque planctus plurimorum, & præsertim jam dicti Procuratoris nostri generalis, & dilectorum nostrorum Præpositi mercatorum, & Scabinorum civitatis nostræ Parisius, rursus apud nos emisiss, & sæpius relatos audivimus, & cum animi dolore sustulimus.

Notum igitur facimus universis tam presentibus quàm futuris, quòd nos provisionem super his ulterius differre non valentes, dispensisque præmissis obviare, & ambicionis atque cupiditatis ardorem cupientes mitigare; præhabita deliberatione matura cum Prælati quamplurimis, & gentibus Camerarum dicti nostri Parlamenti, aliisque pluribus Doctoribus & Magistris de dicta Parisiensis Universitate, in ingenti numero in Camera dicti nostri Parlamenti de mandato nostro

fito congregati : Voluimus ac prout aliis ordinavimus, volumus & ordinamus, Ecclesias, personales Ecclesiasticas eorundem Regni ac Delphinatus nostrorum ad suas antiquas franchisas & libertates in perpetuum reducendo, quod Ecclesias nostrorum Regni ac Delphinatus Cathedralibus & Collegiis, & earum beneficiis electivis & secularibus & regularibus, per electiones Capitulorum, Conventuum & Collegiorum, seu postulationes Canonice factas, confirmationesque superiorum, & non electivis per presentationes, collationes, & institutiones ordinariarum, quibus de jure communi seu consuetudine pertinet, secundum antiqua jura communis, Conciliaque generalia, de personis idoneis providebunt, cessantibus & rejectis omnino, ac non obstantibus quibuscunque, & quorumcunque resignationibus, generalibus vel specialibus, ac prohibitionibus, exceptis omnibus, aut gratis, etiam cum decreti appositione factis aut faciendis, concessis seu concedendis.

Et insuper quoad exactiones pecuniarum, quas ab aliquibus, retroactis temporibus, Curia Romana, seu Camera Apostolica, sub pretextu vacuum beneficiorum Regni & Delphinatus praedictorum, aut alias quovis modo, seu colore praesumit sibi applicari voluit, penitus cessantes.

Intendimus tamen tanquam Christi fideles, summo Pontifici & Ecclesiae Romanae aequè plures ceteris in necessitatibus, sive & cum tempus exegerit, succurrere, & rationabiliter subvenire. Inhibemus autem omnibus & singulis nostris

subjectis, districtè & sub omni indignatione, quam erga eos formidant incurtere, ne huiusmodi ordinationi aulæ temerario contraire, sive eam impediri praesument.

Quocirca memoratis tenentibus praefens tenentibus, & quae funera tenebunt Parliamentis, omnibusque Senescallis, Ballivis, Praepositis, Vicecomitibus, & aliis quibuscunque Judicibus ordinis dictorum Regni & Delphinatus, & eorum Locatenentibus, committimus, & mandamus quatenus praefens literas, seu ordinationem & voluntatem nostram debitè ac celerè demandent executioni, easque in locis suorum districtuum, & iudicatarum insignibus citare & publicè publicari, ne quis eorum ignorantiam praetendere valeat, faciant & procurent omnes & quoscunque personas contra venientes seu attentantes, cujuscunque status, seu conditionis existant, tanquam nostrarum transgressores ordinationum taliter puniendo, quod ceteris cedat in exemplum. Nam praemissa sic fieri volumus & jubemus, transcriptoque seu viderimus praesentium sub sigillo Regis debitè confecto fidem plenariam sicut originali adhiberi. Quae ut perpetuae stabilitatis robur obtineant, ea sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum & datum Parisiis anno Domini 1418. mense Martii post Pascha, Regni vero nostri anno 18. *Sic signatum*, Per Regem ad relationem magni sui Consilii in Camera Parliamenti teniti per dominum Delphinum Viennensem. *A tergo*: Lecta & publicata in Camera Parliamenti 11. die mensis Aprilis anno Domini 1418. post Pascha.

De livre, *Ecclesia Gallie. in privilegia staty.* p. 67.

Lettres patentes portant defences de porter or & argent à Rome, & y plaider, du mois de Février 1422.

XXII. CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à nos ames & feaux Conseillers les gens tenans nostre Parlement à Poitiers, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, Salut & dilection. Notre Procureur general nous a exposé, que jadis que par très-grande & meure deliberation, les Prélats & Clergé de France convoqués, appellex & assembles par plusieurs fois en nostre ville de Paris, & en nostre Grand Conseil, la matiere grandement ouverte & discutée, l'Eglise de France, & les personnes d'icelle ayent esté reduites & ramenées à leurs franchises & libertez anciennes, & à droit commun ancien. Dit & declare que les élections, confirmations, & collations de benefices seront faites par les Ordinaires, & par ceux auxquels appartient de droit commun & ancien, cessans & rejetées toutes resignations & bulles, ou procès Apotoliques : & aussi qu'aucuns vacans ne se payeroient à nostre saint Pere, auquel par autres moyens & voyes raisonnables nous adesions, & serions nos sujets ayder à luy secourir à supporter son Estat. Ait aussi esté defendu par lesdites Ordonnances, pour le profit de nous, de nostre Royaume, & sujets, & pour la conservation d'iceluy, qu'aucun ne portât hors ce Royaume l'or. Ait aussi esté dit par Arrest de nostre Parlement, que lesdites Ordonnances seroient tenues & gardées

d'ores en avant perpetuellement, sans enfreindre : & ait esté commandé à tous nos Justiciers, Officiers & sujets de les tenir & garder. Lesquelles Ordonnances, libertez, & franchises ont esté publiées, tellement qu'aucun n'en peut ne doit pretendre ignorance.

Ce notwithstanding plusieurs nos sujets & autres par vertu de resignations, ou bulles Apotoliques, de jour en jour prennent & acceptent, & s'efforcent d'avoir & obtenir benefices en ce Royaume, en prenant la possession, & s'efforcent de citer & faire citer nos sujets en Cour de Rome, ou par-devant aucuns Commissaires ou deleguez de nostre S. Pere : qui est directement venit contre lesdites libertez & franchises de l'Eglise, & personnes Ecclesiastiques, & contre lesdites Ordonnances, & contre droit commun & ancien, & aussi en opprimant & travaillant nos sujets, si de procedet sur ce estoient contraintes en Cour de Rome, au grand contempnt de nous, desdites Ordonnances, & dudit Arrest, & au grand prejudice & dommage desdites franchises & libertez, & de nosdits sujets. Lesquelles choses & entreprises ont esté, & sont par aucuns Juges de nostre Royaume trop legerement diffinies, ou par faveurs, ou sous ombre de ce qu'aucuns ont dit & publié en aucuns lieux, & digne que nous avons intention de revoquer & moderer lesdites Ordonnances. Et pour ce nous

a requis sur ce nostre provision & declaration de volonté.

Pourquoy nous, qui avons intention de ferme propos de tenir lesdites Ordonnances, ces choies considérées, desirans de tout nostre euer, comme reus & defices de juré l'avons, garder les franchises & libertez de l'Eglise, de laquelle nous sommes protecteur & defendeur: & de ledites franchises, libertez & ordonnances sans dissimulation estre executées sur les peines & par la forme & maniere contenue esdites Ordonnances, en l'execution d'icelles, & dudit Arrest, & que nostre très-grande déplaisance seroit d'icelles Ordonnances dissimuler en quelque maniere que ce fust. Par grande & meure deliberation fut ce eue en nostre Grand Conseil, Vous mandons, commandons, & expressement enjoignons que lesdites Ordonnances, franchises & libertez de l'Eglise, & des personnes Ecclesiastiques, vous teniez & gardiez, & icelles faites tenir, garder & executer selon leur forme & teneur de point en point sans enfreindre, en contraignant a ce faire tous ceux qui par voye directe ou oblique voudroient, ou s'efforceroient venir en quelconque maniere au contraire, par prison, arrest & detention de leurs personnes, & de prison, & arrest desdites bulles, procès, citations, excommunications, apposition, decret, ou autrement,

& en les punissant comme infrauteurs de constitutions & Ordonnances Royaux sans aucune dissimulation, & tellement que ce soit exemple à tous autres. Et vous defendons, & a chacun de vous, qu'ausdites bulles, resignations, citations, excommunications, appositions, decrets, & autres procès qui se feroient par vertu desdites bulles ou procès Apodoliques au prejudice desdites Ordonnances, vous n'obeyssiez, ne souffriez estre obey, & y tenir tellement la main, que lesdits infrauteurs n'osent & o'ayent plus hardiment de plus entreprendre à l'encontre de nous, desdites Ordonnances, & libertez, & dudit Arrest. Et ces presentes faites publier par tout où il appartient, & ce qu'aucun n'en puisse prendre ignorance. Et outre, pource que des presentes sera besoin de soy ayder en plusieurs lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles soit son seul authentique soy soit adjoucté comme à l'original. Car ainsi nous plaist-il estre fait, nonobstant oppositions & appellations quelconques, & lettres à ce contraires. Donné à Bourges le haidiesme jour de Fevrier l'an de grace mil quatre cens vingt-deux, & de nostre Regne le premier. *Ainsi signé*, Par le Roy en son Grand Conseil, D. B. u. s'. *Au Registre du Parlement*, P. Davis, fol. 60.

Protestation de maistre Pierre Cousinot, Procureur general du Roy, pour les libertez de l'Eglise Gallicane, contre quelques lettres obtenues par surprise au prejudice d'icelles. 1424.

XVIII. **L**E Procureur general du Roy dit, que les Ordonnances Royaux faites par le feu Roy Charles dernièrement trespassé (dont Dieu ait l'ame) sur la reduction de l'Eglise de France à ses franchises & libertez anciennes, & en ensuivant les saints Canons, furent faites à très-grande & meure deliberation très-sainctement & justement selon toute justice & raison, appelez & convoquez à ce tout le Clergé du Royaume de France, tant Archevêques & Evêques, comme Chapitres, Abbez, Prieurs & Universitez, en la presence desquels du Roy, & de Nostreigneurs de France qui estoient lors, c'est à sçavoir Nostreigneurs de Berry, d'Orleans, de Bourgogne, de Bourbon, & plusieurs autres Seigneurs du sang Royal, & autres du Grand Conseil du Roy, de la Cour de Parlement, & les Advocats & Procureur general du Roy en ladite Cour, & tout ven & considéré par très-grande & meure deliberation furent conclues & publiées, & depuis par Arrest de Parlement, assemblée tout le Grand Conseil, & les Maistres des Requestes de l'Hôtel du Roy nostre Sire, fut dit & déclaré qu'elles seroient tenues perpetuellement. Et depuis en l'an quatre cens dix-huit fut detreché la maniere ouverte en la Cour de Parlement, appellées toutes les trois Chambres, plusieurs Prelats, Maistres des Requestes de l'Hôtel, & autres du Grand Conseil du Roy, plusieurs Maistres en Theologie de l'Université de Paris, & la maniere grandement & hautement ouverte & discotée, fut

conclu qu'elles seroient executées ensemble & de fust. Et pour cette cause vint le Roy nostre Sire qui a present est, lors Dauphin, en ladite Cour de Parlement, & fit publier decret desdites Ordonnances, les jura en sa personne tenir & garder, fit jurer par Monsieur son Chancelier à tous les Seigneurs de Parlement, & Advocats & Procureur du Roy, qui la estoient, que d'ores en avant ils les garderoient & seroient tenir & garder sans enfreindre: Et de fait, ont esté tenues en l'obeyssance du Roy nostre Sire qui a present est, jusques à present. Et après ce l'an quatre cens vingt trois, pour aucunes choies touchant le Roy & son Conseil, & pour complaire à nostre S. Pere, a esté detreché la maniere ouverte, tant en la ville de Poitiers, qu'en la presence du Roy, de Monsieur son Chancelier & autres de son Grand Conseil, en grand nombre, & presens plusieurs Prelats: & ont esté advisez certains articles pour porter à nostre S. Pere: & qu'au cas qu'il en voudroit estre d'accord, autrement non, le Roy, & l'Eglise de France promettoient le contenu esdits articles. Et pour cette cause sont partis aucuns Ambassadeurs pour aller devers nostre S. Pere, pour porter lesdits articles par l'Ordonnance du Roy nostre Sire, comme dit est. Et pour ce que le Procureur du Roy a entendu que le Roy nostre Sire non adverty des choies dessusdites, on autrement, a octroyé, comme l'on dit, certaines Lettres dont on dit la teneur estre telle:

XIX. **K**A NOTIS Dei gratia Francorum Rex, Universis presentes litteras inspecturis, Salutem. Quoniam servare Deo

» regnare est, Regum studium & potissimum
» documentum esse censuit, ut ei per quem Re-
» ges regnant, & honoris debitorum & devotiorum

« cultum ritè exhibeant : sic enim Rex æternus ,
 « & incommutabilis temporalis & caducæ ter-
 « ræ poffeffores fua bonitate confirmat , cum fub
 « ejus timore humiliantur , & ab eo fæmper be-
 « neficia , & ejus cultum & famulatam digna ve-
 « neratione refundunt , Deo , que Dei funt , fin-
 « cera mente reddentes . Ob eam caufam Fran-
 « corum Regnum , & Chriftianiffimam domum
 « progenitorum noftorum in orbem floruiſſe , &
 « in virtutem creviffe piè credimus , & à patri-
 « bus in filios per ætates tranſmiſſe feliciter , quòd
 « Dei timorem æneopofuerunt , & Chrifti Vici-
 « tiis capita ſubmiſerunt , Eccleſiam honore cu-
 « mulantes , & oppreſſionis ab onere protegen-
 « tes , Sanè eorum meritò cupimus imitari ve-
 « ſtigia , quorum meritis ampla ſuffragia , & ideo
 « immenſas bonitatis exuperantias cum Regno
 « accepimus . Invenientes igitur ab anterioribus
 « longe expectatum & adeò queruloſè peti-
 « tum Indubitatum Chrifti Vicarium jam noſtris rem-
 « poribus in Cathedra Petri præſidi , gloriam &
 « laudes altiffimo referimus , & Apollonica Ec-
 « cleſiæ obediunt , & honores exhibemus fi-
 « liales , qui noſtra ætate ſedentem in Pontificis
 « ſolio conceſſit agnoſcere , indeque Regno no-
 « ſtro & proſperitate noſtræ Catholicæ domus
 « meliora ſperare : ut autem hortantur ſacra o-
 « loquia , monumente Patrum innumerablem ex-
 « emplum , in Matrem Eccleſiam , jam vero ſpon-
 « ſo lætante , quicquid filialis poteſt devotio
 « reſtituat . Harc attendentes & effluſcentem in
 « nos ſancti Patris noſtri Martini divina potentia
 « Papæ quinti paternitatem , amorem lucentem
 « expecti , ejusque favorem , & potentium au-
 « xilium in Regno neceſſitatibus expectantes , ze-
 « lo ſuccenſi charitatis ,

« Volumus & ordinamus ex cauſa ſententia ,
 « & motu proprio conſcientiæ noſtræ , lecto et-
 « iam ſuper hoc conſilio chariffimæ matris no-
 « ſtræ Regine Hieruſalem & Siciliæ , fratricæ
 « noſtræ diſtinctioni duci Britannia , qui tam per
 « litteras , quàm unius de huiusmodi negotiis
 « completamento nos pluries requieſcunt , ut om-
 « nia quæcumque mandata in debita forma , &
 « reſcriptis Apollonica à die exhibitionis præſen-
 « tium faciant eidem ſuam Pontifici conceſſa ,
 « bullaque & proceſſus inde ſecuti locum exe-
 « cutionis habeant in Regno ac Delphinatu no-
 « ſtris , ac eidem debite per eos ad quos ſpe-
 « ctat percurrat , & efficaciter intendatur , tam in
 « beneficiorum tollatione , quàm juſdiſctionis
 « Apollonica poteritis exercitio , modo & for-
 « ma , quibus ſuſcitis recordationis Clementis
 « VII. & Benedicti XIII. temporibus , in Re-
 « gno noſtro eidem ſummis Pontificibus , eo-
 « rumque bullis , proceſſibus , & litteris prebe-
 « tur , atque obediatur : nonobſtantibus ordi-
 « nationibus regis , arreſtis Parlamenti noſtri
 « tempore ſchilmatum , vel alio quomodolibet
 « factis , & aliis quibſcumque mandatis & uli-
 « bus in contrarium prædictorum . Que omnia

« in vim præſentis ordinationis noſtræ relaxa-
 « mus , quibuſque in poſterum executionem
 « prohibemus : rogantes tamen ſancti Patris no-
 « ſtri clementiam , quòd ad tollendas lites , cla-
 « mores compellendos & ſubmovendos erro-
 « res , electiones , collationes , proviſiones , &
 « quævis alie diſpoſitiones factæ in vim ordina-
 « tionum , & arreſtorum prædictorum , uſque in
 « diem exhibitionis præſentium , locum habeant ,
 « & ad tranquillitatem Eccleſiarum Regni no-
 « ſtri in quantum opus erit confirmantur , defe-
 « ctus ſi qui ſunt privata largitate ſupplendo .

« Quocirca tenore præſentium damus in man-
 « datis univerſis & ſingulis Juſticiariis , Officia-
 « riis , & ſubditis noſtris , ubilibet in Regno ,
 « & Delphinatu noſtro conſtituti , quatenus
 « noſtram præſentem voluntatem , relaxationem
 « ſentem , inhibitionem , ordinationem & ſubmiſ-
 « ſionem , integreque obediunt , & honoris
 « exhibitionem , quam per noſtras patentes litte-
 « ras fecimus , obſervent , & manteneant inte-
 « grè , nihil in contrarium attemptando , aut ac-
 « tentari permiſſendo , facta & acta in contra-
 « rium à die dictæ exhibitionis ad ſarum debi-
 « tum reducendo : quia ſi fieri volumus , & ju-
 « beamus , tranſcriptoque ſeu vidimus præſen-
 « tium ſub ſigillo Regio ritè conſectio , velut o-
 « riginali fidem plenariam adhiberi , in cujus rei
 « teſtimonium præſentibus litteris ſigillum no-
 « ſtrum duximus apponendum . Datum Cayna-
 « ne , die decima menſis Februarii anno Domi-
 « ni 1424. Regni verò noſtri tertio .

Par lesquelles Lèvres ſi elles forſſent leur
 effet , ſeroit de tout poſſint revoquer & mettre na-
 nant leſd. Ordonnances faites ſi ſumment ,
 par ſi grand conſeil , & à ſi grande & meure de-
 liberation , & ſi ſeroit venir contre les ſerments
 de tous ceux qui l'ont juré , & ſi ſeroit aller par
 le Roy aux Ordinaires , ſans les appeller , leurs
 collations qui leur appartenient : deſquelles
 collations qui en rien n'appartiennent au Roy ,
 le Roy (comme il eſt à préſumer) ne doit , ne
 veut dépointer les Ordinaires : mais veut & doit
 faire à un chacun juſtice & raiſon , & laiſſer à un
 chacun ce qui eſt ſien . Pour ces cauſes , le Pro-
 cureur general du Roy ſe gardant ſon ſerment ,
 l'honneur , le bien & le proſit du Roy , & pour
 le bien de Juſtice , & de toute la chœſe publique
 de ce Royaume , après que ſur ce ſi eſt con-
 ſeillé à pluſieurs Seigneurs du Conſeil , & Ad-
 vocat general du Roy en Parlement , en tout
 honneur , & reſpectement en gardant ſon ſer-
 vice & ſa loyauté , ſ'eſt oppoſé , & oppoſé à
 l'exécution & enterinement des Lettres Royaux
 cy-deſſus Incorporées , que l'on dit nouvel-
 lement eſtre données par le Roy noſtre Sire par
 inadvertence , comme dit eſt : tout preſt quand
 il plaira au Roy noſtre ſouverain Seigneur , de
 dire les cauſes de ſon oppoſition , & conſieurs
 ſauf l'honneur & reverence du Roy noſtre Sire ,
 & de tous .

Cet Edict donné à Chizeu le 10. Fevrier 1424. ſe
 trouve dans un vieux Procès-verbal compilé par M. Odard
 Meſſiege Clerc , Notaire & Secrétaire du Roy Charles
 VII. & Secrétaire de Reverend Pere en Dieu Monſieur
 M. Evêque de Clermont Chancelier de France , au bas
 duquel Edict il y a ces mots : Ceſte lettre fut faite au par-
 quet du Prévost de Poitiers lors principal chancelier le Roy , le-
 quel avoit assigné de noſtre S. Pere en autres cas , & fut ſcellée

en un blanc ſeſſel , & envoyé à noſtre S. Pere par un Reli-
 gieux des Monts S. Michel l'un des Sirey , qui parvenant
 avant qu'il fust de l'ſſe mort , avoit été Prévost : & s'en
 puis vint l'indue reſtitution , car elle fut faite ſans le conſeil
 & ſanctionnement des Prévosts , & auſſi de la Cour de Parlement . Et
 depuis ſ'eſt à ſavoir l'an 1426. au commandement de
 Monſieur de Montmorancy Ambassadeur devant noſtre S. Pere qui me-
 deforſent l'indue reſtitution .

* Cette oppoſition du Procureur General ſe trouve dans le Regiſtre des Ordonnances du Parlement ſecrit à
 Poitiers , fol. 73.

Lettres Patentes du Roy, par lesquelles il declare, que combien qu'il ayt accordé au Pape un dixième sur les bénéfices de son Royaume, sans appeller les Ecclesiastiques, si n'a entendu déroger aux libertéz & franchises de son Eglise Gallicane.
1457.

X X. **C**HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre saint Père le Pape Caliste III. ait puis n'agueres envoyé devers nous nostre tres-cher & feal amy le Cardinal d'Avignon, & par luy nous ait fait remontrer les tres-grandes entreprises qui estoient & sont chacun jour faites allencontre de la Foy Catholique par le grand Turc & autres ennemis d'icelle, & que si par l'ayde de nous & des autres Princes Chrestiens n'y estoit donné secours & ayde, s'en pourroit ensuivre tres-grand & irreparable inconvenient: en nous requérant & enbortant en toute instance que de nostre part voullussions à ce faire & donner à yde & secours tant de gens que de finances, & avec ce & afin de plus promptement ayder à donner ladite provision, que voullussions consentir & accorder un dixième entier & general estre levé sur tous les gens d'Eglise de nostre Royaume: lesquelles choses ouyes, & nous deuement informez desdites entreprises qui lors estoient faites par lesdits ennemis de la Foy Chrestienne, & le grand bruit qui en estoit, connaissant l'évident besoin & urgente necessité qui estoit de donner à ce ayde & confort, voulons en ce & autrement en suite les faits de nos tres-nobles Progeniteurs, ayons liberalement consenty & accordé ledit dixième entier & general estre levé sur lesdits gens d'Eglise de nostre Royaume, selon la valeur en quoy sont à present leurs bénéfices. Et soit ainsi que depuis nous ait esté remontré par aucuns Prelats & autres gens d'Eglise de nostre Royaume, que à l'occasion de ce que les Prelats & autres gens d'Eglise d'iceluy nostre Royaume n'ont pas esté appellez à faire ledit consentement, ainsi que faire se doit selon les franchises & libertez de l'Eglise de France, aussi supposé que eussions consenty iceluy dixième, toutes voyes ne le devions nous consentir ny accorder estre levé selon la taxe reduite: iceluy consentement ainsi par nous fait pourroit ou temps à venir estre grandement prejudicia-

ble ausdites franchises & libertez de l'Eglise de France, comme ils disoient, en nous requérant humblement que sur ce veuillions declarer nos volenté & emention.

Sçavoir faisons que nous les choses dessusdites considérées, voulans lesdites franchises, libertez & prerogatives de l'Eglise de nostre dit Royaume estre entretenues & gardées, Avons par l'advis & deliberation des gens de nostre Conseil, dit & ordonné, disons, ordonnons & declérons par ces presentes nostre vouloir & emention avoir esté & estre que ledit consentement par nous donné de lever ledit dixième, en la maniere dessusdite & declarée, a esté & est sans prejudece des droits, franchises, libertez & prerogatives de l'Eglise de France pour le temps à venir; mais voulons, consentons & octroyons que nonobstant nostre dit consentement iceux privilèges & libertez de l'Eglise de France, soient & demeurent en leur entier, comme ils estoient avant nostre dit consentement, sans ce que & à l'occasion ne sous ombre d'iceluy on puisse due & noter aucune infraction estre entendue en iceux privilèges & libertez pour le temps à venir en aucune maniere. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens de nostre Parlement, à tous nos Seneschaux, Baillifs, & autres nos Justiciers ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à luy appartenra, que de aus presens vouloir, & declaration ils fassent & souffrent jouir, & user lesdits gens d'Eglise de nostre Royaume, sans aucunement faire, ne venir au contraire. Car tel est nostre plaisir, & ainsi l'avons voulu & octroyé, voulons & octroyons par ces presentes. Et pource que de esdites presentes on pourra avoir assise en divers lieux, nous voulons qu'au Prieuré d'icelles, foy soit adjoustée comme à ce present original. En tesmoin de ce nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donné à La Ferté à saint Pourcain le 3. jour d'Aoust l'an de grace 1457. & de nostre Regne le 15. Par le Roy en son Conseil, J. DELA LOIRE.

Remonstrances faites au Roy Louys XI. de ce nom par sa Cour de Parlement, sur les libertez de l'Eglise Gallicane: en l'an M. CCCCLXI.

X X I. **C**ES Remonstrances sont rapportées dans le 2. Volume des Traitez, p.

Edict du Roy contre les Collecteurs & Officiers du Pape, qui exigeoient en France les dépouilles des Ecclesiastiques defuncts. 1463.

X X I I. **L**UOVICUS Dei gratia Francorum Rex. Universis presentes litteras inspecturis, Saltem, sinceram in Christo dilectionem, & presentibus fidem indubiam adhibere. Nunc facimus, quod constitutus in nostra Parlamenali Curia quamplurimorum Principum, Praetorum, Procerum, Baronum, & Dominorum temporalium, necnon dilecti Fi-

liae nostre Universitatis, Magistrorum, & Scholarium studii Parisiensis, ac plurium Capitulorum, Collegiorum & Conventuum Ecclesiasticorum Procuratoribus, pro parte eorumdem graviter conquerendo eidem Curiae nostrae fuit expositum, quod quamvis Ecclesiarum, & Reipublicae Regni nostri sumus Protector, Defensor & Conservator, et debitoque Regalis auctorita-

tis & administrationis Reipublicæ à Deo nobis commissa teneamus intendere, ne ipsæ Ecclesiæ debitis fraudenter obsequiis, & fructus eorum Ecclesiæ & beneficiorum quorumcunque, tam secundum dispositionem Conciliorum generalium & iurum, quam secundum ipsam intentionem Fundatorum, ordinati ad sustentationem ministrantium in divinis, ipsique divini cultus augmentum, ad alimentum pauperum, captivorum redemptionem, Ecclesiarum, suorumque ædificiorum reparationem, terrarum, hereditagiorum & possessionum Ecclesiæ culturam, jurum ipsorum conservationem, ceterorumque onerum incumbentium supportationem, adeo etiam quod bona per Prælatos post eorum obitum dimissa, furoris debeant succedentibus reservari in utilitatem Ecclesiæ conservanda, nisi forte in illis locis Regni, ubi de usu & consuetudine norant observari, & alias licitum est Prælati & alii viri Ecclesiastici de eisdem bonis facere testamentum, & alias disponere, quibus etiam ab intestato in dictis bonis secundum consuetudinem & observantiam supra dictas, tam sui quam ipsius succedant heredes, eam etiam in multis casibus Domini temporales ad causam domini & jurisdictionis temporalis succedunt.

Quod anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo octavo mense Martii, gloriosæ memorie sanctus Ludovicus quondam Rex Franciæ, prædecessor noster, sub edito perpetuo ordinaverit, onera & exactiones pecuniarum per Curiam Romanam Ecclesiæ Regni nostri tunc impositas seu impositas, ac etiam in futurum imponentas, quibus miserabiliter Regnum ipsius tunc depauperatum exstabat, nullatenus debere levari aut colligi, nisi forte pro rationabili, pia & urgentissima causa, vel inevitabili necessitate, ac etiam de spontanea & expresso consensu Regis, & Ecclesiæ Regni, prout hæc expresse in litteris dicti editi plenius continentur: & quamvis plures Francorum Reges, prædecessores nostri supradicti gloriosi & sancti Regis vestigia insequentes, pro conservatione Ecclesiæ Gallicanæ, & Reipublicæ Regni nostri, habito super hoc consilio plurimorum Principum prospæ Regalis, necnon Prælatorum, & aliorum virorum Ecclesiasticorum, Ecclesiam dicti Regni se præsentantium, suis editis & ordinationibus diversis temporibus factis, & promulgatis, & in Registris dictæ Curie nostræ Parlamenti ad perpetuam rei memoriam registratis, hoc idem sanxerint, & præcipue bona Prælatorum, & Virorum Ecclesiasticorum decedentium tam regularium quam secularium, quæ spoliis defunctorum interdum nuncupantur, nullatenus per Papam seu Romanos Pontifices, aut suos Officiares reservari nec usurpari, multa alia subrepta pro conservatione, manutentione, & protectione Ecclesiæ Regni nostri, ac ministrorum ibidem Deo servientium, ac Reipublicæ Regni nostri, & nostrorum jurum Regalium ordinaverint, & edito perpetuo observari inviolabiliter mandaverint.

Nihilominus tamen Pius Papa modernus bona Prælatorum & Virorum Ecclesiasticorum decedentium tam secularium quam regularium, quæ nonnulli spoliis defunctorum appellant, necnon dimidiam partem fructuum tam beneficiorum incompatibilium, quæ dicti Viri Ecclesiastici, & illorum que in commendam obtinent, ac etiam certam portionem seu quocumque bonorum & per-

sonarum secularium, tam mobilium quam non mobilium, eas Camera Apostolica per certas ejus constitutiones seu litteras à paucis diebus, ut dicitur, apud Romanas editas, Apostolica ellitavit & decrevit. Quæ præmissa si in Regno nostro tolerarentur, Ecclesiæ dicti nostri Regni multa gravamina & incommoda afferrent, eo quod Monasteria Regni nostri, & eorum ædificia, quæ etiam à paucis diebus propter guerras, quæ (proh dolor!) du in Regno nostro vixerunt, pro maiore parte lapsa sunt, in ruinam multis in locis dicti Regni irreparabiliter corruerent, possessiones & hereditagia inculta remanerent, immobilia de facto alienarentur, aut impignorarentur, mobilia & pretiosa reliquiarum vasæ, Ecclesiastica ornamenta, calices, libri & similia, vili pretio distraherentur, Ecclesiæ debitorum impotabilium mole onerarentur, ministri & Deo servientes à divino servitio remanerent, atque in maximam penuriam redigerentur: Regnum nostrum (quod inter alia Regna Viris scientiis communiter floruit) nimium vacuaretur, in magnam præjudicium fidei Christianæ, detrimentumque universalis Ecclesiæ ac Reipublicæ Christianissimi Regni nostri. His etiam modis Regnum nostrum pecuniis, & opibus plurimum depauperatum redderetur, subsidia nostri tam Ecclesiastici quam secularis exhaudirentur, jura nostra temporalia & Coronæ nostræ, necnon jura plurimorum Dominorum temporalium subditorum nostrorum laderentur & minuerentur, & innumera, virque enarrabilia scandala orirentur, quæ secundum Deum & conscientiam tolerari non poterant, nec debebant.

Ob quod præfati exponentes prædictæ nostræ Curie supplicaverunt ad Dei laudem, fidei & divini cultus conservationem, & honorem Dei, quæ publicæ Regni nostri manutentionem & conservationem tangunt, super præmissis de remedio providere optarent, Decreta sanctorum Patrum, Conciliorum generalium, & præcedentium summorum Pontificum, ac etiam prædictas ordinationes & edita Regis insequendo. Quæ supra sic facta pro parte Procuratoris nostri generalis in dicta Curia nostra ad hoc præsentis, habita deliberatione super præmissis cum Advocatis nostris, fuit propositum quod materia dicte supplicationis multum concernebat jura, privilegia, prerogativas, auctoritatem & superioritatem Coronæ nostræ, & jurisdictionis temporalis Regni nostri, ac jura subditorum nostrorum, quæ non solum laderentur, imò potius evenerent, nisi super præmissis de jure & iustitia remedio provideretur: petens & requiens idem Procurator super præmissis per prædictam Curiam nostram de remedio providendi optarimo, jura Coronæ nostræ, & alia jura nostra temporalia, & jurisdictionis temporalis Regni nostri, necnon subditorum ipsius Regni illis conservando, Auditis igitur per eandem Curiam nostram dictis supplicationibus & requestis, ac per tam viis dictis editis & ordinationibus præfati S. Ludovici Francorum Regis, & illorum prædecessorum nostrorum super hoc factis, habita super hoc materia deliberatione, super præmissis cum pluribus generibus de nostro Consilio Consideratis insuper super hoc attendendis & considerandis, & quæ eandem Curiam nostram in hac parte movere debebant & poterant: præfata Curia nostra supradictas ordinationes & edita insequendo, ut subsidia & onera præmissa, ac alia simi-

lia, que Collectores, Subcollectores, arque alii Officiarii seu Commissarii Romanorum Pontificum, prætextu seu sub colore constitutionum superadictarum, & aliarum similium superadicta onera concernentium in futurum levare & exigere niterentur, minime levabuntur, colligentur, aut exigentur; & insuper quod omnibus & singulis Officiariis nostris, prout ad eos pertinuerit, injungeretur, & mandabitur, prout etiam injungimus, & mandamus, ne de præmissis oneribus & subsidii per prædictos Collectores, Subcollectores, aut eorum Commissos quicquam exigi, colligi aut levati in dictos Vicos Ecclesiasticos, & alios quoscumque subsidios nostros super hoc eintari, inquietari, aut molestari permittant, ordinavit & ordinat.

Quocirca omnibus superadictis Baillivis, Senescallis, & aliis Justitiariis Regni nostri, ceterisque Officiariis & subsidii nostris, & eorum subditis, prout ad eum pertinuerit, committimus & mandamus ipsi districtive injungendo, quatenus ordinationem dictæ Curie nostræ teneant, custodiant & conservent, & ab omnibus subsidii nostris inviolabiliter faciant in omnibus, & per omnia observari, eaque in locis eorum

districte, & judicaturam insignibus proclamari, & palam publicari, ne quis eorum ignorantiam præterdere valeat, faciant & procurent; omnes & quoscunque personas rebelles, inobedientes, & contravenientes sui attestantes, quoscunque status & conditionis existant, ad hoc per captionem suæ temporalitatis, & personarum suarum, si opus fuerit, agendo & compellendo, ac totaliter puniendo, quod ceteris cedat in exemplum. Volumus autem quod transcripto seu vidimus præsentium litterarum, sub sigillo Regio confecto talis de tanta fides adhibeatur, sicut præfenti originali. In cujus rei testimonium præfentibus litteris nostrum jussimus apponi sigillum. Datum Parisiis in Parlamento nostro decima septima die Februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio, & Regni nostri tertio. *Sigillum supra plinam.* Per Cameram pluribus Prelatis, nobilibus, & aliis gentibus nostri Consilii præfentibus, CHENETEAU. Lecta, publicata & registrata Parisiis in Parlamento, die vigesima Februarii anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio. *Sigui.* CHENETEAU.

Lettres patentes par lesquelles le Roy défend de payer aucunes finances aux Officiers de Cour de Rome, pour les despoüilles des Prelats & benefices incompatibles & autres. Juin 1464.

XXIII. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France. Comme pout convenir, entretenir & garder nos droits, prerogatives, coutumes & usages loüables de nostre Royaume, les Ordonnances de nos predecesseurs, & obvier aux exactions excessives qui se font de jour en jour des finances de nostre Royaume en Cour de Rome, mesmeement touchant les despoüilles & succellions des Prelats, & autres gens d'Eglise benefices en nostre Royaume, qui vont de vie à trespas, & la moitié des benefices incompatibles, & commandes que les gens & Officiers de nostre saint Pere le Pape se font efforcez & efforcent par chacun jour prendre & lever, & d'exiger plusieurs autres sommes de deniers par divers & estranges moyens intolerables & prejudiciables à nos sujets, & à toute la chose publique de nostre Royaume. A la requeste de nostre Procureur general & de plusieurs des Seigneurs de nostre sang & lignage, ait esté par nostre Cour du Parlement en suivant les Ordonnances de nos predecesseurs prohibé, & défendu que lesdites exactions, subides, charges & autres semblables ne seroient dorénavant cueillies, levées, n'exigées, ne seroit tolérées, ne permises les gens d'Eglise, n'autres quelconques sujets de nostre Royaume estre pour ce citez, inquietez n'y molestez en quelque maniere que ce soit.

Nonobstant laquelle prohibition & défense plusieurs Prelats & autres gens d'Eglise de nostre Royaume, ainsi qu'avons esté informez, puis peu de temps en ça ont payé, baillé, & delivré lesdites despoüilles & la moitié des fruits & revenus des incompatibles, ou commandes, ou pour icelles composé à aucunes grandes sommes de deniers avec le Thresorier, & autres Officiers de Cour de Rome. Et qui pis est, pour annuler, & mettre du tout au neant ladite inhibition &

défense, plusieurs s'efforcent par bulles & commissions Apostoliques, proceder par excommunication, fulminations, & censures Ecclesiastiques, & privation de benefices contre les gens d'Eglise de nostre dit Royaume, qui refuserent, ou dissent de payer les despoüilles des trespasces, & la moitié des benefices incompatibles, & des commandes, & ne leur veut-on pour avoir des Prelatures ne d'autres benefices électifs, ou collatifs, se préalablement ils ne payent, ou composent desdites despoüilles & benefices incompatibles: lesquelles choses ont esté faites, & se continuent chacun jour en entraînant ladite prohibition & défense, & les Ordonnances de nos predecesseurs, & les usages anciens de nostre Royaume, & au grand prejudice de nous & de la chose publique d'icelui nostre Royaume. Et plus pourroit estre, si par nostre autorité & puissance n'y estoit obvié, & donné provision convenable.

Pour ces causes, & autres raisonnables à ce nous mouvans, voulans ladite prohibition & défense estre observée & gardée en son entier, selon la forme & teneur, icelle avons loüée & approuvée, loüons & approuvons par ces presentes. Et en ce avons statué & ordonné, statuons & ordonnons par Edit, Loy & Ordonnance general & perpétuel, que les exactions dessusdites, & autres subides & exactions indeues cessent: & que dorénavant elles ne soient levées, prises, baillées par contenance ne autrement, par quelque personne que ce soit: & qu'elles ne seront exigées ne prises sur les gens d'Eglise benefices, ne sur autres nos sujets: & que si aucuns eux dits commissaires, ou executeurs d'aucunes bulles, lettres, mandemens Apostoliques, se vouloient efforcer de les mettre à execution sur lesdites gens d'Eglise, & autres nos sujets, & proceder contre eux par censures, excom-

munitions, fulminations, ou autrement en quel-
que maniere que ce soit ou peut estre, à payer
ou composer desdites despoilles & incompati-
bles, ne d'autres telles ou semblables exactions,
que iudicis Commissaires ou executeurs ne soit
obey : mais leur soit prohibé & defendu de faire
lesdites exactions, sur peine de confiscation
de corps & de biens, & de bannissement de
notre Royaume. Et avec ce, voulons qu'ils
soient prins, arrestés & detenus prisonniers, &
condamnés en amende envers nous : & pour
icelle tenir prison jusques à plein payement &
satisfaction. Et outre plus, qu'on prenne, sus-
sist, & mette en notre main toutes bulles, lettres,
& exécutoires, que ledits executeurs auroient
par devers eux pour faire aucune execution à
l'encontre de notre presente Ordonnance.

Et d'abondant avons defendu & defendons à
tous nos sujets, tant à ceux qui sont demourans
en notre Royaume, qu'en Cour de Rome, &
ailleurs hors nostre Royaume benefices en
iceluy, de quelque estat ou condition qu'ils
soient, que dorénavant ils ne payent, fassent,
fussent, ou permettent aucune chose estre
payée aux Officiers de Cour de Rome, ou au-
tres commis par nostre saint Pere, pour rai-
son desdites despoilles, & moitié des incompati-
bles & commandes, ne n'en composent, fal-
sent ou fussent composer par autres sous quel-
que couleur ou occasion que ce soit, sur peine de
bannissement de notre Royaume, confiscation
de tous les biens des gens laiz nos sujets, des he-
ritages & biens immeubles des gens d'Eglise be-
nifices en notre Royaume. Et s'il estoit trouvé
qu'aucuns fussent ou fussent faire le contraire au
temps advenir, nous les déclarons dès à pre-
sent bannis de notre Royaume, comme indig-
nes d'y avoir, n'obtiennent aucuns benefices,
comme infidélitéurs & transgresseurs de l'Ordon-
nance de Nous & de nos Predecesseurs, rebelles
& desobeyssans à Nous & à nos commandemens
& les heritages & biens immeubles de gens d'E-
glise benefices en notre Royaume à nous ac-
quis & confisqués.

Et pource que nostre presente Ordonnance par
certaines & voyes obliques exquises par ceux
qui resident en Cour de Rome, pourroit estre
rotournée & empêchée, & l'exécution d'icelle
rendue illusoire, si plus ample provision n'y es-
toit sur ce donnée par nous : Avons outre les
provisions dessusdites ordonné & ordonnons :
que tous les deniers qui ont esté, sont, ou seront
exigés, levés & baillés pour raison des des-
poilles des trespassés, & la moitié des incompati-
bles & commandes, ou autres subides &

exactions indeus, soient reuenu & de fait
pris, recouvez & levés sur le temporel des
benefices de toutes gens d'Eglise beneficez en
notre Royaume, de quelque estat, qualité, pre-
eminence ou condition qu'ils soient, à peulx
résidens, ou qui résideront & demoureront, ou qui
ont habitation en Cour de Rome. Et que leurdit
temporel soit pris, fait & mis en nostre main,
& sous icelle traité, regy & gouverné par bons
& suffisans Commissaires selectans & solvables,
jusques à plein payement, reception & satis-
faction de deniers qu'on trouvera avoir esté
baillés à nostre saint Pere, ou à la chambre
Apostolique, ou à ses commis & deputés, pour
& à cause des choses dessusdites. pour iceux de-
niers bailler & delivrer, où & à qui il appar-
tiendra, & par nous ou Justice sera ordonné.

Et afin que de nostre presente Ordonnance au-
cun ne puisse prétendre cause d'ignorance,
nous voulons cesdites presentes estre publiées en
nos Cours de Parlement, & Chambre des Com-
ptes à Paris, & en icelles estre registrées. Si don-
nons en mandement par cesdites presentes à nos
amez & feux Conseillers les Gens de nostre
Parlement & de nos Comptes à Paris, aux Pre-
vois de Paris, Baillifs de Touraine, de Sens, de
Montargis, Seneschaux de Poitou, Xaintonge
& Lymosin, & à tous nos autres Jussiers, ou
à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux comme
à luy appartiendra, que nostre dite presente Or-
donnance ils gardent & entretiennent, & fas-
sent garder & entretenir de point en point se-
lon la forme & teneur : & à ce qu'aucun n'en
puisse prétendre cause d'ignorance, les fassent
publier par leurs auditoires & jurisdiccions, ainsi
que au cas appartient. Et pource que de ces pre-
sentes l'on aura affaire en plusieurs lieux de no-
stre Royaume : nous voulons qu'an vidimus d'i-
celles fait sous seal Royal, soy soit adjouffée
comme à l'original : car ainsi nous plaist-il estre
fait. En tesmoin de ce nous avons fait mettre &
apposé nostre seal à ces presentes. Donné à
Dampierre le dernier jour de Juin, l'an de grace
1464. & de nostre Regne le tiers. *Sic signatum.*
Par le Roy en son Conseil, auquel vous le Pa-
triarche Evêque de Bayeux, l'Evêque de saint
Briou, l'Admiral, les lites du Lao & de Bazo-
ges, maistre Jean Dauver Prêfident de Tholou-
se, Georges Havart, Jean l'Enfant, Eustache
Chevalier, Guillaume de Varie General, Jean
du Vergier, Pierre Poignant, & autres, ROLANT.
Et in plica exar scripsum, *Letra, publicata, &
registrata Parisius in Parlamento die 15. Augusti,
anno Domini 1464. & Regni nostri 4. Sic signatum
per Cancellarium, CHENETEAU.*

De n'avoir aucuns esgard aux graces expectatives, & ne porter ou envoyer à cette fin aucun argent à Rome: & contre la clause, Anteferti, & autres. 1464.

XXIV. **L**OY par la grace de Dieu Roy
de France, à tous ceux qui ces pre-
sentes Lettres verront, Salut. Nostre Procureur
general nous a fait remonstrer, que combien
que par les saints Canons & Decrets anciens
gardés & observés par l'Eglise Gallicane, & par
les privileges d'icelle aucunes graces expectati-
ves ne devissent avoir cours, n'estre données aux
benefices qui seroient deshors en avant vacans :
Néanmoins depuis que l'obeyssance par nous

faite à feu nostre saint Pere le Pape puis dernie-
rement & n'agueres trespassé, & legiel a presidé
au saint Siege Apostolique, ont esté données
lesdites expectatives sur les benefices de nos
Royaumes & Dauphiné, en si grand & excessif
nombre & multitude, & à diverses manieres de
gens, tant estrangers & nos lettez, qu'autres
personnes quelconques, que la chose est venue
à telle confusion, qu'à peine y avoit homme
d'Eglise en nostres Royaumes & Dauphiné, qui

à cause d'icelles graces se peut dire seur en l'assignation d'aucun bénéfice, à l'occasion des *Antiferri*, & autres clauses & prerogatives qui ont esté mises en icelles graces expectatives, diversitez de regles de Chancellicie Apostolique derogatoires à droit commun, & autrement. Par lesquelles clauses, & & par les autres subtilitez, & malice des impetrans d'icelles graces, plusieurs inconveniens & dommages se sont ensuivis à nous & à nosdits Royaume & Dauphiné, & nos sujets, tant en évacuation de pecunes, proces en Cour de Rome, pour obtenir lesdites graces, comme pour faire les proces & plaidons sur icelles, tant en icelle Cour de Rome qu'ailleurs.

Et ont plusieurs de nosdits sujets vendu leurs heritages, & baillé les deniers à leurs enfans, parents & amis pour tenir lesdites graces, dont ils sont chous en grande pauvreté & misere. Et sont les aucuns morts en chemin à la poursuite d'iceux, & les autres distraits de leur estude. Et aussi ont esté & sont lesdites graces expectatives cause de machiner la mort des personnes des possesseurs des bénéfices, sur lesquels elles ont esté levées, données & obtenues. Erreur elle & sont nosdits sujets aux causes desdites graces grievement & indeument travaillés & endommagés en plusieurs & diverses autres manieres. Et en outre combien que par privilege & les ordonnances Royaux aucun ne puisse obtenir bénéfices électifs en nostre dit Royaume, s'il n'est natif d'icelui, & que pour la seureté de nous & de nostre dit Royaume & Dauphiné nous ayons grand interest qu'aux Eveques, Abbayes, & autres dignitez & bénéfices électifs de nosdits Royaume & Dauphiné soit pourvus de gens notables, connus, & à nous agréables, seurs & stables; mesmement pource que ceux qui obtiennent lesdits bénéfices ont à cause d'iceux plusieurs places & forteresses, & nous en font par eux drubs plusieurs troubles & services. Toutesfois nostre dit feu saint Pere a donné lesdites graces & autres provisions en si grand nombre, & à toutes manieres de gens de quelque nation, Royaume, ou region qu'ils fussent indifferemment, que plusieurs sous ombre & couleur d'icelles graces & provisions se sont bouter & intrus esdites dignitez & bénéfices électifs de nostre dit Royaume, & les occupent; jaoit ce que plusieurs d'iceux soient estrangers inconnus, & à nous non feables, & qui ne nous pourroient, ne devroient faire les devoirs & services qu'ils nous sont tenus faire à cause desdits bénéfices, dont s'en sont ensuivis plusieurs autres grands & innombrables maux à nous & à la chose publique de nosdits Royaume & Dauphiné, au tres-grand detrimement desdits gens d'Eglise, diminution du service divin, disrusion des Eglises, maisons & autres edufices d'iceux bénéfices, & à la tres-grande fraude & deception des fondateurs d'icelles Eglises; & seroit plus au temps advenir, si par nous n'estoit donné provision, ainsi que toutes ces choses & autres nous a fait remonstrier nostre dit Procureur: requerrant humblement, qu'arendu que ledit S. Siege Apostolique est à present vacant, & que s'il est permis à chacun aller à Rome querir lesdites graces expectatives, & autres provisions comme on faisoit par cy-devant, ce pourroit estre chose trop évidemment grevable & préjudiciable à nous, nosdits Royaume & Dauphiné, & à nos sujets: le nous plaist sur ce donner provision convenable.

Scavoir faisons, que nous ces choses considérées, voulans obvier aux inconveniens desdits pour le temps advenir, & sur ce eu advis & deli-

beration avec les gens de nostre Conseil pour les causes desdites & autres justes & raisonnables à ce nous mouvans: Avons ordonné, & ordonnons estre prohibé & defendu, & par ces presentes prohibons & defendons à toutes manieres de gens, de quelque estat ou condition qu'ils soient, que dorénavant ils n'ailent, n'envoient, soit par bulles, lettres de change, n'autres moyens quelconques, que par, pourchasser, ne obtenir en Cour de Rome graces expectatives, n'autres bulles ou lettres Apostoliques équipollens à icelles, soit sous couleur de réservations generales ou speciales, n'autrement en quelque maniere que ce soit sur lesdits bénéfices de nosdits Royaume & Dauphiné. Et pareillement prohibons & defendons (comme dessus) qu'aucuns d'eux voyent, ou n'envoient en ladite Cour de Rome pour avoir, n'obtenir quelques Eveques, Abbayes, dignitez, ou autres bénéfices électifs, sans premierement avoir nos vouloir & consentement de ce faire, le tout sur peine d'en courir nostre indignation, de perdre les deniers dont leurs procureurs, facteurs, mesagers & entremetteurs seroient trouvez saisis par bulles, lettres de change, ou autres pour porter & envoyer en ladite Cour de Rome à la cause desdite, & d'amende arbitraire envers nous, jusques à ce que par nous autrement en soit ordonné.

Si donnons en mandement par cesdites presentes à nos ames & seurs Conseillers les gens tenans ou qui tiendront nostre Cour de Parlement, au Prevost de Paris, & à tous nos Baillifs, Seneschaux, Maîtres des ports, & à tous nos Juges de nosdits Royaume & Dauphiné, & à chacun d'eux si comme à luy appartenra, que nosdites Ordonnances, prohibitions & defenses ils entretiennent ou fassent entretenir & garder de point en point selon leur forme & teneur. Et si aucuns d'iceux aient ou avoient envoyé en ladite Cour de Rome par cy-devant, & obtenu bulles & graces expectatives ou autres provisions touchant lesdites causes desdites & s'en fussent aydes ou vouloyent ayder, qu'ils les contraingent à eux en deslister & disparaitre, & à revoquer, faire casser & annuler à leurs despens tout ce qu'ils auroient fait au contraire, par prinse, & arrest desdites graces expectatives, & bulles, provisions & proces Apostoliques, & des monitions & citations qu'ils auroient fait ou pourroient faire contraires au contenu en cesdites lettres & effect d'icelles, detention aussi des personnes des impetrans, porteurs aussi, & autres qui se voudroient ayder d'icelles graces, bulles, proces & provisions, prinse & exploitation du temporel desdits gens d'Eglise en nostre main jusques à ce qu'ils aient obey: en les condannant pour ce à amendes pecuniaires envers nous telles qu'ils verront estre à faire, comme transgresseurs de nosdites Ordonnances, declarant lesdites peines à l'encontre d'eux, & chacun d'eux, en les contrainquant à les nous payer par toutes voyes & manieres en tel cas requises. Et à ce que nous ne puissions pretendre cause d'ignorance, nous mandons & commandons derechef à nostre dit Cour de Parlement, & à nosdits autres Juges, & à chacun d'eux comme dessus, que cesdites presentes ils fassent publier chacun en sa jurisdiction à son de trompe & autrement, aux lieux où on a accoustumé de faire criées & publications. Et pource que l'on en pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons qu'au *Piedmont* d'icelles, sur son seel Royal, soy fait adjoutée comme à l'original. En temoigne de ce nous avons fait mettre seel à cesdites presentes. Donné à Paris en Ponthieu le dixième jour de Septembre

rembr, l'an de grace 1464. Et de nostre Regne le quatercesme, *Moys pign*, Par le Roy à la rela-

tion du Conseil, J. DE LA LOERE. *En style Curia p. 415.*

Une clause *Asservit* vix recipitur in Francia. Rebusum in Prax pag. 170. Theodor. d. Nien c. 1. & p. lib. 1. de scholasticis. Math. Villani c. 39. lib. 3. dell' Hist. di Firenze.

Jo. Galli Advocatus Regius, tempore Ludovici XI. Quæst. 60.

XXV. **N**OVA quod Rex Francie quomodo-
cumque sibi licet imponere super subditis
suis immediate vel mediant in toto Regno suo sub-
sidia, absque consensu, permissione vel toleran-
tia suorum subditorum quorumcumque. Secundo,
quod licet concedat alteri quod imponat hoc,
semper sibi conceditur, & habetur in usu, dum
tamen alius Justinianus illorum, super quibus con-
cedit, consentiat, & subditi super quibus con-

ceditur, vel major pars ipsorum. Tertiò, nullus
potest in Regno Francie subsidia imponere super
suis subditis, quacumque prerogativa vel dignita-
te vel potentia faciat vel usatur, absque con-
sensu Regis Francie, qui omnium est superior in
suo Regno. Et hoc tenetur, nec unquam contra-
rium dicatur, ne crumine sacrilegi accideris, & reus
Majestatis suas.

V. Rebusum in Bellam Comm. Domini, pag. 417. 418.

*Extrait du Cayer présenté au Roy & à son Conseil, par les trois Estats
assembles en la Ville de Tours, le mois de Janvier, Février & Mars
1493. pour le bien & profit de son Royaume.*

Du Chapitre touchant l'Estat de l'Eglise.

XXVI. **O**UTRE semblaussint Estats que la
conservation & entretènement des
saincts Decrets de Constance & de Basse, conformes
aux Decrets des saincts Conciles anciens, &
l'acceptation & modification d'eux, qui fut faite en
la Congregation de l'Eglise Gallicane à Bou-
gues, présenta en icelle le Roy Charles VII. (que
Dieu absolve) est le bien, unifié, & conservation
des libertez & franchises de l'Eglise dudit Royau-
me & Dauphiné : & par conséquent que tous les
trois Estats representans les Nobles fondateurs &
Augmentateurs des Eglises, & les Archevesques
& Evêques, Collateurs, Abbez & Presticateurs
des benefices, & les Chapitres qui ont droit d'é-
lire, & le menu peuple, qui porte tout le faix
& la charge des aides de pecune, extraicte
de ce Royaume, ont grand interrest que rien ne
soit fait au prejudice de leurs SS. Decrets, soit par
reservations, ou provisions Apostoliques, graces
expectatives, au prejudice des élections & colla-
tions ordinaires, ou par expectation de vacans,
annates, menues servises, & finances de ce Royau-
me, ou par citations en Cour de Rome, cen-
sures Ecclesiastiques qui pourroient estre causé de
la distraction & vagation des sujets du Roy, au
prejudice des Collateurs & Juges Ecclesiastiques
& du Chapitre de *Causes*, contenu en leurs Decrets.
Mais depuis le trépas du Roy Charles VII. (que
Dieu absolve) grands inconveniens & entreprins
ont esté faiz par plusieurs de ce Royaume, sur
toutes les choses dessusdites, au prejudice des li-
bertez & franchises de l'Eglise de ce Royaume &
Dauphiné. Et par ce que le Roy à cause de sa Cou-
ronne, tant de droit commun, comme pour la
deliberation & la requeste de toute l'Eglise de
France & Dauphiné, soit comme estoient les pre-
decesseurs Rois, protecteur & defendeur des SS.
Decrets, libertez & franchises de l'Eglise de son-
dit Royaume & Dauphiné : neantmoins a esté
fait par nostre Saint Pere en cedit Royaume au
contraire, dont se sont ensuivis grands incon-
veniens.

Parquoy il est bien necessaire (comme il semble
aux gens desdits trois Estats) avoir recours en

celle necessité au Roy nostre souverain Seigneur,
comme protecteur & defendeur des droits & libe-
tez de sondit Royaume & Dauphiné. Et pour ce
luy supplie en toute humilité que son plaisir soit
de non les abandonner, & qu'il veuille (comme
il a offert) y donner ayde, port, & faveur, tout
ainsi & par la forme & maniere qu'ont fait ses
predecesseurs Rois, c'est à sçavoir le Roy Clovis,
saint Loys, Philippe le Bel, le Roy Jean, Charles
cinquiesme, Charles VI. & dernièrement Charles
VII. (que Dieu absolve) qui tous ont à leur pou-
voir defendu les droits & libertez de ladite Eglise,
tant au fait des élections, collations, colla-
tions, provisions, confirmations, & causes, qu'à
garder l'exécution des pecunes, par mandement
& provision de leur Chancelier, & remontran-
ce aux saincts Conciles, qui ont confirmé & ap-
prouvé lesdits droits & libertez.

Autrement si le Roy ne prend la defense pour
eux, attendu la qualité de leurs personnes, la puis-
sance & autorité du saint Siege Apostolique, ne
pourroit résister aux entreprins, & empesche-
mens qu'aucuns sujets de ce Royaume, & autres
ambitieux de benefices feroient aux élections, colla-
tions & aux pourveus par election ou collation ordi-
naire, par censures Apostoliques. Et par ce de brief
tout ce Royaume, qui est si bien bas & bien pou-
vre, seroit dénué & dépourvu de ce peu de pecu-
ne qui reste des evocations precedentes. Aussi se-
roient (comme avons ja veu) gens non lettrés ;
n'Ecclesiastiques pourvus aux benefices : & les
Monasteres & Eglises tourneroient (comme on
ja contincé) en ruine, & ce peu d'honneur
Ecclesiastique & discipline regulerait, qui est de-
mouré en aucuns lieux, periroit tant au moyen
des commandes octroyées par nostre saint Pere
le Pape à gens seculiers, & autres les dignitez & be-
nefices reguliers (desquelles commandes precedent
autres grands, innumérables & irréparables maux
& inconveniens qui seroient longs à reciter) ; com-
me par les molestes & contraintes faiz à plusieurs
Prelatz, & autres Beneficiers en ce Royaume : &
pour les pensions dont sont chargés plusieurs des-
dits benefices : aussi pour le desaut & negligence

que les Conciles provinciaux n'ont été célébrés en Provinces & lieux religieux dudit Royaume : & pareillement plusieurs personnes moineuses par citations, réservations, & autrement.

En protestant toutefois par les gens desdits trois Estats, qu'ils n'entendent eux départir de la filiale obédience de nostre saint Père, lesquels comme enfans de l'Eglise le veulent reconnoître comme Vicaire universel d'icelui Sauveur & Rédempteur, Jésus-Christ qui est le Chef de l'Eglise. Et pour ce qu'il ne répugne pas à obédience filiale, que si le fils se sent grevé du père, qu'en bonne crainte & révérence ne puisse faire la plaie à autre pour en advenir le père : les gens desdits trois Estats, qui se sentent grandement avoir été grevez par leur Seigneur Père spirituel, communiquant leur plaie & doléance au Roy nostre souverain père temporel, protecteur & défendeur contre tous ceux qui voudroient les empêcher en leurs droicts & libertez, contre & au préjudice des saints Decrets, & des saints Conciles.

Et pour ce requierent & supplient lesdits gens desdits trois Estats, au Roy nostre souverain Seigneur & Père de l'Eglise, qu'il luy plaie par ses Ambassadeurs & Commis exhiber l'obédience filiale à nostre dit saint Père, luy faire remontrer la pauvreté de ce Royaume, & les grands empêchemens qui ont été donnez depuis le trépas du feu Roy Charles VII. aux droicts & libertez desdites Eglises de France & Dauphiné, par aucuns impetrans des réservations, ou provisions, au préjudice dudit droit d'élire ; en fassent cesser de tout toutes pensions & commandes de benefices seculiers & réguliers : Et aussi remontrer la grand finance qui est partie de ce Royaume, & qu'il ne luy soit point à déplaisir si ledit Royaume & Dauphiné se feroient usent des saints Decrets, & de leurs droicts & libertez ; & qu'il luy plaie avoir pitié & compassion de l'extreme pauvreté & nécessité de ses humbles enfans, qui tousiours ont secourus de leurs perlonnes, & de leurs biens le saint seigneur Apollonique, quand il a été besoin entendre à la réintégration d'icelui. En luy offrant que s'il se fust aucunement grevé, & son autorité blessee en la pratique desdits Decrets, acceptation & modification d'iceux, lesdits trois Estats desdits Royaumes & Dauphiné sont prêts d'eux en submettre, & s'en submettre au dict & ordonnance du prochain saint Concile, deurement assemblée au lieu qui a été député par le dernier Concile.

Protestant qu'au cas que nostre saint Père voudroit aucune chose faire au préjudice de l'Estat, droicts & libertez dudit Royaume & Dauphiné, d'avoir leur recours audit prochain Concile advenir : auquel saint Concile & détermination d'icelui se submettent tous lesdits trois Estats en cette maniere. Et aussi si nostre dit saint Père voudrait entreprendre, ou dire aucune chose au préjudice de la réformation qui fut faite de toute l'Eglise universelle en chef & en membres, aux saints Conciles de Constance & Balle : ou qu'il voudrait aucune chose entreprendre sur les droicts & préeminences du Roy & de sa Couronne, d'en avoir & poursuivre réparation en temps & lieu.

Extraict des réponses faites par le Roy sur ledit Coyer.

Sur le Chapitre de l'Eglise n'a été donné aucune réponse, à cause de l'opposition faite sur aucuns des articles contenus audit Chapitre, par Messieurs les Cardinaux & quelques Prelats ; & est

ladite réponse demeurée indecise, julesques à ce que ladite opposition soit vuïdée.

Du Chapitre faisant mention du commun.

Pour le tiers & commun Estat, remontrèrent lesdits gens desdits trois Estats, que le Royaume a été évacué de son sang par diverses leignes, tellement que tous les membres sont vuïdés. Et comme ainsi soit que le sang est le soutienement de la vie corporelle, aussi sont les finances du Royaume le soutienement de la chose publique. Les membres sont le Clergé, les Nobles & les gens du tiers Estat, qui sont évacués & diminuez de finance, & n'y a plus comme point d'or ne d'argent autour lesdits membres, sinon aucuns qui ont été à l'enour du Roy, & ont participé de ses biens-faits. Et pour entendre d'où procede ladite extreme pauvreté de ce Royaume, est à sçavoir que depuis quatre-vingt ou cent ans l'on a guerres cellé d'évacuer ce pauvre corps François, par diverses & pitoyables manieres.

La premiere fut du temps du Pape Alexandre ; & Pape Martin, qui tellement évacuèrent credit Royaume en quatre ans, que durant iceluy temps tirèrent ainsi qu'il fut lors estimé, la somme de plus de deux millions d'or. Et pour couider estancher la merveilleuse évacuation des pecunes, furent faits certains Concordats, avec le Pape Martin. Mais l'on ne sçeut si bien lier la playe par Concordats, que la subtilité Romaine ne ouvrît la playe & cicatrices par non obliances & anferri ; tellement qu'insinse somme d'or & d'argent alla en Cour de Rome, dont furent conduites les guerres d'Italie entre les heritiers du Pape Martin.

La seconde maniere qui affoiblit ce Royaume si pieusement qu'il cuida perir, fut la guerre & division qui sourdit dès l'an 1407. & dura julesques en l'an quatre cent cinquante, laquelle guerre fut cause de la destruction, dépopulation, & quasi de toute la ruine & desolation de ce pauvre Royaume. Et si le Royaume estoit bien affligé d'une part, & si chevanee & perfonne divisée par les guerres d'autre part, fut encore lors durant son affliction l'argent évacué par Coursiers, par Collets deurs de décimes & Penfions Apolloniques, & les sujets veziez & travailliez en Cour de Rome : tellement que si le Roy Charles VI. n'y eust donné provision par ses Ordonnances qu'il fit l'an mil quatre cens & six, & l'an mil quatre cens dix-huit, par l'avis des gens des trois Estats, n'y fust rien demeuré.

Chacun sçait en quelle pauvreté estoit ce Royaume l'an mil quatre cens cinquante, que le Roy Charles réduisit tous ses pays en son obéissance. Et à la verité si la Pragmatique, qui fut reçue & accordée à Bourges l'an mil quatre cens treute-huit, n'y eust remedié, & que le Roy n'eust mis Justice sus, & discipline en Chevalerie, ce Royaume eust été à totale perdition sans jamais le pouvoir refondre. Mais moyennant l'aide de Dieu, & de la bonne prudence & conduite dudit Seigneur, on tira si bien la main à ce que les pecunes se payassent hors du Royaume, & le mit en telle paix, que la playe fut clofée, & ne vuïdoit pas la finance à si grande abondance : parquoy fut aucunement le corps de ce Royaume réduit à aucune convalescence, combien qu'il durast si peu que à peine eut-il temps ne loisir de renforçer aucune portion de ses membres : car au bout des dix ans que ledit Seigneur trépassa l'an mil quatre cens soixante & un, & reprit le corps de ce Royaume à perdre sa substance sans esperance de jamais le recouvrer.

Pareillement s'est vuide grand finance de ce Royaume, & est écoulée en Cour de Rome par celle grand place que fit le Cardinal d'Albi, quand il porta lettre du Roy défunt, que Dieu absolve, obtenu par mauvaise suggestion, par laquelle le Roy souloit tout le fait de l'Eglise, & les biens d'icelle en la volonté de nostre saint Pere, pour ufer en ce Royaume pour velles, sans avoir regard aux libertez de l'Eglise Gallicane, dont est écoulé infini or & argent à Rome : car en cedit Royaume y a cent & un Eveché, & n'y en a pas trois qui depuis le trépas du Roy Charles VII. n'ayent vacqué, & plusieurs deux ou trois fois, & n'y a celle l'une portant l'autre qui n'ait vunde plus de six mil ducats, c'est six cens mil ducats. Et quant aux Abbayes & Prieures Conventuels, qui sont plus de trois mille, n'y a guerres celle qui n'ait vacqué à cinq cens ducats l'une portant l'autre.

Lesdites sommes sont merveilles & innombrables.

Outre à cause des indulgences & decimes, des dépenses, & autres voyages en Cour de Rome, est parti grand quantité d'or & d'argent.

Semblablement depuis ledit temps sont venus trois ou quatre Legats qui ont donné de merveilles évacuations à ce pauvre Royaume, & voient mener les muets chargés d'or & d'argent. Et pour ce semble ausdits trois Estats que le Roy ne doit recevoir ledit Cardinal d'Angers, ne permettre que luy ou autre Legat entre en ce Royaume : car (Dieu merci) cedit Royaume est en si bon estat, union, & disposition, qu'il n'a besoin de Legat pour le present, & pour aucunes autres causes justes & raisonnables que l'on pourroit alleguer en cette partie.

Extrait des plaintes du Roy Charles VIII. de l'augmentation des taxes pour les Expéditions de Cour de Rome. 1495.

XXVII. **P**rimo in eo quod in expediendis litteris Apostolicis pro subditi dicti Regni, non servabatur taxa antiqua, in grave prejudicium doctorum subditorum. Secundo, quod multipliciter officiales pro expediendis dictis litteris Apostolicis. Tertio, quod creaverat (scilicet Papa)

triginta secretarios pro expediendis, quæ omnia prius per unum expediebantur. Quarto de censuris Ecclesiasticis à iudicibus Romanæ Ecclesiæ interdictum juri ordine non servato fulminatis. Item de excessu Annatarum. Item de locis suppeditis interdictis.

Jacques Capet en son Traict des Libertez de l'Eglise Gallicane, ecrit H. & l'Avia des Gens du Roy du Parlement de Paris de l'an 1386. plus bas en ce Chapitre, num. 37.

Au Chapitre XLII de ce Recueil, il y a deux Altes d'appel interjettes par l'Université de Paris, par liberte Exclésiastique, & Ecclesiasticorum immunitates, contre compositions & exactiones decimarum factas sub Innocentio VIII. ann. 1494.

Le Roy demande avis à la Cour pour mettre ordre que l'argent ne soit porté à Rome pour plusieurs Provisions Apostoliques.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi dix-neufième Mars 1495, les Chambres assemblées.

XXVIII. **A**ujourd'hui en la grande Chambre est venu M. l'Archevesque & Duc de Rheims Chancelier de France, accompagné des Maîtres des Requêtes, & a remoulté à la Cour que le Roy à son parlement luy a donné charge de venir en la Cour, & faire plusieurs remontrances touchant aucunes matieres, lesquelles sont de grande consequence. Et premierement, touchant les graces expectatives dont l'on use au pays & Duché de Bretagne, par le moyen desquelles provisions, tous les deniers de ladite Duché sont évacués & portez en Cour de Rome, au grand décriement dudit pays, & contre le vouloir du Roy, & pour y obvier, le Roy estoit délibéré d'y pour-

voir par Conseil, & de ce vouloir avoir avis de la Cour. Secondement, après lesquelles remontrances ouïes par ladite Cour en tout silence & reverence, a esté répondu par Monsieur le Premier President aux points & articles propozez, très-élegamment & par ordre ; & quant au premier point a dit, qu'en tant que touche lesdites provisions Apostoliques qui s'obtiennent en Cour de Rome, des benefices qui sont au pays & Duché de Bretagne, seroit expedient d'en parler à la Cour. Toutefois sur cet article a depuis semblé à la Cour, que l'on en doit user ainsi & par la forme & maniere que l'on en use es autres pays de ce Royaume.



Secunda appellatio, vel potius iustissima defensio venerabilium Virorum, Decani & Capitali infirmis Ecclesia Parisiensis, decreta atque interjecta adversus Decimalem impositionem, temporibus sanctissimi domini nostri domini Alexandri Pape sexti factam, nullo Episcoporum ac Cleri eorundem consilio & consensu habito, sed contra Ecclesiastica formam Regulam, & sacras Patrum Constitutiones: atque ad generalem & universalem orthodoxæ Matris Ecclesiæ Synodum congregandam propter expeditionem in Turcas, si fieri debeat (ut ob talem Decimæ Papalis impositionem sæpe jam confecta est,) & ad ejusdem Christi dilectissima Ecclesia in capite & in membris utilissimam, imò pernecessariam & præambulam reformationem, cunctos fideles, & præcipue utriusque Hierarchia Principes cohortans atque obsecrans. 1501.

XXIX. **I**N nomine Domini, Amen. Per hoc præfens publicum instrumentum, cunctis pateat evincere & sit notum: Quod anno ejusdem Domini millesimo quingentesimo primo, nocte Gallicano computando, Indictione quinta, mensis vero Martii die decima nona ante Pascha, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris & domini nostri domini Alexandri divini Providentiæ Pape sexti, anno decimo, in nostrum Notariorum publicorum subscriptorum, & testium infra nominatorum præsentia, personaliter constitutus providus Vir Joannes du Bois, Notarius Curie Episcopalis Parisiensis, & Procurator literarum fundatus, nomineque procurator venerabilium & circumspendorum Virorum Dominorum Decani & Capitali infirmis Ecclesiæ Parisiensis, modo & forma contentis in quodam folio papyreo per eum tradito, provocavit & appellavit, cæteraque fecit contenta in eodem folio, cujus tenor sequitur.

Cum sacrosanctæ universali Ecclesiæ nulla sit aut esse possit major auctoritas, firmitas, aut potestas, quam ubi in sacris generalibus Conciliis, Spiritu sancto dirigente & præsidente, congregata estis subtilisque dictorum sacrorum Conciliorum determinationibus, omnis Catholica veritas nuteat, nullaque sit veritas ad salutem dirigentis certa & infallibilis regula, si congregata licet in unum Ecclesiæ, imò Spiritus sancto non credimus, dicente & palam testificante summo illo sacrarum Literarum interprete Augustino, *Evangelio non credemus, nisi auctoritas Ecclesiæ nos compelleret*: sitque omnibus notissimum, per plura sacrosancta generalia Concilia, præcipue per saluberrimum & irrefragabile Constantiense Concilium, & eidem immediatè subsequens Basiliense oraculum decretum, declaratumque fuisse (ad dubia patrum mentium exsuperanda, noxiisque in contrarium, & adulescentes summo Pontifici fallaciter abolendas) omnes ejusmodique sine illius, dignitatis & potestatis, etiam si prima sit & Papalis, statutus & ordinationibus dictorum sacrorum Conciliorum teneri, ligari & assergi: ita ut si in contrarium quisque facere audeat, & attineat, etiam si Romanus sit Pontifex, nullam sit & inefficax quod agit, aut excommunicare seu fulminare se dicat, nullumque roborem & momentum, præter id quod etiam de perpetuo anteat, præferim si Ecclesiam turbet aut scandalifiet, & emendationi & correctioni universalis Ecclesiæ (cui primū haberi & congregari sacrum quoddam Concilium potest) deferri ac subijci potest.

Et nunc sit palam, sanctissimum dominum no-

strum Papam modernum Alexandrum (prout certi ab eo delegati & subdelegati Nuntii & Commissarii asserere & affirmare intuerentur) decrevisse atque imponi mandasse certam grandem & inmensam pecuniarum Collectam, quam Papalem decimam vocant, ad verum & integrum, ut aiunt, valorem, & secundum veram æstimationem, super omnes Ecclesias & Ecclesiasticas personas, signanter hujus Christianissimi Francorum Regni ac Delphinatus cæterarumque terrarum & dominiorum Domino nostro Regi subditorum, nulla super hoc Episcoporum & Cleri Gallicanæ Ecclesiæ, vel saltem singularum Diocesum consensione aut convocazione habita. Sed sicut Principes gentium dominantur eorum, & qui potestatem habent onera & vectigalia exerceant in eos, quod utique dominandi genus longè à divinis eloquiis abhorret, ipsique Evangeliorum luce à Pastoribus Ecclesiæ rejectum est; nec minus jam dictorum sacrorum Conciliorum Decretis damnatum, atque explosum, nec immeritò. Quis enim ferat quos dominus Majestatis, ut exemplo suo ad humilitatis culmen provocaret, seipsum etiamque & formam fieri accipiens, non Reges aut Dominos, sed Pastores & Episcopos quali Curatores & Superintendentes appellari, insinuatque voluit, velut dominantes in Clero, & non forma facti gregis, imò nec Dominici gregis quemquam pro libito in pecunias taxare & exigere, sperito etiam Cleri, & totius gregis consilio & consensu. Et quicquid de quaque se voluerint aut mandaverint cœtera sacratissimas etiam Patrum constitutiones & inhibitiones, non pro humano jure, aut more Principum feculi, sed pro divina & inviolabili lege teneri & sanciri: ita ut, quod etiam pro divinis & immutabilis legis non sit, si quis secundum eorum mandata, ad verum & integrum valorem, taxationem seu impositionem non solverit, aut unumvoca vel apicem præterierit, pronus talem ab Ecclesiâ & communione fidelium rescindere se dicant, & cum Dathan & Abiron in profundum inferni patrum habere decernant.

Quam impetratam & omnium malorum radicem, atque parentem avaritiæ cupiditatem, ab Ecclesiâ, & præferim à summo Pontifice, & Curia Romana, dicta sacrosancta Constantiensis Synodus extirpare volens, perpetuo Decreto statuit & ordinavit, ut quemadmodum secundum Latæranensē Concilium nulli cuiuscumque sit auctoritatis vel dignitatis, super Clerum & Ecclesiâ etiam pro communibus & urgentibus necessitatibus onera vel collectas imponere, aut exierit licet, absque consensu Episcopi & Cleri, Romanoque

quoque Pontifice inconsulto; idem per omnia sit, dicto Romano Pontifice hujusmodi collectas, vel onera imponere aut imponi mandare, confectis Episcopis vel Cleri non accedente. Episcopi vero li contra prædictum Lateranense Concilium, vel prædictam Synodalem constitutionem imponendo vel imponi consentiendo vel exigendo fecerint, eadem sancta Constantinensis Synodus tandem ex ipso facto ingressum Ecclesiæ interdictit, donec Ecclesiæ, & Ecclesiasticis personis plenam fecerint satisfactionem. Ulterius ne eorum serapulus aut dubitationis occasio remaneret, prædicta eadem Synodus in Spiritu sancto congregata, alio Decreto quod incipit, Cum paterna pietas, statuit & declaravit hoc verbis omnibus Christi fidelibus, præfatum Ecclesiasticis personis, dicens & promittens, *Cam paterna pietas filiis providere debeat, licet talis necessitas urgentis reddi debeat necessitate laudabilis, declarat sancta Synodus, non licere Romano Pontifici indictiones seu exactiones quasvisque super Ecclesiam imponere per modum decime, vel alias quovis modo. Si vero causa necessitatis acciderit, propter quam esset eadem debuit subveniendum, vocato generali Concilio, secundum quod expeditum videbitur & utile, secundum Decretum Concilii providendum eidem.*

Quod utique Decretum non de novo aliquid statuit, sed veritatem declarans procul dubio errorem illum amputare voluit, quo fortiter à nonnullis præteritum, ut decima decima summo Pontifici in lege genere perfectæ libertatis (umbraque jam Mosaicæ veteris legis servitutibus penosissima Christi morte deleta) deberetur aut solveretur. Neque minus ob id etiam factum esse tale Decretum constare potest, ut quoniam frequens generalium Conciliorum celebratio agri Domini præcipua cultura est, neglectus verò deformatio atque dissipatio (ut & prætorum præfatum temporum detrimenta docent) hoc præteritum imponere decime cunctis Romanis Pontificibus, si forte tam imponendam affectarent, congregandi universalis Concilii occasio necessitate incellet; Sponsaque Christi ipso universalis Ecclesiæ sic congregate, id honoris, singularisque præeminentis locum deservere consueverunt, ut si quid forte tam arduum contingeret quod omnes tandem, universitatem statum, commodum aut incommodum spectare videatur, ipsius universalis Concilii, atque veritate testante, supremo, insubstituibile judicio deliberandum, determinandumque committerent; eoque pacto non se jam terum dominos ac omnipotentes, & quibus à nemine dici posse, cur ita faciat? Sed Domini sui Christi sponse similes, fervoremque Dei servos non verbo & lingua, sed opere & veritate faterentur.

Quid si unquam congregandi Concilii causa vel occasio subesse possit, quæ major aut evidentior afferri poterit, quam ut totis Christianæ Reipublicæ viribus ac copiis in Turcas, populosissimam gentem, omnique Christiano infestissimam, congregando quædam sit? hoc enim colere hujusmodi decimatum impositionem causâ prætextu, consiliumque foret. Sed quis est, non dicam eam rerum humanarum impudens, sed potius divinorum judiciorum oblitus, factorumque eloquiorum incipiens, ut in hoc bello non armis spiritualibus potius quam corporalibus certandum putet: ac contra carnem & sanguinem, & contra spirituales nequias, atque hujus aeris tenebrarum harum potestates, bellum pugnamque præparare? Nec pugnae ac victoriæ populi Dei contra Ama-

lechs meminerit? Quid si id genus bellandi est, ut puritate precum atque innocentia potius quam ferro certandum sit, nonne in primis generali in capite, & in membris Ecclesiæ reformatione, & ob id ejus convocacione ira Dei placanda est? nonne hujus sæculi pompis, ambitionis, avaritiæ, spuriæque luxuriæ, (quæ vicia non Romæ tantum, sed ubique terrarum inter Christianos aperissime vigent) antea exorcizandum & oblitendum? Nonne Episcopis, Primatibus, cæterisque Ecclesiarum dignitatibus, quæ in totius gregis Domini cõsolacionem, Christianæque nominis irrisiõnem, non scientiam aut virtutis defensionem, sed generi & parentelæ, sed invidiæ nobilitati, sed pecuniarum largitioni, sed heu! jam patriæ ac infamie commertum, aliter providendum? Nonne à blasphemis, supris, adulteris, secularium ac Ecclesiasticorum administrationum venditionibus, inulibus, debilibusque oppressiõibus cessandum? Quid si infesto mari nemo bellandi peritus navale bellum committere audeat, quid tot flagitii, criminibusque infensa, offensaque militia celesti, & adverso nobis Damno exercitum, superbi atque clari pontis, quàm fortes non tacere potius aut potius confingimus? An non, quæ nuperim apud Mithilem tam temerari quàm infelicitate gesta sunt, fatis hæc comprobate videntur?

Saluberrime finè divinitusque spirante Dei gratia, Constantinensis illa Synodus futura mala, temporaque nostra præsentia, nihil in hujusmodi universalibus casibus, & quæ totius Ecclesiæ jus potiusque continet, nisi & decreto Romani solius Pontificis, sed vocato generali Concilio, quod expeditum unumque videretur secundum Decretum Concilii fieri providere mandavit: omnique causarum sacrum convocandi generale Concilium (ut ex his quæ jam prædicta sunt conjici potest, ac gestorum Historiæ docent) urgentissima potissimique illa est, si consensus omnium Ecclesiarum sumpta, ac copis in Turcas movendum sit.

Hinc igitur ac plurimis aliis justissimis & æquissimis permotus rationibus, ego Joannes du Bois Procurator in foro Ecclesiastico Parisius, ac Procurator & nomine Procuratorio venerabilem & circumspicuum Virorem Dominorem meorum Decani & Capituli insignis Ecclesiæ Parisiensis, præmissis prelationibus in talibus fieri solent, adhærendoque appellationibus juxta prædicta decimati impositione, & excommunicationibus, tam per præfatos Dominos meos, quàm per aliam Universitatem Parisiensem, aut eorum Procuratores factis, & rationibus, quæ ad longum scilicet in eisdem digestæ & redactæ sunt supplens, & hic pro repetitis in quantum opus est habuit; adhærendo etiam appellationis consilissimæ ac difficilissimæ vii Procuratoris domini nostri Regis in sua suprema Parlamenti Curia, non sine maturo & præparandi consilio, ac pro totius hujus Christianissimi Regni commodo interpositæ, ac nonnullorum, plurimorumque ex dictæ Gallicanæ Ecclesiæ Prelatis, Capitulis ac Monasteriis, à quibusdam monitionibus aut comminationibus vigis & incertis de solvendo quandam decimam Papalem ad integrum valorem, & secundum veram estimationem, nullaque certa summa expressa dictæ præsentis decimati affirmationis, factis per quemdam Stephanum Barazin fe gentem pro Presbytero & Choralis Ecclesiæ beatissimi Pauli Lugdunensis, & ad requisitam vel mandatum cupidam Ludovici Per-

reli Laici magis quam Clerici, (ut ex ejus non Clericali, sed merè Laicali habitu, prima facie videbatur) pro Consulario vel Delegato in receptione, & solutionis compulsiōe dicte decimæ se gerentes, nullis tantum offensis vel exhibitis per dictos Barones & Percei lateris dicte decimæ impositionis, sed tantum quibusdam Commissionis aut Delegatorum litteris dicti Percei, pro dicta receptione vel compulsiōe, tanquam à nullis & iniquis ob prædictis & alias causis, ac contra prædictorum Conciliorum Decreta, postque prædictas legitimas appellationes attentatis, prædicto nomine Procuratore, ac omnium & singulorum Dominorum meorum, omniumque dicte Ecclesie habitatorum & fidelium, & aliorum quorumcumque adherentium, & adherere volentium, ad prædictum sanctissimum dominum nostram Papam mediis consulendum vel consulam, & sacrosanctam Synodum universalem primò celebrandam, ad cupis convocationem omnes & singulos fideles Christianos, & præferim utriusque polius Principes pro Dominum Jesum Christum omnium iudicem futurum rogamus & obsecramus, siquid moveat eos honor Dei & Ecclesie sue decus ac libertas, pias manus porrigere adiutores, necnon supremum domum nostrum Regem Christianissimum Ecclesie libertatis conservatorem pulsum, & ad ejus supremam Parlamentum Curiam, ac ad illam vel illos, ad quem sua quos de jure vel consuetudine mihi in hac parte provocare & appellare licet, recorro, provoco & appello in his scriptis Apostolicæ à vobis dominis Notariis fidelem testimonialis, & tales quales mihi de jure & consuetudine dare poteris, peto & repeti instantem, instantius, & instantissimè, protestando de attentatis loco & tempore prosequendis. Et quia hanc habitationem profecti potero per viam nullitatis, iniquitatis, excessus vel abusus, aut aliam quam ex his duxero, eptione mihi seu dictis Dominis meis semper reservata, poscendo etiam me, & dictos Dominos meos, eorumque Procuratores & Advocatos, ac omnes fideles etiam adherentes & adhaerens quoscunque rationi, protectioni, & salvaguardia communis & singulorum præmissorum, ad quos duxi appellandum, addendi, diminuendi, corrigendi, & in melius reformandi, omnique alio jure beneficio mihi appellantis nomine quo super, semper salvo.

De quibus omnibus & singulis super dictis præfatis du Bois nomine Procuratore prædicto petiit & Notariis subscriptis sibi licet publicum instrumentum, usum vel plura. Acta hæc fuerunt in Ecclesia Parisiensis sub anno, indictione, mense, die & Pontificatus prædicti. Præfentibus ibidem Magistris Hardoyno Masculi in Legibus, & Joanne Ripault in Decretis Licentiatum, Turonensis Decretis, & de Parisiis oriundo, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

Ego Joannes Boetier Clericus Camotensis Diocesis, Artium Magister, publicus Apostolica & Imperiali auctoritatibus, Curiarumque Episcopalis, & conservationis Privilegiorum Apostolicorum Universitatis Parisiensis Notarius Juratus, quia præscripsit appellationis interjectionem, ceterisque præmissis cum Notario subscripto & testibus super dicta præfata sui, huic publico instrumentum, manu mea propria scripto, signum meum publicum apposui hic me subscribendo requisitus. *Sic signatus, JOHANNES BOETIER.*

Et ego Joannes Baillart Clericus Parisiensis, in Artibus Magister, publicus Apostolica & Impe-

riali auctoritatibus, Curiarumque Episcopalis, & conservationis Privilegiorum Apostolicorum Universitatis Parisiensis Notarius Juratus, quia præscripsit appellationis interjectionem, ceterisque præmissis cum Notario & testibus super dictis præfatis sui, huic publico instrumentum inde confecto, signum meum publicum & conductum apposui hic me subscribendo requisitus. *Sic signatus, JOHANNES BAILLART.*

Decanus & Capitulum venerabilis Ecclesie Parisiensis, omnibus & singulis Presbyteris & Notariis nobis subditis, ac aliis ubilibet contentis, salutem in Domino. Si quisquam alium, ut Bonifacium ad Decanum Aurelianensem referre verbis utamur, bonis suis mundanis iniuste spoliare, vel ea violenter occupare præsumpsit, omnes leges, omniaque jura claram vim vi repellere licet, cunctisque se defendere permittunt; quanto magis pro spiritualibus & ad animæ salutem pertinentibus bonis injuriis, vimque spoliare debemus; & præsertim cum quis alium à communionem fidelium, & à conformo civitatis Dei contra jus, falsè spoliare & extrudere nitatur. Atque ut ulterius dicte Bonifacianæ Constitutionis verba prosequamur, cum licet cuiuslibet vicino suo vel proximo pro repellenda ipsius injuria suis impetiri auxilium; imò si potest & negligit, videtur injuriarum fore, ac pariter esse culpe: nonne cuiuslibet licet suo proprio libenter subvenire auxilio, sique propria spirituali aut temporali se defensione tuen, præsertim in causa necessitatis, & ubi contra vim manifestam & injuriam alia jura remedia desit videntur. Quod si hoc auxilium & divino & humano jure privatus hominibus concessum est, & cum alia prodele possunt, sine culpa negligere non licet, quanto magis his qui præsent, & ordinari singuntur Jurisdictione, quorum officium est, (præsertim Ecclesiasticorum) pro viro se opponere, & ex adverso ascendere pro domo laici.

Cum igitur nuper pretextis quorundam præfatarum Bullarum à Curia Romana, ut ferret, emanatarum pro quadam impositione Decimæ (minimè super hoc convocato Clero) & contra sacrorum Conciliorum Decreta, & præsertim sacrosancti Confluentis Concilii, contraque appellationes legitimas, & omnium Ecclesiarum libertates, quædam dicantur late aut promulgare de facto excommunicationis censuræ, quæ cum nullo jure subsistent, nullisque sunt roboris & momenti; easdem pro majori cautela & ad bonarum mentium serenitatem, quarum plenamque est timere culpam ubi culpa non est, à nonnullis nostræ Jurisdictionis subditis requisiti sumus, quæsumus talium promulgationum & censurarum, quæ manifestum vult, injuriam & errorem continere, auctoritate nostra ordinata, specialiterque ex auctoritate diclorum sacrorum Conciliorum, quorum quilibet ordinarius ex officio debet, quantum sua, subditorumque suorum interest, executor & protectores esse debet, nullitatem, invaliditatemque pronuntiare & declarare vellemus. Nos hujusmodi petitionem justam, omnique juri tam divino quam humano consonam esse censentes, ad dictarum bonarum mentium cautelam & serenitatem, nostrorumque subditorum tuclam & levamen, prædictas censurarum monitiones & fulminationes prætextu dicte impositionis Decimæ, nullas, ac de facto & non de jure laas, nullisque esse, hisque momenti declaramus & pronunciamus: omnes subditos nostros in quantum opus est, & prout de facto tales contra eos censuræ late aut

promulgare sunt, de factis etiam absolventes, & absolutos declarantes. Datum & actum in Capitulo nostro, sub sigillo nostro ad causas, anno Domini millesimo quingentesimo primo, die Sabbati de cima zona Marti. *Sic signatum*, de mandato Dominorum, RAOULIEN.

Cy-dessus appert les monitions, censures & excommunications, que certains Commissaires, & Collecteurs de la Decime se disoient avoir fai-

tes contre Messieurs les Doyen & Chapitre de l'Eglise de Paris, Maître Jean Aymer Curo de la Magdelaine, & tous autres subjets & habitez de ladite Eglise, entre nulles, de nul effet & valeur, & contre l'autorité & declaration des saints Decrets & Conciles de saincte Eglise auxquels nostre saint Pere le Pape & nos (Cherriers de quelque estat qu'ils soient) sont sujets & tenus de obeyr. *En veteri editione.*

Le Clergé d'Espagne en l'année 1533. interjeta appel de l'imposition ordonnée par le Pape Adrian VI. de la quatrième partie des revenus des benefices d'Espagne, dont voici l'acte.

In nomine Domini Amen. Anno à Nativitate Domini 1533. Indictione 11. die verò Mercurii 29. mensis Julii, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris domini nostri dom. Adriani divini providentia Papæ VI. anno 2. in insigni oppido Vallisolei Palatin. Diocesis, ac coram Reverendissimo in Christo Patre domino dono Antonio de Rofas, miseratione divina Archiepiscopo Granatensi, prout Judice Consultissimo Apostolico, per sanctissimum dominum nostrum Papam super recuperatione quartæ partis omnium & singulorum fructuum, reddituum & proventuum Ecclesiasticorum horum Regnorum, Castellæ, Legionis, Granatæ, Arragonum, & Navarræ, ut dicitur, depurato, & principaliter ac generaliter in dictis Regnis Executores nominato in hospicio suo existentem, ac in mei Notari publici, ac totius Congregationis Hispaniæ Ecclesiarum ad hoc in dicto oppido congregatæ Secretarii, testamur infra scriptorum ad hoc specialiter vocatorum & rogatorum presentia, personaliter constitutos venerabiles viros dom. Baccalarium Joannem de Caceres, Collegatæ Ecclesiæ B. Marie dicti oppidi Vallisolei Canonicum, nomine totius Congregationis Ecclesiasticarum personarum Hispaniæ, & Reverendis Patribus & dom. Petro Zuñes de Guzman, & Licentiatum Petro de la Penna Canonicis S. Toletanæ Ecclesiæ, & Baccalarium Dudaco de Soto Compellellanæ Ecclesiæ Canonicum, ac Didaco de Paz Archidiaconum de Trevino, & Licentiarium Galfiorem de Hiescas Canonicum Burgen. nec non Antonium de Obregoa Canonicum Legionen. & Nunon de Nobes Canonicum Aurien. pro dicta Ecclesiâ, ac Licentiatum Bernardinum de Noca Archidiaconum de Sepulveda & Canonicum, & Jo. de Pontigoso Portonarium Segovien. nec non Licentiatum Jo. Rodencium de Peralta Canonicum Gioven. & Licentiatum Bartholomæum de Cantoral Canonicum Alfontensem, ac Alfonso Ferdinandum de Madrid Archidiaconum del Alcor & Canonicum, & Doctorem Jo. Perez de Sanoyo Canonicum Palatin. nec non Alvarez Carillo de Albornoz Archidiaconum de Olivedo & Canonicum, & Alfonso de Kenar Escalatico Abbatem, & Antonium del Poso Decano Cordubensem, ac Francisco de Salazar Archidiaconum de Medina, & Ferdinando de Royas Abbatem S. Columbæ Saguntin. nec non Pronotarium Petro Jordani Thesaurarium, & Baccalarium Fructuosum Sabripore, & Canonicis Evrenen. & Francisco Sancti de Palencia Archidiaconum de Alva, & Baccalarium Rodencio de Onaya Canonicis Salamantin. ac M. Alfonso Polo & Mosen Jo. de la Pando, Canonicis Conchen. & Jo. de Silva Archidiaconum de Sabngal, & Licentiatum de Abbad Rodrigo, Cononicis civitatum, nec non Rndencio de Mendoa Archidiaconum de Gordoa & Canonicum Oncten. ac Ludovicum de Temunon Canonicum Juarenen. necnon Licentiatum Francisco Peza de Hecia, Canonicum Cauren. Metropolitanarum & Cathedralium Ecclesiarum, vi-

ros & nomine eorum, ac personarum Ecclesiasticarum tam secularium, quam regularium utriusque sexus, ac hospitalium, confratrum, & aliorum piorum locorum, Ecclesiarum ac totius Congregationis Procuratoribus constitutis Procuratoribus, ac dictorum dominorum Procuratorum eorundem Ecclesiarum principaliter constitutis, prout de ipsorum Procuratorum Ecclesiarum procuratorum instrumentis, coram me infra scripto Notario productis & per me servatis, aliis extant facta fides, & de cupis procuratorum mandato per me dictum Notarium & Secretarium recepto idem Dominus Joannes fidem scripti legitimitatem, & quando appellationis, provocacionis, reclamacionis & supplicationis paperi cedulam, quam in dictis manibus habebat, prefato Reverendissimo domino Archiepiscopo prefecit, insumavit & notificavit, ac ad ejus notitiam deduxit & deduci voluit, ipsamque cedulam per me dictum Notarium legi petuit. Cujus quidem cedule appellationis tenor de verbo ad verbum facillime sequitur, & est talis.

Cum nonnumquam Romani Pontifices certis fœdantibus causis decreverint, quæ rempore sua deinde, & cognita plenius veniant, & in melius reformare, seu alias prout negotii qualitas erigit, in totum tollere minime dedignetur, propterea cum multorum fide dignorum testimonio pervenient ad noscam reverentiam ac circumspectum virorum Decanorum, Capitulum, Canonicorum, aliarumque personarum Ecclesiasticarum Metropolitanarum, Cathedralium, Collegiarum, & aliarum Ecclesiarum & Monasteriorum, quod sanctissimus in Christo dom. noster Adrianus PP. VI. unam integram quartam de fructibus, redditibus, & proventibus Ecclesiasticis presentis anni 1533. ab omnibus & singulis Ecclesiis supradictis, Capitulis, Monasteriis, Hospitalibus, singulisque personis Ecclesiasticis & Religiosis, Hospitalibus, & aliis locis pias persequend. imposuerit in Regnis Castellæ, Legionis, & aliis Regnis Castellæ potestati Caroli Imperatoris, & Regis domini nostri subjectis, prout in bulla super hoc à sanctitate sua concessa, cum certis censuris & penis plenius continetur, ejus tenore habito pro incerto. Nos igitur Procurator & Procuratorum nomine dictorum Decanorum, Capitulum, Ecclesiarum & Ecclesiasticarum personarum, Monasteriorum, Hospitalium, & aliorum piorum locorum, & eorum nobis adhaerentium & adherere volentium, infra Ecclesiam nostram hujus oppidi Vallisolei Palatin. Diocesis in Capitulo dictæ Ecclesiæ in Domino congregatis, sententes ex impositione dictæ quartæ partes dictis principalibus nostris, & nobis, totisque illarum partium Clero prejudicium non modicum & gravamen generare, gravarique & ladi amplius sperantes, ad supplicationis remedium recurrere decrevimus, ut tali remedio dictæ Ecclesiæ, Ecclesiasticæque personæ, principales nostri, & nos

cum ipsis paciter premunitis in nostris privilegiis & exemptionibus per sanctitatem domini nostri Papæ munimur & conferemus.

Provoluit igitur genibus sanctissima dom. nostro supplicamus, quatenus more patris ab impositione & exactione quare huiusmodi abstineat, illamque revocare dignetur, ex causis & rationibus in hac nostra supplicatione contentis, & ex aliis suo loco & tempore deducendis.

Primo, quia hęc impositio quartæ expressè est contra Decretum Martini Papæ V. in Concilio Constantensi Spiritus sancti grati in Domino congregato, quo inter alia cavetur expressè, nullam decimam vel subsidium super universo Clero generaliter per Sedem Apostolicam in futurum imponi debere, & absque consilio & assensu & subscriptione S. R. E. Cardinalium & Prælatorum, quorum consilio commodè haberi posse, nec specialiter in aliquo Regno vel Provincia, inconfutis Prælati ipsius Regni vel Provincie, & ipsi consentientibus vel eorum maiori parte, quod minime in huiusmodi quartæ impositione factum esse discipulatur.

Præterea cum fidei record. Sixtus Papa IV. pro certa pecunie quantitate loco cupidam charitativi subsidii, quam à Clero ipsorum Regnorum pessus de causis & evidenti necessitate arguit habuit & recepit, eorum proprio & de certa scientia dictum Clerum Castellæ & Legion. ab omni decimarum & subsidiorum solutione tam per se quam per alios Rom. Pont. successores suos imponend. in futurum liberavit & absolvit, ac immunitatem esse statuit, & declaravit; quod vim contractus seu obligationis inter Rom. Pontifices, & ipsum Clerum constat obtinere, ad cuius observationem etiam successores sui saltem ex quadam naturali equitate tenentur.

Præterea cum ex decimis & redditibus Ecclesiasticis dictorum regnorum Castellæ & Legionis Ecclesiæ debitas, & Clero, eorum seu partem, quam vulgo tertias appellant, concessione Apostolicæ Reges dictorum Regnorum pro continuo bello contra infideles singulis annis perciperint, prout Cæsarea & Majestas Regis Caroli Regis percipit de present. hęc subvencio & subsidium sufficere deberet pro bello contra Turcas infideles absque nova quartæ impositione, quod apostilum gravamen esse luce clarius constat.

Præterea manifestum est, Magistrum S. Jacobi & de Calatrava & de Alcantara, & Prioratum S. Joannis cum omnibus Commendis dictorum Magistratum & Prioratus, ex redditibus & proventus Ecclesiasticis proveniat, & ex illis fuisse & esse fundatos & institutos, ut Reges Hispaniæ bellum continuum contra infideles sustinerent. Cum igitur dicti Magistri & Commendæ ad magnam quantitatem reddituum accedant, magnique redditus & decimæ ex fructibus & redditibus Ecclesiasticis ad effectum belli supradicti extrahantur, ex quibus dictum bellum contra Turcas nationes exerceri & sustineri posset, coadjuvantis tertius supradictis, quis dubitat quod si insuper quarta ab Ecclesiis Ecclesiasticisque personis exigatur, maximum damnum & dura calamitas eis immineat.

Deinde ex dicta quartæ impositione in istis Regnis Hispaniæ aliud onus & gravamen intolerabile oritur, quia cum Regnis Italiæ & aliis Regnis & provinciis dicto periculo, & bello Turcarum vicinioribus, & quæ majus incommodum & detrimentum expectant, sola decima imposita est. Ex qua licet maximum non cessat gravamen, in qua

urgent rationes, & causæ supradictæ, si in istis regnis imponeretur; deterrus tamen & incomportabilis est, quod in istis Regnis non solum decima, sed & quarta exigatur à Clero, cui dictum bellum contra Turcas non incumbit, remotiones enim sunt à periculo & bello Turcarum, & ideo omnino essent aliæ contributiones liberandæ, saltem dictæ Ecclesiæ & Monasteria, & alia pia loca cum dictis Capitalis & personis Ecclesiasticis & Religiosis dictorum Regnorum.

Insuper cum retroactis temporibus multa crudelissima bella viguerint, maximasque iacturas & calamitates civitates & incolæ dictorum Regnorum ab infidelibus Saracenis sustinuerint; nunquam tamen visum neque audire est, quid ab aliis Regnis, saltem à Clero ipsorum, sit ali-quod subsidium vel saccurus impensis & injus-tum igitur esse videtur, quod ab eis pro dicto bello Turcarum quantum prædictam exigant, præsertim quod tam in bellis Regni Granatæ & aliorum Regnorum & Provinciarum Africæ viciniorum continua bella & depredationes viguerint & vigeant, & multorum Christianorum quotidie captivitates videantur, quod fieri dolendum est, si dicta quarta solveretur ad bellum contra Turcas, cum necessitas propinqua immineret, exactis & consumptis pecuniis dictorum Regnorum, impossibile esset dicto discrimini & periculo subvenire, quod contra rationis examinem esset, cum ibi majus periculum veritus ibicursus sit agendum, & cum propinquis & vicinis potius sit subveniendum quam extraneis, & remotis.

Deinde si sanctissimus dominus nostris memoret esset pauperum & egenarum Cleri ipsorum Regnorum, quæ ipsi & omnibus est nota, præsertim quantas Clerus calamitates, depredationes, usurpationes decimarum, & fructuum Ecclesiasticorum à communis civibus ipsorum Regnorum isticas, non urique credendum est, cum afflictis non sit danda afflictio, quod dictum Clerum alia vacatione permitteret molestari.

Præterea quis dubitat dictam quartam esse inodiatam & incogitatem, nunquam ullis retro temporibus visum, & novum genus esse exactionis, & ex ejus impositione maximum scandalum toti Ecclesiæ, & personis Ecclesiasticis ipsorum Regnorum generari, magnæque inconvenienciæ ex dicta impositione sequi posse? Cerum enim esset subvencio pauperum peregrinorum, refugia, & elemosinarum largitiones, templorum erectiones, & reparationes cessaturas, & maximam diminutionem perpessus: quis ignoret Monasteria Monialium, quæ sine dicta quartæ impositione pauperissime erant, omnino fuisse peritura, ipsique Moniales, quod deterius est, factas domos exituras, hospitaliaque quorum redditus via pro-medica infirmorum alimonia sufficiebant, dictis elemosynis & alimonia morem incurfuros; ipsique Dei pauperes variis languoribus cruciatus, quam citius horridam mortem incurfuros; totamque nervum Ecclesiasticæ disciplinæ turbati; quæ omnia cum ad notitiam domini nostri pervenerint, absque dubio dictam quartæ impositionem omnino cessantem speramus.

Præterea cum Cæsarea Majestas Caroli Imperatoris Regis nostri, vidæ quodam cedula Regis Ferdinandi Catholici & potentissimi Principis nostri, gloriose memorie ejus avi, per quam pollicitus est se nullo modo permittitur ali-quod subsidium super dictum Clerum imponendi, nisi certo modo & forma in dicta capitulatione con-

tenetis

ventis confirmaverit, fideque regia, & promissione foetissima pollicetur sic se dictam capitalationem servaturum, & pro abundantiori cautela & securitate dicta capitalatione inter Principem & Clerum facta in conſtituto tranſierit, omnino ſervandum eſt, & dominus noſter Papa dictam confirmationem prædeceſſorum ſuorum juſtitia mediante non inſiſtendam, ſed omnino adimplendam declaravit quod indubiè à tam ſanctiſſimo Principe Eccleſiæ credendum eſt.

Deinde cum aliquod ſubſidium à dicto Clero Hiſpaniæ impendendum eſſet, ſubſiſtente aliqua evidentiſſima cauſa, primùm redditus Apoſtolice Sedis, & medietas beneficiorum vacantium, & redditus Principum, Magnatum, & aliorum militum laicorum, quod ſacratius eſſent conſumenda, & ultimo loco ad Eccleſias, Monaſteria, Hoſpitalia, & alia pia loca eſſet deveniendum, quod aperitiſſimum in jure eſt, cum ſint dicta loca, Eccleſiaſticaque perſonæ ab omni exactione exemptæ, tam de jure divino quàm humano, & ſic à dicta quarta impoſitione liberandi: unde cum inde naſci non debeant injuriæ unde jura naſcuntur, ad ſupplicatorem remedium nobis recurrendum eſt, & à præſato ſanctiſſimo domino noſtro Papa non bene informato ad eundem melius informandum ſupplicandum eſt.

Idcirco nos dicti Procuratores dictarum Eccleſiarum, & Capitulorum, Monaſteriorum, Hoſpitalium, & aliorum piorum locorum, & aliorum nobis adherentium & adherere volentium, & prædictis cauſis & rationibus, & aliis per nos ſuo loco & tempore deducendis & allegandis, ſentientes nos noſtro & dictorum principum & aliorum nobis adherentium & adherere volentium nominibus, ex dicta quarta impoſitione fuiſſe & eſſe multipliciter leſos, gravatos & oppreſſos, ac timentes nos, & noſtrum quemlibet plus in futurum ledi, gravius & opprimi poſſe, animo, & intentione hujuſmodi negotium ad ſanctam Sedem Apoſtolicam deferendum ab eodem dom. noſtro Papa Adriano VI. non bene informato ad eundem melius informandum ſupplicamus, & à R. dom. Archiepiſcopo quatenus dictæ exactionis quartæ Executor præſentis, & à ſuis præmiſſis proceſſibus, cenſuris & penis, communiſſionibus, & omnibus aliis & ſingulis in dictis ſuis proceſſibus contentis appellamus eo modo, forma & cauſa quibus melius poſſumus & debemus, ſalvo jure nobilitatis, principaliter proſequendo ad eundem ſanctiſſimum dominum noſtrum Papam, ſuamque ſanctam Sedem Apoſtolicam, nec non ab aliis executoribus ſeu ſubexecutoribus, ſi qui ſint vel fuerint in futuro, humiliterque provocati genibus coram ſanctitate ſui ſupplicamus, ut nos benigno ac ſecundo vultu audiat, & miſericorditer liberet à dicta quarta impoſitione, hujuſque noſtræ appellationis & provocacionis Apoſtoli noſtro & omnium principum ſupradictorum, & ſingularum perſonarum, necnon aliorum nobis adherentium & ad-

herere volentium nominibus petimus ſapè, ſepius, ſepiliſimè, inſtanter, inſtantius, inſtantiliſimè, ſubmittentes dictos principales noſtros, & nos, ſingulaſque perſonas & nobis adherentes, noſtraque & alia beneficia ac bona quæcumque ſpiritualia, regularia & temporalia, mobilia & immobilia, præſentia & futura, proteccioni, tuitioni præſati ſanctiſſimi domini noſtri Papæ, epifcopi ſanctæ Sedis Apoſtolice, ſalvo jure addendi, minuendi, & corrigendi: proteſtantes etiam quatenus opus ſit dicto nomine, quod approbamus, confirmamus, ratificamus omnes alias ſingulares & particulares de ſupplicationes & appellaciones, prædictos principales noſtros, & eorum Procuratores noſtro & ipſorum nomine interpoſitis & intimatis, & omnia inde ſequuta, ac de novo eas interpretamus, & eis ſimiter adheremus.

Quam quidem ſupplicationem & appellacionem per Procuratores noſtros dicto domino noſtro Papæ, & ſuique Executori vel Executoribus, vel Subexecutoribus delegatis præſentibus vel futuris intimamus & intimari volumus quin citius poterit, & alias diligenter deſuper neceſſarias facere cum aliis proteſtationibus neceſſariis & opportunis De quibus omnibus teſtimonium in publica forma à vobis præſenti Notario petimus, ut debeamus, & præſentes rogamus in teſtes.

Post cujus quidem inſtrumentum publici procuracionis, provocacionis, appellacionis, ſupplicationis & reclamacionis, patri condole perſentationis, dictus dom. Joannes de Carceres pro ſe ac nominibus quibus ſuprà dixit, appellavit, provocavit, reclamavit & ſupplicavit, Apoſtoliſque petiit, prout in dicta cedula continetur. Qui quidem Reverendiſſimus dominus Archiepiſcopus dictam appellacionem denegavit: à qua denegacione idem dominus Joannes Procurator nominibus quibus ſuprà, gravamen gravamini addendo iterum arque iterum tam à contentis in dicta cedula quam à deſ negotiatione appellavit, & provocavit, reclamavit, & ſupplicavit: qui quidem dominus Archiepiſcopus iterum denegavit. Nihilominus idem Joannes totiens quotiens idem Reverendiſſ. dom. Archiepiſcopus denegavit, totiens appellavit, petens ſuo ac totius Congregationis, & Eccleſiarum, & perſonarum Eccleſiaſticarum, & Religioſorum, locorumque piorum hujuſmodi appellacionum adherentium, & adherere volentium nominibus pre me Notarium inſcriptum unum, duo vel plura, publicum ſeu publica fieri & tradi inſtrumentum & inſtrumenta. Acta fuerunt hæc anno, die menſe, indictione, loco & pontificatus quibus ſuprà, præſentibus ibidem reverendo & circumſpecto dom. Gometio de Perez Decano Eccleſiæ Placentinæ, & diſcretis viris dominis Roderico Chacon Eccleſiæ Carthaginenſis beneficiario, necnon Dila-co de Carceres familiari dicti domino Decano Placentinæ. Teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter atque rogatis. Ita eſt, Joannes de Panſoſo Notarius, dictæ Commiſſionis Secretarius.

Inſtructions baillées par le Roy à Meſſieurs les Revrendiſſimes Cardinaux de Tournon & de Grammont, envoyez par ſa Majeſté vers le Pape. 1532.

XXX. **A** PRÈS que Meſſieurs Reverendiſſimes les Cardinaux de Tournon & de Grammont ſe ſont arrivés en la préſence de notre très-haut Père le Pape, & qu'ils auront fait à ſa Sainté

des très-cordiales & très-devotes recommandacions du Roy, ils diront à ſa Sainteté comme eux eſtans dernièrement à l'Assemblée & Veſte, que ces jours paſſez fut faite à Bologne en-

tre les Seigneurs Roy tres-Christien, & celui d'Angleterre Défenseur de la Foy, ils ont seü & entendu que ledits deux Seigneurs Roys se plaignoient grande ment de sadite Sainteté, comme estans tres-mal contents d'elle, & que pour avoir réparation des griefs que sadite Sainteté leur faisoit, seroient tenus plusieurs & divers propos, lesquels pour estre iceux Cardinaux créatures de sadite Sainteté, & tenus & obligés envers elle, la veulent bien advenir. Et entre autres se plaignoit grandement ledit Seigneur Roy tres-Christien de la dissimulation de façon de faire, que nostre dit saint Père a tenu touchant les deux decimes que sadite Sainteté luy avoit concédées & octroyées, & lesquelles ledit Seigneur entendoit seulement employer pour la conservation & défense de la Christienté & non ailleurs laquelle dissimulation de façon de faire ont fort mécontenté ledit Seigneur d'autant qu'icelles deux decimes, ou plus, luy eussent bien esté facilement accordées par le Clergé de son Royaume, si le Turc eust tiré plus avant, & qu'il eust fallu exécuter le contenu au Traicté fait entre ledits Seigneurs Roys, pour la défense d'icelle Christienté. Et si ainsi est que nostre dit saint Père veuille savoir le contenu dudit Traicté, & ledits seurs Cardinaux luy en diront la substance, & luy en monstreront le double, lequel leur a esté baillé pour cet effet, & là où icelle Sainteté ne leur demanderoit, ne feroit instance de le voir, deux & mesmes ils le luy pourroient exposer.

D'autre part remontrant à icelle sa Sainteté, que ceux de l'Eglise Gallicane se font grandement dolois & plaines audit Seigneur Roy tres-Christien, des nouvelles & indeus exactions qu'ils disent que Pon fait à Rome à l'expédition des bulles, par lesquelles l'argent de ce Royaume se vuide journellement, & transporté hors d'icelui. Ouere cela ledit Clergé se appauvrit, & ne se font les réparations des Eglises, & les alimens des pauvres, ainsi qu'il devroient. Et pour plus clairement monstrer ce que dessus, ledit Clergé met en avant les Annexes extellives qu'il convient payer là où il n'y a aucune égalité; & avec ce plusieurs Officiers nouveaux ont esté creéz, qui sont payez sur les expéditions d'icelles bulles, outre ce que l'on avoit accoustumé de payer le temps passé; & quand iceux Officiers viennent à vaquer cules se vendent grosses sommes de deniers, qui viennent au profit d'icelle sa Sainteté, & se payent propres grosses sans cause ny raison, & li convient payer Huissiers, Buviers, Ortolans, Chambriers, Protocataires, leurs serviteurs & valets, & pour la restauration des Apostres, qu'ils appellent Sacra, combien que l'argent de ce provenu ait esté ordinairement employé à faire la guerre audit Sieur; & outre cela y ait grande multiplication de bulles, où il ne seroit besoin que d'en avoir une. Et si se payent plusieurs autres choses frustatoires, où il n'y a aucune raison ny apparence, de forte qu'il sembleroit que ce soit un vray engin & vers à prendre argent, tellement que tous ceux qui le voyent, faisant le compte de l'expédition de leurs bulles, l'ont en grand horreur, médisamment font scandaliser des grosses sommes de deniers qui se payent pour le fait des Palliums, combien que ce soit chose mere spirituelle, comme il appert par les solennitez & ceremonies qui sont gardées & observées à les faire qui est grande diminution de l'honneur & estimation qu'ils devroient avoir au saint Siege Apostolique.

D'autre part il ne se faisoit prendre qu'une Annate du benefice qu'on impetroit, mais de présent on le fait payer des benefices qu'on remet par dispense; & quant aux compositions arbitraires qui le payent des dispenses que l'on baille sur ce qui est défendu de Droit, elles sont pernicieuses & excessives; & outre ce qui est dit, la prolongation des six mois pour prendre possession à ceux qui ont les benefices par resignations, est cause de commettre plusieurs fautes, ainsi qu'on a veu par experiences. Et quant ausdites exactions afin de les pouvoir mieux exprimer enoierement; a esté baillé un roule ausdits seurs Cardinaux.

Et pour avoir réparation des chofes dessus-dites, a esté supplié & requis tres-inflammement audit Seigneur, de faire assembler l'Eglise Gallicane pour pourvoir à ce que telles & semblables chofes qui sont contre toute honnêteté cessassent, à laquelle Congregation se fussent trouvez plusieurs bons & notables personages prudens, lettrés & expérimentez, craignans & ayans Dieu, & non tachez aucunement d'avarice, pour y donner tel ordre selon raison & équité, que les chofes eussent esté reduites en l'estat qu'elles estoient anciennement; à quoy ledit Seigneur pour lors ne vouloit aucunement obtempérer, tant pour les guerres qui ont eu cours, que aussi pour éviter la conséquence qu'il connoistroit clairement qui en pourroit advenir. Toutefois considerant que de présent il y a paix, & que honnêtement il ne scauroit plus dilayer, à cette cause, combien que nostre dit saint Père tant pour le fait desdites deux decimes, que pour autres paroles & promesses qu'il a fait tenir & porter par cy-devant audit Seigneur Roy tres-Christien, ait grandement dissimulé envers luy, dont il dit avoir grande & juste occasion d'être tres-mal content néanmoins icelui Seigneur espere que sadite Sainteté aura devant les yeux équité, vérité & justice, & qu'il ne tolèra, ne souffrira par cy-après, que les Eglises de ses Royaume, Pays Terres & Seigneuries soient molestées par nouvelles & indeus exactions & que icelle sa Sainteté aura memoire & recordation des services que la Maison & Couronne de France a faits par le passé audit saint Siege Apostolique & à elle mesme, depuis son assumption à la dignité Papale, & qu'en tout & par tout ledit Seigneur Roy tres-Christien s'est montré envers elle tres-obeyssant & devout Fils de l'Eglise; & luy a voulu ordinairement se complaire en tout ce dont il s'est peu adviser sans aucune longueur ny dissimulation; & d'autre part si ladite Eglise Gallicane se plaint, encore plus extrêmement se plaint icelle du Duché de Bretagne, tellement qu'aux derniers Estats tenus par ledit Seigneur ce icelui Duché, les griefs & doléances de ceux de ladite Eglise luy ont esté baillées, où il a trouvé des chofes si tres-scandaluses & tant contraires & éloignées de l'honnêteté & charité qui doit estre en l'Eglise, qu'il ne seroit possible de plus, de forte que ledit Seigneur Roy ne scauroit bonnement croire que cela soit venu à la connoissance d'icelle sa Sainteté.

Et si y a plus, car combien que nostre dit saint Père ait esté par cy-devant adverty par le Duc d'Albanie envoyé par icelui Seigneur Roy devers sadite Sainteté, des pouvoirs suffisans, mémoires & instructions qu'il portoit pour capituler avec les Ambassadeurs des autres Princes Christiens, estant pour lors à Rome sur la défense d'icelle Christienté, ainsi que sadite Sainteté l'avoit demandé, & savoir quelle chose chacun contribueroit,

à quoy les autres ne voulaient lors entendre; & que encorés depuis ledit Seigneur ait fait sçavoir à sadite Saïnteté, que pour la conservation & deffense d'icelle Chrestienté il vouloit exposer non seulement ses forces, mais sa propre personne & vie, & que ce n'estoit à luy à qui l'on deult demander contribution de deniers, considéré l'office qu'il faisoit, & que attendu le lieu qu'il tenoit, s'il y avoit du bon & de l'honneur il en voudroit avoir sa part, & aussi que là où il y auroit du mal, il s'en vouloit sentir; & que outre cela iceluy Seigneur eust mandé, & fait entendre au Roy Jean de Hongrie par le Seigneur de Laquy, qui est le principal personnage de sa Maison, que sur tout il se donne bien de garde d'estre cause de faire entrer les Turcs en ladite Chrestienté, luy remontrant que combien qu'il y eust des divisions en icelle, tout se accorderoit pour y résister, & que la puissance du Turc n'estoit suffisante pour se défendre contre celle des Princes; & davantage qu'iceluy Seigneur Roy eust envoyé un Ambassadeur pardevant ledit Turc, pour le dissuader par tous les moyens dont il se pouvoit adviser de ne venir, n'y entrer en icelle Chrestienté, chose qui lui estoit loisible de faire estant l'un des principaux membres & Princes d'icelle, & qui avoit autant d'intérêt en cet endroit que nul autre, attendu aussi que l'Empereur y avoit semblablement envoyé un autre personnage de sa part, lequel a demeuré beaucoup plus longuement avec ledit Turc, que celui que ledit Seigneur Roy y envoya, lequel n'y fut que huit jours: toutesfois aucuns personnages remplis de malin esprit ont semé contre venue que ledit Seigneur avoit procuré la venue d'iceluy Turc en ladite Chrestienté, qui n'est chose vray-semblable, où y ait aucune apparence: lesquelles choses sont venues à la notice & connoissance de sadite Saïnteté, laquelle neanmoins n'en a voulu faire ouïes remontrances pour la justification d'iceluy Seigneur, combien qu'elle fust assez advertie d'icelle, & que ledit Seigneur n'ait fait le semblable quand aucuns affaires se sont offerts contre sadite Saïnteté, d'autant qu'il a toujours supposé & soutenu le contraire de toutes les choses dont il a veu que l'on la chargeroit. Et outre tout ce que dessus icelle sa Saïnteté a par cy-devant envoyé l'Evesque de Verulan devers les Sieurs des Liges, lequel a fait tout ce qui luy a esté possible par menées, pratiques secretes & autrement, pour tâcher de rompre entièrement la ligue & confederation que ceux desdites Liges ont avec ledit Seigneur Roy: qui sont toutes choses qui l'ont si très-fort mal contenté qu'il ne seroit possible de plus, & luy a bien semblé & semble qu'il n'avoit mérité, ne méritoit qu'icelle sa Saïnteté usât envers luy de telles façons de faire.

Au moyen dequoy lesdits deux Seigneurs Cardinaux remontreroient & persuadèrent par tous les moyens dont ils se pourroient adviser, à icelle sa Saïnteté, qu'elle doit tâcher sur toutes choses de contenter ledit Seigneur, & raparer tous lesdits griefs dont cy-dessus est fait mention: luy remontrant qu'elle veuille bien meurement & prudemment considérer de combien luy peut servir & ayder d'avoir pour amy un tel Roy que ledit Seigneur Roy tres-Christien, & au contraire l'entretenance mal content qu'elle déshaveur se peut estre à elle, & à tout le saint Siege Apostolique.

Et après que lesdites remontrances auroient été faites par lesdits sieurs Cardinaux en la meilleure

forme & manière dont ils le feroient pû adviser, & qu'ils auroient entendu le vouloir & intention de nostre saint Pere sur le tout, ils tirent & passeroient plus avant s'ils voyent que besoin soit, après toutefois que l'Empereur fera party d'Italie pour retourner en Espagne.

Et remontreroient à sadite Saïnteté comme lesdits deux Seigneurs Roys ont pais une telle & si parfaite amitié ensemble, que l'on peut tenir clairement, & reputed pour chose seure, que l'un & l'autre avec tous & chacuns leurs affaires, ne font qu'une même chose, au moyen dequoy l'on ne peut, ne doit ignorer qu'ils ne soient avec leurs amitiés & alliances publiques & secretes, comme elles sont, pour faire & executer quand bon leur semblera de grandes & grosses choses. A quoy sadite Saïnteté doit bien avoir égard, afin de ne les irriter, ne induire d'eux mettre en chemin d'entreprendre aucune chose contre elle, dont luy en pourra ensuivre un gros dommage, & un regret perpétuel à l'avenir. Faisant bien entendre à icelle sa Saïnteté que ceux deux Seigneurs Roys avoient une fois délibéré de commencer par execution pour avoir réparation de leurs griefs, mais depuis pour garder l'honnelté ont advisé & arrêté qu'ils viendroient par requeste, en exposant leursdits griefs, & demanderoient réparation d'eux: & là où la chose leur seroit déuë ou mise en delay ils perdroient cela pour refus, & demanderoient Concile universel, si communément se pouvoit faire dedans huit mois après ensuivant, & là où il ne se pourroit faire pour la longueur qui le trouvoient, seroit demandé iceluy Concile pour leurs Royaumes, Pays, Terres, & Seigneuries, & pour les autres Princes & Potentats qui y voudroient adhérer, dedans trois mois après: protestans que là où nostre saint Pere ne le voudroit faire, & avec-mêmes avec l'Assemblée de leur Eglise & Clergé, & des plus sçavans, lettrés & expérimentez personnages d'icelle Chrestienté, que pour ce faire appliquer, seroit ledit Concile, & justifiroient de tout ce que dessus avec tous les Princes Chrétiens, lesquels veu les choses dessusdites si raisonnables, & que semblables griefs ou plus grands leur sont faits, facilement adhereroient ausdits sieurs Roys en leurs Eglises & mesmement tous les Princes de la Germanie tant Luthériens que autres, qui ne demandent autre chose que ledit Concile. Et deffors sera défendu aux sujets d'iceux deux sieurs Roys, qu'ils ne soient si osés ne hardis de porter ou envoyer argent à Rome directement ou indirectement, par lettres de banque, change ou autrement, sur peine d'estre bannis desdits Royaumes, Pays, Terres & Seigneuries, de confiscation de leurs biens, & de ne pouvoir jamais tenir esdits Royaumes, Pays, Terres & Seigneuries, Offices ne Benefices.

Et si sadite Saïnteté ou car dessuïte vouloit user de censures, chose que ses predecesseurs Papes n'ont jamais accoustumé de faire par le pûssé envers les Roys de France, & que ledit Seigneur fut contraint d'aller à Rome pour son absolution, il ira si bien accompagné que sadite Saïnteté sera tres-aïse de la luy accompagner.

Et après lesdites remontrances faites, lesdits sieurs Cardinaux admonesteroient & exhorteroient nostre saint Pere, à ce que le bon plaisir de sa Saïnteté soit pour le soulagement d'icelle, & du saint Siege Apostolique, vouloir traiter doucement & benignement iceux deux Seigneurs Roys sans aucunement les vouloir irriter, & qu'elle pense là dessus l'estat en quoy sont les Allemagnes,

les Lignes & plusieurs pays de la Chrestienté, & comme ils se font distraits de l'Eglise: & que si lesdits Roys s'en distrayent à fauue de justice, comme ils pourroient dire & alleguer, ils trouueroient plusieurs qui leur adhereroient tant Italiens que autres, & eux deux ensemble avec leurs amitez ouuertes & secretes qu'ils ont, pourroient faire un tel effort, qu'il seroit bien difficile d'y résister, & au lieu de la pais qui est de présent en la Chrestienté, se pourroit causer une guerre plus grande que celle qui a eu lieu par le passé.

Semblablement pourroit par maniere d'advis remonstrez iceux seurs Cardinaux à sadite Saundeté, que là où elle se voudroit enrouer à Nice ou à Avignon, ainsi qu'autrefois elle a fait porter parole au Roy tres-Chrestien par ledit fleur Cardinal de Grammont, de vouloir faire après que iceulz Empereurs seroit party de Flesle; en ce cas ledit Seigneur suivant la promesse s'y trouuera, & outre cela pourchasserait envers ledit fleur Roy

Voyez l'Histoire de Du Bellay livre IV.

d'Angleterre son beau frere, de s'y vouloir trouuer de la part, en laquelle veue se pourroient rhabler toutes choses par quelque bon & honneste moyen. Et seroit bon que l'Assemblée fust faite avant que les Ambassadeurs, par lesquels lesdits Seigneurs Roys veulent faire demander les reparations des choses fustées, fussent départez.

Et généralement seroit le plus seurs Cardinaux ce routes & chacune les choses desdites tout ce qu'ils verroient estre à faire pour le mieux, & se conduiroient & gouverneront ainsi qu'ils trouueroient les choses disposées, & sur tout s'employeroient envers nostre sire saint Pere, & ailleurs où le besoin sera en tout ce qui touchera le fait dudit fleur Roy d'Angleterre, tout ainsi & en la propre forme & maniere qu'ils voudroient faire pour l'affaire propre du Roy, sans en cela perdre heur ne temps. Fait à Amiens le treizième jour de Novembre 1532. Ainsi signé, FRANÇOIS. Et plus bas, BRETON.

Extrait du premier article des Remontrances que les Gens des Estats du Pays & Duché de Bretagne ont fait au Roy en son Conseil estroit tenu à Amiens le 15. Juin 1535. baillé par le commandement dudit Seigneur au Cardinal du Bellay pour en parler au Pape, aux Cardinaux & ailleurs à Rome, ainsi qu'il le jugera à propos.

AU ROY.

REMONSTRENT, en suppliant tres-humblement, vos tres-humbles & obéyssans sujets & seruiteurs les Gens des Estats de vostre pays & Duché de Bretagne, comme par vos droits souverains confermez du S. Siege Apostolique, ne soit permis ne loisible à personne avoir, tenir ne posséder Evêchés ne Abbayes, sans préalablement avoir nomination de vous: Et que par la réduction du Clergé & Benefices de vostre pays, à la disposition & obéissance dudit Siege Apostolique, seroient demeurés par droit special aux Ordinaires ayans Benefices en collation audit Duché quatre mois en l'an, pour pourvoir & disposer d'iceux Benefices lors que seroient vacans, ainsi que du droit commun ils sont fondez: & toutesfois le Pape y dérogea, & comme est à présumer, voulant rollir, absorber & adueller vostre droit & libertez, donne de jour en jour à gens tant estrangers, que non estrangers, capables que non capables, reserves, expectatives & indults en grand nombre, sur Benefices dudit pays, de quelque mode qu'ils puissent vacquer, soit en patronage lay ou Ecclesiastique, soit le Benefice Episcopal, claustral, électif ou non électif: & par tels & autres moyens obliques, comme unions, familiaritez & reserves mentales, font les mains liées aux Ordinaires, tellement qu'ils ne peuvent effectivement user du droit de conferer, & en font peirez. Outre que le Pape crée & érige pensions, baillé regrez & coadjutoreries sur Evêchés & Abbayes, sans tout premier avoir sur ce vostre nomination & consentement, au grand préjudice de vosdits droits & contre vostre autorité. Et combien que les triennaux possesseurs de Benefices audit pays, ne doivent estre molestés en peiroire ne possesseurs, & les annaux possesseurs ne soient aucunement troubles hors d'iceulz vostreudit pays & Duché; ce nonobstant & néanmoins

defendre & apparoirre droits suffisans en possession, advenient souventesfois citations par rescrites, conqueils, & autres voyes indues qui ne sont permis de droit, & dévolutions & crient en Court de Rome lesdits annaux & triennaux possesseurs, & obteignent excoeuriales en la robe, parquoy nul ne peut vivre en seureté en son Benefice. Et lors & quand vague ne Benefices estans audit pays & Duché, & que selon droit & raison les gradués d'Eglise, enfans de Gentilshommes estudians, ou autres capables dudit pays à obtenir lesdits Benefices, demandent leur en estre pourueu, ne leur est permis avoir provision sans composition ou conuersion de prix d'argent par pensions esoulouées extinguiables. Tellement que bien peu y a de Benefices en vostreudit Duché, qui ne soient chargez de pensions avant qu'ils valent, & se commettent plusieurs abus, comme l'on voit que les Cardinaux se reservent lesdits Benefices, aussi le Pape, de sorte que ne les confere que à gens estrangers & inconnus. Parquoy fait aux habitans dudit pays prendre les Benefices desdits estrangers à pachtio d'argent & prix de pensions: qu'elles sont transférées des uns aux autres, à raison dequoy les Eglises sont mal servies & mal entretenues de reparations, & plusieurs inconveniens s'ensuivent. Supplient rejection de tels abus, & qu'il vous plaide mander par Lettres patentes aux gens de vostre Parlement, Chanceliers & Conseil, & autres Juges en Bretagne, de non obéir, recevoir ne entermer telles citations, dévolutions, regrez, coadjutoreries, erections, & translations de pensions, expectatives, reserves & excoeuriales, au préjudice de vous, Sire, & de vostre autorité & de l'Ordinaire; y tenir la main, selon vos droits dudit pays précédemment accordez, & que les impetrans & ceux qui se advanceront au contraire, soient contrains à l'instance de

de vostre Procureur General ou dit pays apporter à leurs dépens, rejection, cassation & annulation desdites executories, provisions & procédures, comme de chose entreprinse contre vostre autho-

rité, droits, indults & privileges de vostre dit pays de Bretagne, & les punir à rigueur de droit, comme defobéissans & rebelles.

Advis de quelques Banquiers, touchant les trop grandes exactions qui se tirent de la Cour de Rome sur les Expéditions.

XXXII. **L'**An mil cinq cens quarante, le Mercres jour quatriéme jour d'Aoust, pardevant nous Jean Jacques de Mesmes, Conseiller du Roy, & Lieutenant Civil de la Prevosté de Paris, ont esté assemblez honorables hommes Messieurs Albert Salvati, Richard d'Elbene, Antoine Patouillet, Guillaume Danze, Antoine Francisque Searly, M. Jean de Pontoux, Janoby Landy, Bastien Michiely, tous Banquiers demeurans en cette Ville de Paris.

Lesquels après leur avoir communiqué les Lettres Missives à nous envoyées, ensemble l'article de la réponse faite au Roy par son Ambassadeur en Cour de Rome; & après avoir consert ensemblement, & debatü dudit affaire, ont tous esté d'avis & opinion que l'exaction qui se prend aujourd'hui sur les Expéditions de Cour de Rome, de six & demy pour cent, outre le prix & taxe accoustumée, procede de ce que nostre saint Pere le Pape ne fait plus forger de Ducats de chambre; & que pour faire lesdits payemens ne se trouve en ladite Cour que tous escus Italiens, lesquels sont de beaucoup plus basse ligne que les escus soleil de France.

Disent aussi que le profit qui provient de ladite nouvelle exaction, de prendre six & demy pour cent, outre le prix accoustumé, redonde du tout au profit de la Chambre Apostolique, & non des Marchands ou Banquiers; Et que ladite nouvelle exaction est grandement préjudiciable à tout le Royaume de France, & de plus grande importance qu'on ne cuide, & grosse foule pour les sujets.

Parquoy disent tous d'un accord, que pour y donner ordre est expedient que le Roy fasse remonstrer à nostre dit saint Pere, qu'il faut de sa part qu'il fasse forger Ducats de chambre, de poids & ligne d'ancienneté, à si bonne & grande quantité que l'on puisse aisement faire le payement desdites Expéditions en Ducats de chambre, ou bien en payant cent deux escus soleil & demy, pour cent desdits Ducats de chambre en la maniere accoustumée.

Où bien que nostre dit saint Pere fasse décrier en sa Cour lesdits escus d'Italie, ou qu'il les fasse mettre à quelque bas prix, pour ne leur donner cours à l'advenir.

Où quoy que soit c'est audit saint Pere de trouver l'expedient qu'on puisse faire lesdits payemens en la maniere accoustumée, sans payer ladite nouvelle exaction de six & demy pour cent, & que ce n'est au Royaume de porter ladite perte: en faisant remonstrer vivement à nostre dit Pere, que s'il ne luy plaist y donner autre ordre, le Roy sera contraint y pourvoir par des moyens qui par advantage ne seroient trouvez agréables à l'advenir.

Car de porter ordinairement en Cour de Rome, pour faire lesdits payemens, escus soleil de France, & que à ce faire l'on fust contraint pour avoir lesdites Expéditions, seroit la totale ruine & destruction de cedit Royaume.

Et est tout ce qu'ils ont dit & advisé audit affaire. Fait comme dessus. *Signé, J. J. DE MESME.*

Monseigneur le Président de Mesme à l'original.

XXXIII. **A**U Chapitre XV. de cette Collection, qui est de l'Estat de l'Eglise Gallicane durant les Schismes, il y a l'Edit du

Roy Henry II. faisant défenses de porter ni envoyer or ou argent à Rome, de l'année 1551.

Instruction donnée par le Roy au President du Ferrier, l'envoyant vers le Pape pour le sacié des Annates & préventions. 1561.

XXXIV. **E**STANT presentement dépesché le sieur du Ferrier Conseiller du Roy, & Président en sa Cour de Parlement de Paris, pour aller devers nostre saint Pere le Pape, luy remonstrer aucuns poincts & articles de la part dudit Seigneur Roy, sur les Annates & préventions, aura à dire & déclarer à sa Sainteté ce qui s'ensuit.

Premièrement, qu'à l'occasion des plaintes & doléances faites à sa Majesté par tous les Députés des Provinces de ce Royaume, en la Congregation & Assemblée des Estats généraux d'Israel, pour raison desdites Annates & préventions que la Sainteté prétend luy appartenir sur la vacance des Benefices de cedit Royaume, ledit Seigneur Roy se feroit resolu, par l'advis de la Roynie sa Mere, de son Oncle le Roy de Navarre, des

Princes de son Sang, & autres Seigneurs de son Conseil, de dépescher incontinent ledit sieur du Ferrier devers ladite Sainteté, pour luy faire entendre par le menu le motif desdites plaintes & doléances, & luy déclarer par mesme moyen comme ce point ici est l'un des principaux, & duquel les sujets de sa Majesté lui ont plus fait d'instance ausdits Estats, & sur lequel ils ont plus discouru, & estendu leursdites doléances.

La premiere desquelles leur semble estre, que pour avoir esté telle chose reprovée & défendue par plusieurs Conciles, & mesme par celui de Balle, & s'estant toujours de tout temps l'Eglise Gallicane opposée à tels Decrets, Statuts & Ordonnances faites & arrestées par les Papes, mesme jusques à l'heure du Concordat fait entre les feus Pape Leon, & le Roy François son ayeul, qui

sur seulement l'an mil cinq cens seize, lequel nous-
seus fut arrêté & résolu de la façon que cha-
cun sçait, & plus entrévenu par les sujets de ce-
dit Royaume, pour la crainte qu'ils avoient de
déplore audit leur Roy François, que pour autre
respect & occasion, telle chose ne peut maintenant
préjudicier audit Royaume de cedit Royaume, &
moins aux Libertéz & Privilèges de ladite Eglise
Gallicane, qui ne voulut oncques approuver, non
plus que toutes les Cours de Parlemens dudit
Royaume ne firent public ledit Concordat, que
par imposition grande, & comme par contrain-
te, ainsi qui sera toujours bien aisé à vérifier par actes
& oppositions authentiques faites en ce temps.
Surquoy ledit President du Ferrier sçaura très-bien
de légèrement amplifier cette matiere luvant les me-
moires & excoits qu'il a retenez tant de la Cour
de Parlement, que d'ailleurs, & que par sa pru-
dence & experience il en a de longor main con-
gru & approuvé, n'oubliait à très-bien & vivement
remettre à ladite Sainteté, le zele & affection
dont sa Majesté procede en cet endroit, qui ne
trouvent en rien à autre fin qu'à contenter les su-
jets en leurs justes plaintes & doléances.

Et là dessus remontrer à ladite Sainteté, comme
telles plaintes ne luy doivent sembler estranges
& nouvelles, car du temps mesme des fous Rois
saint Louis, Philippe le Bel, Louis Hutin, Jean
& Charles sixieme & septieme ses prédécesseurs,
les plaintes ont esté faites. Lesquels Rois comme
vrais, Chrétiens, & Protecteurs, & Conservateurs
des franchises & libertez de ladite Eglise Gallica-
ne, ont pour cette occasion fait plusieurs gran-
des assembles de gens doctes en la Ville de Paris
par le conseil desquels, & celui de l'Université,
& de la Cour de Parlement dudit Paris, a esté
plusieurs fois ordonné que lesdites Annates ou va-
cances ne seroient exigées, & qu'il seroit pou-
veu aux Benefices Ecclesiastiques par la collation
de l'Ordinaire, ou bien par election ou presenta-
tion seulement; & ce suivant les saints Decrets
& Conciles de l'Eglise: attendu mesmement que
par la Faculté de Theologie en la Sorbonne à
Paris, & autres Universitez, il a esté jugé &
déterminé que lesdites Annates ne se peuvent
exiger sans enorme simonie, tant par celui qui
donne de l'argent, que celui à qui il est donné.

Et pour le regard desdites préventions il se trou-
voit le plus souvent, & s'entrecoit maintenant, que
plusieurs ignoraits & mal vivans estoient pourvus
des Benefices, pour estre par le moyen desdites pré-

ventions conférés à ceux qui courent le mieux;
& non pas à ceux qui plus le méritent & en sont
dignes: qui est cause que plusieurs & divers
scandales advennent à l'Eglise, pour estre admi-
nistrée par gens non sabbiles & capables, & là
dessus naissent & s'engendrent ordinairement les
troubles en la Religion tels & si grands que nous
les voyons aujourd'hui. Au moyen dequoy il est
plus que nécessaire que ladite Sainteté oubliant
son interet privé & particulier, regarde seule-
ment en cet affaire le bien universel de toute la
Chréienté; & ce à l'imitation de plusieurs Saints
Peres & Papes ses prédécesseurs, qui ont toujours
beaucoup plusost attendu & regardé l'honneur de
Dieu & de son Eglise, qu'à leur particulier profit. Et
estant tous les points desdites les principaux de
ceux que ledit du Ferrier aura à remontrer à sa-
dire Sainteté, il ne faudra avoir tout treuve de
les communiquer bien au long à Messieurs les
Cardinal de Ferrare protecteur, & Evêque d'An-
goulême Ambassadeur de sa Majesté près ladite
Sainteté, afin d'entendre sur ce leur advis, con-
seil & opinion, avant que d'aller voir ladite Sainté-
té, à laquelle il ne faudra de bien amplement
remettre tout ce qu'il verra estre nécessaire & à
propos en cet affaire. Dont & de tout ce qui luy
sera par elle répondu, ladite Majesté s'assure qu'il
l'en sçaura très-bien informer & advertir: comme
aussi pour estre cette maniere icy plus de la pos-
sibilité qu'autrement, il sçaura seulement ad-
joûter à ce present memoire ce qu'il verra y estre
nécessaire, tenant toutefois le chemin & façon
de remontrance & négociation avec nobredite
saint Pere, tel que par ledit memoire luy est
prescrit & commandé de faire, & sur tout pren-
dre garde de ne rien faire de cette négociation sans
estre aillés & accompagné de l'Ambassadeur de sa
Majesté: & semblablement pourfoursa d'estre dé-
pêché & sçavoir sur les demandes qu'il proposera,
avec le consentement & diligence que ladite
Majesté veut esperer de ladite Sainteté, afin d'a-
venir par ce moyen que cet affaire icy ne soit au-
cunement tiré en longueur: surquoy ledit President
aura l'œil ouvert, pour en une sorte ou autre revenir
incontinent trouver ladite Majesté, sans conformer
à perdre le temps par de-là. Fait à Fontaine-
bleau le dix-huitiesme jour de Fevrier mil cinq
cens soixante-un. Signé, CHARLES. Et au des-
sous, ROBERTET. Au reser des Chartres, grande
armoire gauche n.

Ledit Sieur du Ferrier arriva à Rome le 12 Avril mil cinq cens soixante-un. V. l'Ordonnance d'Orléans,
Article XXII.

*Harangue dudit Sieur du Ferrier au Pape, en consequence de la précédente
instruction. 1561.*

XXXV. BEATISSIME PATER, in postremis
votus Galliarum Convenibus Ecclesia-
rum, nobiliorum & plebeiorum ordinis uno con-
silio apud Regem Christianissimum de Annatis &
Præventionibus questi sunt.

Ac ne videretur nova eorum querimonia, di-
cebant ante trecentos annos cum primum discer-
sum est à vetustissimo more Ecclesiarum, & benefico-
rum Ecclesiasticorum causa exactiones fierent, Prae-
latorum quoque & Patronorum collationes & præ-
sentationes præventionibus distabantur, tum
eisdem querelas atque nunc Galliarum Ecclesiarum

decessit Regibus, divo Ludovico, Philippo Pa-
tro, Ludovico Hutino, Jeanne, Carolo sexto,
Carolo septimo, Ludovico undecimo, baucque
novissimi à divi Ludovici ad Francisci primi Regis
tempora semper Gallos intercessisse.

Ne autem iniqua videretur, asserbant Ecclesie
Concilia, Pontificum & Patrum Decreta, Impera-
torum & Galliarum Regum Constitutiones. Nam
contra Annates (non multum laborantes de ea-
rum auctore Bonifacio, aut ante illum Joanne
vigesimo secundo) dicebant esse Concilium Bas-
ileense, eoque prohibitum dari aliud vel accipi

pro præsentationum provisione, collatione, aut alia dispositione, ratione Annatarum communum.

De hispi Concilio prohibitione, siue sit supra ex Calcedonensi Concilio, quo oñi dandum aut accipiendum propter ordinationem (hoc est alibi Ecclesiæ concessam administrationem) siue Basilienſi, siue Turonensi, aut Constantinensi (quibus tales præsentationes tanquam anathemata, hæresis & hæresis reſciuntur) non esse nunc, vel eo maxime inquirendum, quod auctore divo Augustino, de lege semel constituta non est amplius disputandum, sed secundum eam judicandum. Hunc Basilienſi Concilio accessisse multa Patrum & Pontificum Decreta, quibus dicitur non posse bono fine concludi, quæ hoc malo principio initium sumerunt: neque esse hæc gratiam quæ gratis non datur; & alia multa quæ ne cui quidem & quæstiones magni Decreti, aut Decretum tituli possunt capere, quorumque argumentis juris divini & Pontifici doctissimi inscripserunt, hoc factum nullius posse auctoritate excusari.

Imperatores non contentos Conciliorum & Pontificum Decretis consuevit, nullas pro rebus factis & spiritualibus exactiones fieri d. b. r. a. & quæ eas fecissent velut publici criminis, & læsæ Majestatis reos esse puniendos: Imperatores Justinianum hic esse totius iniquitatis & finem & principium.

Nec verò Gallos tam externorum Principum Constitutionibus addictos, quam patris legibus, ut solent omnes Provinciales esse legum suar provinciarum tenacissimi, & facillime rigidissimi.

Divum Ludovicum totius Ecclesiæ Gallicanæ concessu prohibuisse, propter beneficiorum electionem, confirmationem, collationem, institutionem, præsentationem, aut aliam rem sacram aut spirituales, ullam pecuniam dari aut accipi.

Philippum Pulchrum venisse, ne pecunie eo nomine in Gallia exportarentur, confirmasse Ludovicum Hutinum illum.

Carolus VI. cum de viris totius suæ diocesis doctissimis (quos propter hæc solam causam bis Lunetis Parisiis coegerat) audivisset Annatas esse non solum jure divino & humano, sed etiam privilegis, & Ecclesiæ Gallicanæ libertatibus contrarias, eas duobus edictis prohibuisse; altero 1404. altero 1418. Hoc ipsum Parliamentum Arretis definitum anno 1407. auditum, & causam agentibus Annatarum collectores & subcollectores; sic enim vocabantur Curie Romanæ ministri.

Carolus VII. Decretum quo Annata interduntur, & nonnulla alia Concilii Basilienſis Decreta (quæ Pragmatica Sancho appellantur) totius Ecclesiæ Gallicanæ & Galliarum Conveniunt, quos ad hæc rem Burungibus indixerat, consensu recepisse, & auctoritate Eugenii IV. Romani Pontificis publicasse.

Ludovicum XI. quamvis à Pio II. summo Pontifice rogatus Pragmatica abrogationem consensisset, hanc tamen consensum, prius quam publicaretur revocasse, & suo edicto, ne propter Annatas pecunie ullæ exigenterent, consuevit, datis Judicibus selectis in eos qui contra fecissent.

Ex quidem, Beatissime Pater, si Annata ad præfix magis, quam ad receptæ consuetudinis, & Concilio magis quam Cancellariæ regularis normam exigantur, non videmus quo argumento, aut colore defendantur.

Nam etsi omnes faceremus hæc Sedem Apostolicam præmarjam, & Occidentem, etque in su-

premar illius potestatis agnitionem, à tota Ecclesiæ Gallicana esse honoris causa multa concilienda; Annatas tamen deberi propter ordinationem ei qui ordinationem concedit ab eo qui ordinatur: & in illo (ut Canonice loquuntur) ordinationis actus, salvis Conciliorum & Pontificum antiquis Decretis non possumus affirmare, nec est aus aliarum provinciarum, aut magnæ, aut parvæ, quæ inde colligitur, pecunie habenda ratio: Nam quicquid non licet, aut non oportet, putare debemus non solum in magnis, sed etiam in minimis, non solum uno loco, sed etiam ubique gentium, & nefas & scelus esse.

Quod ad præventiones pertinet, eandem ordinationem tenent, ut exultant primum Lateranensi Concilio repugnare, lo quo Innocentius III. constituit omnia beneficia à suis Episcopis & Prelatis esse conferenda, idque intra sex menses, quo illis liceret de vita, & moribus ordinandi digne deliberare. Quam collationem nisi intra id tempus fecissent, conferendi potestatem proximo superioris d. r. i. m. & gradatim Romano Pontifici; hujus constitutionis fuisse favorem, ut quancumque dictum beneficiorum vocatio esset Canonibus sacra, illud tamen seminare non currit nisi Prelato fieri beneficium vacationem. Quod si præventionibus locus est, viz esse ut supradicta non fit non solum hæc Concilii Lateranensis temporis definitio & gradatio, sed etiam Antiochenum & Auchenſi Concilium, quibus delinquitur est Episcopo, cui totius Diocesis animæ committuntur, relinquenda esse beneficiorum collationes.

Patrum & Pontificum Decretis distinctas fuisse provincias, discretas Dioceses, Parochias, nihil tam jure Pontificio repugnans, quam totius Ecclesiæ statum confundi, cum sua unicuique non servatur Jurisdicção.

Beatum Petrum Apostolum, eundemque Christum Vicarium, quæstionem de legi publicatione Hierosolymis noluisset decidere, sed divo Jacobo Hierosolymitano Episcopo judicandum reliquit, nihilque auctore divo Hilario, tam revocare superiores à majoribus & gravioribus curis, quam cum inferiorum munera sibi nimium vendicare.

Extare in Gallia Clodovei Regis in Concilio Aurelianensi versissimam constitutionem, quæ electiva beneficia ab eligentibus, & collativa à suis collationibus coacti debere. Idem divum Ludovicum, & Carolum VI. illis duobus edictis consuevit.

Ac ut facilius cognosci possit, quam fuerint omnes tempore exorſæ Gallis præventiones, ante ceterum & amplius annos, cum publicarentur in Gallia magno omnium consensu Pragmatica Sanctio, exceptum est Decretum de præventionibus, quod nunquam consensit Ecclesiæ Gallicana, sed à Rege impetravit mittendos propter hæc solam causam Legatos ad Concilium generale, qui insisterent ne quid propter hæc præventiones præjudicium afferretur Concilio Lateranensi, aut collationibus ordinatis. Videbant enim his præventionibus (atque utinam verum non esset) palli ad monera Ecclesiastica, viris sanctitate & doctrina commendabilibus præteritis, promovendi indignissimos quoscumque. Nam etsi in formula præventionum dicitur vitæ ac morum honestas, & c. nullum tamen extare commendationis aut virtutis testimonium, nullum unquam de ea re rogatum testem.

Prædicantur Romæ hominis promissis incoegiti, & ne de facie quidem non virtutes, merita; quodque intolerabilis videntur, virtutum & meritorum causa dicitur in rescripto beneficium con-

ferri, cum tamen nihil verius ob hanc solum dari, quod cuius cursor Romam perveniret.

Torqueant se quantum velint Juris utriusque interpretes in distinguendis causis, quas iurales & imperiales vocare, erit si verum sit beneficium propter officium dari, non potest negari estimonium commendatæ verum esse causâ efficiens nescienti, quod si falsâ deprehendatur, rescipitum esse nullo Jure nullum necesse est.

Hinc iterum seminarum, propterea quæ de uno Sacerdotio quantum nonnullam, & plura diplomata conceduntur, quæ tunc effundunt tenebras, ut caudicibus & ligamentis Andabatun more pugnandis, non possint Judices in tanta caligine & æquum videre, quæ se nihil in Republica Christiana permittit aut indignum esse potest.

Nec fugiant Galliz ordines, cum hæc exponitur Pragmatica abrogatio, & Conventa Leonis X. Pontificis maximi cum Franciscus I. Rege Christianissimo, quæ Concordata dicuntur. Verum existimant in his quæ sunt Canonibus & Ecclesiæ Gallicanæ libertatibus contraria, ea non valere.

Nec esse existimandum de more receptæ & publicæ, nam moribus nostris, & Regum Christianissimum antiquis Constitutionibus in hunc usque diem religionis observans, nihil in Gallia publicæ, quod ad sacras vel humanas res pertinet, pro lege statuitur, quod non sit Parliamenti Arrebo publicandum.

Hæc solennia non in Concordatarum & Pragmaticæ abrogatione fuerint vel hoc solo cognoscitur, quod cum Bononia redisset in Galliam Franciscus Rex, iussit in Parliamentum Parisiense convenire Proceres Regiæ stirpis, Cardinales, Archiepiscopos & Episcopos aliquot, unâ cum Senatoribus. Illis per Cancellarium exposuit causas Concordatarum & abrogatæ Pragmaticæ, temporum difficultatem, & rerum cum circumstantiâ necessitatem; jubet ea Concordata ab Ecclesiæ Gallicanæ recipi, & à Parlamento publicari. Tum Cardinalis Boylius pro Ecclesiâ respondit, ad hanc rem esse prius Ecclesiæ Gallicanæ convocandam, ut eadem adesset in abroganda, atque in constituenda solennia: de re adeo magna & gravi non potest aliter more majorum deliberari. Cuius autem Parliamenti per Arrestum referendum publicationem, salvis Ecclesiæ universalis Conciliis, & Ecclesiæ Gallicanæ libertatibus, fieri non posse.

Quid actum deinde aut dictum fuerit, malo sanctitatem tuam, (ne longior sim, aut ne quis commentum me dicere arbitretur) intelligere ex verissimis Curie actis quæ mecum attuli.

Hæc tantum dicam, Concordata fuisse magna ex parte contra Pragmaticam sanctionem: Sanctionem autem Pragmaticam esse partem Concilii Basiliensis, nihilque contra eam dictum aut factum, quod non contra Basiliense Concilium dictum aut factum merito dici possit, Basiliense Concilium prius Senis legitimè indictum, deinde Basileam transfugum à Martino V. eo defuncto Eugenium IV. Concilium Basiliense continuasse.

Decretum de Annatis abrogatis prius constitutum, quia in mentem venisset Eugenio diffusio aut translatio Concilii: postremo dissolutionem factam ab Eugenio, eundem Eugenium (melius consultum) revocasse, revocationis & dissolutionis diplomata cassâ & nulla, Conciliumque Basiliense rectè indictum & congregatum pronuntiasse, & Nicolaum successorem confirmasse.

Cumque hæc verissima esse doceant acta Concilii Basiliensis, non litis videmus quæ ratione fuerit hæc nostra Pragmatica; (quæ nihil continet aliud quam quod sanctissimis Decretis erat prius constitutum) tot annos exagitata à Pio II. Sixto IV. Innocentio IX. Alexandro VI. Julio II. & deum abrogata à Leone X. non vocatis legitimè Ecclesiæ Gallicanæ Antistitibus. Quæ factum est, ut ab ea abrogatione tum iusti appellarent Ecclesiæ Gallicanæ, Cognitor Regum, Schola Parisiensis. Cujus etiam appellationis instrumentum antiquum & authenticum attulimus.

Cum hæc dicantur in conventibus, protestantur Gallia nobili honori, dignitati & auctoritati hujus sanctissimæ Sedis derogare, & ab ea observantia & obsequio, quod semper majores Sedi Apostolicæ præstiterant, discedere, aut amplissimum Romani Pontificis auctoritatem tum in conferendis totius Ecclesiæ beneficiis, tum in dispensandis Ecclesiæ bonis & redditibus in dubium revocare; hoc tantum petere, ut ex præscripto antiquorum Canonum & Decretorum ea potestas exerceretur.

Hæc querelam quid haberet sanctum & Catholicam prædicationem & protectionem conjungam, non potuit Rex Christianissimus non audire, Regina Mare, Rex Navarre, & quotquot sunt Regni Consiliis viri prudentissimi & religiosissimi, quæ optimè norunt Regum esse precipuam curam omnium subditorum, & maximè Ecclesiasticorum querelas audire, & Ecclesiæ, quam à Deo totandam & defendendam susceperunt, se redditores rationem, cumque hoc ad omnes Principes pertinere, tum ad Galliz Regem, qui ob singulari in hac Sede benemerita excellentissimum illum titulum Christianissimi est adeptus. Cujus tituli; ut testatur apud omnes gentes reliqueret, quam sit more majorum studiosus, notuit de his rebus prius aliquid continere, quam carum per me sanctitatem tuam certiorum fecisset, idque non in subtilitate sermonis, sed in virtute sanctæ obedientiæ. Tuum enim est, sanctissime Pater, Republicæ Christianæ libenti opem ferre, & de Sede Apostolicæ existimatione & dignitate magis cogitare, quam de redditu & obventionibus.

Vides sanctitas vestra quis sit rerum Gallicarum status, quis curas rerum, quis exitus futurus; in quo si id tantum queratur, quod rectum & honestum est, non potest magnam dubitationem habere, quod agendum sit, aut respondendum Regi Christianissimo, qui non solum iussit me quæ dicta sunt tui sanctitati, sed etiam quid illa sentiret in ea re, sive Majestati quam diligenter possem referre.

Audi Trece, audi lina.



Lettre de Charles du Roy à Messieurs ses Advocats & Procureur General en sa Cour de Parlement de Paris, pour avoir leur avis sur quelques nouvelles levées de deniers qui se font à Rome. 1566.

DE PAR LE ROY.

XXXVI. **N**ous amez & feux vous verrez par un memoire que nous vous envoyons les nouvelles impositions que l'on pretend eueir à Rome sur les Expéditions des Benefices de nostre Royaume : & d'autant qu'elles tournent à la furcharge de nos sujets, & au desavantage de nostre service, nous avons délibéré de nous y opposer. Ce que nous voulons faire avec les raisons & arguments qui peuvent accompagner & fonder nostre presente intention, dont nous avons estimé appartenir à vos charges d'être éclaircis & informez par vous. Au moyen dequoy vous en consultez ensemble, & nous mandez vos

avis par escript sur chacun article dudit memoire, pour après en user ainsi que nous connoistront estre à faire. Davantage nous vous envoyons l'extrait d'une lettre escripte par nostre très-cher oncle le Cardinal d'Est, faisant mention de l'Abbaye de S. Michel au Duché de Barrois, surquoy vous nous manderez promptement aussi vostre avis, & quel interet nous y pouvons avoir. Donné à S. Germain en Laye le dixième jour de Novembre 1566. Signé, HENRY. Et plus bas, de NEUVILLE. Et au desous, A nos amez & feux Conseillers, Advocats & Procureur Generaux en nostre Cour de Parlement de Paris.

Advis de Messieurs les Gens du Roy du Parlement de Paris, touchant les nouvelles levées de deniers que font les Officiers du Dariat de la Cour de Rome. 1566.

XXXVII. **L**es Advocat & Procureur General du Roy sous-signés, qui ont veu le memoire envoyé de Rome touchant les nouvelles levées de deniers que font les Officiers du Dariat, pour raison des retenues de pensions sur les Benefices, & autres poincts contenus en icelui.

Sont d'avis sous le bon plaisir du Roy, que sa Majesté doit empêcher que telles levées n'ayent lieu, comme étant nouvelles & insolites, & par consequent rejetsables suivant l'ancienne liberté de l'Eglise Gallicane, qui de tout temps a été tellement conservée par les Rois ses predecesseurs, que jamais ils n'ont souffert aucunes charges nouvelles estre imposées par les saints Peres, ou leurs Officiers, sur les bons ou personnes Ecclesiastiques, pour quelque cause ou occasion que ce pût estre.

Sans reprendre les choses de plus haut, se contentent de commencer par ce qu'ordonna sur ce le Roy saint Louis, par sa Pragmatique de l'an 1268. en ces termes : *Item exaltatione & onera gravissima pecuniarum per Curiam Rom. Ecclesia Regni nostri imposita vel impositura, quibus Regum nostrorum miserabiliter depauperaram extitit, sine ulla impositione vel impositione, levati aut colligi nullatenus volumus, nisi duntaxat pro rationabili, pro, & urgentissima causa, inevitabili necessitate, & de spontanea & expressa consensu nostro, & ipsius Ecclesia Regni nostri.* Ne respectentent ce qui fut fait par Philippe le Bel, petit fils dudit saint Louis, quand il descendit que l'or & l'argent ne fust porté à Rome, mais ne peuvent obmettre l'Ordonnance d'ice Philippe faite par le Roy Philippe de Valois, & enregistrée en Registres de la Cour, qui défendit toutes exactions insolites que vouloient faire les Officiers de Rome, laquelle défende le Roy Charles V. renouvella plus expressément par son Edit de l'an 1385. revocant du pouvoir qu'il avoit donné aux Collecteurs & Subcollecteurs de nostre saint Pere, de lever quelques droicts sur les Benefices, que ladite Ordon-

nance appelle *Subventiones & novitates super Ecclesiis & viris Ecclesiasticis illi nostri Regis.* Et par autre Edit publié en Parlement le dixième Janvier 1403, presens le Roy de Sicile, Ducs de Berry, de Bourgogne, de Bourbon, de Berreque ; les Comtes de Retzel, de Clermont, & plusieurs autres Seigneurs & Prélats, fut ordonné par le Roy Charles VI. que si nostre saint Pere, son Chambellan, ses Conseillers, Juges délégués, ou Officiers de la Cour de Rome, s'efforçoient d'attenter sur leurs nouveautés, qu'il ne leur fust obéi, avec défenses très-expresses à tous Archevêques, Evêques, Abbez, Chapitres & Convents de ce faire.

Du temps du même Roy Charles VI. en l'année 1406, le 18. Février, fut ordonné par Arrest notable, que toutes exactions nouvelles venans de Rome cessassent. Et fut ice Arrest confirmé par une Ordonnance très-solennelle faite en l'Assemblée de tous les Princes & Prélats de France, en laquelle présint le Roy de Sicile, requerrant le Procureur General : laquelle depuis fut venue en Parlement sur la requête & plainte dudit Procureur General, & de l'Université de Paris, après avoir oüy en leurs défenses & raisons lesdits Officiers de Rome. Et pour ce qu'aucuns s'opposèrent à ladite verification, ils furent enforcés à la Cour du Palais par l'Ordonnance dudit Parlement, où estoient le Chancelier & le Consul du Roy, & n'en firent que'ils n'eussent reconnu leur faute : & d'abondant fut ordonné qu'il ne seroit plus rien payé à ceux de Rome sous prétexte d'Armée, de Décime, ou autre droict, & que ceux qui pour avoir tenu ceste opinion avoient été excommuniés, seroient absous.

De ce que dessus résulte abondamment, que la maxime qu'aucuns pourroient tenir à Rome, que nostre saint Pere, comme Seigneur de tous Benefices, peut sur iceux imposer telle charge qu'il voudra, ne s'étendant jamais sur la France, au contraire elle est en possession d'empêcher que sa Sainteté ne puisse rien lever sur les Benefices

rent élevés que collatis, soit pour Annates ou autre droit quelconque, sinon avant que le Roy & l'Eglise Gallicane luy aient accordé: Et ce quelque nécessité qu'il luy puisse advenir, comme lors de la Pragmatique de saint Louis, il avoit grand piteux de faire lesdites levées à cause des guerres saintes, & celles des Albigeois.

Reste à voir quels droits jusques à présent le Roy & l'Eglise ont accordé aux précédentes saints Peres & Officiers à Rome pour les Annates & Expéditions de Benefices. Durant le Concile de Constance qui commença en l'an 1414, fut faite une Assemblée de l'Eglise Gallicane, laquelle déclara en general que les Annates & vacans, qu'on appelloit *communia & manca servitia*, n'étoient point deus, ains que les bailler ou recevoir estoit convenu simonie; & sur ce y eut résolution de l'Eglise Gallicane autorisée par Ordonnance du Roy: de laquelle aucuns ains appellé, par autre Ordonnance de l'an 1418, ils furent déclarés criminels de lèse Majesté, en présence de Monsieur le Dauphin, lequel & tous les autres jurèrent ledite Ordonnance.

Le Concile de Basse vint depuis, & après icelle la Pragmatique Sanction, par laquelle en son decret des Anaires fut arresté conformément audit Concile de Basse, que pour l'élection, collation & confirmation des Benefices, on ne bailleroit ni prendre chose quelconque, sinon ce qui seroit trouvé raisonnable pour la peine & salaire des Abbévies, Copistes & Enregistreurs, à peine de simonie contre ceux qui bailleroient ou recevraient.

Depuis intervint le Concordat, qui n'a dérogé à ladite Pragmatique, sinon es points qu'il a expressément corrigés ou révoqués. Or l'article concernant lesdites levées & droits n'est révoqué, sinon qu'en ce que les Annates des Benefices consistoriaux sont accordées à sa Sainteté, & n'est dit que les Annates ou autres Droits de payeront à cause des pensions: dont s'ensuit que puis que cela n'est point ordonné, on demeure pour ce regard es termes des anciennes Ordonnances cy-dessus spécifiées, ensemble de ladite Pragmatique, & de la Loy divine qui dit, *gratis acceptis, gratis date*. Tellement que quand bien il plairait au Roy accorder aux Officiers de sa Sainteté de prendre quelque droit sur lesdites pensions, telle concession ne leur pourroit profiter comme étant contraire aux libertés de l'Eglise Gallicane, dont le Roy jure en son Sacre, qu'il sera protecteur, & du bien universel de ses sujets, qui ont intérêt que la France ne soit vacante d'argent, dont souvent remontrances ont été faites aux Roys, mesme s'en trouve une très-notable faite sur ce point au Roy Loys XI. par son Parlement. Tellement que lesdites pensions ainsi obtenues avec argent seroient jugées par les Cours de Parlement de ce Royaume, où ladite Concession n'auroit été venue, pures simonies, & ceux qui les auroient obtenus déchus du droit prétendu en icelles, & incapables de tenir autres Benefices; joint que ledit droit qu'on prendroit sur lesdites pensions seroit notablement absurde & déraisonnable, pour ce que ce seroit, comme on dit, prendre d'un sac deux moures, comme deux droits Seigneuriaux, veu que pour l'expédition totale des Benefices on prend Annates, donc pour la pension, faisant partie du Benefice, on ne doit rien prendre.

Que desdits servira pour réponse aux Amis des droits qu'on veut de nouvel introduire, tant pour l'expédition des pensions, que pour les

Abbayes non consistoriales, & pour les dispenses matrimoniales; auxquels, & à toutes nouvelles semblables il suffit de répondre à l'Eglise Gallicane par ce mot de saint Paul, *Nec saltem consuetudinem non habemus*: & ne fut rien l'élection nouvelle des Chevaliers Laureains, car ils ne sont aucunement fructueux à la France, parant suivant ses anciennes libertés, les Benefices d'icelle ne doivent payer les gages dedit Officiers, autrement elle deviendrait pays d'obéissance, comme les autres Royaumes & Nations; ce qui fut jadis fort amplement remontré par des Ambassadeurs qu'envoya exprès Charles VIII. au Pape Alexandre VI. sur les plaintes que lui fit son Eglise Gallicane, & son Parlement. *Quod in Literis Apostolicis expeditis pro subditis Regni non servabatur Taxa antiqua, in grave prejudicium libertatum subditorum, & quod multipliciter Officiarii pro expeditis dactis Literis Apostolicis, & quod craverat viginti Secretarii pro expeditis ista qui per annum prius expeditabant & aulis super excessu Annatarum, & autres points préjudiciables aux libertés de l'Eglise Gallicane, dont lesdits Ambassadeurs rapportèrent telle réponse que le Roy eut occasion de s'en contenter.*

La même réponse servira aussi pour les Dévolut, desquelles on veut que Bulles soient levées en Bretagne; & pourra être remontré à la Sainteté, que si ceux de Rome prennent ce train, ils contraindront ceux du Parlement de Bretagne, & autres Parlements de ce Royaume, de pratiquer ce que cy-devant ils ont fait lors qu'aucuns des précédents Officiers de Cour de Rome n'ont point voulu expédier des Signatures de Benefices simples sans Bulle; car lors les Parlements voyant que telles difficultés estoient pures Bursalles, & ne tendoient point à l'édification de l'Eglise de Dieu, ains plutôt au scandale & à l'éversion, ont permis aux impétrants des Benefices de prendre possession sur la simple attestation du Banquier, & que ladite prise de la res desdits Officiers servit de titre.

Comme aussi les Parlements pourront faire semblable jugement, si on introduit la nouveauté mentionnée en l'article concernant les provisions nouvelles, & l'expression qu'on veut être faite de la cause, pour laquelle *dabitur de viribus provis provisionis*, ven qu'il n'y a nul intérêt à exprimer ou n'exprimer pour ladite cause, joint que celle difficulté, ainsi qu'il est porté par ledit article, ne s'est jamais faite par le passé sinon au pays d'obéissance, où peut-être il se fera quelque droit.

La réponse au dernier article est suffisante telle qu'elle est couchée par ledit mémoire: à quoy on pourra adjoindre qu'en ce Royaume les translations des Religieux sont nécessaires, principalement durant les troubles, pour ce qu'il y a plusieurs Abbayes aux champs lesquelles il ne se fait nombre suffisant de Religieux qui peuvent remplir les petites Priorés, tant pour ce que le revenu desdites Abbayes a été diminué par les alienations, & par les guerres qui ravagent tout le plus pays, qu'aussi pour ce que plusieurs desdites Abbayes, principalement de ceux qui sont à la campagne, ont été démolies devant les troubles, & ne les est l'on encore redresser jusques à ce que lesdits troubles soient entièrement cessés & finis. Fait à Paris le ... jour de Novembre, mil cinq cents quarante-six. *Signé, FATE, DE LA GUELLE, & MAMCOT. Monsieur de la Guelle Rapporteur. Extraict des Registres du Parquet.*

Extrait de l'Instruction donnée par le Roy au Cardinal de Joyeuse allant à Rome, pour y être Protecteur des affaires de sa Majesté, du 1. Juin 1587.

XXXVIII. **L**E DIT fleur Cardinal s'informerà aussi des nouvelles levées de deniers, que les Officiers du Dausatz ont déclaré vouloir faire sur les Expéditions des Benefices de ce Royaume, pour sçavoir comment on en use, afin d'en advertir incontinent sadite Majesté, laquelle luy a cependant commandé de s'opposer à la levée, & exaction d'icelle, & de faire sçavoir à sa Sainteté, que sadite Majesté, & tout le Royaume s'en formalisent grandement, parce qu'elles altèrent les libertez anciennes de l'Eglise Gallicane, qui de tout temps ont esté conservées si précieusement par les Rois prédecesseurs de sadite Majesté, que jamais ils n'ont souffert qu'elles ayent esté violées, pour quelque cause & occasion que ce soit, comme il appert par plusieurs Edits faits du temps du Roy S. Louis, Philippe le Bel son petit fils, Phi-

lippe de Valois, Charles V. & VI. & qui sont à bon droit remarquez & mis entre les plus Chrétiens & sages Princes qui aient gouverné ce Royaume. Que la Court de Parlement de Paris, laquelle a la charge principale de la défense & conservation desdites libertez sous l'autorité de sadite Majesté, aye en le vent desdites nouvelles levées, a délibéré de prononcer au contraire, & l'eust déjà fait si sadite Majesté ne l'eust retenu & empêché, ne voulant qu'il apparaisse en cette façon aucune mauvaise intelligence entre le saint Siège & cette Couronne.

Pour cette cause ledit fleur Cardinal suppliera sadite Sainteté d'exempter les Ecclesiastiques François du paiement desdites levées, lesquelles ne diminueroient de gueres les deniers qu'il a fait esbat d'en tirer. *Signé, DE NIEUVILLE.*

Arrest de la Cour contre les augmentations des taxes des Expéditions qui se font en Cour de Rome. 1587.

Extrait des Registres de Parlements.

XXXIX. **V**E u par la Cour la Requête à elle présentée par le Procureur General du Roy, disant, qu'il auroit esté adverti qu'à Rome sur les signatures des Benefices, dispersés de Mariage, & autres semblables Expéditions se faisoient levées de deniers outre les anciennes, qui est directement contraire à l'autorité du Roy, libertez & immunités de l'Eglise Gallicane, & oy aucuns Banquiers pour ce mandés.

Et tout considéré, ladite Cour ayant esgard à ladite Requête a ordonné & ordonne qu'il sera

informé sur le contenu en icelle, & fait inhibitions & défenses à tous Banquiers, solliciteurs & autres, de payer plus grande somme pour les Expéditions de Cour de Rome, que celle qu'ils ont accoustumée, & la certifier incontinent des refus & difficultés, si aucunes sont faites sur la délivrance desdites Expéditions, pour y estre pourveu ainsi qu'elle verra estre à faire par raison. Fait en Parlement le quinziesme Jun mil cinq cens quatre-vingt-sept.

Arrest du Conseil d'Etat contre l'exaction extraordinaire, qui se fait en Cour de Rome sur les Expéditions des Benefices de France. 1638.

XL. **S** U n ce qui a esté représenté au Roy estant en son Conseil, que ses sujets non seulement ne reçoivent plus aucun favorable traitement à Rome, ainsi que par cy-devant sur les Expéditions touchant les Benefices, mais au contraire que l'on exige d'eux contre la teneur des Concordats, & l'usage ancien, des droits excédant notablement ceux qu'ils payoient autrefois. Qu'on veut les obliger à prendre des Bulles pour des Benefices, ou pensions sur iceux, qui ont accoustumé de s'expedier par simples signatures, & les reduire pour ce regard aux termes des autres Nations, au préjudice des Privileges, dont ils sont en possession selon lesdits Concordats. Que pour l'expedition des Abbayes qui passent maintenant par Dature, à cause qu'elles ne sont pas proposées en Consistoire par le Protecteur des affaires de France, auquel on ne permet pas de faire sa fonction, on leur fait payer une compen-
de qui va à un tiers plus que l'ordinaire: Et enfin que faute de proposer par ledit Protecteur en Consistoire, il y a nombre d'Evêchez en ce Royau-

me, auxquels la Majesté a nommé des personnes qui ne peuvent obtenir à Rome les Bulles desdits Evêchez; dequoy avant esté fait souvent plainte de la part de la Majesté, il n'y a esté néanmoins apporté aucun ordre.

Sadite Majesté estant en son Conseil, a ordonné & ordonne que l'envoy de toutes sortes de Memoriaux à Rome pour les Expéditions des Benefices ou pensions sur iceux sera interdict: Et sur très-expresse inhibitions & défenses à tous Banquiers expéditionnaires de ce Royaume d'y en envoyer aucuns, jusques à ce qu'il luy plaist autrement en ordonner, sur peine de trois mille livres d'amende: Veut sous la mesme peine, que chacun desdits Banquiers expéditionnaires exhibe aux Juges des lieux où ils sont établis, leur Registre trois jours après la signification du présent Arrest, pour estre paraphé sur la fin, & au bas des derniers feuillets, en sorte que rien n'y puisse estre adjousté touchant les Benefices. Fait au Conseil d'Etat du Roy, la Majesté y étant, à saint Germain en Laye le 24. jour de Jun 1638. *Signé, BOUQUILLIER.*



CHAPITRE XXIII.

DES LEGATS A LATERE ENVOYEZ EN FRANCE

par les Papes. Lettres Patentes de nos Roys pour la reception desdits Legats en leur Royaume : & les Arrests de la verification de leurs pouvoirs & facultez, qui contiennent plusieurs articles servans à la preuve des Libertez de l'Eglise Gallicane.

Exemplar epistole fidei publica vel salvi conductus, à Karolo Majore domus missi Bonifacio Episcopo Misso sancti Petri in Franciam venienti.

KAROLUS Major domus Apostolicus in Christo Patribus, Episcopis, Ducibus, Comitibus, Vascariis, Domestici, & omnibus amicis nostris. Cognoscatis qualiter Apostolicus vir in Christo Pater Bonifacius Episcopus Missus sancti Petri ad nos venit, & nobis supplicavit, quod sub mundiburbio nostro vel defensione eum recipere deberemus. Quod ita nos gratanti animo fecisse cognoscite. Proinde nos ralius vult fecimus ei in manu nostra roboratum dare, ut ubicunque ambularet videtur, cum nostro amore, vel sub nos-

tro mundiburbio & defensione quicquid vel conservare esse debeat; in ratione ut iustitiam reddat, & ut final accipiat: & si aliqua causatio vel necessitas ei eveniat, quæ per legem definit non poverit usque ante nos, quatenus vel conservare esse debeat tam ipse, quam qui per ipsum sperare videtur, ut & nullus illam contrarietatem vel damnationem adversus eum facere debeat: & ut certius credatur, manu propria subterfirmavimus, & de annulo nostro subterfirmavimus. *Inpresens après le Synode de Rheims.*

Vide Glabe, Radulphum Hist. Franc. lib. 2. cap. 4. Vide etiam epistolam Concilii Africani ad Papam Celestinum.

Extraict de deux Rooles, l'un intitulé, *Articuli quibus Joannes tit.*

SS. Marcellini & Petri Presbyter Cardinalis missus fuit ad Regem.

L'autre contient les réponses du Roy Philippe le Bel.

II. Ex articulo. **T**EM ad denuntiandum & declarandum Papa. Irandum eadem, quid Romanus Pontifex Legatos de latere, & non de latere, ac Nuncios libere mittere possit ad quasvis Imperia, Regna vel loca prout vult, absque petitione iussus vel consensu, usu, vel consuetudine contrariis nequaquam obstantibus.

Ex responsu Regis ad articulum de missis liberis Legatione. Respondit Rex, quod non impedivit, nec impedire intendit Legatos, Nuncios vel alios quoscunque personarum, quominus libere ingredi valeant Regnum suum, nisi sibi & Regno sint legitima ratio suspecti, vel aliis habeat justam causam. *An esse Bonif.*

Promesse baillée par un Legat à latere, de ne rien faire contre les droits du Roy, & qu'il sera en France tant qu'il plaira au Roy. 1456.

III. ALAIN par la grace de Dieu Cardinal de l'Eglise de Rome, au titre de sainte Praxede, le Cardinal d'Avignon vulgairement appelé: A nous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut en nostre Seigneur. Comme nous avons esté de vous envoyé par nostre S. Pere le Pape Calixte III. Legat à latere au Royaume de France, & en toute la Nation Gallicane, & autres contrées jusques au Rhin, & fort ami que très-haut, très-puissant & très-Christien Roy mon souverain Seigneur le Roy de France, ait envoyé venerable & discrette personne M. Jean Ballart son Conseiller, & Chantre de l'Eglise de Paris, par devers nous en cette Ville d'Avignon, par lequel nous ait mandé & fait sçavoir, que pour ce que le Roy a droit de nous avoir ou recevoir Legat Apostolique en son Royaume, & que aucun Cardinal, ou autre ne doit venir vers

luy en forme & maniere de Legat à latere, excepté, ne user d'assistance & autorité de Legat, & que le Roy & ses prédecesseurs ont toujours poyé & usé dudit droit; le Roy ne entend pas que nous soyons Legat en sondit Royaume, ny y contrions, ou usions comme Legat, ne que doions ou puissions user en aucune maniere de puissance & autorité de Legat, touchant jurisdiction, collation de Benefices, ne autrement en quelque maniere que ce soit: Mais que pour certaines causes & considerations qui à ce l'ont mes & meurent, son bon plaisir estoit & est que nousussions par-devers luy, & fussions portez nostre Croix devant nous par tout où nous serons en sondit Royaume, & que es Lettres que nous serons, nous nous nommerions Legat à latere.

Scavoir

Sçavoir faisons que nous ayant considération à ce que dit est, voulons & accordons, & sommes contents, que nostre entrée & venue audit Royaume de France, & portement de Croix devant nous en iceluy Royaume, & autres enseignemens de Legat, ainsi que le bon plaisir du Roy a esté nous permettre, & aussi le nom de Legat à l'aire, diquel nous nous nommons & usons en nos Lettres, soit tout sans préjudice des droits du Roy & du Royaume, & de ses successeurs au temps advenir : Et promettons que nous ne userons, ne ferons chose qui appartienne à Legat, ne à puissance & autorité de Legat à l'aire audit Royaume de France : mais si nous usons d'aucunes puissances particulières, ou speciales à nous données, accordées & concédées par nostre saint Pere le Pape, nous voulons & sommes contents que ce soit sans

préjudice des droits du Roy & de sondit Royaume comme dessus : & n'entendons pas que ce soit sous & par le moyen de la puissance de Legat à l'aire, & n'en userons d'aucunes qui soient contraires ne préjudiciables à la Pragmatique Sanction : & d'aucune chose avoit esté par nous faite, ou se faisoit au contraire, dis maintenant comme pour lors voulons que tout soit nul, cassé, & non valable. En témoin desquelles choses dessusdites, & afin qu'elles aient plus grande fermeté, nous avons octroyé, & fait faire ces Lettres, & icelles signées de nostre propre main, & fait sceller de nostre scel audit lieu d'Avignon, le premier jour de Janvier l'an mil quatre cents cinquante-six. *Siged, A. Cardinal d'Avignon.*

Du Registre des Ordonnances Barbares, fol. 182

Lettre de la permission octroyée par le Roy à Monsieur l'Evesque de Modene, d'user en ce Royaume & Dauphiné du nom de Legat, & des puissances & facultez à luy octroyées par nostre Saint Pere, sans préjudice des droits, prerogatives & prééminences du Roy, & des droits, privilèges, franchises, libertez, usages, & coutumes de l'Eglise de France. 1476.

IV. **L**OYs par la grace de Dieu Roy de France, ront, Salut. Comme puis n'agrees de la partie de nostre très-cher & grand amy l'Evesque de Modene, nous a esté remonsté que nostre saint Pere le Pape Sixte, pour certaines grandes causes & manies l'ait envoyé pardevant nous, & luy ait donné pleine puissance de Legat à l'aire, & plusieurs autres especiales facultez, desquelles toutefois il ne voudroit & ne prétend devoit user sans nostre vouloir, plaisir & consentement, ne en rien déroger à nos droits, prerogatives & prééminences, ne aux droits, privilèges & libertez, coutumes & obervances de l'Eglise de nostre Royaume & Dauphiné, en nous suppliant & requerrant que le voulussions recevoir, & luy fussions & permettre user des puissance & facultez à luy données par nostre saint Pere en nosdits Royaume, pays du Dauphiné, & autres Seigneuries.

Sçavoir faisons que nous désirans toujours honorer & reverter nostre saint Pere, & le saint Siege Apostolique, & luy complaire en toutes choses non dérogeans à nos droits, prerogatives, prééminences, privilèges, franchises, libertez, coutumes, & usages de l'Eglise de nosdits Royaume & Dauphiné, & autres Seigneuries ; après ce que ledit Evesque de Modene nous a promis & baillé ses Lettres, de non user desdites puissance & facultez en nosdits Royaume & Dauphiné, contre ne ou préjudice de ce que dit est, mais seulement selon les modifications & restrictions acceptées par ledit Evesque de Modene touchant les choses dessusdites ; lesquelles Lettres dudit Evesque de Modene avons envoyées en nostre Cour de Parlement de Paris : Nous pour honneur & reverence de nostre saint Pere, avons permis & permettons pour cette fois seulement, que ledit Evesque de

Modene se puisse nommer Legat & Messager de nostre saint Pere par son nom l'icquiescent, joir & user desdites puissance & facultez à luy baillées par nostre saint Pere, sans en rien déroger ne préjudicier à nos droits, prerogatives, prééminences, ne aux droits, privilèges, franchises, libertez, & usages, coutumes, & obervances de l'Eglise de nosdits Royaume & Dauphiné, & autres de nos Seigneuries, & sous les restrictions & modifications sus ce faites, & dont il a baillé sesdites Lettres, comme dit est.

Si donnons en mandement par ceslites presentes, à nos amez & feaux Conseillers les Gens de nostre Cour de Parlement, & à tous nos autres Juticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, volonté, permission & consentement, ils fassent, souffrent, & laissent ledit Legat, joir & user pleinement & paisiblement, sans luy faire, ne souffrir estre fait aucun delourbier & empeschement au contraire, pourcev toutesfoies, & dont avons fait expresse protestation ; que nostre present consentement ne puisse estre trait à conséquence, ne donner ou acquiescer quelque droit ou possession contre nous, nos successeurs Rois de France, nos droits, prerogatives, prééminences, privilèges, franchises, libertez, usages & coutumes, ne de l'Eglise de France, ne du Dauphiné. En témoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à ceslites presentes. Donné au Plessis du Pare le quatrième jour de Janvier l'an de grace mil quatre cents cinquante-six, & de nostre Regne le seizième. Ainsi signé, par le Roy, le Seigneur du Lude, Maître Gacian Fauet, Président de Thoulouse, Jean Bourré, Philbert Boutillac Tresorier de France, Jacques Lomet, Maistre des Requêtes, & autres presens, de CHAMMONT.

Extrait d'un Registre de la Chancellerie des Comptes.

PREUVES DES LIBERTÉZ

Déclaration du Roy Louys XI. en faveur du Legat Cardinal saint Pierre in vincula, portant pouvoir audit Legat d'exercer ses facultez, quoy que ledit Legat ne luy en ait demandé sa permission, comme il est de coustume, & sans qu'il soit tiré à conséquence. 14. Juin 1480.

V. LOUYS par la grace de Dieu Roy de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Comme nous eussions esté advertis que pour plusieurs choses touchans & concernant le bien de la chose publique Chrestienne, & mesme la pacification des différens qui sont entre les Princes Chrestiens, afin que iceux uns & appaisés tous ensemble, pussent mieux eux disposer au service & de foy de la sainte Foy Catholique, nostre saint Pere envoyeroit volontiers devers nous, & en nostre Royaume aucun du saint College des Cardinaux Legat à l'œuvre, avec ample puissance & faculté de besogner esdites choses, & autres unes & profitables à toute la chose publique de Chrestienté, dont ayons esté, & soyons très-joyeux & contents; & pour le singulier désir qu'avons au bien desdites manieres, & à ce qu'elles se peussent disposer à louange & service de Dieu, & au bien & exaltation, tuition & défense de la sainte foy, ayant esté & supplié à nostre dit saint Pere que son plaisir fust de ainsi le faire.

Et depuis ayons eue que iceuluy nostre saint Pere, par le conseil dudit saint College des Cardinaux, avoit élu & choisi pour envoyer par deçà en Legation, nostre très-cher & grand amy le Cardinal *saint Pierre ad vincula*, avec toute pleine puissance de Legat à l'œuvre, & plusieurs autres grandes & amples facultez; laquelle chose nous ar esté, & soit très-agréable pour les grandes, excellentes & loüables vertus que sçavons & cognoissons estre en la personne dudit Cardinal *saint Pierre ad vincula*. Parquoy & pour ce qu'il est besoin de donner ordre à la venue, afin que l'expédition d'elles manieres ne soit retardée.

Sçavoir faisons que combien que nous & nos prédécesseurs Roys de France ayons droict, privilege, préminence & prérogative expresse, avec coustume & usage de toute ancienneté gardée, de non recevoir ne estre tenu à recevoir en nos Royaume, Pays & Seigneuries, Legat du saint Siege Apostolique, & que quelque Legat qui y vienne, de quelque autorité qu'il soit, ne puisse user de la Legation en nosdits Royaume, Pays & Seigneuries, sans nostre expresse consentement, volonté & permission; ce néantmoins pour l'affection & désir qu'avons au bien desdites manieres, considéré aussi que par le moyen dudit Cardinal se pourroit accorder plusieurs diversitez, qui par

cy-devant ont esté & sont touchant la collation des Benefices de nosdits Royaume, Pays & Seigneuries, dont souvenens par la contrariété qui se trouve entre les Bulles & concessions de nostre dit saint Pere, & les collations des Ordinaires, se meurent plusieurs procès au grand dommage de nos sujets, & diminution desdits Benefices; voulant user en la personne dudit Cardinal de plus especial honneur, faveur & libéralité que n'avons accoustumé envers quelconques autres; considéré mesmement que la venue & Legation a esté de nostre sceu & consentement, avons voulu, consenty, permis & octroyé, voulons, consentons, permettons & octroyons par ces presentes, pour estre fois seulement, & sans ce que jamais il se puisse tirer à conséquence, que d'ici si tost que ledit Cardinal *saint Pierre ad vincula*, Legat fuisse, entrera en nostre Royaume, pays du Dauphiné, & en nos autres Pays & Seigneuries, il y puisse entrer comme Legat à l'œuvre, porter la Croix, & autres choses qui y appartiennent par tout, fors en nostre presens; aussi user de ladite Legation, & des puissance & facultez à luy octroyées par nostre dit saint Pere, sans préjudice toutefois, comme dit est, des droits, privileges, franchises, préminences & prérogatives de nous & de nos prédécesseurs, & des anciennes coustumes & usages dont nous & ceux de nostre Royaume, pays du Dauphiné, & autres Seigneuries avons accoustumé d'user, auxquels ne voulons & n'entendons en aucune maniere déroger; & pourveu aussi que ledit Cardinal baillera les Lettres patentes & authentiques; par lesquelles il déclare que par cette presente permission & consentement, ne par quelque usage & exercice qu'il fasse de ladite Legation, puissance & facultez à luy octroyées de nostre dit saint Pere, n'est & ne sera en rien déroger, ne préjudice à nosdits droits, privileges, franchises, libertez, préminences & prérogatives de nosdits Royaume, Pays & Seigneuries, ne aux anciennes coustumes & usages dont nous & nos prédécesseurs, & nosdits Royaume & Seigneuries avons accoustumé d'user. En témoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. Donné à Brice-Comte-Robert le 14. jour de Juin l'an de grace 1480. & de nostre Règne le 19. Signé, par le Roy, les Seurs du Bouchage, de Seneviz & autres presens, & le

MARSHAL. En scellé.

Acte des protestations faites par le sieur Dauvet, Maître des Requestes, de la part du Roy Louys XI. au Cardinal de S. Pierre in vincula, Legat du Pape Sixte IV. en France. 2 Aoust 1480.

VI. IN nomine Domini, amen. Universis & singulis hoc presens publicum instrumentum visum & audientibus har manifestum, quod anno Domini 1480. Indictione 11. & die 11. mensis Augusti, in loco sancti Symonis Auzonis Reverendissimus in Christo Pater dominus Archiepiscopus Burdigalensis, necnon illustris & potens dominus dom.

Comes Delphinus Alvernix Reverendique in Christo Patres domini Ebroicensis, Lexoviensis, & sancti Pauli Episcopi, domini Ballardus Cenomanix, Guillelmus de Chabanes Regu ordinis Milites, dominus Decretulle, domus Regis Perceptor, ac honorandi vir Magister Guillelmus Dauvet, domini nostri Regis Consiliarius, ac episcopi Requestrum Hospitii

Magister, Ambasiatores & Oratores ipsius domini nostri Regis Christianissimi, ad Reverendissimum in Christo Patrem & dominum dominum Julianum S. R. E. Episcopum Sabiniensem Cardinalem, vulgareter nuncupatum sancti Petri ad vincula, sanctissimi domini nostri Papæ, sanctæ sedis Apostolicæ, ad Franciæ Regnum, Delphinatum, & universæ Galliarum provincias, ac eisdem adjacentes Legatum à latere, accedentes ad personam & personam præfati Reverendissimi domini Cardinalis & Legati, eidem Reverendissimo domino Cardinali & Legato, nomine dicti domini nostri Regis, per vocem dicti domini Magistri Guillermi Dauvet, in nostrorum Joannis Neyronis, & Francisci de Rastole Clericorum, civium Lugduni, publicorum auctoritatibus Apostolica & Regia Notariorum, & Curie domini Officialis Lugdunensis Juratorum, ac testium inferius nominatorum presentia dixerunt, declaraverunt & exposuerunt.

Quod cum pro magnis & arduis negotiis universam Christianitatem concernentibus, & potissime pro sedandis & pacificandis multorum Principum Christianorum discordiis, quatenus illi ad defendendam Catholicam fidem paci animosius intendant, dictus sanctissimus dominus noster Papa Sixtus ad dictum Franciæ Regnum, Delphinatum, & universæ Galliarum provincias ac eisdem adjacentes, & universæ & singula Domina dicti domini nostri Regis, præfatum Reverendissimum in Christo Patrem dominum Julianum Cardinalem Legatum suum de latere destinaverit, & ejus adventum dicto domino nostro Regi Francorum significaverit: qui propterea dominus noster Rex dictos suos Ambasiatores & Oratores solennes ad ipsum Reverendissimum dominum Cardinalem & Legatum transmissit, per quos eidem Reverendissimo domino Cardinali & Legato fecerit declarari jura, privilegia, prerogativas, libertates & præeminencias, quibus ipsi domini nostri Francorum Reges, Regnumque suum, ob ecclesiæ in sanctam Romanam Ecclesiam, & in rem Christianam universam merita præditi sunt & donati, quibus tam ipse dominus noster Rex, quam ejus progenitores Francorum Reges huc usque inconculsi fuisse: videlicet quod Reges ipsi in suis Regno, Delphinato, Terris & Dominis quinquemque Legatum Apostolicum etiam de latere minime recipere teneantur, neque ipse Legatus quicumque auctoritate & facultate sit investitus, Legationis suæ officio in eisdem Regno & Delphinato, Terris & Dominis fungi possit aut valeat, nisi domini nostri Regis contentus expresse interveniat ac permisso, quæ cum fuisse, non aliis cuiquam Legato concessa est, nisi sese ac facultatem suam testimonium Regis Majestatis exhibuerit. Quibus jurebus, privilegiis, prerogativis, libertatibus & præeminenciis non intendebat ipse dominus noster Francorum Rex in aliquo derogare.

Verum pro ardenti zelo, delidendo & affectione dicti domini nostri Regis ad negotia supradicta, & proque singulari benevolentia, quam erga eundem Reverendissimum Cardinalem & Legatum gerebat, aliisque de causis & considerationibus moris liberaliter erat contentus pro hac vice duntaxat, absque eo quod in consequentiam trahi posset quomodolibet in futurum, quod incontinenti ab ipso primo Regni, Delphinatus, & aliorum Dominiorum ejusdem domini nostri Francorum Regis, suo ingressu plena & integra Legationis suæ auctoritate ut verus Legatus de latere un possit & valeat, eundem ante se deservit faciendo, præterquam in præ-

sentia dicti domini nostri Regis, & aliis insignibus Legati de latere, facultatibusque seu potestatibus auctoritate Apostolica sibi concessis utendo, salvis tamen jurebus ejusdem domini nostri Regis, suæque Regni Francorum & Delphinatus, & sine præjudicio privilegiorum, prerogativarum, quibus inconculsi gavisi fuerunt ipse dominus noster Rex, & sui progenitores: protestantes sollemniter & debuit ipsi domini Oratores & Ambasiatores ipsius domini nostri Regis, voce dicti domini Magistri Guillermi Dauvet, quod ipse dominus noster Rex non intendit virtute sitis contentus & permissionis factæ aut fieri, in aliquo privilegio, jurebus, prerogativis, libertatibus & præeminenciis supradictis, eidem domino nostro Regi, suæque Regno, Delphinato, Terris, Dominis sibi subditis, ac suis in postum succellibus competentibus quovis modo derogare, & pro hac vice duntaxat hanc volucrantiam & libertatem concedere, verum etiam in posterum in consequentiam talis non posse.

Et ne adventus ipsius Reverendissimi domini Legati, dictaque suæ Legationis usus prædictis privilegiis, & aliis supranominatis jurebus præjudicium in aliquo genere in futurum, addiderunt ipsi Oratores intentionem dicti domini nostri Regis fuisse & esse, quid antequam permisso, contentus & concessio hujusmodi aliquem sortiantur effectum, ipse Reverendissimus dominus Cardinalis & Legatus litteras suas patentes & opportunas dabit pro conservatione dictorum jurebus, privilegiorum, prerogativarum, & præeminenciarum ipsius domini Regis, suæque Regni & Delphinatus, suorum & succellorum, & aliorum suorum dominiorum & subditorum, quas litteras expressit domini Oratores & Ambasiatores nomine Regis ante omnia in debita forma per eundem Reverendissimum dominum Cardinalem & Legatum sibi concedi præbaverunt.

Quibus auditis, ipse dominus Reverendissimus Cardinalis Legatus pronuntiat palam hæc verba, vel in effectu similia. Nos non verum ad derogandum privilegiis & libertatibus ipsius Regis aut Regni, vel donatum huius, sed ad illa augenda potius quam diminuerenda, & acceptamus protestationes præfatas, & illas gratas & acceptabiles habuimus & habemus: dabimusque litteras nostras patentes pro conservandis jurebus, privilegiis & præeminenciis ipsius Christianissimi Principis: nec ignoti sumus juri prædictorum & protectionum, quæ ab antiquo sunt & fieri consueverunt: volentes jura regalia, prerogativas & præeminencias tueri & defendere magis, quam patri nostro nomine infringi: verum etiam cum aliis fuimus hac Legatione hactenus, memores sumus nobis has fuisse protestationes factas, litterasque nostras dedisse pro regalibus jurebus, franchisiis & præeminenciis ejusdem Christianissimi Regis tuendis. Nec res ista nova est, similiter & fecerunt Reverendissimi Cardinales Rothomagensis & Avinionensis, qui aliis missi fuere Legati ad præfatum Regnum, & has Galliar partes.

De quibus declarationibus, demonstrationibus, protestationibus, responsionibus, verbis & acceptationibus præfatis dictis domini Oratores & Ambasiatores, voce dicti Magistri Guillermi Dauvet, perierunt à nobis dictis Notariis sibi fieri publicum instrumentum, quod eis concessimus & fecimus sui hac forma. Actum & datum ut supra, præsentibus ibidem Reverendis Patribus in Christo domini Jacobo de Cailiers Archiepiscopo Ebrodeni, Joë de Silvicon Episcopo Gratianopolis,

honorabilibus viris Lioneto de Rubens, Florentio & Philippo Lorin Mercatoribus Florentinis, habitatoribus Lugduni, pluribusque aliis ibidem assistentibus testibus ad premissa vocatis & rogatis.

Ego vero prefatus Joannes Neyronus, civis Lugdunensis, Clericus, publicus Apostolica & Regia auctoritatibus Notarius, & Curie Officiarius Lugdunensis Juratus, qui in predictis protestationibus & declarationibus, responcionibus, verbis & acceptationibus, omnibusque & premissis, dum sic ut supra ageretur, & fierent, una cum prænominato Magistro Francisco de Raffole, citius cive Lugdunensi Jurato, Clerico, publico Apostolica & Regia auctoritatibus Notario, & Curie Officiario Lugdunensi Jurato, prefatus fui, & quae sic fieri vidi & audivi, de quibus hoc praesens publicum instrumentum una cum dicto de Raffole recepti, & inde aliena manu mihi fidei scriptum, ad opus supradictorum domine Ambaxiatorum & Oratorum dicti domini nostri Regis expedivi, sub hoc signo meo manuali in talibus fieri affecto, in testimo-

nium praemissorum requisitus & rogatus. *Signé :* NEYRON.

Et ego prefatus Franciscus de Raffole, civis Lugdunensis, Clericus, publicus Apostolica & Regia auctoritatibus Notarius, & Curie dicti domini Officialis Lugduni Juratus, etiam in predictis declarationibus, demonstrationibus, responcionibus, verbis, acceptationibus, & aliis premissis omnibus & singulis, dum sic ut supra fierent, & agerentur praesens fui, & quae sic fieri vidi & audivi, de quibus hoc praesens instrumentum, cum dicto Magistro Joanne Neyronis dictis auctoritatibus Notario publico, & Curie dicti, domini Officialis Jurato recepti, quod inde aliena manu mihi fidei scriptum expedivi cum dicto M. Neyronis, ad opus dictorum domine Ambaxiatorum & Oratorum dicti domini nostri Regis, sub hoc signo meo manuali in talibus fieri solito, in testimonium praemissorum requisitus & rogatus. *Signé :* F. RAFFOLE.

Monseigneur Desmarets à l'original.

VII. **A**U Chapitre XIII. de ce Recueil, qui est des *Appellations ou faveurs Cardele*, il y a l'acte d'appel du Procureur General de Normandie, de la Legation en France du Cardinal Bal-

lué, qui estoit entré en ce Royaume sans le consentement du Roy, & sans que sa Legation fust reçue. Ledit acte est de l'an 1484.

Memoires de ce qui se passa en France pour le fait du Cardinal Ballu Legat à latere 1484.

Extrait d'un Registre du Conseil d'Etat du temps du Roy Charles VIII. qui est en la Bibliothèque du Roy.

Du 5. jour d'Aoust l'an 1484. à Paris aux Tentacles au matin.

VIII. **O**U P O R T Conseil a esté remontré par M. de Coustances, comment Monseigneur le Cardinal Ballu Legat à latere en France de nostre saint Pere, estoit près de cette Ville de Paris de cinq ou six lieues, venant avec luy Monseigneur le Cardinal de Foix, tous deux ensemble du retour de leur voyage qu'ils avoient fait en Bretagne devers le Duc, & que ledit Legat estoit délibéré d'entrer dans Paris aujourd'hui à tout petit nombre de gens, qui ne le voudroit recevoir comme Legat, ou de différer son entrée jusques à demain si on le vouloit recevoir comme Legat, comme il appartient à Legat de nostre saint Pere.

Et outre a esté par luy dit, que ledit Legat avoit envoyé au Roy & à Messieurs les Princes & Seigneurs de son Sang, ses Bulles de sa Legation, & toutes les facultés des charges & pouvoirs qu'il a de nostre saint Pere, lesquelles mandes sieurs de Coustances avoit pardevant luy en ses mains, & desquelles on ont esté leus aucunes audit Conseil, en advertissant le Roy que selon le sceillé, modifications & obligation, que pieçà dès le commencement de sa venue de Rome il bailla au Roy, ou à l'Evêque de Lombes & autres Députés par le Roy, de n'user de censures, facultés quelconques, fort selon le bon plaisir du Roy, il est encores délibéré d'ainsi le faire sans aucunement y contrevier & de ce ain que le Roy, & lesdits sieurs en fassent mieux acquerir, qu'il leur envoie lesdites Bulles de sa Legation, & de toutes les autres facultés, délibéré de n'en user s'il ne plaît au Roy en maniere que ce soit, comme celuy qui

ne veut évacuer de ce Royaume la pecune, mais y faire le profit & honneur du Roy, & bien de son Royaume. Et fut ce a esté mis en délibération si ledit Legat entreroit dans Paris pour estre reçu comme Legat, ou simplement comme Cardinal, & Ambassadeur du Duc.

En quoy a esté prise conclusion, que considéré l'honneur que nostre saint Pere a fait au Roy & au Royaume, d'envoyer par deçà un Legat à latere, comme est ledit Cardinal, pour luy employer en toutes les choses profitables & utiles au Roy & au Royaume, & que ledit Legat a esté reçu par le Roy comme Legat sous aucunes modifications à l'entrée de son Royaume à Lyon, & depuis en la présence du Roy au bon de Vaucennes *com infirmis*, sous le sceillé & promesse de n'user de faculté quelconque que selon le plaisir du Roy; considéré aussi qu'il offre, déclare & promet d'acquiescer de n'user autrement de ladite Legation, que ainsi qu'il a promis, & qu'il a envoyé ses Bulles de sa Legation & des autres facultés librement au Roy; considéré aussi qu'il vient de devers le Duc, de par lequel il dit avoir charge de parler au Roy, & ain que le Duc ne pense qu'il soit mal recueilli, que ce fust pour déplaisir du voyage qu'il avoit fait devers luy; parquoy semble estre expedient pour garder que le Duc ne tombe en cette imagination, qu'on ne doit recevoir à moindre solennité qu'on a fait au commencement qu'il entra en France; considéré aussi qu'il a fait sçavoir au Roy qu'il est prest de nostre saint Pere de s'en retourner devers luy, & qu'avant son retour il est bien honneste qu'il pecune

premier congé du Roy, & que le Roy le luy octroye, & luy tienne bons tenues à l'heure de son parlement, afin que pareillement nostre saint Père soit enclin de recevoir honnêtement à Rome les Ambassadeurs que le Roy doit envoyer devers luy en bref pour luy faire l'obéissance filiale.

Pour ces causes & autres considérations a été conclu, qu'en cette manière l'entrée dudit Legat ne peut être préjudiciable, & qu'il entrera dedans Paris comme Legat... sans avoir puissance d'usurper de la Légation, & qu'à luy comme Legat seront faits les honneurs & réverences telles qu'il appartient à un Legat à l'entrée, aussi que fut fait à Monsieur le Legat saint Pierre *ad vincula*, qui entra dedans Paris du vivant du Roy Louis, que Dieu absolve, *dempto facultate utendi *** & aliis facultatibus*.

Toutefois a été advisé que pour ce que Messieurs de la Cour de Parlement, & de la Ville de Paris pourroient faire quelque numération, ou faire quelques protestations & résistances, pensans s'ils n'alloient advenir des choses déshonestes, que ledit Cardinal vouloit user de ladite Légation, & aussi qu'on les vouloit contenir, afin de contenir ledits seigneurs de Parlement & de la Ville, qu'après d'instinct, Monsieur le Chancelier fera venir certain nombre de Présidents & Conseillers de ladite Cour ou du Conseil du Roy, pour les adviser de toutes les raisons déshonestes, & déclaration faite par ledit Cardinal Legat de n'ôter déshonestes facultés, sinon aussi qu'il plaira au Roy, en ennuoyant son premier frère & promettre. Et au surplus touchant la forme de la réception, a été conclu que l'on en communiquera après d'instinct audit Conseil avec ledits gens du Parlement & ceux du Conseil du Roy, pour adviser la forme & manière de le recevoir honnêtement, sans préjudicier en rien à l'autorité & prééminence du Roy. Et que outre seront ouys Monsieur de Dunois, Monsieur le Gouverneur de Limoges, & autres qui furent députés du vivant du Roy Louis, à faire recevoir en ladite Ville de Paris le Cardinal de saint Pierre *ad vincula*, comme Legat, afin d'être par eux adverti de leur avis sur la forme de la réception qui fut tenu à son entrée, pour faire pareillement audit Cardinal Baluze Legat réception honnête pour l'honneur de nostre saint Père, & du saint Siège Apostolique.

Du 17 jour d'Aoust 1484. à Paris.

Sur la matière mise en termes par Monsieur le Chancelier de ce que requiert le Cardinal Baluze Legat être expédié honnêtement pour l'honneur du saint Siège, tant sur le fait de la Légation dont il n'entend user que selon le plaisir du Roy, que aussi touchant son retour à Rome devers nostre saint Père. A été conclu que pour l'honneur de nostre S. Père, attendu que par le Roy il a été reçu à Lyon avec les insignes de Legat, & depuis en sa personne venu avec lesdites insignes, comme la Croix, usage de donner benediction, & autres choses, & qu'il est ainsi entré dedans Paris, que le Roy peut contenir nostre saint Père, & afin qu'il soit plus enclin de recevoir plus honnêtement ses Ambassadeurs qu'il envoie devers luy à Rome, que le Roy fera par Monsieur le Chancelier, Monsieur de Perigieux, Monsieur de Lombez, & le tiers Président de Toulouse, appelés avec eux aucuns de la Cour de Parlement de Paris, visiter les facultés, & iceilles luy être rapportées pour adviser, si ce sera son plaisir qu'il use de celles qui ne luy peuvent porter préjudice, ne à son

Tom. I. partie III.

Royaume. Et au surplus touchant son retour, qui puis qu'on n'a fait difficulté de le laisser venir comme *infinibus Legati*, que semblablement on ne doit différer de l'en laisser retourner en celui pareil honneur qu'il a été reçu, considéré qu'il est venu par réclamation du Roy.

Dudit 17. Aoust 1484. à Paris au legis de Monsieur de Bourbon.

A été conclu après ce qu'il a été recité, que Messieurs de Parlement avoient fait entrer à son de trompe sans commandement du Roy, que Monsieur le Cardinal Baluze Legat ne fust reçu ne repuni Legat, & défendre de ne porter la croix devant luy, que afin que l'honneur de nostre S. Père soit gardé en cette partie, que ledit Cardinal baillera les facultés qu'il a, à visiter à Monsieur le Chancelier, Monsieur de Lombez, Monsieur de Perigieux, le tiers Président de Toulouse, appelés avec eux aucuns Présidents de la Cour de Parlement, afin de adviser comment pour l'honneur du Pape ledit Cardinal en pourra user d'autres pour le temps qui sera advisé, mesmement de celles qui ne pourront préjudice au Roy, ne aux droits de la Couronne; & que afin que son honneur soit réparé, qu'il portera comme il a accoustumé la croix, & usera de donner la benediction, & de toutes autres choses concernant les honneurs qu'on doit faire à un Legat; & en doivent parler Monsieur de Beaupré & Monsieur de Dunois au Roy. Et au surplus, que le plusloft qu'il sera possible on le dépêchera honnêtement pour s'en retourner à Rome devers nostre S. Père, & luy feront baillez deux notables personnages pour l'accompagner jusques hors du Royaume; & durant iceluy retour il pourra user de certaines facultés, qui ne touchent le Roy ne son autorité, tout aussi qu'il luy aura été permis à Paris.

Du 18. jour d'Aoust 1484.

Après que la matière du parlement du Cardinal Baluze, & du saint d'usage de ses facultés a été bien débattue, & que la plupart des assistants audit Conseil ont été d'opinion que ladite matière doit être communiquée à la Cour de Parlement: a été conclu que Monsieur le Chancelier, Monsieur de Lombez, & Monsieur de Torsy soient devers ladite Cour leur communiquer tout ce qui a été dit & mis en termes, & ce fait en viendront faire leur rapport au Roy & audit Conseil.

Du Lundi 21. jour d'Aoust 1484. à Paris aux Tournelles.

Sur la Requête faite par Monsieur le Cardinal Baluze, requérant attendu le trespas du Pape, congé de s'en aller visiter pour aucun temps ses bénéfices pour recevoir argent pour faire le retour de son voyage, ou s'il ne plaît au Roy qu'il aille sur ses bénéfices, qu'il veuille en luy donnant congé de s'en aller, luy donner quelque somme d'argent pour son retour, attendu qu'il a dépensé beaucoup à venir par deçà à la requête du Roy sans avoir usé, ne eu aucun profit de sa Légation. A été conclu qu'il prendra aujourd'hui congé du Roy pour s'en retourner à Rome, & qu'après ledit congé il s'en partira de Paris pour le mener à chemin dedans deux ou trois jours, ou quel

R

chemin il pourra porter en s'en retournant la croix : & outre ce a été ordonné que le Roy luy fera delivrer par les gens des Finances pour luy ayder à son voyage, la somme de mil escus d'or comptant, attendu qu'il n'a point usé de sa Légation, & qu'il est venu par deçà à grands frais & à la requeste du Roy.

Le 24. jour du mois d'Aoust que le Cardinal de Ballue a pris congé du Roy pour s'en retournier à Rome, & a eu charge & commandement du Roy de faire son expedition sur le contenu en ses requestes maître Anthoine Cheblomy, Notaire & Secrétaire du Roy.

Verification des facultez du Cardinal d'Amboise Legat en ce Royaume. 1501.

Extrait des Registres du Parlement.

IX. **V**eu par la Court toutes les Chambres assemblées, les Lettres patentes du Roy de la reception du Legat Cardinal d'Amboise, avec la commission de nostre saint Pere, par laquelle il l'a fait & créé Legat à l'entree, ensemble toutes ses autres facultez, & ouy la crance du sieur de Pierres Conseiller & Chambellan du Roy, & de M. Charles de Hautbois Maître des Requestes ordinaire de l'Hôtel, Estienne Petit Secrétaire, & Maître des Comptes, & Jean Guerin Maître d'Hôtel de la maison dudit Seigneur: & veult les Conclusions des Gens du Roy: & ont confidés: La Court a ordonné & ordonne que Iceulles Lettres patentes du Roy de la re-

ception dudit Legat Cardinal d'Amboise, & la commission de nostre saint Pere, par laquelle il l'a fait & créé Legat à l'entree, ensemble toutes les autres facultez, soient enregistrées en la Court de ceans, pour user par luy déclinées Legation & facultez & choses qui ne soient contraires, désingences ne prejudiciables aux droits & prerogatives du Roy & du Royaume, ne contre les sancts Decretes, Conciles & libertez de l'Eglise Gallicane, & de ce faire baillera Lettres au Roy, ainsi que les autres Legats admis & receus par ledit Seigneur ont fait & accoustumé de faire. Fait le onzième Decembre mil cinq cens un.

Les facultez des Legats à l'entree, & de Nostres du Pape en l'Eglise sont examinées, par le Conseil privé du Roy.
V. Fe. Saigade lib. de Supplican. ad sanctissimum, pag. 27. nam. 31. p. 28. non. et.

Registre de la venue du Cardinal d'Amboise Legat, en la Court de Parlement.

Extrait des Registres du Parlement du 21. Fevrier 1501.

X. **C**e jour est venu Monseigneur le Cardinal d'Amboise Legat à l'entree en la Court, accompagné des Cardinaux de S. George, & Alcegue & de plusieurs autres Prelats, & portoit on la croix devant luy, & font aller au devant de luy jusques en la salle Messigneurs les President Baillet, & Thiboult, & avoient Messigneurs les quatre Presidents leurs manteaux, & moy mon epee. Et estoient mesdits Seigneurs les Presidents & Conseillers en hautes sieges, & à la venue d'iceulx font descendus les Conseillers laïcs pour faire place ausdits Cardinaux & Prelats, lesquels se font mis du costé desdits Conseillers laïcs, & aucuns Prelats, & les autres en sieges d'embes. Et ledit Cardinal arrivé en ladite Court a proposé verbalement, laquelle proposition je n'ay bonnement peu recueillir ne rediger par escript, mais seulement la substance.

C'est à sçavoir, qu'il a déclaré estre venu en ladite Court pour plusieurs causes, & pour deux principalement, l'une pour amener mesdits Seigneurs les Cardinaux de saint George, & Alcegue en ladite Court, & leur monstrer le Senat tres-sacré, d'où la puissance est telle, que le Roy a puissance absolue, & luy comme le fait de la justice & superiorté d'icelle, en disant plusieurs bonnes choses de ladite Court. L'autre si estoit pour rendre graces à ladite Court, tant comme *summi Pontificis quibus suis*, de la bonne expedition qu'elle avoit faite au fait de ladite Legation dont on s'estoit adressé à elle; en disant en outre que comme une des principales facultez &

puissances qu'il eust dépendant de ladite Legation, fust de la reformation des Convens, qu'il avoit intention d'y entendre & besogner avec l'ayde, conseil, & auctorité de ladite Court, en soy offrant, ses parents & amis, pour s'employer tant en general que particulier à faire tout plaisir & faveur à ladite Court, & aux suppôts d'icelle.

A quoy a esté répondu par Monsieur le premier President, in hunc qui sequitur modum. Unnam atque unam, Reverendissime atque Illustrissime Pater, Dei optimi, maximeque beneficium, tanta vel animi condicione, vel orationis facilitate petieram, ut hoc ad te dicendi munus ab hoc mihi gravissimo Patrum ordine datum, pro tua summa atque illustrissima sublimitate, pro tantorum qui te circumstant Reverendiss. patrum dignitate, pro nostra, id est, omnium hujus sacri Senatus in te optima obsequensissimaque voluntate, & ex animorum nostrorem fœcencia licet absolvere. Sic enim & tibi rem, ut arbitror, haud ingratham, & nobis quos tanto dignaris honore jucundissimam effecisse; unoque ut ita dixerim exiguo labore, utrisque, mihi que etiam ipsi animoque meo satisfecisse videbor sanè, Reverendissime Pater, cum te tam precelsa tamque sublimi potestate conspicuam, torque illustribus & his duobus Ecclesiæ Romanæ Principibus, tot reverendis Antilibus, tot gravissimis Patribus circumseptum intueror, non abs te ipsius Romanæ Sedis Apostolicæque Majestatis speciem quandam atque imaginem, ante ota oculosque nostros oblatam videre mihi videor.

P. de Courthals.

Itaque omnes uno animorum consensu, eodem nuntio, pari voto, tantis tuis successibus gratulatur, tibi quoque pro tua in nos humanitate & benevolentia ingentes habemus gralias, æternasque habuimus sumas, nescio si dignas referre possimus, tamque officiosam in hunc ordinem Senatum benignitatem bonæ, celsitudinæ, Majestati Christianissimæ & invictissimæ Ludovici Regis acceptam referimus, cujus tibi hoc solum quod spectas, cupis fuit hoc tribuisti, cujus sub auspiciis & signis in hoc judicio loco militamus, cujus sub impio centumviri judicio tot Principum, tot urbium, tot populorum fortunas, Deo bene volente, propterea moderatur. At quamquam multa sunt ac preclarissima, propter quæ te multæ maximæ digni honoribus judicamus, consilium tamen nisi est in his quam maxime potest modesta uti, ne verum etiam referentes in turpem asserationis lusionem, quæ à nobis omnino aliena esse debet, imprudenter invidamus, nec enim tibi impetratam panegyricum affertur consilium.

Cooservare autem qui victoris illustrium laudationem aggredduntur, ab ultima statim origine generis & claritate patrum orationem ordini, in hisque rependis eloquentiæ suæ fœna lavare : in quæ facilè mihi liceret majorum tuorum genus, gentium tuorum dignitates, Regum amicitias, Principum affinitates, & tot Ambasiarum domus viros testes, preclari quodam genio ad Reipublicæ decus natos, illicumque in Republica cum pace tum bello egregia munera recensere. Verumtamen cum tam multa te nobis offendant maximo ac divino penè ingenio tuo confecta, non est quid in alienis referendis diutius moreretur : agnoscimus enim illusterrime Pater, agnoscimus summam animi tui in rebus aggreddendis magnitudinem, in agendis etquidque certam propoliti constantiam, sinceram in discutiendis judicium, malidicorum obreptorumque, quibus nemo unquam bonus carere contempnimus. Hæc autem summa solaque esse hominum ** bona vii sapientes adsumunt, quæ omnia Deus optimus in te uno maxima sateque feliciter cumulavit. Quid enim impium magnificentiam aut præstantiam cuiquam hominum contingere possit, quæm unanimi utique, summi felicitate Pontificis, Christianissimæque Regis, judicio & voluntate ad hoc obediendum sacra Legationis munus acciti, & veluti ab ipsisque lateri prodire : Et quid pulchrius, aut etiam nobis fœdo admirabilis, quam pacem hanc sanctissimam, quam dudum semper animo

conceperas, in ipsis tuis Legationis exordiis obli Christiano peperisse, totasque Europæ Principes, omnemque Europam, quicumque Christi omen nuntiusque venerantur, uno quasi vinculo ad pacem coegisse : pacem, inquam, quæ, ut Augustinus ait, nihil in terris gratius adest, nihil delectabilius operari, nihil unquam utilius aut commodius possideri potest? Hoc ego uno tam preclarissimo tuo facinore in laudem tuam contentus, citi plura non diximus satis dixisse videor.

Cætera consulo prætermittere consuevi, in quibus & Reipub. & Christianissimo Regi, tum privatis, tum publicis in rebus domi forisque, opera, consilio, diligenter profuisti : quo factum est, ut brevissimo admodum tempore Franciæ rebus, Regna, Principatus, tot populi, tot urbes, non sine maxima nominis Gallici gloria, non sine admiratione ipsius orbis accesserint, itaque de his factis pro tempore dictum est. Quid verò in huius Apostolicæ Legationis, & ræ dignitatis habenda ratione, nos alieni animo propterea patetissimofque exhibueramus, non est quod nobis bibendum aut referendum gratiam putes : verum ipsi nos maxime tibi debitores sumus, quod solertissimo animi tui judicio, quæ partium nostrarum bonæ totè nos fecisse consuevi. Nobis quidem nihil gratius esse potuit, quam si tibi vel fide, vel opera, vel diligenter placuimus, qui nullas honores tuis virtutibus satis amplissimè repaumas : neque sumus nescii quantum hanc amplissimam Senatum ordinem sua integritate & iudicio in libertate dignum iudicasti, & Christianissimo Regi, apud quem & consilio vales & auctoritate, ex accepto acceptissimum, ex grato gratissimum reddidisti.

Cæterum postquam ad tantum reum fastidium te tua virtus, virtutisque rara admodum comes fortuna sublimavit, ut Reipublicæ, & tam multæ proleste & benefacere possis : hoc te unum, illustriss. Pater, rogamus, obsecramusque, ut Ecclesiæ Gallicanæ, cujus maxima semper in urbe venera fuit, cujus tu ipse pater es elegantissima, quæ te & filium genuit, & patrem lætanda venantur Ecclesiæ : inquam, Gallicanæ causam liberatæque, dignitatem, quantum salva Romanæ Sedis Majestate poterit, amplectaris, tuaris, defendas : improbos mores, pro ea qua funderis auctoritate paterna coherces moderatione, cum bonis bene agas, benemeritis beneficiis proficiaris : & nos tibi prosperum aquabilemque perperam vitæ cursum, & felices successus optamus, atque in ampliandis, honoribus tuis quantum ex animo possumus, fidem, operam, studiaque nostra pollicemur.

Arrest sur la Bulle de prorogation d'un Legat, & que la Regle de *virissimili* notitia a lieu en ses provisions, comme en celles du Pape. 1502.

Extrait des Registres du Parlement.

XL V E par la Court les Chambres assemblées, les Lettres patentes du Roy de la reception de la prorogation du Legat Cardinal d'Amboise, avec les Commissions de nostre saint Pere, par lesquelles il l'a contuë & prorogé Legat à Lèze de quatre mois commençans le 1. jour de Novembre dernier passé & deux ans ensuyvans ; & veus les conclusions des Gens du Roy : & tout considéré :

La Court a ordonné & ordonne, que ledites Lettres patentes du Roy de la reception de prorogation dudit Legat Cardinal d'Amboise, & ledites Commissions de nostre saint Pere, soient enregistrees en la Court de ceans, pour uise

par luy desdites Legation & prorogation, es choses qui ne sont contraires, dérogeantes ne prejudiciables aux droits, & prerogatives du Roy & du Royaume, ne contre les saints Decrets, Conciles, & libertez de l'Eglise Gallicane : & de ce faire baillier lettres au Roy, ausi que les autres Legats adms & tenus par ledit Seigneur ont fait & accoustumé de faire.

Et est retenu en vertu Coura, que es provisions & collations que fera ledit Legat pendant ladite Legation, sera gardée & observée la regle de *virissimili notitia*, comme es provisions du Pape. Fait en Parlement le 26. Janvier mil cinq cens & deux.

Promesse d'un Legat à latere, du dernier Mars 1503.

XII. **N**ous Georges Cardinal d'Amboise Legat en France, promettons au Roy nostre souverain Seigneur, que nous ne userons de ladite Legation, selonc tant qu'il luy plaira,

Du scel des Chartes, grande armoie guichet a.

tesmoyn nos seel & seing manuel cy mis, le dernier jour de Mars l'an mil cinq cens & trois; avant Pasques. Signé, G. CARDINAL D'AMBOISE. Et scellé de cire rouge.

Verification des facultez du Cardinal d'Amboise Legat à latere. 1503. 1504.

Extrait du Registre de la Plaidoirie du Parlement commençant le Lundy après saint Martin treizième Novembre 1503. & finissant en Septembre 1504.

DU 21. jour de Mars. De Courthardy premier President.

XIII. **S**ur la Requête baillée à la Cont le jour d'hier par les Recteur & Université de Paris.

Chambellan pour les Recteur & Université de Paris demandeurs & opposans, dit qu'il ne parlera des prerogatives, excellences & singularitez de ladite Université, parce que elles sont toutes notoires; mais allegue ce que le Philosophe dit *ad Alexandrum, quod in civitatibus erigere studia, luy remonte les biens & fruits qui en pouvoient venir à luy, à ses Royaumes & Seigneuries, & quid talibus debet publicis stipendiis providere, aliorum privatis libenter audire & amplius, eis prerogativas & privilegia concedere, & honorarios remunerare.* Or le saint Concile de Basse a eu cecy *pro oculis*, pareillement l'Eglise Gallicane, le Roy & ses predecesseurs, parce que ceste Université a esté de tout temps douée & entretenue de plusieurs grands & anciens privileges & libertez donnez par les Papes & Roys, & par tels moyens les escholiers & supposts d'icelle se parforcent profiter & faire valloir, *spe alacris remunerarimus.*

Inter cetera par le Concile de Basse a esté réservé aux Universitez & supposts d'icelles la tierce partie des Benefices pour la provision des gradués & nommez d'icelles; les causes & raisons ne les recitera; à quoy ont consenty tous les Ordinaires de ce Royaume. Or on veut dire que par ledit Concile les preventions ayant esté permises, & par ce les nominations des Universitez esté empêchées au moyens d'icelles preventions, & ne s'en tamen innués vers. *non enim preventimus.* Faire reduire à memoire, & considerer que l'Eglise Gallicane fit grande instance sur ce pailage, & à ceste cause ne voulut accepter ladite permission, parce que les collateurs ont six mois, & les gradués & nommez leur temps à faire leurs diligences, pendant lequel si les preventions avoient lieu, seroient frustrées de leurs provisions, & alleguoient *in Congregatione Bithunorum*, le Chapitre *agnoscentes* qui est de saint Gregoire, *non, quia culpa caret, in damnum vocari non convenit*; & par ce fut faite conclusion que *Regis ratores infirmitas ne decetero fierent preventimus*; Aussi sembleroit loisible preventions estranges à plusieurs Prelats de ce Royaume, parce que par icelles ils eschoient frustrés de leur puissance de pourvoir; mesmement attendu qu'en ce Royaume la puissance absolue n'a point de lieu, & *in hoc consilia libera Ecclesia Gallicana*. Aussi faut-il considerer que ledit s. ne

parle des preventions des Legats, mais seulement du Pape, & encores les Docteurs au Ch. *quia diversitatem dicit que bonitas faceret Pontifex Romanus, si indistincte non interiret illis preventimus*, parce que *quodammodo officii ordinarius injuria*. Et à ce propos du saint Gregoire *in c. Ecce 89. distinct. Natus ne universalem Papam nominari, dum enim mihi pliquam compositi deservitur, vobis asseritur: & honor meus est, ne vobis honor vester conservetur. Ad hoc etiam facit C. per vices 21. q. 1. ubi dicitur, quid reser vobis conferre, nisi unicuique sua jurisdictionis fervorem.* Et pour ce que par ledit Decret n'est permis la prevention des Legats en ce Royaume, à ceste cause on a coustume presenter à la Cour les bulles & facultez des Legats veans en ce Royaume, desquelles ils ne peuvent user jusques à ce qu'il leur soit permis par la Cour à ce que l'on voye la cause de leur Legation, & *si expediat Regno*, & s'il y a rien dérogeant aux saints Decrets dont la Cour est conservatrice; & *aliquando Legati etiam de latere habuerunt repulsum*, & leur a defendu la Cour de n'exercer aucune Legation, *etiam non deservit etiam ante se.*

Dit, que ainsi qu'il a veu par le double d'une bulle, le Cardinal d'Amboise Archevesque de Rouen a obtenu du temps du feu Pape Alexandre une Legation *ad certum tempus*, & depuis une prerogative à quatre mois, & deux ans après, dedans lesquels ledit Alexandre est allé à trespass, après lequel trespass il a interim obtenu autre bulle du Pape qui est à present, par laquelle il se dit continué en sa Legation jusques au temps à luy baillé par ledit Pape Alexandre, & davantage *post dictum terminum duorum annorum* le Pape le crée Legat en ce Royaume, *cum omnibus facultatibus & concessibus*, qu'il avoit paravant du temps d'Alexandre, *usque ad complementum Papae & sine praesentibus temporis*; en laquelle bulle ne sont designées particulièrement les puissances & facultez à luy donnees par Alexandre, mais ainsi qu'il a entendu, ledit Legat entend user en ce Royaume des preventions & collations des benefices; en quoy faisant l'Université & ses supposts seroient merveilleusement interstices, parce qu'il faut qu'ils vacquent à l'estude, & soient advenus des vacations des benefices, & de ceux qui sont autour des gradués & nommez selon les Decrets, & aussi pour faire leurs diligences envers les collateurs & Superieurs & cependant par la prevention, si elle a lieu, seroient les gradués & nommez frustrés de leur esperance

perance, de tout le bien qui leur a été réservé par lesdits saints Decrets méme, car on dit qu'aucuns des Prelats de ce Royaume pour frauder les suppos des Univerfités ont intelligence avec ledit Legat à ce qu'il confere par prevention, & font lesdits Prelats contents de faire les collations, mais ledit Legat ne confere sinon à ceux, dont & pour lesquels, lesdits Ordinaires luy écrivent: avec ce ledit Legat s'efforce déroger aux regles de Chancellerie, *Si qui infirmis, & de versimili natiis*: & par ce moyen tous malades relèguent indiffus, & n'y a soupçon buy benefice qui ne soit conféré par prevention ou par resignation sans derogation desdites regles, en quoy lesdits demandeurs & opposans ont merueilleusement grand interet & descontent, parce que à ce moyen ils sont frustrés des collations de benefices réservés par le Decret.

Dit aussi qu'il semble étrange de prendre par Legatum charge de Legation quasi perpetuelle ad qui visum, & sine praesentibus temporis, car cela se peut faire seulement in provincia propria, & si ledit Cardinal le veut prendre seulement en l'Archevesché de Rouen transact, combien que in propria diocesi subintraret Decretis & nominationibus, quod est notandum: mais pretendre ladite Legation quasi perpetuelle par tous les Diocèses & Provinces de ce Royaume, ne se peut ne doit faire ne tolérer, & ainsi s'entend le Ch. volumus de off. Legat. de Eboracensi, Cantuariæ, & Remensi Archiepiscopis, qui sunt Legati nati & perpetui: mais de prendre Legation par tout ce Royaume, & vouloir user de prevention sans préfixion de temps est trop exorbitant de raison.

Dit que de droit si un Archevesque oult habere officium forensem in Diocesi sui suffraganei, le droit ne luy permet pas. Romana, ou dit outre que le Roy qui est souverain des terres des Ducs, Comtes, & autres les sujets n'y met officiers sinon pour les cas Royaux qui luy appartiennent, & encore n'exercer jurisdiction in villis & vicinibus subditorum ad eorum emulacionem, & garde à chacun la jurisdiction ordinaire, aussi l'office d'un Legat est temporel, & se donne per modum enjundam visitationis, sicut Archiepiscopus visitat provinciam extra diocesim, ita Legatus provinciam sibi decretam ut ecclesias, plantat, adificat, & hoc factis revertitur ad eum qui illum misit, mais de le créer in provincia & regno, & ibidem moram trahere, est contra officium Legati.

Dit que par la permission premiere faite par la Cour luy a été faite ceste restriction, dammodo nihil agere in prejudicium sacrorum decretorum, & est vraisemblable que ladite Cour a entendu que rien ne fust fait au prejudice des suppos de ladite Univerfité, & de leurs nominations: & pource que ledit Legat pretend quodammodo officium perpetui Legati, & si huiusmodi prerogativa ad emulacionem & detrimentum desiderii demandeurs & suppos de ladite Univerfité, à ces causes ils ont baillé leur requête, & se font opposés, & ont requis, & requierent ou qu'il ne soit permis audit Legat d'user desdites preventions, & dispenser desdites regles, *Si qui infirmis & versimili natiis*: & où la Cour le luy permettrait, que ce soit à la charge comme les Ordinaires collateurs de ce Royaume de conférer les benefices vacans au tout des gradués nommez de ladite Univerfité in omnibus & per omnem, sicut sacra Decreta volunt.

Dit qu'il s'est trouvé en plusieurs consultations où estoient plusieurs grands personnages, où il a

Tome 1. l. article III.

veu tenir & faire grandes difficultez de telles preventions, etiam que le Pape ne le peut faire, sicut in praedictis nominacionibus: car puis qu'il est décidé & déterminé par le Concile, omnes subintrant, & sont tous obliés, casus quoque statim vel dignatus, etiam si Papalis existens: & portent les saints Decrets Decret intiment: & si lesdits demandeurs proper excellentiam dudit Legat ont toléré par cy-devant la Legation, parce qu'elle estoit ad tempus, néanmoins de presene voyant ladite prerogation ainsi sine praesentibus temporis, ne l'ont peu dissimuler, car à la venue emulo ad unum & grave detrimentum de ladite Univerfité & sic iudices debent providere juxta C. aggressum de det. & parce ont baillé leur Requête, & requierent que lesdites preventions ne luy soient permises, ou que ce soit à la charge de ladite prerogative par les Benefices affectés aux Gradués nommez de ladite Univerfité selon lesdits saints Decrets, tout ainsi que les Ordinaires collateurs y sont tenus, persiste en ses conclusions, & demande l'adjonction des Gens du Roy.

La Cour veu ladite Requête, & oy la plaidoirie des demandeurs, elle orra les Gens du Roy, & brevi manu en ordonnera ainsi qu'il appartiendra.

Mercresdy 17. jour de Mars.

SUR ce que la Cour a ordonné que les Gens du Roy viendroient dire ce qu'ils voudroient sur les Bulles presentées à la Cour, touchant la Legation du Cardinal d'Amboise.

Olivier pour le Procureur General du Roy, dit qu'ils ont veu les Bulles presentées à la Cour pour la Legation du Cardinal d'Amboise: lesquelles concernent deux membres: le premier est la prerogative & innovation du temps restant de la Legation, qui estoit de deux ans: le second est qu'il est créé Legatus usque ad exemplarium Papa, & sine praesentibus temporis.

Quant au premier membre ils ont ja consenti cum modificacionibus contentis in Registro Curiae prima & secunda recipiuntur deli Legati, & ulterius ad eum de balle par luy les Lettres que Legatus receut en ce Royaume ont accoustumé bulles pareillement à la charge que les collations qu'il fera soient sujettes & affectées aux gradués nommez, comme celles des Ordinaires, & que ce soit retenu in mense Curiae, pour l'observer & jugement qu'il cooveniendra faire.

Quant au second membre contenant usque ad exemplarium Papa, dit qu'ils ont trouvé ladite forme fort étrange pour plusieurs raisons.

Premierement ils se trouvent que telle forme ait jamais été pratiquée en ce Royaume, ne que jamais Legatus à latere fust receu usque ad exemplarium Papa, & sine praesentibus temporis cum potestate conferendi beneficia, aussi omnis necitas praesentibus mala, & in omni rebus custodiendus debet esse evidens iustitia, & argenti necessitas: dit aussi que le Philosophie in prima sententia, involvit multum contra inventores novorum rerum & legum. Or quand audit second membre n'y voyent utilité évidente, ou urgente nécessité pour le faire, necesse quoad collationes beneficiorum. Et si l'on dit qu'il y a utilité en ce que l'argent n'ira hors le Royaume, dit, que touchant les preventions les Ordinaires empêcheroient bien que le Pape ne les prévienne: & d'avantage, c'est d'une merueilleuse & dangereuse consequence, car s'il estoit passé par la Cour, & que la Bulle fust autouffée & enregistrée ceans, cy-après y pourroit avoir plusieurs Legatus sine praesentibus temporis.

nonne temporis, qui voudront estre reçeus, qui ne pourront estre empêchez si une fois il estoit passé par Arrêt de la Cour, *Si enim ex decretis Senatorum Consilii gladium educerit, qui est modum flueret ? quis moderabitur ?* aussi ils ont veu que telle forme est contrarie à commune, parce que *talis Legatio debet esse temporalis & non perpetua, quia tales Legati sunt nostri Proconsules, C. Legatus de off. Lega. in sexto qui legatus Romanorum utroqueque fuerunt perpetui, mais temporales*: Ainsi recevoir tant que touche ledit second membre seroit contre raison commune. A ce que on pourroit dire que le Pape le peut evoker, & aussi qu'il peut mourir, ainsi n'est perpétuelle la Legation, dit que depuis qu'elle est, *sine profusione temporis, evocetur perpetua, l. Jurisperiti ff. de excusationibus tutorum, de qua honor dignatus neque temporis nec loci profusione habere*: ainsi suppose que *senatus morte Papa*, l'autre Pape la pourroit encore bailler semblable, ainsi seroit à tousiours.

Dit qu'il y a trois manieres de Legats, *missi sunt consules, nati, & de latere*: Les deux premiers non conferent benefices, quant ad Legatos natos *talis Legatus non conceditur persona sed dignitas*: de latere *sunt soli Cardinales missi ad aliquos peragenda, & sunt temporales, & illi propriè excellentiam personarum, & prærogativam dignitatis possunt conferre benefices, & possunt prævenire ordinarios eundem & revocare, C. privile. de off. Lega.* Mais de faire un Legat qui *nonne perpetuum trahat in provincia sibi decreta*, seroit un Pape, dont vicieroisent innumérables inconveniens: mais *terrore perturbare & confundere eorum ordinem hierarchicum.*

Dit aussi que par le C. *Romana*, un Archevesque ne peut tenir en Duceff si *Suffragani Officialem seniorum, quia ex hoc oritur perturbatio & confusio jurisdictionum*, & ce fut la cause de la prohibition, *absurdum enim est*, ce dit la Loy, *si promissus accipiatur verum perturbetur officia, & quod non credendum est alias suffraganis*: & dit que le Pape ne pourroit confondre & pervertire dillam ordinem hierarchicum: & s'il le faisoit non esset si obediendum, comme disent les Docteurs, *nam si eaque vellet sibi assumere & occupare portet & officia cardinalium membrorum, nisi per sibi memini ? Pervertit enim illius ordinis est quoddammodo causa sui natura, quia extra valent malè dispositi*. Et combien que par la Clementine *Archiepiscopi*, sont permis aux Archevesques, *faciente transiit per provocationem celebrare in Provincialibus, & alia evocare* que ladite Clementine luy permet; néanmoins il est dit que c'est en transiit domat, & s'il vouloit *inquinare marcam sacre in Duceff sui suffragani*, ne luy seroit permis user de dillés droits, parec qu'il usurperoit officium sui Suffragani, & novum derivaret sui dignitati: & par ce leur à semblable que ladite Legatio sine profusione temporis ne se doit tolérer.

Et pour ce ont j requis à la Cour qu'on fust remonstrez audit Legat, qu'il se contentast de ladite Legation *usque ad exemplum Pape, regillo articulo præventionum*: & qu'ils croyent que quand la Cour luy remonstrez, luy qui est *amator honestatis, & omnium bonorum amicus*, & à tousiours vou-

la & poursuivre les choses vertueuses & raisonnables, se contentera de la raison, & où il ne s'en voudroit contenter, ils s'opposent à ce que ladite Bulle touchant ledit second membre ne soit vérifiée, autorisée, ne enregistrée ceans, *nisi regillo articulo dillatum præventionum, qui salis infringunt in rebus la verification de ladite Legation*, attendu que la chose publique n'est en ce intercelle, & pour leurs causes d'opposition employent ce que dit est: & néanmoins où la Cour voudroit passer outre à faire ladite verification de ladite Bulle, *etiam cum articulo præventionum* (ce qu'ils ne croyent veul leurdire opposition) dient que ce doit estre à la charge que les collations que fera ledit Legat *durante sua Legatione, serent affectées aux gradués & nommes*, tout ainsi que celles des Ordinaires collateurs.

Et combien que *in statu de collationibus*, en la Pragmatique §. *non circa classificationem*, sensible que les préventions des Legats ny soient affectées ni supentes; ne plus que celles du Pape, *non valent valida*: toutefois il faut entendre que par le commencement du titre de *collationibus*, *sunt restrictiones datus*, tant du Pape que Legatorum *qui, generales & particulares*: mais il y a deux restrictions in verbo non intendit, que *sancta Synodus non intendebat, quomodo Romani Pontifices tempore sui Pontificatus possint bailler les mandats à Eglises selon le C. mandatum*: ce que toutefois on pourroit faire le Legat, parce qu'il n'est parlé des Legats, *sic de Romani Pontificis solum*. Or après y a, *non etiam collationes per præventionem faciendam*, qui est relatif au Pape seulement, & non au Legat, *cum illa dicitur (etiam) sit contraria, & referatur ad proximiorum classificationem*. Or n'est parlé que du Pape, aussi de jure antiquo non reperitur, *quid Papa possit prævenire ordinariam, nisi in casu C. quia diversifacem, quod loquitur in casu speciali, scilicet quando Episcopus est suspensus, & non possit conferre, qui casu suppleatur eorum ordinari*: mais quid passim & sine delictu possit Papa conferre, & prævenire ordinariam, n'est toléré de jure antiquo: *sensus* par les droits du Sexte & Clementines, mais ils ne sont reçeus & approuvés en ce Royaume: parquoy attendu que ledit Legat est sujet au Concile, quand ores il pourroit de jure communis prévenir les Ordinaires, si seroient ses collations supentes aux décernations & Ordonnances dudit Concile, sans ce que luy ne le Pape y peussent aucunement déroger, *Quia quilibet cuiusvisque dignitatis, etiam Papalis, subiacet constitutionibus & decretis generalium Conciliorum, non possit Ecclesiastica cunctis fundamentum in Ecclesia universalis, subiacere autem in Paris, inquam in subiecto representante universalem Ecclesiam, & in inquam Angelinus, clares Ecclesia tradita sunt non uni, scilicet Petro, sed universis, ad est, Ecclesia universalis: & licet C. significasti dicit, quid in determinationibus seu decretis concilio generali semper intelligatur excepta auctoritas Romani Pontificis, hoc est verum, nisi Concilium appellaris classificationem derogantem possit Papa, ne quid Papa contra decreta nihil possit autem, ainsi qu'il a été fait par le Concile de Bâle.*

Extrait du Registre du Conseil du Parlement de Paris, qui commence l'an 1503. le 13. Novembre, & finit l'an 1504. le 7. Novembre.

Le Vendredy vingt-neufième Mars 1503. avant Pasques. Veu par la Cour, les Chambres assemblées, la Commission de nostre saint Pere, par laquelle il innove la prerogative du Legat Car-

dinal d'Amboise jusques à tel temps que le feu Pape Alexandre luy avoit octroyé, & ledit temps expiré le cré de nouveau Legat à l'aveir jusques ad exemplum suum, avec les Lettres Patentes de

Roy de la reception deslites innovation, & Legation: ensemble le Plaidoyé des Recteur & Universitè de cette Ville, qui se sont opposez à la verification d'icelles: & parcelllement le Plaidoyé & conclusions des Gens du Roy. Et tout considéré:

La Cour a ordonné & ordonne que ladite Commission de nostre saint Père, & lesdites Lettres Patentes du Roy de la reception d'icelles seront enregistrées en la Cour de ceans, pour estre par ledit Cardinal de l'innovation de ladite prerogative de Legat, tout seulement es choses qui ne sont contraires, despoignantes ne prejudiciables aux droits & prerogatives du Roy, & du Royaume, ne contre les sancts Decrets, Conciles, & libertez de l'Eglise Gallicane: & de ce faire baillera Lettres au Roy ainsi que les autres Legats admis & receus en ce Royaume ont fait, & accoustumé de faire.

Et tant que touche la création de Legat *ad beneplacitum* de nostre saint Père, les Gens du Roy, & ladite Universitè se font plus amplement oïrs, & pourront produire ce que bon leur semblera, pour ce fait en estre par ladite Cour ordonné ainsi qu'il appartiendra par raison.

Il est tenu en nostre Cour, que la Cour enverra devers le Roy quelque nombre de gens pour luy remonstrez & à Monseigneur le Legat plusieurs choses qui sont à remonstrez touchant la Legation *ex quo ad beneplacitum sancti Pontificis*, & seront faites bonnes instructions à cette fin.

Du Mercredy 3. Avril 1563. avant Pasques. Ce jour luy d'Arizolles, Marechal des Logis du Roy, a présenté à la Cour les Chambres assemblées, Lettres dedit Seigneur portans crénce, dont la teneur s'ensuit.

A NOS AMEZ & FEUX LES GENS TENANS NOSTRE COURT DE PARLEMENT.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feux, après avoir entendu les diffinitions par vous faites l'expedition du fait de la Legation de nostre très-cher & très-ami Cousin le Cardinal d'Amboise, desquelles nous ne sommes contents: & afin que vous soyez advertis de nostre vouloir & intention sur ce, nous avons dépêché le Marechal de nos Logis d'Arizolles, porteur de cestes, lequel vous enverrez de ce qu'il vous dira, & ferez entrecement en la matiere ce qu'il vous déclarera de par nous, & gardez comment que ce soit qu'il n'y ait point de fautes. Car nous voulons & entendons que ainsi se fasse. Donné à Blois, le dernier jour de Mars. *Sic signatum*, LOUIS,

& ROBERTET.

Et après la lecture d'icelles, a dit ledit d'Arizolles, que le Roy n'est content du delay qu'on a fait en la matiere de Monseigneur le Legat, sous ombre de quelques gens qui se font opposez, lesquels n'avoient apparence de ce faire, & que ledit Sieur desadvouoit ses Advocats & Procureur, & veut & entend d'icy & de là qu'on le dépêche selon la teneur de sa Bulle, nonobstant toutes oppositions, & avant toutes courtes. A esté advery que de la dépêche, & a envoyé audit Marechal autres Lettres adressantes à la Cour, dont la teneur s'ensuit:

A NOS AMEZ & FEUX LES GENS TENANS NOSTRE COURT DE PARLEMENT.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feux, nous avons veu ce que fait avez en l'expedition de la Legation de nostre très-cher & très-ami Cousin le Cardinal d'Amboise: & pour ce que en ce qui touche la Legation qu'il a pleu à nostre saint Père le Pape luy bailler jusques à son bon plaisir, a esté dit que nos Advocats & Procureur, & parcelllement l'Universitè seront oïrs, pour après en ordonner, nous avons bien voulu sur ce vous enlever & advertir de nostre vouloir, qui est que nous entendons & voulons que sing vous arrester aux choses deslites, vous procédez incontinent à l'expedition de ladite Legation, ainsi & selon qu'il a pleu à nostre saint Père luy bailler, sans y faire dissimulation, restriction, ne difficulté aucune. Car tel est nostre plaisir, comme plus à plein vous dira le Marechal de nos Logis d'Arizolles, lequel nous avons envoyé pardevers vous pour cette cause. Parquoy gardez comment que ce soit qu'il n'y ait point de fautes. Donné à Blois le 1. jour d'Avril. *Sic signatum*, LOUIS, & ROBERTET.

A plus dire, que ledit Seigneur luy a chargé dire qu'on ne remette point ladite matiere après Pasques, & qu'il n'a cause de soy contenter du delay que la Cour y a fait, & que depuis qu'il est venu à la Couronne n'a eu si grande affliction que matiere fust dépêchée. A esté advery que en deliberant de ladite matiere a esté mis hors Maître Charles du Haut-bois, Maître des Requêtes de son Hostel; ce qu'il trouve estrange, attendu qu'il est

du Corps de ladite Cour, & qu'on n'a accoustumé de les chasser, & quand il n'est esté tel, il y devoit-il estre attendu qu'il estoit envoyé par ledit Secrétaire, & luy semble qu'on luy veut tenir rigueur.

A plus dire, que s'il se trouve aucun d'opinion contraire passionnée, qui ne soit de cette opinion, & n'y en eust-il que quatre d'opinion de la dépêche, il venoit-il qu'on la dépêche. Après ladite crénce capsoie, a esté ordonné audit d'Arizolles soy retirer, ce qu'il a fait.

Et tantost après a esté rappellé, & luy venu en ladite Cour, luy a esté remonstrez par Monseigneur le Premier Président, qu'il estoit le jour qu'on devoit prononcer les Arrets, & de là Meilleurs estoient disposez à y aller, & que plusieurs de Meilleurs les Conseillers s'estoient ja retirez, & meismement de ceux de l'Eglise, qui estoient allez à leurs Benefices, & qu'on n'avoit accoustumé après ledit jour des Arrets venir à la Cour, si ce n'est pour le fait des prisonniers, jusques après les Fêtes: ce neanmoins pour contenter ledit Sieur la Cour s'assembleroit demain de matin au mieux qu'elle pourroit, pour délibérer & adviser qu'on pourroit faire en ladite matiere. Surquoy a dit ledit d'Arizolles, qu'il n'est pas venu à l'extrémité de dire ce que le Roy luy a ordonné, & attendu la réponse à cause de soy contenter, & n'a occasion d'ice plus dire, & qu'il croit que la Cour fera tant que le Roy l'ira contenter.

Le Jeudi 4. Avril, avant Pasques 1503.

Aujourd'hui a été mis en délibération en la Cour, toutes les Chambres assemblées, la matière dont d'Arzozelles, Maréchal des Logis du Roy, avoit hier porté créance, & a été délibéré que en ensuyvant ce qui a été advisé & retenu en notre Curie dernièrement, quand la Cour a dépêché la prorogation de Monseigneur le Legat, qu'on envoyera devers le Roy pour luy remontrer ce qui a été fait en la matière dudit Legat, & commencer la Cour y a procédé, & pareillement aussi sera parlé audit Sieur d'autres matières, dont la Cour pieçà estoit délibérée luy faire remontrance; & à cette fin se font faire bonnes instructions: & pour aller devers ledit Sieur, ont été élus Meilleurs Maîtres Pierre de Courhardy premier Président, & Thibault Budet second, Pierre de Refuge, Antoine de Paris, Président en Enquêtes, Jean Bochart, &

Guillaume de Belinçon, Conseillers, & Maîtres Jacques Olivier, Advocat dudit Sieur.

Da 15. jour d'Avril 1503. après Pasques.

Ce jour, la Cour, toutes les Chambres assemblées, a ordonné aux Gens du Roy de venir demain dire à la Cour ce que bon leur sembleroit touchant le fait de création nouvelle de Legat *apud ad beneplacitum summi Pontificis*, du Cardinal d'Amboise, en ensuyvant l'Arrest de ladite Cour donné en ladite matière le 19. jour de Mars dernier passé; par lequel avoit été dit, que lesdits Gens du Roy feroient plus amplement ouys, & pourroient produire ce que bon leur sembleroit: A été ordonné semblablement que les Lettres que le Roy a écrites à la Cour reçues le 11. de ce mois, leur seront communiquées, desquelles la teneur s'ensuit.

A nos amez & fiaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement.

DE PAR LE ROY.

Nous amez & fiaux, nous avons presentement entendu la réponse par vous faite à d'Arzozelles, Maréchal de nos Logis, sur ce que luy avions ordonné & commandé vous dire pour l'expédition de la Legation de nostre très-cher & très-ami Cousin le Cardinal d'Amboise. Et pour ce que vous avez mis & mettez la matière en suspens, & dissimulation, sous couleur d'autres remontrances que vous voulez venir faire, tant pour cette matière, que autres, & que nostre intention & finale résolution sont que incontinent & sans difficulté aucune vous procédez à l'expédition de ladite Legation, selonc & ainsi qu'il a pleu à nostre saint Père la bailler à nostre Cousin, nous voulons & vous mandons très-expressement que incontinent ces Lettres venues, & toutes remontrances, oppositions, & allegations cessans, vous procédez à l'expédition & dépêche de ladite Legation, sans y faire difficulté ne restriction, & gardez comment que ce soit & sur tant que vous craignez nous desobéir & déplaire, d'envoyer aucuns d'entre vous pardevers nous, pour nous faire remontrances de ce que dessus, ne d'autre matière quelle qu'elle soit, que premier vous n'ayez dépêché le fait de ladite Legation. Car jusques à ce que vous l'ayez entièrement dépêché, nous ne sommes délibérés vous ouyr. Parquoy n'y faites point de faute: Car tel est nostre plaisir. Donné à Blois le 7. jour d'Avril. *Scilicet signatus, LOUIS, & ROBERTAT.*

Mardi 16. jour d'Avril, mandé au Conseil, 1504. après Pasques.

Aujourd'hui sont venus en la Cour, toutes les Chambres assemblées, les Gens du Roy, lesquels ont déclaré qu'ils avoient vu les Lettres du Roy, que la Cour leur a fait bailler l'Arrest donné en la matière de la Legation *apud ad beneplacitum summi Pontificis*, & qu'il leur semble qu'ils n'ont que dire ne produire en cette matière, & se rapportent à la Cour d'ice faire ce qu'elle verra estre à faire par raison. Ce fait, ont été mandés Maîtres David Chambellan, & Pierre des Friches, Advocat, & Procureur de l'Université de cette Ville, auxquels a été remontré ce qui avoit été ordonné par la Cour le 19. de Mars dernier passé, sur le fait de la Legation *apud ad beneplacitum summi Pontificis*.

C'est à sçavoir que les Gens du Roy, & ceux de l'Université feroient plus amplement ouys, & pourroient produire ce que bon leur sembleroit: & que les Gens du Roy avoient déclaré qu'ils n'avoient que dire, ne produire, & se rapportent à la Cour d'ice faire ce qu'elle verra estre par raison. A cette cause on les avoit mandés pour sçavoir si l'Université vouloit aucune chose dire, ou produire: à quoy a été répondu par ledit des Friches, Procureur, qu'il le sçavoit volontiers de ceux de l'Université. Surquoy a été ordonné audit Maîtres David, & des Friches faire sçavoir audit de l'Université, que la Cour leur enjoind de venir dire & produire tout ce que bon leur sembleroit touchant ladite matière, dedans le jour d'icy pour tout le jour.

Da Mercredi 17. jour d'Avril 1504. après Pasques.

Ce jour sont venus en la Cour, toutes les Chambres assemblées, le Recteur, & aucuns de l'Université. Et a été proposé par l'un d'entre eux, que ce matin ils avoient été assemblés sur ce que la Cour leur avoit hier mandé par Maître Pierre des Friches, & qu'ils avoient été envoyés par ladite Université devers ladite Cour pour deux causes: l'une pour remercier ladite Cour de la bonne & briefve expédition qu'elle avoit fait en ladite matière: l'autre, pour ce que ledit Procureur leur dit hier, que la Cour avoit enjoind que s'ils vouloient aucune chose dire & produire, qu'ils le fissent dedans hier. Et pour ce que si briefvement n'avoient pu consulter leurs Avocats, ne voir les Registres, supplioient à ladite Cour que leur voullist donner délai de trois ou quatre jours, pour dire & produire ce qu'ils venroient estre à faire, & les a on fait retirer. Et après que la matière a été mise en délibération, ont été rappelés, & leur a été remontré qu'il y avoit dix-neuf jours que l'Arrest avoit été donné, par lequel avoit été dit qu'ils feroient plus amplement ouys, & pourroient produire ce que bon leur sembleroit touchant ladite Legation *apud ad beneplacitum summi Pontificis*: & ce temps pentade n'avoient fait aucune diligence de dire, ne produire, & que hier leur avoit été enjoind de ce faire pour tout le jour: & néanmoins leur a donné ladite Cour encore délai de dire & produire

TOUJ

tout ce que bon leur semblera, dedans demain pour tout le jour.

Samedi 20. jour d'Avril 1504. après Pasques.

Veu par la Court, toutes les Chambres assemblées, la Commission de nostre saint Pere, par laquelle il a créé Legat à latere ad exemplum *sum*, le Cardinal d'Amboise, avec les Lettres Patentes du Roy de la reception de ladite Legation, les oppositions du Procureur General du Roy, & de l'Université de Paris, ensemble leurs Plaidoyers des 11. & 17. jours de Mars derniers passez, l'Arrêt donné en maniere le 19. jour dudit mois, par lequel a été dit que sur le fait de ladite Legation lesdits Gens du Roy, & Université scevoient plus amplement ouïs, & pourroient produire ce que bon leur sembleroit. Veu aussi ce qui a depuis été

mis & produit devers ladite Court par ladite Université, après ce que lesdits Gens du Roy ont déclaré qu'ils ne vouloient dire ne produire autre chose.

Et tout considéré, ladite Court a ordonné & ordonne, que ladite reception faite par le Roy de ladite Legation *usque ad exemplum* de nostre saint Pere, tendra jusques au bon plaisir du Roy, pour en user des choses qui ne sont contraires, dérogeantes ne préjudiciables aux droits ne prérogatives du Roy, & du Royaume, ne contre les sainctes Decretes, Conciles, Pragmatique Sanction, Libertez de l'Eglise Gallicane, & Ordonnances Royaux : & de ce faire baillera Lettre au Roy avec que pouvoir user de ladite Legation, lesquelles seront apportées devers ladite Court pour ytre enregistrées.

Arrêt de la Court de Parlement de Dauphiné sur les Lettres, par lesquelles le Cardinal d'Amboise Legat en France subdelegue en sa Legation pour le regard du Dauphiné. 1504.

XIV. **G**ASTO Comes de Fuxo & Stampis, Vicecomes & dominus Narbonne, Guernon Delphin. Universis & singulis harum fere nomen fieri volumus, Quod visis & palpatis per Curiam Parlamentum Delphinatus litteris Apostolicis facultatis & potestatis, per Reverendissimum in Christo Patrem dom. dominum Georgium de Ambasia tit. S. Sixti Presbyterum Cardinalem Roemagen. vulgariter nuncupatum, Legatum de littere in Regno Francie, Delphinat. provincie Provincie, & nonnullis aliis provinciis & dominis eidem Regno subjacentibus, Reverendo Patri dom. Ludovico de Roche-choiard, Monasterii novi Psithaven. concessis, ejusdem dom. Legati sigillo cera rubra cum cordono serico rubri coloris impendente, sigillans, nobis in dicta Parlamenti Curia pro parte dicti dom. Ludovici de Roche-choiard nunc Episcopi Sanctonensis, ad effectus iurisdictionum earum exhibitis : quarum tenore narrata consilio deliberatione prehabita, considerato, Curie predictae placuit, nobisque placet & volumus, quod dictae littere Apostolicae subrogatorum legatum & publicentur in audientia publica

ipsius Curie, & inde registrantur in magno libro ejusdem Curie, necnon in Camera Computorum, ad perpetuam rei memoriam, & in quantum concernit hanc dinonem Delphinatus, & locorum adjacentium : quod obvenit in dicta hac ditione Delphinat. circa tamen prejudicium Pragmatice sanctionis, privilegiorum & libertatum dictae hujus patrie, edictorum, & statutorum Delphinatus. In cujus rei testimonium sigillum regiminis Delphinatus prefentibus duximus apponendum. Datum Gratianopoli die 17. mensis Decembris anno dom. 1504. Per Dominum Gubernatorem, ad relationem Curie, qua erant domini A. Purodi, A. Palmeri, P. Latini, Jo. de Venis, B. Rabotti, Ja. Bachoni, F. Marchi, M. Galliani & See. Oliverii, *signatum*, PELLISSON.

Arrêt du mesme jour donné audit Parlement : par lequel les facultez dudit Cardinal d'Amboise sont registrées, pour s'en servir en France, Dauphiné, Provence, & sur les terres du Pape, avec les mesmes modifications que celles contenues au precedenc Arrêt.

Promesse d'un Cardinal Legat d'user de ses facultez tant qu'il plaira au Roy. 1514.

XV. **N**OUS Francois Cardinal de Clermont, Archevesque d'Aux, & Legat d'Avignon, promettons & jurons au Roy très-Christien nostre souverain Seigneur, que ne userons des pouvoirs & facultez à nous baillées & octroyées par nostre saint Pere le Pape, par ses Bulles & Lettres Apostoliques en forme de Legation, sinon tant & ainsi qu'il plaira audit Roy très-Christien nostre souve-

rain Seigneur, en son Royaume, Dauphiné, Provence, ne en ses autres Pays, Terres & Seigneuries. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nostre main, & y avons mis & apposé nostre seal. Fait à Paris le 17. jour de Novembre l'an mil cinq cens & quatorze. *Signé*, F. CARDINAL DE CLERMONT. *Es sceils de cire rouge.*

Du Tresor, grande amorce, guichet 2.



Lettres Patentes portant les modifications aux facultez du Cardinal Louys de Canosa Eveque de Tricarique, Legat du saint Siege en France. 1514.

XVI. FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme puis aucun temps nostre saint Pere le Pape eust envoyé & délégué vers nostre très-cher Seigneurs & Pere le Roy Louys dernier decédé, que Dieu absolve, Reverend Pere en Dieu Messire Louys de Canosa Eveque de Tricarique, & Prêlat domestique de sa maison, pour communiquer & traiter de plusieurs grands affaires d'importance, pour le bien & utilité de nostre Royaume: en laquelle Legation ledit Eveque se soit employé vertueusement. Parquoy nostre saint Pere luy eust octroyé & baillé plusieurs facultez, mesmement de Legat à l'extere, pour en user en nostre Royaume, Dauphiné & autres lieux & Seigneuries de nostre obéissance, desquelles graces, & facultez il ne pourroit pourrir sans nostre consentement, & avoir de nous permission sur ce, ainsi qu'il nous a fait dire & remontrer plus amplement.

Sçavoir faisons que nous desirans faire honneur, & reverence à nostre saint Pere, & au saint Siege Apostolique, & favoriser ledit Eveque en ces affaires, tant pour les vertus & mérites euz en sa personne, qu'en faveur des grands, loiables & recommandables services qu'il a faits cy-devant à nostre feu Pere, & qu'il continue chacun jour en la conduite & direction des affaires qui journellement occurrent entre nostre saint Pere & nous, où il vacque & entend soigneusement en grand cure & diligence, dont il est digne de remuneration: à iceluy Eveque de Tricarique pour ces causes & autres grandes considerations à ce nous mouvans, avons donné, permis & octroyé, donnons, permettons & octroyons par ces presentes, congé, licence, faculté & permission de soy dire, porter & nommer Legat de nostre saint Pere le

Pape, pour & user de graces, concessions & facultez à luy données & concedées par nostre saint Pere, en nos Royaume, Pays & Seigneuries quelconques, selon le contenu aux Bulles & provisions Apostoliques à luy sur ce octroyées, sans quelconque contradiction ne difficulté.

Fors & excepté de légitimer & habiliter ballards, moines, & autres de telle ou semblable qualité quant aux successions; de évoquer les proces & causes qui seront meues & intenes pardevant les Juges ordinaires ou délégués, pour raison des Benefices par luy conférés par resignation ou autrement, pardevant luy ne ses subdéléguez; de unir Benefices; de admettre aucune pension sur Benefices excédant la tierce partie du revenu annuel d'iceluy; de bailier congé de non résider, dérogeant à l'intention des Fondateurs; de dispenser avec aucun soit seculier ou regulier, de aliener les biens de l'Eglise; de déroger aux droits des Patrons laïcs; de déroger aux statuts des Eglises & Monastères faits par les Fondateurs d'icelles, d'user d'aucune rétrocession ou grace expectative en quelque maniere que ce soit.

Si donnons en mandement à nos ames & feaux les Gens de nos Cours de Parlement, en commandant à tous nos autres Juges & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que de nos presens congé, permission, concession & licence, ils fassent, souffrent & laissent ledit Eveque de Tricarique pour & user pleinement & paisiblement sans y faire aucun contrédict ou difficulté: car ainsi nous plaist-il, & voulons estre fait. En tesmoyn de ce nous avons signé ces dites presentes, & icelles fait sceller de nostre seal. Donné à Paris le 17. jour de Fevrier, l'an de grace 1514. & de nostre Regne le premier. Signé, FRANÇOIS. Et sur le rosp. Par le Roy, ROBERTET.

Remonstrances de M. le Chancelier au Parlement, touchant la volonté du Roy pour le fait du Legat.

Extrait des Registres du Parlement, du Mercredi 17. Avril. 1515.

XVII. CE JOURD'UNY sont venus en la dite Cour, toutes les Chambres assemblées, Messire Antoine du Prat Chevalier, Chancelier de France, & Messire Arthus Gouffier Chevalier, Grand Maître, & Messire Florimond Robertet Chevalier, Tresorier de France: & a dit ledit Chancelier, que le Roy les avoit envoyés vers ladite Cour pour déclarer à ladite Cour, que le Roy trouvoit estrange la longueur qu'on faisoit à l'expédition des Lettres de Monsieur, &c.

A pareillement dit touchant le fait de la Legation, que ledit Seigneur luy avoit fait bailler les remonstrances que ladite Cour luy avoit presentées, lesquelles il avoit veues, & que le fait dudit Legat touchoit plus grande chose que la personne dudit Legat; car il estoit question de complaire au Pape: & l'avoit accordé ledit Seigneur pour bonnes considerations, & pour prévenir à chose de plus grande importance, & lesquelles ne se pou-

voient déclarer à tous, le faisoit pour le bien du Royaume.

Et touchant lesdites remonstrances a dit, que ledit Legat dès le commencement qu'il bailla sa supplication au Roy pour admettre ladite Legation, déclara par icelle qu'il n'entendait conférer que soixante Benefices, & à cette fin a desployé ladite supplication, par laquelle il disoit ainsi apparoir, & que ledit Legat avoit promis & juré audit Seigneur qu'il n'entendait en donner que soixante, & de n'ultr de ladite Legation que tant & si longuement qu'il plairoit audit Seigneur, & en bailleroit l'obligation audit Seigneur, laquelle il enverroit ens.

Et touchant les autres choses contenues auxdites remonstrances, comme de ce que par cy-devant n'ont esté receus Legats qui ne fussent Cardinaux, & autres facultez particulieres, a dit que le Roy & son Conseil avoient bien eu égard à tout

cela; mais comme il avoit dit, le Roy pour bon-
nes & grandes considérations a esté meü de ce faire,
& aussi qu'on pourroit faire à Rome facilement les
dispenses dont il avoit les facultez, & qu'il sem-
bloit en luy mestant comme on avoit fait à tous
les autres, de ne rien faire au préjudice du Roy,
& des Privilèges du Royaume, ne contre les saints
Decrets du Concile de Balle, & Pragmatique San-

ction, que ce seroit assez, en déclarant que le Roy
voulait qu'il fust inconsciente depeché.

Surquoy Messire Monde de la Marmonie Che-
valier Premier Président a dit, au regard du Le-
gat, qu'il ne se pouvoit despêcher sans en deman-
der à la Court, & qu'il en demandait s'il luy plai-
soit, & que la Court y feroit la meilleure diligence
qu'elle pourroit.

Arrest de verification des facultez du Legat Eveque de Tricarique.

De 21. Avril 1515.

XVIII. **V**EU par la Court, toutes les Chambres
assises, la Bulle de nostre saint
Pere le Pape, contenant les facultez par luy octroyées
à l'Evesque de Tricarique, par luy envoyée en Fran-
ce, avec puissance de Legat de *laure*, ensemble les
Lettres Patentes du Roy, par lesquelles ledit sieur
luy permet & donne congé de soy dire, parler &
nommer Legat de nostre saint Pere, pour &
user des graces, concessions & facultez à luy don-
nées selonc le contenu en ladite Bulle, sous les con-
ditions & modifications contenues esdites Lettres
Patentes dudit Seigneur. Et oy ce qu'il a plu au
Roy dire, & faire dire en sa presence par Messire
Antoine du Prat Chevalier, Chancelier de France
à sadite Court; Et pareillement ce que ledit Sei-
gneur a depuis fait dire & déclarer par iceluy Chan-
celier à icelle Court. Et mesmement que ledit Eves-
que avoit dit & déclaré audit Seigneur, qu'il n'en-
tendait donner que sixante Benefices, & que de
ce il luy en bailleroit obligation, & que la suppli-
cation que iceluy Evesque avoit baillée au Roy,

pour luy donner congé & permission de jouir &
user desdites facultez, contenoit nommément qu'il
n'entendait donner que lesdits sixante Benefices.
Veu aussi les conclusions du Procureur General du
Roy, & tout considéré.

La Court a ordonné & ordonne, que lesdites
Bulles contenant lesdites facultez & Lettres Paten-
tes du Roy, soient enregistrées en icelle Court,
pour jouir & user par ledit Evesque de Tricarique
desdites facultez, selonc les conditions & modifi-
cations contenues esdites Lettres Patentes dudit
Seigneur, & es choses qui ne sont contraires, dé-
rogantes, ne préjudiciables aux droits & privi-
lèges du Roy & du Royaume, ne contre les saints
Decrets, Conciles, Libertez de l'Eglise Gallicane,
Pragmatique Sanction, & Ordonnances Royaux, &
pourveu qu'il ne conférera que sixante Benefices
vacants par mort seulement, lesquels ne seront
point de tour. Et de ce faire & aussi en user bail-
lera Lettres au Roy.

Lettres Patentes portant permission au Legat Cardinal de Luxembourg d'user de ses facultez speciales pour la reformation des Monasteres du Royaume, Dauphiné, Provence, & Bretagne. 1516.

XIX. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de
France, à nos amez & feaux Conscillers
les Gens de nostre Grand Conseil, & de nos Cours
de Parlement de Paris, Tolose, Bordeaux, Roiten
& Dijon, au Prevost de Paris, Baillifs & Sene-
chaux de nostre Royaume, & à tous nos autres
Judiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenants, salut
& dilection.

Comme à la priere & requeste de nous & de
nostre très-cher & très-amee compagne la Roynie,
nostre saint Pere le Pape, pour le bien & profit
utilité des Eglises & Monasteres tant d'hommes
que de femmes de nostre Royaume, & pour faire
iceux vivre religieusement selonc leurs vœux & pro-
fessions, & autrement, aie délégué nos-
tre très-cher & feal Cousin le Cardinal de Luxem-
bourg, Legat à *laure*, avec le pouvoir, puissance,
& autorité contenus es Bulles & Provisions Apo-
stoliques de nostre saint Pere, à l'effet & exé-
cution desquelles il a intention proceder, & soy
en acquiescer. Ce qu'il a voulu faire sans préala-
blement icelles nous presenter, à ce qu'il nous
plust icelles voir & visiter, & fut ce octroyer nos
Lettres de placent, congé & licence.

Savoir vous faisons, que après que avons fait
voir & visiter par les Gens de nostre Conseil lesdi-
tes Bulles, octroyées par nostre saint Pere, à la
prière de nous & de nostre dite Compagne, des-

ans les gens de Religion de nostre Royaume vi-
vre selonc leurs vœux & professions, & à ce que
l'imitation d'eux nos Sujets soient plus enclins à
dévotion, nostre dit Cousin le Cardinal de Luxem-
bourg, avons receu & recevois en sa Legation
de faculté contenue esdites Bulles, & luy avons per-
mis & octroyé, permettons & octroyons de grace
especialle par ces presentes, qu'il puisse & luy loise
proceder à l'exécution d'icelle Bulle de pouldin en
pouldin selonc leur forme & teneur.

Si vous mandons, commandons & enjoignons;
que de nos presentes grace, congé, permission &
octroy, ensemble du pouvoir & faculté concedez
par nostre saint Pere à nostre dit Cousin pour les
causes dessusdites, vous souffriez, permettez, &
laissiez iceluy nostre dit Cousin jouir & user plaine-
ment & paisiblement, & à luy & à ses délégués.
En procedant à l'exécution d'icelles Bulles donnez
ou faites donner assistance, confort, ayde & secours
si besoin est, & par eux requis en cestes, sans y souf-
frir estre fait, mis ou donné aucun arrest, destour-
bier ou empeschement au contraire, lequel si fait,
mis ou donné y avoir esté ou eüst, le reparete ou
fautes réparete incontinent & sans delay, & à ce
faire & souffrir contraindrez ou faites contraindre
tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce feroient
à contraindre par toutes voyes & manieres deus
& raisonnables, car ainsi nous plaist-il estre fait,

nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & Lettres à ce contraires; mandons & commandons à tous nos Justiciers, Officiers & Sujets, que à l'exécution d'icelles soit obey & entendu di-

ligement. Donné à Amboise le 8. jour de Noïembre l'an de grace 1516. & de nostre Regne le 2. Signé, Par le Roy, DE NISSIVILLA.

Promesse d'un Legat de n'user de ses facultez que tant qu'il plaira au Roy. 1516.

XX. **N**Ous Philippe miseratione divina Tufculanus & Cameracensis Episcopus, sancte Romanæ Ecclesiæ Cardinalis de Luxemburgo nuncupatus, Legatus à latere in Regno Franciæ, Ducatu Britannie, Delphinatu, & provincia Provinciarum, pollicemur Christianissimo Francorum Regi, quod cum dicta Legatione nostra in jam dicto Regno, & alios domos sibi subditos non utemur, nisi tandem quandoque liceat placuerit voluntati, & hoc in verbo Cardinalis, & sub sigillo nostro. Et cum primum per jam dictum Christianissimum Regem

suis nuncios certiores effecti erimus se amplius nosse, ut dicta Legatione in eisdem locis utamur, statim & omni mora cessante, cessabimus illa uti in testimonium quorum præsentem credulam propria manu subscripavimus, & sigillo nostro muniri jussimus. Datum Ambasiæ Turonensis. Diocesis, die 11. mensis Novembris anno Domini 1516. Signatus, PHILIPPUS Cardinalis de Luxemburgo, Legatus Franciæ. Et sigillatim.

Du Thesot grande armoie gaichet 2.

Conclusions du Procureur General sur les Bulles de Legation du Cardinal de Luxembourg.

Extrait des Registres de Parlement, du 13. jour de Décembre 1516.

XXI. **L**E Liepierre pour le Procureur General du Roy, dit qu'il a veu par Ordonnance de la Cour, les Bulles de la Legation obtenus par le Cardinal de Luxembourg, & les Lettres de placet qu'il en a obtenu du Roy, & dit qu'en icelles Bulles il y a deux membres.

Le premier si est quel ad requisit Regis & Regine il a été par le Pape créé Legat à latere asque ad hunc diem, qui emporte collation de Benefices, & concurrent cum ordinariis qui fera merveilleuse playe pour les Ordinaires: car ce fera cause de faire infinis autantes & faulces collations, fera une confusion in collationibus Beneficiorum, telle qu'il n'y aura plus de Benefice qui ne soit litigieux: à ceste cause requiert qu'on luy limite quelque temps, comme de six ou huit jours, post vacationes Beneficiorum, dedans lesquels il ne puisse prévenir, & ne eridueri habere collationes suas liberas: à tout le moins quid ordinariis qui habent interitus principalem, soient appelez pour le confondre ou dissimuler.

Quant au second point qui est des réformations, il y a deux articles qui sont contraires & dérogans

aux saints Decrets, car data est sibi potestas visitandi Monasteria Religiosorum & Monachorum, privandi, corrigendi, ejiciendi, & alios vel alias interdicens, Abbatibus vero vel Abbatissas, quorum valorem non excedat summam ducentorum ducentorum auri de camera, aut de quibus consistorialiter dispositi sunt, puniendi, privandi, & de illis providendi, & des autres au dessus de la valeur de deux cens ducats, & de quelques consistorialiter dispositi sunt, inquirendi, informandi, & processus ad Camera Apostolicam revocandi, pour contre eux proceder in forma juris: qui est une autre clause contre les saints Decrets: car par icelles deux clauses seroit offer aux titulaires, au casum privacionis sui eligendi contra dispositionem juris communis: & aussi seroit contre les Decrets de casus, tirer en Cour de Rome en premiere instance les Sujets de ce Royaume: à ceste cause requiert que ledites deux clauses soient rejetées. Et néanmoins où la Cour luy permettroit la collation des Benefices indifferens, requiert que ledites * * collations qu'il en fera soient affectées aux Graduez simples & Graduez nommez.

Arrest de verification des facultez du Cardinal de Luxembourg Legat du saint Siege en France. 1616.

Extrait des Registres de Parlement.

XXII. **V**EUS par la Cour, toutes les Chambres assemblées, la Bulle de nostre S. Pere le Pape, par laquelle il a fait & créé Legat à latere jusques à deux ans le Cardinal de Luxembourg Evêque du Mans: les Lettres Patentes du Roy de la reception dudit Legat: ensemble les plaidoyers faits en ladite Cour par l'Université de Paris, & l'Archevesque de Tours, qui avoient requis estre ouys & recueus à opposition; lequel Plaidoyé fait par ledit Archevesque, a été employé par l'Evêque & Comte de Beauvais: aussi certaine Requête Baillée par l'Archevesque de Sens, pour

estre recueu à opposition: avec les conclusions du Procureur General du Roy. Et tout considéré:

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que ladite Bulle de Legation, & Lettres Patentes dudit Seigneur de la reception d'iceluy Legat, seront enregistrées en ladite Cour, pour estre par iceluy Legat de ladite Legation, selon le contenu de ladite Bulle: sans & réservé en ce que ladite Bulle contient, que après qu'il aura privé aucun Abbé ou Abbesse de son Monastere, non excedant la valeur de deux cens ducats, qu'il puisse pourvoir dudit Monastere: & aussi que de ceux dont les Monasteres

naissent excéder la valeur de deux cens ducats, & desquels on a accoustumé de pourvoir consistorialement, il fasse les procès, & les renvoie au Pape pour procéder contre eux : & pourveu qu'il ne fasse chose contraire, dérogeante, ne préjudiciable aux droits & prérogatives du Roy & du

Royaume, ne aux saincts Decrets, Conciles, Pragmatique Sanction, & libertez de l'Eglise Gallicane. Et de ce faire baillera Lettres au Roy, ainsi que les autres Legats recrus en ce Royaume ont accoustumé de faire. Fait en Parlement le 26. jour de Janvier l'an 1516. *Signé, DE VIGNOLLES.*

Entrée d'un Legat à latere en la Ville de Paris.

Extrait des Registres de Parlement, du 17. Novembre 1518.

XXIII. **C**E jour, pource que le Roy a écrit à ladite Cour, qu'on fust au Cardinal B. Maria imperia, Legat du Pape, envoyé en ce Royaume, lequel doit demain faire son entrée en cette Ville, le plus grand honneur que faire se pourra : la Cour a veu les Registres faits touchant les Entrées des feus Cardinal d'Amboise, & Cardinal de Luxembourg Legats en France, & trouvé par iceux, qu'au devant dudit d'Amboise furent les Présidents & autres Conseillers de ladite Cour, en la compagnie du Chancelier ; & au devant dudit Legat de Luxembourg, aucuns d'iceux Présidents & Conseillers.

A ceste cause la Cour envoya devant le Chancelier étant de présent en cette Ville, deux Conseillers, luy remontrant ce que dit est, pour l'honneur de luy s'il luy plaist se trouver avec les Pre-

sidents & Conseillers que la Cour deputera pour aller au devant dudit Legat : lesquels retourneront, dit, que ledit Chancelier a remercié la Cour ; de ce qu'il luy a plu envoyer pardevant luy, & s'est excusé de se trouver en ladite Entrée, parce qu'il se trouve mal disposé, & pour autres affaires. Et a été délibéré que les Présidents & six Conseillers de la grande Chambre & Toumeille, & six des Enquêtes iront au devant dudit Legat : & ont été élus pour la grande Chambre M. Loys Seguer, François Digne, Jacques de la Barde, Jean de la Place, Pierre le Clerc, & Guillaume Berthelony ; & pour les Enquêtes M. Nicole de Besgue, Jean de Selve, & André des Ailes, Guillaume Bourgeois, Arnaud Thullier, & Pierre Cluzeau.

Lettres Patentes du Roy portant permission au Cardinal de Boisy Legat en France, d'user de ses facultez. 1519.

XXIV. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Comme puis naguères nostre très-sainct Pere le Pape à nostre très-grande priere, instance, & requeste, pour le bien & utilité de nostre Royaume, & sujets, & autres grandes pites & raisonnables causes, ait pour aucun temps fait, créé & établi nostre cher & feal Cousin le Cardinal de Boisy Legat à latere en nostre Royaume & pays du Dauphiné : de laquelle Legation, graces & facultez contenues en iceluy, il ne pourroit bonnement jouir & user sans nostre gré, consentement & permission, ainsi qu'il nous a bien amplement dit & remontré.

Sçavoir faisons que nous desirons faire honneur & reverence à nostre dit saint Pere & au saint Siege Apostolique, & favoriser nostre dit Cousin au fait de ladite Legation, tant pour les vertus & merites étant en sa personne, que en faveur de très-grandes, loiables, & recommandables services que luy, & feu le fleur de Boisy Grand Maistre, & le fleur de Bonivet Admiral de France ses freres, nous ont par cy-devant faits en la conduite & direction de tous nos plus grands & principaux affaires, où ils ont toujours eu grande cure & diligence, dont nostre dit Cousin le Cardinal de Boisy est digne en partie de grande exaltation & remuneration : iceluy nostre dit Cousin le Cardinal de Boisy pour ces causes & autres grandes & ce nous mouvans, avons ce jourd'hui receu, admis & repeté, recevons, admettons, & reputons Legat à latere en nostre dit Royaume, & pays

du Dauphiné, & lui avons donné, permis & octroyé, donnons, permettons & octroyons par ces présentes congés, licence, faculté & permission, de exploiter, jouir, & user de toutes & chacunes les graces, concessions, octrois & facultez à luy données & octroyées par nostre S. Pere le Pape pour le fait de ladite Legation à latere, en nostre Royaume & pays du Dauphiné, durant le temps de ladite Legation, soit de la collation par provision de tous les Benefices qui vaqueront en nostre dit Royaume & pays du Dauphiné, que des autres droits, prérogatives, & facultez à ladite Legation appartenans selon l'entier accomplissement de la teneur des Brevets, & provisions Apostoliques à luy fait & octroyées. Si mandons & commandons à tous nos Justiciers, Officiers & Sujets, & à chacun d'iceux, si comme il leur appartenra, que à nostre dit Cousin ils obeyissent entièrement en toutes & chacunes les choses concernans & dépendans de ladite Legation, & iceluy ils reçoivent par toutes & chacunes les Villes & lieux de nostre dit Royaume, & pays du Dauphiné par où il passera, le plus honorablement que faire se pourra, ainsi qu'il est accoustumé, & faire se doit à Legat à latere, sans y faire aucun contredit ne difficulté : Car ainsi nous plaist-il, & voulons estre fait. En témoin de ce nous avons fait mettre nostre seal à cesdites présentes. Donné à Blois le 29. jour d'Aoust, l'an de grace 1519. & de nostre Règne le 5. *Signé, FRANÇOIS. Et plus bas, Par le Roy, ROBERTET.*

Promesse d'un Legat au Roy, de n'user de ses facultez qu'entant qu'il plaira à Sa Majesté. 1519.

XXV. **N**os Audrianus misericordie divina tituli S. Sabinae S. Romanae Ecclesiae Presbyter Cardinalis, de Boisy vulgariter nuncupatus, in Regno Francie & Delphinatu, ac nonnullis illis aliis adjacentibus provinciis, & dominiis Apostolicæ Sedis Legatus, promittimus Christianissimo Francorum Regi uti nostra Legatione in suis præfatis Regno, terris & dominiis,

quibus pretenditur nostra Legatio, quandiu durat, suæ illustissimæ placuerit Majestati, & non aliis: & ita in fide Prælati per præfentes iterum pollicemur. In cujus rei testimonium has litteras manu propria signavimus. Blesis anno Domini 1519. die quarta Septembris. Signé, A. CARDINAL DE BOISY, Legatus.

Conclusions du Procureur General sur les facultez du Legat Cardinal de Boisy.

Extrait des Registres de Parlement, du 3. Septembre. 1519.

XXVI. **C**e jour toutes les Chambres assemblées, les Archevesque de Sens & Eveque de Lizieux ont présenté à la Cour Lettres millives du Roy, portant créance sur eux, dont la teneur ensuit :

A nos amez & feaux les gens tenans nostre Cour de Parlement, De par le Roy. Nos amez & feaux, nous vous envoyons presentement par devers vous nos amez & feaux Conseillers l'Archevesque de Sens, & l'Evesque de Lizieux, pour les caules que bien amplement ils vous diront & declareront de par nous, desquelles nous vous prions & mandons très-à-certes les croire, comme vous feriez à nostre propre personne, & n'y faites faute : car nous voulons & entendons qu'ainsi se fasse. Donné à Blois le 29. jour d'Aoust. Signé, FRANÇOIS, & ROBERT.

Par laquelle créance ont dit que le Pape pour induire les Princes Chrestiens à obvier aux entreprises, que le Turc s'efforçoit faire sur la Chrestienté, avoit envoyé ses Legats devers lesdits Princes, entre autres en ce Royaume à la requeste du Roy, le Cardinal de Boisy, auquel il avoit donné telles & semblables facultez qu'avoit eu le Cardinal d'Amboise Legat en France : lequel Cardinal de Boisy il avoit receu Legat ; & avoit envoyé ses Bulles de Legation, à ce qu'elle y fust telle expedition qu'elle avoit fait audit Legat d'Amboise, & plus ample se faire se pouvoit ; & en ce faisant que la Cour luy seroit singulier plaisir, car il a audit Cardinal de Boisy, & à ses parens qu'il a trouvez bons & loyaux serviteurs, singuliere fiance.

Et après que lesdits Archevesque & Eveque se sont retirez, les trois Bulles octroyées par le Pape touchant ladite Legation, ensemble les Lettres parentes du Roy, par lesquelles il a receu ledit

Legat, & pareillement la requeste baillée par l'Université de Paris, tendant à ce que copie desdites Bulles luy soit baillée par le Greffier de ladite Cour, pour voir s'il y avoit rien contre les saincts Decrets, Conciles & Ordonnances Royaux, privileges & libertez de l'Eglise Gallicane, & d'icelle Université, & sur ce oy ladite Université en pleine Cour, ont esté leus.

Lizet pour le Procureur General du Roy, a dit, qu'il ne veut empêcher que ledit Cardinal de Boisy n'use de ladite Legation selonc les premieres Bulles, & facultez baillées autrement au Cardinal d'Amboise, pourveu qu'il ne puisse faire chose contre, ne dérogeante aux drois, libertez & privileges du Royaume, de l'Eglise Gallicane, & des Ecoliers estudians en Université de ce Royaume, ne des saincts Decrets & Conciles, avec les limitations & modifications contenues en *mentes Curie*, des Legations précédentes : ensemble de ne bailler dévolus par faute de l'expression de la v. aye valeur des Benefices, en déclarant les collations qui par luy seroient faites, ne comprendre aucunement *hujusmodi modum vacationis* : & que de ce ledit Cardinal Legat soit tenu bailler Lettres au Roy, lesquelles soient apportées & enregistrées ceans. Et quant à la faculté de ne pouvoir commettre un preud'homme d'Eglise constitué en dignité pour exercer *negotia diste Legationis*, & user desdites facultez, ledit Lizet pour ledit Procureur General du Roy, quant à la faculté de conférer les Benefices seulement, comme grandement dérogeant ausdites libertez & nouvelle, s'est opposé & oppose que ladite faculté soit approuvée & permise à iceluy Legat. Ce fait, la Cour a ordonné que ladite Université verra dedans huy par les mains du Greffier lesdites Bulles, & en viendra Lundy matin à six heures.

La reception & modification des facultez du Legat Cardinal de Boisy.

XXVII. **V**eu par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les trois Bulles de nostre saint Pere le Pape. Par la premiere desquelles il a créé Legat à latere jusques à un an le Cardinal de Boisy. Par la seconde, qu'il puisse user de telles & semblables facultez dont uloit le feu Cardinal d'Amboise, en son vivant Legat en

France. Et par la tierce, que l'an de sa Legation commence à *Calendis Septembris*. Les Lettres parentes du Roy de la reception de ladite Legation : Les plaidoyez faits en icelle Cour par le Procureur General du Roy le troisieme jour de ce mois, & par l'Université de Paris le jourd'huy. Et tout considéré ;

La Cour ordonné & ordonne, qu'il lesdites trois Bulles octroyées par notre saint Père audit Cardinal de Bosly, ensemble les Lettres patentes dudit Seigneur de la réception de ladite Legation, seront enregistrées en icelle Cour, pour en user par iceluy Cardinal es choses qui ne sont contraires, dérogeantes ne préjudiciables aux droits & prérogatives du Roy & du Royaume, ne contre les saints Conciles, droits des Universitez, libertez de l'Eglise Gallicane, & Ordonnances Royaux, & selon les facultés données par les Prédécesseurs de nostre saint Père audit feu Cardinal d'Am-

boise, lesquelles sont enregistrées en ladite Cour, & non autres : sans ce toutefois que iceluy Cardinal de Bosly puisse commettre ou députer en son absence, ou autrement aucun Vicaire ou Substitut, quant pareilles puissance ou facultés que luy : mais pourra commettre un Regent de la Chancellerie & autres Officiers pour exercer ladite Legation. Et de ce que dut est baillera iceluy Cardinal Lettres au Roy, qui seront apportées devers ladite Cour, pour estre enregistrées en icelle. Fait en Parlement le 5. jour de Septembre l'an 1519.

Lettres du Roy François I. au Pape, & à son Ambassadeur, touchant la prolongation de la Legation du Cardinal de Bosly, sur un différend du pouvoir du Legat d'Avignon en Dauphiné. 1520.

XXVIII. **T**RÈS-SACRÉ Père, vos Ambassadeurs nous ont voulu bailler les Bulles de la Legation pour nostre Cousin le Cardinal de Bosly, pourveu que filions quelque promesse pour l'advenir, touchant la Legation d'Avignon : mais d'autant qu'il nous a semblé qu'elle promesse redonderoit à telle conséquence, que pourroit cy-après préjudicier aux usances & privilèges de nos Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, ce l'avons voulu accorder en cette sorte, sans leur avoir offert la faire telle que sera comme croyons agreable à vostre Sainteté : Nous n'avons interest à icelle Legation, si n'est d'autant que désirons l'honneur & advancement de nostre Cousin, pour les gros services que luy, ses freres, & autres les parents & allies nous ont par cy-devant fait, font chacun jour, & espérons que se-

ront cy-après, que voulons bien reconnoître envers eux, & leur favoriser, enalrer, & augmenter en ce qui nous sera possible, & quand le plaisir de vostre Sainteté fera nous faire delivrer icelles Bulles, en serons tenuz grandement & obligés à elle, ainsi que plus amplement écrivons à saint Marfaule nostre Ambassadeur pardevant vous, pour vous dire, & avons parfaite créance, mais que l'avez ouy, que trouverez nostre demande plus que raisonnable, & ne nous démentez ce que vos Prédécesseurs ne démentent jamais à nos Ancêtres.

Très-saint Père, nous prions le Benoist fils de Dieu vous donner bonne vie & longue. Écrit à Paris le 8. jour d'Octobre. Votre très-obéissant fils, FRANÇOIS, & plus bas, d'NEUVILLE.

Lettre du Roy au sieur de Saint Marfaule.

SAINCT Marfaule, combien que nostre saint Père le Pape m'eût promis par le Bref que je vous envoie en paroles de Pape, toutes excommunications effintes, qu'il prolongeroit la Legation, que à ma requeste avoit octroyé à mon Cousin le Cardinal de Bosly pour une autre année, néanmoins ses Ambassadeurs ont désiré me bailler les Bulles d'icelle prolongation, & veulent que leur fasse quelque promesse que je trouve de conséquence & préjudiciable à l'advenir à mon Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries, ce que pour rien ne voudrois faire, & mesmement que c'est une Legation à temps & sous le plaisir de la Sainteté : pour o'y avoir apparence qui m'obligeroit à persécuter à choses de conséquence, ce que ay bien voulu vous écrire & envoyer iceluy Bref, afin de faire rameneroit icelle la Sainteté de saine promesse : je crois mais qu'il l'avez vuë, toutes excommunications effintes, mandera à ses Ambassadeurs me delivrer icelles Bulles : c'est ain que vous entendrez le tout pour luy en parler plus amplement si besoin est, sans entendre que les Legats qui ont esté par cy-devant en France, ont usé de la Legation de Dauphiné & d'autant que je desirois que ledit Cardinal de Bosly ne fust de pire condition que les autres Legats qui avoient esté par cy-devant en ce Royaume, pour ce que ne l'ayme moins & les siens, qu'on fait mes Ancêtres, les Legats qui ont esté de leur temps, je voulais qu'il usât de cette Legation ainsi que porteroit ses Bulles : c'est pour luy estre l'empêchement que le Legat d'Avignon luy

eust pu faire, je si despescher Lettres tendantes afin qu'iceluy Legat d'Avignon n'usât plus de la Legation, ensuivant la promesse qu'il m'avoit faite de m'user, sinon tant qu'il me plaira, qui est une promesse ordinaire que les Legats ont accoustumé de faire, en avant les Lettres de Placet nécessaires pour user de leur Legation, ce qu'iceluy Legat d'Avignon n'a trouvé bon, & a donné à entendre à la Sainteté, que cela porteroit pour l'advenir un gros préjudice à la Legation d'Avignon, & à si bon garde son cas, que les Ambassadeurs de nostre saint Père ne m'eût voulu bailler icelles Bulles de prolongation, si n'est que leur fise les promesses qui s'ensuivent : c'est à sçavoir, que baillerois joindre iceluy Legat d'Avignon de ses facultés au Dauphiné, & autres lieux à moy sujet, ainsi qu'avoient joindre les Legats d'Avignon, du temps des Papes Pie & Paul, & leurs successeurs, & pour autant qu'il m'a semblé que à cela n'y avoit aucune apparence, ne l'ay voulu faire, & la cause de mon refus leur ay fait bailler par écrit, & depuis m'ont demandé une autre promesse, c'est à sçavoir, que laisserois user le Legat d'Avignon aux lieux & des facultés pour l'advenir, que avoit usé le dernier Legat de la terre d'Avignon, du temps du Pape Jules, & disant que ne dois moins faire pour le Pape, que feu de bonne mémoire le Roy Louys dernier décédé, si pour le Pape Jules, sur qui fait entendre que le dernier Legat de la Terre d'Avignon du temps du Pape Jules, fut le Cardinal d'Amboise, qui avoit du cré-

dit autour son Maître, tel que l'avez, & si estoit Legat, non seulement d'Avignon, ains de France, & en vint ainsi que bon lui sembleroit, d'autant que peu de gens lui eussent osé contredire; l'instance qu'il avoit en procédant de la faveur du Pape, ains de la sienne; je serois bien marry de ma part, de n'avoir esté meilleur envers le Pape, & en plus grosse chose & affaire que c'est une Legation, & que son mon Prédecesseur ne fut envers le Pape Jules, & afin de se résoudre, ou sa Sainteté me veuille tenir ce qu'il m'a promis en son Bref, ou non; qu'il me le veuille tenir, que ce soit tout excusation cessante ainsi que porte le Bref; & si ladite Sainteté ne me veut tenir promesse, je ne pense lui avoir donné cause de la révoquer, & s'il veut dire que si ay, d'autant que ay eus la main à celui d'Avignon, vous lui pourriez dire qu'il ne fut point que les Legas de France ne jouissent de la Legation du Dauphiné, & je ne voudrois point que de mon temps la séparation en fût faite d'autre part, les Bulles d'icelle Legation parlent du Dauphiné, ainsi paisiblement l'autre chose révoquée; & finalement si nostre saint Père n'a autre

cause pour dénier ladite Legation; il me semble que lui satisfera souffrir en souffrant, & permettant que celui Legat d'Avignon use de la Legation, en la forme & manière qu'usait auparavant les inhibitions que je lui ay faites, & ainsi l'ay offert à ses Ambassadeurs; & si ladite Sainteté ne se contente, je n'auray point de Legat en France, & ladite Legat ne jouira de la Legation en Dauphiné. Lesquelles choses remontrées à sa Sainteté, & la prière bien fort de par moy, donnee charge à ses Ambassadeurs ne s'arrestent sur ces petites choses, & qu'en faisant ladite promesse me baillent les Bulles. Et d'autant que beaucoup de temps s'est consumé en allées & venues, & qu'il y a long-temps que ledit Legat n'a point usé de sa Legation, vous fassiez en façon envers ladite Sainteté, qu'iceluy temps donc ne commence à courir que du jour qu'il commencera d'user de ladite Legation, & de ce en ferez expédier une Bulle ou un Bref que m'envoyerez, & à Dieu saint Marquis qui vous tienne en sa sainte garde. Écrit à Paris le 8. jour d'Octobre. Signé François, & plusieurs, DE NAVYILLE.

Nonobstant ces Lettres ostées, l'affaire de ladite prolongation de Legation fut diffamée & dissipée, de sorte que ne s'en ensuivit aucun effet.

Arrêt de la Cour touchant les Registres & Seaux de la Legation du Legat Cardinal de Boify.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardi 15. de Mars 1522.

XXIX. **S**UR les Lettres patentes octroyées par le Roy le 12. jour de Janvier dernier, par lesquelles ledit Seigneur manda à la Cour, qu'elle fesse apporter pardevant elle tous & chascuns les Registres & Seaux de la Legation du feu Cardinal de Boify en son vivant Legat en France, & ceux faire mettre es mains de bons & notables Personnages, pardevant lesquelles les parties pussent avoir recours, & recouvrer en forme leurs expéditions. Vu par ladite Cour les-

dites Lettres, & tous considéré :

La Cour a ordonné & ordonne, que lesdits Registres & Seaux de ladite Legation soient apportés à Paris, & mis en l'Hôtel de saint Denis, & baillés en garde à l'Abbé de saint Denis, lequel sera tenu commettre en son lieu quelque bon & notable personnage, auquel les parties pussent avoir recours, & recouvrer leurs expéditions en forme deus.

Promesse baillée par un Legat au Roy. 1522.

Du Registre des Ordonnances du Roy François I. vol. 1. fol 402.

XXX. **C**E jour 19. Novembre 1522. l'Archevesque de Barri Legat en France a envoyé pardevant la Cour les Lettres, dont la teneur ensuit : Nos Seraphinus Gabriel Archiepiscopus Baren. nunciis Sedis Apostolicæ pro aliquibus arduis negotiis apud Christianissimum Regem Francie, per has presentes promittimus & piamus per ordinem sacrosanctos ab Ecclesia recepimus, prefato Christianissimo, quod jam dicta Legatione non utemur in regno suo, terris & dominis sibi subditis, nisi quandoque fuerit libenter volumati; adeo ut cum primum certiores efficiemur, quod sua voluntas est ut amplius illa non utemur, statim

cessabimus & desistimus illa uni; neenon pollicemur & juramus, prout super, non un illis facultatibus nobis per sanctam Sedem Apostolicam concessis, super quibus voluntatem & consensum jam dicti Christianissimi Regis non habemus, de quibus sit mentio in literis patentibus nobis concessis per jam dictum Christianissimum Regem, vulgantes de Place nuncupatis. In quorum fidem & testimonium hanc presentem nostram cedula manu propria subfirmavimus, & sigillo nostro sigillavimus. Dactum apud sanctum Germanum in Laya, die 14. mensis Octobris anno Domini 1522. Signé, S. G. Archiepiscopus Baren. Es Jelli.

Lettres patentes portant modification des facultez de l'Archevesque de Barri Legat. 1522.

XXXI. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme nostre

très saint Père le Pape Adrien VI. à présent regnant, après la sainte & unanime élection faite de sa personne par les Cardinaux du saint Siège Apostolique

Apostolique, convoquez & assemblée à Rome en la manière accoustumée, étant noſtre dit ſainct Pere & parties d'Eſpagne, eût envoyé divers nous comme Roy très Chretien, & p. cause Fils de l'Eglise, ſon Ambaſſadeur, noſtre très-cher & grand amy, Meſſire Eſtienne Gabriel Archeveſque de Barri, pour la conduire, & d'icelle & traitement des affaires de l'œuvre ſa ſaincteté & Nous, tant pour le bien de la Chreſtiente, que pour la conſervation & augmentation de nos Eſtats. Auquel Archeveſque de Barri, pour les grandes vertus, bonne vie, diſcretion, ſçavoir & religion, qui ſont en ſa perſonne, noſtre dit ſainct Pere nous a fait ſçavoir & entendre, & l'avons cogneu par expérience, qu'il a très-grande confiance & diſcretion : & nous de noſtre part la y avons & portons, pour l'avoir veu & cogneu depuis qu'il en par deſſus devers Nous, tel & ſi vertueux & ſage, que noſtre dit ſainct Pere l'eſtime, & y ay zelateur, & procurant le bien commun & honneur de ſa ſaincteté & de Nous, & de la paix univerſelle, conſervation & augmentation de la Religion Chreſtienne.

Et à cette cauſe cognoiſſant par noſtre edit ſainct Pere, que tout grande ſageſſe, peine, frais & dangers ſeroient à nos lieux de eſcuy noſtre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, d'aller & envoyer ordinairement à Rome devers ſainct ſaincteté, pour avoir & obtenir les provisions & expéditions qui leur ſeroient néceſſaires en matières Eccleſiaſtiques, & autres qui ne ſe peuvent expedier que par ſainct ſaincteté & par les Officiers à Rome : conſiderant auſſi les empêchemens qui ſont entrez & la, au moyen des guerres & diſſenſions : deſirant par ſainct ſaincteté relever & ſecourir noſtres ſujets deſdites peines, ſageſſes, frais & dangers, autour de noſtre vouloir & conſentement fait & depuis ledit Archeveſque de Barri ſoudit Ambaſſadeur devers nous, Legat de ſainct ſaincteté & ſainct ſiege Apoſtolique en noſtres Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, pour pouvoir, donner & conferer benefices & offices, & dignitez Eccleſiaſtiques, pardons, indulgences, diſpenſes, provisions, & autres facultez contenues & déclarées ſes Bulles & reſcripts de noſtre dit ſainct Pere ſur ce oſt oyées, & à Nous adreſſées : leſquelles ledit Archeveſque de Barri nous a préſentées, avec lettres & brevet de noſtre dit ſainct Pere, par leſquelles il nous p. les avoir agréables, & luy permet & oſt oyé qu'il puiſſe uſer de ſainct Legation & facultez. Et ſin ce nous a ledit Archeveſque de Barri humblement ſupplie & requis luy oſt oyés nos Lettres de Placet.

Pourquoy eſt il que nous ce conſideré, & les bonnes & rationnables cauſes & ſans deſſuſdites, qui ont meu noſtre dit ſainct Pere à diſputer ledit Archeveſque ſoudit Legat en noſtre dit Royaume, Pays & Seigneuries, ayant iceluy agreeable en ſainct charge, attendu la qualité de ſon perſonage, & que ce ſera le bien & ſoulage-

ment de beſoſins ſujets en pluſieurs manieres, pour ces cauſes, & voulons en ce, & toutes autres choſes rationnables obtemperer & gratifier à noſtre dit S. Pere, & pour autres bonnes & grandes raiſons & conſiderations à ce nous mouvans, avons par advis & délibération de noſtre Conſeil, & après ce que par les gens d'iceluy avons fait voir leſdites Bulles d'icelle Legation, permis, oſtroyé & accordé, & permettons, oſt oyés & accordons de noſtre dite grace ſpeciale, pleine puissance & authorité Royale, par ces préſentes audit Archeveſque de Barri Legat deſſuſdit, qu'il puiſſe & luy laiſſe uſer & jouir en noſtre dit Royaume, Pays & Seigneuries de ſainct Legation à luy oſt oyée par noſtre dit ſainct Pere, & des facultez, clauses & conſeſſions contenues & déclarées ſes Bulles ; & ce durant le temps & terme de trois mois, à compter du jour de la verification & publication de ces preſentes en noſtre Cour de Parlement à Paris.

Pourveu toutesvoies que ledit Archeveſque de Barri ne uſe, ne ſe avdora de ſdites facultez, enant que touche la légitimation des baillards pour ſuccéder aux biens ſemporels, ne en p. uſer d'icelles par teſtament ne autrement, qui ſont choſes d. pendant de nos diocès : Regale, & qui nous appartiennent : & auſſi qu'il ne p. uſer ne diſpoſe à des Benefices & Offices Eccleſiaſtiques qui ſont en patronages laïcs, ne ſe, ou expedier choſe qui ſoit contraire ne préjudiciable aux ſainctes Conco dans-jurées entre ſeu noſtre ſainct Pere le Pape Leon dernier & Nous, ne aux diocès & privilèges de Nous & de l'Eglise Gallicane.

Si donnons en mandement par ces meſmes preſentes, à nos amez & ſeurs Conſeillers les gens de noſtre Cour de Parlement à Paris, & autres nos Cours de Parlement, Baillifs, Senſcheaux, Prevôts, & autres nos Juſtices & Officiers, ou à leurs Lieutenans, chacun d'eux ſi comme à luy appa. rendra, que l'ſdites Bulles & facultez d'icelle Legation à luy oſt oyées ſe ſont ſeu, & du contenu ſe ſont, ſeuſt eſte & laiſſent jouir & uſer ledit Archeveſque de Barri pleinement & paſſiblement, en faiſant enſeuer, obte ver & garder tout ce qui ſe a ſe par luy les choſes touchant & dépendans du ſuit de ſainct Legation & facultez, ſans y faire, ou ſouſſer ſe, mettre ou donner aucun empêchement, lequel ſi fait, mis ou donné eſtoit, le mettent ou ſe ſont mettre incontinent à ſeuſſe délivrance : car reſt eſt noſtre plaſir, nonobſtant quelconques, ordonnances, loix, ſtatuts, ſtatuts, mandemens ou déſenſes à ce contraires. En témoin de ce, nous avons fait mettre noſtre ſeſl à icelles preſentes. Donné à ſainct Germain en Laye, le 24. jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cents & vingt deux, & de noſtre Regne le huitième. Par le Roy, vous le Sieur de Bonnavet Admiral de France, & autres p. eſſes, auſſi ſigné, D O N N E.

Arreſt de la Cour ſur les facultez du Legat Archeveſque de Barri. 1512.

Extrait des Regiſtres de Parlement.

XXXII. **V**E par la Cour, toutes les Chambres aſſemblées, les Bulles de noſtre S. Pere le Pape données à Rome sous Calixtus Oſſobri dernier, par leſquelles il a crée l'Archeveſque de Barri Legat en France, contenant les facultez à
Tome I. Paris III.

luy oſtroyées par noſtre dit ſainct Pere : les Lettres patentes du Roy données à ſainct Germain en Laye le 24. jour d'Octobre dernier, par leſquelles ledit Seigneur permet audit Archeveſque de Barri jouir & uſer d'icelle Legation en ce
X.

Royaume, & autres Terres & Seigneuries dudit Seigneur, & des facultez à luy octroyées esdites Bulles, durant le tems & terme de trois mois, à compter du jour de la verification & publication desdites Lettres patentes en ladite Cour, selon les modifications & restrictions contenues esdites Lettres patentes: veu aussi le plaidoyé fait sur ce par les Recteur & Université de Paris le dix-septième jour de ce mois: & oy sur ce le Procureur General du Roy, lequel a consenty que lesdites Bulles soient enregistrées sous certaines modifications contenues & conclusions par luy baillées. Et tout considéré:

La Cour a ordonné & ordonne, que lesdites Bulles octroyées par nostredit saint Perce audit

Archevesque de Barri, ensemble lesdites Lettres patentes dudit Seigneur de la reception d'icelle Legation, seront enregistrées en ladite Cour, pour en user par iceluy Archevesque de Barri, es choses qui ne sont contraires, dérogeantes, ne préjudiciables aux droits & prérogatives du Roy & du Royaume, ne contre les Saints Conciles, droits des Universitez, libertez de l'Eglise Gallicane, & Ordonnances Royaux. Et de ce que dit est baillera iceluy Archevesque de Barri Lettres au Roy, qui seront apportées devers ladite Cour pour y estre enregistrées. Aussi sera tenu laisser les Registres en ce Royaume. Fait en Parlement le dix-huitième jour de Novembre, l'an mil cinq cens vingt-deux.

Plaidoyé fait par les Recteur & Université de Paris le 17. Novembre 1522. sur la verification des facultez du Legat Archevesque de Barri.

Extraict des Registres de Parlement, du Lundy 17. Novembre 1522. ostiis clausis.

XXXIII. **C**E jour M. Jehan Bochar pour les Recteur, & Université de Paris a dit, que hier bien tard on luy apporta le double des Bulles de la Legation de l'Archevesque de Barri, & facultez contenues en icelles. Et dit que ce n'est nouvelle chose venir en ce Royaume Evêques & Ambassadeurs devers le Roy de par le Pape, & est bien raison qu'ils soient honorablement reçus, & traités pour l'honneur de celui qui les envoie: mais néanmoins il faut que cela soit en gardant les droits des sujets, & gardant qu'ils ne soient grevez, *ut dicit Paulus, nolite & die laborantes ne quem vestrum gravaremus*; mesmement ladite Université & supposés d'icelle, laquelle est la vraie fontaine de vérité & science, *& si quod lumen in nobis est*, vient de cette source, & fontaine.

Dit qu'esdites facultez, il y a deux passages qui concernent l'estat d'icelle Université, & faut entendre que par les Concordats parlans de *villis muratis & graduatis*, il est dit, *Graduatis qui secundum statuta ipsarum Universitatum adeptus fuerit gradum*, par le Concile de Basse, & Pragmatique, est descendu *promovere ad gradum per solium*. Et néanmoins il y a esdites facultez une clause par laquelle est donnée faculté audit Legat, *Promovendi quoscunque ad gradum Doctoratus, & Licentiate, & quod tales ita per eum promovi gaudeant quibuscunque privilegiis per summos Pontifices graduatis Universitatibus concessis*. Qui seroit venir directement contre les Saints Conciles, mesmement de Basse, & lesdits Concordats, & les enlever totalement, & confondre, & detourner l'estat de l'Eglise.

Il y a une autre clause quant à la collation des

Benefices, ne voudroit dire que le Pape ne puisse bailler puissance à un Legat par luy envoyé, mais néanmoins il faut que tel Legat soit sujet, tout ainsi que les autres collateurs ou dinaires, à garder le tour des graduez, & nommez, & y sont tenus tous, *excluso summo Pontifice*, les garder: & par ce faut si ledit Legat est reçu, que ce soit à la charge du tour desdits graduez & nommez; *Legati enim inter ordinarios reputantur, c. 1. de officio. Leg. l. 6. & dit, quod lex debet esse manifesta, ne qui per incertum officia subditos*; & comme dit nostre Seigneur: *Ego palam locutus sum mundo, & in oculo locutus sum nihil: debet esse enim manifesta, ne quid per obscuritatem incertum capivi contineat, aut injiciatur laqueus propter dubiam legem*. Et a-t-on veu pour ce qu'es autres Legations l'entendement de la Cour n'a assez déclaré, les parties, & praticiens ne scauroient souvent par où en prendre; & ce qui a coûté aux sujets de ce Royaume cent mil escus: & ne scavoient ni pluriniam les Advocats qu'en conseillers aux parties, *propter incertitudinem*.

Et par ce supplie à la Cour, qui si elle reçoit ledit Legat, en la reception soit mis, qu'il soit dit que les graduez par luy pourvus ne jouissent des privileges desdits graduez & nommez des Universitez de ce Royaume quant aux Benefices. Et au regard de la clause concernant les collations, qu'il soit dit *expresse*, qu'elles soient sujettes au tour desdits graduez & nommez, tout ainsi que celles des autres collateurs ordinaires. Que ledit Legat sera contraindre bailler caution de laisser les Registres en ce Royaume, à ce qu'on en puisse avoir ce qui sera nécessaire.

Lettres de la prorogation de la Legation en France du Legat Archevesque de Barri. 1522.

XXXIV. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feaux les gens de nos Cours de Parlemens, Baillifs, Seneschaux, Prevôts, & autres nos Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, Salut & dile-

ction. Comme par autres nos Lettres patentes, & pour plusieurs bonnes, grandes, & raisonnables causes & raisons contenues en icelles, nous avons permis & octroyé à nostre très-cher & grand amy M. Etienne Gabriel Archevesque de Barri,

Ambassadeur devers Nous de nostre très-saint Père le Pape, joüy & user en nos Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, durant le temps & terme de trois mois, à compter du jour de la venification de nosdites Lettres en nostre Cour de Parlement à Paris, de la Legation à luy octroyée par nostre dit saint Père, en iceux nosdits Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries, & des facultés, clauses & concessions déclarées & Bulles sur ce à luy décernées & envoyées par nostre dit saint Père, sous les conditions & réservations contenues & déclarées en nosdites Lettres, qui ont été lues, publiées & enregistrées en nosdites Cours; en vertu d'icelles à joüy & joüy encore ledit Archevesque de Barri de ladite Legation, laquelle poutte que de brief le temps desdites trois mois vient à expirer, nous avons délibéré & accordé de luy prolonger & continuer pour autres trois mois; considérant que ledit Archevesque de Barri, auquel avons tenué vray fidelité & confidence, a usé de ladite Legation à nostre vouloir & intention, & au bien & soulagement de nos sujets, selonc ce qu'il avoit promis, & accordé, & espérons qu'il fera cy après.

Pour ces causes, & pour congratuler & obtempérer au vouloir & intention de nostre dit saint Père, aussi en considération de plusieurs grands & recommandables services que ledit Archevesque de Barri nous a faits, & fait chacun jour, avons par l'avis & délibération de nostre Conseil, puisné & octroyé, permettons & oc-

troions de grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, par ces présentes, qu'il puisse & luy loise joüy & user de ladite Legation & facultés d'icelle, en nosdits Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, durant ledit temps & terme de trois mois, à compter du jour de l'expiration desdites autres trois mois, pour lesquels la luy avons accordée, sous lesdites conditions, réservations & restrictions contenues & déclarées en nosdites premières Lettres, & tout ainsi, & par la forme & manière qu'il en a joüy en vertu d'icelles. Si voulons & vous mandons, & expressément enjoignons à chacun de vous si comme à luy appartenra, que cedites présentes vous faires publier & enregistrer en nosdites Cours de Parlement, & par tout ailleurs où besoin sera, & du contenu en icelles joüy & user ledit Archevesque de Barri, Legat susdit, durant le temps, & tout aiosi que dessus est dit; sans en ce luy faire, nuire, ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun delibour ou empêchement, lequel li fait, mis ou donné luy estoit, le mettez ou faires mettre incontinent & sans delay à pleine délivrance: car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques Ordonnances, Edicts, Statuts, mandemens ou défenses à ce contraires. Donné à Paris le 1. jour de Février l'an de grace 1522. & de nostre Regne le 9. *Signé*, Par le Roy, le Sieur de Bonivet Admiral de France, & autres présens, D O R N E.

Arrests sur les facultez du Legat Archevesque de Barri.

Extrait des Registres de Parlement.

• Du Marcy quatrième Mars mil cinq cens vingt-deux, post prandium.

XXXV. **S**UR les Lettres octroyées par le Roy à Paris le cinquième jour de Février dernier passé, par lesquelles ledit Seigneur a pour les causes contenues en icelle, permis & octroyé à Messire Estienne Gabriel Archevesque de Barri, Ambassadeur vers ledit Seigneur par nostre saint Père le Pape, qu'il puisse & luy loise joüy & user de sa Legation & facultés contenues en icelle, en ce Royaume, & autres Pays, Terres & Seigneuries dudit Seigneur, durant le temps & terme de trois mois, à compter du jour de l'expiration des autres trois mois, pour lesquels ladite Legation avoit été venifiée, sous les conditions, réservations & restrictions contenues & déclarées en premières Lettres sur ce à luy octroyées par ledit Seigneur, & tout ainsi & par la forme & manière qu'il en a joüy en vertu d'icelles: icelles veues, ensemble plusieurs Requestes par cy-

devant présentées à ladite Cour, contre aucuns Officiers de ladite Legation, pour raison des abus & autres malversations qu'on prétend par eux avoir été commises: & ouy le Procureur General du Roy. Et tout considéré,

La Cour, toutes les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne, que avant que proceder à la venification desdites Lettres, inquisition sera faite desdits abus & malversations, & seront oüys ceux qui ont baillé lesdites Requestes. Et pour ce faire à la Cour commis & commis Maîtres Roger de Baume Président, & André Verjus Conseiller, Philippe Pot, & François de Loyens aussi Conseillers & Présidents & Enqueteurs d'icelle Cour, pour ce fait & rapporté *brevis manu*, ordonner de la venification desdites Lettres, aussi qu'il appartenra par raison.

Du Mercredi onzième Mars mil cinq cens vingt-deux.

V A U par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les Lettres patentes octroyées par le Roy à Paris le cinquième jour de Février dernier, par lesquelles ledit Seigneur veut, octroyer & permet à Messire Estienne Gabriel Archevesque de Barri, Ambassadeur du Pape devers ledit Seigneur, qu'il puisse & luy loise joüy & user de sa Legation & facultés contenues en icelle, en ce Royaume, & autres Pays, Terres & Seigneuries

dudit Seigneur, durant le temps & terme de trois mois, à compter du jour de l'expiration des autres trois mois, pour lesquels ladite Legation avoit été venifiée, sous les conditions, réservations & restrictions contenues & déclarées en premières Lettres sur ce à luy octroyées par ledit Seigneur, & tout ainsi, & par la forme & manière qu'il en a joüy en vertu d'icelle. Et sur ce oüy le Procureur General du Roy, lequel a consenty la venifica-

tion desdites Lettres sous les modifications & restrictions contenues en ses conclusions sur ce prises. Aussi veus certaines Requêtes baillées à ladite Cour par aucunes personnes se plaignans des Officiers de ladite Legation : parcelllement veus l'inquisition sur ce faite par Ordonnance de ladite Cour. Et tout considéré,

La Cour en obtemperant ausdites Lettres a ordonné & ordonne, que ledit Archevesque de Barri Legat, jouyra & usera de ladite Legation pour le temps de trois mois, à compter du jour de l'expiration des autres trois mois, sous les conditions, réservations, & restrictions contenues esdites premières Lettres, & au Régistre fait le

deux-huitième jour de Novembre dernier passé, touchant ladite Legation : Et fera ledit Legat faire loyally & authentique registre de la waye dante du jour de concession de toutes les concessions, graces & indults qu'il fera durant lesdits trois mois, au moyen de ladite Legation, incontinent icelles par luy faites & octroyées, sans les pouvoir employer à autres dates faites auparavant par son Daire : lequel registre sera communiqué à tous ceux qui le voudront voir. Aussi pourveu que iceluy Legat ne pourra en un mesme jour *pro eodem genere rationis* conférer un mesme Benefice à diverses personnes.

Lettres patentes, par lesquelles le Roy proroge pour la seconde fois le temps de la Legation de l'Archevesque de Barri. 1513.

XXXVI. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour gratifier & complaire à nostre saint Pere le Pape, à la priere qu'il nous a fait de vouloir prolonger & continuer à nostre très-cher & grand amy Gabriel Archevesque de Barri son Ambassadeur devers nous, la permission de user & jouyr de la Legation & facultez qu'il a pleu à nostre saint Pere luy octroyer en nostre Royaume, Pays, & Seigneuries, selon les Bulles par luy expedies & octroyées audit Archevesque, lequel desia pais six mois en ça ou environ en a usé & jouy : & pour ce que le temps de la dernière prolongation que luy en avons octroyée, vient de brief à expirer, voulons iceluy continuer pour quelque autre temps, esperant qu'il en usera sagement & discrettement comme il a fait.

Pour ces causes, & pour la grande confiance que avons de sa personne, sans prudence & loyauté, & pour les bons & agréables plaistes & services que esperons qu'il nous fera envers nostre saint Pere, tant pour le bien & conduite de nos affaires, que pour l'union de la Chrestienté, & défense de nostre sainte foy Catholique, & pour plusieurs bonnes, grandes & raisonnables considerations à ce nous mouvans, mesmement pour redimer & relever nos sujets des grands fraix & mises qu'ils feroient pour envoyer à Rome, recouvrer les Bulles & provisions qui leur sont nécessaires, avons audit Archevesque de Barri Ambassadeur desdites, prolongé & continué, prolongons & continuons de nostre propre mouvement, grace speciale, pleine puissance, & autorité Royale ladite permission, que luy avons

cy-devant octroyée, de user & jouyr, comme dist est, en nostre dit Royaume, Pays & Seigneuries de ladite Legation, & facultez à luy octroyées par nostre dit saint Pere le Pape, & ce durant le temps & terme de trois mois après ensuyvant l'expiration de la dernière continuation qu'il en a eu de nous : & voulons & nous plaît, que durant ledit temps il en use & jouisse tout ainsi, & par la forme & maniere qu'il est contenu & déclaré en nos Lettres sur ce à luy octroyées, & qu'il a cy-devant fait en vertu d'icelles.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à nos amez & feaux les Gens de nos Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux, Prevosts, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux en son regard, que de nos presentes grace, prolongation, continuation, legation & facultez desdites, ils fassent, souffrent & laissent ledit Archevesque de Barri Legat desdites, jouyr & user pleinement & paisiblement ledit temps de trois mois durant, sans sur ce luy donner, ne souffrir donner aucun trouble, desloubier, ou empeschement, lequel si fait, mis ou donné luy chose, le argent, ou fassent mettre incontinent & sans delay à pleine delivrance ; & cesdites presentes fassent lire, publier & registrer en nosdites Cours de Parlement : Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques Ordonnances, Statuts, Edicts, Mandemens ou défenses à ce contraires. En témoin de ce Nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. Donné à saint Germain en Laye le 15. jour de May l'an de grace 1513. & de nostre Regne le 9. Signé, Par le Roy, ROBERT.

Arrests sur les facultez du Legat Archevesque de Barri.

Extrait des Registres du Parlement, du Jendy 28. May 1513.

XXXVII. **V**EU par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les Lettres patentes octroyées par le Roy le 15. jour de ce present mois de May, par lesquelles ledit Seigneur veut, octroyer & permet à Messire Estienne Gabriel Archevesque de Barri, Ambassadeur du Pape devers ledit Seigneur, qu'il puisse, & luy loise jouyr de sa Legation en ce Royaume & Pays, Terres & Seigneuries dudit Seigneur, durant le

temps & terme de trois mois, à compter du jour de l'expiration des autres trois mois, que ledit Seigneur par ses autres Lettres verbiées en ladite Cour le 11. Mars dernier passé, luy avoit permis user de sa Legation : & sur ce oy le Procureur General du Roy.

La Cour en obtemperant quant à ces ausdites Lettres, a ordonné & ordonne que ledit Archevesque de Barri jouyra & usera de ladite Legation par

par le temps de trois mois, à compter du jour de l'expiration des autres trois mois, sous les conditions, relevations & restrictions contenues audit-dits premières Lettres, & aux Réguliers faits les 15. jour de Novembre, & 11. Mars derniers passés : & aussi qu'il ne conférera, & ne pourra conférer par prévenance les Benefices vacans par mort.

Du Vendredi 25. May 1523.

Ce jour M. François l'Alemand Procureur des Recteurs de l'Université de Paris, a déclaré à la

Cour qu'ils ne veulent rien dire pour empêcher la postogation de la Legation de l'Archevêque de Bari, & requierent que ce soit sous les limitations & modifications de la première ventilation de ladite Legation.

Du Vendredi dernier jour de Juillet 1523.

Ce jour la Cour a commis M. Roger Barne Président, & André Verjus Conseiller en icelle pour interroger l'Archevêque de Bari Legat en France, sur certains poincts dont la Cour les a chargés l'interroger.

Arrest de la Cour touchant l'Entrée du Cardinal Salviati Legat.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardy dernier jour d'Octobre 1526.

XXXVIII. **C**E jour le Prevost de Paris, Lieutenant du Roy en cette Ville, est venu en la Chambre ordonnée par le Roy au temps des vacations, & a dit que le Roy l'a envoyé en cette Ville, pource que le Pape envoie le Cardinal Salviati Legat en France, tant pour le fait de la paix, que pour adviser à visiter aux entrepries du Turc, qui de present est en Autriche, & dont ledit Cardinal ce jourd'uy arrivera en cette Ville, & entend ledit Seigneur qu'on luy fust entrée telle qu'on a accoustumé de faire aux Legats, & en plus grand honneur s'il est possible.

A cette cause il supplie la Chambre adviser si

elle ira au devant du Cardinal, ou y enverra : car quant au fait de la Ville, du Châtel, & de l'Université, il y a ja pourvus, & ira en la maniere accoustumée. Et après que ledit Prevost de Paris a esté retiré, & que les Réguliers de la Cour ont esté veus & visitez, & qu'il a esté trouvé que la Cour ne va point aux Entrées des Legats en suite de Cour, mais envoie seulement quelques députés : ladite Chambre a ordonné & ordonne, qu'au devant dudit Cardinal iroie deux Présidens & vingt Conseillers, & quatre Humiliers devant eux seulement en robes noires, lesquels se trouveront à une heure après midy chez M. Jean de Selve premier Président, pour ce faire.

Promesse du Chancelier du Prat Legat en France, d'user de sa Legation tant qu'il plaira au Roy. 1529.

XXXIX. **N**OS Antonius sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyter Cardinalis, eiusdem sanctæ Anastasiæ, Senensis Archiepiscopus, Galliarum & Germaniarum Primas, Albenis Episcopus, Franciæ Cancellarius, & Sedis Apostolicæ de laetæ Legatus, pronuntiamus excellentissimo ac potentissimo Principi Francisco Dei gratia Francorum Regi, domino nostro supremo, nos ipsos Legationis munere episcopum Christianissimi Regis precibus nobis nuper delato, in eius Regno & domo, quo pretendit nostra

Legatio, tandiu duntaxat functuros, quandiu Christianissimæ Majestati sue liberum fuerit, & non alio modo : ita verò id rursus pollicemur nostrum Prælati fidem obstringentes. Quod ut perpetuo testatum relinquamus, has litteras quibus manu propria subscripiamus, sigillo nostro munitas volumus. Datum ad Fontem bellagum die 17. mensis Decembris 1529. Et est subscriptum, A. M. CARD. Senonens. Legatus à latere, & Franciæ Cancellarius.

Lettres du Roy sur la verification des facultez du Legat Cardinal de Sens. 1529.

XL. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, a vos amez & feaux Conseillers les gens tenans nos Courts de Parlemens, Salut & dilection. Sçavoir vous faisons que nostre très-cher, feal & grand amy, Messire Antoine du Prat Cardinal au saint siege Apostolique, Archevêque de Sens, Evêque d'Alby, Chancelier de France, nous a presenté & fait apparoir que nostre saint Père le Pape par ses Bulles, & provisions Apostoliques l'a délégué Legat de sa Sainteté, & du saint siege Apostolique, tant en nostre Royaume, que es Pays, Terres & Seigneuries à Nous appartenant, aux facultez contenues audit Bulles. Nous ayans icelles très-agréables, com-

me décernées à nostre grande priere & requeste, & pour le bien & soulagement de nostre Royaume, Pays, Terres Seigneuries & sujets, audit Cardinal, après ce qu'il nous a promis ne user de ladite Legation, sinon tant & si avant qu'il nous plaira, & que de ce nous a baillé les Lettres patentes lignées de sa main, & scellées de son seau, avons à cette cause permis & octroyé, permettons & octroyons de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, qu'il puisse user de ladite Legation, & facultés à luy commises en nosdits Royaume, Pays, Terres & Seigneuries, de point en point selon la forme & teneur.

Si vous mandons & enjoignons que en ensuyvant

noſtre dire preſente permiffion, chacun de vous en droit Roy ſaſſe lire, publier & enregiſtrer en noſtres Cours ſeſdites Bulles Apoftoliques de ladite Legation, & le contenu en icelles garder & obſerver, ſans faire ne ſouffrir aucune choſe être faite au contraire; mais ſi faire ſe trouve cy-

après, le ſeparez ou faites ſeparez incontinent & ſans delay; car tel eſt noſtre plaſir. Donné à Dannemarie le 29. jour de Decembre l'an de Grace 1529. & de noſtre Regne le quinzième. Signé, Par le Roy, BASTON.

Verifications des facultez du Legar Cardinal de Sens Chancelier de France.

Extrait des Regiſtres de la Cour de Parlement.

XLI. **V**eu par la Cour, toutes les Chambres aſſemblées, la Bulle de noſtre ſainct Pere le Pape donnée à Boulogne es Kalendes du mois de Decembre dernier paſſé, par laquelle il eſt Legat à ſaſſe *ſuſque ad beneplacitum ſuum*, le Cardinal de Sens Chancelier de France: avec les Lettres patentes du Roy de la reception de ladite Legation, données à Dannemarie le 29. jour dudit mois de Decembre: & les Lettres dudit Cardinal, par lesquelles il promet au Roy de n'uſer de ladite Legation, ſi ce n'eſt tant qu'il luy plait: les Bulles de la Legation octroyées au ſeu Cardinal d'Amboiſe & au ſeu Cardinal de Body: enſemble les Expeditions faites par ladite Cour ſur la reception de leurs Legations, les vingtième jour d'Avril 1504. après Paſques, & cinquième jour de Septembre 1519. les conclusions du Procureur General du Roy. Et tout conſideré:

La Cour a ordonné & ordonne, que ladite Bulle octroyée par noſtre ſainct Pere au Cardinal de Sens Chancelier, enſemble les Lettres patentes dudit Seigneur de la reception de ladite Legation, ſeront enregiſtrées en icelle Cour, pour en uſer par iceluy Cardinal *ſuſque ad beneplacitum* de noſtre ſainct Pere, & du Roy, ſelon les reſtrictions, limitations & modifications contenues es Regiſtres de ladite Cour deſdits vingtième Avril 1504. après Paſques, & cinquième Septembre 1519. & à la charge que ledit Cardinal baillera autres Lettres au Roy, promettant de uſer de ladite Legation ſelon ſeſdites modifications, limitations & reſtrictions contenues eſdits Regiſtres, & non autrement: lesquels ſeront apportés devers ladite Cour pour y être enregiſtrés. Fait en Parlement ce 4. Janvier 1529. Signé D^e TILLET.

Extrait des Regiſtres de la Cour de Parlement de Dijon.

XLI. **V**eu par la Cour la Bulle de noſtre ſainct Pere le Pape donnée à Bologne es Kalendes du mois de Decembre dernier paſſé, par laquelle il eſt Legat à ſaſſe *ſuſque ad beneplacitum ſuum*, le Cardinal de Sens Chancelier de France: les Lettres Patentes du Roy de la reception de ladite Legation, données à Dannemarie le 29. jour dudit mois de Decembre: les Bulles de la Legation octroyées au ſeu Cardinal d'Amboiſe, & au ſeu Cardinal de Body: enſemble les Expeditions faites par ladite Cour ſur la reception de leurs Legations, les 1. jour de Juillet 1504. & 28. jour de Novembre 1519. Et ſur tout ouy le Procureur

General.

La Cour a ordonné & ordonne, que ladite Bulle octroyée par noſtre ſainct Pere audit Cardinal de Sens Chancelier, enſemble les Lettres Patentes dudit Seigneur de la reception de la Legation, ſeront enregiſtrées en icelle Cour, pour en uſer par iceluy Cardinal *ſuſque ad beneplacitum* de noſtre ſainct Pere & du Roy, ſelon les limitations, reſtrictions & modifications contenues es Regiſtres de ladite Cour deſdits 1. jour de Juillet 1504. & 28. Novembre 1519. Fait en icelle Cour le 29. jour de Janvier 1529. Signé, MARTIN.

Extrait des Regiſtres de la Cour de Parlement de Reims.

XLI. **V**eu par la Cour, toutes les Chambres aſſemblées, la Bulle de noſtre ſainct Pere le Pape donnée à Bologne es Kalendes du mois de Decembre dernier paſſé, par laquelle il a été Legat à ſaſſe juſques à ſon bon plaſir le Cardinal de Sens, Chancelier de France: les Lettres Patentes du Roy de la reception d'icelle Legation, données à Dannemarie le 29. jour dudit mois de Decembre, par lesquelles appert que ledit Legat a promis au Roy de n'uſer de ladite Legation, ſi ce n'eſt tant qu'il plait au Roy: les Expeditions faites ſur la reception des Legations des ſeux Cardinaux d'Amboiſe & de Body: avec la conclusion baillée par le Procureur General du Roy, auquel ladite Bulle & Lettres ont été montrées & communiquées. Tout veu & conſideré:

La Cour a ordonné & ordonne que ladite Bulle octroyée par noſtre ſainct Pere audit Cardinal de Sens Chancelier, enſemble les Lettres Patentes dudit Seigneur de la reception de ladite Legation, ſeront enregiſtrées en icelle Cour, pour par ledit Cardinal Chancelier en ſa perſonne, joindre & uſer deſdites Legations & facultez en ce Royaume & pays contenus es Bulles d'icelle Legation, joindres au bon plaſir de noſtre ſainct Pere & du Roy, ſelon les reſtrictions, limitations & modifications contenues es Regiſtres de ladite Cour de la reception d'icout Cardinaux d'Amboiſe & de Body: à la charge que ledit Cardinal Chancelier baillera autres Lettres au Roy, par lesquelles il promettra audit Seigneur d'uſer de ladite Legation ſelon ſeſdites modifications, & reſtrictions contenues audit Regiſtre, &

non autrement, & lesquelles seront apportées pardevant ladite Cour, pour y estre enregistrées. Pro-

noncé à Roien en ladite Cour de Parlement le 5. jour de Fevrier l'an 1529. Signé, SURBAU.

Extraict des Registres du Parlement de Thoulouze.

Veu par la Cour, toutes les Chambres assemblées, la Bulle de nostre saint Pere le Pape donnée à Bologne es Calendes du mois de Decembre dernièrement passé, par laquelle il crée Legat à latere julesques à son bon plaisir, le Cardinal de Sens Chancelier de France: les Lettres Patentes du

Roy de la reception de ladite Legation, données à Dannemarie le 19. jour dudit mois de Decembre, &c. comme le precedent du Parlement de Roien. Fait à Thoulouze en Parlement le 28. jour du mois de Mars l'an 1529. avant Pasques. Signé, DE BOURBON.

Extraict des Registres du Parlement de Bordeaux.

Veu par la Cour la Bulle de nostre saint Pere le Pape donnée à Bologne es Calendes du mois de Decembre dernier passé, &c. en mesmes termes

que les precedents. Fait à Bordeaux en Parlement le 5. jour d'Avril l'an 1529. avant Pasques. Signé, DE PONTAC.

Pour la garde des Registres de la Legation du Legat Archevesque de Barri.

Extraict des Registres du Parlement, du Lundy 16. Septembre 1532.

XLIV. **S**Un ce que M. Jean Lescuyer Conseiller en la Cour, a dit qu'il avoit esté commis par Messire François de Poncher Eveque de Paris à la garde des Registres des Expeditiones faites par l'Archevesque de Barri, durant le temps qu'il avoit esté Legat en France: lequel Eveque puis n'agueres est allé de vie à trespas. A ceste cause a requis estre déchargé de la garde desdits Registres,

& qu'ils fussent mis pour plus grande seureté à l'archeveque Genevieve, l'archeveque Magloire, ou autres lieux que la Chambre verroit estre à faire. La Chambre ordonnée au temps des vacations, a commis & commet par maniere de provision, & julesques à ce que autrement en soit ordonné, ledit M. Jean Lescuyer Conseiller en ladite Cour, à la garde desdits Registres.

Plaidoyé & Arrest de la Cour rouchant les Registres de la Legation du Cardinal de Sens.

Du Lundy 7. jour de Fevrier 1535.

XLV. **E**N TRE le Procureur General du Roy, prenant la cause pour M. Thomas Cauterel, Jean Travers, & Antoine Pascon, Abbreviateurs de la Legation de feu Messire Antoine du Prat, en son vivant Chancelier, Legat en France, demandeurs en matiere de commandement, d'une part: Et l'Evesque de Clermont, défendeur en ladite matiere, d'autre.

Après que Remon pour le Procureur General du Roy a dit, que pour ce que la matiere qui s'offre concernoit le fait des pauvres, il prenoit la cause pour ceux qui avoient obtenu la commission, en vertu de laquelle l'Evesque de Clermont a esté adjourné en la Cour de créans, & quelques autres: & pour sa demande requeroit que ledit Eveque de Clermont eust à mettre entre les mains de M. Jacques de la Barde Conseiller en ladite Cour, par elle député, les Registres & sceux de la Legation du feu Legat en France, Cardinal de Sens, pour faire les Expeditiones qu'il conviendra faire de ladite Legation par les Abbreviateurs & Scribeurs. En a parlé à M. Jean Vialart Advocat dudit Eveque, qui s'en a dit, que ledit Eveque estoit prest à satisfaire & obéir à la Cour: aussi quand on lui le commandement audit Eveque, il respondit seulement que le temps que l'on luy donnoit estoit bien brief, tellement qu'il sembloit qu'il ne vouloit reculer. Toutefois Vialart luy a dit, que le

Roy avoit envoyé Lettres, par lesquelles il vouloit que lesdits Registres & sceux fussent mis entre les mains de Messire Nicole Quelain Conseiller en ladite Cour & President es Enquestes d'icelle: à ceste cause si la Cour vouloit ordonner que lesdits sceux & Registres fussent mis es mains dudit Quelain, ne le voudroit empêcher: mais y a plus, car il demande que ledit Eveque rapporte les demers qu'il a perçus de l'émolument de ladite Legation depuis le décès dudit Legat, pour estre employez ainsi que le Roy a ordonné. Sur ce Vialart luy a dit n'avoir memoires pour défendre, & se rapporte à la Cour de luy arbitrer tel delay qu'elle verra.

Vialart pour ledit Eveque de Clermont dit, que le feu Eveque d'Angoulême nommé Deslans, en son vivant avoit en la garde du scel du feu Legat d'Amboise, depuis le décès dudit feu Legat d'Amboise, & tousiours julesques à son trespas a eu la garde dudit scel, & expédié toutes les Expeditiones restans à expedier de la Legation dudit feu Legat d'Amboise, quelque part qu'il ayt esté, & se soit transporté, & jamais ne luy a oûlé. A ledit Eveque de Clermont en la garde du scel de la Legation du feu Cardinal de Sens, & depuis son trespas ledit Eveque s'est tenu en ceste Ville de Paris bien un mois, ou six semaines, pour expedier lesdites Expeditiones de ladite Legation, & a

espéré ce qui s'est adressé à lui, & depuis s'est retiré en son Evêché de Clermont, où il doit résider, & ceux qui se sont retirés à lui pour avoir quelques Expéditions de ladite Légation, il les a expédiées en sorte qu'il n'y a plainte de lui. Toutefois s'il plaît à la Cour lui ordonner que pour le soulagement des poursuivans il retourne en cette Ville, & s'y tienne pas un an, ou par autre temps qu'il plaira à la Cour arbitrer, il est permis de le faire.

Neantmoins falloit entendre que ledit Evêque, quand il se retira, porta avec lui le seel de ladite Légation, en espérance de le mettre & rendre entre les mains du Roy; & depuis a été adverty que le Roy avoit ordonné qu'il le remît entre les mains de M. Nicole Nouain Conseiller ecclésiastique, & qu'il est permis de lui, ou ailleurs où la Cour lui ordonnera, après les remontrances faites: mais quant aux Régistres, n'en a pas un, & étoit qu'ils ont été mis & déposés par ceux qui les avoient, où la Cour ou le Roy avoit ordonné.

Quant à ce que les Gens du Roy demandent, que ledit Evêque rende les deniers qu'il a perçus, provenant à cause de ladite Légation, depuis le trespas du feu Legat, dit qu'il n'a mémoire pour y défendre, & lui fait délai pour en advier le dit Evêque.

En outre, qu'il y a trois qui ont été adjournés pour apporter ou envoyer les Régistres, que l'on prétendait qu'ils les avoient, & n'en ont pas un,

à cette cause ont été sollement adjournés, & doivent être déclarés, à ce conclure & à défendre.

A dit Remon, que ledits adjournés ont été adjournés à la requête de ceux qui suivoient la Légation, & pour ce que le cas touche plus le faict des pauvres que les particuliers, ledit Procureur General a pris la cause pour eux.

La Cour dit qu'en entendant la Requête faite par le Procureur General du Roy, elle a ordonné & ordonne, que dans trois semaines, pour toutes pétitions & délais, ledit Evêque de Clermont mettra entre les mains de celui qui a été député par le Roy, nommé par l'Advocat du Roy, les seaux & Régistres de la dernière Légation, si aucuns en a, & s'ils n'ont été rendus par lui, ou par ceux qui les ont dévoués & détiennent: & feront tous à ce faire contraintes par toutes voyes & manières deus & raisonnables, pour faire les Expéditions qui seront requises par les Parties qui en auront affaire, & les deniers qui proviendront desdites Expéditions, être employez aux œuvres pitoiables, selon & ainsi qu'il a plu au Roy être employez. Et quant à ce que ledit Procureur General a requis, que ledit Evêque de Clermont eût à apporter les deniers qu'il a perçus de ladite Légation, depuis le trespas dudit Legat, ladite Cour a ordonné & ordonne, que ledit Evêque viendra à trois semaines défendre à ladite Requête. *Signt. du TILLET.*

Lettres Patentes du Roy sur la verification des Bulles de la Légation du Cardinal d'Yvrée. 1538.

XLVI. FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feaux les Gens tenants nos Cours de Parlement, salut & dilection. Sçavoir faisons qu'après que nostre eschequier & bon amy Messire Philibert Ferrer Evêque d'Yvrée, Ambassadeur de nostre très-saint Pere le Pape devant nous, nous a fait apparoir que nostre dit saint Pere par les Bulles & provisions Apolothiques qu'il nous a présentées, Ya délégué Legat de sa Sainteté & du saint Siege Apolothique, tant en nostre Royaume que es pais, terres, & seigneuries à nous appartenans, aux facultez contenues esdites Bulles: nous désirans complaire & gratifier à nostre dit saint Pere en cet endroit, & inclinans à la requête d'icelui Evêque d'Yvrée, à icelui avons permis & octroyé, promettons & octroyons de nostre grace speciale, pleine puissance, & autorité Royale par ces présentes, qu'il puisse user de ladite Légation, & facultez à lui commises en nosdits Royaume, pays, terres, & seigneuries.

Reservé qu'il ne pourra exercer juridiction sur nos Sujets de nostre dit Royaume, pays, & seigneuries, lesquels s'estend icelle Légation, soit par citations, évocations, subrogations, ou autrement, encores que ce fust du consentement de nosdits Supers, ou entre ceux qui sont exempts & immédiatement Sujets au saint Siege Apolothique, ou dont les causes y seroient légitimement dévolues, dont toutesfois quant ausdits exemptes ou causes dévolues il pourra bailler Juges délégués es parties de nosdits Royaume, pays, & seigneuries, & de quelques appellations, s'aucunes en estoient interjetées, soient traitées en nosdits Royaume, pays, & seigneuries, jusques à la finale décision des causes, selon la teneur des Concordans faits entre

le saint Siege Apolothique, & nous.

Aussi qu'il ne pourra user de la faculté de légitimer baillards & illegitimes, sinon pour estre promus aux ordres & états de l'Eglise, & non pour les rendre capables de succéder, ou d'offices, états, & honneurs seculiers: & pource que es légitimations & expéditions qui seront par lui faites, il ne dérogera aux fondations seculières, ou privilèges obtenus en faisant ledites fondations par les seculiers ou Ecclesiastiques qui les auroient faites sur leurs patrimoines & biens seculiers, & non sur les biens de leurs Eglises & Benefices: ne pareillement aux coutumes, statuts, ou autres contributions seculières.

Ne faire aucunes unions de Benefices, à la vie des Beneficiés ou autre temps: mais seulement bailler les rescripts délégatoires pour l'effect d'icelles selon la forme du Concile de Constance, & non autrement.

Ne dispenser les Gradués qui seront par lui promus, du cours du temps de leurs études, ne autrement, pour estre capables des nominations de Benefices, & autres droits & prérogatives contenues par ledits Concordans.

Ne créer aucunes peccions sur les Benefices de nostre dit Royaume, pays, & seigneuries, encores que ce soit du consentement des Beneficiés, sinon au profit des resignans, quand il resignent à cette charge, ou quand c'est pour la pacification des Benefices litigieux.

Ne aussi bailler permission, ou interposer decret & autorité sur l'alienation des biens des Eglises & Benefices pour quelque nécessité ou évidente utilité que ce soit, encores que ledits Beneficiés fussent exemptes & sujets immédiatement du saint

faict Siege Apollolique, auquel cas il pourra seulement bailler refcripts délégatoires aux Supers de nostre dit Royaume, pays, & seigneuries, demourans & résidens en iceux comme dessus.

Et que si tost qu'il aura baillé & dispensé jusques au nombre de six, soit sur la pluralité des Benefices, ou sur le fait des mariages, il sera tenu d'en envoyer le Registre devers nous & nostre Court de Parlement à Paris, & ainsi consécutivement pour les autres ensuivans, jusques à ce que le nombre déclaré par ledites Bulles soit rempli; autrement & à faute de ce ne vaudront les Dispenses qui seront par lay baillées, & ne s'en pourront ayder les impetrans. Et que de ce que dessus il sera tenu nous bailler Lettres signées de sa main & scellées de son seal, auparavant que de pouvoir user de ladite Legation.

Si vous mandons, commandons, & enjoignons, qu'en ensuivant nostre dite présente permission, chacun de vous en doit soy faire lire, publier & enregistrer en nosdites Cours lesdites Bulles Apolloliques de ladite Legation, & le contenu en icelles aux restrictions, réservations, & conditions desdites Bulles garder & observer, sans faire ne souf-

frit aucune chose estre faite au contraire: mais si faire se trouver cy-après, la reparetez ou faites reparer incontinent & sans délai: Car tel est nostre plaisir. Donné à Chantilly le ving-cinquième jour de Novembre l'an de grace 1538. & de nostre Regne le 24. *Ses signés*, Par le Roy, *Barron*.

*Lectis, publicatis, & registratis, audito & contentente Procuratore Generali Regis, pro per dictum Episcopum Ippo egerimus Legatum gardenda, sub modificationibus & restrictionibus in his Literis patentibus contentis, & in his non deordinationibus neque prejudicialibus iuribus Regni, ordinationibus Regis, libertatibus Universitatum hujus Regni, privilegiis & franchisiis totius Ecclesie Gallicane, & abique prejudicialibus collationibus Cardinalium, qui in parochia se opposuerunt, Indulta in hac Curia habere registrata preterdictas remoustrandi per eos peractum, nuncio dictorum Indultorum sit per dictos Cardinales presentium, & collationibus dicti Legati, sans in contrarium defensionibus. Datum in Parlamento 16. die Decembris anno Domini 1538. *Ses signés*, DU TILLIT.*

Lettres Patentes du Roy sur la verification des Bulles de la Legation du Cardinal Farnese. 1539.

XLVII. FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement, surs & dilection. Sçavez vous faisons qu'après que nostre très-cher & grand amy Alexandre Cardinal de Farnese, Varchancelier de Rome, Ambassadeur de nostre très-saint Pere le Pape devers nous, nous a fait apparoir que nostre dit saint Pere, &c. comme les précédentes, jusques à ces mers, Benefices higeux, après lesquels ces classes suivent.

Reçut aussi qu'il ne pourra bailler permission d'aliéner les biens immeubles des Eglises & Benefices de nostre Royaume, pays, terres, & seigneuries, pour quelque utilité ou évidente nécessité que ce soit, & par quelque forme ou manière de contract, soit de vendition, permutation, inféodation, censive, emphyteuse, bail à rente, ou loiaiges à longues années, encore que ledites Benefices & Eglises fussent exemptes, & immédiatement suyes audit saint Siege Apollolique, ny pareillement interposer Decret sur ledites alienations: mais pourra seulement bailler refcripts délégatoires aux Supers de nostre dit Royaume, pays & seigneuries, demourans & résidens en iceux, pour cognoître, traire, juger & decreter desdites alienations, utilité évidente, & urgente nécessité; & de cela connu selon la forme de droit, interposer confirmation & decret, ainsi que la manière le requerra.

Pourveu aussi que des Abbayes & Monastères, soit de Religieux ou Religieuses de nosdits pays, terres & seigneuries, de quelque grande ou petite valeur qu'ils soient ou puissent estre, & encore qu'ils n'excedassent l'estimation de deux cens florins de Chambre Apollolique de revenu annuel, il ne pourra faire aucunes provisions, soit en titre ou commende, à vie ou à temps, ny autrement, en quelque manière que ce soit, sinon à nostre nomination, suivant les Concordats d'entre ledit saint Siege Apollolique & nous.

Tenu L. Paris III.

Pourveu aussi qu'il ne pourra exercer jurisdiction, soit par lay, ou par les Dileguez, sur nos Supers laus, soit en manière de laus, ou surs, separations de mariex quant aux biens, petition de dot, restitution de biens mal peis par contractz illicites & usuraires, perturbation du repos public, soit par introduction de nouvelles sectes scolastiques ou herétiques, ou il n'est question que de laïc, ou autrement, en quelque manière que ce soit, dont la cognoissance nous appartient, & à nos Juges, ny pareillement les absoudre desdits cas, sinon quant à la conscience & jurisdiction penitentielle.

Ne pourra aussi bailler permission aux gens d'Eglise de nostre dit Royaume, terres, pays, & seigneuries, ou autres tenants Benefices en iceux, nulles aux Regulars & Religieux profez, de tester des biens & frans de leurs Benefices suyes en nostre dit Royaume, contre les coutumes des pays & provinces d'iceluy nostre Royaume, redigées par estat, & par nous emologuées, approuvées, & enregistrées en nosdites Cours de Parlement.

Et à la reservation aussi qu'il ne pourra déroger, ny préjudicier par ses provisions beneficales ou autrement, aux fondations laicales & diocés de nos Patrons laus de nostre dit Royaume: ny pareillement & généralement à nos d'ours, auctoritez, prémisses, & Ordonnance Royale libérée de nostre dit Royaume, privilèges & franchises de l'Eglise Gallicane, ou des Universitez & Eglises publiques de nosdits pays, terres & seigneuries.

Et que de ce que dessus il sera tenu nous bailler ses Lettres en bonne forme auparavant que pouvoir user desdites facultés.

Si vous mandons, commandons, & enjoignons, qu'en ensuivant nostre dite présente permission, chacun de vous en doit soy faire lire, publier, & enregistrer en nosdites Cours lesdites Bulles Apolloliques de ladite Legation, & le contenu en icelles aux restrictions, réservations, & conditions desdites Bulles garder & observer, sans faire ne souf-

fi faire se trouvoit cy-après, la reparez, ou faites réparer incontinent & sans délai : Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 6. jour de Janvier 1539. de de nostre Regne le 26. *Sic Signatum*, Par le Roy, DE LA CHESNAYE. *Es est scriptum* : Letta, publicte, & registrata, Audite Procureurs Generaux

Regis hac confirmatio, sub reformationibus & limitationibus contentis in his presentibus, & alias modificationibus, conditionibus, & declarationibus per capitulum expressis in regibus presentis Curie, super hac publicacione jam facta. Sic signatum, in TILLET.

Pour le crime de sedition, ou perturbation du repos public, dont la connoissance appartient au Juge lay, V. *Greco, Terna. cap. 22. lib. 1. c. 32. lib. 4. Fancher Hill. de Financ. c. 19. liv. 3. & chap. 21. sur la fin dudit livre. Frouzet Puvillay. 19. Galli quest. 319. Biersi de reg. 297. num. 1. M. le Maistre, appellations contre d'aben. ch. 7. V. l'Ordonnance 1539. Si quis deinceps fuerit à Procureur quasi crimini seditionis innoxius, neque fregit prærogativa, neque dignitatem attulerit, neque sacerdotali privilegio, sed solum jure crimine non de mandatis Procureur sit apponere amicus. Julianus antequam sit Jurell. Julianus de Off. Proc. Pothier Conf. 26. c. 159.*

Pour le crime de lèse-roy, V. *Jul. Clarius jottum. lib. 1. c. 4. fo. 295. l. 2. p. 159. il note la Coutume de France.*

Contre d'usurpation, les Arrêts des vicars maîtres contre l'usurpation d'Arras 1538. & 1562. V. *Gleff. jumele. in §. 2. du Tit. de Contrah. in Pragmat. Sancti.*

On a toujours tenu & pratiqué en France, que si en un procès où il s'agit de successions de biens, de dot, de héritage & autres conventions matrimoniales qui se traitent pardevant le Juge lay, intervenoient incidemment la question du mariage, le Juge ne doit faire pour cela aucune difficulté de prononcer sur ce qui est de la connoissance, & particulièrement si la question est possédée, comme quand le mari demande que celle qu'il du être sa femme lay soit rendue, ou qu'incidemment en telles causes comme il advient souvent, on demande la révoquer de quelques biens, parce que tels différends sont de la Justice seculière. Et même en la question de mariage intervenant pardevant le Juge d'Eglise, & les conclusions mises à fin de dot ou de provision, il est tenu observer ce qui est de la Justice seculière, & de la Justice de ce faire, est l'appel comme d'abus reçu par les Cours souveraines de ce Royaume. Nous ne faisons pas pour cela de reconnaître sans difficulté, que du droit de bon de mariage en lay, quand il est seulement question s'il doit être ou non, ensuit qu'il est Sacrement, est matière pure Ecclésiastique. Aussi le Roy par son Ordonnance sur ces mots, ne pouvons valablement contracter, n'a entendu disposer du Sacrement, ou ordonner & décider de la validité ou invalidité d'icelui ; mais recevoir & enchaîner ce qui a été résolu par le Concile de Trente, & la velle autorité, ensuit qu'à lay est, ce décret par les moyens qui sont en la puissance seculière, à laquelle appartient la reconnaissance des conventions matrimoniales de contractant, des, devoirs, & autres obligations personnelles & réelles contractées aux contrats de mariage, & aussi de ce qui en dépend, comme les droits de succession, seules bagatelles de nature.

La Cour de Parlement députe quelques Conseillers pour aller au devant du Legat Farneze.

Extrait des Registres de Parlement, du 29. Décembre 1539.

XLVIII. **C** Epousé l'ui le Sr. de Vely Maître des Requêtes est venu à la Cour, lequel a présenté Lettres nulives du Roy, par lesquelles ledit Seigneur mandou à ladite Cour, pour ce qu'il avoit esté averty que le Cardinal Farneze, Legat de nostre S. Pere le Pape, arriveroit bien tost à Paris, qu'on donnast ordre qu'il fust receu ainsi qu'il appartenoit, & que l'on avoit accoustumé faire en tel cas à gens de qualité dont il estoit. Et a dit ledit Sieur de Vely pour sa excuse, que le Roy lay avoit donné charge dite à la Cour, qu'on fust

allé Legat le plus grand honneur qu'on pourroit, sans toutefois excéder la mesure raisonnable. A quoy a esté répondu par Monsieur le premier President, que par cy-devant aux entrées des Legats du Pape, la Cour avoit accoustumé deputer quelque nombre de Conseillers pour aller à leurs entrées, aux autres dix, aux autres plus, attendue le mandement du Roy ; & pour ob'yr à son bon plaisir, a ordonné que quatorze desdits Conseillers feroient deputer pour aller à l'entrée dudit Legat, & lesquels elle a nommez.

Modifications des facultez du Cardinal Farneze Legat à l'aire.

Extrait des Registres de Parlement, du 20. Fevrier 1539.

XLIX. **S** Un les Bulles Apostoliques de la Legation du Cardinal Farneze, a esté advisé, qu'outre les limitations contenues en Lettres Patentes du Roy, on devoit adjoindre les modifications & restrictions cy-après déclarées ; & tant sous lesdites limitations contenues en Lettres Patentes du Roy, que sous celles qui ensuivent, adjoindres par l'avis & deliberation de ladite Cour, la publication desdites Bulles Apostoliques devoit estre faite.

Premièrement, que ledit Legat ne pourra user des facultez de dispense à lay octroyées & contenues en Lettres Bulles Apostoliques, au préjudice des loixables coutumes & statuts des Eglises Cathedrales & Collegiales de ce Royaume, concernant l'entrecement, continuation ou augmentation du

divin service, si sur ce y a approbation, privilege ou confirmation Apostolique octroyée pour les causes susdites audit Eglise, à la requeste & supplication du Roy, Patron d'icelles Eglises, bien que lesdits privileges, octrois & concessions soient subséquens les fondations desdites Eglises.

Et ne pourra aussi ledit Legat user de la faculté à lay octroyée de conférer plusieurs Benefices *sub eodem titulo*, quant à deux & hanoines, Prebendes ou dignitez en mesme Eglise Cathedrale ou Collegiale, soit à vie ou certain temps, pour élever la diminution notable du divin service en icelles, & de la décoration de l'ordre & estat Ecclesiastique desdites Eglises.

Aussi ne pourra ledit Legat user de la faculté à lui octroyée, de proroger le temps donné aux Ex-

cuteurs testamentaires, pour faire & parfaire l'exécution des testaments, pource que sous ombre de ladite prorogation de temps, ils pourroient longuement différer d'accomplir les dernières volontés des défuncts contre leur intention; & aussi ladite prorogation seroit au préjudice des héritiers, qui doivent en Pays coutumiers estre saisis des biens meubles incontinent après l'an de l'exécution passé, desquels meubles ledits Exécuteurs sont saisis dedans l'an.

Parcillement n'usera de la faculté à luy octroyée de convertir les legs piroyables en autres usages, contre l'intention & volonté des défuncts, si ce n'est en cas esquelz icelle volonté ne pourroit estre accomplie formellement, & qu'il seroit besoin faire ladite commutation; pourveu qu'audit cas ladite commutation soit équivalente à ce qui avoit esté ordonné par le testament, ou autre disposition de dernière volonté.

Ne pourra aussi ledit Legat déroger par ses collations à la règle de *versusditi moitia*: aussi ne pourra faire aucune composition avec ceux qui auront esté vrais intrus es Benefices, sur les fruits mal par eux pris & pereus, ne leur remettre en tout ou partie, attendu qu'ils doivent estre convertis en l'utilité des Eglises.

Le pouvoir d'un Legat ne dure que tant qu'il plait au Roy, & tant qu'il est dans le Royaume es terres de sa Majesté, hors desquelles son pouvoir cesse à l'égard du Roy & de ses sujets, quoy que ses facultez s'estendent dans les Etats des Princes voisins, & tout ce qu'il peut faire & ordonner estant dans ces Etats voisins à l'égard de la France est nul, & n'y a-t-on aucun égal. *Vide Franc. Florentis Observation, in tit. de postulatione pag. 111. 112. 113. 114.*

Lettres parentes sur les facultez de la Legation du Cardinal Sadolet. 1542.

LE FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feaux les gens tenans nos Cours de Parlement, salut & dilection. Sçavoir vous faisons, qu'après que nostre tres-cher & feal & grand amy Messire Jacques Sadolet Cardinal du S. Siege Apostolique, nous a fait apparoir que nostre Saint Pere le Pape par ses Bulles & provisions Apostoliques qu'il nous a presentées, cy-attachées sous le contrefeul de nostre Chancellerie, l'a délégué Legat de sa Sainteté, & dudit Saint Siege Apostolique, tant en nostre Royaume que es pays, terres & seigneuries à nous sujets & appartenans, aux facultez contenues esdites Bulles.

Nous ayans icelles tres-agreables tant pour le bien & soulagement de nostre dit Royaume, sujets, pays, terres & seigneuries que pour la bonne amour & affection que nous portons audit Cardinal, qui a tousiours monstré, comme il fait encore chacun jour par effect, la volonté & grand zele qu'il a à nous, & à la prospérité de nos affaires, & de nosdits Royaume, Pais, Terres & Seigneuries, avons pour ces causes à iceluy Cardinal permis & octroyé, permettons & octroyons, voulons & nous plaist, de nostre grace speciale, pleine puissance, & autorité Royale, par ces presentes, qu'il puisse user de sadite Legation & facultez à luy commises, selon la forme & teneur de sedites Bulles; pourveu toutesfoies que ce ne soit en choses qui soit con-

Aussi ledit Legat es collations & provisions des Benefices qui seront resignez entre les mains, ne pourra ordonner que sur sedites resignations soy entiere soit adjouctée au contenu d'icelles Bulles, sans exhibicion des procuracions, par vertu desquelles sedites resignations auront esté faites, ou autre preuve valable de ladite procuracion; & ce quant au préjudice du prétendu Résignant s'il en fait dénégation ou contradiction.

Parcillement ne pourra ledit Legat user es provisions des Benefices qui par luy seront faites, de la clause *ausferri*, ou autres semblables, au préjudice de ceux auxquels au précédent & lors des provisions faites par ledit Legat, seroit acquis droit pour obtenir ledit Benefice en esperance certaine, comme après la requisition par eux faite par vertu du mandat, ou grace Apostolique au Collateur ordinaire, de leur conférer le Benefice ja vacant, & par ce moyen leur seroit acquis vray droit pour obtenir ledit Benefice, en esperance certaine, comme dit est.

Que ledit Legat ne pourra aussi user de ladite puissance de conférer les Benefices estant en ce Royaume, si ce n'est cependant qu'il sera en iceluy, & non quand il sera es pays qui sont hors l'obéissance du Roy.

traire, dérogeant ny préjudiciable à nos droits & autorité, privileges, franchises, & liberte de l'Eglise Gallienne, & aux sainctz Decrets, Concordats, & Indults d'entre nostre dit saint Pere, le S. Siege Apostolique, & nous.

Si vous mandons, commandons & enjoignons, que en ensuivant nos presens commissions, octroyés & vouloir chacun de vous en droit soy fassé lire, publier & enregistrer en nosdites Cours sedites Bulles Apostoliques de ladite Legation, & le contenu en icelles garder & observer, sans faire ne souffrir aucune chose estre faire au contraire: mais si faire se trouveroit cy-après la reparez ou faires reparer incontinent & sans delay: Car tel est nostre plaisir. Donné à Angoulême le 12. jour de Novembre l'an de grace 1542. & de nostre Regne le 28. *Ainsi signé,* Par le Roy, BAYARD.

Letta, publicata, & registrata, audito Procuratore generali Regis hoc consentiente, pro gaudendo per dictum Legatum facultatibus in litteris Legationis sue contentis, sub modificationibus & limitationibus per amplius expressis in Registro Consilii Curia, super verificatione & publicatione bullarum dictae Legationis & harum litterarum factis, & absque prejudicio oppositionum per Cardinales Indulsa Apostolica in hoc Regno habentes formatarum. Parisius in Parlamento 4. die Decembris, anno Domini 1542. Sic signatum, BERRYER.



Verification & modification des facultez du Cardinal Sadolet Legat en France.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy 4. jour de Decembre 1542.

LI. **A** PRÈS avoir veu par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les Bulles Apostoliques de la Legation du Cardinal Sadolet, & facultez déclarées en icelles, a esté conclu & ordonné quelles seront leuës, publiées & enregistrees en icelles sous les modifications contenues es Lettres patentes decernées par le Roy sur lesdites Bulles, & outre sous les modifications & restrictions contenues es Lettres patentes du Roy, decernées sur les Bulles de la Legation du Cardinal Farnese, & sous les limitations & declarations faites par ladite Cour, sur la verification desdites Bulles du Cardinal Farnese.

Et outre lesdites limitations, declarations & restrictions es Lettres patentes du Roy, & icelles Bulles seront publiées sous les modifications, limitations & restrictions qui s'ensuivent.

Et premierement ne pourra ledit Legat cognoistre des causes Ecclesiastiques en premiere instance, ne user de evocations au prejudice du Chap. de *causis*, inféré au Concordat fait entre nostre sire saint Per le Pape, & le Roy, auquel il ne dérogera ne contreviendra aucunement.

Ne pourra aussi user de sequestration réelle en matiere beneficiale, ou autre Ecclesiastique; ne cognoistre pareillement des crimes qui ne sont purs Ecclesiastiques, bien qu'ils fussent mixtes, à l'encontre des purs laiz, mais seulement à l'encontre des gens d'Eglise.

Et ne pourra user de condamnation d'amendes pecunieres esdits crimes purs Ecclesiastiques contre les laiz; & quant aux gens d'Eglise en pourra user selon les Sanctions Canoniques, sans contreviener aux saintes Decrets Conciliaires contenus en la censure Canonique.

Ne usera aussi des restitutions en entier, ou restrictions de contrats faits entre gens laiz, ou sur matieres réelles, bien que les contractans fussent personnes Ecclesiastiques: ne pareillement sur les contrats passez entre quelconques personnes laies ou Ecclesiastiques, contenant simples obligations personnelles, si lesdits contrats sont receus par Notaires ou Tabellions, & sous scel Royal, ou autre seculier: mais seulement usera de la Faculté de restituer en entier, ou rescinder pour le regard des contrats faiz entre personnes Ecclesiastiques, ou entre laiz & cleres, contenant simples obligations personnelles, & qui seront passez seulement de parole

pardevant temoins, ou receus pardevant Notaires Ecclesiastiques seulement, & desquels contracts la connoissance devroit appartenir au Juge d'Eglise, & non autrement.

Ne pourra aussi restituer ne habiller les laiz contre l'infamie par eux encourue, mais seulement des cleres, quant aux ordres, offices, dignitez, & autres actes Ecclesiastiques.

Ne usera pareillement de aucunes compositions pour raisons des fruits mal perceus des benefices esians en ce Royaume: mais pourra ordonner si bon luy semble, qu'ils seront rendus & restituez, & employer au profit des Eglises, sous le nom & titre desquelles ils ont esté perceus.

Ne pourra pareillement user pour le regard des contrats usuraires, des facultez à luy octroyées quant aux laiz: ne remettre la restitution desdites usures pour le regard des laiz, ou pareillement des cleres, si les personnes auxquelles la restitution se doit faire, sont ou peuvent facilement estre certaines: & où les personnes ne sont certaines, en pourra user entant que touche les cleres & aussi quant aux laiz, *quantum attinet ad forum conscientie duntaxat.*

Pareillement ne usera de la faculté de créer pen-sions, si n'est conformement aux saintes Canons Conciliaires, & autres Canoniques Sanctions.

Et ne pourra permettre que aucun resignant puisse retenir au lieu de pension, tous les fruits du benefice resigné, & ne baillera au resignant qui aura retenu pension sur le benefice resigné, pour la pension non payée.

Ne pourra bailler permission à aucun ayant pension créée sur un benefice de ce Royaume, d'icelle pension transferer à autre personne.

Ne pourra pareillement déroger aux privileges, graces & indulges de nommer aux benefices Ecclesiastiques de ce Royaume, octroyez par nostre S. Pere le Pape au Roy, en faveur & contemplation dudit Seigneur, & de ses Officiers ou autres ses sujets, en quelque maniere que ce soit: ne aussi déroger aux regles de Chancellerie, de *verisimili notitia*, & de *publicandis resignationibus in paribus*.

Et à son parlement de ce Royaume, sera tenu de laisser es mains de quelque fidel & notable personnage, les registres des expeditions faites durant ladite Legation, pour expedier les Bulles à ceux qu'il appartiendra.

Arrest par lequel la Cour modifie les facultez du Cardinal saint George au Voile d'or. 1547.

Extrait des Registres de Parlement.

LII. **A** PRÈS avoir veu par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les Bulles Apostoliques de legation du Cardinal saint George au Voile d'or, & facultez déclarées en icelles, à luy octroyées par nostre saint Pere le Pape, ensemble les Lettres patentes du Roy données à S. Germain en Laye le 29. jour de May dernier passé,

& les Registres de la Cour: & ouy le Procureur general du Roy, a esté conclu qu'elles seront leuës, publiées & enregistrees en icelle sous les limitations modifications & restrictions contenues esdites Lettres patentes du Roy, decernées sur lesdites Bulles, & sur celles des Legations des Cardinaux de Farnese & Sadolet, & sous les modifications & declarations

declarations faites par ladite Cour, sur la verification desdits Ballez.

A sçavoir, qu'il ne pourra exercer jurisdiction sur les fuzes du Roy, & demourans en ce Royaume, Pais, Terres, & Seigneuries dudit Seigneur, lesquels s'ostent ladite Legation, soit par citation, evocation, delegation, & autrement, encore que ce fust du consentement desdits fuzes, ou entre ceux qui sont exempts de jurisdiction Ecclesiastiques, & immediatement quant à ce fuzes au Saint Siege Apostolique, & dont les causes y seroient legitimelement devolues; quant auxquels neanmoins il pourra bailler Juges deleguez en parties desdits Royaume, Pais, Terres, & Seigneuries, desquels les Appellations, si aucunes estoient interjettes, y seront traitées jusques à la finale decision d'icelles, selon la teneur des Concordats faits entre ledit saint Siege Apostolique, & ledit Seigneur.

Aussi ne pourra user de la faculté de legitimer les bastards & illegitimes, sinon pour estre promues aux saints Ordres, benefices & estats de l'Eglise, & non pour les rendre capables de succeder, ou leur estre succedé, ny d'obtenir offices & estats seculiers; & encores pourveu que les legitimations & expeditions qui seront faites par luy pour le regard desdits saints Ordres, benefices & estats de l'Eglise, il ne dérogera aux fondations seculieres ou privileges obtenus en faisant lesdites fondations par les seculiers ou Ecclesiastiques qui les auroient faites sur leurs parsonnes & biens seculiers; ne particulièrement aux coutumes, statuts & autres constitutions seculieres.

Aussi ne fera aucunes unions ou annexes de Benefices à la vie des benefices, ne autre temps; mais baillera fructuellement les reſcripts delegatoires pour l'effect de telles unions qu'il voudra faire selon la forme du Concile de Constance, & non autrement.

Pareillement, qu'il ne pourra dispenser les grâces qui seront par luy pourvues, des cours de leurs études ny autrement, pour estre capables des nominations des Benefices, & autres droits & prerogatives contenus edits Concordats: ne créer aucunes penſions sur les Benefices de credit Royaume, Pais, Terres & Seigneuries, encore que ce fust du consentement des benefices, sinon au profit des resignans, quand ils resigneroient à cette charge ou quand ce sera pour la pacification des benefices litigieux: ne permettre qu'aucun resignant puisse recevoir au lieu de penſion tous les fruits d'un benefice resigné.

Aussi ne pourra bailler permission d'alienier les biens immeubles des Eglises pour quelque utilité ou evidente necessité que ce soit, & par quelque forme & maniere de contract, soit de vendition, permutation, infodation, censive, emphyteuse, bail à rente, à loiage, à longues années, encore que lesdits benefices & Eglises fussent exempts & immediatement fuzes audit S. Siege Apostolique: mais pourra seulement bailler reſcripts delegatoires aux fuzes & habitants de credit Royaume, Pais, & Seigneuries, pour cognoscire, traiter, juger & décider desdites alienations, utilité evidente, & urgente necessité, & de cela cognu selon la forme de droit, interposer confirmation & decret, ainsi que la maniere le requerra.

Pourveu aussi que des Abbayes & Monastères soit de Religieuses ou Religieuses desdits Royaume, Pais, & Seigneuries, de quelque grande ou petite valeur qu'ils soient ou puissent estre, & encore qu'ils n'excedassent l'estimation de deux cent florins de Chambre Apostolique de revenu annuel, il ne

pourra faire aucunes provisions, soit en tiers, en commande, à vie ou à temps, ne autrement en quelque maniere que ce soit, sinon à la nomination dudit Seigneur suivant lesdits Concordats.

Aussi ne pourra conférer les benefices au prejudice des nominations, concedées aux Conseillers de la Cour par nostre saint Pere à la nomination du Roy.

Et pareillement, qu'il ne pourra exercer jurisdiction soit par luy, ou les deleguez, sur les fuzes laïcs du Roy, soit en maniere de fuit, usures, separations de maries, quant aux biens, pension de dot, restitutions de biens mal pris par contract illicites & infames, perturbacion du repos public, soit par introduction de nouvelles fautes sediteuses ou heretiques, où il n'est question que de fuit, ou autrement en quelque maniere que ce soit, dont la cognoscance appartient audit Seigneur, ou à ses Juges: ny semblablement les abus desdits cas, sinon quant à la conscience & jurisdiction penitentielle.

Et qu'il ne pourra bailler permission aux gens d'Eglise de ceder Royaume, & Seigneuries, ou autres renans Benefices en iceux, mesme aux Reguliers & Religieux profes, de telles des biens & fruits de leursdits Benefices linex audit Royaume, contre les coutumes des Pays & Provinces d'iceluy, redigies par escrit, & homologues, approuvées & enregistrées en ladite Cour.

Reservé aussi qu'il ne pourra déroger, ny préjudicier par ses provisions beneficeles au autrement, aux fondations laïcales & drois des Patronz laïcs de credit Royaume.

Pareillement ne pourra user des facultés de dispense à luy octroyées, au prejudice des loiables coutumes & statuts des Eglises Cathedrales & Collegiales de ce Royaume, concernant l'entree, continuation, ou augmentation du divin Service, si sur ce y a approbation, privilege, & confirmation Apostolique octroyée pour la cause susdite ausdites Eglises à la requeste & supplication du Roy Patron d'icelles Eglises, encore que lesdits privileges, octrois, & concessions soient subsequenceles les fondations desdites Eglises.

Outre ne pourra user de la faculté à luy octroyée, de conférer plusieurs Benefices *sub eodem titulo*, quant à deux Chanoines, Prébendes ou Dignitez en mesme Eglise Cathedrale & Collegiale, soit à vie, ou à certain temps, pour évoir à la diminution notable du divin Service, de la décoration de l'ordre & estat Ecclesiastique desdites Eglises.

Aussi ne pourra ledit Legat user de la faculté à luy octroyée, de proroger le temps donné aux executeurs des testaments, pour faire & parfaire l'exécution d'iceux, pour ce que sous ombre de ladite prorogacion de temps, ils pourroient longuement différer d'accomplir les dernières volentes des défunts, contre leur intention, & aussi ladite prorogacion seroit au prejudice des héritiers qui doivent esdits Pays coutumiers estre saisis des biens meubles, incontinent après l'an de l'exécution passé, desquels meubles lesdits executeurs font saisis dedans l'an.

Plus n'usera de la faculté à luy octroyée, de convertir les legs pioyables en autres usages, contre la volonté des défunts, si ce n'est en cas lesquels icelle volonté ne pourroit estre accomplie formellement, & qu'il seroit besoin faire ladite commutation, pourveu qu'audit cas elle soit équivalente à ce qui avoit esté ordonné par le

testament, ou autre disposition de dernière volonté.

Ne pourra aussi ledit Legat déroger à la règle de *veritas vincit*, & de *publicando respectando* : ne pourra aussi faire aucunes compositions avec ceux qui auront été vras infortunes & Benefices, sur les fruits mal pris par eux & perçus, ne les leur remettre en tout ou partie, attendu qu'ils doivent être convertis en l'utilité des Eglises, sous le nom & titre desquelles ils ont été perçus.

Aussi ledit Legat est collation & provisions des Benefices qui seront résignés entre les mains, ne pourra ordonner que sur lesdites résignations soy enjointe soit adjuvée au content des Bôles, sans exhibitions des procurations, en vertu desquelles lesdites résignations ont été faites, ou autre preuve valable de ladite procuracion ; & ce quant au préjudice du prétendu résignant, s'il en fait contradiction ou dénégation.

Semblablement ledit Legat est collation & provisions de Benefices qui seront par lui faites, n'usera de la clause *exceptio*, ou autre semblable, au préjudice de ceux auxquels au précédent, & des lors de la provision par lui faite, seroit acquis droit pour obtenir ledit Benefice, en espérance certaine qu'après la requisiion faite par eux, par vertu du mandat ou grace Apostolique au collateur ordinaire, de leur conférer le Benefice à vacance, & par ce moyen leur seroit acquis vray droit pour obtenir ledit Benefice, en espérance certaine, comme dit est.

Ne pourra aussi ledit Legat connoître des causes Ecclesiastiques en première instance, ne user d'invocations au préjudice du Chapitre de *enq*, contenu en ces Concordats. Ne user de fréquentation réelle en matière bénéficiale, ou autre Ecclesiastique. Ne connoître pareillement des crimes qui ne sont purs Ecclesiastiques, ores qu'ils fussent moves à l'encontre des pors Laiz, mais seulement à l'encontre des gens d'Eglise.

Et ne pourra user de condamnations pécuniaires en crimes purs Ecclesiastiques contre les Laiz, & quant aux gens d'Eglise, en pourra user selonc les Sanctions Canoniques, sans contrevenir aux saints Decrets Conciliaires contenus en la censure

canonique.

Ne usera aussi des résolutions en entier, ou résolvant de contrats faits entre gens Laiz, ou sur matières civiles, ores que les Contractions fussent personnes Ecclesiastiques. Ne pareillement sur les contrats passés entre quiconques personnes Laiz ou Ecclesiastiques contenant simples obligations personnelles, si lesdits contrats sont reçus par Nôtres & Tabellions, & sous seals Roiaux, ou seal Seculier ; mais seulement usera de la faculté de résister en entier, ou résister pour le regard des contrats faits entre personnes Ecclesiastiques, ou entre Laiz & Clercs seulement, contenant simples obligations personnelles, & qui feroit passées seulement de parole en devant témoins, ou reçus pardevant Nôtres Ecclesiastiques, & donc la connoissance devroit appartenir au Juge d'Eglise, & non auement.

Ne pourra aussi résister ny habilitier les Laiz contre l'usurie par eux encourue, mais seulement les Clercs quant aux Ombres, Offices, Dignitez & autres actes Ecclesiastiques.

Ne pourra aussi user de la faculté de ester pensions, si ce n'est, comme dessus dit est, conformément aux saints Canons Conciliaires, & autres Canoniques Sanctions. Ne donner permission à aucun ayant pension créée sur un Benefice de ce Royaume, d'icelle pension transférer à autre personne.

Et outre à la charge qu'il ne pourra user de la puissance de conférer les Benefices de cédites Royaume, Pays & Seigneuries, sinon pendant qu'il y sera, & non quand il sera en pays hors de l'obéissance du Roy.

Et qu'à son parlement il sera tenu laisser en mains de quelque notable & fidele personnage, les Registres des expéditions faites durant la Legation, pour expedier à ceux qu'il apprendra. Et généralement qu'il ne pourra faire aucune chose préjudiciable ou dérogatoire aux saints Decrets, Concordats, Conciles généraux de l'Eglise, droits, franchises & libertez de l'Eglise Gallicane, & des Universitez & études publiques de ce dit Royaume & Seigneuries. Et de ce que dessus sera tenu bailler lettres en forme valable. Fait en Parlement le 13. Juin 1547. *Signt du T. S. L. E. T.*

Députation faite de quelque Présidens & Conseillers pour aller au devant du Legat Cardinal Verallo. 12. Decembre 1551.

Du Samedi 12. Decembre 1551. mardi.

1111. C E jourd'huy la Cour ayant receu par la Chambre du Roy, les Lettres missives dudit sieur de Vaulx Genailhomme de

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feaux, s'en allant présentement par delà nostre très cher & bon amy le Cardinal Veralle, Legat de nostre saint Pere le Pape, que nous désirons y estre receu & recueilly selonc que le lieu & le tiers qu'il a le requiert. A ceste cause, nous voulons & vous mandons, que vous ayez à l'honneur à son entrée en nostre bonne ville de Paris, le recevoir & accompagner ainsi qu'il est accoustumé en semblable cas. Donné à Fontainebleau le 9. jour de Decembre 1551. *Signt Henry.*
Epluribus de LAURENTIN.

Ont été eilems pour aller demain au devant, & à la reception en entre Ville dudit Cardinal Veralle, Legat en France, avec Messieurs les Présidens, Messieurs François Dufque, Martin Ruzé, François Demer, l'archevêque de Meaux, Louis Garant, Guillaume Allard, Robert Boetier, Guillaume Abot, Ansoine Bochart, Guillaume Barthelemy, Guillaume Viole, Miles Perrot, Clericus de la Roziere, Nicole le Clerc, René le Fèvre, & Jean Bernaudot.

**Modifications & restrictions faites par la Cour de Parlement, sur
les facultez du Legat Jeronyme Verallo, données & octroyées
par le Pape Paul III. 1551.**

Extrait des Registres de Parlement.

LIV. **C**E jourd'uy, après avoir veu par la Cour (toutes les Chambres assemblées) les pouvoirs & facultez conférés & déclarés en Bulles de la Légation du Cardinal Verallo, à luy octroyées par nostre saint Pere le Pape : ensemble les Lettres patentes du Roy données à Fontenay-le Comte le quatorzième jour de Decembre dernier passé, les conclusions du Procureur General dudit Seigneur.

A esté conclu & arresté, que lesdites Bulles feront leu, publiées, & enregistrées sous les limitations, modifications, & restrictions faites par ladite Cour à la reception des précédentes Légations des Cardinaux d'Arboude, de Bosy, du Prat, Fanele, Sadoret & saint Georges au Voile d'or, & aux changes & restrictions qui ensuivent : à sçavoir.

Que ledit Legat ne pourra députer Vicaires, ou autres délégués pour l'exercice de ladite Légation, ainsi l'exercera luy-même en personne, & non par aucun, tel per alios.

Ne pourra permettre qu'aucun résignant puisse recevoir les possessions, tous les fruits d'un bénéfice, n'autre quantités desdits, fruits excédant la tierce partie d'iceux, sans du consentement des Résignans.

Ne pourra donner permission à aucun ayant pension créée sur un bénéfice, d'icelle pension transférer à autre personne.

Ne pourra conférer les bénéfices au préjudice des nominations concédées par nostre saint Pere aux Prélats, Conseillers, & autres de ladite Cour.

Ne pourra protéger le temps donné aux executeurs des testaments pour l'exécution d'iceux.

Ne pourra conférer les premières Dignitez des Eglises Cathedrales post Primatiales majeures. Ne aussi les premières Dignitez des Eglises Collegiales, lesquelles est gardée la forme du Chapitre, *Qua prius*.

Ne pourra créer Chanoines, *sub expellatione sacrae praevidae*, sans du consentement des Chapitres.

Et généralement ne pourra ledit Legat contrevenir ny déroger aux saints Decrets & Concordats, droits, privileges, & prérogatives du Roy, franchises & libertez de l'Eglise Gallicane, & des Universitez de ce Royaume, ne particulièrement aux Edits & Ordonnances Royaux, & Arrests de ladite Cour ; mésmement & spécialement aux Edits dudit Seigneur touchant les penes d'atres, & des Notaires Ecclesiastiques.

Et à la charge que ledit Legat ne pourra user de ses pouvoirs & facultez, sinon pendant & durant le temps qu'il sera en ce Royaume, & tant qu'il plaira au Roy.

Et à son parlement sera tenu laisser de mains d'un des Prélats ou Conseillers de ladite Cour ; tel qu'il luy sera nommé, les Registres des expéditions faites durant sa Légation. Et de tout ce que dessus sera tenu ledit Legat bailler Lettres au Roy, lesquelles seront enregistrées en ladite Cour. Fait en Parlement le 16. jour de Decembre 1551. Signé, C A M U S.

**Que les facultez du Legat Verallo ne pourront nuire aux Indults
des Cardinaux.**

Extrait des Registres de Parlement, du Mardi 22. Decembre. 1551.

LIV. **O**N a esté tenu ce jourd'uy en la Cour les Lettres nulles du Roy, cy après insérées, & suivant icelles a esté procédé à la ven-

fication des Bulles du Legat Verallo, sous les modifications cy devant par ladite Cour arrêtées & délibérées. Enfant la teneur desdites Lettres.

D E P A R L E R O Y.

Nos amez & feaux, nous avons veu ce que vous nous avez escript par ce porteur touchant la publication des Bulles & facultez du Legat, & les propos que vous luy avez fait tenir par vos Conseillers délégués, aussi ce qu'il leur a répondu là dessus. Et pource que depuis nous avons entendu qu'il se veut accommoder aux choses raisonnables, vous regarderez de le traicter à la publication & usance de sesdites facultez, selonc & ainsi que Pourc est les Prédécesseurs Legats à l'aveu, sans aucune chose y innover, pour ne le rendre de pire qualité & condition en cet endroit que sesdits Prédécesseurs : vous advisant que nous avons trouvé très-bonne & honneste la forme dont vous avez procédé avec luy, pour la conservation

de nostre autorité, & au demeurant, pource que nos très-chers & grands amis les Cardinaux eussent par deçà, nous ont fait entendre qu'ils ont leurs Indults quant aux bénéfices eussent en leur collation, auxquels lesdites facultez pourroient préjudicier : nous voulons & vous mandons qu'en procédant par vous à la disdite publication, vous ayez à leur faire droit sur les oppositions qui sur ce pourront par eux, ou leurs Procureurs estre faites, & ordonner que ledit Legat jouira de sesdites facultez, sans préjudice du contenu esdits Indults, si n'y veulles faire fuire : car tel est nostre plaisir. Donné à Blois le vingtième jour de Decembre 1551. Signé, HENRY. Et plus bas, DU THER.

Comparution & élargissement du Dataire du Legat.

Extrait des Registres de Parlement, du Jendy 18. Février 1551.

LVI. **C**E jourd'hui la Cour a ordonné au saint Siege Apostolique en France, estant en ceter ville de Paris, suivant l'Ordonnance de la Cour, est comparu en personne en icelle à huis clos & après luy avoir esté dite la cause pour laquelle la Cour avoit ordonné qu'il viendroit en personne en icelle, qui estoit parce que l'on estoit venu à plaindre à ladite Cour, que, pour raison de la Cure de Beaubourg luy avant esté présentée une supplication pour avoir la collation de ladite Cure, par resignation cum clausula derogatoria regala de viginti diebus, & ayant icelle accordée par petite date, toutesfois estant le resignant mort dedans les vingt jours, le Legat avoit conféré le Benefice à un sien valet, comme vacant par mort; & quand le Résignataire s'estoit retiré pardevant ledit Dataire, il avoit refusié entendre audit Résignataire au Registre & signature ladite clause de derogation, & le plaignoit iceluy Résignataire qu'il avoit esté circonvenu: car s'il luy eust dit qu'il ne bailleroit ladite derogation, il se fust pourveu pardevant l'Ordinaire, ou autrement, ainsi qu'il eust veu pour le meilleur.

A dit ledit Dataire, que ce qu'il avoit fait avoit esté comme simple ministre & commis à recevoir

& prendre les dates des Impériaux, mais n'avoient les Dataires puissance de pouvoir & disposer sans l'ordonnance dudit Legat, lequel luy avoit défendu bailler aucune clause derogatoire à la règle des vingt jours, pour les Doyens au Diocèse de Paris: & que quand il recut la supplication du Résignataire, il n'en fit la réception, sinon pour luy servir de la date de la présentation, ainsi que ont accoustumé faire tout autres Dataires; & l'ayant présenté audit Legat, iceluy Legat voyant la clause derogatoire à ladite règle des vingt jours, pour Benefices estant au Diocèse de Paris, il n'avoit voulu accorder à l'Impératour ladite clause, comme il n'est tenu, s'il ne luy plaist.

Surquoy le Referendaire dudit Legat présent avec ledit Dataire, a requis & supplié la Cour, qu'il pleust à icelle donner congé audit Dataire, & luy permettre s'en aller avec ledit Legat son oncle.

Enx retires, la matiere mise en délibération, a esté ordonné que ledit Dataire seroit élargi par tout, & sa réponse & déclaration seroient enregistrées, pour servir & valoir au Résignataire ce que de raison.

Legats du Pape doivent laisser vers la Cour un Registre de leurs expéditions, & le scel de leur Legation.

Du 18. Février. 1551.

LVI. **C**E jourd'hui la Cour a ordonné aux Dataire & Referendaire du Legat du saint Siege Apostolique en France, venus en ladite Cour, dire & advertir ledit Legat que suivant la promesse qu'il a cy-devant faite après la publication des Bulles de sa Legation en ladite Cour, il eust avant son partement de la Ville de Paris à mettre entre les mains de M. Nicole Prevost Conseiller du Roy en ladite Cour, les Registres des expéditions qu'il avoit faites depuis ladite Legation publiée en ladite Cour: & entre les mains de M. François Demyer aussi Conseiller du Roy en icelle Cour, le scel d'icelle Legation, comme ont accoustumé de faire les autres Legats, à tout le moins quand iceluy Legat seroit à Lyon, mettre le tout es mains du Lieutenant General de la Sénéchaussée de Lyon, ou de l'Officiel de la Primauté dudit Lyon, appelé ledit Lieutenant General, pour les envoyer respectivement audit Prevost & Demyer, & de ce certifier ladite Cour: autrement que l'on n'aies foy aux expéditions qui se trouveront par luy faites, comme estant nulles.

Depuis & le dernier jour d'Aoust 1551. Ven par la Cour la Requête à elle présentée par le Procureur General du Roy, par laquelle attendu que par Arrest d'icelle avoit esté ordonné que le Cardinal Veralde Legat dernier venu en France, met-

troit les Registres & expéditions estant pardevant luy avec le scel, es mains des Commisaires députez par la Cour, attendu que ledit Legat se retireroit à Rome: ce néanmoins iceluy Legat seroit seulement laissé les expéditions & Registres estant de présent es mains de M. Nicole Prevost Conseiller en icelle, & sans y avoir tenu ledit scel, suivant l'Ordonnance de ladite Cour; chose qui estoit de grande importance, & qui pourroit empêcher la délivrance des expéditions nécessaires pour les parties: il requeroit pour le bien public estre ordonné que ledit Prevost Conseiller poura pour le fait desdites expéditions user de son scel, & autre scel qu'il plaira à la Cour ordonner, comme scel emprunté au desant & subsidie de celui dudit Legat: Ledit Arrest.

Et tout considéré, ladite Cour ordonne que pour le scel des expéditions qui se trouveront nécessaires sur les Registres dudit dernier Legat estant pardevant ledit Prevost, se pourra iceluy Prevost user de son seing & scel, ou autre tel qu'il adviendra comme scel emprunté: & soy fera adjointe audit expéditions & Bulles, comme si elles avoient esté faites & expédiées par ledit Legat. Aussi sera foy adjointe aux extraits des signatures estant audit Registres, sans parties appellées, comme si les Bulles avoient esté levées en forme.

Lettres patentes sur la verification des facultez du Cardinal saint George au Voile d'or. 1553.

L VIII **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France, Nos amez & feux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Salut & dilection. Sçavoir faisons que après que nostre très-cher & grand amy le Cardinal de saint George au Voile d'or, nous a fait apparoir que nostre saint Pere le Pape par ses Bulles & provisions Apotoliques, qu'il nous a presentées, cy - attachées sous le contre-scel de nostre Chanceliere, l'a délégué Legat de sa sainteté, & du saint Siege Apotolique, tant en nostre Royaume qu'en Pays, Terres & Seigneuries à nous sujets & appartenans, aux facultez contenues esdites Bulles : nous ayans icelles très-agréables, tant pour le bien & soulagement de nostre dit Royaume, & de nos Pays, Terres & Seigneuries, que pour la bonne amour & affection que nous portons audit Cardinal, qui a tousiours montré, comme il fait encore chacun jour par effect, la volonté & grand zele qu'il a à nous, & à la prospérité de nos affaires & de nosdits Royaume, Pays, Terres & Seigneuries.

Ayons pour ces causes à iceluy Cardinal permis & octroyé, permettons & octroyons, voulons & nous plaît, de grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, par ces presentes, qu'il puisse user de fidèle Legation & facultez à luy contenes

selon la forme & teneur de sçavoir Bulles : pourveu toutesfoies que ce ne soit en choses qui soient contraires, dérogeantes ny préjudiciables à nos droitz & autoritez, privileges, franchises & libertez de l'Eglise Gallicane, & aux saints Decrets, Concordats & Indults d'entre nostre dit saint Pere, le saint Siege Apotolique, & Nous. Si vous mandons, commandons & enjoignons, que ensuivant nos presentes permission, octroy & voulons, chacun de vous en droit soy fassé lire, publier, & enregistrer en nosdits Cours lesdites Bulles Apotoliques de ladite Legation, & le contenu en icelles garder & observer, sans faulx, ne souffrir aucune chose estre fait au contraire ; mais si fait se trouvoit cy-après, la repare ou fautes repater incontinent, & sans delay. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 28. jour de May, l'an de grace 1553. & de nostre Regne le 7. *Aussi signé,* par le Roy, CLAUDE.

Letta, publicata & registrata, auctor Procuratore generali Regni, sub sigillis et signaturis Juedum faciliatorem dicti Cardinalis de sancto Georgio Legato concessarum, & in Curia registratarum, anno Domini 1547. 23. die mensis Junii. Porphyrio in Parlamento 20. die Julii anno Domini 1553. hoc signatum, DU TELLER.

Pour l'Entrée du Legat Caraffe dans Paris, & comment la Cour fut au devant dudit Legat.

Extrait des Registres de Parlement, du Jendy 22. Juin. 1556.

L IX **C**E jour la Cour a receu Lettres nulives du Roy, dont la teneur ensuit.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feux, pource que nostre amy & feal cousin & grand amy le Cardinal Caraffe, Legat de nostre saint Pere & du saint Siege Apotolique, doit partir d'icy Vendredy prochain, pour aller en nostre bonne Ville de Paris faire son Entrée le lendemain, vous ne faudez d'assembler vostre compagnie entièrement, pour aller au devant de luy, en tel état & ordre qu'il appartiendra, & luy faire toutes les honnestes offres, avec le plus honorable recueil dont vous pourrez adviser. Car encore que vous sçachiez assez ce qui est accoustumé de faire à telles Entrées & receptions de Legats ; toutefois considerant que cettuy-cy est neveu de nostre saint Pere le Pape, ayant le principal mouvement, & la conduite & direction de toutes les affaires de sa Sainteté, & qu'il nous syme parfaitement : Nous voulons & entendons, que vous vous evertuez à faire tout vostre possible pour honorer ladite Entrée & reception, en sorte qu'il ait occasion de s'en louer & contenter, en luy faisant connoître quel est nostre vouloir & affection envers luy, ne pouvant pour ceste heure faire chose qui nous soit plus agréable que ceste chose. Donné à Fontainebleau le 22. jour de Juin 1556. *Signé HENRY, & au-dessous, DU TELLER.*

Et après que d'icelle a esté faite lecture en l'Assemblée. *Paris III.*

semblée des Chambres, & a esté arresté & ordonné esuite au Roy, que la Cour de Parlement n'est encore allée en Corps au devant d'aucun des Legats de nostre saint Pere le Pape & du saint Siege, mais seulement a accoustumé de dépurer bon nombre de Presidents & Conseillers d'icelle, pour aller au devant les recevoir, recueillir & leur offrir comme il appartient à leur dignité : & a esté ordonné que ladite Lettre sera envoyée par M. Gabriel Brulin Clerc du Greffe civil de ladite Cour auquel sera baillé Lettres adresses au Duc de Montmorency, Pair & Connestable de France, afin de presenter lesdites Lettres au Roy, & en rapporter réponse dans demain.

Du Vendredy vingt-sixième Jun.

Ce jour la Cour, après avoir exhorté & ouy l'Evêque de Chalons pour ce mandé, comme le plus ancien Evêque, étant de present en ceste Ville, & les Gens du Roy, a ordonné par maniere de provision, & jusques à ce que par le Roy, ladite Cour ouye, autrement y soit ordonné, qu'à l'entrée prochaine du Cardinal Caraffe Legat en France, les Archevesques, Evêques, Prélats, suyvans que de tout temps & anciennement a esté gardé & observé en ce Royaume, marcheront après tout

le Clergé, & au devant près la personne dudit Legat, & les Prélats & Conseillers qui seront députés par ladite Cour pour accompagner ledit Legat, marcheront en leur ordre immédiatement après la personne dudit Legat, & a été ordonné que ce présent Arrêt & Ordonnance sera mon-

tré & signifié ouïes Archevêques, Evêques, & Prélats, lesquels ladite Cour admonestera de garder l'ordre susdit.

Ce jour la Cour a reçu les Lettres nulles du Roy, dont la teneur ensuit.

DE PAR LE ROY.

Nous amez & feux, nous avons ce matin reçu vostre Lettre, & suivant le contenu d'icelle, vous regarderez à députer jusqu'à quarante, ou autre plus grand nombre d'entre vous, pour se trouver

à l'Entrée dudit Legat, ainsi qu'il est accoustumé, & à ce ne faites faute. Donné à Fontainebleau le 26. jour de Juin 1556. Signé, HENRY. DU THIEL.

Arrêt touchant le scel de la Legation du Cardinal Caraffe.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardi 17. Novembre. 1556.

L. X. **S**UR la Requête présentée à la Cour par le Procureur General du Roy, narrative entre autres choses, que par Arrêt du 25. Aoust dernier, a été ordonné que les Registres de la Legation du Cardinal Caraffe, dernier Legat en France, seroient mis entre les mains de M. Jacques Verjus Conseiller en ladite Cour : & le scel dudit Legat, es mains de M. René le Fèvre, aussi Conseiller en icelle Cour : ce qui n'a néanmoins encore été fait. Et a été ledit Procureur General adverty que Messire Ludovic Antonin, Substitut du Procureur d'icelle dernière Legation, est de présent en cette Ville de Paris, où il a fait du Roy, qui a devers luy le scel de ladite Legation, & a dit être prêt le mettre es mains d'un homme de bien. Requant à cette cause ledit Procureur General, mesmes attendu qu'il y a plusieurs parties ayant signatures originales, sur lesquelles est nécessaire faire expédier leurs Bulles en forme, à faire desquelles sont & pourroient estre en danger de perdre les Brochures, dont par icelles signatures ils ont été pourvus, & ne seroient leurs Bulles valables sans ledit scel, qu'il fust sur ce par la Cour pourvue pour le bien public, & soulagement des parties y ayant intérêt, conformément aux Arrêts d'icelle du dernier Aoust 1552. & premier Février 1553. donnez en semblables cas sur les Legations des Legats Verrillo, & saint

Georges au Voile d'or. Veu par ladite Cour ladite Requête, avec iceux Arrêts, & tout considéré.

* Ladite Cour ayant égard à ladite Requête, a ordonné & ordonne que commandement sera fait audit Antonin, de mettre le scel de ladite Legation es mains de M. René le Fèvre Conseiller en icelle Cour. Commisire par elle député à la garde dudit scel, & ce dedans huitaine après ledit commandement; autrement à faire d'avoir ce fait dedans ledit temps, & icelles passé, ladite Cour a permis & permet audit le Fèvre, d'user es expéditions concernans ladite Legation, de son scel, ou autre tel que bon luy semblera, comme scel emprunté, lequel scel aura tel effet que si elles estoient scellées du scel de ladite Legation. Et sur le surplus de la Requête dudit Procureur General, tendante à ce que M. François Rehort, Claude Guern, ou Denis Elloy, & les dénommez en icelle Requête, fussent dépouvez & commis à l'effet, & aux fins portées en ladite Requête, renvoye icelle Cour iceux Requistes & Procureur General devant iceux le Fèvre & Verjus, pour y estre par eux pourvu ainsi qu'ils verront estre à faire.

Lettres Patentes du Roy sur la verification des facultez du Cardinal Trivulze, Legaten France. 1557.

LXL. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feux les Gens de nostre Cour de Parlement de Paris, Salut & dilection. Veu les Bulles & promotions Apostoliques de nostre saint Pere le Pape, contenant l'autorité, pouvoir, & facultés octroyées par sa Sainteté à nostre très-cher & amé cousin le Cardinal Trivulze, Legat en France, cy attachée sous le contrefect de nostre Chancellerie.

Nous vous mandons & enjoignons par ces presentes, de proceder à la lecture, verification, & publication d'icelles, en ce qui ne sera contraire ou dérogeant aux saints Decrets, Concordats, & Privileges de l'Eglise Gallicane : permettant en outre audit Legat, & auquel en ce cas nous avons permis & permettons d'en pouvoir jouir &

user par tout nostre Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries de nostre obéissance, suivant le vould & intention de costredit saint Pere ; sans permettre ne souffrir luy estre en ce fait, mis, ou donné trouble ne empêchement quelconque : car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 7. jour de Janvier l'an de grace mil cinq cens cinquante-sept, & de nostre Règne le 21. Aussi signé, Par le Roy, F1233. Et scellé. Auxquelles Lettres estoit écrit ce qui ensuit.

Lella, publica, & registrata, auctor & requirunt Procuratores generales Regis, sub modificationibus in Registro Curie contentis. Parisius in Parlamento vestro die Januarii anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo septimo. Signo Dni Thiel.

**Arrests de la Cour intervenus sur la verification des facultez du
Cardinal Trivulſe , Legat en France.**

*Extrait des Regiſtres de Parlement , du Mardi 11. jour dudit mois
de Janvier 1557.*

LXII. **C**E jour les Gens du Roy ont preſenté à la Cour les Lettres de la Legation du Cardinal Trivulſe , à preſent Legat en France ; où il ne trouve rien diſſemblable aux précédentes Legations , leurs conſolutions ſont ordinaires & ſemblables à celles par eux priſes ſur les Lettres de la Legation du Cardinal Caraffe , au mois de Juin 1556. ſuppliant la Cour adjoindre à la verification qui ſe fera de la preſente Legation , pour éviter aux abus que font les Dairies de la Legation , qu'il y ait un Codataire François : Plus qu'à ſon départ il ſoit tenu laſſer les Regiſtres des expéditions de ladite Legation dans cette Ville , & ſeins de quelqu'un des Conſeillers du Roy en cette Cour , autrement que l'on n'aura égard à ſéſdites expéditions.

*Du Mercredi 19. dudit mois de Janvier
audit an.*

VU par la Cour , toutes les Chambres aſſemblées , les facultez contenues en Bulles de la Legation du Cardinal Trivulſe Legat en France , à luy octroyées par noſtre ſainct Pere le Pape 1 ensemble les Lettres patentes du Roy données à Paris le 7. de ce preſent mois de Janvier. Les conſolutions du Procureur General dudit Seigneur. Et tout conſideré , La Cour a ordonné & ordonne , que ſéſdites Bulles ſeroient lées , publiées & enregistrées ſous les limitations , reſtrictions & modifications ſaies par ladite Cour , aux facultez de la Legation du Cardinal ſainct George au Voile d'or , le 24. jour de Juin 1549. & de la Legation du Cardinal Veralle du 16. Decembre 1551. & de la Legation du Cardinal Caraffe du 11. Juin 1556. pour jouir & uſer par ledit Cardinal Legat de ſadite Legation , tant qu'il plaira au Roy , à la charge que les Dairies & Regiſtrateurs de ladite Legation ſeront de la nation François , perſonnages notables & reſcans demeurans en cette Ville de Paris. Leſquels au parlement dudit Legat hors de ce Royaume , ſeront tenu laſſer les Regiſtres des Bulles , ſignatures , conſens , procures & autres inſtrumens ſervans pour l'expédition des chofes déſpéchées en ladite Legation , ensemble le ſcel dudit Legat & ſeins d'un Conſeiller Clerc de ladite Cour , ce jourd'huy par elle commis & député , autrement ſoy ne ſera adjoindue aux expéditions & provisions de ladite Legation.

La Cour ſoivant l'Arreſt , ce jourd'huy par elle donné , en venant les Bulles de la Legation du Cardinal Trivulſe , a commis & député M. Jacques Verpus Conſeiller du Roy en icelle , pour la garde des Regiſtres des expéditions de ladite Legation , & ſeau d'icelle Legation , au parlement dudit Legat.

Du 14. jour de Février 1557.

Ca jour les Gens du Roy ont preſenté à la Cour , les Chambres d'icelle aſſemblées , unes Let-

tres patentes du Roy données à Paris le 12. de ce mois , ſignées , Par le Roy , de Laubepine : par leſquelles ledit Seigneur déclare & veut que le Cardinal Trivulſe Legat à preſent jouiſſe de ſa Legation , ſelon les modifications ſaies aux Cardinaux ſainct George au Voile d'or , Veralle , & Caraffe Legats , ſans qu'il ſoit tenu prendre ſes Dairies & Regiſtrateurs de nation François , ny que ſéſdites Dairies & Regiſtrateurs ſoient tenus au parlement dudit Legat du Royaume , laſſer les Regiſtres , Bulles , ſignatures , procures , conſens & autres expéditions de ladite Legation , ne ledit Legat ſon ſcel & ſeins d'un Conſeiller de ladite Cour ; voulant pour ce regard ſeu l'Arreſt de ladite Cour du 19. Janvier dernier paſſé , attaché & ſéſdites Lettres patentes , n'avoir lieu ne ſortir effet : quant à eux , puſqu'il y a Arreſt ſont d'advis d'iceſuy. En ſuiva , la maniere miſe en délibération , ladite Cour a arreſté que remonſtrances en ſeront ſaies au Roy par ſéſdits Gens du Roy.

Du Lundi 29. jour de Février audit an 1557.

Ca jour les Gens du Roy ont dit à la Cour par M. Rapaille du Meſnil Advocat dudit Seigneur , que hier ſuivant ce qu'il avoit pleu à ladite Cour leur commander , remonſtrèrent au Roy , pour le ſcel du Legat , les cauſes qui avoient meu ladite Cour de donner modifications ſur les Bulles de ladite Legation tel qu'il eſtoit , & ea de requereur , qu'il eult un Codataire & Coe Regiſtrateur François , pour les grandes plaintes qu'ils en avoient eu cy-devant , & autres raiſons. Surquoy le Roy leur dit qu'il vouloit que les Regiſtres demeurarent en France ; mais que voulant complaire à noſtre ſainct Pere le Pape , & gracier audit Legat , s'aſſurant du peu de temps qu'il ſeroit de deſ , & le ſeſde Dairies qu'il commenceroit pour ladite Legation , en forte qu'il n'en viendroient plainte , ledit Seigneur vouloit , que ledit Legat eult un Dairies de telle nation qu'il adviendroit bon eſtre.

Deſſus jour & an.

Ca jour après avoir ouy le rapport des Gens du Roy ſur la remonſtrance par eux ſaie de l'Ordonnance de la Cour , ſur les Lettres patentes du Roy données à Paris le 12. jour de ce mois , par leſquelles ledit Seigneur mande à ladite Cour faire jouir le Cardinal Trivulſe Legat en France de ſa Legation , ſelon les modifications ſaies à la publication des facultez des Cardinaux ſainct George au Voile d'or , Veralle & Caraffe cy-devant Legats en France , ſans que ledit Cardinal Trivulſe ſoit tenu prendre les Dairies & Regiſtrateurs de nation François , comme il eſtoit contenu en l'Arreſt de ladite Cour du 19. Janvier dernier ; & ouys la répoſe & volomé du Roy ſur ladite remonſtrance , la maniere miſe en délibération , les grand'Chambre , Chambre du Conſeil , & Tournelle aſſemblées.

La Cour a arresté & ordonné, en obtemperant au commandement du Roy, qu'il sera en l'option dudit Cardinal Trivulfe Legat, de prendre un Dataire de telle nation qu'il luy plaira, à la charge toutesfoies que le Registrateur sera de nation Française, & que les Registres demeureront en ce Royaume.

Du Vendredi 25. jour du mois de Fevrier 1557.

Ce jour les grand'Chambre, Chambre du Conseil & Tournelle assemblées; après avoir ouy le rapport fait par M. Antoine Mynard, & Christophle de Harlay Présidens, de la volonté du Roy pour la publication des Bulles de la Legation du

Cardinal Trivulfe, & mesme de la foy que le Roy a de la probité de luy & de ses Prédecesseurs, qu'il ne veut pour certe fois que l'on fasse autres restrictions, que celles faites aux autres Legats, & sans le tirer à consequence cy-après, ayant le Roy entendu davantage que ledit Legat auroit un Registrateur François, & aussi qu'il laisseroit ses Registres pardeçà & en son Royaume.

La Cour a délibéré & arrêté, que sur le reply des Lettres de ladite Legation sera mis, *Letta, publicata, & Registrata auditio Procuratore generali Regii.* Et luy sera délivré semblable Registre comme aux Cardinaux saint George au Voile d'or, Veralle & Caraffe Legats précédens.

En consequence de cette verification faite au Parlement de Paris, le Legat usa de son pouvoir par tout le Royaume : néanmoins le Parlement de Toulouse ayant receu quelques actions contre aucunes provisions dudit Legat, parce que ses facultez n'y avoient pas esté publiées, le Roy y pourvut par les Lettres patentes qui ensuivent.

Henry par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & leaux les Gens de nostre Cour de Parlement de Toulouse, Seneschal de Carcassonne, ou son Lieutenant à Béziers, & Gens tenans le Siege Presidial par Nous étably audit lieu, Salut & dilection. Combien que les facultez octroyées par nostre saint Pere le Pape, à nostre amé & feal cousin le Cardinal Trivulfe Legat en France, ayant esté levées & publiées en nostre Cour de Parlement de Paris, suivant nos Lettres patentes du 8. Janvier 1557. & que nous avons permis à nostredit cousin jouir du contenu en icelles par tout nostre Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries de nostre obéissance, soussous sous couleur de ce que lesdites facultez n'ont esté par vous publiées, aucuns de vostre ressort prétendent: nostredit cousin n'avoir peu confier Benefices en iceluy, & lesdites facultez ne devoit avoir lieu, ne sortir effect au ressort de nostredit Cour de Toulouse, jusques à ce qu'elles seront publiées en icelle, & intenu plusieurs & divers proces pardevant vous, contre ceux qui ont esté pourvus dedit Benefices par nostre cousin comme ils pourroient encore faire à l'avenir. A quoi pour ôter les doutes & difficultés qu'on pourroit faire, nous avons bien voulu pourvoir, & vous avons déclaré & déclaré que nous avons entendu & entendons, que nostredit cousin ait peu user de la Legation & facultez par tout nostre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de nostre obéissance, à compter du jour de la publication faites d'icelles en nostredit Cour de Parlement à Paris, selon les modifications de nostredit Cour, & que les provisions qui auront esté & seront par luy octroyées soient de tel effect & vigueur, que si elles avoient esté publiées en toutes les Cours Souveraines de nostredit Royaume, & que suivant icelles, les procès mis & à mouvoir, pour raison des Benefices qui ont esté & seront par luy confier, soient par nostredit Cours & Juges jugés & décidés. Si vous mandons, commandons & enjoignons par ces présentes, que du contenu en icelles vous faires, souffrez & laissez ceux qui en ont esté cy-devant, & seront cy-après pourvus par nostredit cousin de Benefices en vostre ressort, jouir & user pleinement & paisiblement sans leur faire, mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun empeschement. Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques Edicts, & ordonnances, &c. Donné, &c.

Plaintes à la Cour contre le Dataire du Cardinal Trivulfe Legat, & autres Officiers de sa Legation.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardi 18. Octobre 1558.

L X III. CE jour suivant l'Ordonnance & Arrest de Samedi dernier, est venu en la Chambre le Dataire du Cardinal Trivulfe Legat en France, lequel a proposé en Latin, & allégué ses excuses pour n'estre venu à la premiere, & autres injonctions à luy faites par Ordonnance de ladite Chambre. Et après avoir esté ouy sur les plaintes contre luy faites par aucuns particuliers, ensemble le Procureur General du Roy en la présence dudit Dataire.

Eux retirez, & la matiere mise en délibération, ladite Chambre a levé les défenses faites audit Da-

taire d'exercer l'estat de Dataire jusques à ce qu'il fust comparu, & ordonné que les parties qui se plaignent, administreront témoins au Procureur General du Roy, pour estre ouys & examinez à sa Requête par deux Conseillers de la Cour; & néanmoins a commis M. Guillaume Violle, & N. Jaqueslot Conseillers en icelle, pour aller devers ledit Cardinal Trivulfe Legat en France, & luy faire entendre lesdites plaintes faites contre ledit Dataire, & autres Ministres de sa Legation. Et sur ce a esté mandé ledit Dataire, auquel a esté prononcé l'Arrest susdit.

Délibération de la Cour sur la verification des facultez du Legat de Ferrare, & Arrest intervenu sur icelles.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 17. Decembre 1561.

L X IV. CE jour la Cour, toutes les Chambres assemblées, a receu les Lettres missives du Roy & de la Roynie sa Mere, portans crénce sur M. Christophle de Thou Président, & Guillaume Violle Conseiller du Roy en icelle

Cour, de la réponse sur la rémonstrance ordonnée estre faite par la Cour aux Escultes du Cardinal de Ferrare Legat du saint Pere le Pape en France; & a dit ledit de Thou Président, que Maitre Guillaume Violle & luy, du commandement &

& Ordonnance de ladite Cour arriuerent Dimanche à saint Germain en Laye, & ce jour se presentèrent à la Roynie, presens ledit Cardinal Legat, le Roy de Navarre, le Duc de Montmorency: & pour ce jour ne furent autre chose.

Au lendemain eurent audience, & là proposèrent tout au long leurs remontrances, lesquelles ne se faisoient par ladite Cour que de bonne & sainte volonte, & pour le service du Roy: & leur fut dit, qu'ils craignoient que si on ne versoit ladite Legation, que cela pourroit engendrer un trouble entre le Pape & le Roy, que on ne luy devoit point faire pis que aux autres: & fut ent au Conseil du Roy en grande dispute de ce qui en seroit fait. Lors furent deparez le Duc de Montmorency, & le sieur du Moirier, pour aller devers ledit Legat, l'advertir de ce que le Parlement remonstroit au Conseil du Roy: & revenus ayant fait la réponse à la Roynie, furent appelez, qui leur fut dit qu'elle craignoit que ceux n'engendrassent un trouble entre le Pape & le Royaume, & qu'elle desiroit que l'on pussait ladite verification le mieux qu'il seroit possible. Sur ce propos Monsieur le Chancelier *verba ferissimis* ditendit ce que la Cour auroit remontré, & la difficulté qui se y faisoit, toutesfoies *non potuit devincere*, car la Roynie persécuta que l'on mist dans les limitations, sans préjudice des Edicts & des Concordats.

A l'après-dinée furent appelez, & leur fut dit le Roy, presens la Roynie la Mere, le Roy de Navarre, Princes & Seigneurs de son Conseil: Monsieur le President dices à ma Cour ce que Madame

ma mere vous a commandé faire: qui luy firent réponse, qu'ils ne faisoient rien, ne autre chose que pour son service: & sur ce la Roynie leur dit ce mot, *sans préjudice*, au li tost le Roy dit ce mot, *sans préjudice*: & dit ledit de Thou President que ce mot *sans préjudice*, estoit donner un soufflet sans préjudice de faire mal, & fu chargérent de dire à la Compagnie ce qu'ils eussent commandé.

Ce jour après avoir veu par la Cour, toutes les Chambres d'icelle assemblées, les Bulles octroyées par: nostre saint Pere le Pape au Cardinal de Ferrare, Legat en France, ensemble les Lettres Patentes du Roy à icelle Cour adressées, & les conclusions du Procureur General sur icelles, & la manière d'élire.

Et tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne, que lesdites Lettres Patentes & Bulles soient lues, publiées & enregistrées en Registres d'icelle, & sur le reply sera mis, *Lata, publicata & registrata, audito Procuratore Generali Regis*, pour en jouir selon les modifications apposees edictes Legations des Cardinaux d'Amboise & Veraille: & à la charge que ledit Cardinal Legat ne contravienne aux saints Decrets, libere de l'Eglise Gallicane, & Ordonnances du Roy, mise à l'Edict & Ordonnance publiée en ladite Cour le troisieme Septembre dernier, pour le regard des prevénions, disperses, devolus & résidences.

Ensuit la teneur desdites Lettres millies du Roy & de la Roynie.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feux, nous avons entendu des President de Thou, Conseiller Viole vos confreres presens porteurs, les remontrances que leur avez donné charge nous faire sur le fait des facultez de nostre très cher & amé Cousin le Cardinal de Ferrare, Legat de nostre saint Pere, & bien fait poser & considérer icelles remontrances en nostre Conseil, où elles ont esté trouvées pertinentes: neanmoins voulons pour aucunes bonnes causes & considerations gratifier en cet endroit & nostre dit S. Pere, & nostre dit Cousin son Legat. A cette cause vous mardons que vous ayez à passer outre au fait d'icelles facultez, & croire sur ce que vous direz de nostre part lesdits de Thou & Viole: & semblablement pour le fait des Anglois prisonniers, auxquels avons donné grace, de laquelle nous entendons qu'ils jouissent, remettant le surplus sur eux. Donné à saint Germain en Laye le quinziesme jour de Decembre, mil cinq cens soixante-

un. Signé, CHARLES, & contre-signé, DE LAURESPINE. Et sur la superscription, A nos amez & feux les Gens tenants nostre Cour de Parlement à Paris.

Messieurs, vous entendez des President de Thou, & Conseiller Viole, aussi pance que le Roy Monsieur mon fils vous écrit, son intention sur le fait des facultez de Monsieur le Legat, & la remission des Anglois, dont je ne m'entendray plus avant, sinon pour vous prier celles pour ce soit toutre difficulté de l'un des deux points, pour les raisons qui ont esté dices au liers de Thou & Viole: qu'ils vous feront entendre: priant Dieu Messieurs vous donner ce que desirez. De saint Germain en Laye, le quinziesme Decembre mil cinq cens soixante-un. Signé, CATHERINE, & contre-signé, DE LAURESPINE. Et sur la superscription, A Messieurs les Gens tenants la Cour de Parlement à Paris.

Remontrances très-humbles ordonnées estre faites au Roy, sur les facultez que nostre saint Pere le Pape a octroyées au Cardinal de Ferrare, par luy envoyé pour estre son Legat en France. 1561.

LXV. **P**LATRA aude Seigneur entendre, que le Parlement supple très-humblement le Roy vouloir croire, que non sans grande occasion il a dissent à veoir les facultez du Legat: car en premier lieu, il se trouvera qu'elles sont contre les saints Decrets, & Pragmatique Sanction du Roy saint Louis, contre l'autorité du Roy, la liberté de l'Eglise Gallicane, Loix & Ordonnances de ce Royaume, mesmement contre l'Ordonnance dernièrement faite à la postulation

Tome I. Paris III.

& requête des Estats de ce dit Royaume; icelles Ordonnances lues, publiées & enregistrées en ladite Cour.

Et seroit fort mal à propos, mesme en ce temps; & se trouveroit la chose de mauvais exemple, de revocquer ces Ordonnances nouvellement faites à si grande & meure deliberation, sans sur ce rapeller, & derechef convoquer lesdits Estats: & si revocation se faisoit du tout, ou partie de ce qui a esté ordonné à leur requête, il est à craindre

Cc

que lesdits Eftats ne fe mécontentaffent, & vouloffent revouquer & mettre en doute chofes qui ont été accordées pour le bien, paix, & tranquillité de ce Royaume, & eft important beaucoup plus à l'Eftat dudit Seigneur, que lesdites facultés dudit Legat.

Suivant lesdites Ordonnances faites à la requête desdits Eftats, les Archevêques & Evêques de ce Royaume fe font acheminez en leurs Diocèfes, pour y connoître les fuffifances des Diocèfes, pour les pouvoir des Benefices félon leurs capacités & mérites : & maintenant bailler leurs charges de la provision des Benefices audit Legat, qui par raifon ne peut avoir connoiffance de ceux qu'il faudroit pourvoir, telle & fi certaine que lesdits Evêques réfident fur les lieux, ce feroit refroidir & éteindre le bon zèle desdits Evêques, au grand dommage du peuple, & de la reformation de l'Eglife.

L'office d'un Legat eft d'annoncer la Paix, de compofer les différends entre les Princes de la Chrétienté, de planter ce qui eft bon, de déraciner & extirper ce qui eft mauvais, enfeigner les ignorans confirmant leurs infirmes, confolider les defolés, le tout par édification, & ainfi eft écrit en livres de nos faincts Peres les Papes, & ainfi eft la Legation que nostre fainct Pere le Pape Gregoire envoya à Auguftin, pour être fon Legat en Angleterre.

Toutefois par lesdites facultés n'est quasi faite mention que de la provision aux Benefices, & de bailler difpenfes de tenir Benefices incompatibles, & autres chofes, peu concernans l'instruction, édification du peuple, comme légitimations, quant à la temporalité, & prorogation de temps aux executeurs des teftaments, citations de Noirs, & autres femblables, qui vont merveilleufement à élever nostre fainct Pere le Pape, & diminuer l'autorité du Roy.

Le Roy eft fouverain, ne reconnoiffant aucun fupérieur de fon Royaume, auquel les Evêques n'exercent leur juridiction *enam* fpirituelle, jufques à ce qu'ils luy aient fait le ferment, & n'est la Régale clofe jufques à ce que les Lettres leur aient été expédites, adreffées à la Chambre des Comptes, & par eux renvoyées aux Officiers des lieux, par l'Ordonnance qui fe commence *Dum Epifcopus*.

Toutefois par ces facultés le Legat exerceoit juridiction fur les Sujets du Roy, fans avoir fait aucun ferment de fidélité.

Par les faincts Decrets ** aux facultés que nostre fainct Pere le Pape donne à fes Legats, on leur font accordées les provisions aux Benefices, ains au contraire eft dit, qu'elles appartiennent aux Evêques.

La prévention, encore qu'elle foit accordée à nostre fainct Pere le Pape, toutefois elle n'est accordée à fes Legats, & eft baillée au Pape par un droit fi fingulier & efpecial, qu'il ne la peut transférer ny bailler à un autre, ny en icelle confiter Vicaire ny Legat, non plus que le Roy en fon droit de Régale.

Encore l'Eglife Gallicane n'a accordé fimplemēt lesdites préventions à nostre fainct Pere le Pape, ains a dit que *in falutis Oratoris Regis* pour les empêcher, & de faire que le Concile de Latran, & Pragmatique Sanction du Roy fainct Louys eust lieu, laquelle porte nommément que le Pape ne pourra pourvoir aux Benefices de ce Royaume, ny lever aucuns deniers pour la provision desdits Benefices, ains qu'il y fera pourveu par les Ordinaires, & eft la caufe pour laquelle on a toujours uſé

de ces mots en François, *Liberté de l'Eglife Gallicane*, parce que ceux de France, ainſi qu'ils fe font toujours extirpés eux & leurs biens de la ſubjection de l'Empereur & des Empereurs, qui eft la caufe pour laquelle ils ont été appelés François du temps de Valetiman, aulli fe font de toujours exempter des préventions, graces expédantes, regret, & autres provisions dont l'on a uſé, & uſe l'on encores au pays de l'obédience ainſi, comme à la différence du pays de liberté.

Et fi l'on vouloit dire que par les Concordats cette difficulté fuſt vuidée, par lesquels le Pape contraſtant avec le Roy & la Couronne de France, il s'eſt refervé la prévention aux Benefices, en vertu deſquels Concordats le Roy a par cy-devant uſé de uſe du droit de préſentation & nomination aux Abbayes, Evêchez & Archevêchez de fon Royaume, & qu'il n'eſt vrayſemblable que ledit ſieur Roy vouliſt entretenir ledits Concordats en ce qui concerne la prérogative de préſentation, & les revocquer en ce qui concerne la réſervation du Pape aux préventions.

A ce y a double réponſe. La premiere, à ce que les Concordats faits entre le Pape & le Roy ont été gardés & obſervés, & gardés & obſervés entre les contractions & concordats, il n'eſt pas permis par iceux, comme il a été touché cy-deſſus, à nostre fainct Pere le Pape, de transférer à ſes Legats, Vicaires, & autres perſonnes, le droit & prérogative à luy accordé & concédé par le Roy, non plus que le Roy n'a jamais entendu donner ny transférer le droit de ſa préſentation aux Seigneurs qu'il envoie tous les jours ſes Lieutenans aux pays, terres, & ſeigneuries de ſon obéiſſance. La ſeconde, que le Parlement ne ſait point de fondement fur ledits Concordats, d'autant qu'ils ont été publiés contre pluſieurs remonſtrances de la Cour, & du très-excelſe mandement du Roy, ainſi qu'il ſe voit par les Regiſtres de ce ſaſ.

Ne ſe trouve par les Regiſtres de la Cour de Parlement, auparavant l'an mil cinq cens un, que aucunes facultés de Legats ayent été reçues pour donner aucuns Benefices & Diſpenſes, & ont ſeulement commencé au temps du Cardinal d'Amboiſe : & à toutes les facultés ſemblables qui ſont préſentées, l'on y a toujours reſté & donné empêchement. Tellement que les Legats n'en ont joüy que ſous le bon plaifir du Roy, enant & ſi avant que bon luy ſemble, les uns jufques à foixante Benefices, les autres jufques à trois mois, & jufques-là que aucuns ont été empêchés de pouvoir faire porter leurs Croix devant eux, & de bailler aucunes diſpenſes, void de confifſions * aux diſpenſes de conſanguinité, & autres ſemblables, ainſi que plus amplement ceux qui ſont connus & envoyés devers le Roy pour cet affaire le pourront réciter, par la veue qu'ils ont fait des Regiſtres de ladite Cour.

Et pour autant que l'on pourra dire, puifque par cy-devant l'on a donné permiffion aux autres Legats du Pape telle que celle que l'on demande aujourd'huy être venüe, & que le Cardinal de Ferrare ne doit être de pire & dernière condition que les autres, veu meſme l'alliance des Ducs de Ferrare avec la Maifon de France, & les grands ſervices qu'il a faits & fait ordinairement à la Couronne de France, en la protection des affaires de ce Royaume, & des Sujets du Roy vers nostre S. Pere le Pape.

Il diſplait au Parlement pour les raiſons que deſſus, & pour les vertus qui ſont au Cardinal de Ferrare, qu'elle ne luy peut faire traitement ſembla-

ble qu'elle a fait à ses prédécesseurs ; mais deux choses empêchent. Premièrement l'Ordonnance faite à la Requeste des Etats de ce Royaume, dont a été parlé cy-dessus. La seconde est la malice du temps, l'inclination duquel a grand poids & moment pour la police extérieure, & direction des Républiques, & qui ne souffre pas que l'on puisse maintenant trouver bon que lesdites facultez aient lieu, & que le Legat en puisse user : & pourroit l'exécution desdites facultez plus tendre à émotion qu'à édification ; à quoy le Parlement a toujours eu singulier regard. Et si Dieu par sa bonté en ce temps nebuleux, nous vouloit renvoyer la sérénité qui estoit lors que telles facultez ont été recuës & approuvées, il ne seroit mal-aisé de continuer nostre saint Père le Pape en son Legat, lequel n'auroit occasion de se plaindre du Roy, de la Roynne, des Princes du Sang, & autres Seigneurs de

son Conseil, ny de la Cour de Parlement, ainsi plustost de se condouloir avec eux de la misère, pauvreté, & inidélité du temps.

Pour ces causes, & autres que ledit Seigneur, la Roynne, Princes & Seigneurs de son Conseil pourroient trop mieux adviser, a semblé à ceux de son Parlement, que en ce temps turbulens ils ne pouvoient & ne devoient faire publier, vérifier, ne enregistrer lesdites facultez, suppliant très-humblement ledit Seigneur prendre en bonne part lesdites remonstrances, qui ne procedent linon de l'affection de ceux qui ne desirerent rien plus que l'honneur de Dieu & de son Eglise, conservation & augmentation de l'Estat dudit Seigneur Roy, repos, tranquillité, & pacification de sesdits Sujets. Ainsi signé, B A I L L E T, & C. V I O L E, le second Decembre mil cinq cens soixante-un.

Remonstrances de la Cour, & réponses du Roy sur les facultez du Legat Cardinal de Ferrare, & Arrest de ladite Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundi 19. Janvier 1561.

LXVI. **C**E jour la Cour a receu les Lettres missives du Roy & de la Roynne Mere, & de M. René Baillet, & Christophle de Har-

lay, Présidens en seelle, desquels les teneurs ensuyvent.

DE F A R L E R O Y.

Nos amez & leaux, après avoir veu vostre Arrest, & entendu bien amplement, & particulièrement de toutes les remonstrances que vous nous avez fait faire, les causes, raisons, & occasions qui vous ont gardé de proceder simplement à l'émologation & verification des facultez de nostre très-cher & très-ami cousin le Cardinal de Ferrare, Legat de nostre saint Père, nous avons advisé envoyer pardevers vous nostre ami & feal Conseiller en nostre Conseil Privé le sieur du Mortier, pour vous faire entendre sur ce nostre vouloir & intention, qui est que nonobstant vos Arrests & Remonstrances, & les raisons & motifs d'icelles, vous ayez à proceder à l'émologation & verification desdites facultez, pour en jouir par nostre dit Cousin purement & simplement, ou à tout le moins selon que les Legats d'Amboise & du Prat en ont jouy de leur vivant. Et pour ce que nous vous mandons & enjoignons, que incontinent la presente reçue vous ayez à assembler toutes les Chambres de nostre dite Cour, pour tous autres affaires cessans, & postposés, mêmes les plaideries ordinaires, & sans aucune intermission, proceder à ladite émologation & verification, suivant nosdits vouloir & intention, & ce que vous en ferez plus amplement entendre de nostre part ledit sieur du Mortier, que vous croirez comme vous sçavez nous mesmes. Mais n'y faire faulx : Car tel est nostre plaisir. Donné à saint Germain en Laye le 18. Janvier 1561. Signé, CHARLES, & contre-signé, BOURBON. Et sur la superscription, A nos amez & leaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris.

Messieurs le Roy mon fils envoie le Sr. du Mortier

guez, remise, ny difficulté en cette expédition de laquelle je vous veus bien assurer qu'il dépend chose appartenant au service du Roy nostre dit sieur & n.s., qui requiert que vous le faires ainsi nécessairement, selon que vous l'entendez plus particulièrement dudit sieur du Mortier, à la subsistance duquel je m'en remettais, & priay Dieu, Messieurs, qu'il vous ait en sa sainte & digne garde. Escrit à saint Germain en Laye le 18. jour de Janvier 1561. Signé, CATHARINE, & contre-signé, BOURBON. Et sur la superscription, A Messieurs les Gens tenans la Cour de Parlement à Paris.

Messieurs, nous avons receu la Lettre qu'il vous a plu nous écrire, & autres Lettres adressées au Roy, ensemble l'Arrest donné, toutes les Chambres assemblées, sur les facultez dudit Monsieur le Legat. Nous avons pesenté lesdites Lettres à sa Majesté & à la Roynne, & leur avons fait lecture dudit Arrest, & outre leur avons fait toutes remonstrances à nous possibles, pour soutenir le contenu audit Arrest : & de tout bien entendu avec longue & gracieuse patience, la Roynne a receu lesdites remonstrances en bonne part, & nous a commandé de vous écrire, que au grand regret du Roy & d'elle, ils veulent que lesdites facultez soient publiées, ainsi que vous ferez entendre plus amplement Monsieur du Mortier, que leurs Majestés envoient à cette fin devers vous, & ont commandé de vous écrire que ledit affaire est de telle importance, que quand vous l'aurez entendu, que ne ferez difficulté de proceder à ladite publication. Quand au fait de nos gages, nous y avons fait & faisons tout ce qui nous est possible, & espérons, avec la bonne volonté de sa Majesté, & de nostre dite Dame, que nous en aurons bonne issue. Nostre seigneur, nous nous recommandons très-humblement à vos bonnes grâces, & supplions le Créateur vous donner en bonne santé très-longue & contentement. De saint Germain en Laye,

le 18. jour de Janvier 1561. Vos très-humbles & très-obéissans serviteurs & freres, BAILLIAT, CL^{er} DE HARLAY. *Et sur la fausperpetua*, A Nostresseigneurs de la Cour de Parlement.

Ce jour en la Cour, toutes les Chambres d'icelle pour ce assemblée, le sieur du Mortier Conseiller du Roy en son Privé Conseil, a dit que combien que par les Lettres missives du Roy prescrites à icelle, il apparaisse assez de la volonté d'icelui Seigneur, toutefois il a eu commandement de venir icy dire à la Compagnie, que le Roy, & gens de son Conseil sont assez informés que les Roys n'ont accoustumé de recevoir des Legats en ce Royaume, & les souffrir jouir de leur Legation, si ce n'est par la simple volonté du Roy; & ne vouloir le Cardinal de Ferrare à présent Legat de nostre saint Pere le Pape, accepter la charge de la Legation sans sçavoir au préalable la volonté du Roy, Royne Mere, & du Roy de Navarre, & par leurs Lettres missives fut invité accepter cette charge, qu'il ne voulait autrement entreprendre; & considerant les grands biens & honneurs qu'il avoit eue en France, voulant à son pouvoir délivrer le Royaume des grandes debtes & affaires provenus en partie du mauvais menage, & pour les compoiser & décider faire profession & estat de conduire le tout au bien du Royaume, & soulagement du peuple: pour cette raison les Majestés des Roys & Royne, & Roy de Navarre, ont envoyé leurs Lettres presentement lues, bien sçachant que la Cour (comme en elle est bonne coutume) avoit fait son devoir à leur faire entendre les remontrances qui en furent faites par M. Christophe de Thou Président, & un des Conseillers de ceans, qui représenterent toutes choses comme si on les avoit veus à vis; Ayant lesdites remontrances esté faites, entendirent les Doyens de la Cour vers la Majesté du Roy sa volonté fut ce, & la chose estant si fraische, la volonté des Roys, Royne & Roy de Navarre, pour grands respects fut, que la Legation fust son effect, leur déclaration tant faire en esperance que les choses passeroient, toutefois en qui en est advenu a fait voy, qu'il s'y est trouvée difficulté par le témoignage de l'Arrest du 17. de Decembre, & beaucoup de Gens du Conseil du Roy ont trouvé bon que l'Arrest n'ait esté publié, qui alleguerent l'Arrest d'une amende qu'il falloit revoquer. Quand il y a quelque chose qui concerne & touche l'Estat du Roy, il est avis aux Princes, comme la raison veut, que la Cour doit obéir à la volonté du Roy, & prend cette volonté comme non nouvelle; adjouxtes à ladite volonté les respects & mérites dudit Cardinal de Ferrare Legat, & le devoir qu'il fait à l'Eglise, comme beaucoup de personnes y ont prins garde, & il leur a servi d'exemple. Semble au Roy qu'en cette affaire l'on

tienne quelque forme de dureté, par l'Arresté qui a esté donné, car il luy semble que son sage qui est bas, doit donner occasion à recevoir son Conseil, qui a bien considéré que l'Ordonnance sur les Estats devoit estre gardée, & le desir, ne s'entend ladite Ordinance estre violée par l'ingratitude un Legat: Et si pour chose importante au Royaume, & de peu de durée on fait scrupule, il trouve fort estrange que celle si Cour n'a fait scrupule de violer l'amie de son Ordinance, de recevoir un oncle & un neveu Conseillers: à plus forte raison il a opinion qu'il ne faut estre si religieux en un article, qui ne touche son Estat, & l'universel de son Royaume. Le Roy doncques désirant estre sainteur, & avoir moyen de grâces ledit Cardinal Legat, comme il a fait par Lettres Patentes & missives, en scevant des particularités qu'il ne luy a voulu dire, & la dérogation à son Ordinance si petite, qu'il dit que l'on procede à la publication d'icelles sentences, à la modification mutuelles des Cardinaux d'Amboise & du Prat. Et la dernière parole fut, qu'il prioit toute cette Compagnie de y obéir. A dit ledit sieur du Mortier qu'il n'y a point de plus gracieuse ne meilleure priere, que de ceuy qui a puissance de commander: Et à tant s'est levé.

Dudit jour des-nostres jour de Janvier 1561.

Venus par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les faulxes contenues es Bulles de la Legation du Cardinal de Ferrare Legat en France, à luy octroyées par nostre saint Pere le Pape, ensemble les Lettres Patentes du Roy données à saint Germain en Laye le 25. Octobre dernier, les conclusions du Procureur General du Roy, ouy le rapport & créance du sieur du Mortier Conseiller dudit Seigneur en son Conseil Privé, sur la volonté dudit Seigneur en cette part.

Et tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne que lesdites Bulles seront lues, publiées & enregistrées sur les limitations, restrictions & modifications, faites par icelle Cour aux facultés des Legations des Cardinaux d'Amboise & du Prat, pour jouir & user par ledit Cardinal Legat de ladite Legation, comme les desdits Cardinaux d'Amboise & du Prat, tant qu'il plaira au Roy: à la charge que les Doyens & Registreur de ladite Legation seront de la nation Française, gens résidens en cette ville de Paris, qui seront reus au parlement dudit Legat hors ce Royaume laisser les Registres des Bulles, signatures, confers, procures & autres instrumens servant pour l'expédition des dépêches de ladite Legation, ensemble le scel es mains d'un Conseiller Clerc de ladite Cour, qui sera par elle nommé, sans tirer de consequence.



Lettres de cachet du Roy & de la Reyne Mere à la Cour, pour la publication des facultez du Cardinal de Ferrare.

Extraict des Registres de Parlement, du Vendredy 30. & penultième Janvier 1561.

LXVII. **C**E jour la Cour a receu les Lettres Mises, dont la teneur ensuit.

D E P A R L E R O Y.

Nous amez & feaux, nous avons esté advertis que vous n'avez encore procédé à la publication des facultez de nostre très-cher & très-ami Cousin le Cardinal de Ferrare Legat de nostre saint Pere; combien que vous ayez résolu en pleine Compaignie l'émoligation suivant ce que nous vous en avons cy-devant écrit, & mandé par diverses fois: & pour ce que nous ne voulions que cette affaire fust en plus grande longueur que celle qui s'y est faite julesques à présent, & que nous avons considéré que c'est chose qui se peut passer en si peu d'heure qu'elle ne sçaurroit apporter aucun retardement à la délibération, sur laquelle vous estes pour le jourd'huy pour le regard de l'Ordonnance du 17. de ce mois, que vous avons puis n'agueres envoyée. A ceste cause vous mandons & enjoignons que dès demain matin, & encore que le jour ne soit ordinaire, & de ceux auxquels l'on a accoustumé faire semblables publications, vous ayez à faire publier les facultez de nostre Cousin le Cardinal de Ferrare Legat, superfluant pour si peu de temps qu'il faudra pour cela vos délibérations sur nostre ordonnance: A quoy cela fut vous continuerez à vacquer en toute diligence, suivant ce que nous en avons fin sçavoir par le sieur d'Avenion Conseiller en nostre Conseil Privé. Mais n'y faites faute: Car tel est nostre plaisir. Donné à saint

Germain en Laye, le vingt-huitième Janvier mil cinq cent soixante-un. Signé, CHARLES, & contre-signé, BOURDIN. Et sur la superscription, A nos amez & feaux les Gens tenants nostre Cour de Parlement à Paris.

Messieurs, parce que le Roy Monsieur mon fils desire qu'il soit mis fin à l'émoligation & publication des facultez de mon Cousin le Cardinal de Ferrare, Legat de nostre saint Pere, & que en cela il soit traité selon la grandeur de ses merites, & la dignité du lieu qu'il représente, il a voulu vous écrire la Lettre que je vous envoie presently, suivant laquelle je vous prie ne faire faute de faire faire la publication de ces facultez dès demain au matin, estimant que ce n'est pas sans occasion que le Roy mondit Seigneur & fils vous le mande, & que je le desire de ma part. Priant Dieu, Messieurs, qu'il vous ait en sa sainte garde. Écrit à saint Germain en Laye, le vingt-huitième Janvier mil cinq cent soixante-un. Signé, CATHARINE, & contre-signé, BOURDIN. Et sur la superscription, A Messieurs les Gens tenants la Cour de Parlement à Paris. Et n'y a été délibéré parce que l'on vouloit continuer la délibération sur l'Ordonnance le vingt-troisième jour de ce mois, suivant le commandement expès dudit Seigneur.

Lettres du Roy fur ce que le Recteur avoit dessein de s'opposer à la publication des Bulles de la Legation du Cardinal de Ferrare.

Extraict des Registres de Parlement, du Mercredy 4. Fevrier 1561.

LXVIII. **C**E jour Monsieur le Marechal de Montmorency Gouverneur en ceste Province, est venu en la Cour toutes les Chambres d'icelle assemblée, & a dit avoir receu une Lettre missive du Roy à luy adressante cy-après insérée, & a fait lire le contenu en icelle: laquelle leut, Monsieur le premier Président luy a dit que hier au lever de la Cour il trouva le Recteur qui luy dit, qu'il s'attendoit que l'on publiast les Bulles de la Legation, à quoy il prétendait s'opposer; qui est tout ce que ledit Recteur prétendait: & à eint c'est ledit sieur Marechal Gouverneur resté. Ensuit la teneur de ladite Lettre missive.

Mon Cousin, je vous d'estre adverty tout presentement que le Recteur de l'Université de Paris a esté induit de presenter à ma Cour de Parlement certaine Requête, grandement contumelieuse contre les Gens de mon Conseil Privé, & mon Chancelier, & que s'estant ledit Recteur ce matin présenté à ladite Cour à ceste fin, il a esté remis pour s'estre trouvé hors l'heure trop tardive, à demain au matin: qui est cause que prévoyant ce

qui en peut advenir de trouble & d'embrouillement, j'ay advisé vous dépêcher ce porteur en toute diligence, pour vous prier, & neantmoins ordonner, mon Cousin, que incontinent la presente reçue, & avant que ledit Recteur puisse demain aller à ladite Cour de Parlement, vous l'envoyez quere. Et après luy avoir demandé copie de ladite Requête, soit qu'il la vous baille, ou non, faites luy expresse inhibition & défenses de par moy, sur peine de desobéissance, & sur tant qu'il craint mon indignation, qu'il n'aye à presenter ladite Requête oy autre en madite Cour, ny ailleurs, sans mon lieu & congé, & de vous qui estes mon Gouverneur & mon Lieutenant General à Paris, & pays de l'Île de France, Et cela fait transporter-vous vers ceux de madite Cour, pour leur faire semblables défenses, d'en recevoir de luy, ny d'autres, qui soit pour offenser l'honneur des gens de mondit Conseil, ou de mondit Chancelier. Et sur ce, mon Cousin, je priez Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. Écrit à S. Germain en Laye le 3. jour de Fevrier 1561. Amis si.

Tome I. Paris III.

D d

gré, CHARLES. Et plus bas, BOURDIN. Et au-dessus d'icelles Lettres est écrit, *A son Cousin le* *Maréchal de Montmorency, Gouverneur & Jean* *Laurens General en l'isle de France.*

Inc. Aug. Thomas abbas XXXIII. Hystor. anno 1541. Missus in Galliam Legatus à Pontifice Hyppolytus Arseus, Cardinalis Fecetensis, qui cum multis, que à Pontifice habebat, dispensationibus Regis ad Curiam Romanam direxit, ut moris est, constituit prout et prout recitatae Holpianus, quippe memore proutius communi postulationum fuisse ne impositionem sacrorum collationes, quas vocant, à Pontifice, sed ab Episcopis et aliis Prelatis Gallie tamquam obsequere, nec amplius ultra et causa contra sacros Canones ac Petri decreta dispensaretur: tandem repulsa infanziam à Re Regi cognoscere compendio molens proutius deprecatur Pontificem, ac his dicta mandata non solum, diploma à Re impetravit, inferat sub sigillo ab Holpiano causone, que se non contentum sigillum apponitur coestabant: que mandata postea, sed sub modo & condicione in Curia una acta relata sunt.

Acte par lequel les Officiers du Cardinal Ursin Legat en France, delivrent aux Officiers du Roy à Lyon les Registres de sa Legation. 1573.

LXXIX. L'AN 1573. Et le Samedi huitième jour du mois d'Avril, deux heures de relevée pardevant nous Hierosime de Chastillon, President en la Seneschauflée & Siege Presidial de Lyon en nostre Hostiel, à comparu M. Jean de la Voysiere Bourgeois & Banquier dudit Lyon, & Contrerolleur en l'Election de Lyonnais, qui nous a dit & remontré que le St. Illustrissime & Reverendissime Cardinal Ursin, n'aguer Legat en France par la Sainteté vers la Majesté, passant par cette Ville à son retour de la Cour, les Officiers dudit sieur Legat luy auroient laissé, pour remettre en nos mains, & à présent envoyer à Monsieur le Procureur General du Roy en la Cour de Parlement à Paris, les copies des monieres expedies par ledit sieur Legat pendant sa Legation, ce qu'il est prest & offre de faire. Et de fait au même instant nous a présenté, exhibé & remis deux cahiers de papier, l'un contenant cinquante-un feuillet, dont il y en a trente six & demi d'écrits, le reste blanc. Sur la couverture duquel cahier sont écrites ces mots, *Registram litterarum Apostolicarum expeditionum de mandatis Illstr. & Rever. ut SS. Petri & Marcellini Cardinalis Ursini nuncupati*, &c. Et au premier feuillet en teste *Bullarum Registram, fol. 1.* commençans ledit premier feuillet dudit premier cahier *Flatus*, &c. & au marge *Tres. m.* & finissant ledit cahier au 37. feuillet, r. p. par ces mots, *Acto primo Past. Di. J. Magoyer.* Et plus bas, *Quibus presentibus visis fidem facio & assensu litterarum Apostolicarum supra registratas fuisse à me Jacobe Magoyer esse Bistinctos. eandem litterarum registri*

Magistro arseus & collationes, que concordant cum originali, prout assensu sub meo manuali signo hic apposto, die 30. Januarii anno 1573. Signé au dessous, Ita est. Jacques Magoyer cardeus litterarum registri Magoyer. Et l'autre & second cahier contenant 25. feuillets, dix-huit écrits, le reste en blanc. Sur la couverture duquel sont écrites ces mots, *Registram supplicationum signatarum ab Illstr. & Rever. ut SS. Petri & Marcellini Cardinalis Ursini nuncupati*, commençans au premier feuillet, *fol. primo*, & en teste *Lavallatus Illstr. & Rever. de me exponitur humiliter*, &c. Et en marge, *Rubricatus. ut a.* & finissant au 18. feuillet vers, par ces mots, *Parisus probet Id. Januarii anno 1.* Et au dessous, *superscripta supplicationes omnes fuerunt à me Jacobe Magoyer esse Bistinctos eandem supplicationum Registri Magoyer infestata, & cum originali collatione concordant. Quod verum esse omnibus assensu sub meo manuali signo hic apposto. Lagdani, die 30. Januarii 1573. Signé, Ita est. Jacques Magoyer supp. registri Magoyer.* Dequels deux cahiers d'expéditions ledit la Voysiere a requis nous vouloir charger, pour iceux mander & faire promptement tenir audit sieur Procureur General du Roy en ladite Cour de Parlement de Paris, ce que luy avons accordé: Et moyennant ce déchargé & déchargés d'icelles deux cahiers de papier, ledit de la Voysiere ee requérant, & octroyé acte de tout ce que dessus, qui luy a été expédié par le Greffier de ladite Cour sous signé en cette forme les an & jour susdits. Signé, J. Choppat.

Formula juramenti prestiti à J. F. sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinali Mauroceno nuncupato, Henrico III. Francorum Regi Christianissimo. 1576.

LXXX. J. F. sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyter Cardinalis M. nuncupatus ad H. Francorum Regem Christianissimum, & universum illius Regnum, Dominia, Ducatus, civitates & loca ei subiecta, sanctæ Sedis Apostolicæ de latere Legatus, juro & promitto in verbo Cardinalis per sacros ordines meos manibus ad preces positus, Christianissimo Regi, me Legati munere non functurum, nec facultatis mihi à sancta Sede concessi usum, nisi quando in Regno ero, & sue Majestati Christianissime placuerit, adeo ut certior factus de illius voluntate, illi conveniente

Legati nomen, & jus continué sim depositorum: simulque eorumque gerentur à me, Legatione finita, codicillos relicturum in manibus ejus, quem voluerit sui Christianissima Majestas: item leges, & statuta, & consuetudines Regni servarum, nec ullo modo audientari & jurisdictioni Regis, jurius, libertatibus & privilegiis Ecclesiæ Gallicæ, & Universitatum derogaturum. In quorum testimonium has parientes manu mea subscripti, ac præterea sigillo meo munitas curavi. J. F. C. M. *Publi par M. Servin Advocat du Roy.*

Arrests de la Cour de Parlement seant à Tours sur la venue d'un Legat du Pape en France.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 18. Novembre 1589. à Tours.

L. X XI. **C**E jourd'hoi M. Jacques de la Guesle Procureur General du Roy, est entré en la Court, & dit estre envoyé de la part dudit Seigneur Roy, sur ce qu'il a esté adverty que un nouveau Legat du Pape s'achemine en ce Royaume, & a présenté les Lettres de cachet dudit Seigneur, écrites au camp de Patré, le 12. de ce mois, Signées, HENRY, & plus bas R. U. E. S. Par lesquelles il mande fondit Procureur General estre envoyé de sa part, bien instruit de son intention, & qu'il prie Meilleurs les Cardinaux de Vendosme & de Lenoncourt de s'assembler avec le Parlement, pour adviser tous ensemble, & puis après faire à la Requête dudit Procureur General tout ce que les Rois ses Prédecesseurs ont fait, quand les Papes ont voulu entreprendre quelque chose contre leur autorité : & outre luy donner avis bien particulier de ce qu'il doit faire, par le sieur Président Despeisses, & le retour de fondit Procureur General.

Lecture faite desdites Lettres, & oüy sur ce ledit Procureur General, la matiere mise en délibération, a esté arresté, que à la diligence dudit Procureur General, les sieurs Cardinaux de Vendosme & de Lenoncourt seront advertis que Lundy prochain il sera délibéré sur le contenu desdites Lettres.

Du Lundy vingtième Novembre 1589.

Ce jour sur les Lettres du cachet du Roy écrites au camp de Patré le 12. de ce mois, touchant le nouveau Legat envoyé en ce Royaume, le Procureur General du Roy mandé, & oüy en ses con-

clusions : Après qu'il a dit avoir adverty les sieurs Cardinaux de Vendosme & de Lenoncourt, suivant la délibération du dernier jour, lesquels ont fait réponse, qu'ils faisoient difficulté de s'y trouver, ayant cy-devant écrit audit Legat, & pensé que la douce voye qu'il a tentée pour profiter de quelque chose : joint aussi qu'il est du saint Siege, & craint s'il se trouvoit à une délibération on peut arrester quelque chose de rigoureux, que cela luy ostât par après l'autre voye, & ainsi la présence peut faire plus de préjudice, qu'elle ne peut apporter de commodité pour le service du Roy.

La matiere mise en délibération, a esté arresté, qu'il sera donné adieu au Roy par M. Jacques Faye Président en ladite Cour, d'envoyer incontinent vers ledit Legat personne suffisante & capable d'entendre, concevoir & apprenre son intention, pour l'admonester du deub de sa charge, qui est de n'entrer en ce Royaume sans le consentement du Roy, auquel il doit au préalable présenter ses facultés, & prestes serment en tel cas requis ; & pour les contraventions par luy faites protester serment d'acte d'hostilité. Et néanmoins au cas que nonobstant lesdites remonstrances ledit Legat voulust passer outre, à ladite Cour dès à présent ordonné que par un Huissier, Trompette ou Hémur, qui à cet effet sera envoyé, commandement luy sera fait à la Requête dudit Procureur General, de présenter sesdites facultés, & faire les autres submissions en tel cas requis & nécessaires, autrement & à faute de ce faire, proscrire de nullité & d'abus, & de proceder à l'encontre de luy par toutes voyes deues & raisonnables.

Lettres patentes du Roy, du 5. Janvier 1590. portans déclaration à la venue du Cardinal envoyé par le Pape.

Avec l'Arrêt de verification de la Cour de Parlement seant à Tours, du 16. Janvier 1590.

L. XXXII. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par beault commun veau jusques à nos oreilles, nous ayons entendu que le Pape a dépêché il y a desjà quelque temps un de ses Cardinaux qui prend qualité de Legat pour venir en ceruy nostre Royaume, sans que nous sçachions autrement à quelle fin ny intention, pour ne nous en avoir esté donné aucun avis de sa part, comme il a esté observé en semblables delegations à l'endroit des Rois nos prédecesseurs : Toutefois ne voulans pendant cette incertitude de la cause de sa venue omettre aucune chose qui puisse dépendre de nous, soit pour ne laisser nostre intention en doute touchant ceux qui viennent de ladite part, ou pour precaution des entreprises qui pourroient estre faites par inadvertence ou autrement au prejudice des prerogatives de nostre Royau-

me, & des libertés de l'Eglise Gallicane.

Nous pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, avons déclaré & declairons par ces presentes, que si ledit Cardinal a charge de venir vers nous, il y sera reçu avec le mesme honneur qui du temps desdits Rois nos prédecesseurs a esté rendu à ceux de pareille qualité & titre que les Papes ont delegué vers euz. Voulons & ordonnons aude cas à nos Lieutenans generaux, Gouverneurs de nos Provinces, & à tous autres ayans commandemens de par nous tant ecclésiastiques que particulièrement en nos Villes, qu'en leur faisant apparoir de nos passeports signés de nous, & de l'un de nos Secretaires d'Etat, & sceillés de nostre grand scel, lesquels eouz enverroyons audit Cardinal aussi tost que nous en serons requis de sa part, ils aient à l'accompagner, ou faire accompagner, & conduire de lieux à autres avec son train suete & familière & équipage, luy don-

nant si bonne & forte escorte qu'il se puisse rendre seurement devers nous, où nous entendons qu'il ait libre accès & rang, sans qu'il puisse en cela oïtre donné aucun empêchement, en se comportant selon les loix, constitutions & observations concernant la dignité & prerogative de nostre Couronne.

Et neantmoins d'autant qu'il a esté de tous temps observé en nostre dit Royaume, que nulle charge & fonction n'y peut estre exercée par les ministres & deleguez des Papes, sans l'estre présentée au Roy regnant & qu'après luy avoir monstré leurs pouvoirs & facultés, il ne soient verifiés en la Cour de Parlement, où ils les envoient avec leurs Lettres patentes, pour reconnoître s'il y a rien dérogeant ausdits loix & libertez du Royaume : Nous ne voulons souffrir que durant nostre Regne il y soit préjudicé en aucune manière, avants de nostre pleine puissance & autorité Royale, inhibé & défendu, inhibons & défendons audit Cardinal, & tous autres qu'il appartiendra, d'entreprendre aucunes charges, fonctions ou offices en cedit Royaume, sous quelques titres & pretextes ou pour quelque occasion que ce soit, que préalablement les dits formes & solennitez n'y aient esté ga dées & observées, sur peine de nullité de tout ce qui sera fait au contraire, dont d'ici à présent comme pour lors, nous avons protégé & protérons comme d'atennir, & de nous pourvoir contre iceulx par toutes les voyes & manieres que verrons estre à faire par raison.

Défendons expressement à tous nos sujets, tant Ecclesiastiques que autres, de quelque qualité ou dignité qu'ils soient, qu'ils n'ayent à recevoir aucun mandement ou autres actes, n'y obeyr ou avoir égard à aucune chose procédante de luy, en vertu de quelques pouvoirs que ce soit, jusques à ce qu'il leur ait appary de nostre consentement, approbation ou autorisation en la maniere susdite, sur peine aus contraveuans d'estre tenus pour criminels de leze Majesté, comme nous les déclarons d'ici à présent, attendu la qualité & importance de l'affaire : voulons qu'il soit protégé à l'encontre d'eux par les voyes & peines ordinaires à semblables crimes. Et afin que la France de nostre Cour de Parlement, qui a esté par le passé dans nostre ville de Paris, & autres qui nous sont à présent rebelles, ne puisse servir d'excuse à aucuns en ce qui pourroit estre expédié, pour le regard de ce que dit est en aucunes d'icelles, combien que l'intendiction cy-devant faire par le feu Roy dernier decédé, nostre tres-honneur Seigneur & frere, d'y exercer aucune juridiction, & l'establisement de nosdites Cours fait en autres Villes où nostre autorité est reconnoüe, leur ostent toutes causes de

recours en cet endroit : Nous avons d'abondance voulu déclarer, comme nous déclarons par cesdites presentes, que nulle verification & autre expédition qui seroient faites sur iceilles pouvoirs en aucunes d'icelles Villes à nous rebelles, ny ailleurs, autrement qu'en vertu de nos Lettres patentes d'atente sur iceux, ne doit estre tenue pour bonne & valable, & ne pourra servir pour décharger ou excuser du crime dessus, ceux qui y seront encourus.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nosdites Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux ou leurs Lieutenans, & à tous nos Juges & Officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & le contenu d'icelles garder, observer & entretenir inviolablement, sans y contrevenir, ny souffrir estre contrevenu en aucune manière : enjoignant à nostre Procureur General en chacune de nosdites Cours, d'envoyer incontinent après la publication qui en a été faite desdites presentes, copies d'icelles deuant collationnées en tous les Sieges sénéchaux qui en dépendent, pour y en estre faite semblable communication, ainsi qu'il est cy dessus mandé à tous nos Officiers à qui ce peut toucher chacun en son endroit : Car tel est nostre plaisir. En témoin d'icquoy nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre nostre scel. Donné au Camp devers Falaise le cinquiesme jour de Janvier l'an de grace mil cinq cens quatrevingts & dix, & de nostre Regne le premier. Signé HENRY. Et sur le reply. Par le Roy, étant en son Conseil, RAYOL. Les sceulx de ceste lettre en double queue.

Letres, publiées & enregistrées, oüy & ce requérant le Procureur General du Roy, ordonne la Cour que copies collationnées aux originaux, soient envoyées aux Baillifs & Seneschaux de ce ressort, pour estre publiées & registrées : Enjoit au Substitut du Procureur General du Roy de faire proceder à la publication, & aux Juges à l'exécution selon leur forme & teneur, & informer des contraveuans comme de crime de leze Majesté : Et à ce que le contenu desdites lettres soit plus notoire, ordonne la Cour que copies d'icelles soient affichées aux carrefours des villes, & aux portes des principales Eglises ; & outre que signification en sera faite à la personne du pretendu Legat, si faire se peut & à faute de ce faire au plus prochain lieu de leur accès de celui auquel il est, & en ce faisant vaudra ladite signification comme si elle eust été faite à sa personne. A Tours en Parlement le 16. Janvier mil cinq cens quatrevingts & dix. Signé Maignan.

Arrest de la Cour, portant défenses à tous les Sujets du Roy de communiquer sans sa permission avec le Cardinal envoyé Legat en France.

LXXXIII. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos Baillifs, Seneschaux, & Prevosts, ou leurs Lieutenans généraux & Conseillers, premiers des Huissiers de nostre Cour de Parlement, ou autres nostre Sergent, Salut. Sur ce que nostre Procureur general a remonstré, qu'il a esté adverty que aucuns oubliant leur devoir & la piété, de laquelle ils sont obligés à leur Prince & à leur Patrie, communiquent sans sa permission directement ou in-

directement, par personnes interposées avec ses ennemis, & avec le Cardinal envoyé Legat en France, combien que la maison dudit Cardinal, frere du Duc de Sermonnette Chevalier de la Trisfon, le party qu'il tient à Rome le conseil prins avec le Comte d'Olivares, Ambassadeur d'Espagne pris nostre saint Pere le Pape, pour l'envoyer par d'ici, la familiarité grande qu'il a avec les ennemis de la France, les passages & retraites dans les villes occupées par leurs ennemis, mesme sans entrer en

Le Royaume par dessus toutes les formes gardées par les Legats venans en iceluy, sans venir trouver ledit Seigneur Roy, & luy présenter les facultés & faire le serment en tel cas requis & accoustumé, justifiant aussy son intention estre autre que la dignité & charge qu'il a en l'Eglise requierent & demandent de luy. Et que toutes ces considérations cessantes, ce soit crime de leze-Majesté, par les loix anciennes du Royaume, peignées & observées en tout estat bien police, de communiquer avec les Princes & Seigneurs étrangers, sans l'espris contentement du Roy; & davantage contrevenir directement aux Lettres patentes venues en ladite Cour; partant requeroit y estre pourveü, suivant les conclusions qu'il a prises par la Requête à certe fin par luy présentée.

La Cour faisant droit sur ladite Requête & conclusions, a fait & fait inhibitions & défenses à toutes personnes, de quelque condition & qualité qu'elles soient, Ecclesiastiques & autres, de communiquer verbalement ou par écrit, directement ou indirectement, soit par eux ou par personnes interposées avec les ennemis du Roy, & notamment avec ledit Cardinal, prétendu Legat, sans la permission ou commandement dudit Seigneur Roy, jusques à ce que gardant & observant les loix de la France, droits du Royaume, immunités & libertés de l'Eglise Gallicane, ledit Cardinal se soit pourveü pardevant ledit Seigneur Roy, en la manière de tout temps accoustumée: le tout sur peine contre les contrevenans, d'estre dits à

présent comme déshors, & déshors comme dits à présent, déclarés criminels de leze-Majesté, ennemis du Roy, producteurs de la Paix, & perturbateurs du repos public, & comme tels encourus la rigueur des peines du crime de leze-Majesté, sans que ledites peines leur puissent jamais estre remises par lettres ou autrement, en quelque façon que ce soit. A ordonné & ordonne ladite Cour, que ledit Procureur general aura commission pour informer des contraventions, & à cetre fin luy permet obtenir monitions, & censures Ecclesiastiques, afin de revelation, sans aucun excepter: a enjoint & enjoint à tous les Archevesques, Evêques, & autres Prelats, de donner & faire publier ledites monitions par toutes les Paroisses de leurs Diocèses: & à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, fors le présent Arrest leu & publié par tous les Baillages, Seneschauflées, & autres Sieges de ce ressort & en seront copies affichées aux cathédraux des villes, & portes des principales Eglises: & enjoint aux Sublimes dudit Procureur general d'y tenir la main, & en certifier la Cour dedans deux mois. Si vous mandons, à la Requête de nostre Procureur general, mettre ce présent Arrest à execution, selon la forme & teneur, contenant ce faire & obeyr tous ceux qu'il appartiendra: mandons & commandons à tous nos Justiciers, Officiers, & supérieurs, à vous ce faisant obeyr. Donné à Tours en nostre Cour le 27. Janvier l'an de grace 1590. & de nostre Regne le premier. *Sigol.* Par la Chambre, DU SIEUR, & JUSTICE.

Arrest de la Cour contre un Ecclesiastique, qui avoit obtenu un Vicariat general du Cardinal Cajetan.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 20. Juillet 1590.

LXXIV. **V**eu par la Cour la Requête à elle présentée par le Procureur General du Roy, par laquelle il auroit remontré que Messire Claude Beaunonces Doyen de l'Eglise de Bourges, contrevenant aux privilèges de ce Royaume, & à l'Edit & Déclaration du Roy, par lequel défenses sont faites sur peine de crime de leze-Majesté, à tous ses Sujets, tant Ecclesiastiques que autres, de quelque qualité & dignité qu'ils soient, recevoir aucuns mandemens ou autres actes, obeyr ny avoir égard à aucune chose procédant du Cardinal Cajetan, soy disant Legat envoyé en ce Royaume, jusques à ce conformément aussydits privilèges, inviolablement gardés par les Legats, les facultés soient autorisées & approuvées par le Roy, & venues en ladite Cour, il auroit obtenu dudit Cardinal un rescript le cinquième May dernier, par lequel ledit Beaunonces est créé & délégué Official & Vicaire General, tant spirituel que temporel, pour la collation & disposition des Benefices, que généralement pour toutes fonctions & charges dudit Archevesque, avec commandement au Clergé de recevoir ledit Beaunonces, parce que l'Archevesque ne s'est départy de la fidélité & obéissance du Roy, ny adhérent à la ligue ny rebellion de ses Sujets vers luy. Lequel rescript ledit Beaunonces a fait publier & enregistrer au Siege que ledites rebelles tiennent à Bourges, pardevant Maître Pierre Byet Joy disant Lieutenant General, les Advocats & Procureurs de la ligue y adhérents.

A cette cause, & que ledit rescript est une vraye

Tome I. Paris III.

rebellion, il requeroit que ledit Beaunonces; Byet Lieutenant, le Byet, & le Byet prenants qualité d'Avocat & Substitut dudit Procureur General, Talherou Greffier, & Maître Pierre Meneton, & Jean Delazon, cur d'icellui Advocat & Procureur dudit Siege, qui ont requis ladite publication pour ledit Beaunonces, estre peins au corps, & procédé contre eux comme rebelles & criminels de leze-Majesté, avec défenses à toutes personnes d'obéir audit rescript, ni à ce, qui fera faire par ledit Beaunonces en l'exécution d'iceluy, sur peine de crime de leze-Majesté. Veu aussy ledit rescript & publication audit Siege prétendu de Bourges du sixième de ce mois, l'Edit & Déclaration du Roy sur la venue dudit Cardinal en France du sixième Janvier dernier, venue ledit mois & tout considéré.

LAOITS COUR avant égard à ladite Requête, a déclaré & déclaré ledit rescript décerné par ledit Cardinal Cajetan soy disant Legat, ensemble toutes les provisions & procédures faites en l'exécution d'icelles Bulles, bulles & de nul effet & valeur, & a fait inhibitions & défenses à toutes personnes de quelque condition & qualité qu'elles soient, de prendre aucunes collations ou provisions dudit Beaunonces, & si aucunes ont esté obtenues s'en ayder, & à tout Serpens & autres les mettre en execution, sur peine d'estre peins comme rebelles & criminels de leze-Majesté. Ordonne ladite Cour, que ledit Beaunonces qui a obtenu ledit rescript, Meneton & Delazon qui ont requis pour luy la publication, le Byet, & le

E e

Begue qui l'ont consentie, Bves pardevant lequel elle a été faite, & Taftreus son Greffier seront prins au corps & amenez en la Conesiergerie du Palais, pour leur proces estre fait comme criminels de leze-Majesté, & à faire de pourvoir estre apprehendez, seront adjournez à trois brevis jours, tous & chascuns leurs biens fusts & amotez, & n'antmoins, des à présent à déclarer leurs estats, offices, benefices & dignitez vacquans &

impérables, & à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance, & à le présent Arrest leu & publié au Siège principal & autres Sieges particuliers du Baillage de Berry, & les exploits faits aux disdits à la plus prochaine Ville de Bourges, de leur accés, voudront comme s'ils avoient été faits en leur domicile. Enjoint la Cour ausdits Substitus dudit Procureur General en faire les diligences, & l'en certifier dans un mois.

Arrest de la Cour, contre les provisions & expéditions émancées des Cardinaux Cajetan, Landriano, & de Plaisance.

Extraits des Registres de Parlement, du Mercredi 31. Mars 1594.

LXXV. **S**UR ce que le Procureur General du Roy a remontré à la Cour, que contre les loix, constitutions, & observations concez sans la dignité, & prérogative de la Couronne de France, deus & libertez de ce Royaume, aucuns de disdits Cardinaux envoyez de Rome depuis les prestens troubles, prenaient titre & qualité de Legats, s'y feroient acheminer : & au lieu de se présenter au Roy, faire apparoir de leur pouvoir & facultez, obtenus Lettres patentes & d'attache dudit Seigneur, pour les faire verser en la dite Cour, comme il a tousiours esté observé du temps des Prédécesseurs Roys, se faisoient recuser en la Ville de Paris, & autres lieux occupez par les rebelles ennemis de cet estat, où ils auroient au préjudice des Edicts, & Déclarations du Roy, & Arrests de ladite Cour, fait plusieurs entreprises contre l'autorité dudit Seigneur Roy, repoi & tranquillité de ses bons & loyaux Sujets, mesmes en la provision des Benefices, lesquels ils auroient contrefait, fait plusieurs autres actes d'irrogans ausdits droits & libertez. Requérant, suivant & conformément ausdits Edicts, Ordonnances, & Arrests de ladite Cour, tout ce qui a été fait en ce Royaume par les prétendus Legats, depuis les prestens troubles, mesmes les provisions des Benefices par eux octroyées, mandemens, & autres expedi-

tions par eux faites en vertu de leurs prétendus Legations, estre cassées & annulées, comme de nul effet & valeur, ensemble les prestes de possessions desdits Benefices faites en vertu desdites provisions, réserves, ou mandemens, actes, ou jugemens, & procédures faites en conséquence, avec défenses à toutes personnes de s'en aider, & à tous Juges d'y avoir égard.

La maniere mise en délibération, Ladite Cour a cassé & annulé, cassé & annulé toutes les procédures, provisions de Benefices obtenus des Roys dans Cardinaux Cajetan, Landriano, & de Plaisance, prétendus Legats, cy-devant envoyez de Rome en ce Royaume, mandemens, commissions, dispenses, & autres expéditions par eux faites en vertu de leurs prétendus Legations, comme nulles, & de nul effet & valeur : ensemble les prestes de possession desdits Benefices, & autres actes, procédures, & jugemens faits en conséquence d'iceux, & tout ce qui s'en sera ensuyvi : a fait & fait inhibitions & défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de s'en aider, à tous Juges d'y avoir aucun égard, & à tous Huissiers ou Sergens de faire aucuns exploits & exécutions en vertu d'iceux, sur peine de crime de leze-Majesté. *Signé, R. HARLAY, LORET.*

Arrest de la Cour de Parlement, contre les provisions des Benefices des Cardinaux Cajetan & de Plaisance. 1594.

LXXVI. **E**N tant Maître Anceline Caillot le jeune, Curé de Marilly, soy disant pourveu de la Chapelle saint Mathieu en l'Eglise de Meaux, appellant comme d'abus de la provision décernée par le Cardinal Cajetan, soy disant Legat en France, & de ce qui s'en est ensuyvy, & Défenseur en Requête présentée à la Cour le vingt-huitième Juillet d'une part : & Maître Charles le Bert, aussi soy disant pourveu de ladite Chapelle, joignant d'autre, sans que les qualitez puissent préjudicier. Loytel pour l'appellant plaidant, Doleur pour du Bonnet a dit, que communiquant au Parquet a été advisé, qu'il est péçable d'uniform d'un fait, qu'il maintient l'Appellante porter les armes pour la Ligue, & s'il étoit besoin plaider maintenant, a le meilleur titre, étant pourveu par l'Ordinaire. Robert pour l'intimé dit, qu'il n'a intérêt en la nullité des provisions de ceux qui ont plaidé mais tout ainsi que les provisions baillées par le Duc de Mayenne ont

été validées, la provision qu'il a du Benefice dont il jouit y a quatre ans, doit demeurer : & continuant de parler.

Servin pour le Procureur General du Roy a dit, qu'en communiquant au Parquet, Doleur a fait entendre pour sa partie, que l'Appellant & Demandeur est avec le Duc de Mayenne, portant les armes contre le Roy, dont avant que l'Appellant soit receu à plaider, requérant qu'il soit informé : & ayant appris par les pieces de Robert, que sa partie se prétend pourveu de la Chapelle coenventuelle par le Cardinal Cajetan, soy disant Legat du Pape Sixte V. ils font exciter par le devoir de leur charge, à remonstrez que cette provision, & toutes autres faites par ce Cardinal, soit par prévention, ou autrement, bref tous autres actes par luy faits en vertu de sa prétendue Legation, doivent estre déclarés nuls & cassés, par défaut de puissance, d'autant qu'il ne fut jamais, & ne doit estre tenu pour vray Legat, parce qu'il avoit été

envoyé par le saint Pèrre pour la pax & salut de notre Royaume, ainsi que la saincteté avoit mandé par ses Lettres du 7. Février mil cinq cens quatre-vingts dix, aux Nobles, Princes, Ducs, Barons, & autres Catholiques François, estant à Tours, semblables à autres écrites au sieur de Luxembourg Duc de Piney : & convenant à ce mandement exprès & pouvoir à luy donné, il s'est montré, non point Ange de par, mais enfant du démon infernal; & comme il est frere du Duc de Sermonet, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, s'est fait reconnaître partisan du Roy d'Espagne, & par adversaire de cet Etat; aussi est il sif, & porte le nom de cette famille impure, de laquelle estoit le Pape Boniface VIII. ennemy mortel de Philippe le Bel Roy de France & de Navarre, & du nom de François, à l'exemple duquel Boniface ajoutant fa cruauté à cette vieille haine, il estoit à Villes du Royaume comme renard, & s'est efforcé d'y dominer comme lion, & au lieu de la franchise pureté d'une sincère pax qu'il devoit apporter, a rempli du sang des Chrétiens & les villes, & les champs de la France.

A raison dequoy il estoit digne d'estre traité non seulement comme par Anastase, Legat du Pape Adrian, du temps de Charlemagne lequel ce grand Prince fit emprisonner, parce qu'il s'estoit porté indignement, & avoit proféré des paroles conspuatoires contre luy; mais avoit mérité davantage les marques d'ignominie qui furent données par les Arrêts de la Cour aux prétendus Legats de Benoist XIII. six années mil quatre cens six, quatre cens douze, & quatre cens dix sept, veu qu'il a abusé de la bonté du Roy, qui par ses Lettres patentes de l'au mil cinq cens quatre vingt & dix, vérifiées en la Cour franc à Tours, luy avoit dénommé qu'il eust à luy donner advis des causes de sa venue, pour, au cas qu'il ne se fust aucune entreprise contre l'autorité & dignité Royale, estat, honneur, droits, & libertés de l'Eglise Gallicane, & du Royaume, estre bien reçu, comme les Legats qui estoient venus auparavant du pré des Rois.

Et parce qu'il n'a reconnu ainsi qu'il a deu les faveurs à luy faites par un bon Prince, mais entrepris avec force sans aucune permission du Roy, & sans avoir fait le serment accoutumé, tel que fice au dit Roy Henry III. de très-heu ceste mémoire (que Dieu absolve) le Cardinal Maurlin, fcevoir est, de ne faire aucune fonction, ni d'usur des facultés de Legat à luy octroyées par le Pape, sinon entant que le Roy l'aurait pour agréable, & de garder tous les statuts & coutumes du Royaume, & ne déroger aucunement à l'autorité & jurisdiction Royale, droits & libertés de l'Eglise Gallicane, & Université de France; aussy iceuy Cajetan au lieu de ce faire, entrepris sur la vie du Roy, sur l'estat du Royaume, sur les Parlements, & sur tous les Sujets, tant Ecclesiastiques, nobles, que autres, & est continué la prétendue Legation après le mort déplorable du Pape Sixte, son Seigneur, ores que son mandement fut expiré par icelle: Il faut maintenant faire son devoir, après avoir parié fort longuement, pour voir quel remède l'roy apporté à tant de maux de la part des Successeurs du Pape Sixte V.

Et puisque le Roy très-Chrestien, & fils aîné de l'Eglise Catholique, pour empêcher le schisme, a fait des submissions d'obedience filiale beaucoup plus que ne firent oncques ses Prédécesseurs, comme son intention, & des vrais Catholiques les Sa-

jets, est d'honorer le saint Siege Apostolique, & le Pape légitime en iceluy, quand il sera pèrre, & non partial: attendant que ce devoir soit rendu, c'est aux François à montrer leurs amitiés & courtoisies, se déclarer ouvertement, parler franchement, comme leurs pères, & faire paroître la vigueur d'une magnanime liberté, pour défendre, non les privilèges, mais le droit commun de l'Eglise universelle, auquel sont confirmés les loix & coutumes de l'Eglise Gallicane; brief maintenir fermement toutes les loix, tant du Roy que du Royaume, sur lesquelles le Pape ne devoit rien usurper plus avant qu'il avoir esté fait par les bons Papes, lesquels n'avoient point entrepris d'étendre leur autorité, appelée par les anciens Pères du nom de privilège (qui est son vray titre) comme Cajetan & le Cardinal de Plasance avoient voulu faire depuis les derniers troubles.

Et parant requeroit toutes provisions & actes faits, tant devant que depuis la mort dudit Pape Sixte V. par iceux Cardinaux Cajetan & de Plasance, estre déclarés nuls, & de nul effet & valeur, entre toutes personnes, & de quelque condition & faction que ce soit, ne pouvant nul plus valoir que les signatures expédies en Cour de Rome, depuis l'Arrêt de déshérence d'aller solennellement prononcé au Parlement franc à Tours. Ce qu'il estoit que la Cour ordonneroit, sans avoir égard à ce que l'un des Advocats a voulu dire précédemment, que les provisions desdits Cardinaux doivent pour le moins valoir en ceux qui estoient de leur faction, comme les provisions d'offices baillées par le Duc de Mayenne, entre ceux qui l'ont suivy, & les procédures faites avec ceux qui estoient à Paris, & autres Villes à présent reduites en l'obéissance du Roy, lorsqu'elles estoient occupées par la Ligue, parce que cette maxime ne se pouvoit proposer par un François: d'autant que ce qui avoit esté accordé par les articles des réductions de Paris & autres Villes, que les prétendus provisions baillées par le Duc de Mayenne seroient rapportées pour estre biffées & lacérées, & néanmoins que le Roy bailleroit Lettres à ceux qui estoient pourvus d'offices régnans, ou vacans par la mort de ceux qui suivoient le Duc de Mayenne, en prestant par eux serment de fidélité, ne devoit estre cité à conséquence: avant esté accordé par le Roy *per bona pacis* entre les Sujets; comme en quelques constitutions des Empereurs Romains il se voyoit, que les conventions & actes faits sous Licinius, & autres usurpateurs de l'Etat, & les procédures volontaires devant Juges interdits avoient esté validées par l'autorité des Princes légitimes, après le recouvrement de l'Empire.

Ce qu'il remontreroit en cet endroit, sans approbation de la qualité de Poursuivateur, qui n'avoit pu donner les charges & offices, quoy que quelques-uns avoient voulu dire par erreur, *Gissa ab eo qui Prætor fuit, licet prætor non fuisset, confirmata esse*: ce qui ne pouvoit avoir lieu en cet Etat, & moins encore les actes de ces deux prétendus Legats.

Requeroit, veu ce qu'il avoit dit, nesme en égard à la qualité des actes & procédures de ces Cardinaux Cajetan & de Plasance, qui ont esté faits, par l'un contre son Mandement, & par tous les deux comme ennemis, étrangers, & persennaires de l'Espagne, qu'il pleust à la Cour d'y pourvoir, pour l'honneur de l'Eglise Gallicane, pour la dignité du Roy & du Royaume, & pour l'autorité de la Justice souveraine: & à ceste fin donner un Arrêt qui serve de Loy, par lequel la

racine soit coupée à tous differens semblables à ce Roy qui se presentoit, à ce que telles causes ne se plaident plus.

La Cour, ayant que faire droit sur la cause d'appel, ordonne qu'à la Requête du Procureur General du Roy, & diligence de l'intimé, qui lui administrera témoins, sera informé du fait par lui mesme en avant, que l'Appellant porte les armes contre le service du Roy. Et faisant droit sur les Con-

clusions dudit Procureur General, a déclaré, & déclaré tant les provisions du Benefice contentieux, que routes décernées par les Cardinaux Caceran, & de Plaisance, soy disant Legats, nulles, & de nul effect & valeur : fait inhibitions & défenses aux papes, & tous autres, de s'en ayder. Fait en Parlement le onzième d'Aoust mil cinq cens quatre-vingt quatre. Signé, DU TELLAY.

Lettres patentes du Roy, pour faire publier & enregistrer la Bulle des facultez du Cardinal de Florence Legat. 1596.

LXXXVII **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, Salut. Ayant pleu à Dieu inspi- rer nostre saint Père le Pape, d'envoyer en ce Royaume un Legat de sa part, & du saint Siege Apostolique, tant pour l'exaltation de nostre sainte foy, que pour le bien general de cet Estat, & la consolation de nos peuples & sujets. Et ayant sa Sainteté fait choix de la personne de nostre très-cher & amé cousin le Cardinal de Florence, pour remplir cette charge, & satisfaire aux bonnes intentions de sa sainteté, nous vous envoyons cy attachée sous le contrescel de nostre Chancelle-

rie, la Bulle que sadite Sainteté lui a fait expedi- der, contenant les pouvoirs & facultez qu'elle a données à nostre cousin pour l'effet dessusdit. Et vous mandons que vous ayez à la faire publier & enregistrer en la forme accoustumée, sous autres affaires cessans & postposées, de sorte que sadite Sainteté ait occasion de croire qu'elle a eût recue de nostre part, avec le respect & affection que nous voulons rendre à tout ce qui vient d'elle & dudit saint Siege. Car tel est nostre plaisir. Donné à Abbeville le 3. de Juillet l'an de grace 1596. & de nostre regne le 7. Signé, HENRY. Et plus bas, Par le Roy, DE NEUVILLE. Et scellés.

Pour la verification des facultez du Cardinal de Florence Legat.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 11. Juillet 1596.

LXXXVIII **C**E jour en la Cour le sieur de Bellievre venu de la part du Roy, ont été les grande Chambre & Tournelle

assemblées, & ledit Bellievre a présenté à la Cour les Lettres closes dudit Seigneur, dont la teneur ensuit.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feaux, nostre très-saint Père le Pape continuant sa paternelle bien-veillance à l'en- droit de nostre Royaume & de Nous, comme du premier & plus affectionné fils de l'Eglise, nous a voulu envoyer pour Legat en nostre très-cher cousin le Cardinal de Florence, lequel étant en termes d'arriver bien-tôt en nostre ville de Paris, desirons luy esmoigner par toutes sortes de favora- bles receptions, que sa venue nous est aussi agréa- ble, comme nous espérons qu'elle sera utile au bien de nos affaires. Et parce que pour rendre cette ac- tion plus celebre, il faut que le chef soit secondé des membres, & que vous qui tenez le premier rang entre ceux de nostre Ville de Paris, nous desirons que vous luy montriez le chemin de l'hon- neur que nous entendons estre fait à nostre cousin, au moyen dequoy nous vous prions de tenir la main à ce qu'il luy soit rendu pareil à celui qu'ont reçu les autres Legats du temps des Roys nos Pré- decesseurs, & escrivons présentement à Messire Pomponne de Bellievre, Conseiller en nostre Conseil d'Estat, qu'il aye à demeurer à Paris pour y donner ordre, vous priant luy adjoindre sur ce parcella foy qu'à nous-mesmes. Donné à Abbeville ce troisieme jour de Juillet mil cinq cens quatre-vingt seize. Signé, HENRY. Et plus bas, DE NEUVILLE, & cacheté du cachet des armes de France. Et sur la subscription d'elle est écrit : A nos amez &

seux les gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris.

Et dit, qu'il a charge de sa part de représenter à la compagnie le regret qu'il a de ce que le Legat a tant avancé son voyage, que le Roy empesché, comme chacun sçait, sur la frontière, a été comme surpris, de lre le recevoir, & témoigner le contentement qu'il en a, & que la Cour première compagnie de son Royaume le recoive de sa part comme elle a accoustumé ; voire s'il y a quelque chose de plus, le trouvera bon, pour donner plus de contentement au Pape & au saint Siege, ayant trop éprouvé combien la destination avoit apporté de préjudice à son Royaume, & de lre qu'il la verification de ses facultez ne soit apporté aucune chose qui donne d'aplaie au saint siege, qui envoie un Prélat bien affectionné à la France, qu'il a beaucoup aidé à la reconciliation, espere être l'Ange de paix & confident, comme il importe au Roy conferver & acquiesce des amis, & le préjudice qu'il recevrait si le Pape estoit offensé de ce qui s'en fait.

A quoy luy a été répondu par Monsieur le premier Président, que la Cour reçoit avec respect & submission accoustumée le commandement du Roy, aurait regret qu'il y eût omission des ceremonies, plutôt y adjoindroit, ne doutant point du fait de cette Legation, & que les formes ac-

coutumes sont certaines par les Registres, départir Meilleurs les Présidens & Conseillers de toutes les Chambres qui sont le faillir hors la Ville. Ce qui luy est dû dépend de celui qui a la charge de porter la parole, selon qu'il le juge être à

propos. Quant aux Bulles, les ayant veues, y apportera toute la moderation qu'elle jugera, sans l'autorité du Roy, droits du Royaume, & libertez de l'Eglise Gallicane.

Du Vendredi dix-neufième Juillet 1596.

Ce jour le Procureur General du Roy a présenté à la Cour les Lettres closes du Roy sur les Bulles du Legat, & dit, que cela procede de ce que ledit Legat a pu avoir avis des conclusions qui ne vont à l'approbation du Concile de Trente, le Roy desire qu'il aye contentement : mais l'on

peut faire l'un & l'autre, que les restrictions demeurent au Registre, & l'Arrest soit pur & simple, comme il a été fait antresfois. Et à l'instant toutes les Chambres ont été assemblées, & lesdites facultez veues & deliberées. Enfant la teneur desdites Lettres.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & faire, nous vous avons cy-devant fait entendre combien nous desirons qu'il soit par vous procédé en toute diligence à la verification des facultez octroyées par nostre saint Pere à nostre très-cher & très-ami cousin le Cardinal de Florence. Et d'autant que nous désirons de luy donner en brief audience, desirant auparavant que de luy soit porté le respect & honneur que nous vous mandons, & très-expressement enjoignons, que toutes autres choses laissées, vous vacquez à ladite verification. Voulons & entendons, comme nous sommes bien advertis que nostre cousin est venu en ce royaume, avec une très-bonne & sincere volonté, d'ayder & s'employer pour le bien d'iceluy, qu'il connoisse que en toutes choses il luy soit porté le respect & honneur que merite la dignité qu'il soutient, representant la personne de nostre saint Pere, auquel nous reconnoissons être très-obligés. Donné à Monceaux le dix-septième jour de Juillet mil cinq cens quatre-vingt seize. *Signé, HANRY, & plus bas,*

FORGET.

Pour aller audevant du Legat ont été députés Monsieur le premier president, Monsieur le President Poitiers, Meilleurs de Fleury, E. Molé, J. Courin, P. Baugn, J. Scaeton, G. Binard, P. Jabon, J. Billenger, J. du Tillet, & Meilleurs des Enquêtes chargés de déposer de chacune Chambre des Enquêtes quatre, pour se trouver demain creans deux heures de relevée.

Ce jour de relevée Meilleurs surnommez assemblez en la salle du Plaidoir, sont parais sur les trois heures avec leurs robes noires, & chaperons, & montez sur leurs mulles, les Hailliers marchans devant aussi montez, sont allés par la rue saint Severin & saint Jacques, hors la porte saint Jacques, à saint Jacques du Hautpas, logis du Cardinal de Florence Legat du saint Pere, lequel a fait son Envoie en cette Ville, & y ont été les solennitez gardées en la maniere accoustumée. Fait en Parlement le vingtième Juillet 1596.

Extrait des Registres de Parlement.

L. X. XIX. C E jour vers par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les Bulles de la Legation du Cardinal de Florence, & facultez déclarées en celles à luy octroyées par nostre saint Pere le Pape, ensemble les Lettres patentes du Roy y attachées, sous le contre-scel données à Abbeville le 3. de ce mois, signées HANRY, & plus bas. Par le Roy, M. NEUVILLER, & scellées du grand scel: Arrests intervenus sur autres Bulles des précédens Legats, des 11. Decembre 1501. 13. Juin 1547. 16. Decembre 1551. & 21. Juin 1558. conclusions du Procureur General du Roy. La matiere mise en deliberation.

A été arresté que lesdites Lettres & Bulles seroient lues, publiées & registrées, ouy & contentant le Procureur General du Roy, pour jurer par ledit Legat du contenu en celles, comme ont fait & usé ses Prédecesseurs Legats, conformément aux

saincts Decrets, Conciles universels, Concordes, autoritez & prerogatives du Roy, & Ordonnances, droits du Royaume, jurisdictions ordinaires, Arrests de ladite Cour, libertez & immunitiez de l'Eglise Gallicane, & privileges des Universitez à la charge qu'il ne pourra exccuter sa Legation en ce Royaume, que tant qu'il plaira au Roy, & qu'à son plaisir il laissera es mains de celui qui luy sera nommé les registres des expéditions faites d'ancien par la Legation, dont il sera tenu baillier Lettres au Roy en la forme & maniere accoustumée, autrement l'on n'aura aucun égard aux expéditions qu'il aura faites; le tout sans approbation du Concile de Trente mentionné esdites Bulles, à la fin desquelles sera le present Arrest inferé, à ce qu'il soit notoire à tous. Fait en Parlement le 19. Juillet 1596. *Signé V O I S I N.*

Extrait des Registres de Parlement.

Ce jour M. Louys Servin Advocat du Roy, a dit, qu'il fut hier mandé trois & quatre fois par ledit Seigneur, qui luy demanda si les facultez du Cardinal de Florence Legat de nostre saint Pere le Pape avoient été vernies, & ce que la Cour avoit arresté. Sur quoy ledit Servin luy avoit fait

entendre que la Cour par sa deliberation avoit témoigné sa devotion & fidelité pour la maintenance des droits, franchises, & libertez de l'Eglise Gallicane, dignité, autorité & prerogatives dudit Seigneur Roy, ses Magistrats & jurisdiction, Edits, Ordonnances Regnans, Arrests de la Cour,

F f

conformément aux modifications contenues aux anciens Registres sur les facultés des autres Legats du Pape, sans approbation du Concile de Trente mentionné ci facultés dudit Legat, & qu'à l'occasion de ce qu'aucunes des modifications faites sur les facultés d'autres Legats, même sur celles du Cardinal Urbin, avoient esté subordonnées au Gréffe de la Cour, auroit ordonné que celles qui estoient arrêtées sur la Bulle dudit Cardinal de Florence de présent Legat, nonobstant la déclaration de n'approuver le Concile de Trente, feroient leues, publiées & registrées, & après imprimées, comme étant chose importante à l'estat de l'Eglise Gallicane, audit Seigneur Roy, & à son Royaume, en quoy il avoit esté très digne & fidèlement servy.

Sur ce ledit Seigneur Roy luy auroit dit, qu'il loist grandement la fidélité de sa Cour, & l'affection qu'elle avoit montrée en cette affaire pour luy conserver son autorité, & les libertés de l'Eglise Gallicane, mais que ses modifications étant publiées & imprimées, même ces mots, *sans approbation du Concile de Trente*, pourroient faire préjudice à ses affaires, & pourtant luy auroit très-expressément commandé représenter à la Cour ce qui estoit de son intention en ce regard particulièrement, qu'il se ressentiroit grandement obligé au Pape, aussi étoit il au Legat, duquel il avoit reçu de très bons offices hors le Royaume & dedans, devoit à cette cause luy rendre tout le contentement qu'il luy seroit possible, & avoir très-bien ses affaires, & connoître mieux que personne son Royaume, ce qui luy estoit nécessaire pour le bien de son Eglise, ne vouloir rompre l'alliance d'entre le saint Siège Apostolique & la Couronne de France, sachant de quel préjudice cela seroit, ce que tous les bons serviteurs devoient considérer.

Qu'il avoit veu le Legat duquel il estoit fort satisfait, ayant reconnu que ses intentions estoient très-bonnes, qu'il venoit pour luy & pour le bien du Royaume, & qu'étant venu pour nous il falloit qu'il demeurât, & s'en retournât bien satisfait des traitements qui luy feroient faits en France.

Que si les modifications de la Cour, signamment la protestation & déclaration de n'approuver le Concile de Trente, estoient publiées & imprimées, le Legat n'enfermeroit point de ses facultés: qu'il publieoient par tout le Legat avoit esté mal reçu: avoit allégué iceluy Legat n'estre venu en France pour y rien innover, & si l'on publioit une protestation de n'approuver le Concile de Trente, quand il seroit à Rome n'auroit plus de moyen d'y rien faire pour ledit Seigneur, pour avoir souffert telle publication.

Que l'honneur de la France, & l'estat de l'Eglise Gallicane seroit conservé en son entier quand nous aurions l'effect, ce qui seroit aussi bien par un Registre secret, contenant les modifications & déclarations arrêtées par la Cour, comme par une publication & impression: qu'il ne vouloit pas qu'il en fust usé de telle sorte, & sur ce auroit ledit Seigneur appelé près de luy les sieurs de Bellevue, de Schonberg & Sancy, auxquels il auroit commandé faire entendre à luy Servin, ce qu'ils auroient veu par les Lettres de l'Evesque de Torcello, ce qu'ils auroient fait & montré audit Servin.

Que ledit Evesque redemandoit ses facultés pour les rendre au Legat, lequel avoit déclaré que usant de ces façons en son endroit, il se desistait

de la vérification qu'il avoit demandée de ses facultés, & estoit prêt de s'en retourner.

Davantage le sieur de Bellevue avoit en la présence du Roy, dit à luy Servin, que le Roy jugeroit n'estre à propos d'enlever maintenant dans cette contention, n'estant pas question si le Concile de Trente seroit approuvé ou non. Et si bien il en estoit fait mention aux facultés en plusieurs endroits, ce n'estoit qu'à la diminution & restitution du pouvoir du Legat, ainsi que l'Evesque l'avoit dit en particulier à plusieurs serviteurs du Roy, mêmes à luy Servin. Auroit ledit de Bellevue adjouté qu'en plusieurs Bulles estoient mis ces mots, *secundum formam Concilii Tridentini*; Quodcilles Bulles avoient lieu en France, & néanmoins pour ce la le Concile n'estoit approuvé, & que mal Concile ne peut estre reçu en France, sinon avec les solennitez accoustumées: Que sous ces mots, *sans préjudice des Libertez de l'Eglise Gallicane, & des droits de la Couronne*, le Concile qui n'a été recelé est compris; & quand il seroit question de parler de l'approbation d'iceluy Concile de Trente, de venir luy Servin & ses Collègues en disoient leurs opinions, & seroit lors temps d'en parler.

A ce propos luy auroit ledit Servin répondu, qu'étant fait mention du Concile de Trente par les facultés d'un Legat, le sujet s'en estoit pectifié d'en parler avec raison, ce que le Procureur General & luy avoient ouvert par leurs conclusions, & la Cour l'avoit trouvé bon, n'estant aucun Concile tenu pour Concile en France, s'il n'est approuvé par toute l'Eglise Gallicane, & verifié en la Cour, & ne se trouveroit qu'aucunes Bulles fassent mention du Concile de Trente, & pourtant pouvoit de procéder selon la forme d'iceluy, fussent exécutées en ce Royaume, cela ne se pouvant faire légitimement; & si ledit Concile estoit mentionné en la cédula pour restreindre le pouvoir du Legat, c'estoit faire pour luy de prosulter & déclarer en ordonnant la vérification de ses facultés, ce que seroit sans approuver le Concile de Trente: Mais si le Roy estoit qu'il fust du bien de son service, que la déclaration portant ces mots, *sans approbation du Concile de Trente*, ne fust publiée ny imprimée, il seroit entendre à la Cour ce que ledit Seigneur luy avoit commandé de luy représenter, dequoy derochet & par plusieurs fois luy auroit ledit Seigneur retenu le commandement, adjoutant que comme il tenoit la Cour de Parlement pleuse de son autorité, & des droits & libertés de l'Eglise Gallicane, Edits & Ordonnances Royaux, il ne l'estoit moins, comme en ayant le principal intérêt.

Pendant ledit Servin avec le Procureur General, a supplié la Cour adviser & pourvoir par sa prudence, à ce que le Roy soit utilement servy, les droits de l'Eglise Gallicane, du Roy & du Royaume conservés par le Registre qu'elle peut ordonner estre fait.

Sur ce les Grande Chambre & Tournelle assemblées, Monsieur le premier Président a fait entendre à la Compagnie la remembrance des Gens du Roy, & de que ce matin il avoit reçu un commandement semblable de la part du Roy, & les sieurs Evesque de Torcello & Ruellay envoyés par le Legat, luy ont dit, que si la Cour jugeroit nécessaire prononcer en public, *sans approbation du Concile de Trente*, la prient luy faire tendre ses Lettres & facultés, dont il ne vouloit user, se contentant demeurer près du Roy, comme Legat de nostre S. Pere, qui ne pourroit approuver qu'il eust usé de ces facultés avec cette clause ainsi publiée.

La matiere mise en délibération, a esté arresté, que les Chambres seront assemblées pour en ordonner : Et à l'insiant toutes les Chambres assemblées, ledit Servin, avec le Procureur General du Roy ont retiré le fusille commandement du Roy & remontrances, & au semblable Monsieur le premier President fait entendre ce qui luy a esté dit.

Sur ce la matiere mise en délibération, a esté arresté du très-exprès commandement du Roy, eu

égard à l'estat de ses affaires, que l'Arrest intervenu le jour d'hier sur lesdites Lettres & Bulles ny sera inseré, & y sera seulement mis, leuës, publiées & registrées, ouy & consentant le Procureur General du Roy, aux charges & modifications contenues au Registre, qui demeurera en la forme ordonnée par ladite Cour. Fait en Parlement le vingtième Juillet mil cinq cens quatre-vingts seize. *Signé*, VOYRIN.

Extrait des Registres de Parlement.

XXX. **C**E jour après que la lecture a esté faite judiciairement des Lettres Patentes du Roy, du 3. de ce mois, sur les facultez du Cardinal de Florence Legat en France, ensemble desdites facultez attachées sous le contre-seel, & que Servin pour le Procureur General du Roy a dit :

Que le Roy & ses Sujets ont très-grande occasion de louer Dieu, & le remercier de ce qu'il a pleu à sa bonté renouer l'estroite alliance, & renouveler la juste amitié paternelle & filiale que les saints Peres & le saint Siege Apostolique ont eu de tout temps avec les Rois & la Couronne de France : estant très-certain ce que sous le Regne de Philippe Auguste, Innocent III. très grand & très-sage Pape, a écrit en une sienne Epistre decretale, *Archiepiscopis & Episcopis per Franciam constitutis, Regni Francorum exaltationem, Sedis Apostolica sublimationem esse*, à raison de quoy ce bon Pape disoit aymer le Roy son très-cher fils en Christ d'un cœur pur, d'une bonne conscience, & d'une foy sans feinte, aspirant à son honneur, profit & accroissement, qui estoit le vray moyen de maintenir, voire augmenter la dignité Pontificale. Et de vray l'establisement de la prospérité de nos Roys, & de ce Royaume, a toujours esté

l'affermissement de la Religion, & l'ornement de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine.

Ores doncques, puis que nostre saint Pere Clement VIII. seant à present en cet auguste & saint Siege Apostolique s'est monstré vray Pere des Chrestiens, en cette saison agitée de troubles & divisions, & que témoignant sa bienveillance paternelle envers nostre Roy très-Chrestien Fils aisé de l'Eglise, il a envoyé son Legat en ce Royaume, personnage insigne en pieté, illu d'une très-illustre Maison de Princes alliez de cette Couronne, & affectionné à la France, (comme avoient acoustumé de faire les saints Peres ses prédécesseurs) & ce pour le bien general de cet Estat : il est aussi raisonnable que de nostre part nous le recevions avec tout l'honneur & reverence que les dévotieux François ont apporté en telles occurrences, suivant l'exemple de lesquels ont baillé leurs conclusions par écrit sur les facultez selon les formes accoustumées, auxquelles ils persistent.

La Cour a ordonné & ordonne que sur le reply des Lettres & facultez sera mis, leuës, publiées & registrées, ouy & consentant le Procureur General du Roy, aux charges du Registre. Fait en Parlement le 26. jour de Juillet 1596. *Signé*, VOYRIN.

Du Lundy vingt-unième Aoust 1598.

Ce jour la Cour ayant entendu que le Cardinal de Florence Legat en France, se retiroit devers sa Sainteté, & ordonné & ordonne que suivant l'Arrest du 19. Juillet 1597. il mettra les Registres

des Expéditions par luy faites pendant la Legation, pardevers M. Jacques Brisard Conseiller en icelle, qu'elle a commis pour la garde d'icelle.

Advis de Messieurs les Gens du Roy du Parlement de Paris, sur la Bulle de la Legation du Pape Gregoire XIV. accordée au Cardinal de Lorraine. 1604.

XXXI. **L**ES Advocats & Procureur General du Roy, qui ont eu communication, de la copie de la Bulle de Legation accordée par le Pape Gregoire XIV. au Seigneur Cardinal de Lorraine dès l'an mil cinq cens quatre-vingts onze au mois de Juillet.

Sont d'avis sous le bon plaisir de sa Majesté, qu'elle ne doit permettre aucunement l'exécution de ladite Bulle au Duché de Bar, qui est des dépendances du Royaume, ensemble es villes & territoires de Metz, Toul & Verdun, qui sont sous la protection de la Couronne, & de son ancien Domaine.

Premierement, il faut considerer le temps auquel ladite Bulle a esté decernée, à sçavoir en l'an mil cinq cens quatre-vingts onze, pendant la plus

grande ardeur de la guerre : par qui, & à qui ; à sçavoir par le Pape Gregoire XIV. lequel piecque en mesme temps envoya des forces contre le Roy, & en est l'exécution commise à un Prince lequel avec toute sa famille estoit engagé en cette guerre contre sa Majesté ; De sorte qu'il paroist assez clairement par ces trois points, que la fin de l'expédition de ladite Bulle n'estoit que pour traverser les affaires de sa Majesté. Or la guerre estant cessée, il est raisonnable que tous les instrumens dont l'on s'est servy pendant & pour icelle, soient entièrement rejettés.

En second lieu, le Seigneur Cardinal de Lorraine n'a gardé la forme observée de tout temps par ceux qui ont exercé la Legation en France, ou partie d'icelle forme, qui est essentielle comme en-

tièrement attachée à l'autorité du Roy, droitz du Royaume, franchises, libertez de l'Eglise Gallicane, qui est que les Legats ne peuvent user de leurs facultez, sans avoir obtenu congé du Roy, qui octroye à cet effet ses Lettres Patentes, lesquelles sont venües en la Cour de Parlement, laquelle les mediere & rescriue conformément auxdits droitz, droitz & libertez. Contre cette ancienne forme, le Cardinal Baluz faisoit en l'an mil quatre cens quatre-vingt-quatre acte de Legat sans congé ny permission du Roy, la Cour de Parlement, à la requeste du Procureur General qui estoit lors, déclara commission pour informer contre luy, & luy fit inhibitions & défenses de plus user d'icelles facultez à dont on peut juger, si ce que fit ledit sieur Cardinal en ce qui est du Roy, ne fust avoir rendu ce respect au Roy, est allégué comme en la continuation de son encreinte, & si on veut dire que le principal exercice de cette Legation est dans le Duché de Lorraine, d'istat de la souveraineté de France, toutefois puisque les facultez portées par ladite Bulle s'étendent jusques à ce qu'il est de ce Royaume & Pays de l'obéissance du Roy, la forme doit estre observée semblable à celle qui se pratique quand les Legats font directement envoiez au Roy & Royaume, ne plus ne moins que le Legat d'Avignon & de Venise, est tenu auparavant qu'user de ses facultez & Pays de l'obéissance & souveraineté du Roy, de rendre la même submission & respect sous la charge de laquelle sont les facultez, & celles de ses Vice-Legats, venües à Cours de Parlement de Thoulouse, de Provence, & de Dauphiné respectivement, pource que est de leurs ressorts.

En troisième lieu, il y a plusieurs points glissez dans la Bulle, par lesquels est fait grand préjudice à l'autorité du Roy, droitz du Royaume, & franchises de l'Eglise Gallicane, en premier lieu, en ce que les Citez de Metz, Toul & Verdun, ensemble le Duché de Bar, sont confondus ensemble avec le Duché de Lorraine, comme si nous ensemble appartenant au Seigneur Duc de Lorraine, & même comme s'il tenoit & possédoit en même sorte la Lorraine & Duché de Bar.

Puisqu'il luy est permis d'exercer la Legation par aulx, & ce sans aucune permission du Roy, chose totalement contraire à l'ancienne usage, qui porte que le Legat ne peut subdéléguer pour l'exercice de sa Legation, sans le consentement expès du Roy, sans lequel il est tenu d'exercer lui-même son pouvoir tant qu'il dure.

En quatrième lieu, la visitation, recherche, Jurisdiction sur les Eglises Cathedrales & Paroissiales, & autres Eglises, comme aussi Monastieres tant d'hommes que de femmes, Prévôtés, Prieures & lieux seculiers & réguliers de quelque Ordre qu'ils soient, même des Meuniers, ensemble des Hospitiaux, luy est attribuée; au moyen dequoy il a connoissance des causes Ecclesiastiques en première instance, & luy est loisible d'exercer Jurisdiction sur les Sujets du Roy, & demeurans en son Royaume, pays, terres & seigneuries aux anciennes maximes tenues en France, laquelle n'a reconnu cette Jurisdiction appartenir au Pape, voire pour le regard des Corps & Colleges qui sont immédiatement sujets au saint Siege Apostolique, si ce n'est pour le regard de la subdélégation des Juges, *in paribus* la Jurisdiction aussi sur les Hospitiaux portez par ladite Bulle ne luy appor-

nir, la plupart des Administrateurs estans laiz ne peuvent estre aucunement assujettis à la Jurisdiction Ecclesiastique.

A laquelle n'appartient aussi la recherche & punition des Hérétiques, sans seulement la déclaration de l'Inquisition & inquisition en l'article VII. d'icelles Bulles, le pouvoir est donné audit Seigneur Cardinal, de proceder contre les hérétiques, délinquans, hérétiques, schismatiques, rebelles, tant Ecclesiastiques, voire excommuniés, que leurs fauteurs & recepteurs de quelque dignité & condition qu'ils soient, ensemble de les chasser & punir nonobstant tout appel.

Les mots de délinquans & de rebelles s'entendent fort avant, par le moyen dequels, tant ils sont généraux, sont presque entièrement rendus les laiz justiciables de la Jurisdiction Ecclesiastique, & quant à cette recherche des hérétiques, schismatiques, elle est entièrement contraire aux Edits de pacification, dequels l'autorité s'estend par tout le Royaume, pays, terres & seigneuries de l'obéissance du Roy, & par conséquent dans icelles Villes de Metz, Toul & Verdun, comme aussi dans le Duché de Bar, ancien fief des sieurs réunis à la Couronne, & ressortissant en la Jurisdiction Royale: encore l'extension de cette recherche contre les fauteurs & recepteurs, est un piege dressé à toutes sortes de personnes, & qui par est, le pouvoir de punir est attribué nonobstant tout appelation, mot si universel qu'il comprend celle d'abus, ancien remède contre les entreprinses sur l'autorité & Jurisdiction seculière.

Le même préjudice est fait aux appellations comme d'abus en l'article VIII. par lequel s'il étoit observé, ledit Seigneur Cardinal ne feroit rien de dénier aucunement aucunes appellations. D'avantage ensuite du précédent article, pouvoir est donné à icelui Seigneur Cardinal sur les laiz pour raison desdits crimes, ensemble de connaître des causes bénéficiales, profanes, civiles, criminelles & mixtes; Et encore que cette généralité soit restreinte à celles dont la connoissance appartient à la Jurisdiction Ecclesiastique, toutesfois cette restriction estant aucunement obscure, le moyen d'entreprendre est toujours délaissé. Il falloit sur les causes bénéficiales distinguer des autres les possessions, dequelles le Juge Royal ordinaire est seul Juge, & est aisé de connaître que sous le nom des profanes & civiles, l'on a voulu entendre celles des Ecclesiastiques pour raison de leurs biens temporels, dequelles la connoissance est entièrement de la Jurisdiction ordinaire.

Au neuvième article le pouvoir est donné d'indire peines pécuniaires, qui est aussi outrepasser les bornes de la Jurisdiction Ecclesiastique.

Au vingtième article, distinction est faite pour le regard du bénéfice d'abolition entre l'hérétique & relaps, distinction qui peut apporter des conséquences perilleuses, & n'est conforme aux saints Decrets des anciens Conciles, dequels le Roy est Protecteur & Conservateur en ce Royaume.

L'institution des Comtes Palatins rapportée dans le 27. article, déroge pareillement à l'autorité du Roy, d'autant que ledits Comtes creez par le Pape ne sont reconnus en France, pour y user de leur pouvoir & privilèges, non plus que semblables que crée l'Empereur. Et quant à l'institution des Notaires Apostoliques, qui est dans le même article, & au trentième, elle doit estre restreinte aux matieres Ecclesiastiques, & entre Ecclesiastiques.

Le pouvoir de légitimer toutes sortes de baptêmes, porté par le 31. article, pour les rendre capables des successions paternelles, & toutes autres, & aussi des honneurs & dignitez seculieres, est pareillement une notable entreprise sur la puillance & autorité du Roy, auquel seul ladite légitimation appartient, pour le regard desdites successions, offices & dignitez, & ne peuvent estre dispensés par le Pape ou ses Legats, que pour estre promeus aux Ordres sacrez, & pourvus de Benefices.

Les Lettres monitoires en la forme significative, exprimées par l'article 35. elles ne sont receuës ny approuvées en France.

L'injonction qui est faite au 49. article, à ceux qui auront esté pourvus par ledit Seigneur Cardinal Legat, de Benefice dont la valeur excède vingt-quatre ducats, de demander la confirmation à Rome, & payer les droitz de la Chambre Apostolique,

est du tout contraire aux immunités du Clergé de France.

Y a pareillement plusieurs autres points concernant l'observation du Concile de Trente, qui méritent une note particulière; comme aussi plusieurs autres par lesquels le Clergé, & la Discipline Ecclesiastique sont préjudiciés, lesquels si on vouloit entrer en la verification desdites Bulles, il les faudroit plus particulièrement considérer.

Mais soit pour un si grand nombre d'abus & d'entreprises cy dessus deduits, soit pour l'entreprise même faite en l'exécution sans autorité du Roy, tiennent lesdits sous-signés, que ladite exécution ne se pout aucunement tolérer, ne ce qui en est procédé estre valable. Fait à Paris le dixième jour de Janvier mil six cens quatre. *Signé*, SERVIN, DE LA GUESLE, & MARION. Monsieur DE LA GUESLE, Rapporteur.

Extraict des Registres du Parquet.

Lettres d'attache pour faire publier & enregistrer les facultez du Cardinal de Joyeuse Legat. 1606.

LXXXII. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feux les Gens tenans nostre Court de Parlement, Salut. Nostre très-saint Père le Pape, pour honorer & tendre plus celebre le Baptesme de nostre très-cher fils le Dauphin, ayant donné la Charge de Legat à nostre très-cher & ami Cousin le Cardinal de Joyeuse, pour célébrer au nom de sa Sainteté les ceremonies & solennitez dudit Baptesme, & par même moyen luy ayant concedé les pouvoirs & facultez contenues en la Bulle qui luy a esté expedice, desirans qu'elle soit son plein & entier effet, nous vous l'envoyons cy-attachée sous le contrefeul de nostre Chancellerie, & vous mandons que vous ayez à la faire publier & enre-

gistrer en la forme accoustumée, tous autres affaires cessans de postposer, de sorte que sa Sainteté ait occasion de croire que ladite Bulle a esté recueilli de nostre part avec le respect & affection que nous voulons rendre à tout ce qui vient de ladite Sainteté, & du saint Siege; Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le troisieme jour d'Aoust l'an de grace 1606. & de nostre Regne le 18. *Signé*, HENRY. Et plus bas, par le Roy, ou NEUVILLE; & seules Lettres, publiées & registrées, ou le Procureur General du Roy, pour avoir lieu de ce jour, & en pout bien & deversment ainsi que ses predecesseurs, aux charges du Registre. A Paris en Parlement le 17. jour d'Aoust l'an 1606. *Signé*, 20 TILLET.

Arrest de verification des Bulles du Cardinal de Joyeuse.

LXXXIII. **C**E jour après avoir veu par la Court, toutes les Chambres d'icelle assemblées, les Bulles de la Legation du Cardinal de Joyeuse, & celles qui contiennent les facultez à luy octroyées, ensemble les Lettres Patentes du Roy y attachées sous le contrefeul données à Paris le troisieme du present mois d'Aoust, signées HENRY, & plus bas, par le Roy, ou NEUVILLE, & seules de cire jaune: l'Arrest intervenu sur autres Bulles du Cardinal de Florence précédent Legat, du 15. Juillet 1596. Conclusions du Procureur General.

La matiere mise en délibération, ladite Court a arresté & ordonné, que lesdites Lettres seroient lues, publiées & registrées, ouy & contenant le Procureur General du Roy, pour en jouir par ledit Legat pendant le temps contenu en icelles du jour de ladite publication, comme ont fait ses prede-

cesseurs Legats, conformément aux saints Decrets; Conciles universels, Concordats, autorité, prerogatives du Roy, Edicts, & Ordonnances Royaux, droitz du Royaume, Jurisdiction des Magistrats & Officiers d'icelles, Arrests de la Court, librez & immunités de l'Eglise Gallicane, & privileges des Universitez, tant qu'il p'ra au Roy: & que à son parlement, ou ladite Legation expirée, il laissera entre les mains de l'un des Conseillers d'icelle qui sera nommé, les Registres des Expéditions faites durant ladite Legation, dont il sera tenu bailler Lettres audit Seigneur Roy en la forme & maniere accoustumée, sans approbation du Concile de Trente, mentionné esdites Bulles, à la fin desquelles sera le present Arrest inséré, à ce qu'il soit notoire à tous. Fait en Parlement le 14. Aoust 1606.



*Lettres Patentes pour proceder à la verification des facultez du Cardinal Barbarin
Legat. 1625.*

LXXXIV. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feux Confeillers les Gens tenants nostre Cour de Parlement à Paris, Salut. L'estat present où font les affaires de la Chrestienté ayant fait pa-
ger à nostre saint Pere le Pape, que l'envoy d'un Legat vers nous seroit necessaire, pour l'esperance de plusieurs biens à l'avancement de la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine, & au general de la Chrestienté; & pour cet effet avons fu
Sainteté fait choix de la personne de nostre très-cher & amé Cousin le Cardinal Barberin son neveu, pour remplir cette charge, & satisfaire à les
bonnes intentions, nous vous envoyons cy-atra-

chées sous nostre contre-scel les Bulles de Sadite Sainteté, contenant les pouvoirs & facultez qu'elle a données à nostredit Cousin, pour l'effet dessusdit. Et vous mandons & ordonnons, que vous ayez à les faire publier & registrer en la forme accoustumée, vous surses affaires cessans & postposées, de sorte que Sadite Sainteté ait occasion de croire qu'elles ont esté reçues de nostre part, avec le respect & affection que nous voulons rendre à tout ce qui vient d'elle, & du saint Siege. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 21. jour d'Avril l'an de grace 1625. & de nostre Regne le 15. Signé, LOUIS, & plus bas, Par le Roy, ou LOMAIN. Et scellé.

*Lettres de cachet du Roy, Arrests & délibérations de la Cour, sur la
verification des facultez du Cardinal Barberin, Legat à latere de nostre
saint Pere le Pape en France, & enrôlée dudit Legat à Paris. 1625.*

Extraict des Registres de Parlement.

LXXXV. **C**E jour le Procureur General du Roy a présentée à la Cour les Let-

tres de Cachet du Roy, desquelles la tenue en-
suit.

D E P A R L E R O Y.

Nos amez & feux, nostre saint Pere le Pape ayant pour affaires importantes jugé necessaire d'envoyer vers nous le Cardinal Barberin son neveu, Legat à latere, avec les pouvoirs & facultez contenues es Bulles qu'il luy en a fait expédier, & qui nous ont esté apportées, nous vous les envoyons avec nos Lettres Patentes y attachées, & vous mandons & ordonnons, que incontinent, & nous surses affaires cessans & postposées, vous ayez à les faire lire & registrer selon les formes en tel cas accoustumées; & n'y faites faute: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 21. Avril 1625. Signé, LOUIS, & plus bas, ou LOMAIN.

A l'instant, toutes les Chambres assemblées, la Cour a délibéré sur les Bulles du Cardinal Barberin, & facultez déclarées en icelles à luy octroyées par nostre saint Pere le Pape: ensemble sur les Lettres Patentes attachées sous le contre-scel, données à Paris le 21. Avril 1625. Signé, LOUIS, & plus bas, ou LOMAIN, & scellées. Et a esté arresté: qu'elle ne peut proceder à la verification desdites Bulles & facultez, qu'elles n'ayent esté reformées, pour autant que ledit Seigneur n'est qualifié que Roy de France, & non Roy de Navarre. Fait en Parlement le sixième May mil six cents vingt-cinq.

Extraict des Registres de Parlement.

Ce jour Monsieur le premier President a dit à la Cour, que le Roy le manda le sixième May dernier sur les cinq heures du soir, avec les Gens du Roy, & le furent trouver au Louvre, où ils trouverent ledit Seigneur qui luy dit, qu'il avoit reçu les difficultés que la Cour avoit faites en la verification des Bulles du Pape, & facultez du Cardinal Barberin.

La premiere, que la Cour ne vouloit approuver le Concile de Trente, & avoir esté arresté qu'il seroit mis au pied desdites Bulles & facultez (*sans approuver audit Concile*), pour autant qu'il étoit obligé à nostre saint Pere, vouloit que ledit arresté fust mis sur le Registre, & non au pied desdites Bulles, comme il a esté fait es années mil cinq cents quatre-vingt seize, & mil six cents six. Et outre, faisoit ladite Cour difficulté de verser

lesdites facultez, pour l'obmission qui avoit esté faite de la qualité de Roy de Navarre.

Qu'il s'avoit bon gré à ladite Cour de vouloir conserver les droitz; avoir mandé le Nonce, auquel il avoit fait plainte de ladite obmission, lequel s'étoit obligé que le Pape enverroient un Bref, par lequel la Sainteté déclareroit n'avoir entendu par ladite obmission préjudicier au Roy, & que l'obmission avoit esté faite par inadvertence.

A l'instant, les Gens du Roy ont apporté à ladite Cour les Lettres de cachet du Roy concernant lesdites Bulles, & dit qu'ils persistent en leurs conclusions baillées par écrit: & lecture a esté faite desdites Lettres, desquelles la tenue c'es-
tuit.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feaux, ayant entendu par le fleur de Verdun premier Président en nostre Cour de Parlement, les difficultés par vous faites à l'enregistrement des Bulles, pouvoirs, & facultés de nostre très-cher & bien aimé Cousin le Cardinal Barberin, neveu de Legat à l'aveu de nostre saint Père le Pape en ce Royaume, sur ce que par icelles Bulles la Sainteté ne nous qualifie que Roy de France, & non Roy de Navarre, que nous sommes : nous ne pouvons que louer en cela vostre soin & affection à la conservation de ce qui nous est dû & appartient. Ce qu'ayant aussi fait entendre au Nonce de ladite Sainteté, il a bien reconnu que c'est une obmission qui nous seroit préjudiciable, & nous a assurés de nous y faire donner toute satisfaction & contentement. A ces causes, nous vous mandons & ordonnons, que dorénavant

ladite obmission, & vos difficultés sur icelle, vous ayez à passer outre audit enregistrement, aux restrictions & modifications touchées qui furent par vous faites à l'enregistrement de pareilles Bulles, pouvoirs, & facultés données en l'année mil cinq cents quatre-vingts seize au feu Cardinal de Florence, lors aussi Legat en France, si o'y faire faites. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le huitième May mil six cents vingt-cinq. *Signé, LOUIS, & plus bas, DE LOMÈNE.*

Ladite Cour, toutes les Chambres assemblées, a arrêté, qu'elle ne peut procéder à la vérification desdites Bulles qu'elle n'aye été réformée, & que par icelles le Roy soit qualifié Roy de France & de Navarre. Fait en Parlement le huitième May 1625.

Extraits des Registres de Parlement.

Ce jour la Cour, toutes les Chambres assemblées, après avoir vu les Bulles du Cardinal Barberin, & facultés déclarées en icelles, à luy octroyées par nostre saint Père le Pape : ensemble les Lettres Patentes attachées sous le contre-scel, données à Paris le vingt-neufième Avril dernier, signées, LOUIS, & plus bas, Par le Roy, et LOMÈNE, seules du grand scel de cire jaune, par lesquelles ledit Seigneur mande à la Cour faire publier & registrer lesdites Lettres : Arrêts intervenus sur autres Bulles des précédents Legats des onzième Décembre mil cinq cents un, vingtroisième Juin mil cinq cents quarante-sept, deuxième Décembre mil cinq cents cinquante-un, vingdeuxième Juin mil cinq cents cinquante-six, dix-neufième Juillet mil cinq cents quatre-vingts seize, & quatorzième Août mil six cents six : autres Lettres Patentes du Roy du neuvième du présent mois de May, par lesquelles ledit Seigneur mande à ladite Cour, faire registrer lesdites Bulles & facultés, sur restrictions & modifications faites en ladite année mil cinq cents quatre-vingts seize, sur les facultés du Cardinal de Florence, lesquelles restrictions ledit Seigneur vouloit être seulement mises sur le Registre de ladite Cour, nonobstant tous refus pour l'obmission des qualités de Roy de Navarre, attendu que le Nonce du Pape avoit assuré ledit Seigneur, que cette obmission avoit été faite par inadvertence, & avoit promis fournir un Bref du Pape le plus tost que faire se pourroit, par lequel ledit Seigneur demoureroit entièrement satisfait. Conclusions du Procureur General du Roy, la manière mise en délibération.

Ladite Cour, du très-express commandement du Roy, plusieurs fois réitéré, a arrêté & ordonné, que lesdites Lettres des vingt-neufième Avril & neuvième May derniers, Bulles & facultés, se-

ront lues, publiées, & registrées, oüy & consentant le Procureur General du Roy, pour jouir par ledit Legat du contenu en icelles, comme en ont jouy & usé les précédents Legats, suivant les modifications & restrictions contenues en susdits Arrêts, conformément aux saints Decrets, Conciles universels, autorités, prérogatives du Roy, Edicts, & Ordonnances, d'icelles du Royaume, Jurisdiction des Magistrats, Arrêts de ladite Cour, libertés & immunités de l'Eglise Gallicane, & privilèges des Universités, tant qu'il para au Roy : & qu'à son parlement, ou ladite Legation expirée, il mettra en mains de l'un des Conseillers d'icelle qui luy sera nommé, le Registre des expéditions faites pendant ladite Legation : & de tout ce que dessus, sera tenu bailler Lettres au Roy en la forme & manière accoustumée, autrement ladite Cour n'aura aucun égard aux Expéditions qu'il aura faites ; le tout sans approbation du Concile de Trente, mentionné esdites Bulles.

A été arrêté du très-express commandement du Roy, plusieurs fois réitéré, & suivant les Lettres Patentes du neuvième de ce mois, que les mots, *sans approbation du Concile de Trente*, seront mis au Registre secret de ladite Cour, & non au pied desdites Bulles ; & qu'en prononçant l'Arrêt Monsieur le premier Président dira aux Advocats, *sans approbation du Concile de Trente*. A aussi été arrêté que lesdites Bulles ont été vérifiées, à la charge que le Nonce du Pape sera tenu fournir dans six semaines audit Seigneur Roy un Bref de la Sainteté, portant que l'obmission faite esdites Bulles & facultés de la qualité de Roy de Navarre, a été par inadvertence ; & jusques à ce que ledit Bref aye été apporté, lesdites Bulles & facultés seront retenues, & ne sera l'Arrêt de vérification d'icelles délivré. Fait en Parlement le 13. May 1625.

Extraits des Registres de Parlement.

Ce jour les Gens du Roy ont apporté à la Cour les Lettres de cachet du Roy, desquelles la re-

nue ensuit.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feaux, vous avez déjà entendu que nostre saint Père le Pape, pour affaires très-importantes à la Charité, a jôgé nécessaire de nous

envoyer pour son Legat à l'aveu en ce Royaume nostre très-cher & bien aimé cousin le Cardinal Barberin son neveu : lequel doit arriver bien tost

en cette nostre bonne ville, & desirant qu'il y soit receu comme envoyé de sa Sainteté, à laquelle & au saint Siege nous voulons rendre le même respect & affection, que les Roys nos prédecesseurs ont fait en pareils cas, & que nos Compagnies souveraines y contribuent ce qu'elles ont accoustumé. A ces causes nous vous mandons & ordonnons, que vous ayez à députer ceux qu'advisez d'entre vous, pour satisfaire à ce devoir, & se trouver le jour qu'il arrivera au lieu accoustumé pour telles receptions, afin qu'il ne soit rien omis envers nostre dit Cousin le Cardinal Barberin, de ce qui a esté cy-devant fait envers les autres Legats: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le douzième May mil six cens vingt-cinq, *Signé*, LOUIS, & plus bas, DE LOMÉNIE.

A l'instant, ont esté députez pour satisfaire à icelles, Monsieur le premier President, & Mon-

sieur le President de Hacqueville, Messieurs Delaundes, Sanguin, Palluau, le Maître, Bouchet, de Ricouart, de Fortia, N. le Clerc, Pinon, & Durant, Conseillers en icelle. Et a esté ladite Lettre portée aux Chambres des Enquetes par Monsieur de Fortia, pour députer quatre de Messieurs de chacune Chambre, & par le Commis du Greffier aux Requestes du Palais, pour députer de chacune des Requestes deux de Messieurs, & eux trouver le Mercredi vingt-unième du present mois, une heure de relevée, en la Grande Chambre du Plaidoyé, pour du Palais se transporter en carrosses en la maison de Maître Nicolas le Clerc, Conseiller en icelle, sise au fauxbourg saint Jacques, & de ladite maison aller à pied à saint Jacques du Haut-Pas l'autre ledit sieur Legat. Fait en Parlement le 14. May 1625.

Extraits des Registres de Parlement.

Ce jour Messieurs dessus nommez assembles en la Grande Chambre du Plaidoyé, suivant la délibération du quatorzième du present mois, sont partis du Palais sur les deux heures de relevée, vêtus de leurs robes & chaperons noirs, sont montez en carrosses, assistez des Archers de la Ville, ont passé par la rue de la draperie, & de là en la rue saint Jacques, & se sont rendus en la maison de saint André, sise au fauxbourg saint Jacques, appartenante à Maître Nicolas le Clerc Conseiller en ladite Cour, où estans auroient envoyé vers le sieur de Saint Chaumont, eslably Grand Maître pour la reception du Cardinal Barberin, Legat à Latere, envoyé par nostre saint Pere le Pape, pour sçavoir l'heure de sa commodité: & ayant eu ré-

pense, feroient de ladite maison de saint André aller à pied à saint Jacques du Haut-Pas, où estoit ledit sieur Legat, les Huissiers de service & le premier Huissier devant eux, ledits Archers de la Ville à leurs costez, où estans ledit Legat leur auroit donné sa benediction, & se feroit aliss: Monsieur le premier President s'approchant auroit fait sa harangue de la part du Parlement en Latin, à laquelle ledit Legat auroit fait sa réponse en même Langue, & estoient tant ledit Legat que Messieurs, pendant ces complimens nués testes. Ce fait se feroient mesdits sieurs retirez en ladite maison de saint André, où estans montez en leurs carrosses, se feroient retirez en leurs maisons. Fait en Parlement le 27. May 1625.

Procès verbal du Lieutenant General de Lyon, touchant les Registres de la Legation du Cardinal Barberin. 1625.

LXXXVI. **H**UMBERT de Chaponay sieur de l'Isle, Conseiller du Roy, Lieutenant General en la Seneschaulsee & Siege Presidial de Lyon. Sçavoir faisons que ce jourd'huy Dimanche cinquième d'Octobre mil six cens vingt-cinq, est comparu pardevant nous en nostre Hostel Maître Barthelemy Puger, Procureur du Roy audit Siege & Seneschaulsee, Substitut de Monsieur le Procureur General de sa Majesté, qui nous a dit, qu'il a ordre de mondit sieur le Procureur General de nous remonstrer, que les Legats envoyez du Pape en ce Royaume, par un usage observé de tout temps, & par la verification de leurs Bulles au Parlement, sont obligez de laisser lors qu'ils forrent de France, les Registres des Expéditions qui ont esté faites tandis que leur Legation a duré, & ensemble les sceaux dont ils se sont aydez: à quoy neantmoins Monsieur le Legat estant de present en ce Royaume n'a satisfait avant son départ, mesme qu'il est déjà sur le point de sortir du ressort du Parlement, où la verification a accoustumé d'estre faite sous cette condition.

Requiert, attendu qu'il s'agit de l'autorité du Roy, & de son Parlement, ensemble du bien & soulagement de ses Sujets, qu'il nous plaist nous porter aux lieux où besoin sera en cette Ville de Lyon, où mondit Seigneur le Legat est à present, Monsieur son Dataire & autres Officiers, pour faire que les sceaux dudit sieur Legat, & encore

les Registres des Expéditions faites durant le temps de sa Legation, seront arrestez, & toutes personnes qui en sont faictes contraintes par les voyes deus & raisonnables, s'il y echeoit, pour ce faire estre pourveu ainsi qu'il appartiendra, & passé outre nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelle, attendu le fait dont il s'agit.

Sur laquelle requisition nous nous sommes portez avec ledit sieur Procureur du Roy, & nostre Greffier, au logis où est l'enjeigne des trois Rois, rue de Flandres en cette Ville de Lyon, où estans avons trouvé Reverend Jacques Durand, Abbreviateur de mondit sieur le Legat, auquel injonction a esté faite à la requeste de mondit sieur le Procureur General, de nous représenter ledits Sceaux & Registres, pour estre par nous ledits Registres paraphrez, le tout envoyer à mondit sieur le Procureur General, & autrement procedé ainsi qu'il appartiendra.

Lequel sieur Durand Abbreviateur a dit & répondu, que seulement le jour d'hier mondit sieur le Legat & sa suite arriva en cette Ville, où les coffres & hardes ne sont encors arrivez, parmi lesquels sont les Registres demandez, n'a à present autre chose que quelques feuilles desdits Registres des dernières Expéditions, qui luy font nécessaires pour délivrer quelques Expéditions restantes à faire: offre de nous représenter le tout demain, dans lequel

quel temps il estime que le tout sera arrivé, pour en faire la délivrance ainsi que de raison. N'a en sa puissance le Sceau dudit sieur Legat, lequel est au pouvoir de Monsieur le Dataire, qu'il tiendra ad-very de la sùldite requisition : remontre neantmoins que le Sceau de mondit sieur le Legat n'est pas seulement pour la Legation au Royaume de France, mais general, estant mondit sieur Legat non seulement en France, mais en Espagne, & autres Royaumes, & partant qu'il n'y a lieu de le délaisser en France; lequel Sceau toutesfois sera apposé à la fin des Registres qui nous seront representez, pour éviter au changement ou alteration desdits Registres. Et nous a ledit Sr Durand au mesme instant representé le nombre de dix cahiers de suppliques, intitulez au premier feüillet, *Registrum supplicationum in Legatione Illustrissimi Domini Francisci S. R. E. Cardinalis Barberini, sanctæ Sedis Apostolicæ de latere Legati expeditarum*, contenant en tout cent nonante-cinq feüillettes écrites; & encore nous a ledit sieur Durand Abbreviateur representé cinq cahiers de Bulles, intitulez au premier feüillet, *Registrum Bullarum in Legatione Illustrissimi Domini Francisci Cardinalis Barberini, sanctæ Sedis Apostolicæ de latere Legati expeditarum*, contenant en tout nonante-cinq feüillettes écrites, lesquels Registres il offre de joindre aux autres qu'il n'a en son pouvoir, les faire relier & mettre en forme, pour en faire la délivrance ledit jour de demain, comme il a dit, sous le bon plaisir de mondit sieur le Legat : & sont lesdits cahiers demeurez au pouvoir dudit sieur Durand Abbreviateur, pour les raisons sùldites, & pour délivrer les Expéditions restantes à faire : lequel a promis satisfaire à ce que dessus, se rendant dépositaire de Justice desdits cahiers, & a fait toutes obligations, submissions, & renonciations en tel cas requises : dont de tout nous avons fait & dressé le present procès verbal, & a ledit sieur Durand signé, avec ledit sieur Procureur du Roy. Jacques Durand, Puget Substitut, de Chaponay.

Et le lendemain Lundy sixième desdits mois & an, pardevant nous Lieutenant General sùldit, est derchief comparu en nostre Hostel ledit Maître Barthelemy Puget, Substitut de mondit sieur le Procureur General, qui nous a requis, en continuant nostre procédé du jour d'hier, vouloir vacquer à ce que lesdits Registres & Sceau desdites Expéditions faites pendant le temps que mondit sieur le Legat a esté en France, soient arretez, pour estre envoyez à mondit sieur le Procureur General, conformément à la requisition qu'il nous a faite : sur laquelle requisition nous estans mis en devoir de nous porter au logis dudit sieur Durand Abbreviateur, pour recevoir de ses mains suivant son offre lesdits Registres, Monsieur de Soucarriere Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat & Privé, & sur-Intendant de la Justice & Police de Lyon, pays & ressorts de Lyonnais, Forez & Beaujolais, nous a fait sçavoir l'ordonnance par luy ce jourd'huy rendue, contenant que pour les causes & considerations y mentionnées il a ordon-

né, que lesdits Registres seront mis en ses mains, & envoyez au Roy pour en ordonner selon son bon plaisir, & cependant que les poursuites faites à la requête dudit sieur Procureur General surfoirot : laquelle Ordonnance ledit sieur Intendant nous a remise, & dont la teneur s'ensuit.

Maximilian Grangier, Sieur de Soucarriere, Chevalier, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat & Privé, Sur-Intendant à la Justice & Police de la Ville de Lyon, pays & ressort de Lyonnais, Forez, & Beaujolais. Sur l'advis à nous donné par le sieur Marquis de saint Chamont, que Monsieur le Legat s'estoit plaint à luy de la procedure faite par Maître Humbert de Chaponay, Lieutenant General en la Seneschauflée & Siege Presidial de cette Ville, à la requête du sieur Procureur General du Roy, & diligence de Maître Barthelemy Puget son Substitut audit Siege, contre son Abbreviateur, au logis duquel ils s'estoient transportez, après en avoir conféré avec le sieur Comte de Bury & nous, accompagnés d'Huissiers & Sergens, pour arrester les Registres des Expéditions faites pendant la Legation en France, ensemble le Sceau duquel il s'est fery : nous remontrant qu'il craignoit que cette formalité de Justice faite avec Huissiers, de laquelle ledit sieur Legat témoignoit avoir quelque ressentiment, fust cause qu'il partist du Royaume avec mécontentement, ayant ordre exprès de sa Majesté de faire en sorte qu'il en sortist satisfait & content : & qu'il n'avoit trouvé ledit sieur Legat disposé à faire remettre lesdits Registres en consequence desdites procédures, mais qu'il desiroit les envoyer par le Courrier du Roy au Nonce de sa Sainteté, estant auprès de sa Majesté, pour estre mis es mains dudit sieur Procureur General de la Cour de Parlement de Paris, ainsi qu'il avoit accoustumé d'estre fait, mesme que pour cet effet il avoit déjà écrit audit sieur Nonce; nous priant pourtant d'y vouloir interposer nostre autorité, afin que le service du Roy ne soit alteré. Surquoy nous après en avoir conféré avec ledit sieur Comte de Bury, Lieutenant General pour sa Majesté en cette Province, avons ordonné que lesdits Registres seront mis en nos mains, pour après estre délivrez au Courrier du Roy, & portez à sa Majesté, en ordonner selon son bon plaisir : & ce faisant que les poursuites faites à la diligence dudit Substitut du Procureur General surfoirot. Fait à Lyon le Lundy sixième jour d'Octobre 1625. Signé, M. GRANGIER, & plus bas, par mondit sieur, BOIRON, & scellé des armes dudit Sieur. Veu laquelle Ordonnance dudit sieur Intendant, nous avons différé & délaisé les choses en l'estat, sous la protestation qu'a faite ledit sieur Puget, qu'aucune chose ne luy soit imputée, sousestant qu'en la procedure faite à la requête de mondit sieur le Procureur General, il n'y a eu aucun sujet de plainte ny mécontentement. Dequoy nous avons aussi fait le present procès verbal. Puget Substitut. DE CHAPONAY. Ainsi signé, FERRAPON Greffier.

Prix sur l'original envoyé à Monsieur Molé Procureur General.





CHAPITRE XXIV.

VERIFICATIONS DES FACULTEZ DES LEGATS,
& Vice-Legats d'Avignon, faites au Parlement de Thoulouſe,
Dauphiné, & Provence, pour ce qui eſt de leur reſſort. Des
Indults des Cardinaux.

*Lettres Patentes, par leſquelles le Roy mande au Parlement de Dauphiné, de
verifier les facultez du Cardinal de Clermont, Archeveſque d'Auſch, Legat
du Pape, tant en Avignon, Comté de Veniſſe, qu'aux Provinces de Vienne,
Ambrun, &c. le 23. Fevrier 1515.*

I. FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, Dauphin de Vienne, Comte de Valenſinois, & Dyois, à nos amez & ſeaux Conſeillers les Gens tenants, ou qui tiendront noſtre Cour de Parlement du Dauphiné ſeant à Grenoble, Salut & dilection. Nostre très-cher & amé Couſin Maître François Cardinal de Clermont, Archeveſque d'Auſch, nous a dit & fait remonſtrer, comme il a eſté le bon plaifir de noſtre ſainct Pere le Pape l'avoir crée & député Legat tant en la Cité d'Avignon, Comté de Veniſſe, que aux autres Provinces de Vienne, d'Ambrun, & autres Provinces contenues en ſa Bulle de Legation : & pour ce qu'il eſt de couſtume que nul Legat ne puiſſe & doit jouir & uſer d'aucune Legation, ſans préalablement nous en advertir, pour obtenir de nous ſur ce nos Lettres de Placet, leſquelles noſtre Couſin nous a requiſes, que noſtre plaifir ſoit les luy conceder & octroyer. Pourquoy, conſideré les bons & agréables ſervices que noſtre Couſin le Cardinal a fait tant à nous que à nos prédéceſſeurs Roys, & eſperons qu'il fera, iceluy noſtre-

dit Couſin Legat avons receu, & luy avons accordé & octroyé, concedons & octroyons noſdites Lettres de Placet par ces meſmes preſentes, pour jouir & uſer de ſadite Legation, ſelon & ainſi qu'il nous a promis faire par ſa cedulle, qu'il nous en a pour ce baillée, ſignée de ſa main : & ce en faveur de luy pour eſtreſoit ſeulement, & ſans que ce puiſſe tourner en conſequence à l'advenir. Si vous mandons, commandons, & expreſſement enjoignons par eſdites preſentes, que de ſadite Legation le laiſſez, ſouffrez, & permettez jouir & uſer par la forme & maniere que dit eſt, en faiſant publier ces preſentes nos Lettres de Placet, & reception en noſtre dite Cour, & par tous les autres lieux où beſoin ſera : & à icelles faites mettre, *Leſſe & publicata*, en les laiſſant enregiſtrer en la maniere accouſtumée, & comme il eſt requis en tel cas : Car tel eſt noſtre plaifir. Donné à Vienne le 23. jour de Fevrier l'an de grace 1515. & de noſtre Regne le deuxième. Par le Roy Dauphin, D^N NEUVILLE.

*Arreſt du Parlement de Grenoble, ſur la verification des facultez du Cardinal
Archeveſque d'Auſch, Legat d'Avignon, le quinzième Mars 1516.*

II. LUDOVICUS Dux Longueville, Marchio Rothellini, Comes Novicaſtri, Princeps Caſtralloni, magnus Cambellanus Franciæ Gubernator Delphinatus, univerſis & ſingulis harum ſerie notum fieri volumus : quod receptis per Curiam Parliamenti Delphinatus, indeque viſis Literis Apoſtolicis Legationis Reverendiſſimi in Chriſto Patris domini Franciſci Cardinalis de Claramonte, Archiepiſcopi Auxitanenſis à ſanctiſſimo domino noſtro Papa Leone moderno conceſſis, cuſque Bulla plumbea cum cordula canapis impendente Bullatis, necnon Literis Placitoris per dictum dominum Cardinalem à ſereniſſimo domino noſtro Rege Delphino imperatis, ejus ſigillo cera rubea cum cauda ſimplici impendente ſigillatis, præſtatæ Parliamenti Curie ad fines interinationis earundem exhibitis, præſentibus ſub contraſigillo regiminiſ Delphinatus alligatis ; & omnium tenoribus conſideratis.

Curia Parliamenti prædicta Literas prædictas Placitorias à dicto domino noſtro Rege Delphino,

dicto domino Cardinali & Legato, ut præmiſſum eſt, conceſſas, & præſentibus alligatas, parte ipſius domini Cardinalis & Legati interinari petitis, interinavit & interinat, & obſervari julle & ordinavit, jubet & ordnat, noſque præſentium tenore interinavimus, & obſervari jubemus & ordinamus : ſervatis tamen qualitatibus ſubſcriptis.

In primis quod quicquid in Bullis ipſius Legationis continetur in quantum concernit præventionis Vienneniſium, Ebredunenſium Eccleſiarum, & aliarum provinciarum parte Delphinatus habentium Suffraganeos in ipſa Delphinatus patria, & Comitatus Valentin. & Dienſi, quoad ſubditos ipſius Delphinatus, & Comitatum prædictorum mediata vel immediata ſubditorum de juridiſctione temporalis & temporalitate Eccleſiarum infra eandem patriam exiſtentium, ſed etiam quoad temporalitatem omnimodam, & juridiſctionem temporalem civitatis Ebreduni, & Archiepiſcopatus ejusdem, necnon civitatis & Episcopatus Vapincen. in quibus etiam præſatus ſereniſſimus

dominus noster Rex Delphinus solitus est uti per tempora retroacta, & dictis temporalitate & omni-modi jurisdictione temporali utitur de presenti, prestat Revere. endissimus dominus Legatus, quovis modo per se aut ejus deputandam non se intromittere, aut causas aliquas advocare & committere. Sed quod in dictis temporalitatibus, & omnimoda jurisdictione temporalis dictarum Ecclesiarum remaneant totale sui relictus, & sapientiam appellationum ac querelarum salva prelibato domino nostro Regi Delphino, & predicti Curie superius Parlamenti Delphinatus.

Item quod in aliis causis spiritualibus aut aliis quibuscunque ad forum Ecclesiasticum spectantibus infra dictas provincias Viennensem, Ebrodunensem, & Sufraganeorum, ac alios Episcopatus infra precelestem patriam, & Comitatus Valentini, & Ducentem existantibus, in quantum concernit precelestem, diocesam, & patriam Delphinatus, & dictos Comitatus, ferretur Pragmatica Sanctio; & quod subditi mediant vel immediati Delphinatus, & dictorum Comitatus, etiam Clerici & Religiosi, non trahantur extra dictam hujusmodi patriam. Sed quando casus respectu vel contingit, quod committantur cause in partibus, & quod etiam ferrentur dictis subditi mediant vel immediati Delphinatus, & Comitatus perditionem privilegia, libertates & consuetudines hujus patrie, necnon edicta & statuta Delphinalia.

Item & quoad ea que sunt voluntate jurisdictionis, collationis beneficiorum, provisionum, dispensationum, & aliarum provisionum, etiam in his ferrentur dicta Pragmatica Sanctio; & quoad summationem processuum executionum, fulminationis, censurarum Ecclesiasticarum, etiam interdicti Ecclesiastici, ferretur dicta Pragmatica Sanctio: nec in predictis fulminationibus, censuris & interdictis Ecclesiasticis comprehenduntur Officia predictae patrie, nec etiam subditi Delphinatus, contra formam dictae Pragmaticae Sanctionis; Litteras propterea Legationis predictae, promissis salvis, legi, publicari & regulari jubendo & ordinando.

In cujus rei testimonium, dicti regiminis Delphinatus perhibitis apponi volumus sigillum. Datum Gratiacopoli die decima quinta mensis Martii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto.

Publicae fuerunt hujusmodi supra scriptae Litterae Legationis Placitorum, & intercessionis, in authentica publica insignis Curie Parlamenti Delphinatus, per me Notarium & Secretarium Delphinatus subsignatum, predicta die decima quinta Martii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto. ROBERTUS.

Hic deinde inscribitur supplicatio dicti Reverendissimi Domini Francisci de Clermonte, Legati de laere, dictae Curie Parlamenti Delphinatus porrecta cum Decreto Maritimo dictae Curie, à predicto Curialano novo peracte Parlamenti Curie extrachione ac publicatione ejusdem.

Pleacet magnificentissimus vultus aie regitari mandare in Camera Computorum Breve Apostolicum, quod humiliter exhibetur, reverendo domino Francisco de Clermonte, missionario divina, tui sancti Sephani in Celis monte S. R. Ecclesiae Presbytero Cardinali, in civitate Avinionis, Comitatu Venassim, necnon Viennensi, Arelatensi, Aquensi, Ebrodunensi, & Narbonensi provinciis, Legato de laere à sanctissimo domino nostro Leone Pontifice maximo moderno missum, & illud quantum opus est, interinare, attento quod nihil novi continet ultra facultates passato reverendissimo domino supplicanti olim concessas, & per Curiam admittas, interinatas, ac in praefata Camera registratas, ipsiusque Breve illo prius registrato & collationato restans.

Tunc Decretis Domine illi in pede dicta supplicationis descripta.

Pleacet ut registrentur, salvis Decretis Pragmaticae Sanctionis, & modificationibus, quolibet per Curiam factis in interinatione provisionis Apostolicae Legationis praefati domini Legati. Actum nona Septembris anno Domini 1516.

Supra scriptum Breve Apostolicum hic registratur per me Notarium & Secretarium Delphinalem subsignatum, de praeposito insignis Curie Parlamenti Delphinatus, die nona Septembris, anno Domini 1516. ROBERTUS.

Extracta fuerunt permissa omnia nam à Camera Computorum Delphinalem, quoniam Curialanis supra interinatis & facta decem collatio per me Notarium & Secretarium Delphinalem subsignatum. ROBERTUS.

Promesse du Legat d'Avignon de n'user en vertu de sa Legation, de la Jurisdiction temporelle en Dauphiné, ny ailleurs, en quelque façon que ce soit. 1515.

NOUS François Cardinal de Clermont, Legat d'Avignon, promettons par ces présentes au Roy nostre souverain Seigneur, de ne user par vertu de nostre dite Legation, de la Jurisdiction temporelle au pays du Dauphiné, & mesmement en l'Archevesché & Diocèse d'Ambrun, ne aussi en l'Evêché & Diocèse de Gap, soit en premiere instance, évocation, appel, ne

autrement, directement ne indirectement, si n'est que ledit Seigneur ou son Conseil ordonnassent que autrement se deult faire. Et en foy de ce avons signé la presente de nostre main, & scellé de nostre petit seel. Fait à Lyon le troisieme jour de Mars 1515. Signé, F. CARDINAL DE CLERMONT, Et scellé.

Du Trésor des Chartes, grande annale guiches XL.



A Nosseigneurs de Parlement. 1541.

IV. **S**UPPLIE humblement le Reverendissime Alexandre Cardinal Farnese, comme auroit plu à nostre saint Pere luy insinuer & ordonner Legat en Avignon, terres & provences adjacentes, & avec les mesmes puissances, préeminences, prérogatives, & facultez que avoit le dernier defunct Legat d'Avignon, & comme est contenu en la Bulle de ladite Legation, laquelle humblement presente à ladite Cour : ensemble la

Lettre missive du Roy nostre souverain Seigneur ; adressée à ladite Cour, aus fins y contenues ; tout cy dernier attaché. Ce considéré il vous plait, de voi benignes graces, en enlevant ladite missive, & bon plaisir du Roy, octroyer Lettres d'annexes & parens esdites Bulles, & icelles verrier & inscrire, pour jouir de l'effect d'icelles selon leur forme & teneur : si ferez bien.

Decret de la Cour.

Les presentes, ensemble les Lettres missives du Roy seront monstrées au Procureur General dudit

Seigneur. Fait à Aix en Parlement le 2. jour de Decembre 1541. *Signé, FARRY.*

Dire du Procureur du Roy.

Nous requerrons que ledit Suppliant attache à la Bulle Apostolique les facultez desquelles il veut jouir, & qu'à ceste fin il obtienne Lettres Paten-

tes du Roy. Délibéré ce 2. Decembre 1541. *Signé, GUERIN.*

Lettres Patentes du Roy pour la verification des facultez du Legat d'Avignon. 1541.

V. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Parlement dudit pays, salut & dilection. Comme nostre saint Pere le Pape pour bonnes, justes & raisonnables causes aie pourveu nostre tres-cher Cousin & fral amy le Cardinal de Farnese Archevesque d'Avignon de la Legation dudit Avignon, avec les facultez, autoritez, prérogatives, & préeminences, en nosdits pays & Comté de Provence, telles que les précédents Legats d'Avignon ont accoustumé d'avoir & jouir : lequel nostredit Cousin toutes voyes ne pourroit bonnement user desdits droits, facultez, prérogatives & préeminences de ladite Legation à luy concédées par nostre saint Pere, en nosdits pays & Comté de Provence, sans généralement en obtenir de nous permission, ainsi qu'il nous a dit & remonstré, nous requerrant icellé, & sur ce luy octroyer nos Lettres de placet & provision convenables.

Savoir vous faisons que nous ce considéré, desirant faire honneur & reverence à nostredit saint le Pape, & au saint Siege Apostolique, & favoriser nostredit cousin en cette partie, en reconnaissance des bons, grands, recommandables, vertueux & très-agréables services qu'il nous a par cy-devant faits, à iceluy nostre

dit cousin pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, avons donné, permis & octroyé, donnons, permettons & octroyons par ces presentes, congé, licence, faculté & permission de exploiter, jouir & user de toutes & chacunes les graces, concessions, octrois & facultez à luy données & octroyées par nostredit saint Pere, pour le fait de ladite Legation en en nostredit Pays & Comté de Provence, non dérogeantes aux privileges & droits dudit pays, tout ainsi & par la forme & maniere que les Prédécesseurs Legats d'Avignon ont accoustumé jouir & user. Si voulons, vous mandons, & expressement enjoignons, que de nos present congé, licence, permission & octrois, vous faires & souffrez nostredit cousin jouir & user pleinement & paisiblement, sans en ce luy faire mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire, lequel si fait, mis ou donné luy estoit, mettez-le & sans delay au premier estat & deus : Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires. Donné à Saint Germain le troisieme jour de Février l'an de grace mil cinq cens quarante-un, & de nostre regne le 18. Par le Roy, Comte de Provence en son Conseil, BATAARD.



Arrest

Arrest du Parlement d'Aix sur les facultez du Cardinal Farnese, Legat d'Avignon. 1542.

V I. S U R la Requête & exposition verbale faire en jugement à la Cour, de la partie de M. Alexandre Cardinal de Farnese Archevesque & Legat d'Avignon, contenant qu'il auroit esté pourveu de la Legation dudit Avignon par nostre saint Pere le Pape, pour en jouir & user comme avoient fait ses Predecesseurs Legats dudit Avignon, & avoir presenté les Bulles à ladite Cour pour annexer, lesquelles avoient esté veuës par le Procureur General du Roy en ladite Cour, qui avoit fait quelques difficultez en certains articles contenus esdites Bulles: Au moyen dequoy il s'estoit retiré au Roy, & avoit en Lettres patentes obtenu licence, faculté & permission de jouir & user de ladite Legation, & de tout avoir presenté à ladite Cour avec une missive du Roy pour avoir annexer, & le faire jouir & user de ladite Legation suivant la teneur desdites Lettres: Requérant l'enterinement d'icelles present l'Advocat General du Roy, en absence du Procureur, qui a dit & déclaré n'empêcher que les trois Bulles de ladite Legation par lui veuës, ensemble lesdites Lettres patentes du Roy fussent registrées au Greffe de ladite Cour, pour en user par ledit Cardinal en choses qui ne sont dérogeantes, ne préjudiciables aux droits & prerogatives du Roy & de ce Royaume, méme de ce Pays & Comté de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, ne contre les Conciles, droits des Universitez, libertez de l'Eglise Gallicane, Concordats, saints Decrets, & es Edits & Ordonnances Royaux, & selon les facultez données par les Predecesseurs dudit nostre S. Pere le Pape aux trois Legats dudit Avignon, & que soy soit adjointe aux articles, desquels l'on aura à besoin, qui seroient extraits du Greffe, & signer par le Greffier, tout ainsi que si estoient prins & extraits à l'original des Bulles & facultez; à la charge que si ledit Legat estoit cy-après en tout ou en partie revocqué de sa puissance, il soit tenu d'en advertir le Roy ou ladite Cour dans un mois, & aussi que dans trois mois il

soit tenu d'apporter ou envoyer à ladite Cour les articles & facultez du pouvoir du grand Penitencier de Rome, duquel il entend soy ayder, & sur le pouvoir cy-après demander quand bon lui semblera faire modifications, & restrictions en ladite Legation, selon & ainsi qu'il a esté fait par le Roy en sa Cour de Parlement de Paris, & autres Cours de Parlement de ce Royaume aux Legats de France.

Après lecture desdites Lettres patentes du Roy, & avant veu les pieces: LA COUR a ordonné & ordonne que les Bulles Apolloniques & ladite Legation d'Avignon octroyées audit Cardinal Farnese, ensemble les Lettres patentes depuis octroyées par le Roy, & les facultez des precedents Legats, dont il prétend user en vertu de son dit pouvoir, soient enregistrées es Registres de ladite Cour, pour par lui en jouir & user comme les Predecesseurs, selon la forme & teneur desdites Lettres du Roy, aux facultez qui ne seront dérogeantes & contraires aux droits & privileges de ce pays, droits, Edits & Ordonnances du Roy: Et à la charge de porter les facultez du grand Penitencier de Rome, mentionnées esdites Bulles dans trois mois, pour estre communiquées au Procureur General, & prendre par lui telles conclusions sur la modification d'icelles, & autres facultez telles, & en temps & lieu que bon lui semblera, & après estre pourveu ainsi qu'il appartiendra par raison, en déclarant que les extraits desdites Bulles & articles d'icelles, qui seront faits desdites Registres, signer par le Greffier de ladite Cour, seront autant de soy comme les originaux, & à la charge s'il advenoit que aucunes autres restrictions ou amputations de ladite Legation, & facultez d'icelle pour advenir estoient faites, de icelles mettre par devers ladite Cour es fins que dessus dans un mois après, autrement n'auroient lieu, ne seront recuttes en cedit pays. Fait à Aix en Parlement, le vingtsiesme jour de Février mil cinq cent quarantedeux.

*Arrest du Parlement de Provence sur les facultez du Vice-Legat d'Avignon. 1545.**Extrait des Registres de Parlement.*

V I I. S U R la Requête présentée de la partie de Reverend Pere Messire Anthoine Eveque de Tholon, Vice-Legat d'Avignon, tendant afin de lui bailler place & pareatis aux Lettres de facultez par lui obtenues du Legat d'Avignon, pour en jouir & user en ce pays de Provence, selon leur forme & teneur, & comme ont fait ses predecessours. Veü ladite Requête présentée le vingtiesme de ce mois de Juillet, lesdites Lettres de Lieutenant & Vicariat, données à Rome le dix-neuiesme de Janvier dernier passé, & la réponse du Procureur General du Roy, n'empêchant lesdites Lettres & pouvoir estre enregistrées es Registres de la Cour, aux fins d'en

jouir, & lui octroyer Lettres de Place & pareatis; le tout sans préjudice de l'authorité du Roy, & des privileges donnez par le saint Siege Apollonique, Edits, Ordonnances, & Privileges par ledit Seigneur donnez aux gens dudit pays de Provence, & avec les modifications & qualitez ordonnées par la Cour à la requeste sur les Lettres de Vicariat & Legation.

La Chambre ordonnée en tant de vacations a décerné & octroyé, décerné & octroyé annexer, place & pareatis ausdites Lettres de Lieutenant & Vicariat, ordonnant qu'elles seront enregistrées es Registres de la Cour, pour en jouir & user par ledit Vice-Legat suppliant, & ausdites

qu'il appartiendra en ce pays de Provence, sans préjudice de l'autorité & juridiction du Roy, & des privilèges données par le saint Siège Apostolique audit Seigneur, & à ses sujets de ce pays, & avec les autres modifications mises à la publication des Lettres & facultez dudit Legat d'Avi-

gnon, & de l'Evêque de Bologne jadis Vice-Legat, selon les conclusions dudit Procureur General du Roy. Fait à Aix en la Chambre ordonnée en temps de vacations, le vingt-neufième de Juillet mil cinq cens quarante-cinq. Signé, ESTIENNE.

Plaidoyé de l'Advocat du Roy Riant, touchant un Benefice qui avoit esté conféré par le Vice-Legat d'Avignon d'une part, & par le Cardinal de Lorraine d'autre, où est traicé des facultez des Legats d'Avignon. 1554.

Du Mardi 21. jour d'Aoust.

VIII. **R**IANT pour le Procureur General du Roy, dit que le Prieuré de Saulgiet au Diocèse de Valence est convenuel membre dépendant de l'Abbaye de Cluny, tenu par cy-devant par un Religieux de ladite Abbaye nommé du Mont, qui est décédé. Y a esté pourveu par le Cardinal de Lorraine, Abbé de Cluny, Collateur ordinaire, comme ayant vacqué par mort. D'autre part prétend du Mont Religieux avoir esté pourveu dudit Prieuré par le Vice-Legat d'Avignon, par la résignation du défunct Prieur, sans déroger aux regles de infirmis resignantibus. Y a preuve litterale, que le Religieux est décédé deux ou trois jours après la résignation admise.

De ceste provision y a appel comme d'abus par ledit Cardinal, comme étant directement contraire à son Indult octroyé par le Pape, receu & approuvé par le Roy, & venüe en la Cour de ceans. *Atque hoc an no est controversia fluit, ac primum movet dubium, an saltem vox de jure collationis dicitur passim: per remota possibilia, fins entret en la voye d'appel comme d'abus. Quod agendi gratia extra judicium ordinem esse videtur final quod de re spirituali est questio, sed tamen juris ordinari est, capitulumque vel Principis, vel hujus amplius ordinis. Namque agitur consuetudo privata, sed publica, non minus Regis, quam ad Ecclesiam universali statum pertinet. Est la voye d'appel comme d'abus prompte pour soutenir les privilèges & concessions Papales confirmées par le Roy, & venües en Parlement. Quid enim desideratur Regis Majestas ac Senatus auctoritas, ne scilicet infringatur concessio, atque si contra fiat eadem auctoritate rescindatur, sunt exempla innumerabilia, patetque verum novum est, d'y venir par appel comme d'abus. Summa questio pendet ex dubio, ex possitne Legatus, deinde quemadmodum & quatenus accipiendum considerandumque sit indubium.*

Le Legat d'Avignon un des Legatus natus, in dubio cum ** aut est Legatus natus, ut est, Legatus officio jussu dignatus: C'est l'Archevesque de Rheims, & n'y a que luy en toute la France. In Italia psumus Archiepiscopum, in Anglia Cancellarium Archiepiscopum, &c. p. ubi Patet. cum adhibetur ille adjectis, de officio Leg. Par la Bulle de la Legation du Cardinal de Farnese est faite conforme aux facultez données au Cardinal de Clermont son prédécesseur, la provision duquel fut l'an mil cinq cens quinze. Ex qua non colligitur, que supparantem cinq cens quinze il n'y avoit point de Legat à Avignon. La Bulle porte que le Pape sevoie celui qui per profectus administrationem civitatis Avinionensis & Comitatus Vencenis, quatenus Vencenium suum foret alius in partibus, & re alius locum

sufficit ledit Cardinal de Clermont; est verum quod vocatur Legatus par ladite Bulle, & propterea Legatus, outre la cité de Valence & le Comté de Venüe, es Provinces d'Arles, Vienne, & autres; Sic Legatus est curia prefatus extraneus, atque Legatus natus: Car l'Evêché d'Avignon est distinct de la Legation, dicitur Archiepiscopatus, dicitur Legationem dicitur.

Quant aux facultez du Cardinal de Clermont, auquel est referé la Legation du Cardinal Farnese, ayant veu ce qui luy a esté communiqué de la part du prétendu Religieux, ou non incambit ducere quid poterat ledit Legat d'Avignon, ne se trouve point que ledites facultez aient esté déclarées par le menu, sed tantum generaliter; & encore moins du Cardinal de Farnese, qui ne furent oncques exhibées ny approuvées par le Roy, qui est nécessaire & préalable avant qu'un Legat puisse exercer la Legation, comme il a esté jugé solennellement, nec immerito; car il doit sçavoir les facultez du Legat, pour entendre s'il y a chose contraire à la liberté de son Eglise Gallicane & sanctis Decretis; & encore doivent ledites facultez estre venües en Cours Souveraines, à tout le moins en la Cour de ceans, par laquelle sont appossées les modifications & restrictions accoustumées selon la Legation du feu Legat d'Amboise, & sous expressa Regis locum ne peut le Legat exercer la Legation, c. Adrianus, c. Reatus Ecclesie, c. lectu 63. dist. 11. Ille etiam datus potestatem Caroli Magno Francorum Regi, quibus Regni successores publici Ecclesia Catholica Concilio ordinandi Sedem Apostolicam, Pontificemque maximum prefecimus. Et quant aux Archeveschez, & Evêchez, il n'est dicitur nonnullum Regis fuisse, immo utrumque ab eo accipiendum, d. c. Reatus Ecclesie, d. c. Adrianus. Præinde quod Legatus gessit, prout Legatus recipere fuit ac permittit, contre la liberté de l'Eglise Gallicane, & contre les Arrêts de la Cour de ceans, & y a abus évident par ce seul moyen. Car les facultez prétendues par le Cardinal de Farnese n'ont esté vérifiées, leues, ny publiées au Parlement de Grenoble.

Deinde y a autre abus de nullité, car ce n'est le Legat d'Avignon qui exerce la Legation, ains un Vice-Legat élu pour luy, & révocable ad nutum, qui est contre la nature de la Legation. Namque aliquis persona indubita par le saint Pere, etiam etiam non alter non permittitur. Et encore qu'il y ait permission de faire exercer la Legation, intelligendum est quod ea que pertinet ad administrationem temporariam & jurisdictionem en la Cité d'Avi-

gnon & Comté de Venisse, dont le Pape jouit, non par le fait de la Legation, mais par le DIOCÈSE de Valence. Aussi ne fut oncques veu ne permis en France, quod Legatus à latere Legationem alteri subdelegaretur, nisi quod ad iudicandum preestatum auctoritate, juxta l. fin. de Offic. deleg. Quin par les modifications du Legat d'Amboise, fut ordonné que la Legation seroit par luy exercée, nec alteri vices suas mandare posset: cela est passé en force & nature de loy, insérée entre les Reges du Roy Louys douzième, recueillis aux Ordonnances Royales imprimées. Depuis lequel temps toutes les facultés des Legats ont été modifiées, réglées & référées à la Legation du Cardinal d'Amboise. Et que la provision faite à ce Relapoux est par un Roy disant Vice-Legat, & est le Prieur hors d'Avignon & le Comté de Venisse: conséquemment contre provision est contre la Loy de France, & Arrêts de la Cour, & n'y a que le Roy qui ait puissance de déroger auxdites modifications. Ad hoc ladicte provision contient abus & nullité patente, car elle est fondée sur une procuration prétendue ad resignandum in favorem de ce resignataire, ou de résigner simplement, en passant toutefois de le confier audit resignataire & non autre. Outre ce il est pource par même moyen d'un autre Prieur dépendant dudit Prieur de Saute, & encorres luy est permis de retenir un Prieur qu'il avoit jusques à fin mort encorres dépendant d'iceluy Prieur de Saute; rellement qu'il rendroit ledit Prieur, & encorres deux autres Prieurs membres d'iceluy. Davantage y a la clause, nec non omnia beneficia, &c. Primum etiam quod Legatum resignacionem in favorem alteri persona admittit non posse, & de droit mêmes luy-même de resignatio simoniaca erat. c. ix. par. 1. cum glo. in verbo committere de officio deleg. & de droit n'y a que simples renonciations, tunc de renunc. ne in beneficiis succedendi locus fiat. c. 8. quæst. p. c. ordinaciones c. cum universis de verb. pormis.

Quant à la disposition c'est directement contre les modifications du Legat d'Amboise: tunc huic a quo fuit potestatem vim Legationis, fuit subdelegationis, fuit formam resignacionis, fuit provisionis & dispensationis, nihil est quod jure subsistat: & est ladicte provision apertement abusive, etiam si nihil aliud obicit possit.

Vicem etiam si superiora non essent satis pabula, que tamen sunt per se valida & firmissima ex jure dudit Cardinal de Lorraine: qui postioris natus causa in promptu casus, que le Legat d'Avignon ny son Vice-Legat n'a peu ny deus toucher aux Benefices estans en la disposition dudit Cardinal de Lorraine. Le fondement principal est l'indult dudit Cardinal de Lorraine, lequel indult in persona d'iceluy plarimus atque validissimus ratione huius confirmavit. Imprimis est l'Archevêque de Rheims, qui supradictum fuit, Legatus Sedis Apostolicæ natus ratione dignitatis Archiepiscopalis, & hoc Legatus eorum ipsi dignitatis, qui licet delegatus missis inferioribus suis in Legatione. c. volentes de officio leg. non idem quod le Legat d'Avignon, qui natus Legatus natus dicitur, neque de latere.

L'introduction de laquelle Legation procede pour l'administration du rempore du Pape résident Cité d'Avignon, & Comté de Venisse: & a été exercée ladicte Legation par personnes qui n'étaient Cardinaux, recourus au prédécesseur du Cardinal de Grammont qui n'estoit Cardinal.

Secundo, l'indult est favorable & conforme au droit commun: Tota enim Diocesis Archiepiscopali vel Episcopali Parochia est. c. nullus extra quæst. 1. g. 6.

cum Episcopus de officio ordinarii lib. 6. L'indultion & deslution de tous les Benefices seculiers appartient à l'Evêque, & à l'Abbé des reguliers, c. ex frequentibus de iustis. c. ex iuribus de hereticis. c. cum & plures de privilèges. Et si près le fondement ex Concilio general fait en France à Orléans, recité in c. omnes Basil. 16. quæst. 1. & jure divinis originem habet. Huius rei gratia, inquit Paul. ad Titum cap. 1. reliqui in Cris, in ea que desunt corrigas, & constituas per civitates Presbyteros, sicut & ego disposui tibi. Quid igitur agamus, quid favorabilibus, quid per Indultum conservare, quid jure divinis Pontificique Prelatis in sua Diocesi conceditur. Nam lex Canonica ait, Episcopus Christi Legationem fungi, c. omnis 7. quæst. 1. Accedit & Regum consensu atque Ecclesia Gallicana, in l'assemblée faite à Bourges par le Roy Charles VII. sur l'acceptation & approbation du Concile de Bâle. 5. Item circa de colla. in hac verba, visum fuit prelatibus congregationi, quod cum tolleretis & Patres Ecclesiasticis habentibus beneficio sacri Lateranen. Concilii certum tempus ad presentandum & conferendum respectivè: quod dicitur iussu Regii oratoris apud sacrum Concilium generale, in providet iuxta suum decretum de collationibus, in hoc scilicet quod decretum illud videtur ipsi Lateranensi Concilio velle derogare, ita quod velis ipsum sacrum Concilium decretum, quod præventionem etiam Sedis Apostolicæ vel Legationem ejusdem sedis in contrarium non valeant. Et combien que fut ce n'est rien été décidé, & que par le Concordat aient été recourus les préventions du Pape & des Legats, toutes fois l'intention des Rois de France & de l'Eglise Gallicane, a toujours été de confier les Ordinaires en leurs droits approuvés par le Concile general: Quo liberum tempus numerum sex mensium ad providendum concessum est, cap. null. de conc. prob.

Tertio, la Legation d'Avignon ne peut s'arroger faculté sur les Benefices estans en la disposition des Cardinaux, Quia Papa non videtur hoc concessisse, quod spiritualiter disposui ac sibi reservavi. cap. quod translativum, cum ille metuit, de off. leg. Et ex regula Cancellaria certum privilegium Cardinalibus concessum est, ne etiam familiarium Cardinalium beneficia non possint, etiam à Papa imperari, nisi ejusdem Cardinalis cuius erat familiaris, consensus auferretur. Ce qui est expresse réservé en la Legation dudit de Clermont, est la règle de Chancellerie generale non distinguée. Si les Benefices des familiers sont en la disposition des Cardinaux, ou non; atque etiam nullius relationis inducere, recourus à ladicte règle. Et tunc Ludo. Gomez ait privilegium declarationis fuisse, fuit per ipsum, fuit per decessum. Idque conclusum in Concilio per certa capitula sex, Alex. 6. & Jull. quarum extrajuribus scribis Gomez apud se esse.

Quarto, le Pape envoyant son Legat n'entend pas luy bailler puissance sur ce qui appartient ausdits Cardinaux, quorum quidem personas tanto favore persequitur, in cap. de pra. lib. 6. Et ne peut appartenir ladicte Legation ad ea que ipsi Cardinales sargunt, s'il n'est expressement déterminé au Confesseur, & expresse mention faite de Cardinalibus, cap. unica. in verbis, etiam si foret sancta Romana Ecclesia Cardinalis, cum ille metuit, de schismate. lib. 6. Nec immerito, quoniam totus Cardinalium est Senatus Ecclesiæ, habet Ecclesiæ Senatus. c. Ecclesiæ Senatus, &c. 16. quæst. 1. quem Bald. eorum divinum vocat in tract. de schismate. & alibi vocatur gremium Ecclesiæ. Ter. in cap. in nomine Domini 23. distind. Si la Pape bail

boite puissance à son Legat sur ce qui est à la disposition des Cardinaux, ce seront bailliez puissance sur lui-même, *Nam Cardinalatus dicitur pari Papam, s. fidei de Pen. ubi Archiepiscopi, ubi dicuntur pari corporis Papa. In. de Sig. cap. u. de cler. non refid. In quo dicitur Hostius. in c. antiqua de privileg. Cardinalis non parare Papa facultatem, quia pari corporis Papa sunt, & adjuvare in executione Sacramentalis officii, & in Ecclesia universales regimine, c. fundamenta, h. Decret. de el. lib. 6. c. 6. per venerabilem, h. ratiocinab. qui filii sunt leg. Sed quid inquit, si Legatus de latere, qui est destinatus ad tempus, sibi quæquam iuris in eis arrogaret, qui Cardines sunt Ecclesia Catholica: sed tamen malis inquit fieret per le Legat d'Avignon ou son Vice Legat, lequel Vice Legat est un simple, vel si Episcopus est, nec clerum habet, nec papalem, qui par ce moyen voudroit estre supérieur des Cardinaux: hoc pour confirmer que sans aucun Indult d'icelle puissance disposende in Legato n'estoit l'usage des Benefices estans en la présentation ou disposition des Cardinaux.*

Quant, *speciali privilegio* dudit Cardinal a esté octroyé l'Indult pour les causes y declarées, qui sont notées, *Quæque anno in Republicam Christianam Regiam incumbit, ac Ecclesia Catholica consilio: interim ergo apud non est eveni jui quævis ex Apostolica indult, par ledit Legat d'Avignon ny autre.*

Siens, *maximè* les Benefices dépendans de l'Abbaye de Cluny, qui est Chef de l'Ordre, en privilege *concessa* furent par Conciles généraux, *eaque veluti jura communes in ipso jure inserta, quorum mentio fit in c. quædam appellationis, de privileg. Sic supra scribitur Honor. in Archiepiscopo & Episcopo, in quorum Diocessibus Monasteria & Priores Claustrales. Monasteria subiecta consensum, & consensum declarantur excepta, & Monasteria membraque necesse sunt Monachi, sed qui inde pendit laici.* Tellement que les membres de l'Abbaye de Cluny estans en divers Diocèses, lèz s'ont in Diocesi, non tamen juri de Diocesi, & n'y ont les Prêtres aucune puissance. Et au regard de pourvoir aux Prieurez, cela est spécialement réservé à l'Abbé, voire in *privilegiis* *Laicorum* *presidentium* *aliquod juri, vel foundationis, vel componen. qui est decedat au Texte singulier in c. sacrosancta, de cler. qui est adressé à l'Abbé de Cluny, & est consensum quodam Papa Honorii, est parli du Prieur de la Charité, & statuit in hac verba, volumus ut nullum Priorem monachorum compositione, ipse sicut alios Priores sibi subditos libere possit ordinare. Sont noté que le Prieur dont est question est convenuel, où il y a Religieux qui ont fait profession en la main de l'Abbé de Cluny, ou de les Vieilles, qui doivent estre gouvernez par celui qui est envoyé par l'Abbé. En quoy ledit Abbé est non seulement fondé in generali, sed speciali dispositione juri, & encore in Concilio generali Viennois, Clem. in agro, de stat. monach. Carriem lesdits membres & Prieurez dépendans de ladite Abbaye sont in *mera dispositione* *Abbatum, ut ad notam ejus qui in eis commissarius revocari possunt, nec ad vitam simpliciter committi debent, cap. cum ad Monasterium, vers. nec alium commissarius, de stat. monach. & ibidem signetur in textu, ut contra eum nec sumus Pontifex possit licentiam indulgere.* Il y a plus pour celui qui s'est fait pourvoir par resignation, le dit Moyse procez de l'Abbaye de Cluny, qui non seulement doit estre débouté de ce Prieur, mais aussi doit estre puny, de vouloir impugner les droits & privilèges de son Abbaye, & les met-*

tre en dispute par ambition.

Silud quæque non permissionem, que ledit Vice Legat n'a pu déroger à la règle de Chancelier de infirmitatibus resignantibus, qui est fait en faveur des Ordinaires, ad tollendas successiones des Benefices. Nam qui infirmus resignat in axilla habere se, sed quia moritur vocat & elegit successorem qui ne doit estre touché, & cetera règle rectuè en France, comme la règle de verisimili successu, & publicandis resignationibus, quæ omnia favent Ordinariis recepta sunt, & transierunt in rem legis communis: quid si non facile derogari possit, prius sunt obvianda regula Conciliaria, aliquam elatiora sunt: legem enim dicunt veteres, oportet nihil laxari habere.

Etant donc cet Indult fondé en si grande multiplicité de raisons, recu par les Lettres Patentes du Roy, & par icelles mandé le faire garder, leu, publié, & enregistré en Cour long-temps auparavant la provision du Vice Legat d'Avignon, est passé en loze de loy & de chose jugée, & de l'approbation faire par le Roy, avec le commandement exprès d'y obéir: *nihil preterea statum consilio proditor premissum revocandum par la voye d'appel comme d'abus, d'autant que c'est contrevenir au commandement du Roy & Arrest de la Cour: laquelle confirmation habet autoritatem rei judicata, l. si quis ubi Barh. C. de decan. l. 1. c. de confirmat. nisi, &c.*

Nec quæquam novum esse debet, que pour l'entretenement dudit Indult l'on ait recouru à la Justice Souveraine du Roy, *quod antiquis consuetudinibus receptum est, in ant. ut determinati sit numerus Clericorum, h. si verò altera mensura, in illis verbis & judicare imperio, ut illud respectum præcipit, illud enim statuit de numero Clericorum, & consensum inferiorum Archiepiscopo sacra Regia curia & universali Patriarcha, qui est electus Archievêque de Constantinople, & tamen in contravenientes pollicetur jurisdictionem. Sic postquam legat Pontificatus de Monasteriis Monachique enumerasset, monachis etiam jussim adhibere alicui, & nostra siquidem Republica iudices, si hac est monachorum, monachis studentis modis, ea qua sacra Regia continentur, quas nostra sequitur lex, ad effectum perducere procurant, in ant. de Monachis non nec contravenientes deferri potest. Hac verò iudices negligentes hac lex Regia sequens est, & confirmatorem sacrum indultum Apostolicum, ad effectum ergo perducendum: sic in consensum, quædam apores Episcopos & Clericos ad ordinationes perducit, h. licentiam. In his verbis ait, ut nos qui sacrum Regularum explanationem consuevimus, dicemus indignationem prevaricantibus inferamus: & alibi ait, nantes eorum nobis, ne decet super eis imperantem correctio: & in h. fin. ait, minor quoque præceptis ad clarissimos præventum iudices, ut & ipsi qui fuerant insipientes, non permissum aliquid extra hoc: quod à nobis consensum est, fieri.*

Quant à ce coc, ad exemple *consuetudinis* *revocanda* *res effes: exant Francorum Regum leges in cum rem edicta, apud promulgata.* Et durant que l'entretenement dudit Indult Apostolique conforme aux Constitutions, est approuvé par le Roy, avec commandement de le faire garder, & que la lecture, verification & publication seroit de nul effet, si ledit Indult n'estoit gardé, & pour ce faire & rescinder ce qui seroit fait au contraire, n'y a moyen plus facile que l'appel comme d'abus, en quoy le Procureur General pour plusieurs respects à la principal intrent, *ne in novissimum consilium, non prius tantum causa: pour son regard appelle comme*

me d'abus de ladite provision expedée par ledit Vice-Legat d'Avignon, tant pour avoir contrevenu audit Indult confirmé par le Roy, & publié en Parlement, que aux sancts Decrets, & Ordonnances Rorais, conclud à mal & abusivement disposé & conféré.

Et au surplus pour donner Reglement à la confusion & perturbation qui a esté & peut estre enves les Prilars, sur le Diocèse desquels ledit Legat d'Avignon prétend avoir puissance *vi Legationis*, qu'il soit ordonné qu'il envoyera en la Cour de ceans, à laquelle le Roy a délégué cette cause, ses provisions Apostoliques, tant de ladite Legation, sub-delegation, que des facultez par luy prétendues, pour icelles communiquées au Procureur General y est requis ce que de raison.

Reste un appel comme d'abus interjeté par ce

Religieux, de ce qui a esté fait par un Vicair du dit Cardinal de Lorraine, & de la faulx & fautive appellee sur le temporel. Quant à ce qui a esté fait pour la reformation du Prieuré, n'estant y toucher comme chose spirituel, & s'il y a grief à *** deligeans. Mais quant à la faulx & fautive, qui seroit prendre aucunement cognoissance du possesseur, duquel le Juge Royal seul doit avoir cognoissance, *non ut aliqui dixerent ex privilegio spirituali, sed ex jure canonico, c. tam qui filii*, &c. ne se peut soutenir. Vray est que l'appellé qui est ce Religieux ne peut avoir interet, s'il se trouve qu'il n'a point de droit au Benefice, *an reversa non habet jus, quod Senatus suo iudicio dirimet*. Conclud ledit Procureur General du Roy comme dessus.

Lettres patentes du Roy sur les Bulles de la Legation d'Avignon du Cardinal de Bourbon. 1565.

IX. CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feaux les Gens tenants nostre Cour de Parlement de Tholose, & à tous autres nos Officiers, chacun d'eux comme à luy a partiendrait. Nostre très-cher Cousin Charles Cardinal de Bourbon nous a fait remonstrier, que nostre très-cher Cousin le Cardinal de France, naguères Legat & Vicair General de nostre très-saint Pere le Pape en Avignon & Comté de Venise, ayant cy-devant esté & remis es mains de sa Sainteté ladite Legation & Vicariat, nostre dit Cousin le Cardinal de Bourbon en auroit esté pourveu par icelle sainte Sainteté, ainsi qu'il nous a fait apparoir par les Bulles, lesquelles il nous a supplié & requis luy permettre faire mettre en execution, & sur ce luy octroyer nos Lettres requises & nécessaires. Et pour ce qu'aussies Bulles & Lettres de provision de ladite Sainteté outre les Provinces d'Arles, Aix, & Ambrun, y est comprise la province de Narbonne, étant dans vostre ressort, de laquelle les précédens Legats de la Nation Francoise ont jouy, combien que ledit Cardinal Francez dernier Legat & Comte susdit n'en ait jouy, nonobstant l'expression de ladite province de Narbonne en semblables Bulles & provisions, dont pour certaines & bonnes raisons il auroit esté empêché.

Nous toutefois voulant en toutes choses qui touchent & concernent nostre dit Cousin le traiter en telle faveur & recommandation que la proximité du sang & lignage dont il nous touche, & les très dignes vertus & recommandables services qu'il nous a cy-devant faits & fait ordinairement préeide nous le méritent, à icelui nostre dit Cousin pour ces causes & autres bonnes grandes & raisonnables considerations à ce nous mouvans, de nostre propre mouvement, puissance & autorité Royale, & par l'avis & consentement de nostre très-ches & très-aimée Dame & mere, autres Princes de nostre Sang, & gens de nostre Conseil, permis, octroyé & accordé, permettons, octroyons & accordons par ces presentes, que ledites Bulles il puisse faire mettre à due & entiere execution, & en vertu d'icelles exercer ladite Legation & Vicariat avec

les mesmes facultez, pouvoir & autoritez qui luy ont esté données & octroyées par nostre dit saint Pere le Pape, & qu'il est plus amplement porré par icelles Bulles, tant en ladite province de Narbonne, qu'en autres dires provinces Non comme icelle province de Narbonne étant comprise sous la Legation d'Avignon, (ce que ne voulons & entendons) mais comme li à part & séparément, & par Bulle speciale la Legation de la province de Narbonne luy fut octroyée, & sans que nostre dit saint Pere & ses successeurs, ne les autres Legats & successeurs à nostre dit Cousin, pussent en vertu d'icelles Bulles ay de cette nostre déclaration prendre ladite province de Narbonne estre comprise sous la Legation d'Avignon.

Et voulons de vous mandons, que pour le regard de nostre dit Cousin seulement, & tant qu'il tiendra ladite Legation, vous faires ces prelates lire & enregistrer, & du contenu en icelles, ensemble d'icelles Bulles nostre dit Cousin jouy & user pleinement & paisiblement, sans en ce luy faire, mettre ou donner, ne souffrir luy estre fait, mis ou donné aucun arrest, trouble, deshoirables ou empeschement au contraire; lequel li fait, mis ou donné luy esloir, faites le tout mettre en pleine & entiere délivrance, & au premiss & deu estât.

Pourveu qu'aussies Bulles ne soit aucune chose qui préjudice, ne puisse préjudicer à nous & à nostre Couronne, privileges & libertez de nostre Eglise Gallicane, & sans sur ce en attendre: plus ample justice, ny plus ample ny special mandement de nous, que celui desdites presentes: lesquelles voulons & entendons pour ce que dessus vous servir de premiere, seconde & tierce justice, nonobstant oppositions quelconques & sans préjudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons ladite publication & enterinement de cesdites presentes estre aucunement différé ne retardé, nonobstant aussi quelconques ordonnances, restrictions, mandemens, défenses, & Lettres à ce contraires: Car tel est nostre plaisir. Donné à Bayonne le 6. jour de Juin l'an de grace 1565. & de nostre Règne le 4. Par le Roy en son Conseil, ROUART, & scellé.

Arrest du Parlement de Thoulouze.

Vu par la Cour, les Chambres assemblées, l'Arrest & délibération par elle faite sur le Registre des Bulles de la Legation d'Avignon, Comté de Venisse, Province, de Vicence, Ambrun, Ailes, & province de Narbonne, concédées au Cardinal de Bourbon par nostre saint Père le Pape, sous mêmes facultez & privilèges concernant la Legation concédée au Cardinal d'Autich, & depuis au Cardinal Farnese, son successeur en ladite Legation; les Lettres Patentes du Roy données à Bayonne le sixième de Juin dernier passé; & l'extrait des articles contenant les facultez desdits Cardinaux, aussi Legats en Avignon & Comté de Venisse; les Registres de la Cour, ensemble le dire du Procureur General du Roy. A été arresté, que lesdites articles & facultez seront enregistrées, pour en user par ledit Cardinal de Bourbon en la province de Narbonne, sous les modifications & restrictions contenues en ces Bulles de nostre saint Père le Pape, & Lettres Patentes du Roy.

Et sans que ledit Cardinal de Bourbon Legat puisse procéder à reformation, ny mutation de statuts ou privilèges des Eglises de fondation Royale, patronat, ou autres, sans appeller le Procureur General, Patron, corps des Universitez, Collèges & Chapitres, dont il traitera la reformation, ny procéder en icelle, d'engager aux fondations seculaires, & privilèges obtenus en faisant icelles fondations, par lesdits seculiers ou Ecclesiastiques qui les auront faites sur leurs patrimoines & biens seculiers, ny user des facultez de légitimes bandes, & autres personnes illicites, sinon pour être promues aux sacra Ordres, Benefices, & etats d'Eglise, & non pour les rendre capables de succéder, ou leur être succédé, ny d'obtenir offices & etats seculiers.

Aussi ne pourra bailler permission d'aliéner biens immeubles des Eglises, pour quelque utilité & événement nécessaire que ce soit, par vente, permutation, inféodation, ou louage à longues années, ains seulement pour bailler refens & délégations aux Sujets du Roy habitans en icelle province, pour connoître, retirer & débiter desdites alienations, usuelle évidente, & urgente nécessité d'icelles.

Ne pourra réserver aucunes pensions sur les Benefices, encore que ce soit du confitement desdits Beneficiers, sinon au profit des resignans, quand ils resigneront à cette charge, ou quand ce sera pour la pacification des Benefices litigieux; & de la charge aussi que par icelle pension ne pourra excéder la troisième partie des fruits d'icels Benefices, déduites toutes charges, ny déroger à la regle de *versumili matris ubi*, ny de *publicis resignantibus in pariter*; ne autrement contrevenir aux droits & prérogatives du Royaume, saints Doctes & Conciles, droits des Universitez, libertez de l'Eglise Gallicane, Concordats, Edicts, Ordonnances du Roy; & sera tenu iceluy Cardinal de Legat faire registre à part de toutes Expéditions qui seront faites & expédiées pour la province de Narbonne, & lequel ne pourra commettre ni députer en son absence, ou autrement, aucun Vicarie ou Substitut, ayant pareilles puissances ou facultez que lui en la province de Narbonne; mais pourra commettre un Regent de la Chancellerie, & autres Officiers pour exécuter ladite Legation. Et de ce que dit est ledit Cardinal baillera Lettres au Roy qui seront apportées devant la Cour pour y être enregistrées. Prononcé en Parlement le 20. d'Aoust 1565.

*Arrest du Parlement d'Aix, sur les facultez du Vice-Legat d'Avignon. 1606.**Extrait des Registres du Parlement.*

X. S. U. N. la Requête présentée à la Cour par Messire François Montorio Evêque de Nicaïre, & Vice-Legat en la Legation de la Cité d'Avignon, tendant afin pour les causes y contenues, avoir la vérification & enregistrement tant des Lettres de provision concédées par son saint Père le Pape Clement VIII. de la Legation & députation de Legat audit Avignon, en faveur du sieur Aldobrandin Cardinal de Saint George, contenant les facultez ordinaires que les sieurs Legats & Vice-Legats de ladite Ville ont accoustumé jouir & user, que des autres provisions octroyées par ledit Cardinal saint George audit Messire Montorio, à ladite charge de Vice-Legat à son lieu & place, & sous les mêmes facultez, ensemble des Lettres Patentes de sa Majesté par lui obtenues, adressantes à la Cour, pour faire jouir ledit Vice-Legat desdites facultez aux qualitez y contenues, pour en jouir selon leur forme & teneur.

Veu les Bulles & provisions octroyées par son saint Père le Pape Clement VIII. de la Legation audit Avignon, en faveur dudit Cardinal saint George, avec les facultez & autorités y de-

signées, & de subroger en son lieu & place tel qu'il adviendrait, de la qualité mentionnée auxdites Bulles, données à Rome le dix-huitième Juillet mil six cents quatre, deusément signées & scellées; Autres Bulles & provisions octroyées par ledit Cardinal saint George, de la charge de Vice-Legat audit Avignon, en faveur dudit Messire Montorio Evêque de Nicaïre sous les mêmes facultez & pouvoir concédées par sa Sainteté audit Cardinal saint George, données lesdites Bulles audit Rome le onzième Novembre audit an mil six cents quatre, deusément signées & scellées à laes de soye rouge pendant; Deux brevets de ladite Sainteté; portans confirmation de ladite subrogation de Vice-Legat, avec mandement des y dénommez de reconnoître ledit Messire Montorio en ladite charge; & donner lesdits Brevets les dixième & douzième dudit mois de Novembre. Lettres Patentes de ladite Majesté, portant confirmation desdites Bulles & provisions, pour jouir par ledit Vice-Legat des facultez que souloient les antérieurs en ladite charge, & ce aux qualitez & conditions contenues & designées auxdites Lettres Patentes, données à Paris le vingt deuxième Mars mil six cents cinq, si-

gnées, HENRY, & plus bas, Par le Roy Comte de Provence, FORGET, scellées du grand sceau. Requête dudit Messire Monroio, pour avoir la verification & enregistrement des bulles Lettres, & en jouir selon leur forme & teneur. Ordonnance faite au bas d'icelle du 11. Avril dernier, portant qu'elle seroit montrée au Procureur General du Roy : réponse d'iceluy, n'empêchant l'annexé & enregistrement requises aux qualitez portées par les conclusions prises sur la premiere déposition de pouvoir du Suppléant, savoir, que ce soit sans abus & préjudice aux Loix du Royaume, droitz & libertez de l'Eglise Gallicane : en date

ladite réponse du douzième dudit mois. Autre Requête à mesmes fins.

Tout considéré, dit à esté, que la Cour a octroyé & octroye audit Messire Monroio, l'annexé par luy requise desdites Bulles & provisions, lesquelles seront enregistrees & Registrees d'icelle, pour estre gardées & observées, & en jouir par l'impetrant aux charges & qualitez contenues aux Arrets de la Cour, donnez sur la verification de semblable pouvoir. Publié à la Barre du Parlement de Provence étant à Aix le dernier Jun 1606. *Signé*, ESTIENNE.

Arrests sur les facultez du Vice-Legat d'Avignon. 1610.

Extrait des Registres de Parlement.

XI. S'UN la Requête présentée à la Chambre ordonnée en temps de vacations par Messire Philippe Philonardi, Evêque d'Aquin, Vice-Legat en la Legation d'Avignon, tendant afin pour les causes y contenues d'avoir annexé des provisions par luy obtenues tant de nostre saint Pere le Pape, que du Legat, pour ladite charge de Vice-Legat. Veu ladite Requête du septième Juillet mil six cents dix, lesdites provisions données tant par nostre saint Pere, que le Legat, en faveur dudit Messire Philonardi, pour ladite charge de Vice-Legat en la Legation d'Avignon, du treize-unième de May, & second de Jun passé. Autre Re-

quête à mesmes fins. Conclusions du Procureur General du Roy.

Tout considéré, dit à esté, que ladite Chambre a octroyé & octroye l'annexé requise, sans préjudice des droitz du Roy, & privileges de l'Eglise Gallicane, à la charge de obeir de sa Majesté les Lettres de confirmation nécessaires dans six semaines, lequel temps passé à faute de ce faire, les provisions qui seront par luy expédies, ne seront reçues. Fait à Aix en la Chambre ordonnée en temps de vacations, & publié à la Barre le neuvième Juillet mil six cents dix. *Signé*, ESTIENNE.

Extrait des Registres de Parlement.

XII. S'UN la Requête présentée à la Chambre ordonnée en temps de vacations, par Messire Philippe Filonardi Evêque d'Aquin, Vice-Legat en la Legation d'Avignon, tendant aux fins pour les causes y contenues, de faire dire & ordonner, que les Lettres Patentes par luy obtenues de sa Majesté, & les Lettres de subdelegation de ladite charge, & Bref de sa Sainteté expédié sur icelles, soient lous & enregistrees & Registrees de la Cour de Parlement de Provence, pour jouir par ledit Evêque aux lieux du ressort de ladite Cour, mentionnées esdites Lettres & Bref. Veu l'extrait desdites Lettres & Bref, signé, SIERIDY, Greffier. Lettres Patentes de sa Majesté, obtenues par ledit Messire Filonardi, pour faire enregistrer icelles Lettres & Bref, données à Paris le vingt-troi-

sième Juillet dernier, scellées du grand Sceau, signées, LOUIS, & au plus bas, Par le Roy Comte de Provence, La Reque Regente sa mere presente, signé, PHILIPPES. La Requête dudit Vice-Legat du troisième du présent mois de Septembre. Conclusions du Procureur General du Roy. Autre Requête à mesmes fins.

Tout considéré, dit à esté, que la Chambre a ordonné & ordonne, que lesdites Lettres Patentes soient enregistrees & Registrees de la Cour, pour estre gardées & observées, & en jouir par l'impetrant selon sa forme & teneur, aux qualitez portées par l'Arrest donné au mois de Juillet dernier. Fait à Aix en la Chambre ordonnée en temps de vacations, & publié à la Barre le sixième Septembre mil six cents dix. *Signé*, ESTIENNE.

Arrest du Parlement de Provence, sur les facultez du Vice-Legat d'Avignon. 1614.

Extrait des Registres de Parlement.

XIII. S'UN les Requêtes présentées à la Cour par Messire Jean-François des Comtes de Bagui Archevêque de Patras, pourveu par M. le Cardinal Borghese, Legat d'Avignon, du gouvernement & autres Legations dudit Avignon, & confirmées par sa Sainteté, tendantes aux fins pour les causes y contenues, avoir la verification, annexé & enregistrement desdites provisions, & Bref

octroyé par sa Sainteté, en faveur dudit sieur Archevêque de Patras, dudit gouvernement, pour en jouir suivant sa forme & teneur. Veu lesdites Lettres & Bref dudit Messire Jean-François des Comtes de Bagui, dudit gouvernement, données à Rome le premier & quatorzième Avril année présente 1614. doucement scellées sous les qualitez & privileges y mentionnez, enregistrees audites

Registres le 27. du present mois de May. Requête dudit fleur Archevesque, pour avoir la verification & enregistrement desdites provisions, du trentième dudit mois de May. Conclusions dudit Procureur General du Roy. Autre Requête à mesmes fins.

Tout considéré, dit a esté, que la Cour a octroyé audit Messire Jean-François des Comtes de Bagny, l'annexe requise, ordonne que les Lettres de provision de Vice-Legation audit Avignon, seront enregistrées es Registres d'icelle Cour, pour en jouir par luy aux charges & conditions portées

es Arrests de verification des Bulles de ladite Legation, & sans prejudice du droit du Roy, & libertez de l'Eglise Gallicane : & à la charge aussi de rapporter dans deux mois Lettres Patentes de sa Majesté, contenant approbation & acceptation de ladite provision, autrement ledit temps passé, & à faute de ce faire, n'aura ladite Cour aucun égard aux expéditions qui seront faites en vertu de ladite Vice-Legation. Publié à la Barre du Parlement de Provence seant à Aix, le dernier May 1614. *Signé, ESTIENNE.*

Arrest du Parlement d'Aix, sur l'enregistrement des Provisions du Vice-Legat d'Avignon. 1623.

Extrait des Registres de Parlement.

XIV. **S**UR la Requête présentée par Messire Cosme de Baldi Florentin, Eveque de Carpentras, Vice-Legat en la Legation d'Avignon, tendant ainsy pour les causes y contenues avoir annexe, placer, & pareatis des provisions par luy obtenues du fleur Legat d'Avignon, portant établissement de Vice-Legat en sa faveur, confirmées par Brevet de nostre saint Pere le Pape, pour en jouir selon leur forme & tenenr. Veu ladite Requête du vingtième Novembre mil six cens vingt-trois, Bulles & provisions obtenues par ledit fleur Vice-Legat du Seigneur Legat, portant établissement en sa faveur de ladite charge de Vice-Legat, données à Rome le vingt-cinquième Septembre dernier : Brevet octroyé par nostre saint Pere le Pape, portant confirmation desdites provisions, donné à Rome le vingt-neufième dudit mois de Septembre mil six cens vingt-trois. Autre Requête à mesmes fins. Conclusions du Procureur General du Roy.

Tout considéré, dit a esté, que la Cour ayant égard à ladite Requête, a octroyé & octroye audit Messire Cosme de Baldi, l'annexe requise. Ordonne que lesdites Lettres de provision & Brevet seront enregistrées es Registres d'icelle, pour en jouir aux charges & conditions portées par les Arrests de verification des Bulles de ladite Legation, & sans prejudice des droits du Roy, & libertez de l'Eglise Gallicane, & à la charge aussi de rapporter dans deux mois Lettres Patentes de sa Majesté, contenant approbation & acceptation de ladite provision ; autrement ledit temps passé, à faute de ce faire, n'aura ladite Cour aucun égard aux Expéditions qui seront faites en vertu de ladite Vice-Legation. Ordonne neantmoins que pour l'advenir ne sera accordé aucun pareatis en pareil cas, sans avoir au préalable rapporté les Lettres Patentes du Roy de confirmation à la Cour. Publié à la Barre du Parlement de Provence seant à Aix, le 22. Novembre 1623. *Signé, ESTIENNE.*

Lettres de déclaration du Roy au Parlement de Thoulouse, sur les facultez du Vice-Legat d'Avignon. 1624.

XV. **L**OUIS, &c. à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Thoulouse, Salut. Nostre cher & bien amé Cousin le Cardinal Barberin, neveu de nostre saint Pere le Pape Urbain VIII. nous a fait remonstrer comme sa Sainteté l'aurait pourveu de la Legation d'Avignon, avec les mesmes pouvoirs, autoritez, & facultez qui ont esté octroyées à nos très-chers Cousins les Cardinaux cy-devant Legats en icelle Legation : & ne pouvant nostreudit Cousin le Cardinal Barberin venir exercer ladite Legation en personne, pour les occupations qu'il a auprès de sa Sainteté, & autres légitimes empeschemens, auroit estably & constitué son Vice-Legat & Vicair general, nostre amé & feal Messire Cosme de Baldi Eveque de Carpentras, auquel il auroit donné pareil & semblable pouvoir que celui qui luy auroit esté octroyé par sadite Sainteté, laquelle auroit icelle subdelegation confirmé & approuvé, ainsi qu'il nous est apparu par l'original de la Bulle, Bref & provisions pour ce expédiées, données à Rome les 1. 12. & 14. d'Octobre dernier passé : & ayant sa Sainteté outre les provinces d'Arles, Aix, Vienne, & Am-

brun, compris ausdites provisions la province de Narbonne, qui est de vostre ressort, conformément auxquelles Lettres nostreudit Cousin Nous auroit requis luy accorder nos Lettres d'attache nécessaires, pour pouvoir jouir & user de sesdites facultez en ladite province de Narbonne. A ces causes, desirant satisfaire à l'intention & volonté de sadite Sainteté, pour beaucoup de justes & grandes considerations à ce nous mouvans, après avoir fait voir lesdites provisions en nostre Conseil.

De l'avis d'iceluy, & de nostre grace speciale, & autorité Royale, avons permis & octroyé, permettons & octroyons par ces presentes signées de nostre main, à nostreudit Cousin le Cardinal Barberin, & audit fleur Eveque de Carpentras son Vice-Legat, que ladite Bulle, Bref & provisions susdites, dont copie est cy-attachée sous le contrefeul de nostre Chancellerie, ils puissent & leur soit loisible mettre ou faire mettre à décuë & entiere execution, & en vertu d'icelles exercer leurdite Legation & Vice-Legation, respectivement avec les mesmes facultez, pouvoirs, & autoritez contenues esdites provisions, & semblables à celles desdits Cardinaux Legats, tant en ladite province de Narbonne,

Narbonne, que autres comprises en ladite Legation dudit Avignon; non routesois comme si ladite province de Narbonne eilour compesée sous la Legation d'Avignon, mais comme elle par & le département ladite Legation de ladite province de Narbonne leur eult esté octroyée, & sans qu'on puisse en vertu de leurs provisions, & de cette déclaration & présente commission, prétendre ladite province de Narbonne estre comprise sous ladite Legation d'Avignon: pourveu qu'il ne s'y trouve chose contraire ou préjudiciable à nos auctoritez, privileges, franchises, & libertez de l'Eglise Gallicane, & aux saints Decrets, Concordats, & Indults entre le saint Siege Apostolique & nous. Si voulons & mandons, que nostre presente déclaration, commission, voulons & intention, vous faictes lire, publier & enregistrer lesdites Bulles, brefs, & provisions, & du contenu en icelles faire jouir & user nostredit Cousin le Cardinal Barberin, Legat suldit, & ledit sieur Eveque de Carpentras, sans y faire aucune restriction, modification, ny difficulté, ny leur faire, ny souffrir leur estre fait,

mis ou donné aucun trouble ny empeschement: lesquels si faits, mis, ou données leur estoient, faites le tout mettre à pleine & entiere delivrance, & au premier état & deu, encore que lesdits sieurs Cardinal Barberin, & Eveque de Carpentras ne fussent repueles, & nax en nostre Royaume, sans attendre autre plus ample provision, jussion, ne plus expres commandement de nous que ces presentes, lesquelles voulons & entendons tenir son plein & entier effect, & vous servir de premiers, seconde, troisième, & finale jussion, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles: pour lesquelles ne voulons la publication & entente de cesdites presentes estre aucunement différé ni retardé, nonobstant aussi quelconques Edicts, Ordonnances, restrictions, modifications, mandemens, défenses, & Lettres à ce contraire, auxquelles & aux derogations des derogatoires nous avons dérogé & dérogeons par cesdites presentes pour ceste fois: Car tel, &c. Donné à Compiègne le 10. May 1624.

Arrest du Parlement de Provence, par lequel est dit que le Vice-Legat d'Avignon rapportera Lettres Patentes du Roy sur l'approbation de son pouvoir, autrement ladite Cour n'aura aucun égard à les Bulles.

Du 6. Fevrier 1624. d. ns la Grand'Chambre de matin.

XVI. **S**Ua la requisition verbalement faite par le Procureur General du Roy, a esté resolu, que le sieur Vice-Legat en la Legation d'Avignon rapportera déclaration du Roy, contenant approbation de ses provisions & facultez, suivant le précédent Arrest, dans deux mois: autrement

à suite de ce faire, ledit temps passé, ladite Cour n'aura aucun égard aux Bulles & provisions qui par luy seront laies.

Pour extraict du Registre des deliberations de la Cour de Parlement de Provence. *Sigot, ESTIENNE.*

Lettres Patentes du Roy, obtenues par le Cardinal Barberin neveu du Pape, pourveu de la Legation d'Avignon, & Cosme Bardi Eveque de Carpentras, portant provision en leur faveur de faire enregistrer les Bulles qu'ils ont obtenues de sa Sainteté, & pour en jouir comme les autres ont fait cy-devant: pourveu routesois qu'il ne s'y trouve chose contraire ou préjudiciable aux auctoritez de sadite Majesté, privileges, franchises, & libertez de l'Eglise Gallicane.
1624.

XVII. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes, à nos amez & feux les gens tenants nostre Cour de Parlement à Aix, Salus. Nostre très-cher & bien aimé Cousin le Cardinal Barberin, neveu de nostre S. Pere le Pape Urbain VIII. nous a fait remonstrier comme la Sainteté l'auroit pourveu de la Legation d'Avignon, avec les memes pouvoirs, auctoritez & facultez qui ont esté octroyées à nos très chers Coufins les Cardinaux, cy-devant Legats en icelle Legation: & ne pouvant nostredit Cousin le Cardinal Barberin venir exercer ladite Legation en personne, pour les occupations qu'il a auprès de ladite Sainteté, & autres legitimes empeschemens, auroit establi & constitué un Vice-Legat & Vicare general, nostre amé & feal Messire Cosme de Bardi Eveque de Carpentras, auquel il auroit donné pareil & semblable pouvoir que celui

qui luy auroit esté octroyé par sadite Sainteté, la quelle auroit icelle subdelegation confirmée & approuvée, ainsi qu'il nous est apparu par l'original de la Bulle, Bref, & provisions pour ce expedies, données à Rome le 2. 12. & 14. d'Octobre dernier passé: sinquoy nostredit Cousin nous auroit requis luy accorder nos Lettres d'attache necessaires, pour faire versifier & enregistrer lesdites Bulle & facultez en nostredit Parlement d'Aix.

A ces causes, inclinans au desir de nostredit Cousin le Cardinal Barberin, Legat suldit, & d'iceluy sieur Eveque de Carpentras son Vice-Legat, après avoir fait voir lesdites provisions en nostre Conseil: De l'avis d'iceluy, & de nostre grace speciale, & auctorité Royale, leur avons permis & octroyé, permettons & octroyons par ces presentes signés de nostre main, que ladite Bulle, Bref, & provisions susdites, dont copie est cy-attachée sous le contre-scel de nostre Chan-

Tom. I. Faict III.

L1

cellerie, ils puissent faire vérifier, interner, & registrer en nostre Parlement d'Aix, pour en jouir avec les mêmes privilèges, facultés, pouvoirs, & autorités contentés esdites provisions, & eussent ainsi que les autres Cardinaux qui ont été cy-devant Legats en ladite Legation, & leurs Vice-Legats, & chacun d'eux en ont joui, pourvu toutefois qu'il ne s'y trouve chose contraire ou préjudiciable à nos autorités, privilèges, franchises, & libertés de l'Eglise Gallicane, & aux saints Decrets, Concordats, & Indults entre le saint Siege Apostolique & Nous.

Si vous mandons & enjoignons, que suivant nostre présente commission, vous fassiez vérifier, lire, publier, & enregistrer lesdites Bulles, brevets, & patentes desdites provisions, & du contenu en icelles faire jouir & user pleinement & paisiblement nostredit cousin le Cardinal Barberin, & ledit sieur Evêque de Carpentras son Vice-Legat, & chacun d'eux, sans y faire aucune restriction, modification, ny difficulté, ny leur faire, ny souffrir leur être fait, mis, ou donné aucun trouble ny empêchement, lesquels si faits, mis, ou donnez leur étoient, vous ferez tous mettre à

plainte & enclere délinquans, & eussent deu, sans attendre autre plus ample provision, jussion, ny plus expès commandement de nous que ces présentes, lesquelles voulons & entendons sortir leur plein & entier effet, & de vous servir de revue jussion, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles; pour lesquelles ne voulons ladite publication & enterinement desdites Lettres, être aucunement différé ou retardé, nonobstant aussi quelconques droits, ordonnances, restrictions, modifications, mandemens, défenses, Lettres, & autres choses à ce contraires, auxquelles & aux dérogoires y contenues, nous avons dérogé & dérogeons par cesdites présentes pour cette fois: Car tel est nostre plaisir. Donné à Compiegne le dixième jour de May l'an de grace mil six cents vingt-quatre, & de nostre regne le quatorzième. Signé, L. O. U. I. S., Par le Roy Comte de Provence, PHÉLIPPAUX: & scellés du grand sceau de cire jaune à simple queue, & conservés. Pour extraire du Registre des Lettres Royaux du Parlement de Provence. Signé, ESTIENNE.

Arrest de verification du pouvoir du Cardinal Barberin Legat, & de son Vice-Legat en Avignon, sous les modifications contenues aux précédentes Lettres du Roy. 1624.

Extrait des Registres de Parlement.

XVIII **S**ur la Requête présentée à la Cour par Messire François Barberin Cardinal du saint Siege Apostolique, neveu de nostre saint Pere le Pape Urbain VIII. de ce nom Legat en la Legation d'Avignon, & par Messire Cosme Bardi Evêque de Carpentras, Vice-Legat de ladite Legation, tendant afin pour les causes y contenues, avoir Lettres d'annexe, placet, & pareatis, des Bulles à eux respectivement données par nostredit saint Pere le Pape, & commission dudit sieur Cardinal audit Messire de Bardi, portant provision en leur faveur de ladite Legation & Vice-Legation, ensemble la verification des Lettres Patentes du Roy sur ce par eux obtenues.

Veu lesdites Bulles concernant ladite Legation d'Avignon, données à Rome apud S. Marium Majorem, aux Incarnations. *Dominus noster sextentiesmo vigesimo tertio, sexto nonas Octobris, Porrigimus anno primo.* Lettres de commission dudit Messire François Barberin Cardinal, de ladite Vice-Legation en faveur dudit Messire Bardi, données à Rome dans le Palais Apostolique le douzième Octobre dite année six cents vingt-trois. Autres Bulles de nostredit saint Pere le Pape, portant confirmation de ladite Vice-Legation audit Messire Bardi, données à Rome dans ledit Palais de Sainte Marie Major l'an de l'Incarnation six cents vingt-trois, & le quatrième dudit mois d'Octobre: Lettres patentes du Roy en forme de déclaration des pouvoirs, autorités & facultés

desdits Legat & Vice-Legat d'Avignon, données à Compiegne le dixième May dernier, ladite requête avec le décret qu'elle seroit montrée au Procureur General du Roy, du dixhuitième de ce mois.

Conclusions dudit Procureur General, par lesquelles veu lesdites Bulles, commissions & Lettres patentes du Roy y jointes, n'empêchent l'annexe desdites Bulles, commission & enregistrement desdites Patentes, pour en jouir par ledits Impétrans en ce qui concerne le spirituel tant seulement, en ce ressort sous l'autorité du Roy, & aux qualitez des modifications contenues aux annexes des facultez de ses devanciers, & sans abus.

Dit & été que la Cour a octroyé & octroie l'annexe requise, a ordonné & ordonne que lesdites Bulles de nostre saint Pere le Pape, Commission & Lettres patentes du Roy, soient enregistrées au Greffe civil de la Cour, pour être gardées & observées suivant leur forme & teneur, pour en jouir par ledits Impétrans en ce ressort sous les modifications portées par lesdites Lettres patentes, & autres contenues sur l'octroy des annexes des autres devanciers Legats & Vice Legats; sans pour ce payer aucuns droits de bonnes, attendu leur qualité, & sans conséquence. Publié à la Barre du Parlement de Provence seant à Aix, le vingtième Juin mil six cents vingt-quatre. Signé, ESTIENNE.



Arrests du Parlement de Provence, touchant les facultez du Vice-Legat d'Avignon. 1629.

Extrait des Registres de Parlement.

XIX. **S**UR la Requête présentée à la Chambre ordonnée durant les vacations, par Messire Marie Philonardo Archevesque d'Avignon, tendante à ce, pour les causes y contenues, qu'ayant esté pourveu de la charge de Vice-Legat en la Legation dudit Avignon, le bon plaisir de la Chambre soit de lui donner l'annexé & parer à ses provisions. Veu ladite Requête du dixième de ce mois respondue par le Procureur General du Roy, les provisions y attachées, & la recharge du jourd'hui. Tout considéré.

Dit à esté que ladite Chambre avant fait droit sur ladite Requête, conformément à l'Arrest du vingt-deuxième Novembre mil six cens vingt-neuf, a ordonné & ordonne que ledit Philonardo rapportera Lettres patentes de confirmation de Sa Majesté, pour ce fait estre pourveu ainsi qu'il appartiendra. Fait à Aix en la Chambre ordonnée en temps de vacations, & publié à la Barre le dixième Septembre mil six cens vingt-neuf. *Signé* CHAILLAN, Commis.

Extrait des Registres de Parlement.

La Cour pourvoyant sur la requisiion verbalement faite par le Procureur General du Roy a ordonné & ordonne, que le Vice-Legat en la Legation d'Avignon fera adonques de rapporter ses Lettres de declaration de Sa Majesté dans un mois précéssamment; autrement ledit temps passé a fait & fait inhibitions & défenses aux Sujets de Sa Ma-

jesté de se pourvoir en autre part pour les provisions des Benefices que à l'Ordinaire, ou parlant l'Archevesque d'Arles, comme le plus proche Métropolitain. Publié à la Barre du Parlement de Provence leant à Aix le vingtième Octobre mil six cens vingt-neuf, *Signé* CHAILLAN, Commis.

ANGLIARUM Reges de Henrico in Henrico I. pag. 172. anno 1169. Posthuc Calixtus Papa Giffonem venit, quo ad eum colloquium Rex Anglorum occurrit. Acta sunt multa inter illos, quorum gratia per erat tanta conversio personarum: inter que Rex à Papa impetravit, ut omnes consuetudines quas pater suus in Anglia, & in Normannia habuerat, eis concederet, & maxime ut nonnullas aliquando Legatos officio in Anglia fore permitteret, si non ipse aliquis principis quorundam exigeret, que ab Episcopo Regis sui transmissi non possent hoc fieri à Papa postulavit.

Manuscripti Hist. Angl. in Stephano. pag. 113. anno 1151.

Joannes Papae Cardinalis, Legatione fuffragis in Hiberniam quatuor diebus Archiepiscopus, qui dum per Angliam transiit habuisset, Regi Stephano fidelitatem juravit.

Reges de Henrico in Henrico II. pag. 114. anno 1174. Eodem anno Alexander Papa misit Vicarium Presbiterum Cardinalem, Apostolicis Sedis Legatum, in Scotia & in insulas circumjacentibus, & in Hibernia & in Norwegia, ad causas Ecclesiasticas audendas & determinandas. Quod cum in Angliam venisset, dominus Rex misit ad eum Ricardum Wintoniensem, & Godefridum Eboracensem Episcopos, ut interrogarent eum cujus auctoritate actus erat intratus in Regnum suum sine licentia ipsius. His quæ interrogantibus perdidit Cardinallis plurimum secretorum, & de falsificatione juramenti ipsius, & de dote et de licentia transiens usque in Scotia, & dominus Rex invenit ei conductum & expensis, usque dum venire in terram Regis Scotiae.

Item Reges de Henrico in Henrico I. p. 177. anno 1170. Eodem anno Joannes Anagninus Cardinalis missus à latere dom. Papæ ad determinandas item que erat inter Cantuariensem Archiepiscopum & Monachos S. Trinitatis Cantuariæ, applicatus in Angliam apud Dover, & protulit hunc ut ei per ipsos procederet, nisi per mandatum Regis: & ille hunc remansit, dicens dom. Regi misit per illos. Interim dom. Rex venit Cantuariam, & fecit pacem inter Cantuariensem Archiepiscopum & Monachos suos, &c. Deinde misit Rex per Joannem Anagninum Cardinalem, qui Cantuariam venisset, & cum solemniprocedione receperet matrem illius, quod in absentia illius pax facta fuit inter Archiepiscopum & Monachos suos.

Manuscripti in Henrico II. pag. 672. anno 1149. Applicatus in Angliam Episcopus Subsecretarius Rom. Ecclesiæ Cardinalis, tunc in pacem Rotomagensis Legatus, videlicet

Norregiam, Daciam & Suetiam, & Regem Norregie Haconem in Regem instituit & coronavit. Qui tamen in Angliam ingressus primum difficultatem delictorum à Rege invenit, qui semper foles Legati quales quales, & omnes suavi Papales Reges que ingreditur depugnarent, vel aliquis modo perveniret à domo jusdicti in animas suas, quod ab autum Regis, vel Regis, vel Ecclesiæ detrimere in Angliam veniret, nisi tantummodo tranquillum transiit faceret per ipsum terram de pot. in Dover ad portum Lann, ad Regia ostiora flum. tempore opportuno, & oborto vento prospero migraretur.

Ex eadem in Gernem. pag. 114. Archiepiscopo R. venisset in Angliam adventum filius publicæ ad Edwardum III. concessit cum hac cautione, ut tantummodo sancti Papæ exhortationes exequerentur, necnon sac. concilium, nec forentium forent in Curia & Regis paraplacium.

EXORDIUM *Manuscripti in Henrico II. pag. 177.* Vultus dom. Legati intrare Regnum Scotiae, in ibi de negotiis Ecclesiasticis iugiter, cum in Angliam respondit Rex Scotiae, Neque me memini Legatum in terra mea videri, nec opus esse aliquem esse vocandum, Deo gratias, nec adhuc opus est: immo si bene habuerit. Nec etiam tempore patri mei vel aliorum antecessorum meorum vultus est aliquis Legatus intus introitus habuisse, nec ego dum mei corpus fuerit videri.

Idem Henrici. Pars in Henrico III. anno 1230. Eisdem diebus, Legatus in Scotiam sequebatur festinus, dispositioque rebus necessariis & ductus Anglica qui viam, si forte pararentur, insidias explorarent, inter arripuit, & antequam regnum Scotiae intrasset, occurrit ei Rex Scotiae non acceptus ingressum suum. Dixi enim quid nuncquam aliquis Legatus, & acceptus ille sole in Scotiam intravit: non enim ut afferret, quod erat, & Christianitas ibi fortis, & Ecclesiæ profectus de habebat. Et cum sermones multipliciter & Rex fecit ad eum obsequendum erigere, ut, constitutum scilicet in ecclesiasticis utroque regni Magnatibus inter eos, cujus tenor fuit, in noscitur ratione illam adventum talis consensu in consequentiam venerunt, insuper in rectis suo scriptum illud signaret, &c. Rex vero in interioribus terre commorante, Legatus sine Regis licentia clam & subitè recessit predictum scriptum aliquatenus. *Fide Fulleimann Typogr. Hist. Henricum. lib. 18. cap. 55.*

Les facultes du Legat d'Avignon s'étendent sur Provinces d'Aix & Arles, qui sont en France. Sous l'Apostolicité d'Aix il y a les Vêpres d'Arles, Riez, Freges, Gap, & Sisteron. Sous l'Archevêché d'Arles il y a les Eveschés de Marseille, Gais Paul & Toulon. Les Eveschés

facultés s'étendent aussi aux Provinces d'Ambrun & Vienne. Sous l'Archidiocèse d'Ambrun il y a les Evêchés de Digne, Gap, Sisteron, & Venos. Sous l'Archidiocèse de Vienne, il y a les Evêchés de Valence, Viviers & Grénooble. Etes s'étendent aussi sous l'Archidiocèse de Narbonne, sous lequel sont les Evêchés de Car-

cassonne, Béziers, Agde, Lodève, Saint Pons, Alais, Nîmes, Montpellier, & Uzès. Mais il faut que lesdites facultés soient versées aux Parlements de Toulouse, Grenoble & Aix chacun à leur égard, c'est-à-dire, pour avoir effet dans les Evêchés qui sont dans leurs ressorts.

DES INDULTS DES CARDINAUX.

Indult concédé par le Pape Clement VII. à Jean Cardinal de Lorraine, 1530.

XX. **C**LEMENTIS Episcopus servus servorum Dei dilecto filio Joanni sancti Honorii Diocesis Cardinali salutem, & Apostolicam benedictionem. Ad personam tuam, quam multiplicem gratiarum amorem illarum largitur altissimus insignivit, dirigentes paternae considerationis intuitum, & attentes prospicientes quod tu Romanam Ecclesiam, cujus honorabile membrum exstis, tuorum honoris plenius magnitudine metatorum, dignum quin potius debitum reputamus, ut illam specialibus favoribus & prerogativis decorantes, ea tibi libenter concedimus per quae de beneficiis Ecclesiasticis personis benemeritis, & tibi obsequentiis ac aliis gratis & acceptis providere & erga illos te gratiosum reddere possis.

Hinc est quod nos motu proprio, non ad tuam vel alterius per te super hoc oblata petitionis instantiam, sed de nostra meta liberalitate, ut quodvis vivens solus per te vel alium seu alios, quem vel quos ad hoc diversis deputandum, seu deputandos, etiam quando & quotiens te de licentia nostra à Romana Curia etiam ubilibet & ultra montes etiam pro tua voluntate abesse contigerit, de quibuscumque beneficiis Ecclesiasticis cum cura vel sine cura, secularibus, & quovisvis ordinis regularibus, quae ad collationem, provisionem, presentationem, electionem, institutionem, seu quavis aliam similem vel dissimilem dispositionem tuam de jure vel consuetudine tam ratione sancti Honorii, quae denominatio tui Cardinalatus exstis, & Narbonen. ac Morinen. nec non Virdunen. quibus ex concessione & dispensatione Apostolica praesentis dignoscitur, & aliarum Cathedralium etiam Metropolitaniarum, quibus ex similibus concessione & dispensatione te praesentis contigerit, quam etiam aliarum quovisvis ordinis Ecclesiarum, ac Cluniacens. Maribonens. diocesis, necnon aliarum Monasteriorum, Prioratuum, prepositurarum, perpositurarum, dignitatum, personarum, administrationum & officiorum, aliorumque beneficiorum Ecclesiasticorum secularium, & quovisvis ordinum regularium, quae ex concessione & dispensatione praedicti in titulum vel commendam seu administrationem, aut aliis invicem, vel aut aliis unita, aut quocumque alio modo obtines & impoteris obtinere, communiter vel divisim, quomodolibet & quocumque jure vel titulo nunc pertinent & spectant, ac impoteris pertinere & spectare contigerit, etiam si secularia Canonici & praebendae, dignitates, personae, administrationes vel officia in dictis Narbonen. & Morinen. ac Virdunen. nec non aliis Cathedralibus etiam Metropolitani, vel Collegiis, & dignitates ipsae in eisdem Narbonen. Morinen. & Virdunen. ac aliis Ecclesiis post Pontificales majores seu Collegiales Ecclesiis hujusmodi principales, regularia vero beneficia hujusmodi Monasteria, non tamen consistorialia, Prioratus, prepositurae, prepo-

sitatus, Prioratus, prepositurae, prepositatus, dignitates Conventuales, & officia hujusmodi civilia fuerint, & ad dignitates, personarum, preposituras, prepositatus, administrationes, vel officia, Canonici & praebendae ceteraque beneficia hujusmodi concesserint qui per electionem seu quovisvis alium modum alium, etiam coram immunitate animarum, ac etiam si beneficia hujusmodi ex eo quia illa obtinentes aliquoties perdecisorem nostrorum Roman. Pontificum, aut S. Romanae Ecclesiae Cardinalium etiam viventium familiarum continui, commendales, seu dicti Sedis Notarii, Subdiaconi, Duconi, Acolyti, Capellani, cubicularii, nuntii, vel literarum Apostolicarum abbreviatores, scriptores, seu quocumque alia Romanae Curiae officiales quocumque nomine nuncupati fuerint, seu ex quavis alia causa etiam dispositionis Apostolicae specialiter vel aliis praeferunt ratione familiaritatis, consuetudinis, commendalarii, familiarum continuorum, commendalium nostrorum qui nunc sunt, seu aliis etiam olim Cardinalibus honore fungentibus fuerint, aut quando regimini militum Ecclesiae praefuerint erunt, generaliter reservata, seu ex generali reservatione Apostolica officia exstis seu fuerint, quae extra dictam curiam quomodolibet etiam illorum commendis exstantibus vacare contingerit, quibusvis personis de quibus tibi videbitur, etiam quocumque quovisvisque, & quacumqueque beneficia Ecclesiastica cum cura & sine cura obtinentibus & expectantibus, etiam regimini & administrationis, ac bonorum praedictarum Narbonen. Morinen. & Virdunen. & quovisvis aliarum Cathedralium etiam Metropolitaniarum Ecclesiarum, ac Cluniacensium, Maribonensium Monasteriorum & beneficiorum Ecclesiasticorum quovisvisque quomodolibet vacantium, quibus de persona tua provisioni fuerint aut aliis, quae ut praeteritum te obtinere contingerit, possessione etiam per te minime subsecuta intenti Apostolicis desuper tamen expeditis tam tua ordinaria quam Apostolica auctoritate providere, & illa eis conferre & de illis etiam disponere libere & licite valeas, petinde ac si collationes & commendae nostrae, expectative grati & speciales reservationes, mandata de providendo, & seu utendo, & quavis aliarum dispositiones etiam eisdem S. Romanae Ecclesiae Cardinalibus, etiam motu simili, vel ad eorum instantiam habentibus concessa & in posterum concedenda tam per nos seu Romanum Pontificem pro tempore existentem, quam Legatos de laetate etiam Cardinales quocumque etiam motu simili & ex certa scientia, cum quibusvis preparandis & formandis & inscribendis clausulis non emanassent seu emanassent, & quod Regulae Cancellariae Apostolicae dignitatum majorum & principalium, aliorumque beneficiorum etiam Cardinalium aut Romanorum Pontificum, non tamen nostrorum familiarum continuorum, commendalium

commendatum seu commendam, & dictæ sedis Officialium, seu alias quovismodo reservationes generales sunt speciales continentes live inducentes constitutiones, aut alias quomodolibet affectionem facientes ad dicta Monasteria, Prioratus, parochias, preposituras, dignitates, personatus, admistrationes & officia, Canonicatus, & Prebendis, alique beneficia nullatenus se extendant, sed de ipsis que pro tempore quomodolibet extra curiam prædictam etiam cessantibus commendis illorum que communita fuerint vacare contingent, ut præstetur, libere disponant, perinde ac si regimini & administrationi Ecclesiarum quibus de personis sua provisorum essent & impoſitorum providen, seu que quocumque titulo aut alia se obtinere contingent possessionem pacifice affectus foret, & dummodo licetæ Apostolicæ super provisionibus & præfectionibus de persona sua quibusvis Ecclesiis pro tempore factis hujusmodi expedire fuerint, collationes & commendæ nostræ, expectative gratæ, speciales & alie reservationes, affectiones, uniones, constitutiones, & mandata hujusmodi non appareant.

Si vero in dicta curia per obitum vel promotionem aut quamvis aliam dimissionem, præterquam per resignationem in manibus nostris, aut successorum nostrorum Romanorum Pontificum vacare, ac de illis sic vacantibus per nos & sedem prædictam disponi contingerit, etiam si beneficia hujusmodi ex quavis causa ex co quod illarum tenentes pro tempore dictæ sedis Notarii, Subdiacni, Acolyti, Capellani, cubicularii, muniti, abbreviatores & scriptores, seu alii officiales, aut quavis alia qualiter aliquam aliam generalem reservationem vel affectionem inducentes qualificata, aut prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum, aut aliorum ejusdem sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium etiam tunc viventium, non tamen nostri ut præterius familiares continui, commendati fuerint, vel existant dispositioni Apostolicæ generaliter reservata fuerint, & ipsi officiales ac familiares beneficia hujusmodi commende, vel unionis, aut quovis alio titulo obtinerent, quod in expeditione litterarum Apostolicarum super illarum collatione & provisione hujusmodi, ac commenda & quavis alia dispositione, Ecclesiis tamen Cathedralibus & Monasteriis Consistorialibus exceptis, si tunc in eadem Curia præsentem fuerint per se ipsum, si vero de ab illa etiam pro voluntate sua ubilibet & ultra montes de licentia nostra ab eis contingent, tui ad id specialiter deputati per te procuratores expressis accedat assensus, aliqui gratæ & litteræ desuper conscribere nullius sint roboris vel momenti aut

toritate Apostolica & ex certa nostra scientia renone provisionum de speciali dono gaudeat indulgentius, decemcentes reservationes, affectiones, constitutiones, ordinationes, collationes & commendas, gratias expectativas, revalidationes, extensiones, mutationes, nominationes, facultates, uniones, & mandata, ac decretis nullis decreta quoad impediendum te quo minus in præmissis concessio tibi per personas indultu uti valeas, ut præferatur, nullatenus se extendere, & per quicumque etiam fides prædictæ Legatos etiam de latere, ac nuncios nunc & pro tempore deputatos, quavis etiam speciale facultate fungentes de beneficiis prædictis nullatenus providen & dispon possint, ac irritum & inane si focus super præmissis omnibus à quoquam quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contingent attemptari, non obstantibus præmissis ac constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, ceterisque contrariis quibuscumque.

Voluntatem autem quod hiis quibus tu aliquis beneficia Ecclesiastica reservata & affecta hujusmodi, quorum fructus, redditus & proveniunt 24. denariorum anni de camera secularium communem estimationem valore annuum excedant, vigore presentium per te vel alium coactores, infra sex menses si ultra, & sicuta montes collationes ipsæ factæ fuerint infra quatuor menses à tempore factæ collationis beneficiorum eorumdem computandos, novas provisiones super beneficiis ipsis licet conferendis à fide prædicta impetrare, & litteras Apostolicas desuper in totum expedire, ac annuatim propterea de bitam camera Apostolicæ cum effectu solvere teneantur, aliqui lapsi essent mensibus beneficia ipsa vacare censeantur, vel ipsi legitimo impedimento decerati fuerint, vel ipsi petentes hujusmodi novas provisiones, & præferantibus quod per eos non fiat, contingent alias eis denegari.

Nulli ergo omnium hominum liceat hanc paginam nostrorum Indultu, decreti & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud S. Petrum anno Incarnatæ Domini 1530. Kal. Augusti, Pontificatus nostri anno 7. sic signatam supra plicam N. Ursini, & in dorso scriptum est: Registrata in camera Apostolica, a N. ATTAVANTIS. Collatio facta est cum originali M. Jo. de Ronchinos domestico & familiari Cardinalis de Lotharinga, eis ordinatione curie reddito. a U TILLERY.

De 2. vol. des Ordonnances du Roy François I. fol. 351.

Lettres du Roy François I. confirmatives de l'Indult accordé par le Pape au Cardinal de Lorraine. 1534.

XXI. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à nos amés & feux les gens de nos Cours de Parlement à Paris, salut & dilection. Notre très-cher & amé cousin & grand amy le Cardinal de Lorraine, nous a dit & remontré, que par Indult & privilege exprès à lui concédé par nostre très-saint Pere le Pape & saint Siege Apostolique, la provision, collation & disposition à lui de plein droit appartenant de rois & chaux les benefices, elaus & dependans de

ses Archevesché, Evêches, Abbayes & benefices qu'il tient & possède, nendia & possédeta cy après, luy est delaisée & reservée, sans ce que par nostre saint Pere, ne les Legats par la Sainteté & saint Siege Apostolique euz en nos Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries, avant pouvoir de conferer aux benefices, il soit ou puisse estre aucunement pourveu, soit par mort, devoluit ou autrement en lieux benefices, estans en l'édites provision, collation & disposition, lesquels en

sont exécutés, ainsi que le tout appert par ledit Indult, dont l'original est cy-attaché sous le contre-scel de nostre Chancellerie : lesquels Indult & bulles sur ce expédiées, nostredit cousin n'a encore fait exécuter, ce qu'il seroit à présent volontiers, pour iceux, ensemble des graces y contenues joyr & user, si nostre plaisir estoit le consentir, & permettre, humblement requerant sur ce nos lettres de permission & congé à ce nécessaires.

Savoir vous faisons, que nous desirant singulierement nostredit cousin estre bien & favorablement traité en tous & chacuns les affaires, tant en considération de la proximité de lignage dont il nous atient, que aussi des bons, grands, vertueux, & recommandables services que luy & tous ceux de la Maison de Lorraine, ont par cy-devant fait à nous & à la Couronne de France; ayans agréables ledit Indult ainsi à luy concédé, comme dit est, à iceluy nostredit cousin, pour ces causes & autres considérations à ce nous mouvans, avons permis & octroyé, permettons & octroyons, voulons & nous plaist par cesdites presentes, que iceluy Indult & Bulles Apostoliques sur ce expédiées, il puisse & luy loyse quand bon luy semblera faire exécuter, en & par tous les lieux & endroits de nos Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries, que besoin sera, pour s'en ayder, & en joyr & user pleinement & paisiblement, selon leur propre forme & teneur, & tant & si avant qu'ils le contiennent, sans aucune contradiction: & outre, si aupa-

vant nostre presente permission il s'estoit aucunement aydé desdits Indult & Bulles Apostoliques, nous voulons & entendons qu'il ait pu faire, tout ainsi & par la forme & maniere, que si elles eussent par nous esté agréées & consenties, & en nostredite Cour enregistrees.

Si vous mandons, commandons, & expressement enjoignons par ces presentes, que faisant nostredit cousin le Cardinal de Lorraine, joyr & user de nos presentes grace, congé permission, vouloir & consentement, & de tout le contenu cy-dessus, vous ledit Indult & Bulles sur ce expédiées cy-attachées comme dit est, faites lire public, & enregistrer par tout où besoin sera, & le contenu en icelles garder, entretenir & observer, cessans & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire: Car tel est nostre plaisir, notwithstanding quelconques constitutions, previleiges, ordonnances, reservations, mandemens, ou défenses à ce contraires. Donné à l'Abbaye de Longpont le quatrième jour de May l'an de grace mil cinq cens trente-quatre, & de nostre Regne le 20. Siget, Par le Roy, BAETON.

Leila, publicata, & registrata audito Procuratore generali Regis, secundum modificationes & restrictiones in registro Curia super hoc facto contentas, & hanc die in Judicio ex ordinatione dicta Curie, lectas, Parisius in Parlamento 14. die Julii anno 1534. Signé, DU TILLET.

Arrests & modifications intervenus sur l'Indult octroyé par le Pape au Cardinal de Lorraine.

Extraict des Registres du Parlement, du Mardy 23. jour de Mars 1533. avant Pasques.

XXII. **C**E jour M. Antoine du Bourg Conseiller du Roy & Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel du Roy, a dit à ladite Cour, que le Roy luy avoit donné charge venir dire à ladite Cour, qu'il vouloit que l'on procedast à la publication & verification de l'Indult, fait par le Pape au Cardinal de Lorraine: à quoy a esté répondu par Maître Pierre Lizet premier President en ladite Cour, que ledit Indult avoit esté communiqué aux Gens du Roy, qu'ils l'avoient veu, & estoient venus dire les difficultez qu'ils y faisoient, & avoient dit de bouche leurs conclusions, lesquelles on leur ordonna bailler par écrit, que encore ils ne les avoient baillées, que bien tost les bailleroient, & si tost qu'ils auroient ce fait, on délibereroit de la matiere pour proceder à ladite publication & verification, sinon advertir le Roy des difficultez que l'on seroit.

Du Vendredy 24. jour d'Avril 1534. après Pasques.

Ce jour toutes les Chambres assemblées, ont esté veues les Lettres Patentes du Roy données à Marseille le 19. Octobre dernier passé, décernées par ledit Seigneur, sur l'Indult & privilege exprès accordé par nostre saint Pere le Pape, & le saint Siege Apostolique au Cardinal de Lorraine, par lequel la provision, collation, & disposition audit saint Pere appartenant de plein droit de tous & chacuns les Benefices, estans & dépendans des Archeveschez, Evêchez, Abbayes, &

Benefices dudit Cardinal qu'il tient & possède, tiendra & possèdera cy-après, luy estre délaissée & reservée, sans ce que ledit saint Pere, ne les Legats par sa Sainteté, & saint Siege Apostolique créés es Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries dudit Seigneur Roy, ayans pouvoir de conférer aux Benefices, il soit, ou puisse estre aucunement pourveu, soit par mort, dévolut, ou autrement en iceux Benefices, estans en seldites provision, collation, & disposition, lesquelles en sont exemptes. Lesdites Lettres contenant déclaration dudit Seigneur Roy, que si auparavant la permission par luy faite par icelles Lettres, de faire exécuter ledit Indult & Bulles Apostoliques, ledit Cardinal s'estoit aucunement aydé desdits Indult & Bulles Apostoliques, il l'ait pu faire.

A esté pareillement leu ledit Indult, & sur ce ouy les Gens du Roy. Après qu'ils ont dit qu'ils n'empeschoient point la publication dudit Indult, absque prejudicio & derogatione privilegiorum Ecclesie Gallicane concessorum.

La matiere mise en délibération, a esté ordonné; que ledit Cardinal de Lorraine fera reformer préalablement lesdites Lettres Patentes, en ce que par icelles en l'adresse est le Grand Conseil premierement nommé que la Cour: que faite ledit Indult sera mis entre les mains de deux des Conseillers de ladite Cour, pour le voir & en faire leur rapport en icelle, pour ce fait délibérer sur la publication & verification dudit Indult, ou autrement, ainsi qu'il apparcevra par raison.

Du Vendredi 3. Juillet 1534.

Ce jour toutes les Chambres assemblées, la Cour a délibéré sur l'Indult octroyé par le Pape au Cardinal de Lorraine, & *non fuit conclusum.*

Du Samedi 4. Juillet 1534. manè.

Ce jour toutes les Chambres assemblées, en délibérant sur l'Indult octroyé par le Pape au Cardinal de Lorraine, Maîtres Nicolas Thibaut Procureur General, & François de Monthelon Avocat du Roy en ladite Cour, pour ce mandez, ont dit à icelle Cour, que en ce que les Lettres Patentes octroyées par le Roy audit Cardinal, pour la verification dudit Indult que ledit Seigneur déclare valoir, comme si ledit Indult eust par luy esté accepté, & verifié par ladite Cour, il ne se peut faire *quoad negotia jam capta*, & qui sont en débat & procès entre les Parties, parce que ce seroit tollir *ius quasum* audités Parties, & *quoad negotia praterita nondum capta*, ils s'en remettent *judicantium discretioni* : de *futuris* si ladite Cour ordonne la verification dudit Indult, n'en pourra plus estre fait difficulté.

Du 7. Juillet 1534.

Ce jour toutes les Chambres assemblées, pour le fait de l'Indult du Cardinal de Lorraine, Maître Nicolas Quelain Conseiller en ladite Cour de ceans, & President es Enquestes d'icelle, a dit que suivant l'Ordonnance de ladite Cour, il s'estoit transporté vers le Legat Chancelier de France, & luy avoit dit que de l'Ordonnance de ladite Cour il s'estoit transporté vers luy, pour l'advertir que l'on avoit mis ledit Indult sur le Bureau, & avoit

esté veu : mais que l'on n'avoit encore commencé d'opiner, à ce que s'il vouloit dire aucunes choses pour empêcher la verification & enterinement dudit Indult, faire le peult : à quoy ledit sieur Legat luy avoit fait réponse, qu'il remercioit bien fort la Cour, que au regard de luy, il ne vouloit point empêcher la verification & enterinement dudit Indult, & s'en rapportoit à ladite Cour d'en ordonner, ainsi qu'elle verroit estre à faire.

Du Mardi 8. jour de Juillet 1534. manè.

Ce jour toutes les Chambres assemblées, veu par la Cour l'Indult fait par nostre saint Pere le Pape au Cardinal de Lorraine, ensemble les Lettres Patentes du Roy sur iceluy expédites, & la matiere mise en délibération, après avoir ouy le rapport de certains Conseillers d'icelle, auxquels ladite Cour avoit baillé lesdits Indult, & Lettres pour les voir & en faire rapport.

A esté ordonné, que sur le reply desdites Lettres Patentes sera mis ainsi qu'il s'ensuit. *Letta, publicata, & registrata audito super hoc Procuratore generali Regis, absque tamen prejudicio decretorum sacrorum generalium Conciliorum privilegia ac libertates Ecclesie Gallicane concernentium, & aliorum privilegiorum & libertatum prefate Ecclesie Gallicane, necnon eorumdem sanctorum decretorum & privilegiorum Regni, quoad annatas & quoad reservationes in Indulto Apostolico mentionatas, & per dicta decreta inhibitas, & Jurium graduatim simpliciter, & graduatim nominatis concessorum, & similiter absque prejudicio mandatorum de providendo in debita forma obtentorum, & Jurium partium super provisionibus per dictos Legatum & Cardinalem Lotharinga, factis contententium.*

Arrest de verification des Indults octroyez par le Pape aux Cardinaux de Bourbon, Tournon & Chastillon, & à l'Evesque de Paris.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 27. Fevrier 1534.

XIIII. **V**eu par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les Indults & Bulles Apostoliques octroyées par feu nostre saint Pere le Pape Clement VII. aux Cardinaux de Bourbon, de Tournon, & Chastillon, & à l'Evesque de Paris, par lesquels Indults & Bulles Apostoliques nostredit saint Pere le Pape leur a respectivement délaissé & réservé la provision, collation & disposition à eux appartenans de plein droit de tous & chascuns les Benefices estans & dépendans de leurs Archeveschez, Eveschez, Abbayes, & Benefices qu'ils tiennent & possèdent, tiendront & possederont cy-après, sans que nostredit saint Pere le Pape, hormis & exceptez les Benefices eueus par ses commensaux continuelz & familiers, tant du temps qu'ils avoient esté ses familiers & commensaux continuelz du temps qu'il estoit Cardinal, que du temps de son Pontificat, & pareillement les Benefices vacans en Cour de Rome par resignation, ne aussi les Legats *etiam à latere* créez en ce Royaume, pays, terres, & Seigneuries du Royaume, & autres ayans pouvoir de conférer les Benefices, puissent aucunement pourvoir audités Benefices estans en la provision, collation, & disposition desdits Cardinaux, & dudit Evesque de Paris, soit par mort, dévolut ou autrement :

Avec les Lettres Patentes du Roy sur ce octroyées ; par lesquelles ledit Seigneur a permis & permet audités Cardinaux, & Evesque de Paris, & chacun d'eux quand bon luy semblera faire executer lesdits Indults & Bulles, en & par tous les lieux & endroits de son Royaume, pays, terres, & Seigneuries que besoin sera, pour eux en ayder, en jouir & user, selon leur propre forme & teneur sans contradiction ; voulant que si auparavant ladite permission, lesdits Cardinaux & Evesque de Paris s'estoient aydez des Indults & Bulles, qu'ils layent pu faire, tout ainsi & par la forme & maniere, que si elles eussent esté agréées, consenties & enregistrées en ses Cours de Parlement. Veu aussi le Registre de ladite Cour du 8. jour de Juillet dernier, touchant semblable Indult & Bulle octroyée au Cardinal de Lorraine, les modifications, restrictions & limitations y contenues : ouy fur ce le Procureur General du Roy, & tout confidés :

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que lesdits Indults & Bulles octroyées par nostredit saint Pere le Pape audités Cardinaux de Bourbon, de Tournon & de Chastillon, & audit Evesque de Paris, ensemble lesdites Lettres Patentes dudit Seigneur seront leues, publiées & enregistrées en icelle Cour, pour jouir par lesdits Cardinaux, & Eves-

que de Paris respectivement, des graces contenues en iceiles Bulles & Indults, sous les modifications, restrictions, & limitations contenues au Registre

Voyez, le volume III, des Coutumes de François I. fol. 441. vers.

de la publication de semblable Indult & Bulle octroyée au Cardinal de Lorraine.

Toutes les verifications d'Indults de Cardinaux sont toutes pareilles à celle-cy, & se rapportent à celle dudit Cardinal de Lorraine.

Ampliation faite par le Pape Paul III. de l'Indult concédé par le Pape Clement VII. au Cardinal de Chastillon, en laquelle le Pape se départ de la faculté qu'il a en vertu des Decretales & Concordats, à quoy il déroge pour cet effet, de contrevenir audit Indult, par la voye des mandats Apostoliques. 1534.

XXIV. **P**AVLVS Episcopus servus servorum Dei, dilecto filio Odoño sanctorum Sergii & Barchi Diacono Cardinali de Chastillon nuncupato, salutem & Apostolicam benedictionem. Eragit tuorum magnitudo meritorium, ut personam tuam quam divina clementia magnis illustriis gratiarum manibus, condignis favoribus & gratiis prosequamur: dudum inquam felicis recordationis Clemens Papa VII. prædecessor noster motu proprio tibi quoad vires per te vel alium seu alios, quem seu quos ad hoc ducesse deputandum seu deputandos, de quibuscunque beneficiis Ecclesiasticis cum cura & sine cura secularibus, & quorumvis ordinum regularibus, ad tuam collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quavis aliam dispositionem, tam de jure quam consuetudine, tam ratione sanctorum Sergii & Barchi quæ denominatio nui Cardinalatus existit, ac Tholofæ, cujus perpetuus administrator in spiritualibus & temporalibus per Sedem Apostolicam deputatus existebat, ac aliarum Cathedralium etiam Metropolitanarum Ecclesiarum, quibus te ex concessionibus dispositionibus Apostolicis præfate contingeret, quoniam sancti Eusebii ordinis sancti Augustini Aurelianensis diocesis, quod ut accepimus ex simili concessione Apostolica in commendam obtinebas, ac quorumcumque aliorum monasteriorum, prioratuum & beneficiorum Ecclesiasticorum, secularium & quorumvis ordinum regularium per te nunc quomodolibet obtinendorum & obtinendorum pertinentibus, etiam ceteris tunc expressis modis qualificatis etiam dispositioni Apostolicæ Sedis spectaret vel generaliter reservatis, vel affectis, extra Romanam Curiam vacantibus, providere & de illis disponere libere & licite valeres, perinde ac si gratie expectative, speciales vel generales reservationes, ac regales constitutiones beneficiorum reservationis, dispositionisque Romani Pontificis de illis sic vacantibus pro tempore factæ nullatenus emanassent, & si in dicta Curia vacarent, tuus vel tui procuratoris ad provisiones & quasvis alias dispositiones de illis per Romanum Pontificem faciendas in expeditione desuper litterarum deberet accedere assensus, aliaquin provisiones, & dispositiones Romani Pontificis hujusmodi nullæ forent, per suas litteras indultis, prout in eisdem litteris plenius continetur.

Cum autem nos, qui postmodum, dicto prædecessore sicut Dominus placuit sublatro de medio, divina favente clementia ad summum Apostolicum apicem assumpti sumus, mandata de providendo juxta illius, quæ olim per prædecessorem Gregorium Papam IX. etiam prædecessorem nostrum ad tunc Episcopum Mantensem ducta exiit, quæ in-

cipit Mandatum, & aliarum duarum illam immedie sequentium decretalium formas diversis personis in partibus illis, etiam foris de beneficiis Ecclesiasticis ad tuam dispositionem tantum Ecclesiasticum & Monasteriorum per te obtinendorum pertinentibus, & sub Indulto prædicto comprehendit concessimus, & à nonnullis hærenti possit, an tu durantiis mandatis ipsi in prædictum illa prosequendum Indultus hujusmodi un possis.

Nos dignum censentes ut tu speciali favore prosequeris, motu proprio non ad tuam vel alterius pro te nobis super hoc oblatæ personis instantiam, sed de nostra mera liberalitate volumus, & Apostolica tibi auctoritate concedimus, quod Indultum & litteræ tibi concessæ hujusmodi cum omnibus & singulis in eis contentis clausulis valeant, plenamque roboris firmitatem obtineant, & tibi suffragentur; ita quod mandata per nos concedendis durantiis hujusmodi, tu eisdem Indulto & litteris quas dictam Ecclesiam Tholofæ, cui adhuc ut administrator ut præfatus deputatus præfate dignificeris, ac Monasterium sancti Eusebii hujusmodi, quod etiam ad huc in commendam prædictam obtines, & beneficia aliis, ut in litteris Indultus hujusmodi qualificata, & sub eodem Indulto comprehendit, ad tuam ratione commendam Ecclesiæ Tholofæ & Monasterii S. Eusebii, collationem, provisionem, præsentationem, seu quavis aliam dispositionem, commoveret vel divinis pertinentia, etiam in mandata hujusmodi prosequendum præjudicium uni, potui ac gaudere, ac beneficia ipsi aliis juxta ipsam litterarum tenorem conferre, ac de illis disponere libere & licite valeas in omnibus & per omnia, perinde ac si hujusmodi mandata de providendo à nobis non concederentur.

Decretantes mandata prædicta prosequentes; beneficia Ecclesiastica ad tuam dispositionem ratione Ecclesiæ Tholofæ, ac Monasterii sancti Eusebii prædictorum pertinentia, sub mandatis eis concessis hujusmodi comprehendit, acceptare & de illis sibi providendi facere non posse, necnon de illis pro tempore factas acceptationes & provisiones nullas & invalidas existere, & censeri debere; siquæ per quoscunque Judices & constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, necnon concordatis inter christianissimum in Christo filium nostrum Franciscum Francorum Regem Christianissimum, & Sedem Apostolicam inter, quibus cavetur expressè quod

quod quilibet Romanus Pontifex semel tempore sui Pontificatus litteras mandati sub certis modo & forma in eis expressis concedere, & unum collatorem habentem collationem decem beneficiorum in uno, habentem autem collationem quinquaginta beneficiorum & ultra in duobus beneficiis gravare possit: quibus etiam pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specialis specifica expressa & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quavis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores huiusmodi ac si de verbo ad verbum penitus omisso, & forma in illis tradita observata inferri forent presentibus, pro sufficienter expressis habentes, illis aliis in suo robore permanentis, hac vice duntaxat specialiter & expresse derogamus nec non omnibus illis quæ præfatus Clemens prædecessor in dictis litteris suis voluit nonobstare, ceterisque contrariis quibuscunque.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis, concessionis, decreti, & derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo trigésimo quarto, tertio Nonas Novembris, Pontificatus nostri anno primo. Sic signatum, Jo. B A R O N. Et in dorso est scriptum: Registrata in Secretaria Apostolica. Lecta, publicata & registrata auditore Procuratore generali Regis, pro prædictum Cardinalem de Castillone gaudendo gratia in dicto Indulto contenta, quantum attinet mandata concedenda, vel post datam huiusmodi Indulti concessa, duntaxat prout plenius in dictis bullarum litteris continetur. Parisius in Parlamento decima die Julii anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo sexto. Sic signatum, D E V E R G N O L L E S.

Lettres Patentes pour la vérification de la precedente ampliation.

XXV. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement de Paris, Thoulouse & Bourdeaux, salut & dilection. Nostre très-cher & amé cousin le Cardinal de Chastillon Archevesque de Thoulouse, Abbé commendataire de saint Euverte, nous a dit & remonstré, que par Indult & privilege exprès à luy accordé par son Pape Clement, & saint Siege Apostolique la provision, collation & disposition à luy de plein droit appartenant de tous & chascuns les benefices, estans & dependans de ses Evechés, Abbayes, & benefices qu'il tient & posside, tiendra & possedera cy-après, luy est délaissée & reservée, sans ce que par le saint Siege Apostolique, ny les Legats d'iceluy creez en nos Royaume, pays, terres & Seigneuries, ayans pouvoir de pourvoir aux benefices, il soit ou puisse estre pourveu, soit par mort, devolue ou autrement en iceux benefices, estans scélites provision, collation & disposition, lesquels en sont exempts, ainsi qu'il est plus à plein contenu & déclaré par ledit Indult: & que depuis nostre très-saint Pere le Pape moderne par autre Indult & privilege exprès avoit pareillement donné faculté & permission à nostredit cousin, que en usant d'iceluy Indult & privilege concédé par son prædecessor, ne puisse aussi estre troublé ny empêché aux collations des benefices desdits Archevesché de Thoulouse, & Abbaye de saint Euverte, par les mandats Apostoliques qui seroient concédez par iceluy très-S. Pere, lesquels mandats au prejudice des mandataires, a déclaré estre de nulle efficace & valeur, comme est contenu expressément dedans ledit privilege & Indult, dont l'original est cy-attaché sous le contre-scel de nostre Chancellerie. Desquels Indult & bulles sur ce expedies, nostredit cousin n'a encore usé, ce qu'il seroit à present volontiers: mais il doute qu'il ne fust à ce recevable, obstant que audit Indult à luy concédé par nostredit saint Pere, contenant derogation des saints Decrets & Concordats d'entre le saint Siege Apostolique & nous, n'est intervenu nostre consentement, sans lequel n'y pouvoit estre dérogé, requerant sur ce luy impartir nostre grace.

Tome I. Partie III.

Pour ce est-il que nous ces choses considérées, desirant favorablement traiter nostredit cousin, luy avons pour certaines causes à ce nous mouvans, permis & octroyé, permettons & octroyons, voulons & nous plaît, qu'il se puisse ayder du contenu dudit Indult & grace Apostolique, tout ainsi que si eussions baillé nostre consentement à ladite derogation faite par nostredit saint Pere, contre lesdits saints Decrets & Concordats, sans lequel nostredit consentement n'y pourroit estre dérogé. Et à laquelle derogation avons baillé & baillons nostre consentement de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance, & autorité Royale, pour cette fois seulement, & sans ce qu'il puisse estre tourné, ne tiré à consequence, tant en pareil cas que autres quelconques au temps advenir. Si vous mandons, commandons, & enjoignons, & à chacun de vous lui ce requis en droit soit, & si comme à luy appartiendra, que en faisant nostredit cousin jouir & user de nos presentes grace, congie, permission, vouloir & consentement, & de tout le contenu cy-dessus, vous ledit Indult & bulles sur ce expedies cy-attachées comme dit est, faites lire, publier, & enregistrer par tout où besoin sera, & le contenu en icelles, garder, entretenir & observer, cessans & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire: Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques constitutions, privileges, ordonnances, restrictions, mandemens, ou defenses à ce contraires. Donné à Lyon le septième jour de Fevrier, l'an de grace mil cinq cens trente-cinq, & de nostre regne le vingt-deuxième. *Sic signatum.* Par le Roy, B A R T O N. Lecta, publicata, & registrata quoad mandata Apostolica, de quibus in litteris sit mentio, provisio quod in ceteris non derogetur sacris Conciliis generalibus & privilegiis Regni. Actum Tholose in Parlamento duodecima die mensis Aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo quinto, ante Pascha. Sic signatum, de BORRASSEL. Lecta, publicata & registrata, auditore Procuratore generali Regis, pro prædictum Cardinalem de Castillone gaudendo gratia, in dicto Indulto contenta, quantum attinet mandata concedenda vel post datam huiusmodi Indulti concessa, duntaxat prout ple-

Na

nibus in dictis Bullarum litteris continetur. Parisius in Parlamento decima Julii, anno Domini mille-

fimo quingentesimo tricesimo sexto. Sic signatum, DE VIRGIVOLLES.

Declaration du Roy François Premier en faveur des Indults des Cardinaux, pour en valider l'effet auparavant le temps de leur publication en Parlement, comme chose favorable & qui concerne la disposition ordinaire & naturelle des benefices. Donné à Lyon le dernier May 1536. vérifiée au Parlement.

XXVI. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre S. Pere le Pape par ses Indults ait octroyé & concédé à aucuns de nos tres-chers & amez cousins & grands amis Cardinaux du saint Siege Apostolique, & autres Prelats de nostre Royaume, qu'ils puissent & leur soit loisible librement confier & pourvoir es benefices qui sont de leur presentation, collation ou autre totale disposition, à cause de leurs Archeveschez, Evêchez, Abbayes, Monastieres, Prevostez & Prieurez qu'ils tiennent de posséder en nos Royaume, pays, terres & Seigneuries; sans ce qu'il ait esté & soit loisible es Leges dudit saint Siege Apostolique, de pourvoir ausdits benefices, soit qu'ils ayent vacqué ou vacqueront par mort, resignation ou autrement.

Qu'il plus est, par ledits Indults nostre saint Pere le Pape declare ne vouloir pourvoir esdits benefices, delaisant la totale provision & disposition ausdits Cardinaux & autres Prelats, auxquels a octroyé ledits Indults avec clause de decret tenant de tout ce qui seroit fait contre & au prejudice d'iceux. En quoy faisant nostre dit saint Pere conserve la provision & disposition ordinaire, naturelle & favorable, appartenant de raison commune esdits collateurs ordinaires en nostre faveur, de nos fuyes, Royaume, pays & Seigneuries, souverainement de nosdits fuyes, & seux relevant de grands coustz, sans de nulz qu'il convient faire pour le recouvrement des provisions & expéditions que l'on fait en la Legation, & en Cour de Rome; demourant par ce moyen plusieurs deniers en nosdits Royaume, pays & seigneuries qui seroient mis & transportez hors d'iceux.

Et combien que ledits Indults & contenu en iceux, ordant au profit & utilité de nous & de nostre Royaume, comme dit est, ne puissent & ne doivent estre mis & revocquer en doute contre l'autorité & pouvoir de nostre dit saint Pere le Pape, & nos vouloir & intention, & qu'il ne soit requis de nécessité publier & enregistrer ledits Indults expediez selon nos vologies & intention, en nos Cours de Parlement, ne autres, avant que l'ayes parviendray, & que la validité ou invalidité des collations & provisions qui ont esté & seront faites sur la concession desdits Indults, ne dépende de la publication d'iceux: Ce neanmoins pour rendre les benefices contentez & longuement lieus, aucuns impetrans en la Legation & en Cour de Rome d'aucuns benefices compris esdits Indults, se sont arrestez sur ladite publication, pour cacher & soustenir les provisions & expéditions faites par le seu Legat avant la publication desdits Indults; combien que dès la concession d'iceux tout le pouvoir qu'il avoit de pourvoir esdits benefices luy ait esté osté & aboli, & par la publication qui en a esté faite d'aucuns desdits Indults en nostre Cour de

Parlement de Paris, à laquelle par nos Lettres patentes a esté mandé les publier, a esté mis & appliqué entre autres modifications que c'estoit sans prejudice du droit des parties, contendans sur les provisions faites par ledit Legat, & par nosdits cousins Cardinaux, au moyen de laquelle reservation les procès sur ce meus pourroient tomber en grand longueur.

Pour faire cesser lesquelles difficultez, & amplement declarer nos vologies & intention, à ce que aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance, & que les benefices de nostre Royaume ne demeurent lieus & nombrents rume par tels faveurs moyens.

Sçavoir faisons, que nous à plein informez de la teneur desdits Indults octroyez & concordez par nostre dit saint Pere le Pape, à nostre faveur, & de nosdits Royaume, pays & Seigneuries, iceux avons eu agreable, comme concordes & expediez selon nos vologies & intention: Et parant disons & declorons de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale, voulons & nous plaist, qu'ils ayent lieu, fassent leur plein & entier effet, soient gardez & observez, les causes & procès mis & à mouvoir, jugés & décidés selon la teneur desdits Indults, tant es benefices esdels a esté pourveu par ledits Cardinaux & autres Prelats, auxquels ont esté octroyez ledits Indults, avant la publication d'iceux en nosdits Cours, que après icelle publication: mesme es benefices esdels a esté pourveu puis la signification faite desdits Indults au seu Legat Archevesque de Sens; les sainctz Decrets & Concordats d'entre le saint Siege Apostolique & nous, sur la provision des benefices, Cures estans es villes murées, Chanoines & Perbenches Theologales es Eglises Cathedrales, des gradus simples & gradus nommez, & autres privileges, & libertes de l'Eglise Gallicane demourans en leur entier, force & vertu. Si donnons en mandement par ces presentes à nos amez & feux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement & autres nos Juges qu'il apparendra, que nos presentes Declaration & vologies gardent & observez, & fassent garder & observer, luy & publies & enregistrer sans convenir en aucune maniere: Car tel est nostre plaisir. En tesmoyn de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Lyon le dernier jour de May l'an de grace mil cinq cens trente-six, & de nostre regne le vingtdouzieme. *Sic signatum supra placum.* Par le Roy, DE LA CHESNAYE.

Letra, publicata, & registrata pro gaudio pro dictis Cardinalibus Indultis eis concessis per summum Pontificem à tempore innotationis dicti Indulti facta Legato vna fando, & hoc auctoritate Procuretoris generalis Regis. Parisius in Parlamento undecima die Augusti anno millesimo quingentesimo tricesimo sexto. Signatum, DE VIRGIVOLLES.

Lettres Patentes sur la verification de l'Indult d'un Cardinal. 1536.

XXVII. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & de Diois, de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes, à nos amez & frauz Conseillers les Gens de nos Cours de Parlement de Paris, &c. & à nous autres Justiciers, Salut & dilection. Notre très-cher & très-amié cousin le Cardinal de Boullongne nous a fait dire & remontrer que nostre saint Pere le Pape luy a par ses bulles & provisions Apostoliques octroyé & concédé, que de tous les benefices estans à la collation pour raison des dignitez à luy appartenans & qui luy pourroient cy-apres appartenir, il püssit pourvoir & disposer lorsque vacation y eücherra, sans es que ceux qui en voudroient obtenir provision s'en püssent ailleurs pourveoir, ainsi qu'il est plus à plein contenu & déclaré es bulles, provisions & concessions Apostoliques, cy-attachées sous le contre-scel de nostre Chancellerie, lesquelles nostre dit Cousin nous a fait présenter asparavant que s'en ayder, nous requerrant luy octroyer nostre permission, placcet & consentement, & sur ce impartir nostre grace.

Pour ce est-il, que nous ces choses considérées, inclinans à la supplication & requête de nostre dit Cousin, & après ce que nous avons fait voir & visiter lesdites bulles & provisions Apostoliques par aveus des Gens de nostre Conseil, nous avons à noredit Cousin permis & octroyé, octroyons & permettons de grace especial par ces presentes, qu'il se püssit ayder desdites bulles & autres à qui elles pourroient toucher de point en

point, selon leur forme & teneur, en ce toutefois qu'elles ne seront préjudiciables aux fians, privilèges, franchises, & libertez de l'Eglise Gallicane, & des Universitez de nostre Royaume.

Si vous mandons, & à chacun de vous sur ce requis endroit Roy, & si comme luy appartenra, que de nostre présente grace, congé, licence, permission & octroy, vous faires, soustiez & laillez nostre dit Cousin, & ceux à qui ce pourra toucher, joür & user pleinement & paisiblement, & icelles bulles & provisions Apostoliques faires & chacun de vous lire, publier & enregistrer, sans leur mætre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun trouble, disturbance, ny empeschement, lequel si fait, mis ou donné leur estoit, le mettra, ou fustes mettre incessamment & sans delay à pleine & entiere délivrance. Car ainsi nous plaist-il estre fait. Donné à Paris le vinge-neüme jour de Janvier l'an de grace mil cinq cens trente-six, & de nostre regne le vinge-troisième. *Sur feyvaun*, Par le Roy en son Conseil, DE LA CHANCELLERIE.

Letta, publicata & registrata, pro gaudendo per dictum Cardinalem Bolognensem gratias & privilegio in dicto Indulto contentis, sub modificationibus, restrictionibus, reservationibus & limitationibus contentis in regulis Curie, super publicatione similis Indulti Cardinalis Leobanensis concessi facto, audito Procuratore generali Regis hoc consentiente. Parsius in Parlamento vigesima die Februarii anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo sexto. Sic signatum, ou TAILLET.

Arrest de verification de l'Indult du Cardinal du Bellay, au Parlement d'Aix. 1540.

XXVIII. **S**UR les Lettres Royaux, présentées à la Cour pour la partie de Reverendissime Cardinal du Bellay Evêque de Paris, & Abbé de l'Abbaye du Monastere de l'Isle de Lerins, afin de faire lire, publier & enregistrer certaines bulles d'indult à luy octroyées par nostre S. Pere le Pape, pour la provision des benefices estans sous sa collation & provision: Veu lesdites Lettres Royaux données à Paris du 23. Juin 1539. Bulles dudit Indult données à Rome du dix-huitième de Juillet l'an de grace 1536. La publication d'icelles, avec certaines autres Lettres du Roy jointes ausdites bulles sous le contre-scel de la Chancellerie: le dire du Procureur general du Roy en Jugement après la lecture desdites lettres & bulles: oppositions & requisitions faites pour la partie du Procureur

du present pays, & de l'economie des Religieux dudit Monastere: appointement de la Cour, pour le tout estre porté pardevers elle & au Conseil, & tout ce que pour la partie dudit Cardinal & du Procureur dudit pays, a esté mis pardevers la Cour, rien fourny par lesdites Religieux.

Dit a esté, que la Cour en entendant lesdites Lettres patentes du Roy, a ordonné & ordonne que sur le reply desdites Lettres sera mis, *Letta, publicata & registrata, audito Regio Generali Procuratore*, sans préjudice des privilèges & libertez de l'Eglise Gallicane, & de ce present pays de Provence, & autres restrictions & modifications contenues esdites Lettres patentes. Publié en Jugement ce vinge-neüme de Janvier mil cinq cens quarante. *Signé, ESTIENNE.*

Par ces Indults, il est porté que le Pape ne conferera point par prévenien les benefices qui sont à la collation des Cardinaux, à compter dans six mois du jour de la vacation par mort. Au Concile du Pape Paul IV. il fut arrêté que le Pape ne pourroit déroger à ce privilege, & cela fut publié en Parlement le 29. Mars 1550. par Lettres Patentes du Roy du troisième Janvier 1555. & l'on voit que cet Indult n'est pas en privilege, mais une restriction à la liberté ancienne des Collateurs ordinaires.





CHAPITRE XXV.

QUE LES BULLES DE PARDONS ET INDULGENCES ne doivent estre publiées, ny les questes faites en consequence d'icelles, sans la permission du Roy & des Parlemens. Qu'il n'est loisible d'instituer aucune Confrairie sans la permission du Roy.

Etablissement d'une Confrairie du consentement du Roy. 1319.

I. PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarra Rex, notum facimus universis presentibus & futuris, quod Rex glorie & virtutum Domini Iesus Christus, cui à Patre data est omnis potestas in celo & in terra, ecclesia pastor & terrarum filius moderamine dirigens, ac perpetua ratione gubernans, superna potestas, qui tanquam Deus virtus ac sapientia beati utriusque disponit, suis inefabilibus ut ostenderet opera pietatis & clementie, de salute humani generis curam gerens sollicitum, discipulos suos mox per varia mundi loca docentes invicem caritatem fraternitatis diligi, & in benevolento fraternitatis amore persistere: qua doctrina ducimur & monemur subditis nostris amovere, ut convenerint in unum unanimis sint in fide, ac vacantes orationibus amatores efficiantur fraternitatis mutua, per quam Dei misericordiam consequi mereantur.

Nos itaque dilectis civibus nostris Parisiensibus, & aliis qui devotæ mentis aciem causa peregrinationis aut aliis ad Ecclesiam gloriosissimæ Virginis Mariæ de Belonia supra mare dirigentes, ob Dei laudem ac ipsius Virginis gloriæ honorem quandam Ecclesiam in villa de Menus, prope sanctum Clodoaldum construere fecere, & ibidem

instituire & disponere confratrum inter ipsos proponunt, per presentes concedimus quantum ad nos pertinet, ut ipsi dictam Ecclesiam fundare in villa eadem, & confratrum ibidem instituire, & cum habuerint super aliquibus quæ suarum substantiarum animarum peritior, agere vel tractare, ob reverentiam prædictæ gloriæ Virginis in dicta villa, aut in loco alio Parisi conquirere possint: ut confratres ipsi sibi subvenire student auxilium opportunum, & sic ex bonis operibus charitatis fraternæ splendescant apud Deum & homines, quo ceteri pro actus eorum considerantes glorificent Patrem suum ecclesiam, & ad consimilium operum executionem propensius amoveantur.

Volunt tamen quod quocumque infirmum voluerint convenire, quod præpositus Parisi aut deputatus ab eo pro omni evitando scandalo, ipsorum congregationi præfixis interitis. Quod ut firmiter & stabile permaneat in futurum, prædictis litteris nostris fecimus apponi sigillum. Actum apud Vivarium in Bria, anno Domini 1319. mense Februarii. *Signé sur le reply, Pet dominum Regem ad relationem Confratrum, J. de TEMPLE, & scellé.*

Du tresor, grande amoinre, gaichet x.

Jubilé & Indulgences nouvelles pour tirer argent pour la reparation des Eglises, ne se peuvent publier sans permission de la Cour, & l'argent dispensé par ordre de ladite Cour. 1514.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 16. Septembre 1514.

II. **S**UA la requeste baillée à la Cour par M. Claude Miraude Chanoine en l'Eglise Cathédrale de saint Pierre de Sainctes, subdelegué par nostre saint Pere le Pape à publier & faire publier les Jubilés, Pardons, Remissions & Indulgences de nouvel octroyées par nostre saint Pere le Pape, à la requeste & intercession du Cardinal de Voltere Eveque dudit Sainctes, à tous les bienfaiteurs, & pour la redification & reparations de ladite Eglise de Sainctes, par laquelle il requeroit en ensuyvant le bon plaisir de nostre saint Pere, & vouloir du Roy, qu'il fust par ladite Cour permis ausdits delegués & subdelegués de publier & faire publier lesdits Jubilés, Pardons & Indulgences selon & ensuyvant les bulles

sur ce faites & octroyées par nostre saint Pere le Pape.

Veu par la Cour ladite requeste, Bulles, & Litteres de placent du Roy, les conclusions du Procureur general du Roy, à qui le tout a esté communiqué :

La Cour a permis & permet ausdits delegués & subdelegués, & leur commis de faire publier lesdits Jubilés, Pardons & Indulgences, es villes, cités & autres lieux des diocèses de ressort de ladite Cour, & de mettre trocés es Eglises inférieures selon l'advis & ordonnance des Docteurs des lieux, où seront mis les deniers provenus desdits Jubilés, Remissions & Indulgences, à chacun desquels trocés & captes en ensuyvant la re-
neur

neur de ladite bulle y aura trois clefs, dont l'une sera baillée aux Officiers du Roy du lieu, ou autre plus prochain; l'autre à l'Evesque ou son Vicaire du lieu; & l'autre ausdits delegué ou subdelegué; l'argent desquels trones & capfes étant es lieux où n'y aura Officiers Royaux, sera incontinent porté par gens feurs aux plus prochains trones estans esdites Eglises Metropolitaines & Cathedrales, ou lieux où il y aura Officiers Royaux, & illec compté & nonbré par ceux qui auront les clefs desdits trones, & les mises nécessaires faites tant pour obtenir lesdites Indulgences, qu'à faire venir lesdits deniers d'icelles préalablement payées sera le reliqua envoyé en la ville & Eglise dudit Sainctes, en laquelle Eglise sera faite une arche ou coffre qui servira à sept serrures & sept clefs, où seront mis lesdits deniers provenans desdits Jubilé, Pardons & Indulgences, & par l'Evesque dudit Sainctes, ou son Vicaire, & Seneschal de Sainctonge, ou son Lieutenant, seront élus six notables personages ayans zele à la reedification & réparations de ladite Eglise, savoir est trois Chanoines de ladite Eglise, & trois bourgeois & marchands de ladite ville de Sainctes, auxquels sera baillée à chacun une clef dudit coffre, & la septième clef demourera audit Evesque ou Vicaire: lesquels six personages feront faire lesdites réparations & reedification de ladite Eglise, & pour ce faire prendront argent audit coffre ou arche, & seront iceux six personages rendre compte de mois en mois à ceux à qui ils détiennent l'argent, & commettront pour acheter

les matieres, & faire autres mises nécessaires pour lesdites reedification & réparations, & iceux comptes mettront audit arche ou coffre: & pareillement feront lesdits Evesque, & Seneschal de Sainctonge, ou leurs Lieutenans d'an en an, rendre compte ausdits six personages, & de ce certifieront ladite Cour, pour par elle y estre pourveu comme de raison.

Pourveu toutefois que lesdits Evesque & Chapitre de Sainctes, delegué & subdelegué, feroient diligence envers nostre dit saint Pere, à ce que son plaisir soit declarer qu'il n'entend qu'en la clause de suspension generale contenue esdites bulles de Jubilé de Sainctes, de tous autres Pardons, Remissions & Indulgences pendant & durant ledit temps de Jubilé, y soient compris les Pardons, Remissions & Indulgences par cy-devant octroyées à l'Hôtel-Dieu de Paris, & bienfacteurs d'iceluy; & de ladite declaration obtiendront bref ou bulles *sub plumbis*, pour estre baillées audit Hôtel-Dieu, & ce de dans trois mois prochains venans, & en certifieront ladite Cour; & pour s'entrec de ce demoureront lesdites desdits trones qui seront arrestez cependant, & mis entre les mains de gens feurs & solvables, sauf & réservé les deniers des frais nécessaires desdits Jubilé & Indulgences, lesquels ladite Cour a permis & permet estre préalablement prins, jusques à ce que lesdits delegué & subdelegué auront fourny audit Hôtel-Dieu dudit bref ou bulles contenant ladite declaration, & certifié ladite Cour.

Lettres patentes par lesquelles le Roy permet la publication d'aucuns Pardons obtenus du Pape par ceux de Gaillac & de sainte Foy, pour amasser quelque argent pour employer à la reparation de leurs Eglises. 1538.

III. FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous nos Baillifs, Seneschaux, Juges, Prevôts & autres nos Justiciers de nostre Royaume, ou leurs Lieutenans, si comme à chacun de vous appartient, salut & dilection. Recevons avons l'humble supplication de nos chers & bien amez les Abbex seculiers, Doyens, Chanoines & Chapitres des Eglises à present Collegiales de S. Michel de Gaillac, & de sainte Foy de Conches, dioceses d'Alby & Rhodéz, étant de nostre fondation & patronage Royal; contenant que adveny nostre saint Pere le Pape de l'antiquité desdites Eglises, & que par la malice du temps, & autrement par faute de reparations sont tombées & tombent de jour en jour en decadence & ruine, tant les tours, clochers, nef, que autres edifices, de sorte que si de bref n'y est remedié de promptre reparation, la jacture, perte & dommage seroient irréparables à jamais, qui seroit la diminution & discontinuation du service divin, contre l'intention de nostre dit saint Pere & de nous.

A cette cause nostre dit saint Pere le Pape, à la supplication desdits supplians, & afin que la reparation peust estre plus promptement faite, & obvié audit inconvenient, pour inviter & induire le devot peuple Chretien de nostre Royaume à eslargir leurs aumosnes & suffrages, ouvrant le tresor de l'Eglise militante, a concedé & octroyé ausdits supplians la plénissime Indulgence de l'an Jubilé & remission de tous pechez & autres graces à toutes manieres de gens, de quel-

que condition & qualité qu'ils soient, & quelque part qu'ils resident, comme plus à plein contenu par les bulles de nostre dit saint Pere le Pape, expedées sous le plomb en valable forme, par lesquelles expressément a permis à nostre très-cher & bien-ami maître Mathieu Brislet Doyen dudit Gaillac, & Chanoine de ladite Eglise de Conches, à son plaisir & volonté, choisir & nommer en chacun diocese au lieu desdites Eglises de Gaillac & de Conches, autres Eglises à son choix & plaisir.

Lesquelles Bulles, Indulgences & Pardons, lesdits supplians ou leurs Procureurs, ou autres leurs Messagers ou Deputez, feroient volontiers publier par les Eglises & dioceses de nostre Royaume; & en chacun desdits dioceses, icelui Brislet nommeroit & ordonneroit, ou feroit nommer & ordonner par les Commis, Procureurs, Messagers & Deputez par luy, Eglises jusques au nombre nécessaire pour mettre trones & capfes au soulagement du peuple pour gagner lesdits Pardons & Indulgences; mais doutant que par aucuns emulatoires ou autres prévaricateurs repugnans à la verité & puissance de nostre dit saint Pere le Pape fussent troublez ou empêchez, ou autrement l'on fust dificulté permettre ladite publication desdites Bulles, Pardons & Indulgences, si par nous ne leur estoit sur ce pourveu: Nous requérant humblement, attendu ce que dit est, & que desdites Eglises nous sommes fondateurs, & que la presentation de plusieurs Chanoines & Prebendes d'icelles nous appartient, à

cause de nostre dite fondation & patronage Royal, par quoy avons principal interest à la reparation desdites Eglises, desquelles aussi d'icelles hommes protecteur & garde, nous leur voulions sur ce impartir nos Lettres de remède de justice.

Pour evey nous ces choses considérées, & que lesdits Pardons & Indulgences sont meritoires & à la décoration & illustration de l'Eglise militante, & maintenir & conserver le service divin, mesmement esdites Eglises de Gaillac & sainte Foy, qui sont, comme dit est, de nostre fondation & Royaume, vous mandons, & pour les causes susdites, & autres à ce nous mouvans, commandons par ces presentes, & chacun de vous si comme à luy appartiendra, que si tost qu'il vous sera appareu sommairement & de plain, & sans figure de procès desdites Bulles contenant lesdits Pardons & Indulgences de nostre dit saint Pere le Pape, octroyées sur le plomb, estans en bonne & valable forme, vous auidit cas permettez & souffrez ausdits supplians, leursdits Procureurs, Commis & Deputés, & ausquelz nous avons permis & permettons, & voulons estre permis & souffert par vous & autres nos subgés de nostre dit Royaume, de publier & faire publier lesdits Pardons & Indulgences es Eglises, estans en & au dedans nostre dit Royaume, & en chacun diocèse nommer & deputer, quatre, cinq ou six, ou plusieurs autres Eglises, & lieux plus aises & commodes pour le soulagement de nostres subgés, & autres qui gagner & acquerir voudront lesdits Pardons & Indulgences, que pour l'utilité & commodité desdits supplians, pour icelles Eglises qui par ledit Buisser Doyen susdit, les commis & deputés, seront nommées & deputées y venir & mettre troncs & captes, & illec gagner lesdits Pardons & Indulgences par ceux qui par devotion gagner les voudront, le tout suivant la teneur desdites bulles, bon plaisir & volonteé de nostre dit saint Pere le Pape, sans souffrir leur estre fait, mis ou donné tant

à la nomination desdites Eglises que ledit brief, les commis & deputez voudront choisir & nommer pour mettre lesdits troncs & captes, que à recueillir & amasser les benefices, suffrages, oblations du devot peuple, ne autrement ausdits supplians, leurs Procureurs ou messagers, commis & deputez, en corps ne en biens, aucun desloubier ou empeschement en aucune maniere, fuivant aussi la permission octroyée ausdits supplians par nostre Cour de Parlement à Bourdeaux, lesquels corps & biens, & de leurs familles, ensemble lesdites oblations, aumosnes & benefices, nous avons pris & mis, prenons & mettons en & souz nostre speciale protection & sauvegarde, à la conservation de leurs droits, & desdites Eglises, aumosnes & benefices tant seulement, en taisant inhibition & défense à toutes manieres de gens de n'enfreindre nostre dite sauvegarde; ainsi si aucune chose estoit faire au contraire, ou leursdits corps & biens, aumosnes suffrages, & biens saisis ou arrestez, ou pour le temps advenir seroit fait ou attenté au contraire, les fautes mettre le tout incontinent & sans delay à pleine delivrance, en taisant par vous & chacun de vous au surpés des transgresseurs telle punition, qu'il soit exemple à tous autres.

Et neanmoins par ces mesmes presentes donnons en mandement, en commandant si mesme est, au premier Haultier de nostre dite Cour, ou nostre Sergent sur ce requis, de publier & notifier nostre dite sauvegarde à tous ceux qu'il appartiendra, & dont sera requis, en leur taisant semblables inhibitions que dessus, & autres au cas requis. Car ainsi nous plaist-il estre fait, non-obstant quelconques lettres à ce contraires, pourveu qu'ils soient préalablement presens aux Diocésains où ils seront publiez. Donné à Bourdeaux le septiesme jour de Septembre l'an de grace mil cinq cens trente-huit, & de nostre regne le vingtiésme. Ainsi signé, Par le Conseil, N. ESTADIER.

Au mesme grande armoie gauches.

Arrest portant permission de publier des Pardons & Indulgences. 1538.

Extraits des Registres de Parlement.

IV. Sur les Requestes presentées à la Cour, l'une par M. Martheu Brice Doyen de saint Michel de Gaillac ou Diocèse d'Alby, & Procureur de l'Eglise de sainte Foy & Conches ou Diocèse de Rhodes, par laquelle il requeroit luy estre permis faire promulguer & publier par les Eglises estans sous le ressort de ladite Cour, les Pardons & Indulgences donnés & concédés par nostre S. Pere le Pape, en faveur desdites Eglises de S. Michel de Gaillac & sainte Foy de Conches; L'autre par les Maîtres, Freres & Sœurs & commis au regne & gouvernement de l'Hôtel-Dieu de Paris, & les Maîtres, Ministre, Jurez, Freres & Sœurs des Quinze-vingts de cette ville de Paris, par laquelle ils requeroient commission de ladite Cour leur estre baillée ou nom du Procureur general du Roy, pour faire prendre & arrester tous & chacuns les deniers donnez en faveur du Jubilé donné par nostre S. Pere le Pape auxdites Eglises de S. Michel de Gaillac, & sainte Foy de Conches, & iceux apporter en celledite ville, avec adjouctement à ceux qui ont levé

lesdits deniers, pour ouyr telles requestes & conclusions que ledit Procureur general voudroit contre & chacun d'eux prendre, pour l'abus par eux commis & que défendus leur fust fait de ne lever ne exiger aucuns deniers pour ledit Jubilé.

Veu par la Cour lesdites deux requestes, ensemble le *summa* des Bulles desdits Pardons & Indulgences, avec la publication d'icelles en certaines Eglises de ce ressort: ouy sur ce le Procureur general du Roy, lequel s'est porté pour appellant comme d'abus de la publication d'icelles bulles, en ce que outre la teneur d'icelles bulles ont été publiez ces mots, *faisant l'aumosne à discretion pour reparation desdites Eglises de Gaillac & de Conches*: requeroit estre tenu pour bien relevé, & que ceux qui ont fait faire ladite publication, fussent appellez pour venir défendre à les causes d'appel, & que les deniers à lever en vertu de ladite publication fussent arrestez & mis en la main du Roy, jusques à ce qu'autrement en ait été ordonné, & que défenses cependant

tussent faites de publier en cedir ressort lesdites bulles plus avant que la teneur d'icelles, sur peine de dix mares d'argent.

Tout considéré, ladite Cour a permis & permet audit Doyen de saint Michel de Gaillac, faire publier lesdits Pardons & Indulgences selon la teneur d'icelles, & non plus avant : & au surplus a receu & reçoit ledit Procureur general du Roy appellant comme d'abus de la publication qui a esté cy-devant faite desdites bulles, en ce que par icelle publication ont esté adjouctez ces mots, *faisant aumosnes à discretion pour la réparation desdites Eglises de Gaillac & de Conches* : le tient pour bien relevé, & ordonne que ladite appellation sera intimée audit Doyen de saint Michel, & tous autres qu'il appartiendra, pour

Au trefor audit guichet x.

venir défendre aux causes d'appel dudit Procureur general : & cependant seront tous & chacun les deniers qui ont esté cueillis & levez par le moyen de ladite publication faite, faisis, arrestez, & mis en la main du Roy, jusques à ce que les parties ouyes sur ladite appellation comme d'abus, ait esté par ladite Cour ordonné à qui iceux deniers seront baillez & delivrez & à faire & faire ladite Cour inhibitions & défenses audit Doyen & tous autres, de faire publier en ce ressort lesdits Pardons & Indulgences, sinon seulement juxta la teneur d'icelles bulles, & non plus avant, sans rien immuer ou adjouster. Fait en Parlement le 20. jour de Juillet l'an 1538. *Signé, DU TILLET.*

Arrest du Parlement de Bourdeaux, 'portant permission de publier des Pardons & Indulgences. 1538.

Extrait des Registres de Parlement.

V. Sur la Requeste présentée à la Cour par les Abbez seculiers, Doyens, Chanoines, & Chapitres des Eglises Collegiales & seculieres de sainte Foy & Conches, & de saint Michel de Gaillac, Dioceses d'Alby & de Rhodéz, contenant que en faveur & contemplation des reparations desdites Eglises, qui sont de fondation Royale, nostre saint Pere le Pape leur avoit puis nappures octroyé & concédé plusieurs Indulgences & pardon general du Jubilé, comme apparoissoit par les Bulles Apostoliques sur ce décernées : lequel Jubilé ledits Supplians entendoient faire publier es Eglises du ressort de ladite Cour, mais doutoient que l'on y voullist donner empeschement. Parquoy, attendu que ladite grace & Indulgence estoient salutaires, requeroient permettre au Commissaire sur ce député par nostredit saint Pere le

Pape, les faire publier selon la permission qu'il en auroit des Prelars dudit ressort. Veu ladite Requeste du 23. d'Aoust dernier passé, les Bulles de nostre saint Pere le Pape, contenant lesdites Indulgences & Pardons données à Rome l'an 1537. & le 16. jour des Kalendes de Decembre; permission octroyée ausdits Supplians par l'Archevesque de Bourdeaux ou son Vicaire General, le 20. jour dudit mois d'Aoust : réponse faite à ladite Requeste par le Procureur General du Roy.

Ladite Cour permet ausdits Supplians faire publier lesdits Indulgences & Pardons, selon le contenu de ladite Bulle & permission à eux baillée par ledit Archevesque de Bourdeaux, ou son Vicaire. Fait à Bourdeaux en Parlement le quatrieme jour de Septembre mil cinq cens trente-huit. *Signé, DE PONTAC.*

Au Trefor audit guichet x.

Défenses aux Questeurs de Pardons estrangers, de publier leurs Pardons sans speciale permission du Roy. 1538.

VI. FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & de Diois, de Provence, de Forcalquier, & terres adjacentes, à nos amez & feaux les Gens de nos Cours de Parlement, & à tous nos Baillifs, Seneschaux, Prevosts, & autres nos Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, salut & dilection.

Comme nous avons esté avertis de plusieurs grands abus & malversations que aucuns eux disans Questeurs, Procureurs, & serviteurs de Nostre Dame de Jerusalem, saint Lazare dudit lieu, sainte Catherine du Mont de Sinai, saint Sebastien hors Rome, saint Jean de Latran, & du saint Esprit de Rome, & autres lieux ultramontains, commettent chacun jour en nos Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries, publians en icelle sans nos congé, licence, & permission, divers Pardons & Indulgences, qu'ils disent avoir esté donnez & octroyez par nos saints Peres Papes, & que par importunité ou autre-

ment ils trouvent moyen obtenir, pour avoir couleur de les publier en nosdits Royaume, pays & Seigneuries : par le moyen desquels Pardons & Indulgences ils exigent de nos sujets grandes sommes de deniers, lesquels deniers au lieu de les porter aux lieux où ils sont aumosnez, sont pris & détenus par ledits Procureurs & Questeurs, & par eux appliquez à leur particulier profit ; & pour plus facilement faire lesdites exactions, baillent à ferme lesdites questes à gens nos sujets, par les Dioceses de nosdits Royaume, Pays & Seigneuries, sans, comme dit est, obtenir de nous aucune permission pour ladite publication, queste, & exaction, ne nous faire apparoir desdits Pardons & Indulgences : qui est au grand détrimement de la chose publique de nosdits Royaume, Pays & Seigneuries, & méfiment de la queste des Hospitiaux, & autres lieux charitables de nostredit Royaume ; à quoy est besoin de pourvoir.

Nous à ces causes, désirans obvier ausdits abus, & ladite queste desdits Hospitiaux de nostredit

Royaume estre continué pour le bien de la chose publique, vous mandons & enjoignons par ces présentes, & à chacun de vous endroir soy, & si comme à luy apparcevra, que vous n'ayez à permettre aucune publication estre faite en villes & lieux de vos ressorts & juridictions, d'aucuns Pardons & Indulgences pour lesdites Eglises, Monasteres, & lieux ultramontains, & non estant es pays de nostre obéissance, sous par archer, attiches, plicards, ne autrement, en quelque maniere que ce soit, ne aucune chose estre exigée de nos Sujets, sous couleur desdits Pardons & Indulgences, que premierement n'ayons pour ce faire baillé & octroyé nostre consentement, & que les Lettres d'iceluy nostre consentement n'ayent esté enregistrées & vérifiées en nosdites Cours de Parle-

ment, au ressort desquelles on voudra faire ladite publication, queste, & exaction: voulans & vous mandans en oultre, que cédites présentes vous ayez à faire lire & publier, tant en chacune de nosdites Cours, que autres villes & lieux de nosdits Royaume, Pays & Seigneuries que besoin sera; & ain de mieux ce faire, nous voulons que an *duplicata* & *vidimus* d'icelles présentes, faire sous le scel Royal, soy soit adjoutée comme à ce present original. Donné à Paris le 12. jour de Janvier 1538. & de nostre Regne le xxv. Signé, Par le Roy en son Conseil, DE LA CHESNAYE. *Letra, publicata, & registrata audito Procuratore generali Regis hoc requirunt. Parisius in Parlamento 3. die Februarii, anno Domini 1538. DU TILLET.*

Au 3. vol. des Ordonnances de François I.

Défenses de publier des Pardons & Indulgences, sans Ordonnance de la Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 13. Fevrier. 1543.

VII. **V**eu par la Cour la Requête à elle présentée par le Substitut du Procureur General du Roy en Poitou, contenant que comme par Arrest d'icelle ayt esté par cy-devant ordonné, que aucuns ne pourroient faire publier en aucunes des Provinces sujettes au ressort d'icelle, aucuns Pardons ou Indulgences à eux octroyées par nostre saint Pere le Pape, que premierement les Bulles de leursdits Pardons & Indulgences n'eussent esté vérifiées en ladite Cour: toutesfois n'agueres un nommé Regis, Religieux de l'Ordre saint Dominique, se feroit efforcé contre les défenses à luy faites, de faire publier certains prétendus Pardons & Indulgences octroyées par le Pape aux bien faicteurs, pour construire un Monastere de l'Ordre des Augustins, en l'honneur de nostre Dame de Lorette, au Diocèse de Boulogne, sans que lesdits Pardons eussent esté aucunement vérifiés, suivant ledit Arrest, & par le moyen de ce auroit ledit Regis tiré & levé plusieurs deniers en la Ville de Luçon & Diocèse d'icelle; & dequoy adveny ledit Suppliant, auroit empêché la délivrance d'iceux: au moyen dequoy, & attendu

que depuis ne seroit apparu ledit Regis, ains s'en seroit ensuy, craignant la verification de ses abus, requeroit iceluy Suppliant lesdits deniers provenus desdits Pardons, estre employez à la refection & construction de l'Hospital de l'Hôtel-Dieu de St. Pierre en la Ville de Poitiers, lequel estoit tombé en ruine & décadence, pour y loger & recevoir les pauvres de ladite Ville, avec contrainte à l'encontre de toutes personnes qui se trouveroient avoir en leurs mains aucuns desdits deniers, en faire délivrance es mains du Receveur des deniers de la communauté des pauvres de cete ville de Poitiers: Ouy sur ce le Procureur General du Roy, & tout considéré:

La Cour a ordonné & ordonne audit Suppliant: soy pouvoir pour raison du contenu cy-dessus, & Requête par luy présentée à icelle pardevant le Senechal de Poitou, ou son Lieutenant General audit Poitiers, auquel elle enjoint faire & administrer sur ce bon & brief droit & Justice; & de ce avoir fait, en certifier la Cour dedans deux mois.

Suppression de plusieurs Confrairies dans le Marquisat de Saluces, 1556.

VIII. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois, à tous présents & à venir, salut. Comme nos chers & bien amez les Gens des Estats de nostre Marquisat de Saluces, nous ayant fait remontrier par leurs Députés qu'ils ont envoyé devers nous, que en la ville de Sienna & autres villes dudit Marquisat, il y a certaines Confraternités fondées sous titre de discipline, qui sont de gros revenu par chacun an, dont les deniers sont destinés & affectés à la nourriture & soutienement des pauvres, lesquels se trouvent avoir esté jusques icy mal administrés par ceux desdites Confraternités, qui les tenoient & appliquent à leur profit particulier, sans en rendre compte ne reliqua, chose qui est grandement préjudiciable & dommageable; à quoy nous voulons bon pouvoir & remédier

pour l'honneur de Dieu & subvention d'iceux pauvres, suivant l'intention & vouloir des Fondateurs.

Parquoy inclinans libéralement à la supplication & requête desdits gens des Estats dudit Marquisat de Saluces, & eu sur ce l'avis des gens de nostre Conseil privé, pour les causes dessusdites & autres à ce nous mouvans, avons dit & déclaré, voulu & ordonné, disons & déclarons, voulons, ordonnons & nous plaist, de nos certaine science, pleine puissance, & autorité Royale, que lesdites Confraternités dudit Marquisat de Saluces seroient & demeureront supprimées, éliminées & abolies; & lesquelles nous supprimons, éliminons & abolissons; Esus ce qu'elles puissent plus dorénavant avoir lieu, ne estre remises par nous ne nos successeurs Rois, & en ce faisant, avons lesdits biens

& revenus affectez à icelles Confratries, réduits, assignez & baillez aux Hospitiaux des Villes dudit Marquisat, où il y en aura, sinon es mains des Trésoriers des Pauvres, pour iceux distribuer, dépenser & employer à la nourriture & subsistation & enretienement desdits pauvres & misérables personnes, s'il on & ainsi qu'il s'observe en nostre pays de Dauphiné, & nostre ville de Thurin, suivant les Arrêts sur ce donnez; en contraignant ceux qui par cy-devant ont eu la charge & administration desdits biens & revenus d'icelles Confratries, à rendre compte pardevant le Senechal de Saluces ou son Lieutenant General, appellez & assistans nos Advocat & Procureur dudit Marquisat, de leursdites administrations du passé, & en payer le reliqua es mains desdits Trésoriers des pauvres, & autres à ce dépensez par les Communautés desdites Villes, & lieux desdites Confratries; à la charge toutefois que le service Divin étant de la fondation d'icelles Confratries, sera continué selonc l'intention d'iceux Fondateurs, & pourveu aussi que nul y a aucun prétendant droit ou titre

par le moyen desdites fondations d'icelles Confratries, il sera oy, pour sur ce lay estre fait & administré Justice, ainsi que de raison.

Si donnons en mandement par ces présentes, à nos amez & feaux Conseillers les Gens de nostre Cour de Parlement de Dauphiné, audit Senechal de Saluces ou son Lieutenant, & à tous nos autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que de nos présentes déclarations, suppression, ordonnance & vouloir tels que dessus, ils entretiennent, gardent, & observent, fassent de point en point entretenir, garder & observer, lire, publier & enregistrer, cellans & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire; Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre seel à cesdites présentes, sus en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois d'Octobre l'an de grace 1556. & de nostre Règne le dixième. *Signé*, Par le Roy, étant en son Conseil, DU THIAU.

La Cour permet aux Confreres du nom de Jesus en l'Eglise de S. Gervais, de faire publier des Pardons à eux octroyez par le Pape, pourveu que l'autorité du Diocésain y intervienne.

Extraict des Registres de Parlement, du 29. jour d'Avril 1557.

IX. **V**eu par la Cour les deux vidimus des deux Bulles: l'une d'icelles datée *sexto Idus Septembris, anno Incarnacionis Dominice 1553.* donnée par le Cardinal saint George au Voile d'Or, Legat en France pour le Pape Jules III. contenant les Pardons & Indulgences à plein mentionnez en ladite Bulle, octroyez par ledit Legat saint George, aux Confreres & Maîtres Gouverneurs de la Confratrie de la Chapelle du saint nom de Jesus, fondée à Paris en l'Eglise saint Gervais & saint Protais. L'autre desdites Bulles datée *undecimo Calend. Februarii, anno Incarnacionis Dominice 1555.* donnée par le Pape Paul IV. de ce nom, contenant confirmation faite par ledit

Pape, de la précédente Bulle dudit Cardinal saint George. Veu aussi la Requête présentée à ladite Cour par lesdits Confreres, pour avoir permission de faire publier, & par tout annoncer lesdits Pardons: Le contentement du Procureur General du Roy, auec de l'ordonnance de ladite Cour, le tout a esté communiqué.

Tout considéré, la Cour a permis & permet ausdits Confreres & Maîtres gouverneurs de la Chapelle du saint nom de Jesus, faire publier en ceste Ville, & autres de ce ressort, lesdits Pardons & Indulgences mentionnez esdites Bulles, sous l'autorité du Diocésain desdites Villes.

Arrêt de la Cour du Parlement de Bourdeaux, contre la Confratrie du Cordon.

Extraict des Registres du Parlement, du 27. Avril 1590.

X. **L**A Cour, après avoir oy en icelle frere Jehan d'Amis, Religieux & Gardien du Convent de la grande Observance de la présente Ville sur certaine Fratrie qu'on dit qui le fait de nouveau audit Convent appelée la Fratrie du Cordon, & ce requerant le Procureur General du Roy, a ordonné & enjoint audit d'Amis, de mettre pardevant ladite Cour les articles, roolles & registres si aucuns en y a concernans ladite Fratrie, dans trois jours prochains pour tous délais; & cependant luy à ladite Cour fait & fait inhibitions & défenses, & à tous autres Religieux dudit Convent de passer outre à l'exécution de ladite Fratrie, bauler aucun Cordon, ne autre espee de marque, &

ne proceder à aucun enrôlement; ensemble à tous manans & habitants de la présente Ville & autres, de s'enrôler ne enrégiter en icelle dite Fratrie, ny faire aucune division ne separation sous prétexte & couleur de zèle de Religion, le tout jusques à ce qu'autrement par ladite Cour en soit ordonné, sur peine de la vie, & outre, d'estre procédé contre les contrevenans au présent Arrêt, comme criminels de lèse-Majesté. Et néanmoins ordonne ladite Cour, qu'il sera au premier jour délibéré, les Chambres d'icelle assemblées, sur l'abolition ou approbation de ladite Fratrie, appelé le sieur Archevesque de Bourdeaux.

Lettres du Roy, & Arrest contre une Confrairie qui se faisoit à Amiens.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 15. Novembre 1595.

DE PAR LE ROY.

NOS amez & feaux, il n'y a rien qui soit plus un peuple à honorer son Roy que la douceur naturelle qu'il prestique au profit des siens, la rigueur le fait craindre, & par conséquent peu aimer. Cette raison est cause que ne voulant pas de nous mesmes apporter la severité qui seroit bien necessaire en beaucoup de choses qui se presentent, nous vous en renvoyons la connoissance, pour y apporter l'ordre requis par la voye de la Justice, sans qu'il semble que cela vienne de nostre seule autorité; il s'en offre maintenant une occasion sur un tableau qui s'est trouvé en cette Ville, aussi scandaleux qu'il est possible, & une certaine Confrairie qui se tient tous les premiers Dimanches des mois: de l'institution de laquelle, ensemble dudit tableau, nous vous envoyons une copie. Et d'autant que de la continuation de telles choses il se pourroit ensuivre de très-grands maux, & qu'il est necessaire d'y remédier promptement.

A cette cause, nous vous mandons, & commandons, & très-expressément enjoignons, que vous ayez à faire dresser incontinent un Arrest, tant contre ledit tableau, & les Auteurs d'iceluy, que contre ladite Confrairie, pour en ôster la memoire, & l'envoyer en toute diligence, sans vous arrester à la discontinuation de nostre Parlement, que nous voulions estre plus tost assemblée expresse pour cet effet, afin que ledit Arrest soit icy auparavant le premier Dimanche du mois prochain. Vous avez aussi le Prieur de Saint Jese de cette Ville, que les habitants d'icelle pensent ne vous avoir esté envoyé que pour estre sauvé, voyant la longueur de laquelle l'on use à la confection de son procès; & parant vous le ferez promptement juger selon les loyances de vos consciences, & vous en devez avoir accoustumé: si n'y faites faire, sur tant qu'aymez le bien de nostre service: Car tel est nos-

tre plaisir. Donnez à Amiens le 16. jour d'Octobre 1595. Signé HENRY, & plus bas, RUAU. Es sur la subscription d'icelle est écrit. A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement.

SUR la remontrance faite par le Procureur General du Roy, des assemblées illicites & factieuses qui se font en la Ville d'Amiens, sous prétexte de piété & de devotion, par aucuns ennemis du repos & tranquillité de ladite ville, renouvelant une Confrairie sous le nom du Saint Sacrement, & à cet effet s'est trouvé un tableau fort scandaleux, affiché en l'Eglise des Jacobins, dont luy a esté envoyé l'extrait, suppliant la Cour d'y pourvoir; à ce que telles assemblées cessent, & ceux qui les ont introduites, pour par voye de la sainte Religion abuser la simple crédulité du peuple, mis & affiché ledit tableau, punis & châtiés.

Vous ledit extrait, la matiere mise en délibération, ladite Cour a ordonné & ordonne, que commission sera délivrée audit Procureur General; pour informer contre ceux qui ont introduit ladite Confrairie, icelle renouvelée depuis la réduction de ladite Ville en l'obéissance du Roy, composé & affiché ledit tableau & ce qui en dépend; & que l'original d'iceluy tableau sera apporté à huitaine, auquel jour le Recteur de ladite Confrairie sera adjourné à comparoir en personne; pour estre ouy, & répondre aux conclusions dudit Procureur General, pour le tout rapporté & veu, estre procédé comme & ainsi qu'il appartiendra. Et à ladite Cour fait inhibitions & défenses à toutes personnes, de renouveler ny se trouver auxdites Confrairies & assemblées, à peine de la vie. Enjoint au substitut du Procureur General du Roy, faire executer le present Arrest, & en certifier la Cour.

Arrest contre la Confrairie du Cordon, qui se faisoit en la Ville de Troyes. 1596.

Extrait des Registres de Parlement.

SUR la remontrance faite à la Cour par le Procureur General du Roy, avoir esté adverty qu'en la Ville de Troyes se font des assemblées sous la Confrairie du Cordon, dont peut advenir comme par le passé du trouble au repos & tranquillité publique, si elle estoit permise.

La matiere mise en délibération, ladite Cour a fait & fait inhibitions & défenses de faire aucunes assemblées, sous prétexte de ladite Confrairie du Cordon,

ny autres, contre les Ordonnances, & que les Livres pour ladite Confrairie imprimés, seront supprimés, avec défenses d'en exposer ny vendre. Enjoint au Baillif de Troyes ou son Lieutenant, faire publier ce present Arrest & observer; & au Substitut du Procureur General du Roy, tenir la main à l'exécution, & faire informer des contraventions. Fait en Parlement le 7. jour d'Aoust l'an 1596. Signé VOYSIH.

Amien Arrest de la Cour 1596. au Registre Olim fol. 2. Non fuit in villa capta ministrum, nec confratria, nec colligatum.

Arrest de la Cour du 17. Juin 1601. par lequel la Congregation des Penitens bleuz de Bourges est déclarée illicite, défenses de la continuer sur grandes peines.

XIII. EN TANT Jean Gaudron sieur de Saint Germain du Bois, & le Procureur General du Roy, prenant la cause pour son Substitut au Bailliage de Berry, Appellant d'un jugement donné par le Bailli de Berry, ou son Lieutenant à Chateauguon, le 17. Mars 1600. & encores ledit Gaudron Demandeur en requête d'évocation du 8. Juillet, & Défendeur en intervention d'autre part. Et M. Guillaume Beraud Curé de Saint Austrelin de Bourges, M. Jean Blanchard Prestre, Jean Neaume Archet & autres, prenant qualité de Confères de saint Hierosme, autrement Penitens bleuz en la Ville de Bourges, Intimes. Les Maire & Eschevins de ladite Ville intervenans d'autre.

Gilloit pour l'Appellant de ce que le Juge a reçu les Intimes parties en la cause où le Substitut estoit la vraie partie, a conclu en son appel à ce qu'il soit dit mal jugé, & en émettant le jugement, évocation le principal, entretenant les Lettres, soit remis en pareil état, qu'avant le contrat de vente de la grange fait par force & violence à vil prix à ceux qui avoient autorisé en la Ligue, avec clause de faire des réparations qui excèdent ce qui a été payé. Tronfon pour les Marguilliers Intervens. Et Montholon pour les Intimes ouy en ses défenses fondé sur Lettres Patentes d'approbation du feu Roy, sur la pieté, payement des deniers pour la chose vendue, qui a été dédiée & consacrée, conséquemment ne peut estre appliquée à chose séculière. Favreau pour les Maire & Eschevins Intervens, à ce que le lieu delà, & où se dir la Messe depuis la consécration, demeure à l'Eglise.

Servin pour le Procureur General du Roy, prenant la cause pour son Substitut Appellant, a conclu à ce qu'il soit dit qu'il a été mal jugé par ledit Bailli de Berry, lequel a reçu ces prétendus Penitens, secourus du menu peuple, à plaider comme si c'estoit un college & corps licite : Et en émettant le jugement qu'ils soient jugés non recevables, & leur prétendu corps & college déclaré illicite ; que le lieu vendu par Gaudron soit

converty en un Hôpital & Chapelle pour les pauvres de Bourges, & que défenses soient faites tant aux Intimes qu'à tous autres, de faire telles Confraternes, & si aucunes y a en quelque lieu du Royaume en ce ressort, qu'elles soient abolies, &c.

La Cour a reçu & reçoit le Procureur General du Roy, prenant la cause pour son Substitut, Appellant de la Sentence donnée entre les parties, l'a tenu & tient pour bien relevé ; & faisant droit sur ledit appel, dit qu'il a été mal & nullement jugé & ordonné par le Bailli de Berry ou son Lieutenant à Bourges, bien appelé par le Procureur General du Roy & son Substitut, à déclarer & déclarer Beraud, Servat & autres pour lesquels a plaidé Montholon, non recevables en leur intervention, demandes, fins & conclusions, & la congregation & assemblée, mentionnées aux plaidoyers des parties, illicites ; fait inhibitions & défenses aux Sujets du Roy, tant de la Ville de Bourges que autres de ce ressort, les continuer à peine d'être atteints & convaincus du crime de lèse Majesté, jouiront les Maire & Eschevins de la Ville de Bourges du lieu contentieux, & en feront un Hôpital pour les pauvres.

Et pour faire droit sur le supplément prétendu par l'Appellant, ordonne la Cour, que pardevant le Bailli de Berry ou son Lieutenant, autre que celui dont a été appelé, visitation sera faite dudit lieu, & estimation de la valeur d'icelui au temps du contrat, & des augmentations faites suivant icelui, & ce par experts à ce commis, dont l'Appellant & lesdits Eschevins conviendront, autrement en sera par luy pris d'office, pour ce faire le procès verbal rapporté, communiqué au Procureur General du Roy, ordonner ce que de raison. Et sera le présent Arrest lu, & publié au Siege de Bourges, & copies envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées de ce ressort, pour y estre lu à la diligence des Substituts du Procureur General en chacun desdits Sieges, qui seront tenus creuser la Cour de leurs diligences au mois. Fait en Parlement le 7. Juin 1601. Signé, V O Y S I N.

Arrest contre la Confrairie de nostre Dame de Montferrat en Catalogne, en vertu de laquelle il se faisoit quelque collecte d'argent en France.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 21. Mars 1614.

XIV. VEU par la Cour la Requête à elle présentée sous le nom des Religieux, Abbé & Convent Nostre Dame de Montferrat en Catalogne en Espagne, narrative des Bulles obtenues par lesdits Religieux, & de la prétendue permission du Roy, du prétendu consentement & avis du Clergé de France, de faire la quête en ce Royaume des aumônes & œuvres pieuses de tous ceux qui veulent estre de la Confratrie dudit Convent de Nostre Dame de Montferrat, & participer aux Pardons & Indulgences octroyées par lesdites Bulles des saints Peres les feux Pa-

pes, à ceux qui visiteront ou enverront visiter ladite Eglise, & des permissions des Evêques & Archevêques de chaque Diocèse, même de celui du Mans, de faire publier en leurs Eglises lesdits grands Pardons & Indulgences à tous lesdits bien-faiteurs, faire un roole de tous les Confères de ladite Confratrie, de tous ceux & celles qui se présenteront pour y estre reçus.

Requeroient qu'il leur fut permis de faire lesdites quêtes & publications desdites Bulles, roole desdits Confères, leur faire aussi manlevée de la personne de Arnoul Ternasse, l'un des

des Procureurs d'icelles Religieuses, soy disant délégué pour la poursuite de l'exécution d'icelles Bulles, que des choses fut eue fautes de l'ordonnance du Seneschal du Maine ou son Lieutenant au Mans, avec défenses à toutes personnes de les troubler & empêcher. Veu aussi les Lettres non scellées en date du 15. Juin 1607. & 16. Février 1612. Permission dudit Evêque du Mans du 24. Octobre 1613. Procès verbal dudit Seneschal du Mayne ou son Lieutenant, sur la remontrance faite par le Procureur General du Roy, des quatre & cinquième Mars 1614. contenant que ledit Substitut faisoit diligence d'advertir ledit Procureur General de ladite commission & levée de deniers, pour y être pourvu : & cependant défenses audit Tenaillé de passer outre à l'exercice de ladite commission, & que les deniers qui se trouveroient levés par ledit Tenaillé, seroient déposés entre les mains d'un nommé Binon, pour être ordonné de la délivrance d'iceux lors & quand

il appartiendra, & autres pieces attachées à ladite Requête. Conclusions dudit Procureur General, & tout considéré.

Ladite Cour, sans avoir égard à ladite Requête, a enjoint & enjoint ausdits Religieux de retenir en leurs Convents : leur a fait & fait inhibitions & défenses lever aucuns deniers sur les Sujets du Roy, ains leur enjoint remettre ceux par eux recue entre les mains du Procureur de la fabrique des Paroisses, Maires & Elchevins des Villes où ils ont été levés, pour être employez à la nourriture des pauvres d'icelles Paroisses & Villes, chacun pour leur égard. Enjoint au Substitut dudit Procureur General du Roy du Siege dudit Mans, tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, en certifier la Cour au mois, à peine d'en répondre en son propre & privé nom : ordonne que lesdites pieces attachées à ladite Requête, demeureront au Greffe de ladite Cour.

L'an 1540. Finesperem Charles V. abolit par son Edict les Pelerinages, Processions & Confraternités de Saint Liervin à Gand. Porcius Hyattus, lib. 11. p. 137. *Abolimus, ac in perpetuum tollimus castrodam quadragesimalem, medio quo tempore fieri solent, non peragendam, ac circumlarationem Divi Leobini Harensum, alioquin locis, arumque Divi Leobini Collegium, extra se extra urbem celebrari solitam, Conventum Tertianum in supradictis. Dux Fere gini Maria sacra, omnesque armate Curatos, quoscunque illi fuerint, Gandensibus prohibemus.*



CHAPITRE XXVI.

LE JUGE ROYAL CONNOIST du possesseur des Benefices.

*Extrait des Registres du Conseil de la Cour de Parlement, du Vendredi
29. jour de Janvier 1411.*

CEDIT jour les deux Chambres assemblées a été délibéré, que informée la Cour si certaine Lettre envoyée de Rome pardeçà, cancellée, qui estoit au dommage & deshonneur du Roy & de sa Cour, laquelle est devers le Greffier, estoit de la main du Cardinal de Pise ou non, feroit demain proposé par l'un des Advocats du Roy au Conseil de l'Eglise, qui se tenoit en ce Palais Royal, contre ledit Cardinal publiquement, contre la teneur de ladite Lettre, & ledit Cardinal, ou cas qu'il fauroit faire, à l'honneur du Roy & de sa Cour, & selon les Ordonnances Royaux, & observances & usages, en requérant icelles estre gardées.

Du Samedi quatorzième Février audit an.

CADIT jour après dîner en la Tournelle Criminelle, par dix-huit ou vingt des sieurs de ceans à ce députés de par la Cour, c'est à sçavoir Messire H. de Marle, Maître S. de Nanterre Président. M. Giller de Villiers, J. de Vuz, G. Ponce, M. du Bot, N. Fraillon, J. Charon, E. Gesson, J. Mangin, G. de Béte G. Gentien, J. Gentien, G. de Scris, T. Tressaint, & autres, a été délibéré que l'un des Advocats du Roy proposeroit au Conseil du Roy en sa présence contre le Cardinal de Pise, & certaines Lettres closes qui avoit envoyées à Rome, contre la Cour de

ceans & l'honneur & droies Royaux ; en insistant principalement sur la dernière clause d'icelles Lettres, laquelle touche principalement le Roy, & ce seroit signifié au Chancelier pour avoir audience ; à tel jour qu'il plairoit au Roy, & ce qu'il verra à faire. S'enfuit la teneur d'icelles Lettres.

Venerabili viro Domino Francisco de Monte-poleiano, Secretario domini nostri Papa amico carissimo.

Venerabilis vir, amice carissime, Placuit cauti adverte Dominum nostrum, quod isti de Curia Parlamenti Regis volunt eximi à decima seu subsidio, dicentes habere privilegium Apostolicum : quod tamen non ostendunt, nec credo quod ostendere possent. Sed tamen de facto cessant à solutione, & persistant in censuris, & ex alia parte querunt prerogativas datas & beneficia vacante, que omnia quoad subsidia Ecclesie Romanæ sunt perdit. Et Deus scit quantum Ecclesiæ Jurisdictionis quondam usurpatur, de omnibus causis Ecclesiasticis possessoris indistinctè cognoscant ; inter personas Ecclesiasticas, Religiosas, Abbates, Episcopos, ac etiam Cardinales. Et totum procedit à Clericis qui sunt in illa Curia. Datum Parisius die 13. Augusti. A PISANUS in Cardis, etc.

Du Vendredi dix-neufième Février audit an.

G3117

Ce doit être après d'iceux a été délibéré au regard du plaidoyé fait Jedy devant le Roy, ou du propos devant le Cardinal de Pise ; premierement, que le privilege des Conseillers du Roy de non payer dixme & autres subides au Pape, soit que en Chartres du Roy.

Item, que l'on veüe devers le Roy, & luy die l'en comment loit Cardinal a faillly par les Lettres closes touchant cy-dessus, le 13. de ce mois, lesquelles d'envoyas à Rome.

Item, que pour ce soit défendu au Cardinal qu'il ne die plus, ne ne publie que le Roy & ses Juges,

& par especial la Cour ne puisse connoistre des causes possessiones des Benefices : car il en peut & doit connoistre.

Item, sera requis & supplié au Roy qu'il ecrive au Pape, & au College des Cardinaux sur ce, & qu'ils ne croyent point aux Lettres dudit Cardinal de Pise : & que le Pape pourveuve très - especialement aux Gens de Parlement de bonnes dates & prerogatives ; car ils sont les plus especialement Conseillers du Roy, & sont dignes de grands prerogatives & franchises, & ainsi leur ont accoustumé de pourveuve les précédents Papes.

Bulle du Pape Martin V. par laquelle il reconnoist qu'en France les Juges ont eu de tous temps connoissance du possesseur des Benefices. 1413.

MARTINUS Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Romanis Pontificibus providentia circumspecta nonnumquam gesta & ordinata per eum, ne lites & scandala pariant, dilucidat & declarat, prout locorum & temporum qualitate pensata in Domino conficiat expedire. Dilectum siquidem in nostri Apostolatus praeconibus providi considerantes, quod licet Clerici & Ecclesiasticae personae, qui suas causas & querelas, in iis praecipue quae de jure vel consuetudine ad forum Ecclesiasticum pertinere noluissent, eo temere derelicto secularibus iudiciis se submitterent, seu partes sibi adversas ad forum de jure vetitum convenire vel trahere persisterent, gravibus proinde premissis tam spiritualibus quam temporalibus, etiam jure disponente alligarentur : penam tamen ipsas non sine propriis salubris periculo sapienter habere videbantur in contemptum.

Nos qui ex debito pastoralis officii salutem quarimus singulorum, super his opponimus providere volentes, statumque & ordinamus quod quicumque ex Clericis & personis eidem de cetero suis tales praesumptiones existerent, nisi de hoc in quibusvis concessionibus, dispensationibus & gratiis per eum à nobis impetrandis ab eo specialem & expressam mentionem faceret, quod inde sibi super hoc opportunitate providere valeret pro sua cuncta salute, eo ipso omni commodum careret eorum, ipsique concessiones, dispensationes & gratiae totaliter inefficaces, nulliusque roboris vel momenti existerent, & nihilominus penae Canonum contra tales locum haberent & etiam declararent, prout in quadam ordinatione nostra super hoc edita & in libro Cancellariae nostrae descripta & publicata latius continetur.

Cum autem, sicut pro parte charissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum illustris nobis fuit expositum, à nonnullis revocetur in dubium, an per hujusmodi nostram constitutionem

derogari voluerimus juri & jurisdictioni Regis ; praesentem in casu possessionis remotionis & possessionis, super quibusvisque Ecclesiis & Beneficiis Ecclesiasticis licentiam Regni Franciae, & Delphinatus Viennensis, per quam jurisdictionem praefatus Rex sibi licet asserit in omni casu etiam juridica tueri possessiones : Nos ad omnia ambiguitates tollendum dubium, super his opportunè consulere & providere volentes, ejusdem Regis in hac parte supplicationibus inclinati, auctoritate Apostolica tenore praesentium declaramus nostrae iurisdictionis non fuisse, neque esse, per praedictam aut quancunque aliam constitutionem nostram eidem Regi, & ejus Regis jurisdictionis, per quam, sicut asseritur, tam ipsi quam progenitores sui super hujusmodi possessionibus à tanto tempore, citra quod de ejus contraria memoria hominum non existit, consueverunt cognoscere, in aliquo derogari voluisse aut velle quoquomodo : decernentes partes molestias super earum conservatione ad hanc constitutionem jurisdictionem ipsius Regis auxilium implorantes, damnum in contemptum jurisdictionis & libertatis Ecclesiasticae, & ut partes sibi adversas in rebus Ecclesiasticis dimidia perirebant, hoc non fecerint, penam in dicta nostra constitutione contentam nullatenus incurrisse aut debere incurritur quovis modo.

Per hoc autem nullum jus seu jurisdictionem in praemissis cognoscendis eidem Regi de novo acquiri volumus, sed antiquum si quod habet tantummodo conservari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae constitutionis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Genevae. Pernefina. Diocesis, 12. Kalend. Septembris, Pontificatus nostri anno nono. B. DE MONTPELITAN. T. BAYEN. S. R. C. à l'erge, Reguli. in Camera Apostolica.

Du Registre de la Cour, Intzelli Pallaci, folio 27.



*Bulle dudit Pape, par laquelle il reconnoît qu'en France les Juges
ont eu de tout temps connoissance du possesseur des
Benefices. 1421.*

MARTINUS Episcopus servus servorum Dei, ad futurum rei memoriam. Apostolicæ Sedis aequa & circumspècta provisió quorumlibet jura & tranquillitatem conservari satagens, cum verisimiliter timeat ne cupiditas improba se à vetitis abstinere recusans, statuta & ordinacionibus à se hujusmodi procedentibus laxato frango rationes abutatur, nunc per provisionis debet remedium, nunc verò per opportuna declarationis officium ruitur obviare.

Dudum siquidem providi considerantes, quòd licet Clerici Ecclesiasticæ personæ, qui suas causas & querelas, in his præceptis quæ de jure vel consuetudine ad forum Ecclesiasticum pertinere noscuntur, eo tamen declinò secularibus judicibus se submittere, seu partes sibi adversas ad forum de jure veniunt convenire vel trahere præsumebant, gravibus proinde penis tam spiritibus quàm temporalibus, etiam jure disponente aliquantulum: penas tamen ipsas non sine propriæ salutis periculo lapsus habere videbantur in contemptum.

Nos qui ex debito pastoralis officii salutem quærimus singulorum, super his opportuni providere volentes, auctoritate Apostolica per alias nostras litteras statuis etiam ordinavimus, quòd quicumque ex Clericis, & personis eisdem de extero reus talis præsumptionis esset, nisi à præmissis desisteret, omni commodo concessioem & gratiarum sibi à Sede prædicta concessarum omnino careret; ipsique in graves tunc expressas & alias juris penas incurreret, prout in dictis litteris plenius continetur.

Cum autem, sicut per parte clarissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum illustris, nuper nobis fuisset expostum, quòd à nonnullis veniret in dubium, an per hujusmodi nostram constitutionem derogaretur veteribus juri & jurisdictioni Regiæ, præferam in causa possessionis re-

tinende possessionis, super suis Ecclesiis & Beneficiis Ecclesiasticis suorum Regni Franciæ, & Delphinatus Viennensis, per quam jurisdictionem præfatus Rex sibi affectu licere in omni casu etiam iudicis tueri possessoris: Nos ad omnis ambiguitatis tollendum dubium, super his opportuni providere volentes, ejusdem Regis in hac parte supplicationibus inclinati auctoritate Apostolica tenore præfatum declaramus nostræ intencionis non fuisse neque esse, per dictum aut quancumque aliam constitutionem eisdem Regi, & ejus Regiæ jurisdictioni, per quam, ut affectus, tam Regem quàm sui progenitores, super hujusmodi possessione à tanto tempore circa quod de ejus contrario memoria hominum non existit, convenerunt cognoscere, in aliquo derogari voluisse aut velle quomodocumque: decernentes partes molestas super earum conservatione ad suorum beneficiorum possessionem ipsius Regis auxilium implorantes, dummodò in contemptum jurisdictionis & libertatis Ecclesiasticæ, & ut partes sibi adversas in rebus Ecclesiasticis diutius pertraherent, hoc non fecerint, penas in dicta nostra constitutione contentas nullatenus incurrisse aut debere incurrisse quovis modo.

Per hoc autem nullum jus seu jurisdictionem in præmissis cognoscendi eidem Regi de novo acquiri volumus, sed antequam si quod habeat eisdem modo conservari. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ declarationis, constitutionis, & voluntatis infringere, & ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctos Apostolos Kal. Maii, Pontificatus nostri anno 12. BARTH. DE MONTE POLICIANO. STEPH. GARNERI. sub plumbo.

Dudum Registræ, Præfatus, folio 91.

*Bulle du Pape Eugene IV. déclarant que les Bulles des Papes sur le possesseur des
Benefices, n'ont lieu en France. 1432.*

EUGENIUS Episcopus servus servorum Dei, ad futurum rei memoriam. Dudum felicis recordationis Martinus Papa V. prædecessor noster litteras concessit tenoris subsequents: Martinus Episcopus servus servorum Dei, ad futurum rei memoriam. Romani Pontificis providencia circumspècta, 6. Datum Genævæ Prencipatus Diecensis, 12. Calend. Septembris, Pontificatus nostri anno 9. Cum autem, sicut nobis, qui dicto prædecessore, prout Domino placuit, sublati de medio, sumus divina favente clementia ad apicem summi Apostolicus assumpti, pro parte dicti Regis significatum nuper existit, à plerisque fementur aliqua etiam causa excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliarumque Ecclesiasticarum sententiarum & censurarum, necnon pri-

vationis Ecclesiasticorum Beneficiorum, & ad illa obtinenda inhabilitacionis & irregularitatis penarum adjectionibus eisdem auctoritate statutum & ordinatum fore, per quæ penitus ipsarum declarationis, constitutionis, & litterarum tolli videtur effectus, & unde plurima temporis progressu fandalis & inconvenientia succedere possint.

Nos illis quantum in nobis fuit obviare cupientes, necnon declarationem, constitutionem, & litteras prædictas, donec aliud auctoritate præfata desuper ordinatum fuerit, in suo robore permanentes volentes, statutum & ordinationem prædicta si quæ sint ac quævis inde facta, quod Regnum & Delphinatum hujusmodi locum sibi nullatenus vendicasse aut extendi debere, necnon ea, dictaque sententias, censuras, irregularitates

& pœnas in quantum contra declarationem, constitutionem, & litteras predictas processisse nosterunt, nullis existere firmis eadem auctoritate decernimus, ac cassamus per præfines. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre constitutionis, cassationis & irrevocabilis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apo-

stolorum ejus se noverit incursurum. Datam Romæ apud sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo trigésimo secundo, secundo Kal. April. Pontificatus nostri anno secundo. Et per le reply, Grats, De mandato domini nostri Pape, G. de Lamoignon. Et sic de bulle de plumb. A l'au des, Registrata in Camera Apostolica.

De l'usage des Chartes, grande semoir guidées.

Qu'il appartient à la Cour de Parlement de Paris de connoître des Regales, & aux Juges Royaux du possesseur des Benefices litigieux : & contre les entreprises des Ecclesiastiques sur la justice seculiere. Dix-neuvième Juin 1464.

V. L O Y s par la grace de Dieu Roy de France, Salut. Comme entre nos autres droits à nous appartenans nous avons droit à cause de nostre Couronne, souveraineté & temporalité, & soyons en possession & suive tant par nous comme par nos prédécesseurs Roys de France, de tel & si long temps qu'il n'est mémoire du contraire, de conférer les Benefices Ecclesiastiques vacans en Regale en nostre dit Royame, & dont la totalité, déclaration, connoissance, & détermination, en cas de débat ou question, appartient à nous, ou nostre Cour de Parlement tant seulement, sans ce que aucun Juge Ecclesiastique ou temporel, quel qu'il soit, en puisse ou doive connoître, ou soy entreprendre : & sur ce ayt esté le temps passé donnez plusieurs Arrests & Jugemens.

Semblablement tant à cause de nostre dite Couronne & temporalité, comme par prérogatives & privilèges octroyez à nosdits prédécesseurs Roys de France, & autrement dûement à nous appartient de conférer de plein droit plusieurs Benefices Ecclesiastiques, que nosdits prédécesseurs & nous avons accoustumé donner & conférer de plein droit en nostre dit Royame, & dont la déclaration, connoissance, & détermination, en cas de débat & question, appartient de plein droit à nous & à nos Juges, sans ce que aucun Juge quelconque, Ecclesiastique ou temporel, en puisse ou doive connoître, ne soy entreprendre aucunement.

Parlablement avons droit, & prérogative, & soyons en possession & suive de connoître, décider, & déterminer par nous & nos Juges, des manieres possibiles, Beneficiales, Ecclesiastiques, mesmement en cas de nouveauté prins & intromises par nosdits Juges, pour occasion de nouveaux troubles & empeschemens qui surviennent entre les Parties, concernant à cause des Benefices & manieres Ecclesiastiques, sans ce que pendant ladite connoissance & proces, & jusques à ce que d'eux soit déterminé par les Juges, devant lesquels lesdites Parties en cas de nouveauté sont ou seront intentent, & les dépens esquelz la partie qui aura esté ou sera déchu dudit proces, aura esté condamnée, parer & satisfaire entièrement à la partie qui aura obtenu, aucun Juge Ecclesiastique en puisse ou doive connoître, ne l'une desdites Parties eussent l'autre contre son gré & volonté en Cour d'Eglise, pour occasion d'icelles Benefices & manieres Ecclesiastiques contentieux, ou d'un cas de nouveauté, ne procéder à cette cause par aucune personne contre aucuns desdits contentieux parimonions, cirations, ne censures Ecclesiastiques. Neantmoins puis nuytres plusieurs personnes

de divers estats, & tant de nostre dit Royame, que d'ailleurs, ont impetré & efforcé d'impetret aucuns Benefices, par nous ou nosdits prédécesseurs donnez & contraires vacans en Regale, & aussi plusieurs Benefices dont la collation à appartenir & appartient de plein droit à nosdits prédécesseurs & à nous. Et sous ombre de dites provisions, ou de Bulles & graces expectatives, ou autres Lettres de Cour de Rome, se sont efforcés & efforcent, & ont procuré & procurent chacun jour teus par voye oblique celui qui se dit Procureur fiscal de Cour de Rome, aucuns de nos sujets en ladite Cour de Rome, ou ailleurs en Court Ecclesiastique, pour occasion d'icelles Benefices par nous ou nosdits prédécesseurs donnez & conférer en Regale, ou de plein droit : & avec ce plusieurs se sont efforcés & efforcent de tenir, & de s'en tenir en procès en ladite Cour de Rome, & ailleurs en Court Ecclesiastique, plusieurs qui ont commencé & tentent procès en cas possibiles & de nouveauté pardevant nosdits Juges, ou autres temporels de nostre dit Royame, pour occasion de plusieurs Benefices assis en iceluy noste Royame, pendant iceux procès ou dudit cas de nouveauté. Et sous couleur desdites Bulles & graces de Cour de Rome, ou autres provisions Ecclesiastiques, ils font celer les sujets de nostre dit Royame en ladite Cour de Rome, ou ailleurs en Court d'Eglise, pendant lesdits procès devant nosdits Juges. Et contre iceux nos sujets procedent ou font proceder par excommunications ou autres censures Ecclesiastiques : & aucuns fois procedent par assignations de Bulles & cirations, procès ou Lettres Ecclesiastiques, qu'ils font secrettement à heure indeue, ou autrement indécemment mettre & afficher es portes des Eglises, & en plusieurs autres lieux. Tellement qu'au moyen desdites procedures plusieurs de nosdits sujets, pour obvier aux vexations qu'on leur fait, sont contraints de laisser la poursuite de leur bon droit.

Et jacob ce que nuytres avons donné certaines provisions sur aucunes manieres dessusdites, & que nos Lettres sur ce octroyées ayent esté publiées & enregistrées en nostre dite Cour, & en plusieurs autres auditoires de nostre dit Royame, pour icelles conserver & garder comme Loix & Ordonnances perpétuelles, paravant & depuis nosdits Ordonnances déclarant ves de nos droits & prérogatives. Neantmoins plusieurs n'ont cessé & ne cessent de vexer & de travailler nosdits sujets par la maniere dessusdite, mais ont fait & font chacun jour plusieurs autres indécents entreprises contre & au préjudice de nosdits droits, prérogatives, pri-

vileges, & Jurisdiction temporelle, & plusieurs autres grandes & indeus oppressions, exactions, inquietations & travaux, à nosdits sujets, au grand préjudice & dommage de nous & de nos droits & Jurisdiction temporelle, & du bien public de nostre dit Royaume : & plus pourroit estre, si par nous n'estoit sur ce donné provision, ainsi qu'avons dévotement esté informez.

SCAVOIR FAISONS, que nous considerées les choses dessusdites, voulans conserver & garder nosdits droits, prérogatives, préeminences, & privileges, & afin que dorénavant aucuns n'en puissent prétendre juste cause d'ignorance, desfrans aussi que nosdits sujets soient tenus en paix & tranquillité, & obvier aux vexations, oppressions, & travaux, qu'indéument on leur donne & pourroit donner. Pour ces causes & considerations, & autres à nous mouvans, & sur ce eue délibération avec plusieurs gens de nostre Conseil, avons decreté, fait, ordonné, & déclaré, decretons, statuons, ordonnons, & déclarons par ces presentes, qu'à nous & à nostre dite Cour de Parlement, & non à autre, appartient la déclaration, connoissance, décision, & détermination des collations par nous & nos prédécesseurs faites de Benefices vacans, & qui ont vauqué, & qui vauqueront en Regale.

Et semblablement qu'à nous & à nos Juges, & non à autre, appartient la connoissance & détermination des Benefices que nous & nos prédécesseurs avons acquiescé de conférer, & qui ont esté conferez de plein droit, sans ce que autre Juge Ecclesiastique ne temporel s'en puisse ne doive entreprendre, n'en cognoistre, soit en matiere petitoire ou possessoire.

Et en outre, avons ordonné & déclaré, ordonnons & déclarons la cognoissance des cas possessoirs, mesmement en matiere de nouveleté prins & intentez pour occasion des Benefices & matieres Ecclesiastiques, appartenir à nous & à nosdits Juges, sans ce qu'à autres pendant lesdits procès possessoirs en puissent ne doivent entreprendre aucune cognoissance, décerner commissions, citations, faire procès, n'user de fulminations ne d'autres excommunications, ne censures Ecclesiastiques, ne détermination.

Si donnons en mandement par cesdites presentes, à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants, & qui tiendront nostre dite Cour de Parlement, au Prevost de Paris, & à tous nos Baillifs, Seneschaux & autres Juges de nostre Royaume, & à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, qu'en mettant nostre dite presente volonté, déclaration & ordonnance à execution, ils fassent ou fassent faire inhibitions & défense de par nous à tous les sujets de nostre dit Royaume, & autres qu'il appartiendra. Et ausquels nosdits sujets nous défendons par cesdites presentes, sur peine de bannissement de nostre dit Royaume, & de confiscation de tous leurs biens, & de privation de la jouissance de leurs Benefices, estans en nostre dit Royaume, que pour occasion desdits Benefices Ecclesiastiques, par nous ou nosdits prédécesseurs conferez en Regale, ou par autre collation à nous appartenans de plein droit, & aussi pour occasion des Benefices & matieres beneficiales ou Ecclesiastiques, dont a esté, est, ou sera procès pendant en matiere de nouveleté en nostre dite Cour de Parlement, ou devant nos autres Juges, ils ne traitent, ne fassent traier ne tenir en cause, pardevant aucuns Juges Ecclesiastiques, n'ailleurs qu'en nostre dite Cour de Parlement, ou pardevant nos

autres Juges devant lesquels lesdits procès ont esté, sont ou seront pendans; & ne procedent ne fassent proceder pour occasion desdits Benefices par nous conferez en Regale ou de plein droit, & aussi des Benefices ou matieres Ecclesiastiques dont lesdits procès ont esté, sont ou seront pendans en nostre dite Cour de Parlement, ou pardevant nosdits autres Juges, contre nosdits sujets par citations, monitions, excommunications, n'autres censures Ecclesiastiques; & ne les tirent, molestent, ne travaillent en Cour de Rome, ne ailleurs en Jurisdiction Ecclesiastique; & ne fassent ne procurent faire telles entreprises indeues, contre ne au préjudice de nos droits dessusdits & Jurisdiction temporelle.

En faisant en outre inhibition & défense de par nous sur semblables peines à nous à appliquer, à tous ceux qu'il appartiendra, que pour raison desdits Benefices dont nosdits sujets ont esté pourvus par élection, provision ou autrement, au titre des saints Decrets, libertez de l'Eglise de France, Ordonnances Royaux & Pragmatique Sanction, ils ne fassent nosdits sujets citer, convenir, admonester, ne tiennent en procès en ladite Cour de Rome n'ailleurs, contre ne au préjudice des saints Decrets, & libertez de l'Eglise de France, Ordonnances Royaux, & Pragmatique Sanction : ne sur ce les molestent ne travaillent en aucune maniere, aincois revoquent & fassent revoquer & mettre au neant à leurs propres cousts & dépens tout ce qu'ils auront fait au contraire : & neantmoins tous ceux qui depuis & après la publication de nos autres Lettres données à Muret au mois de May l'an 1463. leurs Procureurs, facteurs & entremetteurs ont molesté & travaillé, molesteront & travailleront par bulles ou procès Apologiques, Sentences ou Jugemens de Cour d'Eglise, par citations, monitions, excommunications & autres censures Ecclesiastiques nosdits sujets en Cour de Rome, ou ailleurs en Cour Ecclesiastique, contre & au préjudice du contenu en nosdites autres Lettres, & de nosdits droits & prérogatives; nous les avons déclaré & déclarons dès maintenant pour lors, & deslors pour maintenant, bannis perpetuellement de nostre dit Royaume, & leurs biens à nous confisquez.

Et avec ce avons déclaré & déclarons iceux gens d'Eglise, leurs Procureurs, facteurs & entremetteurs, comme infracteurs desdites Ordonnances, rebelles & desobeyssans à nous & à nos commandemens; estre indignes & incapables d'obtenir quelconques Benefices en nostre Royaume : Et les avons privez & déboutez, privons & déboutons du tout, de nostre certain science, propre mouvement, autorité Royale, & par Edict general & irrevocable par cesdites presentes, de la jouissance de tous leursdits Benefices, qu'ils ont & tiennent en nostre dit Royaume, & aussi de ceux qu'ils y pourroient avoir & obtenir le temps advenir.

Et en outre enjoignons à nostre dite Cour, & à tous nosdits autres Justiciers & Officiers, que tous infracteurs de nosdites Ordonnances, leurs Procureurs, facteurs, & entremetteurs ils prennent ou fassent prendre au corps, & constituent prisonniers jusques à pleine réparation desdites entreprises & abus, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Et afin que nul ne puisse prétendre cause d'ignorance des choses dessusdites, nous mandons & commandons expressément à nostre dite Cour & à nosdits autres Juges, & chacun d'eux comme dessus, qu'après que ces presentes seront publiées

en leursdits auditoires, ils les fissent publier & proclamer à son de trompe, & autrement en lieux où l'on a accoustumé faire telles criées & publications. Et pour ce que l'on en pourra avoir aisiement en plusieurs lieux, nous voulons qu'au volume d'icelles soy fort ajoutée comme à l'original. En témoin de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes. Donné à Lunen près Doullens le 19. jour de Juin l'an de grace 1464. & de

Ex filo CXXX, pag. 411.

nostre Regne le troisieme. *Sic signatum*, Par le Roy en son Concil, J. DE LA LOIRE. *Et in plura erat scriptum*: Lecta, publicata & registrata Parisius in Parlamento die 13 Julii, anno Domini 1464. *Sic signatum*, CHANEYEAU. Datum Parisius in Parlamento nostro, die 13 Julii, anno Domini 1464. & Regni nostri 4. *Sic signatum*; Per Cameram, CHANEYEAU.

Lettres de cachet du Roy, par lesquelles il veut que ceux du Parlement connoissent du possesseur des Benefices & de la Regale, voulant que tous porteurs de bulles contraires soient punis : & au cas de censures de Cour de Rome, veut que l'on appelle au futur Concile, 1463.

DE PAR LE ROY.

VL. Nos amez & feaux nous avons receu les lettres que ténies nous avez par Maistre Jean Routenger Président, Jean Henry Conseiller en nostre Court de Parlement, Guillaume de Ganay nostre Advocat, & Jean de saint Roman nostre Procureur general, lesquels avons ouy & fait ouyr à plein sur le contenu es instructions que leur avez sur ce baillées.

Surquoy nous faisons sçavoir que nostre plaisir est que nos devoirs tant de Regale, de la cognoissance des causes beneficiales & Ecclesiastiques en maniere de noveltié, que autres dont nous & nos predecesseurs de tout temps & ancienneté avons jouy & usé, aussi l'auctorité souveraine de nous & de nostre Court de Parlement, soient par vous entièrement entretenus, observez & gardés, & que les infractions, & ceux qui ont fait & feront dorénavant au contraire, sous ombre ou couleur de bulles Apostoliques ou autrement, soient par vous contraintes par toutes voyes & manieres que verrez estre à faire, à revocquer & faire revocquer, adnuller & mettre au néant tout ce qui seroit ou auroit esté fait au contraire, & à celles dorénavant, & en outre soient punis selon l'exigence du cas indifferemment, & sans aucun épargner ; & que le procès commencé en nostre Court à la requeste de nostre Procureur general, à l'encontre du Cardinal de Constance pour raison des choses dessusdites, soit par vous jugé & déterminé à telle fin que verrez estre à faire par raison.

Et pour obvier aux censures émanées de Cour de Rome par Bulles ja obtenues & impetrees

ou à impetier, avons ordonné & commandé à nostre Procureur general, & voulons que pour nous & pour nous nos autres officiers, sujets & adhérents, il interjette appellations ou protestations au prochain Concile à venir, ou autrement procede en cette maniere, selon la forme & maniere qui sera par vous advisée, appeler à ce aucun de l'Université de Paris, & autres de nos Conseillers tels que verrez à faire : à laquelle Université voulons lesdites bulles & autres semblables prejudiciables à nous, nos droits, & au bien public de nostre Royaume estre communes quand verrez que besoin sera, & que la maniere y sera disposée, afin de proceder au remede tel qu'il appartiendra.

Et quant à la vexation, inquisition & molestation de nos sujets, & autres inconveniens advenus, & qui pourroient dorénavant advenir à cause de la confusion & desordre, qui est comme nous avez fait remonstrier, tant es collations & provisions des benefices, citations, monitions, censures, causes & procès de Cour de Rome, comme autrement : nous vous mandons que appelliez aucuns notables hommes tant de ladite Université de Paris que autres, vous advisez sur ce les provisions convenables & nécessaires, & icelles nous envoyer pour en ordonner, ainsi que verrons estre à faire. Donné à Murat le Comminge le vingt-quatrième jour de May. *Sic signat*. LOUIS, & plus bas, LE PRIVOST. A nos amez & feaux Conseillers les gens de nostre Parlement à Paris.

Du 1. vol. des Ordonnances de Louis XI. fol. 23.

Le Juge seculier en France cognoist du possesseur des Benefices, le Pape l'approuvant 1513.

VII. DILECTIS filiis Praesidentibus & Consiliariis Parlamenti Curiae Tolosanae, Leo Papa X. dilecti filii salutem & Apostolicam benedictionem.

Intelleximus litem seu controversiam super possessione Monasterii S. Petri de Sakno, & Prioratus S. Saturnini de Portu in Ponte S. Spasiani, Ordinis Cisterciensis, quae olim certo modo vacantia dilecto filio M. Joanni de Anseduna litterarum

Apostolicarum Abreviatori, per eum quoad viveret tenebatur & gubernanda auctoritate Apostolica commendata fuerunt, inter eundem Joannem, & certos eius adversarios eorum vobis iudicibus pendere. Nos autem eundem Joannem ob gratia obsequia, quae tam ipse quam bonae memoriae Rossignoni Archiepiscopus Ebrodunensis episcopus Joannes paterus dum viveret nobis impendit, & quae idem Joannes quoad impen-

R. 2

Tome I. Parus III.

dicere non desistit, gratioso favore prosequi volentes, hortamur vos in Domino, ut pro nobis & Apostolicæ Sedis reverentia eidem Joanni in premissis iustitia mediante assilatis, ac auxilium & favores opportunos prebeat; vos in premissis

salutem gerentes, ut apud nos, & Sedem eandem non immerito commendari valeatis. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die 17. Novembris 1513. Pontificatus nostri anno 1.

À la mort des Chartes, grande armée, gaides 2.

Au Recueil des Edits & Ordonnances de la Franche-Comté, par Jean Terrenard Conseiller au Parlement de Dole, imprimé 1619. livre 6. titre 5. art. 1378. Nul quel qu'il soit pour raison des benefices étans au Comté de Bourgogne, ne doit entrer hors d'icelles icelles supes, ou autres y résidans en vertu de bulles ou résens Apostoliques, sans li leur venant aucune chose demander, qu'ils le fassent à sçavoir en possession parvenant les Juges du Souverain auxquels la cognoissance en appartient, & en jurent. Et la premiere instance valde sur le principal devant faire connaître la cause d'appel parvenant les Juges audit Comté, & ce sur peine de perdre l'effet d'icelles, & d'être bannis hors dudit Comté à Peuple d'autre, & avec ce d'être déclarés inhabiles de jamais pouvoir tenir & posséder fruits d'aucuns benefices audit Comté.

Alexandre III. c. Canon. quasi. 7. ex. qui sua sunt legitime, reconnaît que c'est aux Roys & à leurs Officiers, de maintenir les Eclesiastiques en la possession de leurs droits, & non aux Juges d'icelles, qui n'ont ny l'autorité ny la force requise, non pour défendre le possesseur, non pour retenir le spolie. Car le soin de la paix publique appartient aux Roys & à leurs Officiers. Le Pape Martin V. a approuvé cette même jurisdiction en la personne du Roy, & de ses Magistrats, par bulle cy-dessus, publiée en divers royaumes. Les Roys François I. & Henry II. ont confirmé ce droit par leurs Edits de l'an 1539. & 1550. Le Clergé de France aux Etats d'Orléans & de Blois l'ont reconnu, & les Rois catholiques & romains, par ordonnances que les Juges Royaux poyvent le possesseur des benefices, conformément aux saints Canons & Decrets.



CHAPITRE XXVII.

QUE LE ROY PEUT JUSTICIER SES OFFICIERS

• Clercs pour faute commise en l'exercice de leurs Charges,
nonobstant le Privilege de Clericature.

*Evêque Pair de France condamné de défendre en la Cour pour une faute
commise en sa Justice seculiere.*

Extrait du Registre Olim, des Arrests depuis l'an 1154. jusques en 1273. fol. 154.

Arrestationes, Judicia & Sententia in Parlamento octav. Pentecostes, anno 1167.

IN questione que in hac Curia movebatur contra dom. Cathalaunen. Episcopum pro facto duorum hominum in prisona sua interdictum seu mulerianum, & de negligentia que in facto hujusmodi sibi imponebatur, respondit idem Episcopus, quod cum esset Presbyter & Episcopus, & hoc tangere factum personarum suarum, de hoc non tenebatur in hac Curia respondere. Et adverso propositus pars alia, quid de hoc tenebatur in hac Curia respondere dictus Episcopus,

cum sit Baro & Par Francie, & homo ligus Domini Regis, & agatur contra eum de satisfactione facto in sua iustitia laicali. Demum auditis hinc inde propositis, cum idem Episcopus quid super hoc actum fuisset ratione Baronie sue egerit, & de satisfactione facto in sua laicali iustitia, quam exort à Rege, accusatur: iudicium fuit, quod super hoc in illa Curia dictus Episcopus responderet, non obstantibus propositis ab eodem.

Clericus ratione servicii Regis tenetur respondere in Curia sua.

Extrait du Registre Olim, des Arrests depuis l'an 1254. jusqu'en l'an 1273:

Arresta, Judicia, & Consilia Paris. in Parlamento octav. omnium Sanctorum, anno Dom. 1162. fol. 614.

QUIDAM pauper homo conquerebatur hic de Theobaldo Clerico, de quibusdam personis tribus ad servitium Regis & de aliis, idem Theobaldus noluit hic respondere cum Clericus fuisset, & ea que contra ipsum proponebantur tangebant factum corporis sui, sed petebat ad Ordinarium suum remitti. Paupere homine dicente

est contrario, quid hic tenebatur respondere de hiis que sibi debet ratione servicii Regis, vel inde petebat jus sibi fieri. Demum partibus hinc inde petentibus jus sibi fieri. Determinatum fuit quid de hiis in quibus tenebatur ipsi pauperi ratione servicii domini Regis, responderet in hac Curia, de aliis fuit remissus ad Ordinarium suum.

*Extrait du Registre Olim des Arrests depuis l'an 1299. jusqu'en l'an 1318.
fol. 143.*

*Arresta per Curiam data in Parlamento octavarum hyem. festi B. Martini,
anno Dom. 1313.*

III. C'Ume dilectis & fidelibus nostris magistris prefatis tenenibus Paris. Parlamentum significatum fuisse, quod mag. Gulielmus Bouelle unus de Clericis nostris reportatoribus inquestarum & processuum Parliamentorum nostrorum, à pluribus personis pecuniam receperat, pro dictorum processuum & inquestarum revelandis secretis, & propter hoc ad eorum requisitionem per Offic. Paris. ipsius Ordinarium captus fuisse, & ejus bona mobilia Paris. custodia facta facto certo inventario de eisdem. Ipseque nolens in facto hujusmodi ulterius procedi, nisi scita prius nostra super hoc voluntate, nobis fa-

ciat hujus per litteras intimasse, nosque mandavimus eisdem, ut ipsi ad dicti facti punitionem, quantum ad nos pertinet, iustitia mediante procederent, taliter quod aliud cederet ceteris in exemplum. Tandem dicti Magistri super facto hujus, tam per dicti Gulielmi confessionem, quam aliis sufficienter informati, prædictum M. Gulielmum ab omni officio nostro in perpetuum privaverunt: adjuvantes quod ipsi dictum Official. non intendebant impedire, quatenus ipse de dicto Gulielmo, & ejus bonis prædictis, prout ad eum pertinet, faciat quod rationabiliter fuerit facitudo.

P. Benedicti in cap. Rationes p. 21. h. num. 111. part. 1. Jul. Clarius lib. 5. senesc. § fin. quæst. 16. deinde conditiones Doctores principum non posse puniri Clericum officiarum delinquentem in officio suo. Hæc tamen conclusio non servatur in Gallia, &c. Boerius placit. 69. Carol. & Gratiano in Regal. Franc. c. 17. lib. 2.

Arrest de la Cour contre Maître Claude de Chauvieux Conseiller Clerc en ladite Cour, qui nonobstant son privilege de Clericature, & le renvoy par luy requis pardevant son Evêque, fut executé le 24. Décembre 1496.

IV. VEu par la Cour les moyens de fausseté bailliez en icelle par feu messire Loys de Rochechouart, en son vivant Evêque de Saintes, à l'encontre de certaine procuration qu'on dit avoir esté passée par ledit feu messire Loys pardevant M. Laurent Cheminart & Adam Boucher, Notaires Apolloniques, en la présence de M. Claude de Chauvieux, Conseiller du Roy nostre sire en ladite Cour de ceans, Chrestophe Audoyer, Pierre Gobert Doyen de Senlis, messire Jean le Roy Prestre, & Jean le Vendomois pour tesmoins, le 10. jour d'Aoust feste saint Laurent 1492. pour resigner es mains de nostre saint Pere le Pape ledit Evêché de Saintes, au profit de M. Pierre de Rochechouart, neveu dudit Evêque, sous les réservations & conditions en icelle procuration contenues; & aussi contre la note ou minuire en papier d'icelle procuration, mise au Greffe d'icelle Cour par lesdits Notaires, en ensuivant les commandemens à eux faits par Ordonnance de ladite Cour, ladite note lignée d'icelle tesmoins.

Veus aussi les charges & informations faites par ordonnance d'icelle Cour, sur lesdits moyens de fausseté, tant à la requeste dudit feu messire Loys, que depuis son décès, à la requeste des Doyen & Chapitre de l'Eglise de Saintes, subrogés audit procès, au lieu dudit défunt, à l'encontre d'icelles Chauvieux, Cheminart, Boucher, le Roy, & Vendomois, prisonniers en la Conscience du Palais, par ordonnance d'icelle, Gobert & Audoyer adjournez à comparoître en personne les confessions d'icelles prisonniers, & autres faites pardevant aucuns des Conseillers du Roy en ladite Cour de ceans, commis pour les interroger: le procès depuis fait en ladite Cour à l'encontre dudit Chauvieux, tant sur la fausseté d'icelles procuration & note, comme sur la fa-

vorisation d'aucuns tesmoins par juremens, variations, & autres crimes, & malices dont il a esté chargé, avec plusieurs dispositions de tesmoins sur ce ouys & examinez, & à luy confrontez en icelle Cour, les Chambres d'icelle assemblées, & ouy l'Evêque de Paris qui a requis ledit Chauvieux luy esté rendu comme Clerc; la lettre de tonsure d'iceluy Chauvieux: ouy aussi sur ce que par lesdits Doyen & Chapitre à celi mis pardevant ladite Cour, & tout considéré.

Dit a esté, que ledit Chauvieux ne jouyra du benefice de Clerc, & ne sera rendu audit Evêque; & au surplus, ladite Cour a déclaré & déclare ladite prétendue déclaration, dante du 10. jour d'Aoust 1492. ensemble ladite note ou minuire d'icelle, lignée d'icelles Chauvieux, Notaires, & autres tesmoins dessus nommez, avoir esté & estre faulse, faulxement, & contre vérité faite & composée; & en signe de ce sera ladite note lacerée en pleine Cour; & pour les faussetez, parjuremens, variations, subornations, & autres cas & crimes commis par ledit Chauvieux, ladite Cour a déclaré & déclare iceluy Chauvieux faulxte, & comme tel l'a renvoyé & privé à tousiours de l'office de Conseiller du Roy en la Cour de ceans, ainsi l'a déclaré incapable & inhabile à tousiours à tenir offices Royaux, & quelconque autre office.

Et outre a ordonné ladite Cour, qu'il seroit en habit & estat de Conseiller du Roy, pour estre preux à la prononciation de ce présent Arrest à deux genoux, & apres ladite prononciation sera mené par l'huissiers de ladite Cour sur le perron ou pierre de marbre, qui est au pied des grands degrez devant la porte de ce Palais, illec sera dressé, & luy seront ostenz lesdits habits de Conseiller du Roy, & le spolié de tout honneur & dignité, à coudre dudit office, & sera reveu d'une

autre robe; & le condamne ladite Cour, incontinent ce fait, à venir depuis ladite pierre de marbre pieds nus & tête, & de se tenir en ses mains une torche ardente du poids de quatre livres, jurer au grand pae de ladite Cour, illec se mettre à genoux, & faire amende honorable au Roy, à ladite Cour, & ausdits Doyen & Chapitre de Saintes, en disant que faussement & malicieusement, & par passion libonique, il a fait signer, gressoyer, & expédier ladite fausse procuration au nom dudit feu M. Loys de Rochefort lors Evêque de Saintes, pour religner ledit Evêché au profit dudit messire Pierre, & pour scelle faussement couvrir il a signé & fait signer ladite note en papier, suborné lesdits Notaires & autres résignés, & commis plusieurs subornations, parjuremens, variations, & autres crimes à plein droit de justice, dont il requiert mercy & pardon à Dieu, au Roy, à ladite

Cour, & ausdits Doyen & Chapitre de Saintes; & après remisé en ladite Cour du Palais, en laquelle sera fait un cry, chargé, & mené nue tête en une charrette par l'executeur de haute Justice jusques devant le Châtelet, d'illec mené & haltes sur le pilory, où son cry fait, il sera couronné trois tours, & après sera iceluy Chauveroux fléty ou flairé de fleur de lys, & si le banit ladite Cour à tousjours du Royaume de France; sur peine de la harte, & declare tous ses biens acquis & confisqués au Roy, sur lesquels avane toute confiscation, seront pris & payés les dépens, dommages & intérêts, en quoy lesdits Doyen & Chapitre de Saintes, & autres parties intéressées sont encoarés, à l'occasion de ladite fausse procuration & autrement: le tout à l'ordonnance & taxation de ladite Cour. Prononcé & exécuté à Paris le 24. Decembre 1496.

Bulle du Pape Clement VII. permettant au Roy de faire faire le procès à ses Officiers Clercs mariés, pour quelque faute que ce soit, commise en l'exercice de leurs charges, nonobstant le privilege de Clericature, dont ils auroient dû jouir nonobstant leur mariage. 1530.

Extrait des Registres de Parlement.

V. CLEMENS Episcopus servus servorum Dei, charissimus in Christo filio Francisco Francorum Regi Ch. illustrissimo, salutem & Apostolicam benedictionem. Romanus Pontifex plurimæ coloris & auctoritatis privilegium Clericis concessum humiliter & restringere debet, ne Clerici tali privilegio confidentes alius auctoritate cum animarum suarum permittit injuriarum faciant, vel quod illicitum portare audeant, neve quod à Romanis Pontificibus in bonorum favorem introductum existit, malis & criminosis peccandi fomentum subministrant, & Regum ad illa tendentia vota libenter exaudiat.

Sancti pro parte tua Majestatis nobis nuper exhibita petito continetur, quod quandoque tui Majestatis officiales Clerici uxoriis officiis bene secularia in Regno tuo, & aliis locis tibi subiectis exercent, eo tibi volumine confesso, quod cum una & virgine conjugati privilegio Clericali gaudere debeant, & à iudicio secularium examine & correptione exempti existant, in officiorum suorum exercitio etiam nunquam in maximum Reipublice præjudicium etiam graviter excedere, & multa alia illicita perpetrare non verentur. Quare pro parte tui nobis fuit humiliter supplicatum, ut tibi Clericos cum una & virgine conjugatos officiales tuos, in officiorum suorum exercitio præter probos deest se non gerentes, sed delinquentes, per seculares

Judices puniri faciendi licentiam concedere de benignitate Apostolica dignaremur.

Nos itaque huiusmodi supplicationibus inclinati, tibi Clericos uxoriis, qui alius privilegio Clericali gaudere debent, officiales tuos officia secularia etiam in Curis Parlamentorum Regni tui, & aliorum locorum tibi subiectorum exercentes delinquentes capi & examinari, ac iuxta eorum demerita puniri faciendi, dammodo alios Clericos conjugatos privilegio Clericali gaudentes, tuos officiales non existentes dicto privilegio Clericali gaudere facias, auctoritate Apostolica error prædictum licentiam concedimus, non obstantibus permissis ac constitutionibus, ac ordinationibus Apostolicis, ceterisque contrariis quibuscunque. Et quia difficile foret præsentis litterarum ad singula quæque loca deferri, volumus, & eadem auctoritate decernimus, quod illarum transumptis minus publici Notarii subscriptis, & sigillo alicujus personæ in dignitate Ecclesiastica continuè munitis, eadem potius fides in iudicio & extra obhiberi adhibeatur, quæ ipsæ præsentibus adhiberetur, si illi forent exhibiti vel offensa. Datum Romæ apud sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo vigesimo septimo, Idus Septembris, Pontificatus nostri anno septimo. *Sic signatum*, R. MOTTA, & in dorso, Registrata in Camera Apostolica. de Celis.

Lettres Patentes pour la verification de ladite Bulle.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme plusieurs de nos Officiers accèdent d'avoir malversé en leurs états & offices, se soient dits Clercs confusés, pour éviter la punition corporelle qu'ils avoient bien méritée, à cause de laquelle Clericature il y a plusieurs non douans estre punis corporellement, qui ont été plus hardis de delinquer & malverser en leurs

offices: à cette cause, & pour y remédier pour l'advenir, avons eu recours à nostre saint Père le Pape, qui nous a octroyé les bulles cy attachées sous le contrescel de nostre Chancellerie.

Scavoir faisons, qu'après avoir fait voir icelles bulles, & qu'elles ont été trouvées conformes à la supplication que sur ce avions faite à nostre saint Père, & qu'elles font grandement utiles

les & profitables pour le bien de nostre dit Royaume, nous à cette cause les avons acceptées & eu pour agréables, voulons qu'elles soient publiées & enregistrees en nos Cours de Parlement, gardées & observées de point en point selon leur forme & teneur, sans aucunement les violer ne enfreindre. Se donnons en mandement à nos amez & fruz Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement à Paris, Thoulouze, Bordeaux, Roien, & Dijon, que lesdites bulles, ensemble ces présentes fassent lire, publier, & enregistrer chascun endroit Roy, en la forme & maniere accoustumée, & sceilles fassent garder, observer, & en-

tretienir selon leur forme & teneur; & neantmoins mandent & enjoignent à tous Juges ressortissans respectivement devant eux, avec moyen ou sans moyen, de les garder, observer, & entretenir: Car ainsi nous plaist il, & voulons estre fait. Donné à S. Germain en Laye le 19. jour de Decembre, l'an de grace 1550. & de nostre Regne le xvi. *Sic signatum*, Par le Roy, BRATON.

LECTA, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, quantum attinet Clericos conjugatos delinquentes in eorum officiis damnatos. Facilis in Parlamento 20. die Aprilis anno 1551. post Pascha. *Signt*, DU TILLIET.

AN 1. vol. des Ordonnances de François I. fol. 475.

An registre du Conseil du 4. Janvier 1550. il y a que la Cour considère l'importance de cette bulle, comme M. Nicolas le Maître, André Verjus, Jacques de la Batte, Conseillers & Prédicateurs & Chanceliers des Evesques, & François de Selve aussi Conseiller, pour voir ladite bulle: & ordonna que ladite bulle sera discutée par eux en arrangeant parties, & que les deux viendront l'affirmer, les autres deux la négative; pour leurs oyes plus convenables adviser sur ladite verification.

En l'Ordonnance du Roy François I. sur le fait des monnoyes an. 58. il y a ces mots: *En eslevant l'Estude de nostre S. Père le Pape & ses Ordonnances, par lesquelles & autres de nos Officiers sont tenues, delinquans en leur office, si doivent estre prouvé de leur Clericature, de leurs qui les Cardes, Contregardes, & autres Majestés particulières de nos monnoyes, ne soient mises en cas de dolz, & diligence, & en cas d'autre Lettre de Cléricature.* Il y a semblable article en l'Ordonnance de Henry II. 1547. pour les monnoyes, 26. 30.

Aux Constitutions de Barcelona écrites à la main pag. 28. de Jacques II. Roy d'Aragon 1281. Item quid aliquis Clericus, vel alius homo qui habet rursam, una possit tenere aliquo tempore aliquod officium nostrum, sicut Cavallarius & Consiliarius noster, & Indultus, qui servat jus, pro eo quid & aliam querat in aliquo, quid nos possumus esse pueri inde.



CHAPITRE XXVIII. DU JUGEMENT DES HERETIQUES, perturbateurs du repos public.

Ex Glabri Rodulphi Historiarum lib. 3. cap. 8.

LANNO 1077. reperta est apud Aurelianensem urbem cruda nimis hæresis. Fœtur namque à muliere quidam ex Italia procedente hæc insana hæresis in Gallias habuisse exordium, quæ veniens civitatem Aurelianensem veneno sua nequitia plures infecit. Quod etiam feminarum nequam in plures hi qui susceperant toto communi spargere mirebatur.

Fuerunt tempore hujus perversi dogmatis hæresarches duo, qui in civitate perturbantur genere ac fortuna valentiores in Clero: quorum unus Heribortus, alter Lisiotes dicebatur. Hi demum quando res laici, tam apud Regem (Robertum scilicet) quam apud Palatii Proceres summum obtinebant amicum. Hi non solum in prædicia urbe, sed etiam in vicinis urbibus malignum dogma spargere tentabant, dum quendam sanctæ mentis in Rothomagensium civitate Presbyterum cupientes suæ confusione facere vesaniæ, missa legatos qui ei omne secretum hujus perversi dogmatis explanantes docerent.

Quibus comperitis Presbyter sollicitè petivit ad Christianissimum Comitem episcopi civitatis Richardum: exposuit ei omnem rei ordinem. Qui Comes protinus missi celeriter ad Regem, palam ei faciens clandestinum in regno proprio Christianum peccatum. Ut autem cognovit Rex, ut erat doctrinarius ac Christianissimus, tristes ac morosissimum effectus, quoniam & ruinam patriæ re-

vera & animarum metuebat interitum, idcirco quantocius Aurelianus properans convocatis pluribus Episcopis, & Abbatibus, ac Religiosis, quibusque laicis, acerrimè cepit perferunt, qui essent auctores hujus perversi dogmatis, vel qui parti illorum consentirent. Facta igitur persecutione inter Clericos, quomodo unusquisque sentiret & crederet ea quæ fides Catholica per doctrinam Apostolicam incommutabiliter servat & prædicat, illi duo, scilicet Lisiotes & Heribortus, statim se aliter sentire non negantes, quales doli latenter, manifestaverunt. Deinde verò plures post illos se parti illorum hærese professerant. Quibus comperitis tam Rex, quam Pontifices tristes effecti interrogaverunt illos secretis, &c.

Dicebant ergo deliramenta esse quicquid in veteri ac novo Canone certis signis ac prodigiis, veteribusque testatoribus, de trina unaque Deitate beata confirmat auctoritas, &c.

Præterea cum à pluribus omni sagacitate claustrum fasset, qualiter deposita mentis peridia, veram & universalem reciperent fidem, atque illi omnimodis se facere denegarent, dictum est eis, quoniam nisi celeriter ad sanctam fidem mentem redeant, Regis iussu & universæ plebis confensum igitur essent crematuri. At illi mali in sua consuetudine se evasuros ab igne illorum promittentes, quin potius ad meliora libi suscitandos sperare nolo illudcibant. Ceterum quoque Rex & universi qui

aderant, minus posse illos revocari ab infamia, jussit accendere non longè à civitate ignem maximum, ut vel eo fortè territi à sua malignitate desisterent. Ad quem cum dicerentur, rabida

adacti dementia se omnimodis hoc velle proclama-
bunt, ac sese utcumque ad ignem trahentibus infer-
rebant. Quibus ad ultimum numero tredecim igni
traditi, &c.

Cette histoire est plus particulièrement détaillée dans la narration suivante notée de l'ancien Chancelier de Monastère de saint Pierre en Val d'Aoste de Cluses.

1017.

RUXTUM quoque duxi dignum memo-
ria tradendum de prefato viro, scilicet
Arelato, quemodo in Aureliana urbe divina ope,
seique ingenti salubri acamine, hæreticam pra-
vitatem lætenter pullulantem, janssonque per
Callianum p[ro]vincias nefandi erroris venena cau-
tella propinquantem, non solum deprehendit, sed
etiam omnino compressit. Erat enim de genere
Comitum Normannorum, eloquio audax, con-
silio providus, bonis moribus compeus: ac iccirco
Legationis officio, tam apud Francorum Regem,
quam apud proceres notissimus exstitit.

Hic in domo sua quandam clericum habuisse
dicitur nomine Herbertum, qui liberos gratia
Aurelianam urbem adire decreverat. Verum dum
veritatis auctores querere satageret, cæco itinere
in totius hæretici erroris delabatur. Nam eadem
temporibus in eadem civitate duo Clerici Stephanus
& Lidorius, apud omnes sapientia clari, sancti-
tate ac religione magnifici, elemosynas largi
opinionem habebantur vulgi. Eisdem memoratus
expetit clericus, & parvo temporis intervallo do-
ctis discipulis, cum divini verbi dulcedine ab
eis exibat mensuro nequitie haustu. Qui de-
mentia & errore diabolico inretitus, totius divini-
tatis expertus, sapientie arcem confendisse se
credidit. Qui pariter repodans, dominum suum,
quem singulari affectu diligebat, subdite verborum,
in erroris viam, sensum ammonendo so-
cum attrahere cupiebat; testificans Aurelianam
urbem, per ceteris urbibus, consurgere luce sa-
pientie, atque sanctitatis lampade. In cujus ver-
bis, dominus ejus intellectuali auditu ipsum am-
adverberat à via justitie devium: & citò Comitis Ri-
chardo causam innotuit: atque rogavit ut
Roberto Regi litteris p[re]stet, in regno ejus ad-
hoc latitantem, antequam propagaretur, pas-
tiferet: & ut Rex eisdem Arelato ad expel-
lendam eam opportunum auxilium non denega-
ret.

* Inno-
centius se-
xit, quod
nos etiam
in Scrip-
tibus hujus
seculi.

Inque Rex insperata re attonitus, mandavit
ut idem vir cum Clerico suo ad Aurelianam ur-
bem citò gressum dirigeret: pollicens omnimodis
in hac re suum auxilium. Cumque jubente Rege
iter ageret, Carnotus devenit, Fulbertum vena-
bilem Antistitem super hac re consultatus, qui
fortè tunc aberat: nam Romanæ gratia oratio-
nis aberat. Tunc causam sui itineris cuidam sa-
pienti Clerico, Eberardo nomine, Carnotensis
Ecclesiæ Sacrificum innotuit: flagitans sui consi-
lii opem, qualiter stare deberet in acie, & quibus
armis se munire contra millemodas artes diabo-
licæ fraudis. Qui sapientis usus consilio cum per-
ducit, ut quondam primo nane, omnipotentis
opem quesivimus, Ecclesiam devotus adire,
orationis incombere, atque sacrosancta comu-
nione corporis & sanguinis Christi se munire: &
deinde insisteret ad audiendum hæreticam pra-
viam signaculo sanctæ Crucis protectus pergeret;
ut si horum, quæ ab eis audiret contradiceret:
sed simulato discipuli vultu, omnia tactus in pec-

toris domicilio conferret.

Igitur Aurelianus deveniens, uti edoctus fue-
rat, quotidie sacra commoratione ac supplici ora-
tione munitus, ad eorum doctrinam veniens, ad
instar studii discipuli ultimus inter deorum erro-
neorum, ultimus adfidebat. Cumque primùm
divinorum voluminum exemplis eum, & qui-
busdam rebus similitudinibus informaret, atque
more perfecti discipuli subdita aure intenuum vi-
deret: inter alias similitudines, silvestris arboris
similitudinem ei proferunt. Tractandus ei, in-
quant, à nobis, ut arbor silvestris, qui transla-
tus in vindano, tandem aquis perfunditur, donec
humo radiceatur: debuit spinis & rebus superfluis
emundatur; ut postmodum terre verus trunca-
tus fuscule, meliori inferatur ramusculo, qui
postmodum sit finalis ineluctio p[ro]mo. Itaque tu
simili modo mansurus de iniquo seculo in nostrum
sancto collegio, aquis perfunderis sapientie, do-
ceat religionem, & gladio verbi Dei vinorum
spinis carere valeas; ac infusa doctrina tui pec-
toris ab antro exclusa, nostram doctrinam, à sancto
Spiritu emicant, mentis puritate possis
excipere. At ille de omni verbo, quod profe-
bant, semper Deo gratias referebat.

Unde isti sunt cum convesum esse in coram
erotem, janssonque lux nequitie sententiam verbis
divinorum librorum antea cooperant, secuti ape-
riant, dicentes: Christum de Virgine Maria non
esse natum, neque pro hominibus passum, nec
verè in sepulchro positum, nec à mortuis re-
surrexisse. Addeentes in baptismo non esse ullam
scelerum ablationem. Neque Sacramentum cor-
poris & sanguinis Christi in consecratione face-
datis. Sanctos Martyres atque Confessores implorare
pro nihilo dicebant.

Cumque hæc & alia execranda perditæ & miseri-
cordi homines à fœtido pectore evomerent, Arelatus
sic ad eos distulit fertur. Si in his, quæ enu-
merasti, salus hominum, quæ speratur, nulla:
ut dicis esse potest, à vobis obnoxè rogo mihi
aperiri, in quibus sperari poterit: ne meus ani-
mus in dubio positus, citò cadat in desperationis
rutinam. Prociudubio frater, inquam, in chari-
tate falsæ opinionis hæreticum non indoctis jaculis
! Nunc verò erectus in culmine totius ventris, in-
tegre mentis oculos ad lumen veræ fidei aperire
cogit. Pendemus tibi saluti hostium, quo in-
gressus, per impositionem videlicet manuum nos-
tratum, ab omni peccati labe mundabunt, at-
que Spiritus sancti dono tepebunt, qui scriptura-
rum omnium profunditatem, ac veram divinita-
tem absque scrupulo re docuit. Deinde electi ei-
bus pulsus, intenua fœtore recitaret, vadibus per-
sape nobiscum visiones angelicas: quarum fulsio
sultus, cum eis quovis locorum sine mora vel di-
fficultate, cum volueris, ire poteris; nihilque tibi
deest, quia Deus omnium rila comes nunquam
deest, in quo sapientie thesauri atque divinitatem
consistunt.

Interea Rex & Constantia Regina, sicut vir ma-

Horatus mandaverat; ad urbem Aurelianam cum Episcoporum collegio venientes, die frequent, illo ipso suggerente, omnis illa nequissima congregatio simul per officiales Regis, de domo, ubi erant congregati, fuit abstracti, & in Ecclesiam sanctæ Crucis ante Regem, atque Episcopo:um ac Clericorum coetus adducti.

Sed antequam ad confitendum veniamus, de cibo illo, qui caelestis ab illis dicebatur, quali arte conficiebatur, necessitibus demonstrare curabo. Congregabantur liquiden certis noctibus in domo denominata, singuli lucernas tenentes in manibus, & ad instar Letamæ, daemonum nomina declamabant: donec subito daemonem in similitudine capillibus bestie inter eas viderent descendere. Qui statim, ut visibili illa videbatur visio, omnibus extinctis luminaribus, quamprimum quique poterat, miscerem, que ad manum sibi venebat, ad abutendum arripiebat, sine peccati respectu, & utrum mater, aut soror, aut monacha haberetur, pro sanctitate ac religione ejus concubaret ab illis affirmabatur. Ex quo speratissimo concubitu infans generatus, octava die in medio eorum copioso igne accenso, piabatur per ignem, morte antiquorum paganorum: & sic in igne cremabatur. Corpus cinis tanta veneratione collectabatur, atque custodiebatur: ut Christiana religiositas corpus Christi custodire solet, urgent dandum de hoc saculo exstiteris ad vaticium. Interat enim tanta vis diabolice fraudis in ipso cinere: ut quicumque de præfata heresi imbutus fuisset, & de eodem cinere, quasvis somnando parum, præbavisset, via unquam postea, de eadem heresi gressu mentis ad viam veritatis dirigeret valeret.

De que res parum dixisse sufficiat, ut Christiani caveant se ab hoc nefario onere, non ut illud deant sectando imitari.

Verum quia dispersionem fecisse video, ad eadem modum qui dimisi, veritate oratio, ac succincto casu invidium credulitatis transcurrente peragatur, non prolixior controversie sermocinatio fidium generet delicato lectori. Igitur, ut dictum est, illis introductis ante Regem, & Episcoporum conventum, prior Arefasius regem allocutus est, dicens. Domine mi Rex, miles furi Richards tui fidelissimus Comes Normanniæ, & immeritis teneor victus & carens ante te. Cui Rex ita respondit, causam tuam advenus cito nobis indica: ut ea agnita aut reus in vinculis tenearis, aut innocens à vinculis solutus dimittaris. Ad hæc ille respondit, Audita sapientia & religione horum qui vincti adstant mecum ante te, ad hanc urbem venire volui, ut inde exemplo bonorum operum ac doctrina eorum melioratus redirem. Hæc qualem causa est, pro qua de patria mea exire volui, & hanc urbem peti. Quod si eorum aliquo pro hoc opere teneor, Præfules tibi adstantes vident & judicent.

Tunc Præfules dixerunt: Si sapienter ac religionis modum, quem ab his didicisti, nobis proferas, nostro judicio facile dignoscetur. At ille ait, Regia Majestas, & vestra auctoritas eis jubeat, ut quæ me docuerunt, ea ipsi coram vobis dicant, quatenus audita à vobis, aut digna laude habeantur, aut indigna oblivioni tradantur. Quibus Rex atque Anstithius cum juberent, ut suæ fidei normam referendo patefacerent, totius veritatis inimici alii dicentes, intra suæ heretice funditer nullo adita introire volebant. Sed ut serpens quanto plus in manibus stringitur, tanto amplius clabitur. Ita & illi quo amplius conclude-

bantur veritatis sermone, tanto magis labiliores videbantur effugisse.

Tunc Arefasius videns, quod redirent tempus, & sermonum clipeo festinare obnubilare suæ fidei errorem, ad eos est conversus dicens: Veritatis nuplitos non exorist vos habere putavi: dum constanter illam mihi doctrinam, quam fidei fectam evangelizabatis, viderem vos docere, atque pollicebamini pro penitis inferenda, & etiam pro morte toleranda, nunquam eam esse à vobis denegandam. Nunc verò oblit fidei, quam promissistis, ut video timore mortis, ab illa doctrina longe vultis fieri: neque adhuc rudem discipulum, in periculo mortis dimittite parvipenditis. Unde Regis iussioni parendum est, & obedire tantorum Præfules auctoritas oportet, ut in his, quæ à vobis didici, si qua sunt religioni Christianæ contraria, istorum judicio cognita, quæ sequenda sunt, & quæ responsa agnoscam.

Docuisti equidem me, nullam in Baptismo promereri veniam peccatorum: neque Christum de Virgine esse natum: neque pro hominibus passum, neque verè sepulcrum, neque à mortuis surrexisse. Neque panem & vinum, quod super altare mirabus Sacramentum sancti Spiritus operatione effici videtur Sacramentum, converti possit in corpore & sanguine Christi. Cùmque hæc AREFASTOS viva voce pertraxisset, Guarinus Belvacensis Præful interrogavit Stephanum & Lisoum, qui hujus erroris videbantur esse magistri, si ita fenserent, & crederent, quæ ab Arefasio erant memorata. At illi cum diabolo in inferno jam mensuram paratam habentes, vera esse memorata, & ita se fenuit ac credere constanter asserunt. Quibus cùm Præful diceret, voluisse Christum nasci de Virgine, quia ponit, & pro nostre salutis pati in humanitate, ut terra die devicta morte resurgeret in sua Deitate, nosque doceret esse resurrecturos in resurrectione; vaporem ore responderunt dicentes: Nos necesse interuenimus, neque hæc vera esse credere possumus.

Ad hæc Præful eos inquit interrogans, Carnales parentes habuisse creditis an non? Cùmque se credere asserent, Præful respondit. Si ex parentibus vos esse procreatos creditis, cùm non eratis à ante fecalis Domini de Deo genitum sine matre, in fine temporis sancti Spiritus obumbratione de Virgine natum cur credere responditis? At illi dixerunt. Quod natura denegat, & contra à creatore discrepat. Quibus Præful respondit, dicens: Antequam quidquam fieret per naturam, non creditis per Filium Dei Patrem fecisse omnia ex nihilo? Cui alienati à sole dixerunt: Illa illis narrare potes, qui terrena sapienti, atque credunt signimenta carnalium hominum, scripta in membris animalium. Nobis autem, qui legem scriptam habeamus in interiore homine à Spiritu S. & nihil aliud sapimus, nisi quod à Deo omnium conditore didicimus; insallum superbia, & à divinitate devia proferis: iterum verbi finem impone; ac de nobis quidquam velis facim. Jam Regem nostrum in castris regnare videntur, qui ad immortales triumphos discedit: hæc nos sublevar, damus superna gaudia.

Cùmque ab hora dici prima, usque ad horam nonam, in suo errore multitudine elaboraret: omnes, ut illos revocaret: & ipsi ferro durescentes minime respicerent; passi sunt angeli sacris vestibus indus in suo ordine: atque ab Anstithio à proprio honore sunt depositi: & Rege jubente Constantia Regina ante valvas Basilicæ fle-

rit, ne populus eos intra Ecclesiam interficeret, & sic de gremio S. Ecclesie ejecuti sunt. Qui cum egerentur, Regina Sorphana, sui omni confessionis, cum baculo, quem manu gestabat, oculum eruit. Deinde extra civitatis educit muros, in quodam

urgatorio copioso igne accenso, præter unum Clericum, atque unum Monachum, cum nefario pulvere, de quo supra diximus, cremati sunt. Clericus enim & Monacha nuda divino respicebant.

Arrest par lequel est ordonné que l'Evesque de Paris donnera Vicariat à deux Conseillers de la Cour, & deux Docteurs en Theologie, pour faire le procès aux heretiques.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy 20. Mars 1524.

III. **C**E jour Messire Jean de Selve premier President a dit à la Cour, qu'il a esté question certe après dînée en l'assemblée qui a esté faite en la salle verte, de deux maux qui pullulent, qui sont les blasphemies & les heresies, à quoy il faut pourvoir. Et après qu'il a eu recité les propos qui ont esté tenus en ladite assemblée, & dit que l'Evesque de Paris offroit baillier Vicariats tels que ladite Cour verra estre à faire aux personnaiges qu'il nommeroit, pour faire le procès de ceux qui se trouveront estre enachez de la doctrine de Luther, & d'autres heresies.

La Cour a ordonné & ordonne, que l'Ordonnance faite par le Roy Louis XII. dernier trespassé, qui a esté leue & publiée ceans, sera demain republiée en jugement, & que ledit Evesque de Paris fera tous baillier Vicariat à Maistre Philippes Pot Conseiller du Roy en ladite Cour, & President es Enquestes, & André Verjus Conseiller en la Cour de ceans, & Maistres Guillaume du Chesne, & Nicolas le Clerc, Docteurs en Theologie, pour faire & parfaire le procès de ceux qui se trouveront entachez de la doctrine Luthérienne, & autres heresies.

Arrest par lequel la Cour ordonne que plusieurs Archevesques & Evesques cy-nommez, donneront des Vicariats à aucuns Conseillers de la Cour, pour proceder contre ceux qui tiennent des opinions heretiques.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredy 29. Mars post prandium 1524.

IV. **V**Eu par la Cour les charges & informations contre Maistres Mathieu Saulnier, & Jacques Pouvan, prisonniers en la Conciergerie du Palais, ensemble les confessions, confonctions, & autres procédures faites contre eux pour raison des cas & crimes à eux imposez : & tout considéré.

Il sera dit, que la Cour a ordonné & ordonne, que l'Evesque de Meaux baillera Vicariat en la Ville de Paris, adressant à M. Jacques de la Barde, & André Verjus, Conseiller du Roy en ladite Cour, & M. Gilles du Chesne, & Nicole le Clerc, Docteurs Regens en la faculté de Theologie en l'Université de Paris, pour connoistre & décider contre lesdits Saulnier & Pouvan, des cas & crimes à eux imposez. Et outre la Cour pour certaines causes à cela mouvans, a ordonné que les Archevesques de Lyon & de Rheims, ledit Evesque de Meaux, les Evesques d'Orléans, Paris, Châlons, Amiens, Angers, & Chappres de Sens &

Bourges, bailleront Vicariats aux dessus nommez, pour proceder contre ceux qui tiennent, publient, & enseignent les heresies, erreurs, & doctrine de Martin Luther, pour faire & parfaire leur procès selonc en dîchaineve insinué : & seront contrainctz, si besoin est, lesdits Prelats à ce faire par l'assistance de leur temporel, & autres voyes deus & raisonnables : lesquels Commissaires par vertu desdits Vicariats, informerront secrettement contre lesdits Luthériens, procederont contre eux par adjournemens personnels, prises de corps, satisfaccions de biens, & autres peines, ainsi qu'il adviendront estre à faire, & sera ce qu'ils en ordonneront exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, *sement excoptions à defectibus*, s'il en est appelé : & est revenu in mente Curia, que toutes les prises de corps & autres exploits qui seront decernés par lesdits Vicaires, seront expediez au Greffe de ladite Cour de ceans, comme s'ils estoient decernés par ladite Cour.



Bref du Pape Clement VII. au Parlement, approuvant ceux que le Parlement avoit nommez pour Inquisiteurs de la Foy, qui travailleront *auctoritate Apostolica*.

Extrait des Registres de Parlement, du . . . Juin 1525.

V. L'ADVOCAT du Roy, Ruzé, presenta à la Cour un referé du Pape, à luy envoyé par Madame.

Dilectis filiis Consiliariis & superius Curie civitatis Parisiensis, Clement Papa VII. dilecti filii salutem & Apostolicam benedictionem.

Ex literis dilectis in Christo filiis nobilibus mulieribus Aloisii domine Engolismensis illius Regni inclite gubernatricis, intellectum est ea que per per Galliam serpere incipiunt impietatum harum mala, & vestram ad id providi & sapienter captam deliberationem, ut aliquos à vobis delectos homines approbaretis, quos huic tanto & tam necessario muneri praeficeretis, qui curam ac diligentiam adhiberent, quò integra & inviolata Christi fide, ac vetere religione conservata, qui eam oppugnarent, aut labefactare conarentur, eos ab oculis Christi arcerent.

Quos homines à vobis delectos nos quoque comperavimus, & commendatione illorum Apostolica auctoritate vobis adjectam, sicut per alias nostras sub plumbis Literis petitis cognoscere.

Nunc quando in hoc tanto & tam gravi Christianitatis tumultu, quem Sathanus malitia, & iniquitas, & eorum qui illi sese dicaverunt, finit & impietas excitavit, omnibus vultibus, ac omnibus qui Deum verum cognoscere obtinendum est, ut salva omnium communis consisteret religio, quando hae rabies non religionem solum, sed omnem principatum, omnem nobilitatem, omnem preminentiam, & sapientiam, leges, ordinemque confundere & permiscere parata est.

Nos quidem nulli patemur nec habere, nec esse, ut ea que possunt remedia aliamus. Debet autem vos, quorum & sapientia & argutus ingenium in tota Gallia existim, & ubique est memorabile, omni vestra virtute communi, ut non solum veritas & fides recta, sed Regni illius solva & vestri Ordinis dignitas à domesticis periculis & calamitatibus custodiantur, quia hoc perniciosa & pestifera horribili ubique diffeminat: quomodo scimus vos tali consilio & auctoritate praeditis horum tanto indigere, quos praefatum pater communis provisionibus multis & preclaris suis virtutibus & praedictum offendisse. Sed nos nostris debetum officii, & vestra etiam salutis ac dignitatis cura sollicitus habet.

Nos quidem & que à vobis haecenus gesta sunt munificè commendamus, de quoque exultatione vestra, & nomine sapientie quod obtemperamus, & in futurum ut simili animo similibus virtute pro Des nomine ac honore, Regnique usus contra impiam hanc hereticorum pestem salute evadens, devotionis vestros plenum in Domino hortamur, qui in hoc opere maxime & gratiam apud Deum, & laudem apud omnes homines sunt promeritur; cui etiam operi nos ad omnem opem vobis adjuvandum, omnem nostram auctoritatem, curam, laborem, studium cum Domino pollicemur. Datum Romae apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die 20. Maii 1525. Pontificatus nostri anno 2. JAC. SADOLE. Et après qu'il a esté leu, la Cour a commandé l'enregistrer.

Arrest par lequel est ordonné que les Archevesques & Evêques, & autres Prelats, aux Diocèses & Jurisdictions desquels seront trouvez des heretiques, consigneront argent au Greffe de la Cour, pour faire & parfaire les procès des heretiques.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 24. Novemb. 1525. mané.

VI. Veu par la Cour la Requête baillée par le Procureur General du Roy, par laquelle il requeroit que pour extirper les heretiques, qui puis aucun temps en çà ont commencé à pulviser en ce Royaume, & notamment l'heresie de Luther, lesdits heretiques, Evêques & autres Prelats de ce royaume, fussent contrainctz chacun pour son Diocèse par préle & fustie de son temporel, & autres voyes d'ent & raisonnables, à bailler & fournir deniers pour les frais qu'il faudroit faire, pour faire & parfaire le procès de ceux qui seroient trouvez cités acinus de la secte Lutherienne, & autres heretiques, ou les coupables & atains desdits heretiques seroient trouvez n'avoient dequoy payer lesdits frais.

La Cour a ordonné & ordonne que lesdits Archevesques, Evêques & autres Prelats, es Diocèses

des Jurisdictions desquelles sont ou seront trouvez aucuns heretiques suivant la secte & erreurs dudit Luther, & autres atains ou suspects desdites erreurs, ou autres heretiques, seront tenus assigner & mettre quelque somme de deniers pardevant le Greffe de ladite Cour, ou autre selon l'Ordonnance des Juges deleguez par le Pape sur le fait desdites heresies: & contre que les biens desdits heretiques Lutheriens ou suspects, seront saisis & regis par Commisaires sous la main du Roy, information préalablement faite & decretée par lesdits Juges deleguez, & payées à ce que par ladite Cour, ou seurs Juges deleguez autrement en soit ordonné. Et a referé & reserve ladite Cour ausdits Archevesques, Evêques, & à chacun d'eux respectivement, de recouvrer les deniers qui par eux, ou chacun d'eux s'ont con-

Tt

signez, sur les biens desdits hérétiques ou suspects d'hérésie aux dépens desquels se feront & parleront leurs procès, & s'il se trouve aucuns biens à eux appartenans, & où il ne s'en trouvera, lesdits procès se feront aux dépens d'icellui Archevesque, Evêques & autres Prélats, notwithstanding oppositions ou appellations quelconques, & sans

préjudice d'icellui. Et au surplus, que ledits Juges délégués auront commission du Greffe de ladite Cour, pour faire exécuter leurs sentences & jugemens, & y pourrout envoyer les Huissiers de ladite Cour pour les exécuter, ou assister à l'exécution d'iceux, si bon leur semble, & ils voyent que besoin soit.

Arrest par lequel l'Evêque de Meaux est condamné & contraint par saisie de son temporel, de faire porter au Greffe de la Cour quelque somme, pour fournir aux frais des procès d'aucuns prisonniers des Diocésains, accusés d'hérésie.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi penultième jour de Novembre 1525.

VII. **C**E jour en ensuivant l'Arrest donné le 24. de ce mois, après avoir ouy le rapport des Juges délégués par le Pape, sur le fait des hérésies qui pullulent en ce Royaume, & des Commissaires commis par la Cour à interroger aucuns suspects des hérésies de Luther, qui sont & ont été amenez par l'Ordonnance de la Cour de la Ville & Diocèse de Meaux en la Concier-

gerie de ceans.

La Cour a ordonné & ordonne, que l'Evêque de Meaux fera contraindre par saisie de son temporel, & autres voyes deus & raisonnables, d'envoyer & mettre au Greffe de ladite Cour, la somme de deux cens livres parisis, pour fournir aux frais qui seront nécessaires pour faire & parfaire le procès desdits prisonniers.

Du 4. jour de Decembre ensuivant.

Ce jour en ensuivant l'Arrest de la Cour du penultième Novembre dernier passé, l'Evêque de Meaux a mis & assigné es mains de moy Seraphin du Tiller Protonotaire & Secrétaire du Roy, & Greffier de ladite Cour, la somme de deux cens livres parisis, pour fournir aux frais requis & ne-

cessaires pour faire & parfaire le procès d'aucuns prisonniers chargés de cas d'hérésie, amenez de la Ville & Diocèse de Meaux en la Conciergerie de ceans, laquelle somme de deux cens livres parisis, je peens rendre & bailler quand & à qui par la Cour sera ordonné.

La Cour donne commission à un Evêque de prendre prisonnier un accusé d'hérésie.*

Extrait des Registres de Parlement, du 8. Janvier 1525.

VIII. **C**E jour après avoir ouy les Juges délégués par le Pape pour le fait des hérésies qui pullulent en ce Royaume, la Cour pour aucunes causes à ce la mouvans, a permis & permet à l'Evêque d'Amiens, de faire prendre au corps Louis Berguin, quelque part qu'il puisse

estre trouvé & apprehendé, *en son lieu & place*, & de le faire continuer prisonnier en ses prisons. Et pour ce faire, aura ledit Evêque d'Amiens commission de ladite Cour, auquel Evêque ladite Cour enjoint de l'advertir incontinent qu'il aura en ses prisons ledit Berguin.

Reglement fait par la Cour, pour supprimer les hérésies naissantes.

Extrait des Registres de Parlement, du 5. jour de Fevrier 1525.

IX. **V**EU par la Cour la Requête faite à icelle par le Procureur General du Roy, par laquelle il requestoit que pour supprimer & extirper plusieurs hérésies & erreurs qui commencent à pulluler en ce Royaume, inhibitions & défenses fussent faites sur peine de confiscation de biens temporels, & de bannissement de ce Royaume quant aux Clercs, & quant aux Laïcs sur peine de confiscation de corps & de biens, en ensuivant certain autre Arrest de ladite Cour sur ce donné de non ensuivre, alléguer, ne souffrir en quelque manière que ce soit la doctrine de Luther, ne autres doctrines reprochées, quelcunement

touchant les Sacramens de l'Eglise, l'honneur des Saints, & autres choses commandées, & ordonnées par l'Eglise; & aussi que commandement fust fait à tous qui avoient aucuns livres de la sainte Esriture, imprimés & translatoz de Latin en François, d'en vuider leurs mains, & que ledits livres fussent mis & apportez au Greffe de ladite Cour, pour en estre ordonné ce que de raison. Veu aussi la communication de la Faculté de Theologie sur ce faite.

Et tout considéré, La Cour a ordonné & ordonne, que inhibitions & défenses soient faites à toutes personnes de quelque estat & condition

qu'elles soient sur lesdites peines, de non eschiver, prescher, enseigner, ne alleguer en quel que maniere que ce soit la doctrine de Luther, ni autres doctrines reprovées, mesme touchant les saints Sacramens de l'Auuel, de Confession, de Baptesme, & autres Sacramens de l'Eglise, l'honneur de la très-glorieuse Vierge Marie Mere de Dieu, les Saints & Saintes, leurs Reliques & Images, touchant aussi l'authorité des saints Conciles, du Pape, des Prelats, & Ministres de l'Eglise, les Prières & Oraisons pour les trespasses, l'observance des jeunes & abstinences, & de toutes autres choses ordonnées & commandées par l'Eglise : & outre que inhibitions & défenses seront faites à toutes personnes de quelque estat & condition qu'elles soient sur semblables peines, de ne faire & ne dire ou prescher soit en preschant, disputant, devisant ou conferant, aucune chose qui puisse diminuer, diversifier ou delourner le peuple de la foy ou reverence desdits saints Sacramens, de l'honneur & devotion de ladite très-glorieuse Vierge Marie, & des Saints & Saintes, des Prières pour les trespasses, des jeunes & abstinences, & généralement de tout ce que l'Eglise commande garder & observer selon l'introduction de la Foy Chrestienne.

Et pour ce que plusieurs personnes au moyen de ce qu'ils lisent les livres de la sainte Escripture traduiz de Latin en François, font inventeurs de plusieurs heresies, font conventuels, disputeurs, & traitent de la Foy Catholique, contre les commandemens des Ministres de l'Eglise, & divertissent le train commun des vrais fideles, & du devoir des aux Sacramens, predications & service de l'Eglise, se divertissent & suivent grandes erreurs, dont viennent & pourroient advenir plusieurs scandales, maux & inconveniens en ce Royaume ; Pour lesquels obvier, ladite Cour a ordonné & ordonne, qu'il sera enjoit de par le Roy & ladite Cour, à tous ceux qui ont en possession les livres des Cantiques, du Presutier, les Evangelies, Epistres de saint Paul, & autres livres du vueil & nouveau Testament contenus en la sainte Bible, qui ont esté de nouvel translatés de Latin en François, & imprimés ; & aussi un livre imprimé contenant aucunes Evangelies, & Epistres des Dimanches, & aucunes solemnitez de l'an, avec certaines Oraisons en François, qu'ils en voident leurs mains, & les rapportent

dans huit jours après la publication de ce present Arrest, c'est à l'a-pour ceux qui sont demeurans en la Ville Prevosté & Vicomté de Paris au Greffe civil de ladite Cour, & les residans & demourans aux autres lieux des Greffes dont ils sont, pour estre sequestrés & gardeés sous la main de Justice par maniere de provision, & jusques à ce que autrement en sera ordonné ; & seront faictes inhibitions & défenses à tous Imprimeurs dorenavant de non imprimer aucun des livres desdits en François, & si aucuns en ont de ne les exposer en vente, mais de les apporter ausdits Greffes, sur peine de confiscation de leurs biens, & bannissement de ce Royaume : & enjoit la Cour à tous Officiers Royaux sur peine de suspension de leurs Offices, de commander recensement & de fait ceux qui auront les livres susdits à en voider leurs mains, & les mettre esdits Greffes respectivement, & de multiplier de grosses peines ceux qui en seront trouvez laus ledit temps passé ; & exhorte la Cour tout Prelats, d'ordonner & enjoindre à tous les Curez & Vicaires de leurs Dioceses, qu'ils défendent à leurs Paroissiens chacun jour de Dimanche au Profane, de ne ravoir en doute la Foy Catholique par disputation ou autrement, & de n'alleguer ne enseigner ladite doctrine de Luther, ne autres doctrines reprovées & repugnantes à la doctrine Catholique ; & les admonestent de tenir, observer & ensuivre, quant aux saints Sacramens de l'Eglise, office & service d'icelle, & autres actes Ecclesiastiques, ce que chacun Chrestien doit croire, tenir & observer selon & en ensuivant les commandemens & ordonnances de sainte Eglise ; & exhorte ladite Cour lesdits Prelats, que s'il se trouve aucuns contrevenans, qu'ils leur fissent leur proces comme heretiques, ou très-suspectes d'heresie.

Et sera ce present Arrest publié à son de trompe par les carrefours de cette Ville de Paris, de Sens, Orleans, Auxerre, Meaux, Tours, Bourges, Angers, Poitiers, Troyes, Lion, Mafcon, & autres villes de ce Royaume, & par tout où besoin sera. Et enjoit la Cour aux Baillifs, Seneschaux, Prevosts, leurs Lieutenans, & autres Officiers du Roy desdits lieux, de faire, ou faire faire la publication de ce present Arrest, & en certifier ladite Cour dedans un mois après ladite publication.

L'Archevesque de Tours condamné de fournir argent pour les frais qu'il estoit besoin faire au procès d'un nommé Papillon accusé d'heresie, & ce par saisie de son temporel.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy 5. Fevrier 1525. post prandium.

X C jour après avoir ouy les Juges deleguez par le Pape sur le fait des heresies qui pullulent en ce Royaume, & le Procureur General du Roy ; & ven certain Arrest donné le 24. jour de Novembre dernier passé.

La Cour a ordonné & ordonne, que l'Archevesque de Tours sera contraindre par saisissement de son temporel, & toutes autres voyes denies & raisonnables, mettre pardevers le Greffe de ladite

Cour, la somme de cent livres parisis, pour les frais qu'il a convenu faire pour dire & parfaire le procès de M. Jean Papillon, nageres prismeur en la Conciergerie du Palais de ceans, & à present prisonnier au Convent des Celestins de cette ville de Paris. Et a reserve & reserve ladite Cour audit Archevesque de Tours, de recouvrer ladite somme de cent livres, sur les biens dudit Papillon.

Extrait des Registres de Parlement, du Jendy 5. Mars 1533.

XI Sur ce que le jourd'huy le Procureur General du Roy a requis, que commandement fust fait à l'Evesque d'Orleans, bailler Vicarier adreſſant à M. Jacques de la Barde Conſeiller en ladre Cour, & Nicole Quelun auſſi Conſeiller en icelle, & Preſident es Enquestes, pour faire & parfaire le procès en crime d'heretie de M. Pierre Denise, auſſent priſonnier de l'Officialité d'Orleans en la Conciergerie du Palais, par Ordonnance de ladre Cour, & donner leur jugement diſſinuit, ainſi qu'ils verraient eſtre à faire.

Ladre Cour a ordonné, que commandement fera ſur audre Evesque d'Orleans, bailler ſon Vicarier auſſes de la Barde & Quelun, pour faire & parfaire le procès en crime d'heretie dudit M. Pierre Denise, & donner leur jugement diſſinuit, ſelon qu'ils verraient eſtre de raſon; & à ce ledit Evesque ſera contraint raument & de ſair, par preſt & ſaſſie de ſon temporel en la main du Roy, juſques à ce qu'il air obey, nonobſtante oppoſitions ou appellations quelconques.

Arreſt, par lequel un qui avoit fait pluſieurs propoſitions contre la Foy Catholique, contre les deſenſes de la Cour, eſt débouté du privilege de Clericature à cauſe de la deſobeyſſance, & crime de rebellion. 1534.

Extrait des Registres de Parlement.

XII. **C**E jourd'huy en voyant par la Cour le procès criminel fait par le Prevost de Paris, ou ſon Lieutenant, à l'Encoſteur d'un nommé Etienne Angereau, priſonnier en la Conciergerie du Palais, chargé d'avoir dit & propoſé pluſieurs propoſitions erronées, blaſphemes & ſcandales contre la ſaincte doctrine & ſoy Catholique, & auſſi d'avoir contrevenu aux inhibitions & deſenſes de la Cour: a eſté mis en deliberation ſ'il joutroit du privilege de Clericature par luy allegué.

Surquoy a eſté délibéré & conclu, que ledit priſonnier ne jouyroit dudit privilege Clerical, ainſi ladre Cour l'en a débouté & déboute, & que l'on ne ſera aucun renvoy pardevant le Juge d'Eglise dudit priſonnier, ſour pour raſon de la qualité du crime, qui eſt vray crime de rebellion & deſobeyſſance, attendu la contravention aux di-

ſenſes ſaites, proclamées & publiées de par la Cour, perturbation de l'Eſtat public, & occulre conſpiration contre le bien d'iceulx; ceant par ce moyen, non ſeulement de leur Maſſé divine, mais auſſi contre raſſemblément en ſoy crime de leur Maſſé humaine: ne auſſi pour raſon de ladre qu'is eſt de Clerc, du privilege de laquelle eſſes eſt il ne devoit jouyr, attendu meſmement que la cognoiſſance & punition en'en prennent les Juges ſeculiers, eſt pour la deſſe de l'Eglise & de ſa doctrine & Foy Catholique; & à cete cauſe ceux qui offenſent ne doivent jouyr du privilege Eccleſiaſtique. Et a eſté délibéré, que ce preſent Arreſt ſera gardé & obſervé en tous autres & ſemblables cas, ſiſquels on ne trouvera apparence raſon de diverſité. Fait en Parlement le 19. jour de Decembre l'an mil cinq cens trente quatre.

Arreſts du Parlement de Thoulouſe contre un Inquiſiteur de la Foy. 1538.

Extrait des Registres du Parlement.

XIII. **V**Eu le procès verbal fait tant par la Cour, que par le Vicare de l'Archeveſque de Thoulouſe à Frere Louys de Rocheto Inquiſiteur de la Foy, inquisitions, acaraſons & confrontations, lettres miſſives, livres & autres papiers, deſquels a eſté trouvé ſuſi, & advection de partie deſdites lettres.

Ladre Cour, les Chambres aſſemblées, a déclaré & déclare ledit de Rocheto eſtre dicheu & privé de la charge & auctorité à luy commiſſe par le Roy ſur le fait de ladre Inquisition. Et pour

proceder au ſurplus de la punition des cas & crimes commis par ledit de Rocheto, reſultans dudit procès & procedares, l'a renvoyé & renvoye audre Archeveſque ou ſonſde Vicare, pour appellez avec luy les Commiſſaires ſi deſpares par ladre Cour, & autres que bon luy ſemblera, y proceder & ordonner ainſi qu'il appartenra: & ce que luy enjoira faire le plus diligemment que faire ſe pourra. Prononcé à Thoulouſe en Parlement le 9. jour de Septembre l'an 1538. Signé, BERNET.

Extrait des Registres de Parlement.

Vout par la Cour la Sentence donnée par l'Archeveſque de Thoulouſe ou ſon Vicare, par laquelle Frere Louys de Rocheto Religieux de l'Ordre ſainct Dominique, jadis Inquiſiteur de la Foy, a eſté dit & déclaré heretique, & comme tel renvoyé au bras ſeculier.

Ladre Cour, les Chambres aſſemblées, a déclaré & déclare iceul de Rocheto avoir encontre les peines indites de droit contre les Heretiques, & pour ce l'a condamné & condamné à eſtre mis & délivré entre les mains de l'Executeur de la haute Juſtice, lequel luy ſera faire le cours accoutumé par

par la Cité de Toulouſe ſur un chariot portant la hant au col, & ſera amené en la place de Salin, & ſi elle heuſte tout viſ; & aſſiſteront à l'exécution du preſent Arrêt les Sénéſchal, Juges d'appaux des cauſes criminelles, Vignier, Capitoux & autres

Magiſtrats dudit Toulouſe, leurs Lieutenans & chacun d'eux. Prononcé à Toulouſe en Parlement le 10. jour de Septembre l'an mil cinq cens treize. *Signé, DU TOURNAI.*

L'Eveſque de Chartres ayant fait le procès à un Héretique, ſupplie la Cour commettre aucuns Conſeillers de la Cour, pour aſſiſter au Jugement dudit procès.

Extrait des Regiſtres de Parlement, du Vendredi 26. Août 1547.

XIV. **C**E jour fut ce que l'Eveſque de Chartres a dit à la Cont, que par Ordonnance d'icelle, il avoit par ſon Officiel fait faire & parfaire le procès de *** accuſé d'hérésie, & ſupplie la Cour que aucuns des Conſeillers d'icelle

aſſiſtent au Jugement.

La Cour a permis audit Eveſque de Chartres appeller au Jugement dudit procès, tels Conſeillers d'icelle que bon luy ſemblera.

Edict du Roy touchant la Jurisdiction des Prelats & Inquiſiteurs de la Foy, contre des perſonnes Laïcs & Eccleſiaſtiques accuſez de crime d'hérésie. 1543.

XV. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ſalut & dilection. Sçavoir faisons que de la part des Prelats de noſtre Royaume, avons Jurisdiction Eccleſiaſtique, nous a eſté fait reconnoître qu'ils deſirent grandement l'exſtinction & extermination des malheureux, perverſes & peſſimées doctrines, ſecte & hérétiques, qui laſcivement puis aucun temps en ça ſont entrées & ont pullulé dedans noſtre dit Royaume très-Chréſtien, à noſtre grand regret, & à leur grand ennuy & d'aplaſir, & voudroient pour le devoir de leurs eſtats, accompliſſement & exécution des ſanctes Conſtitutions canoniques, tant Conciliaires, que Papales, ſougueusement & diligemment à ce entendre, n'eſtoit l'impempelement qu'ils diſent leur eſtre donné par aucuns de nos Officiers, ſuivant certain Edict par nous fait ſur la cognoiſſance, punition & correction deſdits crimes, par lequel avons entendu leur aver à pouvoir à l'exſtinction & punition deſdits Héretiques, & non (comme ils eſſaient) aucunement empêcher en ce la Jurisdiction, correction & censure Eccleſiaſtique, meſmes eſdits crimes d'hérétiques, & perverſes doctrines, eſquelles il ſeroit beſoin de déclaration de Juge Eccleſiaſtique appartenant audit Juge Eccleſiaſtique, & non à autre; nous requerrons ſur ce déclaration de noſtre bon vouloir & plaisir.

Pour ce eſt-il que deſſus la breſve & prompte exſtinction, & extermination deſdites hérétiques de noſtre dit Royaume très-Chréſtien, & qu'à icelle ſoit vaeuë & empedé non ſeulement par la Jurisdiction ſeculiere, mais auſſi par l'Eccleſiaſtique, voulans comme patron & protecteur de noſtre Eglise Gallicane leur conſerver, garder, & entretenir leurs droictes, ſuborites & préeminences, & aucunement ne les diminuer, avons déclaré & déclaré, & nous plaiſt, qu'ils puiſſent, enſemble les Inquiſiteurs de la Foy en noſtre Royaume, & chacun d'eux en ſon regard en tous cas d'hérésie, contre toutes perſonnes tant Eccleſiaſtiques que Laïcs proceder ſelon les ſenſures & conſtitutions Canoniques à faire informer à l'encontre d'elles, &

les informations rapportées pardevant eux, leurs Officiars ou Vaeurs, les deceter d'adjournemens perſonnels, ou prinſes de corps ſelon l'exigence des cas contre les delinquans & coupables; enjoignant à tous nos Juges chacun en ſon d'icelle & reſort, leur impartir pour l'exécution deſdits decrets, promptement & ſans delay l'ayde du bras ſeculier à la charge nonobſtant, où ledits Juges Eccleſiaſtiques par ledites informations trouveront aucuns Laïcs ou Clercs non conſtituez en ordres ſacres, chargés d'hérésie, avec laquelle il y aura blaſpheme grand & grand imputé, ou que l'hérésie ſoit claire & maniſeſte par les ſanctes Decrets & ſanctions Canoniques, & qu'il n'y aura doute où il ſuit beſoin faire aucune déclaration par ledits Juges d'Eglise, de renvoyer non ſeulement ledits Laïcs, mais auſſi ledits ſimples Clercs, & autres non avant ordres ſecrez incontinent & ſans delay, avec les charges & informations pardevant nos Juges chacun en ſon reſort, pour eſtre procede à l'encontre d'eux, comme ſediteurs & perturbateurs du repos & tranquillité de noſtre Republique & ſujets, & conſpirateurs occultes contre la proſperité de noſtre Eſtat, dépendant principalement & en bonne partie de la conſervation du l'integrité de la Foy Catholique en noſtre dit Royaume, rebelles & deſobéiſſans à nous & à noſtre Juſtice, & leur impoſer telles peines que l'on doit pour les crimes & delits deſſuſdits.

Enjoignons très-expreſſement & ſur peine de ſuſpenſion de leurs eſtats par un an entier pour la premiere faulte, & de privation d'iceux pour la ſeconde, à tous noſtres Juges & à tous nos Procureurs & Advocats en nos Sieges, de diligemment & ſougueusement, nous autres affaires poſſibles, entendre à ce que deſſus, & en advenue nos Cours de Parlement chacune en ſon reſort dedans deux mois, après que ledites perſonnes, ou leurs charges & informations leur ſeront renvoyées. Et en deſaut de ce faire, voulons & enjoignons à noſtres Cours de Parlement, les faire adjourner à comparoir en perſonne pardevant elles, & à nos Procureurs & Advocats Generaux en ſeul

les de ce requierre, & de faire proceder à l'encontre desdits Juges subtilement negligens en ce que desfin à faire d'arr à l'encontre d'eux l'incursion desdites peines, suspension & privation, & autrement proceder contre eux ainsi qu'il apparriendra par raison.

Voulons aussi & nous plaist, que où par nosdites Cours ne seroit procedé à infiction de peine de mort contre lesdits charges d'heresie, blasphemies ou erronees doctrines, & qu'ils auroient quelques Benefices Ecclesiastiques, qu'après qu'ils auroient satisfait aux peines d'amende honorable, ou autres qui leur seroit imposées par nosdites Cours, avant qu'executer le ban, si banissement y avoit, ou autrement proceder à l'élargissement de leurs personnes, ils aient à les renvoyer pardevant leurs Juges Ecclesiastiques, pour leur faire & parfaire leurs procès sur les déclarations & privations de leurdits Benefices: & quant à la fin d'icelle proceder ainsi qu'ils venront estre à faire, selon les constitutions & consuetudes Ecclesiastiques.

Si donnons en mandement par ceslites presentes à tous amez & feaux Conseillers les Gens de nos Cours de Parlement de Paris, Toulouse,

Rouen, Bordeaux, Dijon, Grenoble & de Provence: à tous nos Baillifs, Seneschaux, Prevôts, Juges, Châtelains, & autres nos Juges & Officiers de nostre Royaume, Dauphiné, Provence ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit soy, & si comme à luy apparriendra, que de nostre presente déclaration, grace, plaisir & vouloir, ils fassent, souffrent & laissent lesdits Prelats de nostre Royaume supplians, poyr & user pleinement & paisiblement. Et à ce faire & souffrir, contraignent ou fassent contraindre tous ceux qu'il apparriendra, & qui pour ce seroit à contraindre par les manieres desdites, & autres deues & raisonnables: Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, restrictions, mandemens ou défenses, & lettres subreptices à ce contraires. En témoin de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Paris le vingt-troisième jour de Juillet l'an de grace mil cinq cents quarante-trois, & de nostre Regne le vingt-neufiesme. *Registra audito Procurator generalis Regis, Parisius in Parlamento penultimo die Julii, anno Domini millesimo quingentesimo, quadagesimo tertio. Sic signatus, BARRUTER.*

¹ Voyez M. le Président le Maître chap. 1 des appellations comme d'abus. Coutume de Bretagne art. 1. Ordonnance du Conseil de Bourgogne du 21. Janvier 1531.

Arrest, par lequel un Heretique est condamné au feu, & attendu que le Roy est Conservateur des Conciles, & la Cour de Parlement, est enjoint à l'Évesque de Troyes, d'executer l'article du Concile de Latran touchant les Heretiques, & luy est prescrit l'ordre pour empêcher le progrès de l'heresie. 1546.

Extraict des Registres de Parlement.

XVI. **V**eu par la Chambre ordonnée pour le Roy au temps de vacations, le procès criminel fait par Maître Marc Champy, Lieutenant Criminel au Bailliage de Troyes, à l'encontre de Marc Moreau prisonnier en la Consergerie du Palais, pour raison des cas & crimes d'heresie & blasphemies execrables par luy commis, contre l'honneur de nostre Sauveur & Redempteur Jesus-Christ, des saintz Sacrement de l'Autel, & Consommement de nostre Mere sainte Eglise. Les conclusions sur ce prises par le Procureur General du Roy.

Et tout considéré: ladite Chambre pour réparation desdits cas & crimes, a condamné & condamne ledit prisonnier à estre brûlé vi& au lieu public accoustumé executionner en ladite Ville de Troyes, avec les livres trouvez en la possession, & pour ce faire être mené des prisons dudit Troyes en un tombereau jusques audit lieu: & à déclarer & déclarer tous & chascuns ses biens acquis & confisquer au Roy: & néanmoins a ordonné & ordonne ladite Chambre, que ledit prisonnier auparavant ladite execution de mort, sera mis en torture & question extraordinaire, pour indiquer & enseigner ses complices & compaignons fauteurs de ladite secte.

Et outre ladite Chambre deüment advertie, que en ladite ville de Troyes, & aussi en la ville de Sezanne, & Diocèse dudit Troyes, & de jour en jour cette malheureuse & damnable secte Luthérienne, & autres semblables heretiques pullulent grandement, & qu'il y en a grand nombre qui

occultement & latinement en font enichez & infectez: a ordonné & ordonne, que tant esdites Villes de Troyes, & Sezanne, que autres villes de ce ressort, esquelles y a Siege Royal, visiblement sans moyen à la Cour de Parlement, sera publié à son de trompe & cry public par provision, & jusques à ce que par le Roy ou ladite Cour icelle fiant autrement y sera pourveu, qu'elle a défendu & défend à tous les sujets dudit Seigneur, demourans dedans ledit ressort, de dire & souffrir publiquement ou occultement aucuns propos crimeux ou scandaleux, contre l'honneur de Dieu, du S. Sacrement de l'Autel, de la très-sainte Vierge Mere de Dieu, des Saintz & Saintes de Paradis, & autres Sacramens, Commandemens & doctrines de nostre Mere sainte Eglise Catholique, & ce sur peine d'estre brûlé, & autrement grievement puni, selon que la qualité desdits crimes le requiert, sans aucune esperance de mitigation de peine cy-aprés.

Et au surplus pour la grande suspicion que l'on peut avoir, tant par ledit procès que par plusieurs autres experiences qui ont esté cognees en ladite Cour de Parlement, qu'il y a plusieurs Luthériens & Heretiques en la ville de Sezanne, & lieux circonvoisins dudit Troyes & en bien grand nombre, & que aux Evêques par le saint Concile de Latran, est enjoint de faire la diligence d'enquérir ou faire enquerre contre tous ceux qui sont suspects d'heresie, & qui sont trouvez dissidens de la commune maniere de vivre des vrais Chrestiens Catholiques, & que dudit Concile de Latran &

autres saints Conciles le Roy très-Chrestien est Conservateur & la Cour de Parlement ; ladite Chambre a par provision & jusques à ce que par le Roy ou ladite Cour icelle fiant autrement en sera ordonné, enjoint audit Eveque de Troyes, exécuter ou faire exécuter le contenu audit Concile de Latran, tant en ladite ville de Troyes que autres lieux de son Diocèse, en faisant diligemment & secrettement informer par bons & suffisans personnages, contre tous ceux qui sont entachez de cette malheureuse & pernicieuse secte & heresie, & proceder à l'encontre d'iceux, qui sont suspects à la connoissance & correction, comme sont les personnages Ecclesiastiques qui sont en ordre sacree, jusques à la dégradation s'il y échet, & le cas le requiert : Et quant aux personnes laïcs & clercs, non ayans ordres sacrées, dont la connoissance en appartient aux Juges laïcs par l'Edit du Roy, d'en advertir les Juges dudit Seigneur & leur envoyer les charges & informations, ou le double d'icelles, qui auroient esté faites par les Juges & Officiers, pour icelles informations veuës par ledits Juges laïcs, y estre par eux procedé le plus diligemment qu'il sera possible, & ainsi qu'il appartiendra par raison.

Et au demourant a ladite Chambre enjoint à tous les demourans en ladite ville de Troyes, & dedans le Diocèse d'icelle, d'apporter ou faire apporter dedans huitaine après la publication de ce present Arrest, tous les livres qu'ils ont en François de la sainte Ecriture, ou concernans la doctrine Chrestienne, au Greffe & Bailliage dudit Troyes, & ce sur peine de confiscation de corps & de biens, pour illec estre gardez & mis à part, afin d'en estre par ladite Chambre ou ladite Cour icelle feant ordonné ce qu'il appartiendra par raison : Et enjoint audit Baillif & Lieutenant General

& particulier dudit Troyes, de informer diligemment de ceux qui n'auroient obéy à ladite Ordonnance, & aux Advoeit & Procureur du Roy audit Siege, en faire la sollicitation & poursuite, & faire envoyer les informations seulement closes & scellées au Greffe de ladite Cour, pour icelles veuës en estre ordonné & procedé contre les delibérés, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Et outre exhorte par provision comme dessus ledit Eveque de Troyes, pour obvier à ce que ladite pestiférée secte ne puisse proceder plus avant, commettre aucuns bons & notables personnages, Docteurs, Theologiens, sçavants & experientez en predications & instructions du peuple, pour soigneusement tant en l'Eglise Cathedrale que Paroissiales dudit Troyes, que aussi en toutes les autres Eglises Paroissiales dudit Diocèse, prêcher & admonester les habitans & demourans en tout ledit Diocèse, tenir, garder, observer, & reverer toujours la sainte Foy Catholique, obvier, repugner, contredire aux malheureux Heretiques Lutheriens & autres qui la veulent impiegar, & iceux reveler à Justice pour en faire la punition, & mettre peine par bonnes & saintes remontrances & admonitions reduire ceux qui en sont entachez à la lumiere de la sainte Foy Catholique, & à laisser les tenebres de la malheureuse secte Lutherienne, & autres heresies qui ont esté efciueës cy-devant en la ville & Diocèse de Troyes, Sezanne & autres dudit Diocèse, contre l'honneur du benoist Sauveur, foy & doctrine de l'Eglise Catholique. Et pour faire mettre ce present Arrest à execution selonc sa forme & teneur, ladite Chambre a renvoyé & renvoie ledit prisonnier en l'estat qu'il est, pardevant ledit Lieutenant de Troyes ou son Lieutenant. Fait en ladite Chambre le 5 jour d'Octobre l'an 1546. *Ainsi signé*, N. MALON.

Remontrances de la Cour sur l'Edit du Roy touchant la Jurisdiction contre les Schismatiques & Lutheriens.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 22. Novembre 1549.

XVII. **C**E jourd'huy a esté parachevé d'opiner sur l'Edit du Roy, touchant la Jurisdiction à l'encontre des schismatiques & Lu-

theriens, perturbateurs du repos & Estat public, & blasphemateurs, & arresté que les remontrances seront faites au Roy.

Du Samedi vingt-troisième Novembre.

Ce jourd'huy a esté leuë en la Cour la remontrance qu'il a semblé à icelle devoir estre faite au Roy avant que proceder à la venification, publication & enregistrement de l'Edit du Roy, sur lequel ces jours passez a esté délibéré, de laquelle remontrance la teneur ensuit.

Remontrances que la Cour a advisé estre faites au Roy, avant que proceder à la publication de l'Edit envoyé à ladite Cour par ledit Seigneur, pour la connoissance & jugement du fait des erreurs & heresies.

Et premierement, parce que par tous decrets tant divins que humains aux Juges Ecclesiastiques appartient la connoissance & punition de crime d'heresie, & que par l'Edit il est porté que les Juges Ecclesiastiques & les Juges Royaux en connoîtront par concurrence, qu'il plaist au Roy déclarer que pour le regard des Juges Royaux ladite concurrence soit entendue quant à l'information & decret seulement à la charge que ledit Juge Royal, après avoir exécuté son dit decret, & interrogé

les personnes accusées dudit crime d'erreur ou heresie, soit rendu rendre ledit prisonnier au Juge d'Eglise pour connoistre & juger dudit crime d'erreur ou heresie simple, procedant plus d'ignorance, erreur, infirmité & fragilité humaine, legereté & lubricité de la langue de l'accusé, que de vraye malice ou volonté de se separer de l'union de l'Eglise : & où avec ledit crime d'heresie y auroit scandale public, commotion populaire, sedition ou autre crime emportant offense publique, & par consequent cas privilegié, en ce cas soit le proces fait à l'acqué dudit crime par les Juges d'Eglise & Royaux ensemblement, & après le delict commun jugé par ledit Juge Ecclesiastique, soit procedé au jugement du cas privilegié par ledits Juges Royaux, à la charge toutefois que s'il y avoit appel interjeté de leurs Sentences, que les appellations ressortissent en ladite Cour, ainsi que les autres appellations interjetées desdits Juges Royaux, en deçoiant en ce à l'Edit du feu Roy, baillant l'instruction desdits proces tant seulement

aussit Jugés Royaux, & non le jugement.

Item, & pour ce que les Juges d'Eglise en ce Royaume n'ont la capion des personnes hors leur Pretorie, semble à la Cour sous le bon plaisir & vouloir du Roy, qu'il feroit très nécessaire pour le bien & ayde que doit la Justice seculiere à celle d'Eglise, que par privilege, & tant qu'il plairoit audit Seigneur, de permettre en ce crime tant seulement aux Prelats, & leurs Juges, de pouvoir faire exécuter sous l'autorité dudit Seigneur par leurs Appariteurs les decrets de prise de corps par eux décernés, sans requeste la permission des Juges seculiers, soit Royal, ou autre; car peut advenir que en poursuivant telles permissions les accusés peuvent estre advertis, & par ce moyen

s'absenter: & où les Officiers des Prelats & Juges Ecclesiastiques auroient besoin du bras seculier, qu'il soit enjoint à tous Sergens & Officiers Royaux d'exécuter lesdits decrets ainsi à eux préseñter, sans entreprendre aucune connoissance de cause: & où lesdits accusés & contre lesquels auroit esté décrété s'absenteroient, qu'il soit ordonné aux Sergens Royaux de proceder par défaut à trois brefs jours, & faire des biens d'iceluy accusé, suivant l'Ordonnance, à la charge si lesdits débaillans comparant ils auroient main levée de leursdits biens, & seroit lesdits accusés rendus aussit Juges d'Eglise pour estre procédé à l'enconcre d'iceux, ainsi que dessus est dit.

Pontificis armatus cognito contra quosdamque iudicibiles penitus ad Regem privavit. V. placet in filio Car. m. 19. Joann. Galli quib. 176. Guido Papa quib. 77 & 131. Justin. Novell. de Privilegiis Palmarum cap. 3. Cynobas imperator (Processus felices) nec quicquam rebus fecerunt ac dispositionibus. nec illum habebat privatum vel defraudatum publicum, vel civibus interdicere ingere, publice testamento autem factis, aut etiam inter vel cognis vel dignitatibus vel sacerdotibus vel capitulis alienas caute paragonavit.

Edict du Roy touchant la jurisdiction des gens d'Eglise contre les Laïcs, & les Ecclesiastiques accusés soit d'heresie, scandale public, ou sedition,

Dec. 1549.

XVIII. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le feu Roi nostre très-honoré Seigneur & pere (que Dieu absolve) durant son Regne, en imitant ses prédecesseurs de très-heureuse & recommandable memoire, & estes dignes du nom de très-Christien, eust essayé tous moyens possibles pour extirper de ce Royaume les faulces & reprouvées doctrines, erreurs, & heresies qui y ont esté semées par aucuns malins esprits, contre nostre sainte Foy, & Religion Chrestienne: & de faire plusieurs rigoureuses executions & punitions exemplaires se faisoient en toutes contre les dogmatiques, sectateurs, & imitateurs, qui a esté cause d'avoir certain temps de quelque reduction & amendement, & de tenir les choses en silence par une crainte que les uns ont eu d'enconcrir les dissidulantes punitions, & les autres de perdre leurs biens avec note d'infamie perpetuelle. Mais neantmoins comme feu sous la cendre, ils se seroient nourris & continués sous couvertes palliations & dissimulations en leurs erreurs & damnées opinions, dont secrettement ils avoient infecté & seduit un nombre infini de personnes simples, & autres remuantes, legiers, & faciles, qui par lous n'ont craint à se decouvrir & manifester.

Au moyen dequoy feu nostre dit Seigneur & pere, voyant que les Prelats qu'il avoit esloz de meure en cet endroit la main à l'œuvre pour le devoir de leurs charges, & semblablement leurs Vicaires, & autres Juges & Commissaires deleguez pour proceder contre lesdits Heretiques, sectateurs & imitateurs desdites nouvelles doctrines, s'acquiescoient assez petivement, & alloient trop lenement, & retenus en choses tant importantes & de si grande consequence, où la sollicitude & diligence extreme estoit plus que requise & necessaire: il auroit au mois de Juin mil cinq cens quarante, fait certain Edit, par lequel il a statué & ordonné que les gens de nos Cours souveraines, Baillifs, Seneschaux, leurs Lieutenans généraux & particuliers, indifféremment & concurremment peussent en premiere instance, & sans attendre par lesdits

Cours souveraines les degrez d'appellation, pour éviter le circuit, avoir l'inquisition, information, verification, & connoissance des matieres concernans lesdites heresies, & faulces doctrines contre toutes personnes, non seulement laïcs, mais aussi contre les Clercs & autres Ecclesiastiques non ayant ordres sacrez, où il leur bon de degradation pour par lesdits Baillifs, Seneschaux, & Juges ressortissans immédiatement en leurdites Cours souveraines, estre procédé à faire & poursuivre leurs procès extraordinairement, jusques à Sentence de mortre definitive exclusivement; & ce fait renvoyer lesdits procès avec lesdits prisonniers en icelles nosdites Cours souveraines, pour y estre jugés en la meilleure diligence que faire se pourroit. Et au regard des Prevosts & autres Juges Royaux ressortissans médiatement en nosdites Cours, ils procederoient contre les personnes de la qualité dissidulante par inquisitions, informations, & prises de corps, pour renvoyer le tout avec lesdits prisonniers pardevant lesdits Baillifs, Seneschaux, & Juges Previdiaux, aux fins que dessus plus à plain contenues par iceluy Edit, où il y a plusieurs injonctions & ordonnances de peines, tant ausdits Juges, nos Advocats & Procureurs, & aux Seigneurs leurs Justiciers, pour faire chacun eudroit loy tel devoir & diligence qu'il appartiendroit, selonc l'exigence du cas: ce qui a esté observé pour quelque temps avec vivement.

Mais peu à peu les poursuites & procedures se sont auement refroidies, tellement que nostre dit Seigneur & pere, au paravant son trespas, pour toujours les tenir en estat, & icelles faire continuer avec moyens encore plus faciles & plus preignans que les précédents, ayant entendu que les Prelats Diocesains s'excusent de leur devoir, presentent couleur sur ce qu'ils disoient leur pouvoir, justice, & jurisdiction ordinaires estre grandement étrever, à l'occasion d'iceluy Edit du mois de Juin mil cinq cens quarante, d'autant qu'à eux chacun en son Diocèse appartenoit la connoissance des matieres de la qualité dissidulante, privativement à tous autres Juges; auroit par un autre Edit ordonné

donné, que lesdits Prelats & nobles Cours souveraines, Baillifs, Seneschaux, leurs Lieutenans généraux & particuliers, connoissent cumulativement par concurrence chacun endroit foy, ainsi que les autres s'offroient à eux, des inquisitions, informations, procès & procédures contre lesdits Hérétiques, sectateurs, & imitateurs desdites nouvelles & réprouvées doctrines, leurs adhérens & complices.

Toutefois aussi que sommes advertis, iceluy dernier Edit n'ayant été publié ne vérifié, n'est aucunement observé, n'entreteu, & cependant lesdits Prelats Diocésains contendans avec lesdites Cours & Juges de leurs pouvoirs & juridictions pour leur particulier, delaisans à satisfaire & contredire au bien general & universel, quant à l'exécution & extirpation desdites erreurs & fausses doctrines, qui contiennent en foy crime de lese Majesté divine & humaine, sedition de peuple, & perturbation de nostre Etat & repos public, & pour entre cause des nostre nouvel avènement à la Couronne, voulans à l'exemple de imitation de nos nobles seigneurs & pères, travailler de pecher la main à purger & nettoyer nostre Royaume d'une telle peste, nous aurions par plus grande & prompte expédition desdites matières & procès sur le fait desdites hérésies, erreurs, & fausses doctrines, ordonné & établi une Chambre particulière en nostre Parlement à Paris, pour seulement vacquer ausdites expéditions, sans se divertir à autres actes.

1. Sçavoir faisons, que nous desirans de tout nostre cœur, pour être vray successeur desdites nos & nôtres de très-Christien, que nous portons, l'union de l'Eglise, & la conservation & augmentation de nostre sainte Foy Catholique & Religion Chrétienne, qui est grandement troublée par le moyen desdits erreurs, & afin que rien ne demeure en un si bon & si saint œuvre, & chacun y fassé son devoir quant à l'expulsion, extirpation, & punition desdits crimes & erreurs, pour la vindication publique; par l'advis & délibération des gens de nostre Conseil Privé estans les nous, avons statué, voulu, & ordonné, statuons, voulons & ordonnons, & nous plaît, de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale par ces présentes, que nos Baillifs, Seneschaux & Juges Présidiaux, leurs Lieutenans généraux & particuliers, connoissent cumulativement & concurrentement, ainsi que les cas souffriront, & présenteront à eux des matières concernant lesdits crimes & erreurs.

C'est à sçavoir, quant à l'information & decret seulement, à la charge qu'après avoir exécuté leurdit decret, & interrogé les personnes accusées desdits crimes, ils feront tenus de rendre les personnes aux Juges d'Eglise, pour connoître de juger d'iceux crimes d'erreurs, ou hérésie simple, procédant plus d'ignorance, erreur, infirmité, & fragilité humaine, légère, & lubricité de la langue de l'accusé, que de vraye ma-

lice, ou volonté de se séparer de l'union de l'Eglise.

Et où avec ledit crime d'hérésie y aurait scandale public, commotion populaire, sedition, ou autre crime emportant offense publique, & par conséquent cas privilégié; en ce cas sera fait le procès à l'accusé desdits crimes par les Juges d'Eglise & Royaux ensemblement, & après le delict commun jugé par le Juge Ecclesiastique, sera procédé au jugement du cas privilégié par nobles Juges: à la charge aussi toutefois que s'il y avait appel interjeté de leurs Sentences, les appellations sortiroient en nostre Cour de Parlement, ainsi que sont les autres appellations interjetées d'iceux nos Juges. Et quant à ce avons dérogé & dérogerons à l'Edit fait par le foy Roy nostre seigneur & père, baillant instruction tant seulement de tels procès ausdits Juges Royaux, & non le jugement.

2. Et pour ce que lesdits Juges d'Eglise en ce Royaume n'ont la capture des personnes hors leur Procureur, nous pour le bien de la justice, & de l'aide que doit la seculière à celle de l'Eglise, avons par ces présentes, de nobles science, puissance, & autorité, permis & octroyé, permettons & octroyons, que par privilège, & tant qu'il nous plaira, les Prelats, Diocésains & leurs Juges, puissent en ce crime tant seulement faire exécuter sous nostre autorité par leurs Apprêteurs les decrets de peine de corps par eux d'icelles, sans requérir la permission des Juges seculiers, soit Royal ou autre, d'autant qu'il pourroit advenir qu'en poursuivant telles permissions, les accusés pourroient être advertis, & par ce moyen eux absenter.

3. Et là où les Officiers desdits Prelats & Juges Ecclesiastiques auroient besoin de l'aide & secours du bras seculier, nous enjoignons à tous nos Sergens & Officiers exécuter les decrets desdits Juges Ecclesiastiques qui leur seront présentés, sans en entreprendre aucune connaissance de cause: & où pareillement aussi lesdits accusés, & contre lesquels auroit été decreté d'abîmement, nous ordonnons à nobles Juges procéder contre eux par défauts à trois briefs jours, & suffisamment de biens desdits Accusés, suivant l'ordonnance: à la charge que si les dits accusés comparant, ils auroient main-lévé de tousdits biens, & seront lesdits Accusés rendus ausdits Juges d'Eglise, pour être procédé à l'encontre d'eux, ainsi que dessus est dit. Si donnons en mandement à nos ames & feaux les Gens de nostre Court de Parlement à Paris, & autres nos Cours Souveraines, à tous nos Baillifs, Seneschaux, & Juges, ou leurs Lieutenans Généraux & particuliers, & autres nos Jueurs & Officiers, &c. Donné à Paris le 19. jour de Novembre l'an de grace 1549. & de nostre Règne le troisième. *Ainsi signé sur le reply, Par le Roy étant en son Conseil, DU THIER.*

Extraict des Registres de Parlement, là où la Cour défend aux Juges d'Eglise ne condamner le crime d'hérésie en amende pecuniare, ne mettre aux sentences, Salva misericordia Domini.

Sur les Lettres Patentes du Roy données à Paris le 19. jour de Novembre 1549. signées, no THIER, &c. Après que ce jour-là lesdites Lettres Patentes ont été judiciairement lues, & que le

Tome I. Partie III.

Maître pour le Procureur General du Roy a requis que sur le reply d'icelles Lettres fust mis, *Ledit, publicus, &c. registres*, à la charge que les Juges Ecclesiastiques ne pourroient condamner aucun

X x

pour crime d'hérésie, soit Lay ou Clerc, en amende pecuniaire.

Et outre que quand audit crime d'hérésie, & pour le regard d'iceluy, ils auront donné aucun jugement, soit de perpétuelle prison ou autre, ils ne pourront au bout de leurs sentences mettre ces mots, *Salva infirmitate Domini*: & que défenses soient faites auxdits Juges Ecclesiastiques d'user de telles condamnations pecuniaires & de réservation à la miséricorde du Seigneur audit cas & crimes d'hérésie, soit pour Lay ou pour Clerc, & que lesdites Lettres soient par tout publiées.

La Cour a ordonné, que sur le reply desdites Lettres Patentes lez sera mis, *Letta, publicata, & registrata, audis Procuratore generali Regis huiusmodi*, sans toutefois les modifications re-

quises & demandées par le Procureur General du Roy, à sçavoir, qu'il ne sera loisible, & n'est permis aux Juges d'Eglise de condamner pour cas d'hérésie aucun, soit Clerc ou Lay, en amende pecuniaire. Et outre qu'ès jugemens & sentences que lesdits Juges d'Eglise donneront pour lesdits cas & crime d'hérésie, ils ne pourront adjouster ces mots, *Salva infirmitate Domini*: & au surplus, en obtemperant à la Requête dudit Procureur General, a ordonné & ordonne icelle Cour, que lesdites Lettres Patentes soient lez & publiées par les Baillages & Seneschauflées estant du ressort & de ladite Cour. Fait en Parlement le penultième jour de Novembre l'an mil cinq cens quarante-neuf. *Ainsi signé, de TAILLER.*

Il y a dans le corps des Ordonnances de France plusieurs autres Édits, Ordonnances, & Déclarations de nos Rois, sur la matière de ce Chapitre; où il faut avoir recours: ils ont été obtenus en ce lieu pour abréger cette collection, & pour qu'ils soient plus aisément colligés dans le corps desdites Ordonnances.

Arrest sur la verification des Patentes de la Jurisdiction & facultez octroyées à Frere Mathurin Ory, Inquisiteur de la

Foy. 1549.

XIX. **R**EGISTRATA audit Procureatore Generali Regis, pro per dictum impetrantem nendo beneficio harum presentium Litterarum. Ad omnes tantum quod idem impetrans tunc communicavit suos processus Juridici Regio, in casibus in quibus per dictum in eisdem presentibus Litteris narratum factum 19.

Novemb. & publicatum 10. Curia Parlamentis 10. Decembris millesimo quingentesimo quadagesimo nooo, debet Juxta Regis assensum pro casu privilegiato. Parisiis in Parlamento 14. die Januarii, anno Domini 1550. *Ainsi signé, de ROYER.*

Vide Thom. Hist. lib. 5. p. 138. parlant d'un decret du Senat de Venise.

Declaration du Roy sur un Bref Apostolique, touchant les Inquisiteurs de la Foy. 1557.

XX. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Considerant que nos saints Peres avoient pour l'extirpation des hérésies & faulx doctrines, correction & punition des heretiques, schismatiques, & perturbateurs de la Chrestienté, & union de nostre Foy & Religion Chrestienne, leurs sectateurs, fauteurs, & relateurs anciennement crée & establi estats d'Inquisiteurs de la Foy, & que la voye de l'Inquisition generale estoit grandement uile & profitable au salut de la Religion, estant exercée par personnages d'authorité, vertus, probité, fidelité, sçavoir, & experience; nous aurions fait supplier nostre saint Pere le Pape commettre & déléguer aucuns notables personnages de ladite qualité, le quel nous aurions envoyé son bref Apostolique, & par iceluy constitué & ordonné Inquisiteurs généraux en nostre Royaume, nos très-chers & très-aimés cousins les Cardinaux de Lozaine, Bourbon, & Chastillon: lequel bref (cy-attaché sous le contrescel de nostre Chancellerie) nous avons fait voir en nostre Conseil Privé, qui n'a trouvé en iceluy aucune chose contraire, ne dérogeant aux saints Decrets, Conciles, & libertez de l'Eglise Gallicane.

Nous ayons égard à l'estat, qualité, & dignité de nosdits cousins, & en lui ce l'avis de nosdits

Conseil, avons eu & avons ledit bref pour agréable, & permis & permettons à nosdits cousins d'accepter ladite charge, & exercer lesdits estats d'Inquisiteurs par tout nostre Royaume, Pays, Terres, & Seigneuries de nostre obéissance, tout ainsi que le contient ledit bref, & par iceluy leur est mandé & commis.

A la charge toutefois qu'ès actes où nosdits cousins ne pourront estre en personne, & qu'il sera besoin subdeleguer, ils subdelegeront personnages constitués en dignitez Ecclesiastiques, ou autres de la qualité contenue audit bref, avec tesmoignage de l'integrité de leur vie, doctrine, & experience; & nous seront par nosdits cousins presentés en nostre Privé Conseil, auquel ils feront serment de bien fidelement & sincerement exercer lesdites subdelegations, & que lesdits subdeleguez seront tenus appeler au faict de leur subdelegation l'Evesque ou son Vicaire, du Diocèse & Eveché où l'Inquisition sera faite, retenant toutefois nosdits cousins à eux la connaissance des appellations qui seront interjetées des sentences & jugemens donnez par lesdits subdeleguez. Pour le jugement desquelles appellations nosdits cousins subdelegeront en nos Villes, lesquelles est establi le Parlement, où se fera ladite Inquisition, jusques au nombre de dix bons & notables personnages de la qualité requise, dont y au-

22 six Conſeillers de Cour ſouveraine pour le moins, & où par leurs jugemens laus audit nombre de dix pour le moins, les ſentences deſdites deleguez ſeront confiſquées, ou que par eux leſdites Accuſez ſeroient autrement condamnés, leſdites condamnations ſeront baillées & mis entre les mains de nos Officiers avec la ſentence qui ſur ce ſera donnée, pour icelle ſentence faire exécuter ſuivant la diſpoſition de droit. Si donnons en mandement par ces preſentes, à nos amez & ſeaux les gens de nos Cours de Parlement, Baillifs, Senſchiaux, &c. Donné à Compiègne le vingt-quatrième jour de Juillet, l'an de grace mil cinq cent cinquante-ſept : & de notre Règne Trentième, en ſon ſeul, Par le Roy eſtant en ſon Conſeil, 28

LAURESPINE. Et ſcité. *Lella, publicana, & regiſtrata, audit & requirunt Procuratores generali Regis. Perſus in Parlamento Regis in ſeſſione, decima quanta de Januario, anno Domini milleſimo qui quingenti quinquageſimo ſextimo. Sic ſignatum, n^o TILLET.*

Et au bas du bref Apoloſique y a l'Arreſt de vérification qui porte ces mots : *Lella, publicana, & regiſtrata, audit Procuratores generali Regis, & hoc conſtitutum in quantum concernit Clericos in ſaceris oratoribus conſtitutos. Et quantum ad Litem, ad ſuos declaratos heretici ſunt. Perſus in Parlamento Regis in ſeſſione 15. de Januario, anno Domini 1557. Sic ſignatum, n^o TILLET.*

Voyez le recueil des Ordonnances & Edits de la Franche-Comté de Bourgogne, par Jean Pucenand Conſeiller en la Cour de Dole, imprimé l'an 1619, liv. 6. tit. 16. art. 1311.

Remonſtrances de la Cour de Parlement au Roy, touchant l'Edit de renvoy des cauſes de la Religion aux Juges d'Egliſe.

Extrait des Regiſtres de Parlement, du Lundy 15. Juillet 1560.

XXI. C E jour toutes les Chambres aſſemblées, Monſieur Maître René Baillet Preſident étant a preſenté les Lettres miſives du Roy, inſérées à la fin du preſent Regiſtre, & a dit, que Maître Jean Jaquelot Conſeiller eſtant, & luy, ſuivant la commiſſion à eux baillée par ladite Cour, s'aſſemblerent pour aller devant ledit Seigneur, & advenir que la Rovne ſa mere & Monſieur le Cardinal de Lorraine eſtoient à Meudon, s'adviferent d'y paſſer, preſenterent à ladite Dame les Lettres de ladite Cour, & firent entendre leur charge.

Ladite Dame leur déclara que le Roy ſon fils perdroit de bonne part les remonſtrances qu'ils luy alloient faire : mais qu'il eſtoit mal content de la longueur dont la Cour avoit uſé en cette affaire, & qu'elle luy ſeroit ſervice très-agréable de proceder promptement à la publication de ſon Edit de renvoy des cauſes de la Religion aux Juges d'Egliſe, pour les occaſions qui ſe preſentoient.

A quoy ils firent reſponſe, que ladite Cour ſeroit toujours connoiſtre par eſſet audit Seigneur l'obéiſſance qu'elle luy devoit : mais pour ſon ſervice avoit eſtimé qu'il eſtoit neceſſaire luy faire eſcouter remonſtrances avant la publication dudit Edit, & eſcouter l'importance de faire aller les députés à Dampierre, avoir envoyé devers ſa Maieſté pour ſavoir ſur ce ſa volonté ; & auſſi-toſt qu'elle avoit eſté entendue, la Cour leur avoit ordonné de partir : leur déplaçant que ladite Dame n'eſtoit avec ledit Seigneur, pour reconnoiſtre que ce que ladite Cour luy remouſtroit, eſtoit pour ſon ſervice, & bien de ſon Royaume.

A tant pritrent congé d'elle, & arriverent audit Dampierre, preſenterent les Lettres de ladite Cour audit ſieur Cardinal, luy déclarant les incommodités que le Roy & ladite Cour recevroient de l'exécution dudit Edit, & que ledit Seigneur devoit conſerver ſes ſujets en ſa Juſtice, ſans la commettre à autres.

Ledit ſieur Cardinal leur fit reſponſe, que la neceſſité du temps deſiroit quelques mutations & changement de ce qui eſtoit obſervé, que le

ſeu eſtoit ſi grand, qu'il eſtoit neceſſaire d'uſer de quelque douceur & temperance, & que le bon ordre dont Monſieur le Cardinal avoit uſé en Normandie, avoit empêché une ſorte & dangereuſe entrepriſe : mais que le Roy prendroit bien les remonſtrances de ladite Cour.

Après preſenterent les Lettres d'icelle à Monſieur de Guſſe, & luy reciterent l'occaſion de leur voyage : tant dudit ſieur Cardinal, que dudit ſieur de Guſſe, furent humainement receus, & ouys, avec leur déclaration de la bonne affection qu'ils portoient à ladite Cour.

Depuis eſtans appelées aux affaires du Roy, luy preſenterent les Lettres de ladite Cour, & luy dit ledit ſieur Preſident, qu'elle loioit grandement Dieu, & meritoit très-humblement ledit Seigneur Roy, de ce qu'il luy plaſoit prier ſon ſeu & advenir au ſauveté de la Religion. Encore que par l'Edit & paroles de Monſieur le Chancelier, elle connoiſſe la benignité & douceur dont il veut uſer, & ſes ſujets eſtre traités, ain de les reduire & retirer de leurs erreurs, plus par la bonté & clemence, que par la rigueur & ſeverité de Juſtice : Toutesſois par l'Edit la connoiſſance des prevenus de crimes d'heréſie, eſt irrevocablement délaſſée aux Prelats, & ſont les Juges interdits avec défenses de ſ'en mêler, ſinon quand ils ſeront requis par les Juges d'Egliſe de leur preſter ayde & ſecours, pour l'exécution de leurs jugemens. Elle a penſé luy devoir remonſtrer que ſesdits ſujets ne peuvent par quelque voye que ce ſoit, eux diſtraire de ſon obéiſſance, par conſequence reciproque ne les doit ledit Seigneur délaſſer & abandonner, pour eſtre jugés en autre Juſtice que la ſienne. Car tout ainſi qu'ils luy doivent ſidélité & ſubvention, il leur eſt débiteur de Juſtice, & ſeroient grandement incommodés d'eſtre jugés en autre Juſtice que la ſienne, laquelle eſt trop mieux adminiſtrée par plus grand nombre de Juges, & mieux expérimentée que celle d'Egliſe, les Juges & Officiers de laquelle ne ſont exercés en la diſtribution d'icelles ſouvent ſe ſont trouvez grandes fautes & jugés

neus donner par les Juges Ecclesiastiques.

Par l'abolition naguerre publiée, il a plu audit Seigneur remettre la peine de ceux qui s'étoient soulevés de la Religion, s'ils sont jugés de la Cour d'Eglise, ils seront entièrement frustres de la grace, que ledit Seigneur leur a faite, parce que les Juges Ecclesiastiques ne se tiennent liés, & n'observent les loix des Princes temporels; au moyen de quoy nonobstant ladite abolition, pourront condamner les sujets dudit Seigneur en abjurations publiques, prisons, & autres punition canoniques, qui seroit chose dure, mesme pour le regard des Clercs estans confesseurs des Ordres sacrez; car ladite abolition generale les comprend: & oies que ledits Juges d'Eglise ne procedassent par condemnations, aus par simples déclarations, si demostroient par icelles ledits sujets infames, d'infame de droit, conséquemment incapables de tous estats, offices & bénéfices, encoit que par le Juge Lay, auquel ledits sujets auroient esté renvoyez, ils fussent trouvez innocens.

Ne vult ladite Cour revocquer en doute que la déclaration du crime d'herésie appartient au jugement l'Eglise, pour décider si une proposition est erronée, scandaleuse, ou heretique, & en ce cas sont sujets à ladite Eglise les Empereurs, Roys, Princes, & toutes autres personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient: mais s'il y a contrevention faite par les sujets dudit Seigneur, aux oppositions arçuelles & déterminées par les saints Conciles, & jugement de l'Eglise, le jugement en appartient à la Majesté dudit Seigneur, & sous icelle à ses Cours & Jurisdictions, tant par les Constitutions canoniques & civiles, que par les Edicts Royaux, & communes observances de ce Royaume, fondez sur la perturbation du repos public. Ces deux puissances sont unies, & ont conjonctes, que par icelles les Royaumes & Potentats sont maintenus & conservez, & non seulement ne doit l'une entreprendre sur l'autre, mais conserver ce que reciproquement luy appartient: ce seroit entreprendre de luy fait l'autochété dudit Seigneur, & préminence de sa Justice inséparable de sa Couronne, de laisser les sujets aux Juges d'Eglise, leur donnant & permettant la souveraineté.

La clemence dont il entend estre usé envers ledits sujets tombez en erreur, se pourra autant soigneusement & plus, entretenir & executer par les Officiers d'icelui Seigneur, que par les Juges d'Eglise: ce faisant sera observée la Justice due à ledits sujets, & maintenu la souveraineté appartenant à luy seul: aussi par l'Eglise ceux qui sont assembles illicites, & forces publiques, sont déclarés les ennemis, & criminels de l'Exe. Majesté, & comme fidèles & perturbateurs de l'estat public, seront jugés sans appel, & aucuns Gens-hommes ou autres, sous prétexte de quelque querelle ou recollection des fruits, pourront faire assemblées, & port d'armes, ce qui n'est à souffrir, doit estre prohibé & repus: neanmoins seroit étrange qu'ils fussent privez du bénéfice d'appel, qui est d'office commune & naturelle.

N'estime ladite Cour que l'attention dudit Seigneur soit que telles assemblées soient comprises es termes de son Edict, pour ôter le doute, le luy remontre, afin qu'il luy plaife le retrairdre contre les rebelles & li digneux fusions émosions populaires, & pans en flugant d'icel.

Davantage par l'Edict, aux dénonciateurs est proposé prix & loyer de cinq cents livres, à les propo-

der sur les biens des accusez; si après les condamnations il plaist audit Seigneur leur faire quelque bien, semble à ladite Cour qu'il seroit plus à propos, que de leur promettre publiquement loyer, qui pourroit inviter aucuns à mal faire: & puisque le Createur a inspiré ledit Seigneur à extirpation des heresies, ladite Cour le supplie très-humblement considéré, que le plus seur & naturel moyen est de pourvoir aux Prélatres, Abbayes, & autres dignités de l'Eglise, de personnes dignes & capables, & que depuis l'an 1517. que les Concordats faict entre le Pape Leon X. & le feu Roy François ayeul dudit Seigneur, furent par très-exprès commandement abolies en ladite Cour, la Religion est toujours diminuée. L'expérience apprend qu'il n'est seulement nécessaire pour la restauration de l'Estat Ecclesiastique, qui consiste les autres en la Foy & Religion, remettre les choses en tel estat qu'elles estoient auparavant ledits Concordats: & quand ils ne seroient revocquer, la nomination des personnes aux Prélatres, Abbayes, & autres dignités de l'Eglise y est prescrite & désignée, & ce en faveur de l'Eglise Gallicane, & y a decret irritant & annullant toutes provisions faictes au contraire: parquoy l'on n'y doit déroger par dispenses ny indult, aus ceux qui ont privilèges spéciaux d'Autre, y doivent estre conservez, & si autres Prélatres pourveu des personnes de la qualité portée par ledits Concordats, par lesquels la nomination des Monastères des Moines n'est comprise. L'estat de la Religion est en si grand desordre, que les sujets dudit Seigneur sont maintenant sans Pasteurs, les Monastères sans chefs reguliers, les fondations des Roys & de leurs sujets discontinuées; le soin & sollicitude des ames délaissée, les hospitalitez nullement entretenues, les églises en ruine, bref ne scauroit estre guery pin.

Ladite Cour a toujours reveré nostre saint Pere comme Chef de l'Eglise, mais par les saints Conciles les amotes & dispenses que l'on baille ordinairement sont prohibées & défendues, n'y a rien plus raisonnable ne appartenant plus aux Princes Chrétiens, que de recevoir & faire entretenir les Loix, & vivre selon les saintes Constitutions qui ont esté faites par l'advis de l'assemblée du Royaume. Ne se peut taire que nostre saint Pere le Pape leve en ce Royaume, à l'occasion d'icelles Concordats & Dispenses des royes contre toutes ledites Constitutions Conciliaires, Canoniques & saintes Decrets, plus de deniers clairs qu'il n'en revent à la Majesté dudit Seigneur, les charges ordinaires payées, contre les Ordonnances faictes, & tans de tous costez prohibitives, le transport d'or & d'argent hors du Royaume.

Pour conclusion supplie très-humblement ledit Seigneur prendre les remontrances de ladite Cour en bonne part, & pourvoir à l'estat de l'Eglise, de laquelle il estoit le vray Protecteur, & sur tous les autres Roys pour la grande affection que de tout temps demonstrent par effect à la conservation d'icelle ses prédécesseurs Roys, de par laquelle ils ont acquis & merité le nom & titre de très-Chrétiens.

Et lors ledit Seigneur leur a dit, qu'il y avoit plus de deux ans qu'il avoit luy voir & délibéré l'Edict par les Princes de son Sang, & gens de son Conseil; & combien que par autres Edicts la cognoissance de ses sujets prévenus sur le fait de Religion, eust esté attribuée à ses Juges qui l'avoient exercée, toutefois pour la nécessité du temps & occasions qui se presentent, son vouldoir estoit que promptement & sans aucune limitation,

tion, la Cour procéda à la publication d'iceluy Edict; & neantmoins que sur les remontrances à luy faites, lesquelles il recevoit & prenait en bonne part, ladite Cour avisa à dresser quelques articles, & les bailler à M. le Chancelier, ou les luy envoyer à Fontainebleau où il alloit, & selon la résolution qu'il en prendroit avec les gens de son Conseil Privé, il commanderait une Déclaration sur le fait dudit Edict, mais n'entendait la publication pour ce estre différée.

A quoy luy respondit, qu'ils ne faudroient faire entendre son commandement à ladite Cour, & devesch le supplier très-humblement vouloir pourvoir à l'Eglise, & avoir souveraineté du grand desordre qui est en icelle; & lors ledit sieur Cardinal déclara que le Roy, la Rovne sa Mere, & ceux qui sont près de sa Majesté estoient en celle volonté, & qu'ils arrivés audit Fontainebleau, ils adviseroient d'y mettre ordre.

A ledit sieur President Baillet reçu à ladite Cour, qu'il luy plaist exécuter ledit Jaqueslot & luy, de ce qu'ils ont fait en la charge à eux commise, & qu'il n'a tenu à eux que plus n'ont obtenu; & leur a esté dit par Monsieur le premier President qu'ils avoient si bien fait leur devoir, que ladite Cour les en mercion.

Ce fait, la matiere mise en délibération, a esté arresté que ledit Edict sera luy, publié & enregistré par provision, jusques à ce que autrement y ait esté pourveu par le Roy; & neantmoins que Registre sera fait contenant lesdites remontrances, réponse, & rapport d'icelles, & dressée déclaration conforme es Lettres missives, pour lesquelles dresser ont esté commes lesdits sieurs President Baillet, Monsieur le President Seguier, M. Robert Roquette, Adrien Dudsacq, & ledit Jaqueslot Conseillers en ladite Cour.

Ensuit la teneur desdites Lettres missives.

DE PAR LE ROY.

Nous avons & seux nous avons entendu de M. René Baillet President, & Jaqueslot Conseiller en nostre Court de Parlement vos confiteres, les remontrances qu'ils nous ont faites sur l'Edict de renvoy des causes de la Religion aux Juges d'Eglise, nonobstant lesquelles nous voulons & vous mandons, que vous ayez à procéder à la lecture & publication dudit Edict, selon que vouldrés Députés le vous déclareront plus particulièrement de nostre part; & quant aux déclarations & provisions qu'il sera besoin expedier sur aucuns points dont ils nous ont fait remontrances, nous escrivons à no-

stre très-cher & feal Chancelier, qu'il les entende de vous à nostre arrivée à Fontainebleau, en commander la dispêche selon la résolution que nous en prendrons lors; & pour ce que la publication dudit Edict importe grandement à nos affaires, vous nous ferez service de le faire publier au premier jour, & de n'y faire faute. Donné à Dampierre le 13. jour de Juillet mil cinq cens soixante. Signé, FRANÇOIS, & contre-signé, BOURDIN. Es sur la superscription. A nos amez & feaux les Gens de nostre Court de Parlement à Paris.



CHAPITRE XXIX.

LES PARLEMENS ET LES Juges ROYAUX
ont pouvoir de faire chastier les Prédicateurs qui
préschent seditieusement.

Extrait des Registres de Parlement. 1524.

CE jourd'huy la Cour a ordonné, que M. Jean de Selve premier President envoie ce jourd'huy querir en sa maison, les Prêcheurs qui préschent en cette Valle, pour leur dire, qu'ils aient à prêcher sagement & discrettement, & à provoquer le peuple à dévotion, & amener les uns envers les autres, & envers ceux qui ont charge &

administration de la chose publique, & que la Justice leur sera aussi bien administrée qu'elle fust oncques, sans charger ne mal dire de ceux qui ont eu & ont l'administration du Royaume, & tenir le peuple en bonne esperance, & l'exercer à union. Fait en Parlement le 8. Mars 1524.

Voyez l'exemple du Cordelet Fradin du temps de Louis XI. dans la vie dudit Roy, faite par P. Mathieu, pag. 380.



**Plainte faite à la Cour par l'Archevesque de Bourges, des mauvaises
Prédications faites dans son Diocèse, par aucuns Religieux
contre la Religion.**

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 18. May 1541.

II. **C**E jour l'Archevesque de Bourges est venu en la Cour, & a fait plainte des mauvaises Prédications faites le Carême dernier, tant es Eglises de la ville de Bourges, que en son Diocèse & lieux circonvoisins par aucuns Carmes & Jaco-

bins de vie dissolu contre la Religion Chrestienne, placés de jetrez par la grande Eglise de Bourges; & supplie la Cour y pourvoir, & ordonner en icelle Ville la finceté des grands jours.

Du dimanche May.

La Cour, sur la plainte & doléance à elle ce jourd'uy faite par l'Archevesque de Bourges en personne, des mauvaises Prédications faites le Carême dernier tant en la ville de Bourges, que ailleurs en son Diocèse, & lieux circonvoisins par aucuns Carmes & Jacobins, contre la doctrine Chrestienne, & aussi des abus & scandales commis & perpetrez tant en ladite Ville, que Diocèse de Bourges, par aucuns sentans mal de ladite Foy, & contributions de sainte Eglise, mangeans chaires jours prohibez & défendus, mesme la semaine sainte, fustins plusieurs detractions & iniquités contre les saints Sacramens de l'Aucl & Confession, requérant à ladite Cour l'aide du bras seculier, contre ceux qui sont de la Jurisdiction & correction, & autres personnes Ecclesiastiques, soient seculiers ou Religieuses estans en son Diocèse, ou sur ce le Procureur General du Roy, en impartant l'aide du bras seculier imploré par icelluy Archevesque, & à la requeste du Procureur General du Roy, a enjoint & enjoint au Baillif de Berry, ou ses Lieutenans general ou particulier, Prevost de Bourges ou son Lieutenant, semblablement au Conservateur des Privileges Royaux de l'Université de Bourges à chacun d'eux, qui fut ce premier sera requis par ledit Archevesque ou son Vicaire ou Official, de luy impartir l'aide du bras seculier, toutes les fois qu'il en sera requis, & en ce faisant, en leur monstrant par ledit Archevesque ou son Vicaire ou Official les princes de corps décernées, & sans informations, que promptement & sans delay ils aient à contraindre prisonniers, & mener es prisons qui seront nommées par ledit Archevesque ou son Vicaire ou Official toutes les personnes Ecclesiastiques soient Religieux ou non Religieux, contre lesquels lesdites princes de corps seront décernées par luy, son Vicaire ou Official, & par l'Inquisiteur ou Vicaire de l'Inquisition de la Foy, & ce sur peine de suspension de leurs estats d'un an pour la premiere fois,

& privation d'iceux pour la seconde: & quant aux autres personnes qui ne sont Ecclesiastiques, & dont la connoissance, comme en crime d'heresie, appartient aux Juges Royaux suivant l'Edit du Roy, enjoint ladite Cour aux Juges sulpides, & à chacun d'eux, & lesquels quant audit Consecrateur & son Lieutenant, & audit Prevost ou son Lieutenant, icelle Cour, en tant que besoin seroit, a commis & commet, de proceder par information contre eux à la plus grande diligence qu'ils pourront, & incontinent qu'ils seront advenus par ledit Archevesque, son Vicaire ou Official, ou autres, des charges dont ils seront chargés & soupçonner touchant la Foy Chrestienne, les condempner prisonniers, faire & parler leurs procès jusques à Sentence definitive exclusivement, suivant l'Edit, & ce dedans deux mois accomplis, de temps que la dénonciation leur sera faite, & renvoyer lesdits procès faits & parus, ensemble les prisonniers en la Conciergerie du Palais en cette ville de Paris, pour estre suivant ledit Edit procédé au jugement definitif desdits procès, punition, correction exemplaire desdits prisonniers selon l'exigence des cas.

Enjoint pareillement ladite Cour au Substitut du Procureur General du Roy à Bourges, & à l'Advocat du Roy d'icelluy Siege, & à chacun d'eux, de poursuivre envers lesdits Juges, & autres qu'il apprendra, l'information contre lesdits charges de cas & crimes, & les faire consumer prisonniers, & l'emprisonnement fait, la façon & perfection d'eux procès jusques audit jugement definitif exclusivement, comme dit est. Aussi ladite Cour en outre permis & permet audit Archevesque de Bourges, son Vicaire ou Official, informer contre les Juges Laics qui seront soupçonnez desdits cas & crimes, & ce fait bailler les informations aux Juges delinquens, ou l'un d'eux pour les detraire & icelles exécuter, & au denant proceder comme dessus est dit.

**Religieux Carme pour avoir prêché scandaleusement contre la Foy
Chrestienne, est envoyé prisonnier.**

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 23. Decembre 1547.

III. **A** P R E S avoir ouy par la Cour Pierre René Garnier Religieux Prieur du Convent des Carmes de Tours, sur les charges & informations contre luy cy devant faites sur aucunes propositions par luy prêchées à Montbrueil Bellay, & pour ma-

son desquelles il a dit avoir satisfait à la penitence à luy infligée par Sentence contre luy donnée par l'Evesque d'Angers; & après que le Maistre pour le Procureur General du Roy, ayant recue aucunes des réponses contenues par lesdites informa-

tions, & qu'il a requis, attendu que ledit Garnier estoit Docteur en Theologie, que neantmoins il auroit dogmatizé, & n'estoit la peine à luy ordonnée pour réparation des propos par luy preschez contre la Foy Chrestienne, condigne à la faute, estre receu appellé comme d'abus de ladite Sentence dudit Eveque d'Angers, & tenu pour bien relevé : & en ce faisant qu'il fust de nouvel interrogé, & cependant envoyé prisonnier, ou bien que la Cour voye la Sentence, & cependant qu'il tienne prison.

Surquoy la matiere mise en deliberation, la Cour a ordonné, qu'au premier jour les Gens du Roy seront ouys en l'appellation comme d'abus par eux

presentement interjetée, & partie adverse au contraire y défendra à toutes fins, & ce faire estre par ladite Cour ordonné ce qu'il appartiendra par raison : & cependant ordonne ladite Cour en coadjutant la Jurisdiction Ecclesiastique, que ledit Garnier ira presentement au Monastere saint Martin des Champs en cette ville de Paris, & y tiendra l'Arrest, luy défendant ladite Cour d'en partir, & au Pricur dudit Monastere le laisser sortir jusques à ce que autrement par ladite Cour en ait esté ordonné : & quant à Freres Louys Joulin & René Bodin Religieux presens, se retireront au Convent des Carmes en cette ville de Paris, pour y vivre sous l'observance reguliere dudit Convent.

Extrait des Registres de Parlement, du 23. Aoust 1548.

IV. **A** PRÈS avoir oy par la Cour le Gardien du Convent des Cordeliers de cette ville, ensemble Frere Jean Hugonis Religieux dudit Convent pour ce mandez en icelle, sur ce que combien qu'iceluy Hugonis soit accusé & tenu en procès pour raison d'aucuns cas dont il estoit vehementement chargé, & soupçonné, & dont il n'estoit encore purgé, ce neantmoins ledit Gardien luy avoir permis, & de fait s'estoit ledit Hugonis ingeré faire Predications en aucunes Paroisses de cette Ville, & autres actes publics, chose de mauvais exemple, & contre les prohibitions cy-devant audit Hugonis faites de la part de ladite Cour.

Sur ce la matiere mise en deliberation, la Cour oy sur ce le Procureur General du Roy, a ordonné que le procès qui a esté commencé à faire par le Vicair du Provincial de l'Ordre saint François à l'encontre dudit Hugonis, sera pour l'interest que en ce le Roy, & la chose publique ont, & peuvent avoir, fait & parfait par le Gardien des Cor-

deliers, appelez avec luy les Prieurs des Chartreux, des Celestins, & de saint Germain des Prez, ensemble aucuns Conseillers de ladite Cour cy-devant commis en cette partie, qui assisteront de par ladite Cour au jugement dudit procès : ce neantmoins défend ladite Cour audit Gardien, où il y auroit jugement absolutoire de proceder à l'élargissement dudit Hugonis sans en advertir ladite Cour; & cependant ordonne ladite Cour, que ledit Hugonis s'abstiendra de faire Predications, lectures & autres actes publics, ains enjoinr ladite Cour audit Gardien de le restraindre & tenir en lieu de seurété, comme ceux auxquels on a accoustumé recoller & confronter témoins, & faire procès extraordinaire : & au demeurant faire diligence de représenter Frere . . . Guerin aussi Religieux dudit Convent, pour estre contre luy procedé sur les charges & informations contre luy faites ainsi qu'il appartiendra.

Arrest de la Cour contre aucuns Prédicateurs scandaleux.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 16. Decembre 1559.

V. **S**UR la remonstrance faite ce jourd'huy à la Cour de ceans, par le Procureur General du Roy, que aucuns Prédicateurs de cette Ville & Fauxbourgs, abusans de l'autorité de la Chaire, au lieu de contenir le peuple en la crainte de Dieu & obéissance du Roy & de ses Magistrats, tenoient plusieurs propos scandaleux, rendans plus à sedition & émotion populaire, qu'à aucune edification, requerrant à cette cause qu'il plust à icelle Cour y pourvoir.

Ladite Cour a exhorté & exhorte l'Evesque de Paris & ses Vicaires, de faire informer dedans huitaine desdits propos scandaleux & sedicieux tenus, proferez & preschez publiquement, & ce fait y pourvoir le plus sommairement que faire se pourra, de ce en certifier ladite Cour. Et neantmoins pour obvier à l'advenir à tels scandales & inconveniens qui s'en pourroient ensuivre, ladite Cour a ordonné, que les Curez au cas qu'ils ne voudroient eux-mesmes prescher en leurs Paroisses en cette Ville & Fauxbourgs, seront tenus avec les Mar-

guilliers ensemblement presenter ou nommer audit Evesque ou seldits Vicaires, celui qu'ils voudront prendre pour Prédicateur, soit Docteur en Theologie, Religieux mandiant, Estudiant, ou autre quelconque, pour soy enquerir au vray de la doctrine & fustissiance dudit personnage ainsi presenté, & ce faire luy bailler licence de prescher : & a ladite Cour fait défenses à tous Prédicateurs de monter en Chaire sans ladite permission, sur peine de suspension de leurs privileges, degrez, & autres peines arbitraires. Et sur l'opposition cy-devant formée tant par la Faculté de Theologie, Curez, que autres mendiens de cette Ville & Fauxbourgs, portée par le procès verbal de la signification à eux faite de l'Arrest de ladite Cour du dix-septieme Janvier dernier, à la requeste du Procureur General du Roy, a ordonné que sans prejudice des oppositions sur lesquelles ledits Opposans viendront dire leursdictes causes au premier jour, les Arrests cy-devant donnez sur le fait desdits Prédicateurs auront lieu, & seront exercez.

Extrait de l'Ordonnance du Roy Charles IX. donnée à S. Germain en Laye au mois de juillet 1561. vérifiée en Parlement.

VI. A V O N S aussi défendu & défendons sur mesme peine de la hant, à tous Prédicateurs de n'être en leurs Sermons ou ailleurs, de paroles scandaleuses, ou tendantes à exciter le peuple à émeute : ainsi leur avons enjoint & enjoignons de contenir & conduire modestement, ne dire rien qui ne soit à l'instruction & édification du peuple, & à le maintenir en tranquillité & repos, sur icelles mesmes peines. Et deslors séditions & cas dessuiz nous avons attribué la cognouissance en souveraineté à nos Juges, Conseillers & Magistrats établis par les Sieges Presidiaux de nos Pays, Terres & Seigneuries, respectivement chacun en son ressort, sans ce qu'ils puissent toutefois juger diffinitivement ou à la mort, ou question, s'ils ne sont au nombre de dix pour le moins.

Lettres du Roy à la Cour de Parlement, pour chastier les Prédicateurs séditions.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi quinziesme Mars 1563.

VII. C E jour la Cour a receu les Lettres missives du Roy, desquelles la teneur ensuit.

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feaux, nous avons entendu qu'il y aueus des Prédicateurs de nostre ville de Paris, qui ne se peuvent garder & contenir, qu'ils ne mettent en leurs Predications beaucoup de choses séditions & scandaleuses qui ne seruent de rien à l'édification du peuple, mais bien à le commouvoir & exciter à séditions, & ayant seu qu'il y en a d'entre vous, lesquels encore qu'ils aient esté auditeurs de telles choses, ne se soucient d'y faire donner aucune provision, nous ne vous pouvons celer que nous n'en sommes pas fort contents, comme aussi il ne nous en donnent grande occasion ; vous mandons & enjoignons, que d'autant que vous desirez faire chose qui nous soit agréable, vous mandez & faites venir pardeuers vous tous les Prédicateurs qui sont chargez d'avoir procédé en leursdits Sermons par convies,

injures, & paroles séditions ; pour les admonester de s'en abstenir dorénavant ; & si après ledit admonestement & défenses que vous leur auez faites de ne le plus faire, ils y continuent, défendez leur la Chaire, & si besoin est, procédez à l'encoquer d'eux ainsi que verrez estre de raison ; croyans ce que nous avons donné charge à nostre ami & feal Maistre Guillaume Viole, par nous nommé à l'Evesché de Paris, vous en dire de nostre part, comme vous ferez nostre personne, sans y faire faure ne difficulté : Car tel est nostre plaisir. Donné à Fontainebleau le douzième jour de Mars 1563. Signé, CHARLES. Et contrasigné, BOURDIN. Es sur la superscription, A nos amez & feaux les gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, receus le quinziesme Mars mil cinq cens soixante-trois.

Extrait de l'Ordonnance du Roy Charles IX. donnée à Paris le 14. Septembre 1563. & vérifiée en Parlement.

VIII. C Eux qui monteront en chaire pour annoncer & prêcher la parole de Dieu, n'exciteront le peuple aux ames, ny à aucune sédition & desobéissance, ou autre chose qui contrevienne à nos Edicts & Ordonnances, &

ce sur les peines indites contre les séditions & perturbateurs du repos public ; & ne feront recours à prêcher pour l'advenir que François & de nos sujets.

Arrest contre un Predicateur séditions.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy 11. Juin 1590. l'endemain de la Feste de Pentecoste.

IX. C E jourd'huy la Cour estant assemblée en la Chantibre du Plaidoyé pour aller à la Procession generale de saint Martin à saint Gatten, Monsieur le premier Président luy a fait entendre qu'après alluant à la Predication du Curé de saint Saturnin, il y a eue des propositions

fort séditions, entre autres, que le peuple devoit estre uny pour la Religion Catholique, & que la Noblesse se bandoit contre l'Eglise, o's-voit point prié Dieu pour la conservation du Roy, ny prospérité de ses affaires, & plusieurs autres discours faits pour débaucher les sujets du Roy de son

son obéissance ; & remontré que les seuls Predicateurs avoient élevé le peuple de Paris, & conduit à débroyance & rébellion, qu'il étoit besoin d'empêcher le cours d'une si dommageable & pernicieuse violence en cette ville, qu'a ruiné Paris & tant d'autres villes. Et après qu'aucuns

Maîtres des Requestes & Conseillers, ayans assisté à la Predication, ont confirmé ce qui avoit été remontré par ledit sieur premier Président, a été ordonné que ledit Curé sera pris au corps, & mené à la Conciergerie, & enfermé jusqu'à ce que autrement par la Cour en fust ordonné.

Arrest de la Cour enjoignant aux Evêques du ressort de faire prêcher la parole de Dieu, sans permettre aux Predicateurs de dire aucunes choses tendantes à emouvoir le peuple.

Extraits des Registres de la Chambre de Justice & Parlement, établie à Châlons.

Du septième Mars 1591.

X. **S**Un la Requête présentée par le Procureur General du Roy, contenant que comme par une très sainte conclusion de l'Eglise universelle, Apostolique & Romaine, le temps de Carême ait été ordonné & institué, tant pour la Predication de la parole de Dieu, que pour vacquer à prières & oraisons, & préparer tous bons & dévots Chrétiens, autant dignement que l'intérêt humain peut porter, à la solennité des Palques, d'autant que par la corruption des temps, & l'occasion des guerres civiles intervenues plusieurs personnes deslinées & appelées à la chaire de vérité, au lieu d'annoncer purement la parole de Dieu, abusant d'elle tourment leurs Predications à emouvoir le peuple à sédition, & à le faire déclinier de l'obéissance qu'il doit à la puissance souveraine suivant l'express commandement de Dieu ; requérant commandement être fait à tous Curés, Vicaires, & Predicateurs des villes & lieux dudit ressort de la Cour, qu'ils aient à purement instruire & admonester le peuple à la crainte de Dieu, observation de sa loy & de ses saints commandements, à la dilection du prochain, à la règle des bonnes mœurs, réformation des abus & corruption de tous les ordres & estats, du vray freinement que chacun doit avoir de la vraye piété, religion & doctrine Chrétienne, & spécialement les admonester de la fidélité & obéissance due au Roy Henry IV. de ce nom Roy de France & de Navarre, notre Roy & notre souverain Seigneur, à présent regnant, que Dieu par une grâce spéciale a voulu élever au trône Royal, pour comme il est d'obligé de très-grandes & héroïques vertus, & assisté d'une benediction celeste, servit

d'instrument à ce grand Dieu à la restauration & rétablissement de ce Royaume très-Chrétiens ; & que ledits Curés, Vicaires & Predicateurs exhortent tous les peuples de se mettre en très-humbles & très-dévot prières & oraisons, qu'il plaise à la bonté divine d'en faire la grâce à sa Majesté, & disposer le cœur d'elle à tenir la main à extirper & déraciner toutes hérésies & fausses doctrines contraires à notre sainte foy & Religion.

La Cour a enjoint à tous Archevêques, Evêques, Curés, Vicaires & Predicateurs, conformes es lieux & ressort d'elle, qu'ils aient à prêcher la parole de Dieu purement selon l'ancienne forme & institution de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, admonester les peuples à prier Dieu pour la prospérité du Roy Henry IV. Roy de France & Navarre, notre souverain Seigneur, lui faire la grâce de rétablir la paix en ce Royaume, pareillement rendre à sa Majesté la fidélité & obéissance qui lui est due. Faict au surplus défenses audit Curés, Vicaires & Predicateurs de n'user d'aucuns propos tendans à exciter le peuple à sédition au préjudice du repos public, à peine aux contrevenans d'être punis suivant l'exigence du cas : Enjoint aussi ladite Cour aux Officiers des lieux de tenir la main à l'exécution de ce que dessus, & procéder à l'encontre des contrevenans selon la rigueur des Ordonnances. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, fera le présent Arrest publié à la diligence du Procureur General, par tout où il appartiendra. Fait en Parlement en la Chambre de Justice, établie à Châlons le 8. Mars 1591.

Arrest de la Cour du Parlement d'Aix contre trois Religieux prêchant séditieuxment. 1594.

Extraits des Registres de Parlement.

XI. **S**Un la Requête présentée par le Procureur General du Roy, tendant afin pour les causes y contenues être faite injonction à l'Archevêque de la ville d'Arles, & son Vicaire, d'interdire la predication à Freres Bieton, & Foulques Religieux Observans, & à Pierre Pierre Darnay Religieux des Minimes, attendu qu'ils prêchent séditieuxment contre les Edits & Ordonnances du Roy, & font cause de plusieurs tumultes & émotions préjudiciables au service de sa Majesté, & au repos de ladite Ville, & faire info-

mer sur les faits de ladite Requête, & cependant jusqu'à ce qu'ils aient satisfait à ce que dessus, leurs revenus soient effectivement faits en la main du Roy.

Dieu a été, que la Cour a ordonné & ordonne qu'il sera informé sur ladite Requête par le premier Conseiller, Juge Royal, ou Huissier de la Cour premier requis, pour l'information rapportée & communiquée au Procureur General du Roy, y ordonner ce qu'il appartiendra. Et cependant a enjoint & enjoint audit Archevêque d'Arles &

son Vicaire d'interdire la Predication ausdits Durant, Blerius & Foulques, & y mettre d'autres à leur place, qui prêchent la parole de Dieu avec toute modèstie, sans user d'aucuns propos scandaleux ou tendans à sedition, ny diverger ou desjouer les sujets du Roy de l'obéissance qu'ils luy doivent, sur peine d'être punis comme perturbateurs du repos public, & aux Supérieurs de l'Ordre desdits Religieux de les faire retirer hors de ladite ville d'Arles sur ladite peine.

Néanmoins jusques à ce que ledits Archevêque

d'Arles & son Vicaire ayent satisfait à ce qui dessus, ordonne que le revenu de leur temporal sera effectivement fait & liquidé par les mains de personnes solvables, pour en rendre compte quand ainsi sera dit & ordonné : & leur sera le présent Arrest signifié, parlant à la personne de l'un des Huitiers d'icelle, qui à cette fin a été envoyé au Convent des Jacobins.

ESTABLI.

Jacobin Predicateur seditieux arrêté prisonnier par Arrest.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 17. Aoust 1594.

XII. CE jour le Procureur general du Roy mandé, après qu'il luy a été dit que l'une de ces Frères un Jacobin qui a fait les Predications à saint Germain de l'Auxerrois, a été si hardy d'exhorter le peuple à prier Dieu pour les Princes qui ont travaillé & travaillent pour la Religion Catholique, Apostolique & Romaine,

& qu'il a requis icelluy Jacobin estre présentement arrêté. La manière mise en deliberation, ladite Cour a arrêté que ledit Jacobin sera présentement arrêté prisonnier, & amené par l'un des Huitiers d'icelle, qui à cette fin a été envoyé au Convent des Jacobins.

Lettres Patentes du Roy Henry quatrième contre les Predicateurs seditieux, & la punition d'iceux. 1595.

XIII. HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à tous ceux qui es présentes Lettres verront. Chacun peut clairement connoistre combien les longues & continuëes guerres dont cet Estat a été agité, ont apporté de licence & de desordre en toutes sortes de débordemens, dépravations & corruptions de mœurs, & bonnes disciplines, & en tous ordres, estats & fonctions, de sorte qu'à grande peine se peut-il remarquer une seule trace de l'ancienne vertu & piété qui florissoit jadis en ce Royaume; mais ce qui est sur tout à deplorer & regretter, est que ce mal ayt si avant pénétré, que de prendre pied jusques à ceux qui rennent le premier lieu de degré, pouvoient & devoient servir de lumière & d'exemple pour retenu tous les autres en leur devoir, qui sont les Ecclesiastiques : la plupart desquels au lieu de suivre & observer ce qui est de leur profession, & vivre avec la modèstie, simplicité & religion qui sont requis, & comme ont fait leurs Ancêtres, ont au contraire ouvert le chemin à toutes erreurs & libertez effrénées, comme il s'est trop expérimenté par les maux & escandales qui en sont advenus, à la ruine & détriment de tout le public, n'ayans ceux qui se sont trouvez de ce nombre & qualité entre plusieurs autres abus par eux notoirement & manifestement commis, leur conscience & difficulté de faire servir & appliquer la parole de Dieu à leurs propres passions & démesurées cupidités de gain, pour lequel ils ont fait Predications ordinaires contre le repos & tranquillité publique, & l'autorité tant du défunct Roy nostre predecesseur, que de nous, avançant & induisant par leurs arrières le simple peuple sous prétexte de piété & religion, & le provoquant par leurs blasphèmes à une revolte & sedition, pour les renner de l'obéissance qui leur est commandée de Dieu & na-

ture de rendre à leurs supérieurs. Chose fort blâmable de la sincerité avec laquelle ils devoient annoncer sa parole, & vacquer à son saint service, pour le salut & edification de tout le peuple, & réduire les dévoyez en la droite voye qu'ils doivent suivre par bonnes voyes & admonitions, lesquels au contraire ils ont voulu laisser en leurs erreurs, au lieu de leur tendre la main. Et combien que plusieurs de ceux qui se font tant ouïr, ayent depuis reconnu la faute qu'ils commettoient, s'en soient entièrement retirés & abstenus, faisant leurs Predications conformes à la parole de Dieu, & commandement de son Eglise; toutefois nous avons été advertis que aucuns devenans obstinés & aveuglez par les prestes & corruptions qui leur sont faites de la part de ceux qui les ont jusques icy encreus & suspendus, continuent encores en certaines Provinces de nostre Royaume, à user licentieusement en leurs Predications de toutes bleffures, injures, & paroles dépravées & diffamatoires contre nostre autorité & des Magistrats, tendantes à seditions & émeutes, au lieu de ramener & contenir chacun en la reconnoissance & crainte de Dieu, & de ceux qu'il a constitués pour commander.

A quoy estant très-nécessaire de pourvoir, & empêcher tels monopoles, insolences & apostasies, qui sont directement contre l'honneur & service de Dieu & de son Eglise, & au grand escandale & mépris de la Religion Chrestienne, & en attendant que avec le commun consentement & autorité de nostre très-saint Pere le Pape & l'Eglise universelle, il se fasse une entière & saine reformation, comme nous espérons en bref de tout les abus qui ont jusques à présent été tolerez en l'Eglise, par la négligence & negligence d'aucuns Pasteurs.

Pour ces causes, & autres bonnes & grandes

considérations à ce nous mouvans, & afin que nostre intention soit généralement connue contre tous imposeurs, avons déclaré & déclarons par ces présentes, que nous avons toujours désiré & désirons que la parole de Dieu soit prêchée & annoncée en toutes les provinces, villes, bourgs, & paroisses de ceetz nostre Royaume, pays, terres, & Seigneuries de nostre obéissance, par tous Docteurs qui seront à ce faire appellex & requis, ainsi qu'il est accoustumé pour l'édification & salut du peuple, avec la sincérité & doctrine qui y sont requises, conformément aux saintes Escriptures & traditions de nostre sainte mere Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, pourveu que lesdits Docteurs soient sursuffisants & capables, & non de ceux qui se font passionnez & ennemis de ce qui concerne nostre autorité, les affaires, administration, & police de nostre Royaume, qui ont voulu & veulent induire & provoquer nos sujets à sedition & revolte, par leurs apostasies, calomnies, & faux doctes entendre, soit en leursdites predicacons, confessions auriculaires, ou autrement, en quelque façon que ce soit, ainsi qu'il est à tous autres qui voudront faire le semblable, nous défendons tres-expressement de se mettre en chaire, sur peine d'être contempteurs de l'honneur de Dieu, schismatiques, & fauteurs d'heresies, & perversifans son expresse parole, & comme tels avoir la langue percée, sans aucune grace & remission, & bannis de nostre

Royaume à perpénuité.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre Cour de Parlement, Baillifs, Seneschaux, Juges, Prevôts, à leurs Lieutenans, & tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il apparcevra, & chacun d'eux, que nos présente déclaration, intention, défenses, & tout le contenu cy-dessus, ils fassent lire, publier, enregistrer, garder & observer de point en point, procédant à l'encontre des coupables selon les peines susdites, ou autres plus grandes, comme au cas escherra, cessans & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire. Mandons & enjoignons à nos Advocats & Procureurs généraux, ou leurs Substituts, d'y tenir chacun endroit soy exactement la main, & faire en sorte que nostre intention soit suivie & effectuée: Car tel est nostre plaisir. En tesmoyn de quoy nous avons fait mettre nostre scel à cesdites présentes. Donné à Lyon le vingt deuxième Septembre, l'an de grace mil cinq cens quatre-vingt quinze, & de nostre Règne le septième. Sur le reply, Par le Roy Coches de Provence, *Signé, F. J. G. A. C.* & fratelli du grand seau de cire jaune pendante à double queue.

Il y a Arrest en audience sur la publication & enregistrement desdites Lettres du troisième Novembre 1595.

Pour extraict du registre des Lettres Royaux du Parlement de Provence. *Signé, ESTIENNE.*

Arrest de la Cour de Parlement de Provence, sur les Lettres du Roy, pour mettre ordre à ce que les Predicateurs ne prêchent seditieusement. 1595.

Extraict des Registres de Parlement.

ATTENDU que le Procureur general du Roy a présenté en jugement les Lettres Patentes du Roy données à Lyon le vingt-deuxiesme Septembre dernier, par lesquelles Sa Majesté déclare qu'elle ne desire rien plus que la parole de Dieu soit prêchée & annoncée par ceux qui en font la profession, suivant les Escriptures saintes, & traditions de nostre sainte mere Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, sans s'entretenir en ce qui concerne les affaires & police de ce Royaume, & se heurter à paroles seditieuses, seduisant & émeuvant le peuple. Et requis la lecture & publication desdites, pour estre gardées & observées selon leur forme & teneur, & extraicts d'icelles

leur en estre expédiez, pour les envoyer aux sieges de Seneschal de ce pays, pour y estre aulli leus, gardées, & observées.

La Cour a ordonné & ordonné, que sur le reply desdites lettres sera mis, Levis & publiés, présent & requerant le Procureur general du Roy, & soient enregistrées es registres d'icelle, pour estre gardées & observées selon leur forme & teneur, & extraicts d'icelles expédiez audit Procureur general, pour les envoyer aux sieges de Seneschal de eodit pays, pour y estre aulli leus, & publiés, gardées & observées comme dessus. Fait à Aix en Parlement le troisième Novembre 1595. *Signé, ESTIENNE.*

Religieux mandé & mis prisonnier pour avoir prêché seditieusement.

Extraict des Registres de Parlement, du Lundy 14. Jours 1595.

XIV. CE jour sur ce que le Procureur general du Roy a remontré à la Cour, qu'il a esté adverty par gens dignes de foy, que le jour d'hier furent tenus plusieurs propos contre l'autorité du Roy, & bien du Royaume, par un Predicateur en l'Eglise Saint Medier, qui est Religieux demourant à sainte Croix, nommé Surgens, pour lesquels propos à l'illu de la predication y eut un murmure, qui peut engendrer une sedition, & estant entré en des discours fort éloignés de son theme, soit par injures contre la Roynie d'Angleterre, sur le sujet de la Religion presen-

tué reformée, soit par admonitions de s'abstenir d'aller à la messe des Ministres, qu'il supposoit estre en cette ville, mesme de la Justice, & blâmes des Ministres d'icelle, qu'il accusoit de concussions.

En matiere mise en deliberation, ladite Cour a arresté, que ledit Surgens sera presentement mandé par un des Huissiers d'icelle: ce qui a esté fait, & à l'instant envoyé prisonnier en la Conciergerie du Palais: & pour interroger, ouyr, & interroger ledit Surgens, a commis Maître Etienne Fleury, & Jean Courtin, Conseillers en icelle.

Extrait des Registres de Parlement.

Vu par la Cour le procès criminel fait de l'ordonnance d'elle, par deux des Conseillers d'elle à ce commis, à la requête du Procureur general du Roy, à l'encontre de Frere François Surgeres, Religieux de sainte Croix de la Beunoie, prisonnier en la Conciergerie du Palais, informations, interrogatoires & confrontations de témoins, conclusions du Procureur general du Roy, auquel ledit procès a été communiqué : ouy & interrogé par ladite Cour ledit Surgeres, sur les cas contenus audit procès.

Et tout considéré, dit a été, que ladite Cour pour les cas mentionnez audit procès, a condamné & condamne ledit Surgeres à dare & declarer en

la Chambre de la Tournele, efface son teste & à genoux, que mal, temerairement, & indifféremment il a tenu en la predication faite le Dimanche 13. du mois passé en l'Eglise sainte Medene, les propos contenus audit procès, dont il se repent & demande pardon à Dieu, au Roy & à Justice : & lay fait inhibitions & défenses de prescher tant en cette ville qu'ailleurs, jusques à ce qu'autrement par ladite Cour en ait été ordonné, & par expès de mal parler des Princes allies & confederz du Roy, ny tenir aucuns propos qui puissent troubler le repos public, & émoouvoir à sedition, sur peine de la vie. Prononcé & exécuté le treizième Septembre 1595.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 19. Juin 1596.

XV. S'ua ce que le Procureur general du Roy a remoustré à la Cour, qu'il a été adverty que les Predicacions qui se font dans la ville de Rheims, par aucuns Predicateurs mal affectionnez au service du Roy, & bien du Royaume, y entreprennent des propos pour démoouvoir s'il est possible les sujets du Roy de l'obéissance qu'ils lui doivent, particulièrement le jour de la sainte Trinité dernière furent tenus des propos par un nommé le Beau, Jacobin, preschant en cette ville : requeroit commission pour en informer, & cependant défenses estre faites audit le Beau de prescher, & qu'il fust ordonné que les Doyen, Cha-

noines, & Chapitre de l'Eglise de Rheims fussent responsables de ceux auxquels la chaire fust accordée.

La matiere mise en deliberation, ladite Cour a ordonné & ordonne, que le Procureur general auroit commission pour informer des faits, circonstances, & dependances : & cependant a fait & fait inhibitions & défenses audit le Beau de prescher : ordonne que les Doyen, Chastre, Chanoines, & Chapitre d'ladite Eglise de Rheims, seront responsables de ceux auxquels la chaire sera accordée pour prescher.

Lettre de cachet du Roy au Parlement, de faire le procès à un Cordelier qui avoit presché seditionneusement.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 8. Janvier 1597.

XVI. CE jour ont été présentées à la Cour les lettres de cachet du Roy, desquelles la teneur ensuit : Nos amez & feaux, nous avons esté advertis par le sieur de la Guesle nostre Procureur general, de la prise qui a été faite de la personne d'un Cordelier, arresté au chasteau de Beaurvais en Gaultinois, pour avoir presché scandalement, & avec beaucoup de sedition, contre nostre autorité, & l'obéissance qui nous est due. Et d'autant que pour avoir supporté avec trop de facilité telles insolences par le passé, il s'en est ensuivy beaucoup de maux, qui pourroient continuer s'il n'y estoit promptement remedié : A cette cause nous vous mandons, commandons, & très-

expressément enjoignons, que vous ayez incontinent à envoyer querir ledit Cordelier, luy faire & parfaire son procès, & le juger en la loyauté de vos consciences & vostre devoir accoustumé, de sorte qu'il puisse servir d'exemple à l'advenir à ceux qui voudroient prendre le mesme chemin. Ledit sieur de la Guesle vous enverra les informations qui en ont été faites, sur lesquelles vous userez de la diligence que vous connoîtrez estre requise en cette affaire ; à quoy ne ferez aucune faulte : sur tant qu'avez le bien de nostre service : Car tel est nostre plaisir. Donné à Rouen le troisieme jour de Janvier mil cinq cens quatre-vingt dix-sept.

Arrest pour informer contre les Predicateurs qui ont presché contre la puissance du Roy, & contre les Arrests de la Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy 5. Avril 1599.

XVII. CE jour les gens du Roy mandez, Monsieur le premier President leur a fait entendre qu'il a été adverty que aucuns Predicateurs de cette ville ont tenu plusieurs propos contre la puissance du Roy, & l'autorité des Arrests de la Cour, sur le sujet d'une fille mise en maies

du Lieutenant Criminel, de l'ordonnance de ladite Cour pour le dour d'une impudique & fiction d'estre possédée du malin esprit. A ceoy ils ont dit par Maître Louys Servin Avocat du Roy qu'ils en ont divers avis, & en confiteront prestement. Ce fait, les grand Chambre & Tournele assemblées, lesdits

lesdits gens du Roy ont requis communion leur estre délivrée, pour informer desdits propos : & durant que les Prédicateurs ont pris leur texte de quelques livres de la Religion prétendue réformée, que l'on dit avoir esté vendus en cette ville, s'il plaist à la Cour, défenses seront faites aux Imprimeurs d'en vendre & imprimer aucuns.

La matière mise en délibération, ladite Cour a arrêté & ordonné, que présentement il se a informé à la requeste du Procureur general, desdits propos tenus par lesdits Prédicateurs contre l'autorité des Arrêts, même en ce qui concerne ladite fille : & outre sera informé de la venue des livres de la Religion prétendue réformée en

cette ville, en laquelle l'exercice d'icelle n'est permis. A l'insinuation l'Evêque de Paris mandé de l'ordonnance de ladite Cour, après que par l'un des Notaires & Secrétaires d'icelle a été rapporté, que ce matin il estoit party en poste pour aller pardevers le Roy, & ouïr aucuns des Prélats & Conseillers qui ont assisté auxdits predications, & ouïr le Procureur general du Roy : Ladite Cour a arrêté, que présentement Maître André du Val Docteur en Theologie, & Frere Archange Religieux du Convent des Capucins, qui ont prêché en l'Eglise saint Severin, & saint Germain de l'Auxerrois, seront mandez. Ce qui a été fait par Vattel & Taron, Huissiers.

Extrait des Registres de Parlement. 1626.

XVIII. **S**UR la plainte faite à la Cour par le Procureur general du Roy, qu'il a esté adverty que l'Evêque du Bellay prêchant le jour d'hier en l'Eglise saint Louis rue saint Antoine, auroit tenu des propos de dangereuse conséquence pour l'Estat, requeroit luy estre délivré com-

munion pour en informer. La matière mise en délibération, a arrêté que le Procureur general du Roy aura communion pour en informer, pour l'information faite & rapportée ordonner ce que de raison. Fait en Parlement le Samedi premier jour d'Aoust 1626.



CHAPITRE XXX.

QUE LES ESTRANGERS NE PEUVENT TENIR Benefices en France, ne estre Superieurs des Monasteres.

Edict défendant qu'aucun Estranger puisse tenir Benefice en France, du dixième Mars 1431.

I. **C**HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme jà piecé nos prédécesseurs, considerans que ceetz nostre Royaume avoit esté de tout temps, & estoit garny de notables hommes, nés d'iceluy, nobles, clers, & autres gens de grand mérite, & desirans que de telles gens fust pourvus aux Prelatures, dignitez, & autres benefices d'iceluy nostre Royaume, afin que les places dont y eu a plusieurs appartenans à l'Eglise fussent gouvernées, & habitées par gens à eux feaux, & non autres, pour obvier aux grands inconveniens qui pourroient advenir, & dont estoit vray semblablement à douter, si lesdits benefices venoient es mains des estrangers : & afin aussi que les études qui y sont en plusieurs Villes, fussent toujours mieux garnies, & leurs supplis plus enclins à acquies science, & la Foy plus exhaussée, eussent ordonné & conclu, que nuls, de quelque estat & préeminence qu'ils fussent, ne seroient receus à aucuns benefices de nostre Royaume, s'ils n'estoient nés d'iceluy.

Depuis laquelle ordonnance ainsi faite, feu nostre très-cher feux & pere, à qui Dieu pardonne, voyant notablement les grands maux, dommages, & inconveniens qui estoient advenus, parce que ladite ordonnance n'avoit esté tenue & gardée en ses reines, mais avoit-on toléré & souffert aucuns estrangers avoir & tenir benefices en nostre Royaume, eust par l'avis & délibé-

ration de grand nombre de Prelats, & gens d'Eglise, convoquez & appellez pardevant luy, en la presence de plusieurs Princes & autres grands Seigneurs, & notables hommes de son Conseil, voulut & ordonné derechef, que d'ors en avant nul, de quelque estat ou préeminence qu'il fust, ne seroit receu à quelconque benefice d'iceluy nostre Royaume, s'il n'estoit nés & bien-vuillant d'iceluy : & avec ce eust nostre feu feux & pere, par ses notables Ambassadeurs, fait signifier icelle ordonnance, tant au Concile qui fut tenu à Constance, comme aux saints Peres qui depuis en son temps ont esté, & mesmement au feu Pape Martin dernier telspas. Auxquels saints Peres furent remonstrees, & si ne devoient ignorer les grands & irréparables inconveniens qui pourroient advenir à ceetz nostre Royaume, par souffrir aucuns estrangers y avoir & tenir benefices : & mesmement que veu les guerres & pestilences qui avoient cours en iceluy nostre Royaume, estoit plus que oncques mais besoin que lesdits benefices fussent en mains de gens feaux, & bien-vuillans de nostre feu Seigneur & pere.

Et encore derechef, après la mort d'iceluy nostre feu feux & pere, nous ayans regard & consideration aux choses devant dures, avons fait dire & signifier ladite ordonnance audit feu Pape Martin, en le faisant requerré de par nous qu'il y voulüst mettre telle provision qu'en deussions estre contents.

Et pource que par experience de fait veümes qu'iceluy feu Pape Martin contumait de donner & conférer au lieu des Prelatures, & autres notables benefices d'iceluy nostre Royaume à plusieurs estrangers, & autres tenants le party de nos ennemis, & qu'il eüst nécessité tres-grande d'y pourvoir, afin d'eluyver aux inconveniens qui nous en pourroient venir : nous fîmes piecé à assembler plusieurs Prelats, gens d'Eglise, Seigneurs, Barons, & notables hommes de nostre dit Royaume, avec lesquels au sur ce conseil, advis & deliberation, sur par nous ordonné d'eschef, & conclu, en ensuyvant l'ordonnance de nosdits peüceüx, que dès-lors en avant ne souffririons aucuns, de quelque estat ou pricinence qu'ils fussent, avoir ne tenir quelconque benefice en nostre dit Royaume, s'ils n'estoient natus d'iceluy, & avec ce feaux & bien-vuillans de nous.

Nousblant toutes lesquelles choses devant dites, & sans ce que nostre saint Pere qui a present est, ait eu aucune consideration à icelles, & au très-grand interet que nous avons en cette matiere : j'ayot ce que j'ayons par plusieurs fois adverty & fait advertir sur ce, quand les cas sont advenus, en lay priant & requerant qu'il voullist donner & conférer lesdits benefices quand ils vauoient, mesmement plusieurs notables benefices, comme Archeveschez, Evêchez, Abbayes, Prieures, & autres dignitez à gens nobles, & autres de grand merite, & profitables & agréables à nous & à nostre seigneurie, de la loiauté, preud homie, prudence, & literature desquels estions deuëment informez. Et mesmement veu la disposition du temps, iceluy nostre saint Pere a donné & confirmé lesdits benefices, donne & confère chacun jour à personne à nous inconnüe & qui ne fust aucunement natus de nostre dit Royaume, & autres qui sont en l'obeyssance & tenent le party de nos ennemis : & n'en iceluy nostre saint Pere aucun regard aux prieres & requettes à lay sur ce faites, ne à ce que nous qui sommes fondateurs, gardiens, protecteurs, & defenſeurs de l'aires Eglises, avons & devons avoir par raison trop plus grande cognoissance des personnes qui sont profitables pour le gouvernement de l'aires Eglises, au bien, profit, honneur de l'Eglise de France, au profit & bonne foy de nous & de nostre seigneurie : que nul autre quelconque. Lesquelles choses ont eüst, & sont prejudiciables & dommageables à toute icelle Eglise de France, & en entreprenant contre ses privileges, franchises, & libertez : aüst ont tourné & pourroient tourner à domage irreparable à nous & à nostre dit Royaume & seigneurie, si par nous n'y estoit pourveu.

Savoir faisons, que les choses dessusdites bien considerées, & mesmement que par tels moyens les finances sont vuüdes, & portées hors nostre dit Royaume & obeyssance, & viennent au profit de nosdits ennemis : & si sont plusieurs desdits benefices tournez en très-grande ruine & desolacion, le divin service moult diminué, & les estudes de nostre dit Royaume demourées toutes depourveües d'estudians, & comme desertes. Et si feroit moult dure chose de voir les nobles & notables Clercs de nostre dit Royaume depourveüs, & les estrangers, & autres tenants le party de nosdits ennemis, pourveüs des benefices d'iceluy nostre Royaume & seigneurie : attendu aussi que si telles choses estoient par nous tolérées & souffertes, nosdits ennemis & adversaires pourroient avoir les secrets du gouvernement & d'estat de nostre dit Royaume, &

lesdits estrangers & autres tenants leur party auroient & enpoureroient les biens & honneurs d'iceluy avant ceux qui en sont natus, & qui sont bons & loyaux envers nous, qui seroit contre toute raison.

Nous voulans obvier aux inconveniens devant dits, en ensuyvant les bonnes ordonnances & deliberations de nosdits predecesseurs, avons par grande & meure deliberation de nostre grand Conseil, de nostre certaine science, & autorité Royale, ordonné, & encore d'eschef ordonnons par ces presentes, que d'ores en avant nul, de quelque estat, dignité, preeminence, ou autorité qu'il soit, ne fera receu à tenir & avoir le gouvernement ou administration d'aucune Archevesché, Evêché, Abbaye, Dignité, Prieuré, ou autre benefice Ecclesiastique quelconque en nostre dit Royaume & seigneurie, s'il n'est natus d'iceluy nostre Royaume & seigneurie, & feal, & bien-vuillans de nous.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amez & feaux Conseillers les gens tenants, & qui tiendront nostre Parlement, à tous nos Seneschaux, Baillifs, Prevôts, & autres Justiciers quelconques, & à chacun d'eux endroü foy, que cette nostre presente ordonnance ils tiennent de garder, & fassent tenir & garder de point en point, sans souffrir estre fait aucune chose au contraire. Et afin que nul n'en puisse prétendre ignorance, la fassent publier & signifier par tous les lieux où ils versent estre à faire, en descendant expressément de par nous à tous nos sujets, de quelque estat qu'ils soient, gens d'Eglise ou autres, sur peine de desobeyssance, & tant qu'ils peuvent comprendre envers nous, qu'ils ne soient si hardis de venir ou faire aucunement contre nostre dite ordonnance : & mesmement aux gens des Eglises de nostre dit Royaume & seigneurie qu'ils ne reçoivent aucuns quels qu'ils soient en leurs Eglises, ne en aucunes dignitez, quelques Bulles ou Lettres qu'ils aient, s'ils ne sont deuëment accordez avec ceux qui y voudront estre receus, fassent natus de nostre dit Royaume & seigneurie, & aussi qu'ils soient feaux & bien-vuillans de nous.

Et au cas qu'aucuns qui ne feroient de celle condition, ou autres pour eux, y voudroient esforcer de faire ou venir aucunement contre cette nostre dite Ordonnance, ou qu'aucunes gens desdites Eglises les y recevoient, ou voudroient recevoir, qu'ils procedent rigoureusement à l'encontre d'eux par Arrest, prise & détention de leurs Bulles, & autres Lettres dont ils se voudroient ayder en ce cas, & qu'ils prennent & mettent, ou fassent prendre & mettre raument & de fait en nostre main tout le temporel, & aussi le temporel desdits Benefices que les dessusdites voudroient occuper contre la tenure de nostre presente Ordonnance, & sous icelle nostre main les fassent gouverner, & qu'ils commettent de par nous seules personnes à la garde des places & fortresses, sans en faire quelconque delivrance, ou rescance, jusques à ce que par nous en soit autrement ordonné, & qu'il leur appere de ce par nos Lettres Patentes scellées de nostre grand scel, & autrement procedent contre eux, & sous toutes qui enfreindront, ou voudront enfreindre cette nostre presente Ordonnance, ainsi qu'ils verront estre à faire, & comme contre transgresseurs d'Ordonnances Royaux, si que les autres y prennent exemple. En témoin de ce nous avons fait mettre nostre dit grand scel à ces presentes : au vidimus desquelles fait sous le scel Royal, voulons pleine foy estre

Tous Beneficiers qui sont estrangers ne pourront commettre Vicaires, ne autres Officiers qui ne soient du Royaume, a peine de saisie de leur temporel. 1554.

III. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme par les Constitutions de nos saints Peres nul ne doit estre pourveu d'aucuns Benefices, mesme ayans cures d'ames es provinces & pays dont ils ne sont natifs & originaires, & desquels pays n'entendent la Langue, & aussi par les Ordonnances de France, nul estranger puisse tenir & posseder Benefices en nostre Royaume, sans licence & permission de nous, & soit ainsi que plusieurs qui ne sont originaires de nostre dit Royaume, y tiennent Benefices, tant Eveques, Archevesques, Abbayes, Prieurez & Cures, par plusieurs & divers titres, par nostre permission & lettres de naturalité, que sur ce nous leur aurions octroyées : lesquelles combien qu'ils soient gens de bien, & bien qualifiez pour iceux administrer, neantmoins ne faisant residence ausdits Benefices y commettent Vicaires & Procureurs estrangers pour le gouvernement desdites Eglises, & mesme pour l'administration des saints Sacramens de l'Eglise, & annoncer la parole de Dieu, & l'Evangile ; & n'ayant la commodité de la langue, n'entendant les us, mœurs & costumes des Diocésains & Paroissiens, il est impossible (à tout le moins chose difficile) s'en bien acquitter, à la décharge de leurs consciences, & au salut des ames des Diocésains, dont plusieurs & divers accidens en sont advenus, à la grande diminution du service Divin, détrimet & dommage de l'estat de la Religion Chrestienne, laquelle en cet endroit mériteroit reformation. A quoy desirans pourvoir.

Savoir faisons, que nous ayans eu sur ce l'avis de nostre Conseil, auquel estoient plusieurs Princes & Seigneurs de nostre Sang & lignage,

& autres grands & notables personnaiges, avons dit, déclaré & ordonné, & par Edict perpetuel & irrevocable, de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale, disors, déclarons & ordonnons, que tous & chascuns les personnaiges n'estans natifs & originaires de nostre Royaume, qui ont esté en nostre nomination, presentation ou autrement pourvus d'aucuns Archeveschez, Eveques, Abbayes, Prieurez, Cures & autres Benefices de nostre Royaume, ne pourront faire, créer, commettre, ne ordonner aucuns Vicaires, Officiers, n'autres n'ayans la superintendance desdits Benefices estans de leur nation, n'autres estrangers, ains seront tenus faire & créer lesdits Vicaires & Officiers d'aucuns de nostre Royaume, à peine de fausiffement de leur temporel : & en outre voulons & ordonnons, que ceux qui ont ja fait & crée aucuns Vicaires de leur Nation, ou autres estrangers n'estans de nostre Royaume, seront tenus & contrainsts aux peines susdites, les revoquer, & en leur lieu & place mettre & constituer d'autres estans de nostre dit Royaume, le tout dedans un mois après la publication des presentes, lesquelles nous mandons & expressement enjoignons à nos amez & feaux les Gens de nos Cours de Parlement. Donné à Villiers-Cotterets au mois de Septembre l'an de grace mil cinq cens cinquante-quatre, & de nostre Regne le huitième. *Ainsi fig. é sous le reply, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy, DU THIER. Lella, publica & registrata ; audio & requirente Procuratore generali Regis. Parisiis in Parlamento, octava die Octobris, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo quarto. Sic signatum, DU TILLET.*

Voyez l'Ordonnance d'Orléans article 17. de Blois 1579. article 4. de Paris 1563. article 20. *V. Reluff. in praxi. p. 381. 383. 384. Dispositio pro extero à solo Papa in Francia non recipitur. Reluff. in praxi pag. 382. Froissart vol. 4. chap. 33. du Duc de Bretagne.*

Arrest du Parlement d'Aix, que l'Archevesque d'Avignon doit avoir des Vicaires François naturels. 1597.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement.

IV. **E**NTRE Messire Claude Berlandier Prestre du lieu de Borbon, Recteur de deux Chapellenies fondées en l'Eglise Parochiale dudit lieu, l'une sur le titre du saint Esprit, & l'autre de sainte Anne, & d'autre Chapellenie fondée en ladite Eglise sous le titre de sainte Marie la Valette, demandeur en requeste pour avoir annexe sur les provisions par luy obtenues desdites Chapellenies, du Vicairé general du sieur Archevesque d'Avignon, d'une part : Et le Procureur General du Roy, défendeur & empeschant ladite annexe, d'autre.

La Cour dit & déclare qu'il a esté mal, nullement & abusivement par le Vicairé general de l'Archevesque d'Avignon conféré à la collation des Chapellenies dont est question, en faveur dudit Demandeur, & bien appellé par ledit Procureur General du Roy ; a cassé & annulé, cassé,

annulé, & met au neant lesdites provisions par luy octroyées : Enjoint audit Archevesque d'Avignon, & à tous les autres du ressort, de prouver de Vicaires tant pour collation des Benefices, que Jurisdiccions spirituelles & temporelles audit Pays, de personnes qui soient du Royaume, naturels François & residents en la Province, suivant les Edicts & Ordonnances du Roy, à peine de saisie de leur temporel, & nullité des procedures spirituelles & temporelles, sauf audit Demandeur se prouver de collation necessaire & suffisante desdites Chapellenies, pardevant celui qui a puissance de les conférer, ou du Vicairé qui sera donné en la Province suivant l'Arrest, & sans dépens. Fait à Aix en Parlement le premier jour du mois de Decembre mil cinq cens quatre-vingts dix-sept. *Signé, ESTIENNE.*

Lettres de naturalisé octroyées par le Roy Louis XIII. au Cardinal Ludovico neveu du Pape Gregoire XV. pour pouvoir tenir des Benefices en France.

Au mois d'Avril 1622.

VL OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, Salut. Sçavoir faisons, que nous mettrons en consideration l'affection de nostre cher & bien-ami cousin le Cardinal Ludovico, & voulant le bien & favorablement traiter, & luy faire paroître la bonne volonté que nous luy portons, à iceluy pour ces causes & autres grandes considerations à ce nous mouvans, avons permis, octroyé & accordé, permettons, octroyons & accordons par ces presentes lettres signées de nostre main, voulons & nous plaist de nos graces speciale, pleine puissance & autorité Royale, qu'il puisse & luy soit loisible résider & soy habiter en cettuy nostre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de nostre obéissance, & y acquiescer, tous & chascuns les biens tant meubles, qu'immeubles que bon luy semblera, & ceux ensemble ceux qu'il y a acquis, & qui à bon & juste titre luy sont si échus, & qui luy peuvent appartenir & apparenter, soit par succession, donation & autrement, tenir & posséder, & en ordonner & disposer tant par testament, ordonnance de dernière volonté, donation faite entre vifs, & en quelque sorte & maniere que ce soit; & que les benefits ou autres auxquels il en aura disposé, luy puissent (pourveu qu'ils soient regnicoles) succéder, prendre & appréhender la possession & jouissance de fidèles biens, tout ainsi qu'ils feroient, ou faire pourroient si ils estoient originellement nés de nostre dit Royaume, & Pays de nostre obéissance: & comme tel soit tenu, censé & réputé en tous actes, sans qu'en venant des Edicts, Ordonnances & Statuts faits contre les Estrangers, prohibitives au contraire, ny nos successeurs Roys de France aucune finance ou indemnité, de laquelle à quelque valeur & estimation qu'elle puisse monter, nous luy avons fait & faisons don par cesdites presentes.

Et outre de nous mesmes grace & autorité luy permettons, voulons & nous plaist, qu'il puisse & luy soit loisible d'accepter, tenir & posséder en cettuy nostre Royaume, & Pays de nostre obéissance, tous & chascuns les Benefices & Dignitez Ecclesiastiques, dont il a esté & pourra estre juste-

ment & canoniquement pourveu à bon & juste titre, non dérogeant aux saincts Decrets & Concordats d'entre le sainct Siege Apostolique, & nous, privileges, franchises & libtez de l'Eglise Gallicane, & ce jusques à la somme de quarante mil livres de revenu par chacun an, & au delà, & d'iceux prendre & appréhender la possession, faire & jouissance tout ainsi que s'il estoit natif de originaire de nostre dit Royaume, sans que pour ce qu'il est estranger, il luy soit donné aucun empêchement en la jouissance desdits Benefices & Dignitez Ecclesiastiques; pourveu toutefois que si pour raison d'iceux s'elloit meu procès ou différend, il sera tenu poursuivre les Parties dedans nostre dit Royaume, paderant les Juges & Officiers auxquels la connoissance en appartiendra, & que dedans six mois prochains venans à compter du jourd'huy, il rapportera & mettra es mains de nostre très-cher & loyal Chancelier de France, un Brevet Apostolique en la maniere accoustumée, par lequel nostre saint Pere consentira & accordera qu'encores que lesdits Benefices vacassent en Cour de Rome, il n'y sera pourveu qu'à nostre nomination, ou par ceux de nostre Royaume, auxquels la collation en pourra appartenir, sur peine de déchoir de l'effect & contenu en cesdites presentes: par lesquelles donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement, Chambel de nos Comptes, Thesoriers generaux de France, Baillifs, Seneschaux, Prevosts, Juges, ou leurs Lieutenans, & à tous nos autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que de nos presentes graces, corré, licence, permission, habilitation, don, quittance & octroy, & de tout le contenu en cesdites presentes, ils fassent, souffrent & laissent nostre dit cousin, ses successeurs, & ayans cause, joindre & user pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire. Car tel est nostre plaisir, nonobstant les fustils Edicts, Ordonnances & Statuts faits contre les Estrangers, que la valeur de ladite finance n'est ny aucunement spécifiée, de toutes autres Lettres & choisis à ce contraires, auxquels pour l'effect des presentes, sans tirer à conséquence, nous avons par sceils dérogé & dérogeons. Et ain que ce soit chose ferme & stable à toujours nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autre chose nostre droit, & l'auteur en toutes. Donné à Blois au mois d'Avril l'an de grace mil six cents vingt-deux, & de nostre Regne le 32. *Signé, LOUIS.* Et sur le reply, Par le Roy, BAUJART. Et scellées en cire verte.

Plaidoyé de M. de Thou, Advocat du Roy, en la cause de Frere Nicolas Bourrin, contre les Superieurs des Monasteres qui sont estrangers.

VL F. Thou pour le Procureur General du Roy, à dit, que le plus souvent, & quasi toujours, les Generaux Reformateurs des Jacobins, & Cordeliers sont Estrangers, lesquels venant en France ils s'y comportent du tout en

Estrangers, sans avoir respect aux Loix & Constitutions de France, comme au cas qui s'offre, que le General de l'Ordre des Jacobins ne s'est pas voulu conduire selon les Statuts de l'Ordre, qui ont esté veritez ceans, conteus qu'un Vicar Ge-

B bb

noral de l'Ordre ne peut estre destitué, sinon avec le conseil & consentement des dix plus anciens Prieurs de la Province; & mesme qu'en procedant par le Ministre general à la reformation & visitation, il y avoit desdits Prieurs anciens, jusques au nombre de quatre; en l'assemblée, auxquels il n'en parla jamais: D'avantage, d'avoir fondé la destination, ou démission, pour n'avoir pour lors l'Appellant envoyé à l'abbaye les sceaux que ledit Ministre general envoya demander sur les dix heures au soir, qu'il offroit luy bailler le lendemain matin; il n'y avoit aucun propos, & encore moins (C'est ce qu'il faut) de luy avoir interdit non seulement le retour au Convent des Jacobins de cette Ville, mais aussi l'entrée & demeure en la Ville, le confiant au Convent des Jacobins de Compie-

gne, luy qui est Docteur en Theologie; lequel, au moyen d'un tel degré peut venir aux disputes & licences, comme ceux de ladite Faculté: Et par ces moyens, suivant ce qu'en l'assemblée, & en mondire cas a esté cy-devant fait par leurs prédécesseurs, ils adhèrent avec l'Appellant, à ce qu'il soit dit, mal & abusivement.

La Cour a dit, qu'il a esté mal & abusivement executé, bien appelé, & sans dépens, attendu la qualité des Parties, fins que la Cour estende toucher aucunement, ne entreprendre sur la Jurisdiction, correction & discipline reguliere, sur laquelle il sera pourveu par les Superieurs de l'Ordre, conformément & suivant les Statuts d'iceluy. Fait en Parlement le troisieme jour de Juin mil cinq cens septante-quatre. Signé, V O Y S I N.

Arrest du Conseil du Roy, par lequel il est défendu à un Religieux François d'user de la commission de son General Italien. 1617.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

VII. **S**UR la requeste présentée au Roy en son Conseil par la Congregation des Freres Precheurs de France, dite Gallicane, & le Vicaire general d'icelle, tendante à ce que la commission obtenue par Frere Pierre Joiaud du General dudit Ordre, nommé *Seraphinus Casus*, en date du huitieme Aoust mil six cens quinze, ensembles les Lettres Patentes du Roy du septieme Fevrier mil six cens seize, données en consequence, fussent rapportées, & les Arrests du Parlement de Bretagne des treizieme Janvier, quatrieme & vingtieme Mars derniers, attendu que ladite commission dudit General, & ce qui auroit esté fait en consequence, est contraire aux anciennes Bulles de ladite Province Gallicane, & à la disposition des Chapitres generaux qui auroient établis la discipline d'icelle sous la puissance du Vicaire general, & des Prelats Reformateurs François, selon que la Court de Parlement de Paris l'auroit jugé par les Arrests des quatorzieme Decembre mil cinq cens trente-six, & vingtieme Aoust mil cinq cens quarante.

Veu par le Roy en son Conseil, ladite requeste, extrait desdites Bulles, par lesquelles ladite Province Gallicane auroit esté distraite de la Province de Hollande, à laquelle elle estoit annexée, en date du dernier Aoust mil cinq cens dix-huit, lesdits Arrests dudit Parlement de Paris, par lesquels ce qui auroit esté fait par Seraphin Cavalley Italien, General dudit Ordre, au préjudice de Frere Nicolas Bourrin François, & Vicaire general, fut l'appel comme d'abus interpreté par ledit Bourrin, auroit esté révoqué & annexé, comme fait au préjudice desdites Bulles, & Loix de France: Approbation

dudit General de l'election qui auroit esté faite pour Vicaire general dudit Ordre en la Province Gallicane, de F. Michel Baudoux, en date du 18. Juin 1615. & Lettres Patentes du Roy, par lesquelles ladite Commission dudit General, du 25. Janvier derniers, vérifiées au Parlement de Paris, le 5. Septembre ensuivant: la commission obtenue de la Majesté par ledit Joiaud le 5. Fevrier 1616. & les Arrests dudit Parlement de Bretagne donner en consequence d'icelle, & tout ce que par lesdits Freres Precheurs de la ladite Province Gallicane a esté mis pardevant le sieur Bailleur, Conseiller de la Majesté en son Conseil d'Etat, & Maître des Requestes ordinaires en son Hotel, ouy son rapport, après que lesdites Bulles & autres procès auroient esté communiqués aux sieurs de Chateaufort, de Pont-Carré, & Jeanstin, Conseillers du Roy en son Conseil d'Etat & Privé.

Le Roy en son Conseil, a ordonné & ordonne, que dans deux mois pour tous délais ledit Joiaud, & autres qu'il appartiendra, seront assignés en icelle, aux fins de la presente Requeste, auquel temps rapportera ledit Joiaud la commission à luy envoyée par Seraphinus Casus, General dudit Ordre, en date du 8. jour d'Aoust 1615. & ce qui a esté par luy fait en consequence; Et cependant sans sa Majesté inhibitions & défenses audit Joiaud & tous autres, de la mettre en execution, ensemble lesdits Arrests dudit Parlement de Bretagne des 13. Janvier, 4. & 20. Mars derniers, jusques à ce que par ladite Majesté & sondit Conseil en soit ordonné. Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Paris le 3. Juin 1617. Signé, BAUDOUIN.

Arrest par lequel a esté jugé que les estrangers ne peuvent estre admis ne eueux aux Charges dans les Monasteres de ce Royaume. 1619.

Extrait des Registres de Parlement.

VIII. **E**Ntre Frere Pierre Paul Ferrand, Prestre Religieux, Procureur de l'Hospital de la Charité au Faubourg Saint Germain, appellant comme d'abus de l'obediencia contre luy

décernée, & suspension à divoys par le General de l'Ordre: Frere François Lefcot, Frere Etienne Loquin, Pierre le Maître, Toussaint Leflon, Jean Peen-beau & Gargoyte Lefcuyer, Religieux profès

audit Hôpital appellans de l'éllection du Prieur, d'une part. Et Frere Vincent Girard Prieur audit Hôpital intimé d'autre, sans que les quatre puissent préjudicier. Après que de la Martellière pour l'appellant, Chauveau pour les Religieux, Mangin pour les intimés, ont été ouïs sur les oppositions comme d'abus, auxquelles de la Martellière a conclu de l'obédience d'aller à Rome trouver le General, suspension à direur, de l'éllection de l'intimé en la charge de Prieur, déclarant ne vouloir insister à la destitution de celle de Procureur. Chauveau conclut en l'appel comme d'abus de l'éllection de Prieur intimé. Servin pour le Procureur General du Roy, dit que l'obédience est abusive contre les Constitutions des Conciles, Ordonnances & Arrests, mesme de celui de verification des Lettres d'établissement & Statuts de l'Ordre, portant qu'ils feroient sujets à la Jurisdiction Ecclesiastique & seculière, pour la correction de leurs personnes, ne doivent estre jugés hors le Royaume, ne se pouvant l'interdiction à direur faire par un qui n'est Prestre, & sans cause suffisante, & est du bien de l'Estat, ainsi qu'il s'observe aux pays étrangers, que les Prieurs & ceux qui ont charge des Monastères en ce Royaume, en soient nés. Et est à propos que l'Evesque & Prieur qui à ce sont ordinairement appellez, pourvoient à la discipline & charges.

La Cour entant que touche l'appel comme d'a-

bus de l'obédience décernée à l'Appellant pour aller à Rome, dit qu'il a esté mal & abusivement décerné, bien appelé par l'Appellant; ordonne que dans trois mois le General de l'Ordre commette un Vicaire en ce Royaume, naturel François, pour pourvoir tant à l'observation des Statuts, qu'à l'ordre & discipline de l'Hôpital, & ce qui sera par luy ordonné, exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Et fut les appellations comme d'abus de l'éllection de Prieur, & destitution de Procureur, a mis & met les Parties hors de Cour & de proces, sans despens. Ordonne neantmoins que les Prieur & Procureur continueront & exerceront leurs Charges pour le temps qui reste audit Prieur; & icelui passé, ordonne qu'en personnes des Prieurs des Chartreux & Feuillans, sera procédé à l'éllection d'autre Prieur & Procureur, naturels François, par lesquels à l'advenir, & aux étrangers, lesdites charges de Prieur & Procureur seront exercées, & ce qui sera par lesdits Prieurs fait ce ordonné exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Et fust d'roit sur l'appel de la suspension, dit qu'il a esté mal & abusivement ordonné, procédé & défendu, bien appelé par l'Appellant, a levé & leve la suspension, sans despens. Fait en Parlement le 9. Mars 1619. Signé, V O Y S I N.

Arrest par lequel est dit qu'un nommé le Page Religieux François de Premonstré, demurerait Prieur au lieu d'un étranger élu. 1619.

IX. ENTRE Frere Jean le Page, Docteur Rôgen en la Faculté de Théologie de Paris, Prieur du Prieuré & Collège de Premonstré audit Paris, Appellant comme d'abus de plusieurs Decrets émanés des Chapitres généraux audit Ordre de Premonstré, tenus en l'Abbaye dudit lieu, les 13. May 1618. 28. Avril 1619. & autres jours suivans selon le contenu en ses réclifs & requêtes du 5. May 1618. 27. Juin ensuivant, & 18. Fevrier 1619. & demandeur tant suivant la clause de restitution appoïée au subsidit dudit 27. Juin, que requête par luy présentée le 14. May de l'année suivante, d'une part. Et Frere Pierre Cosses Abbé de ladite Abbaye de Premonstré & General dudit Ordre, tant en son nom, que pour ledit Chapitre general, intimé & défendeur d'autre: Et les Recteur, Doyens, Procureurs & Suppléens de ladite Université de Paris, Demandeurs en requête d'intervention du 20. jour d'Aoust 1618. Et ledit le Page & Cosses défendeurs d'autre. Après que de la Martellière pour l'Appellant, Mangin pour l'intimé eussent nom, l'arrêt pour les Intervenant avec les Procureurs des Parties, présents Frere Jean de la Bellière Abbé de la Lucerne, & Frere Nicolas de Baner Abbé de Jouillers, fondés de procuration spéciale dudit Chapitre general, passée en ladite Abbaye de Premonstré pardevant Clavet Notaire Royal, le 3. May dernier, de laquelle copie collationnée a esté par eux baillée audit Appellant, ont de l'ordonnance de ladite Cour communiqué la cause au Parquet des Gens du Roy, & par leur avis demeuré d'accord de l'appointement qui ensuit. Appointé est, oy sur ce le Procureur General du Roy, & le consentement des Parties.

La Cour a ordonné & ordonne, qu'advenant

vacation de l'Abbaye de Premonstré, sera procédé à l'éllection d'un Abbé en icelle, conformément aux Statuts dudit Ordre & forme ancienne & accoustumée. Que la communauté établie par les Regles & Statuts dudit Ordre, sera observée & administrée selon lesdites Regles & Statuts, tant au chef qu'aux membres. Que les Circuits & Visiteurs seront à l'advenir élus par l'Abbe de Premonstré, & le Chapitre general conjointement, suivant lesdits Statuts. Que les Ordonnances & Arrests concernans la promotion des Religieux étrangers aux charges & offices claustraux seront exécutés. Et à l'égard de ceux qui auront fait profession en autres Abbayes & Convents, appellés externes, que les Statuts, Constitutions & anciens Decrets seront observés.

Que les Religieux dudit Ordre, Docteurs en Théologie & Droit Canon, & en premier lieu ceux de la Faculté de Paris, seront appellez pour Conseillers aux Chapitres généraux, & y pourront estre choisis pour Diffinitors. Que les Lettres Patentes du Roy obtenues par ledit le Page, & registrées en la Cour, pour l'enternement des Religieux chudiens audit Prieuré & Collège de Premonstré, seront exécutées suivant & conformément aux Arrests des 9. Aoust, & 7. Septembre 1617. & à cette fin les défenses dudit Chapitre general levées. Que le Syndicat dudit Ordre de Premonstré demeurera révocable par les Chapitres généraux; & neantmoins sera ledit Appellant continué par nouvelle provision. Que le Prieur dudit Collège de Premonstré sera tenu à titre d'office par personne capable, de qualité requise, & graduée en la Faculté de Théologie, sans le pouvoir resigner *in favorem*, lequel ne pourra estre destitué ny révoqué, que par contravention notable aux

Regles & Statuts dudit Ordre. Que ledit Prieur pourra presenter aux facultez les Religieux estudiant audit Prieuré & College, après en avoir adverty le General dudit Ordre, sans déroger à l'autorité que ledit General a d'en presenter de sa part. Enverra semblablement ledit Prieur iceux Estudians aux sainctes Ordres, en advertissant les Abbez Reguliers pour avoir leur consentement, à l'égard desdits Ordres seulement. Qu'à l'advenir les Decrets desdits Chapitres generaux seront arrestez & signez, tant par ledit General, que les Disfiniteurs & Secretaires desdits Chapitres generaux, & publicz en plein Chapitre avant la levée d'iceluy. Que pour ce qui concerne les visites des Abbayes dudit Ordre, le Decret qui en a esté fait sortira son effet, sans préjudice des droits des Religieux profez de l'Abbaye de Premonstré. Et neantmoins que ledit Page, en qualité de Prieur dudit Prieuré & College de Premonstré, pourra estre Visiteur en trois Monasteres, s'il est choisi & nommé pour Visiteur. Que le Decret concernant l'acceptation des Vicaires des Abbez Commendataires, sortira son effet: sans préjudice du Vicariat que ledit le Page a de l'Abbé du Mont saint Martin, lequel il pourra exercer selon la forme &

teneur. Et pour le regard du surplus des Decrets faits aux penultième & dernier Chapitres, les Parties se retireront au Chapitre general prochain, pour y estre pourveu selon les Regles, Statuts, & privileges dudit Ordre. Et touchant les comptes presentez par ledit le Page audit Chapitre general, à raison des reparations qu'il a fait faire audit Prieuré & College, & les gages à luy deus pour son Syndicat, seront iceux comptes representez audit Abbé general de Premonstré, pour estre veus & receus, & par luy ordonné du payement dans la saint Martin prochaine. Et à faire de ce faire, seront lesdits Abbez de la Lucerne, & de Jouilliers, comme Procureurs dudit Chapitre general, tenus voir, examiner & arrester lesdits comptes en cette ville de Paris, dans le mois de Janvier ensuivant, & adviser au payement & satisfaction des sommes qui se trouveront estre deus audit le Page pour les choses susdites. Et en consequence de ce, tant sur lesdites appellations comme d'abus, intervention, que requestes, la Cour a mis & met les Parties hors de Cour & de proces, sans despens. Fait en Parlement le 8. Juillet 1619. *Signé, VOYSIN.*

Arrest du Parlement d'Aix, par lequel est enjoit au Provincial des Carmes de la Province, de mettre des Superieurs aux Convents de cet Ordre, qui soient naturels François. 1628.

Extraits des Registres de Parlement.

X. **L**A Cour prevoyant sur la requisition faite par le Procureur General du Roy, a ordonné & ordonne qu'il sera enjoit au Provincial de l'Ordre des Religieux Carmes, de pourvoir dans le Convent de Marseille, & autres de cette Province, des Superieurs regnicoles & naturels François, & dans faire vuider les estrangers dans trois semaines précieusement, avec commination que à faute de ce faire, y sera procedé suivant les Edits de sa Majesté, Arrests & Reglemens de la Cour. Fait à Aix en Parlement le 30. May 1628. *Signé, ESTIENNE.*

Arrests des années 1525. 1543. 1517. & 1619. Arrests du Parlement d'Aix du 10. Avril 1627. des 3. May & premier Aoust 1628. Il y a dans le corps des Ordonnances de France, plusieurs autres Edits & Declarations de nos Roys sur le sujet de ce Chapitre, où il faut avoir recours.



PREUVES DES LIBERTEZ DE L'EGLISE GALLICANE.

CHAPITRE XXXI.

DE CODICE CANONUM ECCLESIAE GALLICANÆ. Officia Ecclesiæ Gallicanæ.

*QUE LE CHANGEMENT DES MISSELS
& Breviaires des Eglises particulieres de France, ne se peut faire sans ordre
& permission du Roy.*

I. **HORMISDA** Papa apud Gravianum can. si quis Diaconus 50. diffinit. Secundum titulos antiquorum Patrum sancto Spiritu suggerente conscriptos, & secundum sententias cccxviii. Episcoporum, quas etiam Gallicani Canones continere videntur. Christum adulterio deprehensum, aut ipsi confessi, aut ab alia convicti ad honorem redire non possunt.

II. **TARRACONENSE** Concilium anni 517. sub eodem Hormisda celebratum can. xi. Ut nullus monachorum forensis negotii susceptor, vel executor existat, nisi id quod monasterii expedit utilitas, Abbatem sibi nihilominus imperante; Canonum ante omnia Gallicanorum de eis constitutione servata.

III. **AGOBARDUS** Lugdunensis Episcopus libro de dispens. Eccles. Sunt qui Gallicanos Canones qui aliarum regionum potius non recipiendos; eo quod Legati Romani seu Imperatoris in eorum constitutionibus non interfuerint.

IV. **IDEM AGOBARDUS** adversus legem Gundobadi ad Ludovicum Pium. Amiqui religiose venerant sunt Canones Gallicanos, quoniam venerandi & sancti viri eos ediderunt, quorum vitam & sanctitatem crebra miracula commendarunt.

V. **IDEM AGOBARDUS** ad Imperatorem de dutilib. Hoc accedit quod pia consideratione dignum videtur, de Canonibus scilicet Gallicanis qui quasi superflui aut inutilis à quibusdam respiciuntur, eo quod neoterici Romani eos non commendaverint, cum antiqui religiose eos venerant sint; neque hoc ideo dicitur, ut passim omnium Episcopatum Conventionum Sanctiones aequali auctoritate recipiende credantur, ut Nicæni, Chalcedonensis, & cæterorum generalium ex totius mundi consensu congregatorum & receptorum, sed quia congrua veneratione pro causis necessariis, quarum definitiones in illis generalibus non inveniantur, fides sit eis adhibenda religione debita.

VI. **UFALFRIDUS** Serabo natus Theutonicus, Fuldensis monachus, qui vixit anno 840. in libro de exordiis & incrementis verarum Ecclesiasticarum, capite xxi. Gelasius Papa in ordine li. ita tam à se quàm ab aliis compositus preter dicitur ordinasse; & Gallicanarum Ecclesiæ suis orationibus utebantur, quæ & adhuc à multis habentur. Et Capite xxi. De Antiphonarum inchoatione superius diximus, & responsoria ab Italii primò inventa traduntur, vel Ambrosio videlicet, vel alia nova divinarum laudum augmentatione gaudenti. Et quia Gallicana Ecclesiæ viris non minus peritissimis instructa, sacrorum officiorum instrumenta habebat non minima, ex eis aliqui Romanorum officii immita dicuntur, quæ plerique & verbis & sono se à cæteris canibus discernere posse fateantur. Et post. Psalmos autem cum secundum lxx. Interpretes Romani adhuc habent, Galli & Germanorum aliqui secundum emendationem, quam Hieronymus Pater de lxx. editione composuit. Psalterium canunt. Quam Gregorius Turonensis Episcopus à patribus Romanis mutuam, in Galliarum dicitur Ecclesias transfudisse. Cæcilienæ verò perfectiorem scientiam, quam penè jam tota Francia diligit, Stephanus Papa cum ad Pipinum patrem Karoli Magni, imprimis Franciam, pro iusticia S. Petri à Longobardis expetenda, venisset, per suos Clericos, petente eodem Pipino, innoxie usas ejus longè latèque coarctavit.

Berno Abbas Augiensis Cœnobii Ordinis S. Benedicti, natione Teutonicus, qui vixit anno 1020. in libro de quibusdam rebus ad Missæ officium pertinentibus.

Ex Capite 11.

VII. **A**D hæc potest aliquis dicere, tunc temporis (*scil. anno 643.*) Gallos & Hispanos in Missarum suarum celebritate nondum habuisse usum sanctæ Romanæ Ecclesiæ. Quod & nos non negamus. Testatur hoc Abbas Hilwinus vir in divina lege adprimè eruditus, in ea Epistola quam ad Ludovicum Imperatorem direxit pro passione sanctorum Martyrum Dionysii & locorum ejus, ubi inter alia, quæ suæ narrationi videbantur congrua, hæc adjecit: Cui adimplari videntur antiquissimi, & nimis vetustate penè consumpti Missales libri continentes Missæ ordinem more Gallico, qui ab initio receptus fidei usus in hac Occidentali plaga est habitus, usquequo tempore quo nunc (*scilicet anno 840. quo hoc scriberet Hilwinus*) utitur, Romanum suscepit. In nostri quoque Monasterii Archivo habetur Missalis longè aliter ordinatus, quam Romanæ Ecclesiæ se habeat usus. Et quod in omnibus majus est, cum omnia sit fides, cur super Missarum celebratione Galliarum Ecclesiæ à Romana discordent, Augustino requirerem, Gregorius respondit: Novit fraternitas tua Romanæ Ecclesiæ consuetudinem, in qua se meminit enutritam. Sed mihi placet, ut sive in Romana, sive in Gallicana, sive in quolibet Ecclesiæ

aliquid invenisti quod plas omnipotenti Deo posset placere, sollicitè eligas, & Anglorum Ecclesiæ, quæ adhuc in fide nova est, in consuetudine præcipua quæ de multis Ecclesiis colligere poteris, infundas. Non enim pro locis res, sed pro rebus loca sunt amanda. Ex singulis ergo quibuscumque Ecclesiis quæ pia, quæ religiosa, quæ recta sunt elige, & hæc quasi in fasciculum collecta apud Anglorum mentes in consuetudinem depone. His scitis influimus exemplis ne nos delinqueret, si ea quæ ex auctoritate Pontificum, qui illum sanctum virum tempore præcesserant, instituta suscepimus, & vel ex Gallicanarum Ecclesiarum aut Hispanicarum usu mutavimus, fidei devotione servamus, imitantes ipsius beatissimi Papæ prædicandam humilitatem.

Ex Capite V.

Finito septimi mensis jejunio, non repetendum puto quatuor seræ officium, sed magis, si necesse fuerit, aliquod officium observandum, & non occurrat aliqua festivitas Sanctorum, relictis primis hebdomadæ officium, sicut solet fieri in Galliarum Ecclesiis, repetitur, quam concordia & Evangeliorum & officiorum dissipetur.

Ex libro cui titulus Micrologus de Ecclesiasticis observationibus. Auctor hujus libri scripsit anno 1080.

Ex Capite xi.

VIII. **C**OMPOSITA oratione in elatri, dicitur Sacerdos hanc orationem juxta Gallicanum ordinem: *Veni sanctificetur Omnipotens, &c.* Deinde ante altare inclinat, dicit hanc

orationem, non ex aliquo ordine, sed ex Ecclesiastica consuetudine: *Suscipe sancta Trinitas, &c.* Romanus tamen ordo nullam orationem instituit post offerendam ante secretam.

Ex Roderici Toletani Hister. Hispania, cap. xxvi. lib. vi.

IX. **A**NTE revocationem Ricardi Abbatis S. Victoris Massiliæ, Legati Gregorii VII. Pont. Clerus & populus totus Hispaniæ turbatur, eo quod Gallicanum officium suscipere à Legato & Principe cogebantur, & statuto die Rege, Primas, Legato, Cleri & populi maxima multitudine congregatis, fuit diutius altercatum, Clero, melius & populo firmiter resistentibus ne officium mutaretur, Rege à Regina suo contrarium minis & terroribus intonante. Ad hoc ultimum res pervenit militum pertinacia decernente, ut hæc dissensio duelli certamine sedaretur. Cùmque duo milites fuissent electi, unus à Rege qui pro officio Gallicano, alter à militibus & populo qui pro Toletano posset decernerent, miles Regis itico victus fuit, populus exultantibus quod victor erat miles officii Toletani.

Sed Rex adeo fuit à Regina Constantia stimulat, quod à proposito non discessit, duellum judicans jus non esse. Miles autem qui pugnaret pro officio Toletano fuit de domo Mazarinæ. Cùmque super hoc magna seditio in militia & populo oriretur, demum placuit ut liber officii Toletani, & liber officii Gallicani in magna ignis congeie ponerentur, & indicto omnibus jejunio à Primas, Legato, & Clero, & oratione ab omnibus devotè peracta, igne consumitur liber officii Gallicani, & profluit super omnes flammis incendii, cunctis videntibus & Dominum laudantibus, liber officii Toletani illæsus omnino, à combustione incendiis alienus. Sed cùm Rex esset magnanimus, & suæ voluntatis pernix executor, nec miraculo terroris, nec supplicatione suavis voluit inclinari, sed motus

supplicia & direptionem minians resistentibus, præcepit ut Gallicanum officium in omnibus Regni sui finibus servaretur, & tunc cunctis flentibus & doleantibus inolevis proverbium: Quod voluit Reges, vadunt leges. Et etiam Gallicanum officium tam in Pfalterio, quàm in aliis

numquam antè susceptum, fuit in Hispaniis observatum, licèt in aliquibus Monasteriis fuerit aliquanto tempore custoditum: & etiam translatio Pfalterii in plurimis Ecclesiis Cathedraibus & Monasteriis adhuc hodie recitatur.

Radulphus de Rivo Decanus Tungrensis, qui vixit anno 1380. in libro de Canonum observantia.

Ex propositione x. in fine.

NOTANDUM verò quòd Ambrosiani utuntur speculi translatione Pfalterii: Romanis autem habent translationem B. Hieronymi, quæ Romana appellatur, ex qua officium Ecclesiæ est sumptum: aliae nationes utuntur tran-

slatione Hieronymi, quæ dicitur Gallicana; quam nos habemus, & hanc apud paucos benè correctam & distinctam inveniri, nisi in antiquis Pfalteriis & apud Carthusientes.

V. P. Pithet librum de Latinis librorum Interpretibus, & Gloss. in Capit. verbo Canon Gallicanum, & verbo Misa

ordis Romani Gallicanum Missæ ordo versutus 1704 Jac. Pamelam, tom. 1. Liturgiar. Ecclesiæ Latine, p. 640. 641.

Decret du Chapitre de Nostre-Dame de Paris, de ne point changer le Breviaire ancien de leur Eglise, contre ceux qui demandoient l'usage de celui du Concile de Trente.

Die Mercurii 11. mensis Maii 1583:

XI. CUM ob raritatem exemplarium Breviarum & Missalis Parisiensis antea scripti extitisset tractatum de utroque novæ impressioni committendum, in necessitate Ecclesiæ nostræ Parisiensis magis urgente à beneficio, ex parte reverendi domini Episcopi Parisiensis in hoc Capitulo relata: nonnulli viri scientia ac pietate eminentissimi rite delecti essent, qui restitutioni & reformationi in hoc non immerito desiderata providerent: cui rei tanta fuerit per ipsos adhibenda diligentia, ut prior pars Breviarium fermè absoluta sit, uberiorque reliqua progressa fuisset, nisi opus remoratum esset, à pluribusque operatus usus Romanus ex sacro-sancto Concilio Tridentini decreto relictus, cum ceteris aliis causis accedentibus. Quibus omnibus per dictum reverendum dominum Parisensem Episcopum pro sua diligentia pastoralia provida, & sapientis funditione in hoc Capitulo propositis, ipsorumque domorum Decani & Capituli consilio super hoc exquisito: certa tandem die specialis convocationis ob id de more inditæ; impensis atque antiquitate Breviarium & Missalis Parisiensis ex decretis novissimè usus Romani permittit: * deinde ceremoniam ac rito,

in quibus Ecclesia Parisiensis præ ceteris Galliarum, atque adeo, totius ferè orbis Christiani Ecclesiæ huc usque claruit, & ab omnibus videntibus & audientibus in summa admiratione; non sine gloria Dei habetur; multis denique aliis considerationibus: ex parte dominorum Decani & Capituli deputati essent ex ipsa, qui deliberationem referrent ad dictum reverendum dominum, ipsamque rogarent veterem usum illis de consuetudine in sua Ecclesia continuari. In cujus absentia huiusmodi deliberatione domino generali Vicario ipsius communicata, ac perpensa omnibus aliis quæ in hac parte perpendenda & consideranda erant: ex parte dominorum Decani & Capituli existimatum est Breviarium & Missale Parisiense convenientius retineri in ipsa Ecclesia Parisiensi, ac typis demandari, utroque prius rite purgato ac restituito per dominos ad hoc jam deputatos, ipsorumque ut id maturius & absque ullo obstaculo fiat, cum omni honesta instantia rogari à dominis Canone, & la Proust delegatis, restitutionem per illos non expectatam ab omnibus magnopere laudandam ad finem exitum etiam atque etiam desideratum perducere.

Rationes sacre Theologiae Parisiensis contra quorundam propositiones, qui Breviarium secundum correctionem Concilii Tridentini introducere cupiebant, antiquo usu Breviarium Ecclesiæ Parisiensis penitus abrogato.

Deus Optimus Maximus semper gavisus & usus est varietate, ut patet in ipsa creatione, in qua diversitate delectatus est. Hic enim ejus potentia & sapientia providentia patet ex concerta & harmonia rerum diversarum atque contrariarum.

Hoc pugnat cum ratione & cum fide per charitatem operante. Nam ratio inferior debet consentire cum ratione æterna, quæ diversitatem

in conditione universi posuit à principio, ut sit concordia discors: ut etiam magis excitemur ad virtutem, cum ejus plura exempla proponantur: ut Deus magis laudetur in multitudine & varietate mirabilium ipsius.

Hoc minoret Dei Optimi Max. gloriam. Sanctorum cultum, & Christianorum edificationem exemplarium.

Hoc valde minuit Episcoporum & Diocesân auctoritatem.

Qui hoc promouent non sunt viri simplices, & deuoti seu spiritaliter, sed astuti, politici, qui ex re quilibet, quolibet modo rem suam mundanâ conantur facere. Assuit Regina à dextris sponsi circummissa varietate.

Ut omnis nouitas est suspecta, ita talis mutatio magna non potest esse sine detrimento magno.

Hoc foret Cantorum & Ecclesiâ seruitorum inobedientiam atque dissolutionem, quum omnium Ecclesiârum unum esset & idem officium.

Quot sumptus necessarij essent? Rulici non possent iurare suos Curatos in officio agendo: hoc autem maxime esset necessarium in pagis.

Spiritus sanctus fecit loqui magna Dei omnibus linguis (Act. 11.) quod est argumentum diuersitatis in officio in Ecclesiâ, ut in uniuerso & in membris corporis humani cernitur.

Nobis sapientia, prudentia, virtute, & donis sancti Spiritus excellentiores fuerunt antiqui sancti Patres, qui iusti de causis singulis Diocesibus singula concesserunt & ordinauerunt Breviaria. Minus ergo Gallia suum Marcellum, dum miratur suum Syluestrum Roma.

Talis immutatio hæreticos iuaret atque delectaret, quasi in errore non incideri fuissent Patres Catholici in re tanta. Hoc esset scandalum pijs Catholicis qui hoc passo possent dubitare de ipsâ fide & religione, cujus consuetam professionem ita immutatam ceterent. Quid hoc aliter uisum?

Reliqui Episcopi habent potestatem politiæ & ordinationem in suis Diocesibus, ut Romanus in suis: hoc autem bonis ex parte conuelleretur.

Ad quid amplectaretur Breviarium Romanum quod à paucis anni ter immutatum & derelictum uidimus? succedente aut Papa nouum erit forsitan Breviarium expectandum.

Hoc est contra libertatem Ecclesiæ Gallicanæ, quæ si Romanæ in hac professione generali & maxima se submittit, quid restat nisi quod etiam ex consequenti seque submittet in reliquis omni potestati? Nam accessorium sequitur principale. Semper unaqueque Ecclesiâ & Provincia gaudet cum suis ritibus, juxta illud:

*Si fueris Roma, Romano uisus mere,
Si fueris alibi, uisus fies ibi.*

Ecclesiæ pagorum sæpè non sequuntur ordinationem suæ Cathedralis, & Cathedralis sequuntur Breviarium Romanæ Ecclesiæ?

Auari & semper ambiosi Romani sic rem suam facere provident ex impressione, sicut uidemus jam factum ex privilegijs multis ad hanc rem spectantibus.

Corrigantur, & tamen valde prodenter, & non curiosè aut scrupulosè nimis, si quæ indigent correctione in Breviarijs Diocesân, non autem deferantur.

Hic Predicatores & Coram non tam faciliè populum docerent, ignorantes legendas multorum Sanctorum particularium, particularibus locis magis celeberrimè & cognitorum.

Ubi Deus Opt. Max. dedit Sanctos, ibi quoque uult per illos invocari à fidelibus populis: sicut uoluit rogari à filiis Israël per patres illorum Abraham, Isaac, & Jacob. Retineantur ergo Breviaria singulorum Diocesân.

Si abijceretur cultus particularium Sanctorum

qui sunt in tanto & propè infinito numero, non ita iuaretur per illos Ecclesiâ. Nam rogari & laudari rogant atque iurant, ideo ordinari Ecclesiâ per Spiritum sanctum illos in locis suis particularibus celebrari.

Quom ad hoc Ecclesiâ nascenti & spiritus doctrine seruens in unum locum congregabantur, unumquique suam particulari deuotionem asserbat (1. Cor. 14.) quanto magis ergo ipsis per uniuersum orbem dispersis, unaquæque parochia, vel saltem Diocesis, suam & deuotionem & precandi formam retinebit, semper tamen ordinatè? Hic terra diuersorum fructuum arboris & semina nutrix.

Non maior est ratio quod omnes Sacerdotes ubique dicant unum Breviarium, quum quod omnes laici unam tantum orationem Deo Opt. Max. offerant.

Deus Opt. Max. qui decimis & primicijs uult recognosci, non magis uult talia sibi offerri ex his quæ nascuntur in singulis provinciis, (non enim omnis omnia fert tellus) quàm desiderat coli & laudari ex mirabilibus quæ consilia & operas est per singulos & particulares Sanctos singularem & particularium provinciarum.

Quid inde prouenit nisi Romanæ non dico religionis, sed superbie & ambitionis auctio? Non cedat ciuitas Gallicæ Romano supercilio, non enim hic de religione, sed de superbia aliorum agitur. Ubi enim minus quàm Romæ Conciliorum Occumenicorum decreta obseruamus? An non est hoc in Cleris dominari magis, quàm Ecclesiâ edificare? Dixit antiquissimè quod maior est Orbis Urbe: hic uerò Urbs Orbem tentat completi & sibi subicere.

Hic latet anguis in herba, hoc suspecto maxime, astuto & malo tempore. Veniunt ergo qui mutant tempora & leges. (Daniel. 8.) Monet Christus (Matth. 24.) cum solum qui usque ad finem perseverauerit saluum fore. Perseuerantia autem non est obliuio nouitatis prophetanæ, sed antiquitatis religionis continuatio.

Non propter uitandos sumptus temporales admittatur ignominiosa & detrimetosa plaga spiritualis.

In Ecclesiâ triumphante in celo (ad cuius exempla & similitudinem in terra cuncta debent fieri) ut eorum, ordinem & gradum variæ, imò & diuersæ sunt laudum & coronarum forme.

Non potamus abesse ab impietate, illorum memoriam in terris sepelire, quorum nomina scripta sunt in libro uitæ & in coelis gloriosa. Hoc autem fieret, si particularium Diocesân particularia Breviaria tollerentur. Non enim satis est eos in scriptis retinere, nisi & honorificè in Ecclesiâ reseruentur.

Hoc non uult Concilium, nec intendit Papa: sed Papæ adulatores suis propensius utilitatibus cum religionis amplitudinis detrimento inservientes.

Si recipiatur Romanum Breviarium, aut bona pars eius amittitur, aut infinitæ deuotionum particularium ad celebritatem singulorum Sanctorum in illo Breviario emissorum: deferantur sanctores, & officia in quibus obligantur, cum summa impunita, Ecclesiæ particulariter. Monachi suorum retineant Breviaria: & suo utantur cum decore Hierarchici Pastores.

Qui hoc persequuntur, alii sumptum timeant, alii adularum, & lucrum sperant, alii uerò occultè & absente cultum & splendorem Catholicæ professionis

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXI.

5

professionis immixtus, & Ecclesiam Catholicam turbare intendunt.

Hoc propositum convellit, non sine magno religionis detrimento, consuetudines & traditiones Ecclesiasticas, quod non potest fieri sine Catholicorum scandalo, atque hæreticorum elatione, qui gloriantur nostram talem immutationem esse argumentum præcedentis erroris atque inficiæ in religionis Catholicæ professione, idem

concludendo de ejus persuasione & doctrina, Talis ergo mutatio hoc maxime fieret tempore imprudenter, atque periculosissimè.

Hic Episcopi in suis Diocesis, si intelligunt quod sunt, habent potestatem orationis modum constituendi, sicut papa in Romana Diocesi & Ecclesia (hoc enim sonat & significat vocabulum Pontifex, Hebr. cap. v. & ix.) alioqui fierent Papæ Capellani.

L'acte précédent a été publié par M. Servin Advocat du Roy, au plaidoyé qu'il fit en la cause sur laquelle intervint l'Arrêt suivant. L'on sçait qu'aussi tost après la publication de ce plaidoyé il y eut un decret de Sorbonne contre cet acte : mais la Cour adverse de cette contrépoite,

& de la sorte que ce decret avoit esté fait, y interposa son autorité, & ainsi l'acte demeura. Vray pour les registres de ladite Cour du 17. Février 1604. & l'Hist. de M. de Thou livres 129. & 131.

Arrêt de la Cour donné en l'audience, sur l'appel comme d'abus du changement du Breviaire d'Anjou, ordonné par l'Evesque d'Angers en l'Eglise de la Trinité audit Angers, de l'injonction par luy faite d'usèr de celui du Concile de Trente. 1603.

Extraits des Registres de Parlement.

XII. ENTRE Maîtres Guillaume Amis Chanoine, Nicolas Bodin Curé & Chanoine prébendé en l'Eglise de la Trinité d'Angers, Jean Doullant, Joachim Fradin, Michel le Boucher, Jacques Breon, Pierre Viguan, Sébastien Guillaume Jamois, Michel Susanne, François Mouffeu, Jean Bouthelie, Laurent Fleurs, Bertrand Lionnet, Lezin Percher, René le Vanier, Olivier Fontaine, Jean du Biez, Jean Garnier, Michel Rouillon, Chanoines & Chapellains de ladite Eglise, faisant la plus grande & plus saine partie du corps & communauté d'icelle Eglise, appellans comme d'abus des ordonnances faites par Messire Charles Mirou Evesque d'Angers, des 26. Octobre 1599. & 26. Mars 1600. portans changement du Breviaire d'Anjou, & injonction d'usèr de celui de Rome, reformé suivant l'advis des Peres assemblez à Trente, sur la requête de Maîtres Gaspard le Lievre, Urban Hodemou, & Jean Huret, Chanoines : François Bienvenu, & Laurent Couffau Chapellains : Estienne Remois Diacre, & Marin Martineau, tous habituez en ladite Eglise de la Trinité : Et encores lesdits Bodin & confors, demandeurs en lettres du 20. Juillet ensuyvant audit an 1600. tendantes afin d'estre receus appellans en adhesion des procédures faites en execution desdites ordonnances, & des contraires faites à aucuns desdits Chanoines & Chapellains de signer les articles du changement dudit Breviaire d'Anjou, & de ce qu'il auroit esté ordonné que l'on acheteroit des livres à l'usage de Rome, & que taxe seroit faite sur les paroisses. Et pareillement de ce que l'Official dudit Evesque auroit ordonné, que ledit Guillaume Jamois, l'un desdits appellans, seroit emprisonné pour n'avoir voulu faire le service suivant l'ordonnance d'iceluy Evesque, & condamné en deux escus d'amende, & à voider d'Angers, & se retirer en la Cure d'Atée aux champs. Et outre lesdits Bodin, Jamois, Susanne, & autres souldits, appellans de ce qu'à la requête du Promoteur en l'Officialité d'Angers, auroit esté ordonné que l'Ecrivain Sergeant Royal, lequel avoit fait l'exploit

d'intimation sur le relief d'appel comme d'abus desdits appellans, seroit cité pardevant l'Official pour déclarer de qui il avoit eu charge de faire ladite intimation : & de toute la procédure faite au préjudice desdites appellations comme d'abus, tant contre ledit Michel Susanne qu'autres : & particulièrement ledit Susanne, appellant comme d'abus du decret de prise de corps contre luy decerné par l'Official dudit Evesque d'Angers le 5. jour de Mars 1602. emprisonnement fait de la personne es prisons du petit Châtelet de cette ville de Paris, & de tout ce qui s'en est ensuyvy. Et encores lesdits Bodin, Jamois, Susanne & confors, demandeurs en requête tendante afin d'avoir commissiou pour informer des faits & brullemeus des Messies, Breviaires, & autres livres du chant de ladite Eglise de la Trinité, faits de l'ordonnance dudit Evesque d'Angers, ou son Official, depuis que la Cour a esté faicte desdites appellations comme d'abus, & autres faits mentionnez en ladite requête, circonstances & dépendances, d'une part. Et lesdits le Lievre, Hodemou, Huret, Couffau, Remois, Martineau, & iceluy Evesque d'Angers, & Maître Christophle Ogier Promoteur, intimés & defendeurs à l'entènement de ladite requête, d'autre. Et les Religieuses, Abbesse, & Convent de nostre Dame du Roufery audit Angers, demanderesse en requête, afin d'estre receuës à intervenir en la cause. La Cour a déclaré & declare l'Evesque d'Angers bien intimé, ordonne que présentement il defendra tout à l'appel du Procureur general du Roy, que des parties de Robert. Et après que Bouchel qui a requis delay n'a voulu defendre, & Servu pour le Procureur general du Roy, pour le profit duquel persevère en ses conclusions, la Cour a receu & reçoit le Procureur general de Roy, appellans comme d'abus des procédures & ordonnances de l'Evesque d'Angers, son Official & Promoteur, l'a tenu & tient pour bien relevé : & pour faire droit tant sur son appel que des parties, leur a donné & donne debout contre ledit Evesque, son Advocat & Procureur

Tome I. Partie IV.

B

presens : & en adjugeant le profit d'iceluy, dit, qu'il a esté en tout mal & abusivement procédé, ordonné, & exécuté, tant par ledit Evêque, que par son Official & Promoteur. Ordonne que le service divin ordinaire en l'Eglise de la Trinité sera continué ; & a fait & fait inhibitions & defenses audit Evêque d'innover aucune chose en l'exercice & celebration du service divin aux Eglises de son Diocèse, sans l'autorité du Roy ; & à son Promoteur & Official, d'entreprendre cour, juridiction, & connoissance, que celle qui leur est attribuée par les Ordonnances. Et pour se voir faire plus amples defenses, & répondre aux constitutions que ledit Procureur general voudra prendre & élire contre eux, seront adjournés à comparoir en per-

sonne au mois ; & jusques à ce qu'ils aient comparu, leur interdit l'exercice de la juridiction Ecclesiastique. Condamne les intimes & dépens des causes d'appel, dommages & intérêts des emprisonnemens, & de ce qui s'en est ensuiuy : ordonne si aucuns des appellans sont devenus prisonniers, que les prisons leur seront ouvertes : aura le Procureur general du Roy commission pour informer des faits concernans les livres de ladite Eglise de la Trinité brûlez, & paroles scandaleuses proferées aux Predications publiques, pour ce fait & rapporté, ordonner ce que de raison : & sur le surplus par luy requis, ladite Cour en deliberera au Conseil. Fait en Parlement le 27. jour de Fevrier l'an 1603.

Lettres patentes par lesquelles le Roy approuve le Decret du Concile de Bourdeaux, pour ce qui est de la reformation des Messels & Breviaires selon l'usage de Rome, & permet à l'Evêque de Poitiers d'en user. 1606.

XIII. **HENRY** par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Notre ami & feal Conseiller en nostre Conseil d'Etat M. Geoffroy de S. Belin Evêque de Poitiers, nous a fait remonstrer & à nostre dit Conseil, que de la permission & licence du défunt Roy Henry III. nostre tres-honoré seigneur & Frere des l'année 1582. les Archevêques de Bourdeaux & Evêques de sa Province se seroient assemblez en nostre ville de Bourdeaux, suivant l'Edit de Melun article 1. afin de pourvoir à la discipline, correction des mœurs, & direction de la police Ecclesiastique en ladite Province. En laquelle Assemblée auroient esté résolus plusieurs choses nécessaires, & entre autres, que le service divin qui se faisoit & celebrait en chacun Diocèse diversément, se feroit à l'advenir, & celebreroit à l'usage de Rome, & qu'à cette fin nous Messels, Breviaires & autres Livres d'Eglise seroient rejettez, fors ceux qui se trouveroient restitués & reformez à l'usage de l'Eglise Romaine : laquelle resolution fut exécutée en toute la Province susdite, excepté au Diocèse de Poitiers, à l'occasion des guerres civiles qui ont eu cours en nostre pays de Poitou, jusques en l'année 1598. depuis lequel temps il n'auroit esté possible faire observer telle resolution, pource que les esprits de nos sujets sont toujours demeurez en suspens jusques à present, que la paix laquelle nous avons établie par tout nostre Royaume, a commencé de les assseurer : qui est cause que ledit fleur Evêque ayant depuis peu proposé cette resolution du Concile de Bourdeaux, au Chapitre de son Eglise Cathedral, elle y auroit esté reçue & approuvée d'un commun consentement de tous les capitulans par plusieurs & diverses fois assemblez ; seulement se seroit trouvé expedient avant que passer outre, d'avoir sur ce declaration de nostre vouloir & intention, afin qu'il n'y eust aucun sujet ny occa-

sion de plainte à l'advenir en general ny en particulier sur l'exécution d'icelle. A ces causes après avoir fait voir en nostre Conseil les resolutions prises audit Concile Provincial de Bourdeaux sur la reformation desdits Messels, Breviaires & autres Livres d'Eglise, suivant l'usage de l'Eglise Romaine, avec le certificat de l'exécution dudit Concile aux autres Diocèses suffragans de l'Archevêché de Bourdeaux : de l'avis d'iceluy, & afin que le service divin soit célébré sous même forme & regle audit Diocèse de Poitiers, avons de nostre pleine puissance & autorité Royale, en approuvant ladite délibération & resolution dudit Concile Provincial de Bourdeaux pour ce regard, permis & permettons audit Evêque de Poitiers, faire iceluy observer en ce qui concernera celebration du service divin, & en ce faisant faire reformer lesdits Messels, Breviaires & autres Livres nécessaires pour l'observation & celebration dudit service, selon l'usage de l'Eglise Romaine, & iceux faire imprimer sans en autres choses préjudicier à nos droits, franchises & libertez de l'Eglise Gallicane, ny tirer en conséquence pour les autres resolutions qui pourroient avoir esté prises en ladite Assemblée, & Concile Provincial dudit Bourdeaux. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, que ces presentes ils fassent lire & registrer, & le contenu garder & observer selon leur forme & teneur, & ainsi qu'il appartiendra : Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donné à Paris le quinzième jour de Mars l'an de grace 1606. & de nostre Règne le 17. *Signé*, Par le Roy en son Conseil, FORTET. *Et scellées sur double queue en cire jaune du grand seel*. Registrées ouy le Procureur general du Roy. A Paris en Parlement le 27. jour de Juillet l'an 1606. *Signé*, DU TILLER.

Arrest de la Cour du 9. Aoust 1611. par lequel suivant les Lettres du Roy, est ordonné, que le service sera fait en l'Eglise de S. Maixime de Chinon à l'usage de Rome, à la charge du *Proprium Sanctorum*.

Extrait des Registres de Parlement.

XIV. **E**NTRE M^r Nicolas Poissoniere Prestre, Chapelain, & l'un des Vicaires en l'Eglise Collegiale de saint Maixime de Chinon, appellans comme d'abus de l'acte & ordonnance Capitulaire du Chapitre de ladite Eglise, par lequel au défaut de l'ancien Breviaire de ladite Eglise a été ordonné prendre le Breviaire de l'Eglise Romaine pour s'en servir en ladite Eglise, & y célébrer le service divin, avec injonction aux habitants, en icelle, de satisfaire à ladite ordonnance du 5. jour d'Aoust 1610. d'une part: Et les Chevevier, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise saint Maixime de Chinon intimes, & appellans de l'ordonnance decernée par Maistre Jean Richard Enquesteur à Chinon les 27. & 29. Novembre 1610. ensemble d'autre ordonnance & jugement donné par M^r Loys Barbier autre Enquesteur le 1. jour de Decembre audit an 1610. & demandeurs & requerrans l'execution des Lettres patentes par eux obtenues le 9. Juillet dernier, de permission pour prendre & user du Breviaire de l'Eglise Romaine, & conformément à iceluy célébrer le service divin en leur Eglise au lieu de l'institution ancienne, à la charge de garder les fondations particulieres de ladite Eglise, Festes Locales célébrées en leur Diocèse, & avoir un Propre des Saints Locaux, dont la memoire a été cy-devant en ladite Eglise, pour la solenniser suivant les fondations: Et ledit Poissoniere intimé, defendeur, & empeschant l'enterinement desdites Lettres, d'autre. Apres que Nau pour l'appellans a été ouy, & conclu en son appel, & le Breton pour les intimes en leurs defenses:

Servin pour le Procureur general du Roy, a dit qu'en la cause qui se presente il n'est pas besoin que les Advocats entrent en discours, d'autant que luy qui parle lors qu'ils ont communiqué, ayant entendu la controverse, leur a dit que si les Chevevier, Chanoines & Chapitre de l'Eglise S. Maixime de Chinon avoient permission du Roy, il seroit expedient à l'Eglise de prendre le Breviaire Romain, & user d'iceluy, non en vertu de la determination du prétendu Conseil appellé de Trene, qui n'est pas reçu ny approuvé en ce Royaume, ains par le congé du Roy, auquel ledits Chevevier, Chanoines & Chapitre ont eu recours depuis la communication, & luy ains remontré que la plupart des prestres & autres Clercs d'icelle Eglise de saint Maixime n'avoient le Breviaire ancien, dont l'on avoit usé cy-devant, ny mesme celuy de S. Martin, lequel avoit été emprunté depuis quarante tant d'années: Et d'ailleurs, qu'ils n'avoient aussi que peu de reste des Livres Legendaires, & qu'ils n'en pouvoient faire imprimer de semblables, sinon à grands frais, quand ores ils pourroient recouvrer les originaux. Sur ces remonstrances, Lettres leur ont été octroyées par le Roy le 9. de Juillet dernier. Et certainement l'autorité du Roy devoit passer pour donner regle, sans laquelle on ne peut faire aucune innovation en la police Eccle-

siastique: Car il faut se gouverner en telle affaire ainsi que l'on fit du temps du Roy Pepin, grand Bien-heiteur des Papes, & de l'Eglise Romaine, qui introduisit en France le Chant de Rome, lequel icelle Eglise Romaine auroit autrefois emprunté de la Gallicane. Et ya moyen d'apporter un bon temperament entre la Coutume ancienne, ferme, & usage du Breviaire, & des Livres de Chant dont les Clercs de saint Maixime se font aidez par cy-devant, & le Breviaire de Rome qui est le plus repurgé de mai, à sçavoir en permettant ausdits Chevevier, Chanoines & Chapitre, d'user d'iceluy Breviaire Romain, & de tout l'Office, qu'ils ont, ou peuvent avoir à bon compte, pourveu qu'ils ajoutent le *Proprium Sanctorum* qu'ils feront imprimer pour la reverence & memoire de Saints Locaux, *quorum prima, id est, veritas, communicandum est*, comme a dit l'Apollre, & *Operari* après luy au lieu de ce qui est écrit aux exemplaires communs, *spem vni usque, vultus Sanctorum*, au 12. de l'Epiître aux Romains. Et ainsi l'honneur qui est dû à S. Martin & à S. Maixime son disciple sera gardé au pays, ensemble ce que l'on doit à S. Mansuet, à Saint Radegonde, & à S. Jean du Mansier, & autres dont les noms ont été de tout temps immémorial en veneration en icelle Eglise de S. Maixime. Et c'est la voye qu'il faut tenir en telle occurrence, laquelle si l'Evesque d'Angers eult voulu prendre lors qu'il vouloit introduire le Breviaire Romain en une Eglise de son Diocèse, la grande controverse qui fut plaidee sur ce sujet, eult été abrégée promptement; au lieu qu'iceluy Evesque n'ayant voulu recourir au Roy en ce regard, la Cour a improuvé ce qu'il auroit fait de son mouvement, & à luy fait defenses par son Arrest du 27. Fevrier 1603. d'*innover aucune chose en l'exercice & celebration du service divin sans l'autorité Royale*. Et partant y a lieu en cette cause, ayant égard aux Lettres du Roy, & icelles entrainant, de voider le different des parties, & en les mettant sur toutes les appellations hors de Cour & de procès, Ordonner qu'elles soient du Breviaire & Office Romain en icelle Eglise de saint Maixime, en y adjoustant le *Proprium Sanctorum*. Et ce reglement le faisant par l'autorité du Roy, pourra servir en causes semblables pour l'uniformité du service qui seroit necessaire en l'Eglise Catholique, selon que luy qui parle anton requis ledit jour 27. Fevrier 1603. que les Archevesques & Evesques fussent exhortez d'y tenir la main, & à cette fin se pouvoir pardonner le Roy, pour le supplier d'avoir agreable qu'il fust ainsi arresté en l'Assemblée qu'il luy plairoit permettre.

La Cour sur toutes les appellations a mis & met les parties hors de Cour & de procès: & ayant égard aux Lettres, ordonne que le service en l'Eglise S. Maixime sera fait à l'usage de Rome, à la charge du *Proprium Sanctorum*. En Parlement le 9. d'Aoust 1611. Signé, VOYAT.

Lettres patentes du Roy, permettant audit Chapitre de saint Maixme de Chinon, d'user du Breviaire Romain.

XV. **L**OURS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feux les gens tenans nostre Court de Parlement à Paris. Nos chers & bien-amez les Chevecier, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Collegiale de saint Maixme de Chinon nous ont humblement remontré, que ladite Eglise est fondée & dotée par nos predecesseurs Roys de France, & qu'elle dépend immédiatement du Saint Siege Apostolique suivant les exemptions, prerogatives, & privileges qui luy ont esté octroyez par nos saints Peres: Et que de tout temps immemorial il y a eu en ladite Eglise un Office & Breviaire particulier servant au divin service pour ceux de ladite Eglise seulement, ainsi qu'en nostre sainte Chapelle à Paris: Lequel Office & Breviaire ayant par le malheur des guerres & troubles survenus en nostre Royaume, esté gâlé en telle sorte qu'il n'en est resté que quelques fragments, & encor defectueux & manquant, sur lesquels, & la tradition que les anciens de ladite Eglise auroient retenue, a esté fait & célébré le service divin avec tel desordre & confusion, que le plus souvent il estoit retardé & altéré contre l'honneur de Dieu, & au scandale des assistants: De manière que les espoulx auroient proposé & délibéré de prendre au lieu du service ancien & particulier à ladite Eglise, le Breviaire, & Office, & instruction de l'Eglise Romaine, comme estant ledit Breviaire & Office le plus facile à recouvrer à present: ce l'ayant néanmoins voulu entreprendre sans nostre permission & autorité, tant pour la crainte qu'ils ont comme nos sujets, comme

d'ailleurs parce qu'ils ont appris qu'inhibition & defences auroient esté faites par l'Arrest de nostre Court d'interdire aucune chose en l'exercice & célébration du divin service en plusieurs Eglises de nostre Royaume, sans nostre permission & autorité: laquelle partant ils nous ont supplié très-humblement leur vouloir octroyer. Nous à ces causes desirans qu'en ladite Eglise le service divin soit célébré avec l'honneur de Dieu, & à la decence requise, de nostre grace spéciale, pleine puissance, & autorité Royale, Avons permis & permettons aux dits Chevecier, Chanoines, & Chapitre de saint Maixme de Chinon exposans prendre & user du Breviaire de ladite Eglise Romaine, & conformément à iceluy célébrer le service divin en leur Eglise au lieu de l'instruction ancienne: A la charge toutefois de garder & observer les fondations particulières de ladite Eglise, garder les Festes Locales célébrées en leur Diocèse, & avoir un Propre des saints Locaux, dont la memoire a esté cy devant en ladite Eglise, pour la solenniser suivant les fondations. Si vous mandons faire & souffrir lesdits exposans en vertu de nos presentes Lettres, Declaration, & permission user dudit Breviaire Romain, & faire le service selon la règle d'iceluy conformément à nostre vouloir & instruction, & suivant nostre autorité & permission à eux octroyée par ces presentes Lettres: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 9. jour de Juillet l'an de grace mil six cens onze, & de nostre Règne le deuxième. Par le Roy en son Conseil, CHALOTTE. & scellé.

Ordonnance du Roy de Pologne de l'an 1526.

Quia etiam nunc non Religiosis canones, veteres orationes & cantica dudum recepta abrogant, & sine precandi formula & casibus sacra ingerunt: Itaque ut cuncta officia Ecclesiastica, nempe Horæ Canonice & Missæ prout reverentia Ecclesiæ Catholice ritum & coelectio-

nem in hac civitate & Ecclesiâ præservent, & ut nullæ deinceps orationes, antiphonæ, responsoria, cantilæna, & id genus infidelitæ, dicantur sine consensu iuris divini, nisi quæ ab Officiali domini Episcopi fuerint approbata. En l'année Régale Polonoise, p. 243.



CHAPITRE XXXII.

QUE LES ORDRES DE RELIGIEUX
ne font receus en France, ny ne s'y peuvent establir sans permission
expresse du Roy.

Comme aussi l'on ne doit construire de nouveaux Monastères sans la
même permission.

Permission d'Henry Premier pour bâtir l'Abbaye de S. Symphorien de Beauvais.
1036.

I. N nomine S. Trinitatis, Henrico Dei gratia Francorum Rex. Regalis excellentiæ amplius finem decet multimodo virtutum fructu affatim erubescere, quarum cultus & emolumentum valesit Reipublicæ statum erigendo sublimare, & sublimando erigere. Nam in præsentiarum fideli & prospero successu hujus dignitatis solum firmat, & in æterna remuneratione perpetuatis portum suis cultoribus præparat, ut licet omnibus in commune honestatis officii sit tibi incumbendum, præcipue tamen illi liberalitati & munificentie est infundandum, quæ erga Sanctorum loca exhibetur, & religionum Deo servitio necessarii usus devotè impenditur. Novit ergo fidei præsentium, & posteritas futurorum sanctæ matris Ecclesiæ fidelem, quemdam Belvacensis Ecclesiæ Episcopum divinæ religioni admodum mancipatum, Deogonem nomine, nostre tranquillæ serenitatis præsentium humiliter & fidenter convenisse, obnixè atque ex animo postulante, ut sibi de rebus Ecclesiæ, vel de aliis quæ circumquaque acquirere jure forenti possit, hæc Abbatiæ quandam in honore sancti Symphoriani Martiris in suburbio prædictæ urbis construere, & Monastico Ordini deputare, per nostre jussionis præceptum, &

nostræ auctoritatis inviolabile ædificum, Cujus petitioni cum pro sua devotione, cum pro nostra fidei acquiescendum judicavimus, & quod pietatis studio poscebat, gratia superæ retributionis benignè concessimus. Quocirca nostræ celsitudinis reverenda inhibemus censura, ne quis succedentium Episcoporum, aut alius quavis, à loco memorato, ubi jam idem Episcopus Monastica conversationis fundamenta jecit, Abbatem vel Monachos aliquando extenuare, nec bona antiquitus ad eum pertinentia seu noviter necedentis dissipare, neque ullo modo audeat usurpare. Unde & præfatus volumus scripto mandari, quæ fratri tui degemum usus super deliquis donaverit Episcopus, ut hoc inquietare perverforum temeritas tanto sollicitius pertimescat, quanto diligentiùs fuerint scribendo commendata, &c. In his possessionibus non Comiti, non Vicario, non cuiquam secularium exectorum ulla consuetudo relinquatur, sed hæc omnia integra & absoluta Monachorum dispositioni subiciantur. Quod ut vehementius roboretur, nostri sigilli impressione, & a nobis nostri gratia precipimus insigniri, ac fidelium nostrorum attestacione confirmari. Actum Loduni publicè anno Incarnati Verbi 1036. & Regni Henrici 4.

Ce titre est entier dans l'histoire de Beauvais de M. Antoine Loisel. p. 251.

Arrêt de la Cour, par lequel est défenduë, attendu la multitude des
Convents qui sont à Paris, l'édification d'un Convent à Ville-
monble.

Extrait des Registres de Parlement, du 13. Fevrier 1492.

II. ENTRE les Religieux, Gardien & Convent des Freres Mineurs de cette ville de Paris, les Prieurs & Convents des Jacobins, Carmes & Augullins. & les Procureurs de l'Université, & de la ville de Paris, adjoints avec eux, demandeurs en matière d'inhibition & deffenses d'une part : & les Religieux, Gardien &

Convent des Cordeliers, eux difans de l'Obéissance, du lieu de Villemonble defendeurs d'autre part. Veu par la Cour le plaidoyé desdites parties, & tout ce que lesdites parties ont mis pardevant la Cour, ensemble les responses baillees à l'encontre des productions desdites parties ; considéré aussi la grande multitude de Con-

C

vents qui font en cette ville de Paris, & à l'entour d'icelle, & tout considéré :

Il sera dit qu'à bonne & juste cause lesdites defences ont esté faites ausdits defendeurs, de n'edifier ny enger nouveau Convent audit lieu de Villemonble, & qu'à tort & mauvaïse cause les-

dis defendeurs se sont opposez ; & tiendront lesdites defences, & fortiront leur plein & entier effet, & ce sans tirer le present Arrest à consequence, quant aux autres lieux non prochains de cette ville de Paris.

Advis & resolution de Messieurs de l'Assemblée generale de l'Eglise Gallicane tenue à Poissy en 1561. par le commandement du Roy, sur l'approbation du nouvel Ordre des Jesuites.

III. **S**UR la requeste présentée par les eux disans Freres de la Société du Nom de Jesus, par laquelle & pour les causes y contenues, mesmement que par Arrest de la Cour de Parlement de Paris du 22. jour de Fevrier dernier, auroit esté ordonné qu'ils se pourvoiroient si bon leur sembloit au Concile general ou Assemblée prochaine, qui se seroit en l'Eglise, sur l'approbation de leur Ordre, ils requeroient leurditte Compagnie estre receüe & approuvée par l'Eglise Gallicane : autres deux requestes présentées aussi par les Consuls, manans & habitans de la ville de Bignon en Auvergne, & par les executeurs du testament de feu Messire Guillaume du Prat, en son vivant Eveque de Clermont à mesme fin : veu ledit Arrest du 22. Fevrier cinq cens soixante : les bulles d'undefunct Pape Paul troisieme, datées, *Roma apud S. Marcum anno Incarnationis Domini 1540. 8. Kal. Otiob. Pontificat. anno 6.* par lesquelles nostre saint Pater le Pape auroit approuvé ladite Société assemblée sous le titre de Nom de Jesus, à la charge qu'en icelle Société ne pourroient entrer plus de soixante personnes : autres bulles dudit Pape Paul III. aussi dat. *Roma apud S. Petrum anno 1543. die Id. Martii, Pontificat. anno 10.* portant pouvoir ausdits Freres recevoir en leur Compagnie, tel nombre de personnes que bon leur sembleroit, changer & alterer leurs Constitutions, icelles casser & en refaire de nouvelles, selon qu'ils verront bon estre, & que la nécessité le requerra, sans que pour ce leur soit besoin de nouvelle confirmation & approbation : autres bulles du mesme Pape Paul III. dat. *Roma apud S. Marcum 1549. 9. Kal. Novemb. Pontif. ann. 15.* contenant plusieurs privileges concedez & octroyez à ladite Société : & certaines autres bulles du Pape Jule III. dat. *Roma apud S. Petrum 1550. 12. Kal. Aug. Pontif. ann. 1.* par lesquelles il auroit aussi approuvé ladite Société avec leur requeste & privileges.

Les Lettres patentes du defunct Roy Henry, datées à Blois en Janvier 1550. signées par le Roy, Monsieur le Cardinal de Lorraine present, clausées, & scellées du grand scel sur cire verd, pendant à cordons de foy verd & rouge, par lesquelles le Roy auroit agréé & approuvé lesdites bulles, & permis ausdits Freres qu'ils puissent construire, edifier & faire baslir des biens qui leur seront aumosnes, une Maison & College en la ville de Paris seulement, & n'en en autres villes, pour y vivre selon leur Regle & statuts : & mande à ses Cours de Parlement, de veuifier lesdites lettres, & faire & souffrir jouir les-

dis Freres de leursdits privileges : Arrest de ladite Cour de Parlement d'icellui Aoust 1554. par lequel ladite Cour auroit ordonné que lesdites bulles & lettres seroient communiquées à l'Evesque de Paris, & à la Faculté de Theologie de l'Université dudit Paris, pour fur icelles estre ouys, & dire ce qu'il appartiendroit : les conclusions de ladite Faculté de Theologie en forme d'avis, du premier jour de Decembre 1554. autres Lettres patentes du Roy François II. du vingt-cinquieme Avril 1560. signées, Par le Roy en son Conseil, DE L'AUBESPINE : par lesquelles le Roy après avoir fait voir en son Privé Conseil les remonstrances de ladite Faculté de Theologie, & entendu que ladite Compagnie avoit esté receüe es Royaumes d'Espagne, Portugal & en plusieurs autres pays, & qu'en icelle Société pourroient estre nourris peronnages qui prescheront, instruiront, & edifieront le peuple, tant en ladite ville de Paris, qu'ailleurs, mande à ladite Cour de proceder à l'homologation & verification desdites bulles & lettres, nonobstant les remonstrances faites par ladite Faculté de Theologie, & autres remonstrances faites à ladite Cour par l'Evesque de Paris.

Certaine supplication & requeste faite par les Pretres, & Escoliers de ladite Compagnie de Jesus, par laquelle ils supplient tres-humblement la Majesté du Roy, que leur Ordre & Religion soit receüe à Paris, & par le Royaume de France, à la charge que leur privilege obtenu du saint Siege Apostolique, & leurs statuts & regles de ladite Compagnie, ne soient aucunement contre les Loix Royales, contre l'Eglise Gallicane, ne contre les Concordats faits entre nostre saint Pater le Pape, & le saint Siege Apostolique d'une part, & la Majesté du Roy, le Royaume d'autre, ne contre tous droits Episcopaux, ne Parochiaux, ne pareillement contre les Chapitres des Eglises, soit Cathedrales, Collegiales, ny aux dignitez d'icelles ; mais seulement qu'ils soient receus comme Religion approuvée avec la susdite limitation & restriction : consentement de l'Evesque de Paris à l'homologation & verification desdites lettres & bulles, à la charge que lesdits Freres ne pourront exercer aucune jurisdiction Episcopale, prescher & annoncer la parole de Dieu sans la permission & consentement de leur Eveque, qu'au cas qu'ils soient pourvus d'aucuns benefices Ecclesiastiques, mesmement Curez, ils respondront pour raison de leurs charges devant leursdits Eveques, sans aucune exemption, qu'ils seront vizez par leursdits Eveques, qu'ils ne pourront administrer aucuns Sacrements, mesme de

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXII. 11

Confession & Eucharistie, sans le congé exprès des Curez de ceux auxquels ils voudront administrer lesdits Sacramens, qu'ils ne feront aucun préjudice ausdits Curez tant en spirituel qu'en temporel, soit pour les oblations, droits de sépulture & autres semblables qu'ils feront en leurs Eglises & Chapelles, qu'ils ne pourront lire & interpréter la sainte Ecriture publiquement, n'en paraphraser, sans qu'ils soient approuvés par la Faculté de Théologie des Universités fameuses: le tout sans préjudice des autres Ordres & Religions, à ce qu'ils ne puissent nuire à eux & recevoir en leur Compagnie les Religieux profez desdits Ordres.

Addition faite par ledit Eveque aux restrictions suivantes: A sçavoir que lesdits Freres soient receus par forme de Société & Compagnie seulement, & non de Religion nouvelle, lesquels seront tenus prendre autre nom que de Jesus ou de Jesuites, qu'ils ne pourront faire aucunes constitutions nouvelles, changer ne altérer celles qu'ils ont déjà faites, lesquelles seront souffignées des Secretaires de l'Assemblée *in posterum*, mesme à ceux qu'ils prétendent leur avoir été concédées par la bulle du Pape Paul III. en date du 15. Kal. Novembre 1549. en ce qu'ils seroient contraires aux restrictions susdites, & eux conformer ores & pour l'avenir à la disposition du droit commun: le tout sans préjudice des droits des rentes, censives, prestations annuelles, & tous autres droits des Seigneurs temporels. Tout veu & diligemment considéré, le nom de Dieu premierement & avant tout œuvre invoqué, par protestation de tout bonneur & obéissance aux saintz Siege Apostolique, & à la Majesté du Roy:

L'Assemblée suivant le renvoy de ladite Cour

de Parlement de Paris, a receu & reçoit, approuvé & approuve ladite Société & Compagnie par forme de Société & Collège, & non de Religion nouvellement instituée, à la charge qu'ils seront tenus prendre autre titre que de Société de Jesus ou de Jesuites, & que sur icelle dite Société & Collège, l'Evesque Diocésain aura toute superintendence, juridiction & correction de chasser & oïr de ladite Compagnie les factieux & mal vivans: n'entreprendront les Freres d'icelle Compagnie, & ne feront en spirituel ne en temporel, aucune chose au préjudice des Eveques, Chapitres, Curez, Paroisses & Universitez, ne des autres Religions; ains seront tenus de se conformer entièrement à ladite disposition du droit commun, sans qu'ils aient droit de juridiction aucune, & renonçons au préalable & par exprès à tous privilèges portez par leurs bulles aux choses susdites contraires: autrement à suite de ce faire, ou que pour l'avenir ils en obtiennent d'autres, les présentes demeureront nulles, & de nul effet & verra, sauf le droit de ladite Assemblée, & l'autrui en toutes choses. Donné en l'Assemblée de l'Eglise Gallicane tenue par le commandement du Roy à Poissy au grand rectorat des venerables Religieuses dudit Poissy, sous les seings & seal du Reverendissime Cardinal de Tournon Archevesque de Lyon, Primat de France, Président en ladite Assemblée, comme premier Archevesque de ladite Eglise Gallicane, & de Reverend Pere en Dieu Monsieur l'Evesque de Paris Rapporteur de ladite requête. Fait sous les seings de Messires Nicolas Breton, & Guillaume Blanchy Greffiers & Secretaires de ladite Assemblée, le Lundi quinzième jour de Septembre l'an 1561.

Lettres patentes du Roy, pour l'establissement des Capucines à Paris. 1602.

IV. **HENRY**, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, Salut. Comme cy-devant, & dès le vivant de la feuë Roynie Louyse Douairiere de France, nostre très-chère & très-aimée belle-sœur, nous luy avons permis de faire construire & baltir en cette nostre ville de Paris, un Convent de filles Capucines, afin d'y vacquer à prières & oraisons pour la paix & union des Princes Chrétiens, & le bien & tranquillité de cet Estat; & de que par le testament & ordonnance de dernière volonté de ladite Roynie, elle ait désiré que suivant nostre dite permission, le Convent ait esté baly, & son corps inhumé en iceluy.

Sçavoir faisons que nous desirans à l'exemple & imitation des Roys nos prédécesseurs, & pour l'affection que nous avons à l'accroissement & propagation de nostre sainte Foy & Religion Catholique Apostolique & Romaine, exciter nos sujets aux exercices de pieté & dévotion: voulant aussi de nostre part favoriser le saint & loisible vœu de ladite feuë Roynie Louyse, sur la très-humble supplication qui nous en a esté naguères faite par nostre très-chère & aimée cousine la Duchesse de Mercœur, afin de satisfaire entant qu'il luy sera possible, à l'intention & dernière volonté de ladite defuncte Roynie Louyse.

Avons de nostre grace speciale, pleine puis-

sance & autorité Royale, permis & permettons à nostre dite cousine la Duchesse de Mercœur, de faire baltir & construire en celledite ville de Paris ledit Convent & Monastere des Capucines, en tel lieu & endroit le plus commodé qu'elle advisera: sans qu'à la construction & baltiment d'iceluy il luy soit donné ores ny à l'avenir aucun trouble, desfourbir ou empeschement, par quelques personnes, ou pour quelque cause que ce soit.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les gens tenants nostre Cour de Parlement à Paris, Prevost dudit lieu, ou son Lieutenant, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, & chacun d'eux endroit luy, si comme à luy appartenra, que de nostre présente grace, eonge, licence & permission, ils fassent, souffrent & laissent nostre dite cousine la Duchesse de Mercœur, & lesdites Capucines, qui habiteront audit Convent, jouir & user pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire; Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seal à ces présentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois d'Octobre, l'an de grace mil six cents deux, & de nostre Regne le 14. *Signe, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy, DE NEUVILLE. Et plus*

bas, vifs. Registrées ouy le Procureur general du Roy ce enlevant, en la Chambre des Vocations, suivant les lettres d'adresse le 17. Octobre l'an 1601. Signé, VOYSIK. Et sont lesdites Lettres scellées en cire verte sur lacs de

soye rouge & verte. Et ont esté enregistrées au neuvième volume des Bannieres, Registres ordinaires du Chancelier de Paris, ce requérant le Procureur du Roy audit Chancelier, le Mercredy 25. jour d'Octobre. Signé, R. & N.

Commission au Procureur general pour faire appeller certains habitans qui faisoient bastir un Convent de Capucins à Peronne, sans l'autorité de la Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 28. Aoust 1604.

V. S. Ue que le Procureur general du Roy se remonstroit à la Cour, qu'aueuns habitans de Peronne, sans l'autorité du Roy & de ses Magistrats entreprennent de fonder un Convent de Religieux Capucins en ladite ville, bien qu'elle soit fort petite, & en laquelle y a ja deux Convents de Religieux vivans de l'auousine; à fçavoir de Cordeliers & de Religieuses de sainte Claire: De sorte que y adjoignant un autre Convent de Mendians, les facultez des habitans ne pourroient subuenir à la nourriture; Parant requerront commission de la Cour buy estre délivrée

pour faire appeller en icelle lesdits habitans & particuliers, ensemble tous autres qu'il appartiendra, & cependant que défenses leur soient faites, comme aussi ausdits Religieux de l'Ordre des Capucins, de faire bastir ledit Convent, & passer outre à la fondation d'iceluy: La Cour a ordonné & ordonne, que ledit Procureur general du Roy aura commission pour faire appeller lesdits habitans, & cependant à lui inhibitions & défenses de passer outre à la construction & bastiment dudit Convent.

Lettres Patentes portant permission aux Carmes Reformez de s'establiir en France.
1610.

V. L OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous présens & à venir, Salut. La longue durée pendant la suite de tant de siècles, les benedictions & faveurs, desquelles Dieu a comblé & signalé cette Monarchie par dessus toutes les Monarchies Chrétiennes, est un évident témoignage & enseignement universel à toutes les nations, que comme la seule main de Dieu est puissante pour établir & conserver les Royaumes, aussi la plus certaine voye aux grandeurs & prosperitez d'iceux, est par l'entretenement de la pieté & l'avancement de la gloire de Dieu. Ce qui a men les Roys nos prédécesseurs à recevoir si favorablement, & fonder dans ce Royaume tant d'Ordres & diverses familles Religieuses de l'un & de l'autre sexe, afin que la pureté de leur vie & l'ardeur de leurs oraisons continuelles, attirassent incessamment sur cet Estat toutes sortes de graces & benedictions, & d'autant que par le laps de temps & la mutabilité des choses humaines, la discipline & observance reguliere de la plus grande partie desdits Ordres s'est relâchée & altérée, il semble aussi que la bonté divine ait inspiré un nouvel esprit à quelques particuliers desdits Ordres, pour les rellabliir en leur premiere vigueur, splendeur & discipline, & pareillement fait renaître dans les cœurs des Rois nos prédécesseurs, mesme du feu Roy nostre tres-honoré seigneur & pere d'heureuse memoire, un nouveau zele & affection pour recevoir & favoriser lesdits reformez dans ce Royaume: Et d'autant que nous sommes deuëment aduertis que l'Ordre de nostre Dame de Mont Carmel, qui avoit esté établi en France par le Roy saint Louis, duquel nous sommes descendus en droite ligne, a esté tellement remis en sa pureté pro-

miere, par l'observance & institution de la bienheureuse mere Therese de Jesus, ladite reformation a esté approuvée par divers Papes, & receue en toute l'Italie & Comté d'Avignon, avec tant de satisfaction & de progrès, que plusieurs de nos sujets sont entrez dans ledit Ordre, lesquels possedez d'un saint zele envers nous, & envers leur patrie, se sentent plus obligez à servir Dieu dans icelle qu'en toute autre part: & d'ailleurs l'odeur de la pieté & vertus dudit Ordre s'est tellement épanchée dans cet Estat, qu'il est fort désiré & souhaité par plusieurs de nos sujets en divers endroits de nostre Royaume: à quoy neanmoins quelques-uns pourroient faire difficulté, n'estans éclaircis sur ee de nos vouloir & intention.

Sçavoir faisons, que inclinant liberallement à la tres-humble supplication d'aueuns Religieux dudit Ordre des Carmes, vivans selon la primitive Regle dudit Ordre, & appelez Carmes deschaillés, & d'aucuns de nos specieux serviteurs: & desirans voir florir les Ordres Religieux en nostre Royaume, pour la reforme & rellabliement de l'ancienne forme & discipline d'iceux, & imitant le zele & affection du Roy saint Louis, duquel sommes descendus, envers ledit Ordre du Mont Carmel, & en faveur de la priere & recommandation que nous en a faite nostre saint Pere le Pape Paul V. tant par le bref qu'il nous a adressé, que par l'entremise de son Nonce, qui reside en nostre Court: De l'avis de la Royne Regente nostre tres-honorée Dame & mere, nous avons de nostre grace speciale, pleine puissance, & autorité Royale, permis & permettons ausdits Religieux de nostre Dame du Mont Carmel de la premiere regle, d'accepter les lieux & fondations qui leur

seront

seront offertes & présentées en nos villes de Paris & Lyon, du consentement des Ordinaires & des Communautés d'icelles villes, pour y instituer & établir des Monastères dudit Ordre, iceux faire baillir & construire, fonder ou arrester les deniers qui pour ce faire seront donnez par eux de nosdits seigneurs qui en auront dévotion, & y introduire des Religieux dudit Ordre, François naturels, vivans sous l'obéissance & juridiction du General de la Congregation d'Italie, laquelle est entièrement séparée de la Congregation du mesme Ordre qui est en Espagne, selon la constitution du Pape Clement VIII. & iceux Religieux en nombre suffisant, eu égard aux Constitutions dudit Ordre, commodité, valeur & revenu d'icelles Monastères, pour y vivre par lesdits Religieux selon lesdites Regles & Constitutions, prier Dieu pour nous & nostre tres-honorée mere la Roynie, & pour la paix & prospérité de nostre Royaume: defendant à toutes personnes de quelque degré, qualité, & condition qu'elles soient, de donner aucun trouble ny empêchement à la construction, fondation, ou arretement d'icelles Monastères, sous quelque couleur, pretexte, ou occasion que ce soit, mettant iceux Religieux & Monastères qui seront cy-

après établis, & biens dépendans d'iceux, en nostre particulière protection & sauvegarde, voulant & entendant qu'ils jouissent de tels & semblables privilèges que ceux dont jouissent les autres Monastères fondez par nous, ou les Roys nos predecesseurs. Si donnons en mandement à nos amez & seaux Conseillers les gens de nos Cours de Parlement, Bailli, Seneschaux, ou leurs Lieutenans, & à tous nos autres Justiciers Officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & de tout le contenu en icelles jouir & user lesdits Religieux & leurs Monastères, & ceux de nosdits seigneurs qui seront lesdites constructions, fondations, ou arretement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire, lesquels si faits, mis, ou donnez estoient, ils le fissent incontinent repaser, & remettre au premier estat: Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait nostre volonte seel à cesdites présentes, fait en autre chose nostre droit, & l'autry en toutes. Donné à Paris au mois de Juillet, l'an de grace mil six cens dix, & de nostre Regne le premier: Par le Roy, la Roynie Regente sa Mere presente. PHELIPPEAUX.

Arrest du Parlement de Roüen, portant defences d'établir de nouveaux Ordres sans Lettres du Roy, & que les statuts n'ayent esté communiqué au Procureur general, & aux Prelats de ne rien changer en la discipline Ecclesiastique. 1616.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement:

VII. **S**ua la remontrance verbalement faite par du Vicquet pour le Procureur general du Roy, que combien que par les Saints Doctres, discipline de l'Eglise Gallicane, & les Ordonnances, il ne soit permis & licite à aucunes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'établir aucun ordre, Institut de Religion, ny faire aucunes Congregations nouvelles sous pretexte de dévotion, sans la permission du Roy, & que lesdits Ordres & Instituts aient esté veus, deliberés, & receus tant par les Ecclesiastiques, qu'approuvez & autorisés du Roy, & de ses Cours souveraines; ce qui se pratique en choses de plus grande consequence; meisme que les acquisitions du temporel qu'ils pourroient faire prejudicieroient au Roy; neanmoins il auroit esté adverty qu'au prejudice d'icelles Ordonnances, & des fondations Royales, aucuns s'ingèrent de vouloir instituer & établir en la ville de Gisors, & autres villes de cette Province, une nouvelle sorte de Religieuses nommées Ursulines, composées de femmes veuves, & de filles, sans avoir Monastere, fait recevoir leur Institut, ny obtenu Lettres Patentes & permission du Roy, meisme veulent contraindre les habitans de les nourrir & entretenir, & assigner rentes & revenus à la diminution des aumosnes & subventions ordinaires & accoustumées estre faites aux anciens Ordres des Mendians, & autres introduits & receus d'icelles villes par autorité du Roy. Requérant ledit Procureur general y estre pourveu suivant les Ordonnances, Loix politiques, &

ancienne usage de ce Royaume. Et outre, que pour la conservation de la vraye & ancienne splendeur, & discipline Ecclesiastique de cedit Royaume, & suivant les Arrests donnez par ce Parlement pour les Congregations, Assemblées, & Conciles provinciaux, lesquels ne le peut traiter ny ordonner aucune chose de nouveau, sans en advertir ledit Procureur general, il soit fait iteratives defences à tous Prelats & personnes Ecclesiastiques de cette province, d'innover, changer, & diminuer en quelque façon que ce soit, ce qui est de l'ancienne regle, fondation, pouvoir & discipline d'icelles Ecclesiastiques, introduire aucune nouveauté, tant au service que police de l'Eglise, & qu'il soit enjoint à ses Substituts, meisme à ceux qui sont établis les Officielles, de s'informer diligemment des entreprises, innovations, & particulieres introductions qui peuvent avoir esté faites depuis six ans, & luy en envoyer bons & véritables memoires dans le mois, sur les peines au cas appartenans. pour après en avoir eu communication, requerr au surplus de ce qu'il verra estre à faire par raison.

La Cour ayant égard aux conclusions dudit Procureur general, a fait & fait inhibitions defences à toutes personnes de quelque estat, qualité, & condition qu'elles soient, d'établir aucuns nouveaux Ordres de Religieux & Religieuses, ou Congregations en cette province, sans Lettres Patentes du Roy, & que leurs statuts n'ayent esté communiqué audit Procureur general, & veus en ladite Cour, sur les peines

portées par les Ordonnances & autres cas appartenans. Et outre a fait & fait iteratives défenses à tous Princes & personnes Ecclesiastiques de cette province, à peine de faulx de leur temporel, d'innover ny changer en quelque façon que ce soit, l'ancienne police & discipline Ecclesiastique, d'introduire aucune nouveauté au prejudice de l'autorité Royale: & enjoit aux Substituts dudit Procureur general, mesme à ceux qui sont établis es Officialitez, de s'informer diligemment des entreprises & innovations qui

se font faites, & luy en envoyer les memoires dans le mois, sur les peines au cas appartenans. Et ordonne ladite Cour, que le present Arrest sera envoyé aux Juges & Substituts dudit Procureur general, tant de ladite ville de Gisors & Baillage dudit lieu, que par les autres Baillages & Vicomtes de ce ressort, pour y estre les, publiés, & reglez, & tenir chacun en son regard la main à l'exécution. Fait à Rouen en ladite Cour de Parlement le 18. jour de Mars 1616. DE BOILEVILLER.

Extraits des Registres de la Cour de Parlement. 1616.

VIII. **E**NTRE les Prestres de la Congregation de l'Oratoire, demandeurs en requête par eux présentée à la Cour le 17. jour de May dernier, tendant à ce que les Lettres patentes à eux octroyées par le Roy le 17. jour d'Avril precedent, pour l'establissement de leur Société & Congregation en cette ville de Rouen, soient verifiées & registrées en ladite Cour, pour du contenu en icelles jouir & user par les impetrans selon leur forme & teneur, d'une part. Et les Curez des Paroisses de cette dite ville de Rouen, opposans & defendeurs, d'autre part.

Veu par la Cour l'Arrest d'icelle du 23. jour de Juin dernier, par lequel ouy le Procureur general du Roy, auroit esté ordonné, que les parties mettroient prescument leurs pieces parduvers ladite Cour, & seroient les demandeurs apporrez audit Procureur general de leurs Statuts & Regle, pour ce fait estre ordonné ce que de raison: lesdites Lettres patentes par lesquelles ledit Seigneur a permis au Supérieur de ladite Congregation de recevoir & accepter les maisons, lieux, dîners, rentes, & heritages qui leur seroient donnez & amolnez par ceux qui en auroient devotion, pour la fondation & establissement d'une maison & famille de ladite Congregation en cette ville de Rouen, bastir & construire une Eglise & lieux necessaires & convenables à leur exercice, profession, demeure & habitation, & à cette fin y mettre & introduire tel nombre de Prestres qu'il seroit aussi necessaire, selon le revenu & fondation de ladite maison, pour y exercer les fonctions de leurdite profession, ainsi qu'ils font en la ville de Paris, & aux autres lieux où ils sont établis; voulant ledit Seigneur qu'ils jouissent comme eux de tous & chascuns les mêmes privileges & autres droits & facultez qui leur ont esté concedez, & puissent librement vaquer audit fonction sous l'autorité de l'Archevesque dudit lieu: ladite requête présentée par ledits demandeurs le 17. May dernier: réponse à icelle par les Conseillers, Echevins de cette ville de Rouen, auxquels par Ordonnance de ladite Cour, ladite requête & lettres avoient esté communiquées, du 17. dudit mois de May, par laquelle ils auroient déclaré qu'ils se rapportoient à ladite Cour, d'admettre lesdits Prestres de l'Oratoire, à condition qu'ils se soumettroient d'instruire eux-mêmes gratuitement la jeunesse aux bonnes lettres, jusques à les rendre capables d'entrer en une quatrième classe, & ce pour le temps que la ville les reconnoitra estre utiles

au public, & qu'ils ne pourroient s'habituer en icelle sans en communiquer audit Echevin: Consentement dudit Archevesque de Rouen pour l'emprinement desdites lettres du premier jour de Juin dernier: requête présentée par ledits Curez pour avoir communication desdites lettres, à la conservation de leurs interets, le 20. dudit mois: declaration en forme d'articles baillez par ledits demandeurs en execution dudit Arrest de la Cour, contenant leur Regle & maniere de vivre, signée & ratifiée par Messire Pierre de Berulle Prestre, commis par l'Evesque de Paris pour Supérieur de ladite Congregation établie en ladite ville de Paris, & par les autres Prestres de l'Oratoire y denommés le 6. Juillet ensuivant: Contestation à icelle par ledits defendeurs, avec leurs raisons & causes d'opposition: Lettres patentes d'erection, & d'establissement de ladite Congregation en ladite ville de Paris, du mois de Decembre 1611. Arrest de la verification desdites Lettres au Parlement de Paris, du 4. Septembre 1612. Conclusion du Procureur general du Roy.

Tout considéré, la Cour, du consentement dudit Procureur general, a ordonné & ordonne, que lesdites Lettres patentes soient registrées, pour du contenu en icelles jouir par les impetrans selon leur forme & teneur, à la charge de leur declaration signée d'eux, laquelle demeurera au Greffe de ladite Cour, & sera inserée à la fin du present Arrest, & de ne faire aucune action publique en leur maison & College es jours du Dimanche & festes solempnelles, es heures que les Eglises parrochiales seront occupées en la celebration du saint office, afin que les parroissiens ne soient distraits de l'assistance accoustumée au service d'icelles: qu'ils ne pourront administrer les saints Sacramens, ny de consecration, à aucuns desdits parroissiens, sinon par permission de l'Ordinaire, ou consentement des Curez desdites parroisses, ny entreprendre sur les droits & fondons desdits Curez, & de se contenir selon les saints Decrets, Constitutions Canoniques, & loix du Royaume, & que aucuns ne pourront disposer de leurs biens, meubles & immeubles en faveur de ladite Congregation, par donation testamentaire ou entre vifs, plus que ce qui pourroit estreoir à l'un de leurs heritiers qui en aura le moins, à peine de nullité. Fait à Rouen en ladite Cour de Parlement le 19. jour d'Avril 1616.

Procurator de Sandoval en la Chronique d'Alfonse VII. Roy de Castille, & de Leon pag. 179. & 181. An 1108. si Roy des Senes de Castille de et Monasterio de Ossa Incon

et para que quando el Rey Alfonso VII. Rey de Castilla, y de Leon, y de Leon Incon

Arrest du Parlement de Roüen , sur l'establissement des Recolets à Gisors.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement. 1616.

IX. **S**Ua la requeste présentée par les Religieux & Convent de saint François, dits Recolets, résidens en la ville de Gisors, tendante que les Lettres patentes en forme de Chartre, données à Paris au mois de Juin dernier, soient vérifiées & registrées es registres de la Cour, pour jouir par lesdits Religieux de l'effet d'icelles selon leur forme & teneur. Veu par la Cour ladite requeste, lesdites Lettres patentes, par lesquelles le Roy en approuvant le consentement des habitants de la ville de Gisors, du dix-huitième Juin mil six cents dix, a permis & accordé ausdits Religieux de continuer leur demeure dans ladite ville, faire parachever de construire & bâtir leur Convent & Monastere ja commencé, & là vacquer à leurs prières & oraisons, suivant & conformément à leur Regle : & outre amortir les lieux où sont & seront bâtis l'Eglise, maison & Convent, ensemble l'enclos & circuit dudit Monastere, sans qu'à l'advenir ledit Convent & Monastere soient tenus à aucuns droits de mutation, franc fief, & nouveaux acquells, aus en seront & demeureront à perpetuité déchargés, ainsi qu'amplement le contiennent lesdites Lettres: Consentement desdits habitants de Gisors, de pouvoir par lesdits Religieux demeurer dans l'enclos de ladite ville, du dix-huitième Juin mil six cents dix: Conclusions du Procureur gene-

ral du Roy : & oy le rapport du Conseiller Commissaire.

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que lesdites Lettres patentes du mois de Juin dernier, seront registrées es registres d'icelle, pour par lesdits Religieux Recolets jouir de l'effet d'icelles Lettres, sans qu'ils puissent administrer aucun Sacrement qu'aux estrangers, & non aux habitants dudit Gisors, sans le consentement des Curés, & à la charge de quiter le Convent de sainte Marguerite, proche de ladite ville de Gisors, & sans que le nouveau établissement du Convent desdits Recolets puisse préjudicier aux Convents des autres Religieux Cordeliers du Diocèse de Roüen, par les termes à eux assignez, & dont ils ont jouy, ny que lesdits Recolets puissent quiescer ailleurs qu'en ladite ville & lieux-bourgs de Gisors. Et sur les requelles respectivement présentées par les Doyen, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise nostre Dame de Roüen, & Prieur de saint Ouen dudit Gisors, ladite Cour a ordonné, qu'ils communiqueront l'un à l'autre, & ausdits Recolets, pour en venir au premier jour, en présence du Procureur general du Roy. Fait à Roüen en ladite Cour de Parlement le huitième jour de Juillet l'an 1616. *Signé, CUSSEON.*

Edict du Roy, touchant ce qui doit estre observé en l'erection des Monasteres nouveaux. 1629.

X. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Le soin que nous avons de reestabliir en nostre Estat l'ancienne pieté qui l'a rendu si florissant & recommandable, & pourvoir autant qu'il nous est possible à la reduction de tous nos sujets à l'Eglise, nous oblige de veiller incessamment à ce que les effets de la devotion soient employez avec la discretion necessaire, pour en retirer l'utilité qu'il appartient. Et d'autant qu'il a pleu à Dieu reduire en nostre obéissance les villes & lieux que les factieux formés en cet Estat par divers prétendues, même à l'occasion de la Religion prétendue reformée, en auroient séparées, & que par nostre Edict sus sur la reduction desdites places, nous avons ordonné qu'il n'y seroit establi aucune maison de Religieux ou Religieuses, qui ne vécut en l'exacte observation de leurs Regles, & en la reformation d'icelles. Voyant d'ailleurs que la devotion de nos sujets Catholiques se porte continuellement à divers établissements de Communautés religieuses, de l'un & de l'autre sexe, dans les bonnes villes de nostre Royaume, où le repos & la douceur de la tranquillité, & le secours des charitez de plusieurs personnes affectionnées à la pieté les attire à ces

institutions, qui pourroient estre de beaucoup plus grand fruit si elles se faisoient es villes & provinces infectées de l'heresie, que nous désirons & espérons ramener par les bons exemples, & le soin des Prelats. Voyant aussi que nos bonnes villes plus particulièrement préférées, se trouvent de ja remplies de plusieurs familles religieuses, desquelles elles peuvent recevoir toute la consolation & edification qui se peut desirer.

Scavoir faisons, qu'ayant mis cet affaire en délibération en nostre Conseil, de l'advis d'iceluy, & de nos certaine science, pleine puissance, & autorité Royale, avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes signées de nostre main, disons, déclarons & ordonnons, qu'il ne pourra cy-après estre fait aucun établissement de Monastere, maison, & Communauté regaliere & religieuse, de l'un ou de l'autre sexe, en quelque ville & lieu que ce soit, même des Ordres cy-devant receus & establis dans le Royaume, sans nostre expresse permission, par Lettres signées par l'un de nos Secretaires d'Etat, & sceillées de nostre grand sceau, afin que nous puissions juger de l'utilité d'iceux, & selon les occasions ordonner, & assigner les lieux & villes auxquelles nous jugerons plus à propos de

les faire établir, pour l'utilité de nos sujets, & avancement de la Foy & Religion Catholique Apostolique & Romaine. Défendons à tout Prévôts des Marchands, Echevins, & Corps des villes d'en recevoir, ou admettre aucun, sans avoir auparavant obtenu nosdites Lettres : & au cas que sans-icelles il se fût cy-après aucun établissement, nous voulons qu'il soit nul, & comme non fait, sans aucune espérance d'en obtenir cy-après aucunes Lettres ni permission de nous.

Si donnons en mandement à nos amés & feux les gens tenans nos Cours de Parlement, Baillifs, Sénéchaux, ou leurs Lieutenans, & à tous nos Justiciars & Officiers, que ces présentes ils fassent lire, publier, & registrer es registres de leurs Jurisdicions, & icelles observer & effectuer de point en point, selon leur forme & teneur : Car tel est nostre plaisir : En témoin dequoy nous avons fait mettre nostre seal à cesdites présentes. Données à Paris le 21. jour de Novembre, l'an

de grace mil six cens vingt-neuf, & de nostre Règne le 20. *Signé, LOUIS, & sur le reply, Par le Roy, DE LOMENIE. Et scellé du grand sceau de cire jaune sur double queue.*

*Et à ceste est décrié, Leués, publiees, & registrées, ouy & ce requérant le Procureur general du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, à la charge que ceux qui obtiendront cy-après Lettres patentes d'établissement de Monasteres, feront tenus avant leur établissement les faire verifiers en la Cour : & que copies collationnées aux originaux desdites Lettres, seront envoyées aux Baillages & Sénéchaussées de ce ressort, pour y estre pareillement leués, publiées, registrées, & executées à la diligence des Substitués dudit Procureur general, qui seront tenus certifier ladite Cour de leur diligence au mois. A Paris en Parlement le treizième jour de Decembre mil six cens vingt-neuf. *Signé, DU TILLET.**

Ce Chapitre, tant pour ce qui concerne la reception des nouveaux Ordres de Religieux, que pour la constitution des nouveaux Monasteres, si peut arguer de beaucoup d'autres Lettres Patentes de nos Rois, & d'Arrêts des Cours souveraines : mais parce que ces points ne sont point revocés en doute, & qu'ils sont ordinairement observés, l'on s'est contenté des preces cy-dessus.

Un des differens qu'eut le Pape Paul V. avec la Ro-

publique de Venise, fut celui-cy de la constitution des Eglises & Monasteres, que le Senat de Venise souhaitoit se devoir estre conservez dans l'Estat sans la permission. Cette matiere fut simplement traitée par ceux qui devoient luy pour la Republique, qui prouvoient que par les loix de tous les Royaumes & Etats, l'on ne peut faire edifier de nouvelles Eglises sans la permission des Rois & Princes. Ceux qui estoient lors au contraire, déclarent solennellement ce point.



CHAPITRE XXXIII.

QUE LES RELIGIEUX DE DIVERS ORDRES ont recours aux Parlemens, en plusieurs occasions.

Les Parlemens connoissent des élections des Superieurs en certains cas, & des scandales qui se font dans les Monasteres.

Tiennent la main à ce que les Religieux ne sortent du Royaume pour aller aux Chapitres generaux, sans ordre du Roy.

Et qu'il ne soit rien fait dans les Monasteres au prejudice de la Justice Royale, & des familles particulieres.

Ex Concilio apud Saponarias anno 859. parte 1. Cap. xi.

TANDEN postulavit humiliter generalis Synodus, se ad terram usque prostrernens ante Carolum Regem & Rodulfum Bannigum Archiepiscopum, obsecrans & adjurans per crucem & Christi sanguinem, ut privilegium Monasterii S. Benedicti, quod annuente præfato Rege firmaverant, quodque idem Rodulfus subscripserat, qui prælatum

Abbatum irreguliter retinebat, ratum & inconvulsum servare studeret. Quod si Abbat negligens & sacris regulis inconveniens per directos missos inventus foret, ab eadem paternitate removeretur, & alius qui dignus repertus foret substitueretur, & privilegii regularis auctoritas in eodem Monasterio quacunque occasione non delinueretur.

Ex Synodo celebrata in diœcesi Remensi ad S. Macram 881.

Cap. iv. de suscipienda cura monasteriorum.

II. **U**T Missi regii per civitates & singula monasteria tam Canonicoꝝ quam Monachorum sive Sanctimonialium unâ cum Episcopo parochiarum uniuscujusque, in qua consistant, eam consilio etiam & consensu ipsius qui monasterium retinet, vitam ibi degentium & conversationem inquirent, & ubi necesse est corrigant : & ubi defuncti, congruis officinis conservare jubeant, & ubi factæ & per negligentiam sunt destructæ, instaurari præcipiant : & victum ac potum & vestium, atque cetera necessaria pro qualitate & possibilitate loci, & inhabitantium necessitate ordinent, & hospitalitatem supervenientium hospitum, & receptionem pauperum ibidem disponant & ordinent : & thesaurum ac vestimenta seu libros diligenter imbre-

vient, & breves regi reportent. Imbrevient quid unusquisque Ecclesiarum Præstus, quando prælationem Ecclesiæ suscepit, ibi invenerit, & quid modò exinde minus sit, vel quid & quantum sit superadditum. Numerum etiam Canonicoꝝ, & Monachorum, sive Sanctimonialium uniuscujusque loci describant, & regi referant : ut secundum qualitatem & quantitatem loci cum consilio Episcoporum & fidelium suorum ubi minor numerus fuerit, regia auctoritate adjuvet, ubi vero indiscretione Prætorum superfluit, ad mensuram redigatur. Et qualiter Abbates Præbri & in locis sacris inhabitates, de his que Missi regii præceperunt, obedierint, Regi diligentissimè & capitulum referre procurent.

Defenses à tous Religieux de sortir hors le Royaume, mesme pour les Chapitres de leurs Ordres, du 3. Septembre 1476.

III. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous nreux & leaux Conseillers les gens tenans & qui tiendront nostre Court de Parlement, nos Prevoist de Paris, Baillifs de Vermandois, de Troyes, de Sens, de Chaumont, de Senlis, de Meaux, & de Melun, ou à leurs Lieutenans, sielt & dilection. Comme par eyndevant les Abbes de Cîteaux, de la Chartreuse, & de Clugny, les Generaux, Provinciaux, & Moidistes des Jacobins, Carmes, Augustins, & Freres Mineurs de tous les trois Ordres, ayant fait termier & tenir leurs Chapitres en divers lieux hors de nostre Royaume & obeyssance, & y ayant convoqué & fait comparoir par monitions, censures, & fulminations, les Religieux d'iceux Religieux estans en nostre dit Royaume & obeyssance : à l'occasion dequoy se soient ensuivis de grands maux, inconveniens & dommages à nous & à la chose publique de nostre Royaume, ainsi qu'il a esté trouvé & connu par vraye experience : parce que plusieurs Religieux ainsi allans & retournans dehors de nostre dit Royaume & obeyssance, ont esté trouvez faictz de plusieurs lettres, & ayans charge de faire divers messages, encore le bien de nous & de nostre dit Royaume, à quoy eil bien requis donner promptes & convenables provision.

Nous, ces choses considerées, vous mandons & comendons, & expressement enjoignons, en commentant où il appartient, que vous faires crier & publier à son de trompe & cry public, par les carrierours de nostre bonne ville de Paris, & par tous les autres lieux accoustumés à faire cri & publications en vostre dite Prevosté & Bailliage, que nos Abbé, Prieur, Religieux, ou autre, de quelque estat, qualité, nation, ou condition qu'il soit, ne soit tant osté ou hardy

d'aller au Chapitre desdites Abbayes de Cîteaux, Clugny, la grand Chartreuse, n'a aucuns des autres Chapitres generaux ou provinciaux, hors de nosdits Royaume & obeyssance. Et ce sur peine, c'est à sçavoir susdits Religieux de Clugny, & de Cîteaux, de non avoir, ne jamais obtenir ne posséder aucun benefice en nostre dit Royaume, de bannissement de nostre dit Royaume, lequel bannissement dès à présent pour lors, nous avons déclaré & declorons à l'encontre de ceux qui seront le contraire : Et ausdits Religieux Mendians, sur peine dudit bannissement, & d'extirper, dejecter, & mettre hors de nostre dit Royaume tous les Religieux de l'Ordre de ceux qui seront le contraire.

Et eene nostre presente Ordonnance faictz enregistrer es registres de nostre dite Cour de Parlement, & nulls es registres de vostre dite Prevosté & Bailliages. Et s'aucuns après la publication de ces presentes s'enfrenceot de faire le contraire, faites en telle punition que ce soit exemple à tous autres. De ce faire, à nosdits Prevost & Baillifs, & à leursdits Lieutenans ou Commis, avons donné & donnons plein pouvoir, auctorité, permission & mandement special : nonobstant oppositions ou appellations, pour lesquelles ne voulons estre diséré. Donné à Selomes le tiers jour de Septembre, l'an de grace 1476. & de nostre Regne le seizième. *Sic signatus.* Par le Roy, le Patriarche de Bryeux, les sieurs d'Argenton, de Montagu, de saint Pierre, Bosile, Vice Roy en Roussillon : en outre, Guillaume de Cerizay, & autres presteos, PETIT.

Registrata in Curia Parlamenti septima die Septembris 1476.

Arrest de la Cour, touchant un Religieux Jacobin prevenu de plusieurs crimes, est ordonné qu'il sera rendu à son Prieur, & à son refus, à l'Evesque de Paris, auquel est enjoint de luy faire son procès.

Extraict des Registres de Parlement, du 27. Fevrier 1495.

IV. **L**A Cour a ordonné & ordonne, que Frere Jean Gordet Religieux Jacobin, à present prisonnier en la Conciergerie du Palais, à cause de plusieurs infolences & délits par luy commis, sera rendu au Prieur des Jacobins de Paris, & en son refus à l'Evesque de Paris, pour estre puny selon l'exigence des cas, & auquel Evesque, audit cas de refus, la Cour enjoint proceder contre ledit Gordet, & luy faire son procès, & le punir ainsi qu'il verra la matiere y estre disposée. Fait le vingt-septieme Fevrier.

La Cour oy le rapport de certain Commissaire

commis à parler au Prieur & Religieux des Jacobins de Paris, lequel a rapporté qu'ils ont refusé, & n'entendent prendre Frere Jean Gordet, qui par la Cour leur avoit esté rendu, pource qu'il luy avoit osté l'habit, & privé de leur Convent comme incorrigible & apollat, a rendu ledit Gordet à l'Evesque de Paris, pour par luy estre procédé contre ledit Gordet à faire son procès, & le punir selon l'exigence des cas, auquel Evesque la Cour enjoint ainsi le faire en ensuivant l'Arrest d'icelle donné le 27. de ce mois. Faite dernier Fevrier.

Injonction faite par la Cour au Provincial des Cordeliers, de corriger le scandale & tumultes des Cordeliers du Convent de Paris.

Extraict des Registres de Parlement, du 26. Juillet 1501.

V. **A** Esté mandé par la Cour le Provincial des Cordeliers en la Province de France, auquel a esté enjoint qu'il donne provision & ordre entre les Religieux Cordeliers du Convent de Paris, à ce que les tumultes & scandales dont la Cour a eu plusieurs plaintes cessent, & que la Religion & observance y soit gardée, & de ce il en certifie la Cour dans huitaine, *alias* en défaut de l'avoir fait, la Cour permettra à l'Evesque de Paris y pourvoir, & luy baillera ayde & confort, tellement que tels scandales & infolences, & dissolutions cesseront, & que ceux

qui en sont cause seront punis & corrigez ainsi que de raison.

Depuis, & le 23. Aoust quelques Cordeliers constituez prisonniers en la Conciergerie, furent elargis par Ordonnance de ladite Cour, & de leur Ministre, pour raison de certaines infolences & desobeyssances faites contre leur Ministre, & à la reformation qu'on a voulu leur faire. Leur fut enjoint de vivre selon leur Regle & observance reguliere, à peine d'estre bailliez & rendus à l'Evesque de Paris, pour en faire punition, sans préjudice de leur exemption.

Arrest par lequel la Cour ordonne, que deux Cordeliers qui s'estoient retirez dans un autre Monastere, seront rendus à leur Gardien, & permet audit Gardien de publier une Extravagante du Pape Martin. 1503.

Extraict des Registres de Parlement.

VI. **S**UR ce que le Gardien du Convent des Cordeliers de cette ville, soy disant Procureur du General de l'Ordre saint François, a ce jourd'huy remonsté, que combien qu'il ne fust loisible à aucun Religieux de l'Ordre saint François de passer en autre Ordre, sans expresse licence & congé de nostre saint Pere, ne pareillement aussi à aucuns Abbez de les recevoir en leurs Monasteres, & leur bailler habit autre que celui dudit Ordre saint François; ce neantmoins depuis certain temps en çà, l'Abbé de saint Pierre le Vif lez Sens, de l'Ordre saint Benoist, a receu & vestu en fondit Monastere deux Religieux Cordeliers, lesquels se sont retirez audit Abbé pour éviter la reformation; sup-

pliant humblement à la Cour qu'il luy pleust pour le bien de Religion, & de la reformation d'icelle, faire rendre audit Gardien ou ses Commis, lesdits deux Religieux, & permettre audit Gardien de faire publier par tout ce Royaume l'Extravagante du Pape Martin, qui commence, *Viam ambitiosa cupiditatis*.

La Cour a ordonné & ordonne, que lesdits deux Cordeliers seront rendus & restituez audit Gardien ou ses Commis, en habit de saint François, & qu'à ce faire & souffrir sera contraint ledit Abbé de saint Pierre le Vif lez Sens par prinse de son temporel, & autres voyes & manieres deues & raisonnables; & pour ce faire, sera baillée commission à iceluy Gardien adressante

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIII. 19

au Bailly de Sens, ou son Lieutenant. Et au surplus a permis & permet ladite Cour audit Gardien ou ses Commis, de proceder par les censures contenues en ladite Constitution Extravagante commençant, *Viam ambrosia expedita-*

sis, à l'encontre des Religieux dudit Ordre, qui auroient laissé l'habit saint François, & se feroient mis en autre Ordre, & pareillement contre les Abbés & autres qui les auroient receus. Fait en Parlement le 18. Janvier 1503.

Defenses de la Cour aux Superieurs des quatre Mendians, de bailler aucune obediencce à leurs Religieux, pour aller hors le Royaume.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 22. Fevrier 1524.

VII. **C**E jour au moyen des Lettres missives envoyées à la Cour par le Duc de Vendosmois, Gouverneur & Lieutenant pour le Roy en Picardie, la Cour a mandé les Gardiens des Cordeliers, & Prieurs des Jacobins, Carmes, & Augustins de cette ville de Paris, auxquels ladite Cour a fait defenses sur peine d'encourir l'indignation du Roy, ne bailler aucune obediencce à leurs Religieux pour aller hors de ce Royaume, & si aucunes en ont baillé les revokez & tenir en sursens, pour les Religieux qui sont par deçà jalkes à trois mois prochainement venans, & que autrement y soit advisé,

pour obvier aux inconveniens qui pourroient survenir par telles obediencces, de rapporter & faire à sçavoir aux ennemis & estrangers les secrets de ce Royaume; & s'il advient que pour les Escoliers estrangers il faille envoyer hors le Royaume pour avoir deniers pour leurs nécessitez, ils le pourront adresser audit Duc de Vendosmois qui leur y donnera provision, & est ordonné que de ce la Cour advertira ledit Duc, & que s'il trouve aucuns Religieux, qu'il les prenne & renvoie en leurs Convents.

Defense de recevoir aucuns Religieux estrangers dans les Convents de la ville de Paris.

Extrait des Registres de Parlement, du Jedy 4. jour de May 1525. mane.

VIII. **C**E jour M. Nicole Dorigny Conseiller du Roy en la Cour de ceans, a dit à ladite Cour, que hier le Vicaire du Convent des Carmes de cette ville accompagné d'un Religieux dudit Ordre Bachelier en Theologie estudiant en cetteredite ville, lequel est du pays de Brabant, vindrent hier devers luy, & luy dirent que ledit Bachelier avoit amené par deçà deux Escoliers profes de l'Ordre desdits Carmes, qui sont de leur Convent d'Anvers pour estudier en cetteredite ville, pource qu'on ne les a voulu envoyer à Cologne sur le Rhin, à cause que l'Université dudit lieu est soupçonnée & infectée des erreurs de Luther; & requeroient ledits Vicaire & Bachelier permission de recevoir ledits deux Escoliers, nonobstant les defenses à eux faites par ladite Cour de ne recevoir aucuns étrangers à leur Convent.

Ouy sur ce le Procureur general du Roy, la Cour a ordonné & ordonne que ledits deux Religieux Escoliers du Convent des Carmes d'Anvers ne seront aucunement receus au Convent de cette ville, & s'en retourneront, & sortiront hors de ce Royaume dedans la fin de ce mois pour tous délais; & a commis & commet ladite Cour ledit Dorigny, & M. Nicole le Coq aussi Conseiller en ladite Cour, pour aller visiter ledit Convent des Carmes, ensemble les Convents des Jacobins, Augustins, & Cordeliers de cetteredite ville, & les Convents de sainte Croix, des Blanc-manteaux & des Billenes, & leur faire reiteratives defenses de ne loger ne recevoir aucuns Religieux estrangers de leur Ordre, sur peine d'amende arbitraire, & de privation de leurs privileges.

Autre Arrest en consequence de celay-cy dans le mesme Registre, du Samedi 10. jour de Juin 1525.

Arrest de la Cour contre un Religieux trouvé en habit indecent.

Extrait des Registres de Parlements, du Mardy 27. Juin 1531.

IX. **C**E jour, Frere Jean de Trappes, dit de la Graverotte Religieux de l'Abbaye de Tornus, Ordre de saint Benoist, Aumônier de Paisie en Bourgogne, trouvé en la Salle du Palais vescu d'un pourpoint de satin, robe doublee de damas, & d'un froc de serge de foye, mené par les Huissiers de la Cour au Parquet des gens du Roy, a esté mandé en ladite Cour; & après qu'il a esté interrogé, & lesdits gens du Roy ouys:

La Cour luy a enjoint se conformer en habit aux Religieux vivans sous la Regle & Ordre dudit saint Benoist, luy a fait inhibitions & defenses sur peine de mil livres d'amende n'entrer plus audit Palais en tel habit qu'il a esté trouvé, ou autre indecent à Religieux de son Ordre, &

ordonné & ordonne qu'il sera mené au Monastere de saint Martin des Champs, & y demeurera pour ce soir, pour estre admonesté de bien vivre, & a esté enjoint à Nicolas Carrat Huissier de ladite Cour le mener audit Monastere, & executer la presente Ordonnance.

Du Mercredi vingti-huitième Juin.

Sur la requête ce jourd'huy présentée à la Cour par Frere Jean de Trappes Religieux de l'Abbaye de Tarnus, Ordre de saint Benoît, par laquelle il requeroit qu'il luy fust permis s'en aller du Monastere S. Martin des Champs

de cette ville de Paris, auquel par ordonnance de ladite Cour il fut mené le jour d'hier, & se retirer en ladite Abbaye.

Veu par la Cour ladite requête, l'Arrest donné le jour d'hier : Et tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne que le Prieur dudit saint Martin des Champs sera habiller ledit de Trappes en habit decent à Religieux de son Ordre, & pour ce faire fera vendre les habits qu'il a de present, pour employer l'argent qui sera de ladite vente à l'achat de ses nouveaux habits, & le residu, si aucun en y a, sera employé en aumônes aux pauvres, & ce fait, sera mis hors dudit Monastere.

La Cour ordonne de l'élection d'un Gardien des Cordeliers, & reçoit l'appel comme d'abus interjeté par le Procureur general, de ce que le General desdits Cordeliers leur avoit fait defense de recourir aux Juges seculiers.

Extrait des Registres de Parlement, du 5. Janvier 1535.

X. LE Procureur general du Roy a remonstré à la Cour, que trois ans en trois ans le jour S. André, les Freres Mineurs du Convent de Paris, avoient accoustumé suivant les statuts Provinciaux, proceder à l'élection d'un Gardien nouveau, & que le dernier Gardien dudit Convent avoit esté un nommé d'Asnières, le temps duquel estoit expiré au jour S. André dernier, & toutefois que lesdits Religieux n'avoient procedé à nouvelle election; en sorte qu'iceluy Convent estoit réputé comme sans Gardien, chose perilleuse.

Remontre aussi que le dernier General Ministre de l'Ordre, qui estoit au grand Chapitre avoit fait un statut, par lequel il avoit defendu à tous les Religieux dudit Ordre recourir aucunement aux Juges seculiers sur peine d'excommunication, lequel statut estoit abusif & trop general, formellement contraire aux saints Conciles & libertez de l'Eglise Gallicane, l'autorité du Roy protecteur d'icelle, & celle de la Cour de ceans conservatrice desdits saints Conciles. A ceste cause s'en estoit porté pour appellant comme d'abus, comme de nouvel venu à la connaissance, requerrant estre tenu pour bien relevé. Les Vicaires & Discrets mandez.

La Cour a enjoint aux Religieux, Vicaires & Discrets du Convent des Cordeliers, que sui-

vant les statuts Provinciaux ils aient à faire proceder à l'élection d'un Gardien dedans quinzaine pour toutes prelations & delais, en y gardant la forme contenuë esdits statuts Provinciaux, sans attendre la venue du General Ministre.

Et quant au statut fait par le General Ministre, par lequel il a inhibé aux Religieux de l'Ordre de ne recourir aux Juges seculiers; ladite Cour a receu & reçoit ledit Procureur general du Roy appellant comme d'abus d'iceluy Statut, comme trop general, & le tient pour bien relevé, & a ordonné & ordonne que cette appellation sera signifiée au general Ministre qui à present est, pour y venir defendre à certain & competent jour qui luy sera assigné, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Et parce que par le moyen dudit appel l'effect dudit Statut est suspendu & demeuré comme esteint, Ladite Cour enjoint aux Religieux dudit Ordre, que cependant es cas qui sont de grosse consequence & scandale, & autres où seroit requis invoquer le bras seculier, & qui seront si necessaires, & exigeront si prompt provision, que l'on ne pourroit attendre que l'on eust esté vera nostre saint Pere le Pape pour l'en advertir sans detrimement, ils aient à se pourvoir & recourir à ladite Cour, ainsi qu'ils ont accoustumé faire auparavant ledit Statut.

Arrest de la Cour portant decret de prise de corps contre trois Religieux Jacobins, pour plusieurs rebellions par eux commises contre l'autorité du Roy.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardy 7. Septembre 1540.

XI. SUR le recit fait à la Cour par Maître Jacques Cappel Advocat du Roy, du contenu es informations faites de l'ordonnance d'icelle à la requête du Procureur general du Roy, contre Henry Gervais, Pierre Doré, & Jean Fabry Religieux du Convent des Jacobins de cette ville de Paris, & autres leurs complices, & conclu-

sions par luy prises contre lesdits Gervais, Doré & Fabry.

La Cour en enterinant les conclusions dudit Procureur general du Roy, a ordonné & ordonne que lesdits Gervais, Doré & Fabry pour les patentes rebellions, desobeyssances, & contradictions par eux faites au Roy, & Arrests de ladite

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIII. 87

ladite Cour, seront pris au corps & menez prisonniers à saint Martin des Champs; & enjoint ladite Cour aux Prieurs & Religieux dudit saint Martin, & autres qu'il appartiendra les tenir prisonniers en leurs & fermes prisons, leur faisant inhibitions & défenses de ne laisser, ne permettre parler à eux, jusques à ce que autrement en soit ordonné par ladite Cour, & pour les ouyr & interroger sur le contenu esdites informations, a commis & commet M. Philibert le Masuyer,

& François Tavel Conseillers de ladite Cour, pour ledites interrogatoires faits, iceux & le tout estre communiqué audit Procureur general; & ordonne ladite Cour qu'ils seront amenés en icelle, & publiquement interrogés sur les conclusions que prendra contre eux ledit procureur general, pour les parties oyés esltre procédé à la punition des crimes & delits par eux commis pour raison de cas privilégié, ainsi qu'il appartiendra par raison faire.

Arrest de la Cour touchant un trouble qui estoit aux Cordeliers de Paris, pour l'élection d'un Gardien, & contenant l'ordre qui sera observé en ladite élection.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi dixième Juin 1542.

XII. **C**E jour sur la requête présentée à la Cour par les Vicaires Religieux, & Discrets du Convent des Freres Mineurs Cordeliers de cette ville de Paris tous reguliers, faisant la plus grande partie des Religieux dudit Convent, par laquelle pour les causes y contenues, s'est à sçavoir qu'ils avoient esté bien advertis que Frere Nicole Grandier leur Gardien audit Convent, estant allié des estrangers Religieux de leur Ordre, en l'insolence pendant ladite Cour, voulant demander à icelle Cour quelque provision pour estre continué outre le terme ordonné de droit à l'estat & office de Gardien de leur Convent, en attendant la venue du General Ministre de leur Ordre, qui seroit contre les statuts dudit Ordre émolguez par les Arrests de ladite Cour, & contre certains autres Arrests donnez en icelle, & au Conseil du Roy, & contre la paix, union & tranquillité non seulement dudit Convent de Paris, mais aussi de tous les autres Convents de ce Royaume de leur Ordre, ils requeroient que la Cour ne ordonnast ne decretast aucune chose à la requête dudit Gardien, que premierement ils ne fussent oyés en leurs raisons, pour éviter à toutes surprises. Seguer pour ledits Religieux supplicants, ledit Grandier, & le Procureur general du Roy ouys.

La Cour a dit en faisant droit sur l'opposition formée à l'exécution de l'Arrest par elle donné sur la requête présentée par Grandier Gardien des Cordeliers, laquelle opposition estoit taiblement réservée par ledit Arrest quant à l'effect devoient, bien qu'elle fust ostée quant à l'effect suspensif, que en ayant égard à ladite opposition, & sans foy arrester audit Arrest par elle donné par surprise à elle faite, elle a permis & permet, & néanmoins ordonne estre procédé Lundy prochain à l'élection du futur Gardien, sans attendre plus avant la venue du Ministre General, & sans avoir égard aux lettres dudit General trop longuement gardées par le Gardien qui est à présent.

Et pour ce que la Cour a approuvé, autorisé & confirmé les statuts & ordonnances faites pour l'introduction de la reformation & observation reguliere audit Convent desdits Cordeliers, établissement & perpetuation d'icelle en iceluy Convent, & est conservatrice desdits statuts & ordonnances, & qu'elle desire qu'ils soient mis à exécution selon l'intention de ladite Cour, qui eust esté entre autres choses que les Religieux & Pre-

res dudit Convent soient bien reglez, regis & gouvernez par un bon & notable Gardien Supérieur; a ordonné & ordonne en premier lieu, que l'élection qui sera faite aujourd'huy dudit Gardien, ainsi qu'il a esté accoustumé faire par cy devant es precedentes elections, aüssins toutesfois avec luy à ladite élection pour ceste fois, deux Conseillers de ladite Cour, qu'elle a commis & commet dès à présent, à sçavoir Maistre Jean Maigret, & Jean Hennequin, auxquels pour sçavoir si en ladite élection qui sera faite, y aura des monopoles, brigues, stipulations, rebellions, desobeyssances & scandales contre le present Arrest, enjoint ladite Cour faire registre & proces verbal de ce qu'ils verront & cognoistront, & informer sommairement par trois ou quatre témoins, des monopoles, brigues, stipulations, desobeyssances & scandales, pour ce fait, & l'information rapportée par devant ladite Cour, estre procédé à l'encontre des rebelles, desobeyssans, delinquans, & coupables, ainsi que la Cour verra estre à faire par raison.

Pareillement enjoint ladite Cour aux Freres Religieux dudit Convent, sur peine d'estre mis hors, & jettez d'iceluy Convent, & de n'y entrer plus, & estre reputés perpetuellement indignes, incapables & inhabiles d'avoir voix active ou passive en l'élection dudit Gardien, & de banissement de ce Royaume, si mélier est, & la Cour voye que faire se doive, qu'ils se contiennent modestement sans faire aucunes acclamations, contentions, seditions ou troubles au fait de ladite élection, & leur defend ladite Cour sur mesmes peines, de briguer, monopolier, ou stipuler pour ladite élection.

Et afin que icelle élection soit mieux faite selon les statuts de la reformation autorisez par ladite Cour, & desquels elle est conservatrice, comme dit est, ladite Cour a ordonné & ordonne que le Gardien qui presidera à ladite élection, en la presence des deux Commissaires cy-dessus nommez, sera tenu en prenant les sermens des éleus, entre autres choses, les faire jurer qu'ils n'ont brigué, stipulé, ne monopolisé, & n'ont esté briguez, stipulez ne monopoliez pour élire, & qu'ils ne diroient aucun qu'ils sçachent avoir brigué, stipulé, ou aspiré pour parvenir à estre Gardien; ainsi diroient celuy qu'ils sçauront en leurs consciences & selon Dieu estre le plus capable, idoine & suffisant pour exercer ledit estat & charge de Gardien.

Et pour bailler main forte, si mestier est, audit Commissaires députés de ladite Cour, qui assisteront à ladite élection contre les rebelles, contredisans, & desobeyssans; & ordonné & ordonne icelle Cour, que le Lieutenant Criminel de la Prevosté de Paris, appelé avec luy tel nombre de Commissaires & Sergens qu'il verra bon estre, assistera euidits Commissaires de la Cour pour faire executer ce qui luy sera par eux ordonné; & a permis & permet tant audit Commissaires que Lieutenant Criminel, de faire prendre & constituer prisonniers tous ceux qu'ils trouveront en present méfait, briguer, stipuler & monopoliser, ou faire aucunes rebellions ou desobeyssances, pour empêcher la liberté & honneste de ladite élection; & iceux envoyer prisonniers les uns au Convent de saint Germain des Prez, les autres au Convent saint Martin des Champs, Celestins, Charteux & Abbaye saint Victor, & autres Convents où ils verront estre à faire pour le mieux.

Enjoint semblablement aux Vicaires dudit Cou-

vent ayans la superintendence des enfans d'iceux, faire taire & contenir sans bruit & scandale, & pour la suite qu'ils ont faite leur bailler quelques legere discipline; & afin que le tumulte & scandale qui a esté par cy devant fait audit Convent ne demeure impuny, en grand contumement de la Religion, & irreverence de la Justice, a ordonné & ordonne ladite Cour, que par les sedit Commissaires d'icelle, ou l'un d'eux, sera informé à l'encontre de ceux qui ont fait lesdits tumultes & scandales, & mesmement contre les principaux qui ont esté les premiers qui ont baillé & donné occasion de ce faire, par les tesmoins qui leur seront administrés par le Procureur general du Roy, sur lesdits tumultes, contradictions, desobeyssances & scandales, pour l'information faite & rapportée pardevant ladite Cour, & icelle veue, estre par elle procédé à l'encontre de ceux qui seront delinquans & coupables, ainsi qu'il appartiendra par raison, & ordonne euidit Procureur general administrer lesdits tesmoins.

Arrest de la Cour donné sur la requeste du Superieur des Religieux de l'Ordre saint François en la Province de saint Bonaventure, pour la correction d'aucuns Religieux vivans licentieusement.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardi 4. Juillet 1542.

XIII. **V**EU par le Cour la requeste à elle présentée de la part de Frere Jean Consili Docteur en Theologie, Religieux de l'Ordre saint François, Ministre Provincial des Freres Religieux dudit Ordre en la Province de saint Bonaventure, dite de Bourgogne, contenant que aucuns Religieux ayans fait profession audit Ordre, voulons neanmoins vivre en volupté & liberté, s'estoient efforcez eux soustraire de leur profession, & avoient delaisié l'habit, & les autres avec l'habit dudit Ordre vagoient par le pays sans l'obeyssance & licence de leur Superieur, & plusieurs d'eux disans avoir dispense de nostre saint Pere le Pape ou d'autre, sans congé toutesfois ou permission, s'estoient mis en cucucs Herminages ou ailleurs, manioient & distribuoient deniers contre leur vœu & profession, & pareillement aucuns dedit Freres & Religieux dudit Ordre, qui par ledit suppliant, ou par le Chapitre provincial avoient esté priez pour bonnes causes de leur administration, sans faire neanmoins obeyssance deue, ne delaisians exercer leur dite administration au détriment de leurs âmes, & scandale tant dudit Ordre que du peuple requerant à cette fin ledit suppliant commission de ladite Cour à ce nécessaire pour informer de ce, & proceder à l'encontre des coupables & delinquans à correction exemplaire; & ouy le conseillement du Procureur gene-

ral du Roy fut ladite requeste. Et tout considéré,

Ladite Cour, suivant ladite requeste & consentement dudit Procureur general du Roy, a ordonné & ordonne que ledit suppliant aura commission à ce nécessaire d'icelle Cour à tous Juges & Officiers Royaux, & à l'un d'eux adressante, pour informer contre tous lesdits Religieux non tenans Convent, estans vagabons par le pays, sans expresse obedience, frequentans & commians avec secursors sans forme de Religion, & les coupables & malversans faire constituer prisonniers, pour ce fait les renvoyer incontinent en leurs Convents où ils ont esté profex, pardevant leurs Gardiens & Superieurs, pour en faire la correction & punition, afin de les contraindre à vivre en observance reguliere, & proceder contre-eux ainsi que de raison. Et afin que lesdits Freres & Religieux dudit Ordre n'ayans support de personne, plus facilement soient encins eux retenir en leurs Convents; Ordonne ladite Cour defenses estre faites à toutes personnes, sur telles peines qu'il appartiendra, de favoriser & heberger lesdits Religieux, qui ainsi seront trouvez vagabons, malversans & scandalens, qui n'auront congé, permission, obedience ou licence de leur dits Superieurs.

Arrest par lequel est ordonné que quelques Religieux seront reintegrez dans leur Monastere.

Extrait des Registres de Parlement, 10. Fevrier 1542.

XIV. **S** Un la requeste baillée à la Cour par Freres Thibault Poignant, Adrian du Bois Prestres, & Louis Mestayer lay, tous Religieux de l'Ordre S. François du Convent de Manie sur Seine, par laquelle ils requeroient estre remis & integrez audit Convent, attendu que en iceluy ils ont esté veilles & profez, & que depuis certain temps en çà ont esté mis & expulsés hors d'iceluy sans cause, smoy pour certaine vindication conspirée à l'encontre desdits supplians, à raison de la controverse & contention meue entre leurs Superieurs & Prelats, en sorte que lesdits supplians ne sçavent, & ne peuvent auquel obeyr.

Veue par la Cour ladite requeste du huitième jour de Fevrier dernier passé, laquelle auroit esté communiquée au Procureur general du Roy, ensemble son consentement : Et tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne que lesdits supplians seront remis & reintegrez en leur Convent des Cordeliers de Manie sur Seine, & à celle fin sera enjoint aux Gardien & Religieux dudit Convent, recevoir lesdits supplians en iceluy, & comme auparavant alimentez, pour y estre & demeurer jusques à ce que le Ministre General, ou son Commis, en ait ordonné. Prononcé le dixième Fevrier 1542.

Arrest par lequel la Cour declare abusifs deux statuts faits par ceux de l'Ordre de saint François, l'un qui defend à ceux dudit Ordre d'avoir recours aux Juges seculiers, & l'autre touchant la reception des estrangers en leur Convent de Paris : & sont specifiéz les cas ausquels lesdits Religieux peuvent avoir recours aux Juges seculiers, & est ordonné la forme de la reformation d'aucuns Convents dudit Ordre.

Extrait des Registres de Parlement 1543.

XV. **E**NTRE Frere Pierre Garnier Docteur en Theologie, soy disant Gardien du Convent des Cordeliers de cette ville de Paris, appellé comme d'abus de l'absolution dudit Gardien, faite par Frere Jean Calvus General de l'Ordre saint François, & de ce que ledit General auroit fait commandement audit Garnier de rendre le Seaux dudit Convent, sur peine de prison : & autre commandement fait par ledit General de mener ledit Garnier prisonnier, & execution d'iceluy, d'une part : Et ledit Frere Jean Calvus General, intimé, d'autre.

Veue par la Cour l'Arrest par elle donné le 17. jour d'Aoust dernier passé entre lesdites parties, par lequel auroit esté ordonné qu'elles informeroient d'une part & d'autre, c'est à sçavoir ledit Garnier sur l'abus par luy pretendu, & ledit Ministre General sur les faits par luy alleguez, jusques au nombre de six témoins sur chacun fin : les informations faites sur lesdits faits par chacune desdites parties : les trois requestes baillées à ladite Cour par ledit Garnier, mises au fait par ordonnance d'icelle Cour, avec les pieces y attachées, & tout ce que par lesdites parties a esté mis pardevant certain Commissaires à ce commis par ladite Cour, Ouy son rapport, & tout considéré,

Dit à esté, que la Cour a déclaré & declare l'appellation comme d'abus, intervenue par ledit Garnier, non recevable, sans amende & dépens, attendu la qualité dudit Garnier, qui est Religieux Mendiant. Néanmoins ayant aucunement par ladite Cour entendu en voyant le

procès, que l'on auroit fait lors dudit Convent des Cordeliers aucuns statuts, & entre autres un par lequel a esté défendu généralement & indistinctement, sans aucune exception, sur peine d'excommunication, à tous les Freres, d'avoir recours aux Juges seculiers, qui a esté déclaré abusif par le Roy, & comme tel cassé & annullé ; a ladite Cour ordonné & ordonne, que ledit statut, ensemble autre statut touchant la reception du nombre des estrangers audit Convent, declare aussi abusif par le Roy, seront rayez du cahier des statuts d'iceluy Convent, & defend ladite Cour à tous ceux qui auront surpurchandance audit Convent, d'en faire faire lecture ou publication.

Et néanmoins pour oster l'occasion que les Religieux pourroient avoir d'enfreindre & violer l'obedience, qui est le nerf principal de la Religion, en ayant frequemment recours aux Juges seculiers, à ladite Cour défendu & defend à tous les Religieux dudit Convent, & autres Convents de ce ressort de l'Ordre saint François, sur peine d'amende arbitraire, à la discretion de ladite Cour, d'avoir aucun recours aux Juges seculiers inferieurs, si ce n'est en cas de sedition, de tumulte, & grand scandale, & par voye de requisition de l'impression de l'aide du bras seculier, ne même à ladite Cour, si ce n'est en cas qu'il est permis : à sçavoir, où il y a abus clair & évident, par contrevention aux Ordonnances Royaux, Arrests & jugemens de ladite Cour, ou statuts de la reformation, autorisés par le Roy, & ladite Cour, ou saints Decrets &

Canons Conciliaires, desquels le Roy est conservateur en son Royaume, esquels cas par appellation comme d'abus, & non autrement, ils pourront venir en ladite Cour, & non pardevant autres Juges subalternes : & aussi aux cas dessusdits de sedition, de grand tumulte, & scandale par ladite requisiion de l'impartition de l'aide du bras seculier ; permettant par ladite Cour, au cas qu'ils auroient eu recours ausdits Juges seculiers, & à ladite Cour, indeuëment, & autrement que en la maniere susdite, aux Supérieurs de ceux qui auront eu lesdits recours, de user à l'encontre d'eux de telle correction reguliere qu'il appartiendra.

Et quant à la correction reguliere & punition canonique des cas & crimes dont ledit Garnier, & plusieurs autres denommés audit procès, ont esté trouvez chargez par la visitation & inquisition faite par ledit General de l'Ordre, ordonne ladite Cour, que attendu qu'il a offert par cy-devant de bailler autres Juges, il baillera Vicariat à deux bons & notables personages Religieux de l'Ordre de saint François, tels qu'il luy plaira élire, non suspects toutesfoi's ny favorables, pour faire & parfaire le procès d'iceluy Garnier, & autres chargez par lesdites visitation & inquisition, sommairement & de plein, selon la forme contenuë es statuts de l'observance reguliere de S. François, & par eux proceder à la correction tant reguliere que canonique, selon l'exigence des cas.

Aussi a ordonné & ordonne ladite Cour, ayant par cy-devant entendu en diverses manieres, & par ledit procès, que la reformation introduite audit Monastere des Cordeliers, & statuts faits d'icelle par les Generaux qui lors estoient Delphin & Pisto, autorizés par le Roy, & par ladite Cour, ne sont gardez & entretenus, mais commence ledit Convent à estre difformé, & pourroit estre plus avant, s'il n'y estoit promptement pourveu ; que ledit General, appelez avec luy tels personages, & en tel nombre que bon luy semblera dudit Ordre, fera lire & publier lesdits statuts de ladite reformation, autorizés par le Roy & ladite Cour, & leur enjoindra sur les peines acoustumées, de les garder & entretenir ; & pourra pour la plus facile execution desdits statuts, & afin qu'il n'y soit aucu-

nement contrevenu, faire, appelez les personages susdits, tels statuts & ordonnances qu'il verra estre requis & necessaires, pour remettre ledit Convent en vraye observance reguliere, & reestabli la reformation introduite en iceluy, & icelle confirmer & perpetuer ; & pour luy donner le confort & aide du bras seculier, si mestier est, assisteront avec ledit General un President & deux Conseillers de ladite Cour, qui seront à ce par elle commis & deputez, lesquels contraindront tous les Religieux, & autres qui pour ce seront à contraindre, par prinse & detention de leurs personnes, si besoin est, & requis en sont, & autres voyes deuës & raisonnables, à souffrir l'execution desdits statuts tant anciens que nouveaux, & iceux garder & entretenir, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles : & seront apportez lesdits statuts, tant anciens, qui seront renouvellez par ledit General, que aussi les nouveaux qui seront faits pour la confirmation & plus facile execution des anciens en ladite Cour, pour par elle estre autorizés & confirmés entant que à elle appartient & peut appartenir.

Ordonne aussi ladite Cour, que ledit General en personne, si bon luy semble, ou siles affaires de la Religion ne le permettent, par deux bons & notables Religieux reformez de l'Ordre, fera visiter le Convent de Long-champ, & autres Convents situez à l'entour de la ville de Paris ; & si aucunes fautes y sont trouvées, les fera corriger & reformer, & mettre en vraye observance reguliere : & assistera avec ledit General ou ses Vicaires, l'un des Conseillers de ladite Cour, qui à ce faire sera commis, pour luy impartir l'aide & confort du bras seculier, & faire executer ce qui sera par luy ou ses Vicaires ordonné pour le bien de ladite reformation, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles : & à ce souffrir, observer, & entretenir, contraindre tant les Religieux, & Freres desdits Monasteres, que autres qu'il appartiendra, par toutes voyes deuës & raisonnables, mesme par prinse & detention de leurs personnes, si besoin en est, & requis en est, nonobstant comme dessus. Dit aux parties le dix-neufieme jour d'Octobre, l'an mil cinq cens quarante-trois. *Signé, DU TILLET.*

Arrest de la Cour, par lequel deux Conseillers d'icelle sont deputez pour assister au procès qui se doit faire contre un Religieux Cordelier ;
Et est defendu audit Religieux de prescher & faire lectures ;

Extrait des Registres de Parlement, du Jedy vingt-troisième Aoust 1548.

XVI. **C**E jour après avoir ouy par la Cour le Gardien du Convent des Cordeliers de cette ville, ensemble Frere Jean Hugonis, Religieux dudit Convent, pour ce mandez en icelle, sur ce que combien que iceluy Hugonis soit accusé & tenu en procès pour raison d'aucuns cas, dont il estoit vehementement chargé & soupçonné, & dont il n'estoit encore purgé : ce neantmoins ledit Gardien luy avoit permis, & de fait s'estoit ledit Hugonis ingeré faire predications en aucunes Paroisses de cette ville, & autres actes publics, chose de mauvais exemple, & contre les remontrances cy-devant audit Hu-

gonis faites de la part de ladite Cour.

Sur ce la matiere mise en deliberation, la Cour, ouy sur ce le Procureur general du Roy, a ordonné, que le procès qui a esté commencé à faire par le Vicaire du Provincial de l'Ordre saint François à l'encontre dudit Hugonis, sera pour l'interest que en ce le Roy & la chose publique ont & peuvent avoir, fait par le Gardien des Cordeliers, appelez avec luy les Prieurs des Chartreux & Celestins, & S. Germain des Prez, ensemble aucuns des Conseillers de ladite Cour, cy-devant commis en cette partie, qui assisteront de par ladite Cour au jugement dudit procès

procès. Et néanmoins défend ladite Cour audit Gardien, où il y auroit jugement abfolutoire, de procéder à l'extradition dudit Hugonis, fans en avoiser ladite Cour : & cependant ordonne ladite Cour, que ledit Hugonis s'abstienne de faire predications, lectures, & autres actes publics : sins en joint ladite Cour audit Gardien de l'exécuter, & tenir en lieu de sûreté,

comme ceux auxquels l'on a accoustumé recourir & confronter témoins, & faire procès extraordinaires : & au demeurant faire diligence de représenter Frere * * Guerin, aussi Religieux dudit Convent, pour estre contre luy procédé sur les charges & informations contre luy faites, ainsi qu'il appartiendra.

La Cour connoist d'un jugement rendu par le Supérieur des Cordeliers contre un Religieux, & le Procureur general appel comme d'abus d'une ordonnance d'un Chapitre general de l'Ordre.

Extraits des Registres de Parlement, du Lundy 19. Novembre 1548.

XVII. **C**E jourd'huy a esté mandé en la Cour de ceans le Gardien du Convent des Cordeliers de cette ville de Paris, & luy a esté dit par M. Pierre Lizet, premier Président en icelle Cour, qu'elle avoit esté advertie qu'il avoit donné un jugement contre un nommé Hugonis, un autre nommé Marigny, & un autre nommé Guerin Cordeliers, lesquels luy avoient esté renvoyez & rendus par ladite Cour, pour procéder contre eux suivant ce que icelle Cour par son Arrest de renvoy luy enjoignoit, & que ladite Cour desiroit sçavoir & entendre, si audit jugement donné l'ou avoit gardé la forme par elle baillée, pour après avoir par elle entendu ledit jugement, adviser par icelle sur icelle ce qu'elle verroit bon de faire.

Et sur ce a dit ledit Gardien, présents les Advocats du Roy pour ce mandez, que depuis l'Arrest & Ordonnance de ladite Cour à luy manifesté, il avoit cherché autant qu'il luy estoit possible tous les moyens qu'il luy sembloit les plus près de l'intention d'icelle Cour, pour y satisfaire : car il a tousjours donné encourir la sentence d'excommunication, laquelle luy a esté signifiée par les dernières ordonnances, qui sont publiées au dernier Chapitre general de l'Ordre, par lesquelles luy est défendu de admettre aucuns Juges seculiers aux jugemens des Religieux audit Ordre. Toutefois, parce que un jour Monsieur le Premier Président luy dit, que le Procureur general du Roy estoit appellant comme d'abus de ladite ordonnance Capitulaire, il avoit désiré fort, & eust esté bien joyeux que avant que procéder par luy à aucuns jugemens à l'encontre des personages à luy renvoyez, ladite appellation comme d'abus eust esté vuëe, afin que plus assurément, & sans doute il eust peu procéder audit jugement. Mais néanmoins voyant iceux personages luy estre par ladite Cour renvoyez, & que ladite appellation n'estoit point vuëe, pour faire le devoir de son office, & à ce que il ne peust estre repris d'aucune negligence, il se levoit advisé de procéder & donner jugement, & auroit taché le plus qu'il luy estoit possible, d'approcher de l'intention de la Cour : ce qu'il auroit fait, réservé un point. Premièrement, s'est retiré par devers les Juges nommez & deleguez par la Cour, qui sont les Prieur des Chartreux, nostre maître Maillan, & nostre maître Picart, pour soy informer, & entendre d'eux les confes-

sions faites des témoins qui ont esté examinés contre les accusés, & les réponses d'eux accusés : & après avoir entendu ce que les dits dits luy avoient dit, il avoit conféré & veu le procès avec iceux Vicaires du Convent des Cordeliers, qui luy ont esté joints à faire les confrontations : finalement il a assemblé les Peres du conseil dudit Convent, qui sont jusques au nombre de treize, lesquels se sont trouvez sans nul excepter : & veu le procès par entre eux, & tout ce qui avoit esté fait, il a suivant leur conseil *ad cautelam*, pour raison des ordonnances & statuts de l'Ordre & du Droit clerical, fait absoudre Hugonis & Marigny présents seulement ; car Guerin estoit absent, pour raison de laquelle finit que l'on dit qu'il a faite en un sermon & de la raison de les absoudre ainsi *ad cautelam*, a esté parce que *judicio suo* ils estoient excommuniés : puis les a privés suivant les ordonnances & statuts de l'Ordre, d'actes legitimes, qu'il entend des actes legitimes qui leur conviennent, à sçavoir de predications & lectures publiques, jusques à un an, combien que par leurs statuts & ordonnances encores ils deussent avoir esté tenus en prison le temps & espace de quatre mois : néanmoins parce qu'il y a quatorze mois qu'ils sont prisonniers, qu'il a eu égard à ce long temps qu'il ont tenu prison, & pour ce ne les a basteins plus avant à la prison plus forte : le fait porté vers eux, & leur eust usé de plus grande austerité, signamment envers Hugonis, n'eust esté une lettre du General de l'Ordre, qu'il a escripte audit Hugonis, par laquelle il luy mande qu'il parvienne de Labone, d'où lesdites lettres sont écrites, bien tost, pour venir pardeçà environ le Carême, & cependant luy enjoint par obediense faire résidence au Convent des Cordeliers de Paris jusques à sa venue ; & sans cela il eust renvoyé ledit Hugonis en son pays. Sur ce propos luy a esté demandé s'il avoit la sentence par luy donnée contre les dits dits, à quoy a dit, qu'il ne l'avoit apportée, ne pensant que la Cour le mandast pour cet affaire, & qu'elle estoit au Convent. A tant a esté requis par les gens du Roy, qu'il eust à mettre pardevers eux dedans luy ladite sentence, signée de luy & des Peres du conseil. Surquoy ladite Cour a enjoint audit Gardien mettre icelle sentence de dans luy pardevers lesdits Advocats du Roy ; ce qu'il a promis faire, & s'est retiré.

**Arrest de la Cour, sur le procès fait par l'Evesque de Paris à une Abbesse,
& quelques Religieuses.**

Extraict des Registres de Parlement, du Vendredy 18. Janvier 1548.

XVIII. **S**UR la requeste présentée à la Cour par le Procureur general du Roy, par laquelle pour les causes contenues en icelle, attendu que le procès cy-devant fait par l'Evesque de Paris, ou ses Vicaires & deputez, contre Sœur Jeanne Blosset; & Abbesse & Mere du Monastere de nostre Dame de Gif, Sœur Marie de la Rosiere, & Magdelaine Bouchet, Religieuses dudit Monastere, lui avoit esté communiqué suivant l'Ordonnance & Arrest de ladite Cour: en voyant lequel auroit ledit suppliant trouvé plusieurs choses mauvaises & méchantes verifiées, lesquelles ont crée & produit un grand scandale notoire, public, & manifeste contre le bien & honneur de la Religion Monastique, & infraction des statuts cy-devant faits, tant pour la reformation dudit Monastere, que pour la reformation des autres six Convents de l'Ordre de saint Benoist, estans en ce Diocese, par desunct de bonne memoire Estienne Poncher, en son vivant Evesque de Paris, receus & approuvez par ladite Cour: pour laquelle contravention, & autres considerations y avoit ledit suppliant trouvé cas privilégié, pour le regard duquel il avoit pris ses conclusions, & qu'il bailloirait pardevers ladite Cour en temps & lieu. Et pource qu'il estoit adverty que lesdits Juges d'Eglise vouloient proceder au jugement dudit procès pour le regard du delict commun, & qu'il estoit besoin faire assister quelque nombre de Conseillers de ladite Cour, & pareillement de Religieux reformez, pour assister au jugement dudit procès sur le delict commun, afin de faire garder lesdits statuts cy-devant faits, pour le bien & entretènement de la reformation dudit Convent, & autres de ce Diocese: Il requiert que ledit Evesque de Paris, ou ses Vicaires deputez par luy pour le jugement dudit procès, pour le delict commun, fussent

tenus d'appeller au jugement dudit procès sur ledit delict commun, tel nombre de Conseillers de ladite Cour qu'elle trouveroit bon, & pareillement tel nombre de Religieux reformez qu'il seroit advisé estre expedient, & qui seront trouvez estre propres pour ce faire: & neantmoins que defenses fussent faites ausdits Juges d'Eglise, de ne proceder à l'élargissement desdites Blosset, de la Rosiere, & Bouchet, qu'il ne soit premierement jugé, & discuté par ladite Cour sur le cas privilégié: pour le regard duquel leur fust enjoint de renvoyer ledit procès en icelle, pour par elle estre fait droit sur les conclusions dudit suppliant, & autrement, comme de raison.

Et icelle requeste veüe par ladite Cour, & tout considéré: ladite Cour ayant égard à ladite requeste, & icelle enterinant, a ordonné & ordonne, que l'Evesque de Paris, ou ses Vicaires deputez par luy, pour le jugement du procès fait contre lesdites Blosset Abbesse, la Rosiere & Bouchet, Religieuses de ladite Abbaye & Monastere de Gif, seront tenus appeller avec eux Maître Christophle de Molle, & Jacques Verjus Conseillers en icelle, pour le jugement dudit procès sur le delict commun; & aussi appelleront au jugement dudit procès les Prieurs de saint Martin des Champs, des Celestins, des Chartroux, & de saint Germain des Prez: & fait icelle Cour inhibitions & defenses ausdits Juges d'Eglise, de proceder à l'élargissement desdites Blosset, la Rosiere, & Bouchet, qu'il ne soit premierement discuté par elle des cas privilégiés, & à cette fin leur enjoint renvoyer ledit procès en icelle, pour y estre fait droit, ensemble sur les conclusions dudit suppliant, & estre pourveu sur le tout pour le bien de la Religion, comme il appartiendra par raison.

**Arrest de la Cour, sur la requeste du General de l'Ordre de saint
Augustin en la Congregation de saint Victor, pour la reformation
des Religieux.**

Du Vendredy septième Juin 1549.

XIX. **V**EU par la Cour la requeste à elle présentée par les General & Peres reformateurs de l'Ordre saint Augustin en la Congregation de saint Victor, congregez & assemblez au Prioré saint Ladre lez Paris, & celebrans le Chapitre general dudit Ordre & Congregation, par laquelle & attendu que aucuns Religieux vagabonds & translatex pour leur mauvaise & scandaleuse vie, odieux d'obsevance & discipline reguliere, sont continuellement en ladite Cour, poursuivans les uns contre les autres, mesme bien souvent contre leurs Superieurs, aucuns pour empêcher le fait des reformations de leurs Monasteres, & seignant chercher paix

& charité mutuelle, & sous pretexte de demander justice à ladite Cour, procurent & font plusieurs monopoles au grand scandale dudit Ordre & Congregation; tellement que où lesdits supplians pensent avoir fait quelque bon œuvre, & introduit bonne reformation en une maison, par le moyen de tels monopoles ou contraventions d'un jour à autre tout est renversé, & en pire estat qu'auparavant: parce que telles manieres de gens sous faux donné à entendre, surprennent & circonviennent la Cour, sans y appeler les supplians, qui fait au grand prejudice de leurs droits, paix & tranquillité de ladite reformation: ils requeroient estre ordonné, que

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIII. 27

dorenavant nul des suppôts d'icelle Congregation, peult faire poursuite contre aucuns d'eux, sinon pardevant lesdits Supplians, que préalablement ils n'ayent ladite jonction d'iceux Supplians, ains eussent à estre renvoyez pardevant eux comme Superieurs immediats, & defences estre faites à tous qu'il appartiendra d'y contrevenir, sous telles peines qu'il plaira à ladite Cour arbitrer : & ouy sur ce le Procureur general du Roy, qui l'auroit consenty & ainsi requis, & tout considéré.

LADITE COUR, pour diverses causes & considerations à ce la mouvans, a ordonné & ordonne, que lesdits Peres Reformateurs pourvoient sur ladite requête par censures Ecclesiastiques, & autres voyes & constitutions regulieres & canoniques qu'ils verront estre à faire : lesquelles constitutions faites seront entretenues par les Religieux de ladite Congregation & à ce faire seront contrains par toutes voyes & manieres devoirs & raisonnables.

Defenses aux Cordeliers de France d'aller aux Chapitres generaux de leur Ordre hors le Royaume, sans permission du Roy.

Extrait des Registres de Parlemens, du Mardi 28. Mars 1552.

XX. CE jour les Gens du Roy sont venus à la Cour, & en presence du Gardien des Cordeliers de cette ville de Paris, & de Frere Pierre Garnier, Docteur en Theologie, pour ce mander en ladite Cour, ont requis que fust l'Ordonnance du feu Roy Louys XI. defences fussent faites aux Religieux dudit Ordre d'aller à aucuns Chapitres generaux ou provinciaux hors du Royaume, & durant les guerres, sur peine de bannissement. Et après que ledit Gardien a dit qu'ils avoient eu faulx-conduit du Roy, & que nonobstant iceloy lesdits Gens du Roy ont persisté en leur requête, la Cour a ordonné, qu'elle advertira le Roy de ladite Ordonnance : cependant a fait expresse inhibition & defences audit Gardien, & audit Religieux, de sortir hors dudit Royaume, pays, & terres de l'obeyssance dudit Seigneur, pour le trouver des Chapitres generaux ou provinciaux : a enjoint audit Gardien d'user de toute diligence, à ce que les congez & baillies soient revoquez : & ordonne ladite Cour, que copie dudit faulx-conduit sera baillie au Procureur general dudit Seigneur. Semblables defences ont esté faites au Correcteur des Religieux Minimes de Nigeon les Paris, pour ce mander en ladite Cour.

Du Jedy sixieme Avril.

Ce jour suivant les lettres missives du Roy presentées à la Cour de ceans par Frere Jean de Duno, Vicair de la Cour du Convent des Cordeliers de cette ville, cy-aprés inserées, & ledit Duno mandé, elle a fait & fait au Gardien des Cordeliers mainlevée desdites defences, à luy cy-devant faites par l'Ordonnance d'icelle Cour, & en ce faisant luy a permis qu'il puisse pour la part de Paris envoyer au Chapitre general, assigné à Salamance en Espagne, à la Pentecoste prochaine, Frere Jacques du Moulhier, Jean Morelli, Guillaume Hugot, Jean Marcari, Pierre Gatoier, & Jacques Hugonis, & les princi-

aux Costodes des autres Convents, jusques à semblable nombre, pourveu qu'ils soient tous sages du Roy, sinceres, fideles, & de la qualité portée par lesdites missives.

Ensuite la lecture desdites Lettres.

DE PAR LE ROY.

Nous amez & feux, nous avons receu les lettres que vous avez escriptes du ving-neufiesme du mois passé, touchant les congez & faulx-conduits qui ont esté bailliez par le Gardien des Cordeliers à certain nombre de Freres Religieux de leur Ordre, pour aller au Chapitre general, assigné à Salamance en Espagne, à la Pentecoste prochaine, que vous leur avez commandé de revoquer, jusques à ce que par nous autrement en ayt esté ordonné : enquoy vous avez tres-bien fait. Toutefois ayant entendu le schisme & division qui interviendroit audit Ordre, si ceux de la province de France ne comparoissent audit Chapitre, la translation duquel n'a esté faite audit lieu de Salamance, sinon du consentement de ceux de ladite province de France, & surpassement les guerres encommencées : Nous pour pourvoir à la conservation de l'union dudit Ordre, vous mandons & enjoignons, que vous leviez lesdites defences par vous faites audit Gardien, & en ce faisant luy permettiez qu'il puisse pour la part de Paris envoyer Freres Jean de Morelli, Jacques du Moulhier, Guillaume Hugot, Jean Marcari, Pierre Garnier, & Jacques Hugonis, & les principaux & Costodes des autres Convents, jusques à semblable nombre, pourveu qu'ils soient tous nos sujets, & gens sinceres, & hors de toute suspicion de faire chose qui fust prejudiciable à nous, nostre Royaume, & sujets : Car tel est nostre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le 5. jour d'Avril 1553. Signé, HENRY. & au dessous, BOURDIN.

Extrait des Registres de Parlemens 1553.

XXI. ENTRE les Definisseurs du Chapitre general de la Congregation de Chevaubenoist, & les Religieux, Abbé, & Convent de S. Salvace les Bourges, appellans comme

d'abus une fois ou plusieurs en adherant, de certaines ordonnances & entrepries faites par Archevesque de Bourges, ses Vicaires, & officiers, d'une part : Et ledit Archevesque de Bourges,

ses Vicaires, & officiers, intimes, d'autre. Veu par la Cour le plaidoyé fait entre lesdites parties le 27. Mars 1549. avant Pasques, avec l'Arrest sur ce donné, par lequel entre autres choses sur les appellations concernans la vifitation, & autres exemptions pretendues par lesdits appellans, déclarées par leurdit plaidoyé, ladite Cour auroit appointé lesdites parties au Conseil, après que ledit intimé se seroit rendu opposant à la publication de l'exemption tant faite en icelle Cour que au Grand Conseil : les productions, contredits, & salvations desdites parties : Et tout considéré.

Il sera dit, avant que faire droict tant sur lesdites appellations comme d'abus, interjetées par lesdits appellans, que opposition formée par ledit Intimé, que lesdits appellans seront verifiez, fulminer & executer la bulle d'exemption, par le feu Roy impetree en l'an 1516. selon la forme de Droict, & le Concile de Constance, pour ce fait rapporté & veu par ladite Cour, eussent par elle fait droict sur le tout, ainsi qu'il appartiendra par raison : & cependant surseoir à l'effect & execution du contenu en icelle bulle d'exemption, tous dépens reservez en definitive. Fait en Parlement le 10. Juin 1553.

Arrest de la Cour, par lequel est decidé le different entre deux Religieux Augustins, qui avoient ordre de leur General d'aller à Rome au Chapitre general.

Du Samedi vingt-unième jour d'Avril 1582.

XXII. **C**E jour sur la remonfrance faite à la Cour par Maître Augustin de Thou Advocat du Roy, du differend d'entre Frere Rogier Girard Docteur en Theologie, Prieur du Convent des Augustins de cette ville de Paris, & Definiteur de la Province de France, & Frere Mathieu de Monthanay Regent audit Convent, pour raison de ce que le Prieur suivant les lettres & mandement du Vicaire general de l'Ordre à luy envoyez, estant prest de partir pour aller à Rome à l'election d'un General dudit Ordre, & mener avec luy un Religieux qu'il a choisi, ledit Monthanay pretendait avoir esté pour ce appellé & mandé par autres lettres precedentes, se deliberoit aussi d'aller à ladite election aux dépens dudit Convent, ce quiferoit

insupportable attendu la pauvreté qui y est, à ce qu'il pleust à la Cour y pourvoir ; & lesdits Prieur & Monthanay mandez & ouys, & lecture faite des dernieres lettres envoyées audit Prieur par ledit Vicaire general.

Ladite Cour a ordonné, que suivant lesdites dernieres lettres, ledit Prieur se transporterait à Rome pour proceder à l'election d'un General de l'Ordre des Augustins en la maniere accoustumée, & prendra pour compagnon l'un des Religieux tel qu'il voudra choisir, sans qu'il y en puisse mener d'autres aux dépens du Convent : pourra neantmoins ledit Monthanay y aller si bon luy semble à ses dépens, sans aucune repetition sur ledit Convent.

Arrest de decret de prise de corps contre Portafius Cordelier.

Arrestez de la Cour pour la reformation des Cordeliers.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy deuxième Juillet 1582.

XXIII. **C**E jour après avoir ouy le Procureur general du Roy en ses remonfrances, ayant mandé Sagan l'un des Lieutenans du Guet de cette ville de Paris, ayant hier au soir receu les commandemens de Messire Christophle de Thou Chevalier, premier President en icelle, aller au Convent des Cordeliers de cette ville, prier le General des Cordeliers estant en icelle, de retenir jusques à demain matin Frere Portafius, auquel General il ne put parler, d'autant qu'il estoit ja retiré, mais eut réponse par la bouche d'un nommé Portafius Religieux qu'il ne bougeoit, & que la Cour de Parlement n'avoit que commander au General de leur Ordre, & à l'instant quelques Cordeliers l'ayans environné, s'estoit retiré sans rien faire. Ledit Sagan s'estant retiré, la matiere mise en deliberation, a esté enjoint à Nicolas Fagot & Estienne le Tellier Huissiers en icelle, aller devers le General de l'Ordre, dire que ledit Frere Portafius eust à venir en la Cour pour le service, & où il ne voudroit l'envoyer, & que ledit Portafius

ne voulost venir, qu'ils avoient charge de l'emmener. Quelque temps après lesdits deux Huissiers retournez ont rapporté avoir parlé tant au General que audit Portafius, qui leur ont dit que voyant par eux le commandement qu'ils avoient par escrit ils obeyroient : ouy derechef le Procureur general du Roy en ses conclusions, la matiere mise en deliberation, a esté arresté que lesdits deux Huissiers retourneront audit Convent devers lesdits General & Portafius, auxquels a esté fait ledit commandement : & quelquel temps après retournez, veu le procès verbal desdits deux Huissiers, & ouy le Procureur general du Roy en ses conclusions, la matiere mise en deliberation, ladite Cour a arresté & ordonné, que le Lieutenant Criminel de la Prevosté de Paris sera presentement mandé, & se transporterait audit Convent, pourra avec tels ministres de Justice & de ceux du Guet qu'il voudra appeller avec lesdits Huissiers Fagot & le Tellier, prendre & amener ledit Portafius prisonnier en la Conciergerie du Palais, & faire en sorte

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIII. 29

fute que la force demeure à la Justice, & le Roy soit obey : & à tant ledit Lieutenant Criminel mandé luy a esté fait entendre ladite ordonnance & deliberation : à quoy en obeyssant est party pour l'exécution.

Du Vendredi sixième Juillet.

Ce jour la Cour a receu les lettres closes du Roy cy-après inferées, lecture faite desquelles, les Gens du Roy ont requis que Frere Portafius soit mandé pour estre ouy, & après mis en l'Abbaye saint Germain des Prez, ou en quelque autre Convent : retirez, la matière mise en deliberation, ladite Cour a arresté & ordonné, qu'en présentant par ledit Portafius sa requête à la Cour, luy sera justice, & ce qu'il apparraendra. Ensuit la teneur desdites lettres closes.

Nos amez & feux, nous avons ce jourd'uy entendu la plainte que nous a faite le General de l'Ordre des Cordeliers, qu'estant venu de Rome icy expressement pour reformer luy mesme le College & Convent des Cordeliers de nostre bonne ville de Paris, pour les abus qu'il estoit advenu qui se commettoient contre les Statuts & regle de leur Ordre, il y auroit trouvé à son arrivée infinis empeschemens & rebellions, mesme qu'aucuns d'eux pour éviter à ladite correction & discipline plus que pour autre occasion, se seroient retirez à vous sous pretexte de leurs privileges, aussi en auriez vous pris la connoissance, & fait decretter, & fait emprisonner Frere Portafius Religieux dudit Ordre, & Docteur en Theologie, qui est celui qui a assisté le plus en ladite reformacion le General. Et pource que nous ne voudrions supporter lesdits Cordeliers de se departir de l'obeyssance qu'ils doivent à leur Supérieur, & que nous supposons aussi que vous n'avez rien fait en cela qu'avec grande raison, nous avons réservé à en ordonner jusques à ce que nous serions bien entierement éclaircis du fait ; à cette occasion nous voulons que par le sieur President de Harlay, & nostre Procureur general, que nous avons mandez ve-

nir icy, vous nous fassiez bien informer du fait, & leur donner bons & amples memoires & instructions pour en parler, & mesme qu'ils apportent les privileges que lesdits Cordeliers pretendent avoir s'ils les ont mis pardevant vous. Et cependant d'autant que ledit Portafius est d'un homme d'age, Docteur en Theologie, & bien renommé entre ceux de son Ordre, nous desirons que s'il n'y a contre luy quelques charges de consequence, il soit élargy, ou pour le moins mis en quelque autre sauvegarde, & plus gracieuse que la prison, où à ce que nous avons aussi entendu il est detenu. Donné à Fontainebleau le 5. jour de Juillet 1582. Ainsi signé, HENRY. Et plus bas, PINART. Et sur la subscription, A nos amez & feux les gens tenants nostre Cour de Parlement à Paris. Receu le sixième de Juillet mil cinq cent quatre-vingts deux.

Dudit jour.

Ce jour le Vicair des Prestres du Convent des Cordeliers mandé, admonesté de dire verité, enquis du commencement du différend qui est audit Convent, & qui en est cause, a dit que le General de l'Ordre depuis le temps qu'il estoit arrivé au Convent n'avoit ouy personne, combien que ce soit la custume d'assembler en general tous les Religieux, & s'enquérir de l'estat & ordre & de l'ordre : ce qu'il n'a fait, ainsi quelque temps après qu'il est arrivé a fait constituer des Religieux prisonniers sans avoir esté ouy, ne avoir tenu Chapitre general, ne sçachant les causes, bien sçait toutefois qu'il y a grand desordre au Convent, tant au temporel que spirituel, & les Religieux qui sont prisonniers n'attendoient autre chose qu'une sentence cruelle : & quant au n'aguiers Gardien du Convent de Sens, que la Cour luy avoit mandé venir avec luy, il estoit enfermé, & estoient les deds hors fa puissance, ayant esté mis par ordonnance dudit General en mains de quelques Religieux : & se retirant à supplié tres-humblement la Cour y pourvoir.

Arrest contre Portafius Cordelier, pour n'avoir porté l'honneur à la Cour qu'il devoit : & autre Arrest pour mettre ordre aux divisions qui estoient dans les Cordeliers.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardy dernier Juillet 1582.

XXIV. Ce jour en jugeant le fait de Frere Portafius, la Cour a arresté qu'il sera blâmé de la fureur qu'il a faite, & du mepris de nostre venue parler à la Cour lors qu'il a esté mandé par trois fois : à luy enjoins de porter honneur & reverence au Roy, à la Justice, & à tout Magistrat, de n'y retourner plus, & luy a esté dit, pour ce mandé, qu'il oyroit l'Arrest de ce jour qui luy seroit prononcé.

Du Vendredi sixième Août.

Ce jour le General de l'Ordre des Cordeliers étant venu en la Cour, l'a suppliée tres-humblement le genouil en terre, l'ayant fait relever & implorer l'ayde d'icelle Cour, pour

Tome I. Partie II.

composer les tumultes qui sont au Convent de cette ville, procédez d'aucuns esprits non bien composez, protestant où l'on auroit opinion que cela procedast de luy, plustost s'en aller & se retirer, n'ayant jamais, luy indigne, eu autre volomé que de garder les statuts & privileges de l'Eglise Gallicane : les Gens du Roy presens retirez, la manière mise en deliberation, ladite Cour a arresté & ordonné que Messire Christophe de Thou Chevalier premier, & Prevost President, avec quatre des Conseillers d'icelle, se transporteront dans luy au Convent des Cordeliers de cette ville, pour s'enquérir des causes dudit tumulte, & les composer ainsi qu'ils veront estre à faire.

H

Da Samedi quatriéme Augst.

Ce jour après avoir ouy les Gens du Roy sur le tumulte advenu hier à foir environ neuf heures, au Convent des Cordeliers de cette ville, Messieurs le President Brisson, Boutin, Violle Conseillers, Faye Advocat du Roy, & le Lieutenant Criminel, ont esté chargés eux transporter au Convent dedit Cordeliers, s'enquérir de l'occasion dudit tumulte, y mettre ordre à leur pouvoir, ouyr tant le General que autres anciens & discrets qu'ils adviseront, & faire en sorte que ledits tumultes cessent. Et environ les neuf heures revenues, ont dit avoir, faisant l'ordonnance de la Cour, esté audit Convent, parlé au General de l'Ordre, & à plusieurs autres anciens Religieus de part & d'autre, trouvez aucuns blessés de coups de pierres, & bastons, quelques-uns d'épées, ou dagues; Ont ouy le Vicar des Prestres, les Precepteurs des Novices, & les Regens, & s'est trouvé le tumulte estre advenu par les Novices & la jeunesse des étudiants qui excèdent le nombre des Prestres; & en s'enquerrant ont veu le General s'en aller dans un coche que Monsieur de Nevers luy a envoyé: & est nécessaire que les chefs de ce tumulte vident le Convent, & cependant qu'il soit mis ordre pour ce jour d'huy, & demain pourvoir à plus grand inconvenient qui se

prepare audit Convent. Et à l'instant la matiere mise en deliberation, ladite Cour a arresté, que ledits Boutin, Violle, Faye, & Lieutenants Criminel s'assembleront presentement au logis dudit sieur President Brisson, pour se transporter audit Convent, avec autre nombre de Conseillers tels qu'ils adviseront, pour pourvoir à ce qui pourra survenir, & faire en sorte qu'il n'advienne trouble ou sedition: Et pour y remédier qu'ils seront à l'instant vider quatre de chacun costé des fratreurs ou plus grand nombre, s'il y eſchet, hors du Convent à leur veuë, & les envoyer en tels lieux qu'ils adviseront, jusques à ce que autrement par la Cour en soit ordonné, & adjoindront le General dudit Ordre de commander par l'advis dedit sieur President & Conseillers un Gardien audit Convent, & ce qui sera en ce que dessus, & autres choses en dépendans, ordonné, sera executé promptement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles. Et outre a esté enjoint au Lieutenant Tanebou, & Sages Lieutenants du Gueſt, se transporter avec bon nombre de gent & Archers audit Convent & faire entendre à tous les Religieus, qu'ils sont commandés d'aller, non pour emprisonner ou forcer personne, ains seulement pour empêcher les troubles, tumultes, ou voyes de fait, & les contenir en leur possible, jusques à ce que par ledits sieurs President & Conseillers en soit ordonné.

Le Gardien des Capucins comparoist en la Cour, & y represente un fils de famille qui s'estoit rendu aux Capucins sans le consentement de son pere.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement, du Samedi 24. Juillet 1583.

XXV. **C**E jour ouy le Procureur general du Roy, la matiere mise en deliberation, la Cour a ordonné que iteratif commandement sera fait au Gardien du Convent des Capucins, à peine de desobeyſſance au Roy & à Justice, de comparoir Mardy matin en la Cour, & amener avec luy Honorat Seguiran, fils de Maître Gaspard Seguiran, pour estre ouys, ce fait en ordonner, & que à cette fin deux ou trois Huissiers de la Cour iront devers ledit Gardien pour en faire procès verbal.

Da Mercredi vingt-septieme Juillet.

Ce jour après avoir par la Cour ouy le Pere Gardien des Capucins, un des Religieus d'icelluy, & Honoré Seguiran fils de M. Gaspard Seguiran Advocat au Parlement d'Aix en Provence, vescu comme les deux autres, les Gens du Roy presens & ouys en leurs conclusions, mandé & ouy aussi M. Balthazar Seguiran sieur de

Pieuzain, oncle dudit Honoré Seguiran fils: tous retirez, la matiere mise en deliberation, la Cour ayant égard au conclusions dudit Procureur general, a ordonné & ordonne que ledit Seguiran fils sera reintegré es mains dudit Seguiran de Pieuzain en son habit seculier pour estre mené à ses pere & mere, jusques à l'usage requis par l'Ordonnance, & seront faites defences ausdits Religieus des Capucins de le recevoir en leur Convent, & enjoint ausdits pere & mere de ne desloigner leur fils, si après l'usage atteint il persiste à la premiere volomé: & à tant l'oncle mandé, & les deux Religieus des Capucins, & ledit Seguiran fils, leur a esté fait entendre ladite deliberation pour y obeyr, & enjoint à deux Huissiers d'icelle, à sçavoir Aubert & Rouget, aller sans scandale avec les dessusdits, pour assister à l'exécution du fustid Arrest, audit Convent mener le fils pour reprendre son habit seculier, & le metre es mains dudit oncle.

**Arrest contre les Capucins de Paris qui ne vouloient respondre pardevant
aucuns Juges seculiers.**

Extrait des Registres de Parlement, 1599.

XXVI. **V**eu par la Cour les grand'Chambre & Tournelle assemblées, l'information faite de l'ordonnance, & par deux des Conseillers d'icelle, à la requête du Procureur general du Roy, demandeur à l'encontre de Frere Archange Dupuy Religieux du Convent des Capucins lesz cette ville : Arrest du vingthuitieme Avril dernier, par lequel estoit ordonné que ledit Dupuy comparoitroit en personne pardevant deux des Conseillers de ladite Cour, pour estre oy & interrogé sur le contenu en ladite information : procès verbal de Rozon Huissier, contenant la signification dudit Arrest faite audit Dupuy, & la responce à icelle par un nommé Frere Alphonse Vicairé dudit Convent : interrogatoires faits audit Dupuy & Alphonse surnommé au siecle le Grand par ledits Conseillers : certain escrit en forme de declaration en date du trentiesme Avril dernier, sous-signé Frere Jean Brulart Capucin, Commissaire Provincial, & Frere Benoist Anglois Definiteur du Chapitre, reconnu par ledit Bru-

lart, & Frere Benoist avoir esté par eux signé : Conclusions du Procureur general du Roy : oy en ladite Cour ledit Dupuy sur le contenu en ladite information, ensemble ledit Alphonse sur la responce par luy faite à la signification dudit Arrest, oy aussi ledit Brulart, & Frere Benoist sur ledit escrit.

Et tout considéré, dit a esté, que ladite Cour après que ledit Dupuy, Alphonse, Brulart & Benoist, pour ce deteché mandez à icelle ont esté blâmés, a interdit audit Dupuy de prescher pour six mois, ordonne que ledit escrit sera laceré en la presence desdits Brulart & Benoist, & l'Arrest lea au Convent des Capucins en la presence de tous les Religieux ; & fera le present Arrest executé par Maîtres Guillaume Benard, & Jean du Vivier Conseillers de ladite Cour, en la presence du Procureur general du Roy. Prononcé en la grand'Chambre d'icelle Cour, en la presence desdits Dupuy, Alphonse, Brulart & Benoist, & executé le sixieme May mil cinq cens quatre-vingt dix-neuf. Signé, VOYEN.

*Protestation de Frere Jean Brulart Capucin, laquelle a esté lacerée & biffée en
sa presence par Arrest de la Cour de Parlement le sixieme jour de May 1599.*

XXVII. **J**E Frere Jean Brulart Commissaire Provincial des Freres Capucins de la Province de Paris, declare que Mercredy au soir 28. Avril 1599. Maître Pierre Lugoli Lieutenant Criminel au Chastelet de Paris m'adressa à moy sur les sept heures au soir dudit jour, me donnant à entendre que pour informer davantage Messieurs de la Cour touchant quelques particularitez qui concernoient quelques predications faites par le Pere Archange de Lyon Religieux de nostre Ordre, il seroit à propos pour accommoder le tout amiablement d'envoyer ledit Pere Archange avec trois avec luy vers Monsieur le Procureur general de la Cour ; d'autant qu'il me donna à entendre que c'estoit par voye amiable, & non par la forme de la Justice, ainsi qu'avait fait l'Huissier qui le mesme jour estoit venu en nostre Maison signifier l'adjournement personnel de ladite Cour, pour respondre du fait de ses predications : à cene consideration j'accorday audit Lugoli ce qu'il demandoit : & neantmoins ayant esté adverty par deux des quatre Religieux qui sont retournez en nostre maison, que ledit Lugoli contre sa parole avoit fait continuer prisonnier ledit Pere Archange avec le Pere Alphonse Vicairé de nostre Con-

vent, j'ay fait la presente declaration, protestant que ledit emprisonnement a esté fait contre tous droitz, canons, & privileges des Religieux, qui sont du tout exempts de toute jurisdiction seculiere, & nommément en ce qui concerne le fait de la doctrine & predication, & que je n'y ay apporté aucun consentement, & sauf à moi à me pourvoir contre ledit Acte cy-après par les voyes de droit, & sans qu'il puisse porter prejudice, & estre tiré à consequence pour l'advenir contre ceux de nostre Ordre, declarant que tout ce qui sera déclaré & decreté contre eux, est fait par juges incompetens, donc j'ay requis m'estre decerné acte & copie signée par le Greffier de ladite Cour de cette presente declaration ; reconnoissant oesntmoins & honorant ladite souveraine Cour, comme Ministre de la Justice, en tout ce qu'il leur plaira me commander à moy, & à mes Religieux ; sauf l'immunité Ecclesiastique. Presenté ce jourd'huy dernier Avril mil cinq cens quatre-vingt dix-neuf.

Frere JEAN BRULART Capucin Commissaire Provincial.

FR. BENOIST ANGLOIS Definiteur du Chapitre confirme ce que dessus.

**Arrest touchant un jeune homme qui avoit pris l'habit de Religieux
Feuillant sans le consentement de son pere.**

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 1. Aoust 1601.

XXVIII. **C**E jour la requête présentée à la Cour par M. Jean Laurens Procureur au Bailliage & Siege Presidial de Chartres, tendante afin que les Religieux & Prieur du Convent des Feuillans fussent contraints luy rendre & mettre es mains Claude Laurens son fils unique, âgé de dix-sept à dix-huit ans, n'agueres escolier en l'Université de Paris, demeurant au College du Plessis, qu'ils ont retiré à son desceu. Après que l'un des Notaires & Secretaires de ladite Cour s'est de l'ordonnance d'icelle transporté audit Convent des Feuillans, & rapporté avoir parlé à Frere Jean de S. Malachie Provincial de l'Ordre de la Congregation desdits Feuillans, luy a representé ledit Claude Laurens fils, qu'il a amené avec luy, & est venu accompagné de deux autres Religieux : eux mandez, ensemble ledit Laurens pere, & ouy ledit Malachie Provincial, qui a reconnu en la presence desdits Laurens pere & fils, qu'ils ont retiré en leur Convent ledit Claude Laurens fils, & luy ont fait prendre l'habit sans en parler, ne s'enquerir de la volonte, & consentement; declarant neanmoins qu'il leur est indifferant qu'il sone ou qu'il demeure en leur Convent.

Ouy aussi Servin pour le Procureur general

du Roy, qui a dit que sous pretexte de pieté les Religieux violent les Commandement de Dieu, par lesquels les enfans qui sont sous la puissance de pere luy doivent l'obeyssance, & que par plusieurs Arrests, conformes aux saints Decrets, a esté ordonné ce qu'ils requierent à present, que le fils soit remis es mains du pere, pour y demeurer, & luy rendre ce que les enfans doivent à leur pere, avec defences ausdits Provincial & Religieux de le recevoir en leur Convent sans le consentement dudit pere : & outre que pareilles defences seront faites à tous autres Religieux.

Ladite Cour, ouy le Procureur general du Roy, enjoint audit Provincial des Feuillans aller presentement accompagné de l'un des quatre Notaires & Secretaires d'icelle, delivrer & mettre es mains dudit Laurens pere, ledit Claude Laurens son fils, luy oster l'habit de Religieux, & le rendre en l'habit seculier; a fait & fait inhibitions & defences ausdits Provincial & Religieux desdits Feuillans, de le recevoir à l'advenir audit Convent sans le consentement dudit Laurens pere : & sur le surplus des conclusions dudit Procureur general, la Cour en deliberera au premier jour.

**Arrest pour la reunion de tous les Convents des Carmes, & ordonné
que le General s'il est estrangier mettra un Vicaire regnicole.**

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 20. Juillet 1602.

XXIX. **S**UR le plaidoyé fait en la Cour le deuxième Aoust mil six cens, entre les Religieux, Prieur, Abbé & Convent de la Congregation d'Alby, appellans comme d'abus d'un referé en forme de bulle du Pape Clement VIII. en date du premier Juillet mil cinq cens quatre-vingt dix-neuf, & de tout ce qui s'en est ensuyvy, & demandeurs à l'enterinement d'une requête par eux présentée à la Cour le seizieme Juiller audit an mil six cens, & defendeurs d'une part : & Frere Guillaume de Champ-cheux Docteur en la Faculté de Theologie à Paris, Prieur des Carmes d'Orleans, Provincial de * *, & Commissaire general de l'Ordre des Carmes au College & Convent de Paris, intimé & defendeur, & demandeur à l'enterinement des Lettres patentes du dix-neufieme May audit an mil six cens, d'autre. Après que Robert pour ledits Religieux des Carmes de la Congregation d'Alby appellans; Maignin pour ledit de Champ-cheux Religieux des Carmes de la Province de France; & Marion pour le Procureur general du Roy auroit esté ouy, & par ladite Cour ordonné qu'elle verroit les Lettres & les Arrests mentionnez au plaidoyé des parties, & ce qu'elles voudront mettre par devers elle dans trois jours, & en delibereront au Conseil.

Veu lesdites Lettres du 29. May mil six cens, signées, Par le Roy, DE NEUVILLE, scellées du grand scel de cire jaune, par lesquelles est mandé à ladite Cour faire repulver en Registres d'icelle ladite Bulle du premier Juillet mil cinq cens quatre-vingt dix-neuf, & le contenu d'icelle garder & observer inviolablement, & en ce faisant pour oster & retrancher les occasions des desordres & differents advenus depuis l'institution de ladite Congregation d'Alby, que les Statuts particuliers de ladite pretendue reformation de ladite Confraternité, & association dice la Congregation, remis & reunis avec les autres de leur Ordre en une mesme Regle sous les anciens Statuts, & premier vœu d'obeyssance de l'Ordre, & reglement du Chapitre general d'iceluy, aux charges & comme plus au long le contiennent lesdites Lettres, ladite bulle, Arrest, & pieces respectivement produites par ledites parties.

Tout considéré, il sera dit que ladite Cour pour le regard de l'appel comme d'abus, a mis & met les parties hors de Cour & de procès, & pour aucunes bonnes causes, justes & raisonnables considerations à ce nous mouvans, a ordonné & ordonne que ladite bulle du premier Juillet 1599. sera gardée & observée par tous les

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIII. 33

les Religieux du Convent de l'Ordre des Carmes, sans approbation de la clause contenue en icelle en ces mots, *inveniens etiam secularium societas* ; & ce faisant a revokez & annullé les Statuts particuliers de la reformation de la Congregation d'Alby, & ordonné que tous les Religieux & Convents de ladite Congregation demeureront unis avec les autres Convents de leur Ordre, vivans en une même Regle, sous les autres Statuts & premiers vœux & obéissance de l'Ordre estably, & reglement ordonné es Chapitres généraux d'Alby, sans qu'il soit loisible à aucun dudit Ordre proférer aucunes paroles injurieuses, pour raison des différens meus entre eux à cause de ladite Congregation d'Alby, sur les peines contenues

es constitutions & articles dudit Ordre, & de la reformation & reunion generale d'iceluy, de l'an 1589. à la charge que le General dudit Ordre sera tenu, s'il est étranger, & ne peut venir exercer sa charge en ce Royaume, commettre & deputer un Vicair general François & regnicoles pour la reformation & vifitation des Convents de France, & que les Prieurs qui font de present élus tant au Convent de Paris que autres de ladite Congregation, demeureront en l'exercice de leurs charges, & y feront continuer jufques à ce que leur temps expiré, soit procédé à nouvelle election, fuyant les anciens Statuts & Reglemens généraux de l'Ordre.

Capucins mandez & ouys ; & ordonné qu'ils rendront un enfant de famille à son pere.

Extraict des Regiftres de Parlemens, du Jedy 14. Mars 1602. Conseil secret.

XXX. **C**E jour la Cour après avoir ouy les Capucins, parlant le Pere Pacifique l'un d'eux, assisté d'un autre, qui est reconnu le fils de M. Michel Ripault Conseiller & President aux Enquestes, estre en leur Convent, où le pere & autres le peuvent prendre, & ne l'empêcheront point, mais supplient la Cour estre commandé de l'amener, leur estant defendu par le Supérieur, & s'ils craignent le scandale, sur ce que ledit fils est persuadé que l'on luy vou-

loit ôster l'habit, & ne voudroit sortir : La manière mise en deliberation, a esté arresté & ordonné que ledits Gardien & Religieux rendront le fils avec ses habits au pere, ou autre tel qui se transporteront presentement, avec l'un des quatre Notaires de ladite Cour audit Convent : & leur a fait défenses à l'advenir recevoir des enfans sans le consentement des peres, ny passer outre à leur profession.

Arrest d'injonction aux Recollets de Franconville, de rendre un enfant à son pere, & défenses à eux de le recevoir.

Extraict des Regiftres de Parlemens, du Jedy 2. Septembre 1604.

XXXI. **V**EU par la Cour la requeste à elle présentée par M. Michel Ripault Conseiller du Roy au Conseil d'Etat, & naguere President aux Requestes de ladite Cour, par laquelle attendu que Charles Ripault son fils Escolier étudiant naguere au College de Boncourt, auroit esté prapiqué par aucuns Religieux du Convent de Franconville, Ordre des Recollets, de s'absenter dudit College, & se rendre Religieux mandant de leur Ordre, & avant que le retirer en leur maison luy auroient fait vendre tous ses livres & habits ; il requeroit que le Prieur dudit Convent de Franconville fera tenu de com-

paraître en ladite Cour, & rendre au suppliant ledit Charles Ripault en habit seculier, avec défenses de le recevoir en ladite maison sans le consentement & advis du suppliant à l'advenir : Conclusions du Procureur general du Roy.

Tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne que ledit Prieur de Franconville représentera & rendra au suppliant ledit Charles Ripault son fils en habit seculier : & a fait & fait défenses & inhibitions tant audit Prieur & Religieux de Franconville, que tous autres dudit Ordre, de recevoir à l'advenir en leur Monastere sans l'advis & consentement dudit suppliant son pere.

Arrest contre les Jesuites de Lyon, pour rendre le fils d'un suppliant, & sera tenu le Recteur dudit College faire signifier ledit Arrest aux autres Colleges.

Extraict des Regiftres de Parlemens, du Samedi 22. Novembre 1605.

XXXII. **V**EU par la Cour la Requeste à elle présentée par Maître Louys Thorel, Docteur Medecin, citoyen de Lyon, tendant à ce qu'il fust enjoint au Recteur & Principal du College des Jesuites de ladite ville, luy

remettre actuellement en son pouvoir Gaspard Thorel son fils, âgé de quinze ans, qu'il avoit mis en pension audit College, lequel ils ont induit, prapiqué & attiré en leur Société, & que à faute de ce faire, il fust procédé contre eux par

telles voyes & contraintes qu'il plaira à la Cour ordonner, avec defences de le recevoir en leur Société, soit audit College, ou autre de leurdite Société, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & n'y contreviennent: Veu aussi les pieces attachées à ladite requête: Conclusions du Procureur general du Roy. Et tout considéré.

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que le suppliant aura commission pour faire appeler en

icelle ledits Jéfunes du College de Lyon, & autres qu'il appartiendra, aux fins della requête: & cependant leur a fait & fait inhibitions & defences, & à tous autres de ladite Société de recevoir le fils dudit suppliant en leurs Colleges, ains le delivrer audit suppliant, ou autres qui auront charge de luy: & lera tenu le Principal & Recteur dudit College de Lyon, faire sçavoir le present Arrest aux autres Colleges, sur peine d'en respondre en leurs propres & privez noms.

Lettres Patentes, par lesquelles le Roy autorise & approuve une ordonnance du Chapitre general des Religieux de S. François touchant l'élection des Gardiens du College des Cordeliers de Paris. 1607.

XXXIII. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feux Conseillers les gens tenants nostre Cour de Parlement de Paris, Salut. Les Gardiens & Religieux de S. François de nostre ville de Paris nous ont exposé que Frere François de Soza, General dudit Ordre estant en nostre dite ville de Paris, auroit fait plusieurs statuts & ordonnances de sa seule autorité, sans les avoir convoquez, ny prins advis du Gardien, ny des Peres du conseil dudit Convent, ny sans considerer la consequence dedsdits statuts, & le desordre que pourroit apporter le changement qu'il avoit ordonné en l'élection d'un Gardien audit Convent, contre ce qui avoit toujours esté observé en ce College, qui est seul en France pour tout ledit Ordre. De sorte que ledits exposans s'estans pourvus pardevant nous, & en nostre Conseil, après avoir prins advis des principaux du Clergé de nostre ville de Paris, Nous aurions le premier jour de Mars mil six cens cinq, ordonné qu'en attendant qu'il fust plus au vray informé de la commodité ou incommodité que ledits statuts & ordonnances apporteroient audit Convent, que l'exécution dedsdits statuts & ordonnances surseiroit jusques au prochain Chapitre general, & qu'il seroit procédé à l'élection du Gardien dudit Convent de Paris au jour saint Barnabé prochain, selon qu'il avoit esté observé auparavant. Depuis, ledit Chapitre general ayant esté assemblée en la ville de Tolède en Espagne, & les articles & statuts dudit General ayant esté veus, & luy oüy, ensemble aucuns deputés dudit Clergé qui representeroient les inconveniens qui estoient cy-devant advenus, de ce que l'on avoit donné aux escoliers estudiants audit College voix à l'élection du Gardien, & les monopoles que l'on avoit pratiqués par le moyen dedsdits escoliers, auroit esté résolu & arrêté, que ledit Convent de Paris seroit maintenu & conservé en ses anciens privilèges

& statuts: & en ce qui concernoit l'élection du Gardien dudit Convent de Paris, qu'elle se feroit au jour, & en la forme accoustumée, fors & excepté qu'au lieu que tous les Religieux & escoliers assisoient anciennement à l'élection dudit Gardien, & attenda que cela leur apporteroit une distraction de leurs estudes, il n'y assisteront que le Gardien ancien à l'advenir, les Docteurs en Theologie, les Lecteurs, Vicaires, & tous les Bacheliers qui auroient répondu un an auparavant, les Peres discretes, les Officiers du Convent; sçavoir le Confesseur des enfans, le Procureur, les deux Secretains, les deux Portiers, & le Pere anique. Et afin que les ordonnances dudit Chapitre general soient mieux observées & entretenues, ledits supplians nous ont supplié & requis vouloir icelles, entre autres besoin seroit, confirmer & autoriser, & leur octroyer nos Lettres de declaration requises & nécessaires.

Nous à ces causes, desirans maintenir & conserver ledit Convent de Paris en ses anciens statuts & privilèges, autoriser les moyens qui ont esté jugés raisonnables & nécessaires, pour parvenir à une bonne & legitime election des Gardiens dudit College, audit Chapitre general, & veu l'ordonnance d'iceluy cy-attachée sous le contrescel de nostre Chancellerie, avons icelle approuvée, validée, & autorisée, approuvons, validons, & autorisons, & voulons icelle estre gardée, entretenue, & observée selon la forme & teneur: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le deuxième jour de Decembre l'an de grace mil six cens sept, & de nostre Regne le dimesiesme. Signé, Par le Roy, POTIER & seeller. Registrees, oüy le Procureur general du Roy, pour jouyr par les impetrans de l'effet & commandement icelles. A Paris en Parlement le vingtième jour de Decembre l'an 1607. Signé, DU TILLET.

Arrest de la Cour sur l'élection d'un Prieur des Blancs manteaux.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 14. Decembre 1611.

XXXIV. **V**EU par la Cour la requête à elle présentée par les Religieux, Sous-Prieur, & Convent des Blancs-manteaux à Paris,

par laquelle attenda que depuis quelque temps leur Prieur estant vieil & caduc, le seroit volontairement démis de son office de Prieur; ce qui

aurait été accepté par lesdits Religieux : & en conséquence de ce avoient appelé pour procéder à une nouvelle élection d'un autre, comme il est accoutumé, les Prieurs des Celestins : & de saint Germain des Prez, lesquels ayant reçu les vœux des supplians, auroient nommé Frere Edmond Guizard, Bachelier en Theologie, Religieux profex dudit Convent, absent : auquel nomination tous les Religieux dudit Convent auroient acceptée, & envoyé un d'entre eux pour luy porter argent pour sa dépense. Toit après le parlement auquel un nommé Frere Jean Roigny, soy disant Procureur dudit Convent, bien qu'il eult signé ladite élection, prevoyant que depuis le temps qu'il a pris la charge du temporel de ladite maison, & qu'il n'a rendu compte, il en pourroit estre recherché, se seroit transporté es Pays-bas vers le Provincial, reconnoissant qu'il étoit ennemy capital dudit Prieur élu, pour le persuader de venir avec luy, & l'empêcher s'il l'eussent trouvé en la maison : comme de fait seroit ledit Provincial venu avec ledit Roigny, assisté de deux Archers du Prevost des Marchaux, & entrez audit Convent avec leurs casques, hoquetons, & escoupettes sous le manteau, pour forcer & contraindre lesdits Religieux à autre nouvelle élection, encore que ledit Provincial n'ait nulle voix élective pour faire établir un Prieur. Ce que voyant les supplians, se seroient assembles au Chapitre, & auroient fait réponse audit Provincial, que c'estoit chose impossible de procéder à l'élection d'un autre Frere que celui qui estoit élu, & que de son

autorité il le falloir mander pour prendre : & accepter ladite charge, à peine de censure : & au cas qu'il n'y voullust obeyr, ne différeroient de procéder à nouvelle élection d'un autre, pourveu que ledit Provincial n'y assistât. Requeroient lesdits supplians estre ordonné, que ledit Provincial seroit commandement audit Frere Edmond Guizard, capitulairement élu, de prendre & accepter ladite charge, à peine de censure : & à faute de ce, que lesdits Prieurs des Celestins & S. Germain des Prez seroient mandés pour procéder à nouvelle élection, & cependant que ledit Provincial s'en retournât à son Convent : & outre, comme tel qu'il plaira à ladite Cour pour faire rendre compte audit Roigny de son administration, & pour ce faire prêter & toiser les bastimens qu'il a fait faire, & desfermes aux fermiers & locataires de ladite maison, de luy payer aucune chose sans ordonnance du Convent : conclusions du Procureur general du Roy.

Tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne, que Maîtres Pierre Ruellé, & Charles le Prevost, Conseillers en icelle, se transporteront au Convent des Blines-manteaux, pour ouyr & recevoir les plaintes & doléances des Religieux dudit Convent, lesquels ils feront à cette fin assembler à son de timbre au lieu & en la maniere accoutumée, dont lesdits Commissaires seront procédés verbal, pour iceluy communiqué au Procureur general, & ven par ladite Cour, estre fait droit ausdits Religieux sur leurdite requête, ainsi qu'elle verra estre à faire par raison.

Arrest de la Cour de Parlement, touchant l'élection d'un Abbé & General de l'Ordre de Premonstré. 1612.

XXXV. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, au premier des Huissiers de nostre Cour de Parlement, ou autre nostre Sergent, Salus. Comme le jour datus des presentes comparurent judiciairement en nostre dite Cour Frere Jean le Faige, docteur en Theologie, Religieux & Prieur du College de Premonstré, Procureur Syndic de l'Ordre, appellant comme d'abus de l'élection de l'intimé pour Coadjuteur & successeur à l'Abbé, & de ce qui s'en est ensuiuy, d'une part : Et Frere Pierre du Rieu, Religieux de Premonstré, Docteur en Theologie, intimé : Et Frere François de Longpré, Abbé & General de l'Ordre, intervenant d'autre, ou les Procureurs des parties, sans que les quelz puissent prejudicier.

Et après que de la Maniere pour l'appellant plaidant, Maignin pour l'intimé a dit, qu'après l'avis des gens de nostre Parquet, qu'il y a à redire en l'élection, n'y veut insister, n'ayant envidé & recherché celle qui a été faite en son absence, requérant que à nouvelle soit procédé dans un temps. A quoy la Maniere a dit, que la splendeur de l'Ordre dépend de l'entretienement du statut, spécialement pour l'élection de l'Abbé General de l'Ordre, laquelle élection jusques à present a été conservée entiere & inviolée, se trouve réservée par les Concordats : la forme prescrite étant telle, que toutesfoiz & quantes que l'Abbé decede, ou se démet pour infirmité, l'on a accoutumé convoquer les Abbés de saint Mar-

tin de Laon, de Floresse, & de Coilly, outre les quatre premiers Abbés de filiation, pour avec les Religieux procéder à l'élection, laquelle ne se peut faire qu'en deux façons ; ou par la voye du saint Esprit, ou par compromis : & s'il advient qu'aucun s'efforce d'y parvenir autrement, il est à jamais incapable d'estre élu. Neantmoins cet ordre a esté perveyu en l'élection dont il s'agit ; l'Abbé ayant désiré un Coadjuteur perpétuel, & futur successeur (ce qu'il n'est loisible) & ledit Coadjuteur curieux d'estre nommé par les Religieux, leur a, & à quelques Religieux demeurant en cette ville, fait signer une requête, laquelle nous a été présentée pour agréer telle nomination. Mais l'on a voulu repaier ce mauvais commencement par acte nul devant Notaires, qui contient autre élection vicieuse, de quelques élections est l'appel pour l'honneur de l'Ordre, & empêcher que celui qui est Abbé ne puisse nommer un successeur, ôtant la liberté d'estre le plus digne & capable, & faire qu'à l'advenir, observant le statut, personne n'entreprene violer les saintes Regles de l'élection ; & que le Coadjuteur demeure privé de ce qu'il a recherché par brigues, ne le pouvant espérer par mentes.

Ouy Gontiere pour l'Abbé, & Servin pour nostre Procureur general, qui a dit, que l'élection de l'intimé est abusive, & ne se peut fustoir, n'y ayant que deux manieres d'élection approuvées par les statuts, telles que la

Maniliere les a representées, après le décès du Prelat, ou demission par maladie, ou autrement : & n'y auroit point de raison d'enfreindre le statut, mais qui y contreviendrait seroit *ineligibilis tota vita sua tempore*.

Nostredite Cour dit, qu'il a esté mal, nullement, & abusivement procedé, nommé, & élu : ordonne qu'en cas de resignation pure & simple, ou vacation par mort, sera procedé à nouvelle

election, suivant le statut, & la forme ancienne & accoustumée, & sans dépens. Si te mandons à la requeste dudit appellet, mettre le present Arrest selon la forme & teneur à execution : de ce faire te donnons pouvoir. Donné à Paris en nostre Parlement le 19. jour de Juillet, l'an de grace 1612. & de nostre Regne le troisieme. Signé, Par la Chambre, VOYSSIN, & scellé de cire jaune.

Arrest de la Cour, par lequel deux Conseillers du Parlement sont commis pour assister à l'élection de l'Abbé de Premonstré. 1613.

XXXVI. **L** OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à nos amez & feux Conseillers en nostre Cour de Parlement Maistres Jacques Gillot & René Roullé, Salut. Comme le jour & daine des presentes comparans judiciairement en nostredite Cour Frere Jean le Paige, Docteur en Theologie à Paris, Syndic general del'Ordre de Premonstré, Principal du College dudit Ordre à Paris, appellant de la destitution dudit College, & provisions octroyées à l'ineimé : les Recteur, Doyen, Procureurs & Supplis de l'Université de Paris, intervenans & demandeurs en requeste du treizieme de Février : & encore ledit le Paige Syndic, demandeur en requestes des treize Mars, vingt Avril, d'une part : & Frere Jacques le Danois, Docteur en Theologie à Rheims, intimé, defendeur : & Frere Pierre du Rhieu, aussi Religieux, defendeur d'autre : & les Procureurs des parties, & sans que les qualez puissent prejudicier.

Et après que de la Maniliere pour l'appellant, Mauguin pour Danois, & l'Advocat de l'Université intervenans ont esté ouys, tant sur l'appel que requeste & intervention : & Servin pour nostredit Procureur general a dit, que la Regle en general est contre l'appellans ; mais les circonstances pour luy, la destitution sans raison faite six semaines après, & en haine de l'Arrest, qui a esté à l'Abbé un Coadjuteur, & depuis avenu son décès ; est necessaire pourvoir, & empêcher les brigues & factions : à cette fin demande deux Conseillers estre députez pour se transporter sur le lieu, faire l'assenblée, & excludre tant du Rieu que autres intelligibles. Et au surplus concernant l'intervention & defenses requises par l'Université, s'il plust à la Cour en deliberer. Marquant par serment dit qu'il n'a charge de du Rieu, & Mauguin reconneu qu'il luy a baillé la piece, & parlé de la cause comme amy de Danois.

Nostredite Cour faisant droit sur l'appel comme d'abus de la destitution de le Paige, en consequence de l'Arrest intervenu sur l'appel de la Coadjutorie du 19. Juillet, dit, qu'il a esté mal, nullement, & abusivement procedé, destitué, & pourveu ; ordonne que l'appellant sera remis, & continuera ladite charge de Principal du College de Premonstré, comme auparavant la destitution : & ayant égard à la requeste présentée comme Syndic de l'Ordre, & conclusions de nostre Procureur general, après que Mauguin est demeuré d'accord que du Rieu a assisté à la consulation, & baillé la piece y mentionnée, executant l'Arrest, ordonne qu'il sera

procedé à l'élection d'un Abbé autre que de la personne de du Rieu, conformément aux saints Decrets, Statuts, & Reglemens de l'Ordre, & ce en la présence de nos amez & feux Conseillers en nostredite Cour Maistres Jacques Gillot, & René le Roullé, lesquels à cette fin se transporteront à l'Abbaye, & y estant fait inhibitions & defenses à toutes personnes, de quelque qualite & condition qu'elles soient, de au jour de l'élection s'y trouver, directement ou indirectement empêcher la liberté des voix, à peine de dix mil livres d'amende, & d'estre procedé extraordinairement contre eux, & sans dépens. Et sur la requeste du Recteur de l'Université, en deliberera au Conseil au premier jour. Si vous mandons à la requeste dudit le Paige, mettre le present Arrest à execution, selon la forme & teneur : de ce faire vous donnons pouvoir, & commandons à tous nos Justiciars, officiers, & sujets, ce faisant obeyssent. Donné à Paris en nostre Parlement le dix-septiesme May l'an de grace mil six cens treize, & de nostre Regne le quatrieme. Signé, VOYSSIN, & scellé.

Procès verbal de l'exécution de l'Arrest précédent.

L'AN mil six cens treize le vingt-sixiesme jour de May, comparurent pardevant nous Jacques Gillot, & René le Roullé, Conseillers du Roy en la Cour de Parlement de Paris, Frere Jean le Paige, Docteur en la Faculté de Theologie en la Sorbonne à Paris, Syndic general del'Ordre de Premonstré, & Principal du College dudit Ordre fondé en ladite ville de Paris, assisté de Maistre Charles des Avenelles Advocat du Roy, & Eleu particulier en la ville de Couilly, lequel nous a requis qu'il nous pleust nous transporter en l'Abbaye de Premonstré, pour executer l'Arrest du 17. du present mois, pour le regard de l'élection d'un General dudit Ordre, & que les Religieux de ladite Abbaye avoient envoyé à cette fin ledit des Avenelles, pour nous faire la mesme requeste & nous accompagner : ledit des Avenelles nous a semblablement dit que lesdits Religieux l'ont envoyé en cette ville express pour nous prior de l'exécution dudit Arrest, & ayant charge d'eux de nous y accompagner. Ce que nous leur avons accordé : & de lui sommes parvis de ladite ville de Paris le Lundi 27. desdits mois & en, accompagnés desdits le Paige, & des Avenelles, & sommes arrivés audit lieu de Premonstré le Mercredi 29. dudit mois, fut les trois heures de relevée, où estans descendus auons trouvé Frere Pierre Gossiet, Procureur desdits

desdits Religieux, à la porte de ladite Abbaye, qui nous a receus, auquel nous fîmes entendre que la Cour nous avoit commis pour assister à l'élection d'un Chef de leur Ordre, & en favoriser la liberté, empêcher que personne qui que ce fust entrast dans leur Monastere, pour y faire bruy, ny pratiques; qu'à cette fin nous luy enjoignons de prendre les clefs de la porte de l'Abbaye, & que personne n'y entrast sans permission, & sans que nous en fussions advenus, sinon ceux qui estoient requis & appelez pour venir à l'élection: ce qu'il nous promit faire, nous asseurant qu'il n'y avoit entré aucun qui peust troubler cette liberté, ny n'y entreroit, & nous advertiroit de tous ceux qui y entreroient, comme il fit plusieurs fois, & luy enjoignons de faire sçavoir aux Abbés & Religieux nostre venant, afin de communiquer avec eux, & les instruire de nostre commission. Et peu de temps après sont venus nous trouver en nostre chambre Frere Jean Robert Abbé de Floresse, Frere Tristain de Ville-longue Abbé de Bussilly, Frere de Lamez Abbé de Valsery, Frere Servais de Lairsels Abbé de sainte Marie no bois, Frere Jacques de Chastellain Abbé de Valfere, Frere Pierre Barbier Prieur claustral de S. Martin de Loon, representant l'Abbé dudit S. Martin, ledit Frere Pierre Goffet Procureur, & Frere Pierre du Rieu, Docteur en Theologie, Religieux profex en ladite Abbaye, le Prieur, & autres Religieux d'icelle, lesquels nous ont dit: que suivant l'avis que leur en avoit donné ledit Goffet Procureur de l'Abbaye, ils estoient venus nous pour entendre de nous la volonté de la Cour, & nous prests d'y satisfaire en tout ce qui sera de leur pouvoir: & nous eûmes enquis si toutes les Abbés qui doivent estre presens à l'élection ont esté appelez, & tous les Religieux de ladite Abbaye qui ont voix & suffrage; nous ont déclaré que des Peres Reformateurs, qui sont les Abbés de S. Martin de Loon, de Floresse, & de Cuisly, il n'y en avoit qu'un, qui estoit l'Abbé de Floresse, d'autant qu'il n'y avoit point encore d'Abbé à S. Martin de Loon; mais qu'au lieu de l'Abbé, & pour le représenter, les Religieux ont envoyé le Prieur claustral de ladite Abbaye; & que l'Abbé de Cuisly avoit esté assigné, mais ne comparoissoit point: & quant aux autres quatre Abbés nommez par les Religieux de l'Abbaye de Premonstré, & appelez suivant les statuts, qu'ils y estoient tous quatre, ensemble tous les Religieux de l'Abbaye. Ce fait leur avons fait entendre, que nous estions icy pour l'exécution d'un Arrest de la Cour, concernant le fait de l'élection d'un General de cet Ordre, il estoit besoin qu'ils s'assemblassent en tel lieu qu'ils adviseroient, pour ouyr la lecture de l'Arrest de ladite Cour, & adviser ce qui sera à faire le lendemain pour proceder à l'élection: & sur les six heures du soir nous nous sommes transportez en une grande salle du logis Abbatial de ladite Abbaye, où nous les avons trouvez tous assemblez, auxquels nous avons fait entendre que par Arrest de la Cour, donné sur la requeste du Procureur general du Roy, & de leur Syndic, du 17. du present mois, auroit esté ordonné entre autres choses, qu'il seroit procédé à l'élection d'un Abbé & General de l'Ordre en nostre presence, & qu'à cette fin nous nous transporterions en ladite Abbaye, avec desdites à toutes personnes,

de quelque qualité & condition qu'elles fussent, de se trouver au jour de l'élection, pour empêcher directement ou indirectement la liberté des voix, à peine de dix mil livres d'amende: que suivant la commission de la Cour nous eussions transportez en ce lieu pour assister, suivant ledit Arrest, à l'élection du Chef & General de leur Ordre, & empêcher sous l'autorité de la Cour qu'il n'y survienne aucune brigue, debat, ny brouillerie: & leur ayant fait faire lecture de l'Arrest, leur avons remontré, que suivant la volonté & intention de la Cour, qui ne tendoit qu'à la conservation de la liberté de l'élection, nous les exhortions d'y proceder selon les saintes Decrets, & particulièrement selon leurs statuts anciens, que nous les avons admonestés de revoir, même le Chapitre huitième de la quatrième distinction, qui traite & leur donne la forme de l'élection, & d'y bien penser pour y proceder au lendemain matin 30. de ce mois, lequel jour ils auroient pris pour cet effet. Et ledit jour de Jeudi matin ledits Abbés de Floresse, de Valsery, & de Bussilly nous seroient venus trouver pour nous faire entendre que quelques difficultés s'estoient meues entre eux, tant sur l'interpretation de leurs statuts, qu'autres concernant les voix & suffrages, même y avoit eu opposition formée par l'un des Religieux, & outre sur ce que l'un ayant esté exclus de pouvoir estre élu, l'on mettoit en doute qu'il pensât ny deult avoir voix elective, & comme ils disoient active, ne pouvant avoir la passive, & estre élu, & que ces disputes pouvoient prendre quelque train, & différer l'exécution de l'élection pour ce jour: pour terminer lesquels differents & disputes, ils auroient obtenu d'eux que volontairement ils le seroient soumis au jugement d'eux trois: nous requerrions de trouver bon qu'ils appaisassent ce trouble entre eux, comme ils connoissoient que leurs esprits estoient disposez à ne vouloir pas apporter aucun desordre ny confusion à cet acte si solennel, qu'il estoit nécessaire d'y employer la journée, & remettre s'il nous plussent l'élection au lendemain Vendredy matin, qui par ce moyen se feroit sans dispute ny contradiction, & dont tous ledits Abbés & Religieux nous prioient: ce que nous leur aurions accordé, les exhortans d'apporter tout le remede qu'ils pourroient, pour faire qu'il ne restât rien qui peust retarder ny arrêter un si bon & si saint œuvre.

Et le lendemain Vendredy dernier jour dudit mois eûmes advenus qu'ils estoient tous preparez pour celebrer la Messe du S. Esprit, & de communier tous, selon la coutume ordinaire & observée en semblables actes, nous nous serions transportez en l'Eglise pour assister à la Messe: après la celebration de laquelle, & de tout l'office parachevé, nous entrâmes au Chapitre de ladite Eglise, avec tous les seldits Abbés, & les Religieux de ladite Abbaye de Premonstré, lieu où ils ont accoustumé de s'assembler pour deliberer de tous affaires concernant & l'Abbaye & tout l'Ordre: où eûmes, après leur avoir remontré le sujet de cette assemblée, qui estoit pour élire un Pasteur & Prieur de leur Ordre, Chef & General d'iceluy, que c'estoit que l'élection, que saint Cyprien a nommée traditio divina, comme étant instituée de Dieu, observée par les Apôtres, & depuis en l'Eglise par succession de temps, en laquelle les Eveques

& Ministres ne parvenirent que par ce moyen d'élection; qu'ayant invoqué la grace du saint Esprit, il falloit qu'ils fissent paroître qu'il les avoit assistés par sa vertu & autorité, & que Dieu estoit au milieu d'eux assemblés en son nom; qu'il falloit y apporter & de la prudence & du jugement pour élire un personnage idoine, capable, utile, de bonne vie, & bonne conversation, pour luy rendre obéissance comme à leur supérieur, ainsi que Dieu le commande, & comme un pere entre eux: comme celuy qui seroit élu devoit faire connoître qu'il prenoit une charge comme de pere, pour avoir un soin paternel d'eux, une amour, & une charité paternelle vers eux: que pour parvenir à une droite & bonne election, il falloit chasser toute haine, envie, rancune, & n'admettre ny faveur, ny grace, ny passion aucune d'esprit qui peust corrompre la simplicité des vœux, & la liberté du jugement: & considérant la fin de l'action, & pesant les choses qui tendoient à cette fin, user si bien de ce trésor d'élection, qui leur estoit comme requis par le jugement de la Cour de Parlement, à la poursuite de leur Syndic qui l'avoit remis lui, gisant auparavant comme à demy enseveli, que toutes les autres Sociétés & Ordres Ecclesiastiques y prennent bon exemple pour relever en l'Eglise cet honneur, & ramener par l'élection la pureté & l'incorruptibilité, qui faisoient revered & honorer les Manières d'elle, que c'estoit le vray & unique aiguillon à la vertu, à la doctrine, & aux bonnes mœurs, que l'esperance de pouvoir atteindre à cet honneur d'estre élu à semblables dignitez.

Ce fait l'Abbé de Floresse les ayant semblablement admonestés, leur propoisa les deux voyes qu'ils pouvoient & devoient suivre en cette election; sçavoir la voye du S. Esprit, ou celle du compromis, d'autant que la troisième

du serain est du tout rejetée par leurs statuts, voire condamnée, en sorte que celuy qui est élu par ce moyen, ne peut, ne doit estre tenu pour Abbé, & tous ceux qui en ont usé en l'élection, privés de tout sufrage, & ne peuvent jamais en tout le temps de leur vie estre élus.

Et après avoir en nostre presence conféré ensemble de celle qu'ils devoient choisir, se doutans que celle qui est appelée du S. Esprit, ne pult avoir telle fin qu'ils desiroient, d'autant qu'il faut que tous généralement sans aucune contradiction s'accordent unanimement de la personne de celuy qui sera nommé par le premier d'entre eux qui doit faire la nomination; s'accorderent tous qu'ils compromettent des personnes d'once, tant Abbés que Religieux dudit Premonstré, auxquels ils donneroient pouvoir d'estre en leurs consciences celuy qu'ils jugeroient le plus capable & utile pour l'Ordre: & de fait, nommerent en nostre presence ledits onze tant Abbés que les Religieux promptement, à la charge que la pluralité des voix auroit lieu, & que celuy qui auroit le plus de voix demeureroit élu sans contradiction ny opposition: lesquels Abbés & Religieux, ainsi que dessus nommez, n'estans retenez au grand rectorat de ladite Abbaye, & communiqué ensemble un peu de temps, élurent & nommerent Frere Pierre Goussier, cy-devant Procureur de ladite Abbaye de Premonstré. Ce fait, le jour mesme, & incontinent après nous reprîmes le chemin de Soissons, pour nous en retourner en cette ville de Paris, accompagnés dudit Frere Jean le Paige, Syndic de l'Ordre, & Docteur en Theologie, où nous arrivâmes le Dimanche deuxième jour du mois de Juin. Ce que dessus certifiions estre vray. Fait les an & jour que dessus. Signé J. GILLOT, R. LE ROULLIER.

Arrest contre les Prestres de l'Oratoire, sur le testament de Messire René Potier Eveque de Beauvais.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 27. jour de Juillet 1619.

XXXVII. **E**N TRE les Prestres de la Congregation de l'Oratoire, demandeurs en délivrance de legs universel à eux fait par le testament de feu Messire René Potier, vivant Eveque & Comte de Beauvais, Pair de France, & defendeurs d'une part: & Messire Nicolas Potier fleur de Blancmesnil, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat & Privé, & President en la Cour de Parlement, heritier par benefit d'inventaire des meubles dudit defunct Eveque de Beauvais son fils, Messire Nicolas Potier fleur d'Auquerre Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat & Privé, & President en la Chambre des Comptes, Messire André Potier fleur de Novion, aussi Conseiller audit Conseil, & President en la Cour de Parlement de Bretagne, héritiers par benefit d'inventaire des propres dudit defunct Eveque de Beauvais defendeurs, & demandeurs en declaration de nullité dudit testament, d'autre.

Veu par la Cour l'Arrest du 3. Mars mil six cents dix huit, par lequel entre autres choses, le principal différend d'entre les parties pendait

aux Requestes du Palais auroit esté évoqué, & pour y faire droit, ensemble sur la nullité prétendue dudit testament, les parties appointées en droit à escrire par adversement, & produire, bailler contredits & salvations. Demandes dedit Prestres de l'Oratoire, comme legataires universels des meubles & acquels dudit defunct Eveque de Beauvais, tendantes à ce que le testament fait par ledit defunct, passé à Beauvais le 2. jour d'Octobre mil six cents seize, fust déclaré bon & valable, & ledits héritiers condamnez leur faire délivrance des acquels immeubles à eux leguez, & des meubles autres que ceux qui auroient esté inventoriés qu'ils pourroient vérifier avoir appartenu audit defunct, & pour le regard de ceux qui auroient esté inventoriés, que le surplus des deniers provenus de la vente qui auroit esté faite, les debtes legumes préalablement payées, leur fust delivré, & les creanciers qui auroient esté payez de leur debt sur les deniers provenus de la vente dedit meubles, tenus leur faire cession & transport de leurs droits & actions, pour en avoir

recours contre lesdits héritiers, à proportion de ce qu'ils étoient tenus contribuer au payement d'icelles dettes : que le quart de la terre de Silly & autres heritages propres qui auroient appartenu audit défunt, fust déclaré affecté au payement des dettes contractées par ledit défunt, & au payement desquelles, & des frais funéraires, lesdits héritiers des propres seroient condamnés contribuer à proportion de la valeur des quatre quarts d'iceux propres, comme aussi ledit sieur Président de Blancmesnil en égard à la valeur de la remise à luy faite, de la part qui pouvoit appartenir audit défunt en la communauté d'autre luy & la défunte Dame de Blancmesnil, continuation d'icelle communauté, & restitution des fruits que ledit sieur de Blancmesnil auroit percus de ses propres, pour liquider lesquels biens seroient lesdits sieurs du Blancmesnil & confors condamnés représenter tous les papiers, titres & enseignemens trouvez après le decez dudit défunt, & spécialement le partage fait entre luy & ses freres, par lequel ladite terre de Silly luy auroit esté délaissée, son papier journal où il escrivoit ce qu'il recevoit, & qui luy étoit dû : que l'inventaire des meubles fait à Paris le quinzième Octobre mil six cens seize, & jours ensuivans, fust déclaré nul & defectueux, & à eux permis d'informer de plus grande quantité de meubles que ceux qui auroient esté inventoriés, & à cette fin monition délivrée afin de revelation, pour icelle faire publier tant à Paris, Beauvais, Silly, que autres lieux qu'ils verront bon estre, avec despens, dommages & intérêts. Défenses desdits héritiers tendantes afin d'abolition, & des despens avec leurs demandes, à ce que le testament dudit défunt fust déclaré nul & suggéré : productions desdites parties suivant ledit Arrest, contredits & falvations respectivement fournies : autre Arrest du douzième Avril dernier entre lesdits Prestres de l'Oratoire demandeurs en requête du 5. dudict mois, afin d'avoir communication des papiers & enseignemens trouvez après le decez dudit défunt Evêque de Beauvais, mentionnez par les inventaires faits tant à Paris le quinzième Octobre, que à Beauvais les vingt-cinq & vingt-neufième dudit mois d'Octobre mil six cens seize, & autres estans es mains desdits héritiers, dont ils se purgeroient par serment, & que les pieces & procédures des procès intencz par ledit défunt estans

es mains de son Procureur, pour raison de la part du droit de communauté qu'il prétendoit avec ledit sieur de Blancmesnil, à cause de la défunte Dame Elizabeth Baillet sa mere, & du partage de la succession de ladite défunte contre lesdits freres, leur fussent délivrés, & à ce que ledit sieur du Blancmesnil fust tenu leur communiquer la production par luy faite comme créancier de ladite succession de son père, & desdits d'autre part : & lesdits Messieurs Nicolas Potier sieur de Blancmesnil, Nicolas & André Potier défendeurs, & demandeurs en requête du dix-neufième dudit mois d'autre part, par lequel ladite Cour n'aurait joint ladite requête du cinquième Avril à l'instance principale, & sur la requête du 9. dudit mois, ordonné que lesdits Prestres de l'Oratoire & autres légataires & créanciers dudit défunt seroient mis en estat de juger les instances & différends d'entre eux dans un mois, autrement demeureroient disjointes de l'instance principale, au jugement de laquelle seroit procédé sur ce qui se trouveroit pardevant ladite Cour, forcément de satisfaire audit Arrest : autre Arrest du 22. Janvier 1618. par lequel lesdites parties auroient esté renvoyées de la grande Chambre du Parlement en la première des Enquêtes pour y proceder & leur y estre fait droit ainsi que de raison : Conclusions du Procureur general du Roy.

Et tout considéré, il sera dit, que ladite Cour a déclaré & declare le testament dudit Evêque de Beauvais en ce qui concerne le legs universel de ses meubles & acquits fait en faveur des Prestres de l'Oratoire nul & de nul effet, & ce faisant les a déboutez de leurs demandes, fins & conclusions, & néanmoins sans despens : fait desdits audits Prestres de l'Oratoire d'accepter aucuns legs universels, ou donations testamentaires de biens immeubles, ou de sommes excessives faites par les peres & meres au préjudice de leurs enfans, ou par les enfans au préjudice de leurs peres & meres, ny employer à leur profit, ou des maisons de leur Congregation les choses données par testaments ou dispositions entre vifs, pour restitution ou satisfaction qui pourroit estre due à autres Eglises, ou personnes laïques ; ains leur enjoint de les laisser à ceux auxquels elles doivent appartenir, & aux Hospitaliers, Monastères des mendians, ou pauvres des lieux.

Procès verbal de l'élection d'une Prieure du Monastere Royal de saint Barthelemy d'Aix, faite pardevant un Conseiller Commissaire à ce député par la Cour de Parlement d'Aix, en presence du Procureur general, & du Propincial de l'Ordre. 1624.

XXXVIII. S'AVOIR faisons, nous Nicolas Claude Fabry, Abbé commendataire & Seigneur de Guîtres, sieur de Peirefe, Conseiller du Roy en la Cour de Parlement de Provence, & Commissaire par icelle en cette partie député : Que ce jourd'huy quinzième Novembre mil six cens vingt-quatre dans le Palais, illoë de Cour de main, pardevant nous est comparu Maître Benoist Mourgues, Oeconome du Monastere Royal nostre Dame de Nazaret, dit de saint Barthelemy de cette ville d'Aix, lequel

nous a dit & remontré qu'estant ledit Monastere de fondation Royale, la Cour a accoustumé depuis des sieurs Commissaires pour assider du trois en trois ans à la creation & election d'une Dame Prieure dudit Monastere, & suivant ce le quinzième Novembre mil six cens vingt - un, Sœur Dame Douce de Riquety fut élue Prieure dudit Monastere pour trois années à venir qui finissent à ce jourd'huy, au moyen dequoy elle auroit pressenti requête à ladite Cour aux fins d'élire député tel Seigneur Conseiller & Com-

munière qu'elle adviseroit, pour avec Monsieur le Procureur general du Roy & Chefs de l'Ordre des Freres Prescheurs proceder à l'élection d'une nouvelle Prieure pour trois ans à venir: Sur laquelle requête, ouy sur ce mondit sieur le Procureur general du Roy, nous avons esté commis: au moyen dequoy ledit Mourgues Oeconome s'adressant en nous presentant nostre dite commission nous a requis, acceptant icelle nous vouloir tout presentement acheminer audit Monastere, prins avec nous un des Messieurs les Advocats, & Procureur generaux du Roy, pour, appelé le principal de l'Ordre des Freres Prescheurs qui se trouve dans la ville, ou le Prieur du Convent desdits Freres Prescheurs de cette ville d'Aix, faire proceder à l'élection d'une nouvelle Prieure audit Monastere à la maniere accoustumée.

* Et nousdit Conseiller & Commissaire en recevant ladite commission avec l'honneur & reverence qu'il appartient, nous sommes offerts proceder à l'exécution d'icelle. Et à mesme instant sommes partis dudit Palais en compagnie de Maître Jean Estienne Thomassin Advocat general du Roy en ladite Cour, dudit Mourgues Oeconome, de Maître Louys Chaillasson, Commis au Greffe civil de ladite Cour, pris pour nostre Greffier, & tous ensemblement sommes allés dans l'Eglise dudit Monastere, & après avoir fait dire la Messe du saint Esprit, sont venus dans ladite Eglise Reverends Peres Frere François Guidy Provincial de l'Ordre desdits Freres Prescheurs, & Frere Antoine Lyon Prieur du Convent dudit Ordre de cette ville d'Aix, en compagnie desquels, & desdits autres sommes allés dans ledit Monastere & dans le Chœur de l'Eglise où les Religieuses d'iceluy ont accoustumé faire leur office, où aurions trouvé assemblées à son de cloche à la maniere accoustumée les Dames Religieuses professes dudit Monastere, à sçavoir Sœurs Douce de Riquety Prieure, Lucrece de Menaud, François d'Estienne, Lucrece Monier, Marguerite de Castellanne, Blanche de Cormis, Renée d'Uline, Blanche de Relanne, François de Perruya, François de Taboul, Catherine de Caballon, Marie de Mimata, Pierre de Tisati, Louyse de Bachis, Marguerite d'Olivier, & Gabrielle de Rabasse.

Après avoir fait faire lecture des articles du Reglement fait par la Cour le seizième Novembre mil six cents dix-huit, concernant la forme de l'élection de la Prieure dudit Monastere, nous avons admonesté lesdites Religieuses ainsi assemblées, de proceder à l'élection d'une nouvelle Prieure de l'une d'entre elles telle qu'ils adviseront plus suffisante & capable pour le bien & utilité dudit Monastere selon Dieu & leurs consciences, sans desfer à aucunes heignes ou monopoles; ce qu'elles ont promis & juré faire.

Et y procedant nous avons fait opiner toutes lesdites Dames Religieuses ainsi assemblées les unes après les autres, selon l'ordre de leurs reception, & fait écrire leurs opinions chacune séparément & à part; & après que toutes lesdites Dames Religieuses en nombre de seize ont opiné, nous avons en présence desdits autres compté les opinions de chacune de celles qui ont esté nommées pour estre Prieure, & par la pluralité des voix & suffrages ladite Sœur Lucrece de Monier s'est trouvée élue Prieure dudit

dit Monastere pour trois années à venir, commençant dès ce jourd'hui, & à semblable jour finissant lesdits trois ans complets & revolus.

Ce qu'ayant fait entendre asdites Dames Religieuses ainsi assemblées, ladite Sœur Lucrece de Monier élue pour Prieure s'est présentée à nous, & nous a requis la vouloir décharger de cette charge, presuppasant n'être pas tenu de l'accepter contre son gré, attendu que sa conscience & l'infirmité de sa santé ne luy permettoient de vaquer à l'exercice d'une si pensive charge. Surquoy toutes les autres Religieuses, ou la plupart d'icelles ont insisté que ladite Sœur Lucrece de Monier ne pouvait refuser cette charge, attendu qu'elle est des anciennes Religieuses dudit Monastere, & qu'elle est mieux informée des affaires de la maison que aucunes des autres, joint qu'elle a cy-devant exercé la même charge fort dignement, au moyen dequoy elles ont requis ledit Pere Provincial de vouloir confirmer ladite Sœur Lucrece de Monier en ladite charge de Prieure, puisqu'elle a esté élue par la pluralité des opinions. Au contraire ledit Sœur Lucrece de Monier a requis ledit Pere Provincial de l'en vouloir décharger.

Surquoy ledit Pere Guidy Provincial a déclaré ne pouvoir contraindre ladite Sœur Lucrece de Monier d'accepter ladite charge; attendu que par les constitutions de leur Ordre, nul n'est tenu d'accepter les charges contre son bon gré.

Ledit sieur Advocat general a remontré, que attendu que ledit Monastere est de fondation Royale, & que ladite élection a esté canoniquement faite, ladite Sœur Lucrece de Monier ne peut refuser d'accepter cette charge, attendu même que la plupart desdites Dames Religieuses sont d'accord qu'elle peut dignement exercer icelle; & que si elle pretend s'en pouvoir décharger, elle se doit pourvoir par requête par devant la Cour, & donner ses moyens d'excuse, puisque c'est de l'autorité d'icelle que ladite élection a esté faite.

Et nousdit Conseiller & Commissaire en concedant acte asdites parties de leurs dures & requisiions cy-dessus contenues, & avant faire proceder à la confirmation de ladite élection, avons ordonné que ladite Sœur Lucrece de Monier se pourviroit pardevant la Cour sur le déchargement par elle requis, pour estre par elle ordonné ce qu'il appartiendra par raison. Et cependant sans prejudice de leurs droits, avons ordonné que ladite Sœur Douce de Riquety cy-devant Prieure, continuât l'exercice de ladite charge jusques à ce qu'autrement par ladite Cour en soit ordonné.

Dudit jour sur les quatre heures après-midy nous sommes d'abondant acheminez dans ledit Monastere, & dans le Chœur de l'Eglise où lesdites Dames Religieuses ont accoustumé faire leur office, où estant en présence dudit sieur Advocat general, & desdits Peres Guidy & Lyon Provincial & Prieur dudit Convent des Prescheurs, ayant fait derechef assembler toutes lesdites Dames Religieuses, nous avons remontré à ladite Sœur Lucrece de Monier, qu'ayant fait entendre à la Cour la difficulté qu'elle faisoit d'accepter ladite charge de Prieure, elle nous avoit commandé nonobstant son refus de venir faire proceder à l'execution de nostre commission, & la faire mettre & installer en possession d'icelle,

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIII. 41

d'icelle, l'admonestant à ces fins de la vouloir amiablement accepter, puisque c'estoit de l'adveu de toutes lesdites Dames Religieuses, lesquelles soustenoient que c'estoit le bien, profit & utilité du Monastere.

Sarquoy ladite Sœur Lucrece de Monier ayant infilé sur les causes de son refus, euss vaincu par les prieres desdites Dames Religieuses, & admonitions que nous luy avons faites, elle se feroit totalement remise à ee que ledit Pere Guidy Provincial lui en ordonneroit, lequel luy ayant déclaré que pour le bien, repos & conservation dudit Monastere il estoit expedient qu'elle acceptast ladite charge, elle auroit déclaré d'estre presté d'obeyr, & l'auroit requis de l'y vouloir confirmer, & luy donner la benediction à la maniere accoustumée. Et tout à finissant ladite Sœur Lucrece de Monier s'estant mise à genoux ledit Pere Guidy Provincial l'auroit confirmée en ladite charge de Prieure dudit Monastere pour ledit temps & terme de trois ans du jour d'uy compta-

bles, & à semblable jour finissant, & en signe de possession l'avons fait seoir en la chaise où la Prieure dudit Monastere a accoustumé de se seoir, & luy avons fait remettre les clefs dudit Monastere; & néanmoins avons admonesté lesdites Dames Religieuses de se contenir chacune en son devoir, honorer & respecter ladite Dame Prieure, & luy obeyr & entendre en ce qui sera de sa charge, & correction de leurs mœurs, & à ladite Prieure de bien & d'ordonner administrer les affaires dudit Monastere, & se prendre garde que dans iceluy il ne soit commis aucun abus, ny chose scandaleuse, à peine d'en respondre en son propre & privé nom d'amande arbitraire. Et ainsi que dessus a esté par nous dit Conseiller & Commissaire procédé, & nous sommes sous-signés avec ledit sieur Advocat general, & ledit Chancelier escrivain sous nous. *Signé*, N. C. FARRER. THOMASSON. Et plus bas, Par commandement de mondit sieur Conseiller & Commissaire, CHATELAIN.

Les Religieuses Minimés demandent à la Cour mainforte, contre un établissement qui se faisoit à Abbeville, des Religieuses dudit Ordre, contre le consentement de leur General.

Extraict des Registres de Parlement, du Vendredi 4. Mars 1622.

XXXIX. **V**EU par la Cour la requeste à elle présentée par Freres Amoiné Dupré, & Pierre Hubert, presents & anciens Provinciaux de l'Ordre des Minimés de la Province de France, contenant que dès le dix-huitiesme Juillet dernier le Reverend Pere Frere François de la Riviere Collegue & Commis General de l'Ordre des Minimés pour visiter quelques provinces en ce Royaume, auroit outre & par dessus sa commission entrepris d'establi un Convent & Monastere de Filles Religieuses de la seconde Regle desdits Minimés, & de fait auroit assemblé quelque nombre de filles & femmes telles qu'elles se font rencontrées, sans avoir égard aux qualitez & conditions requises pour l'estat de la Religion, & icelles volées & vestues d'habits religieux, & renfermées dedans une pauvre maison seculiere & empruntée, sans aucun dot pour leur nourriture, contre tout droit Ecclesiastique, contre toute forme de Justice, sans permission & adveu, contre les droits des saints Conciles, & sans aucunes Lettres patentes: ce qui auroit donné sujet aux supplians de l'advia du Conseil, & advia des Peres Collegues & distributeurs de ladite province, de former opposition, & appeller dudit Reverendissime Pere General supérieur supreme à la Sainteté, de toutes les nouvellesz arretées par ledit Pere de la Riviere: en consequence duquel appel, sentence seroit intervenue de la part dudit General, portant cassation & annulation dudit établissement desdites pretendues Religieuses, avec commandement & injonction en vertu de sainte obediencce & d'excommunication audit Frere de la Riviere,

ou en son absence aux supplians, presents & anciens Provinciaux, de conserver le tres auguste Sacrement de l'Autel, & le transporter du lieu profane, auquel sans adveu ny licence de l'Evesque Diocésain ledit Pere de la Riviere l'a mis & placé, comme aussi d'oster le voile & habits susdits pretendues Religieuses, & ouvrir le lieu de leur demeure, & le declarer seculier & non regulier: ce que lesdits supplians se feroient mis en devoir d'exécuter, du consentement & adveu de l'Evesque d'Amiens, au Diocèse duquel est située Abbeville où ledit Convent pretendu est establi, ce qui auroit pu causer des rebellions desdites pretendues Religieuses.

A ces causes, lesdits supplians requierent commission leur estre délivrée adressée aux Officiers & gens tenant le siege Presidial d'Abbeville, portant mandement de prestier main forte ausdits supplians, en sorte que la sentence de leur Reverendissime General soit exécutée de point en point selon sa forme & teneur, & que le lieu où demeurent lesdites femmes & filles soit ouvert: ladite sentence, & autres pieces attachées à ladite requeste: conclusions du Procureur general du Roy.

Et tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne aux supplians commission adressée aux Officiers & gens tenant ledit siege Presidial à Abbeville, pour donner confort & ayde aux supplians, & faire en sorte que la sentence du Pere General dudit Ordre des Minimés, soit exécutée selon sa forme & teneur; enjoint au Substitut du Procureur general sur les lieux, tenir la main à l'exécution du present Arreft.

Arrest de la Cour pour la reforme des Cordeliers, qui avoient presenté requeste à ladite Cour. 1622.

XL Veu par la Cour la requeste à elle présentée le quatrième du present mois, par les Bacheliers & autres Religieux du grand Convent des Cordeliers de cette ville, tendante à ce, qu'attendu la pauvreté & les debtes de la maison, les trones cy-devant levez fussent restitués, les droits des trois Provinces, France, Touraine, & saint Bonaventure gardez en leur Convent; lesdits Bacheliers maintenus en leurs privileges & immunités; les statuts faits, & regles de la reforme arrestées en l'Assemblée du Conseil general de leur maison, auquel tous les Bacheliers assisteroient; & qu'ils ne peussent estre obligés ny contraincts à la nudité des pieds, n'en ayant fait le vœu, oy eu intencion de le faire lors qu'ils y sont entrez, ny espreuve la rigueur d'icelle durant l'an de probation ny depuis; & que le Pere Commissaire observera aussi les statuts, suivant lesquels il ne doit estre que trente jours en la charge: Procès verbal des deux Conseillers & Commissaires du 13. dudit mois, qui se faisoient transporter audit Convent de l'ordonnance de ladite Cour, contenant les remontrances faites par les Freres Feuarden,

du Mars & la Faye au nom des Bacheliers de ladite maison, ensemble les réponses des Pères Commissaires, Gardien, Docteurs, Lecteurs & Vicaires y dénommez representans le conseil entier & discretioire dudit Convent, & les articles desquels ils seroient respectivement tombez d'accord, & tout ce qui a esté mis pardevant lesdits Conseillers, ouy leur rapport, & tout considéré:

Ladite Cour a ordonné & ordonne qu'il sera pourveu sur ladite requeste au lendemain sioit Martin, & cependant que par maniere de provision, ordonne que les statuts tant anciens de Delphin Piffot, que nouveaux dudit Convent, seront gardez & entretenus, & lesdits Bacheliers & autres Religieux d'iceluy tenus d'obeir aux ordonnances de leurs Superieurs concernant la regle & discipline dudit Convent, mesme pour la nudité, suivant & conformément à l'Arrest du 19. d'Octobre 1543. & pour l'exécution d'icelles implorer l'aide du bras seculier s'il y echeit. Fait en la Chambre des vacations le 17. Septembre 1622.

Defenses faites par la Cour de Parlement d'Aix au Commissaire député par le General de l'Ordre des Augustins, de proceder à la tenuë du Chapitre general, avant que d'avoir fait annexer son pouvoir en ladite Cour.

Extrait des Registres de Parlement 1627.

XLI Sur la requeste présentée à la Cour par le Procureur general du Roy, tendante à ce pour les causes y-contenues de faire dire & ordonner que inhibitions & defenses seront faictes au Commissaire député par le General de l'Ordre des Augustins de proceder à l'exécution de sa commission en la tenuë du Chapitre qu'il a convoqué en la ville de Brignole, & faire aucun acte de jurisdiction en iceluy, sans avoir premierement fait annexer son pouvoir à la Cour, suivant les Arrests d'icelle, & aux Religieux qui sont convoquez de luy obeir, ainsi proceder à la tenuë dudit Chapitre suivant les Arrests & Reglemens de la Cour, pardevant les Officiers qui avoient esté deputés au precedent Chapitre, qui soient originaires François, sur les peines portées par ledit Arrest, & autre arbitraire; & à ces fins qu'il soit enjoint au Lieutenant principal au siege de ladite ville de Brignole, de tenir la main à l'exécution de l'Arrest que la Cour fera, à peine de suspension, & autre arbitraire. Veu la requeste du jourd'huy:

Tout considéré, la Cour ayant égard à ladite requeste, a fait & fait inhibitions & defenses au Commissaire député par le General de l'Ordre des Augustins, de proceder à l'exécution de sa commission pour la tenuë du Chapitre, ny faire aucun acte de jurisdiction, sans avoir premierement fait annexer son pouvoir à la Cour suivant les Arrests, & aux Religieux qui sont convoquez, de luy obeir:

Ains leur enjoint de proceder à la tenuë dudit Chapitre pardevant les Officiers qui avoient esté deputés au precedent Chapitre, qui sont originaires François, sur les peines portées par lesdits Arrests, & autre arbitraire: enjoint au Lieutenant principal au siege de ladite ville de Brignole, de tenir la main à l'observation du present Arrest, & advenir la Cour de ses diligences, à peine d'amende arbitraire. Publié à la Barre du Parlement de Provence tenuë à Aix, le vingtiesme Avril mil six cents vingt-sept. *Signé, ESTIENNE.*

Arrest du Parlement d'Aix sur la requeste du General de l'Ordre de saint François, pour avoir pareatis sur les Lettres patentes du Roy pour faire les visites des Convents de son Ordre. 1628.

A Nosseigneurs de Parlement.

XLII. **S**UPPLIE humblement Pere Bernardin de Senis, General de tout l'Ordre de S. François, disant qu'il a obtenu les Lettres patentes de sa Majesté cy-jointes, portant permission au suppliant de faire leurs visites par tous les Convents de leur Ordre de ce Royaume, & de tenir Chapitre, avec Arrest du Parlement de Paris portant que lesdites Lettres seront enregistrées au Greffe, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, & conformément aux statuts, regles & constitutions dudit Ordre, pour l'exécution desquelles Lettres & Arrest en cette province, le suppliant desire voir faire enregistrer semblablement lesdites Lettres au Greffe de cette Cour, & à ces fins avoir placet & pareatis d'icelle pour l'exécution.

Ce considéré plaira à la Cour octroyer au suppliant pleinet & pareatis pour l'exécution desdites Lettres patentes cy-jointes, & à ces fins ordonner que conformément à l'Arrest du Parlement de Paris cy-joint, icelles seront enregistrées au Greffe de ladite Cour, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, conformément aux statuts, regles & constitutions dudit Ordre saint François, & observance d'iceux, & s'en bien. *Ainsi signé*, MARROT. Et plus bas, Soit montré au Procureur general du Roy, fait à Aix en Parlement ce deuxiesme Aoust mil six cens vingt-huit. Veu lesdites Lettres patentes du Roy cy-jointes, n'empêchant l'enregistrement d'icelles, pour estre exécutées conformément aux statuts, regles & constitutions de l'Ordre de saint François, & observance d'iceux, & sans déroger aux saints Decrets & Conciles reçus & approuvés en France, Ordonnances du Roy, & libertes de l'Eglise Gal-

licane, & qu'il ne pourra établir aucun Commissaire qui ne soit originaire François. Delibéré ce 4. Aoust mil six cens vingt-huit. *Ainsi signé*, THOMASSIN.

Arrest de ladite Cour.

VEU par la Cour les Lettres patentes données à Paris le vingt-sixieme Mars 1627, signées LOUIS, & sur le reply, Par la Roy, LE BEAUCLEERC, & sceillées du grand scel de cire jaune, par lesquelles & pour les causes y contenues ledit Seigneur permet au Pere Bernardin de Senis General de tout l'Ordre saint François, de faire toutes & quamefois que bon luy semblera ses visites, & tenir Chapitres provinciaux dudit Ordre en tel lieu qu'il verra estre à faire, comme & ainsi qu'il est porté par lesdites Lettres. Requeste par ledit de Senis présentée à la Cour le second mois afin de verification desdites Lettres; réponse au luy du Procureur general du Roy, Arrest donné par la Cour de Parlement sur la verification desdites Lettres du 26. Septembre 1627.

Tout considéré, dit & esté que la Cour a ordonné & ordonne que lesdites Lettres seront enregistrées au Greffe d'icelle, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, conformément aux statuts, regles & constitutions de l'Ordre de saint François, & observance d'iceux, & sans déroger aux saints Decrets & Conciles reçus & approuvés en France, Ordonnances du Roy, & libertes de l'Eglise Gallicane, & à la charge que ledit de Senis ne pourra établir aucuns Commissaires ou Superieurs qui ne soient originaires François ou regnicoles. Fait à Aix en Parlement leant à Aix le premier Aoust 1628.

Arrest par lequel une fille qui s'estoit retirée dans un Monastere, est rendue à sa mere, & defense à la Superieure dudit Monastere de recevoir ladite fille sans le consentement de ses pere & mere. 1629.

Extraict des Registres de Parlement.

XLIII. **V**EU par la Cour la requeste présentée par Dame Catherine de Saveuze épouse de Messire Pierre de Mornay, Chevalier sieur de Buhy, Capitaine Enseigne de la Compagnie des Gendarmes du Roy, étant de présent en l'armée de Piedmont, contenant que Anne de Mornay sa fille aînée, âgée de quinze ans ou environ, induite & persuadée par les Religieuses du Val de Grace, se seroit retirée à son desceu de la maison de la suppliante, & entrée dans le Monastere desdites Religieuses: ce que voyant la suppliante se seroit adressée ausdites Religieuses, temoigné qu'elles luy avoient donné parole & assurance de ne point recevoir sa fille sans le sceu & consentement de ses pere &

mere, & requis lesdites Religieuses de la remettre en sa puissance, ce qu'elles avoient refusé faire. Requeroit la suppliante estre ordonné que ladite de Mornay sa fille sera remise en sa puissance, à ce faire lesdites Religieuses du Val de Grace contraintes par toutes voyes deues & raisonnables, & desclens à eux faits de la recevoir contre la volenté de ses pere & mere: Conclusions du Procureur general du Roy.

Et tout considéré, ladite Cour ayant égard à ladite requeste, a ordonné & ordonne que ladite de Mornay sera remise entre les mains de ladite de Saveuze sa mere, à cette fin que le premier des Huissiers de ladite Cour se transporteront avec ladite de Saveuze audit Monastere pour en joindre

à la Supérieure & Religieuses dudit lieu de ce faire : fut desloüés à ladite Supérieure & Religieuses recevoir audit Monastere ladite de Mor-

nay sans le consentement de ses pere & mere. Fait au Parlement le septième Avril mil six cens vingt-neuf.

Arrest du Parlement d'Aix. 1632.

Extrait des Registres de Parlement.

XLIV. SUR les requestes presentées à la Chambre ordonnée en vacations par Frere Eustache Bonnet, Religieux & Prieur du Convent Royal de la ville de saint Maximin, & la sainte Basme, tendante afin pour les causes y contenues, à ce que attendu qu'il a esté bien & deüment pourueu de ladite charge de Prieur par les Lettres patentes du Roy, verifiées par Arrest de la Cour, & enregistrées es registres d'icelle, & que au prejudice de ce, quelques Dissinateurs dudit Ordre assembles en la ville de Thoulouse l'ont peu le suspendre de ladite charge, & donner la charge de Vicair general à Frere Pierre Michauts, Religieux dudit Convent, dont il a relevé appel comme d'abus, le bon plaisir de ladite Chambre soit ordonner, que les parties poursuivront ladite appellation comme d'abus ainsi qu'il appartient: & cependant inhibitions & defences seront faites à tous ledits Religieux, & autres qu'il appartiendra, de le troubler à la fonction de la charge de Prieur, & à eux enjoint de le reconnoître & obeir comme Prieur eü par la Majesté, à peine d'estre expulsez & envoyez à un autre Convent, & qu'il sera suris à l'exécution de la commission dudit Vicair general, jusques à ce que ledit appel comme d'abus soit vuïd. Veu lesdites Lettres patentes du Roy données à Paris le treizième Fevrier mil six cens trente, les lettres d'appel comme d'abus, obtenues par ledit Frere Bonnet, les requestes dont est question, réponduës par le Substitut du Procureur general du Roy, & la recharge du jourd'huy :

Tout considéré, dit a esté, que la Chambre a ordonné & ordonne, que les parties poursuivront sur les appela comme d'abus au premier jour après la saint Remy prochain, ainsi qu'il appartient : & cependant que ledit Bonnet continuera ladite charge de Prieur & Vicair general : a fait & fait inhibitions & defences à tous les Religieux dudit Convent, de luy donner aucun trouble & empeschement, sous leur enjoint de le reconnoître & luy obeir comme à leur Supérieur nommé par le Roy, à peine d'estre expulsez & envoyez à un autre Convent, & autres peines portées par les saints Decrets & Ordonnances : & sur les troubles informé par Romany Juge Royal, pour l'information rapportée, estre ordonné ainsi qu'il appartiendra. Fait à Aix en la Chambre ordonnée en temps des vacations, & publié à la Barre le vingtième Aoust mil six cens trente-deux. *Signé, ESTIENNE.*

Extrait des Registres de Parlement.

LA Chambre ordonnée durant les vacations pourvoyant sur la requeste à elle présentée par le Procureur general du Roy, a ordonné & ordonne, que l'appellation comme d'abus relevée par Bonnet Religieux & Prieur du Convent

Royal de la ville de saint Maximin, sera poursuivie en jugement après la saint Remy prochain, ainsi qu'il appartiendra : & cependant luy enjoint de continuer ladite charge de Prieur, conformément aux Lettres patentes du Roy, portant sa nomination, & durant le temps porté par icelles, verifiées par Arrest de la Cour : luy a fait & fait inhibitions & defences de vuider ledit Convent, ny s'acheminer & comparoître ailleurs en suite d'aucune commission du General, ou Dissinateur dudit Ordre, & transporter la juridiction de la Cour : & à tous les autres Religieux dudit Ordre d'exploiter ny obeir à aucunes Lettres ou patentes dudit General, portant destitution ou suspension dudit Bonnet, & établissement d'un Vicair & autres officiers nouveaux, ny reconnoître autre Supérieur & Prieur que ledit Bonnet, à peine d'estre expulsez dudit Convent, & envoyez à un autre, conformément à l'Arrest du vingtième Aoust dernier : ordonne aussi que des contraventions sera informé par le premier Juge Royal ou Commissaire de la Cour. Fait à Aix en la Chambre ordonnée en vacations, le seizième Septembre mil six cens trente-deux. *Signé, ESTIENNE.*

Extrait des Registres de Parlement.

VEU par la Cour la requeste à elle présentée par Frere Eustache Bonnet, Religieux de l'Ordre S. Dominique, & Prieur du Convent Royal de la ville de saint Maximin, tendante afin pour les causes y contenues, que le bon plaisir de la Cour soit de luy permettre de se departir de l'appel comme d'abus par luy interjé pardevant ladite Cour, de l'ordonnance à luy notifiée par deux Religieux dudit Ordre le vingtroisième Juillet dernier, & aussi de se retirer pardevant son Supérieur General dudit Ordre, pour se purger des cas luy imposez, & subir la juridiction ordinaire, & souffrir la suspension & destitution, s'il y pouvoit escheoir de droit, nonobstant tous privileges; ladite requeste signée Bonnet : les Arrests de la Chambre des vacations du vingtième Aoust, seizième & vingtième Septembre dernier : Faite fait ce jourd'huy second Octobre, par Frere Nicolas Rodolphi General dudit Ordre, portant revocation de la suspension dudit Prieur, & mandement à luy de continuer l'exercice de sa charge, sous le bon plaisir de la Cour, signée, *Fr. Nicolas qui supra manu propria, & plus bas, J. Dominicus Maurinas Mag. & scius*, scellé en placard du sceu dudit Pere General : ouy le Procureur general du Roy dans la Chambre.

Tout considéré, il sera dit, que la Cour ayant égard à ladite requeste, a donné acte audit Bonnet de son destittement d'appel comme d'abus, & de la presentation dudit acte de ce jourd'huy second Octobre, & au moyen de ce, a mis & met

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIII. 45

met les parties sur leditappel comme d'abus hors de Cour & de procès, sans tirer à conséquence: sauf au Supérieur General dudit Ordre de proceder contre ledit Bonnet, & autres Religieux, par translation, suspension, ou destitution, s'il y escheoit, par les voyes de Droit, & selon les regles dudit Ordre, & constitutions de la Congregation Occitaine reformée, introduites dans ledit Couvent, & au cas de destitution, proceder à nouvelle nomination à la maniere accoustumée: le tout sous le bon plaisir du Roy. Enjoint

au Lieutenant de Brignolle, Juge de la ville de saint Maximin, ou autre Juge Royal premier requis, faire proceder à l'exécution du present Arreft, & des Reglemens qui seront faits par ledit General, pour la reformation de la discipline reguliere dudit Couvent, & de la sainte Baume: & au Substitut dudit Procureur general d'y tenir la main, & d'avertir la Cour des contraventions qui y seront faites. Publié à la Barre du Parlement de Provence, à Aix le deuxième Octobre 1632. *Signé, ESTIENNE.*

Le General des Prescheurs Italien reconnoist qu'il ne peut exercer sa charge en Provence sans permission du Roy, ou du Parlement d'Aix. 1632.

XLV. **N**OS Fr. Nicolaus Rodulfus sacrae Theologiae Professor, totius Ordinis FF. Predicatorum Magister generalis & servus. Occurrit nobis in hac nobili civitate Aquis R. Fr. Stephanus Bonnetus, Prior Conventus nostri sanctae Mariae Magdalene Regiae foundationis, apud sanctum Maximum, jundiu appellans à sententiâ suspensionis ab officio Prioris contra eum lata in diffinitorio Capitulo Congregationis nostrae sancti Ludovici, ac novissimè conquerens quòd sine Christianissimi Regis consensu ipsi facit significata. Nos omnem contentioria funem praecidere volentes, ac in ipso penè Conventus limine constitui, propediem

partes audire, & per sententiâ diffinitivam de ejus confirmatione, vel destitutione ab officio Prioris decernere. Habito prius beneplacito hujus Augustissimi Senatus Aquis praefatis sententiâ suspensionis ab officio Prioris removemus, eique mandamus ut in praefatum Conventum se recipiat, adventum vestrum praefolaturus, & officio Prioris ibidem functurus. In nomine Patris & Filii, & Spiritus sancti, Amen. Datum Aquisfortis in Convento nostro, die 2. Octobris anni 1632. Fr. NICOLAUS qui supra manu propria. F. DOMINICUS MAURUS Mag. & socius.

Extraict des Registres du Parlement d'Aix. 1632.

XLVI. **L**A Chambre ordonnée en vacations pourvoyant sur la requisition faite par le Procureur general du Roy, a fait & fait inhibitions & defenses au Provincial & Diffiniteur de l'Ordre des Minimes de cette province, ensemble à tous les Religieux vocaux, de s'assembler pour la tenue de leur Chapitre Provincial hors de la province, à peine de nullité: leur en-

joint de se rendre en la ville de Toulon, où ledit Chapitre a esté cité, pour y proceder suivant les saints Decrets & constitutions de leur Ordre. Fait à Aix en la Chambre ordonnée en temps de vacations, & publié à la Barre le vingtroisième Septembre mil six cents trente-deux. *Signé, ESTIENNE.*

Extraict des Registres de Parlement de Bourdeaux. 1636.

XLVII. **E**NTEE Fr. François Bonal Ministre Provincial des Religieux de l'Observance de la province ancienne d'Aquitaine, & autres Religieux de son diffinitoire, appellans comme d'abus de certaine procedure, & sentence rendue par M. Jean Pierre de Maleret Chanoine de S. Severin, Official & Auditeur Metropolitain de Bourdeaux, M. Grimaud Chanoine Theologal de S. André, & Pallisse aussi Chanoine de ladite Eglise, & de tout ce qui s'en est ensuyvy, & autrement demandeurs en l'enterinement de certaine requeste: Et ledits Maleret; Grimaud, Pallisse & M. Miaré Archidiacre de ladite Eglise S. André, Vicaire general du sieur Archevêque de Bourdeaux, & Fr. Pierre Brunon Religieux dudit Ordre de S. François, intimés d'autre. Oays en la Cour Dupuy pour ledit Maleret, Grimaud & Pallisse Commissaires subdeleguez, lequel a dit, que les appellans estoient excommuniés, comme ils sont

iceux Maleret, Grimaud & Pallisse ne les peuvent approuver parties legitimes, ny eux recusus à rien dire, qu'ils n'ayent au préalable fait lever l'excommunication, & n'a charge de dire autre chose: La Jouye pour ledits appellans, & Dufaut pour le Procureur general du Roy.

La Cour fina avoir égard au dire dudit Dupuy, a ordonné & ordonne, que sur les appellations comme d'abus, les parties viendront plaider dans quinzaine, à ces fins permet audit Pere Bonal faire assigner au poteau ledit Pere Brunon, & cependant par provision & sans prejudice du droit des parties, les inhibitions portées par l'Arreft precedent tenons, ordonne que par tout demain ledits Maleret, Grimaud & Pallisse leveront l'interdit par eux mis sur le Couvent de la grande Observance de la presente ville, sinon & à faute de ce, ils seront contraincts par suite de leur temporel. Fait à Bourdeaux en Parlement le 5. Janvier 1636. *Signé, DU FAU.*

CHAPITRE XXXIV.

QUE LES SUPERIEURS DES MONASTERES

s'adressent en plusieurs occasions au Roy, & aux Parlemens, pour la reforme des Monasteres.

Que les Parlemens ont souvent ordonné les reformes des Monasteres, & ont commis aucuns de leur corps pour y assister.

Ex iudicio Episcoporum, qui Pictavis conveniant, contra Chrodieldem & Basnam, ac socios lato, ad Guntramnum & Childebertum Reges. anno 590.

HÆc nos pro vestra iussione, quod ad Ecclesiasticum pertinet ordinem, circumspectis canonibus absque personarum aliqui acceptione suggerimus peregrisse. De cetero quod de rebus Monasterii vel instrumentis chartarum domorum Regum parentum vestrorum de loco subreptum est, quæ se habere professe sunt, sed nobis inobedientes nullatenus erunt voluntarii reddituræ, qualiter vestra vel anteriorum Principum merces æterna permaneat, ad loci illustrationem, vestra pietatis atque po-

testatis est auctoritate regia cogere reformari; neque ipsas ad locum, quem tam impiè ac profanissime destruxerunt, ne peiora proveniant, vel redire concedere, vel permissis iterum adspirare: quatenus his in integrum præstante Domino restituis, sub Catholicis Regibus totum adquiratur Deo nihil perdat religio: ut status conservatus tam Patrum quam capionum nobis proficiat ad cultum, vobis propagetur ad fructum, Christus vos Dominus alet, regatque, regnum tribuens prolixius, vitamque conferat beatam,

Ex Synodi Gallicæ Tom. I. p. 407.

Ludovici Pii Imper. Diploma, de ordine monastico in Monasterio sancti Dionysii per Episcopos ejus auctoritate restituto. anno 832.

IN nomina Domini Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi. Ludovicus divina ordinante providentia Imperator Augustus. Divinis præceptis & Apostolicis monitis inclinatur, sed & Imperatorii regiminis officio commoveatur, ut pro Ecclesiæ statu, atque sanctæ Religionis augmento, impigro semper vigilemus affectu, ac pernecessario seu fructuoso studiosoque laboremus effectus; & si quid usquam reprehensionis invenitur obnoxium, regis auctoritatis sollicitudine corrigamus: quatinus avia revocantes, superflua amputantes, collapsa quoque reparemus, atque reparemus, & ab Ecclesiasticis viris. Apostolorumque Domini successoribus Spiritu sancto regente bene statuta, editis imperialibus confirmemus; quia dignum profectio est, ut quod Sacerdotale dignitas divino illuminata spiritu corpori Christi, quod est Ecclesia ejusdem Dei ac Domini & Salvatoris nostri redempta sanguine, adveniat in salutem, vel reformatam statum in religionis augmento, id Imperiali Majestati inviolabiliter permanens in perpetuum potestatis sue illudat rebornare præcepto. Quoniam quicquid in hujusmodi negotiis laboratum, seu pio cultui à nobis fuerit dedicatum, hoc proculdubio nostræ manifestissimæ regno & populo regendo credimus specialiter profuturum.

Idcirco notum esse volumus omnibus fidelibus, præsentibus scilicet & futuris, quia postquam Deo auspice imperium paternum suscepimus, lu-

dii nobis maximè semper fuit, ut Domini Ecclesiæ, ejus magnificentia humilitati nostræ divinitus regenda commendata commissa, felicibus polletet successibus, eamque, quantum nostræ attinet Augustæ devotioni, incessanter ad meliora provehere, & ab illa quicquid notum erat eradicare, atque in ea incrementa virtutum plantare. Quapropter sapientissimæ Sacerdotes Domini, quorum id officii esse noveramus, admonere curavimus, ac nostram principalem auctoritatem adjutricem ad eorum ministerium juxta voluntatem Dei exequendum promptè exhibuimus: ut quicquid in ordinibus Ecclesiasticis, vel in quacunque persona emendatione dignum invenirent, pastoralis auctoritate, postposita qualibet corporis negligentia, vel personarum acceptione, incontinenti corrigere, & ad statum rectitudinis perducere decerent.

Verum cum ipsi, nostra sedulo exhortatione admoniti, suasque solliciti vigilantia, de statu & profectu sanctæ Ecclesiæ, & sacris ordinibus, & in quæ emendatione digna videbatur, Conventu apud Parisius iussione nostra habito, strenua & devota perspicacitate tractarent; inter cetera visum est illis, ut Monasterium præclarissimæ, & eximii Christi Martyris beati Dionysii, sociorumque ejus, quod constat tantorum Martyrum nomine Deo dedicatum, & à Regibus Francorum, progenitoribusque gloriæ nostræ, amplissimis rebus ditatum, quo in eo monachicæ ordo reli-

giosè Deo deserviret, magna commendatione & correctione opus haberet: quoniam ab eo idem ordo ad multorum disscimen, nulla necessitate præcedente, nullus rei inopia obstitente, penitus erat avulsus. Quam causam tam per se, quam per venerabilem prudentemque virum Hilduinum, memorati Monasterii religiosum Abbatem, nostræ serenitatis auribus intinaverunt, uti nostrâ piissimâ imperiali potestate per eorum auctoritatem corrigereetur. Unde dignitas Imperii nostri tantorum virorum saluberrimâ admonitione, & ejusdem venerabilis Abbatis Hilduini preces humilissimâ more tranquillitatis nostræ solio gratanter benignèque suscipiens, atque in omnibus emendabile judicans, ne tamen ordinis collapsio salutis nostræ quocummodo fieret damnatio, ad eosdem Præfules Ecclesiarum idem censum referre negotium: ut nostri præcipuus auctoritate, eorumque judicio quibus tanta est collata potestas à Domino, idem ordo in eodem loco absque retractione restitueretur.

Veniens ergo Aldricus Metropolitæ Senonicus cum Suffraganeis suis, necnon & Ebbo Metropolitæ Durocortorum, cum suis Suffraganeis ad memoratum Monasterium, habito Convento, primum quòd idem Monasterium Ordinis monastico constitutum, dedicatum, & rebus ditatum fuit, & in eo ipse ordo, usque ad tempus quo secepra imperialia superius largiente grata clementia nostra suscepit. & suprà memorati Hilduini Abbatis prælationem ibidem utrumque viguerit, manifestis judiciis, regumque antiquis & modernis præceptis, & Episcoporum privilegiis, ac fidelium donationibus, pacem cunctis ibi factum. Deinde diligentem inquisitionem fecerunt super iis, qui in eodem loco regularem professionem fecerant. Ex quibus quidam, qui eandem professionem fecerant, desertores ejusdem propòsiti effecit, rabus humanis jam erant exempti, quorum perditio non sine magno animi ferri potest dolore. Quidam etiam non eosdem professionem se fecisse mentiti sunt: sed testibus paternis convicti, pro sua consummata canonice poenitentia sunt subacti. Quidam verò, immo maxima pars, qui hæcenus in apostasiam prolapfi fuerant, eorum venientes, solisque se prostrantes, confessi sunt eandem professionem in eodem loco regulantes se promississe, siquæ misereri, & à Domino veniam pro tanto admisso dari humiliter flagitare. Qua confessione facta, oculis sui propòsiti eorum cetero Episcoporum, & ceterorum Sacerdotum, cunctique frequentis ordinis Cleri, nobilissimæque virorum non modica circum assistente turba, se induerunt: atque in commune, ne aliquando, sicuti sibi utique jam in eodem loco coegerant, sanctæ professionis propòsito, diabolico propulsi fuerint insidituri: regularem professionem iteraverunt. Pars denique quedam eorum, illi scilicet, qui divinæ inspirationis munere acti, & amore devincti, in sanctæ religionis propòsito adprimè, absque ulla refragatione vel interpellatione, elegantius viriliter permonere, & in cella ejusdem majoris Monasterii, postquam etiam monasticam vitam & habitum deseruerunt, usque ad hanc nostræ demandationis habitum Synodum degere, ante jam memoratos venerabiles Patres venerunt, locumque pristinum, in quo professionem fecerant, & regulariter licet minus perfectè vixerant, sibi, & se perierunt loco restituit. Quorum temotio ob id accidit, quoniam ut prædiximus,

mox ut divina dignatio nos paternâ fede susceptæ imperialibus secepris muniri voluit, pie intentionis nostræ sollicitudo exequi procuravit, ut religio, decor, & omnis honestas à domino & genitore nostro divinæ memorie Karolo cepta & instituta liquidò & veraciter, remota omni simulatione, in propriis quibusque maneret & vigiret ordinibus.

Unde ad monasticæ institutionis normam corrigendam, duos religiosos & venerabiles viros viros, Benedictum & Arnulfum Abbates constitimus, qui per nostrum à Deo gubernandum & conservandum Imperium sedulè huic negotio studiosè insisterent. Idem verò boni & devoti, sed simplicissimi Patres, suprà dictorum Fratrum calliditate & duricia, siquæ simplicitate abducti, non ludo, sed minis subtili & necessaria investigatione seu providentiâ fallentes, eos qui in soliditate suæ professæ salvationis perdarerunt, à Monasterio removerunt, atque in memorata cella collocaverunt; & illos qui propriæ voluntatis libris non virtute, sed veritatis quæsiunt, ac collo de sub jugo regulæ excussio, loro dilagationis vitæ solui, amplius inire coactum pariam petere sunt coacti, in domiciliis reverendi habitus & vitæ monasticæ reliquerunt. Sed ludabiles hi Patres Ecclesiæ auctoritate sua dignæ petitioni Fratrum, quos in suæ religionis virtute diximus permanisse, quæ sic nobis assensus iussio fuerat, annuentes rationabiliter & canonicè satisfecerunt. Et ob suggestionis notitiam, ut nostræ pandereur Celitudini qualiter vel quo ordine tam devotissimum factum ab infemè religioissimis viris sit celebratum, duas super hoc jure pari tenore conscriptiones fecerunt, quasque manibus firmaverunt propriis, ut altera eorum in archivo ipsius Monasterii, ob memoriam & stabilitatem * * * hujus ordinis per futura tempora ferventer; alteram nostræ magnitudini direxerunt, ut illam Palatini sermibus reverentius recendi, ob monumentum videlicet & illius reddi facti perpetuum firmarent.

Sed cum idem ordo, Deo annuente, quantum divinitus videri dabatur, in eodem loco feliciter incederet, antiquis salubis humanæ inimicus, quoddam ex ipsis Fratribus sua organa efficiens, adeo insidiarum suarum funis extaxavit, ut conspersione & conjuratione facta, & propòsitum monasticum abnegare, & sine licentia sui Abbatis eorum legati dignitatis nostræ dominationem adirent, & molestiam super hæc ratione, contra Canoniam & propòsiti sui institutionem serenitatis nostræ auribus inferre præsumerent: offerentes nobis totum in accusationem & blasphemiam Episcoporum, qui se de apostasia, in quo versabantur, paternâ sollicitudine nostrâ auctoritate correxerant, & ad propòsitum quod abdicaverant redire fuissent, addentes etiam in eadem schedula, alia que digna non sunt Imperialibus nostris scriptis insereri. Porro nostra solertia, auditus eorum querimonias, suprà memorato venerabili viro Hilduino nostra iussu clementia, ut eosdem Episcopos, contra quos querabantur, necnon & alios ab accusatione immunes, iustione nostrâ ad ipsum venire mandaret Monasterium. Et quia ad nostram societatem ipsi Fratres suos misere clamosos, unde nihil ambigum & sine iustæ definitiois decreto fas est abscedere, compariarum Episcoporum diligenti examine rem revertentem, & canonicè definiti, & conscripti præcepimus; non quasi de

præfati memoratorum Patrum fententia, quæ excellentiæ noſtræ benè per omnia manebat cognita, vel in aliquo hæſitantes, ſed ut major Domino Deo noſtro de proculcano hoſte, qui jam dictos excitaverat Fratres, triumphus fieret, & in eodem loco firmiori quæ literata, ſiſtulatione idem ordo confirmaretur.

Et quoniam ſuper prælores Eccleſiæ dignitati noſtræ Imperiali quicumque ingerebatur accuſatio, non ſine certo & rationabili obſideretur judicio; qui ad conſiſtum tempus & diem ad ſupraſcriptum venire Monafterium, & ipſis accuſatoribus, cum ſcripto quod clementiæ noſtræ obſiderant, coram exhibitis, cuncta quæ in eorum accuſatione diſcrant vel ſcripſerant, fallaſſe veris aſſertionibus idoneisquæ protuli teſtibus probaverunt, ſicut ex ordine in ſcripto manifeſtatur, quod ex hæc cuſa, & ſecunda conſiſtutionis noſtræ Synodo, archivo noſtri palatii, cum chartulis quæ nomina teſtium continent, qui uſtrique Conventibus interſuerunt, directum ob geſtorum memoriam conſervatur. Unde aliud etiam ab ipſius Monafterii ſerminis retineatur.

Ipli de cetero Fratres, reſpectu divino proceſſu temporis corda illorum tangente, propoſiti ſui ſtrenui, & præteritarum negligentiæ poenitentia devoti executores effecti, conſenſu ſalubri aſque prodenti, tres chartulas conſcripſerunt: ut una earum ad caput gloriſſimorum Chriſti Martyrum fieret, altera regie dominationis noſtræ cuſtodia ſervari demandaretur, tertiam verò ipſius Monafterii Abbas haberet: in quibus ſe à beato Patre Benedicte Spiritu ſancto docente, deſcriptam regulam ſunt ſervare velle profeſſi: & unusquisque eorum nomen proprium cum gradu & Monachi appellatione eiſdem chartis ſubſcripſit. Quorum unam benignitatis noſtræ præſentia exhibuerunt, humiliter poſtulant, ſicut & ſuprememorati venerabiles Patres, & ſicque Synodales deſinitiones celebratae ſunt, auctoritatem noſtram ſedulo petierunt, quatenus hoc, quod tam ſubtili & diligenti investigatione inventum, & poſtea ratione definitum, ſeu ſalu-

bri reſtitutione reparatum, atque canonica auctoritate ſtatutum eſſe dignoſcitur, amplitudinis noſtræ privilegio ſcriptis Imperialibus confirmaverimus, ut quod canonica docet auctoritas, & vota Regum cuſtorumque fidelium, qui ipſum locum propter monaſticum ordinem ibi ſervandum rebus ſuis diſaverunt, demonſtrant, cum nequaquam ab eo ſine periculo & Regis & Regni poſſi avelli, noſtra Imperiali potestas confirmatione provideat, ne ex eodem loco moderatis, futurisque temporibus idem ordo deſtratur: ſed poſius Chriſto Domino largiente ad cumulum mercedis noſtræ, conjugis quoque & prolis, eorumque ſalutem, quorum poſt tantum lapſum reparatio ſiſta eſt, necnon & eorum, per quos Deo annuente noſtra auctoritate eodem reparatio celebrata eſt, ſimul & illorum informationem, qui poſt ad monaſticum ordinem Domino inſpirante ad eundem confluxerint locum, remota omni ſimulatione, ſemper in eodem Monafterio regularis ordo permanet, floreat, & felicibus ſuccellibus Deo opem ferente polleat.

Et ut hæc auctoritas, quam ob Dei amorem, & animæ noſtræ, conjugis, & prolis, ut prædiximus, ſalutem, atque Imperii noſtri ſtatum conſtituimus, firmiorem obtineat vigorem, & deinceps inconcuſſa valeat perdurare, duas inde pari tenore conſcriptas ſignationes fieri poſſimus, ut una Imperialis aulæ reconditorio Palatinæ ſalvetur excubis, altera ab ipſius Monafterii cuſtodibus in perpetuum diligenti cura debeat provideri: talque manus noſtræ ſubſcriptione ſolber firmavimus, & annulo noſtro ſigillari juſſimus. Signum LUDOVICI ſereniſſimi Imperatoris.

Hirminmarus Notarius ad vicem Theodoniſ recognovit. Data VII. Kalendas Septembris, anno, Chriſto propitio, 19. Imperii domini Ludovici ſereniſſimi Imperatoris, Indiſſioce 10. Actum in Monafterio S. Dionyſii, in Dei nomine feliciter. Amen.

Ex Synodi Gallie. Tomo II. p. 555.

Ex Concilio Venerſi II. ſub Carolo Calvo, anno 844.

III. **I**N locis ſanctis, hoc eſt Monafteriis, alios ſtudio, nonnullos deſidia, multos neceſſitate victus & veſtimentis à ſua profeſſione deviare comperimus. Quod petimus, ut in omnibus parochiis directi à veſtra manuſuetudine re-

ligioſi atque idonei viri cum noſſia Episcoporum ſcrutentur & corrigant, ac ſingularum locorum ſtatum veſtræ Celitudinis, & noſtræ mediocritati, tempore à vobis conſtituendo remittent.

Ex Synodi Gallie, Tomo III.

Le Roy par ſes Officiers faiſoit informer de l'eſtat des Monafteres, qui appelloient avec eux les Eveſques, & reformoient les Religieux, & en faiſoient des procès verbaux.

Ex Capitulis Caroli Calvi, propoſitis in Synodo apud Sueſſionis civitatem, anno 853.

P R Æ F A T I O.

IV. **S**EPTIMA ætione eidem ſacra Synodo Chriſtiſſimus dominus Rex Carolus hæc quæ ſequuntur Capitula propoſuit, & con-

ſulta eorumdem Episcoporum, ea per Regnum ſuum innotefcenda, exercenda, & conſervanda commonuit, præcepit, & confirmavit.

CAPITULA

CAPITULA.

I. De annua Monasteriorum inflatione.

Ut Mili nostri per civitates, & singula Monasteria tam Canonorum quam Monachorum, sive Sanctimonialium, unâ cum Episcopo parochie uniuscujusque in qua consistunt, cum consilio etiam & consensu ipsius qui Monasterium retinet, (quem volumus & expressè precipimus ut præfens sit) vitam inibi degentium & conversationem inquirant, & ubi necesse est corrigant, & ubi desunt, congruas officinas construere jubent, & ubi sunt faste, & per negligentiam sunt destructæ, instaurari præcipiant; & victum, ac potum, & vestitum, atque cætera necessaria, pro qualitate ac possibilitate loci, & inhabitantium necessitate ordinent, & hospitalitatem supervenientium hospitum, & receptionem pauperum ibidem disponant & ordinent. Ecclesiæ quoque luminaria, & venarum debitum ordinent, & thesaurum ac cellam, seu libros diligenter inbrevient, & breves nobis reportent. Inbrevient etiam quid unusquisque Ecclesiarum Prælatum, quando Prælationem Ecclesiæ suscepit, ibi in-

venerit, & quid modo exinde ibi minus sit, vel quid & quantum sit superadditum. Quod etiam Normannes per nostram commendationem, sive sine nostra commendatione, datum sit, quidve relictum, vel quid à quoquam ibi in elemosynam datum. Numerum etiam Canonorum & Monachorum, sive Sanctimonialium uniuscujusque loci describant, & nobis referant, ut secundum qualitatem & quantitatem loci, cum consilio Episcoporum & fidelium nostrorum, ubi minor numerus fuerit, nostra auctoritate addamus; ubi verò indistincte Prælatorum super fuerit, ad mensuram redigamus. Inquirant quoque quot tempore avi nostri Caroli, & domini genitoris nostri Ludovici, unoquoque in loco fuerint; & quot modò sint. Et ubi loca à Normannis, sive à quibuscumque aliis destructa sunt, & penitus annullata, quot ibi nunc prospera civitatem rerum, & devolutionem eandem consistui, vel ordinari possint: ut inde cum consensu fidelium nostrorum ordinemus quid de cætero agendum sit, & qualiter Abbatium Prælati, & in locis sacris inhabitantes, de his que Mili nostri præceperint, obediunt, nobis diligentissimè & capitaliam referre procurent.

In Synodo Remensi apud S. Marcom, an. 881. cap. 4. & Concil. Sessio. II. an. 815. c. 7.

L'Abbesse de Fontevraud condamnée de bailler Vicariat à un Conseiller de la Cour, pour connoître des crimes d'une Prieure de son Ordre.

Extrait des Registres de Parlement, du 8. Juin 1494.

V. E St ordonné que l'Abbesse de Fontevraud baillera Vicariat à un Conseiller de la Cour, & à un Chanoine de Paris, pour connoître & décider jusques à sentence definitive *mesme* des crimes, delits & malefices

commis par Sœur Bertrande de Gazille Prieure du Prioré de Bellomer, & aussi pour donner & mettre ordre audit Prioré, ainsi qu'ils varont estre à faire par raison.

Arrests de la Cour touchant la reformation de quelques Convents & Monasteres.

Extrait des Registres de Parlement, du 10. Mars 1501.

VI. C E jour à l'aprestidnde la Cour a esté advertie que aujourd'huy matin tantost après la prononciation de l'Arrest d'entre Frere Jean Maigny Sous-prieur, & autres Religieux de l'Ordre des Jacobins de Paris, & Frere Jean Clerée, & autres Religieux reformez dudit Ordre, & on conceut d'iceluy Arrest, & irreverence de la Cour, lessus Clerée & Religieux reformez auroient esté mis hors dudit Convent, & y estoient entrez grand nombre de gens en armes qui tenoient ledit Convent par force, & douton l'en que de ce survint grand inconvenient: pour ouquel obvier, & à ce que au Roy demeure la force, & l'autorité de la Cour soit gardée, a esté ordonné que les Lieutenans Criminel, Examinateurs, Sergens de Challelet, Archers, Arbalestriers, & gens de Guet, & autres qui ont accoustumé de défendre la force & voye de fait en cette ville, en la compagnie du Gouverneur de Paris, en tel & si grand nombre que

souffise, iroient audit Convent, & y donneront telle provision que inconvenient n'en advienne, & à leur obeyr & donner confort & ayde contraindront ceux qui verroient estre à faire, tellement que force & autorité demeure au Roy & à Justice: & sera fait cry parmy la ville que nul ne soit osé de donner confort ou ayde à ceux qui tiennent ledit Convent par force, ne à leurs complices & adherans, sur peine d'estre desobeyssans au Roy & à la Cour; & sera mandé au Recteur de l'Université que demain à sept heures, accompagné des Procureurs des Nations, Docteurs & Maîtres des Colleges d'icelle Université, ils viennent pardevant la Cour.

Entre Frere Jean Maigny soy disant Sous-prieur, & autres Religieux de l'Ordre des Freres Precheurs du Convent de cette ville de Paris, en la qualité qu'ils procedent, appellans du

Cardinal d'Amboise Archevesque de Rouën & Legat en France, & de Messire Antoine Flores Eveque de Castelmoris son Commis & delegué en cette partie, & requerans estre reintegrez audit Convent en l'estat qu'ils estoient au temps qu'ils en furent dejettez, & estre absous des censures & excommuniemens contre eux promulguez d'une part : & M. Jean Clerée, Docteur en Theologie : & autres Religieux dudit Ordre les Conforts, d'autre part. Veu par la Cour le plaidoyé fait en icelle par lesdits Magny & Clerée le second jour de ce mois, les articles & sentence de la reformation faite par ledit Legat, le procès fait par ledit Eveque Juge delegué par iceluy Legat, l'adjonction faite par l'Université de Paris, & tout ce que lesdites parties ont mis & produit pardevers ladite Cour.

Et tout considéré, il sera dit que la Cour a mis & met ladite appellation au néant, sans anande & sans despens, & pour cause, & a ordonné & ordonne qu'aucune reintegration ne sera faite desdits Sous-prieur & Religieux appellans en la qualité qu'ils procedent audit Convent. Et au surplus que ladite reformation tiendra, & que ladite sentence donnée par ledit Legat fortra son plein & entier effet, & sera mise à execution selon sa forme & teneur par ledit Legat, ou ses deleguez & commis en ce qu'elle resté à executer, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, sans prejudice des droits pretendus par l'Université sur ledit Convent : & pour proceder & assister à l'execution de ladite sentence de reformation avec les deleguez dudit Legat, & y donner confort & ayde, ladite Cour y commettra aucuns des Presidens & Conseillers d'icelle : & feront lesdits appellans absous des censures, en obeyssant par eux à ladite sentence. Prononcé en jugement le dixième Mars mil cinq cens un.

Du unzième jour de Mars.

Ce jour est venu le Recteur pardevers la Cour, en ensuivant ce que le jour d'hier on luy manda en bonne compagnie, & luy a esté remonstré l'exces ce jour d'hier fait au Convent des Jacobins de Paris, & que l'en disoit que la plupart de ceux qui l'avoient fait estoient Escoliers, & luy a esté enjoint proceder tellement que on connoisse que luy ne l'Université ne les favorisent aucunement. Aussi qu'il procede par privation & autrement contre les Escoliers qui y ont esté. Aussi ont esté commis à executer l'Arrest donné ledit jour touchant la reformation dudit Convent, & assister à l'execution de la sentence du Legat touchant ladite reformation, M. Thibault Baillet, Robert Thiboult Presidens en ladite Cour, appelez avec eux tel nombre de Conseillers d'icelle que bon leur semblera, & a esté commandé au Gouverneur de Paris que par main forte il entre audit Convent, & fasse tellement que la force & autorité demeure au Roy, Justice soit obeye, & que ledit Arrest puisse estre entièrement executé.

Du dix-huitième Mars audit an.

Sur les requestes presentées aux Commissaires ordonnés par la Cour à l'execution de l'Arrest prononcé le 10. jour de ce mois de Mars, touchant la reformation du Convent des Freres Precheurs,

que l'on dit Jacobins, de cette ville de Paris, par Freres Jean Hameran de la Province Teutonique, Dominique de Thiergier, Jean Fourre, Matthieu Storch de Saxoine, Severe Regnault, &c. tous Religieux de l'Ordre des Freres Precheurs, par lesquelles ils requeroient estre receus audit Convent des Jacobins de cette ville de Paris : lesquelles requestes par ordonnance d'iceux Commissaires ont esté communiquées à Frere Jean Clerée, & autres anciens Religieux dudit Convent. Veu par la Cour lesdites requestes, ouy le rapport desdits Commissaires.

Et tout considéré, ladite Cour a ordonné que lesdits Peres Jean Hameran, Dominique de Thiergier, &c. seront dès à present admis & receus audit Convent des Jacobins de Paris, pour en iceluy vivre selon ladite reformation & Arrest ; & au regard desdits Freres Jean Jaspard, &c. ladite Cour a ordonné & ordonne que pour le present ils ne seront admis ne receus audit Convent, mais ils & tous autres Religieux dudit Ordre des Freres Precheurs, non admis dedans trois jours prochainement venant, partiront de cette ville de Paris pour eux reirer en leurs Convents ou autres Convents dudit Ordre, & à ce faire les trois jours passez feront contrains par emprisonnement de leurs personnes, & autres voyes & manieres deuees & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques ; & neantmoins trois mois passez pourront particulièrement faire presenier leurs requestes audit Commissaires, pour estre admis & receus audit Convent de Paris, & sur ce par iceux Commissaires leur estre pourveu particulièrement ainsi que de raison.

On fait commandement de par le Roy & la Cour de Parlement, à tous les Religieux Jacobins de l'Ordre des Freres Precheurs autres que ceux qui ont esté receus & admis tant par ladite Cour, que par M. le Legat, ou ses Commis, ou Convent dudit Ordre en cette ville de Paris, que dedans demain tout le jour, ils vident cette ville & faubourgs d'icelle, & s'en voient à leurs Convents ou autres Convents dudit Ordre, & ce sur peine de prison, & d'estre procedé contre eux comme desobeysans au Roy & à ladite Cour, & au S. Siege Apostolique. Aussi on defend à toutes gens de quelque estat ou condition qu'ils soient, qu'ils ne reçoivent, recellent ou favorisent en aucune maniere lesdits Religieux Jacobins non receus, & non admis audit Convent de Paris, & ce sur peine d'estre reputés rebelles & desobeysans au Roy & à ladite Cour, confiscation de corps & de biens. Fait le 22. Mars 1501.

Extraict des Registres de Parlement. 1501.

Sur le differend de la reformation faite en l'Abbaye de saint Germain des Prez les Paris, & remonstrances faites à la Cour à huis clos par Frere Philippe Bourgoing, Vicairé commis par l'Eveque de Chalons Abbé commendataire de ladite Abbaye, pour l'entretenement de ladite reformation d'une part. Et par Freres Guillaume de Guebaut, Jean Lomme, Guillaume Guerry, Religieux de ladite Abbaye, eux disans appellans en ladite Cour, d'autre, qui ont offert entre autres choses vivre en reformation reguliere, & l'observer *triam ad unguem*, selon la regle & statut de leur ordre; mais ils se sont plaints de la descolation, ruine & dilapidation des

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIV. 51

edifices & biens de ladite Abbaye.

Et tout considéré, la Cour a mis & met ladite appellation au néant, sans amende, & sans despens, & pour crüe, & en ayant égard à l'offre desdits Guebaux, Lomme & Guerry, a ordonné & ordonne que ladite reformation viendra, & la sentence sur ce donnée par le délégué du Legat, forera son plein & entier effet, nonobstant oppositions & appellations quelconques : & touchant la plainte desdites démolitions

& réparations, lesdits Guerry, Lomme, & Guebaux les bailleront par déclaration devant Mardy, & ledit Abbé les comptes de ses Receveurs, & ce qu'ils voudront bien aude, à cette fin pardevers les gens du Roy, pour eux ouys, & veu par la Cour ce que les parois auront baillé d'un collié & d'autre, estre ordonné par la Cour comme de raison. Fait en Parlement ce deuxième Avril 1501.

V. Jean Dastre en son hôtel de Louys XII. l'an 1501. chapitres 76. 77. où est l'acte d'appel en François.

Arrest de la Cour touchant la discipline d'un Monastere. 1501.

Extraict des Registres de Parlement.

VII. **V**EU par la Cour la requeste à elle présentée par le Cardinal de Luxembourg, Evêque du Mans, Abbé commendataire de saint Vincent lez Mans, par laquelle il requeroit que certain Arrest donné par ladite Cour le penultième jour de Decembre dernier passé, entre ledit Cardinal, & Frere Denis d'Aoult, & autres anciens Religieux de ladite Abbaye, euz ditsans Prieur & Convent de ladite Abbaye, fust exécuté selon la forme & teneur en ce qu'il rellait à exécuter, en contraignant lesdits anciens Religieux à vivre selon la Regle S. Benoist & en commun avec les Religieux reformez, & à lui laisser le commis à la recepte des deniers de la Prieurerie à iceux recevoir, en leur faisant defenses de méfaire ausdits Religieux reformez sur grandes peines à eux à appliquer; aussi permettre audit Cardinal, & à ses commis, que pour le temps à venir ils pussent punir & corriger lesdits Religieux de correction reguliere & moderée selon l'exigence des cas, & infolences s'aucunes en comment, nonobstant leur appel, & autres appellations quelconques; & outre information estre faite sur les infolences, malefices & desobeissances, & anentais commis depuis ledit Arrest, & ou prejudice d'iceulx, & rapportée pardevers la Cour pour y estre pourveu ainsi que de raison: veus aussi ledit Arrest & procès verbal de M. Raoul le Roy

Lieutenant du Seneschal d'Anjou executeur dudit Arrest.

Et tout considéré, la Cour a ordonné & ordonne, que ledit Arrest sera exécuté selon la forme & teneur en ce qu'il rellait à exécuter, & que lesdits Religieux de l'Abbaye saint Vincent, qui y sont & seront pour le temps à venir, seront & vivront en commun, & selon les Statuts de la Regle S. Benoist, & que Frere Jean Chaplain Religieux, & Jean de Voisin Pretre, élus & commis en l'Office de Pitancier, & pour administrer les necessitez des Religieux d'icelle Abbaye, seront & exerceront leur dite charge & communion: & outre que les fautes commises par lesdits Religieux, & qu'ils commettront contre la Regle & observance reguliere, seront punies & corrigées par les Vicaires reguliers Religieux dudit Ordre, commis, ou à commettre dudit Cardinal, & à ce faire & souffrir seront contraints tous ceux que pour ce seront à contraindre, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & jusques à ce que par ladite Cour autrement en son ordonné: & neanmoins que information sera faite sur lesdits excès & anentais, qui seront bailliez par déclaration si meillex est, pour icelle faire, rapportée & veu par ladite Cour, y estre pourveu ainsi qu'il apparraendra par raison. Fait en Parlement le 12. Mars l'an 1501.

Arrest par lequel quelques-uns des Conseillers de la Cour sont commis pour assister à la reformation du Convent des Religieux de l'Ordre de S. François. 1502.

Extraict des Registres de Parlement.

VIII. **S**UR la requeste baillée à la Cour par Freres Raoul Chartres, Jacques d'Austry, & Jean Thibault Docteurs en Theologie, Religieux reformez de l'Ordre saint François, commis par le General dudit Ordre à reformer le Convent des Religieux dudit Ordre de cette ville de Paris, par laquelle ils requeroient aucuns des Presidents & Conseillers de ladite Cour estre par elles commis pour assister audit negoce avec lesdits supplians, à ce que ladite reformation foriste son plein & entier effet, & mettre lesdits supplians & leurs adherans au sub-conduit de ladite Cour; & onys sur ce les Religieux

dudit Convent non reformez, lesquels ont déclaré qu'ils veulent & desirent ladite reformation, & en icelle vivre: mais parce que Frere Jean Petri leur Gardien est allé devers ledit General par son mandement, ont requis qu'en son absence on n'y procede, & qu'il plaise à la Cour surseoir ladite reformation jusques à sa venue avec leur General, attendu meismement qu'il est question de sa destitution, & cependant offrent ausdits supplians les entretenir dudit Convent.

La Cour a ordonné & ordonne que ladite reformation ne sera aucunement différée, mais

y procederont ledits supplians selon, & en ensuivant la puissance à eux donnée par leurdit General dudit Ordre : & pour assister & donner faveur & ayde à iceux supplians en faisant ladite reformation, la Cour a commis & commet Maîtres Thibault Baillet, Robert Thibault Présidents, Jacques Chambellan, Jean Bochart, Jean Brinen & Guillaume de Befançon, Conseillers

en icelle Cour, lesquels si aucuns differens surviennent en ordonneront & y pourvoiront, ou feront leur rapport à la Cour pour en appointer comme de raison : & a ladite Cour mis & met ledits supplians & leurs adherens en son sauf-conduit. Prononcé ce 12. Decembre mil cinq cens deux.

La Cour prend connoissance & ordonne la reformation des Monasteres, & que les fondations des Monasteres seront observées.

Extrait des Registres de Parlement, du Jendy 22. Janvier 1511.

IX. **ENTRE** les Religieuses du Monastere de Pouilly, appellantes de Maître Jean de la Haye Conseiller en la Cour de ceans, & de Frere Jean Cleré Docteur en Theologie comme d'abus ; & encore Sœur Jeanne Deshousteville appellante comme d'abus dudit Cleré d'une part : & ledit Cleré intimé d'autre. Et aussi entre Frere Trifan Dols Docteur en Theologie Provincial de France de l'Ordre des Freres Prescheurs, soy disant appellant comme d'abus, & entreprise contre les Arrêts de la Cour, & saints Decrets, de Frere Guillaume Parux, & Frere Jean Guillaume Marché, & Gilles Chartronelle, & de M. Pierre Haranger executeur des citations & monitions par eux obtenus, & requérant estre tenu pour bien relevé au moyen d'une requête par luy baillée à la Cour d'une part ; & ledits Parux, Marché & Chartronelle eux disans Commissaires en cette partie intimes & defendeurs à l'enterinement de ladite requête, d'autre.

Veut par la Cour les plaidoyez faits en icelle les dix & douzième jours de Mars 1506. & quinzième jour de Fevrier 1507. la reformation faite par ledit Cleré audit Pouilly : son pouvoir & puissance : la fondation dudit Monastere. Sauts dudit Ordre, & tout ce que par lesdites parties a esté mis & produit : ensemble les conclusions du Procureur general du Roy. Et tout considéré.

Il sera dit que la Cour l'a tenu & tient pour bien relevé de ladite appellation interjetée par ledit Dols, & au surplus a mis & met lesdites appellations interjetées tant desdits de la Haye, Cleré, Parux & Marché, Chartronelle que Haranger, au neant sans amende & despens, & pour cause : a ordonné & ordonne que la reformation faite par ledit Cleré soit son plein & entier effet, & à y obeyr & entendre seront contraintes lesdites Religieuses & tous autres qui pour ce feront à contraindre, par toutes voyes deus & raisonnables, & ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, & sans préjudice d'icelles. Et enjoint ladite Cour à leur Supérieur faire entretenir audit Monastere icelle, & pour luy tenir la main,

boiller conseil, faveur, ayde & provisions si besoin est, a commis & commet les Prevost de Paris, & ses Lieutenants Civil & Criminel, & un chacun d'eux sur ce premier requis.

Et outre considéré le trespass de Sœur Jeanne Deshousteville, & ce qui depuis a esté fait en cette matiere, la Cour a ordonné & ordonne que pour cette fois & sans le tirer à consequence, l'insultation faite par ledit Cleré de la personne de Sœur Pregente de Meleun à l'Office de Prieure, tienne & soitra effet, & à luy obeyr comme Prieure seront lesdites Religieuses contraintes ainsi que de raison.

Et au surplus ladite Cour a ordonné & ordonne que sans avoir égard à l'exemption faite par ledit Cleré, que le Vicaire & Maître general dudit Ordre, & autres Freres, qui de present sont audit Monastere, y demeureront pour faire le divin service, & confesser lesdites Prieure & Religieuses, en la forme & maniere accoutumée, jusques à ce que le Provincial de France d'iceluy Ordre sous l'obéissance duquel elles demeureront, aura certifié suffisamment la Cour avoir sous son obéissance aucuns Convents reformez, pour d'iceux pourvoir audit Monastere de Religieux reformez en nombre suffisant pour faire le divin service, & confesser icelles Religieuses ; & sera tenu nommer à ladite Cour les Religieux reformez qu'il y voudra commettre, & pour ce faire luy a donné & donne ladite Cour delay de trois semaines : & seront les excommuniés si aucuns en y a pour raison dudit procès, & choses susdites absous à pur & à plein.

Et quant au surplus dont est question entre lesdites parties, ladite Cour les a mis & met hors de Cour & de procès, & sans despens, & pour cause. Et en enterinant la requête faite par le Procureur general du Roy en ensuivant la teneur de ladite fondation, ladite Cour a defendu & defend ausdites Religieuses, Prieure & Convent, ne recevoir audit Monastere aucunes Religieuses s'ils ne sont de noble lignée sans permission du Roy ; & au General & Provincial dudit Ordre n'introduire audit Monastere aucuns Religieux s'ils ne sont reformez.

Les Registres de la Cour sont pleins d'Arrêts qui ordonnent la reformation de plusieurs Monasteres tant d'hommes que de filles, & principalement aux années suivantes.

De l'Abbaye de Pouilly, du 23. Decembre 1512.

Du Convent de S. Croix de Branzais, du 2. Avril 1514.

Du Priore de Sourigny Ordre de Cister, du 7. Septembre 1513.

Du Priore de S. Maurice de Scully, du 9. Septembre 1514.

Des Abbayes de Chelles, de Montmarre, Maillefontaine, Yerre, Jarly & Gif, du 7. Septembre 1514.

De nostre Dame de Sordun, le 2. Avril 1517.

De l'Abbaye de la Vierge, du 13. Septembre 1514. & du mois de Mars 1516.

De l'Abbaye de S. Etienne de Nevers du 21. Novembre 1524.
 De l'Abbaye de S. Jean au Bois diocèse de Soissons, Decembre 1524.
 Du Convent de Sainte Croix de Paris, 23. Decembre 1524.
 De l'Abbaye de Chelles où est entré dans l'Arrest l'Advis des Docteurs, du dernier Decembre 1524.
 Des Quinze-vingts de Paris, 1. Janvier 1526. De l'Hôpital de Pontoise 1525.
 De l'Abbaye de saint Cyr du 12. Avril 1524.
 De l'Abbaye de saint Remy des Landes, 12. Août 1525.
 De l'Abbaye de nostre Dame de Beaumont, 6. Août 1525.
 De l'Abbaye du Port royal d'entre de Meaux, 23. Fevrier 1525.
 De l'Abbaye de S. Paul près de Beaumont des 5. & 11. Decembre 1526. 2. Fevrier 1527.
 De l'Abbaye de saint Jean en Valée, 15. & 23. Fevrier 1526.
 De saint Martin d'Epervay, Octobre 1527.
 De l'Abbaye d'Elisy de Lyon, qui est notable, du 8. Avril 1527.
 Du Monastere de sainte Croix de Paris, 1530.
 De l'Eglise Collegiate de S. Sulpice de Corbeil, 1532.
 De l'Abbaye de Religieuses de S. Paul les Beaumont, Août 1532.
 Du Convent des Valles-Dieu, 1543.
 Pour la reformation des Augustins de Paris, 1588.

Union des Monasteres ne se peut faire que par l'ordre du Roy, un Conseiller de la Cour commis pour se transporter au Convent de l'Abbe Maria, pour informer de l'estat dudit Convent.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy 19. May 1511.

X. **S**UN les remonstrances & raisons baillées par escript & mises pardevers la Cour, en ensuyvant l'ordonnance d'icelle du 24. jour de Janvier dernier passé, par Frere Boniface Ministre de l'Ordre des Mineurs de la Province de France, & Frere Jean Sauvage Religieux de l'Ordre des Mineurs appellez de la famille, comme simple Frere & Zelateur de ladite Religion touchant l'union d'entre eux requise par ledit Ministre, & en ensuyvant le vouloir du Roy, la restitution d'aucuns Convents que ledit Frere Boniface pretend avoir esté soustraits de ladite Province par lesdits de la Famille & Visitation sur les Convents desdits de la Famille, estans en ladite Province de France, requise par ledit Ministre, que execution de certain Arrest donné par la Cour le 7. Septembre 1502. entre les Freres de l'Abbe Maria à Paris d'une part, & l'Université de Paris, les quatre Ordres Mendians & autres opposans d'autre part: Veuës par la Cour lesdites remonstrances, les responses à icelles baillées par escript, tant par ledit Ministre, que Viceire general desdits de la Famille de l'ordonnance de ladite Cour, ensemble tout ce qui a esté mis pardevers ladite Cour: Le tout considéré.

Ladite Cour a ordonné & ordonne entant que touche ladite union, qu'elle en advertira le Roy, pour y pourvoir ainsi qu'il verra estre à faire par raison; & au surplus quant à la restitution desdits Convents pretendus par ledit Ministre avoir esté soustraits par lesdits de la Famille, & Visitation requise par lesdits de la Famille, ladite Cour a permis & permet audit Ministre avoir recours par devant les Juges auxquels en appartient la connoissance; & quant à l'exécution dudit Arrest, ordonne icelle Cour que un des Conseillers d'icelle qui à ce faire sera commis se transportera au Convent de l'Abbe Maria à Paris, pour visiter les edifices construits audit Convent depuis ledit Arrest, & s'informer du nombre des Religieux estans de present en iceluy Convent, & parler aux Sorors pour sçavoir le nombre des Freres qui leur sont necessaires tant pour leurs confessions, questes, que pour le Divin service, & en fera son rapport à la Cour, pour y estre pourveu par elle ainsi que de raison. Et enjoint icelle Cour au Procureur general du Roy faire executer ce present Arrest.

Extrait des Registres de Parlement, du Jendy 18. Novembre 1513.

XI. **C**E jour Frere Gilles Charronnelle Provincial de l'Ordre des Freres Prescheurs en la Province de France, a esté mandé en la Cour, auquel après la remonstrance à luy faite des Arrests donnez par ladite Cour touchant la reformation du Prieuré de Poissy, a esté enjoint que le plus diligemment qu'il pourra il vacquera à ladite reformation, & perfection d'icelle entierement, sans aucune dissimulation ou fiction, & que les Religieux qu'il y mettra soient bien

reformez pour faire vivre en bonne reformation les Religieuses, alias la Cour y pourvoira: & pour luy donner ordre & confort à ce que ladite reformation qu'il fera tiennne & forte son plein & entier effect, la Cour a commis & commet M. Jean Briçonnet Conseiller en icelle, lequel mennera & prendra avec luy un des Clercs des Comptes, pour par luy faire rendre les comptes touchant le temporel, & autres revenus dudit Prieuré.

Extraict des Registres de Parlement, du Mercredi 20. Decembre 1514.

XII. CE jour est venu en la Cour Frere Gil-
des Charronnelle Provincial de l'Or-
dre des FF. Precheurs, lequel avoit hier esté
mandé, auquel a esté dit, que le Roy avoit esté
adverty que le Monastere de Poissy n'estoit re-
formé, & que les chabrieres des Religieuses
alloient jusques à saint Germain en Laye, &
autre part où bon leur sembloit, & estoient
audit Monastere quand on vouloit, dont il estoit
tres-mal conneu, & avoit ordonné que la Cour
y donnast provision, & à cette cause l'avoient
mandé : & luy a esté remontré que combien que
ladite Cour eust donné son Arrest, par lequel
elle avoit ordonné qu'il feroit la reformation au-
dit Monastere, & qu'il feroit obey, & qu'on
luy eust baillé tout le confort & ayde qu'il avoit
requis, & neanmoins il n'en avoit rien fait, dont
ladite Cour ne se pouvoit contenter, en luy de-
clarant que s'il n'y faisoit suite chose, qu'on se-
roit contrainct de donner la charge de ladite re-
formation à un autre.

Lequel a dit qu'il avoit esté audit lieu de Poissy,
& avoit commencé à faire ladite reformation, &
a déclaré par le menu aucunes choses qu'il avoit
jà faites, mais qu'il avoit esté mal obey, & ob-
stant aucuns grands empeschemens, il n'avoit
pu achever ladite reformation, ce qu'il esperoit
faire, & y besogner en toute diligence, & qu'il

estoit besoin avant toute œuvre donner ordre
au temporel dudit Monastere, sans laquelle chose
il ne pouvoit achever icelle information.

Surquoy après que la matiere a esté mise en
deliberation, la Cour a ordonné & enjoint audit
Charronnelle proceder rectement & de fait au
parachevement de la reformation dudit Monas-
tiere de Poissy, & y commencer le lendemain
de Noel prochainement venant, & continuer
en maniere que ladite reformation soit du tout
faite & parachevée, & qu'il en certifiât la Cour
dans la Purification de nostre Dame prochainement
venant, & que à faire obeyr à icelle re-
formation il procede vilement, en contrain-
gnant icelles Religieuses par la forme & maniere
contenue es Arrests de ladite Cour; & à ladite
Cour commis & commet M. Pierre Peller Conseiller
en icelle, pour alister à ladite reformation,
& donner confort & ayde audit Charronnelle à
ce qu'elle forust effect; & a ordonné & ordonne
que M. Pierre le Duc Auditeur de la Cham-
bre des Comptes, & Gilles Courin autresfois
commis pour ouyr les comptes dudit temporel,
se transporteront audit Poissy pour du tout ache-
ver de mettre en ordre iceluy temporel. Fait en
Parlement le vingtième jour de Decembre mil
cinq cens quatorze.

*Trois lettres touchant la reforme du Convent des Augustins de Toulou-
se, de l'année 1520.*

La 1. du Parlement de Toulouse à Monsieur le Chancelier, du 26. Avril.

La 2. de l'Archevesque de Toulouse au Roy, du 12. May.

La 3. dudit sieur Archevesque à Monsieur le Chancelier, du 11. May.

XIII. MONSEIGNEUR, Ainsi qu'il vous
a plu nous advenir, escrivions au
Roy, en le remerciant de ce qu'il luy a plu
pouvoir de l'office de Conseiller en cette Cour,
vacant par le trépas de feu M. Jean de Morillon,
à M. Jean Bartholomei l'un des nommez, &
semblablement vous en remercions humblement,
pour ce que sommes asseurez que à ce avez tenu
main. Monseigneur, tant par vos lettres que
rapport de ceux qui ont esté devers vous, som-
mes informez comment ledit Seigneur a bien à
ceur la matiere de l'Abbé de saint Thiberti,
comme est bien nécessaire à ce que touche son
autorité & de la justice : & pour ce ces
jours est survenu quasi un cas semblable, l'en
avons bien voulu advenir, & vous aussi. C'est,
Monseigneur, que à cause des grans dissolutions
qui avoit au Convent des Augustins de cette
ville, l'Archevesque de Toulouse ou ses Vicaires
& Official comme conservateurs dudit Convent,
& à la requeste de ceux qui vouloient bien vivre,
fissent certaines inquisitions, mais un foy
disant syndic desdits Augustins, se porta pour
appellant comme de notoire abus, & son appel
releva en cette Cour, en laquelle les parties ouïes,
ensemble le Procureur general du Roy, fut dit
par Arrest, que ledit syndic ne faisoit à rece-
voir comme appellant, enjoignant audits Ar-
chevesque, ses Vicaires ou Official de proceder
à la vraye reformation, avec l'assistance d'au-
cuns nommez audit Arrest; le dictum duquel,
ensemble d'un autre qui s'en est ensuivy, après
que aucuns desdits Augustins qui desirent bien
vivre, eurent baillé requeste & articles à ladite
Cour concernant ladite reformation, pour leur
donner l'ayde à ce nécessaire, vous envoyons.
Ce neanmoins aucuns desdits Religieux
ont obtenu en Cour de Rome certaine provision,
pour casser ladite reformation, mauldire, excom-
munier & priver de leurs benefices ceux qui y ont
tenu la main, & ont mis les placards desdites
lettres en plusieurs lieux, ainsi que par ledit Ar-
chevesque ou ses officiers ferez plus amplement
informé. Monseigneur, nous vous en avons bien
voulu advenir, pour ce que touche grandement
les droits & autorité dudit Seigneur, qui sou-
vent nous a escrit tenir main à semblables refor-
mations. Et par ce que les Religieux reformez
qui sont audit Convent syent desadvouté ladite
imperation de Rome, & ce que s'en est ensui-
vy, toutesfoiz sommes establis de telles impera-
tions, parquoy sera vostre bon plaisir advenir
le Roy nostre dit Seigneur, afin d'y donner or-
dre pour le temps à venir. Car autrement,

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIV. 55

Monseigneur, par tels moyens qui pullent trop son autorité seroit effacée, les privilèges du Royaume amoindrez, & ses sujets trop vexez & travailliez. Monseigneur, il vous plaira avoir les affaires de cette Cour pour recommander, & nous mander vos bons plaisirs pour les accomplir, aydant le benoist fils de Dieu, qui vous donne, Monseigneur, tres-longue vie. *Escriit à Tholose en Parlement sous le signet d'iceluy le 26. jour d'Avril.* Vos tres-humbles serviteurs les gens tenans le Parlement du Roy nostre Sire à Toulouse. *Signé, DE BORRASOL. Et au desus, A Monseigneur, Monseigneur le Chancelier.*

Lettre de l'Archevesque de Toulouse au Roy.

Sire, Votre Cour de Parlement de Toulouse, avec mes officiers & Capitaulx * dudit lieu, après qu'ils ont cogneu la mauvaise vie & grand scandale qui estoit au Convent des Augustins, ont procédé à la reformation d'iceux, tant qu'ils sont à présent si bien reformez, que l'honneur de Dieu & de vous y est gardé au salut de vostre people; ce nonobstant aucuns voulans pervertir ladite reformation, & retourner à leur premier estat, ont impetré de nostre saint Pere mal informé certain moitoire, avec censures & citations pour vexer vostre dite Cour, & mes officiers, en les citant à Rome sans cause & injustement, qui est contre les saints Concordats, Ordonnances & privileges de vostre Royaume, & au grand dommage d'iceluy. *Sire,* je vous supplie tres-humblement qu'il vous plaise en écrire à nostre saint Pere, en sorte que ledits Concordats & privileges de vostre Royaume y soient gardez & observez. *Sire,* je prie nostre

Seigneur vous donner tres-bonne vie & longue. *Escriit à Bougency le 12. jour de May.* Vostre tres-humble & tres-obeyssant serviteur & sujet, JEAN DORLANS. *Et au desus, Au Roy mon souverain Seigneur.*

Lettre dudit sire Archevesque à M. le Chancelier.

Monsr. La Cour de Parlement de Toulouse escriit au Roy, & à vous, pour la reformation du Convent des Augustins dudit Toulouse, je vous envoie les informations, par lesquelles verrez les causes mouvantes à ladite reformation, & le procès fait en icelle, laquelle a esté faite ainsi que a ordonné leur Ministre general & Provincial, & sont à présent bien vivans selon leur Ordre & Religion. Ce nonobstant aucuns mal vivans, desirans retourner à leur premier estat, ont impetré de nostre S. Pere mal informé certain moitoire, avec censures & citations personnelles contre ladite Cour & mes officiers, pour excommunier & citer à Rome, se ne les remettent en leur premier estat, qui est contre l'honneur de Dieu, les saints Concordats, Ordonnances & privileges du Royaume. A cette cause, vous prie tant qu'il m'est possible, que veuillez voir ou faire voir ledit procès & memoires, & y pourvoir & faire écrire par le Roy à nostre saint Pere, en sorte que ledits Concordats & privileges du Royaume y soient gardez, & vous ferez cause d'un grand bien, & m'obligerez à vous de plus en plus. A Bougency le 11. jour de May. Le tout vostre entier & bon amy, J. DORLANS Archevesque de Toulouse, *Et au desus, à M. M. le Chancelier.*

Ces trois lettres sont prises sur les originaux.

Arrest du Parlement de Toulouse, par lequel est enjoint à l'Archevesque de Toulouse de reformer le Convent y designé, & qu'à ladite reformation assisteront deux Conseillers de ladite Cour. 1520.

Extraits des Registres de Parlement.

XIV. *ENTRE* le Syndic du Convent des Augustins de Thoulouse appellans comme de notoire abus de Maître Antoine de Sabonieres Official de Thoulouse, & autrement defendeur, d'une part: Et ledit de Sabonieres Official pris en partie formée appellé, & l'Archevesque de Thoulouse, & le Procureur general du Roy respectivement supplians & demandeurs, d'autre. Veules playdoiez & informations mises devant la Cour par ledit Procureur du Roy, dit a esté que ledit Syndic ne fait à recevoir comme appellant, & en concernant les requelles dedit Archevesque & Procureur du Roy.

La Cour a enjoint & enjoint à iceluy Archevesque, & à ses Officiers, proceder à la deulx reformation des Religieux dudit Convent, appelez à ce les Inquisiteurs de la Foy, Gardien

du Convent des Cordeliers hors les murs, & Prieur du Convent des Carmes de Thoulouse. Et a ordonné & ordonne la Cour, que pour faire ladite reformation assisteront audit Archevesque ou ses Officiers, Maistre Pierre de la Porte, & Pierre de Nupes Conseillers du Roy nostre Sire en icelle, & que commandement sera fait aux Seneschal, Juge Maigre, & autres Lieutenans dudit Seneschal, Vigueur, Capniols, & autres Officiers dudit Thoulouse, de donner secours, confort, & ayde audit Archevesque & ses officiers, & les faire obeyr par ledits Religieux & autres qu'il appartiendra, & sans dépens, & pour cause. Prononcé à Thoulouse en Parlement le neuvième jour d'Aoust l'an mil cinq cens & vingt. *Signé, DE BORRASOL.*

Arrest du Parlement de Thoulouse donné à la Requête d'un Religieux de l'Ordre de S. Augustin Supérieur, à ce qu'il pleust à ladite Cour voir certains articles de reformation, & iceux autoriser : & est ordonné au Senechal de Thoulouse assister à la reformation du Monastere designé, suivant lesdits articles que ladite Cour autorise. 1520.

Extraict des Registres de Parlement.

XV. **V**EU la requête baillée par Frere Antoine Grelon Religieux de l'Ordre de saint Augustin, comme Vicairé député par le Provincial dudit Ordre es Provinces de Thoulouse & Guyenne, tendante à fin que la Cour veist certains articles faict concernant la reformation du Convent des Augulins de Thoulouse, & iceux entant que beson seroit autorisast, & approuvast, & ordonnast *pro honorabilis Dei ac reformationis*, le contenu esdits articles estre gardé & observé *etiam capitane & aristationes personarum*, & estre enjoint aux Joge Maige, Viguer, & Capinols dudit Thoulouse les faire garder & entretenir : ensemble le Vicairé dudit Grelon : articles dessusdits, & conserment de l'Archvesque de Thoulouse ou son Vicairé, soy disant conservateur & reformatour dudit Convent : & oy le Procureur gene-

ral du Roy adherant à ladite requête :

La Cour a déclaré & declare, qu'elle n'entend empêcher les reformateurs de mettre à execution le contenu esdits articles, & a enjoint & enjoint ausdits Senechal & Viguer de Thoulouse, ou leurs Lieutenans, & chacun d'eux assister ausdits reformateurs, à ce que ladite reformation, & contenu ausdits articles forment leur plein & entier effect, & soient gardés & observez de point en point selon leur forme & teneur, & à ce faire contraindre tous ceux qui pour ce feront à contraindre, par toutes voyes & manieres deus & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites & à faire, & sans préjudice d'icelles. Fait & dit à Thoulouse en Parlement le 20. jour de Novembre, l'an mil cinq cens vingt. *Signé, DE BORRASSOL.*

La Cour ordonne & execute la reformation du Convent des Jacobins.

Extraict des Registres de Parlement, du Samedi 19. Octobre 1521.

XVI. **S**UR les plaintes alleguées par les Religieux ecclésiastiques étudiants au Convent des Jacobins de cette ville de Paris, contre le Vicairé du General dudit Ordre, *circa austeritatem viides, nimiam severitatem, & severitatem* : & réponses d'iceux au contraire par ledit Vicairé.

La Chambre de Parlement ordonnée par le Roy au temps des vacations, a ordonné & ordonne, qu'en ensuivant le dernier Arrest donné par la Cour entre lesdites parties, que la reformation audit Convent tiendra, & sera entretenue & gardée selon la forme & teneur, & à ce seront contrainsts tous ceux qui pour ce feront à contraindre, par toutes voyes & manieres deus & raisonnables, & par detention de leurs per-

sonnes, si mestier est : & au surplus, pour pourvoir aux cas particuliers allegués par les parties, ladite Chambre appellera les Prieurs des Chartreux, des Celestins, & de saint Marin des Champs, auxquels elle communiquera les plaintes & réponses des parties, & ce fait elle y donnera tel ordre que l'obeyssance & reformation sera gardée, & l'estude entretenue audit Convent, & ce dedans Mercredy prochain, & mettront lesdites parties leurs plaintes & réponses respectivement par escrit au Greffe dedans huy, en exhortant ledit Vicairé de tenir en suspens & surseance jusques audit jour de Mercredy, *panem gravium culpa*, & icelle relâcher tellement, que lesdits Religieux étudiants ne seront empêchés au service divin.

Arrest de la Cour concernant les statuts de reformation de plusieurs Monasteres de Religieuses.

Extraict des Registres de Parlement, du Jendy 11. Aoust 1524.

XVII. **L**A Cour a commis & commet Messire Jean de Selva Chevalier, Conseiller du Roy, & premier President en ladite Cour, Maîtres Nicole Brachet, & André Verjus, aussi Conseillers en icelle Cour, pour voir les statuts de la reformation faite des Convents de Chelles, Montmartre, Mallemoué, Yerre, Jarly,

& Gif, mis au Greffe par lesdits Convents par ordonnance de ladite Cour, à la requête de l'Evêque de Paris, & iceux statuts communiquer aux Abbé de saint Victor lez Paris, Prieurs des Celestins, de saint Germain des Prez, & des Jacobins de cette ville de Paris, pour sur ce avoir leur avis, & en faire par lesdits Commissaires leur

leur rapport à la Cour. Neanmoins a ordonné & ordonne ladite Cour, que pour ledit Eveque de Paris, impugnant ledits statuts, Maître Jacques Merlin Curé de la Magdelaine, & pour ledits Couvents soutenant ledits statuts,

le Prieur de saint Martin des Champs, seront ouys pour dire, alleguer, & proposer en l'presence desdits Commissaires, & des Religieux desdits, ce qu'ils voudront dire & alleguer touchant ledits statuts.

Arrest par lequel la Cour ordonne la reformation d'un Monastere.

Extrait des Registres de Parlement, 1529.

XVIII. **S**U n la requeste baillée à la Cour par le Procureur general du Roy, par laquelle il requeroit que ensuivant les Arrests de la Cour donnez à sa requeste le 21. jour d'Aoust l'an 1528. le 1. Septembre dernier passé, par lesquels il avoit esté ordonné, que le College de Cluny fondé en cette ville de Paris seroit reformé, & que l'Abbé dudit Cluny bailleroit Vicariat aux Prieurs de saint Martin des Champs & de Long-pont, & à deux des Religieux reformez dudit Ordre, pour proceder à ladite reformation, il fust permis au Prieur de saint Martin des Champs seul proceder au fait de ladite reformation, en venu du Vicariat à luy baillé par le Cardinal de Lorraine, à present Abbé de Cluny, avec tels des Conseillers de ladite Cour qu'il plairoit commettre pour y assister,

attendu que ledit Vicariat est à luy seul adressé, & non audit Prieur de Long-pont, ny autres.

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que ledit Prieur de saint Martin des Champs, en vertu dudit Vicariat à luy baillé par ledit Cardinal Abbé de Cluny, procedera à la reformation dudit College de Cluny, appellez avec luy pour conseil l'Abbé de saint Victor, Prieur des Celestins, & Vicaire de saint Germain des Prez, en ensuivant les Arrests de ladite Cour : & pour donner confort & ayde, & impartir le bras seculier, si mévier est, ladite Cour a commis & commet Maître Nicole Bracher Conseiller en ladite Cour. Fait en Parlement le penultième Decembre mil cinq cens vingt-neuf.

Arrest de la Cour pour la reformation de l'Abbaye de saint Ambroise de Bourges.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi 29. Novembre 1531.

XIX. **S**U n la requeste baillée à la Cour le 14. jour de ce mois par M. Jacques Colin, Abbé de saint Ambroise de Bourges, par laquelle il requeroit qu'il luy fust permis prendre au corps certains Religieux de ladite Abbaye vagabonds, & que pour ce faire commission luy fust baillée par ladite Cour, prendre ledits Religieux quelque part que trouvez pourront estre, *enam in loca sacra*, & iceux estre amenez pour estre mis es Religions de Livry, saint Victor, & saint Ladre, & autres Religions dudit Ordre reformées, pour iceux faire vivre selon leur dit Ordre; & en leur lieu avoir d'autres Religieux desdites Religions, pour estre menez audit saint Ambroise, pour enseigner à faire vivre les autres y estans selon leur Ordre : & en deffaut de faire ladite continuation par ledits Religieux reformez, iceux Religieux soient contrains prendre ledits Religieux dudit saint Ambroise, à telle pension qu'il plaira à la Cour ordonner, selon & en ensuivant les Lettres du Roy, & nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

Vou par la Cour ladite requeste, certains articles bailliez par les Religieux de la Congregation dudit S. Victor, réponses à iceux faites par ledit demandeur, l'avis de certains Religieux reformez, auxquels par ordonnance de ladite Cour ledits articles & réponses ont esté communiqués : Ouy par ce le Procureur general du Roy : Et tout considéré.

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que le

General & Chapitre privé des Chanoines reguliers de saint Augustin reformez en France, deputeront deux Religieux reformez dudit Ordre, auxquels & aux Abbés de S. Sulpice de Bourges, & de Chatebenaill, l'Archevesque de Bourges, & ledit Abbé de S. Ambroise, bailleront autant que besoin sera Vicariat, lesquels se transporteront en ladite Abbaye de S. Ambroise de Bourges, en la presence dudit Archevesque, ou son Vicaire general à Bourges, & dudit Abbé, si assister y veulent, & visiteront ledit Monastere, & enquerront si la reformation introduite audit Monastere est continuée, & pourront faire statuts & articles pour la continuation, stabiliment, confirmation, & perpetuation d'icelle, tant pour le service divin, nombre de Religieux qui seront à introduire audit Monastere, vivre, & veltaire d'iceux, hospitalité, que autres choses necessaires; & seront ledits ordonnances & statuts faits par ledits deputez, exccutes par maniere de provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles : & enjoint la Cour au Bailly de Berry, ou son Lieutenant, bailler confort & ayde, & prison si mévier est, & ausdits deputez & Abbés de S. Sulpice, & Chatebenaill, pour l'accomplissement de ladite reformation, & pour contraindre ceux qui seront à contraindre, par toutes voyes & manieres devoirs & raisonnables, pour l'exccution des statuts & ordonnances qui seront faites pour ladite reformation, & ce par maniere de provision,

nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles : & outre ordonne ladite Cour, que ledit Abbé de S. Ambroise sera commis de ladite Cour pour prendre au corps, si besoin est, les Religieux dudit Monastere, qui seroient trouvez vagabons & hors dudit Monastere, pour iceux estre menéz & introduits es Monasteres de S. Victor, Livry, & S. Ladre, & autres Monasteres de ladite Congregation de saint Victor, ainsi qu'il sera advisé par ledit General & Chapitre, lesquels les Religieux dedita Convents reformez dudit Or-

dre seront tenus prendre, & iceux instruire en l'observance reguliere, en leur payant par l'Abbe de S. Ambroise, pour le vivre & entretenement dedita Religieux, telle portion qu'il sera advisé par ledits Abbes de saint Sulpice, & Chaisebeault, & jusques à ce que semblable nombre de Religieux reformez de ladite Congregation ait esté introduit audit Monastere de S. Ambroise, pour continuation de la reformation d'iceluy, & que autrement en soit ordonné.

L'Evesque de Senlis s'adresse à la Cour, pour l'affister à la reformation d'un Monastere de son Diocèse.

Extrait des Registres de Parlement, du Mercredi vingti-quatrième Avril après Pasques 1532.

XX. **C**E jour l'Evesque de Senlis est venu en la Cour, a dit, qu'il avoit pleu au Roy & à ladite Cour luy bailler la charge de reformer le Prieuré de saint Maurice de Senlis, Ordre de saint Augustin, où il s'est employé, & a trouvé le plus grand desordre qu'il est possible, & mesmement en la personne & administration du Prieur, qui a tout aliéné, & ne veut monstrer aucun compte du revenu dudit Prieuré, ne titres & enseignemens, est personne dissolue, & a esté trouvé en cene ville de Paris, & mis au Monastere de saint Victor, dont il se veut tirer, & retourner audit Prieuré, qui seroit rompre entièrement le fait de ladite reformation, laquelle il a commencée, & n'y a épargné ses biens pour faire les clostures, pourvoir aux nourritures, vestemens, & entretenement des Religieux, ayant bonne volomé de la parachever. A ceste cause, a requis que le procès du Prieur soit fait, & exigentibus moris qu'il soit suspens *ad longum tempus*, & cependant qu'il ne luy soit permis retourner audit Monastere.

A quoy a esté répondu par Maître Pierre Lizet, premier President ceans, que la Cour sçavoit son zele & diligence, qu'il devoit avoir plus grande à reformer ledit Prieuré, que les autres benefices reguliers de son Diocèse, parce que à la persuation d'un de ses predecesseurs Evesque de Senlis, il avoit esté fondé par un Roy de France, & ce qu'il requiert se doit faire par luy ou ses Vicaires, & non par ladite Cour, ne autre Justice seculiere : pour ce fait s'il veut bailler Vicariat à Maistres Jacques Mesnager, & Martin Ruzé, Conseillers de ceans, l'un desquels par ordonnance de ladite Cour s'est transporté audit Monastere, pour l'exécution des choses ordonnées pour le fait de ladite reformation, ils feront le procès dudit Prieur, & pourvoiront à ce qui sera necessaire : & si luy & ledits Vicaires ont à besongner de l'ordre ou autorité de ladite Cour, pour l'exécution de ce qui sera par eux ordonné pour le fait de ladite reformation, elle leur impartira.

Evesque condamné à bailler un Vicariat pour reformer un Monastere de son Diocèse : s'il ne le veut faire son temporel sera faisi.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardy quatorzième May 1532.

XXI. **C**E jour l'Archevesque de Lyon Evesque d'Angers a esté mandé venir à la Cour, pour un Vicariat qu'il avoit baillé pour la reformation du Monastere de saint Florent les Saumur, par ordonnance & Arrest de ladite Cour donné le 20. jour d'Aoust dernier, auquel y avoit plusieurs clauses particulieres, & contre les termes & intention dudit Arrest : & après qu'il a esté oüy, ensemble les Gens du Roy, qui ont requis qu'il fust contraint par faicissement de son temporel bailler autre Vicariat aux Peres reformateurs nommez par ladite Cour, pour reformer ledit Monastere, *ram in capite quam in membris*, visiter, enquerir, corriger,

establi *in omnibus quibuscunque, que judicio Patrum videbuntur expedire*, en ensuivant ledit Arrest. La matiere mise en deliberation :

Ladite Cour a ordonné, que ledit Evesque d'Angers baillera autre Vicariat en termes généraux audit Peres Religieux reformateurs, pour visiter, enquerir, & reformer ledit Monastere & Abbaye saint Florent, *in capite & in membris*, & faire toutes autres choses necessaires ou utiles pour le fait de ladite reformation, en ensuivant ledit Arrest, sans y mettre autres clauses ou modifications, & à ce faire sera contraint ledit Evesque par saisie de son temporel.

De la reformation du Monastere de l'Abbaye saint Germain des Prez
lez Paris.*Lettre du Procureur general du Roy, au Roy. 1535.*

XXII. **S**IRE, suivant les Lettres patentes & missives qu'il a pleu à vostre Majesté m'envoyer pour le fait du reestablishement de la reformation & Ordre regulier de l'Abbaye saint Germain des Prez lez vostre ville de Paris, & la partition & division du temporel d'icelle Abbaye, entre Monsieur le Cardinal de Tournon Abbé Commendaire, & les Religieux & Convent d'icelle: Messieurs les Presidents de vostre Cour ont nommé, moy requerant, & en la presence des parties, quatre notables Religieux reformez, lesquels en la presence dedit Presidents & de moy, ont fait plusieurs articles

qu'ils ont juré & affirmé estre nécessaires, requis, utiles, & expediens pour l'entretenement d'icelles reformation & observance reguliere, le tout par maniere d'advis, & sous vostre bon plaisir, selon la forme prescrite par lesdites lettres. Lesquels articles signez dedit Presidents, Religieux, & de moy, je vous envoie pour en estre ordonné ainsi qu'il plaira à vostre Majesté. SIRE, je prie le Createur du monde, qu'il vous donne en perfection l'honneur, &c. De Paris ce 6. jour de Fevrier 1535. Vostre tres-humble & tres-obeyssant sujet & serviteur, N. THIBAUT.

Les articles de ladite reformation estoient signez P. Lites premier President, P. Montholon, & F. de S. André Presidents. N. Thibault Procureur general, & des quatre notables Religieux. L'article XXIII. de ladite reformation porte ces mots: *Cum ex chartarum reglarum & statutorum fundationis &c. dictorum dicti Monasterii iure consue*

dictar, Fratrum dicti Monasterii numerum festi quendam, ad pra. tripartitum relationem, nulli tunc temporis non parum dominum, idcirco Regia Majestas placuit deinde curam in dicti Monasterii prescripti numerum, attamen interim ad quinqueviginti Fratrum numerum, a quo hucus parciat nulli deficiat, & a nulli habetur respectus.

La Cour ordonne la reformation du Prieuré de Gournay.

Extrait des Registres de Parlement du Venderdy 8. Fevrier 1537.

XXIII. **S**UR la remonstrance faite par le Procureur general du Roy à la Cour, que pour la dissolution & dissolution qui avoit esté trouvée au Prieuré de Gournay, ainsi qu'il appert par les informations qui avoient esté faites par ordonnance de la Cour, icelle Cour avoit nagueres ordonné que ledit Prieuré seroit reformé, & que le Prieur de saint Martin des Champs bailleroit Vicariat à deux Religieux pour faire la vísitation & reformation: & depuis lesdits Religieux & Convent dudit Gournay avoient fait que sur une requête par eux présentée, ladite Cour avoit ordonné que suivant certain Arrest d'icelle de l'an mil cinq cents trente-trois en Mars, le Cardinal de Lorraine Abbé de Cluny bailleroit ledit Vicariat: or estoit ledit Cardinal loin d'icy, & de long-temps seroit mal-aisé recouvrer son Vicariat, & cependant demoureroit ledit Prieuré en dissolution. A cette cause, requerant pour le bien & bonheur de la Religion, & à ce qu'il fust promptement pourveu au fait de ladite reformation, pour obvier aux abus & malversations de l'observance reguliere, qu'il fust ordonné que par provision ledit Prieur de saint Martin bailleroit son Vicariat, comme cy-devant avoit esté dit, en attendant que ledit Vicariat dudit Abbé de Cluny seroit apporté.

La Cour a ordonné & ordonne, que ledit Prieur de saint Martin des Champs, en attendant le Vicariat dudit Abbé de Cluny, bailleroit Vicariat à Frere Jean Hoteman, Sous-Prieur du Prieuré de Longpont, & Frere Jean Probé, Docteur en Theologie, Prieur de Beaumont sur Oise de l'Ordre de Cluny, sans prejudice de superiourité pretendue par ledit Abbé de Cluny

sur ledit Prieuré de Gournay, & du procès pendant entre ledit Prieur & Convent de saint Martin, & ledit Convent de Gournay, pour raison de la superiourité d'iceluy Convent de Gournay, & droits pretendus par ledit Prieur & Convent de saint Martin, & exemption pretendue au contraire par ledit Prieur & Convent de Gournay; pour eux transporter audit Monastere & Convent de Gournay, iceluy sommairement visiter, & enquerir des fautes, abus, & malversations en iceluy commises contre l'observance reguliere, & y pourvoir selon la Regle de saint Benoist, & statuts de l'Ordre de Cluny, & selon la reformation de S. Martin des Champs, par provision, comme dit est, jusques à ce que autrement & plus amplement y sera pourveu par les Vicaires qui seront deputez par ledit Abbé de Cluny: & aussi ordonne ladite Cour, que ce que les Vicaires qui seront deputez par ledit Prieur de saint Martin, en attendant ledit Vicariat dudit Abbé de Cluny, ordonneront pour l'entretenement de l'observance reguliere, divin service, & autres choses requerans celerité, & auxquelles il est nécessaire promptement pourvoir, sera executé par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles: & a ordonné & ordonne ladite Cour, en impartissant l'aide du bras seculier, que pour faire executer ce qui sera advisé par lesdits Vicaires qui seront deputez par ledit Prieur de saint Martin, par provision, comme dit est, avec eux assistera M. Nicolle Sanguin, Conseiller en ladite Cour, lequel ladite Cour a commis quant à ce, par lequel seront contraintes les Prieur & Religieux dudit Convent de Gournay, & tous autres qui

pour ce seront à contraindre, par toutes voyes & manieres deues & raisonnables, à souffrir execution de ce qui aura été advisé & ordonné par provision par ledits Vicaires qui seront deputez par ledit Prieur de saint Martin, jusques à ce que autrement en soit ordonné par les Vicaires qui seront deputez par ledit Abbé de Chuny, & en attendant son Vicariat, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Et afin que l'on puisse promptement vacquer & entendre ausdites visitations, inquisitions, reformatiōs & provisions, à ordonné & ordonne ladite Cour, que pour les frais qu'il conviendra faire, sur les fruits dudit Prieuré & Monastere de Gournay sera prise la somme de quatre-vingts livres parisis; & pour icelle prendre & percevoir, sera faisi le temporel d'iceluy Monastere, si besoin est, & videront d'iceluy Monaste-

reles adventuriers, vagabons, & gens lais effans de present en iceluy, autres que ceux qui sont deputes & necessaires pour le service dudit Prieuré, & leur enjoint ladite Cour ce faire, sur peine de la hart; & à ce faire seront contrains par ledit Commissaire de ladite Cour, par toutes voyes deues & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, comme dit est: & si a ordonné & ordonne ladite Cour, que par iceluy Commissaire sera enquis & informé contre ledits adventuriers & vagabons, qui ont tenu fort & en armes ledit Prieuré, & contre leurs complices, pour icelle information faire & rapportée pardevant ladite Cour, & par elle veue, estre procedé contre ceux qu'elle trouvera coupables & delinquans, ainsi qu'elle verra estre à faire par raison.

Arrest de la Cour pour la reformation des Religieux de S. François.

Extraict des Registres de Parlement, du Jendy 4. Juillet 1538.

XXIV. **A**UOIRANT après avoir ouy par la Cour certain different de-volu par appel comme d'abus en icelle, entre Maistre Michel Fouillon Docteur en Theologie, Religieux de S. François, pretendu appellant comme d'abus deservant commission du Gardien du Convent des Freres Mineurs d'Orleans, faite par le Chapitre provincial de la province de Touraine, d'une part: & le Ministre provincial de ladite province, d'autre: ouy aussi Cappel pour le Procureur general du Roy:

La Cour, sans foy arrester à la pretendue appellation comme d'abus, que l'on dit avoir esté interjetée par ledit Fouillon, de la commission de Gardien faite par le Chapitre provincial de Touraine, mettant autant que besoin seroit les parties, si aucunes appellations comme d'abus y avoit, hors de Cour & de proceds: a permis & permet ausdites parties respectivement poursuivre l'appellation interjetée par ledit Fouillon *ad illas seu illas*, pardevant le General de l'Ordre: ensemble la reparation des atentes faits au prejudice d'icelle appellation, & correction des excès commis, en atentes contre & au prejudice de ladite appellation: & outre a ordonné, que l'avis des Discrets du Convent des Cordeliers de cette ville, qui est tel en effet, sçavoir que pendant qu'il sera connu par ledit General de ladite appellation, ledit Fouillon, ne celui qui a esté commis par le Chapitre provincial, ne jouissent de l'estat de Gardien, ains qu'il y ait un tiers qui ait administration pendant dudit Convent d'Orleans, fera executé resaultment & de fait, &

en ce faisant baillera ledit Ministre provincial son Vicariat à Frere Simon Marie Docteur, ou quelque autre Religieux de l'Ordre, homme de bonne vie & bien reformé, lequel se transportera audit Convent, aura la superintendence & administration d'iceluy, avec puissance de punir & corriger par discipline reguliere, tous & chascuns les delits tant commis, que ceux que l'on pourroit commettre audit Convent, exceptez les excès pretendus avoir esté commis en atentes au prejudice de ladite cause d'appel, de laquelle la punition & correction doit estre faite par ledit General, ou ses Vicaires deputes: & a enjoint & enjoint icelle Cour au Bailly d'Orleans, & ses Lieutenants general & particulier, impartir l'aide du bras seculier pour l'execution & estretement dudit avis desdits Discrets, si requis en sont & besoin en est, & contraindre tous ceux qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes & manieres deues & raisonnables: Et en entendant la requeste faite par ledit Procureur general du Roy, ladite Cour a enjoint & enjoint aux parties *hinc inde*, de garder respectivement les statuts de l'Ordre, & en ce faisant porter par les inferieurs aux Superieurs l'obeyssance qu'ils leur doivent, & aux Superieurs traicter les inferieurs suivant les saints Decrets, & selon raison: & leur a inhibé & defendu, inhibe & defend de venir faire aucunes querelles ou complaines à la Cour seculiere dorenavant, sinon en cas esquels l'on peut & a l'on accoustumé y recourir par appellation comme d'abus, & ce sur peine d'arrand de arbitraire.

Arrest de la Cour pour la reformation du Convent des Augullins.

Extraict des Registres de Parlement, du Samedi 16. Fevrier 1543.

XXV. **S**UR la requeste presentement & ce jour d'ay faite en la Cour par le Procureur general du Roy, ladite Cour deuenant & de

long-temps advertie du grand desordre qui est au Convent des Augullins de cette ville de Paris, chose par trop scandaleuse, & contre l'honneur de

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIV. 68

de Dieu, & de perilleux exemple, a ordonné & ordonne, que le General dudit Ordre, ou son Vicaire deçà les monts, baillera Vicariats à deux bons notables Religieux reformez dudit Ordre du Convent de Thoulouze, pour appeller avec eux les Prieurs de saint Victor, saint Ladre, & les Prieurs des Chareux & Celestins de cette ville, ou les deux d'iceux en l'absence ou empêchement des autres, eux transporter audit Convent des Augustins, illec visiter, enquerir, corriger, reformer ledit Convent entièrement, & du tout selon la Regle saint Augustin, & statuts de l'Ordre, & les remettre en vraye observance reguliere : & pour l'introduction, établissement, & perpetuation d'icelle, fassent tels statuts & ordonnances qu'ils verront estre expe-

dient, nécessaires, & utiles pour ladite Religion, qui seront executez par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles ; & à ce faire, souffrir, & y obeyr seront, tant ledits Religieux que autres qu'il appartiendra, contrains par prinçale detention de leurs personnes, & autres voyes & manieres deus & raisonnables : & ordonne ladite Cour, que avec ledits deux Peres reformateurs assistent deux Conseillers d'icelle, qui par elle seront commis pour leur imparir l'aide du bras seculier s'il y echet, & requis en font, & contraindre ledits Religieux à souffrir l'execution desdites ordonnances & statuts par les voyes que dessus, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Arrest de la Cour sur la reformation des Cordeliers, & la submission du General de faire ce que la Cour ordonnera.

Extraict des Registres de Parlement, du Vendredy 17. Aoust 1543.

XXVI. **C**E jour est venu en la Cour le General Ministre de l'Ordre S. Francois, lequel après avoir présenté à la Cour les Lettres patentes du Roy, dont la teneur ensuit :

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feaux, nous avons esté advertis de certain procès intenté & commencé par quelque nombre de Cordeliers sans l'autorité de leurs Superieurs, pour raison de certaine union des Freres de l'Observance & des Reformez, par Frere Boniface, en aucunes Provinces de nostre Royaume : & d'autant que le General de leur Ordre nous a fait entendre la bonne volonte qu'il a de bien-tost pourvoir à cela, & y mettre un bon accord ; à cette cause nous vous mandons & commandons tres-expressément, que vous ayez à tenir en suspend & suspension ledit procès qui est pendant pardevant vous, julsqu'à ce que nous ayons entendu dudit General ce qu'il a à nous dire sur le fait de ce différend, pour après en estre ordonné ; & à ce ne faites faute : Car tel est nostre plaisir. Donné à Folembray près Couffy le cinquième d'Aoust mil cinq cens quarante-trois. *Aussi signé, FRANÇOIS, & plus bas, BAZARD. Et dessus est écrit, A nos amez & feaux les gens de nostre Cour de Parlement à Paris, & Commissaires par nous ordonnez & deputez sur le différend des Cordeliers de l'Observance & des Reformez.*

Et après avoir par luy en oraison Latine dedoit les moyens de la venue en ces paries, le desordre qu'il avoit trouvé en ce Convent des Cordeliers, & la cause de la dissolution & incar-

ceration de la personne de Frere Pierre Garnier n'agueres Gardien dudit Convent, & les informations sur ce par luy faites, a requis pour la conservation de l'honneur de la Religion, & pour ne publier ne decouvrir la nudé d'icelle, estre commis & deputé des Conseillers d'icelle, qui ouyissent sommairement avec luy sur les articles la plupart confessez par ledit Garnier, & le reste d'iceux bien verifiez, & pareillement ledit Garnier sur ses defences qu'il pourra avoir au contraire, pour puis après en estre ordonné, comme la Cour, à laquelle il se soumettoit, verroit estre à faire par raison : & au demourant pour ne le priver de la jurisdiction sur ses sujets, qu'il pleust à la Cour ordonner que ledit Garnier prisonnier ne fust cimité & extrait dudit Convent, chose qui seroit contre leurs statuts, & tout ordre de Religion, en laquelle il estoit detenu non comme prisonnier, mais *in plena & honesta custodia*, bien nourry & traité comme luy, & auquel avoient accès ses parents & conseil toutes les fois qu'ils y venoient.

Surquoy la Cour, ledit General Ministre retiré, a deliberé, & luy detechef mandé luy a esté dit : *Super pgremiss duabus suis requisitionibus, 1. scilicet Curiam non intrare & nolle in his qua pertinent ad correctionem regularem, aliquem suscipere notionem, & circa hac autoritatem sibi quampiam arrogare, quin illi permittis suo jure uti, & qua conservacionis à statuta & arrestis illius concernunt perspicere & animadvertere : & super extralione & translatione dicti Garnier, paribus auditis providere, & interim supersedeat ordinatio ejusdem Curia sub eadem translatione facta.*

Arrest de la Cour touchant la reformation des Monasteres des Religieux Jacobins.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 19. jour de May 1543.

XXVII. **C**E jour après avoir par la Cour ouy en icelle à huis clos Frere Mathieu Orry Religieux Docteur en Theologie, Inquisiteur de la Foy, Vicair & Superieur general sur tous les Couvents reformez de la Congregation Gallicane au Royaume de France, sur les requestes par cy-devant tant par luy que par un nommé Frere Bernard de Coquoise Religieux dudit Ordre, fugitif, presentées en icelle Cour, pour le differend qui s'est meu audit Couvent entre ledit de Coquoise & Antoine Somet, pour raison & à cause de la promotion de la lecture des sentences en cette Université de Paris, & pareillement sur les inobediencies faites contre les preceptes des Superieurs de la reguliere observance, & statuts de la reformation, tant par ledit de Coquoise que autres les adhears; chose où elle seroit tolerée, qui iroit seulement à la destruction de la reformation introduite par ladite Cour audit Couvent, & confirmée par les Arrests d'icelle : & iceux leus avec lesdites requestes & ordonnances de ladite Cour faies sur ledit differend d'estre Haubet & de Coquoise, contre lequel a ledit Orry requis exploit.

Ladite Cour pour le bien & entretenement de la reformation introduite audit Couvent, & pour le regard de ce a enjoint & enjoist audit Orry Vicair fustif, de garder & faire garder & entretenir l'observance reguliere en les Couvents des Freres Prescheurs, & de contraindre les Religieux dudit Couvent, tant des Couvents reformez que non reformez, à garder les statuts & observances regulieres de la reformation introduite audit Couvent, & à y vivre & foy contenir en la forme & maniere que ceux qui sont reformez, & de proceder contre les delinquans, rebelles & coupables, par correction & discipline reguliere, ainsi qu'il est enjoint & permis par les statuts dudit Ordre, & ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & re-

questes qui pourroient estre presentées tant à ladite Cour que autrement, & sans prejudice d'icelles: pour le regard de ladite correction & discipline reguliere, pourveu que avec luy à ce soient appelez les Peres discrets dudit Couvent, & par leur advis soit procedé ainsi qu'il leur est enjoint par leurs statuts.

Et dès à presant enjoint ladite Cour au Prevot de Paris ou ses Lieutenans, Examinateurs du Chastelet, & Sergens à verge d'iceluy, & à chacun d'eux qui sur ce sera requis, es cas de rebellions & de defobeissance fustif, de bailler dudit Orry Vicair fustif, & autres Superieurs audit Couvent, & par l'advis que dessus, confort & ayde par imputation de l'ayde du bras seculier, à prendre, saisir & mener audit Couvent ceux qui seront soris hors iceluy, ou autrement defobeissans & rebelles à l'observance reguliere, pour estre contre eux procedé, comme dit est, par ledit Orry, appelez ceux que dessus, & par leur advis à ladite correction & discipline reguliere, auquel cas luy enjoint ladite Cour y proceder incontinent, nonobstant comme dessus. Et pour le regard du cas particulier, attendu que ledit de Coquoise est fugitif, a ordonné & ordonne que iceluy de Coquoise en viendra par luy, ou par Procureur, Mercredi prochain venant du matin heure de sept heures precisement, sur les requestes respectivement presentées, alias à suite de ce faire sera la cause appelée à la Barre de Parlement rapportée en icelle Cour, & par elle baillé exploit tout ainsi que si elle estoit au roule, & par vertu d'iceluy adjugé sur le champ tel profit qu'il appartiendra. Et ordonne ladite Cour, que nonobstant le refus fait par Brunet Procureur dudit Coquoise d'accepter la signification de l'ordonnance de ladite Cour, le present Arrest luy sera signifié, & vaudra l'assignation qui ainsi sera faite.

La Cour ordonne la reformation d'un Monastere de Filles, où doit assister un Conseiller de ladite Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Jendy 22. Septembre 1547.

XXVIII. **C**E jour après les remonstrances faies par la Chambre ordonnée au temps des vacances à l'Abbé de Clervaux pour ce mandé en icelle, du desordre & scandale qui par cy-devant a esté & est de present en l'Abbaye & Monastere de saint Antoine des Champs, à suite d'avoir procedé à la reformation dudit Monastere, & que par cy-devant il avoit esté commis avec l'Abbé de Fromont à faire ladite reformation, & que ledit Abbé de Clervaux a dit qu'il n'est Superieur de ladite Abbaye de saint Antoine des Champs, mais c'est l'Abbé de Cîteaux qui est Superieur, auquel l'Abbé de Fromont est Vicair, & quant à luy assistera volontiers avec l'Abbé de Fromont Vi-

caire dudit Abbé de Cîteaux, & fera son devoir.

Ladite Chambre a ordonné & enjoint audit Abbé de Clervaux, & pareillement à l'Abbé de Fromont de vacquer soigneusement, & le plus diligemment que faire se pourra à ladite reformation, & appellez avec eux si bon leur semble tels gens & Religieux qu'ils adviseront pour conseil, avec lesquels assistera M. Guillaume Bourgoing Conseiller en ladite Cour pour l'aide du bras seculier & pour leur bailler main-forte, & sera ladite reformation faite, & les ordonnances & statuts desdits Abbés reformateurs executez, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Arrest de la Cour sur la reformation de l'Abbaye de la Celle tez Troyes, faite par l'Evesque de Troyes, & confirmée par le Roy en son Conseil.

Du Lundy deuxième jour de Septembre 1549.

XXIX. **S**UR la requête présentée à la Cour par M. Pierre de Mareuil Evesque de la Vaur, Abbé de l'Abbaye du Moullier la Celle tez Troyes, & les Religieux reformez d'icelle, contenant que par Arrest de ladite Cour donné le quinziesme jour de Fevrier l'an 1541. auroit esté ordonné, ce requérant le Procureur general du Roy, que ladite Abbaye du Moullier la Celle seroit reformée, & à cette fin l'Evesque de Troyes bailleroit Vicariat à deux Religieux de l'Ordre saint Benoist, qui viqueroient à ladite reformation, & feroient statuts & ordonnances nécessaires pour l'introduction d'icelle, lesquels seroient entretenus & executez nonobstant oppositions ou appellations quelconques : & pour plus promptement faire ladite reformation fuivent certaines Lettres patentes du Roy, l'Evesque de Troyes auroit fait statuts, ordonnances & articles portans entre autres choses, que pour l'exécution dudit Arrest & entiere reformation, seroient envoyez & introduits en ladite Abbaye aucuns Religieux reformez de l'Ordre de S. Benoist, & Congregation de Chefaubenoist, dont & dequels statuts, ordonnances & articles les Religieux non reformez d'icelle Abbaye se feroient portez pour appellans, & l'appel dévolu pardevant le Roy en son Conseil privé, tant auroit esté procédé que ledit Seigneur par ses Lettres patentes données le 18. jour de Septembre 1543. & aussi par son Arrest du 21. dudit mois, auroit esté dit & ordonné que ladite reformation tiendroient, & seroit executée selonc la forme & teneur, & en ce faisant que ledits articles & ordonnances faits par ledit Evesque de Troyes seroient observez & entretenus nonobstant oppositions ou appellations quelconques. En executant lesquels Arrests & statuts ledits supplians Religieux reformez auroient, les solennitez en tel cas requises, gardées & observées, esté introduits en ladite Abbaye, dequoy indignez aucuns Religieux non reformez d'icelle Abbaye, cherchans tous moïens de vivre toujours en leur deformation accoustumée, auroient obtenu certaines Lettres Royaux adreßantes audit Evesque de Troyes ou son Official, directement contraires audit Arrests, par vertu dequelles ledit Evesque ou son Official se auroit remis en ladite Abbaye, & à iceux permis vivre comme ils faisoient auparavant ladite reformation, & déchaßé & mis hors ledits supplians Religieux reformez introduits en icelle Abbaye, fuivant ledits Arrests, dont ledits supplians se feroient portez pour appellans

une fois ou plusieurs en adherant comme d'abus, leurs appellations relevées en ladite Cour, & y font de present pendantes & indecises, dequelles toutesfoiis ils n'auroient pu avoir expedition, tant au moyen des subterfuges & délais exquis par parties adverses, que empeschemens survenus en icelle Cour, ayans retardé leur audience, & cependant ledits Religieux non reformez vivent toujours en leur deformation accoustumée, & sans tenir aucune forme & regle de Religion, au grand scandale & des-honneur d'icelle, irreverence de Dieu, & diminution du divin service. A cette cause requeroient à ce que par maniere de provision ledits statuts concernant ladite reformation fussent entretenus & gardez selonc leur forme & teneur, & ladite reformation encomencée à faire parachevée, & à ce faire ledits Religieux non reformez contrains, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Veu par ladite Cour ladite requête, les Arrests cy-dessus mentionnez, avec les articles & statuts faits en precedent à ladite reformation, autorisez & approuvez par l'Evesque de Troyes ; ensemble les Lettres de relief desdits appellans, & autres pieces attachées à ladite requête, & nuy sur ce le Procureur general du Roy econtesant & requérant. Et sont considéré ;

Ladite Cour ayant égard à ladite requête, & attendu la qualité de la maniere qui concerne l'honneur de Dieu, & bien de Religion, & à ce que les choses appartenans à ladite Religion soient mieux observées & gardées, & le service divin accoustumé estre dit & célébré en ladite Abbaye toujours de mieux en mieux continué selonc la Congregation de Chefaubenoist, & Lettres patentes du Roy, a ordonné & ordonne par maniere de provision pendant ledites appellations comme d'abus, jusques à ce qu'autrement par elle en soit ordonné, que ledits statuts, ordonnances & articles faits pour l'introduction & établissement de ladite reformation soient entretenus, observez, gardez & executez inviolablement selonc leur forme & teneur, & ladite reformation encomencée à faire, parachevée & executée royalement & de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, & à ce faire & obeyr seront contrains ledits Religieux non reformez, & autres qu'il appartenra, par toutes voyes & manieres deues & raisonnables, & par l'autorité du bras seculier si besoin est, nonobstant aussi oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, comme dit est.

La Cour ordonne que une Abbaye sera reformée, & le revenu de l'Abbé employé au fait de ladite reformation. 1551.

Extrait des Registres de Parlement.

XXX. **S**UR la requête présentée à la Cour par les Religieux, Abbé & Convent de saint Riquier, par laquelle se tend que par Arrest d'icelle donné en plaidant le 22. Decembre dernier passé, entre ledits supplians, d'une part; & Messire André Dodieu Evêque de Rennes, Abbé de saint Riquier d'autre, avoir esté dit que ladite Abbaye seroit reformée, & qu'à cette fin aucuns Reformateurs se transporteroient audit lieu; & pour ce faire seroit tenu ledit Abbé configner la somme de deux cens livres; ce néanmoins combien que suivant autre requête par ledits supplians présentée, commandement eust esté fait audit Dodieu en son domicile, fuir ladite confignation, il n'y auroit aucunement satisfait, demeurant par ce moyen ledit Arrest sans effet, ils requeroient à cette cause estre enjoint aux fermiers de ladite Abbaye pour ledit Abbé, mettre es mains des Peres Reformateurs dénommez audit Arrest, ladite somme de deux cens livres pour proceder par eux au fait d'icelle reformation, & en leur refus leurs Fermiers estre contraints configner icelle somme par toutes voies deues & raisonnables, ou autre plus grande, si

celle portée par ledit Arrest ne suffisoit, jusques à l'exécution d'iceluy. Veille par ladite Cour icelle requête avec ledit Arrest, & autre requête précédente, du cinquième Fevrier dernier passé, exploir & signification estant au dos d'icelle. Et tout considéré:

La Cour a ordonné & ordonne, suivant ledit Arrest, que ledit Abbé de saint Riquier sera tenu configner au Greffe de ladite Cour ladite somme de deux cens livres parisis, pour estre employée au fait de ladite reformation ordonnée par iceluy Arrest, & ce dedans la huitaine après commandement à luy fait, autrement ledit temps passé sera le temporel de ladite Abbaye saisi & mis en la main du Roy, jusques à ce que ledit Abbé ait fait; Et seront les Commissaires qui seront établis contrains par toutes voies deues & raisonnables fournir & envoyer audit Greffe d'icelle Cour ladite somme de deux cens livres parisis; laquelle somme leur sera allouée en leurs compres, & sauf à ordonner de plus ample confignation s'il y eût. Fait en Parlement ce Jeady dix septième Mars 1551.

Arrest de la Cour sur les Lettres patentes obtenues par le General des Cordeliers, pour exercer sa charge en France.

Extrait des Registres de Parlement du 8. Novembre 1557.

XXXI. **V**EUX par la Cour les Lettres patentes du Roy données à S. Germain en Laye le 25. jour d'Octobre dernier passé, signées par le Roy en son Conseil, HUBAULT, obtenues par Frere Ange de Averfa General de l'Ordre saint François, par lesquelles & pour les causes y contenues, ledit Seigneur desirant de tout son pouvoir la manutention & conservation dudit Ordre saint François en son entière observance & autorité, permet audit de Averfa exercer ledit estat de General de l'Ordre saint François, faire les visitations, corrections & autres charges appartenantes à iceluy, librement par tous les pays de son obéissance; & ce que par luy faisant lesdites visitations sera ordonné à l'encontre de les Religieux qu'il trouvera avoir delinqué, iceluy Seigneur veut estre exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ou pour estre différé; interdisant à toutes les Cours, & autres Juges de son Royaume, quant à ce, toute cour, juridiction & cognoissance. Et pour le regard du fait des Commissaires Nationaux, veut ledit Seigneur & luy plaisir, que par maniere de provision, & jusques à ce qu'autrement en soit ordonné, il puisse durant le temps seulement qu'il exercera ladite charge en son Royaume, commettre & deputer quelques bons personnages dudit Ordre, qui soient nés & ori-

gines dudit Royaume, ou bien Religieux profex en iceluy, & y demeurans depuis vingt cinq ans en çà, pour en son absence aller visiter les Convents de fondit Royaume, obli ne pourra aller en personne, & que ceux qu'il y commettra puissent faire les corrections, visitations, & ordonnances, telles & tout ainsi qu'il seroit s'il y estoit en personne, dont toutesfois ils seront tenus de luy faire rapport, ou à la Congregation generale. Et outre que lesdites Cours, & autres ses Juges ayent à prester audit de Averfa, lesdits Vicaires, Commis & Deputes, faisant le deuy de leur charge, toute syde, confort, & main forte si besoin est, & requies en font; Je tout toutesfois sans déroger aux saints Decrets, privileges, Statuts & Ordonnances de ses Royaumes & Eglise Gallicane: la requête présentée par ledit Frere Ange de Averfa à ladite Cour, afin de luy entermer lesdites Lettres: les conclusions & consentement sur ce du Procureur general du Roy, auquel elles ont esté communiquées:

Et tout considéré, la Cour a entermé & enterme audit de Averfa lesdites Lettres patentes, pour en jouir & exercer par luy le contenu en icelles, conformément & suivant les Statuts, Regles & Canons de l'Ordre saint François, & selon l'observance d'iceux, & seront lesdites Lettres enregistrées aux Registres de ladite Cour.

Commission

Commission au premier President de Provence pour regler les Monasteres de Religieuses d'Aix, Marzeille & autres.

Extrait des Registres de Parlement, du 22. May 1574.

XXXII. **L**A Cour advertie de plusieurs no-
taires desordres, abus & mauvaïse
administration es Monasteres saint Barthelemy
de ceste ville d'Aix, Marzeille & autres villes de
de ce pays, a commis & commet M. Jean Au-

goulin de Forrests premier President en ladite
Cour pour en informer, faire suïr & prendre au
corps les coupables, & autrement pourvoir &
regler ledits Monasteres ainsi qu'il apparue-
dra.

La Cour ordonne de la reformation d'un Convent, & donne pouvoir au Superieur de faire ladite reformation.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredy 9. Juillet 1593.

XXXIII. **S**UR ce que le Procureur general
du Roy a remonstré à la Cour, requerant y estre pour-
veu par Arrest du dernier Juin a esté ordonné, que
Frere Verneau Docteur en Theologie Religieux
de l'Ordre de saint François, sera receu Gardien
des Cordeliers en la ville d'Angers, auquel
il seroit impossible d'acquiescer dignement de ladi-
te charge, si les Provinciaux & Superieurs de
l'Ordre qui sont de la ligne, & sont demourans
es villes rebelles, entreprennent comme ils ont
ey-devant fait, de regler les Convents de la Pro-
vince, & bailler lettres d'obedience, pour en-
voyer des Religieux audit Convent d'Angers,
& en retirer ceux que bon leur semble; outre que

cela est prejudiciable aux Edicts, Ordonnances
& Arrests de ladite Cour, requerant y estre pour-
veu: La matiere mise en deliberation:

LADITE COUR a enjoint, & enjoint au-
dit Verneau se transporter audit Convent des
Cordeliers en la ville d'Angers, suivant ledit
Arrest du dernier Juin, & l'a commis & com-
met pour visiter, & reformer & regler les autres
Convents dudit Ordre de la Province de Tour-
raine, y demeurer & sejourner, transférer les
Religieux d'un Convent à l'autre, & ordonner
ainsi que les Provinciaux dudit Ordre ont accou-
stumé, & en joiques à ce qu'autrement en soit
ordonné par ladite Cour.

Arrest du Parlement d'Aix sur le Reglement du Monastere des Religieuses saint Sauveur de Marzeille, & autres de la Province. 1596.

Extrait des Registres de Parlement.

XXXIV. **E**NTRE les Religieuses du Mon-
astere saint Sauveur de la ville de
Marzeille, demanderesses à l'interinement de cer-
taines Lettres Royaux de Requête civile & res-
cision de contract, Messire Frederic Bagneau
Evesque & Oeconome du Chapitre de l'Eglise
Cathedrale, Major de la ville, joint avec elles
d'une part: & l'Oeconome du Monastere saint
Victor lez ledit Marzeille, Messire Robert de
Franquepane Abbé dudit Monastere, les Con-
suls & la Communauté, manans & habitans de
ladite ville, Messire Virgini Vincens Prieur de
Funeau, Regnaud Portamin Prieur de la Celle,
& Ansoine de Cavigney Prieur de Grimaud, de-
fendeurs, d'autre.

La Cour ayant égard aux Lettres Royaux de
Requête civile obtenues par ledites Religieuses,
& icelles interimant, sans avoir égard à l'Ar-
rest y mentionné, a remis & remet les parties
en l'estat qu'elles estoient auparavant iceluy: &
faisant droit aux appellations comme d'abus, in-
terjetées tant par le Procureur general du Roy,
que par ledites Religieuses, dit qu'il a esté mal
nullement & abusivement procédé & executé par
l'executeur de la bulle dont est question; a cassé,
revoqué & annulé, cassé, revoqué & annulé,

Tome I. Partie IV.

& met au neant les procedores par luy faites, re-
met ledit Monastere en l'estat ancien qu'il estoit
auparavant l'execution: & faisant droit sur la
reclusion des transactions interjetées par ledites
Religieuses, a cassé, rescindé & annulé lesdi-
tes transactions, remis & remet les parties en l'es-
tat qu'elles estoient auparavant icelles, con-
damné ledit Oeconome du Monastere saint Vic-
tor, rendre & restituer tous & chascuns des actes,
titres, papiers, escriptures & documents apparte-
nans à l'Oeconome dudit Monastere saint Sau-
veur, ensemble les fruits des biens d'iceluy par
luy pris & perceus, sauf à déduire desdits fruits
ce qu'il sera apparoir avoir payé, & imposé pour
le lict & profit dudit Monastere; le tout suivant
la verification & liquidation qui en sera faite par
le Commissaire qui sera sur ce député, sans aman-
de, & sans dépens, & pour cause.

Et pourvoyant sur la requête verbalement
faite par le Procureur general du Roy, a ordonné
& ordonne, que tous Archevesques & Evesques
de ceste Province, residerez aux lieux & Eglises
de leurs Archeveschez & Eveschez, suivant les
saints Decrets & Ordonnances du Roy, seront
chaque année la vésitation, reformation des
Eglises, & gens d'Eglise qui sont de leur

R

dition, chacun en leur Diocèse, enverront procès verbaux desdites visitations & reformati-
ons pardevant le Greffe de ladite Cour, pour
iceux communiquer au Procureur general du
Roy, & rapporter pardevant icelle, y estre pour-
veu à ce qui sera nécessaire par l'autorité du
Roy & d'icelle, ainsi qu'il appartiendra; tien-
dront pareillement leurs Synodes Provinciaux, &
procéderont à l'infirmité du Seminaire ordonné
par les saints Conciles & ordonnances du Roy;
autrement à faute de ce fera leur temporel & fruits
& revenus d'iceluy faisis, mis entre les mains du
Roy pour estre employez, comme il est por-
té par les saints Canons & Ordonnances du Roy;
faisant inhibitions & défenses à leurs reueurs
payer la rente de leurdits Evechés & Arche-
vêchés, lesquels à ces fins a ordonné & établi
sequestres, que autrement n'en soit ordonné par
ladite Cour.

Ordonne pareillement que l'Abbé du Mona-
stère saint Victor viendra faire résidence dans
trois mois prochainement, fera les visitations & re-
formations tant audit Monastère que autres dé-
pendans de son Abbaye chacune année, remen-
tra les procès verbaux d'icelles pardevant le
Greffe de ladite Cour, pour communiquer au
Procureur general du Roy, & pour icelles veu-
ir, y ordonner ce qu'il appartiendra pour l'inte-
ressé du Roy & de la Cour; & néanmoins que
aux dépens d'iceluy Abbé, il pourvoira d'un
personnage capable & suffisant pour apprendre
& enseigner les saintes Lettres aux Religieux
d'iceluy Monastère, & aux Moines & Religieux
à leurs dépens un personnage capable pour ap-
prendre la Grammaire & bonnes Lettres aux No-
vices d'iceluy. Et jusques à ce que soit satisfait

par ledit Abbé à ce que dessus, seront mis le
temporel, fruits & revenus de ladite Abbaye &
mains du Roy. Fait inhibitions & défenses aux
rentiers d'icelle Abbaye, luy payer la rente, en-
voyer aucuns deniers d'icelle à Rome ny ailleurs,
à peine de payer de leur propre; lesquels à ces
fins ordonne & établi sequestres.

Enjoint cependant au Prieur claustralier d'iceluy
Monastère se prendre garde sur la vie, mœurs
des Religieux, les contenir sous la discipline mo-
nastique, à peine de répondre en son propre
& privé nom, des fautes qui par iceux pour-
roient estre commises par son défaut & con-
nivence.

Et avant faire droit à l'union des autres be-
néfices mentionnez en ladite bulle, & institution
du College portez par icelle bulle, & requisitions
du Procureur general du Roy, ordonne que toutes
les parties sejoient oüyes plus amplement par-
devant les Commissaires, qui sur ce seront des-
puez, pour à leur rapport y estre ordonné ce
qui sera de raison. Ordonne ladite Cour que
l'Arrest cy-devant donné par icelle sur la refo-
rmation & clôture du Monastère de saint Bar-
thelemy de cette ville d'Aix, sera exécuté audit
Monastère de saint Sauveur; & tous autres de
ce ressort; que seront baillies extra-judicials du present
Arrest audit Procureur general du Roy envoyez
és Sieges, & par les Substituts envoyez aux
Archevêques & Evêques, leurs Vicaires, Of-
ficiaux, Monastères, Eglises, chacun en leur
ressort, afin qu'il y soit gardé, mis à entière exé-
cution, & que n'en puissent prétendre igno-
rance. Fait à Aix en Parlement le dixième
Juin 1596.

Arrest du Parlement d'Aix sur la reformation des Chanoines reguliers de Chardoon en Provence. 1597.

Extraict des Registres de la Cour de Parlement.

XXXV. **E**NTREZ l'Oecosome des Chanoi-
nes reguliers de l'Eglise nostre Da-
me de Chardoon demandeurs en requête, d'a-
ne part; & Messire Camille de Birague, defend-
teur d'autre. La Cour a ordonné & ordonne,
que l'Arrest donné en l'année mil cinq cents tren-
te-un, entre lesdites parties, sera exécuté entiè-
rement selon sa forme & teneur; & pour l'exé-
cution de ce qui regarde le culte & service divin,
a commis le Diocésain desdites parties & Pre-
voité, auquel enjoint iceluy mettre à deui &
entière execution, comme aussi pour la reformati-
on de la vie & regle monastique, suivant les
saints Decrets, & fondation d'icelle Prevosté,
tout incontinent & sans delay, sans aucune
convivence, & de ce en faire procès verbal, lequel
envoyera pardevant le Greffe de ladite Cour,
pour iceluy communiqué au Procureur gene-
ral du Roy, & veu ses conclusions, y ordon-
ner ce qu'il appartiendra par raison, & ce sur
peine de faillie de son temporel.

Et pour le surplus concernant les autres chefs
dudit Arrest de la temporalité, sera exécuté par
le Commissaire qui sur ce sera député, pardevant
lequel avant faire droit sur la nouvelle em-
ande & requête présentée par les Religieux, tant

pour la reedification de ladite Eglise, & autres
edifices démolis, que pour l'augmentation de leurs
alimens & villaires, seront les parties avec le Pro-
cureur general du Roy plus amplement oüyes,
pardevant lequel sejoient appellez l'Evêque de
Gap, & les Consuls de Cîteaux, pour en après
leur estre pourveu, & fait tel reglement qu'il
appartiendra, & lequel Commissaire visitera les-
dits edifices démolis, en fera procès verbal de
l'estat d'iceux, pour ladite visitation & procès
verbal communiquer aussi audit Procureur ge-
neral du Roy, y estre après ordonné, & fait tel
reglement ainsi qu'il appartiendra par raison sur
ladite reedification.

Enjoint audit Prevost faire sa résidence audit
Monastère, & vivre en la mansé capitulaire en-
semblement, à peine aussi de la faillie de son tem-
porel; & cependant sans prejudice du droit
des parties, par provision ordonne, que la somme
de cinq cents, escus des revenus de ladite
Prevosté, seront employez à la nourriture &
villaires d'iceux Religieux; faisant inhibitions
& défenses aux rentiers & fermiers dudit Pre-
voité, icelle somme payer & n'employer à autre
usage que autrement ne soit ordonné par ladite
Cour, à peine de payer de leur propre. Fait

particulièrement inhibitions & défenses audit Prevost, & autres personnes Ecclesiastiques de ce ressort, arrêter ou affermer leurs biens dépendans de leurdits bénéfices à personnes qui ne soient habitans & résidans dans ledit ressort, & qui ne soient de la Religion Chrestienne, Catholique Apostolique & Romaine, à peine de nullité desdits contrats, & de saisie de leur temporel; & néanmoins que les Evêques & Archevêques feront leurs visites ainsi qu'il est ordonné par les

precedens Arreſts dans le temps y ordonné, aussi à peine de la saisie de leur temporel, & lesquels enverront les procès verbaux de leurs visites pardevant ledit Greffe, pour le tout aussi communiqué audit Procureur general du Roy, y ordonner ce qu'il appartiendra par raison, tous dépens entre les parties réservés. Fait à Aix en Parlement le 27. Novembre 1597. Signé, ESTIENNE.

Advis des gens du Roy sur une Bulle du Pape, concernant la reformation de quelques Monasteres. 1599.

XXXVI. **L**es Advocats & Procureur general du Roy, qui ont veu la Bulle de vostre sainteté Pere le Pape Clement VIII. donnée à Rome le premier Juillet dernier, concernant revocation de la grace & confirmation des statuts & articles de reformation d'aucuns Convents de l'Ordre des Carmes, communément appelée de la Congregation d'Alby, & de tout ce qui a été fait en consequence de ladite Congregation; les statuts de ladite reformation faise de l'an mil cinq cens deux, sous le nom d'icelle Congregation d'Alby; les Bulles tant du Cardinal d'Amboise Legat en France, que des Papes Leon & Eugene; Lettres patentes des Roys Louis XII. François I. & Henry III. & les Arreſts de la Cour de Parlement obtenus par les Religieux & Convents de ladite Congregation, pour la confirmation desdits statuts & reformation, mesmelement ceux donnez es années 1507. 1515. 1557. 1579. 1585. 1594. autres Bulles tant du Pape Gregoire treizieme, que du Pape Sixte cinquieme, mil cinq cens quatre-vingt neuf; Ensemble les articles des constitutions faises l'an mil cinq cens quatre-vingt neuf, par les Commissaires & Deputez generaux tant du saint Siege, quedu General de l'Ordre des Carmes, sur la reformation & reunion de tous les Convents de France dudit Ordre des Carmes; les Arreſts donnez tant au Conseil Privé du Roy, les vingt-deuxieme Janvier & dix-huitieme Juin 1587. dix-septieme Janvier 1589. qu'en la Cour de Parlement le vingt-huitieme Novembre 1589. par lequel conformement à l'advis sur ce donné par le grand Vicaire general de l'Evêché de Paris, & Prieurs des Chartreux, saint Germain des Prez, & S. Victor, Commissaires deputez en cette partie, est ordonné que les articles de la reformation en reunion de l'Ordre desdits Carmes, faits par lesdits Commissaires generaux & Apostoliques en l'an mil cinq cens quatre-vingt neuf, seroient registrés au Greffe de la Cour, pour estre gardez, observez & entretenus de point en point selonc leur forme & teneur. Extraits des Chapitres generaux de tous les Convents dudit Ordre des Carmes tenus à Rome es années cinq cens quatre-vingt, & quatre-vingt huit; l'advis desdits grands Vicaires de l'Evêque de Paris, & Prieurs des Chartreux, S. Germain des Prez, & saint Victor, Commissaires sur ce deputez tant par lesdits Arreſts du Conseil Privé, que de ladite Cour, en tout ce qui a été mis & produit pardevant eux, tant par les Religieux de ladite Congregation que les autres,

suivant l'Ordonnance dudit Conseil.

Sont d'advis sous le bon plaisir du Roy, qu'après que la premiere Bulle du premier Juillet dernier aura été reformée, euec qu'elle revoque particulièrement tout ce qui a été fait en l'élection de Frere Guy le Roux, pour Vicaire general de ladite Congregation, en la presence des Conseillers de ladite Cour de Parlement, comme & deputez par icelle suivant aucuns des susdits Arreſts, pour l'exécution d'iceux, en ces mots: *Invocato etiam secularium consilio*, qui toucheroient à l'autorité du Roy & de la Cour de Parlement: Que ledit Seigneur Roy peut decerner ses Lettres patentes sur ladite Bulle, par lesquelles sera mandé à ladite Cour, icelle faire registrer & observer, & en ce faisant pour aller & retrancher toutes les occasions des grands desordres & différends qui sont continuellement advenus depuis l'institution de ladite Congregation d'Alby, & adviennent encore tous les jours; supprimer & revoquer les statuts particuliers de pretendue reformation de ladite Confratrie ou Association, dite la Congregation d'Alby, remettre & réunir tous les Religieux & Convents d'icelle Congregation, avec les autres de leur Ordre en une mesme Regle sous les anciens statuts & premiers vœux d'obeyssance de l'Ordre, & reglement des Chapitres generaux d'iceluy, sans qu'il soit permis à aucun dudit Ordre, ou autre de quelque qualité ou condition qu'il soit, de rien imputer ou revoquer à injure de ce qui s'est passé, sous le nom ou pretexte de ladite Congregation, ny en consequence d'icelle, sur les peines portées par les articles & constitutions de la reformation & reunion generale dudit Ordre de l'an 1589. à la charge que le Pere General dudit Ordre sera tenu, où il ne seroit François, commettre & deputer un Vicaire general pour la vilitation & reformation des Convents de la France, qui soit François & regnicoles, sinon qu'il y viant en personne pour l'exercice de ladite charge; & que les Prieurs qui sont de present eleus tant aux Convents de Paris, qu'autres de ladite Congregation, demeureront en l'exercice de leurs charges, & seront continuer jusques à ce que leur temps soit expiré, pour estre procédé à nouvelle election, suivant les anciens statuts & reglemens generaux de l'Ordre sans plus avoir égard ny aucune adfession à ladite Congregation. Fait à Paris le 3. Decembre 1599. Ainsi signé, SRAVIN, DE LA GUEULE, & MARION. DULS Rapporteur.

Arrest de la Cour pour l'entretienement de la discipline Reguliere du
Convent de sainte Croix de Paris. 1613.

Extrait des Registres de Parlement.

XXXVII. **V**eu par la Cour la requeste à elle présentée par les Religieux & Convent sainte Croix, contenant leurs plaintes contre Frere Hierôme le Roulx, des contraventions à l'Arrest du vingt-unième Fevrier mil six cens trois, & jugemens donnez en execution, avec ledit Arrest, & procuration du Prieur du quatrième de ce mois, & autres pieces attachées à la requeste communiquée audit le Roulx: conclusions du Procureur general du Roy. Tout considéré,

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que les

Prieurs saint Victor, & saint Germain des Prez se transporteront au Convent sainte Croix, pour en presence de Maître Jacques Gillot Conseiller du Roy, qu'elle a pour ce commis, recevoir les plaintes & remontrances des supplians, & sur icelles ouyr ledit le Roulx, & autres qu'il appartiendra, & en ordonner, les regler, & pourvoir à ce que le service divin soit célébré, les statuts & discipline reguliere soient gardez, observez, & entretenus, ainsi que ledits Prieurs verront estre à faire. Fait en Parlement le onzième Janvier mil six cens treize.

Arrest de la Cour du Parlement de Provence, sur la reformation des
Convents de l'Ordre de S. Augustin dudit pays, du 18. Janvier 1618.

Extrait des Registres de Parlement.

XXXVIII. **S**ur la requeste présentée par le Procureur general du Roy, tendant à ce que pour pourvoir aux plaintes qu'il reçoit journellement de divers endroits de cette province, des scandales & desordres qui se commettent dans les Convents de l'Ordre saint Augustin dudit pays, & mesmes dans le Convent dudit Ordre estably en cette ville d'Aix, & pour obvier à ce qu'à leur exemple les Religieux des autres Ordres ne se licencient par dessus les bornes de leur devoir & constitutions, & afin que le public en soit d'autant plus edifié, il soit sous le bon plaisir de la Cour ordonné, que ledit Convent des Augustins dudit Aix, & autres dudit Ordre de cette Province, se reformeront suivant les saints Decrets & constitutions canoniques, & en la mesme forme qu'est le Convent des Augustins de la ville d'Arles.

Veu ladite requeste, dit a esté, que la Cour pour certaines causes & considerations à ce la mouvans, a ordonné & ordonne, que les Prieurs des Convents de saint Augustin de cette pro-

vince, & le Provincial dudit Ordre, feront amonestez de faire reformer tant le Convent de cette ville, que autres dudit Ordre de ce pays, suivant les saints Decrets & constitutions dudit Ordre, & en la mesme forme & qualité qu'est le Convent saint Augustin estably en la ville d'Arles, & ce dans deux mois precisément, à peine de faulx de leur temporel, & autre arbitraire. Enjoint neantmoins aux Lieutenans de Seneschal, Juges Royaux, & Consuls des villes & lieux dudit pays, dans lesquelles sont situez ledits Convents, de poursuivre ladite reformation chacun en leur endroit, & advertir la Cour des diligences, à peine de répondre des inconveniens qui à suite de ce pourroient arriver, & d'amende arbitraire. Et à ce que nul n'en pretende cause d'ignorance, extrait du present Arrest sera envoyé par tout où besoin sera, à la diligence dudit Procureur general, pour estre entretenu & executé selon la forme & teneur. Publié à la Barre du Parlement de Provence seant à Aix, le 18. Janvier 1618. Signé, ESTIENNE.

Reglement dressé par le Procureur general du Parlement d'Aix, pour la direction
du Monastere des Religieuses saint Barthelemy d'Aix, tant pour l'élection
de leurs Prieures qu'autres matieres, avec l'Arrest d'autorisation desdits
articles, & homologation d'iceux.

XXXIX. **S**ur la requeste présentée à la Cour par le Procureur general du Roy, tendant aux fins pour les causes y contenues, de faire autoriser & emologuer les articles par eux dressés, concernant les affaires du Monastere S. Barthelemy de cette ville d'Aix, pour la conservation des droits dudit Monastere. Veu ladite requeste ce jourd'uy présentée, & articles sur ce dressés:

Tout considéré, dit a esté, que la Cour ayant

égard à ladite requeste, a autorisé & emologué ledits articles, ordonne qu'ils seront enregistrez aux registres d'icelle, pour estre gardez & observez selon leur forme & teneur: & neantmoins seront aussi enregistrez dans les registres dudit Monastere, & affiché extraict à un tableau, pour estre annuellement leu en plein Chapitre, afin que nul n'en pretende cause d'ignorance. Publié à la Barre du Parlement de Provence seant à Aix, le 16. Novembre 1618. Signé, ESTIENNE.

Suivent

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXIV. 67

Suivent les articles dont est fait mention au précédent Arrest.

PREMIEREMENT, que d'hors en là, celle qui entera en charge de Prieure, sera tenuë de prendre par bon inventaire tous les livres & papiers appartenans au Monastere, qu'elle remettra dans les archifs du deposit, sans qu'elle en puisse disposer sans le seu & consentement de trois Religieuses des anciennes; l'une desquelles sera celle qui forera de charge de Prieure, lesquelles trois tiendront chacune une clef des archifs, toutes trois differentes, & ne pourront ouvrir l'une sans l'autre.

Que la Prieure ne pourra Lire aucun contract d'importance sans le seu & consentement de toutes les Religieuses professes, ou plus grande partie d'icelles, autrement le contract sera nul, & pour non fait.

Que ladite Prieure ne pourra estre perpetuelle, ains triennale, suivant les Ordonnances

du Roy, & nulle ne pourra estre elevée en ladite charge qui soit sœur, tante, niece, ou cousine germaine de la devanciére, autrement ladite election sera pour non faite.

Que l'ecconome ne prendra aucuns papiers dudit Monastere sans s'en charger, & obliger de les remettre dans les archifs ou deposit, à peine d'en répondre à son propre.

A la creation qui sera faite d'une nouvelle Prieure, ce present Reglement sera leu devant toutes les Religieuses, pour empêcher cause d'ignorance. *Signé, GUERIN.*

Les susdits articles ont esté autorisez & homologuez, & ordonne estre enregistrez en ce present registre, pour estre gardez & observez suivant leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jourd'huy donné par la Cour de Parlement de Provence, sur la requeste à ces fins présentée par le Procureur general du Roy en icelle, ce seize Novembre mil six cens dix-huit. *Signé, ESTIENNE.*

Arrests intervenus sur la reformation qu'a pretendu faire le General des Cordeliers, au Convent des Cordeliers de Paris. 1622.

Extraits des Registres de Parlement.

VEU par la Cour la requeste à elle présentée par les Religieux, Gardien, & Convent des Cordeliers de cene ville de Paris, par laquelle, attendu que Frere Benigoe de Genoes continuant les contraventions & entreprises par luy cy-devant faites au préjudice des ordonnances & statuts de leur Maison, auroit de nouveau sans communiquer aux Peres du conseil dudit Convent depoté le Maistre des morurs des enfans Religieux d'icelay, fait emprisonner deux d'icels Religieux, & chassé autres deux, le tout au sujet d'une querelle apostrophe par un grand nombre d'étrangers qu'il a introduits à sa suite dans ledit Convent, provenant des propositions faites par ledits étrangers contre les maximes de France, touchant l'obeyssance due au Roy, & audit General par ledits supplians; & ensuite a privé le Gardien de la fonction de sa charge, fait mener un Religieux es prisons de l'*Aus Maria*, & la maist dernière fait enlever en un couteil ledit Gardien, & le Pere Petiot Docteur en Theologie: Requerrans ledits supplians estre receus appellans comme d'abus desdits emprisonnemens, enlevement, depositions, & expulsion d'aucuns d'eux, & de toutes les ordonnances tant verbales que par escrit dudit General seul, les tenir pour bien relevez, & ordonner que sur ledit apel les parties aient audience: cependant que ledits Gardien, Pere Petiot, & autres emprisonnez de l'ordonnance dudit General, seront elargis, & de ses ordonnances faites ou à faire, avec défenses à luy de s'immiscer, ny faire aucun statut sans l'advis des Peres du conseil dudit Convent, à peine de nullité: & au surplus, que ledits étrangers soient hors dudit Convent: défenses à eux & à tous autres de faire aucun monopole, ny entamer les propositions contre les maximes d'Etat de ce Royaume, sur telles peines qu'il plairont à la Cour: &

que l'Arrest qui interviendra sera executé par le premier Huissier ou Sergeant, en vertu de l'extraict d'iceluy, nonobstant oppositions ou appellations quelconques: Conclusions du Procureur general du Roy. Et tout considéré.

Ladite Cour a receu & reçoit les supplians appellans comme d'abus desdits emprisonnemens, enlevement, depositions, & expulsions cy-dessus mentionnées, les a tenus & tient pour bien relevez: ordonne que sur ledit appel les parties aient audience demain sept heures du matin: & cependant que ledits Gardien, Pere Petiot, & autres Religieux expulsés dudit Convent des Cordeliers, seront reintegrez en iceluy: ses inhibitions & défenses au General de faire ne s'extender aucune chose au préjudice dudit appel, & jusques à ce que autrement en ait esté ordonné, à peine de nullité: & à cette fin ordonne que le present Arrest sera signifié par deux Huissiers d'icelle audit General, parlant à sa personne, & à deux plus anciens Religieux dudit Dicroire. Fait en Parlement le 28. Février mil six cens vingt-deux.

Extraits des Registres du Conseil Privé du Roy.

VEU par le Roy en son Conseil l'Arrest donné en la Cour de Parlement de Paris ce jourd'huy 28. Février, par lequel sur la requeste présentée à ladite Cour, au nom des Religieux, Gardien & Convent des Cordeliers de Paris, ladite Cour a receu les supplians appellans comme d'abus de l'emprisonnement, enlevement, deposition, & expulsion des personnes y dénommées: tenu iceux pour bien relevez; ordonné que sur ledit appel les parties aient audience à demain sept heures du matin, & cependant que le Gardien dudit Convent, le Pere Petiot, & autres Religieux seront reintegrez audit

portera présentement en personne ausdits Convents de l'Arche Maria & des Cordeliers, pour mettre en liberté ledit Gandien & les Religieux, auxquels Religieux officiers néanmoins ladite Cour fait défenses d'exercer leurs charges, jusques à ce que parties ouyes sur l'appel comme d'abus, en air esté ordonné: & que le Roy sera tres-humblement supplié faire voider dudit grand Convent les Archers du Prevost de son Hostel. Fait en Parlement le deuxième Mars 1622. *Signé, GALLARD.*

Lettres patentes obtenues par ledit General, pour avoir permission de proceder a la reformation des Cordeliers. 1622.

LOUIS, parla grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à nos amez & feux les gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris, Salut. Nostre tres-cher & bien-ame Frere Benigne de Genes, General de l'Ordre de saint François, nous a tres-humblement fait remontrer qu'il est venu en nostre Royaume, tant pour avoir esté appelé par nous, que pour le devoir de sa charge, pour travailler à la reformation de son Ordre, & remettre l'observance reguliere d'iceluy, relâchée par la licence des troubles, au grand scandale de l'Eglise, & mauvaise edification de nos sujets: nous supplians tres-humblement l'avoir agréable, & luy permettre de proceder à ladite reformation, tant par soy-mesme que par les Commissaires qu'il députera es lieux où il ne pourra pas se transporter. A quoy inclinans volontiers, bien memoires que par nos lettres escriptes audit Frere Benigne de Genes nous l'avons exhorté & prié de venir en ceuy nostre Royaume, pour proceder à ladite reformation de son ordre, luy promettant l'assistance necessaire pour le bon achèvement & établissement d'iceluy, desirans de tout nostre pouvoir la maintenance & conservation dudit Ordre de saint François en son entière observance & autorité.

De l'avis de nostre Conseil, nous avons permis & permettons audit Frere Benigne de Genes, d'exercer librement ladite charge de General de l'Ordre de saint François, faire les visitations, corrections, & toutes autres choses requises & necessaires pour parvenir à ladite reformation & accomplissement de ladite charge, par tous les Convents & Monasteres de son Ordre, au ressort de nostre Cour: voulons & nous plaist que tout ce que faisant par luy lesdites visitations, sera par luy ordonné à l'encontre de ses Religieux, qu'il trouvera avoir delinqué, soit executé, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé, interdisant pour raison d'icelles toute jurisdiction & connoissance à nostre Cour, & tous autres nos Juges.

Et quant ausdits Commissaires luy permettons par maniere de provision, & jusques à ce qu'autrement en ait esté ordonné, que durant le temps qu'il exercera ladite charge de General en nostre Royaume, il commette & depute tels Religieux de son Ordre qu'il verra bon estre, natus & originaires de nostre Royaume, ou Religieux profez en iceluy, & y ayans demeuré depuis vingt-cinq ans, pour en son absence visiter les Convents où il ne pourra aller en per-

sonne, & que ceux qu'il y commettra puissent faire les corrections, visitations, & ordonnances, telles & tout ainsi qu'il legeroit s'il y estoit en personne, dont toutesfoiz ils seront tenus de luy faire rapport, ou à la Congregation generale. Mandons à nostre Cour, & à tous autres nos Juges, qu'audit Frere Benigne de Genes General, & autres Commissaires, Commis, & Deputez faisant leurs charges, ils prenent toute ayde, confort & main-fort si besoin est, & requies en son, * * déroger aux saints Decrets, privileges, statuts & ordonnances de nostre Royaume & Eglise Gallicane. Si vous mandons & espressement enjoignons, que ces presentes vous fassiez enregistrer es Registres de nostre Cour, & de l'effect & entierement d'icelles jouir, user librement & paisiblement ledit Frere Benigne General, cessant & faisant cesser tous troubles, difficultez, & empeschemens au contraire: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le dixième jour de Mars, l'an de grace mil six cents vingt-deux, & de nostre Regne le deuxième. *Signé, LOUIS: Et plus bas, Par le Roy, DE LOMENIE, & scellé sur simple queue de cire jaune du grand scel dudit Seigneur. Registrées, ouy & consentant le Procureur general du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, aux charges contenues en l'Arrest. A Paris en Parlement le douzième jour de Mars mil six cents vingt-deux. Signé, DU TILLAT.*

Arrest de verification desdites Lettres. 1622.

Extraict des Registres du Parlement.

VU par la Cour les grand'Chambre, Tour-nelle & de l'Edit assemblez, les Lettres patentes du Roy données à Paris le douzième jour du present mois de Mars, signées LOUIS, & plus bas, Par le Roy, DE LOMENIE, & scellées du grand scel de cire jaune, par lesquelles ledit Seigneur permet à Frere Benigne de Genes, General de l'Ordre des Religieux de saint François, d'exercer librement ladite charge, faire les visitations, corrections, & toutes autres choses requises & necessaires pour parvenir à la reformation & accomplissement de sa charge, par tous les Convents & Monasteres de son Ordre, au ressort de ladite Cour: voulant iceluy Seigneur que tout ce que faisant par ledit de Genes esdites visitations, & sera par luy ordonné à l'encontre desdits Religieux qu'il trouvera avoir delinqué, soit executé, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, ainsi & comme plus au long le contiennent lesdites lettres: Requiesle par ledit de Genes présentée à ladite Cour, sin de verification d'icelles: Conclusions du Procureur general du Roy: Et tout considéré;

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que lesdites Lettres seront registrées es Registres d'icelle, ouy & ce consentant le Procureur general du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, conformément aux Statuts, Regles & Canons de l'Ordre saint François, & observance d'iceux, & pour avoir lieu du jour & date de la verification d'icelles, & sans que l'on puisse s'aider des procédures faites avant le present Arrest, & sans prejudice des appellations comme d'abus interjetées des ordonnances dudit

General, sur lesquelles les parties auront en Parlement le seizième Mars mil six cens vingt-sept audience suivant les precedens Arreſts. Fait deux. *Signé*, GALLARD.

Après cela ledit General s'est retiré en Italie sans rien faire, & sans que l'appel comme d'abus ait été plaidé, ny qu'il ait pourſuivi la reforme.

Arreſt de la Cour de Parlement de Provence, sur la viſite & cloſture du Monastere des Religieuses de Sisteron, avec injonction au Provincial de l'Ordre d'y faire la viſite, & à son deſaut commis l'Evesque Dioceſain. 1623.

Extrait des Regiſtres de Parlement.

XLI. **V**EU par la Cour le procès fait par l'Evesque de Sisteron, sur la viſite, cloſture, & reformation du Monastere ſaincte Claire dudit Sisteron, concernant les requiſitions faites par le Subſtitut du Procureur general du Roy audit Sisteron, & les ordonnances sur ce rendues par ledit Evesque, données sur la deſenſe de la frequention dudit Monastere: Conclusions du Procureur general du Roy: Tout considéré :

Qu'à ellé, que la Cour a ordonné & ordonne que à la diligence du Procureur general du Roy, sera ſignifié à l'Abbeſſe dudit Monastere de venir deſendre sur l'appel comme d'abus, par elle interjeté de la procedure faite par le Commiſſaire député, à la huitaine, pour elle & le Procureur general du Roy ouys, y estre pourveu ainſi que de raiſon: & pour le ſurplus, ordonne que les ordonnances rendues par ledit Commiſſaire, seront exécutées en ce que touche la cloſture dudit Monastere, & reglement de la diſcipline Monastique & reguliere, & à ces fins sera procédé à ladite cloſture, aux dépens dudit Monastere, sur les prix faits qui seront donnez pardevant le Juge Royal de Sisteron, que à ce faire a commis & député, appelle l'Ordonnance dudit Monastere au public ſeant, gardées les ſolemnitez, & delivrez à la meilleure condition que faire ſe pourra, & ſesquels prix

fiers seront donnez sur les ouvrages preſcrits, & deſignez au procès verbal fait par le Commiſſaire, qui seront mis par articles, pour la delivrance ſaine, estre pourveu sur la ſaſſie du temporel dudit Monastere, remes & revenus d'iceluy, pour le payement de ladite cloſture, & ſatisfaction de l'adjudicataire d'icelle, ainſi que de raiſon.

Enjoint ladite Cour au plus ancien Advocat de Sisteron, que à ce faire a commis, de faire proceder à l'exécution du preſent Arreſt, & faire sur ce telles requiſitions audit Juge que beſoin ſera, auquel par meſme moyen a enjoint & enjoint d'y vacquer ſoigneuſement ſans ſupport ny connivence, à peine de ſuſpenſion de ſa charge, & envoyer pardevant le Greſſe de la Cour, dans huitaine après, le procès verbal qu'il aura fait sur la ſuſdite delivrance, à peine de trois cens livres d'amende dès maintenant declarée: & pour le ſurplus a enjoint & enjoint au Provincial de l'Ordre, & Supérieur dudit Monastere, de faire la viſite en iceluy chacun en, pour y maintenir & faire garder la Regle Monastique & diſcipline reguliere, autrement que en ſon deſaut il y fera pourveu par l'Evesque Dioceſain, ainſi que de raiſon. Publié à la Barre du Parlement de Provence, ſeant à Aix le dernier jour de May mil ſix cens vingt-trois. *Signé*, ESTIENNE.

Arreſt des grands jours tenus à Marſeille, sur l'appel comme d'abus de la proviſion de l'Abbeſſe de Marſeille, & la reforme dudit Monastere. 1623.

Extrait des Regiſtres de Parlement.

XLII. **V**EU les informations ſaites à la requiſſe du Procureur general du Roy, contre Sœur Catherine Dalem Abbeſſe du Monastere ſainct Sauveur de la preſente ville de Marſeille, du cinquième Avril dernier: Arreſt interlocutoire, par lequel eſt ordonné que ladite Abbeſſe remettrait pardevant le Greſſe de la Cour ſes titres & proviſions de ladite charge, du vingt-huit dudit mois: les titres & proviſions de ladite Abbaye remiſes audit Greſſe par ladite Abbeſſe, ſuivant ledit Arreſt: requiſſe des Conſuls & Communauté de ladite ville jointe au procès: autre requiſſe des Religieuses plaignives contre ladite Abbeſſe, contenant entre autres choſes d'estre receuës appellantes comme d'abus, de l'exécution des provi-

ſions ſaites en faveur de ladite Abbeſſe, en ce qui concerne la perpetuë de ladite charge, requerrant que ladite charge ſoit triennelle ſuivant les ſainctes Conſultes & Ordonnances du Roy: autre requiſſe de ladite Abbeſſe, le tout mis au ſac ſuivant le decret de la Cour: eſcris deſſus Conſuls, & Religieuses, & autres pieces ſoumises & produites au procès: Conclusions du Procureur general du Roy du vingt-septième du preſent mois de May. Tout considéré :

Qu'à ellé que la Cour a ordonné & ordonne que sur les appellations comme d'abus interjetées par les parties, elles viendront plaider au premier jour en jugement, pour elles ouyes & le Procureur general du Roy, leur estre fait droit ainſi qu'il appartiendra par raiſon. Neanmoins

Neanmoins ordonne que l'Archeveque d'Arles Metropolitain de cette ville de Marseille, sera adonné de le transporter ou commettre en la dite ville un Vicaire non suspect aux parties, pour faire exactement garder & observer la reforme dudit Monastere, & pourvoir sur les plaintes desdites Religieuses, pardevant lequel ladite Abbessse se purgera, & respondra sur le fait resultant desdites informations : & cependant fait inhibitions & defences à ladite Abbessse de prendre connoissance de la correction & punition desdites Religieuses plaintives, lesquelles commettant quelque faute seront corrigées & punies par les autres Religieuses en plein Chapitre non suspectes en absence de ladite Abbessse, & à ces fins ledit Chapitre sera convoqué par les Procuratrice & Portiere dudit Monastere ; & feront les biens dudit Monastere regis & administrez par les Procuratrice, Portiere, & Oeconome, & convertis aux alimens & entretiens desdites

Abbessse & Religieuses ; & à ces fins les deniers provenant des rentes & revenus d'iceluy Monastere mis dans un coffre fermé à trois serrures & clefs, dont l'une sera gardée par ladite Abbessse, l'autre par la Procuratrice, & la troisieme par ledit Oeconome, à la charge de rendre bon & loyol compte tous les mois ; & les collations, nominations & autres contras seront faites en plein Chapitre en presence de ladite Abbessse & Religieuses, le tout par provision, & jusques à ce qu'autrement soit ordonné : Fait inhibitions & defences à toutes personnes tant laïcs que Ecclesiastiques, de frequenter dans ledit Monastere, & parler ausdites Abbessse & Religieuses, tant au parloir qu'entre deux portes, qu'autrement, sur les peines contenues aux precedens Arrets, & autre arbitraire. Publié à la Barre du Parlement de Provence, feant à Marseille aux grands jours y ordonnez, le dernier May mil six cens vingt-trois. Signé, VIVAUD.

Arrest du Parlement d'Aix definitif, sur l'appel comme d'abus des provisions de l'Abbessse de Marseille, & destitution d'icelle, pour en élire d'autres triennelles, & sur la reformation dudit Monastere. 1623.

Extraict des Registres de Parlement.

XLIII. **E**NTRE les Filles Religieuses plaintives du Monastere saint Sauveur de la ville de Marseille, demanderesses en requête pour l'entretenement & observation de la reforme dudit Monastere, & autres fins y contenues, & appellantes comme d'abus de l'octroy & laxation des provisions à perpetuité octroyées par nostre saint Pere le Pape en la place d'Abbessse dudit Monastere, & encor defendereesses en requête de prétendu provision d'une part : & Sœur Catherine Dalemant Religieuse & Abbessse prétendu à perpetuité audit Monastere, defendereesse, demandereesse ausdites requêtes, & respectivement intimée audit appel : Et entre les Consuls & Communauté dudit Marseille aussi demandeurs en requête d'adjonction, ausdites quelcunz impetrans & demandeurs en la verification & interinement des Lettres patentes par eux obtenues de sa Majesté : & ladite Sœur Catherine Dalemant defendereesse ausdites requêtes & Lettres patentes de sa Majesté, d'autre.

La Cour en tenant l'appellation comme d'abus, interjetée par le Procureur general du Roy, & les Religieuses, pour bien & deüment relevée & exploitée, y faisant droit, dit que mal, nullement & abusivement a esté procédé par l'Evesque de Marseille, & bien appelé par les appellantes, a cassé & annullé toute la pro-

cedure par luy faite ; & ayant esgard aux Lettres patentes du Roy, ordonne qu'elles seront enregistrées es Registres d'icelle, pour estre gardées & observées selon leur forme & teneur, sans prejudice des drois du Roy : & à cet effect ordonne qu'il sera procédé à la nomination d'une Abbessse pour trois ans par les Religieuses dudit Monastere capitulairement assemblees en presence de M. Jean Rascais Conseiller du Roy, pour cette fois seulement, & pour l'advenir par lesdites Religieuses de trois en trois ans ; ensemble à l'Abbessse de garder la reforme, & la faire garder aux Religieuses ; & à l'Evesque de Marseille de tenir la main à l'observation de ladite reforme, & au Substitut du Procureur general de faire informer des contrevenances & enadvenir la Cour, sur peine à ladite Abbessse de privation de sa charge : a fait & fait inhibitions & defences à toutes personnes de quel estat & condition qu'ils soient, de hanter ny frequenter dans le Monastere à peine de punition corporelle. Et avant faire droit à la requête de provision, ordonne que les parties seront sommairement ouyes pardevant ledit Commissaire, pardevant lequel l'estat des rentes & revenus dudit Monastere seront remis, pour ce fait, & communiqué au Procureur general, y estre pourveu ainsi qu'il appartiendra, sans despens. Fait à Aix en Parlement le vingt-deuxieme Decembre 1623.



CHAPITRE XXXV.

DIVERS CAS PARTICULIERS, OUTRE
ceux contenu aux autres Chapitres de ce Recueil, pour monſtrer
le ſoin qu'ont les Roys de France, & leurs Officiers, des choſes Ec-
cleſiaſtiques, & comme les Juges Royaux en connoiſſent.

*Præcepto gloriſſimi Regis Guntrammi ad Episcopos & Judices regni ſui poſt Synodum
Matiſcomenſem II. edita. anno 584. De obſervando die Dominico.*

I. CUNTRAMNUS Rex Francorum, om-
nibus Pontificibus, ac univerſis ſacer-
dotibus, & cunctis judicibus in regio-
ne noſtra conſtitis. Per hoc ſuperioris Magella-
tis auctorem (cujus univerſa regitur imperio)
placari credimus, ſi in populo noſtro juſtitiæ ju-
ra ſervamus, & ille pius Pater & dominus qui
humana fragilitas ſubſtantiam ſuo ſemper adju-
vare conſuevit auxilio, melius dignabitur cunctorum
neceſſitatibus quæ ſunt opportuna concedere,
ut quoſcunque præceptorum ſuorum monita
cuſtodire.

Dum ergo pro regni noſtri ſtabilite, & ſalu-
tatione regionis vel populi ſollicitudine pervigili
attentius pertraſtamus: agnovimus intra regni
noſtri ſpacia univerſa ſecula, quæ canonibus &
legibus pro divitiæ timore puniri conſueverunt,
ſuſcite adverſario boni operis perpetrari, & ex
hoc proculdubio indignatione cæleſti, per diver-
ſas ſæculi tempeſtates, homines ac pecora, aut
morbo conſumi cenſentur, aut gladio, dum di-
vina judicia non temerur: atque ita ſit ut admit-
tendo illicita per ignorantiam, multi deſperant,
& non ſolum præſentem vitam celeriter cogitant
amittere, ſed & inferni ſupplicia ſuſtinere.

Ad vos ergo ſacroſancti Pontifices, quibus di-
vina elementa poteſtatis paternæ conceſſit offi-
cium, imprimis noſtræ ſerenitatis ſermo dirigatur,
ſperans, quod ita populum vobis providentia
divina commiſſum frequentî prædicatione ſtu-
deatis corrigere, & paſtorali ſtudio gubernare,
quatenus dum univerſi diligendo juſtitiæ con-
verſatione præcipua cum omni honeſtate ſtude-
rint vivere melius, cuncta rerum adverſitate re-
mota, cæleſti beneficio concedatur tranquillitas
temporum, & congrua ſalvatio populorum. Et
ſic itaſque noſtra admonitione ad vos ſpeciali-
ter prædicandi cauſa peroneat, ut nimen reliquo-
rum peccatis vos omnino credimus eſſe participes,
ſi ſiliorum veſtrorum culpas non aliſſida obju-
gatione corrigitis, ſed ſilentio præteritis. Nam
nec nos, quibus ſacularem regnandi, ſuperi
Regis commiſſa ſandiora, iram ejus evadere
poſſumus, ſi de ſubjecto populo ſollicitudinem
non habemus.

Idcirco hujus decreti ac definitionis generalis
vigore decernimus, ut in omnibus diebus Do-
minicis, in quibus ſanctæ Reſurrectionis myſte-
rium veneramus, vel in quibuſcunque reliquis
ſolemnitatibus, quando ex more ad veneranda
temporum oracula, univerſis plebis conjunctis

devotionis, congregatur ſtudio, præter quod
victum præparari convenit, ab omni corporali
opere ſuſpendantur, nec ulla cæſorum præci-
pue jurgia moveantur: ſed vos Apoſtoli Pontifi-
ces, jungetis vobiſcum conſacerdotes veſtros,
& ſuos ſeniores Eccleſiæ ac judices locorum,
quoſcunque agnoſcitis quod vitæ qualitas hone-
ſta commendat, ita univerſam populi multitudi-
nem conſtanti vel Deo placis jugiter prædica-
tione corrigite, ut & bene viventes myſticus ad-
hortationis ſermo mulcet, & excedentes ad viam
ſecti immeris correctio paſtoralis adducat: quate-
nus omnes unanimi deliberatione laudabiliter ſtu-
deant vivere, vel æquitatem & juſtitiæ conſer-
vare, qualiter ab omni peccatorum ſæce liberos
ſuos ſanctæ ſuſcipiat Eccleſia Chriſtiana.

Enimvero quicumque ſacerdotum aut ſæcula-
rium intentione moruſa perdurantes, crebriſſe
admoniſſio, emendare neglexerint, juſti quod
conditionis cauſam, nec exceſſus perſonarum
exegerint, alios Canonica ſeveritas corrigat, alios
legalis poena percellat: quam nec innocentes poſ-
ſent reddere collata ſecuritas liberos, ſuſi culpa-
rum probatio punierit criminoſos; nec minor eſt
pietas protervos comeri, quàm relevare com-
preſſos. Convenis ergo, ut juſtiæ & æquita-
tis in omnibus vigore ſervato, diſtingat legalis
ulio judicium, quos non corrigi Canonica præ-
dicatione ſacerdotum: quo fiat, ut dum præterita
reſectantur ſecula, nullus audeat perpetrare ſu-
tuta, & in univerſos excedentes, pro diſciplinæ
tenore ſervando, correctionis frenis conſtringant,
ut in univerſa regione noſtra pacis & concordie
jura proſpiciant.

Cuncti itaque judices juſta, ſicut Deo placeat,
ſtudent dare judicia. Nam non dubium eſt, quod
acrius illos condemnabit ſententia noſtri judicii,
à quibus non tenetur requiriſſe judicandi. Non
vicarios aut quoſcunque de latere ſuo, per re-
gionem ſibi commiſſam inſinuate vel deſtinate
præſument, qui (quod neſcit) malis operibus
conſuetudo, venalitatem exercent, aut iniqui
quibuſcunque ſpoliis inferre præſumunt. Clerico-
rum tranſgreſſiones, cum adverſario inſigante
contingerint, quantum illis pro divino amore
reverentia major impenditur, tantum convenit,
ut acriter reſectentur: quoniam ſi ſancti paſtores,
aut inſinuat judices (quod neſcit) ſubjectorum
ſuorum ſecula poſitis occultare quàm reſecare
temeraverint, ſe ex hoc amplius reos eſſe vel no-
tios non ignorent. Cuncta ergo, quæ hoſus

edicti tenore decrevimus, perpetuiter volumus custodiri : quia in sancta Synodo Maifconenfi hæc omnia , sicut nolitis , studuimus definire , quæ præfenti auctoritate vulgamus. Subfcriptio domini Guntrami Regis. Data sub die 4. Idus Novembris, 24. regni fuprà fcripti Regis.

Ex Concilio Moguntiaco celebrato anno 813. fub Carolo Magno.

Reliquæ fine confilio Principis & Epifcoporum transferri non debent.

II. DESINCEPS verò corpora Sanctorum de loco ad locum nullas præfumat trans- ferre fine confilio Principis, vel Epifcoporum, & sanctæ Synodi licentiâ.

Les Abbeffes ne pourront sortir de leurs Convents, fi elles ne font mandées par le Roy.

Ex Concilio Tarenfi III. fub Carolo Magno, anno 813.

III. ABRATERRÆ abique fui Epifcopi licen- tia foras Monafterium egrediendi non habeant poteftatem, nifi cum ad piffimum Imperatorem noftrom proficifci voluerint ; fed tan- tùm in fuis permanent Monafteriis, ibique & feipfas cultodire , fibique commiffas fervare quanta poterint vigilantia decertent.

Sic Can. 6. Canon. quod Dilectum Ferni anno 755. & can. 57. Concil. Cabilon. II.

Les Evêques fe rapportent au Roy d'ordonner des Pelerinages , & de l'obfervation du jour de Dimanche.

Ex Concilio Cabilonenfi II. fub Carolo Magno, anno 813.

IV. NAM & à quibufdam qui Romam , Turroamve & alia quedam loca fub prætextu orationis inconfulte peragranti, plurimum errant, &c. de quibus omnibus Domini Imperatoris , qualiter fint emendanda , fementia expectatur.

Cap. 2. Duemitterea Domini obfervatio & veneratio plurimum negligitur, unde oportet, ut autentica conftitutione illius venerandæ diei obfervatio juxta imperium domini Imperatoris ftatuatur, tum poft Synodum Maifconenfem II. & in hoc capite non. 2.

Jeufne ordonné par le Royaume par ordre du Roy du confeil des Evêques. Synodes convoquez par le Roy , & de la charge des Envoyez par le Roy dans les Provinces.

Ex Capitul. 111. Ludovici Fii Imp. anno 828.

Epiftola quæ generaliter populo efl legenda.

V. IN nomine Domini Dei & fâlvatoris noſtri Jeſu Chriſti, Hludovicus & Lotharius divina ordinante providentia Imperatores Auguſti, omnibus fidelibus ſanctæ Dei Eccleſiæ, & noſtris. Recordari vos credimus, qualiter hoc anno conſilio Sacerdotum, & aliorum fidelium noſtrorum generale jejuniam per totum Regnum noſtrum celebrare juſſimus. Deumque tota devotione depoſcere, ut nobis propitiaret, in quibus illum maxime offenſum haberemus nobis miſſellare, & ut ad correptionem noſtram neceſſariam tranquillam tempus nobis tribuere dignaretur. Volueramus ſiquidem tempore congruo placitum noſtrum generale habere, & in eodem de comuni correptione agere : & ita Deo miſerante fieret, niſi commodo ſanctorum, ſicut noſtis,

præceſſiſſet. Sed quia tunc fieri non poterit juxta voluntatem noſtram, viſum nobis fuit præſens placitum cum aliquibus ex fidelibus noſtris habere, & in coſpectu his, quæ propter prædictum impedimentum remanſerunt, qualiter ad effectum pervenirent, Domino adjuvante, conſiderare.

Quapropter noſſe volumus ſolertiam veſtram, quod in iſto præſenti placito cum fidelibus noſtris conſideravimus, ut primò omnium Archiepiſcopi cum ſuis ſuffraganeis in locis congruis tempore opportuno convenirent, & ibi tam de ſua quàm de omnium noſtrum correptione & emendatione ſecundùm divinam auctoritatem querendo invenirent, & nobis atque fidelibus noſtris ſecundùm miniſterium ſibi commiſſum adnunciarent.

Item consideravimus, ut Missos nostros per universum Regnum nostrum miseremus, qui de omnibus causis quæ ad correctionem pertinere videntur, quanto potius studio decernerent, & quicquid possibile invenirent, per sanctissimos nostræ auctoritatis corrigere, & si aliqua difficultas in quibus re eis obfisteret, ad nostram notitiam deferre eurent.

Quapropter volumus ut vos omnes, propter communem salutem, & Regni honorem, ac populi utilitatem, obediens & adjuvatores Missis nostris in omnibus pro viribus esse non negligatis; simulque scias ob hanc causam, nos velle per singulas hebdomadas uno die in Palatio nostro ad causas audiendas sedere: ut per hunc aut illum Comitem, & providentia Missorum, & obedientia populi manifestis appareat. Et ut hæc omnia successum habeant, volumus ut generale triduanum jejunium secunda feria post octavas Penseosles celebrandum indicatur, & generaliter ab omnibus cum summa devotione observetur. Et quis undique inimicos sanctæ Dei Ecclesiæ commoveri, & Regnum à Deo nobis commissum infestare velle cognoscimus; precipimus atque jubemus, ut omnes homines per totum Regnum nostrum, qui exercitibus itineris debitores sunt, bene sine preparati cum equis, armis, instrumentis, carnis, & victualibus, ut quocumque tempore eis à nobis denuntiatus fuerit, sine ulla mora exire, & in quamcumque partem necessitas postularit, pergere possint, & tandem ibi esse, quandiu necessitas postularit.

Hæc sunt Capitula quæ volumus ut diligenter sequantur.

PRIMÒ de Episcopis, quomodo suum mini-

sterium expleant, & qualis sit illorum conversatio, vel quomodo Ecclesias, & clerum sibi commissum ordinatum habeant atque dispositum, vel in quibus rebus maxime studeant, in spiritualibus videlicet, aut in secularibus negotiis.

Deinde quales sint adjuvatores ministerii eorum, id est, Chorepiscopi, Archiepiscopi, Archidiaconi, & Vicedomini, & Presbyteri per Parochias eorum, quales scilicet studium habeant in doctrina, vel qualem famam habeant secundum veritatem in populo.

Similiter de omnibus Monasteriis inquirent juxta uniuscujusque qualitatem & profectum; similiter & de cæteris Ecclesiis nostræ auctoritatis in beneficio dignis.

Utrum Episcopi in circumdando Parochias suas cæteras Ecclesias minores gravent, aut populo oneri sint, & sit ab ipsis, aut à ministris eorum, indebita eximia à Presbyteris exigantur.

Simili modo de Comitibus inquirent, quales studium de suo habeant ministerio, ut qui bene exinde facit cognoscamus. Si aliter facit, & hoc nosse omnino volumus: id est, si populus per suam negligentiam & desidiam iustitia & pace careat, aut si ipse sciens aliquid iniuste factum habeat.

Deinde ergo quales ministros habeat ad regendum populum missos, utrum iustè in ipsis ministeriis agant, aut conscientie vel negligencie Comite à veritate & iustitia declinent.

Quæ personæ, vel de quibus causis culpabiles ad præconium nostrum venire debeant discernendum est. Exceptis Episcopis, Abbatibus, Comitibus, qui ad placita nostra semper venire debent, isti veniant si in talibus culpis, & criminibus deprehensi fuerint, quales inferius adnotatus sunt.

Ex Concilio Parisiensi VI. sub Ludovico Pio, & Lotbario ejus filio, anno 829.

VI. INDORUS. Principes sæculi nonnumquam intra Ecclesiam potestatis adeptæ culmina tenent, ut per eandem potestatem disciplinam Ecclesiasticam muniant. Ceterum intra Ecclesiam potestates necessarie non essent, nisi ut quod non prævalet Sacerdos efficere per doctrinam: sermone, potestas hoc imperet per disciplinæ terrorem. Sæpe per Regnum terrenum celsesse Regnum proficiat, ut qui intra Ecclesiam positi contra fidem & disciplinam Ecclesiæ agunt, rigore Principum contendant; ipsam disciplinam quam Ecclesiæ utilitas exercere non prævalet,

cervicibus superborum potestas principalis imponat. Cognoscant Principes sæculi Deo debere se reddere rationem propter Ecclesiam quam à Christo tuendam suscepimus. Nam si ve augetur pax & disciplina Ecclesiæ per fideles Principes, si ve solvatur, ille ab eis rationem exiget, qui eorum potestatem suam Ecclesiam credidit. Sunt & alia utriusque testamenti oracula copiosa, quibus affirmari destrui, quod Rex ministerium sibi commissum secundum Dei voluntatem exercere & adimplere debet. CAP. II. LIB. II.

Vide et cap. 7. lib. 3. hujus Concilii, & Synod. Aquigran. anni 829. Refertur à Gratiano, in Decr. conf. c. 20. q. 1. can. 20.

Epistola Ludovici Pii Imperatoris, ad Sicharium Archiepiscopum Burdigalensem, circa annum 837.

Mittit exemplum statutorum Concilii Aquigranensis, ut ea in provincia sua diligenter transcribi & observari faciat.

Ludovicus divina ordinante providentia Imperator Augustus, venerabili in Christo Sichario Archiepiscopo, in Domino salutem.

VII. SACRUM & venerabile Concilium, divino nutu, nostroque studio in Aquigrani palatio nuper aggregatum, in quo multis ob

propagandum Ecclesiasticam dignitatem, præcedente & subsequente gratia Christi, diligenter tractata atque illustrata sunt, tuam nullatenus credimus

credimus latere sanctitatem. Sed quia contigit eidem sancto & venerabili Concilio tuam non interfuisse paternitatem, ad tuam desinare decrevimus beatitudinem, per præsentem Missum nostrum nomine Adalclmum, formulam canonicæ institutionis, ab eodem sacro conventu ex sanctorum Patrum sparsim digestis sententiis collectam, atque in unum congestam. Quam etiam idcirco penes palatium nostrum diligenter scribi fecimus, ut nihil in se scriptorum vitio depravationis, aut detractionis habens, ad te usque incolumis periretur.

Quapropter volumus atque decernimus, ut juxta Metropolitanæ sedis tibi canonicè collatam dignitatem, nostræque auctoritatis sanctionem, dioceseos tuæ Episcopos, & ceteros Ecclesiæ prælatos, tempore & loco congruenti ad te accersere facias, & his eorum capitulatim memoratam institutionis formulam prælegi jubeas, & quod ob exalandum Ecclesiastici culminis fastigium, & animarum salutem, idem sacer conventus eam ediderit, liquidò demonstrates: sed & his qui in uno collegio canonicè degunt, tenendam observandamque eorum memorato Misso nostro conferas. Ac si aliquis cordis obtusio eam intelligere nequiverit, huic five abs te, five ab aliis Episcopis, compvincialibus scilicet tuis, doctrinæ fulgore remittentibus sobriè tradatur. Sed & in hoc nihilominus circumspectam monemus esse tuam prudentiam, ut ab his qui eam transcripturi sunt, ita transcribatur, ut nec depravata vitio scriptoris, nec detruncata ab aliquo fiat: sed sicut à prædicto Misso nostro eis demonstratum fuerit, absque aliqua depravatione vel detruncatione transcribatur. Noveris etiam, quia ideo illius exemplum apud armarium Palatii nostri dentum est, ut eo probari patenter possit quis eam incuriosè transcripserit, vel quis aliquam ejus partem detruncarit.

Ut enim comperimus, dum in eodem sacro Concilio perlegeretur, antequam eorum nobis ab eodem Concilio prolata, & necdum mensura cibi ac potus statuta fuisset, quidam magna ex parte illam detruncantes, quædam Capitula inconsultè ex ea transcripserunt. Unde necesse est, ut si aliquem in tua diocesi tale fecisse reperietis, hujusmodi factum eorum provincialium tuorum Episcoporum Conventu, & eorum præscripto Misso nostro frustreris, & hanc authenticam, ut promissum, diligenter sicut Missus noster eis insinuaverit, transcribi percescas. Omnes ergo tuæ dioceseos Episcopi, & ceteri Prælati, eam vigilanti cura transcribere, solerti studio intelligere, instantissimæ assiduitatis exercitio divinitus adjuti operibus complere decerent: ut cum nos hujus rei gratia inquirendæ venturis Kalendis Septembris, (sicut eidem sacro & memorabili Concilio meminimus nos dixisse facturos) Missos nostros per Imperium à Deo nobis collatum destinaverimus, remota cujuslibet difficultatis oppositione, ejusdem salutiferæ institutionis Prælati & subditi, prout Dominus posse eis dederit, strenui inveniantur operatori.

Quoniam diligenti indagine, vita comite, perquirere jubebimus, quis Prælatorum inunctum sibi officium strenuè peregerit, vel quis in claustris canonicorum & ceteris habitationibus construendis, & in necessariis stipendiis eis tribuendis, & in domibus ad receptacula pauperum reparandis, functioni nostræ paruerit, quive clerum

suum eadem institutione, & ceteris spiritualibus documentis instruere curaverit; vel quis causa avaritiæ eos, quos Christi militiæ rationabiliter alere poterat, propulerit: quia unius anni spatium dedimus, ut ea quæ promissa sunt absque ullius difficultatis excusatione perfici, ubi necdum facta erant, facillimè possent. Proinde qui hoc anni tempore in hoc negotio nostræ admodum jussioni pro viribus obedire neglexerit, ceteris sine dubio terrori erit, ne tale admittere præsumant.

Direximus sanè tibi institutionis formulam, quam ejusdem sacri Concilii par consensus præque studium ex sanctorum Patrum dictis enucleatim excerptis, & castimonie dicatis in una societate canonicè degentibus observandam statuit. Quam volumus à te, five à tuis compvincialibus Episcopis, studiosè jubere transcribi, & Monasteriis puellaribus in tua diocesi constitutis, in quibus scilicet canonicè vivitur, tenendam conferri, qualiterque ab Abbatibus & ceteris functionialibus religiosissimè ac devotissimè observari debeat, apertissimè perdoceri. Quoniam, nisi quando nos aliquam Abbatissarum nostram adire jusserimus præsentiam, alio tempore volumus in Monasteriis residerant, & secundum ejusdem institutionis formam vitam ducant, sibi que subditas in sancto religionis proposito contringat. Et nulla illarum foras evagandi, aut occasione qualibet accepta per villas residendi, suisque voluptatibus deserviendi licentiam sibi adtribuat.

Quamquam enim nonnulli clerici Monasteria puellarum, & nonnulli laici Monasteria virorum etiam & puellarum habeant, tua tamen debet prævidere solertissima industria, ut in omnibus locis sub tua diocesi constitutis, ubicumque congregationes clericorum & functionialium sunt, juxta possibilitatem, & facultatem rerum, secundum hujus institutionis formam vivant. Quia nulla est omnino Ecclesia, quæ facultates habeat, ubi non possint tot talisque gubernari, qui divinum explant officium, & ubi hospitalitas juxta vires non possit diligi.

Nos quoque præfatum Missum nostrum ad tuam sanctitatem ideo direximus, ut tuum, ceterorumque Ecclesiasticorum in tua diocesi existentium, diligenter atque subtiliter in hoc negotio intuetur studium, & tibi opem in ceteris commendandis ferret, qui etiam nobis referret, qualiter Prælati & Prælatæ eas formulas libenter susceperint, diligenter transcribere studuerint, & devotè adimplere juxta vires curaverint. Quoniam tandiu illum in tua vel compvincialium tuorum diocesi, immorari & discurrere unà cum Misso tuo jussimus, donec ab omnibus memoratæ formulæ transcriberentur. Ut videlicet cuncta procurans, diligenterque perficiens, cum ad nos illum redire opere expleto tempus permiserit, cuncta quæ acta sunt vestro utroque scripto notentur, atque per ipsum tuumque commissum nostræ dignoscantur intimentur, ut sciamus quibus gratiarum actiones referre, quoque etiam dignis correctionibus corrigere debeamus.

Si verò aliquis tuæ dioceseos eidem institutioni vestræque admonitioni procaciter reniti voluerit, & eam, quæ ab eodem sacro Conventu constituta atque decreta est, pro viribus observare neglexerit, & subinde admonitus non se correxerit, quicumque ille est, ante præsentiam nostram, tua vel Missi nostri admonitione venire

festinet, quatenus à nobis juxta quantitatem culpæ digne corrigatur.

Direximus præterea tibi pondus & mensuram, secundum quæ clericis & sanctimonialibus panis & potus æqualiter tribuenda sunt. Quæ ut ab omnibus firmiter atque inviolabiliter teneantur decernimus, & ne quid incrementi aut detrimenti à quoquam patiantur, modis omnibus inhibemus. Tuam igitur in calce epistolæ admonemus sanctitatem, ut secundum ministerium tibi divino

munere collatum, nostræ in hoc negotio saluberrimæ admonitioni obedierit atque inexcusabiliter pareas, & ceteris in parendo bonum exemplum tribuas. Dignum quippe justumque est, ut quanto sublimius sacerdoti dignitate aliis supercimes, & à nobis venerabiliter diligeris, tanto magis ad Dei nostramque voluntatem exequendam devotorem te, atque promptiorem exhibeas. Vale in Domino, & ora pro nobis.

Ex Tomo II. Coneil. Galliz p. 416.

*Præceptum Divi Ludovici Imperatoris, quod ad paganos ad Christianitatem invitandos fieri præcepit. **

VIII. **I**N nomine Domini Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi. Ludovicus divina propitiantæ clementia Imperator Augustus. Si specialibus cujusque fidelium nostrorum necessitatibus inspectis, subveniendum esse Imperiali auctoritas monstrat, quanto magis ad debitam generalitatis providentiam æquum dignumque pertinet, ut & Ecclesiæ Catholicæ atque Apostolicæ quam Christus suo pretioso sanguine redemit, eamque nobis regendam tuendamque commisit, piam ac sollicitam in cunctis oporteat gerere curam; & ut in ejus proventus vel exaltatione congruam adhibeamus diligentiam, novis ad ejus necessitatem vel utilitatem atque dignitatem pertinentibus rebus, nova imò necessaria & unila provideamus constituta? Idcirco sanctæ Dei Ecclesiæ filius, præsentibus scilicet & futuris certum esse volumus, qualiter divina ordinantæ gratia nostris in diebus, Aquilonibus in partibus in gente videlicet Danorum sive Sueonum magnam cælestis gratia prædicationis sive acquisitionis patefecit ostium: ita ut multum hinc inde ad fidem Christi conversa, mysteria cælestia Ecclesiasticæ subsidia desiderabiliter expeteret. Unde Domino Deo nostro laudes immensas perfolventes extollimus, qui nostris temporibus & studiis sanctam Ecclesiam sponfam videlicet suam, locis in ignotis finit dilatari atque proficere.

Quamobrem unà cum sacerdotibus cæterisque Imperii nostri fidelibus, hanc Deo dignam cernentes causam valde necessariam, atque futuræ Ecclesiæ dignitati proficuum, dignum duximus, ut locum apud in sinibus nostris evidentiis eligeremus, ubi sedem Episcopalem per hoc nostræ auctoritatis præceptum statueremus: unde omnes illæ barbaræ nationes æternæ vitæ pabulum facilius uberiusque capere valerent, & fruentes salutis gratia præ manibus vel oculis haberent incessanter, insuper & magnorum progenitorum sacra lucranda studia nostris in diebus nunquam deficerent. Genitor enim noster gloriosæ memoriæ Karolus omnem Saxoniam Ecclesiasticæ religioni subdidit, jugumque Christi ad usque ad terminos Danorum atque Slavorum, corda ferocia ferro perdomans, docuit. Ubi inter has utraque gentes, Danorum videlicet, sive

Vandalorum ultimam Saxoniam partem sitam, & diversis periculis, temporalibus videlicet & spiritualibus, interjacentem prospiciens, Pontificalem ibidem sedem fieri decrevit trans Albiam.

Unde postquam terra Nordalbingorum laxata captivitatem, quam ob multam perfidiam in ipsis Christianitatis initis patratam per septennium passi sunt, ne locus ille à barbaris invaderetur, Ecberto Comiti restituere præcepit, non jam vicinis Episcopis locum illum committere voluit: sed ne quisquam eorum hanc sibi deinceps Parochiam vindicaret, ex remotis Galliæ partibus quendam Episcopum Amalarium nomine, direxit, qui primitivam Ecclesiam ibidem consecraret. Sed & eidem Ecclesiæ sacras reliquias, ac plura Ecclesiastica numera pia largitate specialiter destinare curavit. Postmodum vero captivis optatam ad patriam undique confluentibus, eandem Parochiam cuidam presbytero Heridaco nomine specialiter commendavit, quem universæ Nordalbingorum Ecclesiæ, videlicet ne ad ritum relaberentur Gentium, vel quia locus ille lucrandi adhuc Gentibus videbatur aptissimus, disposuerat consecrari Episcopum, ut ipso occasione vel auctoritate summa in ipsis terminis Gentium, sedulitate prædicandi sancta multiplicaretur Ecclesia, dum vicinorum ipsius novitatis Episcoporum multa latitudinis cura non sufficiebat discurre per omnia: delegavit etiam eidem Presbytero quandam cellam Hrodnae vocatam, quatinus eidem loco undique periculis circumdato fieret supplementum.

Sed quia consecrationem jam dicti viri velox ex hac luce transitus pii genitoris nostri in diebus ejus fieri prohibuit: Ego autem, quem divina clementia in sedem regni ejus asceverat, cum in multis regni disponendis negotiis insisterem, hoc quoque prædicti patris mei studium regni in sinibus peractum minus cautè attenderem, suadentibus quibusdam jam dictam Cellam ad Indam monasterium contuli, vicinam verò Parochiam vicinis Episcopis interim commendavi.

Nunc autem tam propter supra scripta Ecclesiastica lucra in gentibus demonstrata, quam & propter votum pii genitoris nostri, ne quid ejus studii imperfectum remaneat, statuimus unà cum consensu Ecclesiastico, præfata ultima in regione

* In Editionibus præcedentibus hic titulus præfertur: & male. Præterea nulla nos Chronologia ei præbuit: est autem datum diploma in eunte anno 834, emendetur ergo error Adami Bremenensis qui lib. 1. cap. 17. scribit datum Hammaburgensibus Archiepiscopum anno D. ecc. xxxiii. Annus iste non potest concurre cum indicatione 12. sed

11. argumentum vero Diplomatis sequens esto: **PRÆCEPTUM DIVI LUDOVICI IMPERATORIS,** quo Episcopatum sedem in civitate Hammaburgensi, ad quamque in ea Nordalbingi Archiepiscopum constituit, eique sedi provinciam seu territorium assignat. anno 834.

Saxonica trans Albium in loco nuncupato Ham-
maburg, cum universis Nordalbingorum provin-
cia Ecclesie proprii vigoris consistere sedem.
Cui & primum præfate, atque solenniter con-
secrari per manus Dragonis Metensis & summe
sanctæ Paluinæ dignitatis Præfatus, Ansgarium
fecimus Archiepiscopum assistantibus Archiepis-
copis Ebone Rhemenſi, Hecni Treverensi, & Oga-
rio Mogontiacensi, cum plurimis generali in
Conventu totius Imperii nostri Præfatis con-
gregatis, assistentibus quoque specialiter & con-
sentientibus atque consecrantibus Hellingaudo
sive Willerico Episcopo, à quibus jam dicitur
Parochie partes à nobis sibi olim commendatas
recepimus.

Cui videlicet Ansgarium, quia præfatis in gen-
tibus hæc oſtrens in diebus dignissima in convo-
catione Gentilium vel redemptione captivorum
monstrata sunt lucra, tam nostra quam sanctæ
Romane Ecclesie Sedis auctoritate hanc Deo
dignam in Gentibus commissimus Legationem,
ac proprii vigoris ascribere decrevimus dignita-
tatem. Et ut hæc nova constructio periculosis
in locis coepit subsistere valeret, nec prævalen-
te barbarorum sevitia deperiret, quandam Celam
Turholt nuncupatam tam huic novæ con-
structioni pertinerent servitarem, quam sue suc-
cessorumque suorum in Gentibus Legationi ad
nostram nostræque sobolis perpetuam mercedem
divinæ obtulimus Majestati.

Homines quoque qui ejusdem Celse benefi-
cia habere videntur, ab omni expeditione vel
militia, sive qualibet occupatione absolvimus, ut
idem venerabilis Episcopus ad hanc Deo dignam

peragendam in provisa temporibus Legationem
oculibus in hoc patiatur impedimentum. Dona
verò quæ ex eadem Cella nostris paribus dare
solebant, & nobis quoque, successoribusque
nostris similiter dari volumus: his exceptis majus
minuſve in convocatione paginorum vel redem-
ptione captivorum, sive ejusdem Sedis sup-
pletione multimodis periculis circumdata, vel
ibidem Deo militum folatio, ob amorem Dei
ac Beati Sixti Confessoris ejus perpetuo dele-
gamus.

Res quoque præfate Sedis & præscripti Mo-
nasterii sub plenissima defensione & immunitatis
tutione volumus ut consistant ac vacentur, ita
ut nullus iudex publicus, aut alia quolibet pos-
testate publica prædicta persona, de eorum rebus
freda, tributa, manonaticos vel paratas, aut
teloneum vel fidejussiones tollere, aut homines
ipsorum tam suos quam & ingenios su-
per terram eorum manentes distringere, nec ul-
las publicas functiones aut redditiones, vel illi-
citas occasiones requirere vel exigere præsumat:
sed liceat prædicto venerabili Episcopo, suisque
successoribus, ac omni Clero sub eorum regi-
mine constituto, quietè in Dei servitio degere,
& pro nobis proleque nostra atque statu totius
Imperii nostri, divinam misericordiam evocare. Ex
ot hæc auctoritas sui vigoris perpetuum obtineat
firmitatem, manu propria subter aut firmavimus,
& annuli nostri impressione signare iussimus. Da-
ta Idus Maii, anno Christo propitio 21. Imperii
domini Lodovici piissimi Augusti, Indictione 12.
Aldum Aquisgran Palatio Regio, in Dei nomine
felicitet. Amen.

Ex appendice vitæ S. Wilhelmi, S. Ansgari, & S. Rutherii Septentrionis Apudolorum auctoritate certant.

Ex Synodo Sueffonenſi II. anni 853. Actione vi.

IX. ET sic sexta actione finita, Decreto jodi-
cum & synodali iudicio, atque consensu
Principis Hincmarus Archiepiscopus primatus sui
locum recepit, &c. Unde surgens Lupus Episcopus
Catalonnenſis portavit volumen, in quo
continebatur: Quia metropolis Rhemorum Ec-
clesia carebat pastore, iussus est Regis literis
domini Caroli, ut in conspectu Christianis, &
in aliis necessitatibus videlicet, ut sue matri Ec-
clesiæ pro sua possibilitate in Ecclesiasticis negotiis
consulere procuraret. Qua de re com Episcopo
Hilari Regis, ut fratrem Halduinum & Presbyterum

ordinaret, ordinandum suscepit, & ad vo-
tum præcipientis principis & offerentium ordina-
vit, & actione vii. Et sic cuoclis est ordine se-
cundum regulam Ecclesiasticam canonicè & dili-
genter paratis, decretum & iudicatum à sancta
& venerabili Synodo, assentiente & favente Chri-
stianissimo & glorioso Rege domno Carolo, hæc
omnia gesta inferi, & in conspectu Synodi re-
legi, & rata omnia iudicata cunctorum manibus,
& subscriptione canonica perpetuè inconvulsa
& inviolabiliter permanſura firmari.

*Lettre de Guillaume VII. Duc de Guyenne, Comte de Poitou, tirée du Char-
trulaire de saint Hilaire de Poitiers, lettre 63, en l'an 1073, ou environ.*

X. GOSFREDUS Dei gratia Dux Aquit-
norum, & Willemus filius ejus, uni-
versis Canonici Ecclesie gloriosissimi Confessoris
Hilarii notum fit: quippe nos, ego videlicet
Gosfredus gratia Dei Aquitanorum Dux & Ab-
bas, quantum laico licet, Ecclesie Beati Patroni
nostri Hilarii, filiosque meos carissimos Wil-
telmus ex primione Canonice Ecclesie præ-
fatus, & præcipue domni Gosleni venerabilis
Burdigalenſis Archiepiscopi & ejusdem Ecclesie
Thesaurarii, nec non assensu & collaudatione

domni Isembardi Pictavenſis Pontificis, pariter-
que Procerum nostri Palatii determinando confir-
mamus & confirmando determinamus, ut ab hæc
die in perpetuum nobis cujuscumque presbyteri
filius, vel Diaconi, vel Subdiaconi, aut alica-
jus Clerici, nullus quoque spiritus, id est qui
non est de legitimo matrimonio natus, fiat om-
quam in Ecclesia supradicta quolibet modo Canonicus.
Si autem aliquis existerit, scilicet ex Cle-
ricorum filius, vel ceteris spiritibus, antequam edi-
ctum domni Pape Gregorii VII. quod de illa

ANNO 1071.

promulgatum est in Concilio Fictavensi à domno Hugone Diocensium Episcopo, & sedis Apostolicæ Legato, esset recitatum, factus est in illa Canonica, sicut ille utique permittit ut in permanent permittimus.

Sed tamen ut nullo modo ibi ad quodlibet ministerium amplius promoveretur indissolubili faciendo statutus, & statuendo sancimus; utque adeo etiam per universa tempora succedentia decretum illud auctoritatis nostræ, imò Apostolicæ ratum esse duximus, & illibatum fore volumus, quod illud scribi fecimus, scriptumque

manibus propriis confirmavimus, confirmatum autem sigillo nostro consignavimus, consignatum quoque personis suppositis ad conspiciendum tradidimus. Addimus quoque præsentis decreto quod in prædecessorum nostrorum privilegiis statutum esse invenimus, ut ab hac die & deinceps super 60. Canonicis nullus in Canonicum constituitur, neque donum, neque investitura, neque pretium cuiuslibet detur, donec aliquis de numero 60. moriatur, exceptis illis quos supra 60. positus esse modo invenimus, quos in Canonicos constituendos esse suis temporibus concedimus.

Ces acte est dans les preuves de l'Histoire des Comtes de Flandre du sieur Bely, pag. 349.

Ex Chartulario Ecclesiæ Belvacensis. 1105.

XI. **E**GO Ludovicus Dei gratia Francorum Rex designatus, notum facimus omnibus tam futuris quam præsentibus, quod in Capitulum B. Petri veni, & libertatem Ecclesiæ eidem antè habitam, usum, & consuetudines antè habitas. Canonicis concessi: & si inde aliqua contentio orta fuerit, quod duo Canonici, vel duo homines eorum probare poterunt firmam manebit: & si aliquam querelam contra aliquem eorum habuerit, eorum iudicio querelam illam diffiniendam concessi: quod si per fratres suos in Capitulo iustitiam secutus non fuerit, nullo modo cum episcopo, nec persone ejus ullam violentiam inferam; & res ejus infra quindecim dies libertate permaneant ad faciendum quicquid voluerit. Concessi etiam ut absque mala voluntate ex nostra parte Romano Papæ obediens sint, sicut Apostolice; & mihi ferviant, sicut Domino. Profecto etiam quos dominus Fulco

Episcopus dederat Canonicis; & Guasinos impellente invadendo eis abstulerat, Ecclesiæ & ipsi reddidi. Et contra omnes reclamantes me tutorem & defensorem esse promisi. In ipsa die omnes querelas, & omnes voluntates, & omnes forsastitum, ab illa die & retro omnino eis perdonavi. Deprecatus sum autem eosdem Canonicos, ut pro amore nostro Landulphum eorum collibertum liberum esse permitterent, quod illi mihi concesserant, ea conventionem quod nullo modo aliquid tale deinceps ab eis quererem vel exigerem, nec ipsi mihi concederent. Quod ut firmius in posterum permaneret, & ad notitiam posterorum perveniat, hoc præceptum fieri iussimus, & sigilli nostri impressione firmavimus, nominis etiam nostri charactere insignivimus. Actum Belvac in Capitulo B. Petri 14. Calend. Februarii, anno Incarnati Verbi millesimo centesimo quinto, indictione octava.

En l'Histoire de Beauvais de M. Leilid, p. 165.

Permission & consentement donnez par le Roy à l'Evesque de Paris, de chasser les Religieuses du Monastere de saint Eloy, & y mettre en leur lieu des Religieux. 1107.

XII. **I**N nomine sanctæ & individue Trinitatis, Philippus Dei gratia Francorum Rex. Notum fieri volumus universis sanctæ Dei Ecclesiæ cultoribus, tam futuris quam præsentibus, quia divina Providentiæ Clementia, & assensu Dom. Papæ Paschalis, monitione quoque & consilio Canonicorum sanctæ Parisiensis Ecclesiæ, necnon & consensu nostro, & Ludovici filii nostri, Gualo Episcopus Parisiensis ab Ecclesia B. Eligii, membro videlicet Episcopatus sui, propter intemperantem, quam impudenter agebant, fornicationem, moliales, quamvis canonicè sapientissimè corruptas, templum Domini speritè prævo usu violantes, ac correptionem pastoris prævis negligentes, spe melius agendi à præfata domo deiecit. Acceptis itaque dom. Papæ

litteris, tunc temporis Parisius venientis, dataque licentia ordinem religionis iis ibi ponendi, nostra licentia, & ordinatione, cum filii nostri Ludovici obsecratione, B. Petro Fossatensi, ejusdemque loci Theobaldo Abbati præfatum Ecclesiam B. Eligii in cellam 12. Monachorum, cum Prioris suo perpetuiter possidendam concessi & habendum, salvo quidem jure suæ possessionis, & Ecclesiæ Parisiensis, quemadmodum & in ipsius charta determinatum est. Et ut hæc charta firma & inconvulsa permanere memoriale illud inde fieri, nostri nominis charactere & signo Philippi signari & corroborari precipimus, astantibus de Palatio nostro quorum nomina incutata sunt & signata.

*Signum Hugonis de Creaco tunc temporis Dapiferi nostri.
S. Hugonis de Pissaco tunc temporis Cancellarii nostri.
S. Pageni Aurelii tunc temporis Banclerarii nostri.
S. Widenis tunc temporis Cancellarii nostri.*

Actum Parisius in capitulo S. Mariz anno ab Incarnatione Domini 1107. Stephanus Cancellarius relendo subscripsit.

Ade

Acte des Barons de Normandie qui déclarent les droits du Roy sur les Eglises & personnes Ecclesiastiques de Normandie. 1205.

XIII. **E**GO Reginoldus Comes Bolognie, & ego Guillelmus Comes Marci, & ego Henricus de Eilotevilla, ego Guillelmus Cambellanus Tankarville, & ego Rad. Telfon, & ego Joannes de Batellis, & ego Henricus de Fetteris, & ego Philippus de Vance, & ego Guillelmus de Mortuo-mari, & ego Robertus de Corey, & ego Guillelmus de Serant, & ego Falco Faenel, & ego Guillelmus de Homer, & ego Stephanus de Longo-campo, & ego Hugo de Colocotes, & ego Robertus de Welneval, & ego Guillelmus de Prateffa, & ego Joannes de Roboreto, & ego Odo Castellanus Belvacii, & ego Nicolaus de Montegualco, & ego Thomas de Pavillisco, & ego Rogerius de Melento : Noscam facimus univerfis, ad quos præfens fcriptum pervenerit, quod nos juravimus fuper facrofanda Evangelia, quod jura quæ Henricus & Richardus quondam Reges Angliæ habuerunt in Normannia adverfus Clerum, & apud Lexovium & alibi, & jura noſtra dicemus.

Nos autem per facramentum noſtrum diſimus, quod vidimus tempore Henrici & Richardi quondam Regum Angliæ, quod fi Eccleſia pertinet ad donationem laicæ perſonæ vacaret, fi ille ad quem donatio Eccleſiæ perinebat præſentaret idoneam perſonam Archiepiſcopo vel Epifcopo, in cujus Diœceſi ſita eſſet Eccleſia illa, Archiepiſcopus vel Epifcopus eandem perſonam de jure recipere tenebatur, niſi alius contenderet præſentationem illius Eccleſiæ ad ſe pertinere; ſi verò de jure Patronatus contentio oriretur, Archiepiſcopus vel Epifcopus nunquam poſſet alicui conferre Eccleſiam illam, nec ſiquem recipere ad eandem Eccleſiam, donec contentio in Curia domini Regis, vel in Curia illius de cujus feodo moveret Eccleſia, terminaretur. Quando verò cauſa terminata eſſet in Curia domini Regis, aut in Curia illius de cujus feodo movebat Eccleſia, Archiepiſcopus vel Epifcopus ad teſtimonium litterarum patentium domini Regis vel Bailivi fui, in ejuſ Curia cauſa eſſet terminata, vel illius de cujus feodo moveret Eccleſia, deberet recipere idoneam perſonam quam præſentaret ille, cui adjudicatum eſſet jux patronatus illius Eccleſiæ. Item diſimus per facramentum noſtrum, quod Archiepiſcopus vel Epifcopus, vel alius inferior Eccleſiaſtica perſona, non debet ferre ſententiam excommunicationis in Barones, vel in Bailivos, aut in Servientes domini Regis, aut in Clericos domus ſue, Rege non requiſito, vel ſuo Senefcallo.

Item diſimus per facramentum noſtrum, quod nulla Eccleſiaſtica perſona debet aliquem trahere in cauſam pro fide, vel pro facramento quod fiat de feodo laico, vel caſtello hominis laici, ſed ſi fides data fuerit de caſtello maritagi, vel de legato mortui, vel de caſtello Clerici vel truce ſignati, de cauſa illa bene poſſunt judicare.

Item diſimus per facramentum noſtrum, quod non vidimus tempore Henrici vel Richardi quondam Angliæ Regum, quod aliquis redderet decimas de ſemis aut de genellis, aut de boſcis, niſi prius fuerint elemoſynæ.

Tome I. Partie IV.

Item diſimus per facramentum noſtrum, quod vidimus Henricum & Richardum Reges Angliæ tenentes placitum Spacie in civitate & banleuga Lexovii, priuſquàm Arnoulus Epifcopus Lexovii recellit à Normannia exul hac de cauſa.

Item diſimus per facramentum noſtrum, quod in feodo terræ Gornai & Feritatis, & Guelenfontis non debet Archiepiſcopus tenere nū tria tantum placita, ſcilicet de maritagi, & legato mortui, & de caſtello Clerici.

Item diſimus per facramentum noſtrum ſuper hoc, quod Archiepiſcopus petit apud Loviers, quod Richardus quondam Rex Angliæ fecit ei eſcamium, & inde dedit ei curiam ſuam, & dominus Rex faciet ei juſtitiam ſecundum tenorem curiæ ſuæ, ſi ei placeat.

Item diſimus per facramentum noſtrum de Clerico qui tenet laicum feodum, quod ſi Clericus injurioſus exiit domino, à quo tenet feodum ſuper feodo illo, dominus feodi poſſet ſuſſire omnia caſtalla Clerici quæ inveniet ſuper feodum de quocumque loco venerit, donec ei ſiſtiferit de his quæ pertinent ad feodum.

Item diſimus per facramentum noſtrum, quod ſi Clericus tenet aliquid de quo conquæſtor laicus, & Clericus dicat ſe tenere illud nomen elemoſinæ, per facramentum legalium hominum tertæ recognoſcetur, ntrum ſit feodum laicum an elemoſina, & hoc in Curia domini Regis ſimiliter ſi laicus tenet rem quam Clericus dicet eſſe ſuam nomine elemoſinæ, recognoſcetur ſimiliter in Curia domini Regis per facramenta legalium hominum patriæ.

Item diſimus per facramentum noſtrum de rebus uſurari, quod quædam uſurarii eſt in ſeſto ægritudine, ſi diſtribuat res ſuas propria manu ſua, ſtabile eſt; poſt mortem verò uſurarii omnes res ſuæ domini Regis erant, ſi probatum fuerit quod inſes unam ante mortem commodaverit ad uſuram.

Item diſimus de illo qui moritur teſtatur, ſi jacuerit in leſto ægritudinis per tres dies aut per quatuor, omnia mobilia ipſius debent eſſe domini Regis, aut illius in cujus terra eſt, & ſic eſt de illo qui ſe interficit ſpontaneus.

Item de Treuga diſimus, quod ſi aliquis vulneratum unde debet perdere membrum aut viam, placitum remanebit in Curia domini Regis, ſi conquerens vult proſequi cauſam; & Eccleſia habebit emendam ſuam uſque ad novem libras, ſi accuſatus fuerit convictus, & dominus Rex habebit totum reliquum : Treuga verò durat à die Mercurii ſerò, uſque ad diem Lunæ manſ.

Item diſimus, quod ſi Clericus capitur quantumque ex cauſa, & Eccleſia cum requirit, reddi debet Eccleſiæ, & ſi convictus fuerit de furto vel homicidio, degradatur, & abjurabit terram, nec aliter pro delicto illo punietur, nec poterit poſtea intrare terram ſine licentia domini Regis, quin de eo fiat juſtitia. Si verò poſtea aliquid forſecerit, dominus Rex de illo faciet juſtitiam ſicut de hinc.

Noscam facimus præterea quod jura domini Regis & noſtra quæ nobis memorie occurrebant,

X

sicut vidimus tempore Henrici & Richardi Regum esse observari, advocato consilio prudentum viro- rum, scilicet Richardi de Willikier, Richardi de Argentis, Richardi de Fonteneto, & Rad. l'Abbé, & quorundam aliorum bona fide scripsimus, pro jure domini Regis & nostro conservando. Et quia jura domini Regis, & nostra nobis memorie non occurrerant, & quia quidam de Baronibus Normannie præsentibus non erant,

Du tresor des Chartes, *Normandie* 1.

Jean des Mares premierement Avocat, puis Conseiller au Parlement sous Charles V. & Charles VI. decédisse 95.

decrevimus inter nos quod ad aliam diem conveniremus, & Barones absentes advocaremus, si domino Regi placeret, & tunc jura domini Regis, & nostra quæ hic scripta non sunt, per sacramentum nostrum scriberemus. Huic autem scripto sigilla nostra dignum duximus apponenda. Actum Rothomagi anno gratiæ m^ll^lc^limo ducentesimo quinto, mense Novembri, Dominica post octavam festi omnium Sanctorum. *Cum viginis sigillis.*

On ne peut mettre ces * au Royaume de France si viles qui sont du domaine, ne qui sont ai Roynes de France.

Cessation à desvins

Transport de Reliques fait par le commandement du Roy. 1250.

XIV. **U**NIVERSIS præsentibus litteras inspecturis, Fratres Capituli majoris Monasterii Turonensis, & Fr. Gaufridus permissione divina humiliter ministror eorundem, salutem in Domino. Cum populus Christianus commodè ad corpus S. Leonardi, & quasdam alias reliquias, quæ sunt repositæ causa venerationis in quadam Capella nostra sita in Forticia de Belismo, accedere non posset, supplicari fecimus illusterrimæ dominiæ B. Dei gratia Francorum Reginæ, ut permitteret nos dictum corpus & reliquias deferre ad Ecclesiam S. Martini de veteri Belismo, & Monachi in dicta Capella commorantes, in eadem Ecclesia S. Martini morari valerent, & ibidem Deo & supradicto Sancto de-

Du Tresor Layette *Tours* 11.

votè famulari, quæ ex benignitate sua nostris annuit postulatis. Nos autem Prioratum nostrum prædictum S. Martini de Belismo ad hoc obligamus, firmiter promittentes quod quodcumque à dicta dom. Regina, seu dom. Rege, vel ejus hæredibus, seu à mandato ipsorum requisiti fuerimus, prædictum corpus sicut in cassa argentea continetur, & reliquias ad dictam Capellam reportabimus, & dictos Monachos, vel alios, prout fieri consuevit, ad dictam Capellam remittimus, ut morentur ibidem. In cujus rei memoriam præsentibus litteras fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari. Actum anno Dom. 1250. mense Septembri. *Cum duobus sigillis.*

Permission donnée par le Roy au Chapitre d'Evreux, d'acquiescer pour LX. livres d'héritages & non plus, & qu'ils en donneront leurs Lettres, & sans préjudicier aux droits du Roy. 1292.

XV. **E**XCELLENTISSIMO ac serenissimo Principi domino Philippo Dei gratia Regi Franciæ illustri. P. Decanus & Capitulum Ebrouicensis Ecclesiæ salutem, & de regno præsentis ad regnum pervenire cæleste. Cum inclitæ recordationis dominus Ludovicus proavus vester nobis & Ecclesiæ nostræ per quasdam suas gratiosas litteras concessisset sub hac forma verborum: Ludovicus Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, quod nos dilectis nostris Decano & Capitulo Ebrouicen. concessimus, ut in terra nostra possint acquirere in iis quæ non tenentur per membrum Loricæ, per franchas vavassorias aut franchas serjenerias, vel etiam de Ducatu Normanniæ non contentibus in garda, neque in minutis censibus seu capitalibus, usque ad sexaginta libras Turonem. annui redditus, pro augmentatione cultus divini in Ecclesia Ebrouicen. retenta tamen nobis Justitia, si quam habemus in rebus ab eisdem Decano & Capitulo usque ad dictam summam acquirendis, & salvo in omnibus aliis jure nostro, & jure etiam in omnibus alieno. Nisi solummodo in hoc quod res ab ipsis

Du tresor des Chartes, *Layette Evreux.*

acquirendæ, ut dictum est, usque ad valorem prædictum ad prædicta facienda in Ecclesia Ebrouicensi extra manum suam ponere non cogantur; & res quas acquirunt secundum quod acquirunt usque ad summam prædictam, Bailivo nostro Gisorsii scire faciant, ut æstimentur per ipsum, & sciatur quid & quantum acquisierint, & quando acquisierint usque ad summam prædictam, & litteras suas dabunt quod jura nostra nobis omnino salva remaneant in eisdem. In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius anno Dom. 1269. mense Februarii.

Notum facimus, quod nos dictas sexaginta libras annui redditus secundum formam dictarum litterarum acquisivimus, & quod non intendimus aliquid amplius acquirere virtute litterarum ipsarum, volentes quod in dictis acquisitis nostris jura regia salva remaneant juxta litterarum seriem prædictarum: in cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum. Datum anno Domini 1292. die Martis in festo sancti Martini hyemalis, sigillat.

Arrest auquel sont contenuës les conclusions du Procureur general, qui soustient que toutes les Eglises Cathedrales du Royaume sont de la garde du Roy.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy vings-uniesme Juillet 1375.

XVI. **E**N TRE le Duc de Bourgogne, & Doyen & Chapitre d'Autun, d'une part; & l'Evesque d'Autun d'autre part; en cas de nouvelleté sur le contenu en la complainte des Duc & Chapitre, qui conduent tout pertinent & es despens. L'Evesque propose sa finnee contraire d'avoir toute Justice & gens d'Eglise d'Autun, mesmement es Cures, & en fais qui regardent cure d'ames, comme en ce cas, &c. Le Procureur du Roy dit, que du droit de la Couronne de France, inseparable de la Majesté Royale, & que le Roy ne peut abdicquer de lui, toutes les Eglises Cathedrales du Royaume, entre lesquelles est celle d'Autun, sont de la garde du Roy sans moyen, ne le contraire n'est pas concevable, ne prescriptible, & de tant comme le Duc & le Chapitre se sont efforcez au contraire, ils doivent amender, & ne sont à recevoir. A ce conclut: & que le Chapitre par la prise de son temporel; & aussi le Duc & ses Officiers soient condammnez à remettre le prisonnier là dont il a esté osté, &c. Les complainans disent, quant à la garde du Roy proposée, que par Arrest après enquête faite, dit fut que le Chapitre d'Autun estoient & sont de la garde du Duc de Bourgogne, l'an 1286, & 1288. Et se regulierement les Eglises Ca-

thedraux sont de la garde du Roy, l'exception est en l'Eglise d'Autun; par Arrest. Ceux du Chapitre disent qu'ils sont exempts de l'Evesque, & leurs Choriaux aussi, & qu'ils sont aussi bien fondez en leur droit especial, comme l'Evesque en son general, &c. Le Procureur du Roy fondé par plusieurs raisons, & par moult d'Arrests en cas pareil, & par generale obsequance en ceste Cour, que ceste complainte est recevable en ceste Cour, & en peut la Cont connoistre, si requiert qu'ainsi soit dit & déclaré, & défendu à tous que d'oresnavant Pon ne debate le contraire en tiels cas, allegue l'Arrest de Terolanne, de Chalons, des offrandes, & des sepulchures, &c. l'Evesque dit, qu'il n'y a aucun Arrest en ces termes, où l'on traite de prendre & punir un Prestre Curé, qui a ravi ses filles spirituelles, & connu charnellement sa commerce, & fille spirituelle; & es Arrests alleguez estoit quelcon de delit commun, qui cheoit en chacun, & le present cas touche la cure d'ame, dont le Chapitre ne peut avoir la connoissance, & n'en est privable, ne il ne pourroit infliger la peine qui y eschet de droit. Finalement appointez sont par memoires à toutes les fins où ils ont tendu.

Action memorable du Roy Philippes de Valois, pour faire condamner une mauvaïse doctrine qui commençoit à s'establiir, & faire secte en l'Eglise. 1332.

Ex Continuatore Chronici Willelmi de Nangiac.

XVII. **A**NNO M. CCC. XXXII. Hoc anno cum prædicatione qua dominus papa, in qua publicè ut ferebatur diceret, quod animæ decedentium in gratia non vident Deum per essentiam, nec sunt perfectè beati usque post resurrectionem corporum, quod dictum multis scandalizaverat, quasi sospita videretur: publicè tamen apud Avinionem ubi Papa tunc residebat, illud dictum à multis & maxime à quibusdam Cardinalibus ob favorem, ab aliis propter timorem summi Pontificis prædicti. Nam quædam fratrem Prædicatorem, qui contra illud dictum fæcit errorem prædicaverat, statim in carcerem fecit poni ut sustineretur ac etiam prædicaretur Parisiis autem à Doctoribus & tota Facultate Theologie reprobaretur, missi sunt à domino Papa Parisios duo Doctores in Theologia; unus de ordine Fratrum Minorum ejusdem ordinis Generalis; alter de ordine Fratrum Prædicatorum, qui in opinione sua consentiebant sibi: Et quævis fingerent quod pro reformanda pace inter Regem Angliæ & Regem Scotie essent missi, apparuit tamen quod pro alio non venerant, nisi ut Doctores in Ecclesia regentes Parisius cum aliis de regno Franciæ subverterent, & ad opi-

nionem suam deducerent: sed providentia Dei aliter accidit. Nam cum idem Generalis Minister eandem questionem in presentis Scholasticorum quasi insulatorum decerneret, affirmaretque quod animæ decedentium seu animæ Sanctorum non vident, nec videbunt Deum visione beatifica & gloriosa usque ad generalem resurrectionem. Hoc auditio murmur auditum est inter Scholasticos, dicentes talem errorem impunitum transire non debere. Audiens autem scandalum quod erat Parisius pro hac opinione, frater Prædicator qui cum illo venerat (ut dictum est) quid de his pro quibus missus fuerat in Franciam faceret vel diceret, nec statim ad Papam rediret, sed in quodam sermone ipsum summum Pontificem super errore prædicto excusavit, dicens quod nunquam traheret, nec nunquam illum teneret doctrinam, quæ ponit quod animæ Sanctorum non videntur Deum usque ad diem judicii.

Et cum ad aures Regis Franciæ Philippi illa devenirent, tanquam vtrius Catholicus, ac pignus Christi fidei fortissimus valde condolebat, quod talis zizanias erroris in medio traheret quæ semper in regno Franciæ viget, supereminaretur. Et cum audiret prædictus Minister quod Rex

super hoc malè contentus erat, ixit ad eum ut super hoc se excusaret: sed Rex animadvertens & dubitans ne ipsum verbis involveret, dixit ipsum in præsentia Clericorum in Theologia libenter audire. Tunc Rex accessit decem Doctoribus in Theologia sapientissimis, qui tunc Parisius potuerant inveniri, quorum quatuor erant de ordine Minorum, interrogavit eos in præsentia dicti Ministri quid eis de doctrina quam nuper seminaverat Parisius videretur: qui omnes reprobaverunt eam, ipsam cum determinatione sua falsam & hæreticam reputantes; sed ad hoc non potuerunt eum adducere ut cum eis concordaret. Sed Rex adhuc super hoc non contentus, altera die sancti citò post fecit vocari in domo sua de nemore Vicenarium omnes Doctores in Theologia cum omnibus Episcopis & Abbatibus, qui tunc Parisius potuerant inveniri, vocato etiam prædicto Ministro.

Cum resedissent, Rex in Gallico suo duo eis quærendo proposuit: Primum fuit, utrum animæ Sanctorum extunc videant faciem Dei; aliud

fuit utrum ista visio qua nunc videtur faciem Dei, in die iudicii deficiat alia superveniente visione. Ad primam quæstionem omnes responderunt affirmativam. Ad secundam similiter responderunt quòd ista visio non deficiat in die iudicii, sed permanebit æterna: verum est quòd aliqui dixerant quòd ista visio perfectior erit in die iudicii; & cum illis prædictus Minister non sponte sed quasi coactus (ut videbatur) assensum præbuit.

Et de ista sententia Rex petiit ab omnibus Doctoribus ibidem assistentibus unam litteram sigillis istorum singulorum manum: quòd & factum est; nam factæ sunt tres litteræ eandem formam continentes, sigillatæ singulæ xxix. sigilla, quia tot erant ibi Doctores: quarum litterarum ex parte Regis una fuit missa Papæ, mandans sibi à latere quatenus sententiam Doctorum de Parisius, qui melius sentiant quid debet teneri & credi in fide, quam Juristæ aliique Clerici, qui parum aut nihil sentiunt de Theologia, approbare; & quòd sustinentes contrarium corrigeret.

V. 35. *Filios* c. 40. b. 10. a. 12. b. 11. où est la bulle de rétraction, la détermination de Pape Benoît XII. c. 47. b. 11. V. les grandes Chron. de Guich. Duviv. en

la vie de Philippe de Valois, ch. 10. & 11. *Christ. Masson* de Chron. anno 1333. *Isid. ibid.* 18. *Paul. Longus* in Chron. *Crus.* an. 1334. *Annal. Hen. Bedd.* anno 1333.

Sequitur Theologorum Parisiensium sententia. Ex v. c. anno 1333.

XVIII. **S**ERENISSIMO Principi ac domino domino Philippo Regi Francorum illustri, sui devoti Capellani ejusdem mitione. Petrus Patriarcha Hierosolymitanus, Petrus Archiepiscopus Rothomagensis, Guillelmus Bernardi Cancellarius Parisiensis, Joannes de Blongiac Archidiaconus Wiclusini in Ecclesia Rothomagensi, Nicolaus de Lyra ordinis Fratrum Minorum, Joannes de Menthono ordinis S. Benedicti, Mathæus de Archis, Petrus de Palma Prior Provincialis Fratrum ordinis Prædicatorum in Francia, Joannes de Caricampo ordinis Cisterciensis, Petrus de Casa Prior generalis fratrum Beate Mariæ de Carmelo, Simon de Menensis, Guillelmus de Castro-Reginalis ordinis Prædicator, Germanus Celsus, Gannus de Graco ordinis Prædicatorum, Guillelmus de Breno ordinis minorum, Guillelmus Cultor ordinis Prædicator, Oliverius Salasini, Gerardus de Pergamo ordinis Heremitarum S. Augustini, Petrus de Verberis ordinis Vallis scholarium, Nicolaus de Alexandria ordinis Heremitarum S. Augustini, Petrus Horle ordinis Carmelitarum, Nicolaus Boneti ordinis Fratrum Minorum, & Durandus de Aureliaco ordinis Prædicatorum, sacre Theologie Magistri, cum sui lamillima recommendatione per temporalis regis regimen sic transire ut perveniat ad perpetui regni culmen.

Placuit vestræ Regiæ Majestati nos Dominica 4. Adventus Domini in vestro manerio in nemore de Vicenis ad sui præsentiam convocare, nosse quæ requirere quòd vellemus corporale juramentum præstare, quòd super petendis à nobis de flata animarum sanctorum à corporibus exuorum veritatem quam sentiebamus fideliter & honestè palliationis cuiuscumque velamine dicere, assistentibus vestræ regis celsitudinis excellentibus Principibus dominis Philippo Dei gratia Rege Navarra, Joanne primogenito vestro Normannie, Lodovico Borbone filio Ducis, Carolo germano vestro Alençonis, Guidone Bie-

senfium Comitibus, ac Reverendis Patribus dominis Guillelmo Aoxitano Archiepiscopo, Guillelmo Parisiensi, Andrea Aureliensi, Guillelmo Convenarum, Petro Avenensi, Rogero Lemovicensi, Bernardo Aniciensi, Joanne Nivernensi Episcopis, Guillelmo electo Eboracensi, Petro Chamaensi, Guidone sancti Dionysii, Petro sancti Germani de Pratis, Hugone Corbiensis Abbatibus, & aliorum tam Clericorum quam Baronum & militum Consiliatorum vestrorum, Religioforumque & secularium multitudinis copiosa.

Præfatis autem juramento per nos præpositis duæ nobis fuerunt propositæ quæstiones. Prima, utrum animæ Sanctorum in celo existentes videant divinam essentiam facie ad faciem ante resurrectionem corporum & ante iudicium generale. Secunda, utrum visio quam de essentia divina nunc habent, evacuetur in die extremi iudicii, alia succedente.

Et quia, Princeps serenissime, vos ut dominum nostrum carissimum fundatorem & Gardiatorem Parisiensis studii & nostre ibidem Theologie Facultatis, Regemque præcellentem revereri tenemur, & vestris iussionibus obedire, attendentes specialiter id quòd ab ore vestro ibidem audivimus, quòd nihil in hac materia quærebatur quòd tangere posset sanctissimum Patrem ac dominum nostrum dominum Joannem digna Dei providentia sacrosanctæ Romanæ ac universalis Ecclesiæ summum Pontificem, cuius sumus devoti servi & filii; quinam sicut filius ejus devotissimus honorem suum in his & aliis zelabat; advertentesque quòd multorum fide dignorum relatione audivimus, quòd quicquid in hac materia sanctitas dicit non asserendo sed opinando procaleria, sed solummodo recitando; considerantesque quòd juxta Principis Apostolorum doctrinam de ea quæ in nobis est fide & spe parati esse debemus omni poscenti nos reddere rationem, sigillatim quòd sentiebamus super petitis, respondimus & omnes in hanc sententiam convenimus.

Quod

Quod à tempore mortis Domini nostri Jesu Christi per quam pretium redemptionis homini generis exivit perfolatum, omnes anime sanctorum Patrum, quos idem Salvator noster ad inferos descendens eduxit de Lybbo, eorumque fidelium anime, quæ de corporibus exierant, nihil habentes purgabile, vel quæ jam in Purgatorio sunt purgate, ad visionem nudam & claram, beatificam, intuitivam & immediatam divinæ essentiae, & benedictissimæ Trinitatis Patris, & Filii & Spiritus sancti, quam Apostolus 1. ad Corinth. 13. capite, nominat visionem facie ad faciem, erunt assumptæ, ipsique deitate beata perfectè fruuntur, & jam quod crediderant videntes, quod speraverunt tenentes, non in spe sed in re sunt beate. Quamquam dicta visio, quam tantum habent, relictis corporibus minimè evanescat aliâ succedente, sed ipsamet in eis, cum sit earum vita & natura, perpetuò remanebit.

Et quia, Princeps israel, postmodum in die sancti Joannis Evangelistæ nos feculis Parisiis congregari, & ibidem sumas vestro nomine requiriti, ut illud quod die dicta Dominica quarta Adventus in vestra præsentia dixeramus, redigeremus in scriptis nostris, ibidem scriptis appensis, licet supplicavimus, quod de his quæ

jam dixeramus, dignaretur vestra celsitudo Regia contentari, vel quod sicut quis sigillatim responderetur in a scriptis redigeretur sigillatim. Tamen nolentes vestris justis precibus contraire, præsentis literas sub appensione sigillorum nostrorum in præmissorum testimonium regali excellentie duximus concedendas.

Et nos Guillelmus le Petit, Henricus de Sionis Minister principalis ordinis fratrum Minorum in Francia, Egidius de Perico, Joannes de S. Dionysio ordinis S. Benedicti, Guillelmus Heres Patrimoniarum Parisiensis, & Robertus de Bardis, in eadem Facultate Theologica Doctores, qui in dicta convocatione facta in nemore Vicennarum præsentem non fumus ex causis legitimis impediti, postmodum in aliis congregationibus vestro nomine requisiti præmissis questionibus consensimur per penitus paribus & magistris per omnia respondimus, & id idem quod ipsi dixerant in prædicta materia credimus & sentimus. In cujus rei testimonium sigilla nostra unâ cum sigillis eorum præsentibus hincis duximus apponenda. Datum Parisiis apud sanctum Maturnum in nostra Congregatione generali Magistrorum in Theologia regentium, & non regentium secunda die Januarii 1333.

Union faite par le Roy, des benefices qui sont à sa collation. 1330.

XIX. **P**HILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, faisons à tous présents & à venir, que nous considérons que l'Abbaye de Joyenval au Diocèse de Chartres, est moult petitement douée des biens temporels, & que le service nostre Seigneur y est fait hien devotement & dévotion; & que nous y allons souvent pour cause de nostre deduit, en accroissement de leurs rentes donnons en somme de nostre grace spéciale; à nos amez les Religieux, Abbé & Convent dudit lieu, une de nos Prebendes de l'Eglise de nostre Dame de Poissy, qui sont de nostre Patronage: c'est à sçavoir, la première qui vacquera avec toutes ses appartenances, & tous ses droits, icelle Prebende adjoignons à tousjours à ladite Abbaye de Joyenval, & voulons & ordonnons de nostre autorité & plein pouvoir Royal, que li Abbez Guillaume, qui ores

est, & ses successeurs Abbez, soient Chanoine perpetual de ladite Eglise de nostre Dame, sans ce que ladite Prebende puisse ne doit vacquer, ne repourer pour estre vacante en nulz n'en nul temps, & qu'ils puissent mettre Vicairre pour eux un de Chanoines de ladite Abbaye toutesfoies qu'il leur plaira, &c. comme les autres Chanoines de ladite Eglise le peuvent faire, & sont accoustumé, & que tout ce qui écherra en leur mois, ils puissent donner à Chers seculiers, tout ainsi comme les autres Chanoines & Vicaires de ladite Eglise le peuvent faire; & qui sont accoustumé: & à perpétuelle fermeté de cette chose, nous avons fait mettre nostre seel en ces présentes. Données à saint Getmain en Laye l'an de grace mil trois cents trente, au mois de Fevrier, & un sept, Par le Roy, présent le Vicome de Meleun.

Promesse de ceux de l'Eglise de Rouën de dire quelques Messes pour le Roy, leur ayant donné permission de faire quelques acquisitions en Normandie. 1366.

XX. **U**NIVERSIS præsentis literas inspecturis. Decanus & Capitulum Ecclesie Rothomagensis salutem in eo qui est omnium fiducium vera filius. Notum facimus quod nos immensa bona largitusque beneficia & exuberantes gratias, quæ per illustrissimum & potentissimum Principem, & dominum nostrum metuendissimum dominum Karolum Dei gratia Francorum Regem, dictæ nostre Rothomagensis Ecclesie hæstus impenduntur ad memoriam iugiter reducentes, & inter alia in nostris mentibus amentius revolventes, quod ipse dominus noster ex sua mera & solita liberalitate & more proprio, ut pro eo ipsiusque & progenitorum suo-

rum animarum remedio & salute nos & successores nostri Altissimum perpetuis temporibus exorare propensius alligamur; ipse enim beneficiis & orationibus cunctis quæ in ipsa nostra Ecclesia inantes fieri contingunt specialibus aggregatur, nobis nuper gratiosè concessit, ut nos in Ducatu suo Normannia trecentis in feodo & Justitia ac sexaginta libras Turonen. absque feodo & Justitia annui & perpetui redditus in augmentationem cultus divini, & alia in utilitatem ejusdem nostre Ecclesie convertendas acquirere, nec non illas acquisitiones perpetuò & pacificè licitè retinere & possidere valeamus, prout hæc in literis præfati domini nostri in filis scriptis, &

era videri super hoc confectis feriendis continetur.

Io Capitulo nostro more solito propter hoc in unum congregati ex inimicis cordium affectibus desiderantes eidem domino nostro ut tenemur juxta nostræ possibilitatis modum complacere, tres missas, unam videlicet de sancto Spiritu die Martis post festum Trinitatis, aliam verò de gloriosa Virgine genitricis Dei Maria post Octavas nativitatisejusdem domini, & reliquam de B. Dionysio Martyre tertiæ die post festum ipsius anno quolibet, in ipsa nostra Ecclesia pro dicto nostro unanimiter ordinavimus, & per præsentem ordinamus soleniter & devotè celebrandas: quæ quidem tres Missæ post ejusdem domini nostri decemum in tria anniversaria solenniter, & devotè etiam celebranda convenerunt, quodque in qualibet missarum & anniversariorum quolibet prædictorum xx. literæ Turonens. inter Canonicos, Capellanos & Clericos dicte nostre Ecclesiæ, qui eidem missis, & anniversariis præsentem continuum exhibebunt manualiter distribuuntur. juxta dispositionem no-

stram super hoc un videbitur faciendam.

Ordinavimus insuper & ordinamus unam communionem pro eodem domino nostro, quandocumque viderit in humanis dicendam in quolibet magna missa ad majas altare celebranda, diebus videlicet singulis quibus in dicta magna missa memoriam aliquam est fieri consuetum; quam quidem propriam collectam cum ejus secreta & alta post communionem prædictas & in Missali scriptas nostræ Ecclesiæ hæc de causâ inferribi fecimus & notari. Nos distictos successores nostros, & bona ipsius nostre Ecclesiæ omnia & singula prædicta & futura pro præmissis omnibus singulis effectualiter adimplendis, & inviolabiliter observandis specialiter & expresse obligantes. In quorum omnium testimonium præmissorum sigillum nostri Capituli præfectoribus literis duximus apponendum. Actum & datum comocorditer in dicto nostro Capitulo die xx. mensis Julii, Anno Domini 1366. scilicet, & sur le reply. Per Capitulum. C. SOUREL.

Lettre du Roy Charles V. qui confirme & ratifie une lettre de Jean Duc de Berry son frere par laquelle comme Lieutenant de Roy, il pardonne & absout à l'Archevesque, ledit Archevesque le requerant, le crime par lui commis, d'avoir publié dans un de ses statuts synodaux, que les Juges seculiers ne pouvoient sans encourir excommunication, juger les Clercs prevenus de crimes, soit civilement ou criminellement. 1369.

XXI. KAROLUS Dei gratia Rex Francorum. Notum facimus universis prædictis & futuris, nos easdem & fideles fratres nostri Dues Bituricens. & Alvernici literas vidisse tenorem quem sequitur continentes. JOANNES Regis Franciæ filius Dux Bituric. & Alvernici, Comes Maifconens. locum tenens quondam mei Regis in dictis partibus, oecnon & in partibus Lugdunens. Foren. Montanarum, Borbon. Sigalon. Turonens. Andegavens. Senonens. & Noemanic, inter riparias Ligeris & Sequanæ. Notum facimus universis tunc præfectoribus quàm futuris, nobis pro parte reverendi Patris in Christo Petri, nunc Bituric. Archiepiscopi exposuimus fuisse, quod ipso existente Bituricensi electo nondum tamen Archiepiscopo, ipso de usibus & consuetudinibus patrie Bituric. nondum sufficienter informato, nolens alicui præjudicium inferre, sed cupiens prout sibi ex debito sui pastoralis officii incumbit, jura & libertates jurisdictionis Ecclesiasticæ conservare, quales constitutiones seu statuta edidisset, quæ in sua Synodo, quæ fuit prima post ejus adventum in dictis Ecclesiis, & civitate ipsarum. celebrata, publicè in personis curatorum seu rectorum Parochial. Ecclesiarum dicte fore dicte in ea congregatorum, & deinde per Ecclesiæ ipsius thesauris pluries fecisset promulgari: quæ quidem constitutiones seu statuta synodalia nobis seu nostro Consilio contrario, seu præjudicare dictis usibus & consuetudinibus dicte patrie, & jurisdictioni temporali videbantur, quarum quidem tenor talis est. *Quoniam, ut intelleximus, domini seculares propter crimina & Clericis commissa bona capientes Clericos, ut se indigne de crimine Clericis puniant, & eisdem Clericis facinus compellere,*

ut eis eandem exhibeant rationes sui atrocitatis criminum commissorum, quod est directè contra Ecclesiasticam libertatem, cum illis de criminis criminaliter, seu civiliter distringi, seu puniri nequeamus per judicium secularem. Item prædictum fieri prohibemus, statuentes quod si quis dominus secularis, vel alius procedens de cetero Clericos ratione criminum ab eis commissorum, per captivum bonorum mobilium, vel immobilium suorum vexaverit, seu ad emendam compellaverit, ex ipso sententiam excommunicationis incurrat, & quilibet civitas pariter quid hoc servare habens cessare penitus à domo, donec bona capta vel ad statum secularem posita liberè sint dimissa, & numerum impedimentum quodlibet ab eisdem, & nobilitatis illis qui contra præmissa fecerint, ut excommunicationis habentis evitent.

Quapropter dictus Reverendus Pater postmodum sufficienter informatus & certioratus dictas suas constitutiones & statuta dicte jurisdictioni temporali & dicte Bituricens. patrie usibus & consuetudinibus existere contrarias, seu præjudicare ipsas, in nostris presentibus ipsoe revocavit & totaliter annullaverit, & insuper nobis promiserit dictam annullationem & revocationem in sua proxima futura Bituricens. Synodo in personis dictorum Curatorum dicte suæ diocesis fieri facere publicare; oecnon per suas patentes literas dictis Curatis, seu Ecclesiis dicte diocesis rectoribus mandare, ne de cetero dictas suas constitutiones, seu statuta synodalia promulgare aliquoties præsumerent, illisque quos virtute dictarum constitutionum, seu statutorum excommunicaverint, seu excommunicatos denotaverint, vel reputaverint propter hoc quod in con-

trarium dictarum constitutionum fecerint, absolvere, & pro absolutis absque ulla contradictione, seu difficultate reputabunt & tenebunt, & quas quidem litteras suas super dictis revocatione & addulatione per dictas parochiales Ecclesias nuntiare debent, & promittit infra unum mensem à die datæ præsentium computandum.

Ceterum cum prætextu vel occasione præmissorum valeret ipse vel successores sui in posterum proficui per gentes dicti Domini mei, vel alias, sibi, & successoribus suis ex præmissis damnum aliquoties inferri, cupiens super hoc providere, nobis humiliter supplicavit quatenus super hoc sibi nostram velimus gratiam favorabiliter impartiri. Nos per assertionem dicti Reverendi Patris sufficienter & alias debite certiorati & informati, dictum reverendum prædictas constitutiones seu statuta synodalia non dolo, fraude seu malitia aliquoties edidisse, sed potius causis antedictis motus; & attentis etiam laboriosis, laudabilibus & fidelibus obsequiis ab ipso multimodè jam dicto domino meo & nobis impensis, eidem Reverendo Patri suisque successoribus, & ab ipso causam habentibus & habituribus in perpetuum ex certa scientia & auctoritate Regia qua fungimur in hac parte de gratia speciali, omnem poenam, emendam & offensam, in quam seu quas qualitercumque de facto, jure, consuetudine, statuto, vel alias potuit & potest pro præmissis & occasione præmissorum promulgationis & perseverantiæ, necnon dependentiarum emergentium & circumstantiarum earundem omnium & singularum erga dictum dominum meum & nos incurrisse, remisimus & quittavimus, remittimus & quitamus per præsentem, procuratori dicti domini mei & nostris, ceterisque Justitiariis præsentibus & futuris super præmissis & dependentiis earundem silentium perpetuum imponentes.

Dantes insuper tenore præsentium in mandatis Baillivo nostro Bituricen. universisque Justitiariis

dicti domini mei & nostris præsentibus & futuris & eorum Locatenentibus, & cuilibet ipsorum prout ad eum pertinere poterit & poterit quomodolibet in futurum, quatenus dictum reverendum Patrem ejusque successores, & ab ipso causam habentes & habituros in perpetuum, nostra præsentis gratia uti & gaudere pacificè faciant & permittant, nec ipsos occasione præmissorum contradicimus nostram gratiam impediantur, molestentur seu perturbentur, impediri, molestari seu perturbari faciant aut permittant de cetero quovismodo, & ea quæ in contrarium attentata vel facta de præsentibus vel in futurum reperirentur, quæ in præsentium statum & debitum per præsentem reducimus, reducant etiam & reduci faciant indilate. Quod ut firmum & stabile perpetuò perseveret, nostrum magnum præsentibus fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure dicti domini mei, nostro & in omnibus quibuslibet alieno. Datum anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo nono, in villa nostra Bituricensi mense Augusti.

Quas quidem litteras dicti carissimi fratris nostri superius insertas, ac omnia & singula in eisdem contenta rata & grata habentes ea volumus, laudamus & approbamus, ac de nostris auctoritate Regia, & gratia speciali confirmamus per præsentem, mandantes Baillivo nostro S. Petri Monasterii, ceterisque Justitiariis & officariis regni nostri præsentibus & futuris, & eorum Locatenentibus, prout ad ipsos & eorum quolibet pertinuerit & poterit pertinere, quatenus dictum Archiepiscopum, ipsiusque successores Archiepiscopos nostra præsentis confirmationis gratia, uti & gaudere perpetuò faciant pacificè & quietè juxta dicti fratris nostri & nostrarum litterarum seriem & tenorem. Quod ut firmum, &c. salvo, &c. Datum Rothomagi mense Augusti anno Domini 1369, regni verò nostri anno sexto. Per regem ad relationem Consilii, T. HOCIE. Vifa. Collatio facta est.

Extrait des Registres du trésor des Chartes de France, registre coté C. lettre 96.

L'Archidiacre de Sens plaident en Cour d'Eglise contre son Archevesque, & craignant quelque violence a recours au Roy & à sa Cour, qui met ledit Archidiacre en la sauvegarde du Roy & de la Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy dernier Fevrier 1372.

XXII. CE jour Messire Guillaume de Seris premier President en Parlement, dit de par le Roy à Monsieur l'Archevesque de Sens, que Mercredi dernier passé M. Nicole de Veires Secrétaire du Roy nostre Sire, Archidiacre de Sens, dit audit Siegneur en son chasteil du Bois de Vincennes, que pour cause de certains debats & procès meus ou esperez à mouvoir en Cour d'Eglise, entre iceux Archevesque & Archidiacre; pour raison de leur Jurisdiction Episcopale à Sens, & des dépendances d'icelle, ledit Archevesque avoit eu en grande indignation & déplaisir ledit Archidiacre, & se doutoit qu'il ne luy méfist ou fust méfiaire, sur ce qu'on luy avoit rapporté : requeroit &

supplioit le Roy, qu'il luy pleust mettre en sa especial sauvegarde ledit Archidiacre; & faire defenses audit Archevesque sur quant qu'il se pourroit méfiaire envers le Roy, qu'il ne méfist ne fust méfiaire par luy ou par les siens audit Archidiacre; laquelle chose le Roy luy accorda, & commanda audit Messire Guillaume, qu'il signifiait ladite sauvegarde, & fust ladite defense, & sur les peines dessusdites audit Archevesque, laquelle chose ledit Messire Guillaume fit & dit en Parlement à la personne dudit Archevesque, de par le Roy, & de par sa Cour; & d'abondant prit & mit en la sauvegarde de la Cour ledit Archidiacre.

Arrest contenant les conclusions du Procureur general, qui soutient que quand par censure la Jurisdiction temporelle est troublée, le Roy y peut pourvoir par ses Officiers.

Extrait des Registres de Parlement, du Jendy 26. Janvier 1373.

XXIII. **E**NTRE le Procureur du Roy & Guillaume Daby Sergent du Roy, d'une part : Et M. Guillaume Trenchant Official, & le Promoteur appelle M. Guillaume Sons, d'autre. Les demandeurs proposent les exces & injures commisees en l'impetration de Guillaume, & en l'information sur ce faire, concluent les procès, excommunications & sentences faites & publiées au prejudice de la Jurisdiction temporelle, afin que les defendeurs soient contraincts par la prise de leur temporel, à rappeler & faire appeller à leurs dépens, & à faire absoudre & denoncer pour absous Guillaume, & amendes au Roy & à Guillaume, & à ses dommages, interressés & dépens. Les defendeurs justifient leurs procès comme dûment faits, & par ce concluent qu'ils ne soient mis en procès ou droit, dient que cette cause touche expressément la Jurisdiction de l'Eglise, & dient que Guillaume est excommunié, *pro manifesta offensa* faite & commise à l'Official feant en son siege, où les Sergens & Guillaume alloient à espées traites & boucliers, & si avoit ja esté pris par eux un Clerc & tonsuré, prisonnier élargi en la Cour de l'Archevesque, qui n'estoit ny au present méfain ne à cry de

Haro, si fut ladite prise faite contre la coutume de Normandie, ny l'Official ne autre de autre de par luy n'avalla pas le chaperon au Sergent, ne en verité il ne fut pas desiré, & de ces choses a procès en la Cour d'Eglise, & témoins produits, ce que Guillaume n'a voulu attendre, mais a appellé à l'Official. Les demandeurs dient que le Bailly souffamment enformé de la requesle & violence faite à ses Sergens, & que le chaperon de l'un avoit esté rompu, commanda raisonnablement que eux qui avoient fait la violence fussent pris, & a dont on ne peut dire *offensa manifesta* en luy, & comme pour estre qu'il ait faite, il n'ait peu à ce point ny autrement obtenir absolution *ad cautelam*, il en a appellé. Or est notoirement clair pour le Roy & par plusieurs Arrests jugés, que quand par censure d'Eglise, la jurisdiction temporelle est perturbée, le Roy y peut pourvoir par sa jurisdiction temporelle à ses Officiers, si apert que les demandeurs sont à recevoir, & non les defendeurs, à proposer la fin de non recevoir. La Cour verra les lettres, informations, copie du Bref : & tout considéré, fera droit aux conclusions dessusdites, & sera avisé si la cause du Bref fera vuidee pardeça ou non.

Arrest sur un differend entre l'Archevesque de Sens, & les Doyen & Chapitre de Paris, touchant le pouvoir dudit Archevesque.

Extrait des Registres de Parlement du Venderdy 15. Juin 1379.

XXIV. **E**NTRE les Doyen & Chapitre de Paris, d'une part : & l'Archevesque de Sens, d'autre part : sur le contenu en la complainte dessus de Chapitre, en cas de fausine & de nouvelet que conchoient tout perinent à dommages, interressés & dépens. L'Archevesque dit que les causes doivent estre ventuées & demenees devant ceus, à qui la jurisdiction en appartient. Or dit que le cas dont ledits de Chapitre se font solus est por spirituel, & si n'a l'Archevesque point fait d'empeschement de fait, mais qu'une citation, & aussi en ont appellé à Cour de Rome ceus de Chapitre, si apert que la complainte dessus de Chapitre n'est point recevable, & allegue plusieurs Arrests à son entencion se elle estoit recevable, conclut que ledits de Chapitre ne fassent à recevoir, & se ils faisoient à recevoir, conclu tout perinent à dépens.

Et pour venir à ses conclusions dit, que ledits de Chapitre de droit commun, sont sujets de l'Archevesque en cas d'appel, se ils n'ont privilege sur ce, & est droit de souveraineté qui n'est point prescriptible selon raison eglise; dit qu'il est possession & fausine par luy & ses predecesseurs Archevesques de Sens, d'avoir sur ledits de Chapitre, viutation, procuracion,

pargacion & correction, & de ce fut pièce pronomeié une sentence par un Cardinal messagier du S. Siege de Rome. Dit l'Archevesque, que le Pape Clement VI. quand il fut Archevesque, & Messire Guillaume de Meleun dernier Archevesque ont visné en l'Eglise de Paris, & si est en possession de faire denoncer le excommunié, & ainsi fut fait de M. Nicole de la Bere & de M. Guillaume Ferret, &c.

Ceux de Chapitre repliquent, dient qu'en cas possesseur, la cognoissance du cas spirituel appartient à la Cour temporelle, & ainsi en a l'en usé de tout temps en la Cour de ceans, & alleguent le Arrest de Laon & de Chalons, &c. Dient que de droit commun, l'Archevesque n'a rien *in diocesi suffraganeorum*, fors entant que coustume li en donne, & suppose que il soit fondé de droit commun, ceus de Chapitre sont à recevoir à proposer fausine contraire au droit commun de l'Archevesque & ne s'excusait pas, ceus de Chapitre sont exempts de l'Evesque de Paris, *exz* sujets de l'Archevesque, car ils sont exempts par privilege, & en ont fausine & possession comme dit cil : vray est que quand l'Evesque est negligent de faire justice à ses sujets, *in causa negligentia de viobus jurisdictio ad metropolitani*, & que si l'Archevesque

a aucune fois exercé justice en leur Eglise ou en leur Cloître, ce a esté *cum licentia Decani & Capituli*. Dient que ce n'est pas *jus superiarius*, car il n'a lieu fors en l'Empereur, ou au Pape, ou en la personne du Roy nostre Sire, qui ont *cognoscent superiorem*. & ne pourroit aucun prescrire *contra jus superiorem*, ainsi parle la loy *compositis*. Dient que l'Archevesque ne fait à recevoir à soy ayde de la sentence du Cardinal s'il ne non recevoir, puisqu'il n'en fait prompte soy, &c. & ne visita oncques le Pape Clement VI. ne ses predecessors ny successeurs, & quand aucuns Archevesques s'en font vouloir efforcer, on leur a contrainct, & on a esté plusieurs fois leurs lettres jetées au puis du Cloître qui est devant la barre, & n'ont point exercé de justice en leur Eglise, ne en leur Cloître, &c. Quant à la visitation, dient encore que le Pape Clement quand il estoit Archevesque, vint à l'Eglise de Paris, & demanda à voir la table du grand Autel, on luy monstra, depuis demanda où l'on mettoit le *Corpus Domini*, on luy monstra, & quand ceux du Chapitre veirent qu'il vouloit proceder trop avant, ils di-

rent qu'ils ne luy monstreroient plus rien, & qu'ils n'alloient point ses sujets.

Et pource que ceux du Chapitre n'ont voula aboudre M. Jean le Clerc, l'Archevesque les a ciez, dont ils sont appellans, concluent que la Cour retegne la cognoissance de cette cause, que leur complainte soit recevable, & fassent à recevoir, & autrement comme dessus.

L'Archevesque duplique & dit, qu'il n'a ayde point de la sentence du Cardinal afin de non recevoir, & à la fin qu'il s'en ayde, il en montrera tant qu'il soulera à leur intencion, conclut *ut supra*.

Dit a esté, parties oyees, que la Cour retient la cognoissance de cette cause & au Conseil, à sçavoir si la complainte est recevable, & se les compleignans sont à recevoir ou non, & à ceste fin verra la complainte des compleignans, & tout ce dont les parties se voudront ayder, & considerera leurs raisons, & se la complainte est recevable, & les compleignans sont à recevoir, les parties sont contraires, se seront leurs faits, & l'enquête faite & rapportée, la Cour fera droit.

Arrest donné aux grands jours de Troyes, contre les exactions des Curez de ladite ville.

Extrait des Registres des grands jours de Troyes, du 12. Octobre 1409:

XXV. **K** AROLUS Dei gratia Francorum Rex universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod Curia nostra Parliamenti ad requestum Coleti Richer & Guillelmi Bertrandi notarii, parochialis S. Jacobi in Monasterio B. Marie ad moniales Trecenti, extrahi fecit à registris Curie magnorum dierum Trecenti. penes Curiam Parliamenti existentibus, quoddam arrestum hunc tenorem continens.

Cum Procurator noster generalis pro nobis, & dilecti nostri Burgenses, ac habitans, ville nostre Trecenti, dilectis & fidelibus gentibus nostris dies nostrus Trecenti, tenentibus dudum exposuisset, quod licet ipsi Burgenses & habitantes nobis immediate subjeti ac libere persone, necnon boni & veri Catholici semper fuissent & essent, ac jura ac deberia, seu debita Ecclesiarum directuras exsolvisset competentem, quodque juxta sanctam scripturam, & sacros Canones aliquas finantia seu argenteam vel aurum, primum, aut remuneratio aliqua pro administratione Sacramentorum Ecclesiasticorum, inhumatione defunctorum, largitione donorum, & gratiarum Spiritus sancti exigi non deberet nec extorqueri, quoniam gratis accepta sunt ipsa dona & gratis dari debent: nihilominus aliquam personam dictorum habitantium prefate ville Trecenti, & suburbiorum ejusdem, caput hospicii facientem, ab hoc seculo migrare contigerat, & contingebat, postea quod persona ipsa testamentum suum debite condidisset, & id quod eidem placebat, & bonum videbatur secundum ejus facultatem, Curato suo legasset: Curati seu Rectores aut Firmarii sanctorum Joannis, Remigii, Jacobi, Nicerii, & Dionysii, ac aliarum dictarum villarum, & suburbiorum ipsius parochiarum Ecclesiarum, & eorum quilibet in sua parochia, pretextu ejusdem exactionis, quam mortuarium appellabant

& appellans, aut pro pallio quod quondam eadem defunctis mortuorum supponebatur, tantum de bonis ejusmodi persone decedentis quantum sibi placebat, & placebat, exactionem predictam ad ipsorum & eorumlibet ipsorum voluntatem arbitrando & taxando capere, exigere & habere volebant & habebant; & taliter circa hanc se gesserant & gerebant quod ipsos Curatos seu eorum Firmarios plus de bonis decedentium, quam eorum propriis & legitimis heredes, vel nos, ex illis scilicet quorum successio ad nos ob defectum heredis vel alius spectabat, contingat & contingebat reportare.

Et ulterius quamvis dicti habitantes, non solum prefati Curati vel Firmarii, Ecclesias parochiales predictas sublineant ac reparent, seu reparari faciant, quando aderat necessitas: iidem tamen Curati seu Firmarii dum aliqui eorumdem habitantium sepulcrum suum seu tumbas in eisdem Ecclesiis, aut ipsorum altera eligerent aut eligebant, postea quod antecessores eligentium hujusmodi sepulcras seu tumbas in eisdem Ecclesiis haberent, subitas quas sepultura ipsa eligeretur, pro eadem sepultura seu inhumatione in Ecclesiis predictis faciendam, summam quinque vel sex Francorum, aut amplius ad eorum arbitrium eregerant, aut exigebant, terram ipsarum Ecclesiarum contra jus vendendo.

Et quod importabilis videbatur, sicut dicti Curati aut Firmarii luminare & legitima competentia à dictis decedentibus seu defunctis habuissent: heredes tamen, seu causam habentes ab eisdem defunctis, & quolibet eorum ad offerendum post exequias dictorum defunctorum per triginta dies continuos, ac etiam postmodum ad annum completum quolibet die Lunæ, aut altera die cuiuslibet septimane: panem, vinum, & alias oblationes, quamvis dicti

defuncti hoc minimè ordinasset fieri, compellere, aut ipso heredes, executoresque vel eorum habentes eorumdem defunctorum, propter hoc ad certas magnas pecuniarum summas componere.

Necon pro infantibus seu parvulis quinque vel sex annorum adhuc in potestate eorum patris & matris, aut alterius ipsorum existentibus, similes exactiones aut saltem alias indecenas & importabiles facere satagerent aut satagebant, parvos eam prædictos capita hospitiorum facere & reputare in iustis emendo.

Et si dicti decedentes adeo pauperes existerent, quod ipsi unde dictis Curatis vel Firmariis de his quæ voluntati (ut præfertur) petebant & habere volebant, fuisse possit minimè relinquerent: dicti Curati aut Firmarii corpora seu cadavera decedentium seu defunctorum huiusmodi in domibus suis dimittebant iacentia & inhumata, quousque aliquam personam idoneam per eos petitis respondentem habuissent, ac parentes, amicos, & vicinos dictorum decedentium; adeo quilibet necessitabant, quod ipsi pro præmissis talliare & ad hoc contribuere oportebat.

Et insuper cum aliquem dictorum habitantium virum, vel mulierem in villa vel extra, aut in alia parochia quam illa in qua morabantur, maritare contingebat, supradicti Curati seu Rectores vel Firmarii, certam magnam pecuniam tantum foris maritium, aut aliam servitutem ab huiusmodi se maritante pro fiducialibus suis, proclamationeque bannorum, & sponsalibus, & lecti benedictione ac vespertorum cantatione, necnon ab omnibus dictis habitantibus, & quolibet eorum, administratione aliorum Sacramentorum Ecclesiasticorum, Baptismi videlicet, purificationem mulierum, delationis Eucharistie in domibus infirmorum, & administrationis eiusdem ac Extreme unctionis, & confessionis Testamentorum, diversas alias excessivas pecuniarum summas capere, levare, & extorquere ad ipsorum & Curatorum seu Firmariorum voluntatem nisi fuerant se nitentur, supradictisque habitantes, & eorum singulos occasione præmissorum, & indebitè dicti Curati seu Firmarii in diversis processibus coram certis Iudicibus Ecclesiasticis multimodè gravando, & opprimendo in noltri ac eorumdem habitantium præiudicium & gravamen, ut memorati exponentes dicebant, remedium super hoc nobis seu præfatis gentibus noltri instantèr postulando.

Quocirca eadem gentes noltri, visa requesta dictorum exponentum propterea potestè, certam informationem de & super præmissis, eorumque circumstantiis & dependentiis fieri, & culpabiles in Curia dictorum dictam ordinari, ac eisdem quatenus à dictis exactionibus cessarent, ex parte noltri, & sub certis magnis penis nobis applicandis inhereri ordinasset, certis Literis super hoc eisdem exponentibus concedendo. Quorum virtute Litterarum certus Servius noltri, informatione præcedente, Johannem le Berriat sancti Johannis, Johannem de Chimpigni beati Remigii, Johannem Freperii sancti Jacobi, Thomam de Brevis sancti Nicetii, & Stephanum Rotari beati Dionysii Ecclesiarum parochialium prædictarum Curatos, necnon in quantum opus esset, Nicolaum Didot & Petrum Ogeni Presbyteros, dictarum Ecclesiarum sanctorum Johannis & Remigii Firmarios, in dicta Curia noltri,

ad certam diem tunc venturam adjuvassent, respondentibus eisdem exponentibus super præmissis, & facturos ulterius quod esset rationis.

In qua quidem Curia constitutis dictis exponentibus actoribus ex una parte, & præfatis Curatis defensoribus ex altera; cum pro parte dictorum actorum fuissent plures rationes & facta præposita ad finem seu fines quod dictæ exactiones & interceptæ per dictos defensores factæ, corruptelæ & abusus dicerentur & declararentur, dictique defensores & eorum quilibet, per captionem, detentionem, & explectionem suarum temporalitatum, ac omnibus aliis viis & modis rationabilibus quibus melius fieri posset, ad revocandum & annullandum dictas exactiones & interceptas, & quolibet ipsarum, & ad cessandum de cetero ab eisdem, necnon ad cessandum à citationibus & processibus propter hoc factis & inchoatis, dictisque processibus cessare, annullare & revocare faciendum, suis sumptibus & expensis, ac etiam ad reddendum & restituendum omne id quod per ipsos defensores, aut eorum prædecessores à quibus causam habebant ex præmissis vel dependentibus ex eisdem, damnabiliter exactum existeret seu levatum, illis à quibus exacta fuerant, aut suis heredibus, vel ad hoc ponendum in manu noltri pro ordinando super hoc, prout Iustitia edocetur; pro præmissis exactionibus, & interceptis dicti defensores in emendis quilibet decem mille librarum Turcon. erga nos, & erga Burgenfes dictos & habitantes in eisdem, & etiam propter abusus per eosdem defensores contra inhibitiones ipsas super hoc factas, post inchoationem præfati processus commissi, quibet dictorum defensorum in summa decem marcarum argenti, aut aliis talibus emendis, prout discretioni dictæ noltri Curie videretur, dictis Burgenfibus & habitantibus Trecentibus adjudicandis, priusquam nobis satisfactio facta fuerit, condemnarentur & compellerentur; dictique actores, non autem præfati defensores ad sua præposita admitterentur: quodque dicta Curia noltri de huiusmodi causa cognosceret, ac curam & cognitionem teneret, necnon in causa ditionis status dicti actoribus adjudicaretur, aut talis provisio super his fieret eisdem, prout ratio suaderet: & insuper præfati defensores in expensis dictorum Burgenfium & habitantium condemnarentur.

Dictis defensoribus in contrarium plures rationes & facta proponenibus ad finem quod dicti actores ad sua præposita minimè admitterentur, ipsos causa vel actione in sua conclusiones & demandas faciendi, non habere diceretur, & causam vel actionem haberent, ipsi defensores ab impetitionibus & demandis dictorum actorum absolventur, ac in causa ditionis iidem defensores illarum seu provisionem haberent, & dicti Burgenfes & habitantes in eorum defensor. expensis condemnarentur, ad hæc concludendo. Et demum dictis partibus in omnibus quæ circa præmissa dicere & proponere voluerant auditis; præfata Curia eisdem partes de ipsarum aut eorum procuratorum consensu, ad tradendum seu ponendum penes ipsam Curiam rationes suas, & facta in senpiti per modum memorie, utrumque earum nullis & literis quibus se juvare vellent, ac in Arresto apponasset. Vixit igitur per dictam noltri Curiam habitasset per modum memorie, cum cæteris literis propter

hoc ipsi Curie traditis causæ hujusmodi loco præfati Johannis de Champigni ipso processu pendente ab hac luce substracti, per Etardum de Vaillo Presbyterum, dictæ Ecclesiæ sancti Remigii Curatum, ac loco prædicti Stephanum Romari Presbyterumque dictam Curiam sancti Dionysii causis permutationis aut aliis extiterit affectus sicut tenent: resumptis consideratis insuper, & attentis diligenter omnibus circa hæc attendendis & considerandis, & quæ dictam Curiam nostram in hac parte movere poterant & debebant, per Arrestum ejusdem Curie nostræ dictum fuit:

Quod ipsa Curia de causâ hujusmodi cognoscet, dictaque partes non posuerit neque possint sine factis expediri, ac erant & sunt ad omnes fines contrarie; faciant idcirco facta sua super quibus requirunt veritas, & in quæstia facta, ac dictæ Curie dierum, seu Parlamenti nostri Curie reportata, pro qua quidem in quæstia faciendâ & reportandâ habebit præfationem, qui eam voluerit & poterit habere, sicut jus paribus antedictis. Respectu verò provisionis supra petite, per Arrestum dictum fuit, quod supradicti

Curati vel eorum Firmarii, aut Capellani eorum, quilibet prout ad eum pertinerit, parochiis suis prædictis, & eorum cuilibet dum opus assuerit, Sacramenta supradicta, & quodlibet eorum administrare tenebuntur, absque hoc quod ante administrationem hujusmodi aliquid à dictis parochiis suis exigere vel petere possint: sed post eandem administrationem supradicti Curati vel Firmarii, aut Capellani sui ipsa administratione id quod de ratione decebit petere poterunt & habere, hæc præfate durante, seu quousque aliud super hoc per dictam Curiam dierum, vel Parlamenti fuerit ordinatum. Pronunciatum die duodecima Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo nono. In eujus extractis testimonium nostrum præfationibus Litteris jussimus apponi sigillum. Datum quod ad hujusmodi extractum Parisius in Parlamento nostro die sexta Martii, anno Domini millesimo quadringentesimo decimo quinto, & Regni nostri tricesimo quarto. Extractum à regillis magnorum dierum Trecent. penes Curiam Parlamenti existent. *Sic signatum, CHENETEAU.*

Transaction en consequence de l'Arrest precedent, par laquelle sont reglez les droits que les Curez doivent avoir dans la ville de Troyes, en l'administration des Sacrements, & autres fonctions de leurs charges. 1409.

XXVI. **C**OMME plaist & procès soit mené en la Cour des grands jours à Troyes, & pendant en la Cour de Parlement, entre les Bourgeois & habitants de Troyes, & le Procureur general du Roy nostre Sire, demandeurs, & les Curez des Eglises & Paroisses de saint Jean, saint Remy, saint Nicier, saint Jacques & saint Denis à Troyes, defendeurs; Pour raison des Sacrements de l'Eglise & des mortuaires, dont ledits Curez avoient levé & exigé desdits Bourgeois & habitants plusieurs grandes sommes de deniers; dont ils queroient estre restitués, & avoir sur ce regle & ordonnance pour le temps advenir: En laquelle cause ledites parties ayent esté appointées en faits contraires, & en enqueste; finalement ledites parties pour eschever procès & despens, avoir & nourrir paix & amour ensemble, & mesme ment ledits habitants ausdits Curez leurs Peres espirituels, ont triché de & sur ledits discours & débats en presence, & par le moyen de Reverend Pere en Dieu Monsieur Estienne de Gevry Evêque de Troyes, Maître Thomas Dommanche son Official, de noble homme Simon de Bourmont, Evesquey, Bailly de Troyes, & sont d'accord ensemble se il plaist au Roy nostre Sire, ou à la Cour de Parlement, en la maniere que ey-après s'en suit.

Et premiers, pour le Sacrement de Baptisme aucune chose ne sera payé ausdits Curez, leurs Chapelains ou Clercs sinon en pardon pour ceux qui faire le voudront, & ce que bon leur semblera de leur franchise voulant sans aucune contrainte.

Item, ledits Curez ou leurs Chapelains, ou Clercs n'auront aucun salaire ou profit d'aucunes fiançailles ou d'unes Espousailles, l'espouse payera treize deniers tournois au Prestre qui l'espousera sans autre chose, posé qu'il soit es-

pousé hors de l'Eglise, & à autres Messes que les Messes ordinaires de l'Eglise où il sera demourant, & ne pourront ou devront ledits Curez refuser de dire & celebrer Messe parient pour faire ledites Espousailles, ne aussi pour les relevailles d'aucunes femmes de nouvel relevées de gelines d'enfant à quelque heure deux que ce soit, pourveu que si ce estoit à autres heures que ausdits Messes ordonnées, l'espouse ou femme gisent ensemble tenus de payer deux sols six deniers tournois pour ladite Messe se ils la faisoient dire, & pour la benediction du lit & dire les Vespres en l'ostel d'une espousée ledits Curez ne liveront ou auront que treize deniers tournois, ou autre somme au dessous desdits treize deniers tournois: Et pour la lettre des bans posé qu'il y ait opposition, & aussi pour la lettre de confirmation ou autre lettre de ceux qui se marieront en autre Paroisse que celle où ils seroient demourans, ledits Curez ou leurs Clercs auront deux sols tournois, sans payer au Clercs de l'Eglise ne à autre aucune autre somme ou redevance, pour raison des choses dessusdites ou d'aucunes d'iceles.

Item, ledits Curez ou Chapelains seront tenus de aller visiter ledits habitants leurs paroissiens en leurs maladies, les confesser & leur administrer leurs Sacrements toutesfoies que requis en seront parmy leur payant pour le Sacrement de la derreniere Onction huit deniers tournois, & non autre chose ne pour autre cause se il ne plaist ausdits habitants.

Item, ledits Curez, Chapelains & Clercs auront des testamens que ils auront receus, passez, escripts & mis en forme: Du plus grand cinq sols tournois: Du moyen trois sols quatre deniers tournois, & d'un codicile deux sols six deniers tournois ou au dessous comme dessus, sans ce qu'ils en puissent ou doivent plus demander ou avoir.

Item, quant aux faits des mortuaires, droit de paille, enterremens, obseques, trentez annuels, & funeraillies, quand aucune personne chief d'hostel d'icelles habitans ira de vie à trespassement, lesdits Curez ne pourront ou devront empêcher ne refuser de envoyer le Prestre, la Croix, l'eau benoiste en l'hostel où ils seront trespassés, ne contredire de sonner pour iceux trespassés, ne ausin de les mettre en terre à toutes heures du jour és lieux où ils auront élu leurs sepultures, pourveu que ils ne soient en sentence d'excommunication; & que les Marguilliers soient contenez de ceux qu'ils voudront estre mis dedans le corps d'une Eglise; Pour raison desquelles choses lesdits Curez, leurs Chapelains & Clercs ne auront ou devront lever ou exiger d'aucuns d'icelles habitans chiefs d'hostel, autre chose que ce qu'il leur aura ordonné & laissé en son testament; & ou cas qu'il ne leur auroient pour ladite cause fait aucun lays, lesdits Curez, Chapelains & Clercs auront pour le droit de paille & mortuaire, enterrement, obseques & funeraillies du plus riche d'icelles habitans cinquante sols tournois: du moyen trente sols tournois: de celui de commun estat quinze sols tournois: des maindres cinq sols tournois & non autre chose; & neant des mandians & pauvres personnes: & des autres personnes qui ne seroient chief d'hostel, soit enfans, orfells ou autres des clercs, varlets, chambelliers & autres personnes, lesdits Curez, Chapelains & Clercs auront cinq sols tournois, des personnes agiez, & non plus le par testament ne leur auroient plus laissé; & de ceux qui ne seroient en aage, deux sols six deniers tournois ou autre somme au dessous: & de la difficulté d'icelles effrais sera ou jugement des Gens & Officiers du Roy, ou dudit Monseigneur l'Evesque, appellez ad ce les Marrigiers des Eglises où les personnes seroient trespassés.

Item, lesdits Curez ne pourront ou devront contraindre aucuns d'icelles habitans, de faire ne à eux payer luminaire pour enterrement, obseques trentez ou annuels, autre que ce que ils auront ordonné par leurs testamens; & le ordonné ne l'avoient, autre luminaire que tel que il plairoit ausdits habitans executeurs & ayans cause des defunts.

Item, se il advient que aucun d'icelles habitans ait sur son corps, draps, linges, farges, couvertures ou autres paremens, quant on les portera en terre esdites Eglises ou Cimetieres, lesdits Curez ne pourront ou devront retenir, ne pour raison de ce enlever, composer, avoir ou exiger aucune chose, se par testament ne leur estoit donné ou laissé, excepté seulement les draps, linges, lesquels leur demourront se avoir les veulent, des personnes qui seroient sepulturees ou corps d'icelles Eglises.

Item, que lesdits Curez ne pourront ou devront contraindre aucuns d'icelles habitans de faire obseques, trentez ou annuels, ne à leur offrir pain, vin, chandelles durant ne pour lesdits trentez ou annuels, ou autrement se les defunts ne l'avoient par testament ordonné de faire, ou quel cas les executeurs d'icelles testamens ou autres à qui il competeroit seroient tenus de le faire selon l'ordonnance du defunt, sinon tou-

tes-voyes ou dit office de morts, le jour ou le lendemain que le trespassé sera sepulture, ce que lesdits habitans seront tenus de faire faire dont lesdits Curez ne pourront par contrainte avoir que cinq sols tournois pour tout, se le defunt ne l'avoit autrement plus grandement ordonné.

Item, & s'il advient que aucun d'icelles habitans elise sa sepulture, ou que ses executeurs parens ou autres le veulent faire ou qui doivent estre sepulturez en autre Parroisse ou Eglise que celle où il sera demourant & trespassé, faire le pourront, & en l'Eglise où il sera mis, & faire au Ministres d'icelle tel don, lays, obseques, luminaire ou autre profit, avoir & porter ses pailles, farges, draps, ou autres paremens que ledit defunt aura ordonné, ou qui semblera à ses executeurs ou ayans cause, sans ce que lesdits Curez sous qui ils auront esté trespassés ou seroient demourans, en puissent avoir aucun prouffit quelconque, sinon tel que le trespassé aura ordonné: & se aucune chose n'en avoit en especial ordonné, lesdits Curez en pourront prendre & avoir pareillement que dessus est dit des habitans qui auroient esté trespassés, & qui seroient sepulturez en leurs Parroisses.

Item, ne pourront ou devront lesdits Curez ou Chapelains contraindre lesdits habitans à faire Confrairies ne services, ne à leur bailler ou porter en leurs Eglises cierges, ou offrir ou faire offerandes de pain, vin, argent ou cire, mais en seront à leur pure & liberal voulanté: Et ou cas que ils porteront torches ou les gros cierges ordonnez pour lesdites Confrairies esdites Eglises, ou que aucunes personnes portassent torches à l'honneur d'un corps autre que pour le luminaire, les Curez, Chapelains ou Clercs ne les pourront ou devront recevoir, ne en composer, avoir ou demander aucun droit pour ladite cause.

Item, pour causes d'icelles sepultures, luminaires, mortuaires, obseques, funeraillies, enterremens, trentez, annuels ou autres choses devant dites, lesdits Curez ne devront faire convenir lesdits habitans, ne aucun d'eux sinon pour le defaut de la paye seulement huit jours après le fait, dont question seroit.

Item, seront tenus lesdits Curez, Chapelains & Clercs de faire & de servir lesdites Eglises, bien & solemnellement en la maniere, & que accoustumé a esté ou temps passé sans aucun defaut.

Et toutes ces choses lesdits habitans ou la plus grand & saine partie d'iceux, & aussi Messire Jehan de Bernard Curé de Saint Jehan de Troyes, Messire Herart de Vitel Curé de saint Remy, Messire Thomas de Beaulx Curé de saint Nicier, Messire Jean Freprier Curé de saint Jacques, & Messire Pierre le Royer Curé de S. Denis, & plusieurs autres Curez de l'Evesché de Troyes, ont promis pour eux & leurs successeurs, & seront tenus de faire enteriner & accomplir à tousjoursmais sans aucune difficulté ou defaut; & ad ce veulent & contentent estre condamnez par Arrest de la Cour de Parlement, en eux departant parmy ce d'icelle Cour dudit procès, sans aucuns delpens ou amande d'une partie ne d'autre.

Cet accord ou transaction fut homologuée aux grands jours de Troyes le 12. Octobre .1409. des registres desquels elle a esté extraite.

Quod

Quod Curia Parlamenti provident reparationibus Ecclesiarum & edificiorum ad eas pertinentium. 1414.

XXVII. KAROLUS Dei gratia Francorum Rex, dilectis & fidelibus Consiliariis nostris gentibus Parlamentum nostrum tenentibus, salutem & benedictionem. Ad nostræ Regiæ Majestatis præsentiam accedens hodie Procurator noster generalis feriose nobis fludivit explicare, qualiter consuegentibus, ut frequenter assolet, vacationibus beneficiorum Ecclesiasticorum, tam Archiepiscopatus, Episcopatus, Præpositurarum, Archidiaconatus, Ecclesiarum parochialium, & aliorum beneficiorum Regni nostri, personarum quibus de beneficiis ejusmodi providetur, à prædecessorum suorum hæredibus, executoribus, aut causam habentibus pecuniarum summas, ad quas ratione reparationum fiendarum in castis, domibus, ædificiis, & aliis locis dictorum beneficiorum teneantur, sibi solvi diligenter procurare non possunt; sed eas dum receperint, in usus antedictos convertere, sicut & jure tenentur, adeo negligentiam & defectum magna pars dictorum castorum, ædificiorum, domorum, & aliorum locorum in ruinam & desolationem hæcenus collapsa sunt, & quedam eorum omnino diruti, deserta, vastata funditus & destructa, in dictarum Ecclesiarum, quarum prosectores sumus & fundatores, permaximum detrimentum: supplicantes Procuratore nostro memoratus ut super his dignaretur de congruo remedio providere.

Quapropter nos præmissa in mente nostrâ debita consideratione pensatis, desolationibus dictorum ædificiorum & aliorum locorum, volentes, ut teneantur, posse tenus cedere, vobis quos indefessis studiis vigilare, & ad omnia quæ dictarum Ecclesiarum, imò totius Reipublicæ Regni nostri commodum & utilitatem respiciunt, sollicitos semper esse novimus, districtè præcipiendo mandamus, quantum possumus, expressius injungentes quatenus super præmissis circumstantiis & dependentiis eorundem, habita prius inter vos deliberatione diligenti, quam citius commodè fieri poterit providere studeritis; ordinationes, prohibitiones, præcepta, vel edicta, cum minarum & penarum adjectionibus faciendos & statuendos, factaque & statuta sine dilatione solemniter publicari & promulgari, inviolabiliterque teneri & inflectere faciendo & jubendo, sicut prudenti vestris visum fuerit expedire: contraditores & inflectores si qui fuerint puniendo aut punire faciendo, taliter quod ceteris cedere debeat in exemplum. Quoniam ita fieri de nostra certa scientia decrevimus & decernimus per præsentem, non obstantibus quibuscunque literis aliis per nos in contrarium concessis foris vel concedendis in posterum. Datum Parisiis 29. die Januarii, anno Domini 1414. & Regni nostri 35. *Signatus, Per Regem, M. DE LA TAILLAGE.* Lecta, publicata, & registrata 14. Februarii, anno Domini 1414. *BAYE.*

Regist. Ordinationes antiques, A. fol. 123.

V. Carot. de Gestis in lib. Regalium Franciæ, cap. 5. lib. 2.

Ratification faite par le Roy des bulles du Pape Martin V. touchant la provision & collation des benefices.

XXVIII. KAROLUS Dei gratia Francorum Rex, Universis præsentem Litterarum inspecturis salutem. Inter curas & sollicitudines nostri Regni ad ea libenter intendimus per quæ tranquillitati & paci subditorum nostrorum, & præsertim Ecclesiasticarum personarum salubriter consulatur. Sanè cum sicut accepimus inter phares Ecclesiasticas personas regni & Delinatus nostrorum durantis certis ordinationibus tempore indicæ recordationis carissimi domini & genitoris nostri editis plures lites & discordiæ sint exortæ, ac in futurum permixtis suboriri spectarentur super collationibus & provisionibus beneficiorum aliquibus ordinariarum, aliis verò Apostolicis provisionibus & collationibus inintertextis. Quibus liquidem litibus & discordiis obviare expientes missis sæpius ad nostrum præsentiam per sanctissimum Patrem nostrum Marinum factofanctæ Romanæ, ac universalis Ecclesiæ summum Pontificem super hoc materia pluribus Nunciis Apostolicis, ac etiam nostri ex parte eidem sanctissimo Patri Ambasciatoribus nostris pro eadem materia iteratis vicibus destinatis, tandem Ambasciatores nostros sollemnes apud eundem sanctissimum Patrem transmissimus, qui audita per eosdem dicti sanctissimi Patris nostri

præsentia post multos tractatus super hoc habitos pro præterito tempore certas literas Apostolicas sub data 12. Kal. Septembris, Pontificatus sui anno 9. pro futuro verò tempore quasdam constitutiones pro concordia præmissorum receperant.

Notum igitur facimus quod nos vixi Apostolicæ literis & constitutionibus antedictis propriis literis & constitutionibus, ac in eisdem contenta, in quantum ad nos spectat grata & rata habentes, volumus quod eisdem literis Apostolicæ dictis constitutionibus & aliis reservationibus secularis pro præterito tempore, constitutionibus verò & reservationibus à die susceptionis ipsarum per præfatos Ambasciatores nostros duntaxat, videlicet à die 22. Augusti anno Dom. 1426. in nostris regno & Delinatu locum habeant, suumque & plenum ut præmittitur fortiter effectum secundum eorumdem formam & tenorem, præmissis per dictum sanctissimum patrem nostrum similiter observatis.

Quæ quidem Apostolicas literas & constitutiones in regibus dictæ nostræ Parlamenti Curie transferri & registrari, ac in eadem Curia nostra, aliisque locis insignibus dictorum regni & Delinatus nostrorum publicari & observari volumus;

Aa

& ordinamus, proviso quod per præmissa nul-
lum novum jus dicto sanctissimo Patri seu Ro-
manæ Curie in præjudicium libertatum Eccle-
siæ Regni & Dilectarum nostrarum quomodolibet
acquiratur.

Quocirca tenore præsentium mandamus dioc-
esis & fidelibus consiliariis nostris gentibus Parla-
mentum nostrum Picaviis atque Baccarenensis-
bus, & quæ futura nostra teneant Parla-
menta, necnon universis & singulis Senescallis, Bal-
livis, ceterisque Justiciariis & Officiariis nostris
& eorum loca tenentibus, ac ipsorum consilii-
bus, quatenus ipsas constitutiones, & litteras ac con-
tenta in eisdem servant, ac etiam per subditos
nostros in judicio & extrâ modo prædicto servari
faciant. Quoniam sic fieri volumus & jubemus
pariter & ordinamus per præfatos, bres, pro-
cellas, & arellas atque fidentias, mulctas, por-
tas, bannimenta, ac omnia inde secuta in quan-

tum præmissis sic concordatis possent aliquatenus
obviare, penitus remittendo, extinguendo, cas-
sando & annullando, quos & quæ harum serie
remissimus & extinguiamus, cassamus & pro nul-
lis haberi volumus. Decernimus insuper quod
transcripto præsentium sub sigillo Regio confecto
santa fides adhibeatur, quanta his originalibus
litteris, aliis constitutionibus, statutis & ordina-
tionibus ac litteris contrariis non obstantibus qui-
buscumque. In cujus rei testimonium sigillum
nostrum litteris præfatis duabus apponen-
dum. Datum in oppido nostro Magduni supra
Euras patriæ nostræ Bituræ 24. de Novem-
bris prædicto anno Domini 1426. & regni no-
stri 5. Per Regem in suo magno consilio,
FRANÇOY. A tergo lecta, & publicata, Picavi-
is in Parlamento Regis 24. de mensis Januarii
anno Domini 1426. de expresso mandato Regis.
B. L. O. T.

Extraict des Registres Picaviis, fol. 84.

Lettres par lesquelles le Roy Louis XI. après avoir permis par Lettres patentes à l'Evesque de Luçon, & aux Religieux de ladite Eglise, de se pourvoir pardevant le Pape pour les seculariser, il approuve & ratifie le changement de regularité en secularité fait par le Pape.

XXIX. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France, sçavoir faisons à tous presens & advenir, nous avoir receu l'humble supplication de nostre amé & feal Conseiller l'Evesque de Luçon, & de nos chiers & bien-amez, les Doyen, Archidoyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise dudit lieu de Luçon, contenant que depuis certain temps en çà, nous leur avons octroyé nos autres Lettres patentes en forme de Chartres, scellées en lacs de soye & cire vert, par lesquelles & pour les causes contenues en icelles, leur avons accordé qu'ils puissent faire telle poursuite & diligence que bon leur sembleroit envers nostre dit S. Pere le Pape, à ce qu'il luy pleust moût & convertir ladite Eglise qui est de fondation Royale, & les Religieux Prieur & Chapitre, & membres d'iceux, de regularité en secularité, & faire & creer en ladite Eglise ou lieu desdits Religieux, Prieur & Chapitre & membres, Doyen, Archidoyen & autres dignitez, & honneurs, ainsi qu'il y a en plusieurs autres Eglises de nostre Royaume, lesquels supplians se font à cette cause depuis traits devers nostre dit S. Pere, le quel par sa grande & meure deliberation de conseil a fait ladite mutation de ladite Eglise & desdits Religieux, Prieur, Convent & Chapitre, & membres d'icelle, de regularité en secularité, & sur ce leur a octroyé les lettres en forme deus, sur lesquelles les procès & autres choses à ce requises ont esté bien & doctement faites, & ont esté mises à execution deus, pour laquelle cause lesdits supplians nous ont humblement fait supplier & requierir qu'il nous plaist en ensuivant le dit octroy ainsi par nous à eux fait, par nosdites autres Lettres avoir agreable ladite mutation faite par nostre dit S. Pere, comme dit est, de ladite Eglise, & des

Religieux, Prieur, Chapitre & membres d'icelle, de regularité en secularité, & icelle loier, ratifier, approuver & confirmer, ensemble les executions faites sur icelles bulles, & sur ce leur impartir nostre grace.

Pourquoy nous les choses dessusdites considerées, mesmement les causes qui nous mevent à leur octroyer nosdites autres Lettres, dont sommes bien recois, ladite mutation & convertissement ainsi fait par nostre dit saint Pere le Pape de ladite Eglise & desdits Religieux, Prieur, Chapitre & membres d'icelle, de regularité en secularité, & aussi lesdites executions desdites bulles, avons eues & avons agreables, & icelles en tant que à nous est, avons loüées, ratifiées, approuvées & confirmées, loüans, raisons, approuvons & confirmons de grace speciale, plene puissance & autorité Royale par ces presentes: Par lesquelles donnons en mandement aux Seneschal de Poitou, & Conservateur des privileges Royaux de l'Université de Poitiers, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, presens & advenir, & à chacun d'eux, si comme à luy appar- tiendra, que de nostre presente grace, ratification, approbation & confirmation, ils fassent, souffrent & laissent lesdits supplians & leurs suc- cesseurs en ladite Eglise ou temps advenir à tous- jours perpetuellement jouir & oser pleinement & paisiblement sans leur faire, meure ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun des- tourbier, ou empeschement au contraire: Car ainsi, &c. Et afin que ce soit, &c. sauf en autres choses, &c. Donné à Beaugé au mois de May l'an de grace mil quatre cens soixante-neuf, & de nostre regne le huitième. Ainsi signé, Par le Roy, BODRAC. Vifs.

*Lettres Patentes du Roy, par lesquelles est enjoint aux Prelats de son Royaume
se tenir prêts pour aller & comparoir au Concile à Lyon, ou autre lieu,
le 8. Janvier 1475.*

XXX. LOUIS par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feaux Confeillers les gens de nostre Cour de Parlement à Paris, salut & dilection. Comme au dernier Concile de l'Eglise universelle, qui fut tenu en la ville de Constance en Allemagne, auquel furent convoquez & assemblez plusieurs grands Princes & Prelats, gens d'Eglise, & autres nobles personnes de diverses nations de la Chrestienté, lequel fut confirmé par nostre saint Pere le Pape, qui lors estoit, & le College des Cardinaux, eust esté entre autres choses expressément dit, ordonné & accordé, que toutes & quemeslois que nous voudrions & verrions estre expedient, pourrions demander & requierir de faire Concile, & assembler l'Eglise universelle de cinq ans en cinq ans, que nostre S. Pere le Pape & le College des Cardinaux soient tenus le consentir, & les Princes, Seigneurs, & gens d'Eglise de la Chrestienté, y obeyr & comparoir.

Et pource qu'il y a ja long temps qu'aucun Concile ne fut tenu, & que nous avons esté advertis, que les infideles s'efforcent de tout leur pouvoir d'invalider & destruire la Chrestienté, abolir & mettre à néant la Foy Chrestienne; & aussi qu'au prejudice de nostre Mere sainte Eglise, se faisoient & nient sus plusieurs schismes, & se font & commettent de grandes simonies, fautes, & abus, ausquels est besoin mettre & donner provision, pour le bien & entretenement de la Foy: ce qui ne se pourroit bonnement faire sans l'assemblée de l'Eglise universelle. Pour laquelle cause avons voulu & intention de requierir en bref nostre saint Pere, d'ordonner & établir ledit Concile, au moins de le consentir, ainsi qu'il est tenu de faire. Parquoy nous sera besoin convoquer & appeller les Ar-

chevesques, Evêques, Abbés, Prelats, & autres notables Clercs de nostre Royaume, pour assister audit Concile: lesquels s'ils n'estoient advertis de nostre vouloir & intention sur ce, se pourroient absenter, ou eux excuser de non y aller, qui seroit au tres grand prejudice de l'Eglise Gallicane, & retardement dudit Concile.

Pourquoy nous voulons de ce les advertir, en prenant sur ce avis & deliberation avec plusieurs des Seigneurs de nostre sang & lignage, Prelats & gens de nostre Conseil, vous mandons & commandons par ces presentes, que les choses dessusdites vous fassiez publier, & à l'aveoir en nostre dite Cour, ainsi que verrez estre à faire. & qu'il est accoustumé en tels cas & en maniere qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance: en enjoignant de par nous susdits Archevesques, Evêques, Abbés, Prelats, & autres tenans dignitez d'Eglise en nostre dit Royaume, qu'ils s'appressent & se tiennent prêts & appareillent pour aller & comparoir audit Concile en nostre ville de Lyon, ou autre lieu de place où il sera ordonné, toutes & quantes fois que signifié & mandé leur sera, en maniere que pour leur faute ou negligence la maniere ne tombe en rupture: Car ainsi nous plaist-il, & voulons estre fait. Donné au Palais du Parc les Tours, le huitième jour de Janvier l'an de grace 1475. & de nostre Règne le quinzième. *Sic signatum*, & par le Roy en son Conseil, auquel estoit l'Archevesque de Lyon, les sieurs de Beauvieu, de Montagu, d'Argenton, du Bouchage, Maître Jean Bourré Tresorier, & autres presens, DE CHAUMONT.

Et est scriptum, Lella, publica, & registrata. Parisius in Parlamento 25. Januarii 1475. Sic signum, BEUVART.

Aux Ordonnances de Louis XL page 11.
V les Additions de Montrelet page 186. a.

*Lettres patentes, par lesquelles le Roy de son autorité établit des Religieuses
en un Monastere, au lieu d'autres qui y estoient de divers ordre & habit.*

1479.

XXXI. LOUIS par la grace de Dieu Roy de France, sçavoir faisons à tous presens & à venir, que comme nous avons esté advertis que la maison & Monastere des Beguines, assés près les Celestins à Paris, lequel fut anciennement fondé par nos predecesseurs Roys de France, son par faute d'estre habité & entretenu en reparations, tourne en grand decadence, & veu qu'il n'y habite de present qu'une seule Religieuse, pourroit venir à totale ruine, si par nous n'en estoit autrement disposé, & soit ainsi que nous avons esté advertis que se nostre plaisir estoit ordonner & établir ladite maison & Monastere pour les filles & femmes, qui ont prin & voudront prendre la tierce Ordre,

penitence & observance de Monsieur S. François, icelle maison & Monastere pourroit estre dedans bref temps habité, & se viendroient illec rendre & retraire plusieurs filles & femmes de plusieurs pays, tant de nos villes de Paris, Vernon, Caën, que d'autres lieux de nostre Royaume, & par ce moyen pourroit icelle maison & Monastere estre facilement réparé, restauré & entretenu, & le divin service illec célébré & continué à la louange de Dieu nostre Createur, & de sa tres-glorieuse Mere, & de toute la Court celestielle, & au salut des âmes de noz predecesseurs.

Pourquoy nous ces choses considérées, considerans sur toutes choses la restauration &

entretènement des maisons & Monasteres de nostre Royaume, & la continuation & entretènement & augmentation dudit divin service, ladite maison & Monastere assis près lesdits Celestins appelé les Beguines, avons pour ces causes & autres à ce nous mouvans, ordonné & establi, ordonnons & establissons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Roiale par ces presentes, pour lesdites filles & femmes qui ont pris & voudront prendre ladite tierce Ordre, penitence & observance de Monfrigneur saint François, & qui se viendront illec rendre & retraire tant de nosdites villes de Paris, Vernon, & Caen, que d'autres villes & lieux de nostre dit Royaume, pour l'avoir, tenir & posséder, & y faire continuer & celebrer ledit divin service, dorenavant perpetuellement par lesdites filles & femmes, & leurs successeurs en iceluy, tout ainsi & selon les conditions que sont tenu le temps passé lesdites Beguines, dont comme dit est, il fut anciennement fondé; & avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons par cesdites presentes, que ladite maison & Monastere puisse jamais estre mis hors de leurs mains, en quelque maniere que ce soit: pourveu toutefois que nostre amé & feal Conseiller l'Evesque de Paris, ladite Religieuse qui y est de present, & autres auxquels il appartient & touche, le consentent à ce, & que ladite Religieuse demorera en ladite mai-

son sa vie durant si bon luy semble.

Si donnons en mandement par ces presentes, à nos amez & feux Conseillers les gens de nostre Cour de Parlement, & de nos Comptes, au Prevost de Paris, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans presens & à venir, & à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que de nos presentes ceslon & contray, ordonnance & establisement il fissent, fissent, & fissent lesdites filles & femmes & leursdits successeurs jouyr & user paisiblement & perpetuellement, sans leur faire ne souffrir estre fait aucun deslourbier, ou empeschement au contraire, en leur delivrant ou faisant delivrer ladite maison & Monastere, & les en mettant ou faisant mettre reurement & de fait en possession & paisine. Car ainsi nous plaist-il estre fait, nonobstant quelconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires, & aîn que ce soit chose ferme & estable à toujours, nous avons fait mettre nostre seal à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en touchant. Donné à Monseigneur les Tours au mois de Mars l'an de grace 1471. & de nostre regne le xi. *Sic signat. supra placuit.* Par le Roy, le sire de Montagu, le Blanc, M. Ambrois de Cambray, & autres presens, L. TOUSTAIN, *Vica: Et est scriptum: Ledit & publicata 6. die Martii 1479. ac registrata Parisius in Parlamento 7. Septembris 1482.*

Am 1. vol. des Ordonnances de Louis XI. fol. 306.

Arrest par lequel deux Evesques sont condamnez de bailler Vicariat à trois Conseillers de la Cour, pour faire le procès à un Abbé.

Extraict des Registres de Parlement du 6. May 1485:

XXXII. **S**UR les requestes baillées à la Cour, l'une par l'Abbé de sainte Coslombe, prisonnier parmy cette ville de Paris, par laquelle il requeroit provision de sa personne, & estre retenu par Procureur, d'une part: & les autres par l'Archevesque de Sens, & Evesque de Paris, par lesquelles ils requeroient au chacun d'eux, que iceluy Abbé leur fust rendu, & baillé comme leur justiciable, pour luy faire son procès touchant les cas & crimes dont on le vouloit charger, & proceder en oultre à la condamnation ou absolution, ainsi qu'il appartiendroit par raison. Veu par la Cour lesdites requestes, les lettres d'exemption mises pardevers ladite Cour par ledit Abbé, & ouy sur ce le Procureur

general du Roy: & tout considéré: Il sera dit, que lesdits Archevesque de Sens, & Evesque de Paris, & au chacun d'eux bailleront Vicariat adressant à Maistres Jean de Concelles, Guillaume Colant, & Simon Hennequin Conseillers ceans, pour faire le procès dudit Abbé, & proceder en oultre ainsi qu'il appartiendra par raison; & ce sans prejudice de ladite exemption prétendue par ledit Abbé: & qu'à ce faire & bailler iceux Archevesque & Evesque seront contrains par la prinse de leur temporel, & partoutes autres voyes deues & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & pardevant lesquels Vicaires iceluy Abbé pourra requerre provision de sa personne.

Plaintes des Gens du Roy, sur ce que les Curez differoient d'inhumer ceux qui n'avoient le moyen de fournir aux frais de leur sepulture, & ceux desquels on n'exhiboit les testamens.

Extraict des Registres de Parlement, du Samedi vingt-unième Juin 1505.

XXXIII. **C**'E jour Maistre Jacques Olivier Advocat du Roy en ladite Cour, a remontré à la Cour, qu'il est venu à sa connoissance qu'en la paroisse saint Germain de l'Auxerrois de Paris, estoit decedé une femme

de bien, laquelle les Vicaires dudit S. Germain avoient désiré inhumer, jusques à ce qu'on leur eust monstré & exhibé le testament de ladite defuncte, & que les autres Vicaires des Eglises parochiales de cette ville estoient coutumiers d'ainsi

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXV. 97

d'aussi faire, & retarder les sepultures des trepassés, jufques à ce qu'on leur eût montré & exhibé les testamens des defunts : & memes quand une pource personne va à trocés, qui n'a dequoy payer ce que ledits Curex demandent pour ladite sepulture, ils ne la veulent inhumer, mais font quetter pour le defunt jufques à la somme qu'ils demandent, qui est un abus scandaleux.

Et pour ce a requis que l'on mande les Vicaires & officiers principaux de l'Evesque de Paris, pource que ledits Vicaires & Curex s'excoient, & disent que s'ils faisoient autrement, ils seroient

citez d'office : & defenes leur soient faites, & publiées par toutes les paroisses, de n'empescher d'orenavant ou retarder la sepulture de leurs paroissiens qui seront decedez Catholiques, sous couleur de l'exhibition de leurs testamens, & aussi par suite de payer ce qu'ils pretendent pour les droits de sepulture, meismes aux pauvres qui n'ont dequoy payer.

Surquoy la Cour a ordonné, que les Vicaires & autres principaux officiers de l'Evesque de Paris, & aussi les Vicaires de Saint Germain, seroient mandez venir pardevers elle.

Arrest de la Cour contre aucuns Chanoines de l'Eglise de Paris, pour des rebellions faites par eux à l'execution d'un Arrest de la Cour.

Du Samedi 6. jour de Septembre. 1505.

XXXIV. **E**NTER l'Archevesque de Sens, A. & aussi demandeur en cas d'excoet, de rebellions, & desobeysances, & le Procureur du Roy adjoint avec luy, d'une part : & les Doyen, Chanoines, & Chapitre de Paris, Maître Jean l'Huillier Doyen de ladite Eglise, Thomas Bricot Chanoine & Penitencier d'icelle, Martin du Bellay, Jean Emery, Jean Allegrain, Guillaume le Coudurier Chanoines, & Jean Gallon habitué d'icelle Eglise, defendeurs d'autre. Veu par la Cour les plaidoyez faits entre lesdits parties les vingt-un & vingt-deuxieme Aoust derniers passez, lesdits Arrests, les confessions desdits l'Huillier, Bricot, du Bellay, Emery, & Allegrain, faites tant en ladite Cour de ceans, que pardevant aucuns des Présidens de ceans à ce commis, & les confrontations faites à iceux, par lesquelles confessions lesdits demandeur & adjoint ont prins droict ; la requête verbale faite en ladite Cour le 22. jour d'Aoust, par Maître Jean l'Enfant Conseiller en icelle Cour, & Chanoine de ladite Eglise, par laquelle il requiert, veu qu'il avoit esté prest d'obeyer assidits Arrests, d'estre tenu pour obeyssant : le desaveu baillé par lesdits de Chapitre de deux deliberations capitulaires, l'une du 23. May, & l'autre du 4. Juin derniers passez : les conclusions desdits demandeur & adjoint, prises à l'encontre desdits de Chapitre, l'Huillier, Bricot, du Bellay, Emery, & Allegrain. Et après ce que ledit Procureur general a réservé prendre conclusions contre lesdits Coudurier & Gallon, les réponses desdits de Chapitre, & diminutions desdits l'Huillier, Bricot, du Bellay, Emery & Allegrain ; baillées par eulx par eux : & tout veu ce qui faisoit à considerer.

Il sera dit, que lesdits Arrests seront excoez selon leur forme & teneur, en ce qu'ils restent à excoer, appelez lesdits de Chapitre. Au parachevement de laquelle execution, outre les nommez assidits Arrests, seront presens, & y assisteront esdits Bricot, du Bellay, Emery, & Allegrain : & en ensuivant certain autre Arrest ja sur ce donné, sera le temporel desdits de Chapitre mis, si fait u'a esté, en la main du Roy, jufques à ce que lesdits Arrests soient emment excoez : & pour les rebellions, de-

sobeysances, irreverences, & insolences commises par lesdits Bricot, du Bellay, Emery, & Allegrain ; à l'encontre desdits Arrests ja commences à excoer, ladite Cour les a condamnées & condanne, c'est à sçavoir ledit Bricot en deux cens livres parisis d'amende, moitié envers le Roy, & moitié envers partie, & l'a privé & prive ladite Cour de son temporel de la Prebende de Paris jufques à deux ans, quipour ledit temps sera appliqué au Roy ; & luy a defendu & defend ladite Cour l'entrée de Chapitre, & congregations capitulaires d'iceluy, jufques à Pasques prochain venant, sur peine d'amende de l'ordonnance de ladite Cour : lesdits du Bellay & Allegrain chacun en quatre cens livres parisis d'amende, trois cens livres un chacun d'eux envers le Roy, & cent livres envers partie : ledit Allegrain en cinq cens livres parisis, quatre cens livres envers le Roy, & cent livres envers partie : a privé & prive ladite Cour lesdits du Bellay, Emery, & Allegrain, du temporel de leurs Prebendes de ladite Eglise de Paris, jufques à trois ans prochains venans, ce qui pareillement sera appliqué audit Seigneur ; & leur a defendu & defend ladite Cour l'entrée du Chapitre, & congregations capitulaires d'iceluy, jufques audit temps de trois ans, sur peine d'amende à la discretion de la Cour : & outre a privé & prive ladite Cour lesdits Emery & Allegrain de l'effet de la nomination & election faites de leurs personnes à l'Office de Conseiller en icelle Cour : & si a condamnée & condanne ladite Cour lesdits Bricot, du Bellay, Emery, & Allegrain, à tenir prison jufques à plein payement, & satisfaction des sommes desdites : & sera la partie premierement payée que le Roy & les dépens respectivement, entant que à eut touche & peut toucher envers ledit Archevesque de Sens demandeur : & a réservé & reserve ladite Cour à faire droict assidits parties, touchant les conclusions prinies par lesdits demandeur & adjoint, à l'encontre desdits de Chapitre & l'Huillier Doyen, jufques après l'excoet d'iceux Arrests, autre temps qu'elle verra bon estre : & semblablement à l'encontre desdits Coudurier & Gallon, ainsi qu'elle verra estre à faire, contre lesquels Coudurier & Gallon sera procédé comme il appartient, & contre iceux pourra prendre les conclusions ledit

B b

Procureur general du Roy, & ledits Gallois & Coudurier bailler diminutions à telles fins qu'ils voudront, les dépens enant qu'à eux touche, & ce qui reste à faire droit reservee en diffinitive : & au surplus, a ordonné & ordonne ladite Cour, que ledites deliberations capitulaires, desd'voies par ledits de Chapitre, seront rayées au registre dudit Chapitre present l'executeur desdits Arrefts, & mis en telle d'iceux, que ainsi a esté ordonné par ladite Cour, après ledit delibere, & signé du Greffier d'icelle Cour, & par le Scribe dudit Chapitre de Paris : & sur

ce que ledit Archevesque demandeur a requis, que ledits de Chapitre soient tenus de luy miltre & bailler orchemens & luminaires, & autres choses necessaires à celebrer, assiter & chanter quand il celebrera en ladite Eglise, en esquivant ledits Arrefts, ladite Cour a ordonné & ordonne, qu'il le pourra requérir pardevant l'executeur d'iceux Arrefts, qui parties ouyes y pourvoira, ou en fera son rapport à ladite Cour, ou aux Presidents d'icelle le Parlement vaquant, pour en ordonner comme de raison.

Arrest de la Cour, par lequel une dispense de la regle de infirmis resignantibus, octroyée par le Legat, est receut au prejudice des graduez nommez en leurs mois. 22. Mars 1509.

XXXIV. **L**A Cour, la Grande & tierce Chambre des Enquestes avec certains Conseillers de la petite Chambre assemblees, sur la difficulté qui s'est offerte au procès,ellant fur le Bureau en ladite grande Chambre. Entre M. Florent Parmentier demandeur & complainant, pour raison de la Cure de S. Medard de grand Ru, diocese de Noyon, d'une part: & M. Raoul Tabary Docteur en Theologie, & Louis le Clerc defendeurs & opposans, d'autre part. A sçavoir, si le Legat ayoit puissance de dispenser des regles de Chancellerie Apostolique par nostre S. Pere le Pape, peut dispenser

sur la regle *in infirmitate constitutus*, &c. quand vacation des benefices echiet es mois affectez aux graduez simples ou graduez nommez.

Arresté que ledit Legat peut dispenser de ladite regle eldits mois : & que s'il advient que les resignans decedent en iceux mois dedans vingt jours après les resignations admises, les provisions faites sur telles resignations par ledit Legat, portans dispense de ladite Regle, seront censées bonnes & valables, & ne seront ledits benefices reputes vacquer par mort. Conclu le Vendredy 22. Mars 1509. avant Pasques.

Deux Arrefts contre l'Evesque de Troyes, par lesquels il est condanné de bailler certaines lettres & placets, pour faire questes dans son diocese.

Du Lundy 26. Novembre 1515:

XXXV. **E**NTE Frere Jean de Laffic Commandeur de S. Antoine les Troyes, demandeur & requerant l'execution de certain Arrest prononcé le 25. jour de May dernier, à l'encontre de l'Evesque, Doyen & Chapitre de Troyes, & eo ce faisant, qu'ils soient condannés & contrains luy bailler une fois en l'an, lettres de licence ou placet en la forme plus à plein par luy declarée en son advertissement, ou e tout le moins, que ledits de Chapitre luy baillent ledites lettres de placet par attache aux lettres & placet dudit Evesque, en bonne forme & raisonnable que ledite Cour advisera, pour par luy faire faire les questes par personnes idoines, & porter ou faire porter les reliques dudit S. Antoine, ou representation d'icelles par les ville & diocese de Troyes, & publier les privileges & indulgences, en montrant par ledit demandeur ou ses commis ausdits Evesque, Doyen & Chapitre la premiere fois, les bulles originales, ou le double d'icelles deüement collationné, & que au refus de ce ledits defendeurs soient contrains par prise de leur temporel, ou autres voyes & raisonnables, selon ledits Arrefts & privileges, & afin de dépens, dommages & interets, d'une part : & ledits Evesque, Doyen & Chapitre de Troyes, defendeurs. Veü, &c. Il sera dit avant proceder,

les productions desdites parties leur seront communiquées.

Vendredy premier Fevrier 1515.

ENTE e Frere Jean de Laffic Commandeur de S. Antoine les Troyes, demandeur & requerant l'execution de certain Arrest prononcé le 25. de May dernier, & ce faisant, que l'Evesque, Doyen & Chapitre dudit Troyes, fussent condannés, &c. & ledits Evesque, Doyen & Chapitre de Troyes, defendeurs d'autre. Veü, &c.

Il sera dit, que nonobstant la fin de nos proceder par ledit Evesque proposée, ledits Evesque, Doyen & Chapitre de Troyes seront tenus bailler & delivrer à iceluy de Laffic ou ses commis lettres de placet, & les pourront bailler par diverses lettres, & les bailleront en forme comme conforme à droit canon. Et si ledit de Laffic vouloit pretendre les avoir en plus ample forme au moyen de quelques privileges & indulgences, & ledits Evesque, Doyen & Chapitre estoient refusans de la bailler, ledit de Laffic aura son recours sur ce à juges Ecclesiastiques competans en ensuivant ledit Arrest, & ne pourront ledits Evesque, Doyen & Chapitre prendre pour raison d'iceux placets, plus

grande somme que un florin d'or par chacun : c'est à sçavoir, ledit Eveque la moitié dudit florin, & lesdits Doyen & Chapitre l'autre moitié, & on seront tenus iceluy de Lathie ou les commis nommer en Chapitre ceux, par lesquels ils voudront publier leurs privilèges & indulgences, neanmoins y commettront iceux de Lathie ou les commis personnes idoines, reli-

gieuses ou Ecclesiastiques : & au surplus en ensuivant ledit Arrest, iceluy de Lathie ou les commis, en demandant la premiere fois ausdits Eveque, Doyen & Chapitre dudit Troyes lettres de placet, seront tenus de monstrer ausdits Eveque, Doyen & Chapitre leurs privilèges, ou le double d'iceux dûement collationné aux originaux.

Arrest sur la requeste du Concile de Sens à la Cour, pour la condamnation d'aucuns Livres.

Du Samedi vingt-deuxième Mars 1525.

XXXVI. CE jour le Concile de la Province de Sens congregé en cette ville de Paris, a fait remontrer à la Cour, que plusieurs avoit esté faite audit Concile de deux libelles imprimés naguères, & que on expose publiquement en vente tant en ce Palais, que parmy ladite ville, intitulés, *Le premier, Contra Papisticas leges sacerdotibus prohibentis matrimonium Apologia Paphia Cambergensis, qui super suis Ecclesiis consensu uxorem duxit.* Et le second, *De subditi & vasaio, autem Andrea Carlsbadia*, qui ont esté trouvez par ledit Concile scandaleux, mauvais pernicieux, non seulement pour l'estat de l'Eglise tant des Eveques que Prestres, imò de toute la Religion Chrestienne; & à cette cause ledit Concile avoit decreté censures d'excommunication contre les Imprimeurs & vendans ledits libelles : mais parce qu'il se pourra trouver que plusieurs ne craindront pour ledites censures, & qu'ils craindront plus la punition de la Jurisdiction temporelle, supplie ledit Concile à ladite Cour, qu'il luy plaist proceder contre ledits Imprimeurs & vendans desdits libelles, *per multas* telles qu'elle verra estre à faire, & faire defenses sur grosses peines, ne plus imprimer, exposer en vente, n'acheter ledits libelles, attenda

meinement que jà par Arrest de la Cour a esté ordonné desdites estre faites ne imprimer ne exposer en vente autres libelles ne traitiez concernant la sainte Escripture & Religion Chrestienne, jusques à ce qu'ils eussent esté visitez par les deputes de la Faculté de Theologie, ce qui n'a esté fait esdits deux libelles.

Surquoy la matiere mise en deliberation, LA COUR a ordonné & ordonne, que desdites seront faites par cry public, & à son de trompe, à tous Imprimeurs & autres personnes quelconques, de ne imprimer, ne exposer en vente, ne aussi acheter ledits libelles, sur peine d'amande arbitraire. Et enjoint fur ladite peine à toutes personnes de quelque condition qu'elles soient, de mettre ledits libelles si aucuns en ont pardevers le Greffe de la Cour de ceans, incontinent & sans delay : & aussi enjoint aux Prevost de Paris, Bailly du Palais & leurs Lieutenans chacun en sa Jurisdiction, de mettre à execution cette presente ordonnance, & de eux informer de ceux qui ont apporté en cette ville, & fait imprimer & vendre ledits libelles, pour l'information faite & rapportée pardevers la Cour, y estre procedé ainsi qu'il appartiendra par raison.

La Cour prend cognoissance de la censure des livres de Theologie.

Extraict des Registres de Parlement, du Mardy treizième jour de May 1523.

XXXVII. SUR ce que pour raison de certains livres & traitiez prins en la possession de Louin de Berquin, par Jacques de Mailly Huissier en ladite Cour, à la requeste du Procureur general du Roy, ceux de la Faculté de Theologie en l'Université de Paris, ont requis ledits livres & traitiez leur estre montrés, & que ledit de Berquin pour ce mandé a dit, qu'il ne veut empêcher que ceux de ladite Faculté ne les voyent, mais il a requis qu'il soit present pour les lire, & donner entendre à quelle fin tout a esté fait, à ce que par suite d'autre bien advertis, on ne puisse

establiir ce qu'il a fait, ou y adjouster ou varier. La Cour a ordonné & ordonne, qu'en la presence de M. André Verjus, & Jean Verrier Conseillers en icelle, ledits livres & traitiez serunt monstrés ausdits de la Faculté ou deputés d'icelle, present ledit de Berquin, lequel les pourra lire, & donner à entendre comment il entend ce qu'il a fait, & ce fin ledits livres & traitiez par luy cottes ne varieront si bon luy semble, demeureront es mains de ceux, que la Faculté deputera pour les voir & visiter, & après faire leur rapport à la Cour de ce qu'ils y auront trouvé.

Arrest par lequel est ordonné que l'Evesque d'Angers nommera un Vicaire qui résidera dans Angers.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 17. Mars 1524.

XXXVIII. **S**UR la requeste baillée à la Cour par les Doyen & Chapitre de l'Eglise d'Angers le 16. jour de ce mois, par laquelle ils requeroient que l'Archevesque de Lyon Evesque dudit Angers fust tenu nommer un Vicaire ordinairement resident en la ville d'Angers, auquel il fust tenu bailler semblable Vicariat irrevocable que à Frere Jean Rouault Evesque de Roanne, son Suffragant au Diocese d'Angers, jà par luy nommé, attendu que ledit Suffragant est ordinairement absent de la ville, occupé par ledit Diocese pour les visitations, collations des Ordres, reconciliations des Eglises, & autres cas qui journallement occurrent audit Diocese, & que ledits deux Vicariats fussent mis au Greffe de ladite Cour, pour par iceux supplians en avoir copie collationnée aux originaux par le Greffier d'icelle, & que desleins

fussent faites audit Evesque ne revocquer iceux Vicaires sans cause raisonnable. Veu par la Cour ladite requeste, & ouys sur ce Maîtres Leon Boulard, & François Regnaud, Procureurs desdites parties, pour ce mandez : & tout considéré :

La Cour a ordonné & ordonne, que ledit Archevesque de Lyon Evesque d'Angers, nommera dedans trois jours un Vicaire avec ledit Rouault, auquel il sera tenu bailler semblable Vicariat qu'audit Rouault, pour par luy en jouir & user en l'absence dudit Rouault, & résider en la ville d'Angers; lesquels Vicariats ledit Evesque fera tenu mettre pardevant le Greffe de ladite Cour, pour par iceux Doyen & Chapitre en avoir copie si bon leur semble, & ne pourra iceluy Evesque d'Angers revocquer ledits Vicaires, sans en avvertir la Cour.

L'Evesque de Sainct Malo comme Abbé de Cormery condamné à servir sa semaine en l'Eglise sainct Martin de Tours, comme Chanoine hebdomadier.

Extrait des Registres de Parlement, du 24. Mars 1524.

XXXIX. **E**NTRE les Doyen Tresorier & Chapitre de l'Eglise sainct Martin de Tours, demandeurs & requerrans que l'Arrest par eux obtenu le 16. jour de Septembre 1514. à l'encontre de Fr. René Dupuy lors Abbé de Cormery, fust déclaré exécutoire à l'encontre de Meistre Denis Briçonnet Evesque de S. Malo, & Abbé commendataire de l'Abbaye de Cormery, & eu ce faisant iceluy Briçonnet fust condamné & contraint à faire le service divin en personne en sa semaine en ladite Eglise sainct Martin, comme Chanoine hebdomadier, s'il n'avait excusation raisonnable, laquelle il fust tenu motifier audit Chapitre sous son scel, ou autre authentique selon le contenu audit Arrest, & s'en des despens, d'une part : & ledit Meistre Denis Briçonnet defendeur, disant ne vouloir empêcher ledit Arrest estre exécutoire contre luy, & y vouloir obeyr : mais quant à ce que ledits demandeurs requeroient qu'il fust condamné à faire le service divin en personne en sa semaine en ladite Eglise, comme les autres hebdomadiers, que ce n'estoit raison, attendu sa qualité ou dignité Episcopale, offrant néanmoins envoyer audit demandeurs sceul exécutoire pour son temps, causée sur ladite dignité Episcopale par chacun an, & aussi faire faire le service en ladite hebdomade à jour à ce requis, par personnes capables selon les statuts & ordonnances de ladite Eglise, si trouver pouvoit qui faire le voulsussent, & en deslins de ce

effroit de bailler ou bailler telle somme d'argent qu'on a accoustumé faire en ladite Eglise, & s'en des despens, d'autre. Veu par la Cour ledit Arrest, les adversitemens desdites parties, & tout ce qu'elles ont mis & produit pardevant certains Commissaires sur ce commis par ladite Cour, avec l'appointement d'ouyr droit contenant les offres dudit defendeur : ouy le rapport desdits Commissaires : & tout considéré :

Il sera dit que ladite Cour a déclaré & déclare ledit Arrest exécutoire à l'encontre dudit defendeur Abbé commendataire de ladite Abbaye de Cormery, & en ce faisant qu'il sera tenu faire le service divin en ladite Eglise en personne, en sa semaine comme Chanoine hebdomadier d'icelle, sinon quand il sera en son diocese de sainct Malo, auquel cas pour excusation raisonnable sera signifier audit demandeurs qu'il est audit diocese, & quant il sera absent dudit diocese, sera tenu en personne faire ledit service divin en ladite Eglise sainct Martin, en ladite semaine, comme Chanoine hebdomadier d'icelle, estant empêchement raisonnable, autre qu'à cause de ladite dignité Episcopale, lequel il fera signifier audit demandeurs, & en ce cas pourra faire faire le divin service en ladite semaine par aucuns des dignes, Prevost, ou Chanoine d'icelle Eglise, selon la qualité des jours & solennitez, le tout selon & en ensuyvant ledit Arrest, & sans despens de cette instance.

Arrest

Arrest de la Cour, donné entre la Faculté de Theologie de Paris,
& quelques Docteurs en icelle concernant quelques propositions.

Extraict des Registres de Parlement, du Mercredy 7. Septembre 1524.

XL. ENTRE les Doyen, Maistres & Docteurs de la Faculté de Theologie en l'Université de Paris, demandeurs & requerrans l'enfernement de certaine requesle, & M. Noël Beda, M. & Docteur en ladite Faculté, appellant comme d'abus de l'Official de Paris d'une part, & M. Pierre Caroli aussi M. & Docteur en ladite Faculté de Theologie, & pretendu appellant comme d'abus desdits Doyen & Docteurs d'icelle Faculté, & defendeur à l'enfernement de ladite requesle, & aussi intimé d'autre. Veu par la Cour le plaidoyé fait en icelle les jours d'hier & d'uy entre les parties, & ouys les Procureur general du Roy, & Eveque de Paris, & tout considéré :

La Cour a mis & met ledites appellations au neant, & renvoie les parties pardevant ceux de ladite Faculté de Theologie, *rejudis suspens*, avec lesquels assisteront trois des Conseillers de ladite Cour en la presence desquels ou de deux d'iceux sera interrogé ledit Caroli, pour confesser ou nier les propositions contre luy proposées, & ce fait sera procédé comme de raison, & sur les nies sera faite information par lesdits Commis de ladite Cour : & outre fait ladite Cour defendes à l'Official de Paris de n'empêcher le Syndic de ladite Faculté de Theologie, & ne le poursuivre pardevant luy pour raison de ladite maniere, ne dependances d'icelle.

L'Evesque de Troyes supplie la Cour de ne le point contraindre de
donner des placets pour faire questes en son Diocese.

Extraict des Registres de Parlement, du Samedi 26. Novembre 1524.

XLI. S'UN la requesle ce jourd'uy verbalement faite par l'Evesque de Troyes à la Cour, à ce qu'il luy pleust ne bailler contre luy aucune contrainte pour bailler aucuns placets pour faire questes en son diocese de Troyes, attendu le grand dommage & desolation qui y sont survenus ceste presente année, à cause de l'inconvenient du feu tant en la ville de Troyes que plusieurs autres lieux dudit diocese, & meismes en plusieurs Hospitiaux,

Eglises, & lieux pitoyables, où est necessairement requis faire aumosnes, tant pour la réparation d'iceux, que nourriture des pauvres.

La Cour a ordonné & ordonne qu'elle ne baillera aucunes provisions pour contraindre ledit Evesque de Troyes à bailler placets pour faire questes en son diocese, mais fustefois icelle les bailler jusques après Quasimodo prochainement venant.

La Cour de Parlement ordonne à tous Monasteres, Eglises & Colleges
de la ville de Paris, de parer les rues devant eux le jour du saint
Sacrement, à peine de saisie de leur temporel. 1524.

Extraict des Registres de Parlement.

XLII. LE 23. May 1524. Pour ce que la Cour a esté advertie que aucuns des Monasteres, Eglises, Hospitiaux & Colleges de ceste ville de Paris ne parent au devant d'eux, ne forment, ne viennent avec leurs ornemens & encensiers au devant du precieus corps nostre Seigneur Jesus-Christ, le jour du saint Sacrement, & scandale à tout le peuple.

A ceste cause ladite Cour a enjoint & enjoint à tous ledits Monasteres, Hospitiaux, Eglises, & Colleges de ceste ville de Paris, exempts & non exempts, seculiers & reguliers de tenir leurs

lieux, pardevant lesquels ledit saint Sacrement doit passer, honorablement perez, de forir & venir devant leurs portes au devant ledit Sacrement, audit jour quand il sera porté, avec leurs ornemens & encensiers, pour faire honneur & adorer ledit S. Sacrement, sur peine de saisie en la main du Roy de tout leur temporel : & enjoint aussi au Prevost de Paris ou son Lieutenant, qu'il fasse publier ces presences à son de trompe par les carrefours de ceste ville de Paris, à ce qu'aucun ne s'en puisse excuser d'ignorance.

Arrest de la Cour touchant le differend qui estoit entre l'Evesque de Meaux, & les Cordeliers pour les predications, & est ordonné que la Clementine Dudum sera observée. 1525.

XLIII. **E**N TANT les Religieux, Gardien & Convent des Freres Mineurs de S. François en la ville de Meaux, appellans de l'oitroy d'une Commission en forme d'une complainte contre eux decernée par le Baillif de Meaux, ou son Lieutenant, exécution d'icelle faite par certain Sergent Royal, & de ce qui s'en est ensuiuy, d'une part : & l'Evesque de Meaux intimé d'autre. Après que Bochart pour ledits appellans, & Foyet pour l'intimé, & Lizet pour le Procureur general du Roy ont esté oüis tant sur l'appel interjeté par ledits appellans, de l'oitroy & exécution de certaine Commission en cas de nouveleté obtenué du Baillif de Meaux ou son Lieutenant, contenant que l'intimé est en possession & faillite, qu'il s'est loisible ausdits appellans faire predication en son diocèse de Meaux, sans son conge & licence, portant

clause en cas d'opposition les defenes tenans.

La Cour a mis & met ladite appellation, & ce dont a esté appelé au neant, sans amende & sans despens, & au surplus a maintenu & gardé, maintient & garde chacune desdites parties respectivement en possession & faillite, selon & en ensuirant le contenu en la Clementine *Dudum de Sepulturis*. Et outre ordonne que toutes & quantesfois quelcuns Evesque de Meaux prêchera en personne, ou sera presché devant luy la mainée, ledits appellans ne pourront ladite mainée faire aucune predication en la ville de Meaux. Et si ledit Evesque precho ou fait prêcher devant luy à l'aprestance, ledits appellans ne pourront faire aucune predication à ladite aprestance. Fait en Parlement le premier jour de Juin 1525.

Arrests de la Cour contre l'Evesque de Meaux qui se soubmet au Jugement de la Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi 19. jour d'Aoust 1525.

XLIV. **C**E jour l'Evesque de Meaux est venu en la Cour de ceant, qui a dit qu'il estoit venu faire la reverence à ladite Cour, & aussi pour la supplier tres humblement qu'il luy plust faire vauder & determiner certain procès pendante entre luy & quelques Religieux de l'Ordre de S. François, & commettre trois ou quatre des Conseillers de ladite Cour, pour informer s'il y a aucuns abus en son Diocèse de Meaux, tant sur le fait de la Foy, que sur certains autres faits par ledits Religieux Mineurs perpetrez, à quoy M. Charles Guillart President luy a dit, que la Cour luy fera justice. Ce fait s'est ledit Evesque retiré.

De Marsy 3. jour d'Octobre 1525. post prandium.

Veu par la Cour les informations faites par ordonnance d'icelle à la requeste du Procureur general du Roy, & des Cordeliers de Meaux, sur certains scandales pretendus avoir esté faits au diocèse de Meaux : les conclusions dudit Procureur general auquel lesdites informations ont esté communiquées, & tout considéré.

La Cour a ordonné & ordonne que Honoré Gambier, Ponce du Chefne, la femme de Pierre Bodart, & autres nommez ausdites informations seront pris & mis au corps, quelque part où apprehendez puissent estre, *etiam in loco sacro*, & amenez prisonniers en la Conciergerie du Palais de ceant, & que M. Nicole du Pré Advocat audit Meaux sera adjourné à comparoir en personne en ladite Cour, pour respondre audit Procureur general du Roy, à telles fins & conclusions qu'il voadra prendre contre luy, & que commandement sera fait à l'Of-

ficial de l'Evesque de Meaux, d'envoyer en ladite Conciergerie Jean de Congy & tous les autres prisonniers qui sont es prisons dudit Evesque de Meaux, detenus pour cas & crime d'heresie, avec leurs charges & informations, pour icelles veuës en estre par la Cour ordonné ainsi que de raison.

Et outre ladite Cour pour aucunes causes à ce la mouvans a ordonné & ordonne que M. Charles Guillart President en ladite Cour, escrira audit Evesque de Meaux qu'il s'en vienne en cette ville de Paris, pour conférer avec luy d'aucunes choses concernans le fait de son diocèse, & que après que ledit Evesque sera venu il sera interrogé par M. Jacques Melinger & André Verjus Conseillers du Roy en ladite Cour, sur les faits contenus esdites informations, lesquelles informations seront mises pardevers les Juges deleguez par le saint Siege Apostolique sur le fait des heresies, qu'on dit pulluler en ce Royaume, pour faire & parfaire le procès de M. Pierre Caroli, & Martial Masurier Docteurs en Theologie, M. Girard Thesorier de l'Eglise de Meaux, & Nicole Maugin Curé de S. Sain-tin, & Frere Jean Prevost Cordelier & Religieux de l'Ordre saint François, & de M. Jacques Fabry aussi nommé esdites informations, lesquels ladite Cour y a renvoyez, & lesquels Juges deleguez auront commission de ladite Cour pour faire prendre au corps ledits Caroli, M. Girard, & Frere Jean Prevost par tout où ils pourront estre apprehendez, *etiam in loco sacro*, & pour faire adjourner ledits Fabry & Maugin à comparoir en personne pardevant eux, & que ladite Cour escrira à Madame Mere du Roy, Regente en France, que son plaisir soit envoyer

un nommé M. Michel pardevers ledits Juges rogeoz, qui ne peuvent bonnement faire ne parfaire le procès d'aucuns accusez de crime d'herésie, sans ce que ledit M. Michel soit ouy & interrogé sur certains faits conteus esdites informations, & à eux confronté.

*Du vingtième Octobre audit an 1525.
post prandium.*

Ce jour l'Evesque de Meaux est venu en la Cour de ceans. qui a dit, qu'il avoit esté d'veni qu'il avoit esté fait quelques informations en son diocèse, à la requeste des gens du Roy, & des Cordeliers de Meaux, & que la Cour vouloit parler à luy, & est venu pour entendre ce qu'il plaira à ladite Cour luy ordonner pour y obeyr; & pource qu'il entend à peu près la matiere, supplie

la Cour luy faire cette grace qu'il soit ouy non seulement en ladite Cour, mais toutes les Chambres assemblée, ou en audience publique, si besoin est, pour respondre à ce que on luy voudra imposer, & se le justifier; & s'il est trouvé atteint des cas dont il est accusé, qu'il soit puny par ladite Cour, que c'est le lieu du monde que plus il desire, & ne demande avoir autres Juges, & supplie la Cour qu'il soit interrogé en pleine Cour, & oon par Commissaires: & après que ledit Evesque de Meaux a esté retiré, la matiere mise en deliberation:

La Cour a ordonné & ordonne que en ensuivant l'Arrest donné le troisième de ce mois, ledit Evesque de Meaux sera interrogé par Jacques Mesnager & André Verjus Conseillers en ladite Cour, pour ledits interrogatoires vus estre procédé en ladite maniere comme de raison.

L'Evesque de Paris admonesté de faire son devoir pour le fait des pauvres, & s'il n'est obey suppliera la Cour d'y pourvoir.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi penultime jour d'Avril 1525.

XLV. CE jour a esté dit à l'Assemblée, qu'il y a une grande quantité de pauvres femmes qui couchent, & leurs enfans, par les rues, qui est une grande pitié, & seroit requis de les faire loger & coucher en l'Hospital saint Gervais, & que les hommes qui couchent audit Hospital allaissent loger & coucher à saint Jacques de l'Hospital à la rue saint Denis, combien qu'audit Hospital ne soient receus que les Pelerins; & fait que l'Evesque de Paris y pourvoye: à quoy Maître Jacques Merlin Curé de la Magdelaine a dit, que si ledit Evesque y cuide mettre ordre, on en appellera comme d'abus, & cependant tout demeu-

ra inexecuté: mais s'il plait à la Cour commettre aucuns personnages pour aller ausdits Hospital, que ledit Evesque leur baillera volontiers Vicarius pour faire ce qu'il devroit faire, & éviter les appellations.

La matiere mise en deliberation, a esté advisé qu'il faut que ledit Evesque fasse ce qu'il doit, attendu que c'est la principale charge, & aille & envoie ausdits Hospitaliers pour faire loger les pauvres par remonstiance, & que peutestre qu'on luy accordera, & fait qu'il fasse son devoir, & où on ne luy voudra obeyr, supplera la Cour d'y pourvoir.

Arrest par lequel est ordonné, qu'aux lettres de non residence que donnera l'Evesque d'Angers, ces mots de *gratia specialis* seront ostez.

Extrait des Registres de Parlement du Vendredi 12. Janvier 1525.

XLVI. ENTRE les Doyen & Chapitre de l'Eglise d'Angers demandeurs & requerrans l'enciernement d'une requeste, & en ce faisant que des Lettres de non residence que l'Evesque d'Angers est tenu bailler ausdits demandeurs, & autres habitez de ladite Eglise, pour les Cures qu'ils ont au diocèse d'Angers, fussent ostez ces mots. *de gratia specialis*, d'une part; & l'Archevesque de Lyon

Evesque d'Angers, defendeur à ladite requeste, d'autre. Veu par la Cour ladite requeste, l'este accordé desdites parties, & tout ce qu'elles ont mis & produit pardevra certain Commissaire commis à parler à elles, ouy son rapport, & tout considéré, il sera dit, que esdites Lettres de non residence, seront ostez ces mots, *de gratia specialis*.

Procession generale arrestée par la Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardi 10. Octobre 1525. mané.

XLVII. LA Cour ordonné & ordonne qu'elle vacquera demain pour aller en Procession generale en forme de Court, partant de la sainte Chapelle à nostre Dame de Paris, où sera portée la vraye Croix, pour illec rendre

graces à Dieu de la santé qu'il a donnée & restituée au Roy, & pour le supplier que son plaisir soit le remettre bien-tôt en bonne santé, & libéré en son Royaume; & a enjoint & enjoint à Guillaume Gaultier Huissier en ladite Cour,

d'aller devers l'Evesque de Paris qui est de present à saint Denis, ainsi que l'ordon, ou ailleurs où il sera, lui dire qu'il s'en vienne en cette ville, pour faire demain le Service & chanter la Messe, & a ordonné & ordonne que où ledit Evesque de Paris seroit malade, & ne pourroit dire la Messe, l'Evesque de Comminges qui est de present en cette ville la dira.

Du Mercredi antérieur jour d'Octobre 1525.

Ce jour la Cour s'est assemblée pour aller en Procession, en suivant la deliberacion du jour d'hier, & sont paris de la sainte Chapelle, & a été portée la vraye Croix en la maniere accoustumée pour aller à nostre Dame, où l'Evesque de Paris a dit la Messe.

La Cour prend connoissance des disputes qui se font en la Faculté de Theologie.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi neuvième Decembre 1525.

XLVIII. CE jour le Procureur general du Roy a dit à ladite Cour, qu'il a esté adverty que les Licenciés & Bacheliers formés en la Faculté de Theologie, en faisant leurs disputations & autres actes publics & lieux de leurs Colleges, ont proposé & proposent plusieurs disputations frivoles & impertinentes à leur Faculté, qui sont & pourroient estre de grand scandale, & qui ne se doivent souffrir ne tolerer, & a lesdites propositions, lesquelles est porté de la puissance du Pape, des Princes & des traites de paix, & s'il est permis à une somme de gouverner une Monarchie, & si le Pape luy peut permettre de conferer les Benefices, & autres choses scandaleuses, veu le temps de present, auquel telles & semblables propositions pourroient estre de plus grande consequence qu'en autre temps.

Requiert qu'il pleust à la Cour ordonner information estre sur ce faite, pour icelle rapportée & veue par la Cour en estre ordonné ainsi qu'il apparra par raison, & neanmoins que inhibitions & defences fussent faites à ladite Faculté de Theologie, de n'user dorénavant de telles disputations & propositions frivoles, & que lesdites defences fussent lées & publiées au premier acte de Theologie qui se fera, afin que aucun de ladite Faculté n'en puisse pretendre cause d'ignorance. La maniere mise en deliberation, la Cour a ordonné & ordonne que le Chancelier de l'Université, & la Faculté de Theologie seront mandez en ladite Cour au premier jour, pour sur ce leur faire aucunes remonstrances.

Du Landy treizième Decembre.

Ce jour le Chancelier de l'Université de Pa-

ris, & la Faculté de Theologie sont venus en la Cour de ceant, auxquels M. Charles Guillard Président en ladite Cour a remontré ce que le Procureur general avoit proposé Samedi dernier, touchant les propositions & disputations qui se font en ladite Faculté, & actes publics, & qu'il a semblé à la Cour qu'on les devoit mander, pource que la maniere se videroit, & y pourvoit on par remonstrances plus aisément que par voye judiciaire, & leur a dit qu'ils fissent que dorénavant telles disputations cessent, & ne se fissent plus, attendu la qualité du temps de present, à quoy M. Capel Doyen de la Faculté de Theologie, a dit qu'il remercioit tres-humblement la Cour des remonstrances qui leur estoient faites, & que au regard desdites propositions, ladite Faculté de Theologie n'en a rien entendu: Et y a deux manieres de disputations, les unes qui se font en disputations generales publiques qui se font en cahiers, lesquels sont montrés au Doyen de ladite Faculté pour les corriger, & à ceux-là il n'y a rien qui ne soit bon, car la Faculté ne l'endureroit; les autres se font en disputations particulieres qui se font en Colleges, tant en Sorbonne que autres, & ne les voit la Faculté, & croit que desdites disputations frivoles; on ne les tient en conclusions principales, mais seulement aux consequences; & que la Faculté donnera tel ordre que dorénavant il ne s'en fera plus, & que les conclusions tant generales que particulieres seront veues, & dira-t-on au Président, que s'il voit en disputant qu'il y ait chose qui tire à scandale, qu'il impose incontinent silence aux disputans. Ce fait ledit Chancelier & ladite Faculté de Theologie se sont retirez.

Arrest de la Cour contre les exactions des Officiers de l'Evesque d'Angers.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 18. May 1526.

XLIX. Veu par la Cour certaine requête à elle présentée par les Doyen & Chapitre de l'Eglise d'Angers, faisant mention de l'Arrest d'icelle Cour, entre lesdits supplians d'une part, & l'Archevesque Comte de Lyon, Evesque d'Angers d'autre, par lequel est prohibé audit Evesque d'Angers & ses Officiers de ne prendre ne exiger aucune somme de deniers

pour le droit de scel mis es collations qu'ils expedient sous ledit Evesque, si ce qu'il est permis par les saints Decrets, & Arrests de ladite Cour; & des exactions de plusieurs sommes de deniers, pris & eueges par M. René Fourmy Secrétaire, & Guy Legu Secrétaire dudit Evesque, outre ce qui leur est permis par lesdits saints Decrets & Arrests de ladite Cour; mesmes

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXV. 105

mêmes du refus fait par lesdits Fourmy & Leger à M. Nicolas Courtin Prestre, de luy bail-
ler & rendre la collation d'une Chapelle, sans
premier leur payer, & sçavoir audit Fourmy
Secrétaire pour le droit de collation, la somme
de onze livres dix sols, & audit Leger pour le
droit de seel la somme de six escus soleil, & dont
procès pour raison de ce estoit pendant parde-
vant le Juge d'Anjou, ou son Lieutenant, ainsi
que de tout est apparu à ladite Cour par les pie-

ces attachées à ladite requête : & ouy sur ce
le Procureur general du Roy, auquel le tout a
esté communiqué. Et tout considéré :

La Cour a ordonné & ordonne que ledit
Leger Seelleur dudit Eve sque, sera adjourné à
comparoir en personne en ladite Cour, pour
respondre audit Procureur general du Roy, à
telles fins & conclusions qu'il voudra contre luy
prendre & élire, & audits du Chapitre à fin ci-
vile seulement.

**Arrest enjoignant à l'Evesque de Chaalons de donner Lettres de non
residence à ses Chanoines qui seront pourvus de Cures : ensemble
la taxe qu'il doit prendre pour les ordres & collations. 1530.**

Extraict des Registres de Parlement.

L'ENTRE les Doyen & Chapitre de l'E-
glise de Chaalons, & M. Jean Laurens,
Prestre Chapelain à l'Autel de sainte Catherine
fondé en ladite Eglise, habitué & resident en
icelle Eglise, & Curé de l'Eglise parochiale de
Marolles ou Lucemont ou Diocèse de Chaalons,
appellans comme d'abus de l'Evesque & Comte
dudit Chaalons, & de Maître Didier Continot
Prestre, Vicair & Seelleur dudit Eve sque, d'u-
ne part : & ledit Eve sque & Continot adjour-
nez & intinez, d'autre part. Et encore ledit
Laurens appellent de l'octroy de certaine com-
mission decernée du Bailly de Vitry ou son Lieu-
tenant, & de l'exécution d'icelle faite par Adam
Perault, foy disant Sergent Royal, d'une part :
& ledit Eve sque intimé d'autre. Et outre lesdits
Doyen & Chapitre dudit Chaalons, & ledit M.
Jean Laurens, Maître Guy Gonier Chanoine
de ladite Eglise, & Curé de S. Germain, Ni-
cole Lanillon Chanoine & Tresorier d'icelle
Eglise, Jean Aubertin Chanoine, Loys Mor-
ginval Chapelain de ladite Eglise, Nicolle Cail-
le Coré de Vaux le Chastel, Chapelain de ladite
Eglise, aussi appellans comme d'abus dudit Eve-
sque & Comte de Chaalons, d'une autre part :
& ledit Eve sque appellé & intimé, d'autre part.
Et avec ce ledit Eve sque & Comte de Chaalons,
appellant une fois ou plusieurs en adhérent à la
premiere, de l'exécution & publication de cer-
taines lettres d'indult fait par l'Auditeur gene-
ral de la Chambre Apostolique, obtenues du
grand Penitencier de nostre saint Pere le Pape
par lesdits de Chapitre, des publication, attache
& affiches faites à la requête desdits de
Chapitre en la ville de Chaalons, & autres lieux,
desdites lettres d'indult, d'une part : & lesdits
de Chapitre intinez, d'autre. Veu par la Cour
les plaidoyez faits en icelle par lesdites parties

les Mardy 9. jour de Juillet 1527. & Vendredy
12. jour dudit Juillet audit an : & l'autre du
Lundy penultième jour de Decembre audit an
1527. ensemble les productions, Arrests de la-
dite Cour, & tout ce qui a esté mis & produit
pardevers elle, Et tout considéré :

Il sera dit que ladite Cour a ordonné & or-
donne, que les productions desdites parties se-
ront communiquées au Procureur general du
Roy, pour prendre telles conclusions que bon
luy semblera : & neantmoins ordonne ladite Cour
par maniere de provision, & pendant le procès,
que ledit Eve sque & Comte de Chaalons sera
tenu bailleur aux Chanoines, Chapitre & habituez
en ladite Eglise de Chaalons servans Dieu en icel-
le, & ayans & possédans Eglises parochiales de-
dans le diocèse de Chaalons, lettres de non resi-
dence esdites Eglises, avec dispense de serment
durant le temps qu'ils residieront personnellement
en ladite ville de Chaalons, & qu'ils de-
serviront en icelle le service divin, pour lesquels
lettres de non residence ne prendra ledit Eve-
sque de Chaalons que six sols trois deniers tour-
nois, pourveu toutefois que le divin service ne
soit defraudé esdites Eglises parochiales, & que
les Sacremens soient deuëment administréz aux
parochiens d'icelles : & sera tenu ledit Eve sque
recevoir les Chapelains que luy presenteront les-
dits Chanoines, Chapelains & habituez d'icelle
Eglise qu'il trouvera idoines, & desquels ne luy
apperra promptement d'insuffisance pour cele-
brer le divin service esdites Eglises parochiales,
& administrer les Sacremens : & outre a fait ladite
Cour defenses audit Eve sque de Chaalons, de
ne prendre aucune chose pour ses Ordres & col-
lations, sinon en ensuivant les saints Decrets,
& Arrests de ladite Cour. Fait en Parlement le
troisième Juin 1530.

**Arrest de la Cour donné sur la plainte d'aucuns Docteurs de la Fa-
culté de Theologie de Paris, sur ce qu'un Religieux nommé Gran-
dis avoit fait en des theses quelques propositions qui n'avoient deu
estre faites.**

Extraict des Registres de Parlement, du Samedi 13. Juillet 1532.

LI. CE jour suivant l'ordonnance de la
Cour, font venus en icelle M^r Noel
Beda, & autres Docteurs en la Faculté de Theo-
Tome I. Partie II.

logie de l'Université de Paris, & Frere Nicole
Grandis Religieux de l'Ordre des Freres Mi-
neurs, & après que ledit Beda pour ladite
Dd

Faculté, & ledit Grandis ont été ouys sur les propositions proposées & arguées en la Sorbonique dernière par ledit Grandis, & que ledit Bédas a baillé les censures de ladite Faculté faites sur lesdites propositions, & supplié la Cour les voir & approuver, & ledit Grandis procède subit jugement & correction que la Cour lui ordonnera, & ne vouloir tricter ladite Faculté: & ouy le Procureur général du Roy, la Cour a ordonné & ordonne, que ladite Faculté de Theologie deputera six des Docteurs d'icelle, lesquels s'assembleront en la présence de quatre Conseillers de ladite Cour, qui par elle seront deputés, pour élire ouys & dire les raisons de leurs censures, & autres choses qui seront baillées par ladite Faculté, pour en faire leur rapport à ladite Cour, pour iceux ouys ordonner ce qu'il appartiendra par raison: & cependant fait ladite Cour desdits audités parvis, de n'attenter ou innover aucune chose, jusques à ce que par ladite Cour autrement en soy ordonné.

*Du Vendredi 6. jour de Septembre
ensuyvant.*

Veu par la Cour l'Arrest donné le 13.

Juliet dernier passé, sur les remontrances faites à icelle par M. Noël Bédas, & autres Docteurs de la Faculté de Theologie, à l'encontre de Frere Nicole Grandis Religieux de l'Ordre des Freres Mineurs, sur aucunes propositions baillées & arguées en la Sorbonique tenue par ledit Grandis, par lequel auroit été ordonné, que la Faculté de Theologie deputeroit six des Docteurs d'icelle, lesquels s'assembleroient en la présence de quatre Conseillers d'icelle, qui par elle seroient deputés, pour élire ouys, & tous ouys en faire leur rapport à ladite Cour, & en ordonner comme de raison: la censure des deputés de ladite Faculté: & ouy le rapport desdits Commissaires.

Et tout considéré, il sera dit, que ledit Grandis en la premiere Sorbonique qui se fera, auparavant qu'il argué dira ces mots, que *in aula sua Sorbonica per unum diei quintas Julii ultimus lapsi sunt, aliqua in rebus sacramentis, & inter disparandam in responsibus suis minus potest suspensio indifferenter ponitur, & asseruit ea qua publice disputari minime reprobatur.*

La Cour ordonne que les Chapitres, & Convents de Religieux qui sont dans Paris, contribueront pour la nourriture des pauvres, sinon contraints par faiblesse de leur temporel.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 22. Aoust 1533.

LII. CE jour suivant l'ordonnance de la Cour, par laquelle le jour d'hier avoit été enjoint aux Religieux, Prieur & Convent de saint Martin des Champs, aux Religieux, Abbé & Convent de saint Victor les Paris, aux Religieux & Ministre des Mathurins en l'Université de Paris, aux Religieux, Prieur & Convent des Chartreux aussi les Paris, aux Religieux, Abbé & Convent de sainte Genevieve au mont de Paris, au grand Prieur du Temple, aux Chapitres des Eglises de Paris, saint Mederic, saint Germain de l'Auxerrois, saint Opportune, saint Honoré, du Sepulchre, saint Marceau les Paris, aux Prieurs de saint Eloy, & S. Denis de la Chastre en la cité de Paris, au Commandeur de saint Jean de Latran, & à la Communauté de saint Jacques de l'Hospital, de deputer quelques-uns d'entre eux chacun en son regard, pour comparoir cede jour en ladite Cour heure de sept heures du matin, pour ouyr ce que ladite Cour leur vouloit faire entendre, touchant les aumônes & entretenement des pauvres mendiants de cette ville de Paris: sont venus en ladite Cour de la part dudit Convent de saint Martin des Champs, Dom Claude Belle Enfermier & Chantre, & Dom Guillaume Pennean l'un des Receveurs dudit Convent; de la part dudit grand Prieur du Temple & de la Commanderie saint Jean de Latran, M. René Guillemin Procureur dudit grand Prieur; de la part dudit Convent des Chartreux, Jean le Goix Prieur, & Dom Jean Perceval Procureur; de la part dudit Convent saint Victor, Frere François Guvin sollicitateur, & Guillaume Procureur; pour le Prieur S. Eloy, M. Jean Hennequin Conseiller ceant; pour le

Chapitre saint Mederic, M. Jean Percher Chanoine de ladite Eglise, pour celuy de saint Honoré, Jacques Maillard Chanoine de ladite Eglise; pour celuy du Sepulchre, M. Pierre Durand & Nicole Bosin Chanoines de ladite Eglise; & pour celuy de saint Germain de l'Auxerrois, M. Jean Hutsalt Chanoine de ladite Eglise.

Aufquels, &c. & à M. Jacques Mesnager Conseiller en ladite Cour, Chanoine de l'Eglise de Paris, & Louis Seguyer aussi Conseiller ceant, Doyen de l'Eglise de saint Marceau, pour le Chapitre de ladite Eglise, après avoir été remontré par ladite Cour, que pour le bien, utilité & fruit de ladite ville de Paris, & chose publique d'icelle, avoient par elle été faites certaines ordonnances, concernant la nourriture, alimens & hospitalité des pauvres mendiants en ladite ville, pour faire qu'ils ne vagassent plus par les Eglises, rues, & huy des maisons de cetteradite ville, & que pour l'entretènement & observance desdites ordonnances, lesdits Convents, Chapitres, Prieures & Commandeurs eux ouys, le seroient taxés par forme d'aumônes, les aucuns à certaine somme de deniers, les autres à certaine quantité de bled, eu égard au revenu de chacun pour chacune femme, & que par le moyen de la continuation faite de payer chacune femme cesdites taxes, le fait desdits pauvres seroit esté réduit en si bon ordre, que l'on auroit apperceu le bien ensuyvi en ladite ville; que toutesfoiis puis quelque temps les aucuns se seroient refroidis, & auroient diminué par soy lesdites taxes, les autres auroient du tout cessé, dequelsans exhiber l'ouvrage charitable des pauvres de Dieu, & mettant en arriere l'hospitalité qu'ils doivent à iceux, donnent

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXV. 107

exemple au peuple de se retirer, de sorte que l'on ne trouvoit plus dequoy subléner ne entretenir lesdits pauvres, au Tresorier desquels estoit deui grande somme de deniers par luy avancée du lieu, & que d'autant lesdites aumosnes estoient restraints & spécifiées, & que si lesdits pauvres n'estoient entretenus, ils ne se pouvoient plus contraindre, ains recommençoient petit à petit vaguer comme auparavant lesdites ordonnances, dont pouvoit ensuivre grand inconvenient en ladite ville, au moyen de l'indisposition du temps & danger de pelle eminent de present en icelle.

Pour à quoy obvier estoit de nécessité contraindre lesdites aumosnes audit pauvres, à ce qu'ils ne prennent occasion se venir mettre parmy le peuple, comme par cy-devant avoient accoustumé de faire, dont plusieurs inconveniens seroient advenus, & adviendroient de plus en plus, s'il n'y estoit promptement & sommairement subvenu. Les dessusdits sur ce ouys, ensemble le Lieutenant Criminel de la Prevosté de Paris, & aucuns des Eschevins & Officiers de ladite ville pour ce mandez : & tout considéré :

Ladite Cour a admonesté & admonesté tous

& chascuns lesdits Chapitres de Paris, saint Germain de l'Auxerrois, saint Merry, saint Opportune, saint Honoré, du saint Sepulchre, saint Jacques de l'Hospital, saint Marceau, Couvent de saint Martin des Champs, saint Victor, des Chartreux, sainte Genevieve, Prieurs de saint Eloy, saint Denis de la Charre, Prieur & Commandeur du Temple, & saint Jean de Latran, Ministre des Mathurins tant presens qu'absens, faire & continuer lesdites aumosnes, selon les sommes de deniers, qu'il a esté advisé, eux appeller & ouys, estre distribués suivant l'ordonnance & publication d'icelle sur ce fait, payer lesdites aumosnes depuis icelle publication, & ce dedans un mois prochain ; & néanmoins leur s'declaré & declare ladite Cour, que au refus tant de ladite continuation que payement dudit passé dedans ledit temps, qu'ils & chascuns d'eux y seront contrainsts par saisie de leur temporel, & toutes autres voyes deues & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, eu égard à l'exigence du cas & sans préjudice d'icelles ; & enjoint audit Lieutenant Criminel audit refus ou delay, faire faire ladite saisie.

Le Pape ne peut faire les mutations des Monasteres de regularité en secularité, sans le consentement du Roy. 1538.

A nostre ami & feal le Seneschal de Carcassonne ou son Lieutenant.

DE PAR LE ROY.

LIII. **N**OSTRE amy & feal, pource que nous voulons sçavoir en quelle forme ont esté expedies les bulles des mutations de regularité en secularité, afin de voir s'il n'y a chose qui soit dérogeant à nos droits, enquerrez vous si en vostre pouvoir & Jurisdiction y a aucunes Eglises ou Monasteres, qui aient fait

lesdites mutations, & leur ordonnez depuis nous, de nous envoyer lesdites bulles dedans deux mois, après l'imposition que vous leur aures faite, & n'y faites faute. Donné à Fontainebleau le 29. jour de Janvier, l'an 1538. FRANÇOIS, & plus bas, BATAED.

Tiré des Registres de la Cour Presidiale du Seneschal de Carcassonne à Beziers.
Celle Lettre fut executée, & l'on en a veu les procès verbaux.

Ordonnance du Roy touchant la Jurisdiction Ecclesiastique de l'Archevesque de Bourdeaux, avec adjournement audit Archevesque de comparoir en la Cour.

1542.

LIV. **F**RANÇOIS, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qu'ices presentes Lettres verront, Salut. Nostre Procureur general nous a exposé & fait entendre, que combien que par plusieurs Arrests tant de nostre Cour de Parlement, que des grands Jours par cy-devant tenus de nostre ordonnance, en nos villes de Poitiers, Tours, & Angers, declaratis des saints Decrets & Concordats, ait esté dit & ordonné, que nostre amy & feal Conseiller l'Archevesque de Bourdeaux bailleroit Vicariat à un ou plusieurs personnages au ressort de nostre Cour de Parlement de Paris, pour cognoître & decider des appellations interjetées des Officiars, Auditeurs des causes, & autres Juges Ecclesiastiques, ordinaires des Dioceses & delrois des Evêchez de Poitiers, Maille-

zais, Luçon & Angoulême estans sous le ressort de nostre Cour de Parlement de Paris, dont les appellations doivent, & ont accoustumé ressortir pardevant ledit Archevesque, son Official, ou Auditeurs des causes, & que à ce seroit ledit Archevesque contrainst par saisie de son temporel, & autres peines à luy indictes : toutesfois pour ce qu'il n'a temporel au ressort de nostre Cour de Parlement de Paris, sur lequel l'on puisse faire proceder par saisie pour le contraindre, il n'a tenu & ne tient compte d'obeyr s'adits Arrests, qui sont demeurés inexecutés, au moyen dequoy plusieurs nos sujets estoient & sont grandement veez & travaillez, & nostre Cour fort importunée d'un infiny nombre d'appellations comme d'abus, laquelle à cause de la distraction de nosdits sujets de leur

ressort se interjetoient & retenoient ordinairement en icelle nostre dite Cour comme d'abus, qu'on interjetoit de citations & procédures qui estoient decernées & faites audit Bourdeaux, contre la forme desdits Decrets & Arreſts de nostre dite Cour de Parlement, à laquelle appartient corriger les abus, & entreprendre qui sur ce se peuvent faire & commettre.

Sçavoir faisons que nous pour lesdites causes, & autres bonnes, justes & raisonnables considérations à ce nous mouvans, avons dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & nous plaît, que par nostre dit Conseiller l'Archevesque de Bourdeaux, & ses successeurs Archevesques son bailli Vicariat irrevocable à certains bons & notables personages, idoines & suffisans residens en nostre dite ville de Poitiers, & qui seront par nostre dit Conseiller Archevesque, & ledits successeurs nommez & eleus, pour cognoître, decider, & juger toutes causes d'appel, interjetées des Officiaux, Auditeurs des causes, ou Juges Ecclesiastiques desdits Dioceses & delibours de Poitiers, Mellezain, Luçon, & Angoulême, quant aux parties & choses qui seront desdits Dioceses au ressort de nostre dite Cour de Parlement de Paris seulement, & généralement de toutes les causes & matières Ecclesiastiques, dont par droit de ressort ou autrement la cognoissance ou jurisdiction doit appartenir audit Archevesque, son Officiel ou Auditeur, tant en qualité d'Archevesque, que de Primat d'Aquitaine respectivement, sans ce que dorénavant nosdits sujets & autres répondans desdits Dioceses & Primace, puissent dorénavant estre poursuivis, ne tenos aller plaider lesdites causes d'appel interjetées desdits Juges Ecclesiastiques en nostre dite ville de Bourdeaux ne ailleurs, que en nostre dite ville de Poitiers; n'emendans toutefois aucunement préjudicier aux droits & emolumens raisonnables & accoustumés d'iceluy Archevesque, & Primat pour raison desdits degrez de jurisdiction, lesquels droits il pourra prendre ou faire prendre, & lever par les Officiers qu'il commettra en nostre dite ville de Poitiers, ainsi qu'il a accoustumé.

Si mandons & commandons au premier Huissier de nostre dite Cour de Parlement, ou autre nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, que à la requête de nostre dit Procureur general il fasse exprès commandement de par nous à nostre dit Conseiller l'Archevesque de Bourdeaux, de satisfaire au contenu de ces presentes, & en ce faisant bailler & délivrer fondit Vicariat selon la forme pour les causes, & ainsi que dessus est dit,

& en cas de refus ou delay le contraindre à ce faire par prinſe & faulse de son corps en nostre main, quelque part qu'il se trouvera sicut & assés; en commentant au regime & gouvernement d'iceluy certains bons & suffisans Commissaires, qui en puissent & sçachent rendre bon compte, & relinqui quand en sera ordonné : & néanmoins voulons que iceluy Archevesque il adjourne en nostre dite Cour de Parlement à Paris, à certain & competent jour ordinaire ou extraordinaire de nostre present ou prochain Parlement, nonobstant qu'il soit, & que les parties ne soient des jours que l'on plaident lors, pour répondre auxdites demandes, requêtes & conclusions que nostre dit Procureur general voudra contre luy prendre & élire, & soy voir declarer avoir encouru les peines contre luy comminées & indicées par lesdits Arreſts, & sur ce proceder comme de raison, en credant audit jour par nostre dit Huissier ou Sergent, nos amez & feaux les gens de nostre Cour de Parlement de tout ce que faire aura sur ce, auxquels nous mandons faire entretenir, garder & observer le contenu en cédites presentes, dont ensemble de tous & chascuns les procès, matières & differens qui sur ce, & à cause de ce se pourroient soulever & mouvoir, ensemble de ladite faulse & autres circonstances & dépendances, nous leur avons commis & attribué, commettons & attribuons de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale, les cognoissance, jugement & decision, & iceux interdit & interdictions, & defensions à nostre Cour de Parlement de Bourdeaux, & à tous nos autres Julticiers ou à leurs Lieutenans par cédites presentes, que voulons leur estre signifiées par nostre dit Huissier ou Sergent, auquel de ce faire ensemble, lesdites faulses & autres exploits de Justice requis & nécessaires, ayons donné & donnons plein pouvoir & commission, & mandement especial. Mandons & commandons à tous nos Julticiers & sujets, que à luy en ce faisant soit obey, sans demander aucun visa, placet ne pareavis, jusques après l'entier exploit & execution de cédites presentes, auxquelles en témoin de ce nous avons fait mettre nostre scel. Donné à Fontainebleau le 19. jour de Mars, l'an de grace 1542. avant Pasques, & de nostre Regne le 29. *Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son Conseil,*

BOCHETEL.

Registrata ex ordinacione Curie Parisiis in Parlamento, tertio die Aprilis anno Domini 1543. ppi Pascha.

AN 111. vol. des Ordonnances de François I. fol. 386.

Arrest touchant les reparations d'une Eglise, reſtaſſement du service divin en icelle suivant les ſaincts Decrets, & autres poincts concernant l'ordre qui y doit estre observé. 1542.

Extrait des Registres de Parlement.

LV. **S**UR la requête présentée à la Cour par le Procureur general du Roy, contenant que l'Eglise Collegiale de nostre Dame de Montbrion en Foret, a esté fondée & richement dotée par les feuz Comtes de Foret de

plusieurs rentes & revenus, & que sur la maniere de vivre & bonnes mœurs, & aussi sur la reddition des comptes, regime & gouvernement des biens & revenu de ladite Eglise, semblablement sur la celebration du divin service, avoient esté

esté faits par lesdits Comtes de Foreil plusieurs statuts loüables, ordonnez & insinués un Doyen, douze Chanoines, & cinq Chapellains : & depuis plusieurs gens de bien par devotion auroient grandement augmenté ladite Eglise, & le nombre des Chapellains : que des rentes & revenus les Doyen & Chanoines estoient tenus chacun en rendre compte, pour lequel ouyr estoient commis & ordonnez les Bailif, Juge, Tresorier, & Procureur dudit Foreil : ce que plus n'estoit gardé ne observé, & qui pis estoit n'y avoit inventaire des joyaux précieux, reliques, calices, terriers, documents, & enseignemens de ladite Eglise, ainsi qu'il est enjoins faire par lesdits statuts, ainsi en y contrevenant depuis trente ans, les Doyen & Chanoines ont pris & appliqué à leur profit particulier les meilleurs & plus riches, & outre contrevenant chacun jour aux saints Decrets, mesme ceux concernant le divin service,

Et que par Arrêt de ladite Cour du troisieme jour de May 1538. donné sur les appellations comme d'abus interendues par M. Denis Carrel Prestre, Prebendier en ladite Eglise, des contraventions faites par lesdits Doyen & Chanoines ausdits saints Decrets & statuts de ladite Eglise, & Arrêts de ladite Cour, icelle Cour entre autres choses auroit dit, mal & abusivement contrevenu & procédé par lesdits Doyen & Chanoines insinues, & bien appelé par ledit appellatif, & ordonné que suivant certain Arrêt de ladite Cour du 11. May 1537. lesdits insinues ou autres habituez en ladite Eglise de Montbrison, seroient tenus observer, exécuter, & exécuter de point en point, selon la forme & teneur, tout le contenu au Decret *qualiter divinum officium sit celebrandum*, & aux trois immédiatement subséquens, en leur défendant y contrevenir aucunement, ou à aucun point contenu en iceux, & ce sur peine de cent marcs d'argent, à appliquer au Roy conservateur deusdits saints Decrets, & autre amende arbitraire à la discrétion de ladite Cour : & afin que tant ledit Arrêt du onzieme May, que celui du troisieme May fussent exécutés resument & de fait, & que lesdits insinues ne peussent pretendre aucune cause d'ignorance, avoit ladite Cour enjoinct par iceluy Arrêt dudit 3. May, au Bailif de Foreil ou son Lieutenant, outre que ce-luy que l'on disoit estre parent de l'un des Chanoines de ladite Eglise, se transporter en icelle, & faire commandement aux Chanoines, & habituez d'icelle, de obeyr ausdits saints Decrets & Arrêts, & leur faire defences d'y contrevenir aucunement sur les peines que dessus, & informer contre ceux qui avoient contrevenu, pour les informations faites & envoyées par devers ladite Cour, & ouy par icelles ledit Procureur general, proceder contre ceux qui seroient trouvez coupables, & avoir contrevenu, ainsi qu'il appartiendroit par raison : en enjoignant au surplus audit Bailif ou son Lieutenant, que dès lors en avant occurrent aucune contravention, il en informast secrettement & diligemment, & envoyast les informations chüses & scellées pardevers ladite Cour, pour punir ceux qui seroient trouvez chargés de la contravention, & ce sur peine d'amende arbitraire à la discrétion de ladite Cour : laquelle pareillement auroit enjoinct au Substitut dudit Procureur general en Foreil, sur peine de suspension de son etat, & d'amende

arbitraire à la discrétion comme dessus, de faire la diligence, tant de faire exécuter lesdits deux Arrêts, que d'informer & envoyer les informations, lesquelles exécution & informations seroient faites aux dépens dudit Chapitre de Montbrison, & y seroit contraint par saisie de son temporel, & autres voyes & manieres accoutumées & raisonnables : & outre ordonné, que ledit Bailif de Foreil ou son Lieutenant, appelé avec luy deux bons & nobles Maçons, & deux experts Charpentiers, feroit par eux en sa présence visiter les ruines & decadence de ladite Eglise, & ce qui estoit nécessaire y repaier, qui seroient leur rapport par écrit deusdits ruines & decadences, & de ce qui seroit besoin repaier, & qu'il conviendroit pour faire la réparation, & seroit le tout communiqué audit Substitut du Procureur general audit pays de Foreil, & luy ouy avec les parties sommairement en suivant l'ordonnance, attendu qu'il estoit question de réparations d'Eglise, seroit par ledit Bailif ou son Lieutenant ordonné par provision de ce qui seroit employé selon le rapport deusdits Maçons & Charpentiers, jusques à la quatre partie de la valeur des fructs & revenus de ladite Eglise seroit employé en icelles réparations, & son ordonnance exécutée, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles : & à souffrir l'exécution de ladite ordonnance seroient lesdits Doyen & Chanoines, & autres qu'il apparriendra, contraints par saisie de leur temporel, & autres voyes & manieres deusdits & raisonnables, en faisant despeses ausdits Doyen & Chanoines d'assigner & vendre des terres & domaine de ladite Eglise.

Que neanmoins lesdits Arrêts estoient demourés inexecutés, tant parce que ledit Substitut dudit Procureur general à Montbrison, à la faveur deusdits Doyen & Chanoines, ou autrement, n'en auroit poursuivy, ny tenu compte poursuivre l'exécution, & aussi que tout le Siege dudit Montbrison est suscépt en la maniere.

A cette cause, requeroient ledit Procureur general estre ordonné par ladite Cour, que le Bailif de Mafcon ou son Lieutenant, ou tel autre qu'il plairoit à ladite Cour, executeroit lesdits Arrêts : & au surplus, que lesdits Doyen, Chanoines, & Chapitre, tant en general qu'en particulier, se purgeroient par serment pardevant ledit Bailif de Mafcon des joyaux précieux, reliques, calices, mitres, terriers, documents, & enseignemens de ladite Eglise, pour d'eux estre faite description : & pareillement que pardevant iceluy Bailif ou son Lieutenant, iceux Doyen & Chanoines rendront compte & requira de l'administration, fructs, rentes, & revenus de ladite Eglise, du temps qu'ils ont eu l'administration, pour ledit reliquaire employé, mis, & appliqué au Tresor de ladite Eglise, pour les réparations nécessaires d'icelle, suivant les statuts permis, & conséquemment qu'ils rendront compte chacun un pour l'advenu dedans le Chapitre de ladite Eglise des fructs, rentes, & revenu, selon & en ensuivant lesdits statuts, les Chapellains & habituez presens, & appellex comme ayans notable interet, & pour la conservation de leur droit particulier : & que inhibitions & defences leur fussent faites de le attribuer & approprier les gros fructs, & autres distributions quelconques des Chanoines &

Et

Chapelains absens & non residens ; ains leur fust enjoint iceux fructs & distributions mettre & appliquer suivant ledits statuts primitifs au Tresor de ladite Eglise, pour satisfaire à ceux qui seroient commis & seruiroient le Chœur au lieu dedit absens & non residens, & le residu d'iceux convertir & employer aux reparations necessaires de ladite Eglise : & outre luy ordonné, que ledits Doyen & Chanoines ne tiendroient leur Chapitre durant les grandes Messes & divin service du Chœur de ladite Eglise, & qu'il fust enjoint au Substitut dudit Procureur general au Siege de Mafcon, pour la suspicion de celuy de Forell, faire executer ledits Arrests, & informer dedit abus & contraventions. Veu par la Cour ladite requête, tout considéré :

Ladite Cour en ayant égard à ladite requête dudit Procureur general a ordonné & ordonne, que commission d'icelle sera adressée audit Bailiff de Mafcon ou son Lieutenant, pour mettre à

execution ledits deux Arrests des 17. May 1537. & 3. May 1538. de point en point, selon leur forme & teneur, au lieu dudit Bailiff de Forell ou son Lieutenant : & a ordonné & enjoint au Substitut d'iceluy Procureur general audit Siege de Mafcon, pour & au lieu dudit Substitut au Forell, pourvoir ladite execution, & faire faire les informations ordonnées estre faites sur les contraventions, & icelles rapporter pardevant ladite Cour dedans deux mois, sur peine d'amende arbitraire, pour icelles par elle veues, & ouy ledit Procureur general, ordonner ce qu'il appartiendra par raison : & quant aux autres requêtes faites par ledit Procureur general, ordonne icelle Cour qu'il sera appelé en icelle Cour ledit Doyen & Chanoines de Monbrison, pour eux ouys judiciairement par ladite Cour, faire droit sur ledites requêtes ains qu'elle verra estre à faire par raison. Fait en Parlement le 20. jour de Fevrier 1543.

Officiers Royaux ne peuvent juger le cas privilégié avec les Officiaux.
L'Archevesque de Bourdeaux condamné d'instituer un Vicaire au dedans du ressort du Parlement de Paris, pour connoistre des appellations qui seront interjetées de ses Suffragans demeurans dans le ressort de ladite Cour, sur les peines y contenues. 27. May 1544.

Extrait des Registres de Parlement.

LVI. ENTRE Leger Bolle marchand demeurant à Poitiers, appellans comme d'abus de Poitroy de certaine commission, ou mandement appellatoire decerné par l'Auditeur des causes de l'Archevesché de Bourdeaux, execution d'icelle, & de ce qui s'en est ensuyvy ou de son Vicegerent, d'une part : Et M. Joseph Massonier anisé, d'autre. Après que de la Porte pour Massonier, Rint pour Bolle, & Marliac pour le Procureur general du Roy ont allé ouys, & que certaine sentence a esté leue par de la Porte, laquelle il a dit avoir esté donnée tant par l'Officiel que par l'Alfesseur de Poitiers :

La Cour dit, que quant à l'appellation comme d'abus interjeté de Poitroy du relief d'appel, decerné par l'Archevesque de Bourdeaux ou son Auditeur, ensemble de l'execution d'iceluy, & de l'assignation baillée pardevant ledit Auditeur, il a esté mal, nullement & abusivement decerné, mal & abusivement executé, & assigné pardevant iceluy Auditeur à Bourdeaux, en la maniere dont est question, bien appelé par l'appellans, sans despens de sa cause d'appel du contentement des parties :

Et quant à l'instance de defension pendante en ladite Cour de l'appellation interjetée de la sentence donnée ensemblement tant par l'Officiel que par le Juge Royal assis avec ledit Officiel pour le cas privilégié, dit la Cour, que sans avoir égard à icelle defension, & sans despens d'icelle instance du contentement des parties, après que Rint a déclaré que sa partie s'entendait avoir interjeté son appel sinon pour le regard de la sentence donnée par l'Officiel sur le delit commun, elle a mis & met l'appellation au néant, sans amende & sans despens, & pour cause.

Et quant aux conclusions prises par ledit Pro-

curé general du Roy, dit la Cour en entendant icelles qu'elle a inhibé & mis à la Cour en jugement & Arrests de ladite Cour, que pour le cas privilégié assiseroient avec les Juges Ecclesiastiques qui connoistront du delit commun, de juger aucunement ensemblement avec ledits Juges d'Eglise par mesme jugement & sentence ; ains leur enjoint donner leur sentence & jugement séparément sur le cas privilégié, tant pour le regard de la partie interessée si aucune y a, que pour le regard de l'amende envers le Roy, & ce sur peine de cent livres d'amende pour la premiere fois, & de suspension par un an entier pour la seconde, & autre amende arbitraire à la discretion de ladite Cour.

Et quant à l'Archevesque de Bourdeaux prétendu avoir esté refusant obeir cy-devant aux Jugemens & Arrests de ladite Cour : Dit icelle Cour, que derechef forant les premiers Arrests donnez contre luy, il sera tenu créet, inflexible & ordonner un Vicaire, lequel demeurera en & au dedans le ressort de ladite Cour pour connoistre & décider de toutes & chacune des appellations qui seront interjetées de ses Suffragans ou Officiaux, demeurans es fins & limites du ressort de ladite Cour. Et veu les refus par luy cy-devant faits, nonobstant les injonctions à luy faites sur peine de mil livres d'amende, luy enjoint ladite Cour de ce faire sur peine de dix mil livres parisis d'amende envers le Roy : où il ne le fera & obeira dans le mois, après la signification qui luy sera faite du present Arrest & injonction ; & parce qu'il n'a aucun temporel es fins & limites de ce ressort, ordonne ladite Cour au Procureur general du Roy se retirer vers ledit Seigneur, & luy faire les remonstrances requises & necessaires en ces endroits ; & obtenir commission dudit Seigneur pour saisir le temporel dudit Archevesque de Bourdeaux.

estant au ressort dudit Parlement de Bourdeaux ou ailleurs, jusques à ce qu'il aura obey au present Arrest. Et où néanmoins ledit Archevesque de Bourdeaux après ladite signification à luy faite de la presente injonction, fera refusant de creer, instituer & ordonner un Vicaire comme dessus est dit, dit la Cour que pour sa contumace & refus & en peine de luy, & que par les saints Decrets il est permis appeller *gra-*

datim, elle a permis & permet aux parties qui seront appellans desdits Suffragans ou Officiux obtenir relief *in paribus*, non seulement pour le regard des premieres appellations, mais aussi pour le regard de celles y devolues à luy, sinon le pouvoir pardevant les plus prochains Metropolitains. Fait en Parlement le vingt-septiesme May mil cinq cens quarante-quatre.

L'Archevesque de Roüen condamné d'instituer un Vicaire au dedans du ressort du Parlement de Paris, pour connoître des appellations interjetées de ses Suffragans dans le ressort de ladite Cour.

Extraict des Registres de Parlement. 1545.

LXVII. EN TRE Laurent Chefnel pauvre homme de labour âgé de quatre-vingts ans ou environ, demeurant au pays du Perche, appellam comme d'abus de l'ostroy de certaine cession contre luy donnée par l'Official de Roüen ou son Vicegerent, execution d'icelle & de tout ce qui s'en feront ensuivy, d'une part : Et Noëlle des Hayes demeurant à saint Aignan près Mortaigne iminée, d'autre. Après que F. Marillac Advocat pour l'appellam, a dit qu'il estoit question d'une cause d'appel interjéte comme d'abus, en laquelle l'Advocat de partie adverse accordoit qu'il fust dit mal & abusivement procédé, mais ne vouloit payer les despens de la cause d'appel, & pour ce demandoit desfant : Et que B. d'Ad Advocat pour l'iminée, sur ce ouy, a soutu qu'attendu la qualité de la maniere de celle de l'iminée, elle devoit estre excoûcée desdits despens. Après aussi que Marillac pour le Procureur general du Roy a requis qu'il fust enjoint à l'Archevesque de Roüen, qui est hors le ressort de la Cour de ceans, avoir

un Vicaire en ce ressort pour connoître des appellations qui seront interjetées de ses Suffragans ou leurs Officiux, pour les demeurant en cedit ressort qui seroit des diocesis desdits Suffragans, & à ce faire fust contraint ledit Archevesque par faulse de son temporel.

La Cour dit, qu'il a esté mal & abusivement decerné & executé, bien appelé par l'appellat & sans despens de la cause d'appel, attendu la qualité de la personne & de la maniere : Et outre a ordonné & ordonne la Cour que l'Archevesque de Roüen baillera Vicaire à quelque bon & notable personnage, pour commissaire des appellations interjetées par les demeurans en ce ressort, de l'Official de Sées ou le Diocesain, & en desfant de ce faire fera procédé par faulse de son temporel, & autrement ainsi qu'il appartiendra par raison, & si l'appellat est excommunié il sera absous si absous n'a esté. Fait en Parlement le quatorzième jour de Decembre mil cinq cens quarante-cinq. *Signé*, RABOTGUZ.

Arrest sur l'Ordonnance des Hospitiaux de France. 1545.

LXVIII. SUR les Lettres patentes du Roy données à saint Germain en Laye le 15. jour de Janvier dernier passé, lesquelles Lettres patentes furent lues dès le 25. jour dudit mois de Janvier en plene audience, & sur le reply d'icelles requist Marillac pour le Procureur general du Roy estre mis, *Lecta, publicata, & registrata*, lesquelles conclusions il a ce jourd'huy persillé, nombrant les oppositions formées par le Cardinal de Meudon, Grand Aumosnier de France, & Evevesque d'Orleans, tant en qualité de Grand Aumosnier, que d'Evevesque d'Orleans, les Cardinaux du Bellay Evevesque de Paris, de Tournon, & de Bourbon, Duc de Vendosme, & Duchesse douairiere de Vendosme, Duc de Guise, Comte de Tennesse, Comte & Comtesse de Dammartin, & Cardinaux de Givry, & Chastillon : sur lesquelles oppositions ont esté ouys, à sçavoir Bouguier pour ledit Cardinal de Meudon Grand Aumosnier, de Thon pour ledit Cardinal du Bellay, Rochefort pour ledit Cardinal de Tournon, Denner pour ledit Cardinal de Bourbon, Duc & Duchesse de Vendosmes, Picard pour le Duc de Guise, Regnard pour ledit Comte de Tennesse, le Gresse pour ledit Comte de Dam-

marin, & Gaulas pour lesdits Cardinaux de Givry & Chastillon, & Marillac pour ledit Procureur general.

La Cour en faisant droit sur lesdites oppositions formées par ledit Grand Aumosnier, tant en qualité de Grand Aumosnier que comme Evevesque d'Orleans, & pareillement pour le regard de ses autres benefices estans au ressort de ladite Cour, & aussi sur les oppositions du reverendissime Cardinal du Bellay Evevesque de Paris, & autres Cardinaux, lesquels en qualitez d'Evevesques ou Abbez, pour le regard des Hospitiaux qui sont situez & assis es fins & limites de leurs diocesis & jurisdiction Ecclesiastiques, se sont opposez à la publication desdites Lettres, dit que sans foy arrester, & n'avoir égard quant à présent ausdites oppositions, a ordonné & ordonne, qu'il sera par elle procédé à la publication desdites Lettres patentes, pour le regard seulement de la distribution des fruits des Hospitiaux, selon le bon vouloir & intention du Roy, & qu'il est ordonné par les saints Conclès generaux, desquels le Roy, & ladite Cour sous son autorité sont conservateurs : & sans aucunement entendre par ladite Cour déroger ne prejudicier à leur jurisdiction ay

autorité, pour le regard des personnes Ecclesiastiques, & autres sur lesquels ils ont connoissance, ne toucher à leur spirituel.

Et à ce que plus avant ils l'entendent, ordonne ladite Cour qu'en chacun de leurs diocèses Ecclesiastiques, chacun Ordinaire, Eveque, ou Abbé ; & ledit Grand Aumônier, pourront commettre & deputer un ou deux bons personnages, pour assister avec les Juges qui executeront lesdites Lettres patentes : toutesfois sans empêcher ne contredire ausdits Juges, en maniere que le vouloir & intention du Roy ne soit executé : & reserve ladite Cour, après avoir ouy les administrateurs, soit titulaires ou non, & les gens du Roy, ordonner à qui & de la maniere que les comptes desdits Hospitaux seront rendus dorénavant. Dit pareillement ladite Cour, que sans soy arrester ny avoir égard quant à présent aux oppositions des Seigneurs qui se prétendent fondateurs d'aucuns Hospitaux estans en leurs terres, seigneuries, justices, & juridictions, & sans prejudicier ne déroger à leurs droits de patronage, justice, & juridictions : mais pour la conservation des biens

desdits Hospitaux, & des pauvres, pour lesquels le Procureur general du Roy prend en main leur fait & cause en cet endroit, il sera procédé à la publication desdites Lettres patentes : toutesfois pourront lesdits Seigneurs, & chacun d'eux commettre & deputer chacun en sa terre, justice, & juridiction, un ou deux personnages bons & notables, pour assister avec lesdits Juges Roysaux, sans toutesfois contredire ny empêcher que l'intention & bon vouloir du Roy soient executés : & après ladite execution faite, reserve ladite Cour ordonner tant sur la reddition des comptes desdits Hospitaux, que sur le demeurant qui peut appartenir au patron lay. Et sera ladite ordonnance de ladite Cour attachée avec lesdites Lettres patentes, sous le contrescel de la Chancellerie, sous la charge de laquelle sera mis sur le reply desdites Lettres, *Lata, publica, & registrata, auditis & requiritis Procuratore generali Regis.* Fait en Parlement le quatrieme jour de Fevrier, l'an mil cinq cens quarante-cinq. *Ainsi signé, DU TILLET.*

Arrest & ordonnance de la Cour de Parlement, de ne se pourmener es Eglises.
1550.

LIX. **S**UR la remonstrance & requête faite ce jour d'uy en la Cour par le Procureur general du Roy, & pour obvier aux scandales & inconveniens qui de jour à autre sont advenus & pourroient continuer, & à ce que le service divin ne soit empêché ou contemné :

Ladite Cour, en entermeint ladite requête dudit Procureur general, a ordonné & ordonne, que defenses seront faites à tous mairans & habitans de ceste ville, & autres villes de ce ressort, de quelque estat, qualité, & condition qu'ils soient, de dorénavant eulx promener es Eglises, tant Cathedrales, Regularies, que Collegiales & Parochiales de ce ressort, & n'y tenir aucuns propos de negociation, ou affaires particulieres, & temporels negoces, mesmement durant & aux heures que le service divin se fait en icelles Eglises ; & ce sur peine de dix livres parisis d'amande pour la premiere fois,

de prison pour la seconde, & de punition exemplaire pour la tierce, contre les transgresseurs desdites defenses.

Et à cette fin a ladite Cour enjoint aux Eveques & Diocésains, & autres Prelats Ecclesiastiques de cedit ressort, de faire publier par les Paroisses de leurs Diocèses l'ordonnance susdite de ladite Cour ; & aux Juges Roysaux ordinaires des lieux, de faire entretenir & estreindre garder le contenu en ceste Ordonnance : mesmes aux Substituts dudit Procureur general, d'en faire les poursuites & diligences, & d'en advertir ladite Cour : laquelle neanmoins a ordonné, que ce present Arrest & Ordonnance sera publiée à son de trompe & cry public par les carrefours de cettedite ville, & autres de cedit ressort, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait en Parlement le vingti-deuxieme jour de Janvier l'an 1550. *Ainsi signé, DU TILLET.*

Arrest de la Cour pour la police qui doit estre observée aux Eglises de Paris. 1551.

Extraict des Registres de Parlement.

LX. **A**PRÈS avoir veu par la Cour la requête à elle présentée par les Doyen & Chapitre de Paris, les Doyens, Chantres, Cheveciers, Tresoriers, & Chanoines des Eglises Collegiales de ceste ville de Paris, les Curés & Marguilliers des Eglises paroissiales de ceste ville & faubourgs, contenant que le Roy par ses Lettres patentes desirant que les Eglises de son Royaume fussent entretenues en honneur, dignité & reverence, & ne fussent profanées & contaminées par paroles oyseuses, im-

podiques, lascives, & profanes, mais ordonnées & dédiées selon la doctrine Evangelique, en bonnes & devotes œuvres, comme estans la maison d'oraison de nostre Seigneur Dieu. Que suivant ceste volonté la Cour par son Arrest, conforme au vouloir & Edict du Roy vérifié en ladite Cour, avoit ordonné defenses estre faites à toutes personnes, de quelque estat ou condition qu'ils soient, de se promener esdites Eglises, mesmement durant le divin service, sur grosses peines.

Toutesfois

Toutefois contrevenans ausdits Edits & Arreſts, pluſieurs ne différent d'eux prononcer eſdites Eglises, meſmeſment durant le ſervice divin, tenans propos oyſifs, profanes, impudiques, & deshonnellés, contre l'honneur & reverence de Dieu, de la beſoïne Vierge Marie, & des ſainctes & ſainctes : & non conſentans de ce, lors que l'on preſche & annonce la parole de Dieu, pluſieurs contempteurs des bonnes mœurs & doctriſes ſe promettent eſdites Eglises ; tellement qu'au moyen de ce les Predicateurs ne peuvent prononcer, ne les auditeurs oyſir la parole de Dieu, qui eſt un tres-grand ſcandale, qui puſſe de plus en plus, & par le moyen duquel le divin ſervice, ne la parole de Dieu, ne peuvent eſtre ſi ſanctement entretenus qu'ils doivent : à cette cauſe requeroient eſtre ſur ce pourveu par ladite Cour, ainſi qu'elle verroit eſtre à faire.

La Cour ayant égard à ladite requête, & attendu l'Edit du Roy verſifié en icelle, enſemble l'Arreſt intervenu ſur iceluy, le conſentement & requiſitoire du Procureur general dudit Seigneur, a ordonné & ordonne, que les inhibitions & deſenſes cy-devant ſaines à tous, de ſe pourmener aux Eglises de cette ville & ſubſcriptions, durant le ſervice divin & ſermons, tenans propos oyſifs, impudiques & profanes, ſeront reiterées & publiées par les carrefours de cette ville de Paris, à ſon de trompe & cry public, ſur les peines conſentues en l'Edit du Roy, & Arreſt de ladite Cour, & de priſon contre les contrevenans ausdites deſenſes & a permis & permet auſdits ſupplians, chacun en

ſon regard (ou deſus tousſes, & en l'abſence des Commiſſaires & Sergens du Châtelet) faire conſtituer priſonniers par le premier de leurs Bedeaux ou Sergens, tous ceux qu'ils trouveront deſobeiſſans, & contrevenans ausdites deſenſes, & auſſi tous ceux qui ſe pourmeneront durant le ſervice divin & ſermons, pour eſtre procédé à l'encontre d'eux ainſi qu'il appartiendra par raiſon.

Enjoint ladite Cour au Prevost de Paris, ou ſes Lieutenans Civil & Criminel, & pareillement aux Commiſſaires & Sergens dudit Châtelet de Paris, qu'ils ayent chacun en ſon tour viſiter les Eglises de cette ville & ſubſcriptions de Paris, tant la grande Eglise que principales paroſſes, & les Convents des Mendians & autres, toutes les Feſtes ſolemnelles & Dimanches, & conſtituer priſonniers tous ceux qu'ils trouveront contempteurs & infraſteurs de l'Edit du Roy, & de ce preſent Arreſt : & à ce qu'aucun n'en preſende cauſe d'ignorance ou excuſe, ordonne ladite Cour que chacun Dimanche de ce ſainct Careſme, les Curez ou Vicaires, & ſemblablement les Predicateurs, admonèſteront en leurs Proſnes & Predications le peuple de garder & entretenir l'ordonnance ſuſdite ; & ſera à chacune porte des Eglises de cene dite ville & ſubſcriptions, attaché auſſi de l'Edit du Roy, & Arreſt de ladite Cour : & ſait deſenſes icelle Cour à toutes perſonnes de l'arracher ou biffer, ſur peine de punition corporelle. Fait'en Parlement le Samedi dix-neuſième jour de Mars 1551. Publié ledit jour à ſon de trompe & cry public par les carrefours de cette ville.

Arreſt qui ordonne les prieres publiques.

Du Samedi neuſième jour d'Avril 1551. avant Paſques.

LXI. **C**E jour d'hy les Gens du Roy ſont venus en la Cour, & ont dit par M. Pierre Segurier Advocat dudit Seigneur, qu'ils venoient advenir la Cour qu'ils ont eu nouvelles certaines que le Reyne eſt bien malade, & porte la lettre qu'ils ont veüe, qu'elle eſt en extremité, & pour ce le Roy ſoit trouble, pareillement ſes ſerveurs qui ſont enſes en ſon camp. A cette cauſe ſupplioient la Cour d'envoyer par

les Convents & Monafteres de cette ville, & à l'entour d'icelle, admonèſter & exhorter les Religieux d'eux mettre en prieres & oraiſons envers Dieu, pour la proſperité & ſanté de ladite Dame ; ce qu'a eſté fait, & à l'inſtant ont eſté envoyez certains Huſſiers ausdits Convents & Monafteres, auſſi a eſté envoyé vers le Treſorier de la ſaincte Chapelle, & vers l'Eveſque de Paris, pour ſaire faire le ſemblable.

Extrait des Regiſtres du Parlement.

La Cour empêche la publication d'une bulle, par laquelle le Pape permet l'uſage du beurre, fromage, & œufs en Carême aux Provinces ruinées par la guerre.

Extrait des Regiſtres de Parlement, du 7. Fevrier 1552.

LXII. **L**Es Gens du Roy ont dit à la Cour que la Faculté de Theologie avoit cy-devant obtenu du Pape un bref ſub annale *ſiſſant*, pour juger contre ceux qui voudront entrer en leur compagnie *appellans remota* ; quant à eux requierent la publication de ce bref, & des Lettres patentes y attachées, *modi procedant juſtis amicus & abſque prejudicio appellantis* ; ſous ces temperans la Cour paſſa

outre ; neanmoins ledits de la Faculté ſe font retirer devers le Roy, ont de luy obtenu Lettres patentes, par le narré deſquelles y a ces mots, que ledit ſieur pour les cauſes qui valent mieux ſes que dites, que ſes premieres lettres ſont en effet, & parce que cela ne ſe peut reſerer que à ladite Cour, & que ladite Faculté n'a aucune juſdiction qui neanmoins par ce moyen luy ſeront attribuez, ont advisé requierre à ladite

Cour de faire remontrance audit sieur de l'inconvenient.

Outre plus suivante qui leur avoit esté ordonné par ladite Cour, ont mandé M. Charles Estienne, lequel avoit imprimé & exposé en vente la bulle du Pape, contenant la relaxation des Provinces qui ont esté gâllées des incursions des guerres, de manger œufs, beurre & fromage, lequel leur a montré le privilège du Roy, signé, Par le Roy, par le narré duquel il y a plus de scandale que ne porte la bulle, surquoy ont aussi requis que la Cour le fût entendre au Roy, & le tort que l'on luy fait d'avoir sous son nom

obtenu ledites bulles, & que ledit Estienne soit mandé pour sçavoir qui luy a baillé le privilège & la bulle.

Le huitième Fevrier le Lieutenant Criminel de la Prevosté de Paris est venu en la Cour present le Procureur général, à laquelle il a dit, & remontré que le jour d'hier suivant ce qui luy fut commandé de la part de Monsieur le Garde des Sceaux, il fera crier & publier par les carrefours de cette ville, les defenses à tous Libraires & Imprimeurs d'imprimer & vendre la bulle, contenant permission de manger beurre, œufs & fromage au prochain Carême.

Extrait des Registres de l'Hôtel de ville de Paris, fol. 46.

En ce temps aucuns personnages & citoyens du malin esprit, fâchés en la Roy & contraires aux Costumes de nostre Mere sainte Eglise, ont esté obtenu de nostre S. Pere le Pape une bulle, sous le nom du Roy tres-Chrestien, lequel après avoir vuy leurs telles queltes raisons & causes contenues en ladite bulle, ont esté ledit S. Pere permis par icelle aux François de manger des œufs & carême prochain, laquelle avons esté apportée en cette ville & imprimée. Mais nous avons que Messieurs de la Faculté de Theologie de ladite ville, & Messieurs les Gens du Roy en ont esté adreux sous altes vers le Roy, & l'ont adverty de l'importance de ladite bulle, & que si ladite bulle estoit publiée, ce seroit occasion de laisser la bête aux Heretiques, lesquels vendroient l'argent qui vient manger de la chair en carême, qui est le sacre temps de penitence.

qui toujours a esté si bien gardé par les François, lesquels pour rien ne le voudroient rompre ne contemner, & n'y auroit que les suspects en la Roy qui sous ombre de ladite permission auroient liberté de manger tout ce qu'ils voudroient, & romprent l'ordre Ecclesiastique & confusent aucuns; le Roy nostre Sire comme tres-Chrestien leur auroit fait response que ladite bulle n'avoit point esté obtenue à sa requeste, & ne l'ayant que d'eux jusques à présent. Et qu'il vouloit que desormais ladite bulle ne se publie, ne imprime ladite bulle, & que ce qui est au-dessus soit mis au feu.

Ce fait, Messieurs de la Cour de Parlement avec ledits Gens du Roy, ont fait grier ledites defenses à son de trompe par les carrefours de cette ville, & ont fait quérir les Libraires, auxquels fut fait lecture de nosdits mandemens, ne vendre le double de ladite bulle, mais la jeter au feu, dont le peuple de Paris fut fort joyeux.

Arrest par lequel la Cour ordonne de la discipline en l'Eglise Cathédrale d'Orleans. 1551.

Extrait des Registres de Parlement.

LXIII. V E U S par la Cour les charges & informations faites en vertu de la commission d'icelle du quinzième Decembre dernier passée, à la requeste de Maître Guillaume du Costé, dit Lateranus, Doyen & Grand Archidiacre de l'Eglise d'Orleans, contre les Doyen, Chanoines, & Chapitre d'Orleans, avec autres informations & procédures faites en Cour d'Eglise, contre Maître Martin Belot l'un desdits Chanoines de ladite Eglise le 7. Mars 1547. certaine requeste depuis présentée à ladite Cour par ledit Belot, & Maître Louys Roger Chanoines en ladite Eglise, tendant à ce que commandement fût fait ausdits de Chapitre, par faulse de leur temporel, de deputer un ou deux dudit Chapitre qui connoistront de la reparation d'honneur, d'injures atroces, & publications d'icelles, contenues en certain pretendu libelle diffamatoire, & mentionné par ladite requeste; & sur le tout ouy le Procureur general du Roy en ses conclusions baillées par écrit, sont considérées:

Ladite Cour a ordonné & ordonne, qu'il sera enjoins ausdits de Chapitre sainte Croix de bailler Vicariat à Maîtres Sebastien de l'Estolle Chanoine de S. Agnan, Archidiacre de Sully, François de Millibert sous-Doyen de S. Agnan, Estienne Marchant Archidiacre de Baugency, & Jean de Paté Archidiacre de Beaulieu, ou à deux d'eux, pour connoistre & faire le procès tant ausdits M. Martin Belot, Louys Roger, que autres Chanoines de ladite Eglise,

qui se trouveront coupables par les es portées par ledites charges & informations, & autres que ledits deputés pourront faire de nouvel ensemble pour connoistre du fait de la reparation d'honneur & pretendus injures contenues en certain libelle diffamatoire attaché à ladite requeste, maintenu avoir esté proposé par ledit Lateranus, Louis du Bois, & René Courtesu, & sur ce procédé ainsi qu'ils verront estre à faire par raison; & à ce faire seront ledits de Chapitre contrains par toutes voyes deus & raisonnables, mesmes par faulse de leur temporel en la main du Roy, jusques à ce qu'ils aient obey.

Et au surplus à ladite Cour ordonné & enjoint ausdits de Chapitre, de garder dorénavant soigneusement, & de point en point en icelle Eglise d'Orleans les SS. Decrets, & Constitutions Canoniques, mesmes les Decrets, *Quomodo divinum officium sit celebrandum. Qui tempore quique debet esse in choro. Qualiter Hec Canonice sint dicenda extra chorum.* & De lui qui tempore divinarum officiorum vagantur per Ecclesiam. Eux porter aussi & conduire en telle decence, modestie, & reverence qu'à l'estat Ecclesiastique appartient, sans à ce contrevient en aucune maniere, sur les peines de droit; & neanmoins sera ce present Arrest leu en pleine congregation capitulaire, & à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait en Parlement le Samedi 2. jour de Janvier 1551.

Arrest du Parlement de Provence, portant commission à un Conseiller de ladite Cour pour visiter l'Eglise de Roquebrune, & pourvoir aux reparations & augmentation du divin service en icelle. 1557.

Extrait des Registres de Parlement.

LXIV. **S**UR la requeste & informations presentées par la Communauté, manans & habitans dudit lieu de Roquebrune, contre les Abbé & Religieux de l'Abbaye & Monastere de Montmajour, prenants les droits des dîmes, profits, revenus, & emolumens de l'Eglise dudit lieu de Roquebrune, & Villepeys, & pour leur estre proveu sur l'augmentation de service divin en ladite Eglise, ornemens, accoustremens, livres, reparations, & autres choses nécessaires. Veu ladite requeste, appointement au pied d'icelle du 12. Decembre 1555. signifié audit Abbé & Religieux : informations faites suivant ledit appointement, sur la nécessité des reparations & autres choses en ladite Eglise : réponses du Procureur general du Roy, & autres pieces.

Tout considéré, dit à elle, que la Cour a ordonné & ordonne, que l'Eglise paroissiale dudit lieu de Roquebrune sera veüe & visitée, parties appellées, par le Commissaire qui sera sur ce député, lequel pourvoira sur les reparations, augmentation du service divin, ornemens, & autres choses nécessaires en ladite Eglise, suivant les Arrests de ladite Cour, aux dépens de qui il appartiendra. Publié à la barre du Parlement de Provence le jour à Aix le onzième Fevrier 1557. Signé, ESTIENNE.

Sentence rendue par le Commissaire de ladite Cour, sur la visitte, reparations, & augmentation du service divin en l'Eglise de Roquebrune.

ENTRE les Syndic, Communauté, particuliers, manans, & habitans du lieu de Roquebrune, demandeurs en reparation d'Eglise, augmentation de divin service en icelle, ornemens, accoustremens, livres, & autres choses nécessaires, d'une part : & les Abbé & Religieux de l'Abbaye & Monastere de S. Pierre de Montmajour les Arles, prenants les droits des dîmes, profits, revenus, & emolumens de l'Eglise de Roquebrune, & Villepeys, defendeurs d'autre. Veu l'Arrest de la Cour, de l'exécution duquel est question, du onzième Fevrier cinq cens cinquante-sept : commission à nous adressante pour l'exécution d'icelui desdits an & jour, pour en nous transporter sur les lieux requis & nécessaires, pourvoir auditte reparations, augmentation du divin service, ornemens, & autres choses nécessaires : procès verbal par nous fait sur la veüe oculaire desdites Eglises, visitation & inventaire des meubles trouvez dans l'Eglise dudit Roquebrune : demandes baillées par lesdits demandeurs : defenses à icelles, repliques, diaphiques, offres, & protestations, & autres pieces produites & fournies par inventaires desdites parties riens-nous le tout bien veu & considéré.

Nous Commissaire pourvoyant sur la requeste desdits demandeurs, suivant ledit Arrest & no-

stre commission, avons ordonné & ordonnons, que lesdits defendeurs dorénavant tiendront à leur dépens, pour le service de ladite Eglise dudit Roquebrune, cinq Prestres claustrans Messé, & un Dacre pour servir de clercion & sonner les cloches, lesquelles lesdits defendeurs feront mettre es fenestres du clocher, & seront les degrez suffisans pour y monter : pareillement tiendront les Autels de ladite Eglise garnis de nappes suffisamment, pourvoient de vitres aux fenestres d'icelle Eglise qui sont ouvertes de present, tiendront pareillement icelle Eglise couverte de sorte qu'il n'y pleuve dedans, & aussi que les portes seront bien fermées à serrures bien feures & verrouls de fer, ainsi qu'il appartient : & pareillement ordonnons que lesdits defendeurs feront mettre les Fonts baptismaux en lieu plus haut & relevé que ne sont de present, les tiendront couvertes d'une bonne peau, & fermées seurement ; aussi pourvoient de quatre torches pour accompagner les Sacerdotes, & aussi d'un cierge Paschal pour tenir dans ladite Eglise près du grand Autel : pourvoient aussi d'un Prestreur docte & Catholique, selon & suivant les sancts Decrets, Edict, & Ordonnances du Roy, & Arrests de la Cour, pour prescher le Carême & l'Advent : le tout ce que dessus aux dépens entierement desdits defendeurs.

Et en ce qui concerne le Chœur, pavé de ladite Eglise, de la clôture du cimetiere, mentionnez en ladite demande, pource que ce sont de nouveaux edifices, avons ordonné & ordonnons, que lesdits demandeurs, si bon leur semble, pourront faire faire le Chœur, pavé, & clôture de cimetiere à leurs dépens pour deux tiers, & pour l'autre tiers aux dépens desdits defendeurs, pour ce regard.

Et autant que touche l'Eglise de saint Michel à Villepeys, avons ordonné & ordonnons, que lesdits defendeurs tiendront icelle Eglise close & fermée, en sorte qu'on n'y puisse entrer sans clef, en laquelle ils feront mettre une cloche bonne & suffisante pour sonner la Messe, laquelle Messe lesdits defendeurs feront tenus y faire célébrer tous les Dimanches depuis Pasques jusques à saint Michel, auquel jour de saint Michel lesdits defendeurs la feront dire haute & solennelle, & les autres Fiestes basse tant seulement : & neanmoins pour fournir & frayer auditte reparations & augmentation de divin service, avons ordonné & ordonnons, que la tierce partie de tous & chascuns les fruits, profits, & emolumens desdits benefices, sera sequestrée, & ceux fruits regis & gouvernez par Commissaires resseins & solvables, pour employer & fournir ce que sera requis & nécessaire pour l'exécution de ce que dessus : lesquels Commissaires s'obligent en bonne forme d'en rendre compe, & prestre le reliqu à qui appartiendra, là & quand par la Cour sera ordonné.

condamnant ledits defendants aux depens pour la moitié de la presente instance, les autres demeurans entre ledites parties compensés, la taxation à nous reservée. *Signé, DE GENAS.*

Publié à Aix à Maître Philippe Mutois Procureur desdites demandeurs, lequel en a demandé sêce, & à Maître Gaspard Capos Procureur desdits defendants, trouvé dans le Palais, & en la Boutique du sire Jean Pierre Marchand dudit Aix, lequel Maître Capos a dit en premier lieu, qu'il protestoit de nullité, & appelle *in quantum contra*, requerant copie de la presente sentence & presences dudit Maître Jeno Pierre, & de Maître Feruol Mate Greffier de la Cour ordinaire de la presente cité d'Aix, le dix-septième jour d'Avril, année cinq cens cinquante-sept, par moy sous-signé Clerc dudit sieur Conseiller & Commissaire. *Signé, SARTON.*

Arrest de ladite Cour confirmatif de la sentence dudit Commissaire.

Extrait des Registres de Parlement.

ENTRE les Abbé & Religieux du Mona-

stere de Mont-majour, appellans de certaine sentence donnée par Maître François de Genas Conseiller du Roy en la Cour, Commissaire par icelle député à l'exécution de l'Arrest dont est question, & defendants d'une part: Et les Consuls, la Communauté, manans & habitants de Roquebrune appelez & demandeurs en ladite execution, d'autre: Ven ledit Arrest & procédures en execution d'iceluy faites, sentence dudit Commissaire du dix-septième Avril 1557. appel relevé & exploité, conclusion comme en procès par escri du diuisme Ferrier dernier passé, libelle appellatoire, & réponse d'iceluy, & autres pieces desdites parties produites en leurs inventaires.

Tout considéré, dix a esté que la Cour a mis & met l'appellatio au neant sans amende, & pour cause; ordonne que ce dont a esté appelé tendra & forera son effect, & a renvoyé & renvoye ledites parties & matiere audit Conseiller & Commissaire pour executer sadite sentence, ainsi que de raison, condamnant ledits appellans aux depens de l'instance d'appel. La taxation à ladite Cour reservée. Publié à la Barre du Parlement de Provence l'ant à Aix le 24. de Decembre 1558. *Signé, ESTIENNE.*

Arrest de la Cour contre les Pedagogues & autres nonchalans d'endoctriner les enfans en la Foy Catholique.

Extrait des Registres de Parlement.

LXV. LA Cour advertie qu'en cette ville de Paris y a plusieurs Pedagogues de casins, & jeunes gens qui viennent estudier en ceste dite ville de Paris, lesquels Pedagogues & Directeurs se logent hors les Colleges, & lesquels Pedagogues sont corrupteurs des bonnes vies & moeurs desdits enfans, & mesmement de nostre Religion & Foy Catholique, tellement qu'ils imbuent ledits enfans es heresies de Geneve, & autres condannées par l'Eglise, & qu'ils ne menent iceux enfans aux Eglises pour ouyr messe, & assister au divin service, mesme es jours de Dimanche & autres Festes; aussi ne les font aller à confesse, ne recevoir le precieux Corps de nostre Seigneur au temps commandé par l'Eglise, au grand contemnement de la Foy Catholique & damnation de leurs ames.

Pour à quoy obvier enjoint & ordonne ladite Cour, à tous Pedagogues & Directeurs, de mener leursdits enfans & escoliers à l'Eglise, & leur faire ouyr la messe, mesmement es jours de Dimanche & autres Festes, sur peine de la

hart, & de confiscation de corps & de biens; & enjoint aux Commissaires du Chastellet foy informer chacun en son quartier par les hostes desdits Pedagogues, & escoliers & autres, contre ceux contrevenans à cette presente ordonnance.

Aussi enjoint ladite Cour à l'Evesque de Paris, son Official & Promoteur, au Recteur de l'Université, & aux Procureurs des Nations informer contre ledits Pedagogues & escoliers, pour l'information faite y estre pourue par ledit Evesque & ses Officiers, contre les delinquans ainsi qu'il apparriendera, & en certifier la Cour dedans le lendemain de la S. Martin; & aussi envoyer la copie desdites informations au Procureur general du Roy, pour aider au bras Ecclesiastique ainsi que de raison. Et sera ce present Arrest publié par les carrefours de ceste ville, & mesme de l'Université, à son de trompe & cry public.

Fait en Parlement le 21. jour d'Octobre 1557. & publié comme dessus le 22. jour dudit mois. Collation est faite. *Ainsi signé, CAMUS.*

Defenses à tous Archevesques, Evesques, Abbés & Prelats, de vendre aucuns bois de haute fustaye sans permission du Roy. 1558.

LXVI. HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & avenir, Salut. L'une des choses qui nous semblent plus dignes du nom & titre que portons, & du lieu auquel il a plu à Dieu nous appeler, est de pourvoir par tous les meilleurs moyens

à nous possibles à l'entretienement, conservation & augmentation des biens temporels, & domaines des Eglises de nostre Royaume. desquelles sommes Protecteur, Conservateur & Defenseur, & offrir toutes les occasions par lesquelles l'on peut parvenir à la ruine, desolation &

& alienation d'édifices, la plus grande partie desquels consiste en bois de haute futaie, qui en toute disposition civile & canonique, & par nos Edicts & Ordonnances font ceulx & repetez immeubles, comme faisant partie du fonds, domaine, & patrimoine sacré des Eglises, & pour cette cause ont toujours esté spécialement réservés pour un tel & prompt secours d'icelles en cas de nécessité urgente, ruine & défoliation, réparation & reedification des Eglises, Monasteres, Chapelles, édifices & autres lieux destinés à Religion.

Et combien que lesdits bois ne puissent estre abatus ne démolis sans grande cognoissance de cause, & sans permission expresse de nous, receu & enregistré en nos Cours de Parlement, & pour les effets sùldits seulement : toutesfoi's plusieurs Evêques, Abbex, Prelats, & autres personnes Ecclesiastiques de nostre Royaume, sous couleur de quelques lettres & permissions obtenues de nous par importunité, & sur leur simple donné entendre ou autrement, ont par cy-devant fait & font encore de present plusieurs grandes démolitions, dégradations, ventes & alienations des bois d'édifices Eglises sans aucune nécessité urgente, & vérification précédente en nosdites Cours, dont se font ensuivre, & pourroient cy-après ensuivre infinis dommages, ruines & défoliations irréparables des biens & choses d'édifices Eglises, s'il n'y estoit promptement pourveu de remède. Scavoir faisons qu'après avoir entendu & mis en délibération en nostre Conseil Privé, les raisons & remontrances qui nous ont esté faites, voulans & desirans par toutes choses conserver les biens temporels, & bois de haute futaie d'édifices Eglises, & à ce que par mauvais mesnage, & administration & disposition elles ne soient diminuées de leursdits bois, & par ce moyen en danger de tomber en ruine & défoliation, sans esperance aucune de reffaisissement ou réparation :

Nous avons par Edict perpetuel & irrevocable inhibé & défendu, & par ces Patentes, de nos propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale, inhibons & défendons très-expressement à tous Archevêques, & Evêques, Abbex, Prelats, & autres personnes Ecclesiastiques, nans & possé-

dans benefices en nostre Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils soyent, de vendre, faire vendre, couper, abatre, démolir, aliéner & dégrader aucuns bois & arbres de haute futaie, & à tous marchands & autres personnes quelconques d'acheter, user, couper & abatre, transporter ou autrement disposer d'édifices bois, sans obtenir sur ce premierement nos lettres de provision adressées à nostre Court de Parlement de Paris, & qu'elles soient en icelle vérifiées, après information & enquête deüvement faite par son ordonnance sur la nécessité & cause urgente, avec cognoissance de cause, & oüy sur ce nostre Procureur general, sur peine de privation du prix de la vente, de l'effect d'édifices lettres, & d'amende arbitraire, applicable aux œuvres pitoysables, & à la réparation & interest, & dommage que l'Eglise aura souffert par le moyen de telles ventes & démolitions de bois, tant à l'encontre des initiateurs, vendeurs, Commissaires commis à faire lesdites ventes, que acheteurs d'édifices bois, lesquels voulons y estre condamnés, ainsi qu'il sera advisé par nostre dite Court.

Et si par importunité ou autrement il se trouvoit cy-après aucunes adresses pour telles choses avoir esté ou estre faites à l'un de nos amez & fermez Maîtres des Requestes de nostre Hostel, Conseillers de nostre Conseil ou autres, nous icelles avons par ces presentes cassées, révoquées & annulées comme nulles & de nul effect & valeur. Si mandons aux gens tenans nostre dite Court, de faire lire, publier & enregistrer cesdites presentes, & icelles entretenir de point en point selon leur forme & teneur, sans y contrevenir & souffrir estre contrevenu en aucune maniere : car ainsi nous plaist-il estre fait, nonobstant quelconques lettres, commissions, mandemens & permissions à ce contraires, lesquelles par cesdites presentes revocations, sans que d'icelles à l'advenir aucun s'en puisse ayder, ny mettre à exécution. Donné à Paris au mois de Fevrier l'an de grace 1558. de nostre Regne le douzième. Ainsi signé sans le reply, H A N S. Et sur le reply. Par le Roy eslaoc en son Conseil, DU TITAN. *Letta publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, prout in registro Curie concurrent. Parisiis in Parlamento 13. Martii 1558. Sic signatum, C A N O S.*

Arrest de la Cour sur la verification de certaines lettres du Roy, qui contient comment ceux qui sont accusez d'heresie peuvent estre jugez, & par quels Juges.

Extrait des Registres de Parlement, du Samedi premier Mars 1560.

LXVII V EUES par la Cour, toutes les Chambres d'icelle assemblées, les lettres cloës du Roy données à Orléans le 28. Janvier dernier passé, signées CHARLES, & consignées DE LAURENT, contenant mandement de cesser & superseder toutes poursuites, procédures, recherches, adjournemens, débats & jugemens qui se pourroient faire ou donner à l'encontre de toutes personnes de quelque qualité qu'ils soient pour le fait de la Religion, encore qu'ils eussent esté aux assemblées

Tome I. Partie II.

avec armes pour la seureté de leurs personnes, fournir argent ou autrement, & semblablement de mettre à pleine & entiere liberté, & faire ouvrir les prisons à tous, qui à cette occasion seroient detenus, les admonestans de vivre cy-après Catholiquement, sans faire aucun acte scandaleux ne sedition, sur peine d'estre punis, sans pour le passé plus avant les enquerir, inquieter, ne molester en quelque sorte que ce soit, que ledit Seigneur veut demeurer comme oübbé & ensevely pour le bien qui se peut

Gg

espérer de la douceur dudit Seigneur envers eux sans toutefois que au nombre d'eux soient compris les auteurs & chefs des séditions, qui ont couragé & pris les armes contre sa propre personne & l'Etat du Royaume, lesquels seulement & non autres, veut être exclus de cette sienne grace : & quant à l'advenir entend que à l'Edict dernièrement fait à Romorantin par le feu Roy son frere, ait lieu & soit gardé & entretenu. Mandant tres-expressement avoir égard esdites choses, tout ainsi que si elles estoient par Lettres patentes, lesquelles pour aucunes bonnes & grandes considerations a differé faire expedier.

Veus aussi les Lettres patentes dudit Seigneur, du septieme Janvier aussi dernier passé, par lesquelles ledit Seigneur veut & ordonne, que la cognoissance du crime d'heresie demeure aux Prelats, & contre ceux qui se trouveront aux assemblées, predicans, faiseurs de placards & libelles diffamatoires & calomnieux, son procédé par les Juges & Officiers Royaux, ainsi qu'il est porté par l'Edict donné à Romorantin au mois de May, qu'il veut être en tous ses points & articles entretenu :

Veus pareillement autres Lettres patentes dudit Seigneur en date du vingt-deuxieme Fevrier dernier, par lesquelles ledit Seigneur declare & veut lesdites lettres closes sortir effect, & outre est mandé, que en mettant lesdits prisonniers en liberté, suivant le contenu esdites Lettres, soit enjoint à ceux qui declareront vouloir vivre en opiniastreté, & ne vouloir vivre Catholiquement, le retenir dans le temps qui leur sera presté hors de ce Royaume sur peine de la hart ; & à ce que le semblable soit fait par tous les Baillifs & Seneschaux de ce ressort, qui ont pareillement reçu lettres du vingt-huictieme Janvier dernier, leur envoyer une copie desdites Lettres patentes signées du Greffier, en leur enjoignant de suivre aussi le contenu. Après avoir ouy les Advocats & Procureur Generaux du Roy sur ce mandez, qui auroient déclaré ne vouloir empêcher la verification desdites

lettres tant closes que patentes, la maniere mise en deliberation :

Ladite Cour, toutes les Chambres assemblées, ordonne que lesdites lettres closes du 28. Janvier, & aussi les Patentes du 22. Fevrier seront enregistrées, pour être gardées & observées selon leur forme & teneur, & pour le regard des Lettres patentes du 7. Janvier dernier, concernant l'Edict donné à Romorantin, ordonne ladite Cour, que lesdites Lettres seront lues, publiées & enregistrées *per modum provisionis*, & . . . *alias per curiam fuerit ordinatum*, & sous les modifications qui en suivent, lesquelles seront lues & publiées par même moyen.

Premierement, que ladite Cour entend que les personnes laïcs non constituées es ordres sacrez, accusez & prevenus pardevant les Juges d'Eglise pour le fait d'heresie simple ou mixte, dont il n'est fait aucune declaration, pourront requérir si bon leur semble être renvoyés pardevant le Juge Royal, & au refus de les renvoyer pourront appeler comme d'abus, lequel appel sera receu pour y faire droit : que où lesdits laïcs ou simples tonsurés voudront procéder pardevant le Juge d'Eglise, il y aura en ce cas appel pardevant le Juge supérieur, & après pardevant le Metropolitan, lesquels seront tenus appeler au jugement des procès gens gradués es Droits Canon & Civil, & experimentez au fait de Justice, jusques au nombre de dix pour le moins ; & si autrement est procédé, l'appel comme d'abus interjeté de telle procedate, sera receu comme deslus : & quant aux autres constitués es ordres sacrez, les derniers Edicts seront suivis & gardés, par lesquels les appellations sont receuës comme deslus, sans que aucunement le Chapitre *et Inquisitum* soit gardé ou pratiqué ; aussi que si les delictes & pretendus charges d'assemblées illicites ou forces publiques, ils appellent des Juges Presidiaux, auxquels la cognoissance en est attribuée, leur appel sera receu pour y être fait droit ainsi que de raison.

Arrest du Parlement d'Aix, touchant quelques differends entre l'Archevesque d'Arles, & ceux de la ville d'Arles.

LXVIII. **E**NTRA les Consuls & Communauté, manans & habitans de la ville & cité d'Arles, demandeurs & requerrants l'enterinement de certaine requête, tendant afin de leur être pourné de deux pasteurs, pour prêcher & annoncer la parole de Dieu en ladite ville d'Arles, au temps de Carême & d'Advent de Noël, & d'un precheur seulement pour les Fêtes & Dimanches de l'année, de personnages requi & qualifiés, & aussi afin de faire entretenir de reparations nécessaires & divins service, l'Eglise Cathedrale dudit Arles, & autres Eglises mentionnées en ladite requête, & davantage afin de faire reintegrer en ladite Eglise Cathedrale les auel d'argent, joyaux, reliques, & ornemens alienés & engagés dont est question, & aussi de faire mettre par description les reliques, joyaux & ornemens d'icelle, & avoir copie de ladite description & inventaire, & defendeurs d'une part : Et Messire

Robert de Lenoncourt, Cardinal Archevesque dudit Arles, & l'econome & Procureurs des Chanoines, & Chapitre de ladite Eglise Cathedrale & Metropolitan de ladite ville, defendeurs à ladite requête, & neanmoins demandeurs respectivement & requerrants l'enterinement de certaines lettres Royaux par eux impetrees, pour faire observer & garder la translation par eux pretendue, d'autre.

La Cour en ce que concerne la provision de pasteurs, demandée par ledits Consuls & Communauté de ladite ville d'Arles, a ordonné & ordonne, que lesdites parties corrigissent & produiront pardevers elle tout ce que bon leur semblera dans trois jours, & au Conseil ; & cependant ledit Archevesque d'Arles sera tenu entretenir ordinairement un personnage de bonne doctrine, religion, vie, mœurs, & conversation hors de toute suspicion d'heresie, & de la qualité requise par les institutions & statuts

Apostoliques, pour prêcher & annoncer la parole de Dieu, en l'Eglise Cathédrale de ladite ville d'Arles, en temps de Carême, Advent de Noël, Dimanches & Fêtes de l'année, sur peine de fausse de son temporel & réduction d'iceluy à la main du Roy, pour en son défaut & négligence y pourvoir ainsi qu'il appartiendra.

Et pour le regard des réparations nécessaires en ladite Eglise Cathédrale, Eglise de saint Martin de Crau, Eglises & Chapelles du terroir de la Camargue dudit Arles, & du divin service nécessaire en ladite Eglise, a ordonné & ordonne, que lesdites parties informèrent sur les Lits par chacune d'icelles respectivement proposer en jugement au mois par le Commissaire qui sur ce sera député, pour ce fait & rapport être pourvu ainsi que de raison.

Et faisant droit sur les chefs de la requête desdits demandeurs, touchant la reintégration du Pautel d'argent, joyaux, ornemens & reliques, par eux prétendus avoir esté par lesdits Chanoines & Chapitre, aliénés & engagés; ladite Cour a condamné & condamne iceux Chanoines & Chapitre, à reintégrer entièrement ladite Eglise Cathédrale desdits autel d'argent, joyaux, ornemens & reliques, aliénés & engagés, dans six mois, à peine de dix mil livres tournois d'amende envers le Roy; sur peine à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé, la tierce partie de tous & chacune les fruits decimaux, & autres qui ont accoustumé prendre & percevoir lesdits Chanoines & Chapitre,

seront saisis & sequestrés par le Commissaire, qui sur ce sera député, pour estre par luy exposés en vente au public incant & délivrés au plus offrant & dernier enchérisseur, & les deniers qui sortiront de ladite vente & délivrance, estre employez entièrement jusques à la concurrence somme de deniers nécessaire au rachat desdits autel d'argent, joyaux, ornemens & reliques; ordonnant pour les causes résultant de la plaiderie desdites parties, que toutes & chacune les reliques, joyaux, ornemens étant en icelle Eglise Cathédrale, seront par le dit Commissaire inventoriées parties appelées, & dudit inventaire sera par luy baillé copie dûment signée & collationnée ausdits Consuls & Communauté de ladite ville d'Arles, aux fins par eux requises.

Et quant aux lettres Royaux par lesdits Archevesque, Chanoines & Chapitre impetrées, ladite Cour icelles enterinant, suivant le consentement desdites parties, les a condamnés & condamne à entretenir, observer & garder la sentence arbitrale faite en l'an mil deux cents septante huit, par iceux Archevesque, Chanoines & Chapitre proposée en jugement, leur faisant inhibitions & défenses d'y contrevenir aucunement, directement ou indirectement, à peine de dix mille livres tournois & outre arbitraire, sans dépens desdites qualitez & pour cause. Fait à Aix en Parlement le Mardy vingt-huitième jour de Novembre l'an mil cinq cents soixante.

L'ordonnance du Roy Charles IX. de l'an 1561. le 22. Avril, & vérifiée en la Cour le 13. Septembre ensuyvant, touchant la reformation des habits, porte ces articles.

LXIX. **Q**U'ous gens d'Eglise se verront dorénavant d'habits modestes, decens, & convenus à leur profession, sans qu'ils puissent porter aucun drap de foyc, soit en robes, sayes, pourpoints ou chausses, ny lesdites chausses aucunement découpées, & si porteront les sayes longs,

11. Les Cardinaux porteront toutes foyes, & toutesfoies discrettement, & sans aucune superfluité & enchevelure.

111. Et les Archevesques & Evêques en robes taffetas & damas pour le plus, & velours & lain plein en pourpoints & footanes.

Arrest de la Cour de Parlement d'Aix, pour affecter à chacune Eglise Cathédrale une prebende Theologale, & une preceptoriale. 1566.

Extrait des Registres de Parlement.

LXX. **E**NTER les Consuls de la Communauté, manans & habitans de la ville de Sisteron, demandeurs en requête, afin d'avoir provision d'un précheur, pour prêcher toutes les années les jours de Dimanche, Carême, Advent, & autres bonnes Fêtes de l'année la parole de Dieu en l'Eglise dudit Sisteron, & aussi d'avoir un Precepteur pour apprendre les jeunes enfants dudit lieu, suivant les Edicts & Ordonnances du Roy, d'une part: & les Evêque, Chanoines & Chapitre d'icelle Eglise dudit Sisteron, défenseurs d'autre.

La Cour enterinant la requête du Procureur general du Roy, a enjoint & enjoint aux Evê-

ques, Archevesques ou Chapitres de ce ressort, de pourvoir de la premiere Prebende qui vacquera un Docteur en Theologie, à la charge qu'il prêchera & annoncera la parole de Dieu, & d'une autre Prebende ou revenu d'icelle un Precepteur, lequel sera tenu instruire les jeunes enfants de la ville gratuitement & sans salaire, le tout suivant les Ordonnances des Estats tenus à Orleans, & cependant lesdits Evêques, Archevesques ou Chapitres, seront tenus payer & délivrer par chacun an, tant à un précheur qu'à un Precepteur, pour leur entretènement & salaires, les deniers qui seront arbitrez selon la faculté du revenu des Eglises, par M. François

de Peruffis Confeiller & tiers Prefident en ladite Cour, lequel pourvoira fur ladite requête ausdits labians de Siferon, ledit Evefque & Chapitre appellez. Enjoins ausdits Procureur general du Roy, de faire les pourfuites & dili-

gences, & feroit les extraits du prefent Arreft envoyez par les Sieges de ce reffort, pour y estre publiez, gardez & obfervez. Fait à Ais en Parlement le feptieme Fevrier mil cinq cens foixante fix. CHAILLAN, *enfi figné*.

Arreft de la Cour par lequel eft enjoint aux Evefques du reffort de refider, & en cas d'abfence legitime commettre des Vicaires pour bailler les *Vifa*, & examiner les pourveus de benefices, & leldits *Vifa* taxez, & le feau. 1578.

Extrait des Regiftres de Parlement.

LXXI. **ENTRÉE** M. Robert Fihem Chantre fa Mere, ordinaire du Roy, & de la Reyne fa Mere, demandeur en Regale, pour raifon d'une Chanoinie & Prebende en l'Eglife de Noyon, que foudoit tenir feu M. Charles Broffet, d'une part. Et M. Henry Lambert, & Nicole Targay Prefires defendeurs en ladite Regale d'autre part; & ne pourroient les quinz prejudicier.

Après que Chomedé pour ledit Fihem demandeur en Regale, a conclu à ce que ladite Prebende foit declarée avoir vacqué en Regale, & en ce faifant qu'elle luy foit adjugée, avec despens, dommages & intereffs, & reftitution de fruits, & en cas de plus long procès l'estat luy foit adjugé, & demandé despens. Escorcheve pour ledit Lambert resignataire a conclu que leldits Targay & Fihem Regaliftes foient deboutez definitivement, qu'à tout le moins par provision la jouiffance de ladite Prebende luy foit adjugée, laquelle il fouhaitte n'estre vacquée en Regale, & demande despens. Et le Boffa pour Targay qui a conclu n'y avoir nulle ouverture de Regale, & qu'il foit maintenu en la recarence qui luy a été adjugée.

Brillon pour le Procureur general du Roy, dit que le demandeur en Regale pretend que lors que l'Evefché de Noyon a vacqué en Regale la Prebende dont eft question n'estoit remplie de fait & de droit conjointement & cumulativement en mefme perfonne, parce que celui qui en estoit en poffeffion, qui est Targay, pourveu *per avram*, n'avoit pas le julle & canonique titre, ains estoit l'estat d'iceluy empesché par le resignataire, la resignation admife du vivant du resignant, qui faifoit cesser la vacation par mort. Et au regard dudit resignataire il estoit poffeffeur & jouiffant de faict lors de l'ouverture de la Regale advenue audit Evefché de Noyon. Davantage on fouhaitte qu'il n'avoit titre valable: lefquels deux points il eft befoin difcuster & examiner; Et pour commencer par le defaut de poffeffion en la perfonne du resignataire, lequel doit juffifier concurrence de titre & poffeffion, on dit premiere-ment qu'il n'a été receu en Chapitre, & quand il s'y prefentoit on remontra que le bien estoit rempli de la perfonne dudit Targay pourveu par mort: A ce point il respond qu'ayant fait fes devoirs & diligences, & s'estant prefenté au Chapitre qui l'avoit refusé, tel refus luy vut une actuelle prinfe de poffeffion, fuivans l'Edit du Roy: joint les Arrefts de la Cour prohibififs au Chapitre de Noyon, de ne recevoir qu'un de plusieurs pourveus d'une mefme Prebende.

Mais il n'est fans doute fi l'Edit qui n'a été fait que pour faifinfire à la regle de *publicandis*, pourroit estre estendu pour avoir lieu en matiere de Regale, laquelle félon la maxime tenait par nos majeurs, requiert une poffeffion naturelle, réelle, actuelle & corporelle, & contre laquelle ne vudroit une poffeffion faicte, civile, & prinfe par un Procureur. Tellement que *tantumdem propt*, que la fimple prefentation faicte par le resignataire au Chapitre, s'estant contemé d'un refus, & n'ayant passé outre, & pris lecture pour faire commodement au Bailif de Vermandois ou fon Lieutenant à Noyon, de le remettre en poffeffion, n'excluroit la vacation en Regale.

L'autre moyen du Regalifte eft, que ledit resignataire qui n'avait poffeffion n'avait auffi titre canonique & valable, ains une fimple fignature *in forma dignum*, & un *vifa* de l'Archevefque de Rheims ou fon Vicaire, chacun defquels titres eft fujet à debat & contredit. Car étant que touche ladite fignature, on peut dire qu'elle ne contient aucune provision ou collation, ains feulement *mandatum de providendo*, en laquelle forme auffi font contenez telles fignatures, quand elles font expediees par extension, & ne portent point provision ny collation parfaite & abfolue: & par icelle eft mandé à l'Ordinaire de conferer, s'il trouve que le fupplicant ou impetrant foit capable, idoine & fuffifant.

Vray eft que la provision qui s'en enuist a effet retroactif, au jour & datte de la fignature pour l'attribution du droit en foy, fur lequel propos ils ne peuvent obmettre que ce qui a été en cet endroit faintement & religieusement infirmé & introduit par le Concile de Treme, eft aujourd'huy tourné en abus. Car pour offer celui qui fe commettoit auparavant des certificats, rapports, ou reftoignages de la vie, mœurs & conversation Catholique des impetrans, nos faints Peres s'en font déchargés fur les Ordinaires, qui s'en acquièrent si legerement, que fans examen & deus inquisition de la vie, mœurs & capacité de ceux qui ont obtenu les fignatures, on leur expedie leur *vifa*, qui leur revient à plus grande coulls & frais que l'impetration de la fignature, dont les plaintes ont été portées jufques à l'afsemblée generale des Eftats aguerres tenus à Blois: ce qui leur donne occasion de fupplier la Cour d'y pourvoir & donner ordre.

Au moyen dequoy puifque l'occasion s'en offre, & que l'efpace du faict dont eft question les y invite, ils requierent que les Prelats de ce reffort foient tenus refider en leurs Archevefchez &

& Eveſchez pour le devoir de leurs charges ; & où ils ſeroient abſens pour cauſe juſte & légitime, de commettre Vicaires en leur lieu, ſuſſe- quents on ſe puille adreſſer pour le ſuit deſ- dits *viſa* ; & qu'il leur ſoit défendu de bailler aucun *viſa* ſans voir ceux qui les demandent, afin de les examiner, & informer de quelle vie, mœurs & Religion ils ſont, & que pour leſdits *viſa* ils ne prennent plus d'un eſcu, tant pour la lettre que pour le ſeal.

Mais pour revenir au ſuit particulier au regard de la collation obtenue dudit Archeveſque de Rheims, la validité dépend de la juſſice ou injuſſice du refus de bailler *viſa* ſuit par le deſunt Eveſque de Noyon & ſon Vicaire, & ſi ledit refus a été injuſtement ſuit pour avoir recours au Supérieur. Quant à la preſentation de ladite ſignature faite au Vicaire, on dit que *non conſtat* que celui auquel on s'eſt adreſſé euſt Vicaire, & de ſuit le deſendeur n'en montre rien : plus on dit qu'encores qu'il euſt un Vicaire, le refus qu'il a ſait reçoit excuſe en cet endroit, car le deſunt Eveſque s'eſtoit reſervé à luy l'examen des benefices : & ſi on allégué que ledit reſignataire n'eſtoit tenu aller chercher en cette ville, où il eſtoit notoirement réſident, comme il y eſt venu trouver le Grand Vicaire dudit Archeveſque de Rheims, auſſi ledit deſendeur reconnoît qu'il s'eſtoit mal adreſſé au prétendu Vicaire, envoia en cette ville demander audit deſunt Eveſque ſon *viſa* par Procureur, & par ce moyen le refus eſtant fondé ſur probable cauſe, il n'a peu opérer une devolution au Supérieur, auquel on ne doit fe rentrer que après un refus injuſte, partant ledit *viſa* mal prins dudit Archeveſque, de forte que ledit reſignant & l'Eveſque decédez, n'eſtant la Prebende remplie de ſuit de droit, il y a eu matière de ſouſtenir qu'il y a eu ouverture de vacacion en Regale, & n'y ſait rien l'intervention de celui pourveu par mort, car encores que lors de l'ouverture en Regale il fuſt poſſible qu'il n'avoit titre valable, ayant la reſignation été admise en Cour de Rome & ac-

ceptée par le reſignataire, qui empêche la vacacion par mort, eſtant même le reſignant decédé *intra ſenſum*. Par ces moyens pour l'apparence qu'il y a de la part du demandeur, ils ne luy peuvent dénier l'aſſiſſance qu'ils doivent en général à tous pourvus en Regale, & outre ec pour le public requerront droit luy eſtre ſuit ſur les conſultations cy-devant priſes, & que l'Arreſt ſoit enregistré & publié en tous les ſieges de ce reſſort.

LA COUR quant au principal, dit que les parties corrigeront leurs plaidoyez & y adjuſteront ce que bon leur ſemblera, produiront ſur ſins par elles plaidées, bailleront contredits & ſalvations dans le temps de l'Ordonnance, pour ce ſait leur eſtre ſuit droit ainſi qu'il apparviendra, & au Conſeil : Evoque le procès par eſcrit pendant entre le reſignataire & celui pourveu par mort de la Chanoinie & Prebende contentieuſe, & l'a joint audit appoint au Conſeil, pour y eſtre par même moyen ſuit droit ; cependant par proviſion ordonne que le reſignataire joindra par forme d'eſtat deſdites Chanoinie & Prebende.

Et enterminant la requête faite par le Procureur général du Roy, enjoint à tous Archeveſques & Eveſques de ce reſſort de faire réſidence en leurs Archeveſchez & Eveſchez telle qu'ils ſont tenus par le devoir de leurs charges, & par les conſtitutions de l'Egliſe, & où ils s'abſenteront de leurs Diocèſes pour cauſe juſte & légitime, de commettre Vicaires en leur abſence qui ſeront tenus bailler *viſa*, & examiner ceux qui ſeront pourvus *in forma dignum* ; & ordonne par manière de proviſion & juſques à ee que autrement en ſoit ordonné, que pour ledit *viſa* leſdits Archeveſques & Eveſques, ou leurs Vicaires & Secretaires ne pourront prendre que un eſcu pour le plus, tant pour la lettre que pour le ſeal. Et ſera le préſent Arreſt lu & publié par tous les ſieges de ce reſſort, mêmes es ſieges des Officiers, à ce qu'on n'en puille prétendre cauſe d'ignorance. Fait en Parlement le dixième jour de Fevrier 1578.

Arreſt de la Cour des grands Jours ſeant en la ville de Poitiers. 1569.

Extrait des Regiſtres des grands Jours.

LXXII. **S**UAs les remonſtrances ce jourd'huy ſaites par le Procureur général du Roy, la Cour a enjoint & enjoint à toutes perſonnes de quelque eſtat, qualité & condition qu'elles ſoient, de garder, entretenir & obſerver les Edits & Ordonnances, meſmement l'Edit de Pacification, avec défenses d'y contrevenir ſur les peines y contenues.

Enjoint à tous Prelats, Abbez, Prieurs, Curés, Chapitres, Communautés & autres Beneficiés, de garder & faire garder, entretenir, obſerver & célébrer le ſervice Divin en leurs Eglises, avec défenses à toutes perſonnes de leur donner empêcheement. Aura ledit Procureur général commiſſion pour informer des contraventions ſaites aux Edits, profanation des lieux ſaincts, uſurpation des benefices, ventes & nundinations d'iceux, ports d'armes, forces & violences publiques, & autres cas non remis &

abolis par leſdits Edits.

Enjoint à tous injuſtes detenteurs & uſurpateurs de benefices d'en vider & liſſer la poſſeſſion libre & vague d'iceux dans huitaine à ceux à qui elle appartient, ſur peine de conſtitution de corps & de biens. Et ſin inhibitions & défenses à toutes perſonnes de non receler ne retirer aucunes perſonnes prevenues en juſſice ou condamnées, ſur peine d'eſtre déclarés traîtres & convaincus des mêmes cas, & de démolition & rafement de leurs maiſons. Aura auſſi ledit Procureur général du Roy commiſſion pour faire publier à ſon de trompe, que ceux qui auront des plaintes & doléances à faire, viennent les faire en ladite Cour en toute liberté, & aſſurance, les mettant la Cour à cet eſſet, enſemble les témoins qui en auront depoſé, en la proceſſion & ſauvegarde du Roy & la ſienne. Enjoint aux Greffiers des Baillages,

Hh

Seneschauſſées, Prevosts des Mareſchaux & autres juridiſtions du reſſort des grands Jours, d'envoyer dedans huitaine après la publication du preſent Arreſt, toutes les informations qu'ils ont pardevers eux, tant à decreter que decreté, & dont les decrets n'ont encores eſſé executez, avec deſenſes d'en latiter aucune ſur peine d'amende arbitraire.

Paraillement enjoint à tous Huiffiers, & Sergens d'envoyer dedans ledit temps les procès verbaux & exploits de rebellions, deſobeiſſances, excès, menaces, & intimidations qui leur ont eſſé faites en executant ou ſignifiant Arreſts, ſentences & autres mandemens de Juſtice.

Et au ſurplus ordonne, que les Baillifs, Seneschaux, leurs Lieutenans Generaux, Civils, Criminels, Prevosts des Mareſchaux & Subſtituts dudit Procureur general eſdits reſſorts, ſeront tenus & leur enjoint de venir dans la fin de ce mois, pour rendre raiſon de leurs char-

ges, & entendre les ordonnances & deliberations de la Cour; & cependant s'informer des noms & qualitez de ceux qui tiennent les Cures & autres benefices de leurs reſſorts. Paraillement enjoint aux Eveſques, Archidiares & Archipreſtres, de faire viſitation deſdits benefices & certifier la Cour comme ils ſont deſervis, pour ce fait & communiqué audit Procureur general ordonner ce que de raiſon. Et ſera le preſent Arreſt leu & publié en Jugement es ſieges du reſſort deſdits grands Jours; & par les carrefours de cette ville & autres villes dudit reſſort, à ce qu'on n'en pretende cauſe d'ignorance. Et enjoint aux Subſtituts dudit Procureur general, de faire faire leſdites publications chacun en ſon reſſort, & d'en certifier la Cour dans huitaine. Fait à Poitiers eſdits grands Jours, le dixième jour de Septembre, l'an mil cinq cens ſoixante dix-neuf. *Signé*, LAURENS.

Arreſt de la Cour pour les grands Jours qui ſe tiendront en la ville de Clermont en Auverge. 1582.

Extrait des Regiſtres de Parlement.

LXXIII. **L**A Cour, ouy le Procureur general du Roy ce requérant, a enjoint & enjoint à tous Baillifs, Seneschaux, Vice-baillifs, Viſenſchaux, Prevosts des Mareſchaux, ou leurs Lieutenans, eſtans dans le reſſort des grands Jours nouvellement publiez, informer en toute diligence, deſmeurdres, aſſaſſinats, voleries, rapt, enlevemens & violemens de femmes & filles, exactions, concuſſions, rebellions, forces, violences, uſurpations & occupations des Cures, Prieurez, Chapelles, Hoſpitaux & autres Maladeries, excès faits à Sergens & autres Officiers du Roy, exerçans & executans leurs charges, & tous autres crimes commis dans ledit reſſort, decreter & ſe faiſir des perſonnes de ceux qui ſe trouveront chargez & coupables deſdits crimes, inſtruire & faire parfaire leurs procès juſques à ſentence definitive excluſivement, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques & ſans prejudice d'icelles, & envoyer au Greſſe de ladite Cour des grands Jours dans le quinziesme jour de Septembre prochain, les informations qu'ils auront pardevers eux, tant à decreter que decreté, & dont les decrets n'auront encores eſſé executez, avec deſenſes d'en latiter aucunes ſur peine d'amende arbitraire.

Paraillement enjoint à tous Huiffiers & Sergens d'envoyer dans ledit temps les procès verbaux, & exploits de rebellions, deſobeiſſances,

excès, menaces & intimidations qui leur ont eſſé faites en executant, ou ſignifiant Arreſts, ſentences, ou autres mandemens de Juſtice:

Et au ſurplus ordonne ladite Cour, que les Baillifs, Seneschaux, leurs Lieutenans Generaux, Civils, Criminels, Prevosts des Mareſchaux & Subſtituts dudit Procureur general, du reſſort deſdits grands Jours, ſeront tenus, & leur enjoint la Cour d'eux y trouver dedans ledit vingt-cinquième dudit mois d'Aouſt prochain, pour rendre raiſon de leurs charges, & entendre les ordonnances & deliberations de ladite Cour, & cependant s'informer des noms & qualitez de ceux qui tiennent les Cures & autres benefices de leur reſſort.

Auſſi enjoint aux Archeveſques, Eveſques, Archidiares, & Archipreſtres, de faire viſitation deſdits benefices, & certifier ladite Cour des grands Jours dans le premier jour d'Octobre prochain, comme ils ſont deſervis, pour ce fait & communiqué audit Procureur general ordonner ce que de raiſon, & ſera l'execution du preſent Arreſt faite par vertu de l'Extraict d'iceluy. Fait en Parlement le trente-unième jour de Juillet, l'an mil cinq cens quatre-vingt-deux. *Signé*, BOUCHER.

Parcil Arreſt fut donné par la Cour pour les grands Jours de Lyon, en date du trentiesme jour de May 1596.

Les Monasteres & autres Communautez de la ville de Paris, contrains par faiſſe de leur temporel, de fournir à l'Hoſtel-Dieu, pour ſubvenir à la neceſſité.

Extrait des Regiſtres de Parlement, du Samedi 22. Juin 1585.

LXXIV. **C**E jour ſur la remonſtrance faite par le Procureur general du Roy, de ce que aucuns Chapitres & Communautez de

cette ville, & fauxbourgs de Paris, ne s'eſtoient voulu taxer, ny rien bailler à l'Hoſtel-Dieu de Paris pour ſubvenir à la neceſſité, ſuivant l'Arreſt

de ladite Cour, à ce qu'il luy pleust y pouvoir & faire taxe sur ceux qui en ont fait refus, pour estre contraints au payement d'icelles par suite de leur temporel : & veu l'estat du Comis à la recepte generale du revenu dudit Hostel-Dieu ; La matiere mise en deliberation :

Ladite Cour a ordonné que commandement sera fait par l'un des Housfiers d'icelle, au Chapitre de l'Eglise sainte Opportune, aux Religieux, Prieur & Convent du Val des Eschoiers, aux Gouverneurs du petit saint Amoine ; au Chapitre saint Jacques de l'Hospital, au Chapitre du Sepulchre, au Chapitre saint Me-

derie, aux Religieux des Mathurins, au Chapitre S. Benoist, aux Religieux, Abbé & Convent Sainte Genevieve du mont, aux Religieux des Chartreux, au Chapitre saint Eusebe des Grecs, aux Doyen & Chapitre S. Morel, au Prieur nostre-Dame des Champs, aux Religieuses, Abbesse & Convent de Montmartre, & aux Religieux & Grand-Prieur du Temple, de satisfaire promptement audit Arrest : Et à faire de ce faire, & en leur refus sera sur chacun d'eux fait telle taxe que de raison, au payement de laquelle ils seront contraints par suite de leur temporel.

Arrest des grands Jours de Lyon, pour le fait de la discipline Ecclesiastique.

Extrait des Registres des grands Jours tenus à Lyon.

LXXV. SUR la requelle faite par le Procureur general du Roy, la Cour des grands Jours tenant à Lyon, a exhorté & admonesté, exhorté & admonesté les Archevesques, Evêques & Archidiaques, de visiter leurs Diocèses, & par une bonne reformation pourvoir à ce qui est de la dignité de leurs charges, donner ordre que la parole de Dieu soit annoncée au peuple par gens capables, de bonne vie & non suspects de factions, que les Sacramens soient dignement administrez, les Eglises reparees & mises en tel estat, que le service divin s'y puisse commodément celebrer & qu'elles soient garnies de toutes choses à ce necessaires, que les Curés & Pasteurs soient convenablement logez, & la regularité es lieux de leur diocese, où elle doit estre par la fondation, restablie, les Hospitiaux, Maladeries, & Leproses regies & administrees selon les ordonnances, entretenues en

estat, & fournies de choses necessaires à l'usage auquel elles sont destinées ; & leur enjoint ladite Cour envoyer audit Procureur general les procès verbaux desdites visitations qu'ils auront faites, pour le cas échéant, estre pourveu sur le tout ainsi qu'il appartiendra, &c.

Aussi sont faites defenses à tous d'ouvrir leurs boutiques, & travailler es jours de Dimanches & Fêtes, ne faire à tels jours ce qui est prohibé par les Ordonnances, ains assister au service divin, & le comporter es Eglises avec la reverence qui y est due, sans s'y promener ; seront les Cabarets & jeux fermez aux heures dudit service, & tous blasphemes & juremens punis selon les Edits. Publié en jugement d'icelles grands Jours à Lyon, le troisieme Aoust mil cinq cens quatre vingt & seize. *Signé*, DU TILLLET.

Arrest de la Cour donné en l'audience le vingtieme Fevrier 1603. sur un don testamentaire fait au Couvent des Capucins d'Angers, par un jeune homme âgé de dix-neuf ans, quatre jours avant sa profession Monastique.

LXXVI. ENTRE Maître Jean Pelard mary de Tugalle le Mercier, & Maître Maurice Menart, curateur de Jeanne le Mercier, icelle Tugalle & Jeanne filles & heritieres de defunct Maître Thomas le Mercier, & Marie Thibaut leur pere & mere, & pretendans les biens de Philippe le Mercier Religieux profes de l'Ordre des Capucins, appellans de deux sentences données par le Seneschal de Brumont ou son Lieutenant à Chastellugentier sur la demande faite par les Religieux Capucins d'Angers, contre M. Jean Chotard executeur du pretendu testament dudit Philippe le Mercier ; la première du quinzieme Juin mil six cents deux, portant appointment en droit à écrire ; la seconde du huitieme Novembre ensuivant, par laquelle le testament dudit Philippe le Mercier qualifié defunt, a esté déclaré executoire suivant & au desir de la Coustume d'Anjou, d'une part ; & les Religieux de l'Ordre des Capucins d'Angers, intimés d'autre.

Après que Cornu pour les appellans a conclu. L'Arrest de la Cour du six-iesime Aoust 1603. par lequel le testament d'un Neveu Chastellugentier a esté déclaré nul, portant donation aux Chartreux personnes in-

clu en les appellations, à ce qu'il soit dit qu'il a esté nul jugé, & en emendant le jugement que le testament pretenda fait par ledit le Mercier, soit déclaré nul ; & que Menart pour les intimés, a soutenu qu'iceux appellans ne sont recevables en leur appel : Servin pour le Procureur general a conclu que au lieu d'adhérer aux intimés comme faulse Substitut dudit Procureur general, il estime que la sentence du Juge de Chastellugentier, par laquelle la disposition testamentaire dudit Philippe le Mercier, a esté déclarée bonne & valable, & executoire suivant la coustume d'Angers, doit estre infirmée par la Cour, comme étant faite contre les termes de ladite Coustume & des Loix, & Arrests, & en emendant le jugement, le testament déclaré nul & de nul effet & valeur.

La Cour a mis & met l'appellation, & ce dont a esté appelé au néant. Et en emendant le jugement a déclaré & déclare le testament de Philippe le Mercier nul & de nul effet & valeur.

expies. Cés Arrest & les playdoies sont dans les plaidoyez de Nourissu servin.

Arrest par lequel les Jesuites sont condamnez à soubcrire à la Doctrine de Sorbonne, mesme en ce qui concerne la conservation de la sacrée personne du Roy, & libertez de l'Eglise Gallicane.

Extrait des Registres de Parlement, du 22. Decembre 1611.

LXXVII. **E**N TRE les Prestres, Ecoliers du College de Clermont, eux dits Jesuites, demandeurs à l'enterinement des Lettres patentes du Roy du vingtième Aoust mil six cens dix, de permission de faire leçons publiques en toutes sortes de sciences, & autres exercices audit College de Clermont, observans par eux les regles de l'Edit du mois de Septembre mil six cens trois, & autres Declarations & Reglemens fais depuis, & defendeurs d'une part: Et les Recteur, Doyen, Procureurs, & Supplis de l'Université de Paris, opposans à l'enterinement des susdites Lettres & demandeurs en requête du deuxième Decembre 1601. à ce que conformément à l'Edit de retablissement des demandeurs, & Arrest de verification, defenses leur soient faites de faire aucun exercice & fonction Scholastique, d'autre part: sans que les qualitez puissent prejudicier.

La Cour, sur l'enterinement des Lettres, appointe les parties au Conseil, corrigeroit leurs pleadoyez, y adjouilleroit tout ce que bon leur semblera dans huitaine, produiroit, bailleroit contredits & salvations, dans le temps de l'Or-

donnance, & à onyr droict. Ordonne que le Provincial & ceux de sa Compagnie demandeurs, qui l'assistent à l'audience, soubscriront presentement la submission faite par ledit Provincial, d'eux conformer à la doctrine de l'Ecole de Sorbonne, mesmes en ce qui concerne la conservation de la personne sacrée des Roys, manutention de leur autorité Royale, & libertez de l'Eglise Gallicane, de tout temps d'ancienneté gardées & observées en ce Royaume, pour le tout ven & communiqué au Procureur general du Roy, & joint à l'appointé au Conseil faire droit aux parties, ainsi que de raison. Cependant a fait & fait inhibitions & defenses aux demandeurs de rien innover, faire & entreprendre contre & au prejudice des lettres de leur retablissement, & de l'Arrest de verification d'icelles, s'entremettre par eux, ou personnes interposées de l'instruction de la jeunisse en cette ville de Paris, en quelque façon que ce soit, & d'y faire aucun exercice & fonction de Scholarité, à peine de descheance du retablissement qui leur a esté accordé, despens reservez.

Lettres par lesquelles le Roy autorise une permission de tester, donnée par le Legat à un Eveque qui avoit esté Religieux de saint Benoist. 1609.

LXXVIII. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Court de Parlement de Paris, Salut: Nostre cher & bien-ame Frere Pierre de Donant Eveque de Mirepoix nous a exposé, qu'ores en nostre Royaume tous les Eveques & Ecclesiastiques sont en possession de disposer de leurs biens par testament, donations, ou autre acte legitime, & que suivant icelle il peut librement disposer des siens, ores qu'il eust esté cy-devant Religieux de l'Ordre saint Benoist, la promotion en la dignité d'Eveque l'ayant retiré de la Regle, discipline Monastique: Neanmoins pour plus grande assurance, desfranchir disposer de quelques biens meubles qu'il a acquis par son espargne, depuis qu'il est Eveque, il en auroit eussent besoin estoit demandé licence à nostre tres cher cousin le sieur Cardinal de Joyeuse Legat de la Sainteté près de nous pour le Baptême de nostre tres-cher fils le Dauphin & autres affaires, lequel suivant le pouvoir qu'il en avoit registré en nostre Court de Parlement de Paris, luy auroit permis d'en disposer par donation, testament ou autre valable forme, par son rescrit du mois de Novembre mil six cens six, & iceluy nous aurions approuvé, ratifié & confirmé, & eussent qu'à nous estoit, donné la mesme puissance de disposer par ces Lettres du mois de Decembre mil six cens huit,

adressées à nostre Court de Parlement de Thoulouse pour les registrer: Ausquelles il craint ledite Court faire difficulté sous pretexte qu'elle n'a point voulu approuver, ny avoir esgard à aucuns actes, que ledit sieur Cardinal ait fait en ledite Legation, pour n'avoir esté sa commission & pouvoir présent, neregistré en icelle, bien que telles Legations n'ayant accoustumé d'être presentées que pardevant vous, pour adviser si par icelles est prejudice aux privileges de nostre Royaume: dequoy nous ayant esté fait plusieurs plaintes, ne voulant que les pretensions de ladite Court fissent prejudice à nos sujets, & à l'autorité de la Legation, & acte de noslreditres-cher cousin le Cardinal de Joyeuse, nous aurions évoqué les instances introduites en nostre dite Court de Parlement de Thoulouse, pour raison des titres, collations & rescrits, & actes faits par ledit sieur Legat, & renvoyé pardevant vous: nous aurions ledit exposant requis luy faire mesme grace.

Nous desirans que justice soit rendue à nos sujets, & que ledit Eveque de Mirepoix, qui s'est toujours bien & dignement acquis de sa charge, & nous a fidelement servy en plusieurs occasions que nous l'avons employé, jouisse du contenu en nosdites lettres & rescrits, pour lesdites considerations, & autres à ce nous mouvans, nous mandons & enjoignons par ces presentes, que vous ayez à proceder incontinent

&c

& sans delay au registre & verification de nosdites lettres, du mois de Decembre mil six cens huit, & réscriz y mentionné attaché sous le contrescel de nostre Chancellerie, comme si elles vous estoient adressées, & du contenu en icelles fustz joutz pleinement & paisiblement ledit exposant. Si voulons & nous plaist, que ce que par vous sera ordonné, soit gardé & observé dans le ressort de nostre Cour de Parlement de Thoulouse, enjoignant à nostre Seneschal de Carcassonne, & autres nos Julticiers & Officiers sur ce requis, de faire garder & registrer vostre Arrest; avec desenfes à nostre dite Cour de Parlement de Thoulouse, d'en prendre aucune jurisdiction ny cognoissance, ne donner audit exposant ores, ny à l'advenir au-

cun empeschement, à peine de nullité, & ce nonobstant toutes Ordonnances, Reglemens & lettres à ce contraires, auxquelles & aux dérogoires des dérogoires nous avons dérogé & dérogeons par ces presentes en faveur de l'exposant: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le deuxième jour de May l'an de grace mil six cens neuf, & de nostre Regne le vingtième. *Signé*, HENRY, & plus bas, Par le Roy; BEULART, & scellés sur simple queue de cire jaune du grand seal. Registrée ouy le Procureur general du Roy, pour joutz par l'impe-trant de l'effect & contenu. A Paris en Parlement le vingt-unième jour de May mil six cens neuf. *Signé*, DU TILLET.

Union d'un benefice de fondation Royale qui est à la nomination du Roy, ne peut estre faite par le Pape, que du consentement du Roy par lettres expressees verifiées en Parlement. 1611.

LXXIX. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, Salut. Apres avoir fait voir en nostre Conseil les lettres de provision en forme de Bulles, cy attachées sous le contrescel de nostre Chancellerie, par lesquelles & pour les considerations & aux conditions y contenues, nostre saint Pere le Pape unit, annexe, & incorpore au College & Chapitre de l'Eglise de la sainte Chapelle de Bourbon Archambault, le Prieuré de saint Jean de Meffarge, Ordre saint Augustin, Diocèse de Bourges, dont estoit pourveu Maître Pierre Seguin Clerc, pour cy après jouir par ledit College à perpetuité, & à tousjours des droitz, fruits, revenus & émolumens dépendans dudit Prieuré. Sçavoir faisons, qu'ayant pour agreable lesdites Bulles, avons le contenu en icelle ratifié, loié & approuvé, ratifions, loions & approuvons par ces presentes, & ce faisant, voulons & nous plaist, que lesdits Chanoines & Chapitre de ladite Eglise de la sainte Chapelle de Bourbon Archambault, joutissent perpetuellement & à tousjours de ladite union, annexe, incorporation, droitz, fruits, profits, émolumens & revenus dudit Prieuré de saint Jean de Meffarge, & de tout le contenu esdites Bulles. Si donnons en mandement à nos ames & leux Conseillers les gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, & autres nos Officiers Julticiers à qui il appartient, que de ces presentes & contenu esdites Bulles ils fassent joutz & user lesdits exposans pleinement & paisiblement, & ensant que besoin est on feroit, l'emologuent, autorisent, & le fassent entretenir, garder & observer de

point en point selon sa forme & tenent, sans sur ce leur faire ny souffrir leur estre fait, mis ou donné aucun empeschement au contraire, nonobstant quelconques Ordonnances & lettres à ce contraires: Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seal à celsdites presentes. Donné à Paris au mois de Fevrier l'an de grace mil six cens onze, & de nostre Regne le premier. *Signé*, LOUIS, Par le Roy & la Royne Regente sa mere presente, DE LOMENIE: Conteur ADDEE.

Extrait des Registres de Parlement.

Veu par la Cour, les Lettres patentes du present mois, signées, LOUIS, & sur le reply, Par le Roy, la Royne Regente sa mere presente, DE LOMENIE, & scellées de cire verte, de ratification & confirmation de l'union faite par le Pape, comme appert par les Bulles attachées, du Prieuré de saint Jean de Meffarge, au Chapitre de la sainte Chapelle de Bourbon Archambault, pour en joutz ainsi que au long contiennent lesdites lettres: Requête par lesdits de Chapitre présentée afin d'entrecinement d'icelles, & desdites Bulles: conclusions du Procureur general du Roy: tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne, que lesdites lettres & bulles seront registrées en icelle, ouy le Procureur general du Roy, pour joutz par les impetrans du contenu en icelles. Fait en Parlement le vingt-sixième Fevrier mil six cens onze. *Signé*, VOYSSIN.

Extrait des Registres du Parlement d'Aix, par lequel il est resolu que les Archevesques & Evsques ne peuvent s'assembler sans l'expresse permission du Roy, à quy l'Archevesque d'Aix acquiesça. 1612.

LXXX. **D**U dix-neuvième Juillet mil six cens douze, Messieurs estans en la ville presens. Monsieur le President Chayne a remontré que hier sur le tard Monsieur de

Puaille Procureur general du Roy le fut voir en sa maison, & luy donna deux lettres missives de Monsieur le premier President estant à la Bastide terroir de Marseille, l'une adressée à

Messieurs tenans la Chambre ordonnée en temps de vacations, & l'autre à luy; & par la sienne il luy baille avis d'une Assemblée generale du Clergé de Provence, qui se doit tenir au vingtième de ce mois, qui est demain, en la ville de Brignolle, convoquée par mandement du sieur Archevesque d'Aix, ainsi qu'il est amplement contenu par ladite lettre, qui a esté leuë & remise au Greffe, & on doit prouver promptement: car on n'a point de coutume de faire telles Assemblées generales sans permission du Roy & de la Cour, & ce seroit grandement ravaller l'autorité d'icelle. C'est pourquoy il a mandé assembler Messieurs qui sont dans la ville de y deliberer, & pourvoir ensemble sur la requête qui en a esté ce matin sur ce sujet présentée par le Procureur general, ainsi que ledit sieur de Paule en pourra plus amplement informer la Chambre, suivant la creance qu'il en a dudit sieur premier President.

Monsieur de Paule Procureur general du Roy dit, que étant à Marseille sur le midy, Monsieur le premier President le manda querir à sa Bulle, & luy dit, qu'il estoit besoin venir en cette ville en diligence parler à Messieurs tenans la Chambre en vacations, & leur faire entendre de la part, comme il avoit eu avis asseuré d'une Assemblée generale du Clergé de cette Province, qui se devoit tenir à Brignolle le vingtième de ce mois, convoquée par Monsieur l'Archevesque d'Aix, qu'il faisoit entendre par permission de la Cour, & ne pouvoit comprendre comme telle Assemblée generale se pouvoit faire sans l'express mandat de sa Majesté, autrement ce seroit contre les Edicts & Ordonnances, & au prejudice de l'autorité de la Cour, & luy bailla trois lettres missives, l'une adressante à la Chambre, une à M. le President Chayne, & l'autre à M. l'Archevesque d'Aix; & étant arrivé en cette ville, il fut chez ledit sieur President Chayne, auquel il rendit la lettre de la Chambre, & celle dudit sieur President Chayne; quant à la lettre du sieur Archevesque d'Aix, il l'a encore, ne l'ayant peu rendre à cause de son absence étant à Salon comme on luy a dit, ayant donné avis dès ce matin au sieur premier President de l'absence du sieur Archevesque, & de ce qu'il doit faire de ladite lettre, & attend sa réponse, toutesfois il fera de ladite lettre, ce que la Chambre trouvera bon.

Et voulant la Chambre & autres Messieurs assemblez pour cet effect, deliberer sur la requête dudit sieur Procureur general, M. Arnoux Johannis sieur de Chateau-neuf Conseiller du Roy en ladite Cour, a dit, qu'il fait quelque difficulté d'assister en ce fait, d'autant que la requête dudit sieur Procureur general, est tant contre ledit sieur Archevesque d'Aix, que Archevesque d'Arles, & parce que ledit sieur Archevesque d'Arles est son allié, par le moyen de son fils ayant épousé une sienne nièce: c'est pourquoy il semble qu'il ne doit assister en cet affaire, & est fort; a esté resolu, que ledit M. Johannis assistera en cet affaire; suivant ce ledit M. Johannis est rentré en ladite Chambre.

Le fait de ladite requête a esté mis en deliberation qu'il agendans: a esté resolu d'en faire Arrest sur la requête dudit Procureur general, qui a esté fait & dressé après y avoir opiné les uns après les autres, & que Monsieur le President Chayne en son particulier écrira au-

dit sieur Archevesque d'Aix, étant en la ville de Salon, laquelle lettre, ensemble celle dudit sieur premier President, luy sera portée promptement par Dupuy Audienier; & neanmoins a commis M. Claude Arnaud & Antoine Seguran sieur de Bouc Conseillers du Roy en la Cour, pour aller pardevers ledit sieur Archevesque d'Aix étant arrivé en la ville, pour y parler dudit fait, & l'importance d'iceluy au service du Roy, afin qu'il sursoye ladite Assemblée: & estans Messieurs levez, & aucuns sortis du Palais, M. Jean Louis Laidet sieur de Sigoyer a dit, que tout presentement étant fourty de la Chambre, allé en la salle de l'Audience ou estoit M. Simeonis, jadis Greffier des estats de ce pays, Agent des affaires dudit sieur Archevesque, lequel luy a baillé une requête adressante à la Chambre, présentée par les Syndics generaux de Provence, pour leur estre permis de faire l'Assemblée, signée ladite requête par Autheman, afin de résoudre le fait de la Jurisdiction des procès criminelles des Ecclesiastiques; a esté resolu d'attendre à demain, & cependant qu'elle demeure pardevers ledit sieur Conseiller de Laidet.

Du lendemain matin vingtième dudit mois de Juillet mil six cents douze dans la Grand Chambre, presens tous les susdits sieurs, ensemble les Gens du Roy, Monsieur le President Chayne a dit, que ce matin le sieur Archevesque d'Aix le seroit venu voir, & luy a parlé du fait de l'Assemblée, auquel ledit sieur President a remontré, qu'il s'en devoit deslister pour estre grandement prejudiciable au service du Roy, & que telles Assemblées ne se feroient ny doivent faire sans permission de sa Majesté, & si la Chambre le permettoit, ce seroit à elle un blâme reprochable; luy faisant entendre la resolution que la Chambre en avoit fait dès hier, & que ledit sieur Archevesque devoit venir à ce matin, pour parler à la Chambre de cet affaire. M. Claude Arnaud & Antoine Seguran Conseillers du Roy en ladite Cour, ont dit, que suivant la charge que la Chambre leur donna hier matin ils furent pardevers ledit sieur Archevesque d'Aix, sur les cinq heures du soir comme il fut arrivé dans la ville, & luy firent entendre le fait de leur deputation, & l'importance d'icelle; auxquels il répondit, qu'il entendoit ce matin en la Chambre, pour luy faire entendre ce qui estoit de son intention sur ce sujet.

Peu après ledit sieur Archevesque d'Aix est entré en ladite Chambre, lequel a dit & remontré que venant hier de Salon, luy furent rendus deux lettres missives de Messieurs le premier & second Presidents de la Cour, qui faisoient mention de l'Assemblée du Clergé, afin de la sursoyer. Surquoy durant la seance de la Cour, ayant requis une Conference, elle luy fut refusée, & mandé dire par le sieur Conseiller Thoron, que la Cour y pourvoyroit à la saint Remy, dans lequel temps il se pourroit faire advoquer, ce que luy auroit donné sujet de résorquer une Assemblée pour traiter de la Jurisdiction Ecclesiastique, & que fait cinq ou six jours qu'il auroit baillé charge de prelemer requête à la Chambre, pour avoir permission de faire ladite assemblée, étant nécessaire la faire promptement, pour donner avis à l'Assemblée du Clergé de France, qui se tient

à Sens, laquelle doit finir par tout ce mois, & ne se peut rassembler de deux ans après, n'empêchant que la Chambre depuis tel nombre des sieurs Conseillers, pour assister à ladite Assemblée, & voir leurs actions & procédures: Aysant pour cet effet convoqué les confreres, les Archevêques & Evêques de la Province, & des Metropoles d'Ambrun & d'Arles, pour traiter du fait de ladite Jurisdiction Ecclesiastique.

Ledit sieur President Chayne luy a dit & remontré, que c'est chose notoire à un chacun, que telles Assemblées ne se peuvent faire sans l'expresse permission du Roy, & que dans peu de jours Monsieur le Duc de Guise Gouverneur & Lieutenant general du Roy en cette Province doit venir pour faire tenir les Estats du pays, & lors en pourra conférer avec ses Collegues, par permission dudit sieur Gouverneur, en presence d'un Commisnaire qui sera député. Ledit sieur Archevêque a d'abondant remontré, que l'Assemblée & convocation des Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques ne le peut empêcher suivant le contrat du Clergé fait avec le Roy, & que le Clergé avoit la Jurisdiction ordinaire, sur laquelle est besoin d'un bon reglement conforme aux saints Decrets & Canons.

Et estant ledit sieur Archevêque sorty de la Chambre, peu après estre rentré, & estant mis au Bureau a dit, qu'il estoit question de son autorité, & que Monsieur le President Chayne luy estoit suspect, pour avoir poursuivy en qualité de Procureur du pays le procès des tailles pour la Communauté de Brignolle, comme aussi luy est suspect Monsieur le President Descaillies, pour avoir procédé avec la Damoiselle la belle mere, & le sieur Conseiller Seguiran qui est son proche parent. Surquoy le sieur President Chayne luy a remontré, que s'il a à proposer quelques reculations, faut qu'il en baillie requête par escrit, n'estant receu cesus aucun à faire reculation verbale, que le sieur Procureur general, & ce fait, ledit sieur Archevêque est sorty.

Ledit sieur President Chayne dit, que pour le fait de la reculation avancée par ledit sieur Archevêque, le procès qu'il avoit avec la Communauté de Brignolle est finy fait long-temps par transaction faite entre ledit sieur President & ladite Communauté. Ledit sieur President Descaillies dit ne sçavoir rien du procès de la belle mere, & à l'inslant lesdits sieurs Presidents & Conseiller de Seguiran sont sortis. A esté resolu, que sans avoir égard auxdites reculations proposées par ledit sieur Archevêque, & attendu ce dequoy s'agit, que lesdits sieurs Presidents & Conseiller Seguiran assisteront & opineront audit affaire, & estant rentrés dans la Chambre, sont venus dans icelle lesdits M. de Monier, Thomassin & de Paville Advocats & Procureur general du Roy, lesquels ont requis que l'Arrest donné hier par la Chambre, fust

à son plein & entier effet.

Le fait mis en deliberation, a esté resolu, que l'Arrest hier fait par ladite Chambre, sur la requête dudit Procureur general tiendra, & la requête baillée par les Syndics du Clergé de Provence des hier, pour avoir permission de s'assembler, signée Aubernon, sera retenue au Greffe, & parassée en l'estat qu'elle est par le Greffier ou son Commis.

Peu après est venu en ladite Chambre ledit Maître de Monier Advocat general du Roy, assisté desdits Maîtres Thomassin & de Paville, lequel a remontré, qu'estant ledit sieur Archevêque sorty de la Chambre; il se soit esté par-devers luy, & ont parlé ensemble de cet affaire; ayant reconnu par le discours, que ledit sieur Archevêque luy a tenu, qu'il se conformera à la volonté de Messieurs, ayant grandement considéré ce que luy a esté representé par ledit sieur President Chayne, au nom de la Compagnie, tellement qu'il trouveront bon de le mander querir, pour entendre sa volonté sur cet affaire, estimant qu'il seroit fort à propos pour le service du Roy, le luy faire déclarer, & le faire venir tout presensment, a esté resolu d'entendre ce que ledit sieur Archevêque d'Aix voudra dire.

Lequel estant depuis revenu & entré dans la Chambre, a dit, que ledit sieur Advocat general Monier a esté devers luy, & après avoir ensemble parlé de cet affaire, & considéré le motif d'iceulx, & ce que Monsieur le President Chayne luy a representé au nom de cette Compagnie, il a prins autre resolution que celle qu'il avoit proposée: C'est qu'il desire effectuer & obeyr aux mandemens de ladite Chambre, & luy rendre toute sorte d'honneur & obéissance, & luy veur donner tout contentement, attendant que le Roy, la Roynie Regente & son Conseil y aient proveu, en faisant par la Compagnie surseoir à la deliberation, & de sa part il fera cesser & dissiper ladite Assemblée, & ne manquera de faire resuire ceux qui estoient mandez d'y venir, & que telle Assemblée ne se tiendra point: ne desirant rien mieux que de se conformer aux mandemens & volontez de la Chambre & de Messieurs, ausquels il veur rendre toute sorte d'honneur, amitié & service, tant en general que en particulier.

Auquel sieur Archevêque, M. le President Chayne a remontré & fait entendre, que cette Compagnie louë grandement la prudence & la resolution par luy prise, de faire surseoir l'Assemblée par luy convoquée, iniques à ce que par leurs Majestés en ayt esté ordonné, attendu l'importance & consequence de l'affaire, & que au moyen de ladite surseance de ladite Assemblée, la Chambre surseoir aussi l'execution de l'Arrest par elle sur ce donné du jour d'hier dernièrement de ce mois. Après sont sortis, *Signé, ESTIENNE.*

Arrest de la Court, qui prescrit l'ordre qui doit estre observé au service divin en une Eglise Collegiale. 1618.

LXXXI. LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos Seigneurs d'Auvergne, de Clermont

& Riom, Baillif de Mont-ferrant, ou leurs Lieutenans generaux & particuliers en chacun de leurs Sieges sur ce le premier requis, Salut.

Sçavoir faisons que comme le jour & date des présentes comparus en nostre Cour de Parlement le Chapitre nostre Dame du Port dudit Clermont, appellans des sentences données par nostre dit Sénéchal d'Auvergne audit Clermont, les quatorze & quinzième May mil six cents quatorze, & de ce qui s'en est ensuyvy, & inmé d'une part : & le Chapitre de l'Eglise Cathédrale dudit Clermont, intimé & appellant comme d'abus du jugement de l'Official de Bourges, du vingt-cinquième d'Aoust mil six cents quatorze, d'autre, ou les Procureurs desdites parties : Et veu par nostre dit Cour l'instance d'entre lesdites parties, lesdites sentences, Arrest du troisieme Aoust mil six cents quinze, par lequel nostre dit Cour (sur les appellations respectivement interjetées par les parties) les auroit appointées au Confil, corrigeroient, adjousteroient à leurs plaidoyers, produiroient, bailloient conredits & salvations, plaidoyers, productions, conredits & salvations des parties. Autre instance entre ledit Chapitre nostre Dame du Port dudit Clermont, demandeur en requête du huitième Mars mil six cents dix-sept, afin d'évocation de l'instance pendante pardevant nostre dit Sénéchal de Clermont, pour l'endevement du corps d'un defunt, d'une part : & ledit Chapitre de l'Eglise Cathédrale dudit Clermont, défendeur, d'autre : ladite requête, défenses, appointemens en droit à écrire & produire, & joint à l'instance de reglement, productions, conredits & salvations des parties, suivant l'Arrest du dix-septième Mars dernier. Autre instance entre ledit Chapitre de l'Eglise nostre Dame du Port, appellant d'une sentence donnée par nostre dit Sénéchal d'Auvergne ou son Lieutenant audit Clermont, le septième Juillet mil six cents seize, d'une part : & ledit Chapitre de l'Eglise Cathédrale dudit Clermont intimé d'autre : Ladite sentence : Arrest du quatrième Avril dernier, par lequel sur ledit appel les parties auroient esté appointées au Confil à bailler causes d'appel, réponses, produire, & joint à ladite instance principale : requête du Chapitre du Port du dixième Avril dernier, par laquelle pour causes d'appel il auroit employé ladite instance principale, production du Chapitre du Port sur ledit appel, résolution de produire sur iceluy par le Chapitre de l'Eglise Cathédrale : requête du 12. May dernier présentée par Charles Depierreffine nostre Conseiller, President & Tresorier general de France à Riom, Consellable en ladite Eglise Cathédrale dudit Clermont, Jean de Clouzanges Advocat audit Clermont, Bailly des terres dudit Chapitre, Jacques Chardon aussi Advocat audit Clermont Procureur Fiscal desdites terres, Messire Antoine Mosnier Prestre Procureur en la Justice spirituelle dudit Chapitre, Antoine Vacher aussi Tresorier general de France audit Riom, Secrétaire dudit Chapitre, Antoine Ribeyre aussi Tresorier general de France en nostre ville de Riom, Maître de la Monnoye dudit Chapitre, Claude Roussel Tresorier Provincial des Guerres, Panneier dudit Chapitre, Jean Favez Receveur du Tailion, Tresorier dudit Chapitre, Pierre Angier Bourgonois audit Clermont Marechal dudit Chapitre, Marin Jean aussi Bourgeois de ladite ville, Argemier dudit Chapitre, Pierre Paye aussi Bourgeois de ladite ville, Sert-dieu dudit Chapitre,

Estienne Meyrand Procureur au Siege Presidial dudit Clermont escheanson dudit Chapitre, tous grands Officiers de ladite Eglise Cathédrale ; Antoine Boucy petit Tresorier, Antoine Guillaume aussi petit Tresorier, Pierre Dauphin sieur des Chaumettes Secrethin, Charles Audinat representant le Secrethin de l'Evesque de Clermont, Michel Desjuncionshomes Greffier spirituel, Pierre Ferrier Procureur & Greffier temporel, François Villemault Scribe & Greffier Capitulaire, Antoine Fourcels Solliciteur, François Buissiere Bailonnier & Brodeur, Guillaume Boarlin Cellierier, Antoine Nogier Chirurgien, Pierre Vara Visiteur de grains, Estienne Boivon Verrier, Armand Oulanier Orphevre, Pierre de Leymeire Architecteur, Guillaume Lambert Plombeur, Antoine Guilhon Orlogeur, Pierre Ribeyre Charpentier, Antoine Bonneton, Roland Galloubey, Claude Simon & Jean Brun Bedeaux, & Bonnet Metardiére nettoyeur de l'Eglise dudit Chapitre, tendante à ce qu'ils fussent declarez estre paroissiens de sainte Croix, fondée en ladite Eglise Cathédrale, & à cette fin receus parties intervenantes en ladite instance d'entre lesdits Chapitre de l'Eglise Cathédrale, & ceux de l'Eglise Collegiale nostre Dame du Port, sur laquelle ils auroient esté receus parties intervenantes en ladite instance en l'estat qu'elle estoit : Moyens d'intervention desdits Depierreffine, Clouzanges & consors ; Réponses à iceux dudit Chapitre du Port : production desdites parties : Conclusions de nostre Procureur general : Et tout considéré

NOSTRE DITE COUR, entant que touche les appellations interjetées par ledit Chapitre nostre Dame du Port, des sentences des quatorze & quinzième May mil six cents quatorze, a mis & met les appellations au neant sans amende, ordonne que ce dont a esté appellé fortira son plein & entier effect, & sur ledit appel comme d'abus dit que mal & abusivement il a esté procedé & ordonné, & ce faisant que ledits Chanoines & Chapitre de nostre Dame du Port assisteront aux processions generales qui se feront en la ville de Clermont, esquelles ils marcheront avec leur croix, faisant corps separé avec hommes noires, & ce avant les Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathédrale dudit Clermont, leurs Choristes & habitoz servant schénellement dernier & plus honorable lieu demeurant à ceux de ladite Eglise Cathédrale, & neantmoins où il se trouvera des habitoz de ladite Eglise Cathédrale qui soient Chanoines & Eglises Collegiales, ils seront tenus se retirer du corps & compagnies Collegiales dont ils sont Chanoines pour y marcher a leur rang ; & lors que la procession ira à l'Eglise nostre Dame du Port, & que l'Image nostre Dame sera portée, le service sera fait par l'un des Chanoines de l'Eglise Cathédrale.

Et entant que touche l'appel de ladite sentence de nostre dit Sénéchal de Clermont du septième Juillet mil six cents seize, a mis & met l'appellation & sentence de laquelle a esté appellé au neant sans amende, & les parties hors de Cour & de procès, & a evoué & evoque l'instance de complainte pour ce qui concerne les emetremens des Officiers & leurs enfans de l'Eglise Cathédrale, & y faisant droit sans foy attester à l'intervention desdits Depierreffine & consors Officiers de ladite Eglise Cathédrale, ordonne

ordonne que les Officiers de ladite Eglise Cathédrale soit & demeureront paroissiens des Eglises & Paroisses, esquelles ils sont demeurans, & que lors des enterremens de ceux qui sont demeurans en l'endroict de leur Paroisse, & qui sont néanmoins habitans en l'Eglise Cathédrale, le service se fera par les Chanoines de ladite Eglise nostre Dame du Port, comme ault sera le service fait par lesdits Chanoines de nostre Dame du Port en tous les enterremens qui se feront en ladite Eglise du Port, le tout sans dépens.

Si vauz mandons à la requelle desdits Chanoines & Chapitre de nostre Dame du Port, mettre le present Arrest à drœ & entière execution selon la forme & teneur, contraignant à ce faire & souffrir ceux qu'il appartiendra par toutes voyes deue & raisonnables : De ce faire vous donnons pouvoir, & au premier nostre Huissier ou Sergent, faire tous exploits requis & nécessaires. Donné à Paris en nostre Parlement le quatrième Aoust l'an de grace mil six cent dix-huict, & de nostre Regne le neuvième. Signé, par la Chambre, GALLART.

Arrest confirmatif de l'Arrest precedent. 1619.

LXXXII. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, aux Seneschaux d'Auvergne & Riom, Bailif de Montferrant ou leur Lieutenant, Salut. Comme le jour datte des presentes comparans judiciairement en nostre Cour, les Chanoines de l'Eglise Cathédrale de Clermont en Auvergne, demandeurs en lettres en forme de requête Civile par eux obtenue le 19. jour d'Octobre dernier, contre l'Arrest du quatrième Aoust dernier, & appellans de deux jugemens contre eux donnez en execution dudit Arrest, tant par le Seneschal d'Auvergne ou son Lieutenant Criminel audit Clermont, que par Maître Jean de Fonteuilles Lieutenant general au Baillage de Montferrant, les seize Novembre & deux de Decembre dernier, ensemble des sentences de nonobstant l'appel, & de tout ce qui s'en est ensuivy, intimes d'une part : & les Chanoines & Chapitre de l'Eglise principale & Collegiale nostre Dame du Port audit Clermont, defendeurs, intimes, & appellans comme d'abus de la procedure extraordinaire faite par l'Official de Clermont, à l'encontre de Maîtres Hugues Faure, Guillaume Vaugon, & Gervais Sernolle Chanoines en ladite Eglise de nostre Dame du Port, ensemble de la permission d'informer, decret d'ajournement personnel decerné contre ledit Vaugon, & decret de prise de corps decerné contre lesdits Faure & Sernolle, emprisonnement de leurs personnes, & de tout ce qui s'en est ensuivy, d'autre. Et encore Maître Jean Pé, & Georges Ferrieres Curez & Vicaires perpétuels en l'Eglise de sainte Croix, alias de saint Sauveur fondée en l'Eglise Cathédrale dudit Clermont, appellans d'une sentence contre eux donnée en execution dudit Arrest, par ledit Maître Jean de Fonteuilles Lieutenant general audit Baillage de Montferrant, ledit jour deuxième Decembre dernier, ensemble de la sentence de nonobstant l'appel, & de tout ce qui s'en est ensuivy : & lesdits Chanoines & Chapitre de ladite Eglise

de nostre Dame du Port, intimes. D'autre part : au les Procureurs des parties, & sans que les qualitez puissent prejudicier. Après que Masuquin pour les demandeurs appellans & intimes, Talon pour les defendeurs intimes & appellans comme d'abus, ont eulz ouïz, & Servin pour nostre Procureur general :

Nostredite Cour, sur les lettres en forme de requête Civile obtenues par lesdits demandeurs, a mis & met les parties hors de Cour & de procès, & faisant droit sur les appellations comme d'abus interjetées par lesdits Chanoines & Chapitre de ladite Eglise nostre Dame du Port, dit que mal nullement & abusivement a esté permis, decreté & executé par l'Official de Clermont ; ordonne que les prisons seront ouvertes ausdits Faure & Sernolle, & les esloignés de leurs personnes rayez & biffiez : Et sur les appellations interjetées par lesdits Chanoines & Chapitre de ladite Eglise Cathédrale de Clermont, a mis & met lesdites parties hors de Cour & de procès. Et quant aux appellations de Pé & Ferrieres, a mis l'appellation au neant sans amende, & ordonné & ordonne que ce dont a esté appelle furtra son effet, condamne ledit appellant es despens des causes d'appel, lesquels pour racunes causes & considerations ladite Cour a taxez & moderés à foixante livres parisis. Enjoins aux Seneschaux d'Auvergne, Clermont, Riom, Bailif de Montferrant, leurs Lieutenans generaux & particuliers, & à chacun des Conseillers à leur ordre en chacun de leurs sieges, tenir la main à l'execution dudit Arrest du quatrième jour d'Aoust mil six cent dix-huict : De ce faire vous donnons pouvoir, & au premier des Huissiers ou Sergens faire tous exploits pour ce nécessaires, & mettre ces presentes à deulx execution à la requelle desdits Chanoines du Port. Donné à Paris en nostre Parlement le 18. jour de Mars l'an de grace 1619. & de nostre Regne le 9. Signé, Par la Chambre, VOYRIN.

Arrest de la Cour de Parlement de Thoulouse, du Samedi 7. Fevrier 1615. les Chambres assemblées : Par lequel, entre autres choses, est ordonné qu'à la requête du Procureur general du Roy, il sera enquis des vœux prejudiciables à l'Estat, qui se font sous pretexte de Religion, par aucuns Prestres, & autres.

LXXXIII. **E**NTRA le Procureur general du Roy, demandeur en repression des contraventions faictes aux Arrests & ordon-

nances de la Cour, rebellion & desobeissance d'une part ; & M. Guillaume de Resnegier Conseiller du Roy, & President en la seconde chambre

des Enquêtes d'icelle, Antoine la Salvanie, Mathieu Lardos, & Alexandre Monibus Prestres, defendeurs, d'autre: Veule procès, charges & informations; Procès verbal des Commissaires à ce deputez, auditions & réponses delcuis de Resseguier, la Salvanie, Lardos & Monibus, dire & conclusions du Procureur general du Roy :

Dit a esté, que la Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne que remontrances seront faites audit de Resseguier sur lasdites contraventions par luy faites ausdits Arrests & ordonnances d'icelle: Et pour les causes resultant du procès, a suspendu & suspend ledit Resseguier de l'exercice de son estat & Office de Conseiller & President ausdites Enquêtes, & entrée du Palais par le temps & espace de six mois: Et en outre luy a fait & fait inhibitions & defenses de s'entreprendre par cy-après du spirituel & temporel de la maison des filles ducs du tiers Ordre de S. François, directement ne indirectement, sur peine de privation de son dit Estat & Office de Conseiller & President: Si a enjoint & enjoint audit de Resseguier & Prestres établis en la maison proche de l'habitation desdites filles, vuider icelle; Et à l'Archevesque dudit Thoulouse ou à son Vicaire general de pourvoir de quelque fille Religieuse d'âge competent pour la conduite & direction desdites filles; & icelles faire voiler & dosiller dans deux mois pour toutes précisions & délais; autrement y sera par la Cour pourvue ainsi qu'il appartiendra: Et a condamné & condamne ledits de Salvanie, Monibus & Lardos, & chacun d'eux en cent sols d'amende à l'ordonnance de ladite Cour, pour la desobeissance par eux faite resultant dudit procès verbal: Neminus a ordonné & ordonne qu'à la requeste dudit Procureur general du Roy sera enquis des vœux extraordinaires & prejudiciables à l'Estat, qui se font sans praxente de Religieux par aucuns Prestres & autres, luy permettant à ces fins faire publier monitoire general en forme de droit.

Vou fait par J. Ferrage à M. G. de Resseguier.

J x soussigné, constitué & établi en la présence de Dieu eternal, & toute la Cour cele-

ste, ayant considéré l'immense bonté de Dieu en ses benedices, sa clemence & misericorde en mes pechiez, ses dons & faveurs en les inspirations, ce jour buy vingtième d'Aoust 1611, feste de S. Bernard, heure de dix, eu l'Eglise des Religieuses du tiers Ordre de S. François, voué vœu d'obéissance à Dieu & à la Vierge Marie Mere de Dieu, S. Pierre, S. Paul, & tous les Saints & Saintes de Paradis, me confiant en la misericorde de Dieu, sus prieres de la sainte Vierge Marie, & de tous les saints & Saintes, pour ma vie irrevocablement, comprenant eu luy vœu de chasteté & pauvreté, proportionnée à l'Estat Apolastique de Prestre Seculier, & tout selon la volonté de celui à qui je desire me soumettre pour l'amour de Dieu, qui estes vous mon reverend Pere Admateur de Resseguier President en la Cour de Thoulouse, vous donnant plein pouvoir d'exiger ledit vœu par toutes voyes de Justice temporelle ou spirituelle, ne me relevant que le seul desir de vous obeyr comme vous pleust me promettre de me commander: Et au cas que decederez plustost que moy, vous pourriez me laisser obeissant & soumis à tel que le saint Esprit vous inspirera, ma volonté estant telle que je la consacre, oblige & dedie à ces fins, elle mesme premierement à mon esprit avec toutes les facultez, mon ame avec toutes les puissances, mon cœur avec toutes les affections, mes corps avec tous ses sens, & tout, ne hastant vivement: Ouy je m'oblige & me soumetts selon la volonté de vous, mon reverend Pere, en la presence de mon Dieu, & à la veuë de l'Eglise triomphante; & eu la face de l'Eglise militante ma tres-chere mere: Ouy & le signe volontairement, irrevocablement & joyeusement, après avoir prié à mon Dieu eternal, tout puissant & tout bon, Pere, Fils, & saint Esprit de vouloir souffrir en moy ce vœu, & accepter ce mien sacrifice cordial & interieur en odeur de suavité, & comme il luy a pleu me donner l'inspiration & volonté de le faire, qu'il me donne aussi la force & grace requise pour l'accomplir & le rendre à Dieu, qui estes mon Dieu, mon amour & mon createur, que je vous adore, je vous benis & vous loue, criant, Vive Jesus, & me signe. J. FERRAGE.

Conclusions des Gens du Roy du Parlement de Paris, contre l'Archevesque d'Aix, à ce qu'il soit interdit de l'entrée de ladite Cour.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 15. Janvier 1616.

LXXXIV. C'E jour le Procureur general, parlant M. Louin Servin Advocat dudit Seigneur, a requis que suivant ce qui fut ordonné ce jour d'hier à l'audience, la Cour eust à deliberer presentement sur les conclusions par luy prises contre l'Archevesque d'Aix, auxquelles ils persistent, à ce qu'il soit interdit de l'entrée de ladite Cour jusques à ce qu'il soit purgé des cas à luy imputez par les Arrests des Parlemens de Provence, & Roïen, des

fixième Juillet & dernier Aoust. Sur ce, la matiere mise en deliberation, Monsieur le premier President a esté supplié par la Cour, & chargé de faire entendre à l'Archevesque d'Aix, qu'il ait à s'abstenir pour quelque temps de l'entrée d'icelle, jusques à ce que autrement ait esté ordonné: Et luy remontrant que s'il y vouloit venir nonobstant cette remontrance, la Cour delibereroit sur les conclusions du Procureur general du Roy.

Arrest du Parlement d'Aix sur des appellations comme d'abus de la collation de la Theologale de Grasse, & de l'excommunication decernée par l'Evesque, lequel sera admonesté d'absoudre, à peine de faïste de son temporel. 1617.

Extrait des Registres de Parlement.

LXXXV. **E**NTRE Messire Claude Isnard, Prestre Docteur en sainte Theologie de la ville de Grasse, appellant comme d'abus d'election, collation & ordonnance de la Theologale en l'Eglise Cathedrale de ladite ville, ensemble d'ordonnance & sentence d'excommunication rendue par l'Evesque de ladite ville, & demandeur en evocation d'instance pendante pardevant le Lieutenant au siege dudit Grasse, sur la maintenue de la Theologale de ladite Eglise, & au principal demandeur & defendeur en maintenue de ladite Theologale, d'une part; & Messire Estienne Lemaingre de Boufficaud Evesque dudit Grasse, & Grand Aumônier de la feue Royne Marguerite, & Messire Fiacre Fiquiet Docteur en sainte Theologie, Chanoine Theologal en ladite Eglise, & l'Oeconome dudit Chapitre dudit Grasse, intimés en ladite appellation, d'autre; & entre M. Joseph Faye, & Estienne Arnoux Prestres, beneficiers en ladite Eglise, appellans comme d'abus d'ordonnance de suspension rendue par ledit Evesque d'une part, & ledit Messire Estienne Lemaingre de Boufficaud Evesque intimé audit appel, d'autre; & encors entre les Consuls & Communauté dudit Grasse joints en cause, & demandeurs & defendeurs en requeste d'une part; & l'Oeconome dudit Chapitre defendeur & demandeur ausdites qualitez, requ-

stes respectivement, d'autre :

La Cour en ce qui concerne l'appellation comme d'abus interjetée par lesdits Isnard, Faye & Arnoux, de la suspension & excommunication contre eux lxxée par l'Evesque de Grasse, dit qu'il a esté mal, nullement & abusivement procédé, & bieu appelle par les appellans; ordonne que les distributions leur seront payées si fait o'a esté, & neanmoins ledit Evesque de Grasse sera admonesté de les absoudre de ladites suspensions & excommunications, à peine de faïste de son temporel.

Et pour le regard de l'autre appellation comme d'abus, interjetée par ledit Messire Isnard de la response faite à la seconde election, l'a déclaré & declare non reuevable appellans, & ayant esgard à la requeste d'evocation a évoqué & évoque à foy l'instance de garde pendante pardevant le Lieutenant de Grasse, & y faisant droit, sans s'arrester à la requeste d'intervention desdits Consuls dont les a debouté & deboute, a maintenu & maintient dissimativement ledit Fiquiet en la possession & jouissance de la Theologale dont est question; fait inhibitions & desfenses tant audit Isnard qu'à tous autres, de le troubler ny molester, à peine de cinq cents livres, & autre arbitraire, sans despens. Fait à Aix en Parlement le 10. May 1617.

Arrest de la Cour de Parlement d'Aix, sur les appellations comme d'abus des procedures de l'Archevesque d'Ambrun & de l'Evesque de Grasse, contre un nommé Muronis. 1617.

Extrait des Registres de Parlement.

LXXXVI. **E**NTRE Messire Alexis Muronis Docteur en Droit Canon & sainte Theologie, Prevost en l'Eglise Cathedrale de Grasse, appellant comme d'abus de decret d'ajournement personnel, ordonnances & procedures criminellement faites par l'Archevesque d'Ambrun, & encors des procedures, ordonnances faites par l'Evesque dudit Grasse, en faisant sa visite aux lieux d'Orbiseu & de Pergomas, d'une part; & M. Estienne de Boufficaud Evesque dudit Grasse intimé ausdites appellations, d'autre.

Appoincé est du consentement des parties: ouy sur ce le Procureur general du Roy, que la Cour en ce que concerne l'appellation comme d'abus de la procedure faite par l'Archevesque d'Ambrun, dit qu'il a esté abusivement procédé & decreté, sans avoir esgard à ladite procedure, en ce qui touche ledit Muronis tout seulement, a mis & met les parties hors de Cour & de procès sans despens, & pour le regard de l'appel-

lation comme d'abus des procedures & ordonnances faites par ledit Evesque de Grasse, en la visite des Eglises d'Orbiseu & de Pergomas, a pareillement sur ladite appellation, procedures & ordonnances, mis les parties hors de Cour & de procès sans despens.

Ordonne neanmoins que ledit Archevesque d'Ambrun sera admonesté de commettre & deleguer Vicaire *in paribus*, suivant l'Arrest du 25. Juin 1616. non suspect aux parties, lequel pour certaines causes & considerations, & sans nïer à consequence, procedera à la visite des Eglises dépendantes dudit Prevost lors que besoin sera, suivant les saints Decrets & Canons, ordonnances du Roy, & reglemens de la Cour, en ce que touchera & concernera ledit appellans, & sans audit Evesque de Grasse d'y proceder pour le surplus en ce que regardera l'administration des Ordres & Sacramens ausd'icq' verra bon estre: a enjoint audit Prevost d'honorer & respecter ledit Evesque de Grasse comme

son Prelat. & ledit Eveſque de vivre en paix & amitié avec ledit Muniſſon, & le traiter comme le Prevost de ladite Eglise. Fait au Greffe Civil

du Parlement de Provence, ſéant à Aix le 22^e Juin 1017. *Signé, ESTIENNE.*

Arrest de la Cour de Parlement d'Aix, qui porte un Reglement provisionnel de l'honneur que doit rendre le Prevost de l'Eglise de Frejus à son Eveſque. 1519.

Extrait des Registres de Parlement.

LXXXVII. **E**NTRE Meſſire Barthelemy Camelin Eveſque & Seigneur temporel de la ville de Frejus, demandeur en requête du 30. Fevrier 1617. d'une part; & M. Louis Quierſs Prevost en l'Eglise Cathédrale dudit Frejus, défendeur d'autre: Veu par la Cour ladite requête dudit jour 13. Fevrier 1617. exploitée le 20. dudit mois. tendant afin de faire dire que ledit Prevost accompagneroit ledit Eveſque allans & revenant de ladite Eglise juſques dans la chambre de ſa maiſon Episcopale, ſuivant l'ancienne couſtume avancée par ledit ſieur Eveſque: Extrait de délibération du Chapitre general tenu à Frejus le 15. May, jour de la ſeconde ſeſſe de la Penecoſte ſudit an 1617. Extrait du Statut fait par l'Eveſque, Prevost & Chyprie dudit Frejus, ſuivant la requiſition & admoſition à eux faite par l'Archeveſque de Vienne Legat du ſaint Siege du mois d'Aouſt mil deux cens trente-cinq: Autre ſtatut fait par ledit Eveſque & Chapitre du vingt troiſième jour du mois de May 1326. Atteſtation des beneficiers de ladite Eglise de Frejus, ſur le ſuit de l'accompagnement dudit ſieur Eveſque du 27. Novembre 1617. Autre atteſtation des Conſuls & autres plus apparens dudit Frejus, ſur le même ſuyet que deſſus, du vingthuitième dudit mois: Livre Ceremonier des Eveſques, imprimé à Rome au mois d'Octobre mil ſix cens: Extrait des ſtatuts de l'Eglise Metropolitaine ſaint Saviour de cette ville d'Aix, de *reuerentia Archiepiſcopo adhibenda*: expedients reſpectivement offerts par ledit ſieur Eveſque, & ledit Prevost du dix-huitième jour du mois de Novembre 1617. Arrest que les parties ſeront plus amplement ouyes pardevant le Commiſſaire, qui à ce ſera député, pardevant lequel les pretendus expedients par elle offerts avec leurs dires & contredits ſeront remis, pour à ſon rapport y eſtre pourveu, ainſi qu'il appar-

tiendra, du quatorzième Decembre ſudit an: Requête de commiſſion à Monſieur Thoron Conſeiller du Roy en la Cour du quinziesme dudit mois comparant, & ordonnance de pieces miſes, rendue par ledit Commiſſaire du dix-huitième jour du mois de Janvier 1618. Requête dudit ſieur Eveſque du vingt-uniesme dudit mois, que le procès ſeroit traité à la grand'Chambre & les pieces portées à M. Antoine de Badet Conſeiller du Roy, ſignifiée le 22. dudit mois: eſcrits, contredits, & les conſolutions du Procureur general du Roy. & tout ce que par les Procureurs des parties a eſté ſourny & produit en leur inventaires de production, pardevant ledit Commiſſaire: Ouy ſon rapport, tout conſideré:

Dit a eſté que la Cour ſur la couſtume avancée ſur le ſuit de l'accompagnement dont eſt queſtion, a appointé & appointe les parties en leurs ſuits contraires, articuleront iceux dans huitaine, ſeront preuves & enqueſtes au mois par le Commiſſaire député, ſur ce ſuit & rapport eſtre ordonné ce qu'il apparriendra par raiſon; & cependant par provision a ordonné & ordonne que lors que ledit Eveſque voudra aller celebrer ou aſſiſter au ſervice divin aux jours & ſeſtes ſolemnelles, & autres couſtumes, ledit Prevost ſera tenu d'aller prendre ledit Eveſque dans la baſſe-cour de la maiſon Episcopale, & l'accompagner en l'Eglise, & au retour d'icelle juſques dans ladite baſſe-cour: ſera néanmoins ledit Eveſque admoſté de le recevoir & traiter gratuitement comme Prevost de ſon Eglise; & enjoint audit Prevost de porter l'honneur, reſpect & reverence deu audit Eveſque comme à ſon Prelat, le tout ſans préjudice du droit des pères, & attribution d'aucun nouveau droit, deſpens reſervez. Publié à la barre du Parlement de Provence, ſéant à Aix le quinziesme jour du mois de May mil ſix cens dix-neuf. *Signé, ESTIENNE.*

Arrest du Parlement de Thoulouſe, pour les reparations & conſtructions des Eglises de quelques Diocèſes de ſon reſſort. 1619.

LXXXVIII. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, au premier de nos amez & ſeaux Conſeillers en notre Cour de Parlement de Thoulouſe, ou autre notre Juge ou Magiſtrat ſur ce requis, ſalut & dilection. Comme ſur la requête preſentée par notre Procureur general à la Chambre ſeint en vacations en noſtre Cour, ladite Chambre par ſon Arrest ce jourd'uy prononcé ait ordonné qu'il ſera procédé à la verification des reparations des Eglises démolies & ruinées

dans les Diocèſes de Niſmes, Uzes & Viviers, & qu'elles ſeront remiſes en tel eſtat que le ſervice divin y puiſſe eſtre commodément fait avec le reſpect & reverence deu: & requiſe: auquel eſſet les Commiſſaires & Sequeſtres cy-devant établis aux fruits des beneficiés ou leſdites Eglises ſont ſituées, ſeront tenus rendre compte deſdits fruits, iceux remettre pour eſtre vendus, & le prix conſigné entre les mains de perſonne ſolvable, qu'à cet eſſet ſeront nommez par les ſieurs Eveſques deſdits Diocèſes, pour iceux deniers

deniers estre employez à la construction & réparation desdites Eglises, desquelles Eglises ruinées & démolies, situées es faldits Diocèses, par l'un des Conseillers de nostre dite Cour trouvé sur les lieux, fera faire verification & estimation des reparations nécessaires à icelles, avec Charpentiers, & Maçons, que à cet effet seront par ledit Commissaire pris d'office, & en outre la sixième partie des fruits desdits benefices auxquels lesdites Eglises appartiennent, satis & sequestrées tant pour l'année présente, que années à venir jusques à l'entière perfection desdits baulimens & reparations qui se trouveront estre nécessaires, suivant le rapport desdits Experts : lesquelles reparations seront baillées pardevant ledit Commissaire au moins disant, & à l'estime de la chandelle, à l'effet d'y estre procédé promptement & sans delay à proportion des sommes qui se trouveront tant es mains desdits sequestrés qu'il establis, de ce que ce qui proviendra de ladite sixième partie desdits fruits.

Auroit ordonné en outre ladite Chambre, que des simonies & autres cas & excès mentionnez en ladite requête cy sous le contrefect de nostre Chancelier attachée, sera enquis par le même Commissaire sur l'intendit, qu'à cet effet nostre Procureur general ou son Substitut pourra bailler, pour l'inquisition rapportée y estre or-

donné ce qu'il appartiendra. Et pour subvenir aux frais nécessaires à l'exécution du present Arrest, tant lesdits sieurs Evêques, Syndics du Clergé desdits Diocèses, que leurs Receveurs des décimes seront contraints par toutes voyes deus & raisonnables, & par suite si besoin est de leur temporel, de configner & avancer les sommes à ce nécessaires es mains du Greffier dudit Commissaire, & jusques à la somme de neuf cens livres, sauf à icelle augmenter ou diminuer, & à estre lesdites sommes après departies sur les percevans fruits desdits benefices, où lesdites reparations & constructions se trouveront avoir esté requises & nécessaires.

Nous à ces causes à la requête de nostre Procureur general, vous mandons & commandons par ces presentes le susdit Arrest mettre à deus & entiere exécution selon sa forme & teneur, en contraignant à y obeyr tous ceux qu'il appartiendra, par toutes voyes deus & raisonnables. Mandons en outre à tous Huissiers, ou Sergens, faire tous exploits, injonctions & exécutions nécessaires, & à tous nos Julticiers, Officiers & sujets obeyr. Donné à Thoulouse en ladite Chambre des vacations, le dernier jour d'Octobre l'an de grace mil six cens dix-neuf, & de nostre Regne le dixième. Par la Chambre, DES FONTAINES.

Arrest du Parlement de Thoulouse pour les reparations des Eglises; conservation du domaine des Ecclesiastiques, & faisie des fruits des benefices competemment deservis. 1620.

Extrait des Registres de Parlement.

LXXXIX. **S** U n a ce qui a esté remonstré par le Procureur general du Roy, qu'ayant la Cour député Maître Guillaume de Resquevier Conseiller du Roy en icelle, pour prouver conformément aux saints Canons, Ordonnances, Arrests de reglement donnez par ladite Cour, aux deffordes qui sont aus Diocèses d'Uzèz, Vivarez & Nîmes, & rellablir les Eglises & service divin en icelles, & faire recherche des usurpations des domaines Ecclesiastiques, afin que ceux du Clergé sans trouble puissent s'acquiter au deu de leurs charges, soit pour la fonction de leur profession & jouissance de leurs biens & revenus, à quoy ledit Commissaire travaille avec les Vicaires generaux des Evêques desdits Diocèses qui sont conjointement leurs visites. Et d'autant que en procédant par ledit Commissaire il se trouve qu'il n'a esté fait fait ausdits Arrests, en ce qu'il est ordonné que les titulaires des benefices desdits Diocèses employeroient à la réparation desdites Eglises la sixième partie des fruits desdits benefices, en sorte que les beneficiers sont deheurs de tous les arrérages dudit sixième.

D'ailleurs qu'il y a plusieurs desdits benefices possédés aucuns par Gentils-hommes, & autres par Ecclesiastiques qui ont d'autres benefices, & se peuvent entretenir & faire lesdites reparations, & neantmoins ne font aucune residence; requérant qu'il plaise à ladite Cour ordonner que les fruits du service divin, & entretien des Prestres destinés à cet effet préalablement pris ensemble les charges ordinai-

res requêtes, que par ledit Commissaire soit procédé à la faisie de telle portion qu'il verra estre nécessaire pour ledit rellablissement desdites Eglises ruinées, mêmes que tous sequestrés cy-devant establis sur lesdits fruits soient tenus en rendre compte pardevant luy : & attendu que ladite visite est laborieuse, & de grands frais, il soit procédé ausdites visites, mêmes es jours series, auxquels jours plus commodément les payfants & habitants se trouvent sur les lieux n'estans distraits à leurs œuvres manuelles, & qu'il soit passé par luy outre à l'exécution de ses ordonnances, notobstant appellations & oppositions, & toutes declinatoires que pourroient estre proposées par lesdits Ecclesiastiques du ressort, en vertu des provisions qu'ils pourroient obtenir du grand Conseil, pour empêcher le fruit que ladite Cour s'est promis de cette recherche pour le rellablissement dudit service divin.

La Cour a ordonné & ordonne, que par ledit Commissaire sera procédé à l'exécution desdits Arrests donnez sur le sujet des reparations desdites Eglises, & maintenance desdits Ecclesiastiques, & conservation de leurs domaines ausdits Diocèses d'Uzèz, Vivarez & Nîmes; & à cet effet les sequestrés cy-devant establis en vertu desdits Arrests, seront assignez devant ledit Commissaire, pour rendre compte du sixième des fruits, pour les arrérages duquel sixième des années precedentes, & pour l'advenir ledit Commissaire fera proceder par faisie des fruits des benefices, non competemment deservis

jusques à la portion qui sera nécessaire pour le rétablissement desdites Eglises ruinées, delaisant néanmoins partie d'iceux suffisante pour l'entretien des Vicaires, & autres Ecclesiastiques qui feront le service divin, & pour satisfaire aux autres frais ordinaires : les ordonnances duquel Commissaire en ce qui concerne lesdites réparations, seront exécutées nonobstant appellations ou oppositions quelconques, & sans prejudice d'icelles. Et au fait desdites visites sera aussi prouvé par ledit Commissaire, mêmes es jours feries. Lesquels Ecclesiastiques ladite Cour n'a mis

en la protection du Roy, & d'elle, & enjoint à tous Consuls empêcher que au fait du service divin, & des domaines & drois desdites Ecclesiastiques, il n'en soient troublez ny empêchez, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom, avec inhibitions à tous Gentils-hommes s'entreprendre des baux & levées des dîmes, & autres drois Ecclesiastiques directement ny indirectement sur les peines des Ordonnances. Prononcé à Thoulouse en Parlement le vingtième Fevrier mil six cens vingt. *Signé, M. A. L'ENFANT.*

Délibération de la Cour de Parlement de Provence, sur un Theatre qu'avoit fait construire l'Archevesque d'Augustopoli, Coadjuteur de l'Archevesque d'Aix, au lieu de la Chaire Archiepiscopale qui estoit au chœur de l'Eglise de saint Sauveur d'Aix. 1622.

Extrait des Registres de Parlement.

XC. DU Jeudy vingt-deuxième du mois de Decembre mil six cens vingt-deux dans la grande Chambre, de matin les Chambres assemblée, appelez & presens les Gens du Roy, Monsieur le premier President a representé que le jour d'hier les sieurs Commissaires se seroient assemblez dans la maison de matin & de soir, où le seroit trouvé le sieur Archevesque d'Augustopoli, assisté de plusieurs de son Chapine, auquel ledit sieur premier President auroit fait entendre l'importance de cet affaire, les grands inconveniens qui pouvoient arriver du progres de cet attentat; néanmoins que la Cour seroit toujours bien aise qu'ils fussent repetez de son propre mouvement, & de voit continuer la bonne intelligence qui doit estre entre ce Corps & luy; & que ledit sieur Advocat general de Cornu ayant fait entendre à la Cour comme il desiroit de terminer cet affaire par la voye de douceur, & d'embrasser les expedients raisonnables pour cet effect, qu'elle avoit trouvé bon aussi d'ouyr ses propositions, & apprendre de sa bouche ce qui seroit de ses intentions, & de son dessein pour la construction dudit nouvel oeuvre.

Surquoy ledit Archevesque d'Augustopoli auroit representé, qu'encores que ladite construction dépendit de sa seule & particulière autorité Episcopale, sur laquelle la Cour n'avoit rien à voir, néanmoins qu'il estoit bien aise de nous informer de la raison & de son dessein, qui n'estoit autre que de placer sur ledit theatre ses comministrans, lorsqu'il celebreroit les vespres Pontificales, ce qu'il ne pouvoit commodément faire en son ancienne chaire, attendu l'impossibilité de la stance de sesdits comministrans en ladite chaire ancienne, estimant d'ailleurs que c'est à luy d'ordonner dans l'Eglise & de l'ordre des chaires d'icelles, & particulièrement de la sienne pour la decence des ceremonies du ministration selon sa volonté, sans qu'il en soit comptable à la Cour. Et en outre il pre-supposoit n'avoir rien fait que par le commandement special du Roy, & de Messieurs ses Ministres, & que ledit theatre ne portoit aucune incommodité, ainsi qu'il nous seroit voir à l'œil par l'evidence du lieu, si nous voulions prendre la

peine d'y aller avec luy.

Fut répondu par lesdits sieurs Commissaires, que ce qui regardoit la police extérieure de l'Eglise ne dépendoit pas de luy seul, que cela dépendoit aussi de l'autorité du Roy, & de ses Officiers, auxquels il appartenait de cognoître des alterations, innovations & changemens de l'ancien estat de l'Eglise, & des sieges qui s'y faisoient. Que les Roys estoient seuls Patronz & Fondateurs de toutes les Eglises de leur Royaume, & même des Metropolitaines & Cathedrales, lesquels estoient representez en icelles par les Cours souveraines; qu'il n'avoit pu faire ladite nouvelle oeuvre pour officier aux Vespres Pontificales, parce que cette entreprise est contraire à la forme prescrite par le Pontifical & Ceremonial Romain, qui enjoint aux Evêques & Archevesques quand ils voudront celebrer Pontificalement, soit à la Messe, ou à Vespres, de la faire à l'Autel du costé de l'Evangile. Et quant aux chaires Archiepiscopales le Pontifical ne leur prescrit point qu'elles doivent estre sur un theatre, mais seulement relevées de trois degres. De sorte qu'ayant luy demoly l'ancienne chaire, & à sa place ayant fait dresser un theatre relevé de cinq degrez, & voire plus haut que son ancienne chaire, il avoit directement contrevenu à la teneur dudit Pontifical; & outre cette contravention, il n'encontre contrevenu à l'ancienne coustume observée depuis plus de quatre cens ans dans ladite Eglise, qui est d'avoir disjoint la chaire du Chœur, & luy vouloir donner autre forme qu'elle n'avoit: aussi aucun de ses devanciers n'y avoit jamais pensé, bien que cette chaire ait esté remplie de Cardinaux & autres grands personages, lesquels n'ont point fait de difficulté de celebrer au costé du Maître Autel Pontificalement, soit à la Messe, ou à Vespres.

Et pour luy faire voir que ce qu'il a fait est contre tout devoir & raison, il luy avoit esté exhibé par lesdits sieurs Commissaires une declaration faite par le sieur Archevesque d'Aix son oncle, sur le même differend le treizième Octobre 1618. par laquelle il declare que passées que fussent les Fêtes de la Toussaints de ladite année, il celebreroit les Vespres Pontificales

& folemnelles auyrés du Maître Autel, jufques à ce que la Majesté ayt déclaré fon intention, parces voyes, ladite déclaration eſcrite & ſignée de la main dudit ſieur Archeveſque d'Aix, laquelle ledit ſieur Archeveſque d'Auguſtopoli avoit pu ſeulement reconnoître : de forte que n'eſtant luy que ſimple Coadjuteur dudit ſieur Archeveſque d'Aix, il ne pouvoit rien innover ny alterer au prejudice de ladite Declaration, ne l'ayant luy pu ignorer, puis-qu'elle a eſté faite par ſon oncle, & en conſequence de laquelle, ledit ſieur Archeveſque d'Auguſtopoli n'a jamais célébré Pontificalement les Veſpres puis ſon eſtaſſiſſement.

Et en ce qu'il a dit en avoir eu commandement de la Majesté, & de Meſſieurs ſes Miniſtres, luy auroit eſté représenté que cela n'eſtoit point vray ſemblable, puisqu'il n'en faiſoit nullement apparoir, n'en ayant ladite Majesté ny ſes Miniſtres aucunement parlé à la Cour, ny à aucun des Officiers d'icelle qui ont eu l'honneur de la faire en ſon voyage de Provence, & juſques à ſon départ d'Avignon. Et en ce qui eſt de l'incommodité dudit theatre, les ſieurs Commiſſaires ſe ſeroient tranſportez en ladite Eglise, & à l'endroit dudit theatre en preſence dudit ſieur Archeveſque d'Auguſtopoli, & nonobſtant les conſidérations par luy faites, il a eſté viſiblement reconnu, que contre que l'ancienne face du Chœur de ladite Eglise a eſté entièrement changée, avec une grande & extraordinaire deformité, ledit theatre ſe trouvant de cinq degrez de hauteur, & plus haut élevé que n'eſtoit l'ancien ſiege de ladite chaire Archiepiſcopale, ſimil qu'il a eſté venſifié ſur le lieu par les Charpenniers qui y ont travaillé, & par le Contrôleur des baſtimens du Roy, qu'on avoit mené ſur le lieu, leſquels nous ont fait voir les veſtiges qui paroifſoient apparemment de l'ancienne chaire : & encore a eſté reconnu que lors que ledit ſieur Archeveſque d'Auguſtopoli voudra placer ſur ledit theatre tous ſes commiſſaires, & autres Preſtres qui luy ſeront néceſſaires, que les Officiers du Roy qui ſeront en leurs places ordinaires, & plus proches dudit theatre, ne pourront preſque voir le maître Autel, pour y voir le divin ſervice, & ſe mettre à genoux. Il ſeroit encores plus incommodé, & comme ſoulez aux pieds par ceux qui ſeront ſur ledit theatre, en forte qu'ils ne pourront eſtre en leurs places avec la ſenſer & dignité requiſes à leurs charges. Le public eſt encore intereſſé en ce nouvel œuvre, en ce que ledit theatre eſt dete telle hauteur, longeur, & largeur, qu'il occupe un grand eſpace dans ladite Eglise, en forte qu'aux feſtes principales de l'année le peuple ne ſe pourra placer audit endroit, comme il avoit accoutumé faire anciennement : outre que le doſſier dudit theatre ſerme la moitié d'un treillis de fer qui ſervoit de grande commodité au peuple pour voir le ſervice divin qui ſe faiſoit, tant audit Chœur que à la ſeconde nef de ladite Eglise. Et après avoir eu ſur ce ſujet pluſieurs autres diſcours d'un côté & d'autre avec ledit ſieur Archeveſque d'Auguſtopoli, leſdits ſieurs Commiſſaires luy auroient fait ouverture de quelques expediens pour le bien de la paix, auxquels il n'auroit voulu entendre : ſur quoy il eſt expediens de pourvoir & deliberer, pour obvier aux inconveniens qui eu pourroient arriver.

Surquoy ledit Maître Thomassin Advocat general, aſſiſté comme deſſus deſdits Maîtres de Cornis, Raballe, & de Guerin Advocats & Procureur generaux ſes collègues, a dit, qu'anteparavant que de prendre les conclusions qu'ils eſſiment eſtre obligés de prendre pour le devoir de leurs charges, & de la Juſtice, il ſeroit d'advia de temer encore les voyes de douceur, & que d'abondant il pleuſt aux ſieurs Commiſſaires de s'aboucher avec ledit ſieur d'Auguſtopoli, pour le diſpoſer d'embraſſer les expediens par eux propoſés, ou de remettre la chaire Archiepiſcopale en ſon ancienne forme & eſtat : & où il ne le voodroit faire, ont requis qu'il fuſt procédé à la ſaiſie de ſon temporel ſous la main du Roy, & ſon forſa. Le ſuit mis en deliberation; La Cour, les Chambres aſſemblées, y a pourveu par ſon Arreſt dudit jour, eſtant au Greſſe.

Pour extrait du Regiſtre des deliberations de la Cour de Parlement de Provence. Signé, ESTIENNE.

Atteſt de ladite Cour, dont eſt fait mention en la precedente deliberation.

Extrait des Regiſtres de Parlement.

VEU par la Cour les Chambres aſſemblées, la requiſition ſuivie par le Procureur general du Roy le dix-neufieme du courant, interſeé dans les Regiſtres, touchant la demolition ſuivie de la chaire Episcopale de l'Eglise Metropolitaine ſainct Sauveur de cette ville d'Aix, & conſtruction ſuivie au lieu & place d'icelle d'un grand theatre, au prejudice de l'ancien eſtat de l'Eglise, avec la deliberation ſuivie par ladite Cour, les Chambres aſſemblées, portant qu'il ſeroit accede ſur le lieu par Meſſieurs de ſainct Marc, & Dagut Conſeiliers du Roy en icelle, avec ledit Procureur general, pour faire procès verbal, tant ancien que récent dudit nouvel œuvre, onyr les ouvriers, par commandement de qui, & à quels jours & heures ils y ont travaillé, pour ce ſait & communiqué au Procureur general, y ordonner ce qu'il appartiendra : & cependant que deſcendés eſſoient ſuivies juſtices ouvriers, & à tous autres, de continuer ledit œuvre, juſques à ce que autrement par ladite Cour en fuſt ordonné, à peine de cinq cents livres, & de punition corporelle.

Procès verbal ſur ce ſait par leſdits Commiſſaires leſdits jour & an, contenant la deſcription de l'eſtat & qualité tant de l'ancien eſtat de ladite chaire Archiepiſcopale, & demolition d'icelle, que du nouvel œuvre & theatre ſait au lieu & place d'icelle, & que le tout a eſté ſait à la poſſeſſion de Meſſire Guy Hurault Archeveſque d'Auguſtopoli, Coadjuteur de Meſſire Paul Hurault de l'Hopital Archeveſque d'Aix, contenant auſſi le dire & deſpoſition des ouvriers qui ont travaillé audit nouvel œuvre, & le dire dudit Archeveſque d'Auguſtopoli ſait pardevant leſdits Commiſſaires, en procédant au ſuit de leur dite commiſſion.

Autre deliberation ſuivie par ladite Cour, les Chambres aſſemblées, dudit jour de relevée, contenant qu'il eſt permis à Maîtres de Cornis, & Raballe, Advocats & Procureur generaux du Roy en icelle, de ſ'acheminer vers ledit ſieur Archeveſque d'Auguſtopoli, pour s'aboucher avec luy, & traiter des moyens pour faire

remette ledit nouvel œuvre en son premier estat à l'amiable: Autre deliberation de ladite Cour, les Chambres assemblées, du 20. dudit mois & an, sur le rapport fait par ledits Maîtres de Cornis & Rabolle, Advocat & Procureur généraux, par laquelle Maître Thomas Thouron, & de Glanvès Conseillers du Roy en ladite Cour sont commis, pour avec ledits Maîtres de saint Marc & Dagus précédens Commissaires, accéder derechef sur le lieu, & faire nouvelle visite & description dudit nouvel œuvre: Procès verbal sur ce fait par ledits Commissaires dudit jour & an: Conclusions dudit Procureur général, à ce qu'il fust député des Commissaires pour conférer amiablement avec ledit sieur Archevesque conformément au desir qu'il leur a témoigné de vouloir conférer: Deliberation sur ce faite par ladite Cour, les Chambres assemblées, dudit jour de relevée, contenant députation des Commissaires y dénommez pour faire ladite Conférence: Rapport fait dans la Chambre par ledits Commissaires, de ce qui s'est passé en ladite Conférence: Declaration privée du 30. Octobre mil six cents dix-huit, faite par ledit sieur Archevesque d'Aix, exhibée, & tout incontinent retirée par ledit Maître de Cornis Advocat général, suivant le commandement verbal à luy fait par ladite Cour, par laquelle ledit sieur Archevesque déclare que passé qu'il soit la feste de Toussaints lors prochaine de l'année mil six cents dix-huit, il celebrera les Fêtes Pontificales & solennelles auprès du Maître-Autel de l'Eglise saint Sauveur, jusques à ce que sa Majesté ait sur ce déclaré son intention, parties appelées; & pour assurance de ce a escript & signé ladite declaration de la main, qui seroit gardée par ledit Maître de Cornis Advocat général, puis rendu après la declaration de ladite Majesté: Autres conclusions dudit Procureur général du Roy:

Tout considéré, dit n'ellé, que ladite Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne, que l'Archevesque d'Augulopolis, en qualité de Coadjuteur de l'Archevesque d'Aix, sera admonesté de faire remettre la chaire Archiepiscopale en son premier & ancien estat dans deux jours, & de n'attenter ou innover aucune chose au prejudice de ladite promesse & declara-

tion faite par l'Archevesque d'Aix du treizième Octobre mil six cents dix-huit, jusques à ce que par sa Majesté en soit ordonné, autrement sera pourveu sur les fins & conclusions du Procureur général du Roy, ainsi qu'il appartiendra par raison: & cependant a fait & fait ratifier inhibitions & defences à tous artisans, ouvriers, & autres qu'il appartiendra, de travailler à la continuation dudit nouvel œuvre, ny fe desluisir des ouvrages qu'ils ont y servans, à peine de mille livres, & de punition corporelle. Fait à Aix en Parlement le 22. Decembre 1622. Signé, ESTIENNE.

Arrest de ladite Cour, par lequel est ordonné que ledit sieur Archevesque sera admonesté de faire démolir le theatre fait à l'Eglise d'Aix, & remettre la chaire en son premiere estat, à peine de faire de son temporel.

Extraits des Registres de Parlement.

VU par la Cour, les Chambres assemblées, l'Arrest donné par icelle le vingt-deuxième du passé, & l'exploit de signification fait au sieur Archevesque d'Augulopolis: Procès verbal fait par Trompet & Capijon Huissiers en icelle: Deposition des Consuls de cette ville d'Aix, sur le registre, & les conclusions du Procureur général du Roy. Tout considéré:

Dit a ellé, que la Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne, que ledit Archevesque d'Augulopolis, en ladite qualité de Coadjuteur de l'Archevesque d'Aix, sera d'abondant admonesté de démolir ce nouvel œuvre, & le theatre dont est question, conformément au précédent Arrest, par tout le jour, & remettre la chaire Archiepiscopale en son premier & ancien estat dans deux jours après, nativement sera procédé à la suite de son temporel jusques à la somme de dix mille livres: & neantmoins que le Roy sera adverty de ladite nouveauté & entreprise faite au prejudice de son autorité. Publié à la Barre du Parlement de Provence feant à Aix le 2. Janvier 1623. Signé, ESTIENNE.

Lettres patentes du Roy, portant confirmation des Bulles de l'érection de l'Archevesché de Paris, avec l'Arrest de la Cour portant verification d'icelles.

1623.

XCI. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Notre amé & feal Conseiller en nos Conseils, & Grand-Maître de nostre Chapelle, François Gondy, premier Archevesque de nostre bonne ville de Paris, nous a fait remontrer qu'à nostre priere & nomination il n'aurait pleu à nostre saint Pere le Pape, par sa bulle & provision Apollotique du vingtième jour d'Octobre dernier, créer & enger le Siege Episcopal de ladite Eglise de Paris en Siege Archiepiscopal Metropolitain, & chef de Province, luy ordonnant pour suffragans les Evêques de Chartres, Meaux, & Orléans, pour dorénavant eux, leurs Clergé, Chapitres, Diocèses, & habitants d'iceux, recognoistre &

obeyr audit Siege Archiepiscopal de Paris, tout ainsi qu'ils faisoient auparavant ladite erection à l'Archevesché de Sens, dont ils sont distraits & démembrés; les exemptant à cette fin de toute cour, jurisdiction, obeyssance, & correction dudit Archevesché de Sens, comme plus particulièrement est contenu par ladite bulle: nous suppliant humblement ledit exposant de vouloir consumer ladite bulle, & luy en octroyer nos Lettres à ce nécessaires.

A ces causes, après avoir fait voir icelle bulle cy attachée sous le scel de nostre Chancellerie, desirans pour les memes raisons, zèle, & devotion, qui nous ont meu de requérir l'erection dudit Archevesché & Siege Metropolitain de Paris, que ladite bulle sorte son plein & entier effect

effet. Considerant aussi que tous nos sujets des Diocèses de Paris, Chartres, Meaux, & Orléans, recevoient un grand soulagement de ladite erection, attendu qu'au moyen d'icelle il leur conviendrait dorénavant, pour les causes & différends Ecclesiastiques, plaider par appellaudit Sieges Archiepiscopaux de Paris, au lieu qu'ils souloient aller au Siege & Archevêché de Sens; D'ailleurs que nostre ville de Paris estant, ainsi qu'elle est, la plus grande, & la plus peuplée, on seulement de nostre dit Royaume, mais de toute la Chrestienté, telle dignité Archiepiscopale & Metropolitaine est justement due à l'Eglise d'icelle: Avons de nostre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, confirmé & approuvé, confirmons & approuvons par ces presentes signées de nostre main, ladite bulle & provision Apostolique de nostre saint Pere, portant erection Archiepiscopale du Siege de ladite Eglise de Paris, & distractions desdits Evechés & Diocèses: Voulons & nous plaist que ledit exposant & ses successeurs Archevêques de ladite Eglise, jouissent dorénavant dudit titre & dignité Archiepiscopale, pleinement, paisiblement, & perpétuellement; ensemble desdits honneurs, autorités, prerogatives, preeminences concédées & données par ladite bulle; n'entendant toutefois que ladite erection d'Eveché en Archevêché, puisse prejudicier aux droits, franchises, libertez, privileges, & exemptions dont les Doyens, Chanoines, & Chapitre de ladite Eglise de Paris, tant en general qu'en particulier, & les Eglises Collegiales, & autres dépendants d'iceux sont en possession de jouir, ny que sous pretexte de ladite bulle on puisse rien changer & innover en leursdits droits, les prenant à cet effet, comme aultresfois, avec leurs fideles droits & privileges en nostre protection; aussi que ledit exposant & sesdits successeurs audit Archevêché puissent prendre plus grands droits à l'égard dudit Chapitre & ses dépendances, que ses predecesseurs Eveques de Paris avoient auparavant ladite erection.

Voulant pareillement que lesdits Eveques de Chartres, Meaux, Orléans, & leurs Doyens, Chanoines, & Chapitres jouissent des mesmes exemptions, privileges, & immunités à eux cy-devant concédées par nostre dit saint Pere, ses predecesseurs, & autres, suivant les Concordats faits pour ce regard entre eux & ledit exposant, combien que par ladite bulle il y eust clause à ce contraire.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les gens tenants nostre Cour de Parlement audit Paris, que ces presentes nos Lettres de confirmation de ladite bulle & erection Archiepiscopale & Sieges Metropolitains, ils fissent enregistrer, & du contenu en icelles, & de ladite bulle jouir & user pleinement, paisiblement, & perpétuellement ledit exposant & ses successeurs Archevêques de Paris, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire: lesquels il faut, mis, ou donnez estoient, seront incontinent reparez, & mettre

à pleine & entiere delivrance, & au premier estat & deu: Car tel est nostre plaisir. Es ains que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seal à cesdites presentes, sauf en autre chose nostre droit, & l'artruy en toutes. Donné à Paris au mois de Fevrier l'an de grace 1623. & de nostre Regne le 13. Ainsi Signé, LOUIS, & sur le reply, Par le Roy, DE LOMENIE, & scellée en lacs de soye de cire verte. Et sur ledit reply est escrie: Registrés, ouy le Procureur general du Roy, pour jouir par lesdits de Gondy de l'effet & contenu en icelles, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le 8. jour d'Aoust 1623. Signé, DU TILLET.

Extrait des Registres de Parlement.

VEU par la Cour les Lettres patentes du Roy données à Paris au mois de Fevrier de la presente année, signées LOUIS, & sur le reply, Par le Roy, DE LOMENIE, & scellées du grand seal de cire verte en lacs de soye, par lesquelles & pour les causes y contenues, ledit Seigneur confirme & approuve la bulle de nostre saint Pere le Pape du 3. Novembre dernier, portant erection du Siege Episcopal de l'Eglise de cette ville de Paris, en Siege Archiepiscopal, Metropolitain, & chef de Province, voulant que Messire François de Gondy Archevêque de ladite Eglise, & ses successeurs jouissent dorénavant dudit titre & dignité Archiepiscopale, pleinement & paisiblement: ensemble des honneurs, autorités, franchises & preeminences concédées & accordées par lesdites bulles, ainsi & comme plus au long le contiennent lesdites Lettres: Requête par ledit Messire François de Gondy, présentée à ladite Cour afin de verification d'icelles. Veu aussi lesdites bulles de nostre saint Pere le Pape du vingtième Octobre fix cents vingt-deux, contenant ladite erection d'Eveché de cette ville de Paris en Archevêché: Conclusions du Procureur general du Roy: & tout considéré:

Ladite Cour a ordonné & ordonne, que lesdites Bulles & Lettres seront registrées & Registres d'icelle, pour jouir par ledit de Gondy de l'effet & contenu d'icelles, sans approbation neantmoins de ces mots, *de mœu proprio*, contenus esdites bulles: & à la charge que par cy-après aux erections d'Archevêches ou Evechés de ce Royaume, au lieu desdits mots il sera mis, qu'elles seront obtenues à la requisiion du Roy. Et en consequence a ladite Cour fait defenses aux Doyens, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise de Sens, & à tous autres Juges & Officiers, de troubler & empescher ledit de Gondy en ladite erection & exercice de la Justice à luy appartenant, à cause dudit titre & dignité d'Archevêque: a ordonné que lesdites lettres seront publiées & Sieges Prelatiaux. Baillages & Prevostez de Sens, Orléans, Chartres, & Meaux: & Officialitez desdits lieux: & enjoint aux Substituts du Procureur general d'y tenir la main. Fait en Parlement le 8. Aoust l'an 1623. Ainsi Signé, DU TILLET.

Comme le Pape ne peut exiger des Archevêques ou Eveques en ce Royaume, sous la main du Roy, & de son consentement, il ne peut aussi lacer des translations de Prelatures, dignitez, & autres benefices etiam à la nomination du Roy, sans son consentement. Ainsi le Roy François I. en l'année 1516. conjoints monsigneurs de la Roche-Morand & de la Roche-Morand, comme a remarqué Bessacius in

glossa ad Montepessulanum, comme a remarqué Bessacius in prima, pag. 128. 129. des translationes. Voyez Secretan c. 31. l. 7. de Hæc. Eccl. c. Episcopus 37. 7. q. 1. Walsingham. Hist. Angl. pag. 395. & in Episcopatus Nostri, p. 113. Guill. Tyrin, c. 11. lib. 11. hyst. brit. Jern.

Arrest du Parlement d'Aix sur deux appellations comme d'abus touchant la visite de l'Abbaye de Lerins & Eglises dependantes d'icelle. 1623.

Extrait des Registres de Parlement.

XCII. ENTRE l'Oeconome du Monastere saint Honoré de Mlle de Lerins, appellant comme d'abus de visite faite par l'Evesque de Grasse aux Eglises dependantes dudit Monastere, d'une part : & Messire Estienne le Meingre de Boufficaud Evesque dudit Grasse innomé audit appel, d'autre. Et entre ledit Messire de Boufficaud aussi appellant comme d'abus de Bulle du nostre S. Pere le Pape du second Juin 1617. d'une part : & l'Oeconome dudit Monastere innomé audit appel, d'autre :

Veu par la Cour le procès verbal de visite des Paroisses & Eglises dependantes dudit Monastere, faite par ledit Messire de Boufficaud en l'année 1617, dont est appel : Bulle de nostre S. Pere le Pape octroyée audit Oeconome le second Juin audit an : lettres d'appel sur ce obtenues en la Chancellerie dece pays, par l'une & l'autre desdites parties, des quatrième Avril de ladite année 1617, & troisième Decembre 1618. deument exploitées le vingt-unième dudit mois d'Avril & 9. Janvier 1619. Plusieurs Bulles originelles & autres octroyées par les saints Peres les Papes, touchant les anciens privileges d'exemption dudit Monastere, faites des années 1334. 1400. 1422. 1423. 1455. 1535. 1581. 1517. & 1551. Visite faite par Dom Benoist de Venise Abbé dudit Monastere en l'Eglise dudit Vallaurie, du cinquième Aoust 1584. Autre visite faite au lieu de Valbonne le onzième dudit mois. Autre extrait de visite faite par Dom Ilure aux Eglises du lieu de Camus, Mongins, Vallaurie, Valbonne, la Napouille & Camus du cinquième May mil six cent. Bulle de Clement IV. faite en l'année 1284. par laquelle entre autres choses y contenues appert, que l'Evesque dudit Grasse douze demers coraux en l'Eglise de Mongins dependant du Monastere. Ecripts faits sur la contention arrivée entre ledit Oeconome dudit Monastere, & les Consuls dudit Mongins pour raison de disme y designée en date du quatrième Octobre 1579. Plusieurs autres visées & actes de protestations, & procès verbaux faits ensuite d'icelles par les y nommez. Arrest de procès par escripts touchant ledites appellations du troisième Decembre 1618. & quatrième Fevrier 1619. Conclusions du Procureur general du Roy, griefs, escripts, concedits, requies, & autres pieces fournies & produites par l'une & l'autre des parties, tant en leurs inventaires de productions, que autrement par requelle : Ouy le rapport du Commissaire : tout considéré :

Dit à elle, que la Cour faisant droit sur les fins & conclusions des parties, en ce que concerne l'appel comme d'abus de l'ostroy du brief concerné par l'Auditeur de Rome de Rome du neuvième Juin 1617. a dit & déclaré mal, nullement & abusivement avoir été decreté & procédé par ledits Auditeur & Oeconome, luy

a fait & fait inhibitions & defences de s'ayder dudit brief, à peine de saisie de son temporel.

Et quant à l'appel de la procedure & ordonnance dudit Evesque, en ce que concerne la visite des Eglises y mentionnées, & ordonnance de reparations & provoyement desdites Eglises, a déclaré ledit Oeconome non recevable en son appel, bien avoir été procédé par ledit Evesque, la mainenu & maintenu au droit de faculté de visiter ledites Eglises, suivant les saints Decrets, Canons & Ordonnances du Roy, fait inhibitions & defences dudit Oeconome de le troubler & molester, sur la mesme peine. & en ce qu'il de la visite du Monastere S. Honoré de Lerins, dit mal & abusivement avoir été ordonné par ledit Evesque, luy fait inhibitions & defences de contrevenir aux privileges sur ce concedez par les saints Peres susdits Abbez & Religieux dudit Ordre, à peine de saisie de son temporel, sauf en cas d'abus ou convenance des Superieurs y estre pourveu suivant les Conciles & Ordonnances : & en ce que regarde la construction & restauration des Eglises, sequestration & arrestement des rentes & revenus dudit Oeconome pour raison de ce ordonné par ledit Evesque en sondit procès verbal, avant y faire droit a ordonné & ordonne, que aux diligences dudit Oeconome les Consuls des lieux seront appelez dans quinzaine pardevant le Commissaire, dans lequel temps sera fait rapport par experts que les parties accorderont, autrement seront pris d'office, de ce à quoy fe pourront monter les frais & dépens esdits nouveaux edifices & bastimens, pour ce fait les parties plus simplement oüyés, & communiqué au Procureur general du Roy, y estre proveu jusqu'à qu'il appartiendra par raison.

Et quant aux amendes decretées par ledit Evesque contre ledits Religieux dudit Ordre, pour pretendus irreverences, pour certaines causes & considerations à ça la mouvans, les en a déchargé & décharge, sauf à luy en pareils cas de proceder par censures & autres Ecclesiastiques suivant les saints Decrets. Canons & Ordonnances de nos Roys, ainsi qu'il appartient par raison, le tout sans amende, & pour cause. Et pour le regard de l'arrestement & saisie desdits fruits, & rentes & revenus pour les frais & dépens de ladite visite, aussi ordonné par ledit procès verbal, a joint & joint la presente instance pour raison de ce avec autre pendante pardevant M. du Ferrier, pour raison de la vente & delivrance desdits fruits saisis, pour à son rapport y estre pourveu, & fin droit ainsi qu'il appartiendra. Condamne ledit Oeconome à un tiers des dépens, l'autre tiers compensé, l'autre tiers réservé. Publié à la Barre du Parlement de Provence le 3. jour de Fevrier 1623. Signé, ESTIENNE.

Reglement fait par le Roy estant en son Conseil, sur le different d'entre l'Archevesque d'Aix & le Parlement, pour la situation de la Chaire Pontificale dans l'Eglise Metropolitaine, & pour le rang des assistans de l'Archevesque, lors qu'il celebre Pontificalement. A Fontainebleau le 3. May 1623.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

XCIII. **S**UR ce qui a esté remonstré au Roy par l'Archevesque d'Augusopolis, Coadjuteur de l'Archevesque d'Aix; Que combien que la disposition des sieges & places tant Archiepiscopales que des autres Ecclesiastiques, assistans & servans à la celebration de l'Office divin en l'Eglise, soit de jurisdiction pure Ecclesiastique, & que suivant ce il ait disposé & fait accommoder le siege Archiepiscopal de l'Eglise Metropolitaine de saint Sauveur à Aix, en la maniere qu'il a jugé plus necessaire & commode pour la plus grande decence du service divin aux ceremonies Pontificales;

Néanmoins la Cour de Parlement à Aix pretendait avoir autorité & jurisdiction dans le Chœur de ladite Eglise, & fut le rang & place de l'Archevesque, par Arrest du vingt-deuxième jour de Decembre dernier ordonné qu'il seroit admonesté de faire remettre la chaire Archiepiscopale en son premier & ancien estat dans deux jours, & de n'ententer ou innover aucune chose au prejudice de la promesse & declaration faite par l'Archevesque d'Aix le trentième jour d'Octobre mil six cens dix huit, autrement qu'il seroit pourveu par les fins & conclusions du Procureur general de sa Majesté ainsi que de raison, & cependant fut defenses à tous artisans, ouvriers & autres qu'il appartiendra, de travailler à la continuation du nouvel œuvre, à peine de mil livres & de punition corporelle; & par autre Arrest du deuxième Janvier aussi dernier, que le Suppliant en qualité de Coadjuteur de l'Archevesque d'Aix feroit d'abondant admonesté de demolir le nouvel œuvre & theatre dont il est quelcon, conformément au precedent Arrest pour tout le jour, & remettre la chaire Archiepiscopale en son premier & ancien estat, dans deux jours après, autrement qu'il seroit procédé à la faulx de son temporel jusqu'à la somme de dix mil livres, & néanmoins que sa Majesté seroit advertie de ladite nouveauté & entreprise faite au prejudice de son autorité:

Requerant qu'il pleuss à sa Majesté casser & annuler ledits Arrests, & faire defenses à ladite Cour de Parlement de le troubler en la jurisdiction, pouvoir & autorité appartenante à la dignité Archiepiscopale au dedans de ladite Eglise & Chœur d'icelle.

Veue ledits Arrests des vingt-deuxième Decembre & deuxième Janvier derniers, la declaration faite par l'Archevesque d'Aix le trentième Octobre mil six cens dix-huit, qu'après la feste de Toussaints lors prochaine il celebreroit les festes Pontificales & solemnités suprà du grand Autel de l'Eglise de saint Sauveur, jusques à

ce que sa Majesté parties ouyes eussent sur ce déclaré son intention; figure & modele de l'estat & disposition ancienne & nouvelle desdits lieux, representez par ledit Archevesque Coadjuteur, & par M. Gaspard de Glanvès sieur des Cuires Conseiller en ladite Cour par elle député vers sa Majesté pour ledit differend: Après que ledit Archevesque Coadjuteur, & ledit de Cuires ont esté ouys par plusieurs fois pardevant les Commissaires à ce deputez par sa Majesté sur les causes, & mouls desdits Arrests & points controversez entre eux; ouy le rapport desdits Commissaires, & en sur ce l'avis des sieurs Cardinaux & Prelats estans près la personne de sa Majesté: tout considéré:

Le Roy estant en son Conseil, sans soy arrester ausdits Arrests a ordonné & ordonne, que ledit theatre disposé pour la fiance de l'Archevesque d'Aix au Chœur de ladite Eglise demeurera au lieu où il a esté posé, n'ignant sans moyen la chaire du Chœur de ladite Eglise, en laquelle le premier President de ladite Cour ou autre President en son absence a coutume de seoir: Que sur ledit theatre la chaire servant pour seoir ledit Archevesque sera mise joignant ladite chaire où sied ledit premier ou autre President, ainsi qu'il estoit la chaire ancienne demolie pour la construction dudit theatre, & ledit theatre remis de la hauteur qu'il estoit l'aire & le sol de ladite ancienne chaire, en sorte que le siege qui sera posé sur iceluy soit de la mesme hauteur & niveau qu'il estoit le siege de ladite ancienne chaire, & que la largeur dudit theatre, tant en son aire & superficie qu'en ses degrez estendus le long d'iceluy, ne puisse outrepasser ny defaillir l'alignement du marchepied des chaires basses du Chœur, & ne puisse en longueur s'estendre plus que depuis le bras droit de ladite chaire du Chœur, qui joint la chaire de l'Archevesque, jusques au jambage de la porte, par laquelle l'on entre au Chœur de ce costé, en l'estat qu'elle est de present: sur lequel theatre pourront estre avec ledit Archevesque à sa main droue deux assistans ou commissaires, & nul devant luy; pourront toutesfois monter sur ledit theatre pour le service necessaire aux ceremonies Pontificales à mesure qu'il en sera besoin, ceux qui ont coutume d'y estre employez, & puis se retirer sur les degrez dudit theatre ou au bas d'iceluy, ainsi que bon leur semblera. Fait au Conseil d'Etat du Roy sa Majesté y estant, tenu à Fontainebleau le troisieme jour de May mil six cens vingt-trois. Signé, PHILIPPEAUX.

Arrest de la Cour de Parlement d'Aix, par lequel est ordonné des reparations qui se doivent faire à l'Evesché de Digne, & que le tiers du revenu dudit Evesché y sera employé. 1624.

Extrait des Registres de Parlement.

XCIV. **S**UR la requeste présentée par le Procureur general du Roy, tendant afin pour les causes y contenues, faire mettre à l'encherre au rabais sur l'ellime ja faite les reparations necessaires aux biens de l'Evesché de Digne pardevant le Lieutenant de Seneschal au siege de ladite ville, suivant le precedent Arrest, & delivrees à iceluy qui en fera la condition meilleure, appellé le Coadjuteur de ladite Evesché, suivant ledit Arrest : Veu ladite requeste ce jourd'hui présentée par ledit Procureur general du Roy, procès verbal fait par le Lieutenant particulier au siege de ladite ville de Digne sur la visite des biens de ladite Evesché, & des-

cription des reparations y necessaires, avec le rapport d'ellime que se peuvent monter, du sixieme Decembre mil six cens vingt-trois.

Tout considéré, il sera dit que la Cour ayant égard à ladite requeste, a ordonné & ordonne, que les reparations dont est question seront mises à l'encherre au rabais sur l'ellime ja faite pardevant ledit Lieutenant, appellé le Coadjuteur dudit Evesché, pour estre delivrees à celui qui en feroit la conduion meilleure, & acquiesces du tiers du revenu dudit Evesché, suivant le precedent Arrest. Publié à la Barre du Parlement de Provence, feam à Aix le treize May mil six cens vingt-quatre. *Signé, ESTIENNE.*

Que c'est à la Cour non à l'Archevesque de Paris, d'assigner le jour & l'heure pour dire le *Te Deum*, ordonné estre dit par le Roy.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy 26. Septembre 1625.

XCV. **C**E jour le Procureur general du Roy a rapporté à la Cour les Lettres de Cachet dudit Seigneur, desquelles la teneur ensuit :

DE PAR LE ROY.

Nous amez & fieux ; Puisqu'il a pleu à Dieu nous continuant ses graces, benir tellement nos armes sous la conduite de nostre cousin le Duc de Montmoreney Admiral de France, & autres Chefs qui l'ont assislé tant par mer que par terre, que l'armée de nos sujets rebelles de la Rochelle ait esté entièrement destruite, & le sieur de Soubize Chef d'icelle, contrainct de se sauver à force de rames dans une chaloupe ; il est bien raisonnable que nous en rendions les loizanges, l'honneur & la gloire qui en sont deus à la divine bonté, de laquelle nous en recevons les avantages, au bien & advancement de nos affaires, & au repos de nostre Estat : A ces causes nous vous mandons & ordonnons que vous ayez à assister en corps au *Te Deum* que nous desirons estre solennellement chanté dans l'Eglise nostre Dame, le jour qui sera pour ce destiné par nostre amy & feal Archevesque de Paris, auquel à ceste fin nous en ecrivons presentement, & nous asseurant que vous n'y ferez faute, nous ne voulons en dire davantage pour cette heure. Donné à Fontainebleau le vingt-unieme jour de Septembre l'an mil six cens vingt-cinq. *Signé, LOUIS, & plus bas, DE LOMENIE; & scellé.*

A l'instanc ladite Cour a arresté que Monsieur le premier President sera adverty par le com-

mis du Greffier à la charge du Conseil, & Messieurs les Presidents & Conseillers par les Huissiers, eux trouver demain dix heures du matin en la grand Chambre pour assister au *Te Deum*, qui sera chanté en l'Eglise de Paris, pour la deffaitte de l'armée des Rochelois conquise par le sieur de Soubize ; sans approbation de la clause portée par lesdites Lettres de cachet, que le jour designé pour chanter ledit *Te Deum*, sera pris par l'Archevesque de Paris, contre ce qui est acoustumé, & a esté pratiqué de tout temps, que la Cour a tousjours pris & ordonné le jour & heure sur pareils sujets.

Dudit jour.

Ce jour le Prevost des Marchands de cette ville, a dit que en l'Hôtel de ladite ville ont esté envoyées Lettres de Cachet du Roy, par lesquelles ledit Seigneur mande aux Prevosts des Marchands & Eschevins, eux trouver à l'heure qui sera ordonnée par l'Archevesque de Paris, pour assister au *Te Deum* qui se doit chanter à cause de la sadite deffaitte : & d'ajouter qu'en telles occasions ils ont tousjours pris l'ordre de ladite Cour & non dudit Archevesque, il avoit creu qu'il estoit à propos de suivre la forme ancienne, & de sçavoir l'heure que ladite Cour avoit arresté pour ledit *Te Deum*. Monsieur le President Seguer a dit audit Prevost des Marchands, que ladite Cour a arresté que ledit *Te Deum* sera chanté demain dix heures du matin en l'Eglise de Paris, dont ledit Archevesque de Paris sera adverty de la part de ladite Cour.

Arrest

Arrest du Parlement d'Aix, sur le partage des fruits & revenus de l'Evesché de Digne, entre le Titulaire & le Coadjuteur. 1623.

Extraits des Registres de Parlement.

XCVI. **S**UR la requête présentée par Messire Raphaël de Bologne Evesque de Megare; & Coadjuteur en l'Evesché de Digne, tendant aux fins pour les causes y convoqués, que sur les fruits, rentes & revenus du domaine dudit Evesché, soit ordonné telle pension que la Cour advisera à Messire Louis de Bologne, Evesque titulaire dudit Digne, pour son entretien, & de restant que ledit Messire Raphaël Coadjuteur jouyra pour s'en servir à son entretien, & le reste employé aux réparations utiles & nécessaires, & autres, conformément aux saints Conciles, Canons, Arrests & Reglemens de la Cour, & à ces fins que les rendus seront contraints. Vu ladite requête du 24. Octobre 1623. Sentence donnée par le Prevost de Paris, sur la requête présentée par Jules de Bologne Evesque sieur du Plan, Gentilhomme servant & ordinaire du Roy, Gouverneur de Nogent, Capitaine du Regiment de Champagne, du 26. Janvier 1619. Lettres sur ce laïcs, signées, Par le Roy Comte de Provence en son Conseil DE LA FORT. Lettres executoires d'Arrest donné par la Cour, sur la requête présentée par Messire Raphaël de Bologne Coadjuteur, du 8. Juin 1622. Acte de cession & transport du revenu du Prieuré sainte Catherine de Paris, fait par ledit Messire Raphaël à M. Marin Bourgoin, du 26. Juillet 1623. Certificats & insinuations sur l'indisposition incurable & inhabilité dudit Messire Louis de Bologne Evesque, du 25. Septembre & 7. Octobre 1625. Response par M. Bougerel Pro-

curer dudit Messire Louis de Bologne: Autre requête à mesmes fins: Conclusions du Procureur general du Roy.

Tout considéré, dit & esté, que la Cour a ordonné & ordonne, que les parties seront plus amplement oyées sur ladite requête dans le mois pardevant le Commissaire Rapporteur de l'Arrest, pour y estre fait droit ainsi qu'il appartiendra par raison: & cependant par provision, sans attribution d'aucun nouveau droit, ordonne que le tiers des rentes & revenus dudit Evesché, franc de toutes charges, sera expédié par ledit demandeur audit de Bologne Evesque titulaire, pour son entretien: & des deux tiers restans dedit revenus de ladite Evesché, à ce compris le domaine d'iceluy, ledit demandeur en jouyra, tant pour son entretien, que pour l'employer aux réparations utiles & nécessaires, & autres charges dudit Evesché: & à ces fins ordonne qu'il sera fait procès verbal de l'estat des biens dudit Evesché, & quelles réparations y conviendra faire, par le Lieutenant de Digne, appelé le Substitut du Procureur general du Roy, pour ce fait y estre prouvé ainsi qu'il appartiendra: & conjoint aux Fermiers dudit Evesché de se séculariser dedit rentes & revenus échus & à échéoir, & icelles expedier audit demandeur, autrement seront contraints selon la force des obligations, & autres voyes deues & raisonnables. Publié à la barre du Parlement de Provence tenant à Aix, le 26. jour du mois d'Octobre 1623.

Arrest par lequel l'Archevesque d'Arles est admonesté de faire faire la clôture d'un Monastere, & l'Abbesse de fournir aux frais, sur peine de saisie de son temporel. 1627.

XCVII. **L**A Cour pourvoyant sur la requête faite par le Procureur general du Roy, a ordonné & ordonne que l'Archevesque de la ville d'Arles sera admonesté de faire continuer & entièrement parachever la clôture du Monastere saint Cezaire de ladite ville, & à ces fins conjoint à l'Abbesse dudit Monastere fournir les frais qui seront nécessaires pour

ladite clôture, à peine de saisie du temporel: enjoint aux Officiers & Consuls dudit Arles d'y tenir la main, & à l'exécution des ordonnances qui seront faites par ledit Archevesque, à peine de dix mil livres d'amende. Publié à la barre du Parlement de Provence tenant à Aix, le 20. Octobre 1627. Signé, ESTIENNE.

Arrest du Parlement d'Aix, par lequel l'Evesque de Toulon est condamné de contribuer pour la refection de l'Eglise de saint Paul d'Yeres, & aux ornemens de ladite Eglise. 1628.

Extraits des Registres de Parlement.

XCVIII. **E**NTRE les Consuls & Communauté de la ville d'Yeres, demandeurs en execution d'Arrest du 27. Juillet 1624. & en deux requêtes, l'une du 10. May 1627. an, &

l'autre du 12. Mars 1627. tendantes à ce que Messire Gilles de Septres Evesque de Toulon fust condamné à fournir aux réparations, ornemens nécessaires en l'Eglise de saint Paul d'Yeres

N n

& de pence du Maître-Autel d'icelle, & d'assister les pauvres de ladite ville, comme y estant tenu tous les ans, & que la nomination & présentation du Prestre appartenant à ladite Communauté, d'une part : Et ledit Messire Gilles de Seperes Evêque dudit Toulon, défendeur ausdites qualités, & demandeur en requête d'assistance en cause & garantie du 19. Janvier 1624. & l'Oeconome de l'Eglise Collegiale S. Pol dudit Yerres, défendeur en ladite requête de garantie, d'autre. Ven, &c.

Dit à esté, que la Cour faisant droit sur les fins & conclusions des parties, a ordonné & ordonne que la troisième partie des frais desdits Messire de Seperes Evêque de Toulon, & l'Oeconome de l'Eglise S. Pol dudit Yerres, ayant droit & cause du Prieur & Vicaire de ladite Eglise, prennent dans le terroir de ladite ville, deduction préalablement faite sur le tiers dudit Evêque des gages du Prestre, sera faite & arrestée entre les mains des rentiers, &

employée aux reparations convenues au rapport du 6. Decembre 1624. lesquelles à ces fins seront mises aux enchères pardevant le Lieutenant au siege dudit Yerres, & delivrées à celui qui en fera la condition meilleure, appellez ledit Evêque, l'Oeconome dudit Chapitre, & le Substitut du Procureur general du Roy, auquel est enjoint de tenir la main à l'exécution du present Arrest, & d'advertir la Cour dans quinzaine de ses diligences : & si en cas que les deux tiers restans audit Oeconome & autres revenus luy appartenans ne seroient suffisants pour l'entretien du service divin, luy estre prouvé ainsi que de raison.

Et avant faire droit à la nomination du Prestre, & autres prétendues par ledits Consuls, les parties seront plus amplement oyes : condamné ledit Messire de Seperes & l'Oeconome aux dépens de l'Arrest. Publié à la barre du Parlement de Provence, lez à Aix le 6. Juin mil six cens vingt-huit. Signé, ESTIENNE.

Arrest du Parlement d'Aix, par lequel l'Evêque de Sisteron est admonesté de faire clore un Monastere de Religieuses. 1628.

Extrait des Registres de Parlement.

XCIX. **L**A Cour provoquant sur la requi-sition faite par le Procureur general du Roy, a ordonné & ordonne que conformément aux precedens Arrests de la Cour, l'Evêque de Sisteron sera admonesté de faire clore le Monastere des Religieuses dudit Sisteron : fait inhibitions & defences ausdites Religieuses d'en sortir sans la permission dudit Evêque ; & à toutes sortes de personnes quasi aux hommes, de hanter ny frequenter dans ledit Monastere, ny autre de cette province, ny accompagner les Religieuses par la ville, à peine de la vie : & enjoint aux Officiers de proceder à

la capture des contrevenans, & audit cas informer sur les contraventions : & neanmoins ordonne que le Juge dudit Sisteron sera adjourné à comparoir en personne, pour venir respondre sur les fins & conclusions prises par ledit Procureur general, sur les Registres & autres interrogas qui luy seront faits par le Commissaire qui sur ce sera député, pour les réponses faites communiquées audit Procureur general, & rapportées, y ordonner ce qu'il appartiendra par raison. Fait à Aix en Parlement le dix-huitième Decembre 1628. Signé, ESTIENNE.

Arrest de la Cour de Parlement, par lequel il est ordonné, que le Libelle intitulé *Optati Galli de cavendo Schismate*, &c. sera laceré & brûlé : Et defences à toutes personnes d'en avoir & retenir, sur les peines portées par ledit Arrest. 1640.

Extrait des Registres de Parlement.

C. **V**EU par la Cour, les Grand'Chambre, Tourneelle, & de l'Edit assemblées, la requête à elle présentée par le Procureur general du Roy, contenant que depuis peu de jours il a esté imprimé un livre intitulé, *Optati Galli de cavendo Schismate, Liber parvus, ad Ecclesie Gallicane Primates, Archiepiscopos & Episcopos* : par lequel l'Auteur feignant d'empêcher & détourner le Schisme qu'il dit estre le bruit commun que l'on veut établir en France, il ouvre les moyens pour y parvenir, au lieu de proposer ceux qui peuvent servir pour l'éviter, & ne se contente pas de vouloir diviser l'Unité de l'Eglise Catholique, & rompre l'union qui est entre le saint Pere & le Roy (tousjours devotieux envers le saint Siege, comme aussi sont à son exem-

ple tous les foyez) mais ee qui témoigne de plus en plus avec quel pernicieux dessein ce livre est composé, c'est qu'il revoke en doute l'autorité que les Princes souverains ont de Dieu, de faire des Loix qui regardent le temporel de leur Couronne, pour le bien de leurs Etats & de leurs Sujets l'honneur publicque, & l'observance des bonnes mœurs, & dénie le pouvoir que le Roy a de demander & recevoir des Ecclesiastiques de son Royaume les serments nécessaires pour la conservation de son Estat, conformément aux Bulles des SS. Peres, dont les originaux sont au tresor de ses Archives ; & de plus le Libelle revoke en doute tous les droies, prerogatives, franchises & libertez de l'Eglise Gallicane. Et d'autant que ledit escrit est un Libelle diffamatoire

contre l'honneur du Roy, & la souveraineté de la Couronne, tendant à sedition, & à troubler le repos & la tranquillité publique, concluint à ce qu'il fust brûlé par l'exécuteur de la haute Justice, & que défenses fussent faites à tous Imprimeurs Libraires de l'imprimer & exposer en vente, & à toutes personnes de l'avoir & retenir, & que commission luy fust donnée pour informer contre l'Auteur & Imprimeur dudit Libelle, & contre ceux qui l'ont exposé, pour l'information faite à luy communiquée estre ordonné ce que de raison, & l'Arrest publié. Veu ledit escrit & Libelle, tout considéré :

Ladite Cour a déclaré & declare, que ledit escrit est un Libelle diffamatoire contre l'honneur du Roy, la Souveraineté de la Couronne, tendant à sedition, & pouvant troubler le repos & la tranquillité publique, & comme tel ordonne que ledit escrit sera lacéré & brûlé en la Cour du Palais, au devant des grands degrez d'iceluy par l'exécuteur de la haute Justice; fait inhibitions & défenses à tous Imprimeurs & Librai-

res de l'imprimer ny exposer en vente, & à eux & tous autres de quelque qualité & condition qu'ils soient d'en avoir & retenir, & si aucuns en ont leur enjoint dans vingt-quatre heures après la publication du présent Arrest les apporter ou envoyer au Greffe de ladite Cour, pour estre supprimés, à peine aux contrevenans d'estre punis comme criminels de lèse-Majesté : outre ordonne Commission estre délivrée audit Procureur general du Roy, pour faire informer contre l'Auteur & Imprimeur dudit escrit, ensemble contre ceux qui l'ont exposé & envoyé en plusieurs maisons, pour ce fin & communiqué audit Procureur general estre ordonné ce que de raison. Et sera le présent Arrest leu, publié & affiché par les sergenseurs & lieux publics, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait en Parlement le vingt-troisième Mars mil six cents quarante, & exécuté le vingt-huitième desdits mois & an, *Signé*, GUYET.

Arrest de la Cour de Parlement, faisant défenses de faire imprimer, publier & executer les Decrets & autres Actes de l'Inquisition de Rome sans permission, & de les faire saisir; ensemble le Libelle intitulé sous le nom du *Cathechisme de la Grace*. 1650.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement.

CL. **C**E jour sur ce que les Gens du Roy, M. Omer Talon Advocat dudit Seigneur portant la parole, ont remontré à la Cour qu'il a esté imprimé depuis peu de jours à Paris un Decret daté du sixième Octobre dernier donné en la Congregation de l'Inquisition de Rome, & un Libelle : lequel imprimé se vend & debite publiquement contre l'ordre de la police, & l'Arrest de ladite Cour du 15. May 1647. requérant y estre pourveu. La Maniere mise en deliberation :

Ladite Cour a ordonné & ordonne que ledit Arrest dudit 15. sera executé : Fait inhibitions & défenses à tous Archevêques, Evêques, leurs Vicaires & Officiers, Recteurs & Suppléants des Universitez, & tous autres de quelque qualité & condition qu'ils soient de recevoir, faire imprimer, publier & executer les Decrets & autres Actes de ladite Congregation de l'Inquisition de Rome, sans permission du Roy venant en ladite Cour.

Ordonne en outre que tous les exemplaires dudit Decret du sixième Octobre, ensemble le Libelle intitulé sous le nom du *Cathechisme de la Grace* imprimé sans nom d'Auteur & permission deus, seront à la requête du Procureur general du Roy saisis & apportés au Greffe de ladite Cour, pour iceux veus y estre pourveus ainsi que de raison. Fait défenses à toutes personnes de les avoir & retenir. Enjoint à tous Imprimeurs & Libraires garder les Reglemens sur le fait des Impressions, à peine d'amende arbitraire. A ceste fin sera ce présent Arrest signifié aux Syndics des Libraires, qui seront tenus de le faire executer soigneusement. Enjoint aussi aux Substitués dudit Procureur general tenir la main à l'exécution des Arrests, & d'en certifier la Cour au mois. Fait en Parlement le treizième Octobre mil six cents cinquante, *Signé*, DU TILLET.



CHAPITRE XXXVI.

MELANGE DE DIVERSES MATIERES
concernans les libertez de l'Eglise Gallicane.

La ville de Grenoble estoit le lieu où les Rois de France se voyoient avec les Papes.

HUGO REX PAPA JOANNI.

I. **B**EATITUDINI vestra ego & Episcopi mei per T. Archidiaconum Remensis Ecclesie scripta direximus, in quibus Arnulphi rationes vobis explanavimus; sed hoc nunc obsecramus superaddimus, ut mihi mihique iusta decernatis, nec dubia pro certis recipiamus. Nihil nos contra Apostolorum vestrum epistolam scimus; quod si absentibus non factis creditis, presentes de presentibus vera cognoscite. Gratianopolis civitas in confinio Italiae & Galliae sita est, ad quam Romani Pontifices

Francorum Regibus occurrere soliti fuerunt. Hoc si vobis placet, iterare possibile est. At si nos & nostra invisere libet, summo cum honore descendente de Alpibus exipiemus; morantem ac redeuntem debitis obsequiis prosequemur. Hoc ex integro affectu dicimus, ut intelligatis & cognoscatis nos & nostros vestra nolle declinare iudicia. Petimus itaque ut T. Archidiaconi legationem benignè suscipiatis, ut domo quod petri obtinuerit, nos in suo adventu efficiat laetos, & in vestro obsequio ferventissimos.

Apud Broomium tom. 50. Annal. & Maffonem lib. 3. Annal. Francoe.

Union faite par l'Archevesque de Lyon seul du consentement du Seigneur, Patron d'une Eglise Collegiale à un Monastere. 1233.

Extrait d'un Registre estant en la Chambre des Comptes, qui est un inventaire fait l'an 1473. des feus & hommages deus au Comte de Forez, & sont lesdits titres à Moutbrison au Comté de Forez, fol. 28.

II. **N**OS Robertus Dei gratia primus Lugdunensis Ecclesie Archiepiscopus, notum facimus universis, quod cum saepe & saepius ad domum Montis Verduni accessissemus propter sinistra quae nobis frequenter dicta fuerant de Canonis ibidem commorantibus, cum ad eorum correctionem & ordinis reformationem multoties laboravissimus, nec correctionis vel reformationis nostrae vellet verba recipere pluries à nobis admoniti, cum ex eorum insania de die in diem crebrescente videretur plurimorum scandalum fuscitari, cum talia non possent longè sine periculo tolerari:

Nos attendentes honestatem & religionem & laudabilem conversationem Monasterii Casae Dei, à longis retro temporibus approbatam, sperantes finire quod ex substitutione eorundem disciplinae regularis observantia in eodem loco posset utilis reformari, de consilio petitorum assensibus ejusdem loci Canonis, & Comitis Forensis ejusdem loci Patroni accedente consensu dictam domum Montis Verduni, cum omnibus appendiciis & pertinentiis suis Monasterio Casae Dei duximus unendam & subijciendam, salvo in omnibus jure nostro, sub eorum regula & institutionibus salubriter in perpetuum gubernandam. Abbas vero Casae Dei, qui tunc praesens erat, ad evidenciam & securitatem regularis dis-

cipline observantiam ibidem 20. monachos instituit divino servino deputatos, Capellano seculari qui curam haberet Ecclesiae dicti loci sub dicto numero computato, cum longè pauciores Canonici in eadem Ecclesia consueverant invocari.

Et quia antiqui redditus Montis Verduni tanto numero non sufficiebant, dictos Abbates de consensu Conventus sui Prioratus de Voyen de Cremona de la Volens de Coornillen, de S. Medardo de S. Dionysio de Polliaco in Lugdunensi diocesi constitutos cum suis appendiciis dictae domui Montis Verduni comula & concessit, retentis censu solito & subijctione debita in dictis Prioratibus filii & Ecclesiae Casae Dei. Et si forte dicta assignatio Prioratuum cum antiquis redditibus domus dicti numero non sufficeret, promissit defectum, nostro arbitrio, se supplere. Cum vero Priorum dictae domus cedere vel discedere contingeret, victualia, puta bladum & vinum, animalia omnia praeter equos Prioris in domo remanentem, denarii vero & alia in dispositione Abbatum remanent ad instar aliorum Prioratuum Monasterii Casae Dei.

Nos autem jura quae nobis competeant in dictis Prioratibus in procuracionibus & omnibus aliis legationibus & diocesana omnino & expressè reservamus, ita quod ex concessione vel unionem

unionē dictorum Prioratuum nobis vel successoribus nostris, nullum præjudicium in posterum generetur. Nos verò in testimonium hujus rei præfentes literas fieri fecimus sigillo nostro munitas. Et dictus Comes Forensis, & Abbas & Con-

ventus Casæ Dei omnibus supradictis expressè consentientes præsentem cartam sigillorum suorum munimine roboraverunt. Datum Montis Verdun. Anno Domini 1233. mense Julio Dominica post octabas Apostolorum Petri & Pauli.

Jugement rendu par saint Louis sur les differends d'entre l'Archevesque de Rheims & les Citoyens de la ville, pour raison des fortifications, plaidoiries, amende, impositions des tailles, & autres droicts, sans prejudice des droits du Roy pendant le Siege vacant; & principalement sur l'excommunication faite desdits habitants, dont le Roy ordonne qu'ils seront absous par l'Archevesque, en amendant s'il est trouvé raisonnable par deux prud'hommes commis de la part du Roy, qui assisteront l'Archevesque en l'information & jugement desdites excommunications, dont il ne sera rien payé si elles sont trouvées injustes.
Janvier 1235.

III. **L**UDOVICUS Dei gratia Francorum Rex. Notum facimus quòd cum contentio esset inter dilectum & fidelem nostrum Henricum Archiepiscopum Remen. ex una parte, & cives Remen. ex altera, super his :

Quod dictus Archiepiscopus dicebat, quod Fortericia facta Rheinis à Burgenfibus Remen. tempore contentions, debebat omnino cadere & destrui : dicebat etiam quod damna & deperdita aperta & non aperta debebant ei restitui, & domus suæ destructæ vel deturpatæ à dictis Burgenfibus debebant refici & reparari in statu, in quo erant ante tempus dissensionis : Dicebat etiam quod cives Remen. vocati sive citati ab eo ad domum suam, quæ dicitur porta Martis, debebant venire, & coram se, & coram suo Bailivo placitare & jus audire, & omnia facere, sicut debent facere in suo Palatio : Dicebat etiam quod non poterant vendere aliquos redditus super villam Remen. ad vitam cujuscunque persone : Dicebat etiam quod non possunt talliare, nisi de mandato suo, & tantum usque ad illam summam quam nominaret eis, & si fortè plus talliarent, volebat audire computum de talliatione facta : Dicebat etiam quod non debebant habere sigillum, cum non habeant communiam : Dicebat etiam quod injuriæ sibi illatæ debebant sibi emendari, & quod inde debebat levare emendam secundum quantitatem injuriarum sibi & suis illatarum : Dicebat etiam quod ex variis & legitimis causis omnes cives Remen. excommunicaverat, & quod debebant ab eo petere absolutionem in forma Ecclesiæ.

E contrario Burgenfibus asserentibus quod hæc supradicta jure petere non poterat nec debebat : Dicebant etiam quod ipse debeat eis restituere damna quæ fecerat omnibus Remen. in domibus suis & aliis rebus propter Fortericiam suam, quæ dicitur porta Martis, & etiam alia damna, quæ sustinuerant propter injusta alia sua gravamina, & asserabant se ab eo legitime appellasse.

Et pro omnibus his supradictis sopiendis, Nos de voluntate nostra, & ad instantiam bonorum virorum, præcepimus quod tota Fortericia facta Rheinis à tempore contentions motæ caderet & destrueretur, & remaneret firmitas civitatis in statu, in quo erat ante dissensionem. Præcipimus etiam quod Fortericia portæ Martis, do-

mus & alia destructa sive deturpata per dictos cives, quæ ostenderentur illis quos ad hoc specialiter mittimus, reficerentur & reformarentur in statu, in quo erant ante dissensionem, & damna aperta restituerentur.

De damnis autem oculis fiet restitutio, cum erunt probata secundum ordinationem dilectorum nostrorum Abbatibus sancti Dionysii in Francia, & Magistri P. de Collemed. Præpositi sancti Audomari.

Præcepimus etiam quod cives Remenses vocati sive citati à dicto Archiepiscopo, vel ejus mandato, veniant ad domum suam quæ dicitur porta Martis, & ibidem placeant, & jura audiant, & alia faciant quæcunque facerent in Palatio Remen. nisi fortè illi de vicis, videlicet de la Cousture & de Venice, qui exhibuerunt in Curia Archiepiscopi privilegium, & usum rationabilem, per quæ non debebant venire vel implacitare ibidem vel in Palatio.

Præcepimus etiam quòd amodò non vendant redditus super villam ad vitam alicujus persone, & quod etiam revocent redditus quos jam asserunt se vendidisse, & hoc faciant omnibus modis bona fide pro rationabili posse suo.

Præcepimus etiam quod non tallient nisi de mandato Archiepiscopi, qui illis summam talliæ nominabit, salvo in omnibus jure nostro, & maxime vacante sede. Et si fortè de tallia facta exiret clamor rationalis, dictus Archiepiscopus possit de tallia jus facere paribus auditis. Dedit etiam dictus Archiepiscopus licentiam dictis civibus talliam faciendi, ad redimendos redditus quos dicebant se vendidisse, & ad solvendas expensas quas fecerant.

Præcepimus etiam quod de sigillo fiat inquisitio, quomodo usi sunt eo à retroactis temporibus tempore Archiepiscoporum prædecessorum illius : quæ inquisitio fiet per supradictos duos viros, qui si invenerint usum sigilli rationabilem, remanebit sigillum, alioquin ex toto destruetur.

Absolventur autem dicti cives à dicto Archiepiscopo in forma Ecclesiæ, & emendabunt injurias eidem Archiepiscopo illatas, de quibus illi duo videbunt emendandum esse, & emendis sive pro excommunicationibus, sive pro injuriis dicto Archiepiscopo & suis factis, non poterit aliquid levari nisi de consilio & assensu dictorum

duorum virentur à nobis electorum, qui assident eidem Archiepiscopo, quando inquireret live judicabit de excommunicationibus. Et si quæ excommunicationes invenire fuerint iussu lare, pro illis proflus nulla fiet emenda, nec aliquid levabitur.

Dicitur autem duo viri de damnis factis civibus à dicto Archiepiscopo, pro Fortericia portæ Martis, Monsieur de Lu Advoct du Roy en la Court des Aydes à Poitiers.

sive pro aliis gravaminibus, diligenter inquirent, & facient restituere dictis civibus à dicto Archiepiscopo sicut viderint expedire. Io cuius rei testimonium præfentibus literis, salvo jure nostro & alieno, sigillum nostrum duximus apponendum. Actum Parisius anno Domini millesimo ducesimo tricesimo quinto, mense Januario. Et festis sur double quarai de parçemen, de cire jaune.

Appel de la Justice d'Eglise à la Cour du Roy, du règne du Roy Philippe le Hardy, depuis l'an 1270. jusques en 1285.

IV. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex dilecto & fideli suo Episcopo Parisiensi & diocesis. Cum dilectus & fidelis Frater noster P. Alencon, C. Carnoten, Comes, & Almaricus de Meuleno Valetus noster asserant se ab audientia vestra ad nostram Curiam super quodam judicio tanquam à pravo & falso dato in vestra curia contra eosdem pro Roberto de Haricuria milite appellasse: Mandamus vobis quatenus sint eorum nobis à instanti Parlamentum ad diem Octavam B. Martini hyemalis, & vo-

biscom habeatis Andream Groingnet, Joannem Augier & Philippum Paon judicatores vestros super pravo, & falso judicio dicti Comitis & Almarici responduri, & significaturi dicto R. de Haricuria, quod ad dictum diem interfit si sua credente interesse, inhiabentes vobis ne pendente hujusmodi appellatione, aliquid innovare præsumatis in præjudicium Curie nostre & dictæ appellationis. Datum Parisius die Jovis post festum Apostolorum Petri & Pauli.

Ex vet. Cartulario Ecclesiæ Parisiensis.

Dixme infeodée vendue à l'Eglise n'est sujette à retraiel de personne laye.

Extrait du Registre Olim, des Arreſts depuis l'an 1254. jusques en l'an 1273.

Arrestationes, Judicia & Consilia Paris. in Parlamento celebr. omnium Sanctor. anno 1267. fol. 158. vers.

V. QUIDAM Presbyter Catatus cujusdam parochialis Ecclesiæ in Diocesi Sagin. emi à quodam homine quandam decimam que io feodo ab illo tenebatur, & erat decima ipsa infra fines Parochiæ ipsiusdem. Quidam alius de genere ipsius venditoris decimam ipsam se venditam tanquam proximior petiit habere per burſam: Presbytero dicente è contrario, quod in hoc casu retractus per burſam locum non habebat, cum decima ipsa ad Ecclesiam Parochialem rediret.

ſet, ad quam de jure spectabat. Tandem cum post sententiam propter hoc in petitorum litum, & post multa litigia quæſus hujusmodi fuisset ad dictum Regem delata, habito consilio voluit dominus Rex, quod in casu hujusmodi cum decima venditur Ecclesiæ suæ Parochiæ, licet infeodo ab alio teneatur, locum non habet retractus per burſam: & super hoc fuit impositum ſtemium hujusmodi qui decimam ipsam per burſam petebat.

Dixme infeodée vendue à l'Eglise n'est sujette à retraiel de personne laye.

Extrait d'un Registre Olim, des Arreſts depuis l'an 1254. jusques en l'an 1273.

Judicia & Consilia Paris. in Parlamento celebr. omnium Sanctorum anno Dom. 1272. fol. 190. vers.

VI. QUIDAM de Diocesi Bajocen. tenebat quandam decimam io feodo à domino Rege, eam vendidit cuidam domui Dei cum assensu Episcopi Bajocen. & Presbyteri Parochial. infra cujus Parochiæ fines ſua est decima infeodata: quodam de genere venditoris petiit eam habere per burſam: dicebat ex adverso dicta domus Dei quod super hoc non debebat audiri, cum in tali casu non haberet locum retractus per burſam. Delata igitur quæſtione hujusmodi ad Curiam, intellecto quod dicta venditio facta fuerat de assensu Episcopi ac Presbyteri Parochial. ut dictum est: considerato etiam

& diligenter inspecto quod dominus Rex Ludov. concessit Ecclesiæ & Ecclesiasticis personis, quod decimas quæ ab ipso mediatæ vel immediatæ vendebant, quocumque jure utulo possent acquirere impollerum & tenere, non obſtante reclamatione seu oppositione aliqua sui vel suorum heredis; & sic à se abdicavit omnem cognitionem & justitiam decimarum taliter venditarum, ex quo ad manum Ecclesiasticam devenerunt. Pronunciatum ſuit & determinatum quod dominus Rex de causa & cognitione hujusmodi se non intromitteret nec intromittere se deberet, sed ad Curiam Ecclesiasticam super hoc traheret retractus si vellet.

Autre Arreſt de l'an 1280. du Registre intitulé Judicia, Consilia, & Arresta expellens Parlementum Francorum ann. 1280. & appellé Olim R. fol. 30.

Extrait du Registre *Olim B. fol. 90. vers. in Parlamento omnium Sanctorum, anno Domini 1291.*

Ex articulis concordatis inter Archiepiscopum Bituricensem ex una parte, & Bailivum Bituricensem pro Rege, ex altera.

VII. **S**EXTUS articulus, de decimis infu-
datis, quarum cognitionem dictus Ar-
chiepiscopus volebat sibi vindicare, & ad Cu-
riam suam trahere, nec inde volebat reddere
Curiam Bailivo, vel alicui domino temporali.

Super quo concordatum est, quòd talis non fa-
ciat amodò dictus Archiepiscopus, nec hoc ven-
dicabit juri suo, retenta tamen sibi cognitione
mobiliu in prædictis.

L'origine des dîmes infu-dées a commencé comme l'on
dit, sous Charles Martel. Voyez ce qu'en écrivit le sieur
Fauchet de Ansoy François liv. 3. c. 11. & liv. 3. c. 2.
Cet article ne peut résulter facilement, n'ayant aucun
ancien pour fondement. Le Card. Bar. au 9. vol.
de ses Œuvres a retrait la table de la vision d'Eucherius Evêque
d'Orléans, & de l'ame de Charles Martel par plu-
sieurs raisons. Il suffit d'un remarquer une seule, qui est,
que cet Eucherius étoit mort quarante ans auparavant
Charles Martel, & qu'ainsi il n'y a nulle apparence de
dire, que cet évêque eût une révélation sous Pepin son
fils. Le discours que le pout faire de la vraye origine des
dîmes, se réserve pour une autre occasion. Seulement
l'on doit en passer, que pour faire voir que les dîmes
ne sont point de la nature que l'on s'imagine communé-
ment, il se trouve dans un Registre du treizième Char-
les du Roy, du temps du Roy Charles VI deux lettres
d'amenagement qui sont fort considérables : l'une de l'an
1413. qui traitoit une permission sous Jean de Man-
ville d'élire & bailler en échange aux Doctes le Cha-
pelle de l'Eglise de Bayeux, certains dîmes à eux appar-
tenant, & faisant partie de son fief de Manville tout &
mouvant de la Baronne de Tremilly. Bataille le contien-
nement du Baron de Tremilly, & lettres par lui Roy &
cheviers du Roy, contenant que ledit Baron donne que
l'on pourroit que par tel consentement il eût devey
ou donner son fief. Et l'Arrêt de la Chambre des Com-
ptes sur la vérification de ces lettres, porte cette con-

clusion : Que si ledit dîme est vendue par ledit Chapitre de
Bayeux à aucun personnes laques en possession, les adven-
teurs soient tenus de la tenir en fief dudit fief de Tremilly, & si elle
est vendue à gens d'Eglise, ils ne la pourront avoir sans l'assent
du Roy. L'autre aménagement est de l'an 1413. de la dis-
me de Nante allée en Poitou, tenue de plusieurs en fief
& arrière fief, baillies par Jean de Toully, Chevalier Con-
seiller & Chambellan du Roy, aux Vicars & Chapelle de
famille Baiegonde de Poitiers, en contre échange
de leur fief de la Lambroterie, & porte que ledit
en ayant ledit dîme demeurera amont, & à Dieu dévot. Ces
aménagements sont prouvés que telles dîmes n'ont autre pri-
vilege que de la ley & condition des fiefs. Voyez ce qu'en
écrit Albert Krantz in *Metropoli cap. 2. lib. 1. & in *Germani-
cap. 12. lib. 8. Arnold. Lohr. in *Chron. Hæver. cap. 12.
lib. 3. de *Prædicatione l. Voyez aussi lib. Prædicatione en les Re-
cherches liv. 3. chap. 41. La Coutume de Nevers liv.
2. chap. 11. & du Moulin titre la Coutume de Paris 5.
art. 4. num. 16. 17. Belluga Eispagnol in *juris Fro-
m. in de *res. doman. remarque que le don des dîmes
seulement lui par le Roy d'Arrago à l'Eglise Nollie-
Dime de Valence, fut sans réclamation du dîme féodal,
que néanmoins elles demeurèrent au fief du Roy. & que
pour raison d'elles doit être plustoyt pardevant les Ju-
ges Royaux. *Cognosc. & unum in reges Hispaniam ad
Regis Hispaniam perant. Et le Roy d'Espagne en est en pos-
session. Fide Comit. Barillon de *propos. Regis Cathol. pag.
491. num. 148.********

Appel de la Justice d'Eglise à la Cour de Parlement, & saisie du
temporel d'un Archevesque.

*Extrait d'un Registre estant en la Chambre des Comptes, qui est un inventaire fait l'an
1473. des fiefs & hommages, & autres terres deus au Comte de Fournes, & sont ces
terres à Montbrison. 1303. fol. 66.*

VIII. **A**REEST de Parlement prononcé à
Paris au profit de Messire Jean Com-
te de Fournes, à l'encontre de Monsieur l'Ar-
chevesque de Lyon, touchant le cez que ledit Ar-
chevesque avoit fait mettre en la terre dudit Com-
te ou diocèse de Lyon, pour ce que ledit Com-
te avoit voulu faire punition de plusieurs mal-
faiteurs, qui habitoient en la terre dudit Comte.
lesquels se faisoient appeller bapteurs & sor-
celleurs des Chapelains & Clercs, & pourteurs
de lettres de la Cour de l'Eglise de Lyon, dont
ledit Archevesque & ses officiers avoient baillé
des citations & moitions, desquelles ledit Com-
te soy sentant grevé, en avoit appellé à la Cour
du Roy, & relevé laquelle appellation, nonob-
stant ledit Archevesque & ses Officiers avoient
octroyé ledit cez & interdit : & en la Cour de
Parlement fut tant procédé, que par ledit Ar-
rest fut dit, comme s'ensuit.

*Quibus partibus auditis, ciste appellacione
per dictum Comitem ad nostrum Bailivum inter-
posita, & inhibitione ac etiam compellens & pro-
cessu predictis, consideratis etiam alius que Cu-
riam nostram movere puerant & debebant, quia
Curia nostra apparet dictam interdictionem possum
sufficere, & esse post appellacionem per dictum Co-
mitem ad nostrum Bailivum interpositam, & in-
hibitionem predictas, per arrestum Curie nostre
dictam fuit, quid temporarias predicti Archie-
piscopi Lugdunens. ad manum nostram pertinet,
& tenetur quousque per ipsum fuerint dicta
arrestata post & contra appellacionem, inhi-
bicionem & compellacionem predictas, taliter re-
vocata. In casu rei etiam in presentibus la-
teris nostram fecimus apponi sigillum. Datum
Parisius in Parlamento nostro 24. die Julii anno
Domini 1303.*

Ecclesiastiques ne peuvent ordonner peines pecuniaires contre les Juifs, mais celles ordonnées par les Canons.

In Parlamento Pentecostes. 1288. fol. 79. b.

IX. **D**ICTUM fuit, quòd Prælati aut eorum Officiales non possunt penas pecuniaras Judais infligere, nec exigere per Ec-

clesiasticam censuram, sed solummodò penam à Canone statutam, scilicet communionem fide-
lium sibi subtrahere.

Les Ecclesiastiques aussi ne peuvent condamner au bannissement : parce qu'ils n'ont aucun territoire, et qui appartiennent au seul Juge seculier. V. Mont. le Maître ch. 5. des appell. comme d'abus. Il y a aussi un Arrêt nota-

ble du 3. Juin 1574. au profit de Fr. Nicol. Bourrin, est de nul & abusivement, pour avoir esté leu Bourrin envoyé par son General au Convent des Jacobins de Compiègne, non hors de France.

Deux Arrests par lesquels il est dit, que les Juges Ecclesiastiques ne peuvent connoître du crime d'adultere. 1336. & 1388.

X. **P**HILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, Bailivo Ambianensi aut ejus Locumtenenti, Salutem. Sua nobis Major & Scabini villæ Ambianen. gravi conqueſtione monstrant, quòd cum ipsi super eo quod Officialis Ambianensis vicegerens Episcopi dictæ villæ, & aliæ ipsius Episcopi gentes Johannem de Arguenno, & plures alios dictæ villæ Burgen. nostros coram ipsis conveniri & citari faciebant, imponentes eisdem Johanni, & aliis nostris Burgenſib. quòd ipsi feminas aliaque quàm suas desponsatas carnaliter cognoverant, ipsos ad solvendum emendas propter hoc compellendò, vel etiam tracando, coram dilectis & fidelibus gentibus nostris Parlamentum nostrum Parisius tenentibus in tui præſentia conqueſti fuissent, afferentes præmissa fore in magnum præjudicium nostrum, & dictorum conqueſtorum, ac periculum omnium in dicta villa commorantium; cumque de præcepto gentium nostrorum prædictarum tibi ore tenus factò, ipsum Episcopum ad deſiſſendum de præmissis per ipsum temporalitatis captionem compellere voluisses: tamen tu prætextu quarundam literarum Regiarum tibi per ipsum Episcopum directarum, continentium inter cætera;

ut dicitur, quod sua temporalitas nisi de nostro speciali mandato nullatenus arreſtatur, à præmissis omninò cessasti in dictorum conqueſtorum, & omnium in dicta villa habitantium damnum non modicò, ac periculum & gravamen, sicut dicunt. Tandem auditis partibus super hoc coram prædictis gentibus nostris, ordinatum fuit quòd dictus Episcopus compelleretur ad deſiſſendum à prædictis per captionem temporalitatis suæ. Mandamus tibi quatenus dictum Episcopum ad deſiſſendum à præmissis, seu deſiſſi faciendum per ipsius temporalitatis captionem indilate compelles, literis prædictis. per ipsum Episcopum, seu ejus gentes tibi super hoc directis vel offensis, & aliis impetratis à nobis seu etiam impetrandis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius in Parlamento nostro die 10. Julii anno Domini 1336. Signata, HANGEST. Lecta per Cameram. Registrata in Curia Parlamenti in libro ordinationum Regiarum folio 50. in nono anno. Et in registorio ordinationum antiquarum A. folio 196.

XI. **C**AROLUS Dei gratia Francorum Rex, Bailivo Ambianensi, aut ejus Locumtenenti, ac primo Parlamenti hostiario seu servienti nostro, qui super hoc requiretur, Salutem. Major & Scabini villæ Ambianensis Curie nostræ Parlamenti conquerendo monstrant, quòd cum super debito olim-moto, & pendente in dicta Curia inter dictos conqueſtores ex una parte, & Episcopum Ambianensem ex altera, super eo quod Officialis ejus Episcopi, aliaque gentes & Officiaii trahebant in causam Burgenſes & habitantes villæ & Episcopatus Ambianensis uxoras, eis imponendo se alias mulieres quàm suas uxores in facie Ecclesiæ desponsatas carnaliter cognovisse, ab eis emendas pecuniaras exigendo: partibus auditis, per arrestum seu ordinationem Curie dictum fuit & mandatum Bailivo Ambianensi, sive ejus Locumtenenti tunc exſistenti, ut dictum Episcopum, ejus Officialem, gentes & alios Officiaarios suos quoscunque compelleret per captionem & detentionem eorum temporalitatum, ad cessandum à compulsionibus & exactionibus prædictis: nihilominus prædictis non obstantibus Archidiaconi Pontiven. &

Ambianen. qui sede Episcopatus vacante, ut est de præſenti in Ecclesia Ambianen. habent regimen spiritualitatis ipsius Episcopatus, Burgenſes & habitatores villæ, & Diocesis prædictæ de facto per citationes, monitiones, excommunicationes, sententias, promulgationes, & pecuniarum exactiones causa prædicta prosequuntur, adeò vexant tam laboribus quàm expensis, qui vexationes suas redimendo, necnon obviare fatigando jorgis quæ id facto matrimonii sequi possent, cum præfatis Archidiaconis & eorum Officiaariis ad certas pecuniarum summas componunt, ipsasque summas indebitè exigunt & levant, contra tenorem arresti seu ordinationis prædictæ temerè veniendo; quæ in ipsorum conqueſtorum non solum gravamen & præjudicium, sed nostrum & nostræ prædictæ Curie contemptum redundat, si est ita.

Quare vobis & vestrum cuilibet committendo mandamus, quatenus de & super prædictis vos diligenter informetis, & informationem quam inde feceritis quàm citius dictæ Curie remittatis, ut ipsa visa dicta Curia providere valeat. Et insuper Archidiaconis, eorum Officialibus, Officiariis

Officiariis & servitoribus, & eorum cuilibet, sub eertis magnis poenis nobis applicandis precipiatur & injungatur ex parte nostra, ut à prædictis monitionibus & citationibus sententiarum, excommunicationibus, & postlimo pecuniarum exactionibus, omnimodò se de cætero desistant, litteris subrepticiis impetratis vel impetrandis non

obstantibus quobuscunque Datum Parisius in Parlameto nostro 5. die Marui anno Domini 1388. & Regni nostri 8. sub sigillo nostro in absentia magni ordinato. *Signatur.* Per Cameram JOURNÉE 1. Clerici, Registras in Curia Parlameti lib. ordinationum Regum fol. 50. Et in ordinat. antiquis A. fol. 196. verso.

Premier acte d'appel des Consuls de la ville de Beziers, d'une sentence d'excommunication rendue contre eux, & les habitants de ladite ville par l'Evêque de Beziers : leur appel est au S. Siege, & pour ce qui concerne le temporel, au Roy leur Prince souverain, au seculier & à sa Cour à Beziers. 1271.

XII. **N**OVERINT unguis præsentem paginam inspecturi, quod nos Guillelmus de Rivo Sicco, & Bernardus Grassi, & Paulus Caltellieri, & Pontius Torti, & Guillelmus Villa-Maisha, & Raymondus Bardoni, & Deodatus Salvatoris Biterris Consules, venientes in domo Episcopali Biterris, ibique dominum Pontio Dei gratia Biterren. Episcopum querentes, Perseverant à Magistro Guilielmo Egidii iudice ipsius Curie, & Andrea Bajulo ipsius domini Episcopi, si Dom. Episcopus erat in villa Biterris, dicentes eis quod volebant sibi offerre quandam appellationem, quam fecerant seu intendebant facere ab eodem. Qui Index & Bajulus responderunt quod dictus dominus Episcopus in civitate non erat; postquam præsentata ipsi Iudici & Bajulo à dictis Consulibus appellatione subscripta, ac ipsi eam recusantibus recipere, & dicentibus id non pertinere ad eos, prædicti Consules prædictam appellationem cum dicti dom. Episcopi copiam habere non possent, ipsam appellationem lecerant in Ecclesia S. Nazarii Biterris, eamque posuerunt super altari ipsius Ecclesie. Cupis appellationis tenor talis est.

Quotum gregis casus promptus conspicitur, ubi pastor percussor efficitur, & ovium custodiam convertit in prædam, in earum perditionem suas ducens vigilas & affectus, non est mirum si huic emiaenti incommodo debitis remediis occurratur. Hinc est quod inuncti officii sollicitudine admonente, cum oppressis & contra iustitiam aggravatis sit indultum remedium & beneficium appellandi, nos superscripti Biterris Consules scilicet G. de Rivo Sicco, B. Grassi, Paulus Caltellieri, Pontius Torti, Guillelmus Villa-Maisha, R. Bardoni, & Deodatus Salvatoris, sentientes nos & universitatem nostram ac singulos de eadem iniuste gravari & opprimi à vobis R. Patre dom. Fo. Episcopo Biterren. in quod nuper nulla monitione præmissa, nulla rationabili causa exposta, contra vos nostrum & dictæ universitatis, & singulorum de ea, & in ipsius juris subversionem, nullis ut dicitur excommunicationis sententiam in omnes homines quicumque essent vel cujuscunque dignitatis existerent, qui iura, usus & consuetudines Episcopatus, & Ecclesie & Capituli Biterren. & Ecclesiarum ipsius villæ requiem auferrent, turbarent, vel eam impedirent, verbo, ope, vel facto, consilio vel consensu in spiritualibus vel temporalibus, seu ad ea auferenda, turbanda vel impedienda seu remittenda darent operam, consilium vel iuvamen, mandantes universis Ecclesiarum Diocesis vestre rectoribus, ut eam singulis mensibus publicarent,

multis aliis inferis gravaminibus in eadem: que quidem sententia in præjudicium, & gravamen nostrum & dictæ universitatis & singulorum de ea apparet liquido esse lata, & in periculum inevitabile animarum.

Cum vos & Officiales vestri, & Capitula & Rectores Ecclesiarum Biterris, vi salva reverentia vestra & eorum loquamur, iura nostra & dictæ universitatis & singulorum de ea nimini occupare, ac multas novitates inducere contra nos & dictam universitatem & singulos de eadem indebiti & iniuste, quas quidem defendere intenditis usas seu consuetudines velamento, ac prædicti sententiam memoratæ, licet assus & vel consuetudines super eo aliquæ non existant, vel si existant, non sunt nec dici possunt rationabiles vel præscriptæ: Quibus li contradiendum putaverimus iure nostro, nos ligatos reputabimus, & excommunicatos facietis publice nunciari, aut ipsius meta sententie, iura nostra oporetibz nos dimittere indefensa.

Præterea si contingat granum bladi vel tritici, vel quodcumque aliud Ecclesie vestre debitum subtrahi per quemcumque, quod est proflus inevitabile, huius nodis sententie involveret.

Rursus quia sæpe contigisses Biterris vocari per Curiales dom. Regis pro advocacione vel concilio, vel pro instructione juris domini Regis in casibus vel questionibus quas habent vobiscum, à quibus se nequeunt retrahere, ut pote fidelitatis debito astricti eidem, quod quidem, ut fertur communiter, fuit causa principalis huius sententie proferendæ, vos ipsos ligatos reputabitis & facietis publice nunciari vigore sententie prædictæ: & ne nodi seu voluntariè ad hæc dicenda videamur accedere, aliqua de ipsis gravaminibus, & novitatibus que in præsentem occurrant, quibus à vobis & Ecclesiis Biterris Rectoribus opprimimur seu timeamus opprimi in futurum, duximus inferenda.

Primo enim gravamur per vos & etiam vestram, in eo quod expositis querimoniis in Curia vestra vultis habere inde iustitiam etiam liq super ea non contestati, si partes super eis questione congerit concordare, quod est iuri contrarium, & statuto regali, & bono poeis, cum per hoc à tractatu pacifico sæpissime discedatur.

Item, quia pro iniuriarum questionibus que in vestra Curia agitantur, pro Iustitiis tantum à reo condemnato exigunt in quantum actori fuerit condemnatus, & ab actore tertia pars executionis ipsarum iniuriarum, si ipsam contingat succumbere in eadem, quod est iuri contrarium & consuetudini regalis Curie & statuto regali.

Pp

Tertio, quis quolibet ultro consensu debitum in vestra Curia, si die sitis ad solvendum statuta non solverit, ab eodem pro iustitia exigitur tertia pars debite quantitas, quod est iuri contrarium & confensum regalis Curie & statuto regalibus, quod statum ut regium & Principis civitatis Biterris, debetur per vos observari.

Quarto, quia in præjudicium communis Biterris familia vestra vobis mandante vel parente huiusmodi Biterris, quod ad ipsam communem pertinet, militum usurpare constituendo bannos in possessionibus Ecclesiarum, vel quas tenentur à vobis ac huiusmodi capere innuendo.

Quinto, quia singulis annis vindemiarum tempore familia vestra & Ecclesiarum Biterris à civibus Biterris ratione decimæ violentè & indebitè eripiunt vindemiam in vineis, & in vineis potestatem tyrannicam non auctoritatem Canonice exercendo.

Sexto, quia sæpe familia vestra compelli portare decimam vindemiarum ad domum vestram, ipsos cives qui ad hoc non tenentur mercede eis pro his consilia, pravam super eo consuetudinem inducere innuendo.

Item in eo quod cum sæpe contingat homines Biterris sacre summas levis pendens propter debitum suum animalium, familia vestra secundum ducem sortem famulum facit ibidem, & recipit pro decima longè maiorem summatam, eam facies pro sua libio voluntate.

Septimo, quia familia Clericorum seu Ecclesiarum pro primicia de bladiis muneris de novo exigere à civibus pluraquam debetur eisdem, ac etiam primicias de agnis & hœdis, quod usque ad hoc tempora non exiit attemptum.

Octavo, quia Officiales vestri & Bailivi vestri faciunt moneri publice in Ecclesiis diversos cives Biterris, ut satisficiant vobis seu Ecclesiæ Biterreni in quibusdam bladiis, vini & pecunie quantitatibus, in ipsorum civium injuriam, diffamationem & vituperium, cum super prædictis aliis requisitis non fuerint super eo, nec convicti etiam vel confessi, quod ex indignatione & odio suspicantur.

Nono, quia vos & Capitulum Biterrenum in damnum & præjudicium civitatis Biterris & civium non sustinetis esse nisi unicas scholas Grammaticas in civitate Biterris.

Decimo, quia non sustinetis illum Magistrum, cui ipsas scholas committitis aliam domum pro scholis habere, nisi quandam domum Capituli Biterreni, ad quam tenendum & conducendam in ipsa concessione specialiter se alligavit, quod redonat in ipsius civitatis & civium præjudicium & gravamen, cum ab eo alia domus sufficiens longè minori pretio haberetur, & sic scholares Biterris in exolutione pensionis huiusmodi plurimum aggravantur.

Undecimo, quis vos seu Bailivi vestri vobis mandante vel ratum habente, hospitale pauperum Biterris quod sub custodia & regimine nostro, ac sub iunctione & jurisdictione domini regis consistit, privatis quibusdam possessionibus indebitè & iniuste & ab ipso hospitali pro mercede cuiusdam vestri banderis singulis annis certam bladi exigitis quantitatem, quod revocare solistis pluries requisitis.

Duodecimo, quia sustinetis à Priore Beate Marce Magistralis recipi certas pecunie quantitates ab ipso hospitali pro mortuorum exequiis,

qui in ipso hospitali decedunt, onerantes ipsum hospitale in eo in quo effectus ponitur subponendum.

Teriodicesimo, quia Rectores Ecclesiarum Biterris in gravamen nostrum & civium Biterris, & in suum periculum animarum pro exequiis mortuorum, & benedictionibus nubentium exigunt ab ipsis civibus diversas res seu pecunias quantitates, ipsa Ecclesiastica Sacramenta recusantes impendere, nisi prius eis ex promissione vel solutione satisfiat in rebus vel quantitatibus amedictis.

Quartodecimo, quia cum aliquis civis Biterris sub jurisdictione vestra suum alodium dat in emphyteosim sub annuo censu, vos ipsum censum & ipsius rei dominium vestro domino applicatis, id ipsi domino indebitè auferentes, vel si ipsum alodium vendatur liberè vos inde foriscapum vultis habere.

Quintodecimo, quia cum aliqua domus sub jurisdictione vestra venditur, pro qua aliquis civis Biterris consuetus sit accipere censum annuum tempore duraturo, vos in ipsos domini iuriam cum ipsa domus vendatur vultis habere foriscapum de eadem, id in vobis reputantes iniustum, cum nuper quibusdam iuribus venditis sub dominatione domini Regis in castro de Venne, obtinueritis ibi laudimium & foriscapum, eo quod dicebatis vos esse in possessione accipendi usumque pro eisdem.

Sextodecimo, quia quandam plateam ante Ecclesiam sancti Petri quam in universitatis nostræ, necnon & dom. Regis præjudicium ad usum proprium occupatis, in qua homines ad caritatem venientes in die Ascensionis Domini consueverunt recipi, & populus civitatis Biterris pro exhibendo dom. Regi servino consuevit cum amnis hospitalitatis tempore convenire.

Septimodecimo, quia quandam viam publicam iuxta Tardieriam vestris propriis prædictis applicatis in nostrum & dictæ universitatis & singulorum de ea dispendium & gravamen.

Octodecimo, quia cum ab antiquo consuetum sit in civitate Biterris quod decedentes dimittunt certum quid caritatis, quæ fit in die Ascensionis Domini, singulis annis præstandum super domos suas, vos illud non sustinetis fieri, quod non solum in nostram, sed etiam in Dei videtur injuriam redundare.

Nonodecimo, quia colligentes decimam vestram & Ecclesiæ Biterris, sæpe venientes ad prædicia & ortos civium Biterris in quibus sunt olera & ortalia, occasione decimarum colligunt, & inde asportant de ipsis oleribus & ortaliis quantum volunt, irrequisitis & incitis dominis prædiorum.

Per quæ & per alia plura gravamina, quæ essent longissima enarrare, quibus cotidie opprimimur per vos & familiam vestram & officiales vestros, distam sententiam periculosa injuriosam credimus & damnosam. Ne igitur per huius machinationem sententiam, iuris nostri & dictæ universitatis & singulorum de ea, & multorum aliorum periculis, seu iusta de sensu valeat impediri, & ne quod medicinale afferatur, efficiatur mortale, neve juris occasio ad iniquum compendium protrahatur, ex prædictis gravaminibus, & ex eo quia prædicta gravamina indebitè & iniuste recutatis revocare, & aliis quæ nobis & dictæ universitati, & singulis de ea, per vos seu per officiales vestros omnino inferri, & quæ suo loco & ipsi proponemus, ac indignationem

vestram meritis pavefcentes, quam erga nos & concives nostros verbis & factis facillime offenditis, & contide offenditis exaggerando eandem, possimè contra omnes ferè Clericos concives nostros, quos post longissima & laboriosa servitia ab eis exhibita in Ecclesia Biterrensi, ab obtentis dudum ante Præfultorum vestrum beneficiis repulsi, eorum loca & beneficia vobis retinendo, vel illis qui sunt de vestro sanguine conferendo, electiones & promotiones eorum totis viribus ac propriis sumptibus impugnando, comminantes, ut publicè fertur, continuè quòd nullus de ipsa civitate tempore vestro beneficium à vobis vel locum in Biterrensi Ecclesia, vel Diocesi obtineat.

Quod quidem apertè persequimini ipso facto, licet prædecessores vestri, ac etiam alii hujus tenore Prælati ibi inventiunt multos dignos ad beneficia obtinenda. A vobis domno Episcopo prædicto, & officialibus, & quibuscumque iudicibus vestris, & à dicta sententia tanquam ab iniqua & injusta, & à dictis gravaminibus his scriptis pro nobis & universitate nostra & singulis de eadem ad sacrosanctam sedem Apostolicam appellamus, & ne videamur negligentes, iterum & sæpius appellamus, apostolos instantia qua conveniunt prædicto nomine postulantes, quos fit concedere volueritis, ex eo nos & dictam universitatem & singulos de ea sentientes gravatos ad eandem sedem his scriptis iterum prædicto nomine appellamus, iterum & sæpius apostolos postulando, ponentes nos & universitatem & civitatem Biterrensi & singulos de eadem, & omnes adjutores, & consilarios, & fautores nostros, & bona & jura nostra & omnium prædictorum sub protectione Dei & sacrosanctæ sedis Apostolicæ auctoritate: cujus auctoritate vobis inhibemus in quantum possumus, ne pendente appellatione

hujusmodi contra nos vel dictam universitatem vel singulos de ea in aliquo procedatis.

Nihilominus ab illarum fieri inferendis per vos seu Officiales vestros & iudices gravaminibus, à vobis & ipsa nomine nostro & dictæ universitatis & singulorum de ea, quantum antetemporem jurisdictionem atinet, ad illustrissimum dominum Regem Francorum, tanquam ad superiorem dominum & majorem Principem civitatis Biterrensi, & Curiam suam Biterrensi, sub cujus protectione civitas & cives Biterrensi consistunt, & se in presenti subponunt, & nos pro eis his scriptis appellamus, & instantes & sæpius appellamus, apostolos postulantes cum instantia nobis tradi; Protestantes quod prædicta dicimus & dicere intendimus sine ulla & Ecclesiæ Biterrensi injuria & offensa, & sine præjudicio juris vestri, quod necum minus notamus, sed optamus avidius prosperari iustis & laicis incrementis.

Facta, reddita & posita super altari prædicto fuit hæc appellatio in anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo septuagesimo primo, regnante Rege Philippo, 7. Idus Maii post Completorium, in præsentia & testimonio Petri Sigheii Guaraldi Ermengaudi, Guillelmi de Brois Jurisperitorum, Berengarii de Alfonsa, Raymondi de Furno, Arnaudi de Alfonsa, Berengarii Grassi, Guillelmi Augerii, Guisardi de S. Poncio, Guillelmi Verdenii, Deodati Barboni, Guillelmi de Cornesiano, Bernardi Raymondi Mercatoris, Petri Bosai, Guillelmi de Silino, Pontii Varrati, Pontii Akuderi, Roggerii Varrei, Raymondi Rossagni, Joannis Tarboreggi, Jacobi Garbetti civium Biterrensi: & mei Guillelmi Rubi publici Biterrensi Notarii, qui mandatus à prædictis Consulibus hæc omnia scripsi, & publicum instrumentum inde feci, & signo meo signavi.

Littera est per alphabetum data.

Second appel des Consuls de Béziers d'une Sentence d'excommunication rendue contre eux par l'Evêque dudit lieu, ledit appel est à l'Archevêque de Narbonne, & au saint Siège, & pour le temporel au Roy leur Prince souverain.
1271.

XIII. NOVERINT universi præsentem paginam inspecturi, quod Guillelmus de Rivo Sicco, & Bernardus Grassi, Pontius Torri, Raymundus Bardoni, Paulus Cultellerii, Guillelmus Villa-Mainha, & Deodatus Salvatoris Biterrensi Consules, venerunt in palatio domini Episcopi Biterrensi, eorum discretis viris dominis Petro Pontii officiali, & Guillelmo Egidio Judice Curie Episcopalis Biterrensi, & obtulerunt eisdem dominis Officiali & Judici appellationem infrascriptam: cujus appellationis tenor talis est.

Cum gravaminibus cumulare gravamina non sit consilere populo, sed nocere, nec sit præstare regimem, sed agere discrimen, idcirco nos Guillelmus de Rivo Sicco, Bernardus Grassi, Pontius Torri, Raymundus Bardoni, Paulus Cultellerii, Guillelmus Villa-Mainha, & Deodatus Salvatoris Biterrensi Consules, scientes contra nos diversis machinationibus intolerabilia discrimina preparari, quod non zelo caritatis, vel justitiæ, sed indignationis typo procedere merito suspi-

camus, ad appellationis beneficium, quod est oppressorum remedium, convolantes, & scientes nos & universitatem Biterrensi gravi & injusè opprimi à vobis discretis viris dom. Petro Pontii Officiali, & Guillelmo Egidio Judice Curie Episcopalis Biterrensi, ex eo quod ubi nos coram reverendo Patre dom. Poncio Episc. Biterrensi proposuerimus, quod ipse, ut salva ejus reverentia loquimur, nobis & dictæ universitati ac concivibus nostris injuratur plurimum & injuriari sustinet, plurima nobis & eis gravamina inferendo vel sustinendo inferri: Nulque nostro & prædictorum nomine appellaverimus ab eodem, prout in appellationis instrumento intus facto plenissimè continetur, vos auctoritate & mandato speciali ut dicitis dom. Episcopostendit gravamina gravaminibus cumulantes, requisivisti & monuisti nos mandantes inde fieri publicum instrumentum, quod nos vobis juramentum fidelitatis pro ipso dom. Episcopo præstaremus, prout per nos & aliquos de dicta universitate dom. Regi dicebatis præstitum simile juramentum, ac nos in

exagerationem ipsorum gravaminum monuissit quod ipsam universitatem convocare seu convocari faceremus pro præfatis ipsi dom. Episcopo, vel vobis pro ipso hujusmodi juramentum: quæ quidem in gravamen nostrum & dictæ universitatis & singulorum de ea requiri credimus, necnon & in domini Regis injuriam & offensam, cum à Consulis Biterren. tale juramentum usque ad hæc tempora per Biterren. Episcopum, vel aliam ejus nomine præstitum non fuerit vel exactum, & eum soli Episcopo Biterrensi universitatis Biterren. nunquam fidelitatis præstitum juramentum, & cum propter illata gravamina nobis & dictæ universitati ab ipso domino Episcopo, jussu possemus nos retrahere à præfando tali juramento eidem, etiam si aliis teneretur, quædam per eundem in ipsis gravaminibus insisteret, cumque ex eo possemus dom. Regis & suorum Officiorum indignationem incurere, quam optamus totis viribus evitare, qui nos consentimus in eo coarctationem hujus juramenti receptionem ad solum Episcopum retinere; Item quia ad nos seu ad nostrum officium non perinet, ipsam universitatem convocare pro juramento hujusmodi exhibendo.

Ex prædictis gravaminibus & aliis suo loco & tempore proponendis vobis & dictæ universitati & singulis de eadem per vos illatis, & quæ nobis merito videmus inferri, & quæ nos offensus coram iudice competentem probaturos, & ex prædictis monitionibus & requisitionibus per vos factis, pro nobis & pro dicta universitate & singulis de eadem, ad reverendum Patrem dom. Maurinum S. Narbonensis Ecclesiæ Archiepiscopum, sub cuius protectione posuimus nos & dictam universitatem & singulos de eadem, futores, valtores & consiliarios nostros, & bona

nostra & eorum, his scriptis appellamus, & iterum scriptis appellamus, apostolos instantia quæ conveni postulantes, quos si concedere nolueritis ex ipso gravamine ad eundem dom. Archiepiscopum his scriptis prædicto nomine appellamus, & instantes iterum apostolos petimus nos tradi: vobis ex parte dom. Archiepiscopi quantum possumus iubeantes, ne contra nos vel dictam universitatem vel aliquos de eadem pendente appellatione hujusmodi in aliquo procedatis.

Quam appellationem si dictus dom. Archiepiscopus admittere recusaverit, ex eisdem gravaminibus his scriptis ad sacrosanctam sedem Apostolicam appellamus, & apostolos instantes prædicto nomine petimus nobis tradi. Nihilominus quantum ad jurisdictionem temporalem attinet, ad dom. Regem Franciæ & ejus Curiam Biterren. hisdem scriptis ex dictis gravaminibus prædicto nomine appellamus & apostolos petimus. Offereutes vos coram dicta Curia jurare eidem dom. Episcopo super prædictis, quantum ad jurisdictionem attinet temporalem, & in quantum ad ipsum prædicta pertinere dicantur vel possint.

Facta & reddita fuit hæc appellatio prædictis dom. Officiali & Judici in palatio prædicto dom. Episcopi antedicti. In anno nativitatis Christi 1261. regnante Rege Philippo 3. Idus Maii immediate post completorium, in præsentia & testimonio Guitardi Ermengaudi, Petri Seguerii, Petri Grassi Jurisperitorum, Magistri Duranti Notarii, Pontii Escardavilla Notarii, Guillelmi Ravelis Notarii, & Guillelmi Ruffi publici Biterren. Notarii, qui mandatus à prædictis Consulis tam recepti, vice cuius Johannes Grassi hæc scriptis. Ego idem Guillelmus Ruffi Notarius subscriptor. Signatum.

Lienr per est alphabetum dista

De usor des Chartes. *

Ecclesiastiques de quelque qualité & condition qu'ils soient sont obligés de reconnoître leurs seaux & signatures devant le Juge Royal.

Arrest de la Cour du septième Mars 1554.

XIV. CUM Arnauddus de Via Vicecomes de Villamari & dom. de Calvineto fecisset evocari in Curia nostra dilectum & fidelem Clericum & Consiliarium nostrum Magistrum Raymundum de Salgis, ad recognoscendum vel denegandum sigillum ipsius Magistri Raymundi appositum in quadam cedula papiæ scriptæ manu sua propria, continente quod ab eodem Arnauddo receperat mutuo centum florenos auri de Florentia per manum Petri de Melideto militis, reddendus ad beneplacitum ipsius Arnauddi, ut dicebat, requiringdo quod dictum sigillum eidem per Curiam offensam recognosceret vel negaret: fuit ex parte ipsius M. Raymundi propositum quod Clericus personæ Ecclesiastica Decanusque Paris. erat, quodque ædificatio prædicta mercede personæ existebat, & quod de ea in foro laicali respondere minime tenebatur, nec etiam posset sue offensæ juris tam Canonici quam Civilis, ac sine periculo sententiarum ac poenarum juris super hoc inflictarum, præjudicioque privilegiorum in favorem totius ordinis Clericalis indultorum, quibus etiam renunciare non pote-

rat, nec ad hoc debebat per Curiam nostram aliquo compelli, licet parvus esset Curie nostræ in omnibus quæ circa offensam prædictam sana conscientia posset, reverentiam exhibere ut dicebat.

Pactato Arnauddo à Procuratore nostro pro defensione juris nostri se in causa hujusmodi adjungente in quantum quælibet tangebatur ad verberum dicentibus, quod de consuetudine, usu & stilo publicæ & notoriæ in dicta Curia nostra observatis à toto tempore quod memoria de contrario non exstaret, fueramus & eramus per nos & prædecessores nostros in possessione & saluta pacificis tam ad instantiam partis quam aliis faciendi evocari in dicta Curia nostra omnes & singulas personas Ecclesiasticas, religiosas & seculares cujuscumque sint dignitatis, status, seu præminentie, etiam si Pontificali fulgerent dignitate in regno nostro habitantes, ad recognoscendum vel negandum sigilla sua propria & privata quibuscumque litteris seu cedulis apposita vel appensa, & in ipsis Curia dicti Prælati. Religiosi, Clerici & alii in dicto regno degentes

degetes super hoc responderunt & respondent, recognoscendo vel negando dicta sigilla, nullo penitus se in contrarium habentes opponente.

Dicebant etiam quod dato, quod per personas bonæ fidei sub sigillis propriis seu privatis scripturæ hinc confici permittantur, verumtamen sub umbra bonorum multi alii sub suis privatis seu aliis fictis & iniquis sigillis falsitates, diffidationes, terrores & fraudes machinari non verentur in Republicæ & pacis communis periculum, præjudicium, & offensam, sequæ tales præsument & arripere iudiciis autenticis præsumunt, dum armis, vel aliis ad ibitum characteribus, inculpatis sigillis hujusmodi credi volent, falsitatem coram personis publicis detegere vel dedignantur, vel non audent, ex quibus magistra rerum experientia frequenter docuit atque docet multa atque dubia contingisse, ac majora contingere posse, nisi iudiciali examini potentia timeretur.

Dicebant etiam quod consuetudo, filius, observantia, possessio, & falsitas prædicti præscribi poterant & possunt, ac etiam locum habuerunt & habent in personis & sigillis prædictis pro bono Republicæ, & præcipue in Clericis & Consiliariis nostris & nostris negotiis, & ambassationibus insistentibus, præsertim in his que intuius honoris & servitii nostri eisdem causa mutui vel alius impenduntur. Quodque dictus Magister Raymundus tempore quo dicti florenti sibi fuerant traditi, & quo dictam cedulam sigillavit, erat & adhuc est Clericus & Consiliarius noster, & quod inuita certæ ambassationis nostræ traditi fuerant eidem; dicebantque quod multa maiora & nobiliora nobis licite competeant, & per nos & prædecessores nostros Reges Franciæ servata & facta fuerant, & sunt & continuè ac licite exerceantur in Clericis, Ecclesiis, & Ecclesiasticis personis, & inter cætera collatio Ecclesiasticorum beneficiorum, captio Clericorum &

personarum Ecclesiasticarum, quam captionen etiam de Clericis parlari in regno nostro non habent, facimusque & sumimus iudicium per nos & dictam Curiam, atque iustitiam nostram de Clericis & personis Ecclesiasticis tam super temporalitatis ipsorum quam per alia remedia, dum ad in absum seu transfretionem saluæ gardiæ & ordinationum Regiarum vel detrimentum juris ficalis superioritatis vel jurisdictionis nostræ temporaliæ, aut reipublice committant, ac in nostra Regia dignitate locum habuerunt & habent, & habere possunt & debent, hæc & alia infinita tam in Ecclesiis quam in Ecclesiasticis personis nobis, & prædecessoribus nostris à dictis temporibus competentia, quæ omnia redundare noscuntur ad vindictam malefactorum, laudem verbè bonorum, ut dicebant dicti Procurator noster & Amaudus, quare petebant ut suprâ.

Dicto Magistro Raymundo duplicando dicendo quod si unquam aliquis Clericus seu saltem persona Ecclesiastica status sui similis majoris vel minoris recognitionem vel negationem de sigillo in casu simili fecerat in ipsâ Curia, vel coram iudice seculari hoc fecerat sponte sua, cum ad hoc per secularem iudicem nullatenus cogi deberet, nec per ipsorum factum præjudicari debebat aliis Clericis vel privilegio Clericali, nec credebatur quod consuetudo vel finis contra dictum privilegium locum sibi vendicet ut dicebat, tandem pluribus rationibus allegatis hinc inde.

Auditis dictis partibus in omnibus quæ dicere & proponere voluerunt, visis dicta sedula & sigillo, & consideratis omnibus quæ Curiam nostram movere poterant & debebant, per Arrestum Curie nostræ dictum fuit, quod dictus Magister Raymundus recognosceret, vel negavit in Cura nostra dictum sigillum esse suum, seu impressionem signi sui, atque in Curia nostra super hoc provideret, 7. die Martii 1354. Sign. inter arretra hujus temporis. xii^o.

Extrait du Registre de la Chancellerie des Comptes intitulé *De Temporalibus*, fol. viii^o viij. verso.

Arrest auquel est fait mention d'une entreprise de l'Evesque de Beauvais sur la justice du Roy, ce qui est appellé abus.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredi 13. Mars 1376.

XV. ENTRE Simon Lores & sa femme, & son fils, & Jean Auberre, & le Maire & Paris de Beauvais appellans, d'une part; & le Procureur du Roy, l'Evesque de Beauvais, & son Baillif, & Prevost de Beauvais appelez d'autre. Concluent mal jugé & ordonné, bien appellé & à despens & amende honorable, & profitable pour les injures, & pour les atteints. L'Evesque, Baillif & Prevost ont justifié la prise & exploits, & disent qu'il n'y a nuls atteints, & ont conclu en cas d'appel.

Le Procureur du Roy dit, qu'il appert par information qu'ils appellent plus de quarante fois, & par dessus l'appel, & en atteints ils forent mis en prison & pere & mere & fils, & leur valet. Outre le Prevost prit Simon comme lay, & nullo estoit-il vestu de roie, & si estoit marié, & neantmoins depuis l'appel se rendit

comme Clerc, si appert qu'il y a *assabte abus de Justice* & grande offense, & grands atteints par dessus l'appel; & pource que l'Evesque a pris l'advu de son Prevost, conclut le Procureur du Roy que l'Evesque & les Officiers soient condamnés & contrains à reparer les atteints & abus faits au prejudice de la jurisdiction temporelle, & en amende profitable au Roy, c'est à sçavoir l'Evesque en mil livres, & chacun de ses Officiers en deux cents livres, que la jurisdiction temporelle de l'Evesque soit acquise au Roy durant la vie de l'Evesque, ou tant que la Cour regardera, & outre que la provision soit faite sur ce que l'Evesque n'a que une mesme prison pour ses deux jurisdictions spirituelle & temporelle, c'est à sçavoir que les prisons soient divisées, surquoy ne fut rien ordonné.

Arrest par lequel appert que l'Archevesque de Lyon avoit esté condamné en l'amende, pour avoir fait apposer son seal en une Lettre au dessus de celui du Roy.

Extrait des Registres de Parlement, du Jedy 5. jour de Juillet 1379.

XVI. **E**N TANT l'Archevesque de Lyon, & son Seelleur appellans, d'une part; Le Procureur du Roy & le Baillif de Mâcon, d'autre. Sur le contenu au libelle des appellans baillé par maniere de faits nouveaux, qui concluent si comme en iceluy est contenu: le Procureur du Roy & le Baillif dient qu'en toutes lettres & obligations où les seaux du Roy & de l'Archevesque doivent estre appendus, le seal du Roy doit estre mis au dessus, & le seal de l'Archevesque au dessous, & ainsi en a-t-on accoustumé de tout temps: neantmoins en uncs cer-

tes lettres, qui devoient estre sceillées des seaux du Roy, & de l'Archevesque, on y mis une nouvelle queuë au dessus de celles, où le seal Royal estoit mis, & là sur mis le seal de l'Archevesque. Pour occasion de ce l'Archevesque a esté condamné en dix livres d'amende, dont il a appelle. Concluent le Procureur du Roy, & le Baillif, qu'il soit dit bien jugé mal appellé. Parties voyes l'Archevesque s'est rapporté à la discretion de la Cour, & la Cour considerera tout ce que fera à considerer en cette maniere, & fera droit.

Arrest pour justifier que le possesseur en matiere spirituelle est de la juridiction de la Cour de Parlement.

Extrait des Registres de Parlement, l'an 1380. le Mardy 6. Mars.

XVII. **E**N TANT l'Evesque d'Arras d'une part, l'Archevesque de Rheims, Prevost, Doyen, Chantre, & Chapitre de Rheims, d'autre part. Sur le contenu en la complainte de l'Evesque en cas de faulx, & de nouveleté, qui conclut tout pertinent en cas de delay, & re-creance: Consideré qu'il traicte de franchise & liberte, & partie adverse de servitude, & à des-pens.

L'Archevesque & ceux du Chapitre dient, que tous Evesques de la Province de Rheims, & Suffragans de l'Archevesque, & de son Eglise, & spécialement l'Evesque d'Arras, doivent à leur joyeux advenement avant qu'ils fassent entrée en leur Eglise, faire profession & serment à l'Eglise de Rheims, & illec jurer garder l'honneur & l'estat de l'Eglise. Et doit une Chappe qu'il doit veiller au Sacro, & sans qu'il vië surte ne la doit veiller. Dient que l'Evesque a esté refusant de faire les choses dessusdites, sur ce suffisamment sommé & requis; pour cette cause a esté cité & admonesté, & en cas d'opposition jour assigné à Rheims pardevant l'Archevesque, si comme il appert par la citation & relation sur ce faite, dont ils seroient fuy, & est la cause pendant à Rheims: l'Evesque n'est complain en cas de nouveleté. Dient que l'Evesque est poursuivy à Rheims en action personnelle de chose pure spirituelle, & *super jure rei*: & si est l'Evesque homme d'Eglise, & cité devant son Ordinaire; & la Chappe n'est que accessoire à ce qui est pur spirituel; & en cette matiere n'a aucun fuy, pour lequel la Cour doye retenir la connaissance de cette cause. Si appert que cette Cour ne doit pas retenir la connaissance de cette cause, & que la complainte de l'Evesque n'est pas recevable: & doivent l'Archevesque & ceux de Chapitre avoir congé, & despens; à ce concluent retenus faite d'autrement d'aller avant, si comme la discretion de la Cour regardera. Et alleguent les Arrests de

Lusson, de Therouenne, du Curé de Neufchâtel, & plusieurs autres.

L'Evesque repliche, & dit que la Cour de ceans est prenable de tous cas où il puet cheoir possession & nouveleté. Et n'est pas merveille, car le Roy nostre Sire n'a passant seulement temporalité, mais divinité avec, car il est *monarche*, & donne benefices en Regale: Et outre a l'administration du temporel des Evesques vacans le siege, jusques à ce qu'il y a nouveaux Evesques. A aussi la garde de toutes les Eglises de son Royaume; & tellement que la connaissance de sauvegarde enfreinte leur appartient contre toutes personnes, supposé qu'ils soient Evesques. Et ne pourroient les Juges d'Eglise connoître du delict commun jusques à ce que la Cour du Roy ait connu de la sauvegarde: & supposé que le Clerc tiens prison en la prison de l'Eglise, neantmoins il est en la main de la Cour du Roy, jusques à ce qu'il soit connu de la sauvegarde. Dit que le Roy est en possession d'avoir la connaissance de cas semblables, encore plus spirituels que le cas present, comme du Chapitre de Chalons, & de l'Evesque dudit lieu, pour cause des cedoles strachées en certaines Paroisses de Chalons, comme aussi des offrandes faictes à l'Eglise de Paris, & aussi des torches & luminaire des Papes Benedect & Clement; & sont les Arrests ceans enregistrez: & en verité la Cour de ceans peut cognoître de cas où il cheit fait & apprehension. Or est-il certain que prescription de la Cour est fait. *Quare, &c.* dit que citation de vive voix est chose temporelle, & en pend plaide en la Cour de ceans, mesmement doit estre dit fait en cette matiere; car par la citation vien-on à la contrainte, & pressant de la Chappe. Dit que toute personne lève ou d'Eglise se puet complaindre en cette Cour, quand de fait il est empesché en aucun fait; & allegue outre les Arrests dessusdits, l'Arrest des

Maregliers, qu'il est pour cause d'offrandes.

A ce que dit l'Archevesque & ceux de Chapitre, que le principal est pur spirituel, & que la prestation de la Chappe est sequelle & accessoire &c.

Repond l'Evesque par les Arreſts deſſus alleguez, l'enterrer un trepaſſe eſt choſe ſpirituelle, mais la preſtation eſt temporelle, & pour ce la Cour de ceans en retint la cognoiſſance, & ce appert vray, car la Cour de ceans cognoiſt de dimes, qui ſont de droit divin, & ne ſont rien les Arreſts des parties adverſes. Dit que la preſtation de la Chappe n'eſt pas accessoire au ſervice, car il peut eſtre que l'Evesque doit faire ſerment, & ſi ne doit point payer de Chappe, & ne vult ce que dit partie adverſe qu'ils euſſent perdu leur cauſe, ſi ils n'euffent procede par la maniere qu'ils ont fait: car pour ce le droit du Roy, à qui la cognoiſſance en appartient, ne doit pas eſtre empeſche: & en verite toutes ſous qu'il y a inquietation en poſſeſſion, le perturbé ſe puet complaindre en cette Cour. Or dit l'Evesque qu'il eſt en poſſeſſion de franchise & liberte, & neantmoins l'Archevesque & ceux du Chapitre l'ont inquite & perturbé, ſi ſe peut complaindre en cette Cour. Dit outre que ſi il eſt debat d'un benefice entre deux perſonnes, dont l'un ſe dit avoir la collation du Pape, & l'autre collation du Roy en Regale, la Cour de ceans en cognoiſt, combien qu'il ne determiſe point de la bulle du Pape, ſi ce n'eſt *per aliquem*: & conſideré que l'Archevesque & ceux de Chapitre ont dit qu'ils perdroient leur cauſe, ſi la Cour de

ceans en cognoiſſoit, & par ce que dit eſt la Cour de ceans en cognoiſſoit, comme dit eſt, il appert que l'Evesque a gagné la cauſe: Par ce moyen conclu qu'il ſuſe à recevoir, & que ſa complainte ſoit bien & deüement formée, & que la Cour retienne la cognoiſſance de cette cauſe, & autrement comme deſſus.

L'Archevesque & ceux de Chapitre dupliquent, & dient que l'Evesque qui a replyqué hautement & elegamment, n'a pas répondu aux raiſons deſdits Archevesque, & du Chapitre. Car ils dient qu'ils ont fait citer l'Evesque *ſuper petitorio & jure rei*, & non pas *ſuper poſſeſſorio*. Lequel petitorio en verite eſt pur ſpirituel: car ſuppoſé que l'Evesque ait eſté trois ou quatre ans, ſans ce que l'on luy ait demandé la Chappe, puis que il n'a preſcrit, ils ſont trop bien à recevoir à intenter le petitorio en Cour d'Egliſe. Et combien que les exemples de l'Evesque ſoient apparens & colorez, neantmoins ils ſont de petite eſperance, & parlent quand la prevention eſt en la Cour du Roy, & que aucun ſe complaint en cas poſſeſſoire. Et n'eſt pas le cas preſent tel; car l'Archevesque & ceux de Chapitre ont intente leur petitorio en la Cour d'Egliſe à Rheims: & n'en a pas eu la Cour de ceans la prevention: ſi appert que ſes conclusions luy doivent eſtre faites.

Appointé eſt que la Cour verra la complainte de l'Evesque, ſes Arreſts dont les parties ſe ayent, & ſi meſtier eſt l'appointement & la relation deſdits Archevesque & de Chapitre, & ſera droit aux fins deſſuſdites.

Extraict des Regiſtres du Parlement, du 13. Mars 1392.

Entre l'Evesque de Paris, d'une part: & le Prevost de Paris, & le Procureur general du Roy, d'autre part.

XVIII. **L'**Evesque propose ſa Juſtification, & qu'il a priſe ſur les Clercs, & dit que Jannequin du Bois a ſouſtenu ſentence d'excommunication par l'eſpace de dix ans *animis induratis*, & a pour ce comme ſuſpect d'heretie eſté adjourné, pour répondre ſur les articles de la Foy. Dit qu'il a contemné ſes adjournemens, & s'eſt ſar ce laiſſé excommunier, & rengreger, & renforcer, & a dit qu'il avoit de bonnes eſpaules pour les endurer: Dit que pour ce il donna la commiſſion par eſcrit à l'Officiel d'amener les Sergens, & prendre l'adveu pour eux. Dit que la Cour ſit à ſçavoir au Prevost par Maistre Mathieu de l'Eſpoſſe, qu'il fut Lumdy ceans par la requelle de l'Evesque, & que ce nonobſtant Maistre Nicolas Benhin acompagné de grande compagnie de Sergens & autres allerent en ſa Cour & luy demanderent: mais il leur ſut ſignifié la cauſe pourquoy il eſtoit prins, & qu'il eſtoit Clerc non marié, & l'appointement de la Cour: & neantmoins l'Officiel ſuppoſe, & auſſi ſon Baillif, & pource que nonobſtant ils voulurent proceder à rompre la priſon, ils appelèrent de la Commiſſion & tout: Dit que ce nonobſtant le Prevost a donné une Commiſſion faiſant mention de l'appellation d'icelle, nonobſtant & toutes autres faites & à faire les Commiſſaires, & ſiſent tant qu'ils euſſent le priſonnier, & rompiſſent les priſons. Dit qu'a-

vant le ſait il dit au Prevost & requit qu'il ceſſaſt: mais ce nonobſtant les Commiſſaires allerent en ſa Cour, firent commandement au Geolier qu'il ouvriſt les priſons & le leur baillaiſt, & ce nonobſtant, combien qu'il leur euſt dit, qu'il ne pourroit ſans mandement de l'Evesque & s'oppoſaiſt, ils rompirent quatre gros huis & y entrerent: & ſi n'y auroit autre cloſture que des ferrures, & ſi ne furent pas contents de lever les ferrures: Dit qu'il requit hier lettres de Juſtice, & que le Prevost viſt en perſonne, & confeſſerent le ſait qui vaut information. Eroute dit, qu'attendu le ſait il y a attentats & excez, comme appert par ce que dit eſt. Si requiert que le Procureur du Roy ſoit avec luy, & que commandement luy ſoit fait de ce. Et ce ſait conclut que le Prevost & Commiſſaires ſoient condamnés à l'amande, & à repaier ce que dit eſt, & la ſauegarde, & que les Sergens l'amendront chacun une torche tenant en la Cour de ceans, & en ſa Cour par trois Dimanches, & les Commiſſures auſſi & le Prevost, & à amande proportionable, les Sergens chacun de cinq cent livres, & les Commiſſures chacun de deux mil livres, & le Prevost de quatre mil livres, & en repaier remener le priſonnier en ſes priſons, ou autres telles amandes que la Cour regardera, & à depens, dommages & intereſts.

Le Procureur du Roy dit un principe, que

L'Evesque par vertu de la Jurisdiction spirituelle n'a point de prise, & ce est tout notoire : & a esté le Roy & exploité, & aussi de faire reparer & de le contraindre à revoquer tout ce qui est fait au contraire. D'où que l'Evesque ne peut estre plus privilégié que l'Archevesque au fait de la presente cause, & que contre l'Evesque a esté procès aguerres, & par Arrest a le Roy eu l'ellat en la cause de Marguerite du Pré Religieuse de Gif. Et ce dit que nonobstant Joachim Goubant & autres appariteurs de l'Evesque sont allés à Paris en la rue du Temple, & ont pris Jannequin du Bois. Dit que le Prevost de ce informé donna fa commission, pour faire commandement à l'Evesque ou son Official, qu'ils rendissent le prisonnier, & qu'ils se fissent ouvrir les prisons, & adjoûnaissent les opposans. Dit que les Commissaires firent ce qui leur estoit commandé, d'aller vers l'Evesque. Mais pour doute de méprendre pour une opposition, la poursuite suscitèrent. Dit que depuis eux par l'Ordonnance du Conseil du Roy, & d'une Commission interactive retournerent, & firent les Commandemens, & requerront que l'on leur ouvrît l'abus. Mais afin qu'ils ne peussent poursuivre leur exploit, la seconde fois fut l'abus clos au devant eux à verroux par dedans, & neantmoins combien qu'il y eust une appellation, purent leur exploit. Dit qu'après le Prevost print l'adveu des Commissaires, & de ceux qui estoient avec eux & le Procureur pour le Prevost dit que pour ce ils doivent estre hors de procès, car ils n'ont point excédé, & si la commission estoit large, si ne doivent-ils point l'interpréter : & aussi dit que le Prevost doit estre hors de procès : car à luy est de garder le droit du Roy. Et propose l'Arrest de Marguerite : & dit outre que le Prevost est tenu de garder cet Arrest, & c'est droit. Car le Roy ne doit point estre desappointé. Et est raison, la Commission que le Prevost à l'appel ne devoit point deférer, allegant la finale de *appellationibus recipendis*. Et si est encor l'Arrest dedans l'an. Autrement il s'en suivroit que sur le temporel du Roy, il pourroit entreprendre. Et par les Droits Canons, restitution de biens appartient à la Jurisdiction seculiere, allegant la decretale *latoz*, & le *si dudus de appellacionibus*, & aussi l'appel n'estoit point recevable, ne n'y devoit point estre deféré, ne la Commission n'est point au prejudice de l'appel : mais est executer les Arrests & Ordonnances, puisqu'elle est donnée contre l'appellation, si qu'il n'est point à deférer.

Dit aussi qu'ainsi fut fait du temps de Messire Aymery de Maignes, comme M. Jean de Chastou de par le Prevost y alla, rompi les prisons & & amena un prisonnier : Dit qu'en l'execution d'une dette ne quelcun d'une cause de nouveauté, l'on ne deve point à appel, ne aussi de prendre un malheureux. Si dit davantage que le Prevost ne devoit deférer, ne il ne fust rien au contempt de la Cour, & n'a baillé la Commission fors à celle fin, que les Examineurs & Commissaires fussent plus seurs : Et par ce conclud que le Procureur demestre en procès, & le Prevost, & Sergens & Commissaires en soient mis hors, & ne doivent point estre blâmés de ce qu'ils ont fait, mais l'Evesque & Sergens de la desobeyssance, & dit qu'il avoit par une journée fermé le premier huis à deux verroux, & fut trouvée la femme qui l'avoit fermé dedans :

& dit qu'autrement ils ne pussent avoir fait leur exploit, & ne rompirent que deux ais du premier huis. Ne l'Evesque ne propose pas que frivoie defense fust faite au Prevost, & si n'est pas fondé en droit commun : Mais la decretale s'entend sur le temporel de l'Evesque : & si est la Jurisdiction seculiere fondée avant les Droits Canons, qui ne sont que Possessionnaires. Ne ce n'est point entreprendre contre la Jurisdiction de l'Eglise, mais seulement garder le droit de la prise : & si dit que ce n'est que garder l'usage du Roy, & propose un Arrest de Thierry de Colezac, qui ne fut point rendu à l'Evesque, combien que la cause dépendit de dette due aux Avocats de la Cour, & si peut requérir que le Prevost le prenne & luy rende. ■ propose outre que par l'Arrest de Thierry de Colezac a esté dit, que supposé qu'il fust suspect d'herésie, si ne le peut l'Evesque contraindre par sa prise de biens ; & outre propose que ce qui a esté fait, si a esté par deliberation de Conseil, & par consequent devoit estre mis hors de procès. Et ne s'y fera point de remède, car il n'y a rien fait que justement, attendu l'Arrest qui encor n'est suranné : Et par ce conclud comme dessus par retenu, après requiert contre l'Evesque, que considéré qu'il est vassal & sujet du Roy, & toutesfois nonobstant que l'Arrest ne soit suranné, est venu au contraire & viem : Et si ont fait ses gens les desobeyssances dessusdites. Si conclud le Procureur à amende de dix mil livres, & de destruction de la Cour.

Ce fait, dit Jannequin qu'il est pauvre homme, & que ce peut estre qu'il a été excommunié : mais qu'il en a eu absolution, & les a du temps de dix ans que par l'Evesque. Dit outre qu'il a un procès ceans, où il a grandement & tout le sien dépendu, & peut-estre qu'il a esté cité à la Cour, & par contumace excommunié, & pris pour dépens des Avocats & Procureurs, a esté excommunié : Ne il n'est point *pro judicata*, que pour quatre francs en diverses parnes : Dit qu'il s'est toujours confessé & fin à l'Eglise son devoir, forçant qu'il n'a osé recevoir le Sacrement pour doute de la sentence : & si s'estoit confessé à gens de l'Eglise & a voulu faire cession. Si dit qu'il n'a rien fait au contempt de l'Eglise, & dit que ce attendu, & que le Procureur du Roy & le Prevost ont dit, & qu'il a esté pris sur les quatreaux du Roy, il doit estre restitué où il fut pris, & qu'il ne devoit point estre restitué à l'Evesque : & en ce cas offre de faire cession : même que ces avoirs autresfois ont esté sur ce adjournez. Et à ce conclud & à dépens, en cas que l'Evesque voudra perseverer.

L'Evesque de Paris repliche & dit, que les Juridictions de l'Eglise, & temporelles sont distinctes, & que les Prelats ont telle & autant de Jurisdiction en leurs Clercs, que le Roy en laiques personnes, même en ces personelles, & s'ayde du *C. cum Episcopus* qui parle généralement en toute la Diocèse, & aussi ne reçoit point la distinction en interpretation par la Decretale *si dudus* : car il n'est pas question de la Jurisdiction temporelle. Propose aussi que de fait par la Commission il en a usé mémeement à l'issue de ceans. Propose par c'est son usage, & il en a jouy de ce, & de tel temps qu'il n'est mémoire du contraire. Dit qu'en l'an 1318. sur ce fut debat, & que certaines Ordonnances furent faites par le Roy, & entre les autres, que l'on ne peut empêcher

empêcher les Sergens de l'Evesque de Paris à porter harnois, & par conséquent de prendre, autrement ce seroit pour neant ordonné & fait. Dit outre qu'il n'est point de question d'un cas dont la cognoissance contre tous luy appartient, tellement que les empêcheurs sont excommuniés par la Dexteale *in empiafanti*, & s'ayde outre du Canon *casus continens* : & qu'il est au fait du présent : car Jeannequin par l'espace de douze ans a soustenulu l'emence, & dit en contenant qu'il avoit assez forces epanles. Dit qu'autrefois en cas pareil il fut contraint le faire abfoudre, & lors furent faites les absolutions dont il se vante : & semble de presant l'avoir fait adjourner, car il a bien attendu trente excommunications : & pour ce considéré sans obligation l'a fait appeller & après prendre.

A ce que dit le Procureur, que le Roy ne plaid point de point de l'appellation : Dit que ce n'est pas vray généralement, & allégué l'Arrest de Messire Talieran : mais peut-estre que ce avoit lieu où le Roy seroit fondé de droit commun, ce qui n'est pas de présent, car il n'est pas question d'une chose temporelle, car il n'a rien fait qu'une prise contre son Clerc en cas qui luy faisoient.

Dit après qu'il a privilege, que les gens d'Eglise ne doivent point estre delapponnez, ne faits de possesseurs non possesseurs : Dit qu'il en a plusieurs exploits.

A l'Arrest de Marguerite du Pré, répond que le cas est d'autre, ne il n'est pas question de la prise : mais pour un cas d'appel en quoy elle estoit deluy devant l'Archevesque, où la Cour ordonna que sans prejudice, & ce dit que depuis l'Evesque en a jouy & usé : & si il est dit par Arrest qu'elle seroit relliable toutesfois non pas généralement, le Procureur d'ellai ne rien ne luy est par l'Arrest defendu.

A ce que dit le Procureur qu'il n'écheoit point d'appellation : dit que la loy n'est pas en termes dont on quier de présent. Car l'Evesque ne fait rien *contra tandem legem*. Et ne fait rien l'Arrest par lequel rien n'est adjugé au Procureur ne défendu à l'Evesque. Item, le Prevost de Paris ne peut pas dire que l'appellation ne soit recevable, mais appartient à la Cour souveraine. Car des que l'appellation est interposée, le Prevost n'en peut cognoître si elle est recevable ou non, & a mal fait de venir au Procureur du Roy, car il se conseilloit à l'Evesque, & en fait à blâmer, & cela grevé, & par conséquent ne s'en peut excuser, & n'est pas semblable de l'exécution d'un ess de nouveleté ; car la complainte ne fait pas prejudice à partie, ce n'est la chose que mise en la main obliant l'appel, sans faire rellablement. Pourquoy partie n'est point delapponnée : Mais le Roy pour son exploit delapponné, & aussi dit, que puisque de l'exploit du Juge il est appelé, il ne s'en peut enreprendre. Et ne peut estre excusé l'exploit des Sergens & Commissaires qu'il ne soit tortionnaire, car la Commission est tortionnaire, car elle est donnée contre un Clerc qu'il nomme luy, & si est faite par les Commissaires qui sont Juges en partie, avec le Prevost & Sergens, & experts. Et ne peuvent ignorer que par l'appel l'Evesque ne fait exempt, & toutesfois nonobstant qu'ils sceussent l'appel, la Commission leur estoit adressée, à quoy il ne devoit obeyr, même puisqu'il estoit appelé d'eux : Et en ce faisant ont méprisé & attardé.

Et si est la Commission tortionnaire, car elle contient que nonobstant appellation faite & à faire : & aussi inique, car l'Evesque estoit exempt du Prevost, & par son privilege & par l'appel, & appert de l'exploit d'annable du Prevost. Car l'Evesque luy avoit signifié son appel, & si avoit appelé du Commissaire & *in forma*, dit qu'il a excédent, car il n'y avoit point de sermenture, ny autres huis par dedans, & si n'appert point qu'il y eut de sermenture par dedans. Par ce dit qu'ils ont delinqué, & requiert que l'estât soit vey, à quoy sont commis Maistre G. Luris, & M. J. de Longueuil. Et outre il dit qu'il doit avoir le Procureur du Roy, & ne fera pas avoir le Prevost.

Car le Procureur doit garder les sujets du Roy d'oppression, & si l'Evesque n'est opprimé, comme dit est, & si y a attencus, & ainsi supposé qu'il n'y ait information, se doit adjoindre avec luy, & par ce conclud qu'il est à recevoir.

* Et à l'Archevesque de Sens, dit que s'il n'a prise, il ne s'enfuit que les autres Prelats ne l'ayent, comme Chartres, Xaintes, & autres. A l'exploit Thierry Colezue, dit qu'il y en a fait pour un au contraire. Ne onques il n'y eut sur ce Arrest formel supposé ce fut debates, & si est en autres termes. Et outre dit, qu'ils doivent conclure outre sur leurs demandes.

Par ces causes conclud en la cause où le Procureur est demandeur, qu'il ne fait à recevoir, & qu'il n'a rien mépris, & enfin d'absolution. Au fait, Jeannequin dit, que d'autant qu'il est pour moindre somme excommunié, il fait plus à blâmer, & s'il eust requis à l'Evesque estre absous, il l'eust volontiers absous.

Jeannequin dit, qu'il est excommunié pour trois amendes qu'il doit à l'Evesque, qui le montent à six francs au plus, & dit que tout est venu au pourchas d'un nommé Messire Pierre, & requiert qu'il soit relâché comme autresfois.

L'Evesque dit outre qu'il a requis qu'il ne soit relliable à l'Evesque, & qu'il demeure au Roy, il ne fait à recevoir, car il ne le pourroit lier d'être prisonnier ailleurs que devant l'Evesque, pour ce qu'il est Clerc & en possession, & habit, & non marié : ne il n'a fait aucune diligence d'être absous, ne de cession, ne d'autres. Et par ce dit que la requête est indécise, & n'est recevable, & ne doit estre anciennement faite, & conclud outre contre le Procureur du Roy, comme dessus.

Le Procureur du Roy en viendra Jedy prochain.

Du Jedy vingtième jour de Mars mil trois cens quatre vingt deux, page vingtième du Registre.

En la cause d'entre le Procureur du Roy, le Prevost de Paris, Maistres Nicolas Berthoin, & Gensfroy le Goibe, Examinateurs au Chastelet, d'une part : & l'Evesque de Paris, d'autre part.

Duplique le Procureur du Roy, & en répondant soutient que de droit civil l'Evesque n'a point de prise, & par speciale soutient en Paris.

Car prendre est de fait. Et supposé que l'Evesque peut condamner entre les sujets, toutesfois il n'a point d'exécution par la loy Episcopale, & la cause est, que *ratione territorii* il n'est point Juge, mais la Jurisdiction est limitée en territoire. Et allégué la noxe, *denotant* du Canon *contingit de jure competenti*, & si allégué pour l'excution

Rc

le C. *sic non ab homine*, ou la Jurisdiction temporelle executée par *exilium vel aliam penam*, & dit que du temps de l'Evesque de Chénac fut dit, qu'il n'avoit point de citation verbale, pour ce qu'elle est de fait, & allegue la raison du C. *causam & latur*. Dit outre que ce seroit contre le bien public & de la police, s'il avoit prisé à Paris.

Car les Promoteurs seroient prendre gens de toute maniere d'estat, & s'il en estoit appelé, l'appel iroit à l'Archevesque de Sens, & de là à Cour de Rome, dont les sujets seroient travailliez.

Et à l'Arrest de l'Evesque de Beauvais, répond qu'il ne fut pas plaidé afin de non recevoir, & n'a heu qu'à Beaumont.

Et n'y fait rien que *mandata jurisdictione*, &c. car si il n'est pas dit expresse, le commis ne pourroit pas *habere capi*, & si s'entend de celui qui pourroit commettre, & il ne peut pas ce que dit est. *Quare*, &c. au C. *sic Episcopus*, répond *capere id est capi facere* selon les droits, & s'il vouloit ailleurs que où il est accoustumé tenir ses plaids, le Roy ne le souffriront pas, & n'obtiennent point les Droits Canons, ny la Decretale. Et si à la Roy usé & jouy au contraire, & si n'en usa oncques l'Evesque; & s'il en avoit usé, ce ne seroit que par entreprise & tolerance, & si n'auroit esté que jusques à la volonté du Roy. Et rapport par le fait de Girardin Beauvais l'an 1390, & l'an 1391. de Thierry Colezac. Et si a restitué un Prestre que les gens avoient pris, & les Sergens amenderent le fait. Aux lettres du Roy Philippe, & du Roy Louis, Duquel on ne luy donne point prise, mais seulement veulent que les gens du Roy y soient, & que sans eux ne se puisse faire. Car quand à la requête de l'Evesque qu'il sont pris, ils ne tiennent prison es prisons du Roy, ne le Roy ne leur donne point prise, pour ce qu'il veut que l'on n'empêche point les gens à porter armes, & se rapporte à la prise qui seroit faite à la requête de l'Evesque. Ne à la lettre ne sera foy adjoutée. Car elle fait en dire en millesime, & ainsi la confirmée ne vaut ny la confirmation. Et si ne peuvent les Sergens porter armes hors la Cour, & n'est point la cause privilégiée, ne pour la Foy. Car l'on n'a pas à ce regard, mais à la cause principale, & ainsi fait dit de Colezac. Et si fut dit autrefois que s'il le vouloit avoir pour herésie, il doit avoir avant information, & le doit requérir. Et n'y fait rien la Decretale, *Quoniam ac insistentiam*, & les semblables; car l'on ne l'empêche point en la Jurisdiction, mais en la prise qu'il n'a point & qui ne luy compete point, ny de droit ne de coustume. Ne le Prevost n'a rien fait contre luy, car le Roy a l'estat lequel il luy a gardé.

Et si est question du droit du Roy de France, qui ne reconnoît point de souverain en terre au temporel, de qui l'Evesque tient, & qui est fondé de raison en ce fait, & en droit commun, & si s'est; il ne nie pas qu'il n'ait la coëve cognoissance, qui emporte son excommunication contre excommunicés, mais prise qui est de fait, non.

Et encores propose l'Arrest de l'estat sur lequel les paries plaidoyèrent, & fut dépecé par l'Arrest l'exploict que l'Evesque avoit fait, & ne fut pas sans l'Arrest, pour ce que la Religieuse estoit en appel de luy, ne sans prejudice, car l'Evesque dit par expresse, qu'il ne se vouloit point

ayder d'exploicts. Dit outre que soit que Jannequin soit Clerc ou non, ce n'y fait rien, à Paris où il n'a point de prise, & si la Commission du Prevost s'adressé à ceux de qu'il avoit appelé, répond que c'estoient ceux qui avoient fait l'exploict. Et suppose qu'il en eust appelé, ce ne feroit rien: car attendu que l'Arrest de l'estat estoit dedans l'an, il devoit venir au Roy mesme.

Car le Prevost de Paris est Juge ordinaire, qui en ce ne fait que garder les droits du Roy, contre l'entreprise de l'Evesque; ne le Prevost par ce ne prenoit point cognoissance de l'appel, fors qu'il gardoit le droit & l'estat du Roy.

Outre l'Evesque n'estoit point possesseur paisible, & le Prevost s'estoit informé, & avoit l'Arrest par devers luy, & le pouvoir par raison & usage faire le Prevost, car oncques il ne veut rien faire au contempt de l'Eglise.

Et à ce que la Commission contient & autres appellations, répond qu'il ne s'encond, & y est dit, par lesquelles l'exercice de l'estat seroit empêché.

Et à ce que les Commissaires ne devoient rien faire contre l'appel, répond qu'ils font rien du Prevost, & ne pouvoient le enrigier; mesme que ce n'est pas chose de foy domagée, comme batre une personne; & si ne sont point juges, n'ont mesme excoeurs, & n'ont point excédé d'avoir levé les serrures. Car ils s'estoient ensembles, & ce avoit esté par le fait des gens de l'Evesque.

A la defense de ceans, dit qu'il n'y en a point.

Et propose l'exploict que fit M. Jean de Chatou au temps de l'Evesque Aymer de Maignes, & ainsi dit qu'il n'y a point d'offense: & que par l'adveu du Procureur, le Prevost doteille hors, & les examinateurs par l'adveu du Prevost, & par consequent, que le Roy aura l'estat, & à ce conclud par retenue & aux dépens.

L'Evesque dit qu'il s'exploict de fait à cause de sa Jurisdiction, car il fait mettre en torens & en l'eschelle, & si à Paris temporelle Jurisdiction, par laquelle il peut prendre, & de celle ne se peut entendre le privilege, car il ne le faisoit point. Et si n'est point sa Jurisdiction spirituelle sujette du Roy: mais n'est que son voisin, & a telle Jurisdiction en son Clerc, que le Roy a en lui: Et si ne se pourroit obliger à la Cour seculiere, & si est question d'un Clerc & d'un cas auquel la cognoissance luy appartient.

Item, s'il n'avoit prisé il s'enfueroit que jamais Clerc ne seroit pris, car il ne comparoitroit jamais, & il ne le pourroit prendre, & ainsi les delis demeureroient impunis. Car le Prevost ne le prendroit point à sa requête, s'il ne luy plaisoit.

Et propose qu'il en a toujours usé par Commission, & de tel temps qu'il n'est memoire du contraire.

Et si propose les lettres que le Roy luy octroye, que l'on n'empêche pas l'Evesque ne les gens à porter armes, pour premieres les Clercs.

Et la glose que met le Procureur du Roy est de détruire le texte, & par icelle conseille le Roy recité qu'il peut prendre.

A ce qu'il dit qu'il n'y a date en la lettre, & de le contraire, & aussi pourra apparoir par les Roys qui lors estoient.

Lors conclud comme dessus.

Appointé est, que l'Evesque mettra ses lettres devers la Cour, & aussi le Procureur l'Arrest &

Commission, & Jannequin les exploits : & tant sur la fin de non recevoir, que sur la provision,

& sur le rout la Cour fera droit, & en Arreft. Signé, DE SENS, Greffier.

Ces Arrefts ont été publiés par Meffieurs Servin, & se trouvent à la fin de l'un de ses plaidoyers : & de ceux qu'il son au-

correkt, l'on en peut tirer quelques maximes qui servent à prouver la justification du Roy.

Plainte des exactions des Officiers du Pape, pour les vacances des benefices.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardy 16. May 1413.

XIX. **S**U ce que les geneux reformateurs A. Ordonnez en ce Royaume avoient requis à la Cour, que aucuns de la ville de Paris leur avoient requis provision de remede, sur ce que comme ceux qui vouloient estre pourvus à prelatures & dignitez, & autres benefices transportoient pecunes & finances, & exigeoient les gens du Pape si grandes finances, tant pour les vacances que aucunement, & tellement que l'on disoit que ceux qui pouvoient plus fines de finances, avoient plus grandes esperances d'estre pourvus, & en especial dernièrement puis un an à l'occasion de l'Evesché de Beauvais vacant, avoient esté levés & mis hors de ce Royaume plus de trente ou quarante mil escus, & ainsi d'au-

tres biens, selon leur qualité, en la grande oppression de ce Royaume, & esclandre de sainte Eglise, que la Cour vouloit sur ce adviser. La Cour appellées les Chambres & les reformateurs a deliberé, qu'il est bon d'attendre les messages que le Roy avoit envoyé à Rome pour ladite cause, & qui retourneroient & estoient en chemin : mais *inter metas* ledits reformateurs se pourroient assembler pour adviser sur les remedes, & la Cour leur enverroient des fleurs de escans tels & en tel nombre qu'ils voudroient, & aussi pourroient appeler autres tels que voudroient, & ledits messages retournez, s'ils rapportent selon l'instance du Roy bien, sinon l'on poursuivra le remede qui sera advisé si bon semble.

Lettres patentes du Roy Charles VII. portant defense au Cardinal d'Avignon, & à l'Archevesque de Bordeaux de ne rien attenter au prejudice de la Primacie de Bourges, & des saints Decrets. 1461.

XIX. **C**HARLES par la grace de Dieu Roy de France, au premier de nos amez & feaux Conseillers en nostre Cour de Parlement, Baillifs de Berry, de S. Pierre le Mouslier, de Mafcon, Seneschal de Lyon, & leurs Lieutenans, qui for ce sera requis, Salut. Nostre Procureur general nous a fait exposer que jadis que de droit commun & par les Decrets du saint Concile de Balle, nos Ordonnances & Pragmatique Sanction, les causes Ecclesiastiques de nostre Royaume se doivent traiter & ressortir de degré en degré pardevant les Juges auxquels de droit ou de coustume preference, ou par privilege la jurisdiction & connoissance en appartient, sans ce que par Lettres ou Bulles de Cour de Rome l'on puisse abolir ne oster ledits degrez en aucune maniere, & que de droit & de toute ancienneté, & de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire, à l'honneur, gloire & exaltation de nostre Royaume, par les saints Peres & les saints geneux Conclles ont esté les anciennes Eglises de nostre Royaume conlignes Patriarchales, ayant droit de Primacie, & entre les autres nostre Eglise de Bourges est Patriarchale & ayant droit de Primacie, & les Archevesques de ladite Eglise de Bourges soient & ayent esté notoirement maintenus & respectez Patriarches & Primats d'Aquitaine, & jooy dudit droit de Primacie es Eglises situées en nostre dit Royaume es fins & metes de ladite partie d'Aquitaine :

Et par ce tant par ledits droits anciens, Decrets du S. Concile de Balle, Pragmatique Sanction & nos Ordonnances Royaux, nostre amé & feal Conseiller l'Archevesque de Bourges qui

est pour le temps, aye & doye avoir connoissance en son ordre & degré de Primacie des causes, des élections & confirmations des Archeveschez, Eveschez, Abbayes & autres benefices ecclesiastiques, & autres causes à luy & à son siege Primacial à Bourges devoles par appel, & autrement deurement : & en ensuyvant iceluy degré & ordre desdits Decrets & Pragmatique Sanction aye nostre dit amé & feal Conseiller l'Archevesque de Bourges qui à present est, ainsi que devoit, tant de droit comme par cesdits Decrets, nos Ordonnances, & Pragmatique Sanction, par luy ou ses officiers connu de la cause & election de l'Eglise Cathedral de Saïntes à luy & à son siege Primacial de Bourges, devolu par appel de nostre amé & feal Conseiller l'Archevesque de Bordeaux sujet dudit siege Primacial de Bourges, & icelle election deurement & canoniquement faite de la personne de nostre cher & bien amé Maistre Loys de Rochechouart Chanoine & Grand Archidiaque d'icelle Eglise de Saïntes, à grande & meure deliberation tout ordre de droit gardé, en ensuyvant ledits Decrets & Pragmatique Sanction par son autorité Primaciale, confirmée ainsi qu'il pouvoit & devoit selon les privileges, autoritez & préeminences par les saints Peres donnees & octroyées, & par les Archevesques & Primats de Bourges observées & gardées.

Ce nonestant nostre tres cher & bien amé le Cardinal d'Avignon, soy disant possédé à ladite Eglise de Saïntes par un nommé Jean Propoine, soy voulant dire Chanoine d'icelle Eglise de Saïntes, au contemp de ce qu'il a esté debouté

comme non ayant droit à ladite Eglise de Sandes, ainsi que devoit de droit, par les officiers & Vicaires de nostre dit Confeiller l'Archevesque de Bourges, nostre oncle & feal Confeiller l'Archevesque de Bordeaux, & nos bien amez les Doyen & Chapitre de l'Eglise de Bordeaux, comme l'en dit, ont pourchassé & procuré certaines lettres & bulles de cassation de ladite Primacie d'Aquitaine, dont de toute ancienneté les Provinces de Bordeaux, Thoulouse, & autres eussent euidés fins & metes d'Aquitaine fait sujes & dépendans, & fait condamner par nostre dit S. Pere nostre dit Confeiller l'Archevesque de Bourges en la somme de sixante mil deniers ou autre grosse somme de deniers, comme de ce se font vancez & vantent chacun jour les dessulfides, & ont icelles choses en fraude pourchassées sous le nom du Procureur fiscal de Cour de Rome, sans faire appeler ne ouyr nostre dit Confeiller, nos bien amez les Doyen & Chapitre de Bourges, ne autres ayant à ce interell. Et en outre ont derechef obtenu & pourchassé obtenir à leur profit ou nom dudit Procureur fiscal de Cour de Rome, lettres, bulles, par lesquelles a esté & est defendu à nostre dit Confeiller l'Archevesque de Bourges Primat d'Aquitaine, sur peine d'excommunication & interdict, en quoy nostre S. Pere veut qu'il encoure en faisant le contraire, qu'il ne soit pour luy jouïsse des droits de ladite Primacie, prerogatives, & préminences d'icelle ou dépendances directement ou indirectement en quelque maniere que ce soit, ne entreprenne toute jurisdiction ou connoissance sur quelque personne que ce soit desdites Provinces, & outre plus ont les dessulfides ou leurs commis & deputez procuré bulles ou lettres de Cour de Rome sous le nom dudit Procureur fiscal pour faire crier prepotentement & personnellement les Officiars, Vicaires & Procureurs de nostre dit Confeiller l'Archevesque de Bourges pour les travailler à cause du fait de ladite confirmation de Sandes : en se vantant de jour en jour les dessulfides exiger lesdites sommes de deniers, en defaut de paiement faire publier & fulminer par vertu desdites bulles, sentence d'excommunication & de interdict, monitions & autres censures Ecclesiastiques contre nostre dit Confeiller l'Archevesque de Bourges, ses officiers, commis & deputez en l'exercice de ladite jurisdiction Primacie, en venant directement contre les auctoritez, privileges, préminences & prerogatives de ladite dignité Primacie, & contre lesdits finels Decrets, nos Ordonnances & Pragmatique Sanction, au moyen de laquelle lesdits Decrets & ladite jurisdiction Primacie doivent estre gardez, à quoy avons grand interell tant pour la confirmation des droits & préminences de nostre dit Royaume & auctorité Royale, nos Ordonnances & Pragmatique Sanction dessulfides, que aussi pour éviter que nos vassaux & sujes contre iceux Decrets & Pragmatique Sanction ne soient conueus ne pourvus, faigues & confusés en grans fraiz & dépenses en Cour de Rome en premiere instance : en delaisant & perturbant les degrez de jurisdiction Ecclesiastiques de nostre dit Royaume, ou grand mepris & contempt desdits finels Decrets, nos Ordonnances & Pragmatique Sanction, privileges à nos predecesseurs, à nous & à la dignité Primacie de Bourges, donnez & octroyez : en pervertissant l'ordre He-

rarchique de l'Eglise universelle, & ou grand prejudice de la chose publique de nostre dit Royaume, depopulation & apovruement d'icelui, ainsi que remontré nous a esté.

Pourquoy nous, attendu ce que dit est, voulons lesdites Eglises de nostre Royaume desquelles sommes conservateur, protecteur & gardien, en leurs honneurs, dignitez, préminences maintenir, les SS. Decrets, Ordonnances Royaux & Pragmatique Sanction dessulfides estre tenus & gardez fins enfreindre, & les transgresseurs de infractions d'iceux estre punis : & à icelles voyes exquises & entreprises de fait obvier & les restreindre comme au cas appariert, & nos sujes garder de toute oppression indeue & travail : vous mandons & commandons par ces presentes & à chacun de vous car requis ;

Que s'il vous appert dudit droit de Primacie par bulles authentiques ou vidimas d'icelles faites sous scel Royal, ou autrement devotins, & ledit Archevesque de Bourges & les predecesseurs en avoir jouy & usé & des autres choses dessulfides tant que soufre doye, vous ferez commandement, inhibition & defense de par nous audit Cardinal d'Avignon, Archevesque, Doyen & Chapitre de Bordeaux, & à tous nautres qu'il apparriert, dees lerez requis, & à chacun d'eux sur certaines & grosses peines de nous & d'appliquer, que contre ne ou prejudice de ladite dignité & auctorité Primacie de Bourges, desdits SS. Decrets, nos Ordonnances & Pragmatique Sanction, de nostre dit Confeiller l'Archevesque de Bourges, les Officiars ou Vicaires, ils ne fassent lesdites lettres, bulles, multes, sentences & declarations par eux ou auons impetrés ou pourchassées en ladite Cour de Rome executer, & sous couleur d'icelles ou autrement ne fassent lesdits conueit ne admettre nostre dit Confeiller l'Archevesque de Bourges, ne autres nos sujes, & ne fassent ou pourchassent faire aucunes choses contraires ou prejudiciables à nosdites Ordonnances & Pragmatique Sanction, aincois fassent effier, revoquer, annuler & mettre du tout ou neant à leurs propres coasts & dépens, sans off & sans delay tout ce que fait auroit esté par eux ou leur porchats ou prejudice de nostre dit Confeiller & de la Primacie, nos Ordonnances & Pragmatique Sanction, en les contraignant & tous autres qui pour ce seront à contraindre & ce faire & à exécuter desdits de telles entreprises, par prises & exploitation de leur temporel en & sous nostre main ; arrest & detention desdites lettres, sentences, procès, declarations ou autres lettres de ladite Cour de Rome, ou d'autres precedens ou dépendans d'icelles ; arrest aussi de detention & emprisonnement des porteurs, executeurs & detenteurs desdites bulles, sentences, procès, declarations, fulminations & autres censures, & par toutes autres voyes & manieres deus & raisonnables ; & en cas d'opposition, refus ou delay, lesdits commandement, inhibition & defense de contraindre tenans, & lesdites sentences, declarations, procès & lettres de ladite Cour de Rome, contraires ou prejudiciables audit droit de Primacie & Pragmatique Sanction, prises & mises en nostre main, & l'exécution d'icelles & tous procès sur ce faits ou à faire tenos en suspens, les porteurs & executeurs d'icelles, & ceux qui les ont pardevant eux s'en voudroient ayder, & que d'icelles executer se voudroient

venoient encremeure, contrains à les bailler & mettre en nostre main par Arrest de detention de leurs personnes, & le temporel delidns Cardinal d'Avignon, Archevesque, Doyen & Chapitre de Bourdeaux & autres, qui ledites lettres voudroient faire executer, prins & mis en nostre main, & sous icelle traité & gouverné raument & de fait par bons & suffisans Commissaires, jusques à ce qu'ils ayent obey, nonobstant appellations quelconques; adjournez les opposans, refusans ou delayans à certain jour comptant ordinaire ou extraordinaire de nostre prochain Parlement à venir, nonobstant que par adventure les parties ne soient pas des jours, dont l'on plaidera lors pour dire les canles de leur opposition, refus ou delay, & néanmoins adjournez ou faites adjourner audit jour, ou jours ceux que trouverez charges & coupables desdites entrepises & exces, c'est à sçavoir jusques au nombre de quatre autres que ledits Cardinal, & Archevesque à comparoir en personne, & les autres simplement, pour sur iceux exces répondre à nostre Procureur general, telles fins & conclusions qu'il voudra contre eux prendre & élire, & proceder outre ainsi qu'il apparraendra par raison.

Et pource que ledit Cardinal d'Avignon pretend estre possédé, & avoir droit à ladite Eglise de Samtes, & demeurant & residant hors nostre Royaume, & que on ne le pourroit bonnement trouver en iceluy nostre Royaume, pour luy faire les adjournemens, inhibitions & defences necessaires luy estre faites en cette partie, ledit exposant doute que si ledits adjournemens, inhibitions & defences & autres exploits necessaires à faire en cette maniere n'estoient faits à sa personne, on les vouloit dire moins suffisans fait, nous en la consideration de ce que dit est, audit exposant avons octroyé & octroyons de grace especial, parce que les adjournemens, inhibitions, & defences, & autres exploits necessaires à faire en cette partie, qui seront faits aux personnes dudit Cardinal d'Avignon, & des autres auxquels sera besoin faire & signifier ledites defences, si trouvez & apprehendez peuvent estre, ou à leurs huissez & domieties s'aucuns en ont en nostre Royaume, & il y ait leur accez, & sinon aux personnes de leurs Vicaires, Officiaux, Procureurs, negociateurs & entremetteurs de leurs besognes s'aucuns en ont, & ils peuvent estre trouvez, & sinon aux lieux de leurs benefices & autrement en la meilleure forme & maniere que faire se pourra, soient de tel effect, valeur & vertu, & les avons autorisez & autorisons valoir, comme si faits avoient esté ou estoient en leurs propres personnes, en cessant souffisamment audit jour nos amez & seux Conseillers les gens qui tiendront nostre prochain Parlement advenir, de tout ce que aura esté fait ou fait, auxquels nous mandons, & pource que nostre Procureur n'est point tenu plaider ailleurs que en icelle nostre Cour, si bonne luy semble, commandons que aux parties icelles ouyes fassent bon & brief droit: car ainsi nous plaist-il, & voulons estre fait nonobstant comme dessus & quelconques lettres surreptes impetrees ou à impetier à ce contraires: mandons & commandons à tous nos Justiciers, Officiers & Sujets, que à vous & aux commis & deputes par vous ou l'un de vous, & à chacun d'eux en ce faisant obeyissent & y entendent di-

ligement. Donné à Mebus sur Eure le 7. jour de Juillet l'ande grace 1461. & de nostre Regne le 39. *Signé, DANIEL, & au dessus dudit seing est escrit, Par le Roy, à la relation des gens de son Grand Conseil, & scellé de cire jaune à simple queue.*

LOUIS parla la grace de Dieu Roy de France. Au premier de nos amez & seux Conseillers en nostre Cour de Parlement: Au Beil de Berry, de saint Pierre le Mouslier, de Mascou, Senechal de Lyon, ou à leurs Lieutenans, Salut. Nostre Procureur general nous a fait exposer, que au mois de Juillet dernier passé, il obtint de feu nostre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu pardoint, certaines lettres auxquelles ces presentes sont antechées nous nostre contrefect, lesquelles il n'a pu faire mettre à execution, obstant le trépas d'iceluy nostre feu Seigneur & Pere, en nous requerrant pour ce faire nouvelle provision sur ce. Pourquoy nous ces choses considerées vous mandons & comettions par ces presentes, & à chacun de vous sur ce requis, que ledites lettres cy antechées vous mettiez à execution, tout ainsi que sielles avoient esté de nous données & octroyées: car ainsi nous plaist-il estre fait, nonobstant qu'elles soient données de nostre feu Seigneur & Pere, & quelconques lettres surreptes impetrees ou à impetier à ce contraires. Donné à Mebus sous nostre seel en l'absence du grand le 24. jour d'Aoust l'an de grace 1461. & de nostre Regne le premier. *Signé, REYNAUT, Par le Conseil, & scellé de cire jaune.*

DAVID Chambellan Licencié en loix, Lieutenant general de noble homme Jean du Mesnil, Simon Seigneur de Maupas, & de Beaujeu Conseiller du Roy nostre Sire, & son Bailli de Berry, Commissaire d'iceluy Seigneur en cette partie. Au premier Sergeant du Roy nostre Sire, que sur ce sera requis. Salut.

Receu avons les Lettres patentes du Roy nostre Sire à nous presentées de la partie du Procureur general dudit Seigneur, impetrant & nommé en icelles, en nous en requerrant l'entrecement & execution, auxquelles ces presentes sont antechées sous le contrefect dudit Bailliage, par vertu desquelles & du pouvoir à nous donné par icelles, & pour ce qu'il nous est deuement apparu par lettres & informations sur ce faites du contenu en icelles, vous mandons & comettions par ces presentes de par le Roy nostre Sire, qu'à la requelle dudit Procureur general d'iceluy Seigneur, vous fassiez commandement, inhibition & defences de par iceluy Seigneur, à tres reverends Peres en Dieu le Cardinal d'Avignon, Archevesque, Doyen & Chapitre de Bourdeaux, & autres qu'il apparraendra & dont ferez requis, & à chacun d'eux sur certaines & grands peines audit Seigneur à appliquer, que contre ne ou prejudice de la dignité & autorité Primaciale de Bourges, mentionnée esdites lettres, des saints Decrets, Ordonnances Royaux & Primitives Sanctions, de tres reverend Pere en Dieu l'Archevesque de Bourges, ses officiers ou Vicaires, ils ne fissent aucunes lettres, bulles, bulles, sentences, declaration par eux ou aucun d'eux impetrees ou pourchassées en Cours de Rome executer, & sous couleur d'icelles ou autrement, ne fissent éter ne convenir ne admonester ledit Archevesque de Bourges, ne autres Sujets du Roy nostre Sire, & ne

fussent ou pourchassent faire aucunes choses contraires ou prejudiciables audités Ordonnances Royaux, & Pragmatique Sanction, sincois fussent casser, revoquer & annuler, & mettre au néant à leurs propres cousts & dépens sans delay, tout ce que fait auront esté par eux ou à leur pourchas on prejudice dudit Archevesque de Bourges, & de sa Primacie, Ordonnances Royaux, & Pragmatique Sanction, en les contraignant à ce faire & dorénavant cesser, & à tous autres qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre par prinse & exploits de leur temporel & sous la main du Roy nostre Seigneur, arrestz & detention d'icelles lettres, sentences, procès, declaration, & autres lettres de ladite Cour de Rome, ou d'autres procedans d'icelle detention, & emprisonnement des porteurs & executeurs desdites lettres, bulles, sentences, procès, declaration, falsifications & autres censures Ecclesiastiques, & par toutes autres voyes & manieres deus & raisonnables: & en cas d'opposition, refus & delay, lesdits commandemens, inhibitions, defences & contraintes tenans, & lesdites Sentences, declaration, procès, & lettres de ladite Cour de Rome contraires ou prejudiciables audit droit de Primacie & Pragmatique Sanction prinsez & mises en la main du Roy nostre Seigneur, & l'exécution d'icelles sentences & tous procès sur ce faits ou à faire, tenus en faulx, les porteurs & executeurs d'icelles, & ceux qui les ont pardevors

aux & n'en voudroient ayder, & qui d'icelles exécuter se voudroient entreprendre, contraintes à les bailler & les mettre en la main dudit Seigneur, par arrest & detention de leurs personnes, & le temporel dudit Cardinal d'Avignon, Archevesque, Doyen & Chapitre de Bourdeaux, & autres qui lesdites lettres voudroient faire exécuter, prins & mis en la main d'iceluy Seigneur, & sous icelle estre traitez & gouvernez treuement & de fait par bons & souffisans Commissaires, julsques à ce qu'ils aient obey, nonobstant appellations quelconques: adjournes opposans, les refusans ou dilayans à certain & competent jour ordinaire ou extraordinaire du prochain Parlement à venir du Roy nostre Seigneur à Paris, nonobstant que par adventure les pascques ne soient pas des jours dont l'en plaider hors, pour dire les causes de leur opposition, refus ou delay, proceder & aller avens en oultre, ainsi qu'il appartiendra par raison, tout ainsi & par la forme & maniere que le Roy nostre Seigneur le veut, & mande par sesdites lettres & tout selon le contenu en icelles. De ce faire vous donnez pouvoir, en cessant audit jour nos trez-honneurs Seigneurs, Messigneurs les gens tenans le Parlement du Roy nostre Seigneur à Paris: & mandons à vous estre obey des sujets du Roy en ce faisant. Donné sous le scel des causes dudit Bailliage en témoin de ce, le 1. jour d'Octobre l'an 1461. Signé, F. BAILLE, G. seelz de cire rouge.

Lettres par lesquelles le Roy consent & ratifie les Bulles du Pape, portant le changement de l'Eglise de Lussan, de reguhere qu'elle estoit en seculiere. 1469.

XXI. **L**OUSS par la grace de Dieu Roy de France, sçavoir faisons à tous presens & avenir. Nous avoir receu l'humble supplication de nostre amé & feal Conseiller l'Evesque de Lussan, & de nos chers & bien amez les Doyen, Archidiaques, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise dudit Lussan, contenant que puis certain temps en ça nous leur avons octroyé nos autres Lettres patentes en forme de chartres, sceillées en lacs de soye & cire verte, par lesquelles & pour les causes contenues en icelles, leur avons accordé qu'ils pussent faire telle poursuite & diligence que bon leur sembleroit envers nostre saint Pere le Pape, à ce qu'il luy pleust muer & convertir ladite Eglise, qui est de fondation Royale, & les Religieux, Prieur, & Chapitre, & membres d'iceux de regularité en secularité, & faire & créer en ladite Eglise, ou lieu desdits Religieux, Prieur, & Chapitre, & membres, Doyen, Archidiaques, & autres dignitez & honneurs, ainsi qu'il y a en plusieurs autres Eglises de nostre Royaume: lesquels supplians se font à ceste cause depuis traits devers nostre dit S. Pere, lequel par sa grande & meute deliberation de Conseil, a fait ladite mutation de ladite Eglise, & desdits Religieux, Prieur, Convent & Chapitre, & membres d'icelle de regularité en secularité, & sur ce leur a octroyé ses Lettres en forme deus, sur lesquelles lesdits procès & autres choses à ce requises ont esté bien & deuement faits, & ont esté mises à exécution deus: pour laquelle cause lesdits supplians nous ont humblement fait sup-

plier & requierir qu'il nous plaist, en ensuivant ledit octroy ainsi par nous à eux fait par nosdites autres Lettres, avoir agreable ladite mutation faite par nostre dit saint Pere, comme dit est, de ladite Eglise, & des Religieux, Prieur, Chapitre, & membres d'icelle, de regularité en secularité, & icelle louer, ratifier, approuver & confirmer, ensemble les executions faites par icelles bulles, & sur ce leur impartir nostre grace.

Pourquoy nous les choses dessusdites considerées, mesmement les causes qui nous meuvent à leur octroyer nosdites autres Lettres, dont sommes bien recors, ladite mutation & convertissement ainsi fait par nostre saint Pere le Pape de ladite Eglise, & desdits Religieux, Prieur, Chapitre, & membres d'icelle, de regularité en secularité, & aussi lesdites executions desdites bulles, avons eues & avons agreables, & tant que à nous est, avons louées, ratifiées, approuvées, & confirmées, louons, ratifions, approuvons, & confirmons de grace especialle, pleine puissance & autorité Royale par ces presens, par lesquelles donnons en mandement aux Seneschal de Poitou, & Conservateur des privileges Royaux de l'Université de Poitiers, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans presens & avenir, & à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que de nostre presente grace, ratification, approbation & confirmation, ils fassent, souffrent, & laissent lesdits supplians & leurs successeurs en ladite Eglise, ou temps advenir à

tousjours perpetuellement jouy & ufer pleinement & paisiblement, sans leur faire, mettre, ou donner, ne souffrir estre fait, mis, ou donné aucun deslourier, ou empeschement au contraire : Car ainsi, &c. Et ain, &c. que ce soit.

&c. sauf en autres choses. &c. Donné à Baugé au mois de May, l'un de grace mil quatre cents soixante-neuf, & de nostre Regne le 8. Ainsi signé, LOUIS, & par lui, Par le Roy, BOURRÉ.

La Justice seculiere connoist de l'exécution des Testamens & causes pies.

Extrait d'un Registre en parchemin estant en la Chambre des Comptes, qui est un Inventaire fait l'an 1473. des terriers, fiefs & hommages estans en la Chambre des Comptes de Fougères à Montbrison. folio 270.

XXI. EST à sçavoir qu'entre les autres droits, prerogatives & preeminences, appartenans à Messigneurs les Comtes de Fougères, ils ont droit, prerogative & faculté d'avoir Juge & Auditeur pour connoistre des pies causes ordonnées par les Testateurs de ladite Conté & de la Baronie de Roennois, & contraindre & faire contraindre instant le Procureur des pauvres dudit pays, les heritiers, donataires, legataires & autres à apporter les Testamens, iceux faire registrer es papiers & Registres de la

Chambre des Comptes à Montbrison, & de justicier de l'accomplissement desdites pies causes, & à ce faire les contraindre : & de ce lesdits Comtes ont jouy & usé de toute ancienneté, & par si long temps qu'il n'est memoire du contraire, voyant Monsieur l'Archevesque de Lyon, & les Officiers & non contredisans, comme peut apparoir par lesdits papiers & registres en nombre de cinquante ou soixante, grands papiers & livres estant en la Chambre dudit Montbrison.

Il est parlé de ce droit appartenant audit Comte de Fougères dans le mesme Registre, folio 66. vers. & 47.

Extrait d'un Registre du Conseil d'Etat du temps du Roy Charles VIII. qui est en la Bibliotheque du Roy.

Du 18. jour de Novembre 1484. à Gien sur Loire.

XXII. PLUS pource que l'Evesque de Frejus qui est comme l'on dit Genevois, tient à cause de son Evesché aucunes places en Provence, qui seroient prejudiciables au Roy si ledit Evesque ne luy estoit leur x feal ; A esté conclu que veu ce que dit est, & que ledit Evesque n'a encores fait le serment de fidelité, aussi qu'il n'a comme l'on dit Lettres de naturalité pour servir benefices en ce Royaume,

que le temporel dudit Evesché de Frejus, & lesdites places dudit Evesché seront mises en la main du Roy, ensemble les autres benefices de ceux qui sont tenus faire au Roy le serment de fidelité, & qui ne l'auront fait. & les Lettres adressées au Senechal de Provence pour y commettre gens surs & solvables pour en rendre compte & reliqua là où il apparciendra.

Extrait d'un traité des droits pretendus par les Roys d'Angleterre au Royaume de France, fait sous Louis XI. par Jean de Monstreuil Prevost de l'Isle.

Le Roy ne plaide jamais de ses droits & pretensions qu'en sa Cour propre.

XXIII. E T quatre ou cinq jours après que nous remembrâmes à parler ensemble de cette matiere, & les Anglois non regardans ce qu'ils avoient dit sur le fait de la submission de Cour de Rome, euidrent faire un autre grand argument contre le Roy Charles, dont Dieu ait l'ame, & dirent qu'il fit mal & déraison quand il fit adjourner le Prince de Galles en la Cour de Parlement à Paris, & qu'il le deult avoir fait convoier devant le Pape en Cour de Rome, puisque par le traité de Calais les Roys s'y estoient solennis. A quoy nous ne replicâmes pas qu'ils se contredisoient, comme à venir dire

si faisoient ils : puisqu'ils avoient dit paravant que deux tels Roys ne devoient pas estre soumis ne jugés par Cour de Rome : mais nous leur dismes, que le Roy de France ne donneroit jamais, ne transporterait à quelque personne que fust la connoissance de droits Royaux & souverains, comme il use comme Empereur en son Royaume, pour quelque chose du monde, ne ce qui touche interelt de partie, & les sujets, voulans avoir recours à la souveraineté en dernier ressort, ne ce ne fut onc le sens ne l'entendement de ladite submission, ne du traité.

Voyez l'Arrêt de l'an 1320. pour le Marquis de Saluces contre le Duc de Saroye, qui est dans J. G. li. 1. quest. 302. *Almond. de l'us et l. exception D. de jurisd. omnia iudic. gloss. 11. Item Conc. Parlement, cap. 12. §. 7. En un volume qui est au tresor des chartes du Roy, layette Aragon C. 111. tit. 1. Item sous le grand sceau, & sous le Roy de France & de Navarre infirmum per Officialis dom. Reg. France & de Navarre*

Omblediti. En l'article 24. les Officiers du Roy de France respondent, Tom de racione, et Rex Francie non iungit curiam nostram, & subdit l'us, quoniam universales consuetudines totius Regni, pro delictis suis factis Rex excommunicat fieri ex se in terra autem subditorum.

Voyez le Roy d'Angleterre V. Math. 27. l'us. *Angl. part. 21. p. 437. Falsingham Hist. Angl. 53.*

Le Cardinal de Lyon allant à Rome va prendre congé du Parlement.
La réponse que luy fit le premier Président pour la conservation
des libertez de l'Eglise Gallicane.

Extrait des Registres de Parlement, du 20. Mars 1494.

XXIV. **A**U JOURD' HUY le Cardinal Archevesque de Lyon est venu en la Cour, & en sa compaignie les Evesques de Paris, faisoit Flour, & Valence, & a remonstré que puis peu de temps en ça il a receu lettres du Roy écrites à Naples, par lesquelles luy mande qu'il voise devers luy en toute diligence; & aussi a receu lettres du Pape pour aller devers luy à Rome: ce qu'il est délibéré faire, & n'est voulu partir sans prendre congé de la Cour: & supplia à ladite Cour qu'elle eust l'autorité du Pape toujours en memoire, & recommanda à icelle Cour tres-humblement les affaires & procès qu'il a en ladite Cour. A quoy fut respondu par le premier Président, que la Cour le meritoit de sa bonne visitation, qu'elle porteroit toujours bonneur & reverence au saint Siege Apostolique, en gardant les libertez de l'Eglise Gallicane, priant audit Cardinal que quand il en feroit question au Consistoire il les remonstré, comme il faura bien

faire: & pource que ledit Cardinal s'est offert faire pour la Cour tout ce qui luy sera possible, ledit premier Président lui a remuë, que le Roy nostre Sire, qui à present est, a donné mandemens patens aux Présidents, Conseillers, & autres Officiers de la Cour, adressans aux Parons & Collateurs de ce Royaume, pour les pourvoir des premiers benefices qui vacqueront en leurs collations & dispositions. Mais pource que ledits mandemens ne sont qu'en forme de priere, afin que le bien & advancement que le Roy leur a fait ne leur soit inutile, seront expedient que le Pape en quelque bonne forme octroyast à la Cour quelque provision, & dont elle entendist faire aucunes diligences; & parce prior ledit Cardinal que quand il en seroit question, il eust cette affaire pour la Cour en recommandation; & ce qu'il a offert libéralement, priant la Cour qu'elle ne baillât charge qu'à luy, dont la Cour l'a mer-cié.

Arrestum Curie Tholosane, quo judicatum regressus & reservationes omnium fructuum nullas & irritas esse. 1493.

Ex parte vi. Stilis Parlamenti §. 74.

XXV. **I**N Parlam. an. Dom. 1493. in Vigilia Purific. beate Mariæ Virginis, cum foror Joana de Cardelaco Abbâtissa Monasterii veteris muri, in manibus Papæ dictam Abbatiæ in favorem Catherinæ suæ fororis renuntiasset, & eidem Catherinæ de prædicta Abbatiâ per auctoritatem renuntiationem vacante, Papa providisset, & per aliam bullam eidem datam dictæ Catherinæ consensu ipsa reservasset eidem Joannæ renuntianti omnes fructus Abbatiæ, ac omnem jurisdictionem & correctionem, ac ceteras præeminencias exercendi solitas per Abbatisam, cum regressu ad eandem Abbatisam, cedente vel decedente prædicta Catherina. Postmodum certis ejusdem Monasterii Moniales de præmissis certiorate, & ob hoc adhuc eandem Abbatisam prædictam per renuntiationem vacare præten-

dentes, quandam forem Irlundam de Lauritio eligunt, ortique postea hic inter eandem Joannam, & Irlundam electam se dicentes à duplo majori parte (& sic admittitur posse de jure) attricem & conquerentem in casu fuisse & nominatis ex una parte, & dictas Joannam & Catherinam opposcentes. Partibus tandem auditis, visaque bulla dictæ reservationis omnium fructuum loco pensionis, & regressus, per Arrestum Curie ob hoc in totum in processu judicatione congregatæ, ad dictam bullam reservationis & regressus respectum non habendo, fuit dicta Irlunda manutenta diffinitivè: quia prædicta electio valebat, &c. Quod Arrestum omnino destruit similes reservationes omnium fructuum, & regressus, quæ his temporibus contra sacra Concilia & ordinationes regias à multis obtinebantur,

Ex Stylo Curie.

Arrest de la Cour contre certaines bulles qui contenoient la reserve de tous les fruits des benefices, & mesmes le regrez. 1496.

XXVI. **C**AROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Literas inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod cum constituis in nostro Parlamento Curia dilecto & fidei nostro Magistro Francisco d'Estaing, summi Pontificis Prosecretario, & nostro in magno Consilio Consiliario, Ecclesiæque Lugdunensis

Canonico, à Magistro Clemente Mult Senescalli Logduni Locumtenente se dicente, & aliis appellante, ex una parte: Et dilectis etiam nostris Canonicis & Capitulo, & Magistro Antonio Dars etiam Canonico ejusdem Ecclesiæ Lugdunensis, intimatis, pariterque à Magistro Petro de Balbâ Ecclesiæ sancti Nicetini Logduni Sacrifica

Sacris appellantis, ratione dignitatis Camerariatus in eadem Ecclesia Lugdunensi, ex altera, vel earundem parium Procuratoribus.

Prelatus d'Eliaing appellans dici & proponi fecisset, quod defunctus Magister Joannes d'Eliaing dum viveret, de nobili & Baronum genere procreatus, Canonicatu, Præbenda, & Camerariatu dictæ Ecclesiæ Lugdunensis provifus, & illis longo tempore ulus & gavisus fuerat. Qui quidem d'Eliaing, ejus senectutem, prædictique appellantis ejus nepotis ab eodem nobili & Baronum genere oriendi, se Doctorem & Litterarum scientia præditum, Canonicis ejusdem Lugdunensis Ecclesiæ, mores laudabiles, & merita perpendens, & ad dictam Camerariatus dignitatem obtinendam ipsum appollatum idoneum & capacem esse cognoscens, utique illi de eodem Camerariatu provideretur, Rescriptum Apostolicum in forma mandati de providendo obtinuerat, cujus medio dictus appellans dicto Camerariatu provifus, & illius possessionem qualem de jure potuerat, adæque extierat. Verum ad prælati Magistri Antonii Dara infatigationem dictus appellans quominus per Capitulum reciperetur, necnon ingaudentia dicti Camerariatus, licet Decanus & notabiliores Canonici ejusdem Capituli eum voluissent recipere, impeditus fuerat, prædictique intimi super bullis ejusdem appellantis per Arrestum procedi, ac medio nonnullis præsentis electionis in dicto Capitulo via exquisita factæ, dicto Dara de eodem Camerariatu de facto collationem fecerat: à quibus siquidem impedimentis, & aliis viis facti, idem M. Franciscus d'Eliaing ad prædictam Curiam nostram appellaverat. Verum dicti de Capitulo per formam monopoli à divinis relaxaverat, super quibus informatio facta, ac penes Curiam nostram reportata fuerat: quare ex præmissis concludendo, petuisset idem appellans, quod per ipsius Curie nostræ Arrestum decreteret malè arrestatum & processum fuisse, ipsum verò appellantiem benè appellasse: quodque si dictus Dara in eodem Camerariatu jus vellet prætendere, ipse, & dictus appellans eorum titulos, ut apparentius jus in eodem habenti illius gaudentia adjudicaretur, exhiberent, & dicti intimi in sui expensis condemnarentur.

Prænotandum verò Canonici, Capitulum, & Dara intimi, duobus primis factis præsuppositionibus, videlicet quod in beneficiis per simplicem resignationem vacantibus duo erant simul conjuncta, & inseparabili extrema, resignatio scilicet & collatio; & sicut in profanis principali delictu, quia contra Legem vel Canonem accessorium erat nullum; in cessione seu resignatione in forma resignationis, vel alterius illiciti pacti, viciosa subsistente, expectativa collatio, quæ tanquam accessorium, resignatio autem ut principium, habebatur, nullius eratant momenti; quia ætati individuis specie, cujusmodi erant resignatio & collatio, in parte approbati, & in parte reprobari nequebant poterat: expeditiones verò in forma reservationis, vel reservationem, seu expectationem ad vacaturam sapientes, & per quas votum aliene mortis ingerebatur, nullæ, & per facta Decreta, Ordinationes nostras, & Pragmaticam Sanctionem prohibere erant: necnon quod appellatione beneficiorum, maxime in dispositione prohibitiva fructus continebantur; ex adverso dici & propo-

ni fecissent, quod per antiquam fundationem & statuta ipsius Ecclesiæ Lugdunensis, jure & auctoritate Apostolica vallata, & quæ Ecclesiæ veteris, notabilis, & magnæ fundatiois, in eaque triginta duo Canonicatus, complures dignitates militariæ, & alii habitati erant, quotiescumque aliquem in eadem Ecclesia dignitatem vel Canonatum, per cessum, decellum, seu aliis vacare congingebat, fructus illius inter cæteras dignitates & Canonicatus, adeo quod novo Canonico xx. aut xxx. franci pro liberatione donantur remanebant, & absque eo quod tali dignitatis seu Canonatus vacantis fructus, quovis quæstio colore, reservari cujuspiam possent aut valerent, dividebantur. Prædictæ autem dignitates, & possibilibus Camerariatus, qui clavium portarum eluflra, Ecclesiæ custodiam habebant, magis onerosi erant ipsis quoque & cæteris Canonicis Comites Lugdunensi existensibus, complures famulos stipendiare & alere, ac expensas non modicas, ne tantæ Ecclesiæ vilesce- ret dignitas, supportare; & ob hoc dictos fructus inter se ipsos dividere oportebat.

Discessit insuper prælati intimi quod sub pretestu cujusdam procuratoris per defunctum Magistrum Joannem d'Eliaing, dum viveret in dicta Ecclesia Camerarium, eum valedictine adversa laborante ad dictam Camerariatum cum omnium fructuum reservatione, retentione, & regressu resignandum, ad inductionem & institutionem dicti appellantis passus, idem appellans mandatum Apostolicum de providendo, clausulam retentionis sive reservationis omnium fructuum ejusdem Camerariatus, & quod eodem appellante cedente vel decedente, aut aliis ipsum quomodolibet dimittente, idem resignans virtute prioris litæ, perinde se si minime resignasset, ad illam dignitatem haberet regressum, continens obnervata, & illud prædicto delatista præsentaverat executioni demandandum: qui quidem de Bulla dicta appellans de eodem Camerariatu cum illis clausulis reservationis & regressus sui unico alio expressis, duos simul & semel in eadem Ecclesia Camerarios & superviventes, illam introducendo, & rem etiam in profanis prohibitam, eam passim de futura successione & invicem succedendo extaret reprobatur, faciendo collationem: quæ potius vera reservatio censeri debebat fecerat.

Discessit postmodum idem intimi, quod à præsentatione bullarum ipsis de Capitulo per dictum appellantiem, & fulminatione censurarum factarum ad illum seu illos, primò & exinde, quia bullæ & processus desuper fulminatas censuras, & excommunicationes litæ sententiæ continebant, tanquam ab abusu ad dictam Curiam nostram appellaverant: & quanquam dicto appellanti ipsi de Capitulo, si quod suis bullis, tanquam Decretis, Ordinationibus nostris, & Pragmaticæ Sanctioni contrariis renunciare, & prædictam resignationem simpliciter, vel causæ permutationis in dicti Capituli manibus fieri facere vellet, ad hoc eum reciperent, obtulissent, attamen spreta dicta oblatione contra dictos de Capitulo in generali & particulariter, per censuras & excommunicationes procedi fecerat.

Unde idem intimi rursus appellaverant, & nihilominus incapacitate ejusdem d'Eliaing appellantis ad causam prædictæ resignationis immo- nuæ, cum retentione omnium fructuum contra Decreta & Statuta dictæ Ecclesiæ, & attentando

contra illa facta, & mandato de providendo prædictis Decretis derogantibus attentis, & quod providendi potestas ad Ordinarium devenerat, de dicto Camerariato tanquam vacante, dicto Dars illius Ecclesie Canonico & sufficienti collationem fecerat: qui quidem Dars medio dictæ collationis possessionem cum protestatione acceperat.

Procurator autem noster in dicta villa Lagduni de jam dictis bullis certificatus, super illis per Artellum procedi fecerat: & super his partibus prædictis coram dicto Senefcallo Lagduni, aut ejus Locumtenente, auditis idem d'Elshing à prædictis dictarum suarum bullarum arrestatione se pro appellante gesserat, & Lincras à nobis, per quas dictas bullas sic arrestatas papæ jam dictam Curiam nostram afferri mandabatur, obnoctaret.

Consequenter discessit ancedendi intimati, quod cum aliqui medio aliquarum bullarum, sacris Conciliis, Ordinationibus nostris, & Pragmaticæ Sanctioni derogantium, ejusmodi prædicti ita appellantes erant, recipi requirebat, Capitulum illis minime obtemperare, cum potius talium impetrantes toto posse ejicere tenebatur, neque beneficiorum cum fructuum retentione resignatio fieri poterat, valebat; cum beneficia sine diminutione & divisione debeant resignari & conferri, & si collationem faciendo, collatio de fructibus paciferebatur, resignatio illa tanquam simoniaca nullius extaret effectus: & ab hoc si dictus d'Elshing à denegatione de eum recipiendo se diseret appellasse, nequaquam veniebat administrandus, immoque ab arrestatione dictarum bullarum, cum essent contra Concilia generalia, & fundationem Ecclesie prædictæ, etiam si dictæ bullæ dictis Ordinationibus nostris contrarie non fuissent.

Auam cum à nobis beneplacitum, aut à Judice alio competenti mandatum, seu permissionem illas evagari faciendo minime obtinisset, jactis inhibitionibus per nos, ne quis Romam iret factis, illarum bullarum executio, abusus & interrupta exstabat. Nec obstat mandatum de providendo per appellantem præteritum, quoniam quodvis tale mandatum subrepticum est vel contra Concilia & Decretis impetrantium, collatio verò indigno aut criminosa facta, ejusmodi dictum mandatum & idem appellans existeret, reperiebatur, potestas conferendi ad Ordinarium redibat.

Ex quibus præmissis, & aliis compluribus rationibus & causis dicti intimati ut appellantes concludendo requisivissent per prædictæ Curie nostræ Arrestum dici & declarari, dictum d'Elshing malè & abusive contra Ordinationes nostras, & Pragmaticam Sanctionem prædictas impetrasse, dictum d'Elshing malè processisse & fulminasse, ipsos verò intimatos & appellantes bene appellasse: in quantum autem idem d'Elshing appellans exstabat, illum ut appellantem inadmissibilem esse, & si admittatur, malè & sine gravamine appellasse, prædictæque dicti appellantis bullæ tanquam damnatæ ac sacris Decretis contrarie in eadem Curia nostris detineri, & lacerari, ac eidem d'Elshing & cæteris generaliter, ne continuis bullas de cætero impetrare auderent, inhiberi & defendi, & insuper monitiones & censuras, per prædictum de Bafida latus seu facti cassari & annullari; excommunicatos verò ad eandem absolvi, necnon pro præmissis

navis abutibus eundem d'Elshing in duarum mille librarum emenda, atque omnia præmissa revocari faciendi, ac abolitionem & certificationem dictarum revocationum suis sumptibus asserendi, quousque omnes idem fecisset, prisonem tenendam, & in eandem imminutorum damnis, intercessit, & expensis condemnari, dictumque de Bafida, & quandam Poescharti nuncupatum in eadem Curia nostra personarum comparituros adjornari: supersedendo defuncto Magistro Joanne d'Elshing, dum viveret, seu ejus Procuratore judicialiter, declarante, quod hæc medio resignationis per eum de dicto Camerariato factæ, ac prædicti mandati à summo Pontifice cum reservatione fructuum & regressu obtenti, eidem d'Elshing appellanti suo nepoti merito & idoneo de eodem Camerariato, juxta ejusdem mandati, & clausularum disquisitionem in eo expressarum seriem prorsum eximisset, indubitanterque in hujusmodi gratiosis dictis summus Pontifex plus quam in eisdem mandato & provisione continetur, signator causis & personarum quantitas considerans posset, nullique alteri quam dicto summo Pontifici de eodem Camerariato providere liceret, autem idem defunctus d'Elshing contra provisionem suo prædicto nepoti factam venire, regressum lubere, nec alios fructus eidem Camerariatu peninentes, quam dicta resignatio simpliciter existeret perciperet, necnon ac si prædictæ ultime clausulæ in eisdem mandato & provisione subsecuta expressis non essent, capere, dictis tamen resignatione & provisione tenentibus, minime intendebat.

Procurator autem noster generalis, prædictarum dicti d'Elshing appellantis bullarum & processuum inde fulminatorum tenore recitavit, illas prohibitas & damnatas, sacrique Conciliis, Decretis, Pragmaticæ Sanctioni, & Ordinationibus nostris jam dictis contrarias esse, quoniam per eas resignans, cui omnes fructus loco pensionis, quantum suo nepoti fieret provisio, reservabantur, Camerariatus exstabat, cedenteque, vel decedente aut quocummodo dimittente prædicto appellante, in eodem Camerariato dictus resignans perinde ac si nunquam resignasset, redibat; & per omnia sacra Concilia pluralitas titulariorum in eodem beneficio, successio in beneficiis, divisio beneficii, provisio alicuius beneficii antequam vacaret, & reservationes prohibebantur, allegasset: discessitque dictum defunctum d'Elshing duo procuratoria ad renanciamdum prædictis fructibus, & regressum produxisse, & idcirco requisivisset per eandem Curiam nostram Advocatis ejusdem, ne summum Pontificem tales reservationes facere posse deinceps rilegarent, inhiberi, necnon imperationes, executiones, excommunicationes, cessationes à divinis, & interdicta abusive declarari, eandemque de Signo appellantem ad omne id cassari, revocari, excommunicatos absolvi cessationemque à divinis, & omnes penas tolli, omniaque in pristinum statum, ac si nunquam processissent, & prout ante dictarum bullarum imperationem, reponi sciendum, ad cessationem, & revocationem in forma afferri, pariterque in emenda mille librarum condemnari; & super dicti beneficii provisionem visis dictis provisionibus per dictam Curiam nostram suam Arrestum brevi manu pronunciarum, præfatus d'Elshing appellans replicasse, & prædictis intimatis

duplicationibus, & ut ſuprà concludentibus.

Super quibus, dictis partibus ad plenum auditis eodem Curia noſtra ipſis ad quicquid vellet penes eam tradendum & producendum abſque contradic- & ad conſilium; & quodque dictus d'Elſaing ſuas bullas penes eam poneret, quæ ibidem, quoſque alter foret ordinatum, remaneret, & per eodem intimatis per manus Graſarum ejuſdem viderentur; excommunicati verò, ſi qui eſſent, ad cautelam abſolverentur, ac exiliatio à divinis & interdicta levarentur, & amoverentur, apponendaſque & poſteaſque dicta Curia noſtra per ſuum Arreſtum die vigeſima octava menſis Martii, anno Domini milieſimo quadringeneſimo nonageſimo quarto ante Paſcha datum, quod panes prædicti in dicta materia magis ampliè producerem, contradic- & ſalvationeſque inde traderent, quo facto ipſi partibus ſus feceret, ordinaſſet. Tandem viſi per eandem Curiam noſtram legato in cauſa inter antedictas partes vigeſima ſecunda die Januarii anni Domini milieſimi quadringeneſimi nonageſimi quarto, facto, & cæteris per ipſas penes dictam Curiam noſtram poſitis, & productis, unà cum ipſarum contradic- & ſalvationibus, ac audito ſuper hoc Procuratore noſtro generali requirente quod abſque bullis, & provisionibus Apollolicis per præſatum Magiſtrum Franciſcum d'Elſaing, decimo quarto Kalend. Julii, anno prædicto milieſimo quadringeneſimo nonageſimo quarto, impetratis, & aliis collationibus medio dictarum bullarum & proceſſuum Apollolicorum, reſervationem omnium fructuum dicti Camerariatus, & regreſſus ſuperſervienti conſentium, factis & interveniſ, tanquam ſacris Decretis, Ordinationibus noſtris, & Pragmaticæ Sanctioni contrariis & derogantibus reſpectum habendo, ipſi Curia noſtra, ipſis partibus ſus feceret. Viſi itaque litteris procuratorum per præſatum deſunctum Magiſtrum Joannem d'Elſaing, antedicti Magiſtri Franciſci avunculum, vigeſima nona die Decembris eodem anno milieſimo quadringeneſimo nonageſimo quarto, pro prædictis reſervationi & regreſſibus renunciando paſſiſ, pariterque reſtatione dictorum reſervationi & regreſſibus, in eadem Curia noſtra per dictum viſum ſanctum Magiſtrum Joannem d'Elſaing, ejuſſe Procuratorem, vigeſima ſecunda die Januarii, anno prædicto milieſimo quadringeneſimo nonageſimo quarto facta, atque conſideratis conſiderandis, & que Curiam ipſam in hac parte movere debebant ut poterant :

Memorata Curia noſtra per ſuum Arreſtum appellationes utriuſque partis abſque emenda, fructibus & expenſis, annullavit & annullat, & ex cauſa : & nihilominus quod abſque jam dictis bullis & provisionibus Apollolicis decimo quarto Kalend. Julii, prædicto anno milieſimo quadringeneſimo nonageſimo quarto datis, & aliis collationibus medio earundem bullarum & provisionum Apollolicarum factis & interveniſ, tanquam ſacris Decretis, Ordinationibus noſtris, & Pragmaticæ Sanctioni contrariis & derogantibus reſpectum habendo, præſatus Magiſter Franciſcus d'Elſaing virtute bullarum & provisionum Apollolicarum per eum ſeptimo Kal. Januarii prædicto anno milieſimo quadringeneſimo nonageſimo quarto obtentarum, per Decretum & Capitulum dictæ Eccleſiæ Lugdunenſis ad jam dictum Camerariatus dignitate, fructus quoque, proſequa, reventus & emolumenta ejuſdem recipietur, eandemque Camerariatus dignitate, ac fructibus ejuſdem idem d'Elſaing, propoſitis per dictos Canonicos, Capitulum, & M. Antonium Dars non obſtantibus gaudebit; nec non quod ceſſatio à divinis, interdicta, excommunicationes & aliæ cenſuræ Eccleſiaſticae in eadem Curia Lugdunenſi immiſſæ & appoſitæ levabuntur & amovebuntur, & excommunicati, ſi qui ſint, abſolverentur, ſi factum non fuerit quodque ad omnia præmiſſa faciendâ & faciendâ prædicti Decretis, Capitulum, Dars, d'Elſaing, quilibet in ſuo reſpectu, ac omnes alii propter hoc compellendi, omnibus viis & modis debitis, & rationibus, oppoſitionibusque aut appellationibus factis aut faciendis quolibetque non obſtantibus, cogentur & compelluntur, ordinari & ordinari & ulterius omnibus perſonis, ejuſdemque ſtatutis vel conſuetudinibus cauſant, ne de cætero provisiones & bullas Apollolicas, omnium fructuum reſervationem & regreſſus continentes, tanquam prædictis fueris Decretis, & Ordinationibus noſtris, & Pragmaticæ Sanctioni contrariis & derogantes, ſub pena & effectu illarum cadendi, & emendæ arbitrarie impetrent, inhibeant & deſcendant, inhibeantque atque deſcendant per idem Arreſtum. In cujus rei teſtationem noſtrum præſentibus litteris juſſimus apponi ſigillum. Datum Pariſiſ in Parlamento noſtro decima nona die Aprilis, anno Domini milieſimo quadringeneſimo nonageſimo ſexto poſt Paſcha, & Regis noſtri decimo tercio. Per Arreſtum Curie, & C. R. R. S. A. V.

Cet Arreſt eſt enſeré au par. 3. du Curia C. Maloué p. 103. an 15.
De la reſerve de tous les fruits. Voyez Reſerve in part, p. 77. & p. 28. Remédié in cap. Rejanteur, par. 11 p. 67. 68.

Dares de benefices, lib. 6. c. 4.
Du regreſ. V. Reſerve in part, p. 78. & 316. Ordinationes d'Elſaing, article 21.

Memoire baillé de la part des Officiers du Pape. 1517.

Sequitur innovata contra juridiſtitionem Eccleſiaſticam & Sedem Apollolicam in provincia Provincie.

XXVII. **E**T primò carcerantur Presbyteri & Clerici etiam pro debito civili & pro criminali, pro ut Amos. Tertius Presbyter fuit per triennium vel circa.
2. Item, nolant quod expectative gratiæ, & quæcunque reſervationes habeant locum.
3. Quod cauſe beneficiæ & ſpirituales non committantur extra dictam provinciam, etiam per Sedem Apollolicam.

4. Item, quod Clerici etiam ſolati, niſi ſint Presbyteri celeberrantes, non gaudeant privilegio Clericali, & quod quoad bona nullo Clerico gaudeant, etiam ſi ſit Presbyter.
5. Item, quod laici etiam ratione juramenti vel aliis, in cauſa ſpirituſuſ non conveniant coram Eccleſiaſtico, nec poſſet alius juridiſtitionem prorogare.
6. Item, Clerici dictum conveniant coram

laïcs, & multatur ab eisdem, & carcerantur tam pro civili quam pro criminali.

7. Quod Episcopi & eorum Vicarii inhihentur ne procedant in causis spiritualibus, & ne deni monitorias generales.

8. Item, quod causae beneficiales in possessione coram Iudice laico decidentur, & quod super titulo beneficiorum non committantur, nisi prius deciso possessorio, etiam si sit tertius committere volens.

9. Item, prohibetur ne Notarii Apostolici aliquos contractus recipiant, seu aliae facultates auctoritate Apostolica concessae locum habeant.

10. Item, quod litterae Apostolicae non exequantur sine annexa, & quod omnino denegant, & sic nullumodo ipsae litterae Apostolicae ibidem exequantur.

11. Item, quod litterae iustitiae vel executionales à Iudice Ecclesiastico seu Rom. Curia emanatae non exequantur.

12. Item, quod causae appellationum & in ultimis

ma infantia non committantur extra dictam provinciam.

13. Item, quod laici etiam contrahentes non possint se obligare Judici Ecclesiastico, nec coram illo conveniri praeterquam expositis obligationibus.

14. Item, prohibetur Notariis rogantibus obligationes, ne submitant seu obligent laicos Ecclesiastico foro, nec ponant obligationes in talibus consuetas.

15. Item, irritantur omnia gesta per Ecclesiasticos Iudices, etiam in merè spiritualibus, & ab eisdem laicis aduellantur sub falso colore abusus.

16. Item, prohibentur Episcopi ne promoveant aliquos ad Clericatum, nisi eis conflit quod Presbyteri efficiantur. Et multa alia contra jurisdictionem Ecclesiasticam innovata fuerunt ad tollendam seu restringendam illam, vel omnino destruendam: super quibus omnibus benignè petitur provideri.

Am teüer des Chartes grande anoir, geücht 2.

Le Procureur general du Roy en la Cour de Parlement de Provence, dit pour ses réponses aux Articles cy-attachés, ce qui s'ensuit.

XXVIII. **P**REMIEREMENT au premier article, par lequel l'on a voulu dire que les Prestres & simples Clercs sont à tous propos constitués prisonniers en prisons de Provence, par les Officiers du Roy, tant pour dette civile que criminelle; Répond ledit Procureur general, parlant par reverence, & sous correction, que ledit article n'est veritable en la forme & maniere qu'il est couché par escrit: il est vray, & ne veut ledit Procureur general dénier que par cy-devant plusieurs Prestres & simples Clercs se sont obligés envers leurs créanciers, sous le seel rigoureux de Provence, en certaines sommes de deniers, & par faute de payement ont esté constitués prisonniers, mais cela se fait au moyen du privilege dudit seel rigoureux, confirmé par le Roy; par lequel privilege toutes personnes de quelque estat ou qualité qu'ils soient, qui se foudrent & s'obligent sous ledit seel rigoureux, sont tenus par prise de corps, ou detention de leurs personnes au payement de leurs dettes. Les autres ont prins les Fermes du Roy, ou se sont alloués avec les Fermiers du Roy; les autres pour leurs folles & temeraires appellations, ont esté condamnés en l'amende par Arrest & Jugement de ladite Cour, & par défaut de payement, ont esté constitués prisonniers en la Conciergerie du Palais, *sed hoc jure permissum sacrum est*, pour le privilege des deniers du Roy plus que d'un privé; & demeurant en toutes autres dettes pures, civiles & personnelles, si ledits Prestres & simples Clercs estant convenus devant le Juge Royal, ont demandé leur renvoy à leur Juge d'Eglise, ils y ont esté renvoyés sans aucune difficulté. Pareillement ne veut ledit Procureur general, que souventefois contre aucuns Prestres & simples Clercs n'ayent esté faites informations par les Juges Royaux de plusieurs exces, crimes, & delicts par eux commis & perpetrés: Aucunes fois en informant contre les laïcs se sont ledits Prestres & Clercs

trouvés chargés dedit exces; & au moyen dequoy avoient ledits Prestres & simples Clercs esté adjournés à comparoir en personnes, pardevant ledit Juge Royal, ou constitués prisonniers selon l'exigence du cas; mais après avoir esté interrogés, ont esté renvoyés à leurs Juges d'Eglise pour le delict commun, à la charge du cas privilege d'aucun y avoit. Pour duquel cognoistre *manu notamus* avec ledit Juge d'Eglise qui cognoissoit dudit delict commun, estoit comme le Juge Royal du delinquant, conformément à disposition de droit escrit, Arrests & Jugemens des autres Cours souveraines de ce Royaume. Et quant au Pronotaire Tarsaly, il est notoire qu'il n'est prisonnier pour dette civile, mais pour avoir obtenu de Rome un monitoire penal contre les Presidents & Conseillers de ladite Cour, pour raison duquel cas il auroit obtenu lettres de pardon adressantes à ladite Cour, dont à ce moyen, à bonne & juste cause icelle Cour en auroit prins la cognoissance.

Quant au deuxième article, par lequel l'on dit que l'on veut faire observer & garder en Provence les Concordans, en n'y voulant recevoir les graces expectatives & reservations, confesse ledit Procureur general ledit article, car ledits Concordans doivent estre invariablement observés & gardés en France. Or est ledit Comté de Provence dès le temps du Roy Charles VIII. que Dieu absolve, uny & incorporé à la Couronne de France inseparablement, & sans aucune subalternation, en mesmes droits, franchises, libertes & privileges que ledit Royaume de France; parquoy doivent ledits Concordans estre gardés en Provence, tout ainsi qu'ils sont en France, *quia de jure una & eadem res non debet diversis jure censeri*: autrement le Roy non seulement perdroit le droit de nomination & presentation qu'il a par ledit Concordat, & l'indult sur tous & chascuns les Archeveschez, Evêchez, Abbayes, & tous benefices electifs dudit pays, & plusieurs autres profits & commoditez qui luy sont

font acquis & à les sujets par lesdits Concordats, mais aussi pourroit encourir plusieurs grandes incommoditez & dommages, procédans desdites remonstres & graces expectatives, desquelles est fait mention par le Glossateur de la Pragmatique Sanction, au titre des Reservations. Toutefois après lesdites remonstres, & plusieurs autres qui seront faites plus amplement, s'il en est besoin, si le Roy veut ledit Concordat n'estre gardé par ses Officiers audit pays, sa volonté sera faire.

Item, au troisième article, par lequel est dit que lesdits Officiers ne veulent permettre que les causes bénéficiales & spirituelles soient commises hors de Provence, *etiam* par le saint Siege Apostolique, confesse pareillement ledit Procureur general ledit article : car c'est contre disposition de droit, *c. dispensa de rescrip. lib. 6. Et Clemens dispensans de judi. & contre les privilèges & libertés dudit pays, mésmement que les Evêques ont leurs officiaux & Juges d'Eglise ordinaires, dont les appellations ressortissent aux Archevêques & Juges supérieurs immédiats, & desdits Archevêques au Legat d'Avignon, *dan de Judiciis in paribus*, conformément à disposition de droit, *cum quilibet in sua provincia sit committendus 3. q. 6. per remm, in qua testam & infrascriptum cap. habetur, l. 2. cod. ubi de racionis. l. 1. cod. Quando Imperator inter pupil. & viduar.* Autrement s'il estoit permis comme lesdites causes hors ledit pays de Provence, *sumus Pansis*, ou le Legat d'Avignon pourroit commettre *passim & promiscue* toutes & chacune les causes bénéficiales & spirituelles dudit pays aux Auditeurs de la Roüe, Vicegerens de Cour de Rome & d'Avignon ; qui seroit par ce moyen frustrer les Ordinaires de la cognoissance qu'ils doivent avoir desdites causes en premiere instance, & travailler les sujets du Roy par multiplication de procès, & craignans les frais & dépens de renoncer à leur bon droit, & les destruire tellement, que *successive tempore* ils seroient si fatigués & travaillés, qu'ils seroient contraincts d'abandonner le pays.*

Item, au quatrième article dudit Procureur general comme dessus, parlant par reverence, que ledit article n'est véritable *pross jactis* : bien confesse ledit Procureur general, que les Clercs mariez de Provence ne sont traités en quelque maniere que ce soit, personnellement, mixte ou possesseurs pardevant le Juge d'Eglise, mais pardevant le Juge laïc ; *Quia in omnibus & per omnia apparere laiciis desuper privilegia, ca. si quis suadente verbo &c. ne conveniantur coram Judice facturi pro delictis, nisi in atrocibus in quibus gaudere non debent privilegio Clericali c. 3. q. 4. & 6. in glossa Cler. conjuga. lib. 6.* Et quant aux Clercs non mariez, *etiam* suppose que *non sint ad sacres Presbyteratus ordinis promissi, gaudere ipsi quid eorum personis & bona mobilia privilegio Clericali, si non conveniantur, nisi coram Ecclesiasticis Judice* : mais quant aux biens immeubles, terres & possessions, & toutes autres choses reelles, & dépendantes de realité, ne jouissent dudit privilege, mais sont convenus pour raison d'iceux pardevant le Juge Royal, parce que les biens immeubles d'un Clerc sont en la protection & sauvegarde du Roy, desquels à ce moyen les Juges doivent avoir la cognoissance.

Item, au cinquième article, répond ledit Procureur general.

Item, au troisième article, par lequel est dit que lesdits Officiers ne veulent permettre que les causes bénéficiales & spirituelles soient commises hors de Provence, *etiam* par le saint Siege Apostolique, confesse pareillement ledit Procureur general ledit article : car c'est contre disposition de droit, *c. dispensa de rescrip. lib. 6. Et Clemens dispensans de judi. & contre les privilèges & libertés dudit pays, mésmement que les Evêques ont leurs officiaux & Juges d'Eglise ordinaires, dont les appellations ressortissent aux Archevêques & Juges supérieurs immédiats, & desdits Archevêques au Legat d'Avignon, *dan de Judiciis in paribus*, conformément à disposition de droit, *cum quilibet in sua provincia sit committendus 3. q. 6. per remm, in qua testam & infrascriptum cap. habetur, l. 2. cod. ubi de racionis. l. 1. cod. Quando Imperator inter pupil. & viduar.* Autrement s'il estoit permis comme lesdites causes hors ledit pays de Provence, *sumus Pansis*, ou le Legat d'Avignon pourroit commettre *passim & promiscue* toutes & chacune les causes bénéficiales & spirituelles dudit pays aux Auditeurs de la Roüe, Vicegerens de Cour de Rome & d'Avignon ; qui seroit par ce moyen frustrer les Ordinaires de la cognoissance qu'ils doivent avoir desdites causes en premiere instance, & travailler les sujets du Roy par multiplication de procès, & craignans les frais & dépens de renoncer à leur bon droit, & les destruire tellement, que *successive tempore* ils seroient si fatigués & travaillés, qu'ils seroient contraincts d'abandonner le pays.*

Item, au quatrième article, répond ledit Procureur general comme au premier.

Item, au cinquième article, répond par *non erudit*, & qu'il n'empêche les monitoires généraux *in forma maiestatis* ad fins revocatoires, *datam secundum formam cap. si Sacerdos de officio ordinari.* mais quant auxdits monitoires portant la clause satisfaisoit contre toutes personnes, en y comprenant à ce moyen les laïcs, & autres clauses imprecatoires & d'anathématisation, comme *Deus laudem meam ne tacueris Dathan & Abiron*, & autres semblables, dit qu'il les empêche, parce qu'elles sont contre le Concile de Vienne : au surplus ne sçait que c'est dudit article.

Item, au huitième article, confesse avoir empêché la décision du possesseur des causes bénéficiales, ailleurs que pardevant le Juge Royal, car la cognoissance du possesseur des bénéfices appartient aux Officiers du Roy par disposition de droit, & privilege du S. Siege Apostolique : & au surplus que *causa super prioritate beneficii non conveniantur, nisi prius decessu possessoris, etiam si verius committere vult, sicut est juris*, & de l'Ordonnance dudit Seigneur.

Item, au neuvième article, nie que *prohibetur Notariis Apostolicis contractus recipere, & ad facultatis quodvis Apostolicis concessis, etiam que concernent l'estat de Notaire Apostolique, & touche les gens d'Eglise : mais où lesdits Notaires Apostoliques ont voulu passer outre leur puissance, & recevoir indifféremment tous contrats de vendition, échange & permutation, & d'autres, entre les sujets du Roy, & entreprendre sur les Notaires Royaux, & faire chose au prejudice des droits du Roy, confesse les avoir empêchés.*

Item, confesse le dixième article, que les lettres Apostoliques venues de Cour de Rome & d'Avignon, ne peuvent estre executées en Provence sans lettres de parens de la Contr., & *ex privilegio specialis* dudit pays, confirmé par le Roy : mais qu'elles soient entièrement déniées, sinon en tant qu'elles sont contraires aux saints Decrets, franchises & libertez de l'Eglise Gallicane, le nie.

Item, confesse le onzième article *quid littera circulatoria vel excothetoriale à Judio Ecclesiastico, seu Romano Curia emanata non exequatur, quatenus elles sont contre les saints Decrets, &c.*

Item, au douzième article, répond comme dessus au troisième article.

Item, confesse le treizième article, que les gens

Sur le 9. article, il est à propos de remarquer ce qu'a écrit M. Pierre Prieux sur le 74. article de la Constitution de Troyes touchant cette matière, que les contrats passés sous le sceau de la Cour Ecclesiastique ne portent point d'imprescript, *seu droit* par l'ancien droit de France, remarqué au dits du Parlement en de *coffins* *spirituels* de *quodam* *Curia* *tempore* *regis*. *et* *Joan. Faber. §. si* *verbi* *testis*, *de* *jurisdic.* *de* *non* *juris* *sub* *sec.* *garnison* *de* *main*, *sup-*

laics ne se peuvent obliger & soumettre à la Jurisdiction du Juge d'Eglise, ne pareillement estre convenu pardevant luy sinon en cas qui sont de droit, & les avoir empêchés quand ils ont fait le contraire.

Item, confesse le quatorzième article, par les raisons que dessus.

Item, nie le quinzième article, mais quand les Juges d'Eglise entreprennent sur la Jurisdiction du Roy, qu'il y a contravention auxdits saints Decrets, Arrêts & Jugement de Cour souveraine, faut reparter lesdites fautes par vuyé d'appel comme d'abus, & non autrement.

Item, au seizième le nie formellement, & ne sçait que c'est d'iceluy article.

peut qu'ils fussent la forme probante, *fiore* *de* *Cours* *d'Eglise* *de* *non* *alioquin*. Car l'Eglise n'est Seigneur de son Diocèse, mais le Roy, ou autre Seigneur temporel par l'aveu de l'assemblée de France, *recette* *per* *Joan. And.* *de* *con* *Episcopis* *de* *officio* *religiosorum*, *in* *6.* Et aussi les arrêts en la grande Chambre des Enquêtes après en avoir entendu l'avis de la grande Chambre & de la Tournelle, en un procès-verbal Claude Lamoignon, & Anne Ballard le 14 Mars 1534.

Réponses de Messieurs les gens du Roy du Parlement de Paris, à certains articles envoyez de Rome portans quelques plaintes.

Réponse succincte aux articles des Officiers de Rome.

XXIX. **V**EU par nous soussigner le mémoire à nous envoyé par le Roy le 20. de ce mois de Septembre 1547. avec la missive dudit Seigneur du 19. dudit mois, nous semblé,

Quant au premier article qui parle du Jugement des decimes; Les Juges Royaux cognoissent des dîmes inféodées, parce qu'elles sont comme profanées par l'inféodation, & en ce est fondé le Roy de droit commun: quant aux autres qui sont spirituelles lesdits Juges cognoissent du possessoire, lequel n'est spirituel, en quoy pareillement est fondé le Roy tant de coutume immémoriale que par privilège.

Cognoissent pareillement les Juges quand on veut exiger dîmes infolies, par vertu de l'Ordonnance, qui prohibe telles exactions indeues & non accoustumées.

Quant au second article qui parle de la dîme bénéficiale, le Roy est fondé de ce faire, quand il est question de la defense du Royaume, pour laquelle les personnes Ecclesiastiques sont contributables, aussi bien que les laïcs, & en la Roy le privilège du Pape Boniface. dont la copie est baillée aux Ambassadeurs du Roy estans à present au Concile à Bologne, & exhibera l'original quand besoin sera.

Quant au troisième concernant la faïste du temporel de l'Eglise; Le Roy peut faire faïste le temporel de l'Eglise, comme estant chose temporelle & profane, & même ainsi il porte le privilège dudit Boniface.

Quant au quatrième article, on a écrit aux Officiers du Roy en Bretagne, & aux Prelats, afin d'entendre la venue du contenu audit article, & comme on en use, & quel droit ils prétendent en cela, & surquoy ils se fondent, & leur réponse recéu on en informera les Ambassadeurs du Roy à Rome.

Quant au 5. qui parle de cognoître du serment par les Juges d'Eglise, on ne fit cōcognoître difficilement, que la cognoissance des contrats, encores qu'ils soient validés par serment, n'appartienne aux Juges laïcs, parce que le serment n'est qu'accessoire du principal qui est le contrat.

Quant au 6. qui parle des decimes personnelles, on a écrit aux Officiers du Roy en Bretagne, aux Prelats dudit pays, afin qu'ils fussent entendre la venue dudit article, & comme on en use, avecques ample instruction de ce qu'ils prétendent en cet endroit.

Quant au 7. qui parle de la cognoissance du crime de simonie, l'on n'a point vu que les Juges laïcs es pays du Roy en ayent cogneu, car c'est un crime pur Ecclesiastique: toutefois quand il est proposé par forme d'exception, lesdits Juges en cognoissent, non pour prononcer sur le crime de simonie, mais pour juger ce qui est principalement pendent par devers eux, conformément à droit commun.

Quant au 8. article, il n'est point entendu, & ne sçait-on par deçà que c'est *cognoître* *de* *ex-* *crabillitate*.

Quant au 9. l'on n'a point vu encores advenir ce que porte ledit article, ne que l'on ait impugné les procurations *ad resignandum*, sous ombre qu'elles n'estoient signées par les resignans, *invenio* *sero* *tres* *raisonnable* *de* *ainsi* *le* *faire*, pour éviter aux faulxseurs qui se commentent journellement, à quoy l'on devr. insister pardevant le S. Pere, de faire sur ce declaration, signifiant que le resignant se sousscrive en la note on minute.

Au 10. parlant des unions perpétuelles, elles ne se peuvent soutenir, & sont contre les anciens Canons, saints Decrets & Concordats qui prohibent toutes especes de reservations,

Au 12. qui parle de la prohibition des pensions, la prohibition est tres-raisonnable, parce que si telles pensions estoient indistinctement recuees, le titulaire n'auroit pas puissance de faire le service divin, & soutenir les droits de l'Eglise. *Vray est qu'elles sont raisonnables en trois cas, savoir pour benefices inter collegantes, & quand elles sont faites au profit du religieux, ne namian dispendium paritum, & quand on baille un conducteur infirme & agerant.*

Au 13. concernant la prohibition de ne cognoître du petitoire tant que le possesseur soit vuide: Telle prohibition est juste & raisonnable, & conforme à droit. autrement jamais le possesseur ne seroit passible, à quoy l'Eglise & la Republique a gros interet: toutesfois quand celui qui veut intenter petitoire n'est en procès petitoire, & ne pretend rien au possesseur, ne seroit raisonnable que la poursuite sur le petitoire fust sous ombre du procès qui est entre autres parties sur le possesseur.

Au 13. article, il est si enquis qu'il n'est intelligible, & fudroit sur ce avoir plus ample declaration de celuy qui l'a couché, afin de l'entendre, & y donner advis.

Sur les 14. & 15. articles, parlant des executoriales de la Rote, on a escrit aux Officiers & Prelats de Bretagne, afin d'avoir intelligence de cet article, & comme on en use, & pourquoy, car pardega l'on n'use de telles executoriales.

Sur le 16. parlant de la cognoissance du crime d'heresie, il est raisonnable d'en laisser la cognoissance aux gens d'Eglise, combien qu'à la venté les Juges Royaux n'en ont jamais cogneu, sinon qu'il y eust le crime de sedition meslé avec le crime d'heresie.

Sur le 17. article, parlant de l'absolution à emfurs, aux dépens de ceux à la requête desquels telles censures sont fulminées, il est raisonnable; & quand telles censures sont declarées estre contre les saints Decrets, que l'absolution soit faite & baillée aux dépens de celuy qui a imputé telles censures, autrement il ne seroit raisonnable le faire, & aussi n'a pas accoustumé estre fait en surse cas.

Sur le 18. concernant la cognoissance des testaments, il est raisonnable, que quand il est question entre l'ais de tels testaments, & de la validité d'eux, que les Juges seculiers en engnoissent, & entre les Ecclesiastiques, que le Juge d'Eglise en cognoisse.

Sur le 19. faisant mention de la cognoissance des adulteres, il est raisonnable que quand on veut poursuivre le divorce & separation de mariage *quoad rem*, que telle poursuite soit faite devant le Juge d'Eglise, autrement non, soit pour separation de biens, soit pour la peine de l'adultere, ou quel cas, parce que l'adultere est aussi bien puny de droit civil que de droit canon, le Juge lay en cognoist entre les l'ais, & entre les gens d'Eglise, le Juge d'Eglise.

Sur le 20. article, on n'a jamais entendu que cela ait esté fait, & offre l'on faire punition telle que de raison, contre ceux qui se trouveront coupables.

Sur le 21. article parlant du Parlement de Bretagne, il est raisonnable que l'infraction an-

cienne d'iceluy soit entretenue, & que le nombre des gens d'Eglise, qui par ladite infraction y a esté ordonné, y soit restabli & restitué, & offre l'on ainsi le faire, & à ceste fin sera bon chercher ladite infraction.

Sur les 22. 23. 24. 25. 26. & 27. articles, on escrit aux Officiers de Bretagne afin d'en entendre la verité, & toutesfois il est bon certain que le Duché de Bretagne est du Royaume, & doit estre réglé par melmes loix & regles que le Royaume, & est compris aux Concordats, & consequemment selon ledits Concordats ne pourroient estre baillées audit pays *expilatores ad vacante*, non plus qu'aux autres parties du Royaume. Car ledit Duché de Bretagne a toujours esté dudit Royaume, mesme en estoit lors des Concordats; & supposé que depuis il ait esté uny à la Couronne, toutesfois n'est à dire qu' auparavant ladite union il ne fust du Royaume, & a esté faite icelle union seulement pour faire ledit Duché du Domaine de la Couronne, & le rendre inseparable d'icelle.

Sur le 28. article, parlant de la devolution des causes à Rome, est tres-raisonnable, suivant le Decret de *causis*, que telle devolution ne se fust, & que les Juges du Royaume soient traités pardevant leurs Diocésains & Juges ordinaires suivant ledit Decret de *causis*.

Sur le 29. article parlant des graces expectatives, & prevencions aux moins des Ordinaires, on escrit aux Evêques & Prelats de Bretagne, afin qu'ils envoient par eclair leurs droicts, & raisons d'iceux.

Sur le 30. article, parlant des appellations comme d'abus, interjénées des provisions Apostoliques, l'on n'a point accoustumé pour la reverence que l'on doit aux provisions Papales, appeler comme d'abus d'icelles provisions, mais bien de l'exécution, & sont lesdites appellations de l'exécution bien fondées & raisonnables quand il y a abus, c'est à dire quand elles contravent aux saints Decrets, Concordats, privileges & franchises de l'Eglise Gallicane, attendu que le Roy est Protecteur desdits saints Decrets & Concordats.

Sur le 31. article, fudroit voir l'Arrest mentionné audit article, pour sçavoir en quel cas il a esté donné, car pourroit estre tel qu'il seroit juste & raisonnable, & n'est sous correction, donner jugement contre le Pape, quand on defend & soutient la liberté de l'Eglise Gallicane.

Et quant à la supplication estant à la fin des articles desdits Officiers, qui fin baillée ainsi que l'on dit au Pape Clement, elle n'est considerable, sinon en tant qu'elle seroit fondée en raison, & n'y doit l'on avoir aucun égard en ce qu'elle seroit contraire aux choses cy-dessus particulièrement touchées, ou qu'elle seroit enervative des saints Decrets, Concordats, franchises & libertés de l'Eglise Gallicane.

Au regard de Turin & Chambéry, le Roy espere que nostre S. Pere le voudra bien gracier, selon que l'en a fait requérir cy-devant par son Ambassadeur, & comme plus à pleins luy sera entendre Monsieur le Cardinal de Guyse. *Signé, N. BRULART, & MARILLAC.*

Extrait d'un Registre de Parlement sans aucune intimation, commençant par une Garde gardoienne pour Normandie.

XXIX. **L** est retenu en mente Curia, par maison de provision, & jusques à ce qu'autrement en soit ordonné : Que la Cour n'aura point égard aux derogations du Pape ay de feu Monsieur Georges d'Amboise, Cardinal Legat, contre la regle de Chancellerie Apostolique de *verisimili notitia*, sinon en cas où y auroit Procuration passée, par verso de laquelle le benefice auroit esté resigné, & collation ou provision ensuivy *eum clausula triam si per obitum* avec ladite derogation, car en tel cas j'ajois qu'il y eust temps vray-semblable depuis la mort jusques à la date de ladite collation ou provision, pourveu toutefois qu'il y ait temps vray-semblable depuis le temps que celui qui auroit porté

la Procuration est party jusques à la date de la collation ou provision cessans dol & fraude, on aura égard à ladite derogation : Et entend ladite Cour ce que dit est, tant pour le temps passé que pour le temps à venir, en retenant néanmoins en mente que ceux qui le temps passé auront jouy de quelque benefice en vint de ladite derogation par an & jour paisiblement, ne pourront estre inquietez au possesseur, s'il n'y a autres obstacles. Item que pour le present il n'est affaire generale, ou certaine interpretation sur la verisimilitude de temps, de laquelle est faite mention en ladite regle, néanmoins demeurera en arbitrage des jageans selon l'exigence du cas.

Arrest de la Cour contre une sequestration réelle ordonnée par un Juge d'Eglise. 1537.

P. Rebuffus. De Regis ad Prælatum nominatione §. 1.

XXX. **Q**UANDO beneficium est contentiosum in hoc Regno Franciæ. ne partes veniant ad arma, solet poni ad manum Regiam, & suscipiuntur in hoc Regno, sicut olim omnia manu Regia gubernabantur : unde usurparunt Judices Regii, & in prædica servatur, quod nulli Judici Ecclesiastico competit manum injicere, seu ut dicunt prædici, suscipere, nec sequestrare, ne partes veniant ad arma, nisi fuerit Index Regius ; & si contrarium fiat, vidi appellari tanquam

ab abuso, anno 1537. die prima Julii, & fuit dictum benè appellatum, & abusive concessum per Archiepiscopum Senonensem qui sic concesserat. Pro quo facit singulare dictum Baldi in c. significasti, de offic. deleg. asserens Episcopum posse pronunciare de dote restituenda, sed non mittere in possessionem laicalem : nisi per Judicem secularem, quia non habentes territorium non possunt mittere in territorium. l. jubere cære D. de jurisd. omn. judic.

P. Rebuffus in Regulam Cancellariæ de verisimili notitia obitus. Glossa prima.

XXXI. **I**STA regula secundum numerum regulorum Cancellariæ est 18. & est utilis, sicut recepta & registrata in Parlamento Parisi. anno 1493. die 10. Novembris, & ubique in Regno Franciæ recepta, & in forensi judicio ad usum servatur, estque lex Regni effecta : adeoque quid sicut Imperator legem, ut dicunt, canonistam, & à Canonibus approbatam, non potest revocare, licet eam legem ex libro tollat ; sic nec Papa regulam incorporatam & descriptam in regestris Curie, etiam tollat illam, nam eo casu servabitur tanquam lex Regni, non tanquam Papæ regula. Hoc asserit Bened. in repet. c. Raynutor, in verb. si absque in 2. de subtilit. fiduciam, num. 42.

Et in eadem Regulam. Et quamvis sit soli-

us Papa derogare huic regulæ : non tamen recipitur ejus in hoc Franciæ Regno derogatio, minus legum vel aliarum, nisi in casu infra descripto.

Et in regulam de publicandis resignationibus. Fallit si intra sex menses hoc tempus ad tres prorogatum fuerit, & hoc solet fieri in patria obediencie ex causa, vel ad longius tempus, quod vix in patria consuetudinaria servaretur, si resignans moreretur post sex menses, & intra tempus prorogatum : cum postquam ista regula recepta est tanquam lex Regni, & sic publicata, & registrata, & non ejus derogatio seu prorogatio, quia per istas prorogationes nunguam fieret publicatio, & sic frastaderentur nominati, gradati & mandatiarii.

Arrest de la Cour, par lequel une union faite par une bulle du Pape de l'an 1489. est déclarée abusive, n'ayant été exécutée selon le Decret du Concile de Constance, ny vérifiée en la Cour. 1547.

Extraits des Registres de Parlement.

XXXII. **E**NTRE Claude de Mareul, Chevalier, & Grand-Maître du prétendu Ordre surnommé Lazare de Jérusalem, Commandeur de la Commanderie de Boigny-lez-Orléans : & Frere Charles, soy disant surnommé de Mareul, aussi Chevalier dudit prétendu Ordre surnommé Lazare, soy disant Commandeur de surnommé Thomas lez Fontenay-le-Comte, membre dudit prétendu Ordre surnommé Lazare, appellans comme d'abus de l'exécution de certaines bulles Apostoliques de suppression dudit prétendu Ordre de surnommé Lazare, & union à l'Ordre de surnommé Jean de Jérusalem, de l'an mil quatre cents octante neuf, d'une part; Et frere Jacques Pelouquin, Chevalier dudit Ordre de surnommé Jean de Jérusalem, Grand Prieur d'Aquitaine : & Frere Henri Suriot, Religieux dudit Ordre de surnommé Jean de Jérusalem, intimés d'autre. Après que Guillemin Procureur a requis les qualitez estre corrigées selon une sentence donnée des Gens tenans les Requêtes du Palais, donnée entre les parties : & Sequier pour les appellans a été oüy, & conclu en son appel : & de la Porte pour les intimés en leurs defenses :

Le Maître pour le Procureur general du Roy, a dit que le fait particulier est, que la Commanderie de surnommé Thomas près Fontenay-le-Comte, au Diocèse de Maillazais, a vacqué par le trépas de Frere Antoine de Mareul, le Commandeur de Boigny, qui se dit Maître & Chef de l'Ordre de surnommé Lazare, dont dépend ladite Commanderie, y a pourveu & usé de ce mot *emphiteusis* : au contraire le Grand Maître de l'Ordre de surnommé Jean de Jérusalem y a pourveu d'un nommé Frere Henry Suriot, & la forme de la provision est, qu'il barre que cy-devant le Pape Innocent VIII. a uny l'Ordre de surnommé Lazare à l'Ordre de surnommé Jean de Jérusalem, auquel Ordre estoit la Commanderie de surnommé Thomas lez Fontenay-le-Comte, sur laquelle Commanderie, Pricard, ou benefice avoit cy-devant été donné anciennement & droits acquis audit Suriot, avec speciale expectative & reserve : à cette cause ledit Grand-Maître & Convent de S. Jean de Jérusalem le luy confère & donne, pour le tenir, régir, & administrer *in spiritualibus & temporalibus usque ad decem annos & ultra ad totum beneplacitum*. Sur ces deux provisions les parties entrent en procès en matiere de nouvelles aux Requêtes du Palais, le procès prend sa forme, les parties produisent, & se trouve que pour vérifier par Suriot, que l'Ordre de surnommé Lazare est supprimé & uny à l'Ordre de surnommé Jean de Jérusalem,

Il produit une bulle du Pape Innocent VIII. de l'an mil quatre cents quatre-vingts & neuf, portant ladite suppression & union : lors l'appellans appelle comme d'abus de l'exécution de cesdites bulles, si dit que l'intimé leur a communiqué l'original desdites bulles, & par icelles trouve que ladite suppression & union dudit Ordre S.

Tome I. Partie IV.

Lazare est faite sur le narré desdits de S. Jean de Jérusalem, sans connoissance de cause, *Anterius Apostolica*, sans adresse *in personis*, sans enquest de la vérité des causes, & *non vocatis quorum interest*, qui est directement contre le Concile de Constance, & est plus de soixante ans depuis : car le Concile de Constance fut dès le temps du Pape Martin V. qui fut Pape en mil quatre cents dix-sept.

Seconde, trouve que cette bulle n'a été mise en évidence, & ne s'en font adret ceux de l'Ordre de surnommé Jean de Jérusalem juxta ce present ; & ceux de surnommé Lazare font apparoir des bulles des Papes Clement VII. & Paul III. Papes modernes, confirmatives de droits & privilèges de leur Ordre : sont aussi apparoir des confirmations des Roys Charles VIII. & Louis XII. sont aussi apparoir de plusieurs Arrests donnez au profit dudit Ordre surnommé Lazare, depuis la prétendue union.

Trois, il y a autre point plus que peremptoire, que contre ladite suppression & union il y a prescription de plus de cinquante ans, qui fust de quarante ans pour repeter ledit Ordre, & Commanderies dépendants d'icelui être demeurées en leur estat par la Theorique des Canoniques, *in c. cum beneficium, de prebation. in 6.*

Quatrième, dit qu'il appert de l'iniquité évidente du titre de l'intimé : car la lettre d'ancienneté porte reserve & expectative expresse de nomination sur cette Commanderie, quand elle vacquera, soit par resignation ou par mort ; & luy est dès lors permis se mettre dans ladite Commanderie, & est celle de l'an 1537. & son titre est de l'an 1540. recitais de ladite reserve, & fondé sur icelle. Or c'est une chose attestée que grace expectative, mandat, ne reserve, ne se peuvent bailler *ad certum beneficium : immo ut c'on fuit grande difficulté de recevoir expectative ad primum beneficium vacantem quod duxerit acceptandum, c. ne captanda, de concess. prob. in 6.* pource que par telle couverture *durant via ad vacantem*, contre le Concile de Latran & le Concile de Bâle, & toutes les prohibitions Canoniques, *c. de nullis, de concess. prob.*

Et si l'on dit que les Commandes dudit Ordre ne sont benefices, il en est d'accord : mais quand seroit chose pure spirituelle, encor y a-t-il ordonnance du Roy Philippe de Valois de l'an mil trois cents dix, enregistrée es registres de la Cour de ceans, qui veut que l'expectative, ne reserve d'office, ny benefice non valant, ne soit faite, ne soufferte en ce Royaume.

Et pour ce, attendu que apertement on voit le tort de l'intimé, tant en la forme qu'en la matiere, conclud avec l'appellans à mal & abusivement, exécuté, & bien appellé, attendu que ces deux parties ne combattent en ce procès que du bien des pauvres, qu'ils conformément espèrent l'un l'autre, requiert le procès de complainte estre évoqué, & que sur le champ par la

X x

Un incendiaire debouté du privilege d'immunité s'estant retiré dans une Eglise.

Extrait du Registre rouge du Parlement de Roüen.

Du deuxième jour de Juin 1554.

XXXIV. **V**EU par la Cour l'Arrest donné en icelle le penultième jour de May dernier passé, à l'encontre de Pierre Guel, prisonnier en la Conciergerie, par lequel Arrest avoit été dit qu'il seroit renvoyé au Baillif d'Argemont ou son Lieutenant au siege d'Argemont, pour faire executer la sentence de torture par luy donnée contre ledit Guel prisonnier, pour la combustion advenue es maisons de Richard la Vieille & Yvon le Breton, dont est accusé & soupçonné icelui Guel prisonnier, sur l'allegation par luy faite du privilege d'immunité depuis ledit Arrest, & laquelle immunité il dit avoir gagnée en l'Eglise

de Pontanton en le menant par les Sergens, ouy aussi en la Cour Guillaume Allart & Jean Bouterache Sergens à Dampfront, auxquels ledit Guel avoit été baillé pour les luy mener audit lieu d'Argemont. Tout considéré :

Il sera dit que sans avoir égard à ladite allegation dudit privilege d'immunité & dont ledit prisonnier a été évincé, & débouté, attendu la qualité dudit delict & crime dont il est accusé, que ledit Arrest du penultième jour de May, sera exécuté & de fait exécuté, & à ceste fin ledit Guel prisonnier renvoyé audit lieu d'Argemont.

Criminel debouté du privilege de l'immunité qu'il disoit avoir pour s'estre retiré dans un Monastere.

Extrait du Registre rouge du Parlement de Roüen.

Du dix-neufième jour de Juin 1555. en la Cour.

XXXV. **V**EU par la Cour le procès criminel extraordinairement fait par le Baillif d'Evreux ou son Lieutenant, à l'encontre de Jean Harel & Jacqueline sa femme, de la Paroisse de S. Thomas dudit Evreux, prisonniers en la Conciergerie, pour l'homicide commis à la personne de Jacques le Houé, appellans dudit Baillif ou son Lieutenant à sçavoir ledit Harel, pour condamnation d'estre pendu & étranglé, & ladite Jacqueline fustigée nuë de foudres par trois jours de marché, & assister à l'exécution dudit Harel son mary, bannie de ce Royaume, leurs biens & heritages confisqués au Roy, ou à qui il appartiendra : Le procès verbal de Jacques Mignart Enquêteur audit Evreux, du tiers jour de Juin 1555, contenant qu'il avoit prins & confiné ledit Harel dedans les jardins du Convent des Cordeliers dudit Evreux : Ouy lesdits prisonniers appellans en leurs excuses d'appel, & particulièrement ledit Harel, lequel a dit n'estre clerc ne forcé, mais requeroit estre renvoyé comme en franchise audit Convent des Cordeliers où il disoit avoir esté

pris dedans les jardins, près le Cloistre. Tout considéré :

Il sera dit, sans avoir égard à l'immunité prétendue par ledit Harel, prisonnier dans les jardins dudit Convent des Cordeliers d'Evreux, que par ledit Baillif ou son Lieutenant il a été bien jugé, & mal appelé par lesdits appellans, & l'amenderont de cent sols ; & neanmoins en commandant suivant les Lettres patentes du Roy, la mort naturelle & mort civile, ladite Cour a ordonné & ordonne que ledit Harel prisonnier sera envoyé & mis à la Galere, pour y servir le Roy comme forçaire à perpetuité, & sera pris & recepu du Commissaire de ladite Galere de la reception dudit prisonnier, à la charge que si ledit Harel est trouvé hors lesdits Galeres, la sentence de mort sera contre luy executée, & de fait, suivant les Arrests de ladite Cour ; & renvoyé & renvoye ladite Jacqueline audit Baillif d'Evreux ou son Lieutenant pour faire mettre ladite sentence à execution pour le fait de ladite fustigation, battillement & confiscation seulement.

Un homme condamné à la mort, & eschappe à l'executeur, & gaigne une Eglise, est debouté de son immunité.

Extrait du Registre rouge du Parlement de Roüen.

Du quatrième jour d'Aoust 1555. en la Cour de Parlement de Roüen.

XXXVI. **V**EU par la Cour le procès criminel extraordinairement fait par le Baillif du Duché de Longueville ou son Lieutenant en la Chastellaine d'Estrepagny, à l'encon-

tre de Jacques Auger prisonnier audit lieu d'Estrepagny, pour l'homicide par luy commis de guet à pent, à la personne de Pierre Boudin serviteur de Pierre Brocard marchand de Paris :

la sentence donnée par ledit Baillif ou son Lieutenant, à l'encontre dudit Auger datée du 7. jour d'Aoult an présent 1555 par laquelle il avoit esté condamné à estre traîné sur une chaise depuis la prison jusques devant le portail de l'Eglise dudit lieu d'Estrepagny, & illec crier mercy à Dieu, & à la tres sacrée Vierge Marie, au Roy & à Justice, la main dextre coupée, de là mené sur un échaffaut & avoir la teste tranchée, son corps mis en quatre quartiers, la teste & main portées au lieu de Tiffieres, & affichées sur une colonne de bois devant la maison où a esté commis le meurtre, ses biens & heritages confisqués à qui il appartient; de laquelle sentence avoit esté appelé.

Le procès verbal de Maître Philippe Durand, senesch dudit Baillif audit lieu d'Estrepagny, contenant que après la reparation honorable faite & la main coupée audit Auger, & un coup d'épée à luy baillé par l'exécuteur près le col, iceluy Auger avoit par la communion du peuple esté porté en l'Eglise du lieu, de laquelle il avoit esté extrait: & depuis par autre sentence dudit Juge avoit esté renvoyé en ladite Eglise pour en estre fuit jouissance du privilege d'immunité par luy requis: de laquelle sentence le Procureur dudit Duché se seroit porté ap-

pellant à ladite Cour: L'Arrest de la Cour du 12. de ce présent mois d'Aoult, par lequel avoit esté ordonné avant que droit sur ladite appellation & jouissance du privilege d'immunité, que ledit Auger prisonnier seroit amené en la Conciergerie de ladite Cour: Ouy ledit prisonnier, qui a déclaré n'estre Clerc tonsuré & n'avoir de couronne, & requis estre renvoyé en ladite franchise. Tout considéré:

Il sera dit que par le Procureur dudit Duché a esté bien appelé, mal jugé par ledit Baillif ou son Lieutenant, & en amendant ladite sentence, ladite Cour a évincé & debouté ledit Auger prisonnier dudit privilege d'immunité, & pour certaines causes & ce movans ladite Cour, a ordonné que la sentence de mort contre luy donnée sera exécutée en cette ville de Roën, en ce qui reste à exécuter au lieu & en tout & faire telles exécutions, & seront sa teste & main portées audit lieu de Tiffieres, & affichées sur un pau de bois, près du lieu où ledit homicide a esté commis: Et ordonne ladite Cour que le présent Arrest sera lu & publié audit lieu d'Estrepagny, la Jurisdiction tenue; & est enjoint à l'exécuteur des sentences criminelles, rapporter devers ladite Cour attestation d'avoir ficht lesdites teste & main.

Un larron qui a commis un larcin dans l'Eglise, debouté de l'immunité qu'il prétendoit à cause du lieu.

Extrait du Registre rouge du Parlement de Roën,

Du onzième jour d'Octobre 1555.

XXXVII. **V** Eſt par la Chambre ordonnée par le Roy au temps des vacations, le procès criminel extraordinairement fait par le Baillif de Roën ou son Lieutenant, à l'encontre d'Elisbonne Gouffart natif du pays de Picardie, prisonnier en la Conciergerie, pour avoir robé un mouchoir en la pochette de Jean Feron en l'Eglise de nostre Dame de cette ville de Roën, durant le divin service, appellant dudit Baillif de Roën ou son Lieutenant, pour condamnation d'estre covoyé aux Galeres comme forçain pour le temps de cinq ans: Ouy le-

dit Gouffart prisonnier appellant en ces causes d'appel, lequel a déclaré qu'il n'estoit Clerc, mais avoit esté prins en lieu d'immunité, auquel il requeroit estre renvoyé. Tout considéré:

Il sera dit, sans avoir égard audit privilege d'immunité, que par ledit Baillif ou son Lieutenant il a esté bien jugé, & mal appelé par ledit Gouffart appellant, & l'amendera de cent sols; sortira ladite sentence son plein & entier effet, suivant laquelle sera délivré au Commissaire desdictes Galeres ledit prisonnier, & pris recepsif de la reception d'iceluy suivant l'Arrest de la Cour.

Advis donné par Messieurs les gens du Roy, sur un projet de Lettres dressé par le Nonce du Pape, touchant la collation & provision des benefices & dignitez des Eglises de Bretagne & Provence, & jurisdiction Ecclesiastique. 1561.

XXXVIII. **L** Es sous-signés ayans eu communication du projet des Lettres dressées par le Nonce du Pape, concernant la collation & provision des benefices & dignitez des Eglises de Provence & Bretagne, & jurisdiction Ecclesiastique, contenant entre autre choses que les reservations des monastères Apollotiques, & provisions des benefices vacquans en iceux aient lieu de concurrence avec les Ordinaires: que les degres, coadjutoreries, mandats de reserve, & expectative, & autres graces preventives

soient receuz assignation de pensions: que les censures expedies à cause desdites pensions, sentences, & jugemens fulminés pour l'exécution desdites assignations aient lieu: semblablement les interdicts Apollotiques: que la connaissance des causes beneficiales, principalement en petitoire, soit déclarée appartenir à la Cour de Rome, sans que les Cours de Parlement de Bretagne & Provence puissent prendre aucune connaissance desdites causes:

Sont d'aduis, sous la benigne supportation du

du Roy, & de Messieurs de son Conseil Privé, que telles Lettres ne le peuvent & ne doivent par raison accorder, pour les raisons & considérations qui ensuivent.

Parce que en premier lieu il est certain par les saints Conciles, & par les Constitutions & Ordonnances émanées des Roys de France, approuvées & émoluées es Parlemens & Cours souveraines de ce Royaume, par les privilèges, franchises, & libertés de l'Eglise Gallicane, qui sont nées & racinées avec la Couronne de France, mesme par une Constitution de saint Louis de l'an mil deux cens soixante-sept: que à toutes prelatres, benefices, & dignitez Ecclesiastiques de ce Royaume, qui sont ecclésiastiques, doit estre pourue par election, & aux benefices non electifs par collation, & presentation des Collateurs & Patrons ordinaires. Cette Constitution observée & confirmée par ses successeurs Roys, & jusques au temps du Roy Charles VI. qu'elle fut acuellement contredite & débattue par ceux qui vouloient diminuer & supprimer lesdites libertés de l'Eglise Gallicane, & entre autres choses prenant & fondant leurs arguments pour le regard du Dauphiné, lequel ils pretendoient en tout evenement ne devoir estre compris sous les privilèges de l'Eglise Gallicane, comme estant pays dislinct & separé. De sorte que après avoir par ledit Roy Charles VI. assemblée grand nombre des Seigneurs de son Conseil, avec ceux des Etats de France & Dauphiné, fut ladite Constitution remise en sa premiere splendeur, & de rechef enregistrée en Parlement mil quatre cens sept: & depuis en l'an mil quatre cens dix-huit, par mesme advis des graces expectatives, les reserves concernans les provisions desdits benefices, tant dudit Dauphiné, que de ce Royaume, furent desdénies comme chose contraire aux saints Conciles, & importans grandement à l'indite liberté, estat poplie, repos & tranquillité des sujets de ce Royaume. Furent toutes telles provisions dudit temps du Roy Charles VI. repouvées & infirmées, conformément à ce qui avoit esté arresté par les predecesseurs Roys.

Et n'est à obmettre que afin de remettre & reduire l'Eglise Chrestienne à union & concorde, & pour extirper la division, & composer le schisme qui estoit entre trois contendans, & pour parvenir au Pontificat & S. Siege Apostolique, qui estoient Jean à Baulogue, Gregoire à Romy, & Benoist en Espagne, fut le Concile assemblée à Constance, à la promotion de l'Empereur Sigismund, qui y assista avec Jean, l'un des pretendus, & fut donné ordre audit Concile, tant à l'election d'un Pape, qui fut Martin V. que à toutes telles ouvertures de provisions, graces expectatives, & reservations, qui furent entièrement rejeues. Et depuis du temps du Roy Charles VII. fut le Concile de Baile assemblée, & là differement & expressement discuté & mis en dispute tout ce que à present l'on veut abteir & glisser par lesdites lettres, soit pour la provision des benefices, soit pour la jurisdiction, annates, provisions, excommunications, & interdicts; furent les anciennes ordonnances concernant les provisions des benefices confirmées, & certaine forme prescrite pour la jurisdiction & decison des causes, & comme elles se doivent traiter & decider en ce Royaume, sans distraire les sujets hors d'iceluy. Aussi certains Decrets & Reglemens faits appartenans

aux excommunications & interdicts, & finalement le tout émolué en la Cour de Parlement mil quatre cens trente huit, après longue & meure deliberation. Tellement que si l'on vouloit rompre & abroger les choses ainsi saintement accordées & establies, s'ensuivroit grands inconveniens, comme la confusion de l'Ordre Ecclesiastique, ruine & subversion des Eglises, incommodité de travail pour tous les sujets du Roy, mesmes pour la jurisdiction qui est celle qui contient les sujets principalement, d'autant que nécessairement advient confusion, comme il est porté par les saints Conciles, si à chacun n'est conservée sa jurisdiction: & pour cette cause a esté advisé que les Ordinaires comme les vrais Pasteurs aient la connoissance & jurisdiction de leurs ouailles, excepté les causes grandes reserves par ledit Concile. Et pour le regard du possesseur des benefices, & autres choses spirituelles du temps du Roy Charles V. la connoissance nommément en a esté attribuée aux Juges Royaux, privativement à tous autres.

Tout ce que dessus a esté remontré aux Etats dernièrement tenus à Orleans, mesmes que du temps de l'Empereur Leon, ainsi que témoigne Julianus, du temps du Roy Clovis toutes formes de provisions de benefices estoient gardées & observées. Pareillement du temps de Charles le Grand, comme il est porté par les saints Decrets & par un Concile de Constantinople, qui fut célébré en l'an huit cens soixante & sept. Pareillement du temps de Philippe Auguste, & par le Concile de Latran qui fut célébré l'an deux cens quinze, du temps de Innocent tiers, par le Roy saint Louis, Philippe le Bel, & Louis Hutin. Davantage tout ce qui a esté délibéré par lesdits Roys tenus à Orleans, mesmes pour le fait des provisions des benefices, de la jurisdiction & excommunications, sous le bon plaisir du Roy, a esté verifié & émolué en la Cour: tellement que de vouloir enlever ce qui a esté corroboré & confirmé par si grand nombre de bonnes & saintes Constitutions, Conciles, Arrests, & par l'autorité du Roy, seroit engendrer une confusion & perturbation ennemie de repos & tranquillité publique.

Et au regard des Coadjutoreries, qui ne se doivent bailler linon es cas de droict, à sçavoir quand l'Evesque ou Pasteur pour debilité de vieillesse, ou autre inconvenient ne peut accomplir sa charge, comme il est esleu en l'Histoire Ecclesiastique d'Alexandre, qui fut baillé Coadjuteur à Narcissus Evesque de Jerusalem. Sous ce pretexte seroit chose de perilleuse consequence de oster le benefice à un homme vivant.

De vouloir dire que les Lettres ne parlent seulement que des Duchés de Bretagne & Comté de Provence, & non du reste du Royaume de France: y a réponse, d'autant que c'est chose noire que lesdits Duché & Comté sont unis à la Couronne de France, & les repute le Roy, comme principaux membres de son Royaume, de maniere qu'ils sont faits un mesme & inseparable corps avec le Royaume de France, & partant par cette convenance individue sont faits participants de sujets à mesmes ordonnances que le reste du Royaume, par une union, confusion, & communion telle que les loix l'ont estimée inadmissible, & ne devoir estre de pire condition que les autres: & est une maxime de

Deux Arrêts du Parlement de Dijon sur des appellations comme d'abus, interjetées par des Ecclesiastiques, des jugemens des Juges laïcs.

1587. 1596.

Extraict des Registres de Parlement.

XXXIX. **V**Eu la requête de Maître Guy de la Tournelle, Doyen en l'Eglise saint Ladre d'Ollun, grand Vicair de l'Archevesque de Lyon : & Maître Jean Bourgeois, Syndic du Clergé dudit Ollun, appellans comme d'abus de la Sentence donnée le 3. jour du present mois, sur l'incompétence proposée contre M. Jean Grey, Prevost des Mareschaux au Bailliage d'Ollun, au procès criminel par luy commencé à M. Jean Lavisey, Photus Arnas Prestres, & Claude Clerc accusés de l'homicide & assassin commis es personnes de Jean Ogier, & Claude Maistro; à ce qu'en tenant leurs appellations deuement relevées & executées, en payant le droit du Roy, il soit ordonné que les parties viendront plaider sur icelles; à cet effect que les procédures seront apportées, & les prisonniers amenez en la Conciergerie du Palais; & cependant defendu audit Prevost de passer outre à l'instruction & jugement dudit procès: ladite Sentence, par laquelle ledits de la Tournelle, Bourgeois, Lavisey, & Artus auroient esté déboutez du ren-

vuy par eux requis, iceux Lavisey & Artus declares Prevostables, & ordonné que leur procès seroit fait & parfait par ledit Prevost: appel interjeté comme d'abus de ladite Sentence par ledits de la Tournelle, Bourgeois & Lavisey: Arrest du 7. jour dudit present mois, par lequel auroit esté enjoint audit Prevost, d'envoyer devers le Greffe Criminel dans trois jours après signification, les procédures & charges qu'il avoit contre ledits Lavisey & Artus, pour iceles veuës estre pouruev sur ladite requête comme il appartiendroit: lesdites procédures: auec requête dedans de la Tournelle & Bourgeois, à ce qu'en faisant droit sur lesdites appellations, les procédures faites par ledit Prevost au prejudice d'icelles, soient cassées & revoquées, ou que la Cour retint la cognoissance du principal.

La Cour, sans avoir égard ausdites appellations & requêtes, a renvoyé & renvoyé ledit procès audit Prevost, pour y proceder comme il appartiendra. Fait à Dijon en la Tournelle le 13. Janvier 1587. *Signé, J. O. L. V.*

Extraict des Registres de Parlement.

XL. **V**Eu le procès criminel fait par le Prevost des Mareschaux en ce pays, à la requête du Substitut du Procureur general au Bailliage de Dijon, à Jacques de Senailly Prestre, Religieux profès de l'Abbaye de saint Seigne, prisonnier, accusé d'apostasie, volerie, & rançonnemens, & de s'estre marié à Guillemette de Vaudevelles: Sentence donnée par ledit Prevost des Mareschaux le vinge-quatrième Février dernier, par laquelle ledit de Senailly auroit esté condamné pour les charges resultans dudit procès, à estre confiné perpetuellement entre quatre murailles en ladite Abbaye, pour y faire penitence & finir ses jours, ses biens confisquez envers qui il appartiendroit, sur lesquels serunt presablement pris les frais de Justice, & une amende de cinquante escus envers le Roy: Signification de ladite sentence à Meffire Gilbert de Beaufort, Abbé dudit saint Seigne, contenant l'appellacion par luy interjetée comme d'abus d'icelle sentence: requête dudit Prevost, à ce qu'il plaist à la Cour pourvoir à l'exécution d'icelle sentence, ou autrement ainsi qu'elle trouvera estre à faire: Arrest du 11. du present mois, contenant ordonnance audit Prevost de mettre devers le Greffe Criminel ledit procès, pour iceley communiqué au Procureur general du Roy, & veu, estre ordonné ce qu'il

appartiendroit: Conclusions dudit Procureur general, ledit de Senailly ouy au Conseil:

La Cour dit, qu'il a esté mal & abusivement jugé par ledit Prevost, bien appelé par ledit Beaufort: & corrigeant ladite sentence, a condamné & condamnè ledit de Senailly à faire amende honorable devant la Croix en la place de la sainte Chapelle, en chemise, & à genoux, tenant une torche ardente du poids de deux livres, crier mercy à Dieu, au Roy, & à Justice, des apostasies, profanations de Sacrements, & autres crimes par luy commis; & ce fait estre conduit au Champ du Morimond, & y avoir la teste tranchée par l'executeur de la haute Justice, en cinquante escus d'amende envers le Roy, le surplus de ses biens confisquez envers qui il appartiendroit: & seront assignez à comparoir en personne à l'Audience criminelle au vingt-troisième du present mois Maître Denys Amyot, Vicair à Gevrey, ayant épousé ledit de Senailly, & la mere de ladite Vaudevelles pour répondre aux conclusions que ledit Procureur general vaudra prendre contre eux. Fait en la Tournelle à Dijon le quinziesme jour du mois de Mars mil cinq cens quatre-vingt seize, & prononcé audit Senailly prisonnier es prisons de la ville de Dijon, lequel a esté executé ledit jour suivant sa forme & teneur. *Signé, JOLY.*

monasterium non habet al. vestitus, & per ingressum monasterii non fit tanta debetio honorum, sed etiam non habet ingressum, saltem ea que et abominantur sunt facillime alibi habebant, & superius augustinus habet. Nec supra possit deservire, et Monachus facillime, & maxime in his, in quibus non habet jurisdictionem temporalem, in eo, et per venerabilium, qui fit non legimus. et consens, que et legem, & etiam data, quid

falsus fit Episcopus, et in jussu allegati, & alia sententia per consensum dicitur. Certe quoniam est impetum trahit per Monachum Louis Contreleur en la Cour en ses Arrets, au titre de la Jurisdiction d'un Evêque Religieux, & par son Commissaire, ou tout ailleur plusieurs Arrets. V. M. P. Pélissier sur la Cassation de 1705 art. 106.

Extraît des Registres de Parlement 1619.

XLIII. **E**NTRE Maître Louis Dreux Chanoine, & grand Archidiacre de l'Eglise de Paris, demandeur selon le contenu en la commission du vingt-neufième Novembre, mil six cents onze, & incidemment défendeur, d'une part : Et Maître Antoine Fournier aussi Chanoine, & Official en l'Eglise de Paris, défendeur en ladite commission, & incidemment demandeur, par le moyen de ses défenses, du vingt-deuxième Février mil six cents douze, d'autre. Et entre ledit Dreux, demandeur à l'enterinement d'une requête par lui présentée à la Cour le dix-septième Aoust mil six cents douze, d'une part : Et Messire Henry de Gondy Cardinal de Reus, Evêque de Paris, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat & privé, Maître de l'Oratoire dudit Seigneur, défendeur d'autre. Et entre Maître Jacques Garnier Chanoine en ladite Eglise de Paris, Archidiacre de Jofas, au lieu de Maître Claude le Roy, demandeur en requêtes des quatre Septembre mil six cents douze, & dix-huitième May mil six cents treize. Et Maître Claude Coqueluy aussi Chanoine en ladite Eglise, & Archidiacre de Brie, demandeur en autre requête du troisième Février audit an mil six cents treize, d'une part : Et ledit sieur Cardinal de Reus Evêque de Paris ayant pris le fait & cause pour ledit Fournier son Official, défendeur en ladite requête, & demandeur par le moyen de ses défenses des treizième Juillet, & troisième Aoust audit an mil six cents treize, & ledit Fournier défendeur, d'autre.

Veu par la Cour ladite Commission du vingt-neufième Novembre 1611, contenant la demande faite par ledit Maître Louis Dreux, à ce qu'attendu que luy, & ses prédécesseurs Archidiacres estoient en possession d'avoir non seulement les droits de visitation, & correction es Eglises de l'estendue de son Archidiaconé; mais aussi toute juridiction contentieuse, tant civile que criminelle, sur les personnes es cas & cause, dont la cognoissance appartenoit aux Juges Ecclesiastiques, tant de droit qu'usage de plus de trois cents ans, assisté de bulles des S. S. Peres les Papes, par consentement & approbation des Evêques de Paris, confirmée par plusieurs Arrets tousseils & quantes que ledit droit de possession leur auroit esté controversé, & à ses prédécesseurs : Ce qui estoit notoire, principalement audit Maître Antoine Fournier, à présent Official dudit sieur Evêque de Paris : Lequel Fournier a esté depuis trente cinq ans ordinairement appelé pour conseil au jugement de plusieurs procès pendans en ladite Jurisdiction, & depuis esté Official, tant dudit Dreux, que des autres Archidiacres dudit Diocèse, lesquelles il a exercées jusques à ce qu'il ait esté fait Official de la Jurisdiction dudit sieur Evêque de Paris, reconnu les Juridictions Archidiaconales, recevant les appellations interjénées de leurs juge-

ments, se disant leur juge supérieur, & neantmoins depuis pea contre toutes formes convenant auldicts Arrets, avoit de son seul mouvement trouble & empêché ledit Dreux, & son Official en la fonction & exercice de leurdite Jurisdiction, ayant par plusieurs de ses sentences prononcé sur l'appel, fait mettre clause, qu'il prononçoit sans approbation de la pretendue Jurisdiction dudit Archidiacre, & fait diverses entreprises sur ladite Jurisdiction, tant par evocation, que autrement. A ces causes requeroit ledit Fournier estre appelé en ladite Cour, pour le voir faire défenses troubler, & inquiéter à l'advenir ledit Dreux ou son Official en leur Jurisdiction, les laisser jouir pleinement & paisiblement d'icelle Jurisdiction Archidiaconale, défenses d'evoker les causes pendantes pardevant ledit Dreux ou son Official, sinon au cas permis par les Ordonnances & Constitutions canoniques; que pour l'avoir par ledit Fournier fait de son propre mouvement contre la volonté d'icelle dudit sieur Cardinal Evêque, pareillement fust condamné en ses dommages & intérêts, & dépens.

Les défenses dudit Fournier du 22. Février 1612. par le moyen desquelles il se seroit constitué incidemment demandeur & complainant pour le trouble qui luy estoit fait par ledit Dreux, demandant ledit Fournier au contraire, & estre maintenu & gardé en toute la Jurisdiction ordinaire, generale & universelle dudit sieur Evêque de Paris, avec défenses audit Dreux de le troubler à l'advenir, avec condamnation de dépens, dommages & intérêts : Repliques dudit Dreux, appointement en droit, adversairement & productions desdites parties, conclusions de remplir par ledit Dreux l'inventaire de la production, contredits desdites parties esdites instances, salvations dudit Dreux, requête d'icelluy Dreux du dix-septième Aoust mil six cents douze, à ce qu'attendu que ledit Fournier faisoit ladite poursuite, & avoit formé complainte contre les défenses verbalement à luy faites par ledit sieur Cardinal Evêque, & estoit nécessaire audit Dreux d'avoir partie capable, n'estant iceiluy Fournier que commissaire, requeroit ledit sieur Evêque estre appelé en ladite Cour pour avoier, ou desavouer, tant ledit trouble fait audit Dreux par ledit Fournier en l'exercice de sa Jurisdiction, que complainte formée par ledit Fournier. Défense dudit sieur Evêque de Paris : Appointement en droit, adversairement, productions, & contredits desdites parties en ladite instance joint à l'instance principale, salvations dudit sieur de Gondy.

La requête du quatrième Septembre mil six cents douze présentée par ledit Maître Jean le Roy, Conseiller en ladite Cour, Chanoine & Archidiacre de Jofas en l'Eglise de Paris; à ce qu'attendu qu'il avoit eu avis qu'il y avoit procès possesseurment intenté en ladite Cour, entre

ledit Fournier Official dudit sieur Evêque de Paris d'une part , & ledit Dreux Archidiacre & Chanoine en ladite Eglise, d'autre : qu'audit procès ledites parties avoient articulé possessions contraires, ledit Dreux soutenant estre en possession & jouissance paisible d'avoir non seulement droits de visitation, & correction es Eglises, & sur les personnes Ecclesiastiques, classés au dedans de l'extenduë de sondit Archidiaconé, & toute Jurisdiction ordinaire Ecclesiastique, generale & universelle contentieuse, tant en civil que criminel, pour ce qui en appartenoit aux Juges Ecclesiastiques, pour l'avoir exercée en cette ville de Paris : que ledit Official de Paris soutenoit que ledit Archidiacre ny autre ne pourvoient s'attribuer ladite Jurisdiction ; qui estoit en effet revoker en doute la mesme Jurisdiction, pouvoir & autorité appartenant audit le Roy Archidiacre de Jolas, requerant estre receu partie à intervenir audit procès.

Autre requête dudit Maître Claude Cocquelay du seizième Février mil six cens treize, aussi à ce que comme Archidiacre de Brie il fust aussi receu partie à intervenir en ladite instance, alléguant mesmes raisons que ledit le Roy, moyens d'intervention d'iceluy Cocquelay ; Autre requête du dix-huictième May mil six cens treize, présentée par Maître Claude le Roy, Abbé de l'Abbaye de Chaumont en Pontois, Chanoine & Archidiacre de Jolas, en ladite Eglise de Paris, au lieu dudit défunt Maître Jean le Roy, afin d'estre receu partie audit procès au lieu & droit d'iceluy défunt :

Défenses fournies par ledit sieur Cardinal de Retz, tant en son nom, que comme prenant le fait & cause pour ledit Fournier son Official en sondit Evêché de Paris, les treize Juillet & troisieme Aoust audit an, par lesquelles il auroit pris pour trouble le contenu esdites requêtes, se constituant demandeur, ainsi qu'il avoit eü devant fait pour mesme raison, contre ledit Dreux ; & conclud à ce qu'il fust maintenu & gardé ; Défenses ausdits Dreux, le Roy & Cocquelay Archidiacres, le troubler, & pour l'avoir fait fussent condamnés en tous dépens, dommages & interestz ; répliques dudit le Roy, appointement en droit, acte de reprise dudit procès du vingt-quatrième Mars mil six cens quatorze, par Maître Jacques Garnier, Chanoine en ladite Eglise de Paris, & Archidiacre de Jolas, au lieu desdits défunt Maître Jean le Roy, & Maître Claude le Roy : productions respectivement faites par ledits Garnier, Cocquelay & ledit Mes-

sire Henry de Gondy en ladite instance d'intervention, de complainte jointe à ladite instance principale : requête dudit Maître Henry de Gondy du vingtième Novembre mil six cens quatorze employée pour contredire contre la production dudit Garnier, & conclusions d'en fournir par iceluy Garnier, autre acte de reprise dudit procès du dixième Juillet mil six cens quinze, par Maître François Charon, Chanoine & Archidiacre dudit Jolas en ladite Eglise de Paris, au lieu dudit Garnier, conclusions de prendre par ledit Charon communication de ladite instance, en ce faisant icelle instance estre jugée en l'estat qu'elle estoit ; Autre requête dudit Gondy du 2. Décembre mil six cens quinze, aussi employée pour contredire, contre la production dudit Cocquelay, conclusions d'en fournir par ledit Cocquelay, production depuis faite par ledit Charon, requête dudit Maître Henry de Gondy du 6. May mil six cens seize, employée pour contredire, contre ladite production communiquée à partie, & mise au sac de l'ordonnance de ladicte Cour : Conclusions du Procureur general du Roy, Tout considéré :

De là esté, que ladite Cour faisant droit sur les demandes respectivement faites par les parties, a fait & fait inhibitions, & défenses ausdits Archidiacres de Paris, de Jolas, & de Brie, & leurs Officiaux de prendre aucune connoissance des causes matrimoniales, circonstances & dépendances, decerner monitions ou absolutions, sans permission expresse dudit Evêque de Paris, ne mesme connoître des causes civiles qui seront de consequence : ainsi leur a permis connoître seulement des causes civiles qui seront pour choses legeres, & dont la connoissance peut appartenir aux Juges Ecclesiastiques ; Et pour le regard des causes criminelles, ladite Cour pareillement fait défenses ausdits Archidiacres & leurs Officiaux d'en prendre aucune cour ne jurisdiction, si ce n'est qu'en faisant leurs visitations, & au cours d'icelles, se presentent quelques causes de riottes, & chaleur pour injures ou excès, qui se puissent juger promptement par quelque amende ou peine pecuniere, repetition ou legere correction ; & enjoint ausdits Archidiacres, à l'assuë desdites visitations, rapporter leurs procès verbaux au Greffe de l'Officialité de Paris, charges & informations si aucunes ont faites audit cours de visitation, sans dépens. Prononcé le dix-neufième Janvier 1619. Signé ; VOYRIN.

Arrest donné au Grand Conseil, par lequel est jugé que les Chanoines des Eglises Cathedrales ne peuvent tenir des Cures, nonobstant une ancienne Bulle du Pape, & la dispense de l'Evêque. 1620.

Extrait des Registres de Parlement.

XLIV. **E**NTRE Maître Pierre de Moret, Conseiller Clerc au siege Presidial de Carcassonne, demandeur & complainant, pour raison du possesseur d'une Chanoinie & Prebende de l'Eglise Cathedrale dudit Carcassonne, comme vacante par l'incompatibilité de ladite Chanoinie avec la Cure de saint Pierre de Carlipac, de laquelle Maître Bernard Est-

lats est pourveu long-temps auparavant qu'estre pourveu de ladite Chanoinie, & imprints Lettres Royaux en la Chancellerie de Thoulonise en complainte, pour raison du possesseur de ladite Chanoinie & Prebende le seizième jour de Février mil six cens dix-neuf, d'une part : Et ledit Estelat Prestre Chanoinie en ladite Eglise, d'autre. Et entre ledit de Moret appellant d'une

sentence donnée par le Sénéchal & gens tenant le Siege Presidial de Carcassonne, le seizième Mars six cens dix-neuf, par laquelle ledit de Moret est débouté de l'effet & enterinement desdites Lettres de complainte, d'une part; Et ledit Estelat intimé audit appel, d'autre. Et entre le Syndic du Chapitre dudit Carcassonne, prenant le fait & cause pour ledit Estelat demandeur, à ce que sans avoir égard à la complainte formée par ledit de Moret pour raison du possesseur de ladite Chanoinie, ledit Estelat soit maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite Chanoinie, & ledit de Moret condamné à tous dépens, dommages & intérêts, d'une part; Et ledit de Moret défendeur, d'autre. Et entre ledit Syndic du Chapitre dudit Carcassonne demandeur, & requérant l'enterinement des Lettres patentes du Roy par luy obtenues au mois de Mars mil six cens vingt, aux fins pour les causes & contenues, que suivant & conformément à la bulle du Pape Paul second de l'an mil quatre cens soixante & sept, & encores aux dispenses octroyées aux Chanoines de ladite Eglise, tant par Messire Christofle de l'Estang Evêque dudit Carcassonne, que ses predecesseurs Evêques d'icelle Eglise, de tenir & posséder une Cure avec leursdites Chanoines & Prebendes, qu'ils soient maintenus & gardés en ladite possession, avec défenses à toutes personnes de les troubler & inquiéter en la jouissance d'icelles benefices, d'une part; Et ledit de Moret défendeur, d'autre. Et entre ledit de l'Estang Evêque dudit Carcassonne receu partie audit procès demandeur, à ce qu'attendu que de touttemps & ancienneté, ses predecesseurs Evêques ont été en possession de donner dispense aux Chanoines de ladite Eglise de ne résider aux Cures desquelles ils sont pourvus & titulaires, qu'il soit maintenu au même pouvoir & privilège que sesdits predecesseurs, d'une part; & ledit de Moret défendeur, d'autre. Et entre les Syndics généraux du Clergé de la Province de Narbonne, & du Clergé de Thoulouse, & des Eglises Métropolitaines dudit Thoulouse & Narbonne receus parties audit procès, demandeurs à ce que sans avoir égard au devoir obtenu par ledit de Moret sur ledit Estelat

pour raison de ladite Chanoinie & Prebende, sous pretexte d'incompatibilité de tenir & posséder icelle avec ladite Cure de Carlique, que ledit Estelat soit maintenu en la possession & jouissance de ladite Chanoinie & Prebende, d'une part; & ledit de Moret défendeur, d'autre. Et entre les Agens généraux du Clergé de France demandeurs, & requérans l'enterinement de certaines Lettres Patentes du Roy par eux obtenues le dix-septième du mois de Mars mil six cens vingt, aux fins que certaines autres Lettres patentes de declaration du feu Roy Henry le Grand du vingtième Janvier mil six cens dix, par lesquelles Sa Majesté veut & entend que les Chanoines des Eglises de son Royaume, qui sont à présent pourvus de Chanoines & Cures, puissent icelles tenir & posséder, sans toutefois qu'il soit tiré à conséquence pour l'avenir, leur soient purement & simplement intestées, & ordonne qu'ils jouyront de l'effet & contenu en icelles, d'une part; & ledit de Moret, défendeur, d'autre. Après que de Saincte-Marthe pour ledit de Moret, de la Fon pour ledit Estelat & pour le Syndic du Chapitre dudit Carcassonne, Joly pour ledit sieur de l'Estang Evêque de Carcassonne, & pour les Syndics généraux des Clerges des Provinces de Narbonne, & Thoulouse, & des Eglises Métropolitaines desdits Thoulouse & Narbonne, & encores pour les Agens généraux du Clergé de France; & Bigon pour le Procureur general du Roy ont été ouys:

Le Conseil sur ledit appel a mis & met les parties hors de Cours & de procès, & sans avoir égard aux Lettres obtenues par ledit Agens généraux du Clergé; & Syndic du Chapitre de Carcassonne, & intervention des Syndics du Clergé des Provinces de Narbonne & de Thoulouse, a ordonné & ordonne que ledit Estelat optera dans six mois, lequel d'icelles deux benefices il veut tenir, autrement à faute de ce faire dans ledit temps & icelui passé ledit Conseil a déclaré & déclare lesdits benefices vacans & impetrables, sans dépens. Fait audit Conseil à Paris le septième jour de Juillet mil six cens vingt.

Le Roy confirme & approuve l'union d'une Prebende à la Prevosté d'une Eglise Cathedrale.

Du sixième May 1643.

XLV. **V**EU par la Cour les Lettres patentes du Roy données à saint Germain en Laye, au mois de Janvier dernier mil six cens quarante-trois, signées, LOUIS, & sur le reply, par le Roy, DE LOHANS, & scellées du grand sceau de cire verte, sur laci de soye rouge & verte; par lesquelles & pour les causes & contenues, ledit Seigneur confirme & approuve l'union faite du contentement de l'Evêque de Poitiers d'une Prebende en l'Eglise Cathedrale dudit Poitiers, à la Prevosté de ladite Eglise, en vertu d'autres Lettres patentes du mois de Fevrier mil six cens trente-

quatre, registrées au Greffe de la Cour le quinzième May audit an, & autres pieces attachées sous le contre-scel: laquelle presentée à la Cour par Maître Joachim Chappeau, Prevost & Chanoine en ladite Eglise de Poitiers, le dix-huitième jour de Mars dernier, afin d'enregistrer desdites Lettres; Conclusions du Procureur general du Roy. Tout considéré, ladite Cour a ordonné & ordonne que lesdites Lettres seront registrées au Greffe d'icelle, pour jouir par l'impetrant de l'effet y contenu. Signé, MOLF, COQUELEY.



CHAPITRE XXXVII.

UNIVERSITEZ ET ESCHOLES PUBLIQUES
ne peuvent estre establies en France, ny reformées, sans l'autorité
& consentement du Roy.

Ex Concilio Parisiensi V. l. c. 12. lib. 3. anno Christi 829.

OBNEXX ac suppliciter vestrae celsitudinis suggerimus, ut morem paternum sequentes, saltem in tribus congruentissimis Imperii vestri locis scholae publicae ex vestra auctoritate fiant: ut labor parvi vestri,

& vester per in coriam, quod abist, habescendo non depercat. Quoniam ex hoc scito, & magna utilitas, & honor sanctae Dei Ecclesiae, & vobis magnum mercedis emolumentum, & memoria sempiterna accrescet.

Ex Concilio apud Saponarias, anno 859.

II. PART. VI. UT scholae sanctarum scripturarum Dei ad perpetuam rei memoriam, unde annis praecedentibus per religiosorum Imperatorum studium magna illuminatio Ecclesiae & eruditionis utilitas processit, deprecandi sunt pi Principes nostri, & omnes fratres & Coepiscopi nostri instantissime commo-

nendi, ut ubicumque omnipotens Deus idoneos ad docendum, id est fideliter & veraciter intelligentes donare dignatur, constituatur undique scholae publicae, scilicet, ut utriusque eruditionis, & divinae scilicet & humanae, in Ecclesia Dei fructus valeat accrescere.

Bulla Clement. V. pro Studio Aurelianensi. 1305.

III. CLEMENS Episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Dum perspicaciter oculos in circuitu levamus, & gratiarum Dei circa humanae naturae compaginem distributiones inspicimus, diligenter scientiarum fontes, corpora & animas utiliorum refectionum poculo satiantes, ceteris vidimus doctis praeferebimus. Immensa enim benignitas conditoris omnium rudem hominem, quem post perceptionem mortiferi gustus ad perfectionem discretionis vi efferre naturalis ratio poterat, scientiarum amantque decrevit dogmatibus erudiri, per quas dono dato divinitus viri efficiuntur iulustres. literarum decori scientiis, & virtutibus praefigniti, quae singula sic ipsorum consilios providis & consulta providentia dirigunt, quod orthodoxorum terrenorum incolae sub rectitudinis observantia gloriosi vivant & regnant, & quietis beatitudine graulantur. Tales liquidem viros, insulae eius divinitus gratia, libere studium efficit, parvalos suavitatis lactans, doledine cibans, adultos uberibus, & proventus majoris uberatris delectatione secundans, dum circa ipsum studiosa sedulitate versantur.

Cum igitur in Aurelianensi civitate literarum studium in utroque Jure, & praesertim in Jure Civili laudabiliter viguerit ab antiquo, & ad praesens Domino favente reserret, nos ipsum Aurelianense Studium, quod nos olim essentiam minoris status habentes legendi & docendi in legibus scientia decoravimus, & ad quod ex his &

aliis condignis considerationibus praerogativa quadam incensus nostrae affectionis adduntur, volentes opportunis consolvere favoribus & praesidiis communitate, ut quoad utilioribus fuerit directionibus stabilitum, tam laudabilis, commodius & uberius docentes & studentes ibidem edificare valeant ad profectum, auctoritate Apostolica statuimus, ut de bonis Doctorum & Scholarum praedictorum qui decesserint intestati, vel rerum suarum ordinationem aliis non commiserint, taliter disponatur, non obstante contraria consuetudine vel abusu videlicet quod Episcopus Aurelianensis, qui pro tempore fuerit, & unus de doctoribus quem ad hoc Universitas Doctorum & Scholarum ordinaverit, recipientes omnia bona defuncti, & ex in tuto loco & idoneo deponentes, statuunt certum diem quo illius obitus in patria sua valeat nunciari, & illi ad quos honorum suorum erit successio devoluta, possint ad civitatem accedere praesentibus, vel idoneum suorum destinare; & si venerint vel miserint, restituantur eis bona hujusmodi cum cautela quae fuerit adhibenda.

Si vero non comparuerint aliqui, extant Episcopus & Doctor bona ipsi pro defuncti aoma prout expedire viderint erogant, nisi forte ex aliqua iusta causa venire vel mittere nequeverint successores, & tunc in tempus congruum erogatio differatur.

Ceterum ut praefatum Studium in maiori quiete resurgat, cum ubi regnat quies, ibi salus existat

exilat, Aurelianensis Episcopus sic delinquentium castiget excessus, quod Scholiarum severetur honestas, & malicia non remaneant imposita; innocentes autem occasione delinquentium nullatenus capiantur, nec bona deinceps eorum, sed si contra quemquam suspicio fuerit exorta probabilis, is honeste detentus, præstita cautione idonea, cessantibus carcerariorum exactioibus dimittatur. Quod si forte tale crimen commisit, quod incarcerationis sit opus, Episcopus culpabilem tenet in carcere, Scholastico Aurelianensi propriam habere carcerem penitus interdicto. Nullas quoque Scholaris pro contractu vel debito capitur, cum hoc sit canonicis & legitimis functionibus interdictum. Sed

Du trefor des Chaires de Roy.

Pour l'Université d'Orléans.

IV. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, Quod cum in Aurelianensi civitate litterarum studium in utroque Jure æ præsertim in Jure Civili laudabiliter viguerit ab antiquo, & ad præsentem Domino favente refloret; non ipsum Aurelianense Studium ex hoc & aliis condignis considerationibus prærogativa gratiæ specialis volumus opportunis conservare favoribus & specialibus prædictis communire, ut quantum utilitibus fuerit directionibus libilibus, tanto commodius, laudabilibus & uberius docentes, regentes & studentes, ibidem edificare valeant ad profectum. Cum igitur sanctissimus Pater summus Pontifex inter cætera statuerit, ut de bonis Doctorum & Scholarum Aurelianensium, qui decesserint intestati, vel rerum suarum ordinationem alii non commiserint, taliter disponatur, nonobstante contraria consuetudine vel abusu; videlicet, quod Episcopus Aurelianensis qui pro tempore fuerit, & unus de Doctoribus, recipientes omnia bona defuncti, & ex in tuo loco & idoneo deponentes, statuant certum diem quo illis obitus in patria sua valet nunciari, & illud quos bonorum suorum successio erit devoluta, possint ad civitatem accedere prædictam, vel idoneam nuncium destinare; & si venerint vel miserint, restituantur eis bona hujusmodi cum cautela quæ fuerit adhibenda: si verò non comparuerint aliqui, extunc dicti Episcopus & doctor bona ipsa pro defuncti anima prout expedire viderint erogabunt, nisi forsitan ex aliqua iusta causa venire vel mittere nequivirint successores, & tunc in tempus congruum erogatio differatur.

Ceterum ut præsertim Studium in majori quiete refulgeat, cum ubi regnat quies, ibi salus exultat: Episcopus Aurelianensis sic delinquentium castiget excessus, quod Scholiarum severetur honestas, & malicia non remaneant imposita; innocentes autem occasione delinquentium nullatenus capiantur, nec bona deinceps eorum, sed si contra quemquam suspicio fuerit exorta probabilis, is honeste detentus, præstita idonea cautione, cessantibus carcerariorum exactioibus dimittatur. Quod si forte tale crimen commiserit, quod incarcerationis sit opus, Episcopus culpabilem tenet in carcere, Scholastico Aurelianensi propriam habere carcerem penitus

neque Episcopus aut Officialis ejus, sive Scholasticus à Doctore, vel Scholari penam pecuniariam pro excommunicationis emenda, vel alia qualibet censura requiratur. Per hæc autem jurisdictioni Regiæ non intendimus derogare, sed ea quantum dependent ab ipso sue approbationis & voluntatis arbitrio reservamus. Nulli igitur umino hominum licet hæc paginam nostri statuti & reservationis infringere, vel ei sibi temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datus Lugduni 6. Kalendi. Februarii. Pontificatus nostri anno primo.

interdicto. Nullas quoque Scholaris pro contractu vel debito capitur. Sed neque Episcopus aut Officialis ejus, sive Scholasticus à Doctore vel Scholari penam pecuniariam exigat pro excommunicationis emenda, vel alia qualibet censura. Per hæc autem quæ præmissa sunt, dictum summum Pontifex specialiter expressit se non intendere jurisdictioni nostræ in aliquo derogare, sed ea in quantum à nobis dependent nostræ approbationis & voluntatis arbitrio reservari.

Nos igitur præmissa omnia & singula quantum auctoritatem & jurisdictionem Ecclesiasticam pertinent, à quoquam Justiciariorum vel subditorum nostrorum impediti vel infringi quomodolibet inhibemus.

Quatenus verò jurisdictionem seu auctoritatem nostram Regiam tangunt, seu pertinet ad easdem, eadem quantum ad intellectum bona decedentem Scholiarum & Doctorum, gratiosis concedimus Doctoribus & Scholaribus, qui nunc sunt vel erunt pro tempore in Studio prædicto, per manum exercenda Præpositi nostri Aurelianensis modo & forma in Episcopo Aurelianensi superius expressis: Eidem Præposito adiungendo cum hujusmodi Doctore defuncti prædicti statuentes quantum ad nos pertinet, ac innocentes occasione culpabilium molestantur in personis vel bonis, nec quis Doctor vel Scholaris pro debito capitur, vel in carcere detinetur pro crimine, qui cautionem idoneam præstare paratus exilat, nec criminis gravitas id exposcit, ac tunc in carcere qui credit ad securam custodiam, non autem ad penam, visusque ministrum capto decet, secundum qualem criminis & personæ. Semper insuper ubi liquebit de crimine, minus agitur cum Doctore vel Scholari circa penam injungendam, vel emendam vel multam, quam cum alio ageretur, quando spes de emendatione seu correctione personæ rationabiliter possit haberi. Doctores insuper & Scholares pro talibus detenti favorabuntur, & honeste tractantur: sic quod quisque percipiat gratiam & honorem, quibus in quantum fieri potest sine offensione Justitiæ volumus affici Doctores & Scholares eosdem. Ut autem præmissis rata stabilitaque perseverent, nostram præsentibus psumus apponi sigillum. Actum in Regali Abbatia B. Marci prope Pontificatum anno Domini 1312. mensis Julii.

Pour l'Université d'Orléans, 1312.

V. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, noem facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos progenitorum nostrorum sequentes vestigia, fidem Catholicam, per quam in Domino Jesu Christo qui via, veritas est, & vita, vivimus ex toto corde faventes, justitiam per quam regnamus in Domino cui nos & Regnum nostrum igitur, viribus totis sectantes, pacem libenter amplectimur, quam nobis dedit Dominus & Redemptor, ac in suo novo testamento reliquit, quam mediate fides stabilis Catholicæ, servatur justitia, necnon instituitur disciplina, per quam scientia ad Dei fideique notitiam ut vivamus, ad secundum justitiam ut salvenur, ad bonos mores ut Domino placeamus, & gratiam ejus sine qua non possumus consequamur, instruat ab eis qui nos à tantis donis possent retrahere coercendo.

Et ergo necessariis disciplinæ doctrinæ, tam æquæ ratiis hominis scientia boni & mali per eam imprimatur, quæ docet prudentiam atque sapientiam per quam Reges regnant & potentes scribunt justitiam & legum conditores jussa decernunt, & ideo repelluntur à Domino merito qui repellunt scientiam, labia sacerdotum à Domino jubentur custodire scientiam, populus etiam qui non habet scientiam captivus ducitur, ut Scripturæ testantur. Hinc progenitores nostri Parisiæ studium Theologiæ principale, liberalium etiam arrium quæ sunt præparationes ad illam privilegium pluribus munierunt, & per fidem Apostolicam muniri curarunt. Hoc enim studium fidei Catholicæ lumen stabilens, id ut arca fœderis testamenti conservat, hortus verè conclusus sua germine, fons signatus scientiæ Dei fluens per universum orbem emittens. Ea propter hoc studium fovere praeausque stabilire proponimus Domino præstante: ut æquem libris ibidem studium proficeret Theologiæ, progenitores nostri non permisissent legum secularium sen. Juris civilis studium ibidem institui, quinimò id etiam interdicti sub excommunicationis poena per sedem Apostolicam procurant.

Ceterum super negotiis & causis forensibus, qui spiritualitatem & fidei Sacramenta non tangunt, Regum nostram consuetudine moribusque præcipue, non jure scripto regitur, sicut in partibus ipsius Regni quibusdam subiectis ex permissione nostrorum progenitorum & nostræ, jurius scriptis in tantis pluribus, non ut jurius scripta ligentur, sed consuetudine juxta scripti juris exemplar moribus introducta; tamen ut artium studia liberalium ad Theologiæ scientiam introducantur, sic legum & juris scripti dogmata perficiunt intellectum rationis, ac mores dirigunt, doctrinam præstant exsequende justitiæ, necnon præparant ad consuetudinem intellectum. Sic profecto tradit antiquitas, Romanos à Græcis pro sui eruditione jure scriptum & mores ab initio recepisse. Placuit ergo nostris antecessoribus, placere nobis legum etiam secularium scripturæ juris, salva Parisiæ studii provisione prædicta, in locis egregijs regni nostri studia frequentari præferimus ad doctrinam æquitatis & rationis fovendam, per quas in causis forensibus Regni hujus judicari consuevit, ubi judicia, constitutiones seu

ordinationes progenitorum nostrorum & nostræ quas omni consuetudini præponimus deficiunt, & consuetudo certa non reperitur ex qua fuerit judicandum.

Non putet igitur aliquis nos recipere, vel progenitores nostros recepisse consuetudines quolibet five leges, ex eo quod eas in diversis locis & studiis Regni nostri per Scholasticos legi finantur; multa namque eruditioni & doctrinæ proficiunt licet recepta non fuerint. Sicut nec Ecclesiæ recipit quamplures Canones qui per disputationem abierunt, vel ab initio non fuisse recepti, licet in scholis à studiosis propter eruditionem leguntur, scire namque senilis, ritus, & mores hominum diversorum locorum & temporum, valde proficit ad cujusque doctrinam.

Sane dum inter cives Aurelianensis civitatis, in qua propter opportunitatem, fertilitatem, & antenitum loci sub aliis progenitorum nostrorum, & nostris, liberalium artium, præcipue Juris Canonici studium, & Civiliu nostrum floruisse, unde tot & tanti Doctores processisse noscuntur, & eminentes personæ temporibus retroactis, qui virtutum & scientiæ fulgore splendentes fructum multiplicem, Deo gratum, & hominibus salubrem per mandata diversa eluxa reddiderunt: ne inter Doctores Magistros & Scholares Juris Canonici & Civiliu ibi studentes certum grave superfluit scandalum suscitatum Universitatis prætextu Doctorum, ipsorum Magistrorum & Scholarium noviter instituta, videntes ex eo studium illud ædum turbatum & impeditum enormiter, sed nisi celeriter occurreretur prolixius posset, quod abisti, in futurum sine reparatione desinere; Universitatem hujusmodi quæ causam hanc præstabat scandalo, nec fuerat auctoritate nostra labuina, tolli decrevimus: quod enim in hoc favore studii fuerat dispositum, manifestè tendebat ad noxam.

Ceterum ut Doctores, Magistri & Scholares libenter ad studium ipsum declinent, & ferventer ibidem studentes proficiant, quanto se plus honorari sentiant, illud privilegium beneficis & libertatibus munientes studium generale præferimus Juris Canonici & Civiliu dante Deo perpetuum ibidem esse volumus, & Regia auctoritate firmamus, hoc salvo quod Theologiæ Magistri nullatenus creentur ibidem, ac detrahatur privilegium Romanæ Sedis studio Parisiæ concessis. Omnemque Doctores, Magistros & Scholares ad ipsum studium venientes, ibidem studentes, & inde recedentes, tam veniendo, morando, quam abeundo sub Regia specialique protectione recipimus: & ne pro suis vindicandis injuriis vel eorum causis, cum interdum occurreret à studio retrahantur, volumus, quod cum eis violentias indebitas vel injurias inferri vel irrogari conigerit, Bullivi nostri atque Præpositi Aurel. qui fuerint pro tempore ex nostro, & suo prout ad quemlibet eorum pertinerit officio, etiam nemine protegentes, cum ad cujuslibet significationem vel alias factum ad eorum notitiam pervenerit, ingerere veritatem simpliciter, & de plano sine figura Judicii & strepitu judicario, vindicareque violentiam illatam, vel irrogatam injuriam tanquam nostram, & emendari facere lacio, vel

passio ex debito teneantur. Et si quod privilegium forsitan à nobis vel nostris progenitoribus sit prædictis civibus concessum, quod huic adverteretur, id propter favorem studii utilitatemque publicam cessare volumus in hac parte; nec cives eos pigeat, ipsa namque civitas ex studio decoretur, ac ideo propter incrementum honorum, & utilitatis civitatis ejusdem, quod ipsi cives ex studio si bene mentis oculos aperiant, sentire noscuntur, patienter ferre debeant si forsitan videatur eis paupers ex talibus se gravare.

Volumus insuper cives ipsos fovere studium, Doctores, Magistros, & Scholares prædictos, si nostram velint indignationem vitare: sic è converso studiosos invitamus eosdem, ut charitatis vicem & savoris præstent præfatis civibus, sine quorum beneficiis, & favoribus vix commodè possunt inter eos proficere seu studere, quòd à peritioribus decet juniores seu minùs peritos doceri. Concedimus eis etiam quod simpliciter & de plano sineque strepitu judiciario lites studentium ipsorum & causæ tractentur, quinimò ubi hoc commodè fieri poterit etiam sine scriptura, nec pro sportulis iudicum vel sigillo quicquam exigi volumus ab eisdem, quòd insuper in causis suis & negotiis coram quibuscumque secularibus iudicibus per Procuratorem ad agendum & defendendum admittantur, contraria consuetudine nonobstante, causis criminum quæ per Procuratorem tractari non solent dumtaxat exceptis.

Quòd etiam Præpositus noster Aurel. sub virtute præfati juramenti per eum, provideat diligenter quod Doctores & Scholares præfati habere valeant habitationes & victualia pro pretio competentis. Doctores insuper statuta & ordinationes pro se scholariisbusque studentibus ibidem facere poterunt, pro suis Baccaliorumque suorum lectionibus ordinand. lib. finiendis, & generaliter, & quando incendant ad exequias defunctorum, ac cohere. super his rebelles, ut est in aliis studiis consuetum.

Præterea volumus quòd duo Burgen. quos Doctores elegerint præsentati Præposito nostro Aurel. moraturi, qui Doctores, Magistris & Scholariis ibidem studentibus pro suis necessitatibus nutriverit, speciali nostra protectione ficut ipsi Scholares, Magistri & Doctores gaudeant, & etiam ab omnibus talliis, communibus expensis, & contributionibus dictæ villæ penitus sint immunes. Quodque Doctores prædicti cum alios ad hoc elegerint, possint eos mutare ac Præposito præsentare. Dictique Burgenfes privilegii hujusmodi gaudebunt dum constitutiones & ordinationes nostras observent, & specialiter contra usurarios editas pro utilitate publica Regni nostri. Cæterum prohibemus à Doctores, Magistris vel Scholariis prædictis venientibus ad ipsum studium, vel inde recedentibus, pro personis, equitaturis, pecuniis, libris, vel aliis rebus suis ad proficiendum, vel in studio conversandum sibi necessariis, nomine pedagii seu Tholnei quicquam exigi vel levare, sed à talibus exactionibus ipsos liberos esse volumus & immunes.

Congregationes generales, quæ nedum vagandi, sed frequenter scandali materiam præstare solent, inhibemus eisdem: sed ubi casus occurrerit propter irrogatam forsitan injuriam Doctori, Magistro vel Scholari cuiquam, vel aliam justam causam Doctores convenient, & si videbitur eis expediens de Baccalariis, & aliis per-

sonis idoneis vocare poterunt, quod pro casu contingenti sufficiant, cum quibus tractent vel prosequantur agenda. Doctoresque sciunt antiquiorem ex eis in professione locum Decani cære debere pro cæteris vocandis, qui pro talibus debeant convenire, qui tenebuntur eis exponere casus vocationis & causas. Doctores autem vel Scholares incidentes per civitatem prædictam, nullatenus arma deferant nostra protectione gaudentes; quod si fecerint eos debet cohereri jubemus, armis ipsis prius ablatis eisdem.

Rursus fictos non veros Scholares studio non vacantes, privilegiis omnibus Doctores, Magistris & Scholariis prædictis concessis carere censemus, necnon seditiosos quoslibet, pacifice studii turbatores de studio totaque civitate prædictis expelli jubemus, nostra protectione, necnon privilegiis & beneficiis prædictis & aliis nostris quibuscumque privantes eosdem.

Ut igitur prædicta firmius observentur, volumus atque statuimus, quod Præpositus noster Aurelianens. qui nunc est & quicumque pro tempore fuerit, jurare teneatur palam, & publicè in loco ubi jus reddit, præsentibus Doctores & Scholares supradictis qui adesse voluerint, se fideliter servaturum omnia & singula supra dicta per nos concessa, & alia per alias litteras nostras totaque Doctores & Scholares concessa ac etiam concedenda, dictosque Doctores & Scholares manutenebit, custodiet & defendet, & favorabiliter tractabit quantum honestè, sineque offensione Justitiæ, salvoque honore nostro si poterit bono modo.

Præterea Præpositum nostrum Aurel. qui nunc est, & alios qui fuerint pro tempore, speciales gardiatores, protectores & defensores dictorum Doctorum & Scholarum, & conservatores privilegiorum ipsorum statuimus, Justitiis & subdiis nostris præcipientes, quod quantum ad eos pertinebit super præmissis, & ea tangentibus eisdem efficaciter parent & diligenter intendant: Quinimò nos ipsi successoresque nostri, curiaque nostra dictorum Doctorum & Scholarum protectores & privilegiorum prædictorum conservatores erimus, propter quod aliquo casu volumus Doctores & Scholares prædictos à lectionibus suis alio vocare. Porro licet pax omnibus specialius studiosis proficere volentibus perquam est necessaria, quæ penitus exulare à civitate studioque prædictis, ut experimento jam vidimus, si Doctores & Scholares prædictæ Universitatis corpore, sigillo communi, seu conservatoribus qui jurisdictione ad conveniendum, citandum & vexandum genera diversa pro injuriis Doctorum, Magistorum, vel Scholarum vindicandis vel similibus fruerentur, præsertim cum talia nobis non approbantibus in Regno nostro nusquam debeant attemptari, nec indigent studiosi præfati rebus hujusmodi, ex quibus gravia scandala sequerentur, cum nos ipsi per nos gentesque nostras, gratiosi conservatores privilegiorum nostrorum, quæ nos eis concessimus, vel quæ per Apostolicam Sedem concessa laudavimus, & accepta habuimus, promptius, utilius atque favorabilius erimus eorumdem. Eapropter eis interdiciamus supra dicta, quibus prohibitis, si præter nostrum consensum ut deinceps studentes prædicti forsitan attemptare quod absit præsumperint, in eum casum protectione nostra, necnon omnibus beneficiis, gratis & privilegiis nostris eos nunc ut ex tunc, carere

decernimus, ulterius pro tanto contemptu cohercendos. Ut autem præmissa perpetua firmitate serventur, sigillum nostrum præsentibus fecimus

Au telor pichet XXXI.

Anno 1312. Clément Pope concéssi & nullo privilégium Clericis de Angoulesme studium per confirmationem Universitatis, sub his tamen conditionibus: Si Regi placuerit, & super hoc libere cum anglicis ipsorum interveniat officio. Regis autem non officio, Clerici sibi superius juramento afflicti à civitate recu-

lis appendi. Adum apud Abbatem Beate Marie regalis prope Pontisarm, anno Domini 1312, mense Julii.

dent, studiumque disceptant, postulant tamen omni modo revocato tam partibus illis quam per regem aliquoties soluti sumus ad locum profectum revertentes. & sic statim pariter tempore diligenter deinde reparavit. Continuatio Guill. de Nangis.

Consentement donné par le Roy à l'érection de l'Université de Bourges. 1469.

VI. **L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & loiaux Conseillers les gens tenants nostre Parlement à Paris, salut & dilection. Nos chers & bien-amez les gens d'Eglise, bourgeois & habitants de nostre ville & cité de Bourges nous ont fait exposer, que pais aucun tems en çà nostre saint Pere le Pape à nostre priere & requeste, de nostre consentement a creé, statué, ordonné, & establish Université en nostre ville & cité de Bourges, & depuis avons voulu & ostroyé icelle Université y estre érigée, & dorenavant maintenue & exercée selon la creation de nostre saint Pere, & que les Docteurs, Regens, Escoliers, Officiers & supposés d'icelle jouissent de tels & semblables privilèges, libertez, preeminences & prerogatives dont jouissent & ont accoustumé jouir les autres Universitez de no-

stre Royaume, ainsi qu'il est plus à plein contenu & déclaré en nos Lettres patentes dudit ostroy en forme de chartre en laci de foye & cire verte, par nous sur ce ostroyées, auxquelles ces presentes font attachées nous nostre contrescel : lesquelles nos Lettres ont esté bien & deüment verifiées, emcintes & publiées par nostre Bailli de Berry ou son Lieutenant, auquel l'enregistrement a esté commis : & ont aussi lesdits supplians présenté, & encores ont intention presenter icelles nostredites Lettres en nostre dite Cour de Parlement, & vous en requérir la verification, enregistrement & publication, mais ils doutent, &c. Donné aux Monis les Tours le 6. de Decembre 1469. & de nostre Regne le 9. Signé, Par le Roy, le Sire de la Forest, M. Pierre Dariole General, & autres presens, DACCERIAV.

Erection de l'Université d'Angoulesme l'an 1516. verifiée en Parlement. 1549.

VII. **F**RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France. Sçavoir faisons à tous presens & à venir, que comme entre toutes choses servant au gouvernement, entretenement & augmentation de tous Royaumes, Principautés & Mouarchie, soit nécessairement requi avoir, nourrir, entretenir & privilégier gens clers lettrés & sçavans par revolution de livres, estude, & spirituels labours, les gestes, doctrine, & loüables exercices de ceux qui ont illustré, amply, accru & augmenté tant par leur sens, écrieres, literatures, que actes vertueux, le bien & estat de la chose publique Chrestienne, qui ne peut estre par experience entendue ne cogneu la vie des humains, parce qu'elle est momentaire, eschange, & de brieve durée; & à juste cause est requis avoir recours à la revolution & lecture des livres, & lecture des bons, grands, & notables personnages qui ont profondément & à plein escript en toutes sciences, & que par courts & usage commun les esprits & entendement humains ne soient capables avoir cognoissance desdites facultez & sciences sans directeurs, maîtres & Docteurs d'icelles Facultez, & qu'il y ait lieux, Colleges & Universitez appropriées, dressées, erigées, & fondées pour enseigner, monstrer & apprendre icelles Facultez & sciences.

Et que ayons esté deüment advertis que feu de bien-heureuse & tres-recommandable memoire Jean Cumte d'Angoulesme nostre ayeul paternel, que tant & si vertueusement a vécu, mané, & traité ses sjeus & affaires, que devant Dieu & en son Eglise il rejaie & florit par

miracles, & en a porté & encores tient le titre & renom de bon Comte Jean, quoy nous tenons, avons, & en toute nostre Maisun à vis grand honneur & exaltation, considerant la vie durant, la ville & cité d'Angoulesme estre une bien belle, grande & spacieuse cité élevée & assise en haut lieu, dous air, benin & tempéré, sain & propre, & tres-commode pour estude & exercice spirituel, hors de tout passage & negociations mondaines & seculieres, garnie de bois, campagnes, rivières & ruisseaux prochains, environnée de toutes parts de bon, dours & plaisant pays, tant pour le vivre, nourriture & entretenement des gens de lettres, Docteurs & Eschians, qui pourroient venir & converser en icelle, que pour leur recreation, soulagement & consolation spirituelle, & que icelle ville, qui est du nombre des principales de la frontiere de nostre Royaume, meismement du costé & endoit de nostre Duché & pays de Guyenne, & que en temps de guerre & hostilité elle a tous-jours par cy-devant fait, & pourra cy après faire plusieurs bons services à nous & à nostre Royaume, n'a pas esté par cy-devant, & ne pourroit pour l'advenir estre peuplée, remplie & garnie de gens d'autorité, esprit, sçavoir, & conduite, sans y dresser, eriger & creer & establish Université, & Colleges, Ecoles & toutes facultez, auroit pris & conceu propos vouloir de deliberation faire eriger, dresser, & establish en ladite ville & cité d'Angoulesme Ecoles, Colleges & Université en toutes Facultez, tant pour la construction, fondation & entretenement d'icelle cité, que pour le bon & pieux desir qu'il avoit

avoir au profit & instruction des pauvres & jeunes perſonnages de ſes pays & circonvoſins ; & exécution de noſtre ſainte Foy Catholique ; ce que prevenu de mort il n'auront pû faire , & ſunt les choſes demeurées ſans perfection juſques à preſent qu'il a plu à Dieu le Createur nous exalter , & faire parvenir à la Couronne , & que noſtre tres-cher & tres-amé Dame & mere , à laquelle pour partie de ſon entretene- ment nous avons donné & octroyé ladite ville & cité , enſemble le pays & Duché d'Angou- mois , nous a ſupplié & requis enſuivre & ac- complir le bon & loüable deſir & vouloir dudit ſeu Seigneur noſtre bon ayeul ; & en ce ſuivant creſt , eſtablir & ordonner en ladite ville & cité d'Angoulême , Ecoſſes & Univerſité en toutes Facultez , & icelles doter & enrichir des liber- ttez , immunitiez & privilèges y requis & neces- ſaires.

Pour ce eſt-il que nous qui de tout noſtre cœur & vouloir deſirons eſtre imitateur dudit Seigneur noſtre bon ayeul , enſuivre & parfaire les bonnes œuvres & propos par luy entrepris , deliberer peupler , enrichir & annoblir ladite ville & cité d'Angoulême , faire & accroître la commodité & profit dudit pays & Duché d'Angoulême , ouquel nous avons prins noſtre commencement & naiſſance , obtemperer , & de noſtre pouvoir ſuſſaire aux prières & requête de noſtre Dame & mere , que de ce nous a tres-humblement ſupplié & requis.

Pour ces cauſes & autres raiſonnables conſiderations à ce nous mouvans , de noſtre certaine ſcience , grace ſpéciale , pleine puifſance & autorité Royale , avons erige , crée & ordonné , & nouvellement eſtably , creons , érigeons , ordonnons & eſtabliſſons en ladite ville & cité d'Angoulême , Colleges , Ecoſſes & Univerſité en toutes facultez & ſciences , & pour l'entretene- ment , conſervation & augmentation d'icelle , avons donné & octroyé , donnons & octroyons à icelle , Univerſité , Colleges , Facultez & Docteurs , Maîtres , Graduez & Eſtudiens , Ecoſſiers , Bedeaux , Meſſagers & autres Officiers d'icelle Univerſité preſens & advenir , & qui en icelle vaqueront & deſchiveront ſans fraude , tels & ſemblebles juſdiction , puifſance & autorité , privilèges & immunitiez , libertes , exemptions & franchiſes , que ont & ont accouſtumé d'avoir les Univerſitez de nos bonnes villes de Paris , Poitiers , & Thoulouſe , & les Suppoſits , Officiers , Meſſagers , Docteurs ,

Graduez , Ecoſſiers , & Eſtudiens d'icelles en chacune d'elles , que voulons eſtre de tel eſſet , force & vertu , comme s'ils eſſoient déclarés , nommez & exprimez en ceſſes preſentes.

Et pourront les Docteurs , Maîtres , & Graduez d'icelle Univerſité élire , inſtituer & créer Recteur & tous autres Officiers d'icelle Univerſité , ſauf & reſervé le Conſervateur des privilèges Roiaux d'icelle , duquel Inſtitution & provision nous appartiendra à la nomination & preſentation de noſtre Dame & mere.

Si donnons en mandement par ces preſentes à nos amez & ſeaux Conſeillers les gens tenans , & qui tiendront noſtre Cour de Parlement à Paris , gens de nos Comptes , Generaux de la Juſtice de nos Aydes , Treſoriers & Generaux de nos finances , & tous nos autres Juſticiers & Officiers , & à leurs Lieutenans preſens & advenir , & à chacun d'eux ſi comme à luy appartenra , que ceſſies preſentes ils faſſent lire , publier & enregistrer en leurs ſieges , auditoires & juſdiction , icelles enterment & venient ſelon leur forme & teneur , & de l'eſſect d'icelles faſſent jouyr & uſer ladite ville & cité d'Angoulême , tous troubles , débats , delais & empêchemens ceſſans , nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques faites ou à faire , relevees ou à relever , & ſans prejudice d'icelles , pour ſequelles ne voulons eſtre diſſerté ; que ladite cité d'Angoulême ne ſoit diſtante des Univerſitez de Bourdeaux & Poitiers que de dix-huit ou vingt lieues , & autres choſes & lettres à ce contraires : Car tel eſt noſtre plaisir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à tousjours , nous avons fait mettre noſtre ſeal à ceſſies preſentes , ſauf & en autres noſtre droit , & l'autrui en toutes. Donné à Amboiſe au mois de Decembre l'an de grace mil cinq cens & ſeize , & de noſtre Regne le deuxième. *Auſſi ſigné ſur le reply , Par le Roy, ROBERTET. Et ſur ledit reply eſt eſcrit , VIL. CONTEUR, LONGUET. Et ſcellés du grand ſceau de cire verme ſur l'arc de ſes rouges & verme. Et eſt encours eſcrit ſur ledit reply.*

Registrata audito Procuratore generali Regis , pro utendo per impetrantes privilegiiſ , libertati- bus & immunitatibus per has preſentes confirma- tiſ , quas antea ratiſ , & reſtiſ uſi ſunt & de preſenti annuſi. Parviſti in Parlamento ſecunda die Aprilis , anno Domini 1539. ante Paſcha. Signé , DU TILLET.

Arreſt de la Cour touchant la reformation de l'Univerſité , & particu- lierement pour la Faculté de Decret , & reception des Docteurs en icelle.

Du Samedi 13. jour de Juin 1534.

VIII. **E**NTRE Mc. Jacques de la Barde , René du Bellay , Nicole Quelcin , & Leonard de la Guyonne Conſeillers en la Cour de ceans , Commiſſaires deleguez à la reformation de l'Univerſité de Paris demandeurs , d'une part : & les Doyen , & Docteurs Regens en la Faculté de Decret en ladite Univerſité de Paris deſendeurs , d'autre.

Veó par la Cour le plaidoyé fait en icelle le
Tome I. Partie IV.

troiſième jour de May 1533. les informations faites par Ordonnance d'icelle Cour , les concluſions du Procureur general du Roy , reformation de ladite Univerſité faite par le Cardinal De-touneville Legat en France , Statuts de ladite Faculté de Decret : Arreſt donné par ladite Cour le 17. Decembre 1531. entre le Syndic des Ecoſſiers eſtudiens en ladite Faculté de Decret , & les Docteurs en icelle Faculté : la requête
Bbb

verbale faite en ladite Cour par aucuns deditz deleguez, requerans que le plaisir de ladite Cour fust pourvoir, à ce que les articles qui par eux seront faits pour la reformation de ladite Faculté, & parcellément de ladite Université, & autres Facultez d'icelle puissent estre executez, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'iceux: une requête baillée à ladite Cour ce jourd'hui par Maître Jacques Spifame Conseiller en ladite Cour, & Chancelier en l'Eglise & Université de Paris, par laquelle il requeroit qu'il fust ordonné par ladite Cour estre par luy procedé comme Chancelier d'icelle Université, prebens, & appelez tels qu'il plairoit à ladite Cour, mesmement les reformateurs deputez à reformer ladite Université, à la reformation d'icelle Faculté, s'il sembloit à ladite Cour estre expedient; & tout ce que par lesdites parties a esté mis & produit pardevers ladite Cour. Et tout considéré :

Il fera dit, que ladite Cour a ordonné & ordonne par maniere de provision & sans prejudice de la future reformation, & jusques à ce que par lesdits reformateurs deputez par le Roy, & par le Cardinal de Sens Legat en France, & la reformation de l'Université de Paris, & Facultez d'icelle autrement en soit ordonné. En ladite Faculté de Decret il aura six Docteurs Regens, desquels les deux liront les Decretales aux heures du matin, c'est à sçavoir depuis la Feste saint Luc jusques à Pasques, de sept heures jusques à neuf, & depuis Pasques jusques à la Nostre-Dame de Septembre, de six heures jusques à huit, les deux autres Docteurs liront les Sixieme & Clementine de une heure jusques à trois, & les deux autres Docteurs liront le grand Decret : & commencera la premiere leçon à neuf heures du matin jusques à dix heures depuis ladite Feste saint Luc jusques à Pasques & depuis Pasques jusques à ladite Feste Nostre-Dame de Septembre, commencera à huit heures du matin jusques à neuf, & l'autre après dîner, depuis trois heures jusques à quatre, & liront lesdits deux Docteurs qui seront deputez à faire lesdites lectures de Decretales *cum apparatu* expediens les textes notables, & en l'exposition deditz textes ne pretermitront la division requise, les raisons de douter & decider avecque les presuppositions convenables pour l'entendement de la Decretale, & expedieront les gloses par ordre & distinctement avecques l'apparat de Panorme, & des autres Docteurs qu'ils pourront voir pour faire leurs lectures, & seront tenus lire lesdites Decretales dedans deux ans, & ceux qui liront l'apresdineé le Sixieme & Clementines, & les deux autres qui liront le grand Decret, expedieront les textes & gloses sans grand apparat, lequel ils seront tenus lire dedans deux ans, & seront lesdits Docteurs leurs lectures es grandes Ecoles de ladite Faculté de Decret publiquement.

Et les Docteurs Regens qui dorénavant seront prins & receus en la maniere qui s'ensuit. A sçavoir que ceux qui voudront parvenir à ladite Doctorerie en ladite Faculté pour estre Regens, seront deux repetitions publiques es grandes Ecoles, en la presence des Docteurs de ladite Faculté, & de deux Conseillers, qui à ce par elle seront deputez, & répondront publiquement à tous vouldans arguer contre eux, soient Docteurs Licenciéz, Bacheliers ou autres, & ce fait & l'in-

quisition sommaire prealablement faite par lesdits Conseillers, sur la vie & mœurs de ceux qui voudront estre admis à la Doctorerie, & de leur science, & s'ils sont agreables aux escoliers, & icelle inquisition veüe & ouy le rapport deditz Conseillers, seront pour la premiere fois les trois qui se trouveront capables recceus avec eux qui à present sont à ladite Doctorerie & Regence.

Et après que le nombre de six sera remply, vacant l'une deditz Regences, sera pourveu en la maniere qui s'ensuit. C'est à sçavoir, celui qui voudra estre admis, sera tenu faire les repetitions & réponses en la maniere deffusdite, & ce fait, les cinq Docteurs assemblez en la presence deditz deux Conseillers qui seront deputez par ladite Cour, jureront solemnellement de élire en Docteur Regent, celui qui sera trouvé le plus idoine capable & suffisant, plus commode & utile aux escoliers & auditeurs en ladite Faculté, sans acceptaion de personnes, & sans ce que pour raison de ce ils aient ou autres pour eux qu'ils sachent aucuns dons; & où ils seront trouvez avoir fait le contraire de leurdit serment, declare ladite Cour par maniere de provision dès à present, & pour lors dès à present ladite éléction nulle, & ceux qui auroient contrevenu à leurdit serment, privez de leur Regence.

Et pource que par cy-devant les Bacheliers, Licenciéz & Docteurs en ladite Faculté ont esté faits sans y garder grande sollempnie ne examen, a ordonné ladite Cour, que avant que aucun soit receu au degré de Bachelier, aura premiere-ment continuellement estudié en ladite Faculté par deux ans, & luy sera baillé une Decretale, laquelle ils liront en la presence de deux Docteurs de ladite Faculté, chacun desquels Docteurs pour le moins luy fera deux arguments, & se ils le trouvent suffisant le recevront & non autrement.

Et quant aux Licenciendes avant que aucun se puisse presenter pour avoir ledit degré, sera certifié avoir estudié en ladite Université, ou autre Université fameuse en ladite Faculté l'espace de cinq ans, & ce fait luy sera par lesdits Docteurs baillé une Decretale, laquelle il repetera huit jours après qu'elle luy aura esté baillée, publiquement esdites grandes Ecoles, & argueront contre luy les Docteurs Regens en premier lieu, & après eux tous Docteurs licenciéz, Bacheliers ou autres qui voudront arguer, & ce fait sera procedé à bailler le degré de licence à celui qui aura repeté & disputé comme dit est, se il est trouvé capable, & seront tenu lesdits Docteurs Regens certifier par serment la suffisence au Chancelier de ladite Université, devant que tels soient recceus audit degré de licence, & après ladite licence, pourront recevoir le bonnet Doctoral, quand bon leur semblera; toutes-fois se ils vouloient estre Docteurs Regens, vacation occurrente, seront tenus faire ce que dessus est dit.

Et quant aux salaires, profits & emolumens deditz Docteurs Regens, Bedeaux & autres qui ont accoustumé prendre aucuns droitz es promotions deditz degrez de Bachelerie, Licence & Doctorerie, ordonne ladite Cour suivant la reformation faite par le Cardinal Desboutville Legat en France, pour tous droitz au degré de Bachelerie, de quelque qualité que soit la personne. Ne pourront prendre lesdits Docteurs Regens, combien qu'il leur soit offert volontairement,

oultre la somme de sept escus d'or, & pour le degré de licence oultre douze escus, lesquels sommes ils prendront seulement des grands personnages, nobles ou autres qui sont opulents en patrimoines ou bénéfices, & des autres ne pourront prendre oultre la somme de quatre escus au degré de Bachelerie, & au degré de licence oultre huit escus, & pour le degré de Doctorie simple sans Regence, ne prendront autre chose que de chescun un bonnet, & une refection qui leur sera baillé à un convy, qui n'excèdera la somme de quinze escus d'or. Et ensuyvra que touche les Docteurs qui vouleroient estre Regens, outre ce que dessus est dit des Docteurs simples, chascun desdits Docteurs Regens aura pour la peine de leur assistance deux escus, & leur fait ladite Cour defenses sur peine de privation de leurs Regences, & des privileges à eux octroyez par Roys, de non exiger davantage, ne en prendre plus *en sus* de ceux qui volontairement le offeroient : & quant aux Bedeaux, Sous-Bedeaux & Clavigers, ils prendront les droitz qu'ils ont accoustumé prendre esdits degrez : Et a ladite Cour déclaré ceux qui hailleroient outre ce que dit est, privez desdites Regences, & de l'effect de leurs degrez sudits, quant à pouvoir tenir offices seculiers, & semblablement des privileges à eux donnez par les Roys.

Et a déclaré ladite Cour l'estat de sifant pour le present supprimer, & les droitz que prenoit ledit sifant, les prendront lesdits six Docteurs Regens actuellement : & ordonne ladite Cour, que lesdits Docteurs Regens seront tenus lire, & continuer leurs Leçons par chascun jour, s'ils ne

sont empêchez par maladie ou autre empêchement legitime, & en ce cas pourront lire par substitut ; & esdits discontumaciens leurdites Leçons par quinze jours, les a privez & privee ladite Cour de leurdites Regences, & en leurs lieux sera pourveu de autres Docteurs Regens, selon la forme que dessus, excepté les jours des Fêtes qui sont celebrées en cette ville par le Clergé & le peuple, & ne pourront lire par substitut sans cause legitime, & telle approuvée par le College desdits Docteurs Regens.

Et a enjoint ladite Cour aux Commissaires commis par le Roy, & ledit Cardinal de Sens Legat en France, de proceder le plus diligemment que faire se pourra, à la reformation de ladite Université & Faculté d'icelle, & a ordonné & ordonne que les Statuts & Ordonnances qui seront par eux faits pour le bien de ladite reformation, stablement & perpetuellement d'icelle, appelez avec eux six Conseillers de ladite Cour, qui par elle seront nommez, tellement que lesdits Reformateurs & Conseillers soient jusques au nombre de dix personnes, seront executez par maniere de provision nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, & à ce faire & fournir seront contrainctz tous ceux qui pour ce seront à contraindre, les laiz par la destitution de leurs personnes biens, & les personnes Ecclesiastiques par prise & saisie de leur temporel, & autres voyes & manieres deues & raisonnables, & aussi nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & le tout sans prejudice des droitz & prerogatives duf haultier de l'Eglise, & Université de Paris, & sans dépens attendu la qualité de la matiere.

Pour l'erection de l'Université de Rheims.

Extrait des Registres de Parlement, du 30. Mars 1548.

IX. **A** PRÉS avoir veu par la Cour les bulles de nostre saint Pere le Pape, contenant l'erection de l'Université d'estude general en la ville de Rheims, faite & octroyée à la priere & requeste du Roy, & du Cardinal de Guise Archevesque dudit Rheims : les Lettres patentes dudit Seigneur, données à Fontainebleau au mois de Mars 1547. signées, Par le Roy, DE LAURENTINE, contenant ratification & approbation d'icelle erection de l'Université de ladite ville de Rheims, & tout le contenu esdites bulles & concessions Apostoliques, permettant & consentant qu'elles sortent leur plein & entier effect, & soient mises à deui & enoier execution selon leur forme & teneur : donnant en outre à icelle Université de Rheims, & aux Recteurs, Maistres, Docteurs, Lecteurs, Precepteurs, Escoliers, Ecolodians, Scribes, Procureurs, Bedeaux, Messagers, & autres Officiers, & personnes, Membres & Supplis qui seront infuizez en icelle, tous tels & semblables privileges, franchises, libertez, immunitiez, &

exemptions, faveurs, graces, prerogatives, & preeminences, que par les predecesseurs Roys de France, ou aucuns d'eux se trouvent avoir esté donnez, concedez, & octroyez à l'Université de Paris, & autres Universitez de ce Royaume, & autres privileges, selon qu'il est plus à plein contenu esdites bulles & Lettres patentes : sur le tout ouy le Procureur general du Roy. La matiere, &c.

La Cour ayant que de proceder à la verification desdites bulles & Lettres patentes, a ordonné qu'il sera préalablement informé *ex officio* à la requeste du Procureur general du Roy, sur la commodité, profit, dommage & incommodité qui pourroit advenir par le moyen de ladite erection d'icelle Université en ladite villa de Rheims, & si ladite erection est utile & commode pour le bien de la chose publique, & estat du Royaume, pour ce fait & rapporté, & veu par ladite Cour, estre par elle ordonné ce que de raison.

Arrest de verification des Bulles d'erection de l'Université de Reims. 1549.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement.

X. **A** Par' avoir veu par la Cour la responce qu'il a pleu au Roy faire sur les remonstrances à luy envoyées par icelle Cour, sur la publication requise en ladite Cour des bulles de nostre saint Pere le Pape Paul III. & Lettres dudit Sieur Roy, pour l'establi de l'Université en la ville de Rheims. La Cour a ordonné que lesdites bulles & Lettres du Roy seroient lues & publiées, & sur le reply seramises, *Lectis, publicatis, & registratis, auditis Procuratoribus generalis Regis*, aux charges, conditions, modifications, & limitations qui ensuivent.

Premièrement, en ce que par lesdites bulles est abolu le Roy, quant à l'effet d'icelles, de toutes sentences, excommunications, & censures qu'il pourroit avoir encourues, on n'a peu, ne peut, & ne pourra-t-on inférer, ne conclurre le Roy avoir esté & estre pour le present & à l'advenir aucunement, ne pour quelque cause que ce soit, sujet aux excommunications & censures Apolliques, ne prejudicier, ne déroger aux droits, privileges, & prééminences du Roy & du Royaume.

Secondement, quant à la connoissance des causes appartenantes à Juges seculiers, en matiere civile, elle appartient au Baillif de Vermandois, ou son Lieutenant à Rheims, lequel aura & prendra es Actes, Sentences, Jugemens, Commissions & Decrets qu'il fera ou donnera esdites causes, qualité de Conservateur des Privileges Royaux de l'Université de Rheims; & quant au Conservateur des Privileges Apolliques que l'Archevesque de Rheims, qui est & sera pour le temps, fera tous commettre & depoter autre que les Officiaux ordinaires, pour estre Conservateur deldits Privileges Apolliques respectivement; & au regard des matieres criminelles, les personnes Ecclesiastiques, simples Clercs, ou ayans Ordres sacrez, seront sujets & responsables pardevant l'Official de Rheims, ou son Viceroy; & les laïcs au Baillif de Rheims ou son Lieutenant, pourveus qu'il ne soit point question de crime privilégié, & ces Royaux: auquel cas ledit Baillif de Vermandois, ou son Lieutenant à Rheims, en qualité simple, & non point en qualité de Con-

servateur des Privileges Royaux, connoistra de tels crimes: & quant aux appellans du Conservateur Apollique, sera suivie la forme gardée par les Conservateurs des Mathurins & sainte Genevieve de Paris.

Tierciement, qu'il n'y aura ny pourras avoir pour toute l'Université de Rheims que deux Messagers tant seulement, lesquels seront tenus exercer leurs estats de Messagers en personne, sur peine d'estre privez de leursdits estats de Messagers, & privileges concedez à cause d'iceux estats.

Quartement, que quand il sera question d'élire un Recteur de ladite Université, les Docteurs & Regens de ladite Université presenteront audit Archevesque de Rheims trois, qui par eux seront choisis & eleus, & ledit Archevesque élira celui d'iceux trois presentes qu'il luy plaira, suivant les statuts qui sur ce seront faits.

Quintement, les Lettres de degré, & certification du temps d'ellude seront justes les Concordats & Ordonnances Royaux, & ainsi qu'elles se font & observent en l'Université de Paris.

Sextement, que les statuts faits & à faire par l'Archevesque de Rheims & ses successeurs, seront apportez & presentes à ladite Cour, pour les voir, corriger, amender, & reformer, si besoin est; & ce fait les homologuer, ainsi qu'ils auront esté corrigez, amendez, reformez, si faire se doit.

Item, que les licences ne se feront par ledit Archevesque de Rheims, ou son Vicaire, que premierement ceux qui doivent recevoir le degré se soient examinez par les Docteurs & Superieurs des Facultez, & comme capables & suffisans presentes par iceux Docteurs. Quay fait lors ledit Archevesque de Rheims, ou son Vicaire, bailleront le degré de benediction, ainsi que font le Chancelier de l'Eglise de Paris, & Scholaistique de l'Eglise d'Orleans, aux Suppôts des Universitez de Paris & Orleans. Fait en Parlement le trentième jour de Janvier, l'an mil cinq cens quarante-neuf. *Signé, D U TALLEY.*

Extrait de la Harangue du Cardinal de Lorraine, faite au Roy à Fontainebleau, le 28. May 1573.

XI. **A** YDREZ nous, Sire, à reformer les Universitez de vostre Royaume, & spécialement celle de Paris: nous avons pris Monsieur le Cardinal de Bourbon, qui est Conservateur des Privileges Apolliques, & autres qui entendent ce fust, d'y vouloir vacquer avec

tels de vostre Cour de Parlement qu'il vous plaira deputer: car nous ne le pouvons faire sans vostre autorité, ny sans vos Lettres & intercession à nostre saint Pere le Pape, pour sur ce dépêcher sa commission.

V. Etienne Pasquier aux Recherches de la France, ch. 37. liv. 9. Popeliniere en son Histoire, liv. 34. p. 156.

Extrait

Extrait du procès verbal de la reformation de l'Université de Paris faite l'an 1600.

XII. **L'**A N mil six cens, le Lundy 18. jour de Septembre, Nous Jacques Auguste de Thou, Conseiller du Roy en ses Conseils d'État & Privé, Président en la Cour de Parlement, Lazare Coqueley, & Edouard Molé Conseillers du Roy en ladite Cour, commis & députés par icelle pour l'exécution de l'Arrest, duquel la teneur ensuit :

Veu par la Cour, toute la grande Chambre assemblée, les articles présentés par le Procureur general du Roy, concernant la reformation & retablissement de l'Université de Paris en l'Université ; Conclusions dudit Procureur general : Ladite Cour a ordonné & ordonne, que lesdits articles seront suivans la volonté du Roy registrés en icelle, & que ce requérant ledit Procureur general, pour estre gardés & observés selon leur forme & teneur. Et pour proceder à l'exécution d'iceux en l'Assemblée generale de ladite Université, & en tous autres lieux, à commis Maîtres Jacques Auguste de Thou Président, Lazare Coqueley, & Edouard Molé Conseillers du Roy en ladite Cour. Fait en Parlement le troisième Septembre 1598. Signé, VOYSSIN.

Appelés avec nous Maître Louys Servin Advocat du Roy, Maîtres Mathieu Drouet, Clerc Commis au Greffe de ladite Cour, & Estienne Duron premier Huissier en icelle, nous sommes transportés en la Salle des Mathurins de cette ville de Paris, bien accoustumés à faire les assemblées de l'Université de cettedite ville : auquel lieu avons trouvé Maître Marc Gigour, Recteur de ladite Université, &c.

Ce fait avons commandé audit Drouet de faire lecture de l'Arrest cy-dessus, & pareillement des statuts & regles que le Roy veut & commande estre gardés & observés en l'Académie & Université, desquels la teneur ensuit :

Leges & statuta in usum Academiae & Universitatis Parisiensis, lata & promulgata anno Dom. 1598. die 3. Septembris, jubente & mandante Christianissimo & invictissimo Francorum & Navarrae Rege Henrico IV.

Statuta Facultatis artium, &c.

Ha sunt quatuor Formatae, ex quibus ten-

quon ex paribus totum consiliarium, Parisiensis Academiae corpus constitutum est & perfectum, ejus disciplina jam seri collapsa restituitur & instauratur, studisque spemeri temporis herbarie peni exstilla resurgunt, sanguinemque, spiritum & colorem recipiant, singulari Henrico IV. Regis Christianissimi & apostolice sedes, ejus jussa & auspicio hac reformationem capite promulgantur : quibus si qua sint contraria, abrogata, & antiquata, alia verò his consensuata rata fiant. Hac vero ipsa reformationis statuta tam diligenter observantur, ut ab his in posterum non discedatur, eoque vel Regis, vel Imperii Senatus Parisiensis tantum auctoritate abrogentur aut immutentur.

Registrées, & ce requérant le Procureur general du Roy. A Paris en Parlement le 3. Septembre 1598. Signé, VOYSSIN.

Et par après M. Marc Gigour, Recteur de ladite Université, a dit en Latin, qu'il rendoit grâces au Roy & à la Cour, que l'Université seroit toujours prête à recevoir, gardés & observés la grâce & règlement qu'il a pleu à sa Majesté ordonner par la Cour de Parlement. Signé, DE THOU, COQUELEY, & MOLÉ.

Autres articles de la reformation de l'Université, adjointes par l'Arrest de la Cour, duquel la teneur ensuit.

Extrait des Registres de Parlement.

VEU par la Chambre des viciations la requête à elle présentée par le Procureur general du Roy, à ce que les articles par lui présentés pour l'augmentation du règlement de l'Université, registrés le quatrième Septembre 1598. n'agueres publiez, fussent adjointes aux précédents registres, & observés lesdits articles avec les précédents. Tout considéré, ladite Chambre a ordonné que lesdits articles seront registrés en icelle, & adjointes aux précédents, pour estre gardés & observés suivant l'Arrest intervenu sur iceux le 4. Septembre 1598. En ces vacations le 25. jour de Septembre, l'an 1600. Signé, VOYSSIN.

Arrest de la Cour pour la reformation & retablissement de l'Université d'Orléans.
1626.

XIII. **L'**OUIS par la grace de Dieu Roy de France, & de Navarre, à nos Baillif ou Prevost d'Orléans, ou leurs Lieutenants, Conservateurs de nos Privilèges en l'Université dudit lieu, Salut. Comme le jour & date des présentes comparans judiciairement en nostre Cour de Parlement Maîtres Emond Monner, Docteur es Droits en l'Université de Valence, François Ory, Jean d'Avezin, & Claude Colas, aussi Docteurs es Droits, tous Advocats en nostre Cour, appellans de l'élection faite par les Docteurs Regens es Droits

en l'Université dudit Orléans, de la personne de Maître Jean Jourdin, en la place du Docteur Regent es Droits en ladite Université, vacante par le décès de feu Maître Jean Mathieu le Grand, vivant Docteur Regent es Droits en ladite Université, d'une part : Et Maîtres Hierosme l'Huillier, Raoul Fournier, & Christophe Angran, Docteurs Regens en ladite Université d'Orléans, inimeux en leurs propres & privés noms ; & ledit Maître Jean Jourdin, aussi intimé sur ledit appel, d'autre. Et encores entre les Maire & Echevins de nostre ville

Ccc

d'Orléans, Messire Gabriel de l'Aubespine, Conseiller en nos Conseils d'États & Privé, Evêque dudit Orléans, Maître Denis Boucher Scholastique & Chancelier en ladite Université, Maîtres François de Benaharnois, & Philippe Segain, Lieutenant general & particulier au Bailliage d'Orléans, Maîtres Jean Cardinet, & François Nourisson, Prevost, & Lieutenant en la Prevosté dudit Orléans, Maîtres Jacques Duchon, & Robert Bugy, Advocat & Substitut de nostre Procureur general audit Bailliage d'Orléans, tous Conservateurs des Privileges Royaux de l'Université dudit lieu, & les Conseillers audit Siege Presidial, respectivement demandeurs en intervention, d'une autre part : & lesdits Maîtres Microfme l'Huillier, Fournier, & Christophe Angran, Docteurs Regens en ladite Université, defendeurs d'autre, sans que les quaux puissent nuire ny prejudicier aux parties.

Après que Monet, Ory, d'Avellan, & Colas, ont de l'ordonnance de nostre dite Cour déduit par leur bouche leurs usages & moyens d'appel, de ce que lesdits Docteurs Regens & Droits de l'Université d'Orléans auroient adjugé la chaire vacante par le décès de feu M. Jean Mathieu le Grand, à Jourdain intime : Luy ouy en ses defenses sur le dit appel, ensemble M. Raoul Fournier, ancien Docteur, tant pour luy que pour les autres anciens Docteurs de ladite Université : Le Feron Advocat, pour les Maire & Eschevins de la ville d'Orléans, qui a conclu en sa requête d'intervention, à ce qu'il pleust à nostre dite Cour reformer ladite Université, conformément à l'Arrest de l'année 1512, par lequel il est ordonné qu'il y aura huit Docteurs, où à présent il n'y en a que quatre, que lors que les chaires vacantes se disposeront, les parties seront invitées par lesdits Docteurs aux disputes, & que les Theses leur seront communiquées pour voir s'il y aura quelque chose contraire à l'Autorité Royale, & aux maximes de nostre Estat, & que suivant le dernier Arrest de Reglement, aucun ne pourra obtenir ses Licences qu'il ne son au préalable immatriculé pour faire preuve du temps de six mois de residence en ladite Université : Récité pour le Chancelier de ladite Université, qui a aussi conclu en son intervention, à ce que suivant l'ordre ancien, pour empêcher les monopoles en l'élection des Docteurs, il y aura voix élective : Gautier pour l'Evêque d'Orléans, qui a aussi conclu en son intervention, à ce que le nombre ancien de huit Docteurs soit éliblé, dont les trois seront leçon de Droit Canon, dont les trois seront leçon de Droit Civil, pour l'entendement des Ecclesiastiques au Diocèse dudit Orléans : Hilaire pour les Conseillers du Siege Presidial, qui a aussi conclu à ce que les parvoies ayant seance & voix élective de l'élection des Docteurs, tout ainsi que les Lieutenans general, criminel, particulier, le Prevost d'Orléans, & son Lieutenant, les Advocats & Substituts de nostre Procureur general audit Bailliage d'Orléans : De Lamer pour les Lieutenans general, particulier, Prevost & Lieutenant en la Prevosté, Advocats & Substituts de nostre Procureur general audit Bailliage, tous Conservateurs des Privileges Royaux de ladite Université, qui a conclu à ce que lors de l'élection des Docteurs les parties soient appelées pour y avoir voix élective, que defenses soient faites aux Conseillers du Siege Presidial de prendre qualité de Con-

servateurs dedit Privileges Royaux de l'Université d'Orléans, & d'assister aux élections pour y avoir seance & voix, soit élective, soit exécutive, Comme pour les Docteurs.

Talon pour nostre Procureur general, qui a dit, que la Cour ayant donné favorable audience pendant deux matins, tant aux appellans qu'à l'innimé, que tous ont fait preuve en public de ce qu'ils s'avoient faire, a attendu qu'après le décès de M. Jean Mathieu le Grand, les disputes qui doivent estre faites pour adjuer la chaire vacante, ayant esté publiées par toutes les Universitez, auxquelles il y a exercice de Droit Civil, les affaires envoyées par tout, dix hommes de lettres se sont présentés, qui tous prétendoient devoir estre élus Docteurs, parce que chacun d'eux ayant bonne opinion de ses études, se faisoit accroire que puisque la Regence devoit estre adjugée au plus sçavant, il pouvoit esperer plus de part que son compagnon : & en ce seul point consulte le plus sçachant obstacle qui se soit rencontré en tout leur dessein, pour ce qu'à cela près plusieurs d'entre eux méritoient ce qu'un seul pouvoit obtenir.

Il n'y a pas lieu d'insister sur les noblesses alléguées contre l'élection, laquelle a esté faite en la maniere accoustumée par les trois Docteurs, en la présence desquels les matieres, tant pour les lectures que pour les disputes, avoient esté jetées au sort : & l'Escur assigné à chacun des contendans pour faire leurs leçons, auxquelles les Docteurs ayant assisté, il est sans difficulté que s'il n'y eust eu d'ailleurs rien de public à considerer en ce qui s'estoit passé devant eux, qu'ils pouvoient adjuer la chaire à celui qu'ils estoient en estre le plus digne ; d'autant qu'ils ont pour eux l'ordonnance, laquelle leur donne le droit de juger de la capacité, ou incapacité de ceux qui se présentent, & l'Arrest de l'an mil cinq cens douze leur confirme le droit d'élection, auquel les Maire & Eschevins d'Orléans n'entendent point les troubler, mais seulement soutiennent que le nombre ancien des Docteurs, qui suivoit estre de huit en l'Université d'Orléans, doit estre éliblé : en quoy ils ont esté advantage que ce qu'ils demandent est jugé par l'Arrest de l'an cinq cens douze, qui non seulement est un Arrest contradictoire donné avec les Docteurs, mais est un Arrest general, Arrest de Reglement, & comme une espèce de reformation de cette Université, d'autant que par cet Arrest l'ordre est éliblé entre les Docteurs, & tout ce qui concerne le devoir de leur charge, réglé de telle sorte, que quarante ans durant l'Arrest a esté exécuté, & est justifié par édict qu'en l'an mil cinq cens cinquante quatre il y avoit huit Docteurs en l'Université d'Orléans qui enseignoient, savoir cinq en Droit Civil, & trois en Droit Canon ; ce qui a continué jusques à ce que les troubles de ceux de la Religion prétendue reformée eussent survenus, l'Eschode de la Jurisprudence fut délaissée pendant quelques années ; de façon que n'y ayant ny Docteurs ny Escholiens en l'Université, cela donna lieu à la reduction du nombre des Docteurs qui estoient huit lors qu'ils n'avoient aucuns gages ; maintenant qu'ils ont huit cens écus de gages, ils ne veulent estre que quatre : comme si sans nos Lettres patentes, & sans l'Autorité de la Cour, ce qui se trouve avoir esté éliblé pour la reformation d'une Université pouvoit estre chan-

gé, & que le temps qui peut quelque chose sur les bons des particuliers, peut au contraire un usage & un abus qui est fondé sur la contravention faite aux Arreſts de noſtreſdite Cour, au prejudice de l'honneur des Lettres: veu meſme que les Maſtre & Eſchevins d'Orleans ont toujours proteſté de faire reſtablir le nombre ancien des Docteurs, ainſi que le procès verbal de l'élection faite en l'an mil cinq cens ſoixante & dix huit de la perſonne de Maſtre Hieronime l'Huillier, & les procédures faites en noſtreſdite Conſeil en l'an cinq cens quatre-vingts trois le juſtifiſent clairement.

Mais pour monſtrer que les Docteurs eux-mêmes ont reconnu que le nombre de quatre n'eſtoit pas ſuffiſant, il ſe void qu'en l'année ſix cens ſept ils obligèrent Maſtre Jean Mathieu le Grand à faire deux leçons, & que ſouvent lorsque les chaires ont vacqué, l'on a propoſé de les diſtribuer en deux à quoy les Maſtre & Eſchevins ſe font oppoſé, attendant l'occeſion du recabſeſſement du nombre ancien, laquelle ſe preſente maintenant, avec tant de neceſſité, qu'il faut ou ſouffrir que cette Univerſité demeure ſans exercice, ou y pourvoir par l'augmentation du nombre de Docteurs, à cauſe de la vieillesſe & de l'indignité de grands anciens, qui ſont devenus perſonnages de grande recommandation, qui après avoir longuement travaillé, doivent deſirer que la reputation de l'Univerſité qu'ils avoient rendu célèbre en leur temps, pendant qu'ils avoient aſſés de force pour enſeigner la jeunette, continué après eux; ce qui ne ſe peut faire, veu l'eſtat auquel eſt à preſent cette Univerſité, qu'en augmentant le nombre, du moins de deux Docteurs, qui par une honneſte émulation s'efforceront de bien faire, & donneront eſperance aux autres, qui ſ'exerceront en l'eſtude des Droits, de pouvoir aſpirer à pareilles charges, pourveu qu'ils s'inſtruisent en une meilleure doctrine que celle qui eſt contenue dans les propoſitions ſouſtenues par Jourdin, qui a mis par eſcrit en ſes Theses ſur le Chapitre *Si diligenti, extra, de ſore competenti*, que *ad ſermonem ceti, id eſt univerſalis Eccleſia ſecit. Dicitur duo luminaria magna, id eſt duas reſplendit dignitates, que ſunt Pontificalis auctoritatis, & Regalis potestas. Sed illa que preſt ſpaciouſius major eſt, que vivit temporalibus muner, ne quatenus eſt inter Solem & Lunam, tanta inter Reges & Pontifices differentia caſus eſt. Pro illa daples poſtea, duplex quoque ſermon eſt confirmatus, Eccleſiaſticum & Seculare, nempeque ſecus competens prout cauſa civilis eſt vel Eccleſiaſtica; Eccleſiaſticum vero ſubſect eſt Clericis competent, tam in civilibus cauſis quam in criminalibus, expreſſa etiam differentia delictorum civilium & Eccleſiaſticorum. Quid ſi Clerici auctoritates ſunt ad ſecularem judicium ſubſervire, Canonum ſubſervant correctionibus, que ſunt ne aditus cauſam perdant non ipſo jure, ſed per ſententiam, & à communione fidelium habentur extrahi: Sed verò qui delictis Episcopali examine, in publicis judiciis molantur ſe defendere vel purgare, cauſa poſtea molantur ad civilis allari, & à Clero deſervantur in criminali.*

Leſquelles propoſitions tirées des paſſages de l'Eſcriture, dont l'on ſe fert à contereſſes, ſont ſouffles & ſecondieufes, tendantes à la diminution de l'autorité Royale, & à ſouſtraire les ſujets de l'obeyſſance qu'ils doivent à leur Prince ſou-

verain, ſous pretexte de faire des comparaiſons inéptes & non veritables, leſquelles ſont tous-jours odieuſes, mais principalement lors qu'elles ſont faites entre ces deux grandes puſſances que Dieu a eſtablies pour gouverner le monde, leſquelles eſſant toutes deux dépendantes immédiatement de luy ſeul, diſtinctes & ſeparées en leurs fonctions; l'une d'icelles en ce qui luy appartient n'eſt ny moindre ny égale, ny plus grande que l'autre, & comme toutes deux à l'heure que nous parlons eſſant tres-bien unies enſemble, conſistent à la gloire de Dieu & au bien commun de la Chreſtiente, ceux-là ſont blaſphemes qui s'efforcent de les oppoſer l'une à l'autre, & qui veulent eſtablir entre elles quelque ſorte de mélange, & de confuſion, pour troubler la bonne intelligence avec laquelle elles s'entrecroient: ce qui paroît aſſés par les conſéquences dangereuſes que tirent après ſoy toutes ces ſortes de propoſitions, leſquelles aboutiſſent à nous faire perdre l'un des plus beaux ſecours de noſtre Couronne, & à aneantir la juſdiction des Magiſtrats qui ſont inſtituez pour rendre la juſtice à nos ſujets, du nombre deſquels ſont les Eccleſiaſtiques, de quelque qualité qu'ils ſoient. *Quid ſi expreſſa differentia delictorum civilium Eccleſiaſticorum, Eccleſiaſticum ſermon ſolum eſt Clericis competent, tam in civilibus quam in criminalibus cauſis.*

Et ſi ce qui ſuit de l'excommunication contre les Eccleſiaſtiques qui en auroient ſeu appeler d'autres devant le Juge ſeculier avoit lieu, il ne faudroit plus parler de Juſtice Royale, ny de noſtre autorité, ny de delict commun, ni de caa privilegié, ny de puſſance ſur les Eccleſiaſtiques: à quoi ſe portent les nouvelles opinions de ceux qui par faction toute maniſte voudroient volontiers, à leur eſtoit poſſible, faire revivre la Ligue parmy nous, & taſchent par tous moyens de faire un ſéisme entre les Chreſtiens: ce qu'il eſt beſoin d'empêcher promptement, parce que le mal augmente de jour en jour: & poſſive ainſi eſt que toutes ces propoſitions ſont également prejudiciables au bien commun de l'Egliſe, & à la ſeureté des Eſtats, il faut empêcher qu'elles ne ſoient plus en la bouche de qui que ce ſoit, & que les eſcrits, ſi aucuns eſtoient faits ſur ce ſujet, ſoient ſupprimés auſſi toſt que l'on voudroit les mettre en lumiere, ainſi que noſtreſdite Cour, qui monſtre l'exemple de bien faire à toutes les autres compagnes, ſoigneuſe comme elle eſt en toutes occaſions de conſerver nos droits, ayant par la ſeureté de ſon Arreſt condamné la Theſe, & puny l'indignité de l'auteur, aucun ne ſoit deſormais ſi oſé dans noſtre Royaume de ſouſcriter en public des propoſitions contraires à noſtre autorité: & parant ſupreſſe noſtreſdite Cour, d'ordonner que la Theſe demeurera ſupprimée, & que deſcienſes ſeront faites aux Docteurs Regens de l'Univerſité d'Orleans, & autres de ce reſſort; enſemble à tous Principaux, Grands-Maſtres de Colleges, Precepteurs, Regens, & Profeſſeurs, de quel que qualité qu'ils ſoient, permettre qu'en leurs Colleges & Eſcholes ſoient diſputées aucunes Theſes contenant maximes contraires à l'autorité Royale, à peine de punition corporelle; & que l'Arreſt qui interviendra ſera lu & publié, tant au Siege Preſidial, l'audience tenue, qu'à l'ouverture des Eſcholes tous les ans, & tranſcrit aux regiſtres de l'Univerſité, & de la Maiſon

commune de ladite ville : Et outre demande qu'il plaîse à notre dite Cour ordonner, que l'Arrest sera luë & publié en toutes les Universitez de ce ressort, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance.

Et quant au surplus des contestations d'entre les parties, estime qu'il y a lieu de declarer les Docteurs sollement intimes, & augmentant le nombre jusques à six, la Cour peut remplir ces nouvelles places de tels des appellans qu'il luy plaira, entre lesquels Monet & d'Avezan semblent y avoir plus de droit que les autres, parce qu'ils ont eu les voix des Magistrats de la Ville : demeurant la forme de l'élection telle qu'elle a esté cy-devant à l'égard des Lieutenant general, criminel, & particulier, le Prevost & son Lieutenant, ensemble nos Advocats & Procureurs qui y seront appellez, pour y avoir voix excitative & honoraire seulement, selon qu'il est accoustumé.

Nostredite Cour a déclaré & declare les Docteurs Regens de l'Université d'Orleans sollement intimes sur l'appel en leurs noms : & faisant droit sur l'appel interjeté de l'élection faite par ledits Docteurs de la personne de Jourdin, a mis & met l'appellation, & ce dont est appelle, au néant : ordonne que les Theses par ledit Jourdin proposées, seront supprimées : fin inhibitions & défenses aux Docteurs Regens de ladite Université, & autres de ce ressort, Principaux, Grands-Maîtres de Colleges, & Professeurs en quelque science que ce soit, permettre que dans leurs Colleges ou Esholes soient disposées aucunes Theses contenant maximes contraires à l'Autorité Royale, à peine d'en répondre en leurs noms.

Et faisant droit sur l'intervention des Maîre & Eschevins de ladite ville d'Orleans, & autres intervenans, a ordonné & ordonne, que l'Arrest de l'an mil cinq cens douze, concernant le nombre de huit Docteurs Regens en ladite Université d'Orleans, sera gardé & observé, quand l'affluence & multitude d'Escholiers le requerra : & cependant qu'outre les trois Docteurs qui sont à présent en ladite Université, & l'Instituteur, il y aura encore, trois Docteurs Regens, si sans le nombre de six, & que lesdites trois places seront remplies, sçavoir la quatriéme de celle

de Monet, la cinquiéme de celle d'Avezan, & la sixiéme de celle d'Ory : lesquels six Docteurs Regens jouiront également des émolumens de leursdites charges de Docteurs, fors & excepté des gages, dont en sera baillé aux deux anciens à chacun sept cens livres, à d'Avezan quatre cens livres, & à Monet pareille somme de quatre cens livres, & deux cens livres à l'Instituteur : a ordonné & ordonne, vacation advenant de places des Docteurs Regens, que lesdits Docteurs seront tenus invier les Lieutenants general, criminel, & particulier, le Prevost & Lieutenant de la Prevosté, ensemble les Advocats & Substitués de nostre Procureur general, aux leçons, disputes, & élections qu'il conviendra faire des contendans les places vacantes, pour avoir par ledits Magistrats voix excitative & honoraire seulement, demeurant le droit d'être aux seuls Docteurs Regens : ordonne en outre que les Lettres patentes & Arrests sur icelles intervenus, concernant le temps d'estude, sera gardé & observé selon la forme & teneur, menant sur le surplus des demandes & conclusions des autres intervenans, les parties hors de Cour & de procès, sans dépens : ordonne que le present Arrest soit luë & publié au Siege Presidial d'Orleans, l'audience tenant, & transfert aux Registres de l'Université, & Maison commune de ladite ville ; & outre luë & publié en toutes les Universitez de ce ressort, tous les ans à l'ouverture des leçons, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance.

Si vous mandons & commettons par ces presentes, à la requeste d'Emond Monet, ce present Arrest mettre à deui & entiere execution, selon la forme & teneur, contraignant à ce faire & souffrir tous ceux qu'il appartiendra, par toutes voyes deues & raisonnables : commandons à tous nos Justiciers, officiers, & sujets, ce faisant qu'à vous soit obey : de ce faire vous donnons pouvoir : ensemble de faire faire tous exploits requis & necessaires pour l'execution des presentes. Donné à Paris en nostre Parlement le vingt-cinquième jour de Juin, l'an de grace 1626, & de nostre Regne le 17. Signé, Par la Chambre, DU TILLERY, & scellé à double queue en cire jaune.

B. Choppin traite simplement la matiere de ce Chapitre lib. 3. de domo cap. 17.



CHAPITRE XXXVIII.

DES EXEMPTIONS DES EGLISES, CHAPITRES,
Abbayes & Monasteres, de leurs Prelats legitimes & ordinaires.

*Privilegium libertatis Monasterio sancti Dionysii concessum à Landerico Episcopo Parisiensi.
anno 658.*

DI VINA largiente gratia Landericus Parisiorum Ecclesiæ Episcopus. Quoniam quidem inter ea quæ Dei disponente providentia cursu temporis agimus, si quid rectè actum est, ad illius qui & dando præmonuit, & posse continet, gloriam & nostram prosperitatem non est dubium attingere: decet & præsertim eos qui in sacris ordinibus eminere videntur, privatæ & publicæ rei ita curam agere, ut & sua peccamina annullare, & si quid est virtutum, hoc semper ad altiora studeant provehere, & aliorum vel beneficia commendare, vel vitia invigilanter corrigere.

Debet etiam esse grata omnium Dei fidelium inter se familiaritas, & in expetendis dandisque beneficiis adeo oportuna propinquitas, ut nulli proflus digna petenti non modò non abeant, verumetiam ut amplius quod dignum est ab altero petere possuleat. Quapropter noverit omnium Catholicæ Ecclesiæ cultorum generalis universitas, quod domnus gloriosissimus Cludovicus Francorum Rex, divino irradiatus lumine, religiosa petitione humilitatis nostræ extremam populoque, ut & nos & Canonicorum nostrorum communis fraternitatis securitatis & incommutabilitatis privilegium ederemus pro reverentia sancti Dionysii, sociorumque ejus Rustici & Eleutherii, qui cum eo laurea Martyrii sunt redimiti ad Basilicam ipsorum, ubi ipsi corpore requiescant, & in virtutum miracula coruscant, & ubi Dagobertus genitor suus quondam Rex, vel generis sui Nanthildis Regina sepulchras habere videntur.

Quoniam sancta Carthaginensis Synodus facta à beate memorie domno Bonifacio ejusque Coepiscopis non prohibeat Monachos sub privilegio proprio residere, vel sancti Augustini libri de Ecclesiasticis gradibus doceant, Monachos sub quiete regulariter viventes sua singulari lege debere quiescere, & ab omni infestatione Clericorum intrepidus permanere ne secularis strepens eos lædat quos districta regula servitutis Domini moderatur. Quod nos considerantes, dum & Canonici institutio nos hac de re non præjudicat, vel idè quia supradicti domini Cludovici Regis petito quali nobis jussio est, cui difficillimum est resisti, vel pro reverentia tantorum Martyrum, quorum patrocinio se ipse commisit, ut ipsi Monachis secundum sanctum ordinem vivere liceat, & ut tam pro nobis quàm pro omnibus nostræ Ecclesiæ fratribus Deum oremus; ipsum privilegium plena voluntate unà

cum consensu fratrum meorum ipsis concessisse visum fuit.

Per quod decerno, atque ob testationem divini nominis interdicto, ut nec ego deinceps nec ullus successorum meorum hoc audeat infringere, vel temerario aucto aliquatenus violare, videlicet, ut omnis Presbyter vel Clericus ex his quæ in ipso loco beatilimi Dionysii Martyris, vel extra ex loco qui dicitur fons sancti Remigi, sicut via distinguat quæ præbet iter iuxta pratum quod dicitur formosum, usque ad Ecclesiam sancti Quiniani Martyris; & illinc per regalem stratum, donec veniat ad vivarium in capite tricenii pontis, sicut prata fratrum distinguat, usque ad præfixum locum fons beati Remigi, omnes illi qui in hoc circumscripto spatio Ecclesiis servium sint, liberi & absolvi ab omni debito & redditione circueundam & Synodorum.

Tamen volumus, & pro reverentia sancti Martyris Dionysii concedimus, ut si necessitas eis fuerit, ex nostro, & successorum nostrorum Episcopatu, sine pretio christiani & oleum suscipiant. Et si quis eorum Presbyterorum vel Clericorum forte aut occisus, quod absit, aut vulneratus fuerit, aut ex his omnibus alicujus injuriæ acclamatio surrexerit, quicquid ex his omnibus ad nos pertinere videatur, hoc totum Abbati qui in ipso sancto loco præfuerit, ceterisque fratribus habendum & disponendum concedimus. Quod si aliquis caliditate aut cupiditate præventus fuerit, & ea quæ sunt superius comprehensa temerario spiritu violaverit, tribus annis poenitentiam agat à communione fratrum sequestratus, & nihilominus hoc privilegium, Christo protegente, qui & adjuvet illud conservantes, & dissipet illud destruere cupientes, perpetuo manent incorruptum. Quam definitionem consensionis nostræ ut nostris & futuris temporibus valitura sit, manus nostræ subscriptionibus roboravimus, & Coepiscopos domos & fratres nostros rogavimus, ut ipsam insuper firmare debeant.

In Christi nomine Landericus, ac si peccator, Episcopus arbis Parisiæ, hoc privilegium consensu & subscripsi. Munemur Episcopus consensu & subscripsi, &c.

Facto privilegio sub die Julii in anno 15. regnante Cludovico gloriosissimo Rege, Austro-ordenus leclor jubente domno Landerico Episcopo hoc privilegium scripsi & subscripsi.

Ex Synodo Gallie Simondii
V. de quâ vident M. Dupin fac les formules de Marculle p. 431. 412. & le fleur Florent en sa dissertation de
comparaison religieuse.

Tome I. Partie IV.

Ddd

Conventus Clipiacensis, in quo Clodovæus Rex auctoritatis suæ præceptum de eadem Monasterii S. Dionysii libertate conscribi iussit, anno Christi 659.

II. **D**E hoc Conventu multa scribit Aimoinus libro 4. Historiæ Francorum, cap. 41. ubi & Clodovæum Regem, Episcopos. ac Proceres qui convenerant, his inter cætera verbis adloquentem inducit: *Nobis itaque devotio (inquit) hæc extat animi, ut Monasterium Patroni nostri Domni Dionysii, in quo ipsi cum confribus resimoniai veritatis requisivit humatus, & pia memoria genitores nostri, domnus videlicet Dagobertus & domna Nantildis se sepeliri mandaverunt, ab omni solvamus dominio mortuorum, quatenus Abbas vel fratres eo loco comman-*

nentes, possessiones à parentibus nostris sive ab aliis fidelibus Christianis sibi traditas absque ulius dominationis inquietudine possidentes, pro salute nostra, ac statu Regni nostri liberius Deum deprecantur. In gestis Dagoberti quæ in antiquis exemplaribus leguntur, eadem etiam Clodovæi Regis oratio describitur, sed aliis verbis: iisdem nempe illis quibus præceptum ipsum contextum est, ut alterum ex altero expressum appareat. Præcepti autem Regii exemplum in sancti Dionysii tabulario est huiusmodi.

Ex Synodis Galliæ Jacobi Sirmundi.

Præceptum Clodovæi II. Regis, de libertate Monasterii sancti Dionysii. 659.

Chludovicus Rex Francorum vir Illuster.

III. **O**PORTET clementia principali inter cæteras petitiones, illud quod pro salute adscinditur, & pro tenore divini nominis postulatur placabili auditu suscipere, & ad effectum perducere, ut fiat in mercede convictio, dum pro quiete servorum Dei vel congruentia locis venerabilibus impetratur petitio.

Igitur dum & omnipotens Pater, qui dixit de tenebris lumen splendescere per Incarnationis mysterium unigeniti filii sui Domini nostri Jesu Christi, vel illustrationem Spiritus sancti illuxit in corda sanctorum Christianorum, pro cujus amore & desiderio inter cæteros gloriosos triumphos Martyrum beatus Dionysius, Rusticus, & Eleutherius meruerunt palmam victoriæ, & coronam percipere gloriosam, ubi per multa tempora in eorum Basilica, in qua requiescere videntur, non minima miracula Christus videtur per ipsos operari: in quo etiam loco genitores nostri domnus Dagobertus, & domna Nantildis domnus requiescere, ut per intercessionem Sanctorum illorum in cælesti Regno cum omnibus mereantur participari, & vitam æternam percipere.

Et quia ab ipsis Principibus & cæteris pñis Regibus, vel à Deum timentibus Christianis hominibus, ipse sanctus locus in rebus propter amorem Dei & adipiscendam vitam æternam cernitur esse diatus, nostra integra devotio & petitio fuit, ut Apostolicus vir Landericus Parisiacæ urbis Episcopus privilegium ad ipsum sanctum locum, Abbati vel fratribus ibidem consistentibus facere & confirmare pro quiete futura deberet, quò facilius ipsi congregationi liceret pro stabilitate Regni nostri ad limina Martyrum ipsorum juxta exorare. Hoc ipse Pontifex cum suis Coepiscopis juxta devotionis nostræ petitionem plenissima voluntate præstitisse vel confirmasse dignoscitur.

Nos igitur per hanc seriem auctoritatis nostræ, juxta quod supradictum privilegium à Pontificibus factum vel præstitum est, pro reverentia ipsorum Martyrum, vel nostra confirmanda mer-

eede per hanc auctoritatem jubemus, ut si quid ad ipsum sanctum locum in villabus, municipiis, vel quibuscunque rebus, atque corporibus à pñis Principibus, seu genitoribus nostris, vel Deum timentibus hominibus, propter amorem Dei ibidem delegatum aut deinceps fuerit additum, dum ex munificentia parentum nostrorum, ut diximus, ipse sanctus locus videatur esse ditatus; nullus Episcoporum, neque præsentis, nec qui futuri erunt successores, aut eorum ordinatores, vel quælibet persona possit quoquo ordine de ipso loco aliquid auferre, aut aliquam potestatem sibi in ipso Monasterio usurpare, vel aliquid quasi per commutationis titulum absque voluntate ipsius congregationis, vel nostro permissu minuere, aut calices, vel cruces, sed indumenta altarium vel sacros codices, argentum, aurum, vel qualemcumque speciem, quicquid ibidem collatum fuit aut erit, auferre, aut minuire, vel ad civitatem deferre præsumat: sed liceat ipsi sanctæ congregationi, quod eis per rectam delegationem collatum est, perpetuum possidere.

Quatenus eandem pro animabus parentum nostrorum, & pro stabilitate nostri Regni Domini attentius delectet jugiter exorare.

Nos enim pro Dei amore, vel reverentia ipsorum sanctorum Martyrum, & adipiscenda vita æterna hoc beneficium ad ipsum sanctum locum, cum consilio Pontificum & illustrium virorum nostrorum ac procerum, gratissimo animo, & integra voluntate visi sumus præstitisse. Eo videlicet ordine, ut sicut tempore Domni & genitoris nostri ibidem chorus psallentium per turmas fuit institutus, vel sicut ad Monasterium sancti Mauricii Agaunis, & sancti Martini Turonis die noctuque teneretur; ita in loco ipso per omnia futura tempora celebraretur. Quam auctoritatem decrevimus, Christo in omnibus nobis suffragante, ut firmiter habeatur, & per omnia tempora conservetur, subscriptionibus manus nostræ infra roborari.

Chludovicus Rex signavi.

Ego Gerosaldus obtuli & signavi.

Munemundus Episcopus consentiens subscripsi.

Et Data sub die 10. Kal. Julii anno 16. Regni nostri, Clippaco in Dei nomine feliciter. Amen.

Ex Synodis Gallie Jac. Simondii

Privilegium libertatis Monasterio Corbeienſi conſeſſum à Bertheſrido Episcopo Ambianenſi. anno 664.

IV. **D**OMINIS sanctis & Summi culminis apice Pontificalis Cathedrae specula praesidentibus in Christo fratribus Nivoni, Genesio, Eihualdo, Emmoni, Audoni, Audomaro, Audoino, Audeberto, Burgundo, Faroni, item Audeberto, Draufcioni, Bertheſridus munere superni largitoris Ambianensis Ecclesiae Episcopus. Licet nos antiquae regulae constituta salubri observatione custodire conveniat, tamen uti provisione tractantes constituimus, ut quod sacris deliberationibus non derogat, intrepida observatione conservetur. Et quia gloriosissimus dominus Chlotharius Rex, necnon & praecelsa domina Bathildis Regina divino inluminata auxilio Monasterium suo opere, Christo praesule, in loco nuncupante Corbeia construxerunt, religiosam petitionem nostris auribus patefecerunt, quae viscerali pietatis affectu ita cor intrinsecus molli-vit, ut petra non concedere, aut certe libentissime non impluisse noster animus religiosum fore putaret.

Sancto igitur amore succensi nostrae vilitatis extremitatem petierunt, ut & nos, & vestra fraternitas consentientes, pro reverentia sanctorum Petri & Pauli Apostolorum, & sancti Stephani Protomartyris, qui ob gloriosum ac triumphale votum pro amore Christi coronam martyrii consequuti sunt, ad praedictum Monasterium in eorum honore constructum privilegium concedere deberemus. Licet sancta Carthaginensis Synodus à bonae memoriae Bonifacio, ejusque Coepiscopis facta, vel ipsius Sacerdotis epistola ad Liberum porrectae, non prohibeat Monachos sub privilegio proprio residere, vel sancti Augustini praclari Doctoris libri de gradibus Ecclesiasticis doceant, Monachos sub quiete regulariter viventes absque inquietudine Clericorum vel Episcoporum residere.

Quod nos considerantes, dum & Canonica institutio de hac re nos non praedjudicat, vel su-pra dicti Dominus, & praedicta Domina dum se patrocinio tam & in praesenti vita, quam & in futurum praefatorum Sanctorum plenissima devotione tradiderunt; ut eis ubique apud clementissimum & omnipotentem Dominum eorum intercessio praebere dignetur adminiculum, vel pro reverentia tantorum Martyrum, seu prout Monachii ibidem degentes sub regula sanctorum Patrum quieti conversari possint, hoc privilegium plena voluntate una cum consensu fratrum meorum concessisse, vel indulsisse visum sum. Per quod decerno, atque ob testificationem divini nominis interdicto, ut nec ego, nec ullus Episcopus meorum successorum meorum hoc inurpere praesumat.

Nec nos hoc propriae deliberationis instituto posteritas testimet decrevisse, cum etiam antiquiora vel in novo tempore Monasteria propria privilegia fiat consecuta. Nam & Agaunensium, quod velut istud regio est munere ditatum, & Lirienſium vel Basilica domni Marcelli, immo-que Monasterium Luxoviense, hoc viden-

tur habere concessum, & ita à succedentibus custoditur, ut quicquid ibidem offertur, ipsi Abbates vel Monachi ibidem deservientes absque contrarietate, vel repetitione Episcoporum liberè cum Dei adjutorio hoc possideant.

Ergo omnes unius conspiratione consensus antedictis Principibus postulatione socia libenter annuentes sic decrevimus, ut quaecumque praedictum Monasterio vel Monachis regio munere, seu à quibuscumque Christianis in agris, mancipiis, vineis, silvis, auro, argento vel vestibus, vel quibuscumque speciebus conlata, aut deinceps conferenda sunt, vitae nostrae temporibus, seu successorum nostrorum, nec ego, nec ullus sibi Pontifex, aut aliquis ex ordine Clericorum Ambianensis Ecclesiae, suis usus usurpare, aut minurare, aut ad civitatem aliquas species deferre praesumat; sed sub omni libertate vel immunitate praedictum Monasterium vel Monachi ibidem consistentes possideant.

Altaria ad praedictum Monasterium vel tabulae si defuerint, Episcopus Ambianensis Ecclesiae in Dei nomine benedicat, & christa sanctum faciat sine pretio, & annis singulis pro reverentia Sanctorum sine ullo praemio muneris causa cedat. Et quod ad ipsum Monasterium in Dei nomine fuerit oblatum, vel à quocumque Deo inspirante transmissum, nihil sibi exinde Pontifex, aut ejus Archidiaconus, aut quilibet ordinator Ecclesiae audeat vindicare, nec ad praefatum Monasterium accedere, nec in agris ipsius convivia ego, vel Pontifices successores nostri, vel Archidiaconus, aut quilibet ordinator Ecclesiae Ambianensis praeparare praesumat, nisi ab Abbate praedicti Monasterii spontanea voluntate fuerit rogatus.

Et cum Abbas fuerit de saeculo isto evocatus, quem unanimiter congregatio ipsius Monasterii ex semetipsis bonum & dignum elegerint, data auctoritate à praefato Principe, vel ejus successoribus, à nobis, vel successoribus nostris, absque ullo commodo secundum sanctos Canones ordinetur. Similiter & reliquos gradus Clericorum minores ac majores, quos Abbas jamdicti Monasterii elegerit, sive intra aut extra Monasterium, sine aliqua praemii acceptione, iuxta quod lectio docet, constituimus consecrare. Neque ulla alia potestate in ipso Monasterio utatur, ut diximus, neque in Monasterio, seu in rebus, aut ornamentis ipsius, neque in personis; dum tantum gloriosissimi Principis petui intercessit, vel quia ipsi Monasterium ipsum construxerunt & diaverunt, vel pro reverentia sanctorum Apostolorum & Martyrum, seu pro eo ut quieti sub regula sancta ipsi Monachi vivere debeant ad ipsum Monasterium deservientes, nec Episcopus, nec Archidiaconus, aut quilibet alia persona ordinator Ecclesiae Ambianensis, quodcumque de eodem Monasterio, sicut de reliquis Parochiis usurpare, aut commutare, aut aliquas res auferre, vel species quae ad ipsum Monasterium sunt conlatae, deferre ad civitatem audeat, ut de perfecta quiete

valent ipsi Monachi, qui ad prædictum Monasterium delinquent, duce Domino per tempora exaltare, & sicut antedicta Monasteria sub libertate vivunt, ut pro statu Ecclesiæ, & salute Regum vel stabilitate Regni, & tranquillitate patriæ valeant plenius pium Dominum exorare.

Est aliqua de ipsis Monachis consumax fuerit, ab Abbate prædicti Monasterii secundum Canonicam institutionem emendetur. Ut hoc privilegium sub ea, ut diximus, libertate qua antedicta Monasteria, & Monachi vivunt, debeat in perpetuum permanere firmissimum, ut jamdicti Monachi sapientissimo Monasterio deservientes nostris & futuris temporibus sub libertate consistant, quia nihil de Canonicis auctoritate convellitur, quicquid domesticis fidei pro tranquillitate pacis, vel pro reverentia Sanctorum tribuitur, illud etiam addi placuit, ut ipsi Monachi sub regala sancti Benedicti, vel sancti Columbani conversari, & vivere debeant.

Quod si aliquis calliditate sua cupiditate præventus Episcopus, ea quæ sunt superius comprehensa temerario spiritu violare præsumpserit, tribus annis penitentiam distinctissime agat à communionem fratrum sequestratus. Et nihilominus hoc privilegium, Christo protegente, qui & adjovet illud conservantes, & dissipet illud destruere cupientes, perperim maneat incorruptum. Quam definitionem constitutionis nostræ, ut nostris & futuris temporibus valitura sit, manus nostræ subscriptionibus roboravimus, & Coepiscopos domnos & fratres nostros rogamus, ut ipsam in omnibus confirmare debeant.

Bernhardus peccator Ambianensium urbis Episcopus hoc privilegium à me factum legi,

Ex Synod. Gallie Jac. Sim.

consenti & sub scripsi.

Genesius ac si peccator Episcopus hoc privilegium consenti.

Charaldis Episcopus hoc privilegium consenti & sub scripsi.

Gautobertus ac si peccator Episcopus hoc privilegium sub scripsi.

Baso id Dei nomine Episcopus hoc privilegium consenti & sub scripsi.

Ragnobertus ac si indignus Episcopus hoc privilegium consentiens sub scripsi.

Nummolenus ac si peccator Episcopus hoc privilegium consenti & sub scripsi.

Autobertus ac si peccator Episcopus hoc privilegium consenti & sub scripsi.

Audenus Episcopus hoc privilegium consenti & sub scripsi.

Dado peccator hoc privilegium consenti ac sub scripsi.

Emmo Episcopus sub scripsi.

Leodeboldus peccator Episcopus hoc privilegium sub scripsi.

Chrodobertus peccator hoc privilegium sub scripsi.

Paternus peccator, Egloensis Ecclesiæ ac si indignus Episcopus hoc privilegium consenti & sub scripsi.

Draucio ac si peccator hoc privilegium consenti & sub scripsi.

Ego Audobertus ac si peccator Episcopus hoc privilegium consenti & sub scripsi.

Factum hoc privilegium sub die 8. Idus Septemb. anno 7. regnante Clotario Rege, Capitoniano in Palatio publico. Sigo in Dei nomine Diaconus hoc privilegium scripsi & sub scripsi.

Privilegium Adeodati Papæ, Monasterio sancti Martini Turonensis concessum. 670.

V. DILECTISSIMIS fratribus universis Episcopis in Gallie partibus, Adeodatus. Aequitatis nos admonet norma, quam apprime custodire præcipimur, ut Canonica sanctorum Patrum consilia, præsertim à beatissimis Apostolicæ Sedis Præfatis, prædecessoribus sanctis nostris, qui auctoritatem successione ac vice sacratissimi Apostolorum Principis Petri, per diligenter soleritiam nacti sunt, quemadmodum statuta reperimus inemerata, atque illibata custodia conservemus. Sed & quæque à fratribus nostris Ecclesiarum Episcopis pedisequa dumtaxat imitatione consueta, & salubriter fuerunt ordinata, utpote sancti Apostolorum Principis licet impares ministerio, firmanda simili ratione decernamus.

Qua ex te dum Agricola religiosus Presbyter & Abbas Monasterii sancti Martini, in quo & venerabile corpus ejus est situm, visenda ex desiderio, veniens Apostolicas confessiones, & atque, nostris se repræsentaret obtinuit, commendationemque fratris nostri Crotherii Turonice Ecclesiæ Præfati obtulisset, supplici voce precatus est, ut privilegium Apostolica auctoritate subsumus, ob munitionem venerabilis Monasterii, quod beatus recordationis Confessor Christi Martinus Turonensis Ecclesiæ Episcopus in Gallicanis partibus, ad converterum salutem

sui sacratissimi corporis consecratione decoravit, cui nunc præesse se perhibens scripsit ostenderat, ei concedere deberemus: parumper autem ambigimus idcirco, quod nos atque traditio sanctæ nostræ Ecclesiæ plus non subpetat à regimine Episcopalis providentiæ religiosa loca leccere.

Verum ubi & prædicti frater nostri Crotherii Turonensis Ecclesiæ Præfatus Monachicam libertatem, hoc est liberam dispensandi licentiam scripsit concessam, religiositate ejus exemplaria proferente comperimus, in cujus volumine & aliorum per Gallicanam videlicet Provinciam constitutorum Antistitem ad id consensum præbentium subscriptione sobter annexas infimissimas nullatenus jam exoritur rationis, ac Canonicæ regulæ tantorum Episcoporum consonam sententiam fore perpendimus. Propterea & nos erga quod iidem fratres nostri reverentissimi præfatos conferre providerunt, simili censura ex auctoritate profecto Apostolorum Principis, cui claves ligandi, atque solvendi condior se redemptor omnium tribuit, identidem firmari concessimus, ut Apostolica fulso auctoritate per privilegium seriem nullas gravedines à quolibet Episcoporum, sub præterita discussione, religiosus Abbas vel Monachi iidem degentes sustineant, neque rursus hospitandi ibi apud eos licentiam vendicantes

vendicantes dispendia his atque insolentias angariarum imponant, neque per occasionem regularis discipline rimandæ, atque servandæ quilibet importent injurias : sed liberam licentiam habere statuis : salva protectio Monachicorum regularum custodia, religioso Abbate, quicumque pro tempore præcæri præfato venerabili Monasterio, id procurante, ut erga quod præcæri traditionis ejus articulus continet, & ipse conservare nitatur, & qui sub ejus reguntur dispensatione follester custodire commoneat, districteque compellat.

Reverendissimo verò Episcopo, in cujus parochia memoratum venerabile Monasterium, vel res ejus, ac possessiones consisterint, faciendæ tantum ordinationis ac promotionis Sacerdotum, atque Levitarum, vel consociendi chrisiatis, sit tantum concessa licentia : dispositionem autem venerabilis loci gerere, ac conversationem Monachicam exquirere religioso Abbati, ejusque Præposito, vel qui probatissimi in eodem M. naste-

rio fuerint, quod etiam præfati præfules consensu sententia delinierunt, decernimus.

Quisquis igitur quolibet tempore, quod nultatenus credimus, hujus decretum privilegii, quod auctoritate Apostolica subnixi consentiendo firmavimus, in totum vel in partem temere tentaverit, suæque præsumptionis audaciam digna emendatione minus correxerit, in perpetuum percellendum vel anathematizandum se noverit, non solum tantorum sententia Sacerdotum, sed etiam æquissimo Apostolicæ condemnationis aculeo, quoniam violare pertinaciter visus est, quod salubriter conservare debuerat. Et ita quoque hujus privilegii sanctio firma & rata indiminutè persistat, atque permaneat. Erga quod & præcellentissimi totius Gallie Reges, ut scripto comperimus, ad reprimandas laicorum infestationes edicto præmunire idem venerabile Monasterium regali pietate dignati sunt. Benè valete dilectissimi fratres.

Ex Synodis Gallie Sirmondi.

Vide D. Bernardum Epist. 42. 379. & 180. & cap. 4. 8. & 10. lib. 3. de consensu, ad Gregorium P. Pat. Bénédicti Epist. 68. & 90. Ivo Carnot. epist. 65. & 195. Locus insignis apud Nicol. monach. Suffragan. in vita Godefridi Epist. Am-

ianensis, lib. 2. c. 12. 14. 15. 21. & 24. Gregorius VII. P. lib. 2. epist. 62. 70. Adrianus, Patrice lib. 7. c. 21. Paul Langens in Chronica Cluzensi anno 1404.

Lettres de Louis le Debonnaire prenant en sa protection l'Abbé & le Monastere de Manlien en Auvergne : fait desenfes à tous Juges de prendre cognoissance de chose appartenante audit Monastere, ny de lever sur ladite Abbaye aucuns imposts. L'an 5. de l'Empire dudit Empereur, de J. C. 818.

V. I. N nomine Domini Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi, Hludowicus divina ordinante providentia Imperator Augustus. Cum locis divino cultui mancipatis ob divinæ servitutis honorem opem congruam ferimus, & regium morem decenter implemus, & id nobis profuturum ad æternæ remunerationis præmia capessenda veraciter credimus.

Notum igitur esse volumus fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ, & nostris, præsentibus scilicet & futuris, qualiter nos, sicut in aliis nostris auctoritatibus continetur, Heimonem venerabilem Abbatem ex Monasterio, cujus vocabulum est Magnus Locus, quod est constructum in honorem sancti Sebastiani Martyris, situm in pago Arvernico, & congregationem illius cum rebus illorum iustè sibi competentibus, sub nostra suscepimus plenissima defensione, & immunitatis tuitione : & ideo decernimus atque per hos apices Imperiales nostros sancimus, ut omnes res ejusdem Monasterii, sicut diximus, cum omnibus sibi subiectis sub nostræ defensionis immunitate consistant.

Præcipientes ergo jubemus atque præcipimus, ut nullus Juxæ publicus, aut cujlibet superioris aut inferioris ordinis Reipublicæ Procurator ad causas judicario more audiendas, in Ecclesias aut villas, seu reliquas possessiones, quas moderno tempore in quibuslibet provinciis ad eundem locum pertinent, vel deinceps aut per nos aut per alios quoslibet in jure ipsius Monasterii divina pietas voluerit augeri, ingredi

præsumat, nec freda, aut tributa, aut mansiones, aut paratas, aut teloneum, aut fidejussores tollere, aut homines tam ingenuos, quam servos super terram ipsius loci commanentes distringere, nec ullas publicas functiones, aut redibitiones vel illicitas occasiones requirere, quibus in aliquo idem Monasterium, sibi que subiecti aliquid injustè patiantur incommodum, nostris futurisque temporibus quisquam tam temerarius existat, qui id faciendi illicitum sibi potestatem adtribuere audeat. Ex quicquid de rebus præfati Monasterii sileus sperare poterat, totum nos pro æterna remuneratione prædicto Monasterio concedimus, ut perennis temporibus in alimonia pauperum, & stipendia Monachorum ibidem Deo famulantium proficiat in augmentis, qualiter Monachos ibidem deservientes pro nobis, conjuge, proleque nostra, atque stabilitate totius Imperii à Deo nobis concessi, atque conservandi jugiter Domini misericordiam exorare debeant.

Hæc verò auctoritas immunitatis nostræ, ut per curricula annorum inviolabilem atque inconvulsam obtineret firmitatem, manu propria subterfirmavimus, & annuli nostri impressione signari jussimus. Signum Hludovici serenissimi Imperatoris. Durandus Diaconus ad vicem Helisachar recognovi. Data 16. Kalend. Septemb. anno Christi propitio, 5. Imperii domini Hludovici pmissi Augusti. Indictione 11. Actum Andecavis Palatio in Dei nomine feliciter, Amen.

Lettres de Charles le Chauve, révoquant certaines Lettres obtenues de luy par surprise par l'Evesque de Clermont, qui luy avoit donné à entendre que l'Abbé & Convent de Manlieu dépendoient dudit Evesque; declare qu'il veut que ladite Abbaye demeure en sa protection, sans estre soumise à aucun Evesque : l'an 2. de son Empire, de J. C. 877.

VII. **I**N nomine sanctæ & individue Trinitatis, Karolus ejusdem Dei omnipotentis misericordia Imperator Augustus. Si locis divino cultui mancipatis emolumentum nostræ Imperialis Celsitudinis exhibemus, hoc nobis ad præsentem vitam facilius transigendam, & ad æternam felicius capessendam prodesse cupimus.

Novit igitur omnium fidelium sanctæ Dei Ecclesiæ, nostrorumque tam præsentium quam & futurorum industria, quoniam Heiricus venerabilis Abba ex Cenobio, cui vocabulum est Magnus Locus, sito in pago Arvernico, in honore sancti Sebastiani constructo, ad nostram accedens mansuetudinem ostendit præcepta tam gentioris nostri quam & nostræ auctoritatis, in quibus continebatur qualiter idem locus sub immunitate domini genitoris nostri, & sub nostra per nostrorum utrorumque præcepta consistere debent : nos denique eadem præcepta judicari per Fratum venerabilem Archiepiscopum jubemus, invenimus veras esse eorum præceptorum auctoritates, & quod peti libenter ei concessimus.

Quapropter cognoscantes quod Almarus Arvernensis Episcopus non recte nec regulariter nobis suggellit, scilicet quando nos non utique recordantes quæ superius dicta sunt de immunitate ejusdem loci deprecatus est ut eundem locum sibi per præceptum dedissemus, affirmans quod ipse locus ad suum Episcopatum ex antiquo pertinere deberet : unde ejus falsitatem quasi sub veritate ambulantem verum esse tunc putantes, quod precatus est ei per præceptum concessimus : sed licet ipse idem præceptum habeat, non tamen volumus ut stabile sit, sed ipsi Monachi & omnes illorum res in nostra & successorum nostrorum ab hodierna die & deinceps immunitate consistant.

Præcipimus quoque per præsentem nostræ Altitudinis præceptum, ut à nobis vel successorum nostrorum tuitione memoratus locus nunquam excidat, neque cuiuslibet aut Episcopo, aut cuilibet dignitatis homini concedatur, sed in eligendis Abbatis & consensendis Regula S. Bened. & hæc nostræ Imperialis jussio omnimodò observetur.

Les originaux sont en l'Abbaye de Manlieu.

Præcipientes ergo jubemus, atque præcipimus, ut nullus Juxta publicus, aut quilibet superioris aut inferioris ordinis Reipub. Procurator ad causas judicario more audiendas, in Ecclesiis aut villas seu reliquis possessionibus, quas moderno tempore in quibuslibet provinciis ad eundem locum pertinent, vel deinceps aut per nos aut per alios quoslibet in jure ipsius Monasterii divina pietas voluerit augeri, ingredi præsumat, nec feda, aut tribus, aut mansiones, aut paratas, aut teloneum, aut sive passores tollet, aut homines tam ingenuos quam servos super terram ipsius loci commanentes distinguere, nec ullas publicas functiones aut retributiones vel illicitas occasiones requirere, quibus in aliquo idem Monasterium siveque subiecti aliquid injustè petantur incommodum, nostris futurisque temporibus quicquam tam temerarius existat, qui id faciendi incitium sibi potestatem adtribuere audeat.

Et quicquid de rebus præfati Monasterii sicut sperare poterat totum nos pro æterna remuneratione prædicto Monasterio concedimus, ut perennis temporibus in alimoniis pauperum, & stipendiis Monachorum ibidem Deo simulatum proficiat in augmentis, qualiter Monachos ibidem deservientes pro nobis atque stabilitate Regni à Deo concessi, atque conservandi juxta Domini misericordiam errorare debeant.

Volumus etiam & constituimus ut quondam inter se tales investire potuerint, qui secundum Regulam sancti Benedicti eos regere valeant, semper de propria eligant congregatione per nostram vel successorum nostrorum licentiam Abbatem. Volumus etiam ut Fratres ejusdem loci quemcumque voluerint advocatum eligendi licentiam habeant, & ob remunerationem eam nobis totum ei dimittimus.

Et ut hoc per omnia tempora inviolabiliter conservetur, statim propria subterfirmavimus, & annuli nostri impressione insigniri jussimus. Signum Karoli gloriosissimi Imperatoris Augusti. Audacter Notarius ad vicem Gualtheri recognovit & subscripsit. Datam Kalend. August. Indict. decima anno 38. Regni domini Karoli Imper. in Franciam, & Imperii ejus anno 2. Actum Monasterio super fluvium Jegonnam.

Plaidoyers & Arrest de la Cour sur l'exemption du Chapitre de l'Eglise d'Angers, de la juridiction de l'Evesque d'Angers. 1538.

VIII. **E**NTRA l'Evesque d'Angers, appellant comme d'abus de la fulmination & execution de certaines pretendues bulles d'exemption, obtenues en Cour de Rome, d'une part : Et les Doyen, Chanoines, Chapelains, & habituez de l'Eglise S. Maurice d'Angers,

intimez, d'autre part.

Marthe pour ledit Evesque d'Angers appellant, dit :

Que l'Apostre commande, *Episcopum unius curiæ esse curam, & habere filios suos subditos in omni castitate* : la vraie maison de l'Evesque

c'est son Eglise, *quam habet sibi dispensatam, quia sponte est Ecclesia*. Ses enfans sont *priores* les Chanoines, de quels, & de son Chapitre il est le chef, suivant ce qui est écrit au texte, *Con Clerici, de verbo, signifi. lona, in c. cum dilectis, de testa. & obed. & in c. irrefragabili, de offi. ordina.* par lesquels partant le Droit divin & l'ancien luy a baillé justice & juridiction, *ut est notarium*; pourquoy il n'entretient autrement au fondement d'icelle, la justice & juridiction de fait fonder autrement. *In quolibet re domestica pater familias habet solentem noticiam curatorem, qua subdita necesse est eam curare*: par plus forte raison l'Evesque qui est le chef en l'Eglise doit avoir la prerogative, prééminence, autorité, justice, & juridiction sur les Chanoines: *qua si ei tollatur, commo veritatem non luy offre par exemptions, ils d'ensuivent infinis inconveniens & abus; car elles perturbent entièrement la paix & tranquillité des Eglises; sous ombre d'icelles les Chanoines ne portent honneur ny révérence à leurs Evesques; qui tourne en conspuentiam de tout la Clergie des Diocèses, parce que lesdits Chanoines des Eglises Cathedrales donnent mauvais exemple aux Eglises inférieures, scandalisent le peuple, vivent en tout désordre, ne craignant aucune correction.*

Si aucuns d'eux delinquent, les delits demeurant impunis, parce qu'ils ne boillent jamais Juges pour les punir; & s'ils en boillent, ce sont de leurs Freres, lesquels ne nannent grand compte de poursuivre, ne faire la punition & correction condignes. *Venerat enim quasi sibi fuerat Judex*, en cas plus grands ou semblables.

Et qu'il soit ainsi, ne sçavoient lesdits Doyen & Chapitre montrer de quelque temps que ce soit qu'ils ont entendu assemples de leur Evesque, qu'ils aient fait aucune punition ne correction des delits que ont commis les Chanoines, & autres habitants de ladite Eglise d'Angers: & pour mieux le montrer, y a un prisonnier appellant d'eux à *denegationem juris & justitie*, de ce prisonnier que luy ayant esté bannu & outragé en plein Chapitre, il n'a pû avoir justice d'eux, ny trouver moyen d'obtenir Juges pour ce faire. *Qua si sint delegata à l'un de leurs Freres & Conchanoines, qui doit esperer un étranger, & quelle justice luy fera l'un en ce Chapitre?*

Or outre, que au moyen desdites exemptions les Chanoines & Chapitre ont continuellement infinis procès contre leurs Prêtres, & en font toutes les juridictions, mêmement la Cour de coane, sèches & entouyées, & ne voit l'on parmy le Palais que Chanoines sollicitans procès contre leurs Evesques, qui pour ce faire gaignent franc, & voit la Cour comme ils prient Dieu pour la salut des ames des Fondateurs.

Pour ces causes & considerations, par le Concile de Constance qui fut tenu en l'an mil quatre cents dix-sept, les exemptions furent prohibées dès lors en l'advenir, & fut ordonné que de là en avant le Pape ne seroit plus aucunes exemptions sans connoissance de cause, & appellez ceux *quorum interest*: lequel Concile l'appellait *supplic* la Cour noter, parce que c'est le fondement de son appel comme d'abus: car l'exemption dont aujourd'hui est question, est depuis ce Concile celebre, lequel (qui fait à no-

ter) ne prohibe seulement de plus ordroyer exemptions, sinon avec connoissance de cause, & *notatus quorum interest*, mais *etiam* ravoque les exemptions octroyées à *tempore divini Papa Gregorii undecimi*, lequel mourut l'an 1377. & tous exemptis remis & réduits à la subjection & juridiction de leurs Evesques. *Et post obitum dicti Gre. ar. élites suis Urbanus sextus* l'an 1378. Depuis lequel temps, qui fut trente-neuf ans auparavant le Concile de Constance, toutes exemptions furent revocquées. Or auparavant ce temps parties adverses n'ont eût d'exemption, bien ont montré pour tout titre & fondement de ladite pretendue exemption, quelque attestation d'un Archevesque de Tours, contenant qu'un Evesque d'Angers nommé Falco, & les Doyen & Chapitre de ladite Eglise d'Angers estoient soumis à luy de plusieurs differens, sans les exprimer, & sans ce qu'il soit fait mention d'exemption; & ponce cette attestation, *Andoimus & vidimus quid Cancelli & Capitulum Ecclesie Andagavorse se pro exemptis gererent*; mais ne dit pas ledit Archevesque de Tours que lesdits Doyen, Chanoines, & Chapitre d'Angers fussent exemptes, & ne les prononce tels: & davantage cette attestation fut faite quatre ans après que l'on pretendoit ces differens avoir esté remis, à son dire, combien que en tout eventuel il falloit voir dedans l'an, par la décision de la luy *Si quis archiepiscopus, de verbo, oblige. Proterea* ledit Archevesque fait cette déclaration & attestation de l'oy-même, sans inquisition, sans connoissance de cause; & si ne fut cela prononcé en présence de l'Evesque d'Angers. ou Procureur pour luy, ou par forme de jugement, ou autre authentique, & si ne fut jamais exécuté; sinon au contraire ledit Falco avoit avoué & communiqué aucuns des Chanoines qui lors estoient pour aucunes fautes, montrant que lesdits Doyen & Chapitre *sint trans censuris subditi*.

Or combien que par ledit Concile de Constance fust prohibé de bailler par les Papes exemptions, sans connoissance de cause, & sans appeler ceux *quorum interest*: toutefois l'an mil quatre cents soixante & six, qui fut l'année suivante la journée de Montlebery, parties adverses allans prevenus, & en procès possédatoire en la Cour de coane, intenté par Maître Jean de Beauvau, lors Evesque d'Angers, lequel avoit baillé que l'Evesque d'Angers estoit en possession d'avoir toute autorité & droit de juridiction sur les Chanoines & Chapitre d'Angers, en possession que lesdits Chanoines & Chapitre ne pouvoient obtenir bulles d'exemption, à toute moins sans connoissance de cause, & sans l'appeler le retireur à Rome, & de du Pape Paul second impetrerent exemption de l'Evesque d'Angers, sans ce qu'elle porta aucune commission aux parties, ne connoissance de cause; mais seulement ledit Papa Paul declare par sa bulle, que parties appellent la Pauline, les Doyen, Chanoines & Chapitre d'Angers exemptes de leur Evesque, & manda les promulguer tels. Or faut entendre que lors de l'impetration d'icelle ledit de Beauvau estoit prisonnier, detenu à la poursuite du Cardinal Balluë, qui fut son fauteur; & néanmoins ils n'en demmerent jamais la fulmination, sinon jusques au l'an mil quatre cents soixante-neuf, & trois mois après que ledit Balluë fut pareillement constitué prisonnier: pendant lequel emprisonnement firent

faire quelque fulmination par un Doyen de saint Martin de Tours, lequel *pretendait se être exempté, & eodem laborabat morbo quo & Decanus Andegavensis* : lequel en la fulmination fait plusieurs abus ; car il procéda par censures & excommunications, *quoniam abfoluimus fidei & fuis referat fuperiori*. Prateris y avoit trois ans que la bulle de ladite exemption étoit impétrée, & avoient lesdits Doyen & Chapitre attendu à faire faire la fulmination d'icelles Lettres : jufqu'à après l'emprifonnement dudit Balluë Evefque : & au regard de l'exécution du dudit procès fulminé, femblablement il étoit plein d'abus ; car Maître Robert Breton qui fit ladite exécution, *Canonicus erat Andegavensis*, & par ainfi juge & partie. *Secundo*, défendit à l'Official d'Angers de plus tenir les plaids en la galerie qui eft au devant de l'Eglife, auquel lieu de tout temps & anciennement fouloient tenir les plaids de l'Officialité, où il trouva l'Official feant & exerçant fa jurifdiétion : & neantmoins la bulle d'exemption, pareillement le procès fulminé dudit Doyen de Tours, ne faifoient aucune mention de ladite galerie : *& fice avoit plus exécuté qu'il ne luy eût mandé*.

Et icy notera la Cour, s'il luy plaift, que ladite exécution ne fut exécutée à la perfonne de l'Evefque ; car il étoit prifonnier : & outre qu'elle fut faite bien dix mois après la fulmination de ladite bulle, & ne répondit ledit Official aucune chofe. Mais s'en alla, parce que les plaids étoient jà achevez, & aufin gisoit réponse à chofe si frivole que ladite exécution qui étoit abusive. Or ne s'arrefte à ces abus feulement ledit Evefque d'Angers, mais aufin veut monftrer ceux contenus en ladite bulle d'exemption, & en coterra huit.

Le premier, que ladite exemption a été octroyée contre le Concile de Conftance, *abfque aliqua causa cognovimus, & parte non vocata*.

Le fecond eft, que le Pape non feulam eximuit *Canonicos à jurifdictione Epifcopi*, mais aufin les Beneficiés que ledits Chanoines ôtennt au Diocèfe d'Angers.

Le tiers eft, que le Pape exempte ledits Chanoines & Chapitre *ab omni dominio & auferitate*.

Le quart eft, qu'il donne aufdits Doyen & Chapitre jurifdiétion fur les biens patrimoniaux des Chanoines de ladite Eglife, *& fice jurifdictionem realem*.

Le cinquième eft, qu'il exime à *jurifdictione ordinaria* dudit Evefque, *nedum Clericos, fed etiam laicos*, combien que l'Evefque, à caufe de fon Evefché, ait jurifdiétion de fon Ordinaire, & temporelle en plusieurs lieux de la ville d'Angers.

Le fixième eft, qu'il déroge au procès poffeffoire pendant ceans.

Le feptième, qu'il confirme l'exemption que *salvo* ledits Doyen & Chapitre luy avoient donné entendre avoir auparavant le trefpas du Pape Gregoire unième, fans qu'il luy ait apparu dicelle exemption.

Le huitième eft, qu'il charge ladite Eglife d'Angers pour cette exemption d'une demie once d'or tous les ans au jour & Fefte de faint Pierre & faint Paul, envers la Chambre Apoftolique.

Ultimè, il met au néant tous procès pendans

entre l'Evefque & Chapitre : *& fice* le procès qui pendoit en la Cour de ceans.

Et combien que cette bulle fut ainfi abusive, femblablement le procès fulminé d'icelle, & l'exécution, neantmoins ne s'eftoit trouvé aucun qui ait contredit, & prétendent paries adverfes avoir en jouiffance & prefcription de leur prétendu exemption : mais tout ce qu'ils auroient pu faire leur pourroit fervir ; car comme il a jà dit, ladite bulle d'exemption fut impétrée pendant la detention en prifon de M. Jean de Beauveau, fulminée quatre ans après, étant aufin prifonnier Balluë fuccelfeur dudit Beauveau, exécutée pendant ledit emprifonnement dudit Balluë, lequel en l'an 1480. fut délivré & baillé au Cardinal *sancti Petri ad vincula*, & par luy mené à Rome, où il deceda : & parce qu'il mourut à Rome, le Pape prétendait l'Evefché d'Angers avoir vacqué en *Curia Romana*, le conféra à un nommé le Cardinal de Carrieto : & le Chapitre d'Angers éleut un autre nommé M. Jean de Reilly, au moyen dequoy foudit procès, qui dura jufqu'à après la mort dudit de Reilly, auquel fucceda le feu Archevefque de Lyon, qui appoiait ledit procès en l'an 1505. étant âgé de douze à treize ans feulement : lequel Reilly ne refufa jamais audit Evefché, car il étoit Confefleur du Roy Charles VIII. lequel il faivoit par tout, & alla avec luy jufques au Royaume de Naples, & cependant faifoit ledit Chapitre ce qu'il vouloit : au regard dudit feu Archevefque de Lyon dernier immediat Evefque d'Angers, étant mineur, par contrainte de fon pere le Marefchal de Gié, il ratifia & approuva l'exemption impétrée par ledit de Chapitre ; ce qu'il ne pouvoit faire, & ne valoit, mais étoit nulle ladite ratification, qui fut faite avant qu'il fût reçu. Et aufin connoiffant par après qu'il avoit failly, le fit relever du contrait, & abfoudre de fon ferment : & qui fait bien à noter, la réfolution faite avec ledit feu Archevefque de Lyon n'étoit que pour le temps que ledit Archevefque feroit Evefque d'Angers, en forte que durant le temps dudit Archevefque, ils ont jouy de leur exemption *præcisè*, & par permiffion dudit Archevefque par la refignation duquel l'appellam à être pourveu dudit Evefché d'Angers ; & fi toft qu'il a été receu, a cherché tous les moyens à luy poffibles d'avoir paix avec fon Chapitre, & a été long temps qu'il a paffé beaucoup de chofes *concordantes* & *concordantes* : & voyant *tandem* que par concivence & diffimulation non poutoit plus rien qu'il caput, & que les Chanoines & habituez de fon Eglife recalcroient contre luy, le difans exemptés de luy & de fa jurifdiétion, il a été contrainct *non potuit* en *officio*, de fe pouvoir de mettre en devoir de leur tollir cette exemption, mere & nourrice de tous leurs procès & différens.

Et advenu que en l'an mil cinq cents trente-trois le Clergé de ce Royaume, pour fubvenir aux grands affaires du Roy, pour la tuition & defence dudit Royaume, & des Eglifes d'iceluy, octroya audit Seigneur un douz charitatif, & fut ce don confenty par chacun Clergé pardevant fon Evefque, nonnément par le Clergé du Diocèfe d'Angers, pardevant ledit appellam : furent chacun du Clergé confenté & impofé : fit ledit Evefque d'Angers admonefter tous & chacun les Beneficiés de fon Diocèfe, de payer chacun

chacon la conte; & à suite de payement auroit procédé par censures à l'encontre des refusans, mémeinent à l'encontre d'un nommé Maître Pierre Ernault, Chanoine & Chantre de ladite Eglise d'Angers, qui estoit refusant payer: dequelles censures, comme soy disant exempt de la juridiction dudit Evêque, se porta pour appeller comme d'abus au grand Conseil, & de ce que ledit Evêque d'Angers avoit procédé contre luy par censures, & requit qu'on luy aidât des tiers & enseignemens faisaient mention de ladite exemption: surquoy fut conclu qu'on luy aideroit d'édits tiers; & furent deputez certains Chanoines pour iceux exhiber quand mestier seroit. Après ce ledit Ernault obtint Lettres Royaux en forme de rempousse, fut adjourner ledit Evêque à comparoir au lieu Capitulaire pardevant un certain Commissaire, pour voir faire extraits en la présence dudit Ernault. Au jour assigné comparurent les parties pardevant ledit Commissaire & au lieu Capitulaire: un nommé Maître Julien Regnard, Prestre, Chanoine de ladite Eglise d'Angers, Procureur de Chapitre, commis & député par ledits Doyen, Chanoines, & Chapitre quant à ce, exhiba ladite bulle d'exemption, ôtrayée par ledit Pape Paul II. ensemble plusieurs autres lettres, registres, titres, & enseignemens faisaient mention de ladite exemption, dont auroit esté fait extrait par ledit Commissaire, & en avoit ledit Evêque eu la copie. Au regard du procès folmé, combien qu'il ait esté fait, & en a ledit Evêque un *vidimus*, neanmoins ledits de Chapitre le font bien garder le faire extraire & montrer, pensant par là offrir la voye d'appel comme d'abus audit Evêque. Et voyent icy ledit Evêque que s'il n'appelloit de ladite bulle d'exemption qu'il a veu, l'on luy pourroit par cy après objecter une fin de non recevoir, il s'est porté pour appeller comme d'abus de la procédure, publication, promulgation, & usage de ladite bulle, en ce qu'il y auroit eu publication, promulgation, ou usage d'icelle, & autres clauses abotives qu'il a recrées: conclud à ce qu'il soit dit qu'à l'effet mal & abusivement procédé, publié, promulgué, executé & usé, bien appelé par ledit appellant, & que defences soient faites ausdits Doyen & Chapitre eux aider de ladite bulle d'exemption, & demande despens.

SUITE pour les Inimés, dit.

Qu'il ne disputés point du mérite des exemptions qu'ont les Chanoines & Chapitres contre leurs Evêques; car c'est une vieille querelle que la Cour entend trop mieux que luy. Commencer par le principal fondement de partie, qui est le Concile de Constance, *Attendentes*, de l'an mil quatre cens dix-sept, auquel list le Pape Martin cinquième.

Or porte ledit Concile ces mots, *Attendentes, quod a tempore obitus felicis recordationis Gregorii Papa undecimi, prædictis nostris, nonnulli Romani Pontifices, aut pro Romanis Pontificibus se gerentes, & in suis diversis obedientibus regnati pro sua voluntate, aut per imperpetuam perentiam, nonnullas Ecclesias, Monasteria, Capitula, Conventus, Prioratus, Beneficia, loca, & personas à Jurisdictionibus Ordinariarum tempore dicti Gregorii nullatenus exemptos, vel exemptas, de novo, & dicunt Ordinariarum Jurisdictionibus exemptas, in gratia ipsarum Ordinariarum præjudicium: Nos vo-*

lentes hujusmodi præjudicia obviare, omnes exemptiones Ecclesiarum Cathedralium, Monasteriorum, Capitularum, Conventuum, Prioratuum, Beneficiorum, locorum, personarum quarumcumque à tempore obitus dicti Gregorii undecimi, per quoscumque pro Romanis Pontificibus se gerentes, etiamque per nos factas approbata fuerint, ex certa scientia vel innovata, parvo non vacata, de novo faciat, qua tamen ante exemptionem hujusmodi nulla exemptione gauderent, sacre approbata Concilio revocemus. Puis après sont ces mots, *Ceterum antem exemptionibus ante obitum dicti Gregorii habitis vel concessis, nullum volumus per hoc præjudicium generari.*

Or la Cour remarquera, s'il luy plaît, que cela fut fait l'an mil quatre cens dix-sept, & que le Concile de Constance refusa la revocation des exemptions ad dictum obitus Gregorii undecimi. Par la Chronique il appert que Gregoire onzième fut Pape l'an mil trois cens soixante & dix-neuf. *Post mortem Gregorii undecimi, Urbanus & Clemens contenderunt de Papatu.* Au moyen de quoy y eut schisme en l'Eglise, & grosse contention, qui dura trente-neuf ans & jusques à l'élection de Martinus quintus, qui fut élu à Constance audit an trois cens soixante & douze. *Et jam subleata divisione Ecclesiæ sui illi habitum Concilium universale, auquel presidoit Martinus quintus, & y fut faite sa constitution, Attendentes, & revoqua icy ledit Martinus toutes & chacune les exemptions données & concédées à tempore obitus dicti Gregorii Papa undecimi; & ce so moyen des schismes & divisions qui avoient esté depuis le décès dudit Pape Gregoire, jusques audit Concile de Constance.*

Par ce moyen la principale question qui s'offre, est sçavoir si l'Eglise d'Angers avoit eu son exemption ante obitum dicti Gregorii, an post. Car porte ledit Concile de Constance, *nullum velle præjudicium exemptionibus ante obitum dicti Gregorii habitis vel concessis generari.* Et si les iurées montrent que leur exemption est auparavant le trespas dudit Pape Gregoire XI. s'y a difficulté qu'ils n'ayent leur cause gagnée. Or a montré au conseil de l'Appellant, que l'exemption de ladite Eglise d'Angers est paravant le décès de Gregorius undecimus: conséquemment ne luy peut servir le fondement qu'il a pris sur ledit Concile de Constance; ainsi fait ledit Concile entièrement à l'intention dessus iurées. Trouve par son fac, qu'il y a deux cens quatre ans que l'Evêque d'Angers qui lors estoit, & Chapitre d'Angers tomberent en controverse & dispute de ladite exemption, & pour nourrir paix & amour entre eux, ne voulans entrer en contention judiciaire, s'adviserent de compromettre *super præsentia libertate* dudit Chapitre, *in personam & sententiam Stephani Archiepiscopi Thonensis*; & la raison qui les meut de choisir ledit Archevêque de Tours Estienne, ce fut comme ils dient, parce qu'il avoit esté Official d'Angers, & sçavoit la vérité du fait mieux que nul autre: & promirent ledit Evêque & Chapitre d'Angers estre à ce que ledit Archevêque de Tours diroit; & porte le compromis qu'ils offrirent que ledit Archevêque *suum diceret sententiam his iam presentibus quam absentibus.* A en son fac la sentence donnée par ledit Archevêque de Tours, qui fut prononcée l'an trois cens trente-quatre: par laquelle ledit Archevêque declare qu'il a esté Official d'Angers sous trois Evêques successivement, qu'il a tousjours veu l'exemption

FF

estre accordée par ledits trois Eveſques à Chapitre *ſine emendatione* : & de plus dū que le Chapitre avoit jouy de ladite exemption de tout temps , & en eſtoit en poſſeſſion immémoriale , & que de ſon temps il avoit toujours veu le Chapitre exempt de la juſdiction de l'Eveſque ſans difficulté : & partant fut condamné ledit Eveſque.

Suivant cette ſentence leſdits Chapitre avoient jouy de l'exemption , comme auparavant inviolablement ils avoient fait juſques en l'an mil trois cens quarante , auquel temps il a trouvé par le ſac de parſie adverſe qu'il y eut quelques cenſures fulminées par l'Eveſque contre Chapitre , au prejudice de ladite ſentence dudit Archeveſque , & poſſeſſion immémoriale d'iceluy Chapitre , deſquelles cenſures ledit Chapitre appella à Rome , & y eut ſentence donnée par un Cardinal , qui fut confirmée par le Pape , leſquelles deux ſentences il a en ſon ſac : par leſquelles fut dit que ledit Chapitre ſeroit abſous à cautelle , & fut cela fait l'an mil trois cens cinquante ou environ.

Trouve auſſi par ſon mémoire , que l'an trois cens cinquante deux il y eut ſentence definitive donnée par Innocent Pape VI. par laquelle revoquer les cenſures fulminées par Fulco Eveſque d'Angers contre ledit Chapitre , confirma les privilèges d'exemption d'iceluy Chapitre. *Hanc ſententiam non locuti exhiberi* , parce qu'il n'y a grand accord entre les dignitez & Chanoines de ladite Eglise d'Angers : car l'Eveſque d'Angers a une grande partie de ceux de ladite Eglise ſes favoris , meſmes trois ou quatre ſes neveux ou proches parents , qui ont les principaux & premiers benefices , *per quos non ſicuit* que ladite ſentence fuſt apportée.

Dit outre qu'il trouve par ſon ſac , que en la Cour de ceans l'an mil trois cens quarante ſix les Chanoines de l'Eglise d'Angers firent querelle contre l'Eveſque qui lors eſtoit , parce qu'il ne vouloit payer les Feſſages que l'on a accouſtumé payer en certaines Feſtes aux Chanoines & Habitués de ladite Eglise , *pro labore divini officii*. Excipis ledit Eveſque des cenſures qu'il diſoit avoir fulminées contre leſdits Chanoines , diſant que puis qu'ils eſtoient par luy excommuniés , ils ne pouvoient participer , *in divinis* , conſequemment ne pouvoient participer aux Feſſages qui ſe faiſoient *ratione divini officii* , & ne le pouvoient contraindre à faire leſdits Feſſages , pendant qu'ils ſeroient excommuniés. Sur ce la Cour donna ſon Arreſt , & dit que par proviſion leſdits Feſſages ſeroient entretenus , nonobſtant les cenſures dudit Eveſque , *prope moris erat* : & en cet endroit pretendre leſdits intimes *præjudicium ſacrum juſdictionis* de l'Eveſque.

Or davanage porte par mémoire que depuis cet Arreſt , & la ſentence donnée en Cour de Rome , & confirmation de Innocent ſixième , dont il a parlé , l'exemption dudit Chapitre d'Angers a eſté inviolablement continuée. Et a titre en ſon ſac de l'an mil quatre cens ſoixante , qui fut ſix ans auparavant la pretendue bulle , dont de preſent eſt queſtion : par lequel titre appert que l'Eveſque d'Angers qui lors eſtoit , eut à faire faire quelque exploit en la juſdiction & juſſice dudit Chapitre , decerna ſa Commiſſion rogatoire aux Officiers de ladite juſdiction de Chapitre , pour avoir permiffion de faire en icelle ſon exploit ; & en ce faiſant recongneur la juſdiction & exemption dudit Chapitre , auquel il n'eut jamais decerné ladite Commiſſion rogatoire , n'il eult ſeu

ou pretendu ledit Chapitre luy eſtre ſujet. Dit que pour le moins il y a quarante-cinq ans , à compter depuis ladite ſentence , qui fut donnée trois cens trente-quatre , juſques au jour du décès de Gregorius undecimus , qui fut trois cens ſoixante dix-neuf : & de cette ſentence n'a eſté appellé , & eſt titre ſuffiſant pour les intimes. Or en termes de droit commun , *Titulus talis qualis cum lapſa quadraginta annorum confirmat poſſeſſionem etiam contra juri commane* , par le Chapitre *eum perſona* , de *privilegiis* , an 6.

Et combien qu'il ne fuſt beſoin audit Chapitre avoir nouvelle bulle pour leur exemption par les moyens qu'il a déduits , touſſoit l'appellant pretend qu'il y a eu bulle octroyée auldiſ de Chapitre par le Pape Paul l'an mil quatre cens ſoixante & ſix , par laquelle il dit eſtre contenuſ clause d'exemption , & autres que ſon Advocat a plaidées , touſſoit depuis ledit an quatre cens ſoixante & ſix preſcedent leſdits de Chapitre , que ſans le mérite de ladite bulle , ſi aucune y a , & n'en ſçait rien , & n'en a rien veu. Quoy que ce ſoit iceux de Chapitre ont une jouyſſance paſſible d'exemption ſans contredit juſques en l'an cinq cens vingt , que le ſeu Archeveſque de Lyon , lors Eveſque d'Angers , voulut revoquer en doute ladite exemption , pour raiſon de quoy ſe meut procès en maniere de complainte aux Requeſtes du Palais , fur laquelle furent appointées les parties contraires en enqueſtes , & croit que les enqueſtes ſont ſuites en moins de la part deſdits de Chapitre , & ne ſ'y trouvera point la bulle pretendue produite , ne que leſdits de Chapitre ſ'en ſoient aydez d'aucune pour leur exemption depuis le décès du Pape Gregoire onzième.

Mais ſait que la Cour entende pourquoy cette exemption a eſté revocquée en doute par ledit Eveſque , & pour l'entendre , *novimus his diebus* la Cour a donné ſon Arreſt , par lequel elle a condamné ledit appellant , en ſon corps deſcendant , à contribuer tous les ans la ſomme de huit cens livres , pour les reparations de l'Eglise d'Angers : & par iceluy meſme Arreſt les Chanoines de ladite Eglise , qui ſont chargés de decimes & autres charges extraordinaires , ſont condamnés contribuer chacun ſoixante livres par an , qui eſt à eux trop plus , que à l'Eveſque huit cens livres , attendu le grand emolument qui luy vient de ſon Eveſché. Et voyant ledit Eveſque que à la pourſuite deſdits de Chapitre , il avoit eſté condamné à payer cette ſomme de huit cens livres , a penſé que ſ'il pouvoit enlever l'exemption d'iceux de Chapitre , il pourroit rejeter le paiement de toute ceste ſomme de huit cens livres ſur eux , & ſ'en exempteroit *quærendo* ; & que ainſi ſoit *conſtat ex propriis autem temporis* , car ſix jours après ledit Arreſt prononcé il ſe vint porter pour appellum non pas en la forme que ſon Advocat a recité , mais de la fulmination & execution de ladite bulle pretendue , & eſt la maniere.

Dit que en cet appel il y a fin de non recevoir tant notable , qu'elle ne ſe peut pretermettre. Car par le compte & calcul dudit Eveſque , il y a ſoixante & douze ans que ladite bulle fut fulminée : de recevoir une appellation comme d'abus après ſi longtemps , n'y auroit grand propos , & ne ſ'a encores veu advenir ceans pour le regard d'une partie civile ; & néanmoins en paſſant outre dit que par le ſac dudit appellant , ſur lequel il plaide , il a veu à la verſe une copie d'une pretendue bulle que ledit appellant dit avoir eſté

compulſée par un Sergent avec lay, & un Chanoine ſçauroit volontiers ſi l'on adjoûteroit ſoy au rapport d'un Sergent en telle matiere, qui le congoit en bulles comme un aveugle en couleurs.

Et quoy qu'il y ait, l'extrait ne fut jamais fait avec Chapitre, ainſi ſeulement avec un Chanoine ſans pouvoir ne auctorité dudit Chapitre; outre l'Advocat de l'appellant lay a monſtré une copie d'une copie d'une lettre du Doyen de l'Egliſe S. Martin de Tours, qui diſoit être commiſ à la fulmination d'une bulle, & par leſdites lettres, pource qu'il diſoit qu'il ne ſe pouvoit contremettre de l'ſuivre, il commit un autre pour faire la fulmination: mais on ne luy monſtra point qu'il y ait auſcune fulmination faite actuellement. De ce vient la conſequence de la matiere, qu'il peut dire qu'il n'y a point de bulle, & ne doit-on adjoûter ſoy à cette copie que à l'Appellant, puis qu'il ne monſtre autre choſe, & conſequentement il ne peut pretendre abus de la publication & fulmination de ladite bulle, *quia non datus nullus eſt abſus.*

Au regard de ce que l'Appellant dit, que Chapitre a exhibé l'original de la bulle dont il a copie, & qu'il s'en eſt voulu ayder contre ledit Eveſque, en l'exhibant à un Chanoine qui plaide contre lay au grand Conſeil, ſeulement cela leſſés de Chapitre, & ne s'en trouvera rien, conſequentement il eſt non recevable; & quant ores ladite bulle ſeroit in *rerum natura*, & qu'elle auroit eſſé exhibée par Chapitre, neantmoins n'y a moyen d'en appeller aujourd'huy, car tous privileges tant ſoient ſervables, ſont preſcrits par quarante ans, & per non uſum, *aut contrarium uſum*, & *accidentibus*, &c. ſi de *terra*, de *privilegiis*, eſt en ces termes: car ſi l'Appellant monſtre que depuis l'an quatre cens ſoixante ſix, Chapitre le ſoit aidé de ladite bulle, & ait entrepris *jurisdictionem ſuper laicos*, *ſuper parochianos*, *aut ſuper rebus Clericorum*, ne qu'il ait payé une demie once d'or au Pape, donne caule gaguée, conſequentement l'eſſeſt de la bulle, ſi aucun y avoit, eſt eraciné: par ce moyen perſiſſoit à ſe ſin de non recevoir. Et afin que la Cour entende que jamais leſſés de Chapitre n'avoient pretendu l'exemption par le merite de cette pretendue bulle, declare qu'ils renoncent à l'eſſeſt d'icelle bulle, quelque part qu'elle ſoit, & ne s'en veulent ayder, ſinon en ce qu'elle pourroit porter confirmation de leur exemption en termes generaux, *abſque conceſſione novi juris*. De nouvel droit dit qu'il n'en veut point, car le Chapitre jouyſſoit de ſon exemption auparavant le trespas du Pape Gregoire onzième, & conclu, & demande dépens.

Marihae a requis que Segurier ſe fiſt advoier. Segurier a dit qu'il le ſeroit, & y avoit des Chanoines preſens.

APPEL pour le Procureur general du Roy dit, que combien qu'il ne veuille pas dire que toutes exemptions de la jurisdiction & loy diocelaine & ordinaire, rendant les exempts immediatement ſujets au ſaint Siege Apoſtolique, ſoient generalement & indiſtinctement deraiſonnables, *imò* ſemble qu'elles ſoient regulierement fondées en bonne raiſon, *ut unde extors flamma reverentia*, qui ſont les mots de Oldrade parlant de telles exemptions, *in conſilio conſeſſio ſervareſque ſecundo*, *poſt Joannem Manachum quem allegat* : *quia Romana Eccleſia em-*

nes Eccleſia ſubſtant, ex eo quod univerſalis omnium cura Petro commiſſa ſuit: en maniere que l'on pourroit dire après la gloſe in *c. volumus* 16. q. 4. *quod per exemptionem aliſque Eccleſie, Romana Eccleſia nihil de novo quaritur, licet aliis excludatur*. Toutefois il ſemble que les impretations de telles exemptions & libertes, meſme telles qui ſe oſtruyent ſous *magna rationabili & evidenti cauſa*, & qui ſont ſeulement fondées en ſole beuſneſſe, ne ſont pas pour le bien de la Religion, diſcipline & harmonie Eccleſiaſtique & Politique, grandement favorables ny recommandables.

Car en premier lieu elles ſont le plus ſouvent pourſuivies & impretées pour la friandiſe de impunité, *que maxima eſt illicita preſentis, & ſont auſcunefois cauſe que les delits pour la diſtance de lieux, ou pour le ſein de la crainte qui leur eſt oſté, ou pour la negligence & ſuſpicion, & connivence des Juges deliquent que l'on leur bulle, demeurent impunis, & quid nervus Eccleſiaſtica diſciplina continetur*; & cette liberte ſe convertit en licence, tellement que l'on peut à ce propos dire ce que dit le Texte du ſaint Concile de Vienne, *in cle. appendentes de ſtatu Monachorum*, qui parle de l'exemption des monies, *quod ubi gubernaculum diſciplina*, qui eſt la jurisdiction ordinaire, *contemnitur, reſſus ut religio naufragetur*, & ce que dit le Texte in *c. cum perſona*, in *prin. de privileg. lib. 6.* que telles exemptions affectées *exemptis parvum inſaniam, & aliis infans laſionem, exemptis ordinariam correctionis ſubterſugientibus*.

Second, il ſemble que telles exemptions confondent l'ordre hierarchique des Prelats ſtatues & ordonnées en la primitive Egliſe, pour preſider par les pays, terres, diocelès & provinces, ſuivant la Loy divine que noſtre Seigneur bailla à Moïſe, *Exodi*, c. 18. quand il lui dit, *Provide tibi ex omni plebe viros potentes, & ſcientes Deum, in quibus ſit veritas, & qui odierint avaritiam, qui judicent populum omni tempore*: *quicquid autem majus juris reſervat ſibi. Et Dimereonem*, c. 16. *Judices & Magiſtros conſtitues in omnibus partibus tuis, quos Domini Deus tuus dederit tibi per ſingulas terras tuas, ut judicent populum tuum iſte judicio*. Sur lequel droit divin peut l'on dire eſtre fondée l'ordonnance de la primitive Egliſe, qui a anciennement diſtribué les Juges & Jurifdiſdictions ordinaires, & les Prelats Eccleſiaſtiques par les Sieges, Diocelès & Provinces de l'univerſelle Chreſtienté: duquel ordre hierarchique, & jurisdiction ordinaire, dit Gregoire Pape, *in illo vulgar. c. pervenit* 11. q. 1. ces mots parlant de luy-meſme: *Si ſua cuique Epifcopo jurisdictionem non ſervatur, quid aliud agitur, niſi ut per nos, per quos Eccleſiaſtica ordo conſervari debuit, confundatur*? D'autre que telles exemptions tendent à la conſuſion de l'ordre ſtatué par l'Egliſe & ſaints Conciles.

Encores y a-t'il ſouvent un autre inconvenient, c'eſt que telles exemptions le preſignent ſouvent par un eſprit de contradiction, courrouce & de rebellion pour la figure, & n'eſtre en rien ſujets à l'Eveſque, ou autres ſuperieurs ordinaires, par une forme de meſumiffion, veneration, aſſertion, ou proclamation en liberte; choſe qui cauſe infinies contemtemens, diſcords & irreverences que ſont les exempts à

leurs Evêques, qui les devroient craindre, & respecter & honorer, menotaient d'abord de Monsieur saint Paul : *Omnis anima potestibus sublimioribus subdita sit*, & devroit trouver *juxta jurisdictionis suæ*. Et supposé que les droits disent que exemption ne donne liberté du droit reverentiel : toussefois de faits le plus souvent les exemptes ne l'exhibent à leur Evêque, ains sans coulcour qu'ils sont exemptes ne tiennent compte de leur Prelat, plaident à l'encontre de luy, procedent par injures & invectives, & voit l'on ordinairement ceans grands discords, procès & differends entre eux, & maximé entre les Evêques & les Chapitres exemptes.

Troisié, il semble estre fort indecent quid *Ecclésiæ quæ est sponsa Episcopæ*, & qui est représentée par les Chanoines, Chapitres & Clergé d'icelle, soit exempté de la superintendance & jurisdiction œconomique de son espoux, qui est *caput universi sui*. Car comme dit Monsieur S. Paul, *aliquis est uxor legi viri*. Or l'Evêque est le vray mary & espoux de son Eglise, comme dit le Texte, *in e. sicut alterius uxor*, qui est un beau Texte au propos qui s'offre, 8. q. 1. tellement que d'impetrer exemption, c'est comme si une femme n'estoit, ou ne vouloir estre sujette à son mary.

Pour ces causes & autres plus grandes qui seroient longues à déduire, & que la Cour sçavoit mieux considerer, il semble que regulierement les exemptions ne soient pas grandement favorables, ny à l'avantage de la discipline & justice Ecclesiastique ; & pour ces raisons, & les inconveniens qui en peuvent advenir, & en viennent tous les jours, y a eu par cy-devant plusieurs Decrets & Constitutions Canoniques & Conciliaires, qui ont voulu, & statué, que nonobstant lesdites exemptions en certains cas, qui seroient longs à reciter, les Ordinaires puissent proceder successives *parcels ordinariis*, autresfois *parcels Apostolicis*. Mais pource que cela ne faisoit, & que telles exemptions *passim & indistincte*, & par adventure trop facilement s'obtenoient, par le saint Concile de Constance celebre l'an mil quatre cens dix-sept, auquel presidoit le Pape Martin, fut statué que dorénavant telles exemptions ne seroient octroyées, *sine causa & causa cognita*, *paribus quærum interesse potest vocande*. Et semble que surpassant le Concile de Constance, le Concile de Vienne en avoit autant voulu & entendu par ce qui est décidé *in c. 1. de cons. in fin. in illis verbis*, *privilegia verò & exemptiones in posterum volumus non extendi*, &c.

Où nonobstant ce l'an quatre cens soixante & six les Intimes obtiennent, & font publier & executer les bulles d'exemptions telles qu'elles ont esté presentement phédées, lesquelles sous toute humilité, & par protestation de ne vouloir en rien toucher ne diminuer l'autorité & sainteté du Saint Siege Apostolique, nous trouvons les abus qui s'enfaient, que nous pensons avoir plustost procédé des Officiers de Cons de Rome, *quàm ex certa scientia Romani Pontificis*.

Primi, que ladite exemption est formellement contre l'ordonnance du saint Concile de Constance, auquel le Roy est conservateur, & la Cour de ceans, lequel Concile defend toutes exemptions estre faites *sine causa cogni-*

sione, & paris non vocata, & laquelle citation de partie estoit, & est nécessaire, *etiam cessante la disposition dudict Concile avec cognoissance de cause, de jure communi*. *Cicatio enim paris in imperatione privilegii fieri debet, maxime quando ex illa parte ladi potest. i. penult. de consuetudine, nulli vel inuili. no. in c. cum olim, & per Innocent. de re judic. per Bar. & Alexand. in l. 11. c. de temp. appella. & in vulgari l. non sui divisi ff. de adop. Oldred. in Consilio 224. & autres passages ; & cela est de jure & equitate naturali & distant rella rationis, cui Romanus Pontifex, & quicvis alius Princeps subest : quia licet Papa sit solutus legibus, non tamen est solutus distant rella rationis, nec potest nulla dignitas Papali vel Imperiali favere, quid bene non sit animal rationale, aut quod solutus sit legibus natura aut rationis, aut equitatis naturalis, ainsi que dient les Docteurs.*

Nos obstat, dire que les intimes, *ante tempora Gregorii audierint*, & de temps immémorial au precedent ladite bulle de quatre cens soixante & six, avoient exemption, & en avoient des ladite temps obtenu bulles, que depuis par fortune de son varioient esté brüllées, car de cela nous restait aliter quàm per narrationem deducit intimis. Et si sous couleur de cela donner à entendre l'on pouvoit obtenir telles exemptions, ce seroit la plus belle ouverture du monde pour defrauder & rendre frustratoire ladite disposition dudict Concile de Constance, & faire ladite perdition incendiaire desdites bulles premieres pretendues, narrée par les secondes, lesquelles est question contre lesdites secondes bulles ; car cela devoit mouvoir le Pape à mettre lesdites bulles en cognoissance de cause, & ordonner que presablement seroit informé de ladite exemption ainsi donnée à entendre, & de *inveniendo & infractum perdit per testes depunctos de longis*, suivant la decision du Chapitre *cum olim*, le premier de privilege ; & *nequaquam velo levato*, & sans aucune cognoissance de cause, & *paris inaudita*, sur le seul narré des impetrans, combien que de raison commune toutes impetrations doivent porter ces mots, *si priores veritate nitantur*, & quand il ne seroit dit si le devoit il entendre, le Pape Paul deuxième leur octroye ladite exemption.

Et licet *Papa habeat regulariter plenitudinem potestatis*, de laquelle il ne veut disposer, toutesfois il dira quant à present trois choses : L'une est le dit de Gelasius *Papa in c. illa. q. 7. illa*, inquit, *summo Pontifici sunt maxime pre præcedenda. quæ recipi sine magno devoto alius non possunt, & quæ nō illa necessitate, nec Ecclesiæ propter exequat nitentur*. La seconde, que ladite bulle est impetrée contre l'ordonnance du saint Concile, dont le Roy & la Cour sont conservateurs ; & la tierce, qu'elle est obtenue par subreption, & dient les Docteurs, meisme les modernes, *in c. si quando, de refer. quid per illum sextum dñm Papa non insinuat ad impugnanda rescripta sua, quorum excoctio renderet in dedens Apostolica Sedis, quæ secundum dñm dñm pariter magnam venerationem, quando sine causa sunt mutaciones in Ecclesiis*.

Secundò, y a autre abus, parce que ladite exemption a esté faite contre la fondation laicale & regale, car les intimes meismes confessent que

ladite Eglise fut fondée & dotée par le Roy Charles le Grand. L'appellant dit que ce fut Dagobert. Quoy que ce soit, le Roy est fondateur, & conséquemment sans l'express consentement du Roy, qui est Patron & fondateur, & sans l'ouyr, ou son Procureur general, ladite exemption n'a pu estre faite, ny l'estat ancien de ladite Eglise innué, qui est un cas auquel l'on a ceans recours par appel comme d'abus.

Nou obstat dire que ladite exemption a esté faite à la requeste du Roy Louis XI. *quia de hoc non constat nisi per narrationem, cui non credatur.* Et est vray-semblable, comme ce sceurent lesdits Chanoines, qui mirent ou firent mettre cela au narré de ladite Bulle. *Præterea* telle suppression ne pourroit avoir prejudicié à ses successeurs Roys. *Tertio*, ladite exemption est faite moyennant une once d'or, que le Chapitre d'Angers est tenu payer par chacun an à la Chambre Apostolique à certain jour, qui est directement contre l'Ordonnance du Roy S. Louis faite l'an 1268. par le conseil des Prelats, Barons & gens d'Eglise de son Royaume, s'appella lors, & s'appelle encores aujourd'huy la Pragmatique Sanction de S. Louis, par laquelle entre autres choses pour la liberté de l'Eglise Gallicane, il statua que toutes exactions ou charges de pecunes imposées, ou à imposer par Cour de Rome, sur les Eglises de ce Royaume cesseroient: *nisi duntaxat pro rationabili, pia, & urgentissima causa, vel inevitabili necessitate, ac ex causa spontanea & expressa ipsius Regni nostri, & ipsius Ecclesie Regni nostri.* Cont les propres mots de ladite Ordonnance. Il y a autres Ordonnances du Roy Philippe le Bel, du Roy Charles le Quint, & du Roy Charles VI. qui font enregistrées en la Cour de ceans à mesme fin: mesmement y en a une de l'an 1406. faite par le Roy Charles VI. qui fit à Paris un Concile de l'Eglise Gallicane, sur la reduction de la liberté de ladite Eglise, auquel Concile en presence du Roy & des Princes de son sang, proposa grandement l'Advocat general dudit Seigneur, & y fit faire une Ordonnance en date du 17. Fevrier audit an, qui est enregistrée ceans le 15. Mai l'an 1408. par laquelle lesdites charges & exactions, ou cens que levoient les Collecteurs & subcollecteurs du Pape sont défendus, & sic supposé de disposition de droit commun, in signum aut ratione exemptionis, ac immediata subjellum possit aliquid annuum vel impium, vel saluti. c. cum alius. d. de privileg. Toutesfois les Ordonnances de France y résistent, & sic y a abus.

Quarto, y a abus en ce que le Pape exime les laïcs aussi bien que les clercs, & leur bulle Juge, ce qu'il ne peut faire, car ils sont de la Jurisdiction du Roy, & in hoc mixtum sacrum ac mixtum alienum.

Nec obstat si l'on veut dire que cela n'entend quant à la jurisdiction Ecclesiastique, & in quantum seu casibus in quibus essent subditi jurisdictioni Ecclesiastica. car à ce y a double reponse. *Primo*, que supposé qu'il se peult ainsi entendre, toutesfois la clause de l'exemption d'iceux laïcs apposée en ladite bulle, seroit trop generale, & eust fallu la libeller & exprimer les cas, ainsi que l'on dit en l'Ordonnance des cénones libellées, car telle generalité & confusion mettroit lesdits laïcs sujets à la jurisdiction seculiere en incertitude, & les pourroit intimider, ou

autrement rendre incertains, & seroit cause telle incertitude que *mixta confusio*, ils obeyroient en tous cas à la jurisdiction Ecclesiastique, qui seroit une entreprise sur la jurisdiction & autorité du Roy: & y a Arrêts par lesquels telles generales clauses & non libellées ou restreintes ont esté declarées abusives. *Secundo*, en ladite exemption des laïcs y a ces mots, *non ratione censualium, decimarum, patrimoniorum, & autres determinations qui ne se peuvent adapter ny restreindre ad casus in quibus laici sunt de jure Ecclesiastici.*

Quinto, il y a abus en ce que pour raison de ladite exemption lors de l'impeccation de ladite bulle, y avoit procès pendant ceans entre les mesmes parties en maniere possessoire, tellement que ladite exemption est impeccée au contempt du procès ceans, & odroyée nonobstant iceluy procès par mots exprès; & si y a clause par laquelle tous procès sont mis au neant, qui est une entreprise sur l'autorité du Roy & de la Cour, qui cognoissent & peuvent cognoistre du possessoire des choses spirituelles & Ecclesiastiques. *per no. per lunc. in c. dilectus, de electione. per cano. in c. si de sacra compet. per Archid. in c. frequens, de restitu. spolia l. 6.* Et si y a ordonnance faite par le Roy Philippe de Valois, en l'Assemblée qui fut par luy faite pour la reformation des gens d'Eglise de ce Royaume.

N'y seroit rien dire que *pendente possessione super re aliqua aut jure spirituali*, l'on peut impeccer en Cour de Rome provisions concernant le pectoire, ou la quasi propriété de titre dudit droit spirituel: car à ce y a plusieurs reponses. *Primo* quid licet hoc regulariter verum sit, non tamen licet, quando id fit in contemptum legis possessionis, comprend une possession négative de ne pouvoir impeccer telles provisions, comme au cas de present: car au procès possessoire qui lors estoit pendant, y avoit entre autres possessions baguées par l'Evesque d'Angers entre cy en possession & fustine, qu'il n'estoit & n'est loisible à ceux de Chapitre, de impeccer ou faire impeccer aucunes bulles d'exemption. *Secundo*, orcs qu'il fust loisible nonobstant ladite possession; toutesfois n'est loisible de mettre au neant lesdits procès & procedures possessoires pendans en Cour seculiere, ne de apposer cette clause, *nonobstant processu possessionis pendente in Curia Parlamenti Parisiensis, &c.* Et sic y a en ce cinquième point abus notoire.

Et en effect voila les principaux abus que nous trouvons en cette bulle, qui principalement luy touchent, pour raison desquels non seulement il adhère à l'appel de partie, mais formellement il se porte pour appellent comme d'abus, & comme de nouvel venu à sa cognoissance de l'exécution, usage & publication d'icelle bulle, & de tout ce qui s'en est ensuyvi, & requiert estre tenu pour bien relevé.

Reste à répondre à ce que les inimes ont dit par leurs desces.

Primo quid non constat de l'exécution de ladite bulle, & sic que l'appel n'est recevable, car de bulle l'on n'appelle, & n'a l'on accusé appeller. A quoy il répond, qu'il a veu la copie du procès formé, & execution d'icelle bulle, par un Doyen du Mans, & certain autre Juge, ou Juges deleguez, contenant entre autres choses comme lesdits executeurs se transportent en un lieu appelé la Gallerie près l'Eglise,

où l'on avoit accoustumé tenir l'Officialité dudit Eveque, & de fait la tenoit-on actuellement lors qu'ils y arrivèrent, & ledit Official seant en son Siege les Procureurs & Praticiens présents, & expédians leurs causes avec plusieurs parties, firent ledits Juges deleguez commandement audit Official en vertu de ladite bulle de deloger de là, luy signifiant ledites bulles, tellement qu'il fut contraint de se départir dudit lieu luy, ses Praticiens & parties, & aller ailleurs tenir fondit Siege.

Il est vray que ladite copie d'exécution, & procès fulminé n'est collationnée avec les intimes: mais quand orés il n'apparoistroit ny près ny loin de ladite exécution par forme judiciaire, & autorité de Juges deleguez & exempteurs, si dit que c'est assez pour soutenir ledit appel comme d'abus, que ladite bulle a esté obtenue par ledits intimes, apportée en France, promulguée & circonferée & mise en usage, & que ledits intimes l'ont mise en avant, & s'en sont aydez, & l'ont mise en fait, qui est une exécution de fait, pour raison dequoy l'on peut avoir recours ceans par voye d'appel comme d'abus: & y a plusieurs Arrests es Registres de ceans, par lesquels il appert que à l'encontre des imputations de Cour de Rome qui estoient publiées, divulguées & disseminées par copies que *circumferebantur*, ou par attaches ou autrement exécutées, de fait l'on s'est pourveu ceans, & y a la Cour mise la main virilement, tout ainsi que par forme judiciaire, *sen juridici* elles eussent esté publiées, fulminées & exécutées. Et entre autres en l'an mil quatre cens un, le dixième de Juillet, fut par Arrest de la Cour de ceans dit, que certaine epistre envoyée en ce Royaume de la part de ceux de Cour de Rome, & apportée par un nommé Messire Guignon Flandrin, soy disant Messager de Thoulouse, estoit mauvaise & diffamatoire du Roy, & du Clergé de France, & Université, & que comme telle seroit lacerée & mise en piecets, & les semblables à Thoulouse, & sur le pont d'Avignon, & qu'il seroit mandé à tous ceux qui en ont le double, de l'envoyer devers la Cour dedans trois mois: ladite epistre avoit esté composée contre l'ordonnance faite par le Roy touchant la substraçtion du Pape Benedict, & les exactions de Cour de Rome. Il y a autre Arrest du vingtième Aoust audit an, par lequel un nommé Maître Hance Loup, & un chevaucheur de Cour de Rome, furent condamnés à estre eschafaudés, veltus d'une tunique où estoit peinte la maniere de la presentation des mauvaises bulles, & fut dit qu'ils auroient mitres de papier en leurs têtes, où seroit escrit le fait.

Il dit davantage; que supposé l'appel comme d'abus pour la formalité, & pour ne faire apparoir de l'exécution de ladite bulle, & par autant que par modestie & honnesteté, & pour reverence du saint Siege Apostolique, l'on a accoustumé ceans d'appeler de Poëtry des bulles, ne fust recevable en parlant par presuppotion, si n'eschapperoient, & n'eschapperont pas par là les intimes: car au cas que en la formalité de ladite appellation, la Cour voudroit faire difficulté, il requiert ledit appel estre converty en simple requête, & defenses estre faites audits de Chapitre de ne user, ne soy ayder de ladite bulle, ne icelle publier ou manifester: & que tout ce que par cy-devant en seroit, ou auroit

ensuiivy, fust déclaré nul & abusif, & que nonobstant ladite bulle, & tout ce qui en seroit ensuiivy, il fust permis audit Eveque d'Angers exercer sa jurisdiction ordinaire contre eux, attendu que de leur precedente liberté & exemption mise en avant *non constat*, & que tous leurs faits mis en avant sur icelle requierrent grande & plus haute cognoissance de cause, & n'en font apparoir *scripto*, par privilege ou instrument de Cour de Rome, suivant le Texte in *c. cum persona*, de *privileg. lib. 6.*

A ce que les intimes ont déclaré & offert qu'ils renoncent à ladite bulle, & effect d'icelle, fors en ce qu'elle contiendroit confirmation de leur precedente exemption & liberté, & au privilege d'icelle, il dit que ce n'est assez, & n'empêche cela qu'il n'y demeure abus, *etiam* en ladite clause de confirmation, pour trois ou quatre raisons. *Primò*, que tel offre ne fait que tout ce qui a esté, & se trouvera avoir esté fait suivant icelle bulle abusive, ne soit & doive estre déclaré abusif. *Secundò*, la cause de confirmation contenue en ladite bulle, est contre le Concile de Constance, par lequel non seulement les nouvelles concessions d'exemption sont prohibées, mais aussi les confirmations des anciennes. *Tertiò*, ladite confirmation est faite moyennant argent; c'est à sçavoir à la charge de demie once d'or de annuel cens & tribut, qui est contre la liberté de l'Eglise Gallicane, & ordonnance devant dite: Et si en ladite confirmation y a deux abus, l'un contre le Concile general de Constance, & l'autre contre l'Ordonnance du Roy. *Quarò*, puisqu'il y a abus en une bulle, il la faut déclarer abusive en tout & par tout, sauf à en impetier une non abusive, *quia medicum sermanti vitiat totam massam.*

A ce que *antetempora Gregorii undecimi* estoient exempts, ce n'est que parole, *quia non constat*.

A la sentence de l'Archevesque de Tours, il dit qu'elle est intervenue sur certain compromis, que ne fait mention de ladite exemption, & si ne decide ladite sentence le different de ladite exemption, & est seulement porté, que ledit Archevesque dit, que de son temps Chapitre a pretendu exemption: Davantage, il dit que quand le compromis le porteroit par expres, l'Evesque ne l'auroit pu faire au prejudice de son Eglise, encore moins à nostre prejudice, pour l'intérest que le Roy, qui est Patron & Fondateur, y peut pretendre.

Au regard de la prescription alleguée depuis ladite sentence, il n'en est rien, *neque pennis dicta sententia*, qui est nulle, *præbere justam causam præscribendi*, car il eust fallu autre titre qu'une sentence arbitrale, donnée sur un simple compromis, non faisant mention de ladite exemption, & encorès donnée *super eo de quo compromitti non poterat*, *quia qui non potest alienare non valet compromittere*, car tel compromis est une espèce d'alienation, comme aussi est toute exemption: car il est question de *dominio vel quasi dominio jurium Ecclesiasticorum*, qui est une autre cause, pour laquelle *sine causa & ejus cognitione non potest Romanus Pontifex eximere*. Et quand l'on dit en droit que exemption se peut prescrire, il s'entend *bona fide & titulo saltem præbente justam causam præscribendi*, qui ne s'entend de sentence, mais d'un privilege ou rescript de Rome. *Præterea* de l'usage & jouissance de ladite exemption, de la prescription d'icelle, *non constat*.

aliter quam per narrationem desdits intimes, comme dit est cy-dessus, ne du privilege qu'ils dient estre brulle, & ne sont apparoir d'aucun titre, & se fassent que l'on ne les deboute de leur fuis, toutefois il est vray cas de *c. cum persona*. Et quelque chose que l'on ait voulu dire, il fustient que pour empêcher la provision que baille le Texte in *d. c. cum persona*, au profit des Ordinaires à l'encontre de ceux qui se dient exempt, il ne fust pas mettre en avant par ledits pretendus exempt, que de leur prescription il appert par plusieurs actes de possession estans par escri, car ledit Texte pour empêcher ladite provision requiert expressément titre; & aussi ladite provision, si cela avoit lieu, ne seroit jamais adjudgée, parce que les pretendus exempt ne fustrent jamais d'alleguer possession & prescription, & à cette fin de dire, *quod de illa scriptis & in promptu constet*, & allegueront tant d'actes qu'il faudra un plein sac pour les mettre, & le faudra voir, qui sera toujours manière & occasion d'appointer ladite provision au Conseil, lequel appointement & provision ne se vuidra peut-être de dix, vingt ou trente ans, chose qui est directement contre l'intention de la décision expresse dudit chap. *Cum persona*, & se fassent le bien de ladite provision & juridiction ordinaire, qui est tout favorable, seront retardé, ce que ne se doit faire.

Au regard de l'Arrest des Feillages, il ne conclut ladite exemption *ar. nam*, si ne fust l'absolution à cautelle; & partant il conclut à mal & abusivement publié, faimé, promulgué, usé & exécuté, & bien appelé par luy; & néanmoins que defenes soient faites ausdits intimes de dorénavant ne user, ne soy aider de ladite bulle, comme abusive, & de ne la publier, compulser, extraire, ou mettre en avant; & que tout ce que en vertu d'icelle seroit usury, seront déclaré abusif, & entant que besoin seroit, cassé & mis au néant, le tout sans préjudice de l'exemption *alando* pretendue par ledits intimes, si aucune en ont, qui soit par titre ou prescription immémoriale, même *ante tempora Gregarii non decimo*, de laquelle *quoniam non constat*, il requiert que pendant le procès & question d'icelle, pour le bien de l'Eglise, & suivant la décision dudit chapitre *cum persona*, il soit permis à l'Evesque d'Angers d'user contre & sur ledits intimes de ladite juridiction ordinaire & diocésaine: & néanmoins parce qu'il a esté adverty que ledits Chanoines d'Angers tiennent leur Chapitre durant le divin service, mêmes durant l'Obit, & ne gardent au demourant le Decret *Qualiter divinum officium sit celebrandum*, avec les trois confesseurs, il requiert qu'il leur soit enjoint iceux garder & entretenir, exécuter, observer de point en point sur certaines & grosses peines, & même par saisie de leur temporel.

LA COUR, quant à l'appellation comme d'abus, dit que en ce qu'il y auroit eu publication, promulgation, ou usage de la bulle pretendue d'exemption, & eu ce qu'elle porte nouvelle concession ou confirmation attributive de nouveau droit; en ce parcelllement qu'elle porte les autres clauses abusives contenues au plaidoyé

du Procureur General du Roy, il a esté mal & abusivement procédé, publié, promulgué, & exécuté usé, bien appelé par l'Appellant, sans depens toutesfois de la cause d'appel, & pour cause: & a fait & fait ladite Cour inhibition & defences aux Doyen & Chapitre de l'Eglise d'Angers, d'user aucunement de ladite bulle, pour le regard de l'exemption qui seroit nouvellement octroyée, ou confirmative, attributive de nouveau droit, & des autres clauses abusives mentionnées audit plaidoyé dudit Procureur general du Roy, & ce sur peine d'amende arbitraire: le tout sans préjudice de l'ancienne exemption pretendue par ledits Doyen & Chapitre, auparavant le décès du Pape Gregoire XI. Quant à laquelle exemption pretendue avant ledit décès dudit Pape Gregoire XI. ladite Cour a évoqué & évoque à elle l'instance, en matière de complainte & de nouveauté, pendant pardevant les gens tenans les Requestes du Palais, contre ledites parties: & pour icelles regler, tint sur ladite instance de complainte que le present plaidoyé, a ordonné & ordonne, que icelles parties dedans deux mois pour toutes prescriptions & delais, informèrent, si informé n'ont, des droits, possessions & usages respectivement pretendus, tant par lettres que par témoins; pour ce fait & rapporté pardevant ladite Cour, faire droit définitivement ausdites parties, tant sur ladite instance de complainte que celle du present plaidoyé, ainsi qu'il apparraendra par raison.

Et au regard de la provision requise par ledit Evesque d'Angers, débouté & empêchée de la part desdits Doyen & Chapitre d'Angers, a ordonné & ordonne ladite Cour, que icelles parties pourront corriger leur plaidoyé, à iceluy adjoindre & mettre tout ce que bon leur semblera pardevant ladite Cour, & au Conseil, sans contredits dedans trois jours, pour veoir les productions desdites parties, leur faire droit sur ladite provision ainsi qu'il apparraendra par raison.

Et entant que touche les conclusions dudit Procureur general du Roy, ladite Cour en icelles entrainant, a enjoint & enjoint ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre, garder, entretenir, exécuter, & accomplir le Decret *Qualiter divinum officium sit celebrandum*, avec les trois subseqüents: & fait inhibitions & defences à iceux Doyen, Chanoines & Chapitre d'y soustever en aucune manière, sur peine de cent marcs d'argent, & d'autre amende arbitraire à la discretion de ladite Cour; & outre a enjoint & enjoint audit Seneschal d'Anjou, ou son Lieutenant à Angers, faire faire la publication de ce present Arrest où apparraendra, mêmes en faire l'exécution particuliere en Chapitre, iceluy appelé; & des contraventions qu'il scavra ou orra, informer & envoyer incontinent les informations qu'il aura faites pardevant ladite Cour, pour icelles veoir ordonner ce qu'elle verra elle à faire par raison: aussi enjoint au Substitut dudit Procureur general du Roy à Angers, de faire en ce les diligences requises, sur peine le tout tant audit Seneschal ou son dit Lieutenant, que Substitut, d'amende arbitraire à la discretion de ladite Cour.

Arrest de la Cour sur le fait de l'exemption du Chapitre de l'Eglise de Bourges, de la Jurisdiction de l'Archevesque. 1542.

IX. FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Scavoir faisons que comparant judiciairement en nostre Cour de Parlement nostre amé & feal Conseiller l'Archevesque de Bourges appellant comme d'abus des privileges & exemptions de l'Eglise de Bourges, d'une part : Et nos bienamez les Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Bourges, intimez, & requierans reformation en chef & es membres, d'autre part : Et encores lesdits de Chapitre, M. Jean Thuillier Chanoine de ladite Eglise, Prieur de faint Marceau les Argenton, appellant comme d'abus del'octroy & execution de certaines citations contre luy par ledit Archevesque de Bourges, données ensemble des censures données & promulguées sur icelles : dény de renvoy, & de tout ce qui s'en est ensuiuy d'une & d'autre part : Et ledit Archevesque de Bourges, intimé & anticipant, d'autre : Et encores entre Jean Caré, Pierre Briffet, Jean Baron, Girard Plumé, & Jean Fouqueteau, Charpentiers demeurans à Bourges, appellans comme d'abus de Poëtrois & execution de certaine citation à l'encontre d'eux decernée par ledit Archevesque de Bourges ou son Official ; ensemble de tout ce qui s'en est ensuiuy d'une & d'autre part ; & ledit Archevesque intimé d'autre : Et encores iceux Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Bourges, & M. Marc Foucaut, Licentié es Droits, leur Advocat, respectivement appellans comme d'abus de certaines censures à l'encontre d'eux données & concedées par ledit Archevesque de Bourges ou son Official, d'une autre part ; & ledit Archevesque intime, d'autre, ou les Procureurs desdites parties.

Ledit Thuillier appellant a fait dire & proposer qu'il presupposoit les Arrests de nostredite Cour pour les sollicitier, mesmes celuy de Mouton, ensemble celuy de Chastellan de Tours, par lesquels tout ce que nostredite Cour a pu voir & sentir estre fait en haine des charges & sollicitations es Cours & jurisdictions layes, comme abusif, a esté cassé & revoqué.

Secondement, presupposoit l'exemption dudit Chapitre de Bourges, par laquelle non seulement ceux du Chapitre, ains tous autres de l'Eglise de Bourges, leurs familiers & serviteurs, sont totalement exemptés de l'Archevesque de Bourges, & de la jurisdiction, en sorte que pour quelque cause & crime que ce soit, ne peut ledit Archevesque pretendre aucune jurisdiction ou connoissance sur eux, ou aucun d'eux.

Tiercement, que pour raison de ce, & au moyen de telle exemption y a plusieurs procès & différens entre ledit Archevesque & ceux du Chapitre es Cours & jurisdictions layes, & mesmes nostredite Cour par son Arrest, & es Grands Jours dernièrement à Moulins, a prins connoissance sur ladite exemption, & sur icelle appointé les parties au Conseil.

Or combien que par ledit Archevesque de Bourges ne peult & ne deult entreprendre aucune connoissance & jurisdiction sur ceux du Chapitre, ne aucun d'eux, mesmes au prejudi-

ce & contempst des procès & différens sur ladite exemption, auroit neantmoins en haine de ce, & de ce que principalement ledit appellant estoit sollicité du Chapitre, & chargé des affaires dudit Chapitre à l'encontre de luy, decerné une citation autant estrange & animeuse qu'il estoit possible ; car sans ce qu'il y eust cause, sous couleur de ce seulement que l'appellant, auquel l'Official de Bourges faisoit quelques commandemens de faire defenses aux Charpentiers de ladite Eglise de cesser, auroit dit & remonstré audit Official, qu'il estoit bien aveuglé de penser que luy seul fust le Chapitre pour faire lesdites defenses : auroit sur les cinq à six heures du soir, en temps d'Hyver, fait citer ledit appellant, pour comparoit en sa maison à six ou sept heures dudit jour pardevant luy, pour respondre tant sur les injures & scandales que sur les autres choses, *quod justum fuerit* : & parce que l'appellant, qui tant pource que telle citation estoit par trop animeuse, & qu'il connoissoit tres-bien que ledit Archevesque ne luy vouloit point de bien, que aussi pource que quelquefois iceluy Archevesque estoit merveilleusement estrange es traitemens qu'il faisoit à ses sujets, pour ceux mesmes qui luy avoient esté renvoyez par nostredite Cour, avec clause de l'en certifier, au lieu de ce faire, & d'en faire son devoir ainsi qu'il appartenoit, les auroit baillez & envoyez es galleres, n'auroit osé comparoit pardevant luy ; au moyen dequoy & dès le soir mesmes l'auroit excommunié : & ne se contentant de cela, parce que le jour mesme auroit esté ordonné en Chapitre, que l'Appellant le lendemain partiroit pour venir en nostre ville de Paris, pour les affaires dudit Chapitre contre ledit Archevesque ; auroit iceluy Archevesque dès quatre heures du matin fait guetter l'Appellant pour le prendre & arrêter. Et de fait dès le plus grand matin estoient plusieurs en armes par luy commis en embusches à le guetter ; & ne le pouvant prendre ne arrester à course de cheval, l'auroient fait suivre jusques à huit & dix lieues de là. Choses qui ne pouvoient rien signifier fors une très-grande animosité dudit Archevesque contre l'Appellant, & en haine des charges & sollicitations qu'il avoit à l'encontre de luy : au moyen dequoy, & que c'estoit en entreprenant sur l'exemption pendant tant en nostredite Cour que plusieurs autres jurisdictions layes, auroit d'icelle citation, ensemble de tout ce qui s'en seroit ensuiuy, l'Appellant appellé comme d'abus : conduict à mal & abusivement decerné, mal & abusivement excommunié, mal & abusivement executé, & demandoit despens, dommages & intersts.

De la part des susdits manouvriers, aussi appellans, a esté dit & proposé, qu'ils estoient personnes profanes, & de ce l'intimé estoit bien d'accord ; par ce moyen non auncement distringibles ne contraignables par censures, ne autrement en Cour d'Eglise, mesmes qu'on voulsist dire qu'il y eust scandale par eux fait, ou perturbation du service divin en l'Eglise, ou autre lieu saint, parce que la connoissance de l'exces
fait

fait en l'Eglise, ou perturbation du service divin, est de mixte juridiction ; en sorte que entre laïcs le Juge lay, & entre personnes Ecclesiastiques le Juge d'Eglise interpose la juridiction, ainsi qu'il a été vuide par plusieurs Arrêts de notre dite Cour. Ce néanmoins l'Inimé ou son Officiel avoit fait citer & appeller ledits appellans pardevant lay, fondant la citation sur ce qu'il prenoit qu'ils avoient fait quelque tumulte en l'Eglise, par le moyen duquel ils empêchoient la predication & le service divin qui se faisoit en l'Eglise de Bourges : auroient les appellans fait remoullir qu'ils estoient personnes profanes, & qu'ils ne pouvoient estre tirez ne convenus pardevant les Juges d'Eglise. Ce nonobstant auroit été ordonné, à l'instance du Procureur des causes d'office, qu'ils procederoient, & à suite de ce faire avoit été donné contumace contre eux, dont ils auroient appelé comme d'abus ; nonobstant ce ils auroient été contumaces, dont ils auroient appelé en adherant : conduits à ce qu'il fust dit mal & abusivement decreté & contumacé, bien appelle par eux.

Au regard de M. Marc Foucaut, avec lequel ledits Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Bourges se seroient joins, auroit été dit & proposé que le vingtième jour d'Avril dernier passé, ledit Intimé renar son Senne, qui est le Senne d'après Quasimodu, auroit fait convoquer & appeller ledits Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Bourges, & autres habitants en icelle ayans Cures & Eglises paroissiales audevant du Diocèse de Bourges : Comparant pour eux ledit Foucaut, auroit remontré que ledits Chanoines & habitants de ladite Eglise n'estoient tenus comparoir au Senne dudit Intimé, supposé qu'ils tinssent Cures & Eglises paroissiales en son Diocèse, & que de ce ils estoient exemptés : que pour le trouble qui avoit été fait audit Chapitre, au Sinenetens à la S. Luc, ils avoient formé complainte, sur laquelle y avoit l'insolence pardevant nos ames & seurs Conseillers les gens tenants les Requestes de nostre Palais : l'Intimé irrité de ces remonstrances, auroit fait faire commandement audit Foucaut de vuider, comme étant personne profane : & parce qu'il ne put vuider l'autorité excommunié, disant ces mots : *Qu'il excommuniât tant du long.* De cette excommunication ledit Foucaut auroit appelé comme d'abus, & à son appel adheroient ledits de Chapitre, conduits à ce qu'il fust dit mal excommunié, & bien appelle, & demandoient despens.

Semblablement ledit Archevesque de Bourges, pour ces causes d'appel comme d'abus, a fait dire & proposer que luy qui est Archevesque & Primat, avoit longuement poursuivy ledits Doyen, Chanoines & Chapitre, de traiter leurs différens par amiable composition, pour éviter scandale & offense publique, qui provient ordinairement de telles discussions, & avoient été assembles quatre du conseil de chacun costé, & entre eux arrêtés & accordés la plus grande partie de ce qu'ils estoient en contention ; mais ledits Chanoines n'auroient trouvé cela estre à leur avantage : finalement voyant ledit Archevesque le discord, perturbation & scandale qui estoit en son Eglise, le contentement & irreverence dont ledits Chanoines sont accoustumés user, le déshonneur

de bonnes œuvres, le contentement de discipline régulier, le tout provenant au moyen de la prétendue exemption, auroit été me de demander audience pour le bien & tranquillité de l'Eglise, & pour le zèle de mettre les choses à la raison & règlement loisible ; ce qu'il estoit tenu faire pour le deub de l'office où il est appelé, qui estoit d'avoir l'œil & connoître ce qui se fait en son Eglise ; & cette considération principalement l'auroit meü à cette entreprise, & non pas le quest & profit bursal dont les parties par malveillance le veulent charger, & concier brime à l'encontre de lay ; à quoy il ne pensa jamais, & renonçoit à tout profit bursal, & pecune qui lay pourroit accroître, quand la prétendue exemption seroit abolie ; & failloit confesser que l'Archevesque en l'Eglise est le chef, & ainsi le plus digne & plus excellent membre ; & quant aux Chanoines, sont les inférieurs. Et estoit bien à considérer que ledit appellant a trois personnes souveraines en l'Eglise de Dieu : la premiere, qu'il est Primat, qui est office introduit à la similitude & representation des premiers Apôtres ; la seconde personne, c'est qu'il est Patriarche, & par ce luy est deu de tout droit toute reverence & honneur : la tierce, Archevesque, aussi le mot emporoit que ce devoit estre un Archevesque & Patriarche ; & celle cognation mystique & adoption qui se fait en l'Eglise par nostre Seigneur, par laquelle l'Archevesque est pere de tous les justes de son Diocèse, & les fideles & Ecclesiastiques personnes sont comme ses enfans, entre lesquels estoient les Doyen & Chanoines de son Eglise pour les premiers, & partant auroient deu se regler jousle l'interpretation Apollolique, que que les enfans obeyssent à leurs parens en nostre Seigneur : & faisoit à considérer que impreter & obeyr estoient non seulement entre les choses utiles, mais aussi entre les nécessaires, comme l'on voyoit dès la premiere generation, toutes choses avoient été distinctes, les uns pour impreter, les autres pour obeyr ; & cette venissimilitude, & vertu reciproque d'impreter & obeyr, estoit à la semblance d'une harmonie à une Republique civile. Parquoy à plus forte raison en l'Eglise Chrestienne, comme un chacun se doive contenter de sa vocation, & suivre sa condition, & non envahir celle d'autrui, il avoit été tres-raisonnable que ledit Archevesque entreprist la conservation de son droit & superiorité ; car autrement il eust été indigne de son office, attendu qu'il a deu connoître qu'il estoit appelé à impreter : & au contraire ledits Chanoines & Chapitre ont deu eux offrir & obeyr ; & si chacun en son endroit ne gardoit cette doctrine & reconnaissance, il estoit impossible qu'il y eust flaccité ne force aux choses.

Or pour les cas particuliers, disoit ledit Archevesque que un Prestre chargé de deux ou trois homicides, forcément de filles, & de plusieurs autres cas execrables avoit été recueilly par ledits Chanoines à cause de ladite exemption, & créé Chanoine de leur Eglise pour l'effect de pecher, sçavoir est pour l'effect d'otageur impunité, qui est la franchise & incision de peché : seroient venues plusieurs plaintes audit Archevesque de Bourges, & pour y pourvoir auroit decreté citation personnelle, & icelle fait executer contre ledit delinquant nommé Denys ; du l'octroy & execution d'icelle citation ledits

Chanoines auroient appellé pour ledit Denys, voulant faire de leur Chapitre un asyle aux méchans & delinquans, par le moyen de leurdite exemption. Vray estoit que quand ils avoient esté advertis de l'appellation comme d'abus, ils auroient bien pensé que tel appel par eux interjeté pour ledit Denys, leur estoit mauvaise preuve au soutienement de leurdite exemption, au moyen de quoy ils y auroient depuis acquiescé, mais ils ne pouvoient faire que toujours ne durast tel inconvenient & occasion de mal faire en semblables cas, si leur exemption n'estoit abolie.

En semblable seroit advenu en l'an mil cinq cent quarante, que nous aurions ordonné processions estre faites pour la prospérité de nostre Royaume, & aurions écrit privément & publiquement à l'Archevesque de Bourges, comme chef & supérieur du Diocèse de Bourges, lequel Archevesque par honnesteté auroit communiqué nosdites Lettres au Chapitre, à ce qu'ils se préparassent au contenu d'icelles. Mais lesdits Chanoines & Chapitre, par une grande arrogance & irreverence à l'encontre de leur chef & supérieur, auroient envoyé signifier audit Archevesque, qu'ils avoient ordonné que promptement la procession se feroit : l'Archevesque leur auroit remontré & fait remontrer, qu'ils ussoient de trop grande précipitation, & que non seulement il estoit mandé faire processions, mais aussi recevoir le saint Sacrement de l'Aucl, & que partant il estoit besoin de plusieurs grands préparatifs, comme jeunées, aumônes, & confessions. Davantage, que ce n'estoit à eux à indiquer lesdites processions, ne de convoquer le peuple & Clergé, aussi qu'il n'estoit prest de convoquer, ne semblablement nos Officiers, ny les Officiers de ladite ville de Bourges, qui avoient accoustumé assister, & y faire tenir l'ordre ; neanmoins par une grande desobéissance & pertinacité ils auroient dit qu'ils tiendroient leur ordonnance, & de fait auroient fait leur procession tous seuls, ainsi que bon leur auroit semblé.

Ledit Archevesque n'auroit différé suivre ce qui estoit bon & honneste, & avoit fait faire predications, & admonester le peuple de se préparer à l'Eucharistie, aller à confesse, jeûner, & aumôner, & autres œuvres pieuses le jour de la procession, & fait appeler le Clergé tant des Eglises Collegiales, Conventuelles, que Paroissiales, Ordres des Mendians, nos Officiers, & ceux de ladite ville, & se seroit trouvée toute la compagnie bien assemblée, & le peuple en bonne devotion. Quand seroit venu à partir lesdits Chanoines auroient refusé accompagner l'Archevesque ; & de fait iceluy Archevesque auroit esté contraint aller en ladite procession sans le Chapitre : & non contents de ce lesdits Chanoines, quand ledit Archevesque fit présenter un Predicateur, homme sçavant & vertueux, lesdits Chanoines auroient fait sonner les grosses cloches, jouer les orgues, & toucher les gros tuyaux, faire un service extraordinaire à haute voix, en maniere que le peuple n'auroit jamais pu entendre un seul mot de la predication, & auroit esté contraint ledit Predicateur yssir du faggette ; sans pouvoir parachever ladite predication : & n'auroient lesdits Chanoines autre apparence de soutenir lesdits abus, sinon qu'ils se disoient exempts : tellement qu'ils auroient couronné ledit Archevesque appeler comme d'abus de telles entreprises : & par Arrest donné

aux Grands Jours dernièrement tenus en nostre ville de Moulins, avoit esté dit que en tout & par tout il avoit esté mal & abusivement procédé par lesdits Chanoines.

Et depuis (qui estoit pis) au Carême dernier, que ledit Archevesque qui avoit merveilleusement bon zèle à la Religion Catholique, avoit choisi un bon Docteur en Theologie, pour annoncer la parole de Dieu, qui estoit la meilleure & principale partie de son devoir, lesdits Chanoines auroient empêché & fait mettre au travers de la nef un grand tas de bois, pour empêcher l'assistance & repos du peuple fidèle qui vouloit ouyr la predication : & quand ils auroient veu que pour cela le peuple ne différoit à s'assembler, & prendre lieu tel qu'ils pouvoient pour ouyr la parole de Dieu, lesdits Chanoines auroient fait venir des manouvriers Charpentiers pour besongner à ladite Eglise durant ladite predication, & à grands coups de coignées & de marteaux faisoient un si grand bruit & tumulte, qu'il estoit impossible de recueillir un seul mot dudit Predicateur, & auroit esté contraint ledit Predicateur cesser, & le peuple se retirer, grandement ému à sedition contre lesdits Chanoines, s'il n'eust esté retenu par douceur & gracieuses remontrances dudit Archevesque, qui avoit voulu éviter querelle, n'aimoit mieux suivre les voyes honnestes & gracieuses remontrances : avoit envoyé dire à un Chanoine nommé Thuillier, étant & faisant ouvrir lesdits Charpentiers & manouvriers, qu'il eust à faire cesser lesdits ouvrages pour demie heure seulement, que le peuple seroit repçu & consolé de l'Evangille. Mais ledit Thuillier auroit répondu impudemment & temerièrement, que non seulement il ne les feroit cesser, mais au contraire il les presseroit à continuer leur ouvrage, & qu'il avoit esté chargé par le Chapitre, & que ce n'estoit audit Archevesque leur commander, veu ladite exemption : & combien qu'on se fust adressé à luy par telle douceur de paroles, & n'eust occasion de se mal contenter, neanmoins dès le commencement de sa parole auroit dit grosses injures à l'endroit dudit Archevesque, & de son Vicaire & Official, desquelles avoit esté informé ; & l'information faite, citation decernée contre ledit Thuillier, de laquelle ledit Thuillier, ensemble lesdits Chanoines, qui estoient toujours prêts à soutenir les fautes & malversations de leurs compagnons, auroient appelé comme d'abus : aussi auroit esté decerné autre citation contre les Charpentiers, qui auroient semblablement d'icelle appelé comme d'abus, par la falsication desdits Chanoines : & quelque temps après auroient exhibé lesdits Doyen & Chanoines leurs prétendues bulles d'exemption, & fait signifier audit Archevesque, lequel ayant communiqué avec son Coofcal, & les trouvant abusives en plusieurs endroits, de l'exécution d'icelles comme de nouvel venu à sa connoissance, il auroit appelé comme d'abus.

Si disoit quant aux appellations des paries, qu'il n'y avoit que tenir : car quant à celle de Thuillier & des Chanoines joints avec luy, il y avoit trois points peremptoires pour ledit Archevesque contre lesdits appellans, parce que l'exemption estoit nulle & abusive, comme il entendoit remontrer : & à cette cause, veu l'injure qui lui avoit esté faite, & à ses Official & Vicaire : il estoit sans doute que de droit ordinaire cessant l'exemption il en pouvoit connoître.

Secondement, quand ores que ladite exemption és termes, & selon la bulle dont ils auroient baillé copie, y avoit reservation expresse pour le cas auquel ledit Archevesque procedoit contre les appellans, sçavoir est pour l'injure à luy faite, ou à son Vicaire ou Official, ou bien pour les defauts de comparoir à son Synode, qui estoient deux cas spécialement reservez & exceptez par ladite bulle. Tiercement, quand ne seroit faite aucune reservation, que si toutesfois devoit estre ainsi entendu, & de toute disposition de droit un Juge mesme incompetent peut connoître de l'injure ou sedition faite en la juridiction contre ce qui estoit de raison : par plus forte raison le Juge ordinaire pouvoit connoître contre les exempts, à cause des reliques de son ancienne juridiction, qui estoit auparavant l'exemption ; Et parce que la chose retourne facilement à son premier droit & juridiction ordinaire, laquelle est favorable, & au contraire l'exemption fort odieuse, ne faisoit de dire que ledit Thuillier estoit sollicitateur : car lors de la citation il n'y avoit aucun procès à l'encontre dedit du Chapitre, par ainsi n'y avoit rien par quoy ledit Archevesque se peust flomaker à l'encontre de luy : mais fraudulairement ledits Chanoines l'auroient depuis fait leur sollicitateur contre ledit Archevesque, afin que sous couleur de ce nom ils fissent leur cause meilleure.

Davantage, puisque le cas pour lequel ladite citation avoit esté decernée, estoit survenu inopinément par la coulpe & faute evidente dudit Thuillier, lequel ledit Archevesque n'avoit pû prévoir, ne seulement penser qu'il deust advenir, l'on ne devoit point croire que cela ayt esté fait, à tout le moins qu'il n'avoit point esté fait par animosité, mais seulement pour le deub de son office, & pour chose si recommandable, comme la predication de l'Evangile de Dieu, & mesmement au saint temps de Carême : & comme dit est, l'exemption ne se pouvoit accorder, & aussi ne valoit alleguer l'insubordination pour raison de mesme fait ; car il n'y avoit que celui dudit Denys pour lequel ledits Chanoines avoient pris la cause, mais depuis ils s'en estoient départis, & y avoient acquiescé, & par ainsi ne pouvoient ledits Chanoines soutenir leurdit appel sur une cause où ils avoient succombé. Confessoient ledits appellans avoir à droit esté dit à l'Official dudit Archevesque, que la citation avoit esté decernée au vray cas excepté par ledites bulles dont ils s'aideroient, & estoit un faux fait que ledit Thuillier avoit esté cité à course de cheval ; & quand ainsi eust esté, que non, ledit Thuillier & ledits Chanoines en auroient donné l'occasion qui auroient latie, & se seroient mussez pour empêcher les censures de leur Supérieur : auquel cas de nécessité imminent, ou pour crainte des Juges, ou par faute des parties, non seulement il estoit permis decerner citation, mais aussi de prononcer sentence.

Au regard des mauvais traitemens que les parties pretendoient contre ledits Chanoines, disoit ledit Archevesque que c'estoit un prompuaire d'injuries que ledits Chanoines avoient en la manche, & lesquels inconsulément, & contre verité à tous propos ils alleguoient, non pour autre cause que pour molister ledit Archevesque, & le provoquer à courroux, où ladite exemption fortifiant effect ne pouvoit estre obvié.

Et à cette cause, tant parce que ledites prétendues bulles communiquées estoient contre le Droit divin, contre Droit civil & canonique, contre les Conciles universaux, & signamment celui de Constance, & que par icelles bulles estoient interjetées plusieurs clauses reprouvées par les Arrests & Ordonnances de nostre dit Cour, sçavoir est que ladite exemption estoit donnée généralement contre les Paroissiens, & autres Ministres, lesquels motifs les personnes laicales, & autres non estans exemptes pouvoient estre comprinses, mesmement qu'il y avoit après en ladite bulle, que l'on bailloit ausdits Chanoines toute maniere de juridiction, ce qui comportoit un autre abus.

Davantage, qu'il estoit dit que ledits Chanoines entre eux en leurs causes pourroient bailler un ou plusieurs, ou eux-mêmes pour Juges, chose non seulement abusive, mais pernicieuse en fait de la Justice ; aussi que quant à la cause d'appel ils y devoient donner Juges. Vray estoit qu'il est dit, que ce sera du consentement mutuel de l'Archevesque & des Chanoines, lesquels comme ils sont hommes faciles à dissenter, à grand peine pourroient jamais accorder, & ainsi nul ne pourroit avoir droit vers Juges exempts.

Plus cette execution de testamens, & d'autres contrats, qui gisoient en fait & realité, leur estoit acquise, & estoit dit qu'ils en cognoistroient par l'autorité Apostolique, qui estoit contre le decret des causes, ce qui estoit defendu à Juges d'Eglise.

Davantage par ledites bulles estoit faite union sans aucune cognoissance de cause d'un benefice de trois cens livres, qui estoit semblablement prohibé de droit, & par ledit Concile de Constance, & d'abondant qui estoit peremptoire, y avoit annate de trois florins par chacun an, qui devoient estre portez en Cour de Rome, contre les Ordonnances de nos predecesseurs Roys S. Louys, Charles VI. & de plusieurs autres. Et encorés ledites annates estoient faites au deueu de nos predecesseurs & fondateurs : & le consentement de Jean Duc de Berry ne leur pouvoit servir, parce qu'il ne tenoit icelle Duché qu'en apennage.

Davantage, que ledites deux bulles estoient obtenues de deux Papes schismatiques, conséquemment tout ce qui avoit esté fait par eux estoit nul & abusif.

Quant est des appellations des Charpeniers, pour toute réponse ne vouloit que l'Arrest memorable donné contre un nommé Poisson de la ville d'Orleans, lequel en pleine rue les Chanoines en passant en procession, dit quelque mot ridicule des Religieux, pour lequel auroit esté cité, dont il auroit appellé comme d'abus, & par Arrest déclaré non recevable. Parquoy en plus forte raison en telle injure faite à mesme, & en telle perturbation du service divin, voire perturbation, comme dessus, de l'Evangile, qui estoit beaucoup plus.

Pour ces causes conduoit ledit Archevesque quant aux appellations des parties, à ce qu'ils fussent declarez non recevables ; & quant à la sienne, qu'il fust dit mal & abusivement procédé & executé, & que defenses fussent faites ausdits de Chapitre eux s'ayder desdites bulles d'exemption, & demandoi dépens, dommages & interêts ; & quant à l'appellation de Foucaut, il

en viendroît au premier jour.

Au contraire de la part d'iceux Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Bourges, même en cause d'appel, a été dit, que si l'Appellant eust bien veu la manière, eust veu n'avoir occasion interjeter ledit appel comme d'abus, dont aujourd'hui étoit question, car eust trouvé qu'un Archevêque de Bourges autrefois voulut exercer juridiction, comme se prétendant non seulement Primat, mais Patriarche, ainsi comme aujourd'hui faisoit l'Appellant, ne pouvoit exercer aucune juridiction sur les Suffragans, ou autres qui étoient ses sujets, sinon celle que l'ancienneté & invétérée coutume lui donnoit; tellement que sur ceux sur lesquels de coutume ancienne il n'avoit exercé aucune juridiction, ne se pouvoit aucunement fonder en juridiction, & étoit vulgaire & commun que la coutume, dont la juridiction non seulement volontaire, mais aussi contentieuse, non seulement à celui qui a juridiction, mais à la personne privée, comme il étoit des Chanoines de Beauvais qui étoient personnes privées, lesquels néanmoins avoient acquis juridiction sur les habitans & particuliers de leur Eglise, laquelle ils avoient gardée jusques à présent, car il n'y avoit Chanoine de Beauvais qui n'eust juridiction temporelle & spirituelle sur ceux de sa famille; & quant aux droits qui passent de la coutume qui donne juridiction, il parle de ceux qui autrement ont juridiction, comme Evêques, Chapitres, Communautés, Archidiacres, Doyens, & n'y a voit doute que ceux qui ont de coutume quelque juridiction, élisent grand'chose que telles coutumes & prérogatives leur soient gardées.

Or si l'Appellant eust très-bien pensé à ce qu'il eust très-bien connu, que lui ny ses prédécesseurs Archevêques de Bourges n'auroient jamais exercé aucune juridiction pour quelque cause que ce fust, sur les Chanoines & habituez de l'Eglise de Bourges; au contraire eust connu que ledit Chapitre étoient totalement exempts de la juridiction, & que le Chapitre avoit toujours exercé juridiction sur les Chanoines particuliers & habituez de ladite Eglise, & que en ce ils étoient fondez en coutume immémoriale, pour en avoir toujours ainsi jouy & usé de tout temps. & quand jamais ils n'auroient été soupçonnez que en ce on leur voulût donner aucune empêchement ou trouble; & vouloir le droit commun, lequel faisoit pour eux, que les excess des Chanoines des Eglises Cathédrales fussent punis par le Chapitre même; sinon que les Evêques ou Diocésains monstrassent qu'ils avoient accoustumé de ce faire; & n'étoit du jourd'hui que ledit Chapitre avoient prétendu juridiction sur les Chanoines & habituez en leur Eglise, car ils avoient prétendu dès le temps de saint Guillaume Archevêque en l'Eglise de Bourges, & toutes & quantes fois que le cas étoit advenu, que les Archevêques de Bourges avoient voulu exercer quelque juridiction sur aucun du Chapitre, les habituez ou effans de la famille de l'Eglise, si amiablement ils ne s'en étoient voulu défendre, les avoient mis en procès, & obtenu à l'encontre d'eux.

Toutefois la plupart des Archevêques, qui auroient été informez des privilèges & exemption, & de la manière de faire ancienne, auroient baillé ausdits de Chapitre telle reconnaissance

qu'ils ont voulu pour la conservation de leurs droits & de leur juridiction; & combien que ledit Chapitre fussent assez fondez en la coutume de leurs droits & de leur juridiction, néanmoins le Pape Clement VII. étant en Avignon, le Duc de Berry qui pour lors étoit, étant Regent en France, avoit fait requête, en inclinant à laquelle ledit Pape Clement avoit statué & ordonné, que ledit Chapitre avoient toute juridiction sur les Chanoines particuliers, habituez, serviteurs & familiers de leurdite Eglise, & ce en l'an 1382. qui étoit la quatrième année de son Pontificat, parce qu'il avoit été créé Pape l'an trois cents soixante & & dix-huit; l'an 1391. qui étoit la treizième année de son Pontificat, parce que ceux du Chapitre de Bourges doutoient que si par la première Clementine ils étoient censés être totalement exempts de la totale juridiction dudit Archevêque de Bourges, & ce de toute loy, qui s'entendait tant de loy de juridiction, que de loy Diocésaine, qui le consistait en convocation au Senné, auroient imputé autre bulle déclaratoire de l'intention de la première, par laquelle ils étoient déclarez être exempts totalement de la totale loy dudit Archevêque de Bourges & de ses successeurs. Après le décès du Pape Clement, au lieu duquel auroit été créé Benoît XIII. que l'on appelloit Petrus de Luna, l'Archevêque de Bourges, qui pour lors étoit nommé Petrus, avoit fait une plainte de l'exemption accordée aux Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Bourges, & dit que sous ombre de leur exemption ledit Chapitre ne lui voyoient permettre d'exercer la juridiction, mêmes de lever échelles & échaffaux pour la punition des Clercs de son Diocèse, & à la plainte avoit été décernée quelque provision, sur laquelle y avoit transfection faite, par laquelle avoit été permis audit Archevêque de Bourges de lever échelles & échaffaux pour la punition de ses Clercs, au Cloître de ladite Eglise, & aussi de punir ceux qui auroient Eglises Paroissiales, combien qu'ils fussent habituez, pour raison des délits commis en leurs bénéfices non exempts, & ce par la infiltration des fruits de leurs bénéfices Paroissiaux & oblations d'iceux, & n'y avoit autre punition ny animadversion réservée contre les personnes, & que c'étoit tout ce qui avoit été accordé audit Archevêque de Bourges; & étoit dit que le demeurant demeureroit en son estat, & qu'il passeroit par Arrêt de notredite Cour de Parlement. Avait été cette transfection faite entre ledit Archevêque de Bourges, & de Chapitre, en laquelle étoient insérées les bulles dudit Pape Clement, & du Pape Benoît émolguées & Registres de notredite Cour. L'an quatre cents quatre-vingt-dix-huit, le poursuivant l'Archevêque de Bourges, & pour ce étant présent en notredite Cour dès l'an 1498. depuis lequel temps, comme toujours souloient faire auparavant ledit Chapitre, auroient jouy pleinement de leurdite exemption, sans en rien reconnaître par eux être sujets dudit Archevêque.

Ce néanmoins puis aucun temps en çà l'Appellant, combien qu'à son nouvel advenement il eust été informé d'iceux privilèges d'exemption tels que dessus, de l'émolgation d'iceux faite en notredite Cour; combien aussi qu'il eust juré de les garder & observer à son dit advenement, avoit

avoir appellé comme d'abus desdites bulles d'exemption. Si disoient ledits de Chypre que ledit appel comme d'abus n'estoit recevable: pour la fin de non recevoir employent que l'appellant n'estoit appellant de l'exécution des bulles, mais des bulles memes, de l'odroy d'icelles, chose qui ne se pouvoit faire; car d'un rescript d'un Pape ou d'un Roy on n'appelloit point: quand l'Appellant eult esté appellant de l'exécution desdites bulles, encores n'estoit-il recevable, attendu le long temps qui estoit non seulement de cent ans, mais de huit vingts ans, car les premieres bulles estoient de l'an 1382. sur quoy falloit entendre que l'abus principal que causoit l'Appellant, estoit qui vouloit dire que l'exemption avoit esté accordée sans cognoissance de cause, ce qui ne se pouvoit dire après si long-temps, memes de cent ans, qui falloit que toutes solemnités intrinseques & extrinseques estoient censées & réputées estre intervenues, & avoir esté observées: & à cette fin, & sans autrement insinuer employoit l'Arrest donné contre nostre Procureur general touchant le Prioré de Jully aux Nonnains, uni à l'Abbaye de Molefmes, par lequel une appellante comme d'abus interjetée, l'oïon faire cent ans auparavant l'appel interjeté, combien que l'on eult allégué plusieurs fautes & defectuosités contre ladite union, avoir esté déclarée non recevable: cessant ledit Arrest, & en passant outre au fonds de la matiere; & ores qu'il apparut manifestement que on faisoit & accordoit ladite exemption aucune cognoissance de cause n'avait intervenu, encores estoit l'appel comme d'abus non recevable: car fondoit l'Appellant son appel comme d'abus sur le Concile de Constance, disant par iceluy que toutes les exemptions qui avoient esté accordées depuis le temps du Pape Gregoire XI. par le decez duquel ledit Pape Clement VII. avoit esté creé Pape, avoient esté déclarées nulles.

Pour à quoy répondre disoient iceux du Chapitre deux choses; premierement que la matiere n'estoit es termes du Concile de Constance: & quand elle y eult esté, que ledit Concile n'avoit esté receu en France, & ne se trouvoit avoir esté leu, publié ne enregistré en nostre Cour: & pour montrer que la matiere n'estoit es termes dudit Concile de Constance, mais es clauses exceptives contenues en iceluy, faisoient entendre que voirement par ledit Concile de Constance avoient esté annullées toutes les exemptions faites depuis le temps dudit Pape Gregoire XI. de ceux qui se disoient Papes, sinon pour le regard des exemptions accordées à ceux qui auparavant se disoient exemptes, & qui n'estoient simplement sujets aux Ordinaires ou Diocésains. Aussi portoit ledit Decret du Concile de Constance, que l'on n'entendoit point revocquer les exemptions que les Ordinaires des lieux avoient accordées; Or fit pour le regard de l'un ou de l'autre; Les intimes estoient compris & contenus en l'exception & reservation dudit Concile: car la verité estoit que auparavant le decez de Gregoire XI. ledits de Chypre prétendoient, & avoient toujours prétendu estre exempts de la jurisdiction de l'Archevesque de Bourges, mesme au temps de saint Guillaume, qui estoit long-temps auparavant le temps de Gregoire XI. Apparoissoit aussi manifestement que les Archevesques de

Bourges avoient donné leur consentement, mesme se trouvoit que ledit Pierre Archevesque de Bourges avoit bien esté d'accord de ladite exemption, & qu'il se plaignoit seulement de quelque chose contenue en icelle, & avoir luy mesme accordé que ledits privileges d'exemption fussent émouvez par nostre Cour, le tout auparavant ledit Concile de Constance, & quinze ou seize ans auparavant iceluy, ainsi que l'on pouvoit voir par les dattes, dont s'enfuyoit clairement que la matiere n'estoit es termes du Decret du Concile de Constance, & encores qu'elle y fust, si ne se trouveroit-il point qu'il ait esté receu par l'Eglise Gallicane, ne publié, ne enregistré en icelle nostre Cour.

Et n'y faisoit rien que les Ambassadeurs du Roy qui lors estoit, estoient trouvez audit Concile, car non portant le Roy lors regnant avoir approuvé ce qui avoit esté ordonné audit Concile, & y avoit beaucoup de choses que l'on pouvoit déclarer par le menu contenu es Sessions dudit Concile, que l'on ne trouvoit bonnes en France, & que l'Eglise Gallicane n'eust trouvées bonnes, & en ce faisoit à considérer, que combien que les Ambassadeurs pour le Roy qui lors regnoit, eussent esté presens au Concile de Balle, commencé à tenir par Eugene le IV. neanmoins tout ce qui avoit esté conclu & arrêté par ledit Concile, n'avoit esté approuvé par l'Eglise Gallicane. Et avoit bien voulu le Roy qui lors estoit, voir ce qui avoit esté conclu & arrêté audit Concile auparavant que l'approuver, & en avoit approuvé quelque chose purement & simplement, quelques choses supprimées, quelques choses receues sous certaines modifications, ainsi qu'il apparroit par la Pragmatique Sanction, qui de ce en avoit esté faite à Bourges par le conseil des Princes du Sang, & par l'advis & deliberation de l'Eglise Gallicane, & tant par le commencement de ladite Pragmatique, que par la fin d'icelle, apparroit que ledit Roy n'avoit approuvé purement & simplement tout le Decret du Concile de Balle, mais avoit approuvé la limitation faite par l'Eglise Gallicane, sur ce qui avoit esté conclu & arrêté audit Concile, & estoit mandé à nostre Cour lire, publier & enregistrer, non pas tout ce qui avoit esté fait audit Concile.

Quant au Concile de Constance ne se trouvoit qu'il y'en eust aucune chose publiée, leu ny enregistré en nostre Cour par ordonnance & commandement du Roy, & aussi jamais iceluy Roy, ne nostre Cour n'eult approuvé le Decret Attendentes arrêté audit Concile de Constance, parce qu'il estoit & avoit esté fait directement en haine du non François, & tendoit directement à faire déclarer que les Papes Clement & Benedit XIII. ne furent onques Papes, & que seulement ils s'estoient portez pour Papes, & annuller & infirmer tout ce qui avoit esté fait par eux, & toutesfois il estoit certain que le Pape Clement avoit esté tenu pour vray Pape en France, & que quand les nouvelles de son election avoient esté apportées au Roy Charles V. qui pour lors estoit au Bois de Vincennes, par l'advis & deliberation de l'Eglise Gallicane, avoit esté trouvé qu'il estoit vray Pape, & que l'election du Pape Urbain VI. estoit une election forcée & faite par violence, & se trouvoit par les Chroniques &

Annales de France, que ceux de France & les Alliez & Confederez de France voient tousjours vefeu sous l'obedience dudit Pape Clement ; se trouvoit plus que l'investiture qui avoit esté faite du Royaume de Sicile en la personne du Duc d'Anjou, frere dudit Roy Charles V. avoit esté faite par ledit Pape Clement pour la renonciation de Jeanne soror de Lancelot, & fille de Charles II. Roy de Sicile : tellement que supprimant ce qui avoit esté fait par ledit Clement, comme luy portoit Pape, qui estoit la fin à quoy tendoit ledit Decret, l'on supprimerait ladite investitureaine dudit Royaume de Sicile, & estoit bien aisé à voir que ledit Decret, outre ce qu'il avoit esté fait en haine du nom François, estoit vraiment ambitieux & déraisonnable par deux raisons.

La premiere parce qu'en ce qui touchoit les exemptions, elles estoient de tout cassées depuis le temps de Gregoire XI. quant aux unions elles n'estoient point cassées, & portoit le Decret ces mots, *justitia cessante* mediant, combien qu'il eust avant de raison en l'une qu'en l'autre, mais estoit croyable que l'on trouvoit plusieurs exemptions faites depuis le temps de Gregoire onzième, & ne se trouvoient aucunes unions.

Secondement, la vertu de la loy & constitution estoit de donner forme aux affaires futures, & quant la loy statuoit quelque chose pour l'advenir, elle souloit que ce qui a esté par le passé, soit agreable, & toutesfois cette constitution regardoit non seulement ce qui estoit à advenir, mais tout le passé, & non pas seulement le passé, mais ce qui avoit esté fait depuis le temps de Gregoire onzième, tant y avoit que fussent vus tous les Arrêts & Jugemens donnez en nostre dite Cour, approbantz de ce qui avoit esté fait contre le Decret du Concile de Constance, l'on trouveroit que jamais ledit Decret n'auroit esté reçu pour le regard de ce qui avoit esté fait auparavant ledit Concile. Et estoit bien certain que si le Pape, ou ceux du Concile avoient eu ce vouloir le casser & annuler lesdites exemptions faites auparavant ledit Concile, & énonquées en nostre dite Cour, que cela ne seroit trouvé bon, & que nostre Procureur general appelleroit comme d'abus, & en son appel seroit tres bien fondé.

Et à ce que l'appellant fondoit en autre bon sur ce que l'on avoit accordé au Pape trois florins d'or en signe de liberté, y avoit double réponse. La premiere, que ne les paroles, ne les sens du Decret permettoient que l'on peust dire que cet accord de trois florins fust descendu par ledit Decret, mesmes que les Droits & Canons anciens voulaient que l'on accordast quelque petite somme de deniers au Pape en signe de liberté perçue, & quand ledit accord auroit esté fait, c'estoit un des signes d'exemption. Secondement, que les bulles n'avoient jamais esté exécutées pour ce regard, & n'en auroient oncques payé les intimes aucune chose : tellement que si le Papeleur en faisoit demande, ils se pourroient défendre de prescription plus que centenaire, qui courroit aussi bien contre l'Eglise Romaine, & estoit bien certain qu'il n'estoit de monstrier qu'en quelques bulles y avoit clauses abusives, sinon que ces clauses eussent esté mises à execution.

Par ces moyens conclusient les intimes à ce que l'appel dudit appellant fust déclaré non recevable, protestant de répondre plus amplement

aux autres moyens si aucuns estoient alleguez par ledit appellant en ses repliques.

Et de la part de nostre Procureur general a esté dit, que paroit que les exemptions de la jurisdiction & loy Diocesane & ordinaire, rendent les exempts immediatement sujets au saint Siege Apostolique, mesmes ceux qui estoient sans grande, raisonnable & evidente cause, & qui sont seulement fondez en bon plaisir, semblent n'estre pour le bien de la Religion & discipline Ecclesiastique grandement favorables ne recommandables pour plusieurs raisons, entre autres pource qu'elles sont plus souvent poursuivies & impetrees pour la friandise d'impunité, & sont aucunesfois cause que les delicts pour la distance des lieux, ou pour la negligence des Juges delagez, demeurent impunis, & où le gouvernement de la discipline, qui est la jurisdiction, est contemné, si que la Religion deperisse.

Davantage, qu'elles confondent l'Ordre hierarchique statue en la primitive Eglise, qui a entierement distribué les Juges & Jurisdicions ordinaires, & les Prelats Ecclesiastiques par les Sieges, Dioceses, & Provinces de l'Eglise universelle, lesquels s'il n'est gardé ne peut estre autre chose faite, si non que l'Ordre Ecclesiastique qui doit estre gardé soit confondu, & outre que souvent telles exemptions se pratiquent par un esprit de contradiction & de rebellion, qui causent aucunesfois contentement, discords & irreverence des exempts envers leurs Eveques, comme n'agueres estoit advenu entre lesdites parties, & suppose que les exemptions ne donnent liberté de droit reverentiel, toutesfois adient souvent que les exempts ne l'exhibent à leur Eveque, ains en tiennent peu de compte, phedem contre luy, procedent par injures, dont viennent des inconveniens, discords & differends.

Finalement semble estre indecent, que l'Eglise qui est épouse de l'Eveque, & qui est représentée par les Chanoines, Chapitre & Clergé d'icelle, soit exempt de la superintendance de son Epoux qui est le chef. Pour ces causes & autres, semble que telles exemptions n'estoient favorables, & port les inconveniens qui en estoient advenus, y avoit eu par cy-devant plusieurs Decrets & Constitutions Canoniques & Conciliaires qui avoient voulu & statue, que nonobstant lesdites exemptions en certains cas les Ordinaires pourroient proceder par puissance ordinaire, ou Apostolique : & pource que cela ne suffisoit, avoit esté ordonné au Concile de Constance, qu'elles ne se feroient plus sans cause & cognoissance de cause, & appellez ceux qui pourroient avoir interet, & sembloit que auparavant ledit Concile, en avoit le Concile de Vienne autant voulu & entendu, toutesfois telles exemptions n'estoient généralement déraisonnables, ains sembloit qu'elles fussent fondées en raison, à ce que les choses retournent dont elles sont parties.

Davantage se octroyent lesdites exemptions par privilege ; & n'estoit point déraisonnable ce qui estoit concessible par privilege, & outre sont prescriptibles par quarante ans, avec nre coulour, ou par temps immemorial sans titre : mais ores que ces Eglises soient exemptes ou non, toutesfois la malice des hommes est venue jusques-là qu'à en fort toujours quelque scandale, & pour ce falloit bien garder que l'on abusast de tels privileges, à ce que sous l'ombre d'un privilege octroyé, la liberté des vices ne

croûle, & l'autorité publique vacille, estoit bien requis y tenir la main, mesmement en semblables, car l'on voyoit grand commencement de troubles entre elles deux ans y avoit; & jaoit ce que nostre Cour eust admonesté de faire les offices les uns envers les autres selon leurs qualitez, & y vivre en paix, toutesfois ils entrent en grands débats & contentions, ainsi que nostre Cour avoit entendu par leurs plaidoyes, par lesquels on voyoit qu'il y avoit principalement deux appellations:

L'une interjetée par Maître Jehn Thuillier Chanoine, des citations & contumace contre luy décernées par l'Archevesque de Bourges ou son Official; l'autre par ledit Archevesque de l'exécution des bulles d'exemption octroyées susdits de Chapitre par le Pape Clement VII.

Sur lesquelles de la part desdits Chapitre auoient esté mises pardevant nostre Procureur general plusieurs bulles, lettres Apolloliques & informations, & en premier lieu avoit veu une lettre octroyée susdits de Chapitre par ledit Pape Clement septieme, du premier de son Pontificat, par laquelle après luy avoir donné à entendre par ledits de Chapitre, que sur les différens de l'exemption par luy pretendu & débattu par l'Archevesque de Bourges, iceluy Archevesque avoit obtenu en Cour de Rome trois sentences, mais que si ledites sentences avoient lieu en pourroit advenir plusieurs inconveniens, comme il estoit advenu en plusieurs Eglises circonvoisines; ledit Pape Clement les vouloit bien & favorablement traiter avoir statué & ordonné, qu'ils auoient en tous cas toute jurisdiction sur les Chanoines & habituez, Clercs & serviteurs de ladite Eglise, fors & excepté quand il y avoit injure & offense faite audit Archevesque ou ses Officiers, auquel cas la cognoissance luy appartiendroit & son Official. Trois ans après ledits de Chapitre luy auoient remontré, que combien que par ladite premiere lettre ledit Pape Clement leur eust octroyé jurisdiction, toutesfois pource qu'il ne les avoit expressement declarés exempts, aucuns devoient qu'il ne le fussent; surquoy le Pape ostant la difficulté sur ce qui luy estoit remoustré, avoit déclaré qu'ils estoient entièrement exemptes, qu'il devoit estre entendu pour le regard de la jurisdiction qui leur avoit esté baillée, & non pour le regard de l'exemption des injures faites audit Archevesque. Après le decez dudit Pape Clement septieme ledits Archevesque & Chapitre auoient obtenu deux lettres de Benedict treizieme, confirmatives de deux precedentes, par lesquelles neantmoins outre les precedentes, il avoit ordonné plusieurs choses entre les parties, touchant la mise que l'Archevesque pourroit porter en l'Eglise, & mettre l'eschelle au Cloistre, sur le harnais, oblations & autres choses. Trouvoit que après toutes ces choses il y avoit eu aucuns différens entre les parties, sur lesquels ils auoient fait transaction, & icelle emoluer en nostre Cour, contenant toutes ledites provisions, & auoient ledites parties respectivement esté condamnées à entretenir les choses susdites; & est tout ce qu'il avoit trouvé pour le regard du titre de ladite exemption; & quant aux possessions les parties auoient mis quelques sentences de renvoy depuis l'an 1530. seulement. Aussi ledit Archevesque luy avoit montré quelques sentences données contre aucuns particu-

liers de ladite Eglise.

Or disoit nostre Procureur, que vers ledites pieces, jaoit que par deux moyens déduits par l'Appellant, il sembloit que l'appellation de l'exécution desdites bulles d'exemption fust bien fondée: Le premier, parce que ledits Papes estoient schismatiques, & ne sont écrits au Catalogue des autres: Le deuxième, que toutes telles exemptions octroyées depuis le temps de Gregoire XI. avoient esté revoquées par le Concile de Constance en la constitution qui se commence *Arctandens*, & d'avantage qu'il y ait un moyen qui n'y a esté posé, à sçavoir que les Intimés mesmes en suppliant au Pape Clement pour ladite exemption, auoient recognu qu'il y avoit trois sentences données contre eux à Rome au profit dudit Archevesque, nonobstant lesquelles leur avoit esté concédée telle exemption. Toutefois & nonobstant ces moyens, disoit qu'il ne trouvoit ladite appellation bien fondée: car il est certain en droit que telles exemptions sont privileges qui peuvent estre octroyées par les Superieurs, mesmement comme est le Pape; ainsi ne restoit que répondre aux objets dessusdits.

Quant au premier, disoit que jaoit que l'on n'eust mis ledit Clement VII. au nombre & Catalogue des autres Papes, toutesfois il avoit esté tenu & réputé, mesmes en ce Royaume, pour vray Pape, & en ce nom obcy, & si tost qu'il auroit esté élu, il avoit envoyé deux Cardinaux pardevant le Roy Charles V. qui auroit assemblé plusieurs grands personages en cette ville, tant de Justice, que de cette Université, & en la presence desquels auroit esté le procès verbal de l'election luy, & après du contentement de tous approuvé & réputé canonique. A cette cause tant auroit esté attesté icelle tenir, & réputée pour telle comme elle avoit esté depuis: & d'avantage, jaoit qu'elle ait esté revoquée en doute par les Romains, qui avoient élu Urbain VI. toutesfois au Concile de Constance plusieurs choses comme grâces, privileges & autres octroyés faits par les Papes qui avoient esté depuis ledit Gregoire XI. furent approuvées, & sont demeurées en leur force, & en auroient esté bien pen revoquées; de sorte que l'on pouvoit dire que ce qui ne fut lors revoqué, estoit demeuré en sa vertu.

Or l'on trouveroit par ladite constitution *Arctandens*, qui estoit pour répondre au second moyen, non seulement telle exemption n'avoir esté revoquée, ains avoir esté approuvée, car elle exceptoit de la regle trois manieres d'exemption. Premierement de ceux qui devant l'exemption se portoit pour exempts, comme faisoient les Intimés, ainsi mesme qu'il apparroit par ladite bulle premiere, & jaoit qu'elle contint qu'il y avoit trois sentences, comme dit est, toutesfois qui estoient pour soulde au tiers moyen, ledites sentences n'avoient jamais esté exécutées, & d'abondant sembloit qu'il ne s'y fust beaucomp attester; car il estoit vray-semblable qu'elles avoient esté legerement données: car lors l'Archevesque estoit Cardinal, favorisant le party de Urbain VI. contre ledit Clement VII. Secondement, ladite constitution exceptoit celles auxquelles les Ordinaires avoient consenty. Or l'Archevesque y avoit consenty par deux moyens: le premier, par les deux bulles de Benedict XIIII. le second, par la transaction passée

en nostre dite Cour & émoluée, ains y avoit condamnation contre les parties d'entretenir toutes les dispositions Apostoliques : & falloit noter que en cette transfection elles estoient toutes inferées de mot à mot, & ne serviroit dire que tel consentement n'a pas esté presté en l'acte mesme, car il n'estoit nécessaire, parce qu'un consentement se peut presté devant & après cet acte : autre chose seroit si en iceluy acte avoit esté requise l'autorité dudit Archevesque, & partant le principal fondement de l'appellat défailloit ; car non seulement ledit Concile de Constance n'avoit revuqué telle exemption, ains l'avoit approuvée. Or ne falloit douter de l'autorité dudit Concile ; car il a esté receu en ce Royaume, mesmement au Concile de l'Eglise Gallicane, qui fut tenu à Bourges, que l'on appelle la Pragmatique Sanction, comme il apparoist au commencement, & au tiers des causes, où il fait mention expresse de ladite constitution *Attendentes* : & pour ce après une chose faite de si long temps, & approuvée paisiblement, semble n'estre bien raisonnable en appeler de present, joint que ladite exemption avoit esté octroyée à la requête du Duc de Berry qui lors estoit, qui faisoit du bien en ladite Eglise, & y avoit de la sepulture ; ce qui auroit pu donner au Pape quelque motif raisonnable.

Vray estoit que en la bulle d'exemption y avoit une clause abusive ; car il est dit, que en signe d'exemption les immes payeront au Pape chacun an, certain jour, trois florins d'or, & supposé que de disposition de droit commun, en signe de reconnaissance d'exemption, ou de immediate subjection, l'on puisse imposer ou payer quelque chose chacun an, toutesfoi cela estoit directement contre l'Ordonnance du Roy S. Louys faite l'an 1268. par le conseil des Prelats, Barons & gens d'Eglise de son Royaume, qui s'appella lors & s'appelle encore Pragmatique - Sanction de saint Louis, par laquelle entre autres choses, pour la liberté de l'Eglise Gallicane, il auroit statué que toutes exactions ou charges de pecunes imposées ou à imposer par Cour de Rome, sur les Eglises de ce Royaume cesseroient, si n'estoit pour raisonnable, pinyable, ou tres-neglige cause, ou evidente nécessité, & aussi de son propre & exprès commandement, & de l'Eglise de son Royaume. Et y a autres Ordonnances du Roy Philippe le Bel, Charles le V. & VII. enregistrées en nostre dite Cour à mesme fin ; mesmement y en a une de l'an 1406. faite par le Roy Charles VI. qui fit en nostre ville de Paris un Concile de l'Eglise Gallicane, sur la réduction de ladite Eglise, auquel Concile, en presence dudit Roy & des Princes de son sang, proposa grandement l'Advocat general dudit Seigneur, & y fut faite une Ordonnance en date du dix-septiesme jour de Fevrier, enregistrée en icelle nostre dite Cour du quinziesme May 1408. par laquelle lesdites charges & exactions, ou cens, que levioient les Collecteurs ou Subcollecteurs du Pape, sont défendues. Et à cette cause pour se refondre quant à cette appellation, supposé que pour le regard de l'exemption il ne voullist adherer à l'appellation comme d'abus, mais se rapportoit à l'Appellant de la soustenir : toutesfoi il pourroit appeler de l'exécution desdites bulles, en ce qu'elles contenoient lesdites clauses abusives : mais si nostre dite Cour se vouloit arrester à la formalité au moyen du

long temps, requeroit que defenses fussent faites auxdites immes ne payer lesdits trois florins à la Chambre Apostolique.

Et entant que touchoit la deuxième appellation, il trouvoit par informations que le deuxième jour de Carême dernier passé, la chaire du Sermon fut remuée du lieu où elle estoit en la nef, & plusieurs Charpentiers besongnoient par ordonnance du Chapitre à l'heure du Sermon : pource que les coultres ne sonnoient, l'Archevesque avoit envoyé son Official & Promoteur pour faire sonner le Sermon, & de fust seroient vus en ladite Eglise, & auroient eu quelque propos avec les coultres ; y seroit arrivé ledit Thullier, qui avoit appellé ledit Official borgne, & luy dit d'autres injures, que les tesmoins ne declaroient, & avoit empêché que les Charpentiers ne cessassent la besongne, quelque commandement que leur fist ledit Official : à cette cause y avoit eu citation contre eux decernée, & depuis contumace donnée, dont ledit Thullier avoit appellé comme d'abus, comme aussi avoient fait lesdits Charpentiers : trouvoit par autres informations, que quatre ou cinq hommes que l'on disoit estre les gens dudit Archevesque, quelque jour ensuivant un matin que ledit Thullier vouloit venir en icelle nostre ville de Paris pour les affaires du Chapitre ; luy auroient voulu signifier quelque exploit ; aucuns disoient que c'estoit une monition, & l'auroient suivy, mais ne luy avoit fait aucune chose. Or par la bulle de Clement VII. il est expressément referé surdudit Archevesque de connoître par ses Officiaux des injures faites à luy ou à ses Vicaires : & jaoque que par la deuxième bulle de Clement lesteus du Chapitre fussent declares exempts, toutesfoi cela fe devoit entendre, fors ce qui estoit par la premiere bulle réservé, que lesdits du Chapitre n'auroient demandé par ladite deuxième estre immués ; conséquemment onobstant ladite exemption ledit Archevesque avoit toujours esté fonde de droit, & par ladite bulle avoit la connoissance de telles matieres. Or il avoit prétendu que cette cause estoit de telle sorte, conséquemment ne trouvoit nostre dit Procureur general que les procédures faites contre ledit Thullier fussent abusives, & en ce regard ne vouloit aussi adherer à ladite appellation : mais quant à celle des Charpentiers, appelloit avec eux de la procédure contre eux faite, & requeroit estre tenu pour bien relevé, & y conduoit.

Et outre ce y avoit autres informations faites par ordonnance de nostre dite Cour, par lesquelles apparoissoit que ledit Archevesque avoit coupé & vendu à ses mercenaires & autres, quelque quantité de bois de haute fustaye, baillist aucuns lieux de son domaine en ruine, prenoit un eves pour les Collations, & son Secleux auant, & fix eves pour les devolats, dix sols parisis pour les tonfures, soixante sols pour les non-residences : avoit fait certains Statuts Synodaux qui contraignoient les Prestres acheter & aussi porter camails, sur peine de grosses amandes, & en faisoit lever d'autres dont il en baillait la tierce partie à ses Promoteurs, qui estoient toutes choses défendues, & de mauvais exemple, à quoy l'on devoit bien prendre garde, & considérer que pour l'avarice des Prestres fourdoit souvent fois des inconveniens, cause de detraction, Forgine de crime, ainsi que l'on pouvoit en cet endroit appercevoir ; & neanmoins requeroit qu'il

fust

fuft enjoint audit Archeveſque ſe contenter de ce que par les ſaincts Decrets & Arreſts de noſtre dite Cour luy eſtoit permis & de faire cefſer telles choſes. Il y avoit encores autres informations touchant aucuns Preſtres, que l'on diſoit avoir par luy ou ſes Officiers avoir eſté delivrez au Capitaine des galeres, qui n'avoit cité bien fait, dont noſtre dite Cour pourroit connoître de luy la verité; & au ſurplus enjoindre à toutes leſdites parties ſoy gouverner en la paix, amitié, concorde, union, & reverence, & autres offices, ſelon qu'ils les doivent de droit les uns aux autres, de ſorte que noſtre dite Cour ne fuſt plus empêchée de leurs querelles.

Surquoy les ſuſdites parties plus amplemēt ouyes en leurs repliques & dupliques, raiſons de droit, & autres: & tout conſidéré ce que faiſoit à conſiderer, & pouvoit mouvoir noſtre dite Cour en cete partie :

NOTREDITE COUR par ſon Arreſt dit, quant à la premiere appellation comme d'abus interjetée par le Chanoine pretendu ſolliciteur du Chapitre de Bourges, de Poſtroy de la citation & procédures faites à l'encontre de luy par l'Archeveſque de Bourges, tant en la perſonne, que pareillement des procédures faites le lendemain contre luy, pour la ſignification des contumaces données à l'encontre de luy par ledit Archeveſque de Bourges, que avant que faire droit aux parties ſur icelle cauſe d'appel, leſdites parties informeroient *binc inde* ſur la poſſeſſion & jouiſſance particuliere par elles reſpectivement articulée de l'exception contenuë en la grace d'exemption, oſtroyée par Clement VII. pour le regard des injures qui ſeroient faites en la perſonne dudit Archeveſque, ſon Officiel, & autres ſes principaux officiers, tant par lettres que par teſmoins dans un mois, pour ce fait & rapporté pardevers noſtre dite Cour, leur faire droit ſur ladite cauſe d'appel ainſi qu'il appar tiendra par raiſon: & neantmoins pource que la matiere poſſeſſoire pendante pardevant nos amez & feaux Conſeillers les gens tenans les Requeſtes de noſtre Palais, ſi aucune y a, pourroit avoir connexité avec ladite cauſe d'appel comme d'abus, noſtre dite Cour a evocqué & evocque à elle icelle inſtance, ſi aucune y en a encore pendante pardevant noſdits Conſeillers des Requeſtes, & dès à preſent ordonne que leſdites parties bailleront leurs faits *binc inde* reſpectivement dedans quinze jours pour toutes preſcriptions & delais, dedans la huitaine après reſpondront par uniques additions ſeulement, & dedans le mois enſuivant informeroient *binc inde* reſpectivement de leurdits faits & actes de poſſeſſion; *alias* & en deſaut d'avoir par icelles parties ſatisfait à chacune des ctoſes deſſuſdites dedans les delais ſuſdits, les declarons dès à preſent forcloſes & deboutées, & ordonnons qu'il ſera procédé à l'article ſuſſequent de ce que deſſus ainſi qu'il appar tiendra, pour ce fait & rapporté pardevers noſtre dite Cour, faire droit ſur ladite matiere poſſeſſoire, ſi aucune y a, avec l'inſtance poſſeſſoire, pour les juger enſemblement ou ſeparement, ainſi que noſtre dite Cour verra eſtre à faire par raiſon.

Et tant que touche la ſeconde appellation comme d'abus, pretendue interjetée de l'exemption, ou execution d'icelle ſeulement, ainſi que l'Advocat dudit Archeveſque de Bourges a voulu pretendre, dit noſtre dite Cour que en ce que

ladite appellation eſt interjetée de la publication & execution d'icelle exemption, ledit Archeveſque de Bourges appellant ne fait à recevoir comme appellant comme d'abus, toutesſois conſideré la qualité des perſonnes, & pour nourrir l'amour & dilection qui doit eſtre entre elles, ſans deſpens de ladite cauſe d'Appel, & ſans amende, & pour cauſe: le tout ſans prejudice de ladite inſtance poſſeſſoire, ſi aucune y a pendant pardevant noſdits Conſeillers deſdites Requeſtes, & laquelle a eſté evocquée par noſtre dite Cour; laquelle inſtance demeurera en ſon entier, & y fera fait droit ainſi qu'il appar tiendra par raiſon.

Et au regard de l'autre appellation auſſi comme d'abus, interjetée par l'Advocat des Doyens Chanoines, & Chapitre de l'Egliſe de Bourges, après que les Advocat & Procureur dudit Archeveſque de Bourges Intimé, ont déclaré n'avoir veu aucune choſe dudit appel, ordonne noſtre dite Cour que l'appellant pourra prendre ſon exploit en icelle appellation, après ladite declaration contre ledit Archeveſque de Bourges.

Et quant à la quatrième appellation, ſemblablement interjetée comme d'abus par les manouvriers, & l'appellation auſſi comme d'abus interjetée preſentement par noſtre Procureur general, de la procedure faite contre leſdits manouvriers, dit noſtre dite Cour qu'elle a receu & reçoit noſtre dit Procureur general comme appellant, l'a tenu & tient pour bien relevé, & en faiſant droit tant ſur ladite appellation interjetée par iceux manouvriers, que celle interjetée par noſtre dit Procureur general, dit noſtre dite Cour qu'il a eſté mal & abuſivement procédé pour le regard deſdits manouvriers, decerné, executé, contumacé, & ſentencié, bien appelé par les appellans, condamné l'intimé & deſpens de la cauſe d'appel envers leſdits appellans, qui ſont les parties privées, tels que de raiſon.

Et tant que touche l'autre appellation, pareillement interjetée comme d'abus par noſtre dit Procureur general, par luy depuis requiſe eſtre convertie en forme de requelle, par l'article mentionné en l'exemption deſdits Doyen, Chanoines, & Chapitre de l'Egliſe de Bourges, contenant d'autre payement de trois florins par chaque an au Pape, en reconnoiſſance de l'exemption à eux baillée; noſtre dite Cour, ſans ſoy arreſter à la formalité de l'appel, attendu qu'il n'appert que l'execution de cet article ait eſté faite, & faiſant droit ſur la requelle de noſtre Procureur general, dit que ſi aucune execution d'iceluy article a eſté faite, elle l'a déclarée abuſive, & a inhibé & defendu, inhibe & defend auſdits Doyen, Chanoines, & Chapitre de Bourges, de uſer aucunement dudit article, & de payer aucune choſe pour l'exemption, comme choſe vrayement abuſive.

Et quant aux conclusions priſes par noſtre dit Procureur general, pour le regard de l'obſervance & entretènement des ſaincts Decrets, noſtre dite Cour, eu égard que leſdits du Chapitre ont requis, meſmes par les placets par eux bailliez & preſentez, la reformation de ladite Egliſe de Bourges *tam in capite quam in membris*, dit que comme conſervatrice deſdits ſaincts Decrets, meſmes du Decret, *Qualiter divinum officium ſit celebrandum*, & des trois ſuſſequens immédiatement, elle a condamné &

condamne lesdits du Chapitre & Chanoines de ladite Eglise de Bourges, & chacun d'eux particulièrement, en tant qu'à chacun d'eux touche & peut toucher, à garder, observer, entretenir, & exécuter lesdits quatre Decrets de point en point selon leur forme & teneur, sans aucunement y contrevenir ny déroger: le tout sur peine d'amende arbitraire contre ceux qui y contreviendront. Et sera ce présent Arrest reuement & de fait exécuté par le Baillif de Berry, ou son Lieutenant, lequel se transportera en ladite Eglise de Bourges à cette fin, & fera les injonctions & défenses susdites, sur les peines que dessus.

Enjoint aussi audit Baillif de Berry, ou son Lieutenant, informer des contraventions qu'il pourra & entendra estre faites ausdits saints Decrets, & l'information qu'il aura faite envoyer pardevant ladite Cour, pour icelle communiquer à nostre Procureur general, & luy sur icelle ouy, ordonner par nostre Contre contre ceux qui seront trouvez contrevenans, ainsi qu'il appartiendra par raison; & néanmoins enjoins icelle nostre Cour au Substitut de nostre Procureur general à Bourges, de faire la diligence envers ledit Baillif ou son Lieutenant pour l'exécution, & de soy informer des contraventions, & renvoyer l'information pardevant elle, le tout sur peine tant audit Baillif, son Lieutenant, que substitut, d'amende arbitraire pour la premiere fois, & de suspension de leurs offices & Offices pour la seconde.

Et en tant que touche le demeurant à ordonné & ordonne nostre Cour, que lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre de saint Etienne de Bourges, bailliers Vicars à quelque bon personnage & honneste, lequel pourra informer des crimes & delits qui seroient commis par les particuliers Chanoines & habituez de ladite Eglise, & s'il trouve qu'il y ait charge à l'encontre d'eux, procedera à la correction & punition telle que le cas le requerra.

Et quant à l'Archevesque de Bourges qui est le Chef, dit nostre Cour, que quant aux bois de haute fustaye de son Archevesché, pretendus avoir esté par luy couppez & abatus, elle a ordonné & ordonne que nostre Procureur general aura commission d'icelle, pour plus amplement informer de la coupe desdits bois, & quelle quantité en a esté coupée; & néanmoins fait cependant inhibitions & défenses audit Archevesque de Bourges de couper ou faire couper, abatre ou faire abatre, & vendre les bois de haute fustaye de fondit Archevesché, & d'en user sinon que comme un bon pere de famille, & des cas lesquels il est permis par la censure Canonique aux Prelats faire couper & abatre de leurs bois, & encorés appelez nos Officiers pour l'interest que nous pourrions pretendre en la coupe & abat desdits bois; & si aucuns bois de haute fustaye audit Archevesché de Bourges y a couppez & abatus, lesquels ne soient encorés vendus, ils seront saisis & mis en nostre main, & par provision pourront estre vendus au plus offrant & dernier enchérisseur en la maniere accoustumée, & les deniers qui procederont de la vente d'eux, seront mis & consignez es mains de Justice, pour après estre bailliez audit Archevesque pour estre par luy employez aux réparations des ruines des edifices de fondit Archevesché, & ailleurs où il appartiendra.

Et au regard des conclusions prises par nostre Procureur general, quant à ce que Fon dit, que ledit Archevesque a envoyé des Prestres en galeries, dit nostre Cour que avant que y faire droit elle verra les informations qui en ont esté faites, sur lesquelles sera oüy & interrogé ledit Archevesque pardevant nos ames & seux Conseillers en icelle nostre Cour Maître Nicole Hennequin, & Nicole Sanguin, qu'elle e commisi & commet quant à ce, & luy ouy & interrogé, & lesdites informations, interrogatoires & confessions d'iceluy Archevesque communiquées à nostre Procureur general, & luy sur ce ouy, sera icelle nostre Cour droit sur lesdites conclusions, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Et en tant que touche les deux esclues que l'on dit que ledit Archevesque prend pour son seau, & autres droicts qu'il pretend es collations, institutions & autres choses qu'il a coutume faire & bailler, dit nostre Cour que suivant les saints Decrets dont elle est conservatrice, qu'elle a inhibé & defendu, inhibe & defend audit Archevesque de prendre plus d'un eslu, lequel encorés elle permet à iceluy Archevesque prendre par provision, & jusques à ce qu'autrement par elle en soit ordonné, tant pour la collation, soit par devolut ou autrement, ou institution, que seau, cire, écriture & expedition de ladite collation ou institution; & quant aux lettres de non-residence, & congies qu'il baillie pour deservir au lieu des Curez absents, dit nostre Cour que semblablement suivant les saints Decrets, dont elle est conservatrice, elle a inhibé & defendu, inhibe & defend audit Archevesque de bailler aucunes lettres de non-residence, & congé de servir au lieu des absents. Si n'est pour les causes contenues & exprimées en droit, lesquelles causes il sera tenu exprimer formellement dedans les lettres de non-residence, & des congies de servir sur peine d'amende arbitraire. Et ou cas qu'il en soit pour les causes qui sont contenues & exprimées en droit, il ne pourra prendre pour chacune lettre que dix sols pour tout, & luy defend d'en prendre plus sur peine de restitution du double, & d'autre amende arbitraire à la discretion de nostre Cour.

Et au demourant enjoins icelle nostre Cour audit Archevesque de Bourges, traiter paternellement, & en tel amour, benignité & douceur les Chanoines, & autres habituez de ladite Eglise de Bourges, comme un bon pere doit traiter ses enfans: aussi enjoins ausdits Chanoines & habituez audit Evêque obeyr en toute honneste & chaste dexte à l'autorité & superintendance, & luy porter tel honneur & reverence qu'ils doivent porter à leur Supérieur: & fin en outre à chacun d'eux respectivement défenses de contrevenir ausdites injonctions sur peine d'amende arbitraire à la discretion d'icelle nostre Cour; & néanmoins a permis & permet audit Archevesque que s'il y e aucun desdits Chanoines & habituez qui contrevenne à icelles injonctions, il en puisse faire informer par le Baillif de Berry, ou son Lieutenant, & l'information faite faire apporter pardevant nostre Cour, pour icelle communiquée à nostre Procureur general, & luy sur icelle ouy, estre procédé par nostre Cour à punition exemplaire de ceux qui seront trouvez contrevenans, ainsi qu'il appartiendra par raison.

DE L'EGLISE GALLICANE. CHAP. XXXVIII. 223

Et quant aux amendes pecuniaires, dit nollredite Cour que pour le regard des laïcs, elle a unibé & defendu, & defend audis Archevefque de Bourges de ufer de condemnation d'aucune amende pecuniaire à l'encontre des laïcs fur peine de rendre le double, & de telle autre amende qu'il plaira à nollredite Cour arbitrer; & quant aux gens d'Eglife, auxquels il peut impofer condemnation d'amende pecuniaire, a ordonné & ordonne nollredite Cour fuivant les faints Decrets, comme conservatrice d'iceux, que ledit Archevefque ne pourra employer à fa bourse lefdites condennations pecuniaires qu'il impoferà fur les gens d'Eglife, ains fera tenu les employer en aumônes & œuvres piteoyables; & où il les employera autrement, enjoins nollredite Cour au Bailly de Berry, ou fon Lieutenant, en informer, pour l'information faite & rapportee pardevers nollredite Cour, & communiquer

à nollredit Procureur general, & luy furicelle ouy, faire droit fur les conclusions qu'il prendra, ains qu'il appartiendra par raifon.

Et après que ledit Arceff prononcé, Maître Jean de Courfelles Procureur de Foucault Advocat defdits Doyen, Chanoines & Chapitre de Bourges appellans comme d'abus, a demandé defaut fur fon appel fuivant la permission de nollredite Cour, & ce en la prefence dudit Archevefque de Bourges, & que l'Advocat dudit Archevefque a dit en viendra preff au premier jour, nollredite Cour a ordonné & ordonne que ladite caufe fera rappelée au premier jour. En telmoïn de ce, nous avons fait mettre nollre feel à ces prefentes Lettres. Donne à Paris en nollre Parlement le vingt-feptième jour de Juin, l'an de grace mil cinq cens quarante deux, & de nollre Regne le vingt-huictieme. Signé, DU TILLERY.

Ex Synodo Provinciæ Rhemenfis sub Ludovico S. R. E. Cardinali à Guifia nuncupato, Archiepifcopalis Ecclefiæ Rhemenfis expenfatione Apoftolica adminiftratore: anno Domini 1583.

Ex quinta Congregatione die 2. mensis Maii.

X. PROCURATORES Ecclefiarum tam Cathedralium, quam Collegiarum admittunt fe protectionem fidei facturos juxta formam à Concilio Tridentino prefcriptam, absque tamen præjudicio exemptionum, privilegiorum, & libertatum dictarum Ecclefiarum tam Cathedralium quam Collegiarum, Abbatiarum, Monasteriorum & Prioratuum, juriurque totius Ecclesiæ Gallicanæ, & potissimum quantum ad eam clausulam attinet, in qua dicitur, Omnia statuta declarata in Concilio Tridentino recipi &

profiteri: Quam si quis extendere vellet tantè, ut per eam præjudicium aliquod dictarum Ecclefiarum Monasteriorum exemptionibus & privilegiis, totiusque Ecclesiæ Gallicanæ jurius & libertatibus afferretur, protestati sunt dicti domini Procuratores, protestationisque sue pro fua exemptionibus privilegiisque fupradictis actum pèterunt, quem prædicti reverendissimi domini à dicti Concilii Secretariis eisdem domini Procuratoribus tradi jussunt.

Les droits d'exemption & de jurisdiction des Chapitres ont été établis: Scavoir l'exemption pour conserver l'ordre & la discipline Ecclesiastique, & pour la liberté des Elections, offrir la convulsion qui pourroit être causée par la diversité des reglemens des Eveques, modérer cette autorité trop grande que les Prelats pourroient s'attribuer en vertu de leur jurisdiction, sous laquelle le Cha-

pitre assujetty, il ne se trouveroit personne qui eût l'opposer à leurs volontés.

La jurisdiction a été retenue par les Chapitres, comme partie de celle qu'ils exerçoient auparavant conjointement avec les Eveques avant leur separation à cet égard: & ainsi ils ne faisoient qu'un même corps & vivoient en commun.





CHAPITRE XXXIX.

DES CONTRIBUTIONS, SUBSIDES,
& autres devoirs auxquels les Ecclesiastiques de France sont
obligez envers le Roy, en cas de necessité.

Ex Synodo Lipsinensi, anno 743. sub Chludrico III.

I. **S**TATUIMUS quoque cum consilio
CAN. seruum Dei & populi Christiani,
II. propter imminuta bella & perfec-
tiones cæterarum gentium, quæ in circuitu no-
stro sunt, ut sub precario & censu aliquam par-
tem Ecclesiæ pecuniæ in adiutorium exercitus
noliti, cum indulgentia Dei aliquanto tempore
retineamus, ex conditione ut annis singulis de
aliquaque casata solidas, id est duodecim dena-
rii ad Ecclesiam vel Monasterium reddantur, eo

modo ut si moriatur ille cui pecunia commodata
fuit, Ecclesia cum propria pecunia reuelli sit;
& iterum si necessitas cogat, tot Princeps iubens,
precarium renouetur, & rescibatur novum,
& omnino observetur, ut Ecclesiæ vel Monasteria
penuriam paupertatémque non patiantur, quo-
rum pecunia in precario præstita sit, & si pau-
peras cogat, Ecclesiæ vel domui Dei integrare red-
datur possit.

V. Capit. Carol. M. lib. 7. cap. 104.

Ex Concilio in Verno Palatio habito, anno 5. Karoli Francor. Regis, anno 845.

II. **Q**UONIAM quosdam Episcoporum ab
expeditionis labore, corporis defendit
imbecillitas, aliis vestra indulgentia obabilem
largitur quietem, præcauendum est utrique ne
per eorum absentiam res militaris dispendium pa-

tistur. Itaque si vestra consensit sublimitas, ho-
mines suos Resp. profuturos custodiet fidelium ves-
torum, quem sibi utilem iudicauerint, commit-
tant, eorum diligencia ne se ab officio subtrahere
valeant, observetur.

V. le Concile de Thionville de l'an 845. can. 4.

Rigordus in Philippo Augusto, anno 1188.

III. **A**NNO Domini 1188, mense Martio
media quadragesima, Parisius cele-
bratum est generale Concilium à Philippo Rege,
conuocatis omnibus Archiepiscopis, Episcopis,
Abbatibus, & totius Regni Baronibus, in quo
innumerabilis militum multitudo, seu peditum
sacratissima croce insigniti sunt. Et propter hanc
inflantem necessitatem (oppidè enim iter Hiero-
solymitanum Rex affectabat) cum assensu Cleri
& populi quasdam decimas ab omnibus esse acci-
piendas eo tantum anno decrevit, quæ dictæ
sunt *Sauilla Decima Saladin*, quas in præfenti
libro posuimus.

In nomine sanctæ & indiuiduæ Trinitatis, Amen.

*Petrus & caput parisi ad dictum dom. Rex de huius Ecclesia-
rum ad defendendum regni, item decima si bona sua ad commu-
tandum dispendium non sufficiant, etc. vol. 1. Goff. Dei per Fran-*

Constitutum est à domino Philippo Francorum
Rege, consilio Archiepiscoporum, Episcopo-
rum, & Baronum terrarum suarum, &c. De Deci-
mis: Quod omnes illi qui Crucem non habent
et, quocunque sint, Decimam ad minus dabunt
hoc anno de omnibus mobilibus suis, & de om-
nibus redditibus, exceptis illis qui sunt Cister-
ciensis Ordinis, & Ordinis Carthusiensis, & Or-
dinis Fontis-Ebrardi, & exceptis Leprosis, quan-
tum ad suum pertinet proprium. Et sciendum
est, quod qui Decimas sunt daturi, de toto mo-
bili suo & redditibus Decimas dabunt, non ex-
ceptis inde prius debitis suis, imò post donationem
Decimæ de residuo poterunt sua debita solvere.

*cap. pag. 356. Mart. Walsingham. Hist. Ang. part. 2. p. 408:
anno 1187. Walsingham p. 111. Compendium annorum de Paris-
gal. lib. 1. p. 14.*

Extraict du Testament du Roy Philippe Auguste, de l'an 1190.

Apud Rigordum in Philippo Augusto.

IV. **S**I autem aliquis filio nostro vellet move-
re guerram, & redditus sui quos ha-
bet non sufficeret, tunc omnes homines nostri

adjuuent eum de corporibus suis, & à averiis.
Et Ecclesiæ tale faciant et auxilium, quale sol-
tæ sunt facere nobis.

AU

Sancta Mater Ecclesia, sponsa Christi, non solum est ex Clericis, sed etiam ex laicis: imò sacra testante Scriptura, sicut est unus Dominus, una fides, unum baptisma, sic à primo iusto usque ad ultimum ex omnibus Christi fidelibus, una est Ecclesia ipsi Christo, coelesti sponso, annulo fid. i. d. sponsata, quam ipse à servitute peccati, & jugo veteris Legis, ac dominio hostis antiqui, per mortem suam misericorditer liberavit: qua liberata gaudere voluit omnes illos, tam laicos, quam Clericos, quibus dedit potestatem filios Dei fieri, iis videlicet, qui credunt in nomen ejus, & susceperunt Christiane fidei sacramenta. Nunquid solum pro Clericis Christus mortuus est, & resurrexit? absit. Nunquid est personarum acceptio apud Dominum, ut solum Clerici in hoc mundo gratiam, & in futuro gloriam consequantur? absit. Sed per indifferenciam, omni credenti, operanti bonum, per fidem & dilectionem, æternæ retributionis præmium repromittit. Et quis Clerici in Ecclesia, ut patet per prædicta, sunt & merito & numero potiores, non debent, nec possunt, nisi forsitan per abusum, sibi appropriare, quasi alios excludendo, Ecclesiasticam libertatem, loquendo de libertate, qua Christus nos sua gratis liberavit.

Multæ verò sunt libertates singulares, non universales Ecclesiæ, sponse Christi, sed solum ejus ministrorum, qui cuius divino ad ædificationem populi sunt, & esse debent spiritualibus deputati: quæ prædictæ libertates per statuta Rom. Pontificum, de benigne, vel saltem permissione Principum secularium, sunt concessæ: quæ quidem libertates sic concessæ vel permixtæ, ipsi Regibus regnorum suorum gubernationem ac defensionem auferre non possunt; nec eas quæ dictas gubernationi & defensioni necessaria, seu expeditæ, & deliberato bonorum ac prudentium consilio, judicantur, dicente Domino Pontificibus Templo, *Reddite ergo quæ sunt Cæsari Cæsari, & quæ sunt Dei Deo*. Et quia turpis est pars, quæ suo non congruit universo, & membrum inutile, & quasi paralyticum, quod corpori suo subsidium ferre recusat; quicumque, sive Clerici, sive laici, sive nobiles, sive ignobiles, qui capiti suo, vel corpori, hoc est domino Regi & regno, imò etiam sibi, auxilium ferre recusant, semetipsos, partes incongruas & membra inutilia, & quasi paralytica esse demonstrant: unde si à talibus pro rata sua subventionum auxilia requiruntur, non exactiones, vel exortiones, vel gravamina dici debent: sed potius capiti, & corpori, & membris, debita subsidia; sed & pro defensoribus & pugilibus ipsorum, quibus, non licet, vel qui non possunt, pugnare per seipsos, stipendia præparata.

Nemo siquidem tenetur pro aliis propriis stipendiis militare: & quod si inimicorum rabies invalesceret contra Regnum, constaret quod bona Clericorum penitus dissiparentur; quare, multo plus aliis, indigent ab hostili impugnatione defendi: Ideoque in naturalis juris injuriam esse videtur, prohibere cuicumque servo, vel libero, vel Clerico, vel laico; nobili vel ignobili, clypeum defensionis obijcere contra hostilem gladium, nisi stipendia solvere defensori. Nonne mentio Deus tales tradidit in reprobum sensum, qui ius naturale & antiquum aientius subvertere, pro se habito voluntatis? Et quis sapiens & intelligens hæc non incidit in vehementem stuporem, audiens Vicarium Jesu Christi prohibentem

tributum dñi Cæsari, & sub anathemate fulminantem, ne Clerici, contra inique & injuste persecutionis incusum, domino Regi & Regno, imò sibi ipsis, pro rata sua, minum porrigant adjutricem?

Dare verò histronibus, & amicis carnalibus, & neglectis pauperibus, expensis facere superfluas in rohis, equitativis, comitativis, comestationibus, & aliis pompis secularibus, permittitur eisdem, imò conceditur, ad perniciem imitationis exemplum. Hoc enim natura & ratio, juxta divinum & humanum pariter decernitur, ad illicita frenare laxare, & licita, imò necessaria cohibere. Quis enim sanæ mentis judicaret licitum & honestum, sub anathemate cohibere, ne Clerici, ex devotione Principum ineratati, impingui, & dilati, pro modulo suo eisdem Principibus assilant, contra ingruentes injularum persecutionum adversitates, quocunque colore extorquato, doni vel mutui, vel subventionis, pro seipsis, pro Rege, & Regno pugnandis, & resistendis inimici vi armorum, alimenta præbendo, vel stipendia persolvendo? Non enim prudenter attendunt qui talia prohibent, vel renouant, quod hoc nihil aliud est, quam inimicos juvare, & crimen læsæ Majestatis incurere, & quasi velle prodeire ipsi Regi, defensori: ad quod cimen puniendum intendimus plus solito, volente Deo oculos aperire.

Dum siquidem fide & devotione colimus, & Ecclesiam Catholicam, ac ministros ejus multipliciter veneramus in terris, sicut & omnes patres nostri: sed hominum minas, minus rationabiles, & injustas, minime reformidamus: nam coram Deo, favente ejus clementia, semper iustitia invenietur in nobis. Nonne Rex Angliæ quondam homo noster signis vocatus ad iudicium eorum nobis cum omni solemnitate quæ decuit, ad imperium domini sui venire contempsit? Quare necesse habuimus terras, quas à nobis tenebat, ad manum nostram trahere, iudicio & iustitia mediantem, cujus occasione dictas Rex Angliæ homagium & fidelitatem, quibus nobis adhibebatur ratione terrarum, quas à nobis tenebat in feudum, renunciavit expressis, & postea contra nos insurgens crudeliter, prædictas terras inuisit est sibi acquirere, non tam vi armorum, quam dolo, via iustitiæ, & rationis, & consuetudinis approbatæ penitus prætermissa. Quis Rex, quive Princeps, terras feudales sic à vassallo suo dimissas, & tam multipliciter fortificatas, ad se non traheret, & non defenderet, tanquam suas? Nec super hoc debetur ab aliquo increpari, sed potius de contrario reprehendi.

Et Regi Theotoniz quid potuit, vel debuit plus offerri, quod illustrationis & pacis, quam quod quatuor viri eligerentur idonei, duo pro nobis, & duo pro ipso, qui de limitibus Regni & Imperii cognoscerent, & tractarent, & quicquid super hoc ordinaretur, ambo Reges in perpetuum observarent: Et si prædicti quatuor discordarent, ipsi possent eligere quintum, qui eorum discordiam ad concordiam revocaret? Et si dictus Rex Theotoniz de Comitatu Burgundie conqueratur, sua querimonia nulla ratione solvatur. Nam notorium est omnibus, quod post guerram apertam, & diffusionem superbiæ, à dicto Rege nobis factam, dictum Comitatum nobis duximus acquirendum. Nam in diffusionis via contra nos graviora facere minabatur, & jam

forſitan feciſſet, ſi adhuc ſibi ſe obtuliſſet ſaculus.

Nonne fundat Marci Ecclesie nos, et antecessores nostros, multa grata servitia ab antiquo, et immensa beneficia contulimus, quibus ministris ejusdem multo pinguius, et gloriosius, quam in aliis regnis temporalibus exaltantur? Super quo veli Deus, quod ingratitudeis vicium non incurant: non enim debere debitas solvenciones

negare, se ultra quicquid habent offerre : præ-
sertim cum videant manifestè, quod prædicti Re-
ges injussè, & sine causa rationabili nos impu-
gnant. Quare modò non fuissèmus ab Ecclesia
amplioribus injuriis provocandi, sed potius ab ea,
tanquam à pia matre, fovendi, & placandi, &
à malis imminentibus efficaciter consolandi. *Ha-
llensis in Ezerio Cod.*

Am pector des Chantres réside C. 3213. n. 13.

[illegible][illegible]

*Supplicatio facta Papæ per Archiepisc. Remensem & Suffraganeos & Abbates
provinciae suæ Remensis, ut provideat super quadam constitutione per eum
edita.*

I. X. SANCTISSIMO patri ac domino suo,
domino Bonifazio, divina providentia
sacrosanctæ Romanæ ac universalis Ecclesiæ summo
Pontifici, deon ex æli, miseratione divina
Petrus Remensis Archiepiscopus, et Episcopi
Remensis Ecclesiæ suffraganeis, et Abbatibus, cum
bunm si res recommendatio, devotissimis pedum
oscula beatorum. In hac terrestri patria Ecclesia
militantem constituit providentia condicio-
nis, eam ex alto providi sic comoda substitutione
vicarii gubernandi, qui, ne ipsam tempe-
stusce hujus faceret fluctuationes confunderent,
in turbatione sibi confidam impenderet, in tri-
bulatione solatium, et inadvititate succursum,
ut sic hujusmodi salubri practico facia vicarii,
triumphali Ecclesiæ, que est Christi, ad salu-
tem humani generis, eo devotiss, quo tranqui-
litas, celserey.

Ad ipsius quippe vicariatús apicem, diebus
notis, quod lreu referimus, divite gratia pro-
visionis affumpsi, qualiter ad salubre regim-
istatuproferum, et exaltationem felicem ipsius
Ecclesie, desideris summi aspirantes, paternam
curam, fidum efficit, et indefessis folliciis
nostram operam duxeritis impendendam, universali
fieri notio publicat, et ipsa rei experientia ma-
nifestat. Ex hujus equidem desiderii fervente af-
fectu, quem ad felicem iterum universis Ec-
clesie paterno more follicio geritis, benedi-
ctionem vestram novam novit constitutionem edi-
dille cognoscimus, pro cujus beneficiis Eccle-
siarum peniculis remediare, sublevere obviare
dispensum, et Ecclesiasticis libertati voluit
ultiter providere.

Verum quia excellentissimos Principes, dominus noster, Rex, ac Principes, Barones, & domini temporales, ceterique regnicolae Francie, occasione ipsius constitutionis, quam onerosam, gravem, & præjudicalem animis afferturi iuri suo, cum omnes, tum singulos incolae

dicti Regis, ad defensionem Regni & patriæ, omni privilegio, excusatione, & exceptione cessantibus, vocare præsentem, præferunt feodatarum & fideles Regis ejusdem, nosque, & alios Prælatos de Regno; quorum quidam per homagium, & serm omnes, parentum fumus felicitatis adhibiti eodem domino nostro Regi, ad juvandum eum ipsius & Regni servandam, absque cujus necessario defensionis prædicio vivere totum non possumus, nec defendi à nostrorum, quorum non deest copia, persecutione continua amolurum: dux turbatione commoti, per majores in unum confilio iuncti, quod remedium utile benevolentia paterna provident, irreparabilis causæ præjudicium, quod non sine multa corporis amaritudine recitamus, retorqueere disponunt; siquæ Gallicana Ecclesia quare retroactis temporibus in pacis pulchritudine, & libertatis plenitudine conquevit, diversis jam exponitur fluctuationibus tempestum, fremens scandala incrementis angustia, & finalis ruine pericula sunt in promptu. Ad Apostolicæ sanctissimæ providentiæ circumspectum propterea duximus judicialiter recurrendum, quæta possumus devota, & unanimi instantia supplicantes, ut opportuno & salubriter provisionis remedium in hac parte clementius adhibere dignetur, per quod sedata scandala, & eum præfato domino Rege, suisque Principibus, & cæteris temporibus domis dicti Regis, eodem Gallicana fervet Ecclesia pacis & caritatis solite uiorem, ac sub alium suarum velamine, & protectionis opportuna suffragio fuso, nostris temporibus, uni semper impendat creatori devoti cultum simulantes. Et ecce venerabiles patres Episcopos ad sanctitatis vestre præsentiam proper hoc speciale destinamus, qui frenantia scandala, & innocentem, imò infantiam in januis hujusmodi discriminis pericula, sensibus vestris perfectius explicabant oraculo vivere vocis.

As noted Bezinfar B. 189913, fol. 235.

Bulle du Pape Boniface huitième, par laquelle il declare que les Rois de France peuvent en cas de nécessité de l'Estat, contraindre les Ecclesiastiques leurs sujets, de contribuer pour la defense de leur Royaume, sans qu'il soit nécessaire d'en avoir le consentement du Pape, l'an 1297.

X. BONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei, charissimo in Christo filio Philippo Regi Francie illustri, ad perpetuam rei memoriam. Et si de statu regni cujuscumque, in quo Catholica fidei cultus viget, paternæ sollicitudinis studio cogitemus, ad statum tamen Christianissimi Regni Francie, in quo semper ante alios temporibus erga Romanam Matrem Ecclesiam viguit devotionis integritas, reverentiae plenitudo resplenduit, servum obedientie promptitudo, tanto fervore aciem considerationis extendimus, & circa illud cogitationis nostræ versatur instantia, quanto ipsam uberiori favore prosequamur, & sincerius gerimus in visceribus charitatis.

Dadum liquidem Pastoralis officii debemus exequentes in favorem Ecclesiarum & Ecclesiasticæ libertatis auctoritate Apostolica dumtaxat statuendum, ne Prelati & personæ Ecclesiasticæ, cujuscumque dignitatis, status aut conditionis existant, sub adiutorio, mutui, vel domi nomine Imperatoribus, regibus, Principibus aut Præfidentibus ceteris præstent obsequium Apostolicæ Sedis auctoritate subsidia, quocumque nomine censentur, neve Imperatores, Reges seu Principes, aut alii Præsidentes ea imponere, exigere vel recipere ab eisdem Prælati, & personis Ecclesiasticis auctores, certis penis adjunctis nihilominus in hac parte. Verum nonnulli nostræ intentionis ignari, suæque prudentiæ inintentes hujusmodi constitutionem nostram non rationabili, aut requisita consensu, sed voluntarie interpretationi subicere moluntur; non attendentes quod ad eum qui condidit, interpretatio vocatur pertinere.

Nos igitur huic morbo congruam intendentes adhibere medelam, & ut cujuscumque ambiguitatis serpens in hac parte tollatur, & veritas puritas elucescat, auctoritate præsentium declaramus, quod consuetudo ipsa, vel ejus prohibitio ad donaria vel mutus, seu quævis alia voluntaria Prælatorum & personarum Ecclesiasticarum ejusdem Regni, cujuscumque status, ordinis, vel conditionis existant, omni prioris coactione, aut exactione cessante, se aliquatenus non extendat, licet ad id fortitan sua, vel successorum tuorum, qui pro tempore fuerint, aut tuorum & eorundem Officialium, seu Ducum, Comitum, Baronum, Nobilium vel aliorum Dominorum temporalium de Regno prædicto requisitio curialis & amica præcedat. Quodque feudalia, censuales, sive jura quolibet in rerum Ecclesiasticarum dominatione retemus, vel alia servitia consueti tibi iustque successoribus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, & aliis temporalibus Dominis supradictis, tam de jure quam de consuetudine à personis Ecclesiasticis debita, prædicta consuetudine non includat, vel aliquatenus comprehendat. Et quod personæ Ecclesiasticæ pro Ecclesiarum suarum utilitatibus compositionis aut transactionis titulo, vel alio quovis modo, seu pro libertatibus acquirendis tecum, & cum tuis successoribus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus,

& aliis Dominis temporalibus prælati, prout consentitis earum videbitur, & ante constitutionem eandem poterant, libere valeant convenire, nec illas per ipsius constitutionis vigorem in eis contingat aliquatenus impediri. Quodque constitutio eadem Clericos clericales non viventes, sed se mercationibus & mercimoniis præsertim inhonellis, & vitiis, vel sevis immundiciis actibus non delincent.

Adjicimus insuper hujusmodi declarationi nostræ, quod si tibi & successoribus tuis pro universali vel particulari ejusdem Regni defensione, periculosa necessitas immineret, ad hujusmodi necessitatis casum se nequaquam extendat constitutio memorata: quin potius tu, & successoris tui possitis à Prelatis & personis Ecclesiasticis dicti Regni potestate ac require pro hujusmodi defensione subsidium vel contributionem, illudque vel illam Prelati, & personæ prædicti tibi & successoribus tuis, inconsulto etiam Romano Pontifice, teneantur & valeant sub quocumque nomine, aut alias etiam imperiuri, in nobis stantibus constitutione prædicta, seu quovis exemptionis, aut alio quolibet privilegio, sub quacunque verborum forma conclusio à Sede Apostolica imperato.

Quodque necessitatis declaratio supradictæ, tute & successorum tuorum consentitis, damno successoris ipsi vicissim annis annum exegetur, relinquatur. Super quo tam & successorum prædictorum conscientias onerari, ac tibi & eisdem successoribus innoscere volumus, quod quidquid recipi ultra ipsius defensionis casum contingens, tu & idem successoris in vestram recipietis periculum animarum, super quo nisi tu, & dicti successoris vobis salubriter providere curetis, attendere poteritis, in quo periculo vos contingere remanere. Si verò defensionis prædictæ tempore hujusmodi annis annum præfati non exegetur successoris, declaratio necessitatis ejusdem Prælatorum, Clericorum & Laicorum, qui de ipsorum successorum stricto consilio, seu majoris partis ipsorum fuerint, conscientias relinquatur. Quorum similiter conscientias onerari volumus, eisque plenius aperiri: quod si quid ultra casum defensionis recipiatur ejusdem, in dispendium salutis Consiliorum recuperetur ipsum, illudque restituere teneantur.

Quodque præterea intentionis nostræ non exeat, nec exeat per constitutionem prædictam, seu declarationem præsentem, jura, libertates, franchias seu consuetudines, que tibi & Regno, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, & quibuscumque aliis temporalibus dominis, editionis præfate constitutionis tempore, ac etiam ante illud competere noscebantur, tollere, diminueri, vel quovis modo mutare, aut eis in aliquo derogare, seu novas servitutes vel submissiones imponere, sed jura, libertates, franchias, & consuetudines supradictas, ubi & aliis prælibatis illæ & integra conservare. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ declarationis infringere, vel ei ausu temerario

M m m

contraite. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum eius se noverit

An older Coffee Baller, half 112. & an coffee Baller

[illegible]

incursum. Datum apud Urbem veterem 11. Kal.
Augusti. Pontificatus nostri anno tertio. *Scellé d'an
fran de plomb, à Lacs de feye rouge & jaune.*
viface, num. 733.

VIII. qui n'a tenu le Siège que neuf ans. Mais fi de Moïse, qui fut seulement par la prime de la croix la bulle, il eût trouvé que la voye d'aller est dans Feraime même, celle qu'il eût été dans les originaux, & l'eusse eu le remède de la 12. du Pontificat est une faute de copiste qui le rapporte à une autre bulle du même Pape, laquelle en son original est de ladite année 3. de son Pontificat, et est celle qui est en cette Collection. Aussi sous cette grande opposition que n'a point fondement que li ne soit pas de l'année de du Mans n'en va au sujet.

[illegible]

Bulle du Pape Boniface VIII. l'an 3. de son Pontificat, à l'Archevesque de Rouen, à l'Evesque d'Auxerre, & à l'Abbé de saint Denis, de pouvoir contraindre spirituellement & temporellement les Ecclesiastiques de donner des subsides pour la delivrance des Rois de France, ou de leurs Fils, s'ils sont faits prisonniers de leurs ennemis. 1297.

XI. BONIFACIUS Episcopus servus servorum dei, venerabilibus fratribus Archiepiscopo Rothomagensi, & Episcopo Ausioldensi, dilecto filio Abbatii Monasterii sancti Dionisii Parisiensis Diocesis, salutem & Apostolicam benedictionem. Ab olim ante nostrae promotionis primordia generalem & iudicium domum Franciae filios devotionis, & fidei Christiue athletas, & Christianitatis pupiles producentem, sincera & iocunda caritate dilectum, ac diligere non cessamus, ad fidei honoris & exaltationis incrementa facere ferventibus studiis intententes.

Sane volentes huiusmodi pro ut debemus non solum requiri officii, Ecclesiarum & Ecclesiarum libertatis statum pro videre, ut ad divini nominis gloriam quibus libis commodis perficere, consuetudinem mandandum edictum, per quam Praefatis, & personis Ecclesiasticis, consueque dignitates, statum, aut conditionem exaltant, sub adiutorio, multo, vel domi nomine Imperatoribus, Regibus, Principibus aut Praefidis nobis exteris praesentent, abique Apostolica Sedis intermissione, subdila, quocunque nomine consensum, neve Imperato-

res, Reges seu Principes, aut aliter Praefidentes ea imponere, exigere, ac recipere audeant, eorumque officio inhibetur.

Verum quia nonnulli frequentes animi sui motus, et volentes plus sapere quam sit opus, confitionem prædictam mulieris inique modo exponere, ac interpretari conantur: Nos processum nostrum, per callem iustitie, tramitem æquitatis, et certitudinis fœmitam dirigimus. expostio verborum oracula omnino populi nostri, aff-
Bamus, ut omne in hoc tollatur ambiguum, omneque delictum subducatur, ac nobis intentionis propætium clara elucidetur, per nostras litteras iuxta nos declarandum, quod si cruximus in Christo filius noster Philippus Francie Rex iudiciali, vel eius filius aut fili, Rege ipso vivente, se-
didit Regis successores, five ipsorum filius aut fili, successores ipsi viventes ab eorum, quod abis, hostibus caperetur, Prælati et per-
sonæ Ecclesiasticæ supra dicti per dictorum Regis, et filiorum ipsius, ac successorum, suorum-
que natorum redemptione sine recuperatione, non obstante conditione prædicta, prælati

subsidia teneantur.

Quocirca discretioni vestre per Apollolica scripta mandamus, quatinus vos, vel duo, aut unus vestrum per vos vel alium, seu alios Praelatos, & personas Ecclesiasticas supradictas ad huiusmodi subsidia visum Regi, & ejus successoribus exhibendum auctoritate nostra, spiritualiter & temporaliter, prout utilius expedire videritis, appellatissime polipolita compellatis, invocato ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii secularis, non obstantibus si eis aut quibuscumque aliis exemptis, & non exemptis per specialia Privilegia, seu literas sub quavis forma seu tenore verborum concessis, à Sede Apollolica sit adtulatum, quod ad huiusmodi subsidia praestanda mi-

nime teneantur, quodque ad id compelli, seu quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint, per literas dictae Sedis non facientes plenam & expressam de indulto huiusmodi mentionem, & quilibet alia praestata sedis indulgentia generali vel speciali, cuiuscumque tenoris, vel expressiois exultat, per quoniam praesentibus non expressam, vel totidem non inferam (hectas earum impediri possit quomodolibet vel diffieri, & de qua in nostris literis plenam & expressam, ac de verbo ad verbum oporteat fieri mentionem. Datum apud Urbem veterem 6. Id Augusti Pontificatus nostri anno tertio. *Scellé d'un Jean de plané a l'az de pl.*

Au tresor Coiffe Balles, balles 310. & au coiffe Boniface, num. 713.

Commandement fait par le Roy aux Archevesques & Evêques de son Royaume de se trouver en son armée avec leurs gens pour le secourir en sa nécessité. 1303.

XII. PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, à nostre amé & feal l'Evêque d'Auvergne, Salut & bonne amour. Comme nous ayons soudainement entendu que nos ennemis de Flandres qui grandement se sont efforcés, & de plusieurs contrées de Flandres, & d'ailleurs assemblés, sont entrés à grand efforts en nostre terre, & y ont mis Therouenne, la cité & l'Eglise, & moût d'autres villes & lieux, & s'efforcent de jour en jour, & de plus en plus avant venir, & de destruire le Royaume, & font au plus grand effort & en la greignor multitude qu'il puissent estre, & si grandement que il n'est memore de long temps, que du temps de nos devanciers fut si grand besoin, comme oseroient de semondre par voye d'arrere baï, auquel toute maniere de gent, si comme vous sceavez font tenus à venir sans nulle excusation, & nos tres-chiers & amez freres Challes Comte du Valois, & Loys Comte d'Evreux, sans requerre fur ee nostre conseil soient ja meus vers ces parties, pour contredire de leur pouvoir à nosdits ennemis.

Nous qui plus longuement si grans dommages

& grands homes ne pouns souffrir, & qui à l'aide de Dieu entendons bien & haillivement en nostre propre personne de eux approcher pour consieller efforcement à leur enprins, & à leurs grands efforts, vous prions & requérons en tous guerdens, & sur la loysauté & l'amour que vous avez à nous, & au Royaume, vous enjoignons & estreitement mandons, que vous en si grand' necessité laquelle ne requiert nul delay, vous appelez haillivement de tantost mouvoir droit chemin vers ces parties si convenablement appareilliez, & à tant de gens de pied & de cheval comme vous pourrez en telle maniere que à vous & à voslres en soyons tousjours plus tenus, & que nous à si grand besoin pussions clairement voir la grand'amour & l'aillichio que vous avez à nous & au Royaume, & là vous trouverez nosdits freres & nous, qui bien prochainement y serons, si Dieu plaist, & ce ne lassiez que vous ne fussiez haillivement & sans delus si cher comme vous avez l'amour de nous & de vous, & le bon estat du Royaume. Ekrut au bois de Vincennes le Mardy avant la Magdalene, l'an 1303.

Au tresor Registre 36. fol. 30.

Parties Lesques furent envoyés à trece autres tant Archevesques, qu'Evêques.

Lettres du Roy Philippes le Bel, par lesquelles il dit que de l'avis des Prelats & Barons, il avoit ordonné que tous les gens d'Eglise de son Royaume l'aideroient en la guerre qu'il a en Flandres. 1303.

XIII. PHILIPPE, par la grace de Dieu, Roy de France, à nostre amé & feal l'Evêque de Paris, Salut & amour. Scavoir vous faisons, que nous considerans & regardans les grandes charges, & les griefs que nos seaux & sujets ont par longtemps soullenu par nos guerres, spécialement pour la guerre de Flandres, meus pour ce à compassion & à pitié envers eux, & querans voyez & manieres par lesquelles nous pussions à l'ayde de nostre Seigneur, abeger & mettre fin à ladite guerre, & oster la charge & les griefs, & pour chasser la paix & tranquillité à nos seaux & sujets, & à

nostre Royaume, eu sur ce deliberation & conseil avec nos Prelats & nos Barons, que nous avons peu avoir presentement, pour ce que nous ne pouvions pas avoir à celle deliberation tous les Prelats & Barons du Royaume, si tost comme la necessité du Royaume le requiert : Entre plusieurs voyes traictées & pourparlées de la maniere de nous faire subvention & ayde pour la poursuite de ladite guerre, nous avec nosdits Prelats, Barons, & autres seaux presens, avons accordé & ordonné la voye qui s'enluis, pour la plus convenable & profitable à la besogne, & qui peut estre au moins de griefs des sujets &

du peuple; c'est à sçavoir que tous Archevesques, Eveques, Abbez, & autres Prelats, Doctes, Chapitres, Convens, Colleges, & toutes autres manieres de personnes d'Eglise, Religieuses & seculiers, exempts & non exempts, Ducs, Comtes, Barons, Dames, Dames, & autres nobles du Royaume, de quelque condition ou estat qu'ils soient, nous ayent en la poursuite de ladite guerre pour quatre mois; c'est à sçavoir, Juin, Juillet, Aoust & Septembre prochains à venir.

De chacun cinq cens livrées de terre qu'ils ont au Royaume, d'un Genoilhomme bien armé & monté à cheval, de cinquante livres tournois, & couvert de couverture de fer, ou de couverture pourpointée, & de tout comme il passera cinq cens livrées de terre, combien ce soit jusques à mil, de deux hommes d'armes, montés & appareillés, si comme dessus est dit, & en cette mesme maniere de chacun cinq cens livrées de terre un homme d'armes ou plus, & du moins faire compensation du riche au pauvre selon la forme dessusdite.

Item, quant aux non nobles, chacun cent feux, nous fassent six Seigneurs de pied des plus suffisants, & des meilleurs que l'on pourra trouver es Paroisses ou ailleurs, si ceux des Paroisses n'estoient suffisants, & seront armés de pourpoints & haubergeons, ou de gambesons, de bacquets, de lances, & des six il y aura deux archallestriers qui auront arbalistres. Et sera celle aide assise, cueillie & levée lesaument & raisonnablement faire compensation du riche au pauvre par chacun Prelat & Baron en son Diocese, & en sa terre. Et y aura un preud'homme de par nous pour faire entendre & prendre garde à la besongne, sans ce qu'il fasse contraindre ne s'entremetre à la besogne fors à la requeste du Prelat, & du Seigneur en quel Diocese & Seigneurie ce sera.

Et cette ayde faisant en la maniere dessusdite lesdits Prelats & autres personnes d'Eglise, Barons & autres tant nobles comme non nobles, seront quistes des host de chevauchée, & de toute autre charge, subvention, ou ayde quelle qu'elle soit pour l'année à venir, qui sera l'an de grace mil trois cens quatre, ny ne prendra l'on bleds, vins, chairs, bestes ne autres de leurs biens pour nos garnisons, si ce n'est en paiement l'argent presentement, & de leur assentement,

Da traisor des Chartes, Registre 36. fol. 30.

& de leur volenté. Et cette ayde nous recevrons de grace, sans ce que elle court à préjudice, ne aucun droit en soit osté ou amenuisé, de nouvel acquis, ne accru à nous ne autrui, & de ce seront lettres de nous tous ceux qui avoir les voudront.

Et pource que noldis feux & sujets nous fissent plus legerement & plus prestement, & plus gracieusement l'ayde dessusdite, nous qui regardons les griefs, les dommages & les pertes qu'ils ont longuement eu, souffert & souffrent, ont & souffrent de jour en jour pour les muemens de nos monnoyes, à la requeste, & à la priere desdits Prelats & Barons presens, octroyons & promettons par ces presentes Lettres que celle ayde nous fassent en la maniere dessusdite, nous dans la feste de Toussaints prochaine à venir en un an, serons monnoyer & faire bonne monnoye de peus tournois, & de Paris du poids & de l'alloy, & de la valeur dequoy estoient ceux qui couraient au temps de saint Roys Louys nostre ayeul, & celle bonne monnoye nous serons courre & avoir son cours communément dedans la feste de Pasques prochainement ensuivant. Et outre entre cy & ledit terme de la feste de Toussaints nous serons choisir peus à peus les monnoyes que nous faisons à present faire pour la nécessité de la defense de nostre Royaume, si que la bonne monnoye pourra lors avoir son cours convenablement.

Pourquoy nous vous requerrons que ladite ayde en la forme & en la maniere dessusdite, laquelle est si atrempee, & si peu greveuse, comme l'on peut mieux pourvoir selon la condition & la nécessité du temps & des besongnes, vous nous fassiez prestement & librement de vous mesmes, & nous fassiez faire de vos subjets, tant nobles comme non nobles en vostre terre, en la forme & en la maniere dessusdite: & pour ces choses nous envoyons à vous nostre tres-cher & amé N. pour l'amour & la loyauté duquel nous avons grande fiance. Si vous prions & requerrons que de ce qu'il vous dira de par nous, vous le croyez, & le fassiez & accomplissiez si prestement & si diligemment que nous vous en sçachions gré, & que nous en soyons tenus à vous à toujours mais. Donné à Chastel-Thierry le Lundy devant la feste de saint Denys, l'an de grace mil trois cens trois.

Aide fait au Roy par les Ecclesiastiques pour les necessitez de l'Estat.

XIV. **PHILIPPES**, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous faisons à sçavoir, que nous considerans & regardans les grandes charges & les griefs que nos feux & loignes ont par longtemps soufferts pour nos guerres, & especialement pour la guerre de Flandres, meus pour ce à compassion & à pitié envers eux, & querens voyes & manieres, par lesquelles nous puissions à l'aide de nostre Seigneur, abregier & mettre à fin ladite guerre, oster les charges & les griefs, pourchacier pais & tranquillité à nos feux & loignes, & à tout nostre Royaume, eu sur ce deliberation & conseil avec-

ques nos amez & feux Gilles Archevesque de Narbonne, P. d'Auxerre, Jean de Meaux Eveque, Charles & Louis nos tres-chers freres, Robert de Bourgogne, H. le Brun Comte de la Marche, Gauchier de Chastillon Comte de Pourcien, Connestable de France, Jean de Dampierre Seigneur de saint Didier, Berault Seigneur de Marcuil, Jean de Chalon Seigneur d'Arly, & plusieurs autres nos Barons & feux, desquels les noms sont cy-dessus escripts, pource que nous ne pouvions pas avoir à cest conseil & ceste deliberation nos autres Prelats & Barons du Royaume, si c'est comme la nécessité le requeroit & requiert, entre plusieurs autres

autres voyes traitées & pourparlées, de la maniere de nous faire subventions & aide pour la poursuite de ladite guerre : Nous avec nosdits Prelats, Barons, & autres seurs presens, avons accordé & ordonné la voye qui s'ensuit cy-dessous escrie, pour la plus convenable & profitable à la besoigne, & qui puet estre au mains de grief des loüez & du peuple.

C'est à sçavoir, que tous Archevesques, Evcsques, Abbez, & autres Prelats, Doyens, Chapitres, Convents, Colleges, & toutes autres manieres de personnes d'Eglise, Religieux & seculiers, exemptz & non exemptz, Dux, Comtes, Barons, Dames, Damoiselles, & autres nobles de nostre Royaume, de quelque condition ou estat qu'ils soient, nous aident au leur en la poursuite de ladite guerre par quatre mois : c'est à sçavoir, Juin, Juignet, Aoust & Septembre prochains à venir, de chacune cinq cens livres de terre que ils ont ou Royaume d'un Gentilhomme bien armé & monté à cheval, de cinquante livres tournois, & couvert de couverture de fer, ou de couverture pourpointée, & de tant comme il passera cinq cens livres de terre, combien que ce soit jusques à mil, de deux hommes d'armes, montéz & appareillez si comme dessus est dit, & en cesmes memes manieres de chacune cinq cens livres de terre un homme d'armes, du plus plus, & du mains mains, selon la forme dessusdite.

Item, quantz non nobles, chascuns cent seurs nous fassent six Sergens de pied, desquels il y ait deux Arbalestriers des plus souillans & des meilleurs que on pourra trouver es Paroisses ou ailleurs, se es Paroisses on ne trouvoit suffisant, & seront armez de poypons & de haubergeons, ou de gambelons, de bacmeta, de lances, & d'arbalestres les Arbalestriers. Et cette aide nous recevrons sans ce que il court à prejudice, ne an-

ciem droitz amenuisé, ne nouvelz acquis à nous ne à autr : & pource que nosdits seurs & loüez nous fassent plus volontiers, plus prestement & plus gracieusement l'aide dessusdite, nous qui regardons les griefs, les dommages, & les pertes que ils ont loügement eu & souffrent, & ont & souffrent de jour en jour pour le muement de nos monnoyes, à la requeste & priere de nosdits Prelats & Barons presens, oetroyons & promettons par ces presentes Lettres, que cette aide nous fassent en la maniere dessus escrie, nous dedans la feste de Toussaints prochains à venir en un an, serons monnoyer & faire bonne & loyale monnoye de petits tournois, & parif, de pouda, de Paloy, & de la valeur dequoy estoient ceux qui courroient au tens de saint Leois nostre ayeul, & celle bonne monnoye nous serons courre communément dedans la Pasques prochainement ensuivant, & en dans ladite feste de Toussaints nous serons les monnoyes que nous faisons faire à presens pour la necessité de nostre Royaume, abasclier petit & petit, si que la bonne monnoye pourra avoir son cours au tens dessusditz. En tesmoins desquelles choses nous avons fait sceiller ces presentes de nostre seal.

Et nous Charles & Leois, nos Dux, & nous Comtes de la Marche & Poictien, nos Seigns de saint Didier, d'Arly, & Marcueus dessus nommez, nous Guin Coens de saint Pol, Bouthelher de France, & nous Mahault Comtesse d'Artois & de Bourgogne, pource que ladite ordonnance nous semble convenable & profitable à la besoigne, & si peu graveuse selonc le cens & la besoigne, que nous ne la doit refuser, nous y consentons : & en tesmoins de ce avons fait mettre nos seurs à ces presentes Lettres, Données à Chastel Thierry le Samedi après la feste saint Remy, l'an de grace mil trois cens treois. *Seillz de Jean du Roy, & de neuf autres seurs.*

As tresor Registe 36.

Decime accordée au Roy par les Ecclesiastiques pour les necessitez de son Estat. 1303.

XV. **R**EVERENDO in Christo Patri domini Magalonensi Episcopo, Gentes Domini nostri Regis pro ipsius negotio Parisius residentis, cum reverentia & honore salutem. Cum ad reprimendum inimicorum rebellium dicti Regni pervertendum nefandum magis ac magis invalescentem quotidie ad subversionem, destructionem, & exodium Regni ipsius, Ecclesiarum, Ecclesiasticarumque personarum ejusdem, Deo, nec homini, persone nec dignitati aliquatenus deferrem, nec ad defensionem necessariam dicti Regni, ne distorum rebellium superbiam conterendam nonnulli discedi & fideles dicti domini Regis, Archiepiscopi, & Episcopi Regni ad ipsius nostri presentiam propter hoc specialiter evocati, considerantes necessitates, & que ad presentem incumbunt onera expendentes, in subsidium hujusmodi decimam ab eis gratuita devotione dicto domino Regi concesserunt.

Paternitatem vestram requirimus & rogamus attentè, quantum prædictas necessitates & onera diligentius attendentes, quodque in hoc casu causa vestra, Ecclesiarum & Ecclesiasticarum personarum Regni, omnium & singulorum agnoscitur proprium cujuslibet interesse, præ-

dictam decimam in Episcopatu vestro in tante necessitatis urgentia ab Abbatibus, Prioribus, Ecclesiis, Capitulis, Conventibus, Collegiis, & aliis personis Ecclesiasticis, Regularibus & secularibus civitatis & Diocesis Magalonensis exhiberi facere studemus, & per Collectores condignos ad hoc deputatos à vobis, cum qua poteritis celeritate & diligentia colligi & levare, & pecuniam inde levatam thesauro Parisiensi ad Templum quam celeritè poteritis sub fida custodia apportare : significantes nobis quid, quantum & quando missum de ipsa decima thesaurarius domini nostri Regis prædicti : sic vos in hac parte gerentes, quod dominus Rex vos invenisse laetetur suis obtinibus, & Regni necessitatibus promptiores. Scriptum Parisius sub sigillo Caleni, absente majori sigillo Regis, d. e. Marus post Nativitatem beate Mariæ Virginis, anno Domini millesimo trecentesimo tertio.

Tenor iste fuit missus cum declaratione Papæ, quod Prelati absque periculo possint jurare Regem. Declaratio fuit missa sub sigillo Officialis Parisienses, & hanc declarationem habet Magister P. de Baur.

As tresor Registe 36.

Tome I. Partie IV.

Nnn

Commandement absolu fait par le Roy Philippe le Bel aux Ecclesiastiques, de l'aider en personne à la guerre. 1304.

XVI. PHILIPPUS Dei gratiā Francorum Rex, dilecto & fideli nostro Abbati de sancto Barbaro, salutē & dilecti. Paries fidelium vestrum requiſiſſe, vobisque scripſiſſe, ac etiam mandaville recolimus, ut certa die nobiscum apud Attrebatum interesse, sicuti tenemini, careretis ad defensionem regni nostri, in nostro Flandensium exercitu cum Dei adjutorio processuri & servitium impensuri nobis, quod in guerris nostris à vobis & predecessoribus vestris nobis præstari hæſtenuſ exſtitiſſet conſueſum, Verum quia ex quibusdam cauſis de novo emergentibus ad paries ipsos Flandrenſes, ob inimicorum nostrorum Flandrenſium ſuperbiam ſuperba ſaviente clementia comertendam, preparato veſtigio greſſus nostros dirigimus, à die datæ præſentium de Parisiis recessimus, iter noſtrum occasione præmiſſa apud Attrebatum, ubi

die Mercurii in quinquenaſ natiuitatē B. Joannis Baptiſte intereſſe indubitanter, annuente Domino, proponimus, celeriter dirigendo.

Vos ſub dilectionis conſtantia, fidei puritatem & fidelitatis debito, quibus nobis & Regno nostro tenemini alligati, iterum attentius requirimus & mandamus, quatenus excuſationis & dilationis quaramlibet materia penitus amputata, dictis die & loco in equis & armis cum ſufficienti numero bellatorum, prout tenemini & ad vos pertinet, interſitis, ad hoc ſi quid ad dictos dicam & locum tenore præſentium vos citamus, accelerent itaque adventus veſter, ut ſit nobis & Regno proficiuus, utque vobis & veſtris proinde ad remunerationem condignam opportunis temporibus mentō teneamur. Datum Parisiis die Mercurii poſt feſtum BB. Apollolor. Petri & Pauli, anno Domini 1304.

An noſtræ Regiſtre 36.

Parleſſet leueſ ſui enuoſes à l'Archeſceſque de Rouen, & à ſes Suffragans, à ſes Chapeſtres, & à pluſieurs Abbés & Abbeſſas.

XVII. PHILIPPUS, par la grace de Dieu, Roy de France, au Baillif de Caen, ſalus & amour. Comme nous pour reſtreindre les outrageuſes empiſes de nos ennemis, & rebelles des parties de Flandres, aïens ſeſme propos de aller haſtivement eſſider parties en armes & en chevaux ſi eſſorciement comme il conuient, nous ie mandons, que tu les Prelats, Eveſques, Abbes, & autres perſonnes d'Egliſe de ta Baillie, qui nous deuons ſervice d'oſt, pries, & requier de par nous, & avecce les ſemons, que ils ſoient à Arras à huitſaine de cette feſte de la

natiuité de ſainct Jean Baptiſte, avec nous en armes & en chevaux ſi ſuffiſamment comme ils doivent & à eux appartient, & ouſte ſi eſſorciement que nous leur en ſçachienſ gré, pour aller ouſte en la beſoigne de noſtre guerre, ſi comme bon nous ſemblera. Et ſuy celli mandement & ſeſmonſ à leurs ſougiez, eſquex nous auons haute juſtice : & à ceux eſquex ils ont la haute juſtice, ſai faire cet mandement & ceſte ſeſmonſ par les Prelats devant dits. Donné à Vincennes Mercredy devant la S. Germain, l'an de grace 1304.

An noſtræ Regiſtre 36.

Parleſſet leues ſouues enuoſes aux autres Baillifs de Normandie.

Leuée de deniers faite ſur les Ecclesiastiques de France, par l'autorité du Roy, & par ſes Officiers. 1305.

XVIII. PHILIPPUS Dei gratiā Francorum Rex, dilectis Magiſtris Petro de Montibus Clerico noſtro, Guillelmo de Poteria Clerico, Collictoribus noſtris in Turonenſi Provincia deputatis, ſalutem & dilectionem. Mitimus vobis literas noſtras, quibus Prelatis & perſonis Eccleſiaſticis Provincie Turonenſis delinamur : vobis mandantes quatenus literas ipſas perſonis ipſis quibus diriguntur, per vos, alium vel alios præſentibus, & ſi perſonæ Eccleſiaſticæ gratiis vobis recipientibus pro nobis ſolvere voluerint ſubventionem duplicis decime gratæ, recipiat eandem. At ad levandum ſubſidium rebus noſtriſ per nos impoſitum pro neceſſitate publica Regni noſtri, procedatis juxta formam in dictis literis comprehenſam, ac eos qui ſuſtinent manus noſtre per vos rebus ipſis poſitis, in noſtræ juſtificationis præjudicium temerè violiſſe dicuntur, de quibus vobis legimè conſilietur, coherceatis juſtis remediſ, & nobis emendari faciatis prout juſtum fuerit, & ad vos noveritis perſerere. Damus autem omnibus Juſtitiis & ſubdiſſis noſtris tenore præſentium in man-

datiſ, ut in præmiſſis, & ex tangentibus vobis efficiantur pareant, & diligenter intendant. Actum Parisiis decima die Octobris, anno Domini milleſimo trecentefimo quinto.

PHILIPPUS Dei gratiā Francorum REX, dilectis & fidelibus noſtris Archiepiſcopo Turonenſi, Epicoſis, Decanis, Capitulis, Abbatibus, Prioribus, Archidiaconis, & aliis rerum Eccleſiaſticarum Adminiſtratoribus, & quolibet perſonis Eccleſiaſticis Provincie Turonenſis, ſalutem & dilectionem. Quanto magis Dei ſcientie donum, Scripturarum notitia, rerum experientia magiſtra viget in vobis, noſtriſ plenius qualiter omnes & ſinguli Clerici & laici Regni noſtri, inquam membra ſimul in uno corpore verè viventes, ſibi debent ad invicem compari, mutuumque ſibi præſtare teneant auxilium ſpiritualiter & temporaliter, ad conſervationem, defenſionem, & cuſtodiam unitatis ipſius Regni contra rebelles, & per ſui ſuperbiam atque potentiam eſſenſam, pacem & quietem ipſius Regni turbantes, per quam habet Regnum ipſum

patri venerabilis Ecclesie sancte Dei consilium, per easque pacem disciplinamque publicam unitis ipsi defendi.

Cum autem, ut contingit pluries, Regni defensione, disciplinamque pacis ipsius sine personarum Ecclesiasticarum laboribus & expensis, contra temporales incurfus commodè potest compleri, tunc nempe decem personas Ecclesiasticas divinis insistentibus vigiliis, res Ecclesiarum, & suas divinis ac pauperum deputatis obsequiis liberis à tali fatigatione servari. Verùm ubi tam grandis imminet necessitas, quod sine personarum Ecclesiasticarum, & rerum ipsarum auxilio defensio talis commodè non valet procedere, quominus omnium vires simul unitæ pro defensione memorata conveniant. Tunc omnes sine delectu tenentur ad talem defensionem assurgere, nec excusationem quicquam potest tibi casu præterdere. Naturalis habet quippe ratio quorundam animis resonans, jura divina pariter & humana testantur, sic insuper habet vetustas, & Regni nostri consuetudo laudabilis pristinis temporibus observata. Procul enim abest ab Ecclesiis, Ecclesiasticisque personis plus salus rerum quam personarum queratur, pro quibus sacraria coelestium ubi perpetuo dedicata venduntur. Hæc enim celi salus pro qua Jesus Christus filius Dei vivi mortu seipsum exposuit Dominus noster & Magister. Qui erit ergo tam temerarius, qui tam sacrum ministerium divinitus institutum audeat violare?

Sanè dura guerrarum commotio modernis incitata temporibus, per Regni præstati rebellium, & eorum huiusmodi superbia invaluisti in diversis partibus Regni nostri, pro quorum audacia reprimenda, quod fieri communiter omnium interest, necessarium fuit & est, ut omnium nostris simul unitis viribus ad hoc intenderemus, ac adhuc enim intendamus. Ignis pro tam evidenti

necessitate rebus, & temporalitatibus seculorum personarum, Ecclesiarum, Ecclesiasticarumque personarum subsidium nuper indiximus auctoritate principali levandum, ab illis qui moderata subventionem duplicis decime, seu quintæ portionis redituum per nos requisitis sponte præstare non vellent.

Sed qui sponte munus oblatum ab offerente ferret levius, & apud Deum & homines recipitur acceptius, quàm quod ex necessitate præstatur, iuxta illud, quod in necessitatibus nemo liberalis exiit, magis acceptum fuit quod facultates & Ecclesiasticæ personæ nobis pro subventionem novissimam liberaliter obtulerunt, & oblatum solverunt, quàm si necessario titulo præstaretur. Expropter vestram hætatur in Domino charitatem, quatenus novissimam subventionem præmissam, videlicet duplicis decime, seu quintæ, quam intelligimus ex causa præmissa per vos nobis oblatam sponte, solvatis dilecti Magistri Petro de Montibus Clerico nostro, & Gulielmo de Poteria Clerico, super his Collectores nostris per nos in Turonensi Provincia destinatis. At illi intentio nostra, damusque præfatis Collectores in mandatis, ut memoratum subsidium rebus & temporalitatibus prædictis imponi levare debeant, & nobis emendari faciant, ubi si consilia legimus, quod persone quæcumque facinas nostræ manus in præfatis rebus & temporalitatibus positas ex causa præmissa fregisse dicantur, in nostræ jurisdictionis præjudicium & contemptum. Damus item omnibus & singulis Justiciis & sibiis nostris tenore præsentium in mandatis, ut in præmissis & ea tangentibus dictis Collectores efficaciter parent, & intendant. Datum Parisi decima die Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo quinto.

An vestro Registre.

Extraict d'un Roolle intitulé, *Processus factus per dominum Odardum de Malo-Buiffone, & Magistrum Gerardum de sancto Justo, & Collectores duplicis decime Petrum de Montibus, & Gulielmum de Poteria Clericos, contra Archiepiscopum & Capitulum Turonensem: & contra Capitulum S. Martini Turonensis, virtute commissionum suarum, ne credat aliquis quominus debite processum fuerit. 1306.*

XIX. **I**tem dixit præfatus Archiepiscopus, qui semper fuit adversarius Regis & Regni, sicut publicè referunt, quod nec unam decimam, nec duplicem, nec aliam subventionem domino Regi solvere possunt, inconsulto Romano Pontifice, unde petebant dilationem donec consulissent Romanum Pontificem; nec enim dominus Rex, ut dicebat idem Archiepiscopus, potest facere impositiones suas super ipsos per constitutionem Bonifacii; & sic per istam viam, & per plures allegationes alias inebatur mandatum domini Regis annullare, & jurisdictionem temporalem enervare.

Ad quod fuit responsum, quod imò per constitutionem Bonifacii dominus Rex pro necessitate Regni potest petere & capere à Prælati & personis Ecclesiasticis Regni sui, & ejus conscientie relinquatur, sicut apparet declaratione Boni-

facii: & quanquam non esset constitutio Bonifacii, ipse tamen utrumque Rex & Princeps auctoritate sua potest facere impositiones supra quas-cumque personas Regni sui, & eas capere & levare, specialiter in casu necessitatis. Ea breviter post multas allegationes hinc inde propositas, præfatus Archiepiscopus, Capitulum, & Archiepiscopus responderunt, quod aliud non poterant facere salva eorum conscientia, & quod conscientias suas sic informaverant, & petebant semper quod eis daretur dilatio, donec super his consulissent Papam, observando & annullando jurisdictionem temporalem domini Regis; ipsam tamen dilationem gentes domini Regis prædictæ dare noluerunt, cum per dimidium annum & amplius super præmissis requisiti fuissent per plures alios collectores, & super his deliberasse potuissent.

Item, gentes prædictæ domini Regis volentes procedere contra præfatos Archiepiscopum & Capitulum, requirerunt quod responderent super factis fractis, & quod domino Regi emendarent: quod facere contempserunt, imò dicebant quod dominus Rex super ipsos jurisdictionem aliquam non habebat. Tunc prædictæ gentes domini Regis ipsum Archiepiscopum & Capitulum coram ipsis in castro domini Regis Turonensis certa die citaverunt ad videndum informationem, & testium depositionem super factis fractis, reclusis & violentis illis per præfatos Archiepiscopum & Capitulum Servientibus domini Regis; qui die non comparuerunt, nec aliquis pro ipsis, nisi Archidiaconus de ultra Ligerim, qui quamquam non haberet mandatum comparuit, proponendo multas exceptiones trifloras, & nobis expectare donec telles iurassent, sed contempnibiliter recessit; confessus fuit tamen ipse Archidiaconus quod foris aliquæ factis verbales possint fuerunt in bonis Archiepiscopi & Capituli temporalibus.

Videntes igitur ipsæ gentes domini Regis, quod

Du trefor des Chartes, layette, Granasse.

præfati Archiepiscopus & Capitulum sufficienter requisiti & legitimè vocati parere contemebant mandatis domini Regis, & quod suffraganei, & alii subiecti Provincie Turonensis factis prædicti Archiepiscopi trahunt ad exemplum, cum fiamus ter parere contemnunt gentibus domini Regis consilio & deliberatione habitis cum Bailivo Turonensi, & aliis prudentibus viris processerunt super duobus contra Archiepiscopum Turonensem, & Capitulum, virtute Commissionum factarum; primo videlicet super factis fractis reducendis ad statum pristinum; item fecerunt fadiri de novo propter inobedientiam & contemptum Archiepiscopi, omnia bona sua temporalia; tecerunt enim capi de bonis ipsius Archiepiscopi usque ad quantitatem subventionis debite: & sic processum est usque tunc. Si igitur dominus Rex & domini & Magistri Curie velint quod aliter procedatur, mandetur, & fiet.

Au dessus dudit Rolle est escrit, *Nobis ac potestati vtro domini sui, domini G. de Plaisance, domini Regis familiaris Consilarii.*

Extrait du procès verbal de l'instruction du procès fait au Pape Boniface VIII.

1310.

XX. **L**E vingt-quatrième Novembre Guillaume de Nogaret, en présence du Pape & du Consistoire, se plaignit; Que ceux qui défendoient le Pape Boniface par leurs écrits, passaient les bornes de leur défense, y mêlant quelque chose contre l'autorité & droit qu'a le Roy sur le temporel des Eglises de son Royaume.

Du trefor des Chartes, collée Boniface.

me: & est dit, *Regem ab Ecclesiis, & eorum Prælatu, etiam iuribus eisdem, de bonis eorumdem posse, prout sibi videretur, pro necessitate guerrarum suarum, & Regni, exigere sua iura, & se iuvare de bonis eorumdem, quoniam hoc idem dominus Rex non fecerit sine voluntate spontanea Prælatorum.*

Extrait du Registre Olim des Arrests depuis l'an 1299. jusques en l'an 1318.
fol. 127.

XXI. **P**HILIPPUS, &c. tali Bailivo, &c. Cum Abbas & Conventus S. Dionysii asserant se bona habere privilegia, per que parati sunt offendere, ut dicunt, quod homines de terra ipsorum Religiosorum non tenentur ad præstandam subsidium, quod petitur ab eis pro matrimonio carissime nate nostre Regine Anglie illius: mandamus vobis & vestrum cui-

libet, quatenus homines prædictos non compellatis ad præstationem dicti subsidii, quousque super hoc aliud à nobis habueritis in mandatis, per sonas & bona dictorum hominum si que propter hoc cepistis, interim recedentes absque difficultate quacunque. Actum in Abbacia Longi-Campi, Sabbato ante festum B. Clementis, anno 1311.

Item litteram præcepit dom. G. de Nogaret, apud dictam Abbatiem pro Capitulo Parisiens. & pro S. Dionysio.

XXII. **P**HILIPPUS, &c. Bailivo Silvanectensi, vel ejus Locumtenenti, salutem. Considerantes & attendentes sterilitatem temporis præsentis, qua nobis subditi pro dolo! opprimuntur, & propter hoc compatiennes eisdem, ab exactione subsidii pro matrimonio carissime nostre Isabelle Regine Anglie nobis debiti, licet in hac parte jus nostrum dare asserant gentes nostre ab hominibus Religiosis virorem, Abbas & Conventus B. Dionysii in Francia, in villa de Gouvieux, & ejus refforo commorantibus, quod præfatus superfedere vo-

lumus de gratia speciali, salvo tamen in omnibus jure nostro: mandantes tibi quatenus ipsos homines ad solvendum dictum subsidium non compellens quoad præfatus, sibi ipsis bona si que occasione hujusmodi capta sint, interim sine difficultate qualibet deliberes, seu suis liberari, nec interim occasione prædicta molestes eosdem, quousque aliud à nobis super hoc receperis in mandatis. Nolumus autem quod per prædicta jus novum ipsis aliquid acquiratur, nec nobis, nec aliis præjudicium generetur. Actum Parisiis 15. die Maii, anno Domini 1311.

Du Trefor des Chartes.

Comme

Comme en l'année 1355. les Estats generaux du Royaume accorderent au Roy Jean, pour subvenir à ses guerres contre Edoiard III. Roy d'Angleterre, que les Ecclesiastiques aideroient le Roy ainsi que les seculiers.

Extraict des Annales de France esrites à la main, qui fuissent l'an 1380.

XXXIII. **E**N celuy mesme an à la saint Andry furent assemblez à Paris, par le mandement du Roy, les Prelats, les Chapeitres, les Barons, & les bonnes villes du Royaume de France, & leur fist le Roy exposer en la presence l'estat des guerres, le Mercredi après ladite saint Andry, en la Chambre de Parlement, par Maistre Pierre de la Forest, lors Archevesque de Roien, & Chancelier de France, & leur requist ledit Chancelier pour le Roy, qu'ils eussent advis ensemble quelle ayde ils pourroient faire au Roy, qui fust suffisant pour faire les frais de la guerre: & pource qu'il avoit entendu que les Sujets du Royaume se tenoient grandement agrevez de la mutation des monnoyes, il offrit à faire forte monnoye & durable, mais que l'on luy fist autre ayde qui fust suffisant pour faire la guerre. Lesquels repondirent, c'est à sçavoir, le Clergé par la bouche de Monseigneur Jean de Crèon, lors Archevesque de Rheims; les Nobles par la bouche du Duc d'Athènes, & les bonnes villes par la bouche d'Estienne Marcel, lors Prevost des Marchands à Paris, qu'ils estoient tous prests de vivre & mourir avec le Roy, & mettre corps & avoir en son service, & requierent deliberation de parler ensemble, laquelle leur fut octroyée, &c.

Après la devant dite deliberation eue des trois Estats dessusdits, ils repondirent au Roy en ladite Chambre de Parlement, par les bouches des dessus nommez, qu'ils luy feroient trente mille hommes d'armes par un an, à leurs frais & dépens; dont le Roy les fist mercier. Et pour avoir la finance pour payer lesdits trente mille hommes d'armes, laquelle fut estimée à cinq millions de livres par les trois Estats dessusdits, ordonnèrent qu'on leveroit sur toutes sortes de gens, de quelque estat qu'ils fussent, gens d'Eglise, nobles, ou autres, imposition de huit deniers pour livre de toutes denrées, & que gabelle de sel courroit par le Royaume. Mais pource que l'on ne pouvoit lors sçavoir si lesdites imposition & gabelle suffiroient, il fut lors ordonné que les trois Estats dessusdits retourneroient à Paris le premier jour de Mars ensuing, pour voir l'estat desdites imposition & gabelle, & sur ce ordonner d'autre ayde faire pour avoir lesdits cinq millions de livres, & de laisser courir lesdites imposition & gabelle. Auquel premier jour de Mars les trois Estats dessusdits retournerent à Paris, exceptées plusieurs grosses villes de Picardie, les nobles, & plusieurs autres villes de Normandie, & veirent ceux qui y furent l'estat desdites imposition & gabelle: & tant pource qu'elle ne suffisoient pas pour avoir lesdits cinq millions de livres, comme pource que plusieurs du Royaume ne se vouloient accorder, que lesdites imposition & gabelle courussent en leurs pays, & es villes là où ils demouroient, ordonnèrent nouveau sub-

side de chacune personne en la maniere qui ensuit; c'est à sçavoir, que tout homme & personne, fut du sang & lignage du Roy & autre, Clerc ou laïc, Religieux ou Religieuse, exempt & non exempt, Hospitaliers, chefs d'Eglises ou autres eussent rentes ou revenus, offices ou administration, femmes veuves, ou celles qui faisoient chef, enfans mariez & non mariez, qui eussent aucune chose de par eux, fussent en garde, bailli, tuelle, cure, mainbournie ou administration quelconque, monnoyers, & tous autres de quelque estat, autorité ou privilege, qu'ils usassent ou eussent usé au temps passé, qui auroient vaillant cent livres de revenu & au dessous fust à vie ou à heritage, en gages à cause d'office, en pensions à vie ou à volonté, seroit ayde & subside de quatre livres, pour le fait desdites guerres; de quarante livres de revenu & au dessous, quarante sols, de dix livres de revenu & au dessous, vingt sols, & au dessous de dix livres, soient enfans en mainbournie au dessus de quinze ans, laboureurs & ouvriers gagnans qui n'eussent autre chose que de leur labourage, seroient ayde de dix sols, & s'ils avoient autre chose du leur ils seroient ayde comme les autres serviteurs mercenaires ou alibotes, qui ne vivoient que de leur service, & qui gagnans cent sols par an ou plus, seroient semblable ayde & subside de dix sols, à prendre les sommes dessusdites à parisis au pays de Paris, & à tournois au pays de Tournois, & si lesdits serviteurs ne gaignoient cent sols ou au dessus, ils n'ayderoient de rien s'ils n'eussent aucuns biens equipolens, auxquels cas ils ayderoient comme dessus, & aussi n'ayderoient de rien Mendians ny Moines cloistriers sans office ou administration, ny enfans en mainbournie sous l'age de quinze ans, qui n'eussent aucune chose comme dessus, ny Nonnains qui n'eussent en revenu au dessus de dix livres, ny nulls femmes mariez pource que leurs maris aydoient; & estoit & seroit compté ce qu'elles avoient de par elles avec ce que leurs maris avoient. Et quant aux Clercs & gens d'Eglise, Prelats, Abbez, Prieurs, Chanoines, Curez, & autres comme dessus qui avoient vaillant au dessus de cent livres en revenu, fussent benefice de sainte Eglise en patrimoine ou en l'un avec l'autre jusques à cinq mille livres, seroient ayde de quatre livres pour les premiers cent livres, & pour chacune autres cent livres jusques au dessus cinq mille livres, quarante sols, & ne seroient de rien ayde au dessus desdites cinq mille livres, ny aussi de leurs meubles, & les revenus de leurs benefices seroient prées & estimées selon le taux du diésme, ny ne s'en pourroient franchir ny exempter par quelconque privilege, ne qu'ils fussent de leur diésme quand les diésmes estoient octroyez.

Et quant aux nobles & gens des bonnes villes

ooo

qui auroient vaillant au dessus de cent livres de revenu, lesdits nobles seroient ayde, jusques à cinq mille livres de revenu, & neant oultre pour chacune cent livres quarante sols, oultre les quatre livres pour les premieres cent livres; & les gens des bonnes villes par semblable maniere jusques à mille livres de revenu tant seulement; & quant aux meubles des nobles qui n'avoient pas cent livres de revenu, l'on estimeroit leurs meubles qu'ils auroient jusques à la valeur de mille livres & non plus, & des gens non nobles qui n'avoient pas quatre cents livres de revenu, l'on estimeroit leurs meubles jusques à la valeur de quatre mille livres, c'est à sçavoir cent livres de

meubles pour dix livres de revenu, & de tant seroient ayde par la maniere cy-dessus divisée. Et si il advenoit que aucun noble n'eust vaillant en revenu tant seulement jusques à cent livres de revenu, ny en meubles purement jusques à mille livres, ou qu'aucun non noble n'eust seulement en revenu quatre cents livres ny en meubles purement quatre mille livres, & ils eussent partie en revenu & partie en meubles, l'on regarderoit & estimeroit sa revenu & son meuble ensemble jusques à la somme de mille livres quant aux nobles, & de quatre mille livres quant aux non nobles, & von plus.

Lettres du Roy Charles VIII. pour un emprunt sur le Clergé de France, pour la conquête du Royaume de Naples. 1484.

DE PAR LE ROY

XXIV. **N**OSTRE amé & feal nous vous avons bien voulu advertir, comme pour parachever l'exécution de nostre presente entreprise, qui est pour le recouvrement de nostre Royaume de Naples, nous sommes venus deçà les Monts de pays d'Italie, où nous avons trouvé les matieres avancées, & si bien disposées à nostre advantage, que nous avons esté conseillé de iurer en avant, & avons passé les Alpes de Boulogne, & de là nous gens de guerre à l'occasion de ce que les Florentins se sont déclarés pour le Roy Alphonse, ont pris & mis en nostre obéissance aucunes bonnes villes & places fortes sur lesdits Florentins, & espérons brief iurer vers Florence, & de là aller à Rome, & y estre environ Noël prochain venant, où nous sommes délibérés de traiter du fait de l'Eglise Gallicane, afin de la reduire & mettre en ses anciennes libertez, & n'eux le possible nous est, au grand honneur & bien d'icelle; ainsi que de tout nostre cœur désirons. Et pource que nous avons de grandes dépenses à supporter pour la conduite de vostre dite entreprise, & que nous sommes certains que ne nous voudriez faillir au besoin, mais nous serour, vea mesmement que nostre personne y est, & en pays estrange :

A ceste cause nous vous prions sur tant que desiréz le bien & honneur de l'Eglise, le nostre & le vostre, que vous nous veuillez prester & avancer par les gens d'Eglise, tant des Abbayes, Chapitres que autre Clergé de vostre Diocèse, non compris les exempts, la somme de quinze cents escus d'or couronne, à la rendre dedans un an prochain venant; & pour ce faire se voyez que bon soit, faites assembler lesdits gens d'Eglise de vostre dit Diocèse à tel jour que adviserez, pour leur remonstrer bien amplement nostre dite affaire, ou si non envoyez leur particulièrement leurs cotisations de ce qu'ils pourront porter de ladite somme, afin que chacun en son regard nous y fasse ayde & secours, & icelle somme faites bailler & delivrer le plus promptement que faire se pourra, entre les mains de Me. Loys de Poncher, Commis à l'extraordinaire des guerres, qui vous en baillera pour seurété de vostre remboursement, reconnaissance signée de la main : & en iceluy vostre remboursement

n'y aura point de faute au terme dessusdict; & si vous en serons appointer sur le plus prochain Receveur de vostre Diocèse, si bien que vous aurez cause de vous en louer & contenter, en rendant ces presentes signées de nostre main, avec ladite reconnaissance, & le service & le plaisir que nous ferez à celloy nostre grand affaire & besoin, ne mettrons jamais en oubly : ainsi que plus à plain ferez adverty par nostre amé & feal Conseiller l'Archevesque de Sens, auquel nous avons escrit vous en solliciter. Donnée à Fontremole le 29. jour d'Octobre. *Ainsi signé, CHARLES. Et plus bas, BOYEN. Et en des sons escrits ces mots, A nostre amé & feal Conseiller l'Evesque de Troyes, ou à ses Vicaires,*

DE PAR LE ROY.

NOSTRE amé & feal n'agueres vous avons escrit en remonstrant nos affaires, & que pour nous ayder à la conduite de nostre presente entreprise, pour laquelle comme sçavez sommes en personne en pays estrange hors nostre Royaume, vous nous voulussiez prester la somme de quinze cents escus, ayant consideration que nostre intention n'est seulement pour le recouvrement de nostre Royaume de Naples, mais est au bien de l'Eglise, & recouvrement de la Terre sainte, qui concerne le bien universel de la Chrestienté & soy Catholique, à quoy chacun, mesmement les gens d'Eglise doivent avoir regard, & eux évertuer à l'exécution dudit affaire; & pource que cette matiere requiert célérité, & que entendons ladite somme estre empruntée tant sur vous que sur vostre Chapitre & Clergé, exempts & non exempts, nous vous avons bien voulu encores escrire, vous priant derechef si tres-acertes & de cuer que faire pouvons, que nous veuillez prester ladite somme de quinze cents escus pour une fois; & pour ce faire mander & assembler vostre dit Chapitre & Clergé exempts & non exempts, & d'un commun consentement departez entre vous & eux ladite somme, & icelle faites le plus diligemment que pourrez, cueillir & lever par tel personnage que adviserez, pour par luy la bailler dedans le premier jour de Janvier prochainement venant, à nostre amé & feal Notaire & Secretaire M. Loys

de Poncher, lequel en fera recepillé & reconnoissance pour la vous faire payer & appointier sur nos finances, ainsi que vous en avons plus à pleu eclair par nos autres, si veuillez ainsi faire, sur tant que desirez le bien de nous, de vous, &

de toute l'Eglise Gallicane. Donné à Viterbe le 14. jour de Decembre. *Aussi signé, CHARLES. Et plus bas, DUBOIS. Et au dat off escript. A nostre amé & feul Conseiller l'Evesque de Troyes.*

Au tresor des Chartes, par le Armoire, Guichet a.

Avis de la Cour de Parlement de Paris, & des Presidens & Conseillers des Cours de Parlement de Thoulouse, Bordeaux, & autres, que le Roy pouvoit avec justice, lever sur ses sujets, tant d'Eglise, que autres, pour delivrer ses enfans qui étoient en Espagne, & pour soutenir la guerre.

Extraict des Registres de Parlement, 1527.

XXV. **V** Et par la Cour, toutes les Chambres assemblées, & aussi les Presidens & Conseillers des Cours de Parlement de Thoulouse, Bordeaux, Rouen, Dijon, Grenoble & Ais en Provence, mandez par le Roy, & ordonnez assister en ladite Cour, les remonstrances faites par ledit Seigneur le Lundy seizième jour de ce présent mois, à l'assemblée qui fut faite en icelle Cour, ensemble l'Edit fait par ledit Seigneur luy étant en Espagne, donné à Madrid au Royaume de Castille au mois de Novembre mil cinq cens vingt-cinq : & tout considéré :

La Cour du vouloir, consentement & opinion dedit Presidens & Conseillers des autres Cours de Parlement, & d'un commun accord, a ordonné & ordonne que reponse sera faite audit Seigneur sur lesdites remonstrances, par Messire Jean de Selve premier Président de ladite Cour, & luy sera dit qu'il n'est aucunement obligé de retourner en Espagne prisonnier, es mains de l'escu Empereur, par vertu de la foy & serment qu'il bailla luy étant audit pays d'Espagne, detenu par ledit élu Empereur, & que ledit serment est nul ; ne aussi de entretenir ne accomplir le contenu du Traicté fait en ladite ville de Madrid, comme fait en prison par induction, & envoqué par force dudit Seigneur par ledit élu Empereur ou ses gens : & ne doit pareillement bailler le Duché de Bourgogne suivant ledit Traicté.

Et pour ledit Seigneur sainctement & justement lever sur ses sujets, sçavoir est l'Eglise, la

Noblesse, les villes franches, & le peuple du Royaume de France, les Dauphiné & Comté de Provence, & autres ses terres & seigneuries, exemptes & non exemptes, la somme de deux millions d'or, pour icelle employer à la delivrance de Messieurs les Dauphin de Viennois & Duc d'Orleans ses enfans, otages pour ledit Seigneur en Espagne, & pour parvenir à la paix. De laquelle somme sera mis en un coffre à part la somme de douze cens mille escus, à laquelle ne sera touché aucunement, mais sera réservée pour employer à ladite delivrance & deliberation de mesdits Seigneurs les Dauphin & Duc d'Orleans ; & du reste de ladite somme de deux millions d'or, montant à huit cens mille escus, ledit Seigneur s'en pourra ayder, si bon luy semble, pour le fait de ses guerres à l'encontre dudit élu Empereur, où il ne voudroit par conditions honnestes venir à la paix, & entendre à la delivrance de mesdits Seigneurs les Dauphin & Duc d'Orleans. Et que pour faire le département & assiete de ladite somme de deux millions d'or sur l'Eglise, la Noblesse, villes franches, & peuple du Royaume, Dauphiné, Provence, & autres terres & seigneuries, ledit Seigneur pourra si bon luy semble commettre cinq ou six Prelats de l'Eglise, & autres des Princes & Nobles, & de ceux desdites Cours souveraines, tels qu'il luy plaira, ou autrement en ordonner à son bon plaisir.

Offre du Cardinal de Bourbon Evesque de Laon fait au nom du Clergé de France au Roy François I. tenant son lit de Justice au Parlement de Paris l'an 1527. le 20. Decembre, de fournir à sa Majesté une somme notable pour la delivrance des enfans de France.

Extraict des Registres de Parlement, du 20. jour de Decembre 1527.

XXVI. **C** E jour le Roy est venu en la Cour de ceins ; en laquelle les Cardinaux, Archevesques & Evesques, Princes du Sang, Chevaliers de l'Ordre, Gentilshommes & nobles, les Presidens, Conseillers & Officiers de ladite Cour de toutes les Chambres ; les Presidens & Conseillers deputez par les Cours de Parlement de Thoulouse, Bordeaux, Rouen,

Dijon, Grenoble & Ais en Provence estoient.

Auquel Seigneur étant en son siege Royal tenant son lit de Justice, le Cardinal de Bourbon parlant pour l'Eglise de France, a dit que la plus petite portion de l'Eglise Gallicane, qui est en cette assemblée, & en cette ville, se sont assemblez, pour ensemblement communiquer à luy donner conseil de la maniere dont ledit

Seigneur leur a demandé avis. Et pour ce que ladite moitié leur a semblé si juste & raisonnable qu'il n'est possible de plus, d'un commun accord, & d'un même vouloir ont conclu ensemblement, que justement & saintement l'Eglise pourra donner & faire présent audit Seigneur de la somme de treize cens mil francs, requérant & suppliant tres-humblement ledit Seigneur, pource que la somme est fort grande, & sera difficile à lever, son plaisir fait adviser des termes de la lever, ainsi qu'il lui plaira, sans toutesfois retarder la délivrance & libération de Messieurs les Dauphin & Duc d'Orléans les enfans : & est ce à quoy ladite Eglise Gallicane descend de lui faire présent, le suppliant s'en vouloir eomencer.

Et après ce, se font Messire Jean de Selve premier Président, les autres Présidens, Conseillers & Officiers de ladite Cour, ensemble les Présidens & Conseillers des Cours de Parlement de Thoulouse, Bordeaux, Rouen, Dijon, Grenoble & Aix en Provence, députés par lesdites Cours pour estre & assister en cetteditte assemblée, mis à genoux, lesquels le Roy a incontinent fait lever. Et a ledit de Selve premier Président, dit que les gens tenus là Cour de Parlement, aussi les autres Présidens & Conseillers des autres Cours souveraines icy assemblées, ont advisé à lui faire réponse sur ce qu'il lui a plu vouloir avoir leur avis, & leur communiquer ses tres-hauts & tres-grands affaires, qu'ils ont eu à considérer les trois points proposés par ledit Seigneur. Le premier qui est, &c. Que la conclusion comme de ceste Cour, & de ceux des autres Cours souveraines qui sont icy présents, a esté que raisonnablement ledit Seigneur peut lever sur les Estats de son Royaume la somme de deux millions d'or, c'est à sçavoir sur l'Eglise, la Noblesse, les villes franches & le Peuple, & aussi sur les Estats du Dauphiné & Comté de Provence, & autres ses terres & Seigneuries.

A voulu parler si les gens d'Eglise peuvent estre contrains de contribuer, mais le Cardinal de Bourbon lui a clos la bouche, veu l'office qu'il a fait, & de trahir & entretenir l'Eglise en sa liberté & ses prerogatives, preeminences & franchises le doit ledit Seigneur faire, mais ils peuvent & doivent raisonnablement contribuer pour le cas qui s'offre, sans se conseiller ny

attendre le consentement du Pape, attendu même la captivité dudit saint Pere, distance du lieu où il est, & la promptitude & nécessité de cét affaire ; y a quelques choses en particulier qui ont esté dites en delibérant de cét affaire, qu'il recitera ; car il semble que les Religieux de l'Ordre des Hospitaliers de saint Jean de Jerusalem doivent contribuer : les raisons ont esté touchées pour la cause qui cesse, qui est que les biens des Templiers leur furent donnez par le Roy Philippe le Bel pour la defense de la loy & de la Chreñenne, on perdu Rhodes, & n'est nouvelle de mener la guerre aux Turcs & Infideles, au moyen dequoy cesse la cause, & se peut ledit Seigneur ayder de leur revenu, & en prendre la moitié.

A la conclusion & resolution de cét affaire y eut deux opinions, dira la moindre la premiere, qui est que l'on doit demander en particulier aux Archevesques, Evêques & autres Prelats de ce Royaume, ce qu'ils voudront de leur chef donner, & après les exhorter qu'ils eussent à assembler leur Clergé, pour sur eux imposer ce qu'ils pourroient raisonnablement porter : & sembleroit advis que ce seroit pour parvenir à lever plus grande somme, que si on levait par decimes. Mais on a considéré qu'il y auroit du murmure & de la longueur, & ne sçavoiront si tost les deniers estre leveez. L'autre opinion qui est la plus grande, a esté que l'Eglise & la Noblesse doivent contribuer, & n'en doivent estre exemptz, combien qu'ils soient francs, & se doit lever la portion qui sera mise sur l'Eglise par decimes, pour avoir les deniers plus promptement & sans scandale, & a semblé que ledit Seigneur doit prendre cinq ou six des Archevesques & Evêques, autant de Princes & Nobles, & autant de ceux des Cours souveraines tels qu'il lui plaira, pour adviser à la distribution, assicurer & departement desdits deux millions d'or, & après despescher ses mandemens adressés aux Archevesques, Evêques & autres Prelats, pour faire lever tant sur eux, que sur leur Clergé les sommes qui leur seront imposées, & leur doit ledit Seigneur donner main forte pour faire venir les deniers, s'il en est besoin, & l'Eglise le requiert.

Lettres Patentes du Roy François premier, par lesquelles pour soutenir la guerre dont il estoit menacé de divers endroits, il ordonne que tout le temporel des Ecclesiastiques de son Royaume sera saisi par les Juges des lieux, & regy par Commissaires, qui bailleront les deux tiers aux Chapitres, Colleges & Communautés, le tiers au Roy ; & la moitié aux Archevesques, Evêques, Abbez, Priours & leurs Convens, & l'autre moitié au Roy. 1534.

XXVII. FRANÇOIS, par la grace de Dieu, Roy de France, au Juge des exemptz par appel au Comté de Laval, ou à ses Lieutenans, Salut. Comme il soit tout notoire que les Princes voisins de nos Royaumes, pays, terres & seigneuries, tant aus Allemagnes, Espagne que Italie, arment & font gros préparatifs pour la guerre tant par mer que par terre, sans eux déclarer ce qu'ils veulent faire, & d'autre part les Turcs & Barberouille font de leur costé aussi par mer & terre grosse armée, & à iceluy

Barberouille a conquis le Royaume de Tunis ; & d'autant que si nous ne faisons le semblable à nous armer & fortifier par mer & terre seroit grandement à doubter d'une surprise, dont pourroit proceder l'entiere ruine de nostre Royaume.

Pour à quoy obvier & éviter de ne tomber en tel peril, nostre vouloir & intention est de faire tous préparatifs nécessaires pour la guerre, en sorte que nos ennemis avec l'ayde de Dieu ne nous puissent endommager, & que les puissions

puissions mettre en telle crainte qu'ils se desistissent de l'inique & mauvaise volonté qu'ils pourroient avoir sans cause contre nous : ce que ne pourrions & ne sçaurions faire sans avoir une grosse somme de deniers, & n'y suffiroit le revenu que prenons chacun en notre Royaume tant ordinaire que extraordinaire, attendu la dépense qu'il nous convient faire chacun an sur iceluy, ne pareillement n'y auroit assez d'argent aux decimes qui dernièrement ont esté cueillies & levées en nostre dit Royaume, qui sont encores dedans un coffre ensemble, sans que y ayons touché. Or de charger le peuple outre ce qu'il a accoustumé payer, il ne le pourroit porter. Et quant à la Noblesse sont ceux qui sont ordonnez à porter les armes, & defendre nosdits Royaume, pays, terres & seigneuries : & souventes fois advient que leur revenu ne suffit à defrayer la dépense qu'il leur convient à cette cause faire & tenir : & par ainsi est nécessaire, attendu l'eminence & notoire peril en quoy voyons nostre dit Royaume, & terres & seigneuries, s'il n'y est promptement pourveu, avoir recours au tiers Estat, qui est l'Eglise, laquelle de sa part doit porter & soutenir partie dedit frais, tant pour le soulagement du peuple, qui fait de sa part ce qui luy est possible, que pour éviter les inconveniens où pourrions tomber.

A cette cause, à nostre tres-grand regret & de déplaisir, nous est nécessaire avoir recours à eux, & ce tant seulement sur le temporel, sans aucunement toucher à leur spirituel : lequel temporel, s'il est hors de leurs mains, ceux qui le tiendroient seroient tenus faire service pour la qualité de leurs siefs, prendre les armes & secourir nostre Royaume, dont & duquel temporel nous entendons prendre promptement une partie, & laisser l'autre pour la nourriture & entretenement d'iceux gens d'Eglise, & ce pour cette fois seulement, & sans le tirer aucunement en consequence : & seront les deniers qui en proviendront mis en un coffre, auquel n'entendons en aucune maniere toucher, si ce n'est pour la zuition & defense de nostre dit Royaume, & pour éviter la surprinsse que dessus, & la conspiration, machination ou mauvaise volonté que iceux nos voisins ont sur nous : pour à quoy resister & obvier faut promptement avoir argent nécessaire, & ne serions à temps d'iceluy prendre & avoir quand le cas seroit advenu (que Dieu ne veuille) pour la grosse longueur que avons veu cy-devant avenir à lever tels deniers, & les allées, venues & dépenses, contradictions & procès qui en sont issus, & proviennent ordinairement.

Pour ces causes, & autres justes considerations à ce nous mouvans, vous mandons & commettons par ces presentes, que tout incontinent & sans vous divertir à autres actes, appelez avec vous nos Advocat & Procureur, faillissez & mettez en nostre main tout le temporel estant dans ladite Comté de Laval, appartenant aux Eglises, en quelque part qu'elles soient assises & situées : c'est à sçavoir le tiers du temporel que tiennent les Chapitres, Colleges, & Communautés, & la moitié de ce que tiennent & possèdent les Archevêques & Evêques ; Abbez, Prieurs, & leurs Convents, de quelque ordre ou condition qu'ils soient, soit que ledit temporel dedit Chapitres & Communautés, Archevêques & Evêques, Abbez, Prieurs

& Commandeurs, & autres quelconques tenans temporel à cause de leurdites Eglises & benefices, ait esté par cy-devant admoyné, & que finance en soit payée ou non, aussi que par quelque laps de temps ils aient esté tenus & possedez par lesdites Eglises, & quelques charges qui y aient esté mises & imposées, icelle main mise, faites, bailliez à ferme le total à gens solvables & bien cautionnez, à un ou plusieurs, ainsi que vertez estre à faire pour le mieux ; & au plus offrant & dernier encherisseur après les proclamations accoustumées, & ce quant à ceux que ne trouverez estre bailliez à ferme : & quant à ceux que jà y sont bailliez, continuez les Fermiers. Duquel total iceux Fermiers payeront, c'est à sçavoir, de celuy des Chapitres & Colleges, le tiers à nous aux termes où se obligeront à ce faire ; & les deux tiers demureront à iceux Chapitres & Colleges pour leur vie, & entretenement du divin service : & quant aux autres benefices, la moitié se baillera par iceux Fermiers aux termes qu'ils devront payer & seront obligez à nous ; & l'autre moitié à iceux gens d'Eglise, auquel iceul temporel appartient, pour leur entretenement & subvention : & fera la part & portion que prendrons payée préalablement en avant icelle desdites Eglises, & laquelle serons lever par les Commissaires qui seront par nous deputez.

Et à ce faire, & obeir contraindez tous ceux qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes & manieres deus & raisonnables, en façon que soyons entierement obey, & qu'à faute d'argent ne tombions ny iceux gens d'Eglise au danger que dessus : & neantmoins ceux que trouverez contredifans, les adjournez à comparoir en personne pardevant nous, pour dire qui les aura meus de ce faire ; & toutesfois procédez outre nonobstant icelle contrediction, & quelconques oppositions ou appellations que l'on y pourroit faire, pour lesquelles ne voulons que differez en aucune maniere, & se fur peine de nous en prendre fur vous. Et quant aux frais & mises que justement & raisonnablement vous conviendra faire, les Commissaires qui par nous seront commis à lever iceux deniers, auront charge & pouvoir de vous satisfaire ; & si voulons & nous plaist, que tous les procès qui à cause des choses susdites se pourroient en quelque sorte mouvoir, qu'ils soient conduits pardevant nous, & non ailleurs ; & desquels, entant que besoin est, nous avons retenu & retenons la connoissance : & à ces fins commettons Commissaires pour oïr les parties sommairement, & nous en faire le rapport.

Au surplus, avons interdit, inhibé, & défendu, interdifons, inhibons, & defendons à toutes nos Cours de Parlemens, soit en nostre Royaume, Dauphiné, ou Provence, & aussi en nostre grand Conseil, toute jurisdiction & connoissance desdites matieres : & dès à present comme dès lors, avons cassé & annullé, cassons & annullons toutes procédures qui par eux seroient faites & attendues contre nosdites inhibitions. Aussi defendons à tous les commis à la garde des Seaux ordonnez pour le fait de la Justice au ressort dedit Parlemens, soit à Paris ou ailleurs, de ne bailler ou expedier aucunes Lettres ou provisions touchant ledit affaire, sur peine de nous en prendre à eux, ains le tout remettre à nous, & à nostre tres-cher seel & grand amy le Cardinal de Sens, Legat & Chancelier de France : en

mandant par ces mêmes presentes au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, signifier le contenu en cestés presentes à nos amez & feaux les gens tenants nos Cours de Parlements, & ceux qui auront l'administration d'eux Seaux, & les exploits que sur ce auront faits, renverroyent pardevant nous, ou ledit Legat Cardinal & Chancelier: Car tel est nostre plaisir; de ce faire avoys à vous & à nostre dit Huissier

ou Sergent donné & donnons plein pouvoir, autorisé, commission, & mandement special; mandons & commandons à tous nos Jussiciers, officiers, & sujets, que à vous & à iceluy Huissier ou Sergent en ce faisant soit obey. Donné à Paris le 12. jour de Fevrier, l'an de grace 1534. & de nostre Regne le vingt-unième. *Assez signé, Par le Roy, BRETON. Et scellés de cire jaune à simple queue.*

M. Jean Bouchet en ses *Annales d'Aquitaine* 4. partie. L'an 1534. le Roy fut adverty que les Français voisins de son Royaume l'armement, & l'attente de grande préparatif pour la guerre. à cette cause le proposa de faire le semblable: & parce qu'il n'avoit assez d'argent pour ce faire, & d'autant que ledits préparatifs estoient d'inestimable coût, par l'opinion de son Conseil, voyant la richesse des gens d'Eglise, & procédant de leur abondance temporelle, avoit ordonné & consenti de prendre la somme pour le temps des Evêques, Archevêques, & Collèges, & la moitié du temporel de tous autres bénéfices. Et de fait, avoit fait faire des

mois de May & Juin audit an. par ses Juges Royaux, ledit temporel, & iceluy fait bailler à ferme au dernier enchérisseur, pour luy en bailler la tierce partie d'anciens, & la moitié des autres pour ledites offices, sans aucunement toucher au spirituel, comme d'ores & oblatus: & depuis qu'ils luy avoient offert bailler, promis, & juré de luy faire mener en son Chasteau du Louvre à Paris, où est le recueil de ses finances, la valeur de tous deniers par son grant. Il vint le moût à la fin de l'année, & l'autre moitié à Noël, avoient en main levée de leurs bénéfices.

Comme en l'an 1551. le Roy Henry II. tenant son lit de Justice au Parlement de Paris, le Cardinal de Bourbon Evêque de Laon fit offre à sa Majesté, au nom du Clergé, de contribuer pour l'entretenement de l'armée qui se levoit, pour résister à l'Empereur Charles V.

Extraict des Registres de Parlement, du 12. Fevrier 1551.

XXVIII. **C**E jourd'huy environ les huit heures est arrivé M. Jean Bernadi Garde des Seals, qui a dit à la Cour, que le Roy viendrait devant aller à la Messe, & pourroit amener aucuns Gouverneurs de pays, Chevaliers de son Ordre, & Conseillers de son Privé Conseil; toutefois il n'entendait seoir en la Cour que au Conseil, & à huis clos: & pour ce que les Gouverneurs des Provinces, ses Lieutenans, Chevaliers dudit Ordre, & Prevost de Paris, n'ont voix ne entrée au Conseil de ladite Cour, j'ay esté envoyé devers Monsieur le Connestable le Roy dire, pour sçavoir ce qu'il plairait au Roy en ordonner: & pour ce que voulant trouver Monsieur le Connestable, je suis arrivé à l'heure que le Roy sortoit de sa chambre pour venir en ladite Cour, je luy ay dit ma charge. Et après quelques avis eus avec les Princes & Seigneurs estans près sa personne, il m'en a commandé dire à ladite Cour, que pour cette fois qu'il ne voulait estre parlé que de choses concernans son Estat, sans en avoir opinion, & non de jugemens de procès, il entendait que ledits Gouverneurs de pays, Chevaliers de l'Ordre, & Prevost de Paris, entrassent & assistassent audit Conseil; ce que j'ay rapporté à ladite Cour.

Et son altesse au devant dudit Seigneur le recevoir Messieurs les quatre Présidens, est entré par les galeries de dessus la Conciergerie un peu devant neuf heures, & par l'huis des hauts sieges des gens d'Eglise s'est allé seoir en son siege, sans passer par ledit Parquet.

Et après que chacun s'est mis en son ordre, fors le Duc d'Anjou, qui au siege des Baillifs n'a fait son serment de Pair de France, duquel est cy-dessus fait registre, & est monté après aux hauts sieges, le Roy a dit, qu'il estoit bien voulu venir en la Cour pour leur faire entendre

les grands apprests de guerre que l'Empereur fait contre luy & son Royaume, par mer & par terre, qui est la cause qui le meut à dresser armée suffisante, avec l'aide de Dieu, pour empêcher ses desseins, en quoy il ne veut épargner ne vie ne biens: & s'il advient qu'il faille qu'il sorte hors son dit Royaume, pour la seureté & défense d'iceluy, il a voulu auparavant faire entendre les affaires de son Estat à ceux de ladite Cour, comme à ses loyaux & bons officiers, serviteurs & sujets, & leur commander & enjoindre trois choses: la première, qu'ils soient loigneurs de ce qui appartient à la Foy, & d'empêcher & offrir les erreurs par la punition exemplaire des dévoyez: la seconde, qu'ils soient diligens de faire bonne & brève Justice à ses sujets, afin que son peuple soit en ce soulagé: la troisième est, que s'il s'en va lui laisser la Roynie sa femme Regente, avec son fils & son Conseil, & veut qu'ils leur obéissent comme à sa propre personne, & que ce qui sera envoyé par eux à ladite Cour, soit dépêché promptement par ceux de la grand' Chambre, appelez les Présidens des Enquestes, & les prie qu'ils en fassent telle démonstration, que les autres Cours qui se doivent régler par l'exemple de celle-là première, aient manière de fuir & continuer leur obéissance & devoir, espérant moyennant la grace & aide du Créateur, auquel il a toute sa ferme fiance, que son entreprise & voyage qu'il ne fait par ambition & car il a trop de biens, & ne tend qu'à conserver ce que ses prédécesseurs ont vertueusement gardé, sera profitable non seulement à ses sujets, mais à toute la Chréienté: & pour ce que Monsieur le Connestable maint & a la charge principale des affaires de son dit Estat, & de la guerre, il luy a commandé les déclarer à ladite Cour.

Ce fait mondit seigneur le Connestable s'est mis à

un genouïl, nuë teste, à l'endroit de son siege devant le Roy, & après que par commandement dudit Seigneur il s'eût rallié & couvert, a dit: Puis qu'il plaist au Roy faire entendre à eette assistance l'estat des affaires & forces de son Royaume, il est raisonnable commencer par l'avancement de son Regne. Cinq ans y a qu'il entra au Royaume; chacun sçait le petit fonds de finances qu'il y trouva, & les grands & continuelz affaires advenus du temps du feu Roy son pere, Prince de tres-grande vertu, qui neantmoins n'a pû fournir & regarder à tout, entre autres au payement de sa Gendarmerie, laquelle à cause de ce estoit à grosse foule sur le peuple: le Roy tost après sondit avènement, usant de sa liberalité & bonté accoustumée pour le soulagement de sondit peuple, & offer l'occasion de la foule, fist payer sa Gendarmerie, ensemble les Princes & Seigneurs, de leurs pensions & estats, la plupart desquels en avoient enduré.

Les traites du feu Roy avec les Suisses ne s'estendoient que deux ou trois ans dans son Regne, la prorogation desquels l'Empereur par toutes voyes s'eût essayé d'empêcher que le Roy n'entraist en alliance avec ledits Suisses: toutesfoies par sa providence & bonne conduite ladite alliance s'eût faite plus forte que les precedentes: ledit Empereur fist defences publiques, & par tous moyens empescha que aucun secours d'Allemagne ne vinst au Roy, à ee que luy qui avoit trouvé son Royaume foible, ne peust accroître ses forces.

L'Empereur avoit surpris grand nombre de navires dudit feu Roy, à cause de quoy a fallu au Roy faire faire vingt-huict ou trente galeres, & les equipper: les places de frontieres estoient ouvertes, le Roy les a fait fortifier & mettre en bon estat de defense: a fait aussi faire huict ou neuf cens pieces de grosse artillerie, sans les menues, fait envailloner les places, & garnir de toutes munitions necessaires, a remis le Piedmont, qui estoit en mauvais ordre, si bien que l'on ne pourroit mieus.

En France lors du decés du Roy y avoit deux Rois, d'autant que Bologne & le pays de Boulonois estoient en la main du Roy d'Angleterre: à l'aide de Dieu, qui a conduit ses affaires, le Roy a recouvert entierement tout ledit pays, & tiré eette espine hors de son pied, par le moyen de la paix: ce qui ne luy a coûté la sixième part de ce que les Anglois y avoient dépendu.

Le Royaume d'Ecosse estoit en proye, la place de saint André, principale dudit Royaume, prinse, laquelle le Roy a recouvert: davantage, & par le bon sens de la Roynne d'Ecosse, Princesse de telle vertu, qu'elle merite estre honorée de tous, a remis le Royaume d'Ecosse en ses anciennes limites, le tout à ses coûts & despens, qui sont choses dignes de Roy, & grandement notables & loüables.

Encores que l'aage du Roy fust tel qu'il semblaît à plusieurs qu'il deust plustost essayer faire quelque entreprise digne de sa grandeur & magnanimité, pour acquerir honneur; toutesfoies il a tendu tant qu'il a pû au bien universel de Chrestienté, & repos de ses sujets, par le moyen de la paix qu'il a cherchée en l'endroit de l'Empereur; & pour cet effet, a envoyé devers luy Monsieur le Marechal de Brissac, & autres grands personages: mais il n'a eu dudit Empe-

reur que paroles & dissimulations, que luy qui parle ne peut taire pour la verité, ne voulant autrement parler des Princes qu'il appartient.

Ledit Empereur a travaillé tant qu'il a pû d'aliener du Roy les Princes de la Germanie, & empesché qu'il n'eust aucun secours de celle nation, jusques à faire trancher les testes d'aucuns qu'il a chargez ou suspicieux estre affectionnez au service du Roy.

Luy à qui sont toutes choses licites, quand il les veut, a eu avec son frere le Roy des Romains ordinaires Ambassadeurs, traitans & negocians avec le grand Seigneur, pour s'aggrandir, & assujettir les autres Potentats Chrestiens: neantmoins declame sans cesse, & impute au Roy qu'il envoie quelqu'un devers ledit grand Seigneur pour moyenner, que les occasions que donne ledit Empereur audit grand Seigneur d'assailir la Chrestienté, & mal traiter les Chrestiens, soient retenues en parie. Chacun sçait que voyant l'Empereur ledit grand Seigneur estre empesché contre le Sophy, a pris Afrique sur luy, dont iceluy grand Seigneur s'eût restenty; & après en avoir demandé la raison audit Empereur, l'a entreteuu de paroles, & promesse de luy en faire restitution. Quoy voyant ledit grand Seigneur, ennuyé de telles remises, a envoyé ses forces de mer en Sicile, & celui qui les menoit a déclaré au Vice-Roy, & autres estans là pour l'Empereur, qu'il n'estoit venu pour offrir aucun, mais pour l'exécution des promesses faites par ledit Empereur; & ainsi en a usé jusques à ce que se voyant amulé de paroles & promesses, a déclaré l'ouverture de la guerre, & pris Tripoly, qui estoit un nourrissement de Chevaliers de la Roy: & combien qu'il fust cause de ce dommage advenu à la Chrestienté, toutesfoies a voulu imputer au Roy que la prise estoit advenue par l'intelligence qu'il avoit audit grand Seigneur, & par le moyen des Chevaliers François, combien qu'il n'y eust que un seul en ladite ville, & que Aramont estant par delà pour le Roy, prié de par le grand Maître de Rhodes d'empescher le mal traitement que iceluy grand Maître avoit sceu que l'on vouloit faire aux Chevaliers prisonniers, fist toute la faveur & assistance à ceux qui furent envoyez à eette fin devers ledit grand Seigneur, sauva tout ce qu'il peut; & aux dépens du Roy les rendit à la Religion, a tousjours ledit Empereur fait telle imputation par paroles & placards, & fait imprimer plusieurs livres.

La Roynne Marie de sa part es pais Bas a fait arrester navires, personnes, & biens des sujets du Roy, prenant couleur que en Normandie avoient esté retenus des leurs. Le Roy advery envoye incontinent pour le sçavoir devers Monsieur l'Admiral, icy present, qui en est son témoin, & conneu personne d'honneur, lequel répondit comme la verité est, qu'il n'y en a eu aucun retenu, le Roy a cela enduré à son dommage, pour faire cognoître combien il vouloit éviter la guerre.

Le Duc de Parme, gendre de l'Empereur, prenant l'exemple sur ce qui a esté fait à Plaisance à son feu pere, & à ce que Dom Ferrand a fait surprendre ledit Plaisance, & le tenant fort pour ledit Empereur, au lieu de faire punition des coupables, & que depuis il avoit pris partie du Parmelan, après avoir demandé ayde au Pape, & en avoir esté refusé, ne pouvant plus soutenir, s'eût venu retirer au Roy, chose accoustumée

aux Princes intérieurs d'avoir leur refuge, & honorable aux grands & puissans Princes, ne de haïr abbotte les moindres ou nécessiteux : n'a demandé aide que contre le Pape, qui le vouloit forcer à rendre Parme. Le Roy e receu ledit Duc en sa protection, & l'a secouru de contribution seulement, sans mettre par le Roy secours des biens dans ledit Parme, mais ne tarda guere que l'embusche du Parmelan s'est decouverte : lors ledit Duc supplia le Roy de luy aider de gens, & y furent envoyez le Duc Orice, frere de celuy de Parme, le sieur Pierre, & autres notables hommes du service du Roy, avec aucuns soldats des vieilles bandes, tant pour le secours de Parme que de la Mirande, qui estoit à un serviteur du feu Roy. L'Empereur e fusilé le Pape, & luy a avancé deux cens mille escus pour cette guerre.

Chacun sçait quels biens & honneurs ledit Pape a receu du Roy : Messieurs les Reverendissimes Cardinaux qui sont presens, sont témoins de le sçavoir que le Roy a porté à son election, & luy mesme l'a souvent conseillé en public, & fait entendre au public qu'il tenoit le Papat de Dieu & de luy. Assigne son neveu fut par luy envoyé devers le Roy, qui le receut benigneement, & furent les propos que ledit neveu tint au Roy pour l'amusier gracieux, jusques à offrir faire ligue contre ledit Empereur, afin d'avoir loisir d'assembler & faire diligenter ses forces ; puis quand pensa ou sceut qu'elles estoient prestes, pressa estre dépeché, & se sont en cette part faits actes intumains & malheureux, qu'une se feroient entre gens barbares & infidelles.

Les soldats du Roy entrez es pays de l'Empereur furent peis, pillés, les uns tuez, les autres envoyez en galere. Quand ledit sieur Marechal de Briselle, Lieutenant du Roy en Piedmont, le sceut, il envoya devers Dom Ferrand en demander raison, qui n'y voulut entendre : ledit Marechal se voyant arrester un personnage du party de l'Empereur, passant par France ; lors Dom Ferrand renvoya partie deudits soldats bleffez, mads, & mal traittez, ledit Marechal rendit ledit personnage arrester.

Il y a sept mois que la Mirande est assiegée, sont toutes les deux villes en tel estat, que ceux de dedans sont allez tailler en pieces les ennemis, où le Comte de la Mirande a fort bien fait son devoir, & ne doit estre tenu la bonne provision que y ont donnée Messieurs les Cardinaux de Ferrac & Tournon : tellement qu'il n'a rien failly à ceux qui sont dedans, jusques au soyn, qui durant le siege a esté porté dedens la ville ; chose jusques à present non veue ne oyve : y a le Roy envoyé cent mille escus plus qu'il n'estoit besoin.

Au Piedmont a onze ou douze mille soldats François ou Italiens, trois mille Suisses, cinq compagnies de Gens d'armes, cinq cens Chevaux-legers, sans les gardes des chasteaux, fusilison nombre d'artillerie, soixante ou soixante & dix mille sacs de farine, pour éviter & pourvoir aux inconveniens que le temps peut amener de sterilité ou autre.

En la mer de Levant le Roy a trent-huit ou quarante vaisseaux en bon ordre, l'on sçait les effets qu'ils ont rendus, jusques avoir pris navires à Barcelonne & à le coste de Gennes : e vingt ou vingt-cinq navires en la mer de deçà, tels qu'il ne craindroient d'estendre cent ou six-vingts vaisseaux.

Auparavant qu'il fust Roy, le peuple estoit travaillé par les allées & venues des gens de guerre : après que le pauvre homme avoit payé la taille, le Gradarme survenoit qui gaisson tout, n'estoient que pleurs & gemissemens : le Roy a fait l'ordonnance qui y e mis remède, la veut faire garder par ce moyen que les gens de guerre bien payez, ne tiennent plus les champs : n'est possible qu'il ne se fasse quelque mal, mais pour petites fuites, quand en est venu plainte, & ont esté conceus, les gens de guerre ont esté chastiez exemplairement, mesmes les Enseignes, & autres ayans charges, sans que le Roy leur ait voulu pardonner, pour contenir les autres ; chacun loué ce qu'il en a fait.

Aussi-tost qu'il fut Roy, diminua des subides, tailles, & impôts qui estoient auparavant levex, & tout ce qu'il fut possible : & pour fournir à ses grands affaires, e toujours pluslois voulut prendre du sien que des autres : le Noblesse y met les personnes & biens, laisse aux Prelats de l'Eglise de parler de leur estat.

Et ne faut taire l'ambition de l'Empereur, qui a depouillé la Germanie d'argent, d'artillerie, & autres forces, prins les Princes, qu'il deüent captifs, & les uns, comme le Landgrave, contre sa foy donnée aux Ducs Meurice de Saxe & de Brandebourg, & par tels moyens veut rendre ladite Germanie serve : a fait transporter l'artillerie qu'il a prise à Gennes, & autres lieux d'Italie, les plus commodés pour offenser, fait mettre gens de cheval sur les frontieres, interdit les chemins & passages, afin de dompter l'Italie de la venir en France, & de faire Monarque. Est connu ce qu'il a fait au Duc de Florence & aux Senois, ville ayant accoustumé vivre en liberté. Mensce ledit Empereur assillier ce Roiaume par quatre endroits, Bresse, Picardie, Champagne, & Bourgogne, & se vante remettre le Prince de Piedmont, retient les navires prins en Flandres, & n'a voulu rendre les prisonniers pour rançon.

Le Roy a donné bonne provision à la defense & seureté de son Royaume, il laisse le Roy de Navarre en Guyenne, avec le Comte de Lude, le sieur de Burie, & autres bons Capitaines, & quatre compagnies. Aussi le Languedoc demeure bien pourveu, & est faite bonne ordonnance pour la Picardie, Champagne, & Bourgogne, laisse Monsieur l'Admiral en son Conseil avec la Roynie ; & si l'occasion se presente que le Roy éloigne son Royaume, fait venir six mille Suisses, qui tiendront garnison en Champagne, & serviront d'une peiniere pour les croistre quand on vouldra, & qu'il en sera besoin : en cette ville demeure Monsieur le Cardinal de Bourbon, avec autres notables personnages ; semblablement es autres bonnes villes, comme Lyon, Rouen, & Thoulouse, met personnages d'autorité & conseil pour pourvoir à ce qu'il faudra.

A le Roy commandé à Messieurs les Marechaux de France & à luy, faire tenir la police de la gendarmerie, pour contenir le peuple en paix : ils ont mandé & enjoint aux Prevosts des Marechaux y faire leur devoir, prié Messieurs du Parlement leur tenir la main ; les occasions sont telles qu'elles ne se pouvoient ne devoient relever.

Le Roy a voulu faire entendre à cette Compagnie l'ordre qu'il e mis par tout, & espere avec la

la grace de Dieu, que les affaires & entreprises du Roy prospereront, & que ses ennemis n'auront avantage sur luy ne son Royaume, mesmement que sa Noblesse va avec si grand amour & affection à son service en cette entreprise, que Pon n'en a veu de pareille : c'est ce qu'il a pleu au Roy luy commander de declarer.

Après les propos de Monsieur le Connestable finis, Monsieur le Cardinal de Bourbon pour l'estat de l'Eglise s'est levé de son siege auquel il estoit, comme second Pair de France, & luy a fait place Monsieur le Cardinal de Lorraine, qui aussi comme premier Pair estoit assis premier, & lors mondit sieur le Cardinal de Bourbon s'est mis à un genoüil, nuë ictte, aussi ont Messieurs les autres Cardinaux : & après qu'ils se sont rassis & couverts par le commandement du Roy, ledit sieur Cardinal de Bourbon a dit : SIRE, ayant ouy ce qu'il vous a pleu nous faire entendre par Monsieur le Connestable, qui l'a feue si bien & ornément declarer, qu'il n'y a si fort cœur qui se puisse garder en jeter larmes : comme le moindre de l'estat auquel il a pleu à Dieu m'appeller, je ferois marry que ma taciturnité me fust imputée à negligence, mesme oyant les

grands offres que vous fait vostre Noblesse, vous ofrant leurs vies & leurs biens pour estre employez à vostre service, & mesme pour l'effet de la guerre, laquelle il vous plaist & justement & consciemment entreprendre. Sire, le Clergé de vostre Eglise Gallicane a deux choses ; l'une, & la premiere & plus excellente, l'oraïson & prie à Dieu, estant le seul moyen entre luy & les hommes : Encore, Sire, que vous en soyons debiteurs, si est-ce que vous en offrons d'abondant la multiplication.

La seconde, sont les biens temporels, dont vous & vos predecesseurs, Sire, nous avez si liberalement départis. Hier assemblâmes jusques à six Cardinaux, & environ trente Archevesques & Evêques, qui tous d'un mesme accord & vouloir, arreseront vous faire si grande part en leurs biens, que vous aurez matière de contentement, comme plus spécialement vous feray entendre ce jourd'huy après vostre disner, accompagné de tous les Prelats qui ont assisté à la deliberation & conclusion ; vous assurant, Sire, que si les corps n'estoient voiez à Dieu & à la Religion, ne vous en serions moindre offre que la Noblesse.

Comme au lit de Justice tenu par le Roy Charles IX. au Parlement de Paris l'an 1563. pour la publication de l'Edict de l'alienation du domaine de l'Eglise jusques à certaine somme, il fut representé de la part de sa Majesté par Monsieur le Chancelier de l'Hospital, plusieurs raisons & moyens comme ladite alienation se pouvoit faire.

Extrait des Registres de Parlement, daté 17. May 1563.

XXIX. CE jour avant l'arrivée du Roy Monsieur le Chancelier est venu à la Cour iost après neuf heures, & s'est feis au banc desdits sieurs Presidens, & au dessus du premier. Et quand a esté rapporté que ledit Seigneur estoit à la sainte Chapelle oyant une grande Messe, lesdits sieurs Presidens de saint André, Baillet, Seguiet, & Harlay, l'y sont allé recevoir : est demeuré pour tenir le siege avec mondit sieur le Chancelier ledit sieur premier President, les autres ont accompagné le Roy jusques en ladite Chambre de Parlement, marchans immediatement devant luy, lequel suivy de la Roynie, Monseigneur, Princes, Cardinaux, & sieurs dessuldis, est arrivé en ladite Chambre après dix heures.

Et s'est levée toute l'assistance, & tenuë nuës tesses, jusques à ce que après que luy & ladite Dame ont esté assis, & que ledit sieur Chancelier monté parler à luy, & s'estant feis en la chaire estant aux pieds du Roy, a dit, que ledit Seigneur commandoit que chacun se fust & couvrist, ce qui a esté fait.

Après ont esté receus au serment des Paires de France qu'ils tiennent, Messieurs les Ducs de Guise & Nivernois, en la forme que cy-après est escrit à part.

Ce fait ledit Seigneur a dit : Messieurs, j'ay esté si jeune Roy, & eu depuis tant d'affaires, que je n'ay pû plusloist venir icy pour y faire mon devoir, afin de vous admonester de bien administrer la Justice à l'honneur de Dieu, décharge de ma conscience, & soulagement de mes

sujets : il me faut aller pour recouvrer le Havre de Grace des mains de mes anciens ennemis, & pour ce faire ay besoin de secours de l'Eglise, qui est autant nécessaire pour la conservation d'icelle, que pour la mienne, ainsi que vous dira plus amplement mon Chancelier.

Lors mondit sieur le Chancelier a dit : Messieurs, les deux principaux poincts qui contiennent un Royaume ou Republique, sont les armes & la justice : l'un regarde le dehors & la conservation de l'Estat contre les voisins & ennemis ; l'autre le dedans, qui gouverne le sujet & son prochain en paix, c'est la Justice, & l'un ne peut estre sans l'autre. Il n'est plus dangereuse ne plus cruelle peste au monde que les armes sans Justice, ou l'injustice armée : l'experience en a esté veüe depuis un an en çà ; aussi la Justice qui est sans armes ne peut du tout faire ce qui appartient. Si chacun estoit juste, l'un feroit justice à l'autre ; mais cela n'est point, & par ce Dieu a donné sa puissance aux Roys, lesquels s'aydent des armes contre leurs sujets debeyssans, comme contre les estrangers malveillans. Les predecesseurs de nostre Roy ont excédé tous autres Roys, tant en armes que Justice. Quant aux armes, leur grandeur s'est estendue non seulement en Europe, mais en Asie & en Afrique. De la Justice ils ont emporté le premier lieu & nom, & n'y a eu Royaume ou Seigneurie en la terre mieux policée en armes & justice que celui de France, auquel y a tousjours eu bonnes loix & Magistrats fort bien distribuez. Pour les desordres, n'est possible

en voir ne penser de mieux desirer que les ordonnances desdits predecesseurs, qui sont bones & saintes, & en petit nombre, & celles du Roy nostre souverain Seigneur, si elles estoient bien gardées. Il vous a presentement admonesté que en faisant la Justice, telle qu'il appartient, vous rendrez honneur à Dieu, service à luy, & profit à ses sujets. La Justice a deux genres; celle qui regarde Dieu & son honneur, a nom Religion; celle qui regarde les hommes, retient le nom de Justice. Lesdits Roys ont esté plus que nuls autres affectionnez à la Religion, ellargy à l'Eglise, & donné de leurs biens, non seulement de leurs terres & possessions, mais leurs propres maisons & Palais, se sont destournez pour les loger en plusieurs lieux, mesme en cette leur ville capitale ont baillé à l'Eglise leurs Palais du Temple, & de Nostre-Dame des Champs, saint Oüen qui est près Paris, & autres lieux de leurs demeures; & à leur Justice ont baillé ce Palais qui est à present le domicile de la Justice souveraine: on cherche l'honneur de Dieu plus que l'honneur des hommes. N'ont fait comme les Roys anciens en Asie, qui ont desiré d'estre appelez & nommez des noms de Expugnateurs des villes, Aigles, Foudres, tels & semblables noms qui demonstrent leurs depravez mœurs & tyrannies: nos Roys ont mieux aimé prendre nom ou de qualité, figure, & condition de leurs corps, comme Chevelus, Chauve, le Bel, le Gros; ou de leurs merites, donnez à pain & repos, comme Debonnaire, le Simple, Pere du peuple. Et pour monstrier qu'ils estoient comme Roys tres-Christiens, plus enclins à la paix & repos que aux armes, ne se font faire figurer en leurs sceels & armoiries comme les autres Roys & Seigneurs tous armez à cheval, le glaive en la main, mais d'une figure & image de Rois puissans, & aymant la Justice, avec un long manteau Royal, qui est vestement de paix, tenant en une main le sceptre, qui signifie puissance, en l'autre la main de Justice, declarant par là que le propre estat d'office d'un Roy est de faire la Justice à ses sujets, & de ne venir jamais aux armes sans grand besoin. Ces deux vertus, force, ou vaillance militaire, & Justice, tant envers Dieu que les hommes, qui ont esté grandes & excellentes en nos Rois, sont comme par une figure ou ombre representées par eux au commencement de leurs regnes, par leur entrée qu'ils font en armes en cette ville capitale de ce Royaume. De ce pas vont à l'Eglise Cathedrale adorer le Dieu tout puissant, & luy faire hommage de leur Royaume; & le lendemain, ou autre jour tost après, viennent ceant, principal lieu de leur Justice souveraine. Nostre Roy & souverain Seigneur n'a eu le moyen de garder les ceremonies de ses predecesseurs, ne représenter ce qu'ils ont fait: son entrée a esté plusieurs fois en armes vifres que seintes, plusieurs en camp que en villes, pour les troubles & seditions advenues de son temps; aussi cette seconde entrée en sa maison de Justice, n'a pu estre faite avec telles ceremonies que celles de ses predecesseurs: mais la necessité de ses affaires l'a pressé venir, & avancer son entrée; la necessité, qui, comme dit un Poëte ancien, est plus forte que tous les dieux ensemble.

Est venu pour vous faire entendre les causes qui l'ont meu de faire l'Edit qu'il vous a envoyé naguères, touchant l'alienation du bien de l'E-

glise, jusques à cent mille escus de rente, lever & ôter l'erreur & opinion fautive à quelques-uns, qui pourroient penser que ce fust chose pourpensée malicieusement contre le bien de l'Eglise, & pour icelle ruiner & détruire. Croit que tous ceux de cette Compagnie sont si bons serviteurs du Roy, que quand ils auront entendu les causes necessaires de l'Edit, ils seront satisfaits, & s'y accommoderont: ceux qui ne les voudront entendre, & rebusteront toutes raisons, seront contrains de confesser qu'ils sont menteurs, & ont autre chose au cœur, autre à la bouche; car chacun d'eux dit qu'il desire le repos du Roy, tranquillité, bien, & conservation de son Royaume. S'il est ainsi, il faut donc admettre les moyens pour y parvenir: le Royaume ne se peut conserver, ne le Roy estre servy sans l'Edit; tels sont les affaires du present: & n'y aura personne après les avoir voulu entendre qui ne s'y range. La mesme raison & difficulté qui vous meut à present à contredire l'Edit, eurent leurs Majestez & Seigneurs du Conseil de le rebouter, lors que premierement fut mis en avant & dressé l'advis de faire l'Edit, qui fut prins y a deux ou trois mois, le Roy étant à Blois, non pour payer les vieilles debtes aux creanciers, mais pour les autres affaires qui estoient bien grandes, non toutesfois si pressées que à cette heure: la paix n'estoit encore faite, le camp & armée estoit devant, & leur falloit regarder quels moyens on avoit pour entretenir & payer les gens de guerre; les uns disoient, il faut mettre nouvelles impositions & emprunts sur les sujets du Roy; les autres, qu'il falloit prendre l'aide sur les villes franches & entrées: Autres, qu'il falloit faire quelque message, & arrester les gages des Officiers du Roy: Autres, qu'il falloit arrester & prendre les rentes de la Maison de cette ville. La nouvelle imposition nous semble impossible; car la Noblesse qui met chacun jour ses vies & biens pour le service du Roy, ne la portera pas. Le peuple en l'estat qu'il est, est pillé & laccagé, à peine peut vivre. L'Eglise est chargée de seize cent mille livres tournois par an, pour quelque temps, tant s'en faut qu'on la puisse surcharger, qu'elle n'a pu cette dernière année payer entièrement l'octroy, & en la presente ne pourra en payer le quart. De la Taille le Roy n'en peut tirer un tiers, n'y a Province qui soit entiere; & la Normandie qui porte le tiers ou le quart de la Taille, est destruite, fait rabattre au lieu de lever: ainsi doncques on ne peut toucher à aucun desdits trois Eloys. Reste le Roy, qui a voulu commencer à soy, & regarder le moyen de s'ayder du sien, s'est trouvé que tout son domaine, ses aydes, & greniers à sel font alienés, une grande partie de la Taille est engagée & hypothéquée au paiement des Reistres; & l'autre en telle diminution, que de quatre millions on n'en scauroit lever un, & encore ce sera à grand cri & clameur du peuple. Voilà le peu de moyen qui fut deslors trouvé, & que la guerre ne pouvoit estre continuée sans dix huit millions, ainsi que disoient ceux qui en avoient la charge: & fut advisé, qu'il estoit necessaire, puisque le Roy n'avait plus rien, s'adresser aux bourgeois des Frances, ou vendre partie du bien de l'Eglise: à quoy pour ne mécontenter & souler plusieurs, on s'arresta, comme au plus prompt & moins dommageable. Ce mesme Edit vous fut envoyé, la Cour de

Parlement y fit difficulté, & ouvrit un expédient, qui estoit de vendre de la rente sur l'octroy de l'Eglise, qui fut receu par leurs Majestés : mais il convient entendre que les deniers provenus de celle vente n'ont pu suffire à si grande dépense : la guerre comme l'on dit, n'a les dépenses arriérées ou terminées, la vente desdites rentes n'est venue à tel profit qu'on espéroit ; car nul s'est présenté à acheter rentes sinon des créanciers du Roy, qui ont esté receus en baillant telle autre somme à celle qui leur estoit due ; ainsi le Roy n'a retiré que la moitié des deniers ; avec ce beaucoup de vieilles & égarées debtes ont esté employées audit achat, & fait part du prix. L'Edict sur lors delaisé, & après l'a fallu reprendre : encore que Dieu nous ait envoyé la paix entre nous, les charges & dépenses de la guerre nous sont demeurées. Le Roy a sur les bras les soldats étrangers, Reîtres, Lanqueuets, Suisses, Italiens, lesquels n'est possible renvoyer sans soulde. Nous avons un camp à entretenir pour le voyage du Havre contre les Anglois : il est deub aux Suisses, tant pour leurs pensions que soulde des gens de guerre, plus de quinze à seize cens mille francs : les sommes qu'il faut payer promptement dedans la feste saint Jean, reviennent à cinq ou six millions, laquelle somme ne pouvons recouvrer d'ailleurs, ne autrement, si n'est par le moyen de cet Edict, sans ce que le Roy doit environ cinquante millions de francs. Si le Royaume estoit en crises, ne se vendroit pour cela. Considérez la pauvreté du Roy à ses Conseillers fideles, qui ne la divulgueront aux étrangers. Or quelle espérance pourra-t-il faire pour s'acquiescer : chacun considère & prenne pour exemple s'il voyoit un enfant de bonne maison tuteur de son pere, chargé de debtes plus que ne vaut la succession, qui n'en auroit piré ? Votre Roy est ainsi endebté, non par sa faute, les debtes ne viennent de luy, & sont de ses predecesseurs qui ont esté contraints les faire durant leurs guerres, & le comble & shynne a esté apporté par la dernière guerre. Si nous delaissons l'entreprise du Havre, sommes en danger de perdre le Royaume ; car la perte du Havre, importe la perte de la Normandie, & par necessaire consequence la perte du Royaume. On dira que les Anglois ne sont assez forts pour nous, il est vray ; mais en matiere d'Estat, est à craindre que autres y mettent leurs querelles, comme il advient souvent. Pour ce, pendant que l'opportunité y est, & avant qu'il soit plus fortifié, & que le Roy & la Rome voyent l'esperoir de le recouvrer par armes, ils y veulent donner ordre, qui ne peut estre sans payer la Gendarmerie, qui est la force de France, toutesfois ne peut servir si elle n'est payée. Quand payement fut, elle mange le peuple. Faut aussi payer les gens de pied François, & les étrangers : ce qui presse encore est d'autant que les forces ne sont seulement aux gens de guerre & à l'argent, mais outre cela faut avoir des amis & des allies. Par ambition de nos voisins y en a qui cherchent à gagner sous main, & divertir les alliances de France. Entre les meilleures est celle des Suisses, de si long temps allies, & fideles serviteurs du Roy : leur alliance est au bout, la faut renouveler, & les contenter de ce qui leur est deub. L'estat de ce qui est, ou faut sonner presentlyment, est à ladite Gendarmerie seize cens soixante mille livres tournois, aux gens de guer-

re de Picardie & Champagne trois cens cinquante quatre mille livres tournois, aux Reîtres du Roy deux cens trente mille livres tournois, aux gens de pied Allemands un million cinquante mille livres tournois, aux Italiens soixante quinze mille livres tournois, aux Reîtres & Allemands sortis d'Orléans six cens mille livres, aux Suisses un million trente mille livres tournois : ainsi y a cinq millions de francs pressés pour la saint Jean. L'estat de la recepte de l'année monte à huit millions quatre cens soixante mille livres tournois, & la dépense monte à dix-huit millions qui passe la recepte de dix millions ; chose aussi versatile que la vérité mesme. Faisant fondement ladeffus est necessaire, si on veut recouvrer le Havre, & chasser l'Estranger hors du Royaume, qui est le conserver, avoir argent, ou tout perdre. Regardez s'il vaut mieux perdre le Royaume, que prendre argent du bien de l'Eglise ; puis considérez que ce qui a meu le Roy de perseverer en cet Edict, & par le moyen d'iceluy recouvrer argent, n'est pour se joier, ou faire bassimens, ou une gaeste volontaire : chacun a ony la raison & necessité qui l'a meu, n'ayant autre moyen : si quelqu'un en fait d'autre, l'ouvre, il sera le bien venu ; car le Roy & son Conseil ne sont affectionnés à l'Edict, sinon qu'estant bien entendu, il sera trouvé le plus doux, plus aisé & prompt, & de moindre incommodité que tous autres. Veut declarer la commodité & moderation qui s'y gardera, c'est que l'on ne touche aux Cures. On a délibéré des Evechez, & eussent-on désiré n'y toucher : mais il y a de grosses Evechez, raison veut que qui plus en a plus en porte : quand tout sera calculé, croit que ce n'est la quarantième partie du total revenu. N'y a laïc que si le Roy la luy demandoit de son bien, ne la baillast volontiers, voire la vingtième ; le pauvre peuple en paye plus chacun an ; c'est rien ou bien peu au grand bien qu'à l'Eglise. Au departement des charges sera telle égalité gardée, que par l'issue chacun aura occasion de le contester. Eussent le Roy fort désiré que les rentes eussent esté rachetables, mais il en adviendrait deux maux : le premier, les acheteurs se voulant accommoder, s'il y a rachat, n'y mettront leur argent, ou s'ils y mettent, ce ne sera qu'au dernier dix ou douze, qui ne suffira à la nécessité du Roy ; l'autre, que les gens d'Eglise, qui ne sont qu'administrateurs, ne se soucieront, où la plupart d'eux, de le racheter ainsi adviendra que le Roy aura peu d'argent, le bien sera vendu à vil prix, & jamais racheté : il vaut mieux que cette vente soit faite sans rachat, afin que le Roy soit mieux servy, & plus promptement aidé en son tres-grand besoin : sçait que l'on dira que c'est chose nouvelle : le Roy & son Conseil le trouvent aussi mauvais & nouveau que nul autre, & advoient qu'il y a des raisons pourquoy il ne se doit faire, mais la nécessité est plus forte, & domine de la raison. Le Roy va en ce fait franchement, sans vouloir prendre exemple sur aucuns Princes ses voisins, desquels aucuns ont prins le bien de l'Eglise, & appliqué à leur domaine, & vendu le leur : autres l'ont prins pour s'agrandir, accommoder, ou enrichir, non par nécessité, comme le Roy fait, qui y va d'autre façon & intention plus différentes : les affaires sont tels que le fondement est necessaire, ou mettre le Royaume en hazard, ou vendre du bien d'Eglise ; car

autre moyen n'y a de recouvrer argent.

N'y a chose si sainte ne si inviolable que le domaine du Roy, plus ancien que celuy de l'Eglise qui en procede; toutesfois on n'a jamais fait difficulté de le vendre quand la guerre & nécessité presse: l'Eglise a esté untemps sans possessions, parquoy ne faut trouver estrange la vente de portion du bien d'Eglise, quand la nécessité y est. Les aydes ne sont patrimoine du Prince, & sont désignez & appliquez à usage publicque, & pour aider & secourir les Rois au faict de la guerre, ne pouvant suffire le domaine, & neanmoins on les vend tous les jours: il n'est rien plus sien & plus propre à chacun que les bien qu'il a, ou de succession ou d'acquisition, lesquels tous les jours sont vendus pour le payement de la taille ou emprunts. Ne soit doncques l'Edit trouvé si mauvais, les Roys & Reyne estans réduits à cette extrémité. L'on dit qu'il est loisible vendre le bien de l'Eglise pour la nourriture des pauvres, qui autrement mourroient de faim, ou pour le rachat des Chrétiens prisonniers, avec grande raison; car la vie & l'ame de l'homme est plus chere & plus précieuse que tous biens & possessions. Si cela est vray, comme il est, considérez en ce faict du salut & vie de combien de milliers d'hommes & femmes il s'agit, & mesmes vous sçavez que la fureur de cette guerre tombe plus sur les gens d'Eglise que nuls autres.

Eussent leurs Majestéz esté tres-aises de garder la solemnité du droit, y ont fait tout devoir; car dès lors qu'ils estoient à Blois, le Roy tres-Chrétien envoya un Gentilhomme à Rome vers nostre S. Pere, auquel il porte tout honneur & obéissance, ne sçait comme le Pape le prendra, ne quelle sera la réponse, mais desirerois qu'il n'eût de longueur au mal qui si fort nous poings. Quand la nécessité est telle qu'elle ne peut souffrir l'attente, il faut passer par dessus la solemnité, & pratiquer la rubrique *Quando licet sine iudice se vindicare*: il faut faire & exécuter, & puis rescrire, combien qu'il ne tienne au Roy, que l'ordre soit gardé. Commençons par le faict, la solemnité suivra. Se promet le Roy que le Pape & les Evêques le consentiront: la présence des Princes & Seigneurs, & de Messieurs les Cardinaux qui ont assisté à la deliberation de l'Edit, doit pour cette heure autoriser assez ladite alienation, tant pour leurs grandeurs & dignitez, que pour l'amour qu'ils ont tousjours montré & porté au bien de l'Eglise. Peut s'y adjoindre l'opinion d'un grand Prince decédé, que s'il estoit nommé, tous le consenseroient avoir esté de tres-grande estimation, & conservateur de l'Eglise, qui non seulement conseilloit, mais pressoit cet affaire, regardant que c'estoit conserver l'Eglise que faire cette vente, car il voyoit le Royaume en danger si elle ne se faisoit: & à la vérité, cette alienation se fait autant & plus pour la conservation de l'Eglise mesme, que pour l'Etat du Roy, car ce seroit folie de penser estant le Royaume perdu & ruiné, que l'Eglise qui fait partie, & est comme membre d'iceluy, peust estre conservée. Faisons comme les bons & sages Marins, qui en une grande & périlleuse tempeste jettent partie de leur marchandise pour sauver le reste, ou quelquelsois tout pour sauver leurs vies. Ces raisons vous doivent suffire, à vous qui estes amateurs du Roy, & de vostre Patrie, qui par vostre doctrine & prudence pouvez en penser d'autres meilleurs:

car à mon avis il n'est plus grande, plus fort plus sainte raison, que celle qui fait pour la conservation de l'Etat, du Roy, de la Patrie, de nos personnes & biens, &c.

Laquelle parachevée, les Advocats & Procureur general du Roy se sont mis à genoux, & mondit sieur le Chancelier les a fait lever, & demeurans les selles noies, Maître Baptiste du Mesnil Advocat dudit Seigneur a dit: Sieur le sujet de vos Lettres patentes, qui presentement ont esté leues, est de tel poids & importance, qu'il a semblé à vostre Majesté devoir estre traité, entendu & publié en vostre Parlement, les Chambres d'iceluy assemblées, vous, Sieur, present, qui en autre lieu ne pouvez mieus reconnoistre vostre Royale grandeur, ne l'obeissance de vos trahumbles sujets & serviteurs, qui s'esjouissent de votre venue comme l'on fait de la splendeur & lumiere du Soleil, après les nuées & tenebres dissipées: en présence aussi de la Roynie vostre mere, qui comme la prudente Semiramis à l'endroit de son Ninus, ou comme la vertueuse Blanche envers le Roy Louis neuvième, conduis les jeunes ans de vous qui tenez le mesme nombre de neuvième Roy de votre nom: en présence pareillement de Messieurs les Princes de vostre Sang, & gens de vostre Conseil Privé, prudens modérateurs de vos vertueuses actions. Et à la vérité tout homme de discours trouvera en ce sujet telle concurrence de raisons d'une part & d'autre, qu'il ne peult estre sans grande perplexité, ou de crainte de s'écarter des observances anciennes & generales, ou de doute de n'avoir assez de respect aux particularitez des presentes nécessitez. Et certes l'on fe pouvoir remettre devant les yeux, que ces Estats des anciennes Monarchies, & pareillement en celle de France, avoit esté toujours tenu pour regle & maxime generale, que les biens consacrez à l'Eglise, meubles, & immeubles, selon qu'ils les ont eus par diversité de temps, doivent estre reputés inviolables, & hors l'usage & commerce des hommes: tant est toutesfois que en chacune desdites Republiques & Monarchies se peut remarquer, que par temps & occasions la nécessité avoit en cet endroit, comme en tous autres, forcé & vaincu la loy, contre la volonté des Rois, Princes Monarques, & Peuples poltiques.

Cela se lit estre advenu du temps de la premiere republique du peuple Hebreu, en laquelle se trouve la prohibition de toucher aux biens dediez & consacrez aux Eglises, qui lors conditionnent quasi uniquement en meubles, lors quelques habitations des Hébreux ou accordées aux Levites, ordonnez pour le ministère de l'Eglise, comme il est écrit au Levitique chap. 25. Ce neanmoins se trouve que David en la nécessité print les pains d'oposition ou proposition, & outre ce les armes qui luy faisoient besoin.

En la Republique des Grecs & autres peuples Ethniques, non ayant la connoissance de Dieu, se trouvent des Temples des Dieux qu'ils adoroient & revereient, avoir esté enrichis de grands meubles précieux, ausquels sur la vie & honneur il estoit défendu de toucher: cela est témoigné par le blasme universel de la memoire de Dunt Syracusain pour son avarice en la spoliation des Temples, & par semblable damnation du fait de Pleminius Lieutenant de Scipion, au ravissement du tresor du Temple de Locres; au contraire de la loüange & commemoration du devoir

devoir du Senat de Rome, qui en fit faire restitution, comme aussi des choses enlevées & transportées seulement de temple en autres par Flavius Flaccus. En semblable seroit été grandement recommandée la declaration de Massinisse Roi de Numidie, auquel on fit présent des meubles enlevés du Temple de Melite, lesquels il fit rendre, avec marque & note qu'il les avoit reçus par ignorance, & volontairement restitués; & est advenu que les peuples deposeroient comme en asyle & lieu de secreté leurs trésors aux Temples recommandés de quelque religion & sanctimonie, pour en estre asileurs contre les larrons & pilliers: & mesmes en leurs loix politiques, faisant difference & distinction des choses, ont mis hors le commerce des hommes les choses dédiées & consacrées aux Eglises, lesquelles ils ont appellé sacrées, saintes, ou religieuses. Si est-ce que ce siecle, quoy que en iceluy la plus grande force & richesse du monde se soit manifestée, a neanmoins senty maintesfoies les extrêmes traies & égouillons de nécessité, tellement que pour la guerre entreprise & menée entre les Grecs pour le peuple Delphique, ne furent épargnés les meubles des Temples, & aussi pour la guerre des villes de Grece, appellée la Peloponnesiaque: s'unt en fut fait à Rome durant la guerre seconde Punique, pour la nécessité de laquelle le Dictateur Junius, par l'ordonnance du Senat, prit les dépouilles aprestées prises fur les ennemis, & depuis consacrées aux Temples, pour les bailler aux gens de guerre. Ce fut le temps auquel ce Senat escrivoit à deux Capitaines Romains estans en Espagne, que leurs finances ne pouvoient plus suffire à tant de longues & tant loingtaines despeses. Ceste mesme nécessité se renouvelloit durant la guerre de Sylla & Marius, en laquelle furent pris tous les ornemens des Temples, & quand tout est dit, toutes leurs richesses, qui lors consistoient seulement en meubles, ain de payer la souldie des Gardemans, & ce par le commandement de ce mesme Senat, combien que lors ne fust cherchée aucune victoire revenant au public, mais fur le public en victoire ou proye des particuliers.

Sire, depuis ce temps estant l'Eglise reglée selon l'ordonnance & paroles de Jesus-Christ, & premierement contenue des meubles, puis enrichie d'immeubles données par les Empereurs, Rois, Princes, & autres, se peuvent représenter les loix & constitutions, actes & exemples appartenans au fait qui s'offre, en deux des principales Republiques, à sçavoir, en la Romaine & en la Françoisé.

En la Romaine se trouve que durant l'Empire de Constantin l'Eglise fut en libéré d'acquiescer & vendre, à tout le moins sans aucune prohibition de ce faire. Depuis succederent Leon & Anastase, qui firent les prohibitions d'aliéner pour certains Eglises seulement. Enfin tenant Justinian l'Empire, fut faite loy generale de non aliéner, comme il se voit en ses Constitutions, Nouvelle 8. 26. & 131. ce que depuis a été fort suivy & confirmé par les Constitutions Pontificales & Canoniques: tant y a toutesfoies que toutes ces prohibitions ont receu leur limitation, declaration, & restriction par la nécessité publique, pour une famine generale ou particuliere, pour la redemption des Captifs, & semblables rencontres fortuites & forcées, ainsi que disent les Textes, commençans *Placet, San-*

cimus, Neminem: & autres sous le titre de *Sacramenti Ecclésiast.* au Code Justinian, & en la Constitution, Nouvelle 20.

Sire, en vostre Republique Françoisé, ceste loy & observation generale de non aliéner le bien de l'Eglise, a été aussi curieusement suivie que oncques elle ait esté en aucune Republique; tellement que vos predecesseurs en lieu de prendre & ôter aucune parolice du bien de l'Eglise, se sont adonnés comme par emulation, à amplifier & agrandir les biens & possession d'icelle, jusques à y eslargir leurs Domaines sacrés & inviolables, comme tesmoignent tous les comptes de leurs comptes, commençans par *Beati & salmone*, comme est verifié par les Chartres estans des Trésors des Eglises: Comme il se lit en l'Histoire du Roy Dagobert, & plus avant en celle du Roy Charles le Grand, qui entreprit la guerre d'Italie, pour la conservation du bien de l'Eglise, dont il emporta le nom de tres-Christien, comme aussi Philippe de Valois le nom de Catholique, d'avoir soutenu l'Eglise contre ses propres droits. Ont d'avantage esté soigneux de faire cesser sous leur autorité, par leurs Parlemens, Juges, & Officiers, les alienations des biens de l'Eglise, & donner ordre au mauvais mesnage des Prelats d'icelle, jusques à faire loix & ordonnances de non aliéner, couper & vendre les bois de haute fustaye. Ce que vous, Sire, dès le premier an de vostre Regne avez renouvelé par les loix & ordonnances faites en l'Assemblée de vos Etats. Tant y a, toutesfoies que comme les autres ils ont esté touchés de l'avarice des commandemens impérieux & tranculens de l'extrême nécessité, laquelle a contraint aussi bien ceste Republique que toutes autres, à faire souffrir & passer choses nouvelles, estranges, & déreglées. Et de fâict, se lit que Charles Martel ayant souffert avec la Noblesse de France l'incursion des Sarrazins, qui s'elloient jettes en ce Royaume en quantité de trois cens mille personnes, & sceux delais sur pays de Touraine, il se trouva si court de recompense envers la Noblesse, qu'il fut contraint prendre sur l'Eglise les dîmes qu'ils avoient es terres des Nobles, & les en approprier.

Du temps du Roy Philippe premier plusieurs personnes Ecclesiastiques employèrent leurs personnes & biens pour le recouvrement de la Terre Sainte, par la fusion du Pape Urbain, au Concile lors tenu en la ville de Clermont. Ce que cinquante ans après fut renouvelé par la fusion de saint Bernard, qui passa en France & Allemagne pour cet effect du regne du Roy Louis le Jeune. Après lequel neanmoins succeda Philippe Auguste, qui de son regne leva les premieres decimes sur l'Eglise, que l'on appelloit Saladinnes, parce que ce fut pour aller résister à la fureur du Saladin, jusques à la Terre Sainte. Ce mesme Roy se trouve avoir fait plusieurs dons & libéralités aux Eglises de ce Royaume, chargées toutesfoies de quelque prestation pour la nécessité de la guerre, & nourriture de son armée, souldie, & fourniture de certain nombre de personnes.

Sire, tous ces exemples vous font représenter pour rendre vos premiers traits, discours, & deportemens instruits & reglez par les actions de vos predecesseurs, vous fonder ceste intention, que comme vous estes leur successeur au Royaume, vous fesses aussi de leur vertu, ne fussiez

d'être Roy par nature ou création du corps, qui ne l'est par ennoblement de savoir & entendement, & plus particulièrement pour établir & confirmer en vostre jeune & tendre esprit, auquel on voit rejaillir les lumieres & étincelles de vos ancêtres, ce qu'il est tenu en ce regard pour règle & maxime, & comme ils le font composer en l'exception de la nécessité. Doncques, Sire, devez tenir pour assuré que le bien de l'Eglise a toujours été tenu hors du commerce des hommes, auquel on ne doit toucher qu'à grande & extrême nécessité : que plus y a d'honneur, de faveur, & de gloire de l'augmenter & conserver, que de l'accroître ou diminuer : que si la nécessité vous y contraint, ce doit être à vostre grand regret, & pour cette fois seulement : que ce ne doit point être pour en faire employ ou dépense volontaire, mais employer en ce qui importe nécessairement à la conservation de vostre Estat ; que ce doit être en devotion de bonne & ample recompense, quand Dieu aura confirmé vostre Royaume en pleine paix & tranquillité.

Ce que de nostre part connaissant de vostre intention & volonté, de celle de la Roynie, des Princes & Seigneurs de vostre Conseil, & ayant témoignage, tel que plus grand ne peut être, de la nécessité pressante & urgente, de laquelle ce Royaume est pressé & affligé, dont il vous a plu en cette Compagnie commander estre faites les déductions particulières : nous pouvons & devons en ce point office, que nous tenons sous vostre Majesté & autorité, dire & publier à tous ouverttement ce qui fut dit anciennement, Que toutes les Loix & Constitutions reçoivent une limitation pour le salut du peuple, & de la République, car c'est la première, la plus grande, & suprême Loy qui soit, & qui puisse être, & qui commande toutes les autres estre leur cours & effet. Nous disons que les Lettres patentes qui présentement ont été leuës, ne procedent de la pure & simple volonté de vous qui les avez commandées, ny de ceux qui les ont conseillées, dressées, & expédies : encore moins l'Arrest qui sur ce intervint ; mais que à tout ce que dessus la nécessité a mis la main, le feu, & impression : ce que partant excuseront vos voisins, qui en moindre occasion en ont entrepris davantage, & les doivent recevoir de bonne part tous vos bons & loyaux sujets, mesmement les personnes Ecclesiastiques, se rememorans de l'affection de leurs predecesseurs à la conservation de la Couronne de France, pour laquelle ils n'ont rien épargné, se souvenans que de droit & raison ils doivent subvention à leur Patron &

principal Fondateur, qui sont les Rois vos predecesseurs : bien recordans, que la plupart de leurs biens leur est aumoiné à cette charge : bien advertis que cette nécessité procede d'une division advenue pour cause de Religion. Et qui plus est, toute la subvention que l'on demande s'en va en dépense, pour maintenir leurs personnes & biens en liberté, repos, & sécurité : à quoy pourrnt-ils ne doivent recarder ou trefroidir d'abandonner une petite partie de leur bien, pour sauver le surplus.

Sire, après ces remontrances tres-humblement faites devant vostre Majesté, lesquelles il vous plaira recevoir en bonne part, selon vostre clemence & mansuétude, pour prendre en ce regard quelque resolution, vostre Procureur general declaire en toute reverence & humilité, conformément aux conclusions par luy baillées par écrit, qui sont devers la Cour, qu'ellans les nécessitez dont vostre Estat est pressé si avint témoignages, qu'il n'est loisible d'en douter après vostre parole, & de la Roynie vostre mere ; declaration & assurance de Messieurs vostre Chancelier, Princes & Seigneurs de vostre Conseil, tant Ecclesiastiques que autres, il ne peut empêcher, ains consent pour cette fois, & sans conséquence, qu'il soit pris du patrimoine de l'Eglise jusques à la quantité que desirez pour vostre subvention, avec tempérament pour l'exécution & fait de la vente, tel qu'il est plus amplement porté par lesdites conclusions, auxquelles pour cet effect il vous supplie tres-humblement avoir égard.

Ce fut ledit sieur Chancelier s'est levé de sa chaire, & après les reverences deuës faites, a parlé au Roy seul, puis à la Roynie & Monseigneur ensemble : après à Messieurs les Princes du Sang ; Pairs & Seigneurs, sans es hauts sieges à la dextre. Puis repassant devant le Roy, rebaissant lesdites reverences, est allé parler au Conseil à Messieurs les Cardinal de Guise & Eveque de Noyon, ellans à la fenestre. Descendo est allé au Conseil avec Messieurs les Presidents de ladite Cour ensemble : puis avec Messieurs les Evesques de Mande & sieur de Gonnor, Conseillers du Privé Conseil, l'Alemand President de Roën, & de Bezaune Maître des Requestes de l'Hôtel, ensemble. Ce fait est remoné parler au Roy, & luy rapporter les opinions par luy enquis. Après descendo & rathis a prononcé : Le Roy seant en son Parlement, ordonne que sur le reply des Lettres patentes presentement leuës sera mis, *Letta, publicata, & registrata, audito & consentiente Procuratore generali Regis.*



CHAPITRE XL

DE L'ALIENATION DES BIENS
immeubles appartenans aux Eglises de France.*Capitul. Karoli Magni, lib. 1. c. 83.*

QUia juxta sanctorum Patrum traditionem, novimus res Ecclesie vota esse fidelum, pretis peccatorum, & patrimonii pauperum, cuique non solum habita conservare, verum etiam multa, Deo opulante, conferre optamus. Tamen ut ab Ecclesiasticis de non dividendis rebus illius suspicionem dudum

concepsum penitus amoveremus, statuimus ut neque nostris, neque filiorum, & Deo disponente successorum nostrorum temporibus, qui nostram vel progenitorum nostrorum voluntatem, vel exemplum imitari voluerint, ullam penitus divisionem aut jacturam patiantur.

An livre des loix d'Escoffe, intitulé, Regiam Majestatem lib. 1. cap. 25. Notandum est quod nec Episcopi nec Abbates possunt de servitiis aliquam partem decimæ ad remanentiam sui offerre

Et confirmatione domini Regis, quia ex tunc Raynolds fuit de alienatione domini Regis & successorum suorum. V. anli. Statuta II. Roberti I. Reg. Scotie, cap. 1. §. 4. in incipite littere.

Ex Synodo Sarffonensi II. apud S. Medardum, sub Karolo Calvo, anno 853.

Can. XIII. Quod à quibuscumque conservabatur; Prædictum est generaliter ab omnibus custo-

diendum, ne ullæ res Ecclesiasticæ absque Regis consensu commutentur.

Ex Capitulis à Domino Karolo Rege in eadem Synodo Sarffonensi propofuit.

Cap. XII. Ut Missi nostri omnibus per illorum missumque denunciarent, ne commutationes rerum vel mancipiorum quilibet Prelatus eorumdem rerum Ecclesiasticarum, sine licentia & consensu nostro facere præsumat, neque mancipia,

Ecclesiastica quisquam nisi ad libertatem commutet; videlicet ut mancipia, quæ pro Ecclesiastico dabantur, in Ecclesiæ servitute permanerent, & Ecclesiasticus homo, qui commutatus fuerit, perpetua libertate frueretur.

Bulle du Pape Gregoire XIII. portant delegation à aucuns Prelats François, pour proceder à l'alienation de cinquante mille écus de rente du bien temporel des Ecclesiastiques du Royaume de France. 1576.

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Carolo sancti Chryfologi, Borbonio, & Ludovico S. Thomæ in Parione, titulum de Guyfia Presbyteris, ac Ludovico sanctæ Lucie in Silice, Diacono Eilen. nuncupati Cardinalibus, necnon venerabilibus Fratribus nostris Antonio Mariæ sancti Pauli, nostro in Regno Galliarum Nuncio, ac Parisiensi Episcopo, necnon dilectis filiis Florentino Regiarum Curiosens. & Bono Broë sanctæ Capellæ Regalis nuncupate Parisiens. Ecclesiarum Canonici, salutem & Apostolicam benedictionem.

Qui proxime in Gallia motus excitus fuerint, quæ externa & interna armorum dissidiorumque pericula indycte nationi illi impendirent, quibus molestias, calamitates, invasionibus crudelissimas in Christo filius noster Henricus Francorum Rex Christianissimus obnoxius fuerit, adeo clarum certumque ad omnium aures allatum est, ut à nobis commemorari, quod sine summo dolore facere non possemus, necesse non sit. Ipse quidem Rex tot undique difficultatibus & angustis circumseptus, quæ est pietate, clementia & animi modera-

tione, nihil majori curæ habuit, quam ut populos suos tam diuturnis damnis, & afflictionibus liberaret; sperans scilicet Dei benignitate aliquando futurum, ut ipse meliori & saniori eorum qui nunc aberrant obsequio usus, consilia sua ad Dei gloriam, ac perpetuam Regni pacem & tranquillitatem dirigere, & ad effectum perducere possit.

At quoniam ob ingentes perpetuoque superiorum temporum sumptus, sicut Regius supra quàm dici potest exhaustus est, nec in promptu est facultas pecunie comparandæ, quæ nunc opus est, ad subveniendum maximis, urgentibusque ipsius necessitatibus, nisi universi Regni opes concurrant; cumque Rex, post exactum, quantum maximam posuit, à secularibus Regni, & ex vestigalibus suis pecuniam, humiliter nobis supplicari fecit, ut opportunum etiam aliquod ex redditibus bonisque Ecclesiasticis illius Regni subsidium concedere vellemus; Nos, etsi nihil opatius graviorque esset nobis, quàm Ecclesiæ, Ecclesiasticisque sublevare, ne dum novis oneribus gravare, præferim Galliarum Clerum, qui

rimis sæpè jam intra paucos annos gravatus fuit tamen animo revolvens hanc necessariam temporis, quo inter alia gravissima mala arque incommoda, cuncta isthic rapini incendique ab externis rationibus, quæ Ecclesiis Ecclesiasticisque præcipuè sunt infesta, miscetur, carissimè hinc nostris precibus deesse non posuimus.

Habita igitur cum venerabilibus Fratribus nostris deliberatione matura, deque eorum assensu, & Apostolicæ potestatis plenitudine, vestra eximia integritate, fide, diligentisque consilio, vobis per Apostolicam scripta mandamus, ut post diligentem reddituum, bonorumque ac status præsentis omnium Ecclesiarum inquisitionem, per vos vel alios idoneos ad id delectos viros faciendam, aqua portione & rata, singulis justæ verum earum valorum assignatis, quid cuique ipsarum minore jactura & incommodo detrahi possit, re diligenter cognita, statuant: super quo conscientias vestras oremus. Quibus potestatis, vobis permittimus, plenamque & liberam facultatem, mandamus, & auctoritatem tribuimus, ut, etiam nullius consensu requisito, ac iniuriis & contradicentibus possessoribus, de omni & quacunque proprietate ac dominio Ecclesiarum Cathedralium etiam Metropolitaniarum, Primatialium, oecumenicalium, Prioratuum Dignitatum, etiam Conventualium, majorum, & principalium administrationum, & officiorum, ceterorumque beneficiorum Ecclesiasticorum, secularium, ac sancti Benedicti, sancti Augustini, Cluniacensis, Cisterciensis, Præmonstratensis, Grandimontensis, Fontisebraudi, & quorumcunque aliorum Ordinum regularium, necnon Capitularum, Conventuum, & locorum omnium in Regno Franciæ, & dominiis eidem Regi ultra montes subjectis, consistentium, eorumque Mensurarum & annexorum, non tamen Mendicantium, & pauperum utriusque sexus, nec Hospitalis sancti Joannis Hierosolymitani, ac exceptis etiam omnibus parochialibus Ecclesiis, quæ trecentarum librarum, simplicibusque beneficiis, quæ eorum librarum valorem annuum non excedunt; tot bona mobilia, ad summam annui redditus quinquaginta millia aureorum, cujuscumque qualitatis & nature, necnon census, fructus, redditus & jura, etiam bona feudalia sine jurisdictionem annexam habentia, dummodo non sint primaria feuda, aut principales domus beneficiorum, vel oppida moribus cincta, vel loco insignia, ita ut omnia membra Ecclesiarum, quæ præsentibus Litteris comprehenduntur, suum opus æquè sustineant, ratione semper habita eorum, quæ minus incommodi seu damni sui allatura, & prorata taxatio & adequatio justa, quantum poterit, uniuscujusque particularis Ecclesiæ & loci, ejusque membrorum & annexorum pro modo facultatum fiat, antequam ad alienationem dictorum feudorum deveniatur, si ipsi Ecclesiis, Monasteriis, dignitatibus, officiis, beneficiis, mensis, Capitulis, Conventibus, Ordinibus, & locis, eorumque proprietatibus, & juribus, ita ut etiam quoad reliqua bona non feudalia, minus commoda, minusque Ecclesiis utilis ad id designantur; quorumque alienatio dignitatem Ecclesiis, Monasteriis, beneficiis, Ordinibus, & locis, non imminuat, perpetuò dismembrare ac separare, & sic dismembrata, divi-

sa, & à reliquo corpore sejuncta, quibuscumque meliorem offerentibus conditionem Catholicis tamen, nec minori pretio, de his quæ fructuosa non fuerint, quam ad rationem viginti quatuor denariorum pro singulo denario, vendere, & titulo venditionis transferre, ita quod omnes emptores prædicti, eorumque successores illa tanquam propria, propria, paterna, & avita possidere, & de illis aliorumque fructibus libere disponere possint, precium verò ex hujusmodi venditionibus proveniens, Henrico Regi dictarum necessitatum causa, tradere, ceteraque omnia necessaria & opportuna facere & exequi, visetque vestras, sive in toto, sive in parte, aliis delegare, liberè & libere valeatis: etiam talia forent, quæ mandatum exigent magis speciale quam præsentibus est expressum.

Notobstantibus Apostolicis, ac in Conciliis generalibus vel specialibus editis, necnon Symmachi, & Pauli III. aliorumque Romanorum Pontificum prædecessorum nostrorum, de rebus Ecclesiæ non alienandis, & alienis ad jus & proprietatem revocandis, aliisque constitutionibus & ordinationibus, necnon Ecclesiarum, Monasteriorum, Conventuum, & Ordinum prædictorum juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, exemptionibus & indulgiis Apostolicis, eidem ac ipsorum superioribus & personis, per quoscunque Romanos Pontifices prædecessores nostros, ac nos, & Sedem Apostolicam, etiam motu proprio & ex certa scientia, deque simili Apostolicæ potestatis plenitudine, & aliis sub quibuscumque tenoribus & formis, ac cum quibuscumque, etiam derogatoriis derogatoriis, aliisque efficacioribus efficacissimis & insolitis clausulis, ac decretis quibuscumque concessis, confirmatis & innovatis, ac quibuscumque aliis indulgiis, ac Litteris Apostolicis generalibus vel specialibus quorumcunque tenoribus existentibus, per quæ præsentibus non expressa vel non inserta, effectus earum impediri valeat quomodolibet, vel differri, & de quibus totisque ipsorum tenoribus, de verbo ad verbum habenda sint nostris Litteris memò specialibus, quæ omnia nolumus cuicumque in aliquo suffragari.

Si verò quisquam vestrum legitimo decens impedimento, prædictorum executioni minime poterit interesse, res ex vobis eadem nihilominus exequatur. Noli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum mandatorum, orationum, permissionis, tributionis, voluntatis, infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc audente præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus, se oporteret incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo septuagesimo sexto, quindécimo Kal. Augusti. Pontificatus nostri anno quinto. *Signatum, CÆS. GLOTTARIVS, Lenti, publicis, & registres, vray sur et le Procureur general du Roy, sans approuver la clausure soussu Clerici, jusques à la concurrence de cinquante mille sçels, & non plus avant, & aux charges contenues par le registre. Fait à Paris en Parlement le septième jour de Septembre l'an mil cinq cens soixante sixte. Signé, LE PRÉVOY.*

Arrest de la Cour de Parlement sur la verification d'une Bulle du Pape Gregoire XIII. portant permission d'aliener cinquante mille ecus de rente des biens de l'Eglise. 1576.

III. **C**E jour la Cour, les grand'Chambre & Tournelle assemblees, ayant deliberé sur la verification de la bulle envoyée par nostre saint Pere le Pape, contenant permission d'aliener cinquante mille ecus de rente des biens de l'Eglise : & Lettres patentes du Roy, par lesquelles est mandé de proceder à la publication de ladite bulle, & que ladite publication, avec celle de l'Edit de l'alienation des deux cens mille livres de rente faite par le Roy, ne serviroient que pour une. Apres avoir entendu le rapport d'aucuns des Presidents & Conseillers de ladite Cour, de ce que le jour precedent le Roy leur avoit dit & commandé faire entendre à icelle Cour, qu'il estoit necessaire publier ladite bulle, pour les urgences & necessitez de son Estat : & mesme que pour le present il n'y avoit aucun autre moyen de payer les Restes qui estoient venus pour son service, & les faire sortir hors de ce Royaume, dedans lequel ils estoient encores, gallant & destruisant le pays, & exerçant grandes cruautés & inhumanitez sur ses pauvres sujets : veuës les conclusions du Procureur general du Roy, & les remonstrances des Syndics generaux & deputes du Clergé de France.

A ordonné que ledites Bulles & Lettres seroient publiées & registrées par les tres-expres commandement du Roy, & pour les urgences & necessitez de son Estat, sans approbation toutesfoies de la permission d'aliener, *intra & extra diocesis Clericis*, portée par ladite bulle : ne que par icelle soit fait aucun prejudice à la liberte de l'Eglise Gallicane : & outre, aux charges & modifications qui ensuivent.

Et premierement, que ledit Edit d'alienation de deux cens mille livres de rente de biens d'Eglise, donné à Paris au mois de Juin mil cinq cens soixante seize, leu & publié par le Roy le dix-septieme Juillet ensuivant, n'aura aucun effet, ains sera tenué la publication dudit Edit pour non faite, & que la vente qui se fera desdits biens, n'excedera la somme de cinquante mil ecus de rente contenuë en icelle bulle : à la charge aussi que les deniers extraordinaires levez sur ledit Clergé depuis le mois d'Octobre mil cinq cens soixante quinze, en vertu des Lettres patentes du Roy sur ce expedies audit mois, attendant la permission de nostre saint Pere de pouvoir aliener les biens de l'Eglise, soient deduits & rabatuz sur les taxes de ladite alienation aux Beneficiers, qui auroient payé la taxe du million ordonné estre sur eux levé en vertu desdites Lettres : & que les deniers desdites ventes seront levez sans aucun fraiz, sinon à la proportion & concurrence des estats & gages des autres levez de deniers qui se font sur ledit Clergé, par forme de subvention, pour le payement des rentes de l'Hôtel de ville de Paris : & sans que ledits deniers soient ou puissent estre employez à autre payement, sequits, ou affaires que pour ce à quoy ils sont destinez par ladite bulle, sur peine de les rendre au quadruple.

Tome I. Partie IV.

ple, tant sur les Receveurs generaux & particuliers des deniers provenus desdites alienations, que sur les autres parties prenantes.

Et pour éviter que plus grandes sommes de deniers ne soient levees par le moyen desdites Lettres, qu'il n'est porté par ladite bulle, a esté ordonné, que les copies collationnées à l'original, signées, des taxes & cotisations generales & particulieres, qui seront faites suivant ladite bulle, seront apportées par le Syndic du Clergé à ladite Cour, pour y avoir recours quand & par qui il sera ordonné par ladite Cour ; que nul ne sera receu à encherir & acquerir desdits biens, s'il n'est de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, selon qu'il est porté par ladite bulle.

Et outre, ayant égard aux remonstrances desdits Syndics generaux & deputes dudit Clergé, touchant le pauvre & calamiteux estat auquel est à present reduit iceluy Clergé, tant par les heresies & diverfes sectes, qui pullulent de jour en jour en ce Royaume, que par les grandes immenses & excessives ventes & levees de deniers faites à plusieurs & diverfes fois sur ledit Clergé depuis quinze ans, & pour les pertes & ravillemens de leurs precieus meubles, reliquaires, ornemens, livres, brustemens de leurs Eglises, maisons, chartres, lettres, & titres que ledits deputes ont remonstré avoir en la plupart du Royaume abolis & fait du tout perdre la memoire du divin service, des saintes fondations faites es Eglises, des aumônes, & autres œuvres charitables ; tellement que si l'on continuoit à faire ledites ventes, impositions, & levees, seroit à craindre de voir en bref en ce Royaume une totale destruction & ruine de l'Estat Ecclesiastique, sans lequel les autres Estats ne peuvent longuement subsister.

Outre le prejudice & interest notoire que telles alienations & impositions apportent au ministere & exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, joint qu'icelles alienations sont aussi notable prejudice aux rentes dueës par le Clergé à l'Hôtel de ville, en l'acquit & décharge du Roy & de son domaine, & aux droits d'hypothèque acquis sur ledits biens de l'Eglise, pour l'acquit & payement desdites rentes, & que par ce qui a esté vendu & aliéné, & levé par le passé, le pauvre peuple n'en a esté en rien soulagé, la necessité des affaires du Roy en rien diminuée, ne l'estat de ses finances secouru. Pour ces considerations, & pour la conservation du surplus qui reste dudit temporel de l'Eglise, a esté arresté que désormais ne sera faite aucune alienation desdits biens, & ne sera procedé par ladite Cour à la publication d'aucunes Lettres, Edicts, Bulles, ny permissions d'alienation dudit temporel de l'Eglise, pour quelques causes & necessitez qui se proposent : & que de tout ce que dessus seront faites au premier jour remonstrances bien amples & vertueuses audit Seigneur, pour la manutention dudit estat Ecclesiastique, soulagement dudit Clergé, comme

Si

appartenant à l'honneur de Dieu, grandeur & splendeur de son Royaume, à l'imitation des fous Roys ses predeceffeurs, lesquels ont tousjours prospéré tant qu'ils ont mismeu & soula-

gé ledit estat Ecclesiastique. Fait en Parlement le septième jour de Septembre l'an 1576. Ainsi signé, DU TILLAY.

Autre Arrest de la Cour de Parlement de Bourdeaux. 1577.

IV. **L**A Cour ayant délibéré sur la verification de la bulle envoyée par nostre saint Pere le Pape, contenant permission d'aliener cinquante mil escus d'or de rente des biens de l'Eglise, & Lettres patentes du Roy, par lesquelles est mandé proceder à la publication de ladite bulle, & que ladite publication avec celle de l'Edit d'alienation de deux cens mille livres de rente faite par le Roy, ne serviroit que pour une : veuë l'opposition du Clergé, & la requête par iceluy présentée aujourd'huy, tendant aux fins d'ordonner que le Receveur des deniers qui proviendront de ladite alienation, prendra les espèces d'or & d'argent au prix que se trouvent avoir cours communément au present pays & Duché de Guyenne; & ordonné & ordonne, ouy & requérant le Procureur general du Roy, & pour la nécessité des affaires & Estat dudit Seigneur, que lesdits Bulles & Lettres patentes seront lues, publiées, & enregistrées, sans approbation toutesfois de la permission d'aliener *inter & contra dictum Clericis*, ne prejudicant à la liberté de l'Eglise Gallicane, & outre à la charge & modifications qui s'ensuivent.

Premierement, que l'Edit d'alienation de deux cens mille livres de rente dudit temporel, donné à Paris au mois de Juin 1576. & les deniers extraordinaires levez sur ledit Clergé en vertu des Lettres patentes du mois d'Octobre 1575. ascendans ladite bulle, seront compris en icelle; si que les tout compris, ne se pourra aliener du temporel que la somme de cinquante mil escus, & les benefices qui auront aliéné par vertu des fudits Edicts, ou payé les taxes du million sur eux imposé, ne pourront estre contrains aliener ou payer en vertu de ladite Bulle & Lettres patentes; & de ce qui restera à lever ou payer, les deniers en seront receus sans autres frais & salaires que les attribuez aux Receveurs des decimes & subventions accordées au Roy par les deputés dudit Clergé, & seront les espèces d'or ou d'argent par lesdits Receveurs receuës comme elles se trouveront avoir cours communément au present Royaume, ascendans la nécessité du temps; & en cas desdits Receveurs, ladite Cour permet aux aichepteurs & Beneficiers configner les sommes entre les mains de marchands solvables, & ladite configuration faite, lesdits aichepteurs & Beneficiers en demeureront quittes.

Et afin que plus grande somme dudit temporel de cinquante mil escus ne soit vendue, ladite Cour ordonne, que les copies collationnées à l'original des taxes & cotisations generales & particulieres des Dioceses & Eveches du ressort de ladite Cour, seront mises par devers le Greffier d'icelle par les Receveurs generaux & particuliers desdits deniers, pour y avoir recours quand le cas y elevera; & ne pourront les deniers qui seront levez par vertu de ladite bulle, estre tournez & convertis à autres affaires que

les mentionnez en icelle bulle, sur peine du quadruple, tant sur les Receveurs desdits deniers, que sur les parties qui en auront demandé les dons, & poursuivry les assignations. Et declare la Cour, qu'en faisant lesdites alienations nul n'y fera receu à encherir, s'il n'est de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & où aucun Catholique accommoderoit son nom à aucun de la Religion prétendue reformée, qui par ce moyen frauduleusement seroit fin possesseur du bien de l'Eglise. ladite Cour declare lesdits biens devoir retourner *ipsis factis* à l'Eglise, de laquelle ils ont esté achetez, ou seront, & les deniers déboursez estre acquis & appartenir au Roy; & celui qui aura presté son nom, tenu envers ledit Seigneur en la somme de mille livres, ou outre plus grande si faire doit; si que à suite de la pouvoir payer, sera contre luy procedé extraordinairement, & par toutes autres voyes deus & raisonnables.

Aussi en ayant encores égard à l'opposition du Clergé, ladite Cour ordonne, qu'en vertu de ladite bulle aucun benefice ne sera taxé ayant charge d'ames, & Cure de quelque valeur qu'il soit, s'il n'y a du temporel, outre toutefois que les logis & jardins y adjacents; & où il y en auroit, icelle Cour declare que ordant par le titulaire ledit temporel, & icelle cession faisant signifier au Receveur, ou à ses commis sur les lieux, sera tenu quinte de ladite cotisation, & déchargé de ladite taxe.

Et pareillement ladite Cour declare, qu'il ne sera pour le present vendu sur le Diocèse de Bourdelois, que jusques à la somme de vingt-deux mille livres, jouste & suivant ce qu'il auroit esté taxé par l'alienation de pareille somme de cinquante mil escus l'an 1569. & pour le surplus faisant la somme de quarante-deux mille livres, & partant de la pretendue surtaxe, iceluy Clergé se pourvoira dedans trois mois pour tous delais pardevant le Roy, ou autre qu'il verra estre à faire; autrement & ledit temps passé, ladite taxe de quarante-deux mille livres sortira son plein & entier effet.

Et neantmoins icelle Cour deuëment informée, que par les grandes ruines, brullemens, & demolitions des Eglises & lieux sacrez du present pays & Duché de Guyenne, le service divin est en plusieurs endroits aneanty, & presques eileint & aboly, & l'estat Ecclesiastique appauvry par les ventes precedentes, & immenses subventions sur icelles levées, & est l'Eglise privée par les troubles passés de ses saintes reliques & precieus reliquaires, meubles, livres, chartes, titres, & ornemens, & que aussi le peuple n'est en rien soulagé, & les affaires du Roy & les Estats secourus, icelle Cour supplie le Roy de vouloir conserver l'estat Ecclesiastique en son estat & biens, afin que Dieu y soit loué & servy plus dignement, & en l'ancienne splendeur, les Eglises & edifices sacrez, & autres baulimens recediez, les ornemens remis à les saintes

reliques en plusieurs lieux sauvées des mains des ennemis, dérobées de leurs précieux & riches reliquaires, soient remises en autres de même prix & valeur : les Pasteurs de l'Eglise sustentent, & les œuvres Chrétiennes & de charité exercées : les sujets du Roy instruits en la foy de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, par ses

doctes, de bonne vie, & bieu verbez es Lettres
sainctes, encreus aux Escoles du revenu &
temporel de l'Eglise, qui prièrent Dieu pour la
prosperité & santé, & accroissement de son Estat,
& sujets de la Couronne. Prononcé à Bordeaux
en Parlement le vingtième jour de Mars 1577.
Ainsi fini. DE PONTAC.

Anno Dom. 777. Gualterius Abbas Lorschensis mox ad
Regem (Carolus Magnus fuit) adgressus confusus & abster-
sus, quatuor & licet abbas de Monasterio licet impudens pro
eterna reuerenda pauperum indigentia preceperit. Que sedulo in
notum patrem, rem darent admodum, in pauperum pro abster-
sus diffundebatur. Influebant hic accepto mox tempore. Reuer-
sus Praetor, qui rebus carum & pro Gualterio hic creditus
solus abstergeret. Mater fuit, innotuit admodum, pro Prae-
toris, deus & praetor, mater fuit, clare pueri, sub Prae-
toris fuit Regis non creditus, non praetor, itaque in notum
eterna, de rebus Monasterio diffundit. Tanta mox re Religiosa
era, innotuit admodum, innotuit Regem reuerentia. Circa
Lorschensis edicam & M. Froben. pag. 61.

[illegible][illegible]

Lettres patentes, & Arrest sur la Bulle du Pape, contenant permission accordée au Clergé de France, à l'instance du Roy, d'aliéner du bien temporel des Ecclesiastiques de son Royaume, pour subvenir à partie des frais de la guerre.
1586.

V. HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne, à nos amez & feux Conſeillers les gens tenants noſtre Cour de Parlement à Paris, Salut. Nous vous mandons & ordonnons par ces preſentes ſignées de noſtre main, faire lire, publier, & enregistrer, tous autres ſuſcrites ceſſans & poſtſopſez, la bulle qui nous a eſtée envoyée par noſtre ſainct Pere le Pape Sixte V. le preſent eſcy, ay attachée ſous le conſeſtreſ de noſtre Chancellerie, adreſſée à nos tres-chers oncle & couſin les Cardinaux de Borſeau & de Guſſy, & autres y nommez, pour le faict de la vente & alienation du patrimoine & revenu temporel du Clergé de noſtre Royaume, mentionnée en ladite bulle, d'autant que les deniers qui proviendront de ladite alienation doivent eſtre employez à l'exaltation de la gloire de Dieu & de ſon Eſgliche. Et ainſi qu'il y font continuent ſuſcitant, comme la ſeſcelle de nos ſuſci-

res le requiert, nous enjoignons à nos Advocats & Procureurs généraux en sollicitude Coor, derequerer & poursuivre ladite publication, à ce que l'exécution de ladite bulle ou soit succinctement différée: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vingt-deuxième jour de Février, l'an de grace mil cinq cens quatre-vingts & six, & de nostre Regnele douzième. *Ainsi signé*, HENRY. *Et plust hat*, Par le Roy estant en son Conseil, DE NEUVILLE. *Et scellées sur simple queue en cire jaune. Et est signé sur scellés, Leuëz, publiées, & registrées, ouy & requérant le Procureur general du Roy, pour l'alienation des cinquante mil écus de rente mentionnez en la bulle: & pour le surplus formes simples très-humbles remontrances audit sieur Roy. A Paris en Parlement le vingt-septième jour de Mars l'an mil cinq cens quatre-vingts six. Signé*, DU TILLET.

Opposition du Clergé de France à la vérification de la Bulle de cent mil écus. 1586.

A Noffigneurs de Parlement.

VI. SUPPLIE humblement l'Eglise Gallicane & Clergé de ce Royaume, & remontre à vous Noffigneurs, que comme ainsi soit qu'à vous appartienne, comme à la Cour souveraine de cedit Royaume, la conservation & manutention de cet Estat, par les voyes de la Justice ordinaire, qu'entre autres Estats celui du Clergé tiennet le premier lieu pour l'honneur & reverence de Dieu, daquel Estat y a plusieurs personnes de toutes qualitez, & de toutes sortes de maisons, tant illustres que mediocres & petites : & entre icelles un grand nombre qui vacquent incessamment au service de Dieu, & manutention de son honneur & gloire, par la celebration du divin service, & administration des saints Sacramens, lecture & interpretation des saints livres, & predication de bonne doctrine, qui n'a moyen de se maintenir que par l'ancien patrimoine de l'Eglise, fondations & dotalions, acquisitions & menagemens par eux faits, lequel bien & patrimoine Ecclesiastique estant tollu & osté, l'on ne peut espérer que la manifeste ruine dudit Estat Ecclesiastique, & consequemment de la meilleure partie des bonnes familles de cedit Royaume, qui seront grandement interressées, & infinis pauvres gens qui vivent sous eux, & qui attireroit après soy l'entiere ruine de tous les autres Estats.

Ce que bien considéré par vos prudences, vous & vos predecesseurs auriez toujours maintenu & conservé le domaine Ecclesiastique, comme chose sacrée à Dieu, & un bien inviolable, inalienable, lié & annexé au maintien de cet Estat & Couronne. De manière que quand il s'est présenté quelques alienations excessives, & que l'on a voulu abuser de l'autorité de nostre saint Pere, pour vendre sans le consentement des Ecclesiastiques, vous auriez par vos Arrests mesme par vostre Arrest du septième Septembre mil cinq cens soixante & seize, expressement voulu que telles alienations ne fussent faites *inviis Clericis*, mais du consentement dudit Clergé : Et pour les considerations susdites, & conservation du surplus qui reste au temporel de l'Eglise, vous auriez par le mesme Arrest arresté, que dorénavant ne seroit faite aucune alienation desdits biens, & ne seroit procédé par ladite Cour à la publication d'aucunes Lettres, Edicts, Bulles, ny permission d'alienation dudit temporel, pour quelques causes & necessitez qui se puissent proposer.

Toutefois le Roy ayant nagueres requis & interpellé en toute instance le secours dudit Clergé, auroit enfin iceluy Clergé, après plusieurs remontrances, accordé & consenty fournir pour les frais de la guerre esmeulz, sur l'exécution de son Edict du mois de Juillet dernier, jusques à la somme de douze cens mille écus ; à sçavoir, un million d'or ou environ venant clair, & deux cens mille écus pour les frais de la levée, & d'intérêt de l'avance, & surres : & de ce en votre ledit Clergé fut & passé contract avec des

particuliers, pour fournir autres avances requises par sa Majesté, laquelle auroit jugé & déclaré estre un grand & notable secours qu'elle recevoit de fondit Clergé, & dont elle seroit contentée, & l'en auroit remercié. Et suivant ledit contract & accord fait sous le bon plaisir de sa Sainteté, en la forme & maniere accoustumée, auroit ladite Majesté fait vérifier ledit contract pardevant vous Noffigneurs, & envoyé à ladite sainteté pour approuver ledit secours accordé par ledit Clergé.

Mais au lieu dudit secours dudit million d'or, & deux cens mille écus pour les frais & intérêts, comme dit est, qui ne pouvoit excéder alienation de cinquante mille écus de rente ; ladite Sainteté mal informée, sous un donné à entendre que ledit Clergé auroit accordé s'estendre plus avant, en cote qu'il apparut du contraire par acte dudit secours accordé par iceluy Clergé, traité & accord subsist, auroit ladite Sainteté par surprise fait expédier une bulle portant autorisation d'aliéner deux fois autant que ledit secours ; à sçavoir, jusques à cent mille écus de rente, revenant à deux millions quatre cens mille écus : somme si estrange & excessive, que si elle estoit levée sur ledit Clergé, par la vente & alienation de leur bien ou autrement, il ne leur resteroit plus aucun moyen de vivre, & faudroit qu'ils abandonnassent leurs Eglises & profession, à la grande confusion de cet Ordre Ecclesiastique, & anéantissement du service de Dieu ; & encores ils ne croyent pas qu'il fust possible de lever cette somme, laquelle se levait s'en ensuivroit la desolation de la ville de Paris, & surres de ce Royaume, ensemble de beaucoup de maisons & familles qui y ont intérêt, & lesquelles sont soustenues du bien dudit Clergé : & laquelle bulle auroit esté obtenue par surprise, & sans le secour, adveu, & consentement desdits supplians.

Ces choses considérées, Noffigneurs, vous supplient & requierent lesdits du Clergé, qu'il vous plaise en premier lieu ordonner qu'ils aient communication de ladite bulle, si tant est qu'elle vous soit présentée ; & cependant qu'ils auront acte de leurs remontrances susdites, & de l'opposition qu'ils entendent former, comme de fait ils s'opposent à la vérification, publication, registration, & exécution d'icelle, protestent de nullité de tout ce qui se fera contre leur consentement porté par ledit contract, venié en vostre dite Cour, & au prejudice des susdits Arrests intervenus sur cas semblables ; & encores protestent de cessation de tous payemens, & mesme du secours nagueres accordé, & toutes autres natures de dettes, & de maintenir & garder leurs possessions par toutes voyes de droit, à l'encontre de tous usurpateurs & acquerisseurs de leurs biens, outre leur accord & consentement : & où ils le voudroient aider des acquisitions qu'ils auroient faites au prejudice de ce que dessus, d'y estre reintegrez & remis en temps & lieu, ainsi que de raison : & vous ferez bien & justice. Et

au bas est escrie, Par ordonnance de Nostreigneurs les Cardinaux, Archevesques, Evêques, & autres Ecclesiastiques assemblez par permission du Roy en l'Abbaye de S. Germain des Pres les

Paris representans le general du Clergé de France. Signé, GORANI, & BORNET.

Soit monstré. Fait le troisieme Mars 1586.

Imprimée dans la Biblioth. du Droit François de L. Bodet.

Remonstrance de Monsieur de Noyou à Nostreigneurs de la Cour de Parlement, sur la Bulle de l'alienation du bien de l'Eglise. 1586.

VII. **M**ESSIEURS, nous ne pensons icy venir en jugement contradictoire pour plaider une cause, n'eussions point avoir de partie: & ce que nous voyons Messieurs les gens du Roy dedans l'autre barreau, nous esperons que c'est plustost pour nous ayder & prendre nostre defense en main, que pour nous estre contraires: cela a esté cause que nous n'avons point amené d'Advocats, qui sont exercitantes in hac palatia, & sommes venus in simplicitate & mansuetudine nous mesmes rendre compte à la Cour de ce qu'elle desire sçavoir de nous.

Nous ne doutons point que les yeux d'un chacun ne soient jetez sur nous, & sur cette action nostre, en attendant l'issue, & nous pouvons dire qu'elle est si nouvelle en ce Royaume, qui par dessus les autres a eu le nom de tres-Christien, qu'il n'en fut jamais ny veu, ny leu une pareille. C'est une des merveilles de nostre temps, & un des grands signes & arguments de l'ire de Dieu contre nostre Estat, & tout le Royaume, de voir que cette Eglise, *quendam Domina Gentium, & Principi Provinciarum*, tant honorée, respectée, & reverée par nos Roys, Princes & Seigneurs, & toutes sortes de personnes, je ne dis pas *facta sit sub tribu*: il y a tantost loizante & dix ans qu'elle y est: *min quid sit ad subsellia iudicum deprecatura extremam calamitatem*. Si Messieurs les Gens du Roy estoient nos parties adverses, s'ajouillerois *enemi amici ejus spreverunt eam, & facti sunt ei inimici*. Je laisse à la prudence de la Cour de considerer combien cela se trouve escript en ses Registres, Chroniques, & Histoires, sera honorable à la memoire de nostre siecle.

Pour nostre regard, nous eussions bien désiré n'estre contraincs d'en venir si avant, & esperions que nostre simple declaration, que le Clergé ne pouvoit ny vouloir consentir à cette alienation de patrimoine de l'Eglise, qu'on vouloit faire autoriser par la Cour, y versant & publiant certaine bulle qu'avions entendu avoir esté obtenué de nostre saint Pere pour cet effet: & nostre opposition à ladite verification & publication suffiroit pour en empêcher le cours, puisque par les Loix & Constitutions, tant generales que particulieres du Royaume, aucun n'est forcé à vendre son bien & heritage contre son gré & volonté: toutefois puisque la Cour par la prudence & sage advis, en desirant nous favoriser, comme nous estimons & esperons, y a jugé devoir passer plus outre, & entendre de nous pourquoy ne voulons prester consentement, & les raisons de nostre opposition & empêchement à la publication de ladite bulle; nous en dirons quel-

ques unes de plusieurs qu'en avons, laissant les autres à son meilleur jugement & discretion. après toutesfois avoir invoqué & appelé à nostre aide & secours Nostre Maître & Seigneur commun, duquel nous defendons & desirons conserver le patrimoine, *Domine Deus virarum ac conservator & respector de celo, & visibilis vicarius isam*: & crié avec David, *Exaudi Deus, Judica causam meam*, le suppliant presider à ce jugement, & vous inspirer tellement à la conservation du bien de l'Eglise, que nous puissions rapporter de cette action le fruit qu'esperons, & aussi particulièrement pour moy, qui ny esté chargé porter cette parole pour toute la compagnie, combien que je sois le moindre & moins suffisant de tous, & que plusieurs autres s'en fussent bien mieux acquies: mais par adventure pource qu'ny eut honneur d'estre du corps de la Cour, & que je y ay esté nourry bon nombre d'années, ils ont estimé qu'elle seroit mieux prise & plus favorablement receüe: pour moy, dis-je, supplieray la divine bonté, *ut pona cassidum erigero, & assem circumspiciam labris meis*, afin que en cette action difficile & chatoilleuse, & in qua videtur tanquam inter ignem & aquam ambulare, je ne bronche point, & ne m'échappe aucune chose qui puisse offenser la Majesté du Roy, luy étant rapporté, ny aussi les oreilles de la Cour.

Je dis offenser la Majesté du Roy, parce que nous sommes assez advertis qu'on luy a fait trouver mauvais cette opposition nostre, & que par belles interpretations du tout contraires à nos intentions, on a tasché à émouvoir & exciter son ire contre nous, & qu'avons esté blâmés & accusés d'avoir parlé de luy par nostre requeste avec moins d'honneur & reverence que nous devons. Dien par sa bonté & misericorde veuille pardonner à ces * gloisseurs d'Orleans: nous sommes appez par nostre Maître de pardonner volontiers, & *erare pro presumptionibus aut*, & cette saison de devotion nous en admoneste: sans cela nous pourrions crier avec David, *Memor esto improprietatem sacrum, & erum que ab insipientibus sunt tibi dicta: Ne obliviscaris vocem iustitiarum sacrum, superbia erum qui tibi edraus ascendit semper*: mais nous aimons mieux supplier *ut Deus dei illis meliorem mentem, & convertas illis Deus salutaris asper*, & les nous rendre dorénavant plus favorables & propices.

On nous accuse d'avoir fait plainte à la Cour de la Majesté, & ne luy avoir rendu l'honneur & le respect qui luy est deu, & a esté mis en avant ce que la Cour fit du temps du Roy Charles VIII. quand Monsieur d'Orleans, qui fut depuis le Roy Louis XII. se vouloit plaindre. Il n'y a rien icy de semblable, nous n'avons jamais

* C'est une allusion au proverbe, *Glois d'Orleans est pire que le venin*: proverbe fort ancien puisqu'on trouve dans Pierre de Bèze l'usage mort en 1508. in 14. & 16. & 18. & 19. & 20.

ce proverbe est: *Glois d'Orleans est, dit cet Auteur; que de venin venin.*

pensé de taxer ny parler du Roy, & n'en demanderons aussi point pardon à Dieu, qui est Juge de nos consciences. Nous sçavons *Regnum & Principatum à Deo esse*, & ce respect d'obeïssance, deûx aux Princes, nous le prêchons tous les jours : c'est la doctrine que nous enseignons & annonçons, par laquelle les Roys & Princes font plus obeïs que leurs espées & armes. Nous ne voudrions pas, & serions bien marris d'aller au contraire. Je suppliey aussi la Cour, & tous ceux qui m'ontent, ne prendre mes paroles au pied levé, & n'y donner des interpretations à leur mode ; mais s'ils entendent quelque chose qui les mette en doute, qu'ils m'en demandent l'interpretation, & je leur satisferey, de façon, Dieu aidant, qu'ils auront occasion de s'en contenter.

Je parle, Messieurs, & nous parlons tous pour le Clergé de France, pour l'Estat Ecclesiastique du Royaume, pour l'Eglise Gallicane, & c'est elle qui est suppliée & opposée par nous ; car j'ai joit qu'elle soit composée de des Ecclesiastiques & des laïcs, elle est néanmoins représentée ordinairement par les Ecclesiastiques, qui en sont les principaux membres, & comme les peres ayant pouvoir de parler pour les autres qui sont les enfans. Nous parlons pour elle, qui vous a tous mieux & plus heureusement engendrez, ou pour mieux dire regenezez, que n'ont fait vos propres meres, qui vous ont porté co leurs entrailles ; pour celle qui vous a alaités, élevez & nourris quand le temps a esté de viande solide, beaucoup mieux, & à une meilleure vie que cette temporelle. Nous parlons pour le maintien & conservation d'un des trois Estats de ce Royaume, & le premier des trois pour l'honneur qu'avons, nous qui en sommes, d'estre plus particulièrement appelez au service de Dieu, administration, & dispensation des choses saintes & sacrées. Nous parlons pour aller au devant, & empêcher la ruine entière que nous verrions fort proche : laquelle j'ai joit que connoissions nous advenir justement, tant pour nos fautes & demerites, que pour celles aussi de tout le reste du peuple ; car Dieu pour les fautes du peuple oïse bien souvent les Prêtres, les Serviteurs & Ministres de son Autel : néanmoins nous espérons de sa bonté & miséricorde qu'il aura pitié & compassion de tout ce Royaume : & quand il ne luy plaira pas, & que pour nos oblations des uns & des autres en nos pechez & ordures, il fera la fourde oreille, & ne nous voudra delivrer, pour le moins aurons nous ce consentement d'avoir fait nostre devoir, & *liberavimus animas nostras*, & d'autant plus volontiers & hardiment nous nous mettrons en peine d'empêcher cette ruine de nostre Estat, que nous ne doutons point qu'elle n'arrive après soy la ruine des deux autres, & par conséquent du Royaume.

Nous ne mettons point en considération la grandeur & dignité de nostre Estat, les faveurs que les Prêtres, & ceux qui irritent *sacra & sacramenta*, ont eu de tout temps es Gaulles, mesmes devant que fussions Chrétiens ; & cela sembleroit trop magnifique, & seroit parvenue mal à propos pour des supplians ; il nous suffisoit rameneroit à la Cour que nostre Estat, bien qu'il fasse corps à part, est tiré des deux autres, conservé & entretenu des enfans des Nobles & tiers Estat, qui y font receus & instruits, qui rend nostre cause d'autant favorable & re-

commandable. Nous ne chetions pas augmentation & accroissement, & ne demandons pas qu'on nous octroye de nouveaux droits & privilèges, comme on a fait à nos predecesseurs, ny mesme qu'on nous rende ceux qu'on nous a osté depuis quelques années : le temps malheureux auquel nous sommes, le peu de faveur que nous trouvons en nos affaires de toutes sortes de personnes, Dieu le permettant ainsi, parce que la plupart de nous ne s'acquittent pas deûment de sa charge, ne le porte pas, ny le nous permetz Dieu quand il luy plait, après l'embellissement d'une bonne reformation, rendra à nostre Estat sa dignité ancienne : nous tâchons seulement empêcher une ruine entière de nostre Estat & Eglise Gallicane, ou si voulez le Clergé demande & requiert ce qui ne seroit refusé au moindre homme du Royaume ; à sçavoir que n'estant point son heritage obligé, il ne soit vendu contre sa volonté & sans son consentement.

Cette demande & requête est de Justice, & de la Justice distributive, laquelle est entre les autres charges, principalement baillée en garde & commise à la Cour & à ce Senat, qui représente la personne du Prince, qui fait que ne pouvons, à mon jugement, estre blasmez de nous y estre adressez : & ceux qui nous ont accusez, & essayé de nous trouver mauvais qu'avons dit par nostre requête, que la Cour appartenait la protection des Estats du Royaume ; s'ils eussent voulu lire jusques au bout, ils eussent vu qu'il y avoit, par les voyes de la Justice ordinaire. Veritas qui ne peut estre revoquee en doute par ceux qui sçavent tant soit peu que ce soit l'autorité de cette Cour, & des reglemens & police de ce Royaume, aucun tant soit peu entendu aux affaires ne peut ignorer *est hic Consilium Principis*, qui fera que je ne crains y point de dire, que quand nous aurions parlé plus crûement, nous ne penserions avoir faully, ne dit chose d'où on peult justement irriter le Roy, & luy personder que aurions fait tort à son autorité, cherchans notre protection que la sienne.

Si nous étions adressez à des Princes étrangers, & à des Juges qui eussent leur pouvoir d'ailleurs que de luy, ces personnes auroient raison : mais quand nous parlons de ces Juges, sur lesquels luy comme les predecesseurs se repose du fuid de la Justice, & de lesquels les jugemens font tons en son nom, nous estimons & croyons qu'il n'y a aucune raison de nous accuser & blâmer : & ceux qui sans nous la communiquer, ont fait prescoter la bulle à la Cour pour la publier & verser, ont jugé cela mesme, & nous montrent le chemin, au moins justifient nos actions : & ne faut point que ce mot de protection offense les oreilles de personne, il est commun en cette Cour, & usité tous les jours quand l'on parle du domaine du Roy, dont Messieurs les Gens du Roy se disent les premiers protecteurs & conservateurs, parce qu'ils sont les premiers requerans pour la conservation d'iceluy, & la Cour l'a aussi en la protection, pour empêcher toute alienation, revocquer toutes celles qui en auroient esté faites, & de ne le laisser juger & traiter ailleurs.

Nous n'estimons pas le patrimoine de l'Eglise, & des domaines donnez à Dieu, dont les fruits sont delivrez à l'entretienement de ses serviteurs & ministres, comme aussi des Eglises & divers service, & à la nourriture des pauvres, estre moins

privilegie, & pour dire vray, il le doit estre quelque chose, & pour cela en protection singuliere de la Cour, & mesme de Messieurs les Gens du Roy, lesquels à cette cause nous interpellons & formons. C'est à vous Messieurs les Gens du Roy, que je parle. Nous vous interpellons, disje, au nom de Dieu, de ce Juge qui viendra juger les vivants & les morts, devant lequel nous comparoîtrons tous, & auquel vous avez quelque jour à rendre compte de vos charges, & singulierement de vos deportemens en cette action, qu'avez à vous joindre avec nous, prendre la cause pour nous, & imiter la vertu & courage de vos predecesseurs, vous opposer avec nous à la ruine evidente de l'Estat Ecclesiastique.

C'est, Messieurs, pour empêcher cette ruine, que nous venons icy, & comme des personnes qui voyent le feu près de leur maison prêt de s'allumer, mettons peine d'aller au devant & l'esteindre. Ayant esté adverti qu'il estoit venu une bulle de nostre S. Pere, portant concessio & faculté de vendre jusques à cent mille escus de rente du temporel de l'Eglise: & ayant appris par quelques copies, j'ayoit qu'incertaines & un peu differentes, les termes esquels elle est conceue, qu'il y avoit plusieurs choses en icelle qui nous portent prejudice, & à l'Estat Ecclesiastique, sur tout cette excessive alienation, & que la clause *invenis Clericis*, estoit couchée, & tracée pour le devoir de nos charges, & l'obligation qu'avons en general & en particulier à la conservation des biens & patrimoines dont ne sommes qu'administrateurs, & pour obeir plusieurs de nous aux charges & commandemens particuliers qu'avons de nos Provinces, n'avons pu moins faire que de declarer à la Cour, que n'avions presté ny pouvons prestier aucun consentement à la vente portée par la bulle, que nous empêchions la publication & execution d'icelle, & nous y opposons: supplions la Cour nous donner sçavoir de nostre declaration & opposition, comme encore la supplions nous tres-humblement.

Pour toute raison de nostre opposition, par adventure qu'en autre temps nostre simple declaration eust esté suffisante, que nous ne le pouvons vouloir, puisque par toutes Loix, en toutes Republiques bien ordonnées, *nona civitas curare cogitur res sua*: & fust quand quelqu'un ne veut point, qu'il declare sa volonté sans qu'il soit contraint en jugement de dire les raisons pourquoy il ne le veut, le libre gouvernement de son bien estant permis à un chacun, pourveu qu'il ne le dissipe point & qu'il ne fassé tort à autrui: & nous estimons estre les vrais moderateurs, administrateurs, dispensateurs du patrimoine de l'Eglise, & qu'il est plus nostre que d'aucun qui soit.

Nous sçavons la pureté de la feigneurie directe en appartenir à Dieu privativement à tous autres: mais nous sommes les vrais interpretes de la volonté, & par lesquels il faut entendre son conseil à cette alienation, ou y repugner, en estant mesme les usufructiers & administrateurs d'iceux sous son autorité, sans le consentement & au prejudice desquels la propriété ne se vend que pour le privet de l'usufruit. Toutesfois puisque la Cour a voulu que nous passions plus avant, & que dedouissions les raisons pour lesquelles estimons ne devoir prestier ce consentement: après avoir protesté que nous ne pouvons

nous départir de cette premiere declaration, à laquelle nous persistons, & que pour chose que nous disions, nous ne pretendons prejudicier, & que jamais nous ne nous en départions, nous en dirons quelques unes, & commencerons par représenter & reduire en memoire à la Cour celles qui se peuvent apprendre de son Arrest du 7. Septembre 1576. donné sur la verification d'une bulle portant permission d'aliener une somme moindre de moitié que celle-cy, par lequel Arrest, pour plusieurs considerations qui y sont inserées prudemment & vertueusement, elle a esté & ordonné, qu'il ne seroit cy-après faite aucune alienation de ce qui restoit des biens de l'Eglise, ny procédé par la Cour à la publication d'aucunes Lettres, Edits, Bulles, ny permission d'alienation du temporel de l'Eglise, pour quelque cause & consideration que ce soit. Si par le passé nous avons esté pareilleux & negligens, ou avons eu peu de soin à la conservation de nostre Estat: par cet Arrest vous nous excitez, admonestez, & apprenez nostre leçon, & nous mettez en beau chemin.

Je sçay, s'il plaist à la Cour, les raisons de l'Arrest, & elle considerera s'il y a lieu & occasion de changer d'avis, & si les memes raisons ne sont pas plusloist augmentées que diminuées. Ce jour, la Cour, les grand' Chambre & Tourneelle assemblées, ayant deliberé sur la verification de la bulle, &c. Et outre ayant égard aux remonstrances des Syndics generaux & deputez du Clergé, touchant le pauvre & calamiteux estat, auquel est à present redoué dit Clergé, tant par les heresies & diversités sectes, qui pulsent de jour en jour en ce Royaume, que par les grandes, immenses & excessives ventes & levées de deniers faites à plusieurs & diverses fois sur ledit Clergé depuis quinze ans, & pour les pertes & ruines de leurs precieux meubles, reliquaires, ornemens, livres, brullemens de leurs Eglises, maisons, chartres, lettres & titres que ledits deputez ont remonstré avoir en la plupart du Royaume aboly & fait du tout perdre la memoire du divin service, des saintes fondations faites es Eglises, des aumosnes, & autres œuvres charitables: tellement que si l'on continuoit à faire lesdites ventes, impositions & levées, seroit à craindre de voir en bref en ce Royaume une totale destruction & ruine de l'Estat Ecclesiastique, sans lequel les autres Estats ne peuvent bonnement subsister. Outre le prejudice & interest noisire, que telles alienations & impositions apportent au ministere & exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, joint qu'icelles alienations sont aussi notable prejudice aux rentes dues par le Clergé à l'Hôtel de ville, en l'acquit & décharge du Roy & de son domaine, & aux droits d'hypothèque acquis sur ledits biens de l'Eglise, pour l'acquit & payement desdites rentes, & que par ce qui a esté vendu & aliéné, & levé par le passé, le pauvre peuple n'en a esté en rien soulagé, la nécessité des affaires du Roy en son diminué, ne l'est de ses finances secouru. Pour ces considerations, & pour la conservation du surplus qui reste, ne sera faite aucune alienation desdits biens & ne sera procédé par ladite Cour à la publication d'aucunes Lettres, Edits, Bulles, ny permissions d'alienation dudit temporel de

« l'Eglise, pour quelque cause & nécessité qui se
 « propose : & que de tout ce que dessus seront
 « faites au premier jour remontrances bien am-
 « ples & vertueuses audit Seigneur, pour la ma-
 « nutenon dudit Estat Ecclesiastique, soulage-
 « ment dudit Clergé, comme appartenant à l'hon-
 « neur de Dieu, grandeur & splendeur de son
 « Royaume, à l'immortel des Rois ses pre-
 « decesseurs, lesquels ont toujours prospéré
 « tant qu'ils ont maintenu & soulagé l'Estat Ec-
 « clesiastique.

Depuis tantôt dix ans qu'il y n que cet Arrest
 fut donné, il est notoire sans l'exaggerer davan-
 tage par le menu, que nos misères & calamitez
 sont augmentées de beaucoup : & cette vente
 qui fut lors passée en la ruine plusieurs, & verra
 d'autres encore en suspens, restant plus de deux
 ou trois cens mille livres à payer en divers en-
 droits, pour lesquels il a esté usé de fort rudes
 exactions, & delivré des contraintes solidaires.
 Les meubles, ornemens, & précieux joyaux où
 il en restoit, ont esté prins & pillés en plusieurs
 lieux, comme es villes de Penigieux, Mande,
 Cahors, la Fere en Picardie, & autres, & de-
 puis peu de jours à Ambrun, sans mettre en
 compte les pilleries & volteries qui se font tous
 les jours par les soldats tenans les champs, tant
 sur les Beneficiers que sur les meubles des Egli-
 ses, où ils prennent & emportent tout ce qu'ils
 trouvent, jûques à emporter le saint vasseau
 où repose le précieux Corps de nostre Seigneur.
 Vous le savez assez tous les jours des plaintes,
 cette licence de mal faire augmentant tousjours,
 il en faut pas douter que nostre Estat n'en souf-
 fre : de façon que le service divin s'abolit cha-
 cun jour en plusieurs lieux, les fondations faites
 aux Eglises tant pour le divin service, que pour
 la nourriture des pauvres, & œuvres charitables,
 ne s'entretiennent point, & en fort grand nom-
 bre de paroisses ne se trouve qui administrent la
 parole de Dieu, ni les Sacramens au pauvre
 peuple. Meilleurs qui ont esté en Poitou, An-
 goulmois, Nainonge, & plus avant en la Guye-
 ne, Languedoc, Dauphiné, Provence, s'au-
 roient bien rendre témoignage de la grande mi-
 sère & calamitez qui sont en ces pays-là ; car
 nous vous dirons avec verité qu'eo ces quartiers
 de deçà, où il semble que nous soyons un peu
 mieux, nous commençons d'y entrer bien vauot.
 Il y n en la province de Rheims un grand nom-
 bre de Cures sans Pasteurs ny Vicaires, & nous
 ne trouvons pas à qui les donner, ny par qui les
 faire servir, d'autant que peu de personnes se
 mettent à estudier pour se faire Prestres, & ceux
 qui sçavent quelque chose s'yment mieux prendre
 autre vacation, à cause de la pauvreté de
 l'Eglise, & qu'ils ne trouvent pas dequoy vi-
 vre : les gros Beneficiers ne pouvant, comme
 ils faisoient anciennement, soulager les pe-
 tites.

Ces jours passés conférons avec Messieurs du
 Conseil Privé de quelques autres affaires, ouos
 leur avions fait toucher au doigt, & cognoître
 clairement comme depuis vingt-cinq ans l'Estat
 Ecclesiastique estoit diminué des trois quarts
 pour le moins : & il est bien aisé en trois ou qua-
 tre articles le juger. Le Baillemain * est perdu
 presque entièrement, n'y ayant plus de devo-
 tion au peuple, ny aucun qui nous donne com-
 me on souloit : les dixmes ne se payent plus qu'à
 volonté, & ne reviennent pas au tiers de ce qu'il

les avoient accoustumé, pour l'insolence des
 Gendarmes qui logent es terres d'Eglise, & ne
 pouvons quasi plus trouver de Fermiers : à quoy
 se peut adjoindre les oppressions qu'on reçoit de
 plusieurs particuliers, qui par force se veulent
 accommoder du bien de l'Eglise : & pour le qua-
 trième moyen de nostre appauvrissement, les alie-
 nations du temporel, dont depuis vingt-trois
 ans nous en avons eu quatre, sans mettre en
 compte la première, qui fut violente, à laquelle
 les acquerisseurs mettoient à prix & encherissoient
 tout ce que bon leur sembloit, de laquelle le ra-
 chapt fut permis aussi tost, & néanmoins en est
 demeuré bonne part es mains des acquerisseurs.
 Les alienations, dis-je, ont tellement diminué le
 fonds, qu'en plusieurs Benefices il n'y a plus de
 patrimoine, & ne reste que les dixmes, encore
 bien peuement.

Après tant de maux, pertes, & ruines, s'il
 faut encore que cette bulle s'exécute, & que l'ali-
 enation se fasse, vous l'avez sagement jugé par
 vostre Arrest, c'est la totale destruction de l'E-
 tat Ecclesiastique, laquelle n'ira après soy celle
 des nôtres : & ne faudra plus nous demander des
 dixmes ny subventions pour secourir le Roy en
 ses affaires, on payer les rentes que sa Majesté
 doit à l'Hôtel de ville : il faudra plutôt, qui
 voudra avoir des Ministres Ecclesiastiques, que
 vous leur donniez du vostre, & que scélérats à
 vostre honneur.

Une autre raison avec vous encore touchée
 par vostre Arrest, que pour toutes ces alie-
 nations le peuple n'ait en rien esté soulagé, ny
 la nécessité des affaires du Roy diminuée. ny les
 finances secourues, dont la raison se peut dire
 en un mot : à sçavoir, que Dieu n'y a donné
 sa benediction, pour d'avoir esté content que
 le patrimoine de son Eglise fust vendu & alie-
 né.

Nous ne doutons point que outre celles-cy,
 la Contrainte en plusieurs bonnes & grandes rai-
 sons pour donner un si not ble & saint Arrest,
 desquelles nous la supplions se souvenir, & nous
 en adjousterons pour nostre regard quelques
 autres, avec permission ; à sçavoir, que les cho-
 ses sacrées & dédiées à Dieu, qui sont ces biens
 icy, sans extra commercium hominum, & du
 tout inalienables. Messieurs les Gens du Roy
 disent *esse rem sacram*, & toutes ces restrictions
 qui se font des alienations du domaine, sont fon-
 dées là-dessus. Je croy que le patrimoine de
 Dieu, de nostre Seigneur Jesus-Christ, qui ho-
 bet scriptum in fenne, *Rex regum, & Dominus*
dominationum, doit autant ou plus estre privilé-
 gié, & lequel jupon que ne le voyons qu'à bas
 personnellement & visiblement en terre usé de
 ses biens, qu'il n'y boive ny mangé comme il a
 fait autrefois, & qu'il n'ait train & suite comme
 les Rois & Princes, il ne laisse d'avoir la jouys-
 sance & l'usage de ce bien, & en son corps mys-
 tique, qui est l'Eglise, & Ministres d'icelle, &
 en ses membres qui sont les pauvres, lesquels
 sont nourris & alimentés de ce bien, & l'usage
 leur en appartient, & non à autre : de façon
 que vendus le fonds, ils sont frustrés & privés de
 ce secours, & en leur personne nostre Seigneur,
 lequel crie hautement, *Quid uni ex minimis istis*
fecistis, mihi fecistis.

Et sans chercher les choses si avant & si hautes
 au profond de la Theologie, & qu'on ne dise que
 fasse le prescheur, jayon que ce ne me soit chose
 mal

* L'Esprit.

mal feante, d'autant que c'est le principal de ma profession, & pleust à Dieu que je le sceusse bien faire : pour demeurer es simples tenues de Droit Civil, c'est chose trop commune & trivial, qu'un bien subtilisé ne se peut aucunement aléner, ny en tout ny en partie : s'il y en eust jamais de subtilisé, celui-cy l'est. Quand nous accorderions la propriété n'en appartenir à Dieu, il est donné & acqui, & dédié, *etiam à multis seculis lex his fundis dicta est*, pour la nourriture & entretènement des Ministres de l'Autel, & pour les pauvres. Je croy qu'il n'y a personne si malheureux qui n'espere ce ministère devoir durer en ce Royaume *usque ad consummationem seculi* : & quand il desueroit, *sic exigentibus peccatis nostris*, & ira Dei *deservente in nos*, les pauvres ne desueroient jamais, nostre Seigneur disant, *pauperes semper subsistent habebitis*, auxquels ce bien est subtilisé. Qui me fera dire hardiment qu'il est du tout hors de commerce, & insensible, & qu'il n'y a nécessité pour laquelle on le puisse aléner : car si la nécessité d'un costé pour aléner, de l'autre la nécessité aussi de le conserver est encores plus grande, celle-là n'estant que pour un temps & transitoire, & la nécessité d'avoir dequoy nourrir les pauvres y estant perpétuelle : & nous sommes tenus de conserver pour leur usage, comme aussi pour les Ministres qui viendront après nous, ces biens, ainsi que nos prédécesseurs les ont conservés : ainsi la disposition de Droit, & les Constitutions des saints Conciles defendent nommément les alienations du temporel de l'Eglise.

Ce grand personnage plein de sainteté & de piété Symmachus, ne veut pas qu'il soit permis au Pape mesme de vendre les possessions de l'Eglise, *pro quacunque necessitate*, & *statim anathema sit in eum qui vendit, quum qui emit, & subscribitur* : & qu'ils y pensent bien s'ils veulent ces seigneurs des biens de l'Eglise, & ceux qui si aisément prestant consentement & souscrivent. Le sixième Concile general tenu à Constantinople permet bien de vendre *moneta*, & les meubles précieux & joyaux de l'Eglise *pro redemptio captivorum*, & autres nécessitez : mais il defend expressément l'alienation des fonds & des terres & possessions, dont le revenu est pour la nourriture & entretènement des Ministres, & *ad usum pauperum*, & *sustentationem peregrinorum*. Outre les Constitutions des Empereurs anciens, les derniers Grecs ont passé par là. Alexius Comnène en une sainte Constitution qu'il appelle la Bulle d'or, *legem dei filii & successoribus*, par laquelle il defend nommément de mettre les mains aux choses affectées à l'Eglise, sous couleur & pretexte de quelque nécessité que ce soit, faisant prier à Dieu que si aucun le finit, il soit privé de sa lumiere, qu'en ce monde & hors d'iceluy il ne jouisse de la grace & secours de Dieu : mais qu'en tous lieux il soit déprisé & delaisné d'iceluy.

Ce grand & excellent Eveque de Rhêmes saint Remy, par lequel nos Roys ont esté faits Chrétiens, qui premier leur donna le saint Esprit, & par le Baptême, & par l'Onction Royale, nous apprend assez par son testament comme ces biens icy ne doivent estre vendus, & de quelle peine & malediction sont dignes & ceux qui les vendent, & les Prelats qui y consentent : j'en ay apporté l'extrait pour le lire à la Cour, si le trouve dans un livre qu'un des excellents per-

sonnages d'icelle a escrit, & fait imprimer depuis peu d'années, il le pourra reconnaître aisément. *Hec ita de, statuta, sua testor, &c. Sed incunctis & incunctationibus huc cunctis testamentum, à fratribus meis successoribus, videlicet Romanis Episcopis, conservandum, à Regibus quoque Francorum, filius scilicet meus carissimus, &c. Voyez le reste en l'Histoire de Rhêmes, écrite par Flodoard. Il n'y va pas à petit semblant, ou de main morte. Si nous disions cela maintenant, nous serions criminels de l'ex-Majesté. C'est toutcfois le vray Pere de nos Roys, & à vray dire du Royaume, par le ministère duquel nous avons esté faits généralement Chrétiens, & la Foy Catholique a esté reçue : il est hors de tout soupçon de ne porter & avoir porté à nos Roys entiere affection, & avoir désiré leur bien, comme aussi celui du Royaume, de laquelle affection nous hay sommes successeurs, comme aussi au ministère ; j'oüy que ne hay ressemblions pas de probité & sainteté.*

Plusieurs doctes & excellents personnages dont la Cour est remplie, savent & entendent mieux toutes ces raisons de droit particulieres, & conclusions & establissement, esquelles sans m'estendre davantage, je diray qu'en tous pays, nations, & regions, & de quelque temps & saison que ce soit, voire mesmes parmi les Payens, Ethniques, & infidèles, il ne se trouve point que pour quelque nécessité que soit venue, jamais les biens des Prestres, & le patrimoine dédié pour leur nourriture & entretènement, ait esté vendu & aliéné.

Qui voudroit entrer aux immunités & droits accordés en tous temps, & parmy toutes nations, mesmes les plus barbares, aux Prestres, ce seroit un beau champ pour discourir ; mais la crainte nous empêche bien de nous égarer tant, & cela ne nous serviroit que pour nous lacher & contrister davantage, de nous voir déchus de si honorable estat à telle misere. Je diray seulement, laissant là les Ethniques & Payens, que parmy la Chrétienneté cette alienation du temporel de l'Eglise est sans exemple. Nous n'en avons point parmy les Histoires, tant anciennes que modernes, & ne se voit point aussi d'aucun Prince ou Estat, qui pour nécessité ou difficulté qu'il ait eu, ait jamais touché au fonds & patrimoine pour le vendre & aléner à perpétuité. Sur tous les autres on ce Royaume tant Chrélien il ne s'en trouve point avoir esté non seulement fait, mais attenté depuis onze cens ans & plus que la Foy y a esté reçue, & que l'Eglise a commencé à avoir des biens : si ce n'est depuis vingt-cinq ans que l'herésie, avec les autres malheurs, nous a li amené & introduit & la trop grande facilité des Ecclesiastiques pensent bien faire à éviter un plus grand mal, l'a permis.

Mais nous voyons à cette heure combien cette porte ouverte nous a attiré de maux & de dangereuses conséquences : ce que nos prédécesseurs, plus sages & adroits que nous, & plus craignant Dieu, n'ont entrepris, ny fait une seule fois en onze cens ans : combien que ce Royaume se soit trouvé en plusieurs affaires, nécessitez & angoisses, grande quantité d'ennemis, barbares, & autres estans au milieu d'iceluy ; cette ville mesmes estans es mains des ennemis de nos Rois rendus en de grandes détresses, & le Royaume en des difficultez de toutes sortes : en moins de vingt-cinq ou vingt-quatre ans nous y retournons pour

la cinquième fois, & n'y allons point à main morte : nous doublons tout à un coup les autres levées, jadis que par les ventes précédentes nous foyons de beaucoup appauvris, & quelles nous ayent apporté des ruines au quadruple de ce que monte la somme qu'on vendoit ; que devons nous attendre & espérer du reste ? Nous pouvons tenir pour certain, & ne douter point que cette-cy passant, il s'en poursuivra soit après une autre, & qu'on ne cessera jamais jusqu'à tant que tout soit vendu : voilà la conséquence de l'avoir commencé & l'avoir souffert.

La pudicitia deperit illa femel.

Pour ces raisons, & plusieurs autres qui se pourroient dire en temps & lieu, nous avons estimé ne pouvoir ny devoir consentir au contraire qu'il estoit de nostre devoir de vertueusement & courageusement nous opposer à cette alienation, & que serions défenseurs & producteurs de nostre Ordre, & Dieu nous le reprocherait un jour si faisons autrement. Protestans de nullité contre tout ce qui se fera par dessus, & sans nostre consentement, & de nous pourroit ainsi que de raison, & de justice le requerra.

Imprimé dans la Bibliothèque du Droit François de L. Bechel.

F. I. N.



